ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

SESSIONS DE 1982

7e Législature.

Deuxième session extraordinaire de 1981-1982.....	Du 12 janvier au 5 février 1982.
Seconde session ordinaire de 1981-1982.....	Du 2 avril au 30 juin 1982.
Troisième session extraordinaire de 1981-1982.....	Du 1er au 28 juillet 1982.
Quatrième session extraordinaire de 1981-1982.....	Du 21 septembre au 1er octobre 1982.
Première session ordinaire de 1982-1983.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1982.
Première session extraordinaire de 1982-1983.....	21 décembre 1982.

ABREVIATIONS

S. ..... Groupe socialiste.

R. P. R. ..... Groupe du rassemblement pour la République.

U. D. F. ..... Groupe union pour la démocratie française.

C. ..... Groupe communiste.

N. I. ..... Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATION DES SIGLES

A. C. O. S. S.	Agence centrale des organismes de sécurité sociale.
A. D. O. S. O. M.	Association pour l'administration d'œuvres sociales d'outre-mer.
A. F. P. A.	Association pour la formation professionnelle des aduites.
A. N. A. H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A. N. P. E.	Agence nationale pour l'emploi.
A. N. V. A. R.	Agence nationale pour la valorisation de la recherche.
A. O. C.	Appellation d'origine contrôlée.
A. P. L.	Aide personnalisée au logement.
A. R. R. C. O.	Assurance des régimes de retraites complémentaires.
A. S. S. E. D. I. C. ...	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A. T. R.	Avion de transport régional.
B. A. P. S. A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B. I. C.	Bénéfices industriels et commerciaux.
B. N. C.	Bénéfices non commerciaux.
B. N. P.	Banque nationale de Paris.
B. T. P.	Bâtiments et travaux publics.
C. A. C. T.	Commission d'amélioration des conditions de travail.
C. A. E. C. L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C. A. P.	Certificat d'aptitude professionnelle.
C. A. T.	Centre d'aide par le travail.
C. A. U. E.	Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement.
C. E. O.	Centre d'études et d'opinion.
C. E. S.	Certificat d'études spécialisées.
C. F. A.	Centre de formation d'apprentis.
C. G. C.	Confédération générale des cadres.
C. G. I.	Code général des impôts.
C. G. T.	Confédération générale du travail.
C. H. S.	Comités d'hygiène et de sécurité.
C. H. S. C. T.	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
C. I. R. I.	Comité interministériel de restructuration industrielle.
C. M. P.	Commission mixte paritaire.
C. N. C.	Conseil national du crédit.
C. N. C. A.	Conseil national de la communication audiovisuelle.
C. N. R. S.	Centre national de la recherche scientifique.
C. O. D. E. F. I.	Comités départementaux d'examen des problèmes financiers des entreprises.
C. O. R. R. I.	Comités régionaux de restructuration industrielle.
D. E. U. G.	Diplôme d'études universitaires générales.
D. G. E.	Dotation globale d'équipement.
D. G. F.	Dotation globale de fonctionnement.
D. O. M. - T. O. M. ...	Départements et territoires d'outre-mer.
E. N. A.	Ecole nationale d'administration.
E. P. S. T.	Etablissement public à caractère scientifique et technologique.
E. R. A. P.	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
F. A. C. E.	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
F. B. C. F.	Formation brute de capital fixe.
F. D. E. S.	Fonds de développement économique et social.
F. E. N.	Fédération de l'éducation nationale.
F. E. O. G. A.	Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles.
F. N. E.	Fonds national de l'emploi.
F. N. S.	Fonds national de solidarité.
G. E. R. D. A. T.	Groupements d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
G. I. P.	Groupement d'intérêt public.
H. L. M.	Habitation à loyer modéré.
I. F. P.	Institut français du pétrole.
I. N. C. A.	Institut national de la communication audiovisuelle.
I. N. E. D.	Institut national d'études démographiques.
I. N. S. E. R. M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I. T. E. F.	Ingénieur technicien d'études et de fabrications.
I. V. G.	Interruption volontaire de grossesse.
L. E. P.	Lycée d'enseignement professionnel.
M. I. N.	Marché d'intérêt national.
O. L. P.	Organisation de libération de la Palestine.
O. P. P. B. T. P.	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
O. R. S. T. O. M.	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
P. A. L. U. L. O. S. ..	Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
P. A. Z.	Plan d'aménagement de zones.
P. M. E.	Petites et moyennes entreprises.
P. O. S.	Plan d'occupation des sols.
P. R. E.	Prime régionale à l'emploi.
S. A. C.	Service d'action civique.
S. A. M. U.	Service d'aide médicale urgente.
S. D. R.	Société de développement régional.
S. F. P.	Société française de production.
S. I. C. A.	Société d'intérêts collectifs agricoles.
S. N. C. F.	Société nationale des chemins de fer français.
S. N. E. A.	Société nationale Elf-Aquitaine.
S. N. I.	Syndicat national des instituteurs.
SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
S. O. P.	Service d'observation des programmes.
T. D. F.	Télédiffusion de France.
T. G. V.	Train à grande vitesse.
T. I. P. P.	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
T. P. F. A.	Tribunaux permanents des forces armées.
T. V. A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U. C. A. N. S. S.	Union des caisses nationales de sécurité sociale.
U. E. O.	Union de l'Europe occidentale.
U. E. R.	Unité d'enseignement et de recherche.
U. N. E. D. I. C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U. R. S. S. A. F.	Union pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et d'allocations familiales.
Z. A. C.	Zone d'aménagement concertée.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication, la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu.)

ANNÉE 1982

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMEROS	NUMEROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMEROS	NUMEROS des microfiches.
12 janvier	13 janvier	1 à 48	1	001	29 avril	30 avril	1463 à 1510	31	033
13 janvier	14 janvier	49 à 94	2	002	30 avril	1er mai	1511 à 1556	32	034
14 janvier	15 janvier	95 à 132	3	003	3 mai	4 mai	1557 à 1628	33	035
15 janvier	16 janvier	133 à 142	4	004	4 mai	5 mai	1629 à 1700	34	036
18 janvier	19 janvier	143 à 196	5	005	5 mai	6 mai	1701 à 1788	35	037
19 janvier	20 janvier	197 à 252	6	006	6 mai	7 mai	1789 à 1844	36	038
20 janvier	21 janvier	253 à 314	7	007	7 mai	8 mai	1845 à 1884	37	039
21 janvier	22 janvier	315 à 362	8	008	10 mai	11 mai	1885 à 1956	38	040
22 janvier	23 janvier	363 à 474	9	009-010	11 mai	12 mai	1957 à 2036	39	041
25 janvier	26 janvier	475 à 528	10	011	12 mai	13 mai	2037 à 2088	40	042
26 janvier	27 janvier	529 à 560	11	012	13 mai	14 mai	2089 à 2156	41	043
27 janvier	28 janvier	561 à 624	12	013	14 mai	15 mai	2157 à 2228	42	044
28 janvier	29 janvier	625 à 672	13	014	15 mai	16 mai	2229 à 2274	43	045
3 février	4 février	673 à 726	14	015	17 mai	18 mai	2275 à 2338	44	046
4 février	5 février	727 à 758	15	016	18 mai	19 mai	2339 à 2410	45	047
5 février	6 février	759 à 774	16	017	19 mai	20 mai	2410 à 2458	46	048
2 avril	3 avril	775 à 790	17	018	24 mai	25 mai	2459 à 2514	47	049
6 avril	7 avril	791 à 950	18	019-020	25 mai	26 mai	2515 à 2584	48	050
7 avril	8 avril	951 à 996	19	021	26 mai	27 mai	2585 à 2654	49	051
8 avril	9 avril	997 à 1044	20	022	27 mai	28 mai	2654 à 2710	50	052
13 avril	14 avril	1045 à 1090	21	023	28 mai	29 mai	2711 à 2774	51	053
14 avril	15 avril	1091 à 1168	22	024	1er juin	2 juin	2775 à 2838	52	054
16 avril	17 avril	1169 à 1184	23	025	2 juin	3 juin	2839 à 2894	53	055
20 avril	21 avril	1185 à 1206	24	026	3 juin	4 juin	2895 à 2948	54	056
21 avril	22 avril	1207 à 1246	25	027	4 juin	5 juin	2949 à 3008	55	057
22 avril	23 avril	1247 à 1284	26	028	7 juin	8 juin	3009 à 3086	56	058
23 avril	24 avril	1285 à 1296	27	029	8 juin	9 juin	3087 à 3158	57	059
26 avril	27 avril	1297 à 1344	28	030	9 juin	10 juin	3159 à 3196	58	060
27 avril	28 avril	1345 à 1398	29	031	10 juin	11 juin	3197 à 3250	59	061
28 avril	29 avril	1399 à 1462	30	032	11 juin	12 juin	3251 à 3322	60	062

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
14 juin	15 juin	3323 à 3370	61	063
15 juin	16 juin	3371 à 3448	62	064
16 juin	17 juin	3449 à 3512	63	065
17 juin	18 juin	3513 à 3576	64	066
18 juin	19 juin	3577 à 3614	65	067
21 juin	22 juin	3615 à 3684	66	068
22 juin	23 juin	3685 à 3756	67	069
23 juin	24 juin	3757 à 3828	68	070
24 juin	25 juin	3829 à 3860	69	071
25 juin	26 juin	3861 à 3940	70	072
28 juin	29 juin	3941 à 3978	71	073
29 juin	30 juin	3979 à 4042	72	074
30 juin	1er juillet	4043 à 4122	73	075
1er juillet	2 juillet	4123 à 4198	74	076
6 juillet	7 juillet	4199 à 4260	75	077
7 juillet	8 juillet	4261 à 4328	76	078
8 juillet	9 juillet	4329 à 4400	77	079
9 juillet	10 juillet	4401 à 4406	78	080
12 juillet	13 juillet	4407 à 4442	79	081
13 juillet	14 juillet	4443 à 4474	80	082
19 juillet	20 juillet	4475 à 4530	81	083
20 juillet	21 juillet	4531 à 4576	82	084
21 juillet	22 juillet	4577 à 4654	83	085
22 juillet	23 juillet	4655 à 4716	84	086
23 juillet	24 juillet	4717 à 4820	85	087-088
26 juillet	27 juillet	4821 à 4866	86	089
27 juillet	28 juillet	4867 à 4922	87	090
28 juillet	29 juillet	4923 à 4986	88	091
21 septembre	22 septembre	4987 à 5032	89	092
22 septembre	23 septembre	5033 à 5094	90	093
23 septembre	24 septembre	5095 à 5108	91	094
27 septembre	28 septembre	5109 à 5154	92	095
28 septembre	29 septembre	5155 à 5192	93	096
29 septembre	30 septembre	5193 à 5254	94	097
30 septembre	1er octobre	5255 à 5310	95	098
1er octobre	2 octobre	3511 à 5360	96	099
2 octobre	3 octobre	5361 à 5362	97	100
5 octobre	6 octobre	5336 à 5440	98	101
6 octobre	7 octobre	5441 à 5536	99	102
7 octobre	8 octobre	5537 à 5582	100	103
8 octobre	9 octobre	5583 à 5596	101	104
11 octobre	12 octobre	5597 à 5634	102	105
12 octobre	13 octobre	5635 à 5696	103	106
13 octobre	14 octobre	5697 à 5798	104	107-108
14 octobre	16 octobre	5799 à 5822	105	109
15 octobre	15 octobre	5823 à 5894	106	110
18 octobre	19 octobre	5895 à 5950	107	111
19 octobre	20 octobre	5951 à 6012	108	112
20 octobre	21 octobre	6013 à 6084	109	113
21 octobre	22 octobre	6085 à 6156	110	114
22 octobre	23 octobre	6157 à 6242	111	115
23 octobre	24 octobre	6243 à 6298	112	116
26 octobre	27 octobre	6299 à 6344	113	117
27 octobre	28 octobre	6345 à 6404	114	118
28 octobre	29 octobre	6405 à 6484	115	119
29 octobre	30 octobre	6485 à 6524	116	120
2 novembre	3 novembre	6525 à 6580	117	121
3 novembre	4 novembre	6581 à 6672	118	122
4 novembre	5 novembre	6673 à 6736	119	123
5 novembre	6 novembre	6737 à 6830	120	124
8 novembre	9 novembre	6831 à 6920	121	125
9 novembre	10 novembre	6921 à 7000	122	126
10 novembre	11 novembre	7001 à 7048	123	127
12 novembre	13 novembre	7049 à 7128	124	128
13 novembre	14 novembre	7129 à 7158	125	129
15 novembre	16 novembre	7159 à 7222	126	130
16 novembre	17 novembre	7223 à 7292	127	131
17 novembre	18 novembre	7293 à 7356	128	132
18 novembre	19 novembre	7357 à 7426	129	133
19 novembre	20 novembre	7427 à 7536	130	134-135
23 novembre	24 novembre	7537 à 7606	131	136
24 novembre	25 novembre	7607 à 7676	132	137
25 novembre	26 novembre	7677 à 7700	133	138
26 novembre	27 novembre	7701 à 7716	134	139
29 novembre	30 novembre	7717 à 7754	135	140
30 novembre	1er décembre	7755 à 7834	136	141
1er décembre	2 décembre	7835 à 7936	137	142-143
2 décembre	3 décembre	7937 à 7958	138	144
3 décembre	4 décembre	7959 à 7976	139	145
6 décembre	7 décembre	7977 à 8024	140	146
7 décembre	8 décembre	8025 à 8102	141	147
8 décembre	9 décembre	8103 à 8150	142	148
9 décembre	10 décembre	8151 à 8206	143	149
10 décembre	11 décembre	8207 à 8252	144	150
14 décembre	15 décembre	8253 à 8308	145	151
15 décembre	16 décembre	8309 à 8418	146	152-153
16 décembre	17 décembre	8419 à 8456	147	154
17 décembre	18 décembre	8457 à 8502	148	155
18 décembre	19 décembre	8503 à 8564	149	156
20 décembre	21 décembre	8565 à 8580	150	157
21 décembre	22 décembre	8581 à 8596	151	158

INDICATIONS PRELIMINAIRES

Pages.

I. — Composition de l'Assemblée nationale :

1. Liste par ordre alphabétique des députés, à la date du 1er janvier 1982 11
2. Liste par circonscription des députés, à la date du 1er janvier 1982 15

II. — Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :

A. — Elections :

1. Contestations d'élections par circonscription avec les décisions du Conseil constitutionnel 21
2. Elections partielles 21
3. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique ... 21
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription 21

B. — Députés nommés membres du Gouvernement ... 21

C. — Cessation de fonctions par suite de renouvellement d'une mission temporaire 21

D. — Démission de députés 21

E. — Députés décédés 21

Pages.

III. — Groupes politiques 22

IV. — Bureau de l'Assemblée nationale :

1. Bureau d'âge 24
2. Bureau de l'Assemblée nationale 24

V. — Commissions permanentes 25

VI. — Commission « ad hoc » 27

VII. — Commissions spéciales 28

VIII. — Commissions mixtes paritaires 29

IX. — Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe 30

X. — Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires 31

XI. — Autres délégations de l'Assemblée nationale 32

XII. — Haute Cour de justice 33

XIII. — Députés chargés d'une mission temporaire 34

XIV. — Sessions 35

XV. — Composition du deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy :

1. Par ordre alphabétique 36
2. Par ministère 36
3. Modifications 37

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR ORDRE ALPHABETIQUE des députés, à la date du 1er janvier 1982.

MM.	Maurice ADEVAH-PŒUF.	Puy-de-Dôme (4e).
	Jean-Marie ALAIZE.....	Ardèche (3e).
	Nicolas ALFONSI	Corse-du-Sud (1re).
	Edmond ALPHANDERY ..	Maine-et-Loire (3e).
	Jean ANCIANT	Oise (4e).
	Gustave ANSART	Nord (20e).
	Vincent ANSQUER	Vendée (4e).
	François ASENSI	Seine-Saint-Denis (8e).
	Emmanuel AUBERT	Alpes-Maritimes (4e).
	François d'AUBERT	Mayenne (1re).
	André AUDINOT	Somme (5e).
	Robert AUMONT	Aisne (1re).
	Jacques BADET	Loire (3e).
	Jean-Pierre BALLIGAND..	Aisne (3e).
	Georges BALLY	Isère (7e).
	Paul BALMIGERE	Hérault (4e).
	Gérard BAPT	Haute-Garonne (2e).
	Bernard BARDIN	Nièvre (3e).
	Michel BARNIER	Savoie (2e).
	Raymond BARRE	Rhône (4e).
	Jacques BARROT	Haute-Loire (1re).
	Jean-Jacques BARTHE	Pas-de-Calais (7e).
	Claude BARTOLONE	Seine-Saint-Denis (6e).
	Pierre BAS	Paris (4e).
	Philippe BASSINET	Hauts-de-Seine (13e).
	Jean-Claude BATEUX	Seine-Maritime (4e).
	Umberto BATTIST	Nord (22e).
	Henri BAUDOUIN	Manche (3e).
	Jacques BAUMEL	Hauts-de-Seine (8e).
	Henri BAYARD	Loire (7e).
	Jean-Michel BAYLET	Tarn-et-Garonne (2e).
	Raoul BAYOU	Hérault (5e).
	Jean BEAUFILS	Seine-Maritime (9e).
	Jean BEAUFORT	Finistère (6e).
	Guy BECHE	Doubs (2e).
	Jacques BECQ	Somme (4e).
	Jean BEGAULT	Maine-et-Loire (4e).
	Roland BEIX	Charente-Maritime (3e).
	André BELLON	Alpes-de-Haute-Provence (2e).
	Jean-Michel BELORGEY..	Allier (4e).
	Serge BELTRAME	Vosges (4e).
	Georges BENEDETTI	Gard (2e).
	Jean-Jacques BENETIERE.	Loire (5e).
	Daniel BENOIST	Nièvre (1re).
	Michel BEREGOVOY	Seine-Maritime (1re).
	Christian BERGELIN	Haute-Saône (1re).
	Jean BERNARD	Meuse (1re).
	Pierre BERNARD	Tarn (1re).
	Roland BERNARD	Rhône (12e).
	Michel BERSON	Essonne (1re).
	Wilfrid BERTILE	La Réunion (3e).
	Louis BESSON	Savoie (1re).
	Marcel BIGEARD	Meurthe-et-Moselle (5e).
	André BILLARDON	Saône-et-Loire (3e).
	Alain BILLON	Paris (29e).
	Claude BIRRAUX	Haute-Savoie (3e).
	Emile BIZET	Manche (2e).
MM.	Paul BLADT	Moselle (6e).
	Jacques BLANC	Lozère (2e).
	Jean-Marie BOCKEL ...	Haut-Rhin (4e).
	Alain BOCQUET	Nord (19e).
	Jean-Claude BOIS	Pas-de-Calais (13e).
	Gilbert BONNEMAISON..	Seine-Saint-Denis (1re).
	Alain BONNET	Dordogne (3e).
	Christian BONNET	Morbihan (2e).
	Augustin BONREPAUX ..	Ariège (1re).
	André BOREL	Vaucluse (2e).
	Jean-Michel BOUCHERON	Charente (1re).
	Jean-Michel BOUCHERON	Ille-et-Vilaine (2e).
	Pierre BOURGUIGNON ..	Seine-Maritime (3e).
	Loïc BOUVARD	Morbihan (4e).
	Jean-Pierre BRAINE	Oise (3e).
	Jean-Guy BRANGER	Charente-Maritime (2e).
	Benjamin BRIAL	Wallis-et-Futuna.
	Maurice BRIAND	Côtes-du-Nord (4e).
	Jean BRIANE	Aveyron (1re).
	Jean BROCARD	Haute-Savoie (1re).
	Albert BROCHARD	Deux-Sèvres (3e).
	Alain BRUNE	Jura (1re).
	André BRUNET	Drôme (3e).
	Jacques BRUNHES	Hauts-de-Seine (1re).
	Georges BUSTIN	Nord (18e).
	Robert CABE	Landes (3e).
Mme	Denise CACHEUX	Nord (16e).
MM.	Jacques CAMBOLIVE	Aude (3e).
	Jean-Marie CARO	Bas-Rhin (5e).
	Roland CARRAZ	Côte-d'Or (1re).
	Michel CARTELET	Aube (3e).
	Raoul CARTRAUD	Vienne (3e).
	Jean-Claude CASSAING ..	Corrèze (2e).
	Elie CASTOR	Guyane.
	Laurent CATHALA	Val-de-Marne (5e).
	Robert de CAUMONT ...	Hautes-Alpes (2e).
	Jean-Charles CAVAILLE..	Morbihan (3e).
	Aimé CESAIRE	Martinique (2e).
	Jacques CHABAN-DELMAS	Gironde (3e).
Mme	Colette CHAIGNEAU	Charente-Maritime (1re).
MM.	Guy CHANFRAULT	Haute-Marne (2e).
	Robert CHAPUIS	Ardèche (1re).
	Jean-Paul CHARIE	Loiret (3e).
	Serge CHARLES	Nord (9e).
	Gilles CHARPENTIER	Ardennes (3e).
	Michel CHARZAT	Paris (30e).
	Gérard CHASSEGUET	Sarthe (1re).
	Albert CHAUBARD	Allier (2e).
	Guy-Michel CHAUVEAU ..	Sarthe (3e).
	Alain CHENARD	Loire-Atlantique (2e).
	Daniel CHEVALLIER	Hautes-Alpes (1re).
	Jacques CHIRAC	Corrèze (3e).
	Paul CHOMAT	Loire (1re).
	Didier CHOUAT	Côtes-du-Nord (3e).
	Pascal CLEMENT	Loire (6e).
	Michel COFFINEAU	Val-d'Oise (5e).

MM. Michel COINTAT ..... Ille-et-Vilaine (5e).
Georges COLIN ..... Marne (1re).
Gérard COLLOMB ..... Rhône (2e).
Jean-Hugues COLONNA .. Alpes-Maritimes (3e).
Jean COMBASTEIL ..... Corrèze (1re).
Mme Nelly COMMERGNAT .... Creuse (2e).
MM. Maurice CORNETTE ..... Nord (12e).
Roger CORREZE ..... Loir-et-Cher (2e).
Michel COUILLET ..... Somme (3e).
Lucien COUQUEBERG ... Territoire de Belfort (1re).
Pierre-Bernard COUSTE .. Rhône (5e).
Maurice COUVE DE MURVILLE . Paris (6e).
Jean-Marie DAILLET .... Manche (1re).
Louis DARINOT ..... Manche (5e).
Marcel DASSAULT ..... Oise (1re).
Pierre DASSONVILLE .... Nord (2e).
Michel DEBRE ..... La Réunion (1re).
Jean-Pierre DEFONTAINE. Pas-de-Calais (2e).
Marcel DEHOUX ..... Nord (21e).
Bertrand DELANOE ..... Paris (26e).
Georges DELATRE ..... Seine-Maritime (10e).
André DELEHEDDE ..... Pas-de-Calais (1re).
Georges DELFOSSE ..... Nord (1re).
Henry DELISLE ..... Calvados (2e).
Xavier DENIAU ..... Loiret (4e).
Albert DENVERS ..... Nord (11e).
Charles DEPREZ ..... Hauts-de-Seine (5e).
Bernard DEROSIER ..... Nord (4e).
Jean DESANLIS ..... Loir-et-Cher (3e).
Freddy DESCHAUX-BEAUME .. Eure (4e).
Jean-Paul DESGRANGES .. Allier (1re).
Jean-Claude DESSEIN .... Somme (1re).
Jean-Pierre DESTRADE .. Pyrénées-Atlantiques (4e).
Paul DHAILLE ..... Seine-Maritime (5e).
Yves DOLLO ..... Côtes-du-Nord (1re).
Maurice DOUSSET ..... Eure-et-Loir (3e).
Raymond DOUYERE ..... Sarthe (2e).
René DROUIN ..... Moselle (3e).
Hubert DUBEDOUT ..... Isère (2e).
Guy DUCOLONE ..... Hauts-de-Seine (11e).
Roland DUMAS ..... Dodogne (1re).
Jean-Louis DUMONT ..... Meuse (2e).
Dominique DUPILET ..... Pas-de-Calais (6e).
Jean DUPRAT ..... Hautes-Pyrénées (2e).
Mme Lydie DUPUY ..... Gers (2e).
MM. Paul DURAFFOUR ..... Saône-et-Loire (2e).
Adrien DURAND ..... Lozère (1re).
Guy DURBEC ..... Var (3e).
Jean-Paul DURIEUX ..... Meurthe-et-Moselle (7e).
André DUROMÉA ..... Seine-Maritime (7e).
Roger DUROURE ..... Landes (1re).
André DURR ..... Bas-Rhin (3e).
Job DURUPT ..... Meurthe-et-Moselle (2).
Lucien DUTARD ..... Dordogne (4e).
Manuel ESCUTIA ..... Paris (28e).
Marcel ESDRAS ..... Guadeloupe (3e).
Claude ESTIER ..... Paris (25e).
Claude EVIN ..... Loire-Atlantique (6e).
Jean FALALA ..... Marne (2e).
Alain FAUGARET ..... Nord (8e).
Maurice FAURE ..... Lot (1re).
Charles FEVRE ..... Haute-Marne (1re).
Mme Berthe FIEVET ..... Cher (3e).
MM. François FILLON ..... Sarthe (4e).
Jacques FLEURY ..... Somme (2e).
Jacques FLOCH ..... Loire-Atlantique (3e).
Roland FLORIAN ..... Oise (2e).
Gaston FLOSSE ..... Polynésie française (2e).
Jean FONTAINE ..... La Réunion (2e).
Pierre FORGUES ..... Hautes-Pyrénées (1re).
Raymond FORNI ..... Territoire de Belfort (2e).
Roger FOSSE ..... Seine-Maritime (8e).
Jacques FOUCHIER ..... Deux-Sèvres (2e).
Jean-Pierre FOURRE ..... Seine-et-Marne (2e).
Jean FOYER ..... Maine-et-Loire (2e).
Mmes Martine FRACHON ..... Yvelines (3e).
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS ..... Hauts-de-Seine (7e).
MM. Georges FRECHE ..... Hérault (1re).
Edouard FREDERIC-DUPONT ..... Paris (5e).
Dominique FRELAUT .... Hauts-de-Seine (3e).
Jean-Paul FUCHS ..... Haut-Rhin (1re).
Jean-Pierre GABARROU .. Tarn (2e).

MM. René GAILLARD ..... Deux-Sèvres (1re).
Jean GALLET ..... Eure-et-Loir (1re).
Robert GALLEY ..... Aube (2e).
Max GALLO ..... Alpes-Maritimes (1re).
Gilbert GANTIER ..... Paris (21e).
Edmond GARCIN ..... Bouches-du-Rhône (6e).
Pierre GARMENDIA .... Gironde (4e).
Marcel GARROUSTE ..... Lot-et-Garonne (3e).
Pierre GASCHER ..... Sarthe (5e).
Mme Françoise GASPARD ..... Eure-et-Loir (2e).
MM. Henri de GASTINES ..... Mayenne (2e).
Jean GATEL ..... Vaucluse (3e).
Jean-Claude GAUDIN .... Bouches-du-Rhône (2e).
Francis GENG ..... Orne (2e).
Germain GENGENWIN ... Bas-Rhin (4e).
Claude GERMON ..... Essonne (3e).
Jean GIOVANELLI ..... Morbihan (5e).
Antoine GISSINGER ..... Haut-Rhin (5e).
Jean-Louis GOASDUFF ... Finistère (3e).
Pierre GODEFROY ..... Manche (4e).
Jacques GODFRAIN ..... Aveyron (3e).
Mme Colette GOEURIOT ..... Meurthe-et-Moselle (6e).
MM. Georges GORSE ..... Hauts-de-Seine (10e).
Georges GOSNAT ..... Val-de-Marne (3e).
Daniel GOULET ..... Orne (1re).
Joseph GOURMELON .... Finistère (2e).
Christian GOUX ..... Var (4e).
Hubert GOUZE ..... Tarn-et-Garonne (1re).
Gérard GOUZES ..... Lot-et-Garonne (2e).
Léo GREZARD ..... Yonne (2e).
François GRUSSENMEYER ..... Bas-Rhin (7e).
Olivier GUICHARD ..... Loire-Atlantique (7e).
Pierre GUIDONI ..... Aude (2e).
Jacques GUYARD ..... Essonne (2e).
Charles HABY ..... Haut-Rhin (2e).
René HABY ..... Meurthe-et-Moselle (4e).
Gérard HAESEBROECK .. Nord (10e).
Georges HAGE ..... Nord (15e).
Mme Gisèle HALIMI ..... Isère (4e).
MM. Emmanuel HAMEL ..... Rhône (8e).
Jean HAMELIN ..... Ille-et-Vilaine (6e).
Mme Florence d'HARCOURT .. Hauts-de-Seine (6e).
M. François d'HARCOURT .. Calvados (4e).
Mme Nicole de HAUTECLOCQUE ..... Paris (18e).
MM. Alain HAUTECŒUR ..... Var (1re).
Kléber HAYE ..... Gironde (7e).
Guy HERMIER ..... Bouches-du-Rhône (4e).
Mme Adrienne HORVATH .... Gard (3e).
MM. Jean-François HORY ..... Mayotte.
Gérard HOUTEER ..... Haute-Garonne (5e).
Roland HUGUET ..... Pas-de-Calais (8e).
Xavier HUNAULT ..... Loire-Atlantique (5e).
Jacques HUYGHUES DES ETAGES ..... Nièvre (2e).
Jean IBANES ..... Ariège (2e).
Michel INCHAUSPE ..... Pyrénées-Atlantiques (3e).
Gérard ISTACE ..... Ardennes (2e).
Mmes Marie JACQ ..... Finistère (4e).
Muguette JACQUAINT ... Seine-Saint-Denis (3e).
MM. Pierre JAGORET ..... Côtes-du-Nord (5e).
Frédéric JALTON ..... Guadeloupe (2e).
Parfait JANS ..... Hauts-de-Seine (4e).
Jean JAROSZ ..... Nord (23e).
Marcel JOIN ..... Gironde (3e).
Noël JOSEPHE ..... Pas-de-Calais (11e).
Lionel JOSPIN ..... Paris (27e).
Charles JOSSELIN ..... Côtes-du-Nord (2e).
Emile JOURDAN ..... Gard (1re).
Alain JOURNET ..... Gard (4e).
Pierre JOXE ..... Saône-et-Loire (5e).
Didier JULIA ..... Seine-et-Marne (5e).
Raymond JULIEN ..... Gironde (5e).
Jean JUVENTIN ..... Polynésie française (1re).
Gabriel KASPEREIT ..... Paris (7e).
Emile KOEHL ..... Bas-Rhin (1re).
Pierre-Charles KRIEG .... Paris (1re).
Jean-Pierre KUCHEIDA .. Pas-de-Calais (12e).
Georges LABAZEE ..... Pyrénées-Atlantiques (1re).
Claude LABBE ..... Hauts-de-Seine (9e).
Jean LABORDE ..... Gers (1re).
Jean LACOMBE ..... Hérault (3e).
René LA COMBE ..... Maine-et-Loire (6e).

MM. Jacques LAFLEUR ..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e).
Pierre LAGORCE ..... Gironde (8e).
André LAIGNEL ..... Indre (2e).
André LAJOINIE ..... Allier (3e).
Michel LAMBERT ..... Orne (3e).
Yves LANCIEN ..... Paris (15e).
Louis LARENG ..... Haute-Garonne (3e).
Roger LASSALE ..... Yonne (3e).
André LAURENT ..... Nord (6e).
Marc LAURIOL ..... Yvelines (4e).
Christian LAURISSERGUES ..... Lot-et-Garonne (1re).
Jacques LAVEDRINE .... Puy-de-Dôme (3e).
Georges LE BAILL ..... Hauts-de-Seine (12e).
Gilbert LE BRIS ..... Finistère (8e).
Jean-Pierre LE COADIC .. Val-d'Oise (2e).
Mme Marie-France LECUIR .... Val-d'Oise (4e).
MM. Jean-Yves LE DRIAN .... Morbihan (5e).
Robert LE FOLL ..... Seine-et-Marne (3e).
Bernard LEFRANC ..... Aisne (5e).
Jean LE GARS ..... Yvelines (1re).
Joseph LEGRAND ..... Pas-de-Calais (14e).
André LEJEUNE ..... Creuse (1re).
Daniel LE MEUR..... (Aisne (2e).
Guy LENGAGNE ..... Pas-de-Calais (5e).
Jean-Jacques LEONETTI .. Bouches-du-Rhône (7e).
François LEOTARD ..... Var (2e).
Roger LESTAS ..... Mayenne (3e).
Maurice LIGOT ..... Maine-et-Loire (5e).
Jean de LIPKOWSKI .... Charente-Maritime (5e).
François LONCLE ..... Eure (3e).
André LOTTE ..... Saône-et-Loire (4e).
Jean-Paul LUISI ..... Haute-Corse (2e).
Alain MADELIN ..... Ille-et-Vilaine (4e).
Bernard MADRELLE .... Gironde (10e).
Jacques MAHEAS ..... Seine-Saint-Denis (9e).
Louis MAISONNAT ..... Isère (3e).
Guy MALANDAIN ..... Yvelines (8e).
Robert MALGRAS ..... Moselle (4e).
Martin MALVY ..... Lot (2e).
Raymond MARCELLIN .. Morbihan (1re).
Georges MARCHAIS ..... Val-de-Marne (1re).
Philippe MARCHAND .... Charente-Maritime (4e).
Claude-Gérard MARCUS .. Paris (8e).
Jacques MARETTE ..... Paris (17e).
Roger MAS ..... Ardennes (1re).
Marius MASSE ..... Bouches-du-Rhône (8e).
Marc MASSION ..... Seine-Maritime (2e).
Jean-Louis MASSON ..... Moselle (2e).
François MASSOT ..... Alpes-de-Haute-Provence (1re).
Gilbert MATHIEU ..... Côte-d'Or (4e).
Pierre MAUGER ..... Vendée (3e).
Joseph-Henri MAUJOUAN DU GASSET ..... Loire-Atlantique (4e).
Alain MAYOUD ..... Rhône (9e).
Roland MAZOIN ..... Haute-Vienne (2e).
Jacques MEDECIN ..... Alpes-Maritimes (2e).
Pierre MEHAIGNERIE .. Ille-et-Vilaine (3e).
Jacques MELLICK ..... Pas-de-Calais (9e).
Joseph MENGA ..... Seine-Maritime (6e).
Louis MERMAZ ..... Isère (5e).
Georges MESMIN ..... Paris (20e).
Pierre MESSMER ..... Moselle (8e).
Philippe MESTRE ..... Vendée (1re).
Pierre METAIS ..... Vendée (2e).
Charles METZINGER .... Moselle (5e).
Pierre MICAUX ..... Aube (1re).
Claude MICHEL ..... Eure (2e).
Henri MICHEL ..... Drôme (2e).
Jean-Pierre MICHEL .... Haute-Saône (2e).
Charles MILLON ..... Ain (2e).
Charles MIOSSEC ..... Finistère (5e).
Mme Hélène MISSOFFE ..... Paris (24e).
MM. Gilbert MITTERRAND ... Gironde (9e).
Marcel MOCCEUR ..... Haute-Vienne (3e).
Robert MONTDARGENT .. Val-d'Oise (3e).
Mmes Christiane MORA ..... Indre-et-Loire (3e).
Louise MOREAU ..... Alpes-Maritimes (5e).
MM. Paul MOREAU ..... Nord (17e).
François MORTELETTE .. Loir-et-Cher (1re).
Louis MOULINET ..... Paris (13e).
Ernest MOUTOUSSAMY .. Guadeloupe (1re).
Jean NARQUIN ..... Maine-et-Loire (1re).
Jean NATIEZ ..... Loire-Atlantique (1re).
Mmes Véronique NEIERTZ ..... Seine-Saint-Denis (5e).
Paulette NEVOUX ..... Val-de-Marne (8e).
MM. Maurice NILES ..... Seine-Saint-Denis (4e).
Michel NOIR ..... Rhône (3e).
Arthur NOTEBART ..... Nord (5e).
Christian NUCCI ..... Isère (6e).
Roland NUNGESSER .... Val-de-Marne (6e).
Louis ODRU ..... Seine-Saint-Denis (7e).
Jean-André OEHLER .... Bas-Rhin (2e).
René OLMETA ..... Bouches-du-Rhône (5e).
Michel d'ORNANO ..... Calvados (3e).
Pierre ORTET ..... Haute-Garonne (6e).
Mmes Jacqueline OSSELIN ..... Nord (3e).
Marie-Thérèse PATRAT .. Rhône (1re).
MM. François PATRIAT ..... Côte-d'Or (3e).
Albert PEN ..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PENICAUT .. Landes (2e).
Régis PERBET ..... Ardèche (2e).
Michel PERICARD ..... Yvelines (2e).
Paul PERNIN ..... Paris (11e).
Paul PERRIER ..... Savoie (3e).
Francisque PERRUT ..... Rhône (10e).
Rodolphe PESCE ..... Drôme (1re).
Camille PETIT ..... Martinique (1re).
Jean PEUZIAT ..... Finistère (7e).
Louis PHILIBERT ..... Bouches-du-Rhône (9e).
Roch PIDJOT ..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (1re).
Christian PIERRET ..... Vosges (2e).
Lucien PIGNION ..... Pas-de-Calais (3e).
Joseph PINARD ..... Doubs (1re).
Etienne PINTE ..... Yvelines (5e).
Charles PISTRE ..... Tarn (3e).
Jean-Paul PLANCHOU .. Paris (31e).
Bernard POIGNANT ..... Finistère (1re).
Bernard PONS ..... Paris (22e).
Jean POPEREN ..... Rhône (13e).
Vincent PORELLI ..... Bouches-du-Rhône (11e).
Jean-Claude PORTHEAULT. Loiret (2e).
Maurice POURCHON ..... Puy-de-Dôme (1re).
Henri PRAT ..... Pyrénées-Atlantiques (2e).
Jean de PREAUMONT ... Paris (23e).
Jean PRORIOL ..... Haute-Loire (2e).
Pierre PROUVOST ..... Nord (7e).
Jean PROVEUX ..... Indre-et-Loire (4e).
Mme Eliane PROVOST ..... Calvados (1re).
MM. Jean-Jack QUEYRANNE .. Rhône (6e).
Paul QUILES ..... Paris (14e).
Noël RAVASSARD ..... Ain (3e).
Alex RAYMOND ..... Haute-Garonne (4e).
Pierre RAYNAL ..... Cantal (2e).
Roland RENARD ..... Aisne (4e).
Amédée RENAULT ..... Indre (3e).
Alain RICHARD ..... Val-d'Oise (1re).
Lucien RICHARD ..... Loire-Atlantique (8e).
René RIEUBON ..... Bouches-du-Rhône (10e).
Jean RIGAL ..... Aveyron (2e).
Jean RIGAUD ..... Rhône (7e).
Jacques RIMBAULT ..... Cher (1re).
Louis ROBIN ..... Ain (1re).
Jean-Paul de ROCCA SERRA ..... Corse-du-Sud (2e).
Alain RODET ..... Haute-Vienne (1re).
Emile ROGER ..... Nord (14e).
Jacques ROGER-MACHART ..... Haute-Garonne (1re).
André ROSSINOT ..... Meurthe-et-Moselle (3e).
René ROUQUET ..... Val-de-Marne (4e).
Roger ROUQUETTE ..... Paris (16e).
Jean ROUSSEAU ..... Cher (2e).
Jean ROYER ..... Indre-et-Loire (1re).
Victor SABLE ..... Martinique (3e).
Michel SAINTE-MARIE .. Gironde (6e).
Philippe SANMARCO .... Bouches-du-Rhône (3e).
Jean-Pierre SANTA CRUZ ..... Jura (2e).
Hyacinthe SANTONI ..... Bouches-du-Rhône (1re).
Jacques SANTROT ..... Vienne (1re).
Michel SAPIN ..... Indre (1re).
Georges SARRE ..... Paris (9e).
Yves SAUTIER ..... Haute-Savoie (2e).
Pierre SAUVAIGO ..... Alpes-Maritimes (6e).
Nicolas SCHIFFLER ..... Moselle (1re).
Bernard SCHREINER .... Yvelines (7e).
Philippe SEGUIN ..... Vosges (1re).
Jean SEITLINGER ..... Moselle (7e).
Gilbert SENES ..... Hérault (2e).
Maurice SERGHERAERT . Nord (13e).
Mme Odile SICARD ..... Isère (1re).

MM.	Jean-Pierre SOISSON	Yonne (1re).
	René SOUCHON	Cantal (1re).
Mme	Renée SOUM	Pyrénées-Orientales (1re).
MM.	André SOURY	Charente (3e).
	Germain SPRAUER	Bas-Rhin (8e).
	Bernard STASI	Marne (4e).
	Olivier STIRN	Calvados (5e).
Mme	Marie-Josèphe SUBLET ...	Rhône (11e).
MM.	Michel SUCHOD	Dordogne (2e).
	Jean-Pierre SUEUR	Loiret (1re).
	Pierre TABANOU	Val-de-Marne (2e).
	Dominique TADDEI	Vaucluse (1re).
	Yves TAVERNIER	Essonne (4e).
	Jean-Michel TESTU	Indre-et-Loire (2e).
	Clément THEAUDIN	Ille-et-Vilaine (1re).
	Jean TIBERI	Paris (3e).
	Luc TINSEAU	Eure (1re).
	Yvon TONDON	Meurthe-et-Moselle (1re).
	Jacques TOUBON	Paris (19e).
	André TOURNE	Pyrénées-Orientales (2e).
Mme	Ghislaine TOUTAIN	Paris (10e).
M.	Georges TRANCHANT ...	Hauts-de-Seine (2e).
MM.	Edmond VACANT	Puy-de-Dôme (5e).
	Guy VADEPIED	Oise (5e).
	Jean VALLEIX	Gironde (1re).
	Jean VALROFF	Vosges (3e).
	Bruno VENNIN	Loire (2e).
	Marc VERDON	Vienne (2e).
	Théo VIAL-MASSAT	Loire (4e).
	Joseph VIDAL	Aude (1re).
	Bernard VILLETTE	Charente (2e).
	Alain VIVIEN	Seine-et-Marne (1re).
	Robert-André VIVIEN ...	Val-de-Marne (7e).
	Hervé VOUILLOT	Côte-d'Or (2e).
	Roland VUILLAUME	Doubs (3e).
	Marcel WACHEUX	Pas-de-Calais (10e).
	Robert WAGNER	Yvelines (6e).
	Pierre WEISENHORN	Haut-Rhin (3e).
	Claude WILQUIN	Pas-de-Calais (4e).
	Claude WOLFF	Puy-de-Dôme (2e).
	Jean-Pierre WORMS	Saône-et-Loire (1re).
	Pierre ZARKA	Seine-Saint-Denis (2e).
	Adrien ZELLER	Bas-Rhin (6e).
	Jean ZUCCARELLI	Haute-Corse (1re).

2. — LISTE PAR CIRCONSCRIPTION
des députés, à la date du 1er janvier 1982.

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 - Ain.

1re	circonscription.....	MM.	Robin (Louis).
2e	—		Millon (Charles).
3e	—		Ravassard (Noël).

02 - Aisne.

1re	circonscription.....	MM.	Aumont (Robert).
2e	—		Le Meur (Daniel).
3e	—		Balligand (Jean-Pierre).
4e	—		Renard (Roland).
5e	—		Lefranc (Bernard).

03 - Allier.

1re	circonscription.....	MM.	Desgranges (Jean-Paul).
2e	—		Chaubard (Albert).
3e	—		Lajoinie (André).
4e	—		Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence.

1re	circonscription.....	MM.	Massot (François).
2e	—		Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes-).

1re	circonscription.....	MM.	Chevallier (Daniel).
2e	—		de Caumont (Robert).

06 - Alpes-Maritimes.

1re	circonscription.....	MM.	Gallo (Max).
2e	—		Médecin (Jacques).
3e	—		Colonna (Jean-Hugues).
4e	—		Aubert (Emmanuel).
5e	—	Mme	Moreau (Louise).
6e	—	M.	Sauvaigo (Pierre).

07 - Ardèche.

1re	circonscription.....	MM.	Chapuis (Robert).
2e	—		Perbet (Régis).
3e	—		Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes.

1re	circonscription.....	MM.	Mas (Roger).
2e	—		Istace (Gérard).
3e	—		Charpentier (Gilles).

09 - Ariège.

1re	circonscription.....	MM.	Bonrepaux (Augustin).
2e	—		Ibanes (Jean).

10 - Aube.

1re	circonscription.....	MM.	Micaux (Pierre).
2e	—		Galley (Robert).
3e	—		Cartelet (Michel).

11 - Aude.

1re	circonscription.....	MM.	Vidal (Joseph).
2e	—		Guidoni (Pierre).
3e	—		Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron.

1re	circonscription.....	MM.	Briane (Jean).
2e	—		Rigal (Jean).
3e	—		Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône.

1re	circonscription.....	MM.	Santoni (Hyacinthe).
2e	—		Gaudin (Jean-Claude).
3e	—		Sanmarco (Philippe).
4e	—		Hermier (Guy).
5e	—		Olmeta (René).
6e	—		Garcin (Edmond).
7e	—		Leonetti (Jean-Jacques).
8e	—		Masse (Marius).
9e	—		Philibert (Louis).
10e	—		Rieubon (René).
11e	—		Porelli (Vincent).

14 - Calvados.

1re	circonscription.....	Mme	Provost (Eliane).
2e	—	MM.	Delisle (Henry).
3e	—		d'Ornano (Michel).
4e	—		d'Harcourt (François).
5e	—		Stirn (Olivier).

15 - Cantal.

1re	circonscription.....	MM.	Souchon (René).
2e	—		Raynal (Pierre).

16 - Charente.

1re	circonscription.....	MM.	Boucheron (Jean-Michel).
2e	—		Villette (Bernard).
3e	—		Soury (André).

17 - Charente-Maritime.

1re	circonscription.....	Mme	Chaigneau (Colette).
2e	—	MM.	Branger (Jean-Guy).
3e	—		Beix (Roland).
4e	—		Marchand (Philippe).
5e	—		de Lipkowski (Jean).

18 - Cher.

1re	circonscription.....	MM.	Rimbault (Jacques).
2e	—		Rousseau (Jean).
3e	—	Mme	Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze.

1re	circonscription.....	MM.	Combasteil (Jean).
2e	—		Cassaing (Jean-Claude).
3e	—		Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud.

1re	circonscription.....	MM.	Alfonsi (Nicolas).
2e	—		de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse.

1re	circonscription.....	MM.	Zuccarelli (Jean).
2e	—		Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or.

1re	circonscription.....	MM.	Carraz (Roland).
2e	—		Vouillot (Hervé).
3e	—		Patriat (François).
4e	—		Mathieu (Gilbert).

22 - Côtes-du-Nord.

1re	circonscription.....	MM.	Dollo (Yves).
2e	—		Josselin (Charles).
3e	—		Chouat (Didier).
4e	—		Briand (Maurice).
5e	—		Jagoret (Pierre).

23 - Creuse.

1re	circonscription.....	M.	Lejeune (André).
2e	—	Mme	Commergnat (Nelly).

24 - Dordogne.

1re	circonscription.....	MM.	Dumas (Roland).
2e	—		Suchod (Michel).
3e	—		Bonnet (Alain).
4e	—		Dutard (Lucien).

25 - Doubs.

1re	circonscription.....	MM.	Pinard (Joseph).
2e	—		Bêche (Guy).
3e	—		Vuillaume (Roland).

26 - Drôme.

1re	circonscription.....	MM.	Pesce (Rodolphe).
2e	—		Michel (Henri).
3e	—		Brunet (André).

27 - Eure.

1re	circonscription.....	MM.	Tinseau (Luc).
2e	—		Michel (Claude).
3e	—		Loncle (François).
4e	—		Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir.

1re	circonscription.....	M.	Gallet (Jean).
2e	—	Mme	Gaspard (Françoise).
3e	—	M.	Dousset (Maurice).

29 - Finistère.

1re	circonscription.....	MM.	Poignant (Bernard).
2e	—		Gourmelon (Joseph).
3e	—		Goasduff (Jean-Louis).
4e	—	Mme	Jacq (Marie).
5e	—	MM.	Miossec (Charles).
6e	—		Beaufort (Jean).
7e	—		Peuziat (Jean).
8e	—		Le Bris (Gilbert).

30 - Gard.

1re	circonscription.....	MM.	Jourdan (Emile).
2e	—		Benedetti (Georges).
3e	—	Mme	Horvath (Adrienne).
4e	—	M.	Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Roger-Machart (Jacques).
2e	—		Bapt (Gérard).
3e	—		Lareng (Louis).
4e	—		Raymond (Alex).
5e	—		Houteer (Gérard).
6e	—		Ortet (Pierre).

Gers.

1re	circonscription.....	M.	Laborde (Jean).
2e	—	Mme	Dupuy (Lydie).

33 - Gironde.

1re	circonscription.....	MM.	Valleix (Jean).
2e	—		Chaban-Delmas (Jacques).
3e	—		Join (Marcel).
4e	—		Garmendia (Pierre).
5e	—		Julien (Raymond).
6e	—		Sainte-Marie (Michel).
7e	—		Haye (Kléber).
8e	—		Lagorce (Pierre).
9e	—		Mitterrand (Gilbert).
10e	—		Madrelle (Bernard).

34 - Hérault.

1re	circonscription.....	MM.	Frêche (Georges).
2e	—		Sénès (Gilbert).
3e	—		Lacombe (Jean).
4e	—		Balmigère (Paul).
5e	—		Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine.

1re	circonscription.....	MM.	Théaudin (Clément).
2e	—		Boucheron (Jean-Michel).
3e	—		Méhaignerie (Pierre).
4e	—		Madelin (Alain).
5e	—		Cointat (Michel).
6e	—		Hamelin (Jean).

36 - Indre.

1re	circonscription.....	MM.	Sapin (Michel).
2e	—		Laignel (André).
3e	—		Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire.

1re	circonscription.....	MM.	Royer (Jean).
2e	—		Testu (Jean-Michel).
3e	—	Mme	Mora (Christiane).
4e	—	M.	Proveux (Jean).

38 - Isère.

1re	circonscription.....	Mme	Sicard (Odile).
2e	—	MM.	Dubedout (Hubert).
3e	—		Maisonnat (Louis).
4e	—	Mme	Halimi (Gisèle).
5e	—	MM.	Mermaz (Louis).
6e	—		Nucci (Christian).
7e	—		Bally (Georges).

39 - Jura.

1re	circonscription.....	MM.	Brune (Alain).
2e	—		Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes.

1re	circonscription.....	MM.	Duroure (Roger).
2e	—		Pénicaut (Jean-Pierre).
3e	—		Cabé (Robert).

41 - Loir-et-Cher.

1re	circonscription.....	MM.	Mortelette (François).
2e	—		Corrèze (Roger).
3e	—		Desanlis (Jean).

42 - Loire.

1re	circonscription.....	MM.	Chomat (Paul).
2e	—		Vennin (Bruno).
3e	—		Badet (Jacques).
4e	—		Vial-Massat (Théo).
5e	—		Benetière (Jean-Jacques).
6e	—		Clément (Pascal).
7e	—		Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Barrot (Jacques).
2e	—		Proriol (Jean).

44 - Loire-Atlantique.

1re	circonscription.....	MM.	Natiez (Jean).
2e	—		Chénard (Alain).
3e	—		Floch (Jacques).
4e	—		Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).
5e	—		Hunault (Xavier).
6e	—		Evin (Claude).
7e	—		Guichard (Olivier).
8e	—		Richard (Lucien).

45 - Loiret.

1re	circonscription.....	MM.	Sueur (Jean-Pierre).
2e	—		Portheault (Jean-Claude).
3e	—		Charié (Jean-Paul).
4e	—		Deniau (Xavier).

46 - Lot.

1re	circonscription.....	MM.	Faure (Maurice).
2e	—		Malvy (Martin).

47 - Lot-et-Garonne.

1re	circonscription.....	MM.	Laurissergues (Christian).
2e	—		Gouzes (Gérard).
3e	—		Garrouste (Marcel).

48 - Lozère.

1re	circonscription.....	MM.	Durand (Adrien).
2e	—		Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire.

1re	circonscription.....	MM.	Narquin (Jean).
2e	—		Foyer (Jean).
3e	—		Alphandery (Edmond).
4e	—		Bégault (Jean).
5e	—		Ligot (Maurice).
6e	—		La Combe (René).

50 - Manche.

1re	circonscription.....	MM.	Daillet (Jean-Marie).
2e	—		Bizet (Emile).
3e	—		Baudouin (Henri).
4e	—		Godefroy (Pierre).
5e	—		Darinot (Louis).

51 - Marne.

1re	circonscription.....	MM.	Colin (Georges).
2e	—		Falala (Jean).
3e	—		—
4e	—	M.	Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Fèvre (Charles).
2e	—		Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne.

1re	circonscription.....	MM.	d'Aubert (François).
2e	—		de Gastines (Henri).
3e	—		Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle.

1re	circonscription.....	MM.	Tondon (Yvon).
2e	—		Durupt (Job).
3e	—		Rossinot (André).
4e	—		Haby (René).
5e	—		Bigeard (Marcel).
6e	—	Mme	Goeuriot (Colette).
7e	—	M.	Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse.

1re	circonscription.....	MM.	Bernard (Jean).
2e	—		Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan.

1re	circonscription.....	MM.	Marcellin (Raymond).
2e	—		Bonnet (Alain).
3e	—		Cavaillé (Jean-Charles).
4e	—		Bouvard (Loïc).
5e	—		Le Drian (Jean-Yves).
6e	—		Giovannelli (Jean).

57 - Moselle.

1re	circonscription.....	MM. Schiffler (Nicolas).
2e	—	Masson (Jean-Louis).
3e	—	Drouin (René).
4e	—	Malgras (Robert).
5e	—	Metzinger (Charles).
6e	—	Bladt (Paul).
7e	—	Seitlinger (Jean).
8e	—	Messmer (Pierre).

58 - Nièvre.

1re	circonscription.....	MM. Benoist (Daniel).
2e	—	Huyghues des Etages (Jacques).
3e	—	Bardin (Bernard).

59 - Nord.

1re	circonscription.....	MM. Delfosse (Georges).
2e	—	Dassonville (Pierre).
3e	—	Mme Osselin (Jacqueline).
4e	—	MM. Derosier (Bernard).
5e	—	Notebart (Arthur).
6e	—	Laurent (André).
7e	—	Prouvost (Pierre).
8e	—	Faugaret (Alain).
9e	—	Charles (Serge).
10e	—	Haesebroeck (Gérard).
11e	—	Denvers (Albert).
12e	—	Cornette (Maurice).
13e	—	Sergheraert (Maurice).
14e	—	Roger (Emile).
15e	—	Hage (Georges).
16e	—	Mme Cacheux (Denise).
17e	—	MM. Moreau (Paul).
18e	—	Bustin (Georges).
19e	—	Bocquet (Alain).
20e	—	Ansart (Gustave).
21e	—	Dehoux (Marcel).
22e	—	Battist (Umberto).
23e	—	Jarosz (Jean).

60 - Oise.

1re	circonscription.....	MM. Dassault (Marcel).
2e	—	Florian (Roland).
3e	—	Braine (Jean-Pierre).
4e	—	Anciant (Jean).
5e	—	Vadepied (Guy).

61 - Orne.

1re	circonscription.....	MM. Goulet (Daniel).
2e	—	Geng (Francis).
3e	—	Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais.

1re	circonscription.....	MM. Delehedde (André).
2e	—	Defontaine (Jean-Pierre).
3e	—	Pignion (Lucien).
4e	—	Wilquin (Claude).
5e	—	Lengagne (Guy).
6e	—	Dupilet (Dominique).
7e	—	Barthe (Jean-Jacques).
8e	—	Huguet (Roland).
9e	—	Mellick (Jacques).
10e	—	Wacheux (Marcel).
11e	—	Josephe (Noël).
12e	—	Kucheida (Jean-Pierre).
13e	—	Bois (Jean-Claude).
14e	—	Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme.

1re	circonscription.....	MM. Pourchon (Maurice).
2e	—	Wolff (Claude).
3e	—	Lavédrine (Jacques).
4e	—	Adevah-Pœuf (Maurice).
5e	—	Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques.

1re	circonscription.....	MM. Labazée (Georges).
2e	—	Prat (Henri).
3e	—	Inchauspé (Michel).
4e	—	Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénées (Hautes-).

1re	circonscription.....	MM. Forgues (Pierre).
2e	—	Duprat (Jean).

66 - Pyrénées-Orientales.

1re	circonscription.....	Mme Soum (Renée).
2e	—	M. Tourné (André).

67 - Rhin (Bas-).

1re	circonscription.....	MM. Koehl (Emile).
2e	—	Oehler (Jean-André).
3e	—	Durr (André).
4e	—	Gengenwin (Germain).
5e	—	Caro (Jean-Marie).
6e	—	Zeller (Adrien).
7e	—	Grussenmeyer (François).
8e	—	Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-).

1re	circonscription.....	MM. Fuchs (Jean-Paul).
2e	—	Haby (Charles).
3e	—	Weisenhorn (Pierre).
4e	—	Bockel (Jean-Marie).
5e	—	Gissinger (Antoine).

69 - Rhône.

1re	circonscription.....	Mme Patrat (Marie-Thérèse).
2e	—	MM. Collomb (Gérard).
3e	—	Noir (Michel).
4e	—	Barre (Raymond).
5e	—	Cousté (Pierre-Bernard).
6e	—	Queyranne (Jean-Jack).
7e	—	Rigaud (Jean).
8e	—	Hamel (Emmanuel).
9e	—	Mayoud (Alain).
10e	—	Perrut (Francisque).
11e	—	Mme Sublet (Marie-Josèphe).
12e	—	MM. Bernard (Roland).
13e	—	Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-).

1re	circonscription.....	MM. Bergelin (Christian).
2e	—	Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire.

1re	circonscription.....	MM. Worms (Jean-Pierre).
2e	—	Duraffour (Paul).
3e	—	Billardon (André).
4e	—	Lotte (André).
5e	—	Joxe (Pierre).

72 - Sarthe.

1re	circonscription.....	MM. Chasseguet (Gérard).
2e	—	Douyère (Raymond).
3e	—	Chauveau (Guy-Michel).
4e	—	Fillon (François).
5e	—	Gascher (Pierre).

73 - Savoie.

1re	circonscription.....	MM. Besson (Louis).
2e	—	Barnier (Michel).
3e	—	Perrier (Paul).

74 - Savoie (Haute-).

1re circonscription..... MM. Brocard (Jean).
2e — ..... Sautier (Yves).
3e — ..... Birraux (Claude).

75 - Paris.

1re circonscription..... MM. Krieg (Pierre-Charles).
2e — ..... —
3e — ..... Tiberi (Jean).
4e — ..... Bas (Pierre).
5e — ..... Frédéric-Dupont (Edouard).
6e — ..... Couve de Murville (Maurice).
7e — ..... Kaspereit (Gabriel).
8e — ..... Marcus (Claude-Gérard).
9e — ..... Sarre (Georges).
10e — ..... Mme Toutain(Ghislaine).
11e — ..... MM. Pernin (Paul).
12e — ..... —
13e — ..... Moulinet (Louis).
14e — ..... Quilès (Paul).
15e — ..... Lancien (Yves).
16e — ..... Rouquette (Roger).
17e — ..... Marette (Jacques).
18e — ..... Mme de Hauteclocque (Nicole).
19e — ..... MM. Toubon (Jacques).
20e — ..... Mesmin (Georges).
21e — ..... Gantier (Gilbert).
22e — ..... Pons (Bernard).
23e — ..... de Préaumont (Jean).
24e — ..... Mme Missoffe (Hélène).
25e — ..... MM. Estier (Claude).
26e — ..... Delanoë (Bertrand).
27e — ..... Jospin (Lionel).
28e — ..... Escutia (Manuel).
29e — ..... Billon (Alain).
30e — ..... Charzat (Michel).
31e — ..... Planchou (Jean-Paul).

76 - Seine-Maritime.

1re circonscription..... MM. Bérégovoy (Michel).
2e — ..... Massion (Marc).
3e — ..... Bourguignon (Pierre).
4e — ..... Bateux (Jean-Claude).
5e — ..... Dhaille (Paul).
6e — ..... Menga (Joseph).
7e — ..... Duroméa (André).
8e — ..... Fossé (Roger).
9e — ..... Beaufils (Jean).
10e — ..... Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne.

1re circonscription..... MM. Vivien (Alain).
2e — ..... Fourré (Jean-Pierre).
3e — ..... Le Foll (Robert).
4e — ..... —
5e — ..... Julia (Didier).

78 - Yvelines.

1re circonscription..... MM. Le Gars (Jean).
2e — ..... Péricard (Michel).
3e — ..... Mme Frachon (Martine).
4e — ..... MM. Lauriol (Marc)
5e — ..... Pinte (Etienne).
6e — ..... Wagner (Robert).
7e — ..... Schreiner (Bernard).
8e — ..... Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-).

1re circonscription..... MM. Gaillard (René).
2e — ..... Fouchler (Jacques).
3e — ..... Brochard (Albert).

80 - Somme.

1re circonscription..... MM. Dessein (Jean-Claude).
2e — ..... Fleury (Jacques).
3e — ..... Couillet (Michel).
4e — ..... Becq (Jacques).
5e — ..... Audinot (André).

81 - Tarn.

1re circonscription..... MM. Bernard (Pierre).
2e — ..... Gabarrou (Jean-Pierre).
3e — ..... Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne.

1re circonscription..... MM. Gouze (Hubert).
2e — ..... Baylet (Jean-Michel).

83 - Var.

1re circonscription..... MM. Hautecœur (Alain).
2e — ..... Léotard (François).
3e — ..... Durbec (Guy).
4e — ..... Goux (Christian).

84 - Vaucluse.

1re circonscription..... MM. Taddei (Dominique).
2e — ..... Borel (André).
3e — ..... Gatel (Jean).

85 - Vendée.

1re circonscription..... MM. Mestre (Philippe).
2e — ..... Métais (Pierre).
3e — ..... Mauger (Pierre).
4e — ..... Ansquer (Vincent).

86 - Vienne.

1re circonscription..... MM. Santrot (Jacques).
2e — ..... Verdon (Marc).
3e — ..... Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-).

1re circonscription..... MM. Rodet (Alain).
2e — ..... Mazoin (Roland).
3e — ..... Mocœur (Marcel).

88 - Vosges.

1re circonscription..... MM. Séguin (Philippe).
2e — ..... Pierret (Christian).
3e — ..... Valroff (Jean).
4e — ..... Beltrame (Serge).

89 - Yonne.

1re circonscription..... MM. Soisson (Jean-Pierre).
2e — ..... Grézard (Léo).
3e — ..... Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort.

1re circonscription..... MM. Couqueberg (Lucien).
2e — ..... Forni (Raymond).

91 - Essonne.

1re circonscription..... MM. Berson (Michel).
2e — ..... Guyard (Jacques).
3e — ..... Germon (Claude).
4e — ..... Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine.

1re	circonscription.....	MM. Brunhes (Jacques).
2e	—	Tranchant (Georges).
3e	—	Frelaut (Dominique).
4e	—	Jans (Parfait).
5e	—	Deprez (Charles).
6e	—	Mmes d'Harcourt (Florence).
7e	—	Frayssse-Cazalis (Jacqueline).
8e	—	MM. Baumel (Jacques).
9e	—	Labbé (Claude).
10e	—	Gorse (Georges).
11e	—	Ducoloné (Guy).
12e	—	Le Baill (Georges).
13e	—	Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis.

1re	circonscription.....	MM. Bonnemaison (Gilbert).
2e	—	Zarka (Pierre).
3e	—	Mme Jacquaint (Muguette).
4e	—	M. Nilès (Maurice).
5e	—	Mme Neiertz (Véronique).
6e	—	MM. Bartoloné (Claude).
7e	—	Odru (Louis).
8e	—	Asensi (François).
9e	—	Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne.

1re	circonscription.....	MM. Marchais (Georges).
2e	—	Tabanou (Pierre).
3e	—	Gosnat (Georges).
4e	—	Rouquet (René).
5e	—	Cathala (Laurent).
6e	—	Nungesser (Roland).
7e	—	Vivien (Robert-André).
8e	—	Mme Nevoux (Paulette).

95- Val-d'Oise.

1re	circonscription.....	MM. Richard (Alain).
2e	—	Le Coadic (Jean-Pierre).
3e	—	Montdargent (Robert).
4e	—	Mme Lecuir (Marie-France).
5e	—	M. Coffineau (Michel).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe.

1re	circonscription.....	MM. Moutoussamy (Ernest).
2e	—	Jalton (Frédéric).
3e	—	Esdras (Marcel).

Guyane.

Circonscription unique..... M. Castor (Elie).

Martinique.

1re	circonscription.....	MM. Petit (Camille).
2e	—	Césaire (Aimé).
3e	—	Sablé (Victor).

Réunion.

1re	circonscription.....	MM. Debré (Michel).
2e	—	Fontaine (Jean).
3e	—	Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Circonscription unique..... M. Pen (Albert).

III. — COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte.

Circonscription unique..... M. Hory (Jean-François).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances.

1re	circonscription.....	MM. Pidjot (Roch).
2e	—	Lafleur (Jacques).

Polynésie française.

1re	circonscription.....	MM. Juventin (Jean).
2e	—	Flosse (Gaston).

Wallis-et-Futuna.

Circonscription unique..... M. Brial (Benjamin).

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE INTERVENUES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1982

A. — ELECTIONS

1. — CONTESTATIONS D'ELECTIONS PAR CIRCONSCRIPTION, AVEC LES DECISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Charente :

1re *circonscription* : requête de M. Chauffour tendant à la révision ou rétractation de la décision du Conseil constitutionnel du 9 septembre 1981 ayant rejeté sa requête en annulation des opérations électorales du 14 juin 1981 ; rejet de la requête [J. O. du 31 juillet 1982] (p. 2471).

Marne :

3e *circonscription* : contestation de l'élection de M. Bruno Bourg-Broc par Mme Cabocel et rejet de la requête [J. O. du 25 février 1982] (p. 677).

2. — ELECTIONS PARTIELLES

— 17 janvier 1982 : Election de MM. Bruno BOURG-BROC, Marne (3e circonscription), Jacques DOMINATI, Paris (2e circonscription), Pierre de BENOUVILLE, Paris (12e circonscription), Alain PEYREFITTE, Seine-et-Marne (4e circonscription) [J. O. du 19 janvier 1982] (p. 309).

— 29 août 1982 : Election de M. Tutaha SALMON, Polynésie française (2e circonscription) [J. O. du 3 septembre 1982] (p. 2704).

— 5 septembre 1982 : Election de M. Jacques LAFLEUR, Nouvelle-Calédonie (2e circonscription).

3. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

M. Pierre de BENOUVILLE, élu le 17 janvier 1982.

M. Bruno BOURG-BROC, élu le 17 janvier 1982.

M. René BOURGET, devenu député le 15 juin 1982, en remplacement de M. Christian NUCCI.

M. Jacques DOMINATI, élu le 17 janvier 1982.

M. Gaston FLOSSE, démissionnaire le 16 juin 1982.

M. Georges GOSNAT, décédé le 22 mai 1982, remplacé par M. Paul MERCIECA.

M. Jacques LAFLEUR, démissionnaire le 6 juillet 1982, réélu le 5 septembre 1982.

M. Paul MERCIECA, devenu député le 23 mai 1982 en remplacement de M. Georges GOSNAT, décédé.

M. Christian NUCCI, maintenu au-delà de six mois en mission temporaire, remplacé par M. René BOURGET, le 15 juin 1982.

M. Alain PEYREFITTE, élu le 17 janvier 1982.

M. Tutaha SALMON, élu le 29 août 1982.

4. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Isère (6e circonscription) : M. NUCCI (Christian), maintenu en mission temporaire ; M. BOURGET (René), à partir du 15 juin 1982.

Marne (3e circonscription) : M. BOURG-BROC (Bruno), élu le 17 janvier 1982.

Paris (2e circonscription) : M. DOMINATI (Jacques), élu le 17 janvier 1982.

Paris (12e circonscription) : M. de BENOUVILLE (Pierre), élu le 17 janvier 1982.

Seine-et-Marne (4e circonscription) : M. PEYREFITTE (Alain), élu le 17 janvier 1982.

Val-de-Marne (3e circonscription) : M. GOSNAT (Georges), décédé le 22 mai 1982 ; M. MERCIECA (Paul) à partir du 23 mai 1982.

Polynésie française (2e circonscription) : M. FLOSSE (Gaston), démissionnaire le 16 juin 1982 ; M. SALMON (Tutaha), élu le 29 août 1982.

Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e circonscription) : M. LAFLEUR (Jacques), démissionnaire le 6 juillet 1982 ; réélu le 5 septembre 1982.

B. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Nommé secrétaire d'Etat : M. Daniel BENOIST. Décret du 8 décembre 1982 [J. O. du 9 décembre 1982] (p. 3702).

C. — CESSATION DE FONCTION PAR SUITE DE RENOUVELLEMENT D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Christian NUCCI [J. O. du 16 juin 1982] (p. 1909).

D. — DEMISSIONS DE DEPUTES

M. Gaston FLOSSE (Polynésie française, 2e circonscription) [16 juin 1982] (p. 3462) [J. O. du 17 juin 1982] (p 1919).

M Jacques LAFLEUR (Nouvelle-Calédonie et dépendances, 2e circonscription) [J. O. du 7 juillet 1982] (p. 2161).

E. — DEPUTES DECEDES

M. Georges GOSNAT (Val-de-Marne, 3e circonscription), décédé le 22 mai 1982 [J. O. du 25 mai 1982] (p. 1653).

III. — GROUPES POLITIQUES

I. — Groupe socialiste.

a) *Font partie de ce groupe* (267 membres) [*J O* du 2 avril 1982] (p. 1016, 1017). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM Adevah-Pœuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert). Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Bardin (Bernard), Bartoloné (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benetière (Jean-Jacques), Benoist (Daniel), Beregovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Bladt (Paul), Bockel (Jean-Marie), Bois (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel), (Ille-et-Vilaine), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Mme Cacheux (Denise), MM. Cambolive (Jacques), Carraz (Roland), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Caumont (Robert de), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gliles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Dehoux (Marcel), Delanoë (Bertrand), Delehedde (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Drouin (René), Dubedout (Hubert), Dumas (Roland), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique, Mme Dupuy (Lydie), MM. Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroure (Roger), Durupt (Job), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Evin (Claude), Faugaret (Alain), Mme Fievet (Berthe), MM. Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Frêche (Georges), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Gallo (Max), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gatel (Jean), Germon (Claude), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Guidoni (Pierre), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hautecoeur (Alain), Haye (Kléber), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Ibanès (Jean), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Join (Marcel), Josephe (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre). Kucheida (Jean-Pierre), Labazée (Georges), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Lambert (Michel), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurent (André), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Le Bris (Gilbert), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert) Lefranc (Bernard), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Lengagne (Guy), Leonetti (Jean-Jacques), Loncle (François), Lotte (André), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Masse (Marius), Massion (Marc), Massot (François), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mocoeur (Marcel), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebard (Arthur), Nucci (Christian), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perrier (Paul), Pesce (Rodolphe), Peuziat Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Jean), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), (Bernard), Poperen (Jean), Porthealut (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Quiles (Paul), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renault (Amédée), Richard (Alain), Robin (Louis), Redet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santa-Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Senès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), M. Souchon (René), Mmes Soum (Renée), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Suchod (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre) Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepied (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

b) *S'inscrivent à ce groupe* [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2028) : MM. Bourget (René) ; [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2168) : Hory (Jean-François) ;

c) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 16 juin 1982) (p. 1909) : M. Nucci (Christian).

d) *Apparentés aux termes de l'article* 19 *du règlement :*

1. — *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1982 :

S'apparente à ce groupe [*J. O.* du 2 février 1982] (p. 441) : M. Giovannelli (Jean).

2. — *S'apparentent à ce groupe* (18 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : MM. Alfonsi (Nicolas), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Mme Chaigneau (Colette), MM. Defontaine (Jean-Pierre), Duprat (Jean), Duraffour (Paul), Faure (Maurice), Giovannelli (Jean), Mme Halimi (Gisèle), MM. Julien (Raymond), Luisi (Jean-Paul), Pen (Albert), Pidjot (Roch), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean).

II. — Groupe du rassemblement pour la République.

a) *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1982 :

S'inscrivent à ce groupe [*J. O.* du 28 janvier 1982] (p. 405) : MM. Bourg-Broc (Bruno), Peyrefitte (Alain).

b) *Font partie de ce groupe* (79 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017). — Président : M. Labbé (Claude). — MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charrié (Jean-Paul), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gascher (Pierre), Gastines (Henri de), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Mme de Hauteclocque (Nicole), MM. Inchauspé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lipkowski (Jean de), Marcus (Claude-Gérard), Marette (Jacques), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Préaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca-Serra (Jean-Paul de), Santoni (Hyacinthe), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [*J. O.* du 23 septembre 1982] (p. 2846) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 14 octobre 1982] (p. 3073) : M. Lafleur (Jacques).

d) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1919) : M. Flosse (Gaston) ; [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2161) : M. Lafleur (Jacques).

e) *Apparentés aux termes de l'articl* 19 *du règlement* :

1. — *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1982 :

S'apparente à ce groupe [*J. O.* du 30 janvier 1982] (p. 481) : M. de Bénouville (Pierre).

2. — *S'apparentent à ce groupe* (11 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : MM. Benouville (Pierre de), Bizet (Emile), Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Mme Harcourt (Florence d'), M. Médecin (Jacques), Mme Missoffe (Hélène), M. Richard (Lucien).

III. — Groupe Union pour la démocratie française.

a) *Modification entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1982 :

S'inscrit à ce groupe [*J. O.* du 4 février 1982] (p. 466) : M. Dominati (Jacques).

b) *Font partie de ce groupe* (52 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Alphandéry (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudouin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bonnet (Christian), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Emile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriol (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Wolff (Claude).

c) *S'apparentent à ce groupe* (11 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Harcourt (François d'), Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Sablé (Victor).

IV. — Groupe communiste.

a) *Font partie de ce groupe* (43 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017). — Présidents : M. André Lajoinie. — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gosnat (Georges), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Horvath (Adrienne), Jacquaint (Muguette), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Mazoin (Roland), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Renard (Roland), Rieubon (René), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

b) *S'inscrit à ce groupe* [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1665) : M. Mercieca (Paul).

c) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1654) : M. Gosnat (Georges).

d) *S'apparente à ce groupe* (1 membre) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. — Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.

a) *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1982 :

1. — Deviennent députés non inscrits [*J. O.* du 19 janvier 1982] (p. 309) : MM. de Benouville (Pierre), Bourg-Broc (Bruno), Dominati (Jacques), Peyrefitte (Alain).

2. — Cessent d'être non inscrits [*J. O.* du 28 janvier 1982] (p. 405) : MM. Bourg-Broc (Bruno), Peyrefitte (Alain) ; [*J. O.* du 30 janvier 1982] (p. 421) : M. de Benouville (Pierre) ; [*J. O.* du 2 février 1982] (p. 441) : M. Giovannelli (Jean) ; [*J. O.* du 4 février 1982] (p. 466) : M. Dominati (Jacques).

b) *Deviennent députés non inscrits* (9 membres) [*J. O.* du avril 1982] (p. 1017) : MM. Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Hory (Jean-François), Hunault (Xavier), Juventin (Jean), Royer (Jean), Sergheraert (Maurice), Zeller (Adrien) ; [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1654) : M. Mercieca (Paul) ; [*J. O.* du 16 juin 1982] (p. 1909) : M. Bourget (René) ; [*J. O.* du 3 septembre 1982] (p. 2704) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 7 septembre 1982] (p. 2729) : M. Lafleur (Jacques).

c) *Cessent d'être non inscrits* [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1665) : M. Mercieca (Paul) ; [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2028) : M. Bourget (René) ; [*J. O.* du 8 juillet 1982] (p. 2168) : M. Hory (Jean-François) ; [*J. O.* du 23 septembre 1982] (p. 2846) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 14 octobre 1982] (p. 3073) : M. Lafleur (Jacques).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. **Bureau d'âge** [2 avril 1982] (p. 776) :

Secrétaires : MM. Fillon (François), Charié (Jean-Paul), Sapin (Michel), Le Coadic (Jean-Pierre), Bartoloné (Claude), Dhaille (Paul).

2. **Bureau de l'Assemblée nationale :**

a) Modifications intervenues du 1er janvier au 2 avril 1982 :

Secrétaires [20 janvier 1982] (p. 294) : M. Michel (Henri) en remplacement de M. Malvy (Martin).

b) Nominations du 2 avril 1982 :

Nomination des six vice-présidents [2 avril 1982] (p. 776) : MM. Malvy (Martin), Séguin (Philippe), Stasi (Bernard), Ducoloné (Guy), Michel (Jean-Pierre), Vivien (Alain).

Nomination des trois questeurs [2 avril 1982] (p. 776) : MM. Bayou (Raoul), Laurrissergues (Christian), Corrèze (Roger).

Nomination des douzes secrétaires [2 avril 1982] (p. 776) : MM. Baudouin (Henri), Billardon (André), Brunhes (Jacques), Defontaine (Jean-Pierre), Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Guidoni (Pierre), Hage (Georges), Mahéas (Jacques), Michel (Henri), Mme Nevoux (Paulette), M. Proriol (Jean).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

1. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales :

a) Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982 :

Devient membre de cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : Mme Colette Chaigneau.

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : M. Defontaine (Jean-Pierre).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (P. 1028, 1029) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Badet (Jacques), Bally (Georges), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartolone (Claude), Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayard (Henri), Baylet (Jean-Michel), Beaufort (Jean), Becq (Jean), Belorgey (Jean-Michel), Benedetti (Georges), Bernard (Pierre), Besson (Louis), Billon (Alain), Blanc (Jacques), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Briane (Jean), Brunhes (Jacques), Cassaing (Jean-Claude), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Chanfrault (Guy), Chevallier (Daniel), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Couste (Pierre-Bernard), Defontaine (Jean-Pierre), Dehoux (Marcel), Delehedde (André), Delfosse (Georges), Derosier (Bernard), Dollo (Yves), Dumas (Roland), Durr (André), Durupt (Job), Evin (Claude), Falala (Jean), Mmes Frachon (Martine), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gascher (Pierre), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissinger (Antoine), Godefroy (Pierre), Grézard (Léo), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Gars (Jean), Legrand (Joseph), Loncle (François), Marchais (Georges), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Moulinet (Louis), Narquin (Jean), Nungesser (Roland), Oehler (Jean-André), Olmetta (René), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pénicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Proriol (Jean), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Renard (Roland), Sainte-Marie (Michel), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tourné (André), Mme Toutain (Ghislaine), MM Vennin (Bruno), Villette (Bernard), Zarka (Pierre).

c) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Evin (Claude) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Delehedde (André), Derosier (Bernard), Mme Lecuir (Marie-France) ; secrétaires : MM. Hage (Georges), Pesce (Rodolphe), Renard (Roland), Santrot (Jacques).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : Defontaine (Jean-Pierre).

e) *Devient membre de cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : Mme Chaigneau (Colette).

2. — Commission des affaires étrangères :

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982 :*

Devient membre de cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : M. Defontaine (Jean-Pierre).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : Mme Chaigneau (Colette).

b) *Membre* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Asensi (François), Audinot (André), Barre (Raymond), Baumel (Jacques), Bellon (André), Bérégovoy (Michel), Bernard (Roland), Bertile (Wilfrid), Bonnet (Christian), Bustin (Georges), Castor (Elie), Mme Chaigneau (Colette), MM. Couve de Murville (Maurice), Déniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dubedout (Hubert), Mme Dupuy (Lydie), MM. Duraffour (Paul), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Faugaret (Alain), Faure (Maurice), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Gallo (Max), Gorse (Georges), Guidoni (Pierre), d'Harcourt (François), Hory (Jean-François), Jagoret (Pierre), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Joxe (Pierre), Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Léotard (François), de Lipkowski (Jean), Madelin (Alain), Mahéas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Médecin (Jacques), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Odru (Louis), Pernin (Paul), Perrier (Paul), Poignant (Bernard), Raynal (Pierre), Rousseau (Jean), San Marco (Philippe), Seitlinger (Jean), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo), Zeller (Adrien).

c) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Faure (Maurice) ; vice-présidents : MM. Estier (Claude), Guidoni (Pierre), Montdargent (Robert) ; secrétaires : MM. Bellon (André), Julien (Raymond), Poignant (Bernard).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : Mme Chaigneau (Colette).

e) *Devient membre de cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : M. Defontaine (Jean-Pierre).

3. — Commission de la défense nationale et des forces armées.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982 :*

Devient membre de cette commission : [*J. O.* du 30 janvier 1982] (p. 421) : M. Dominati (Jacques).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Aumont (Robert), Baudouin (Henri), Beaufils (Jean), de Benouville (Pierre), Bigeard (Marcel), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Brocard (Jean), Cathala (Laurent), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Mme Commergnat (Nelly), MM. Corrèze (Roger), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Delatre (Georges), Deprez (Charles), Dessein (Jean-Claude), Dominati (Jacques), Duprat (Jean), Durbec (Guy), Dutard (Lucien), Fillon (François), Frêche (Georges), Garmendia (Pierre), Gatel (Jean), Goulet (Daniel), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mmes d'Harcourt (Florence), de Hauteclocque (Nicole), MM. Hunault (Xavier), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Join (Marcel), Jourdan (Emile), Juventin (Jean), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lavédrine (Jacques), Le Bris (Gilbert), Le Coadic (Jean-Pierre), Lefranc (Bernard), Leonetti (Jean-Jacques), Luisi (Jean-Paul), Madrelle (Bernard), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Michel (Henri), Nilès (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Philibert (Louis), Raymond (Alex), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Tinseau (Luc), Vacant (Edmond), Verdon (Marc).

c) Bureau [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Darinot (Louis) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Combasteil (Jean), Huyghues des Etages (Jacques) ; secrétaires : M. Gatel (Jean), Mme Patrat (Marie-Thérèse), M. Robin (Louis).

d) Cesse d'appartenir à cette commission : [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : Mme Commergnat (Nelly).

e) Devient membre de cette commission : [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : M. Lejeune (André).

4. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

a) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), d'Aubert (François), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Beltrame (Serge), Benoist (Daniel), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Carraz (Roland), Charzat (Michel), Chomat (Paul), Couillet (Michel), Denvers (Albert), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Flosse (Gaston), Forgues (Pierre), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), de Gastines (Henri), Germon (Claude), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Journet (Alain), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Lengagne (Guy), Ligot (Maurice), Malvy (Martin), Marette (Jacques), Massion (Marc), Méhaignerie (Pierre), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Noir (Michel), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), de Préaumont (Jean), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rodet (Alain), Soisson (Jean-Pierre), Souchon (René), Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude).

b) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Goux (Christian) ; rapporteur général : M. Pierret (Christian) ; vice-présidents : MM. Laignel (André), Rieubon (René), Taddel (Dominique) ; secrétaires : MM. Bonnet (Alain), Chomat (Paul), Planchou (Jean-Paul).

c) *Deviennent membres de cette commission :* [*J. O.* du 2 juin 1982] (p. 1756) : M. Mercieca (Paul) ; [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1996) : M. Tranchant (Georges).

5. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

a) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Mme Cacheux (Denise), MM. Caro (Jean-Marie), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Delanoë (Bertrand), Deschaux-Beaume (Freddy), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gouzes (Gérard), Guichard (Olivier), Mme Halimi (Gisèle), MM. Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Lauriol (Marc), Le Meur (Daniel), Lotte (André), Maisonnat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), d'Ornano (Michel), Pidjot (Roch), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Sauvalgo (Pierre), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tibéri (Jean), Toubon (Jacques), Wolff (Claude), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean).

b) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Forni (Raymond) ; vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Massot (François), Richard (Alain) ; secrétaires : Mme Gaspard (Françoise), MM. Moutoussamy (Ernest), Suchod (Michel).

6. — Commission de la production et des échanges.

a) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Ansart (Gustave), Balmigère (Paul), Bassinet (Philippe), Bayou (Raoul), Bégault (Jean), Beix (Roland), Benetière (Jean-Jacques), Bernard (Jean), Billardon (André), Birraux (Claude), Bizet (Emile), Bladt (Paul), Bois (Jean-Claude), Borel (André), Braine (Jean-Pierre), Brochard (Albert), Brunet (André), Cabé (Robert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), de Caumont (Robert), Cavaillé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Charié (Jean-Paul), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Chénard (Alain), Cointat (Michel), Colin (Georges), Cornette (Maurice), Dassault (Marcel), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Desgranges (Jean-Paul), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Duroméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fievet (Berthe), MM. Florian (Roland), Fouchier (Jacques), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Mme Goeuriot (Colette), MM. Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Ibanès (Jean), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lasalle (Roger), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Lejeune (André), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Mazouin (Roland), Menga (Joseph), Métais (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Moreau (Paul), Nucci (Christian), Patriat (François), Pen (Albert), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Rigal (Jean), Rigaud (Jean), Roger (Emile), Rossinot (André), Sablé (Victor), Santa-Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mmes Sicard (Odile), Soum (Renée), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Ansart (Gustave) ; vice-présidents : MM. Billardon (André), Huguet (Roland), Michel (Claude), Soury (André) ; secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henri), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : M. Lejeune (André) ; [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1996) : M. Tranchant (Georges).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : Mme Commergnat (Nelly) ; [*J. O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405) : M. Bourget (René) ; [*J. O.* du 26 octobre 1982] (p. 3223) : M. Salmon (Tutaha).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

a) *Membres* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Bas (Pierre), Bonnemaison (Gilbert), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Inchauspé (Michel), Lagorce (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Gaillard (René) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Nilès (Maurice) ; secrétaires : MM. Mortelette (François), Sénès (Gilbert).

VI. — COMMISSIONS « AD HOC »

— Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226). Bureau [*J. O.* du 30 avril 1982] (p. 1244).

— Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241). Bureau [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316) [*J. O.* du 19 novembre 1982] (p. 3477).

VII. — COMMISSIONS SPECIALES

Constituées pour l'examen :

— du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253) ;

— du projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330) ;

— du projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869) ;

— du projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028) ;

— du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

VIII. — COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

— du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 105) [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321) ;

— du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie (n° 687) [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381) ;

— du projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688) [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415) ;

— du projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479) ;

— du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190) ;

— du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734) [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371) ;

— du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483) [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875) [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923) ;

— du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945) ;

— du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945) ;

— de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020) ;

— du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021) ;

— du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2030) ;

— du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857) [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062) ;

— du projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103) ;

— du projet de loi portant réforme de la planification (n° 909) [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163) ;

— du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186) ;

— de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235) ;

— du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315) ;

— du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380) ;

— du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381) ;

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391) ;

— du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923) [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866) ;

— du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906) ;

— du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975) ;

— du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975) ;

— du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991) ;

— du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101) ;

— du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203) ;

— du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204) ;

— du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250) ;

— du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334) ;

— du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409) ;

— du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444) ;

— du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J. O.* 24 novembre 1982] (p. 3571) ;

— du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571) ;

— du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571) ;

— du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572) ;

— du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719) ;

— du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754) ;

— du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797) ;

— du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805) ;

— du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

IX. — DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentant titulaire [J.O. du 28 octobre 1982] (p. 3247) : M. Vial-Massat (Théo), en remplacement de M. Barthe (Jean-Jacques).

Représentants suppléants [J.O. du 16 avril 1982] (p. 1144) : M. Joxe (Pierre), en remplacement de Mme Chépy-Léger (Annette) ; [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247) : M. Barthe (Jean-Jacques), en remplacement de M. Vial-Massat (Théo).

X. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Agence nationale pour l'information touristique.

Membres titulaires [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717) : MM. Chaubard (Albert), Besson (Louis), Porelli (Vincent).
Membres suppléants [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717) : MM. Pourchon (Maurice), Vouillot (Hervé), de Préaumont (Jean).

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membres titulaires [*J.O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405) : MM. Noir (Michel), Charzat (Michel).

Membres suppléants [*J.O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405) : MM. Alphandéry (Edmond), Jans (Parfait).

Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures.

Membres [*J.O.* du 1er octobre 1982] (p. 2920) : M. Jans (Parfait).

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie.

Membres [*J.O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088) : MM. Rodet (Alain), Chaubard (Albert).

Comité national de prévention de la violence et de la criminalité.

Membre [*J.O.* du 21 avril 1982] (p. 1180) : M. Belorgey (Jean-Michel).

Comité national des retraités et personnes âgées.

Membre [*J.O.* du 18 septembre 1982] (p. 2813) : M. Bapt (Gérard).

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Membres [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804) : MM. Fossé (Roger), Méhaignerie (Pierre).

Commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordée pour la diffusion du programme de radiodiffusion sonore.

Membres suppléants [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 389) : MM. Battist (Umberto), Le Gars (Jean).

Commission chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire pour 1982-1983.

Membres [*J. O.* du 18 juin 1982] (p. 1930) : MM. Ansart (Gustave), Evin (Claude), Planchou (Jean-Paul), Roger-Machart (Jacques).

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux.

Membre [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247) : M. Belorgey (Jean-Michel), en remplacement de M. Bockel (Jean-Marie).

Commission consultative des fréquences.

Membres suppléants [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316) : MM. Battist (Umberto), Badet (Jacques), Le Gars (Jean), Mme Jacquaint (Muguette).

Commission consultative du renouvellement du mandat des membres des chambres d'agriculture.

Membres [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : M. Gallet (Jean), Mme Horvath (Adrienne), MM. Pistre (Charles), Sénès (Gilbert), Soury (André).

Commission nationale des opérations immobilières et de l'agriculture.

Membres [*J. O.* du 1er octobre 1982] (p. 2920) : Mme Frachon (Martine), M. Gantier (Gilbert).

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie.

Membres [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : MM. Valroff (Jean), Weisenhorn (Pierre).

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques.

Membres [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : MM. Marette (Jacques), Planchou (Jean-Paul).

Conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice.

Membre [*J.O* du 27 janvier 1982] (p. 389) : M. Rouquet (René).

Conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie Les Quinze-Vingts.

Membre [*J.O.* du 27 janvier 1982] (p. 389) : M. Moulinet (Louis).

Conseil national du bruit.

Membre [*J.O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088) : Mme Nevoux (Paulette).

Conseil pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membres [*J.O.* du 7 mai 1982] (p. 1306) : M. Hage (Georges), Mme Provost (Eliane).

Etablissement national des invalides de la marine.

Membres [*J.O.* du 16 avril 1982] (p. 1144) : MM. Colonna (Jean-Hugues), Denvers (Albert).

Groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie.

Membres [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804) : MM. Jalton (Frédéric), Marchand (Philippe), Michel (Claude), Mme Dupuy Lydie), MM. de Lipkowski (Jean), d'Ornano (Michel), Soury (André).

Haut conseil du secteur public.

Membres [*J.O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : MM. Ansart (Gustave), Billardon (André), Charzat (Michel), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Le Coadic (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2375) : M. Chomat (Paul), en remplacement de M. Gosnat (Georges), décédé.

Organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

Membres [*J.O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088) : MM. Hage (Georges), Joxe (Pierre), Schreiner (Bernard), Vivien (Robert-André), Bellon (André), Bertile (Wilfrid), Ducoloné (Guy), Madelin (Alain).

XI. — AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle.

Membres [J.O. du 20 octobre 1982] (p. 3175) : MM. Asensi (François), Drouin (René), Estier (Claude), Loncle (François), Mme Moreau (Louise), bureau provisoire [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification.

Membres [J.O. du 22 octobre 1982] (p. 3200) : MM. Barnier (Michel), Clément (Pascal), Couillet (Michel), Derosier (Bernard), Durieux (Jean-Paul), Gissinger (Antoine), Goux (Christian), Laignel (André), Le Bris (Gilbert), Méhaignerie (Pierre), Planchou (Jean-Paul), Porelli (Vincent), Souchon (René), Taddei (Dominique), Weisenhorn (Pierre).

Bureau [J.O. du 10 novembre 1982] (p. 3383) : président : M. Goux (Christian) ; vice-présidents : MM. Clément (Pascal), Laignel (André), Porelli (Vincent), Weisenhorn (Pierre).

XII. — HAUTE COUR DE JUSTICE

Juges titulaires : prestation de serment de MM. Alain Hautecœur, Marc Lauriol, Georges Mesmin, Alain Richard [28 avril 1982] (p. 1423).

Juges suppléants [28 avril 1982] (p. 1436) : deuxième tour de scrutin : la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale n'est pas atteinte.

XIII. — DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Roger DUROURE. Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [25 janvier 1982] (p. 477).

M. Arthur NOTEBART. Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [5 février 1982] (p. 760).

Mme Véronique NEIERTZ, chargée d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J. O.* du 19 février 1982] (p. 615). Fin de cette mission, le 18 août 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

M. Michel SAPIN, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la consommation [*J. O.* du 19 février 1982] (p. 617). Fin de cette mission, le 18 août 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

M. Jean-Marie BOCKEL, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J. O.* du 9 mars 1982] (p. 799). Fin de cette mission, le 8 septembre 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

Mme Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, chargée d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre des transports [*J. O.* du 13 mars 1982] (p. 827). Fin de cette mission, le 12 septembre 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

M. Jean-Michel BELORGEY. Fin de sa mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [2 avril 1982] (p. 781).

M. Aimé CESAIRE. Fin de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation chargé des départements et territoires d'outre-mer [2 avril 1982] (p. 782).

M. Bernard SCHREINER. Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [2 avril 1982] (p. 782).

M. Joseph MENGA. Fin de sa mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [3 mai 1982] (p. 1558).

M. Jean-Jack QUEYRANNE. Fin de sa mission temporaire auprès du ministre de la culture [3 mai 1982] (p. 1558).

M. Christian NUCCI. Fin de sa mission temporaire [2 juin 1982] (p. 2887).

M. Claude GERMON, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie [*J. O.* du 3 juin 1982] (p. 1768).

M. Christian NUCCI, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J. O.* du 10 juin 1982] (p. 1826). Nommé haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 1827). Fin de ses fonctions [*J. O.* du 3 octobre 1982] (p. 3284).

Mme Ghislaine TOUTAIN, chargée d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1914).

M. Alain VIVIEN, chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille [*J. O.* du 2 septembre 1982] (p. 2699).

M. Jean OEHLER, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail [*J. O.* du 2 septembre 1982] (p. 2699).

M. Alex RAYMOND, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2862).

M. Alain HAUTECŒUR, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J. O.* du 20 octobre 1982] (p. 3164).

M. Jean GATEL, chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés [*J. O.* du 27 novembre 1982] (p. 3605).

XIV. — SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1981-1982 (décrets des 8 et 20 janvier 1982) : ouverture le 12 janvier 1982 [12 janvier 1982] (p. 1) ; clôture le 5 février 1982 [5 février 1982] (p. 771).

Seconde session ordinaire de 1981-1982 : ouverture le 2 avril 1982 [2 avril 1982] (p. 776) ; clôture le 30 juin 1982 [30 juin 1982] (p. 4110).

Troisième session extraordinaire de 1981-1982 (décret du 30 juin 1982) : ouverture le 1er juillet 1982 [1er juillet 1982] (p. 4110) ; clôture le 28 juillet 1982 [28 juillet 1982] (p. 4979).

Quatrième session extraordinaire de 1981-1982 (décret du 14 septembre 1982) : ouverture le 21 septembre 1982 [21 septembre 1982] (p. 4988) ; clôture le 1er octobre 1982 (p. 5359).

Première session ordinaire de 1982-1983 : ouverture le 2 octobre 1982 [2 octobre 1982] (p. 5361) ; clôture le 20 décembre 1982 [20 décembre 1982] (p. 8579).

Première session extraordinaire de 1982-1983 (décret du 20 décembre 1982) : ouverture et clôture le 21 décembre 1982 [21 décembre 1982] (p. 8582, 8595).

XV. — COMPOSITION DU DEUXIEME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

(A la date du 1er janvier 1982.)

1. — Par ordre alphabétique.

M. Pierre MAUROY, Premier ministre.

M. François ABADIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.

M. Jean AUROUX, ministre du travail.

M. François AUTAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés.

Mme Edwige AVICE, ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.

M. André CELLARD, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. André CHANDERNAGOR, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.

M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.

M. Jean-Pierre COT, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.

M. Michel CREPEAU, ministre de l'environnement.

Mme Edith CRESSON, ministre de l'agriculture.

M. Gaston DEFFERRE, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. André DELELIS, ministre du commerce et de l'artisanat.

M. Jacques DELORS, ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre DREYFUS, ministre de l'industrie.

Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille.

M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. Laurent FABIUS, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

M. Georges FILLIOUD, ministre de la communication.

M. Charles FITERMAN, ministre d'Etat, ministre des transports.

M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

M. André HENRY, ministre du temps libre.

M. Charles HERNU, ministre de la défense.

M. Edmond HERVE, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.

M. Michel JOBERT, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.

M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

Mme Catherine LALUMIERE, ministre de la consommation.

M. Jack LANG, ministre de la culture.

M. Jean LAURAIN, ministre des anciens combattants.

M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'extension du secteur public.

M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

M. Louis LE PENSEC, ministre de la mer.

M. Anicet LE PORS, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Louis MEXANDEAU, ministre des P. T. T.

Mme Nicole QUESTIAUX, ministre de la solidarité nationale.

M. Roger QUILLIOT, ministre de l'urbanisme et du logement.

M. Jack RALITE, ministre de la santé.

M. Marcel RIGOUT, ministre de la formation professionnelle.

M. Michel ROCARD, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.

M. Alain SAVARY, ministre de l'éducation nationale.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Pierre MAUROY.
Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Gaston DEFFERRE.
Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur	Michel JOBERT.
Ministre d'Etat, ministre des transports	Charles FITERMAN.
Ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire	Michel ROCARD.
Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie	Jean-Pierre CHEVENEMENT.
Ministre de la solidarité nationale	Nicole QUESTIAUX.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme	Yvette ROUDY.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRERE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet LE PORS.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes	André CHANDERNAGOR.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Jean-Pierre COT.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'économie et des finances	Jacques DELORS.

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.	Laurent FABIUS.
Ministre de l'éducation nationale	Alain SAVARY.
Ministre de l'agriculture	Edith CRESSON.
Ministre de l'industrie	Pierre DREYFUS.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie	Edmond HERVE.
Ministre du commerce et de l'artisanat	André DELELIS.
Ministre de la culture	Jack LANG.
Ministre du travail	Jean AUROUX.
Ministre de la santé	Jack RALITE.
Ministre du temps libre	André HENRY.
Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.	Edwige AVICE.
Ministre de l'urbanisme et du logement	Roger QUILLIOT.
Ministre de l'environnement	Michel CREPEAU.
Ministre de la mer	Louis LE PENSEC.
Ministre de la communication.	Georges FILLIOUD.
Ministre des P.T.T.	Louis MEXANDEAU.
Ministre des anciens combattants	Jean LAURAIN.
Ministre de la consommation.	Catherine LALUMIERE.
Ministre de la formation professionnelle	Marcel RIGOUT.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public.	Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés	Raymond COURRIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille.	Georgina DUFOIX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés.	François AUTAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture	André CELLARD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme	François ABADIE.

3. — Modifications.

Décret du 29 juin 1982 [J. O. du 30 juin 1982] (p. 2051) :

M. Jean AUROUX, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail.
M. Pierre BEREGOVOY, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie.
M. Pierre DREYFUS, fin de ses fonctions de ministre de l'industrie.
M. Jean LE GARREC, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public ; nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi.
Mme Nicole QUESTIAUX, fin de ses fonctions de ministre de la solidarité nationale.

Décret du 17 août 1982 [J. O. du 18 août 1982] (p. 2602) :

M. Joseph FRANCESCHI, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées ; nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

Décret du 8 décembre 1982 [J. O. du 9 décembre 1982] (p. 3702) :

M. Daniel BENOIST, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.
M. Jean-Pierre COT, fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.
M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1982

A

ABATTOIRS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

ABRIS ANTI-ATOMIQUES

Voir *Questions orales sans débat* **176.**

ABSENTEISME DES DEPUTES

Voir *Rappels au règlement* **303, 416, 463, 476, 477.**
Travail **8.**

ABSENTEISME DES MINISTRES

Voir *Questions au Gouvernement* **282.**

ABSTENTIONNISME

Voir *Elections et référendums* **15.**

ACADEMIE DE ROUEN

Voir *Questions orales sans débat* **140.**

ACCESSION A LA PROPRIETE

Voir *Logement social* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

ACCIDENTS DE TRAJET

Voir *Salariés* **1.**

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

1. — Proposition de loi n° 14 tendant à modifier les dispositions de l'article 416, paragraphe 2, du **code de la sécurité sociale** relatives aux bénéficiaires de la législation concernant les **accidents du travail et les maladies professionnelles.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 8 juillet 1981 par M. Pierre-Bernard Cousté. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Pierre-Bernard Cousté (22 avril 1982).

2. — Proposition de loi n° 1347 tendant à compléter l'article L. 468 du **code de la sécurité sociale,** relatif à la **faute inexcusable de l'employeur.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Albert Brochard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Salariés **1.**
Travail **6.**

ACCORD MULTIFIBRES

Voir *Questions orales sans débat* **123, 158.**

ACCORDS COLLECTIFS DE LOCATION

Voir *Baux* **6.**

ACCORDS COLLECTIFS DE TRAVAIL

Voir *Travail* **7.**

ACCORDS CULTURELS

Voir *Traités et conventions* **52.**

ACCORDS DE MODERATION DES LOYERS

Voir *Baux* **6.**

ACCORDS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Voir *Traités et conventions* **22, 37.**

ACCORDS EN MATIERE DE JUSTICE ET DE DROIT DES GENS

Voir *Traités et conventions* **38.**

ACCORDS FISCAUX

Voir *Traités et conventions* **49.**

ACCORDS INTERPROFESSIONNELS

Voir *Agriculture* **8,** article 5.

ACCORDS MILITAIRES

Voir *Traités et conventions* **34.**

ACCORDS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Voir *Traités et conventions* **52.**

ACIER

Voir *Questions au Gouvernement* **415.**
Questions orales sans débat **307.**

ACTES NOTARIES

Voir *Pétitions* **23.**

ACTION CIVILE

Voir *Justice* **7.**

ACTION CULTURELLE A L'ETRANGER

Voir *Audiovisuel* **1.**

« ACTION DIRECTE » (groupe —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

ACTIONNARIAT PRIVE

Voir *Politique économique et sociale* **3.**

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

ACTIONS

Voir *Epargne* **4.**
Lois de finances **6,** article 51.

ACTIONS D'ACCUMULATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, avant l'article 53.

ADMINISTRATEURS CIVILS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives.

ADMINISTRATION

Voir *Collectivités locales* **1.**

Liberté d'accès aux documents administratifs.

Voir *Collectivités locales* **4 et 5.**

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

ADOPTION

5. — Proposition de loi n° 554 portant sur diverses mesures tendant à favoriser l'**adoption plénière.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Georges Labazée (28 janvier 1982).

AERONAUTIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie ; Energie ; Transports.

Questions au Gouvernement **238.**

Questions orales sans débat **162.**

AERONEFS

Voir *Mer et littoral* **6.**

AEROPORTS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

Taxe de nuisance des —

Lois de finances **6** (deuxième partie), Economie et finances. — III : Budget ; Budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales.

AFFICHES ELECTORALES

Voir *Questions au Gouvernement* **185.**

AFGHANISTAN

Voir *Déclaration du Gouvernement* **5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement.

Motion de censure **9.**

AFRIQUE

Voir *Déclaration du Gouvernement* **5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

AFRIQUE DU NORD

Voir *Déportés, internés et résistants* **5.**

Anciens combattants d' —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **6.**

Evénements d' —

Voir *Rapatriés* **5.**

AFRIQUE DU SUD

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Apartheid

Voir *Questions au Gouvernement* **458.**

Questions orales sans débat **291.**

AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE (A.C.O.S.S.)

Voir *Sécurité sociale* **12.**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

AGENCE FRANCE PRESSE (A.F.P.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.

AGENCE NATIONALE CONTRE LE BRUIT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT (A.N.A.H.)

Voir *Questions au Gouvernement* **211.**

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (A.N.A.C.T.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (A.N.V.A.R.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.
Questions au Gouvernement **488.**

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (A.N.P.E.)

Voir *Collectivités locales* **7.**
Justice **6.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale ; (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi.

AGENCE NATIONALE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE

Voir *Questions au Gouvernement* **193.**

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

AGENCE NATIONALE POUR L'INSERTION ET LA FORMATION DES TRAVAILLEURS D'OUTRE-MER

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et *territoires d'outre-mer.*

AGENCES DE CONTENTIEUX PRIVEES

Voir *Questions au Gouvernement* **227.**

AGENCES D'URBANISME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

AGENCES MATRIMONIALES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 16 *ter.*

AGENCES PRIVEES DE RECHERCHES

Voir *Pétitions* **159, 160.**

AGENTS DE RECHERCHES

Voir *Pétitions* **70, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 115, 116, 119, 121, 122, 123, 129.**

AGENTS IMMOBILIERS

Voir *Baux* **6.**

AGREGATION (droit et sciences économiques)

Voir *Questions au Gouvernement* **480.**

AGRICULTEURS

Contrats de retraite complémentaire.

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 16.

Revenu des —

Voir *Questions au Gouvernement* **261.**
Questions orales sans débat **249.**

AGRICULTEURS EN DIFFICULTE

Voir *Questions au Gouvernement* **306.**

AGRICULTURE

4. — Proposition de résolution n° 248 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **situation de l'agriculture et de l'économie rurale** dans les zones de montagne et défavorisées.

Résolution n° **44** créant une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347). — Rapporteur : M. Louis Besson. — Rapport n° **757** (6 avril 1982). — Publié (13 avril 1982).

6. — Proposition de loi n° 714 d'orientation de l'agriculture biologique. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Jean-Paul Fuchs et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Desanlis (8 avril 1972).

7. — Proposition de loi n° 880 tendant à créer, sous l'appellation de **prêts de carrière,** une nouvelle catégorie de **prêts à long terme pour l'acquisition des terres et bâtiments agricoles.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Pierre Gascher. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Régis Perbet (17 juin 1982).

8. — Projet de loi n° 923 relatif à la **création d'offices d'intervention dans le secteur agricole.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 8 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture. — Urgence déclarée le 8 juin 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges — Rapporteur : M. Jean-Jacques Benetière (10 juin 1982). — Rapport n° **970** (24 juin 1982). — Discussion les 29, 30 juin et 1er juillet 1982. — Deuxième délibération (art. 1) le 1er juillet 1982. — Adoption le 1er juillet 1982. — Projet de loi n° **197.**

Sénat (première lecture), n° **454** (1981-1982), dépôt le 6 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **505** (1981-1982) (21 septembre 1982). — Discussion les 21, 22 et 23 septembre 1982. — Adoption le 23 septembre 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'organisation des marchés agricoles ». — Projet de loi n° **149** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Bureau [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Benetière. — Rapport n° **1093** (28 septembre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **517** (1981-1982) (28 septembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1091.** — Dépôt le 27 septembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Benetière. — Rapport n° **1096** (29 septembre 1982). — Discussion le 29 septembre 1982. — Adoption avec modifications le 29 septembre 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés ». — Projet de loi n° **228.**

Sénat (deuxième lecture), n° **528** (1981-1982). — Dépôt le 30 septembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **529** (1981-1982) (30 septembre 1982). — Discussion le 30 septembre 1982. — Rejet le 30 septembre 1982. — Projet de loi n° **153** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 1117.** — Dépôt le **30** septembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Benetière. — Rapport **n° 1119.** — Discussion le 1er octobre 1982. — Adoption définitive le 1er octobre 1982. — Projet de loi **n° 232.**

Loi n° 82-847 du 6 octobre 1982 publiée au *J. O.* du 7 octobre 1982 (p. 2979).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 juin 1982] (p. 3879, 4002, 4020) [30 juin 1982] (p. 4049) :

Question préalable opposée par M. Alain Mayoud : *Mayoud* (*Alain*) (p. 3988, 3989, 3990, 3991) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3991, 3992, 3993, 3994) ; *Ansart* (*Gustave*) (p. 3995, 3996) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3996, 3997, 3998) : rejetée par scrutin public (p. 3998).

Agriculture familiale : *Soury* (*André*) (p. 4003).

Appellations d'origine : *Cresson* (*Edith*) (p. 3986) ; *Soury* (*André*) (p. 4004) ; *Raynal* (*Pierre*) (p. 4021).

Approche de filières : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3981) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3986).

Attitude des Etats-Unis et construction européenne : *Cresson* (*Edith*) (p. 3985, 4035, 4036).

Bilan de la politique agricole des gouvernements précédents : *Tavernier* (*Yves*) (p. 3993) ; *Ansart* (*Gustave*) (p. 3995) ; *Billardon* (*André*) (p. 4006) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 4008) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4012) ; *Cointat* (*Michel*) (p. 4015) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4036).

Bilan et avenir des interprofessions : *Cresson* (*Edith*) (p. 3986, 4037, 4038) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3991) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3993) ; *Ansart* (*Gustave*) (p. 3995) ; *Soury* (*André*) (p. 4004) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 4008) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 4009) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 4013) ; *Cointat* (*Michel*) (p. 4015).

C.E.E. (compatibilité du projet avec le traité de Rome) : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3980) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3985, 4035) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3989) ; *Billardon* (*André*) (p. 4007) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4012).

Centres d'expérimentation fruits et légumes : *Gouze* (*Hubert*) (p. 4027).

Céréales : *Cresson* (*Edith*) (p. 4035).

Commercialisation des produits agricoles, distribution : *Cresson* (*Edith*) (p. 3987, 3998) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3991) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3992) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 4009) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 4022).

Commissions interprofessionnelles de cotation : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3982) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 4024) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4038).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : *Cresson* (*Edith*) (p. 3987) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3990).

Conseils de direction des offices : *Cresson* (*Edith*) (p. 3986, 4038) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3990) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 4013) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 4021) ; *Metais* (*Pierre*) (p. 4022) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 4033).

Coopératives, groupements de producteurs, S.I.C.A. : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3983) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3086) ; *Senès* (*Gilbert*) (p. 4029).

Corporatisme : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3980) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3988) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 4016) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 4021) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 4033).

Coûts de production : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3981) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3987, 3996) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3993).

Création d'offices et domaine législatif : *Cresson* (*Edith*) (p. 3997, 3998) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 4008).

Echanges agro-alimentaires : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3983) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3984, 3985) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3991).

Economie agro-industrielle : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3982, 3983).

« Europe des marchands » : *Soury* (*André*) (p. 4002).

Filières de palmipèdes gras : *Cabé* (*Robert*) (p. 4033, 4034).

Financement des offices : *Mayoud* (*Alain*) (p. 3991) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 4005) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 4010) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 4013) ; *Gengenwin* (*Germain*) (p. 4014) ; *Gascher* (*Pierre*) (p. 4025) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 4028) ; *Chasseguet* (*Gérard*) (p. 4034).

F.O.R.M.A. : *Mayoud* (*Alain*) (p. 3990) ; *Cointat* (*Michel*) (p. 4015, 4016).

Généralisation des opérations de pesée, de placement et de marquage : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3982) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3987).

Jeunes agriculteurs : *Cresson* (*Edith*) (p. 3987).

Logique interventionniste et logique libérale : *Mayoud* (*Alain*) (p. 3991) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3993) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3997, 4036) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 4004) ; *Billardon* (*André*) (p. 4007) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 4009) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 4011) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4012) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 4013) ; *Gengenwin* (*Germain*) (p. 4014) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 4022) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 4023) ; *Gascher* (*Pierre*) (p. 4025) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 4028) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 4029) ; *Godfrain* (*Jacques*) (p. 4030, 4031) ; *Bellon* (*André*) (p. 4031) ; *Delisle* (*Henry*) (p. 4031, 4032).

Maîtrise des importations : *Ansart* (*Gustave*) (p. 3995) ; *Soury* (*André*) (p. 4003, 4004) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4012) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4032) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4035).

Marché de la banane : *Sablé* (*Victor*) (p. 4017, 4018) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4038).

Marché de la lavande et du lavandin : *Bellon* (*André*) (p. 4031) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4039).

Marché des fruits et légumes : *Cresson* (*Edith*) (p. 3985, 4035, 4039) ; *Tourné* (*André*) (p. 4014, 4015) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 4022) ; *Gouze* (*Hubert*) (p. 4024, 4027) ; *Godfrain* (*Jacques*) (p. 4030).

Marché laitier : *Cresson* (*Edith*) (p. 3985) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 4009) ; *Delisle* (*Henry*) (p. 4032).

Marché laitier (taxe de coresponsabilité) : *Cresson* (*Edith*) (p. 3985, 3997, 4035) ; *Soury* (*André*) (p. 4003) ; *Delisle* (*Henry*) (p. 4032).

Marché du vin : *Cresson* (*Edith*) (p. 3985, 3987, 4035, 4039) ; *Balmigère* (*Paul*) (p. 4010, 4011) ; *Bayou* (*Raoul*) (p. 4016, 4017) ; *Sénès* (*Gilbert*) (p. 4028, 4029) ; *Godfrain* (*Jacques*) (p. 4030) ; *Cellard* (*André*) (p. 4049, 4050, 4051).

Marchés d'intérêts nationaux : *Cresson* (*Edith*) (p. 3987).

Marchés ruraux : *Dousset* (*Maurice*) (p. 4009) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4037).

Mise en marché : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3983) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3986, 3987) ; *Soury* (*André*) (p. 4003) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 4022).

Missions des offices : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3981) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3986) ; *Soury* (*André*) (p. 4003) ; *Raynal* (*Pierre*) (p. 4021).

Montants compensatoires monétaires et dévaluation du franc : *Cresson* (*Edith*) (p. 3984, 3985, 3988, 4037, 4038) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3989) ; *Soury* (*André*) (p. 4003) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 4004) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 4009) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4033).

Notion de « travailleurs de l'agriculture » : *Cresson* (*Edith*) (p. 3984) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 4005) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 4011) ; *Gengenwin* (*Germain*) (p. 4014) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 4016) ; *Gascher* (*Pierre*) (p. 4025) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 4033).

Obligations déclaratives : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3982) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3986, 3987) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 4013).

Office national interprofessionnel du blé et office national interprofessionnel des céréales : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3980) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3991).

Personnel des offices : *Cresson* (*Edith*) (p. 3997) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 4009) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 4021) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4032).

Planification : *Billardon* (*André*) (p. 4006, 4007) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 4006) ; *Cartraud* (*Raoul*) (p. 4020) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 4033).

Préférence communautaire : *Cresson* (*Edith*) (p. 3984) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4012) ; *Tourné* (*André*) (p. 4015).

Prix différenciés : *Tavernier* (*Yves*) (p. 3994) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3997, 4035) ; *Soury* (*André*) (p. 4003) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 4005) ; *Billardon* (*André*) (p. 4007) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 4008) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 4009) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 4014) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4022) ; *Gascher* (*Pierre*) (p. 4025) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 4029) ; *Delisle* (*Henry*) (p. 4032) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4032) ; *Chasseguet* (*Gérard*) ; (p. 4034).

Prix garantis : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3981) ; *Billardon* (*André*) (p. 4006) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4012) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4032).

Réduction des inégalités : *Mayoud* (*Alain*) (p. 3990) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 4024).

Réforme fiscale : *Cresson* (*Edith*) (p. 3987) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 4016) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 4023).

Réforme foncière : *Cresson* (*Edith*) (p. 3987) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3994) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 4016).

Régionalisation des offices (délégations régionales) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3986, 4035, 4038) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3990) ; *Cartraud* (*Raoul*) (p. 4020) ; *Métais* (*Pierre*) (p. 4023) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 4023) ; *Sénès* (*Gilbert*) (p. 4029).

Rejet d'une politique d'assitance : *Cresson* (*Edith*) (p. 3984).

Revenus agricoles : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3981) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 3989) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3992) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3998) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 4029).

Révision de la politique agricole commune : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3981, 3983) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 3984, 3985) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3993, 3994) ; *Ansart* (*Gustave*) (p. 3995) ; *Soury* (*André*) (p. 4003) ; *Billardon* (*André*) (p. 4006) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4012) ; *Cointat* (*Michel*) (p. 4015) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 4021) ; *Métais* (*Pierre*) (p. 4022) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 4023) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 4029, 4030) ; *Godfrain* (*Jacques*) (p. 4030).

Secteur ovin : *Malvy* (*Martin*) (p. 4026) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4038).

Secteur du porc : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3982) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 4023, 4024) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4028).

Secteur de la viande : *Métais* (*Pierre*) (p. 4023) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 4024, 4025).

Sections spécialisées : *Gouze* (*Hubert*) (p. 4027) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4039).

Vote favorable du groupe socialiste : *Sénès* (*Gilbert*) (p. 4029).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Dousset* (*Maurice*) (p. 4009) ; *Gengenwin* (*Germain*) (p. 4014).

Zones de montagne et zones défavorisées : *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 4024, 4025) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4038).

Discussion des articles [30 juin 1982] (p. 4051-4098).

Avant l'article 1er : amendement n° 66 de la commission (modifiant l'intitulé de la division I : « dispositions relatives aux offices d'intervention dans le secteur agricole et alimentaire ») ; logique des filières (p. 4051) ; amendement n° 66 : adopté ; en conséquence, l'intitulé de la division I est ainsi rédigé.

Article 1er (*objet et statut des offices*) : missions à caractère administratif susceptibles d'être confiées aux offices ; glissement progressif vers le « service public » ; exemple de l'office des alcools et de l'office national des forêts ; problème du statut des offices (p. 4052) ; zones de montagne et défavorisées ; marché des fromages de l'Est central ; contradiction avec le Traité de Rome (p. 4053) ; rapports entre les producteurs agricoles, les commerçants et les industriels ; centre national interprofessionnel de l'économie laitière (C.N.I.E.L.) ; référence à l'article 39 du Traité de Rome ; notion juridique d'office et principe de monopole ; missions à caractère administratif (p. 4054) ; statut des personnels des offices et fonctionnarisation des offices ; amendement n° 1 de M. Michel Cointat (substituant à la création d'offices celle de comités interprofessionnels d'intervention) ; problèmes résultant du blocage des prix ; missions à caractère administratif ; évolution de la notion juridique d'offices ; avenir des interprofessions ; problèmes de la montagne ; détermination des secteurs concernés par la création d'offices (p. 4055) ; notion juridique d'offices ; exemple de l'office national des forêts et de l'O.N.I.V.I.T. (office des vins de table) ; fondements de l'organisation interprofesionnelle ; interventions de l'Etat et accords interprofessionnels ; organisation du marché breton, de l'artichaut et du chou-fleur (p. 4056) ; système mis en place en Bretagne ; arrêt Charmasson relatif aux problèmes des organisations nationales de marchés ; intervention de l'Etat (p. 4057) ; amendement n° 1 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 182 de M. François d'Aubert (précisant que la création d'offices doit assurer l'expansion de l'agriculture) ; prix différenciés ; nomination de membres du parti socialiste au ministère de l'agriculture et dans les organismes qui en sont proches ; problème de l'indépendance du personnel des offices (p. 4058) ; amendement n° 182 : rejeté ; amendement n° 180 de M. François d'Aubert (relatif aux objectifs : substitution aux objectifs de sécurité des revenus, de réduction des inégalités et d'emploi optimum des facteurs de production ceux d'accroissement de la productivité de l'agriculture, de progression du niveau de vie des agriculteurs et de sécurité des approvisionnements) ; amendement n° 92 de M. André Soury (relatif aux objectifs : substitution aux objectifs de sécurité des revenus ceux de garantie et d'amélioration des revenus en premier lieu pour les exploitants familiaux et de transparence des transactions) ; référence aux exploitations familiales ; amendement n° 92 : retiré ; amendement n° 22 de la commission (substitution à l'objectif de sécurité des revenus celui de garantie d'amélioration des revenus) (p. 4059) ; sous-amendement n° 176 du Gouvernement à l'amendement n° 22 (rédactionnel : substitution à l'expression « garantie des revenus » l'expression « sécurité des revenus ») ; amendement n° 180 : rejeté (p. 4060) ; sous-amendement n° 176 : adopté par scrutin public ; sous-amendement n° 229 de M. François d'Aubert (tendant à éviter que les montants compensatoires ne viennent pénaliser les agriculteurs) ; politique de démantèlement des montants compensatoires ; dépôt d'un grand nombre « d'amendements de circonstance » par les membres de l'opposition (p. 4061) ; sous-amendement n° 229 : rejeté ; amendement n° 22, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 177 de M. François d'Aubert, n° 67 de M. Claude Wolff, n° 178 et n° 183 de M. François d'Aubert : devenus sans objet (p. 4062) ; amendement n° 94 de M. André Soury (mention de l'intérêt des salariés) : retiré ; sous-amendement n° 233 du Gouvernement : devenu sans objet ; amendement n° 179 de M. François d'Aubert (mention de l'intérêt des distributeurs) (p. 4081) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Michel Cointat (de précision) : retiré ; amendement n° 23 de la commission (substituant à l'expression « peuvent être créés » l'expression « seront créées ») : adopté ; amendement n° 93 de M. André Soury (précisant les partenaires de la filière) (p. 4082) ; amendement n° 3 de M. Michel Cointat (suppression des dispositions relatives aux compétences et au statut du personnel des offices) ; amendement n° 93 : retiré ; amendement n° 3 : rejeté ; amendement n° 184 de M. François d'Aubert (suppression de la disposition précisant que les offices sont placés sous la tutelle de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 185 de M. François d'Aubert (précisant que la tutelle est exercée par le ministère de l'agriculture) (p. 4083) : rejeté ; amendement n° 186 de M. François d'Aubert (suppression de la disposition permettant aux offices d'exercer des missions à caractère administratif) : rejeté ; amendement n° 187 de M. François d'Aubert (limitant le rôle des offices : association des offices à l'élaboration des décisions administratives prises dans leur secteur de compétence) : rejeté ; amendement n° 68 de M. Claude Wolff soutenu par M. François d'Aubert (précisant que les missions à caractère administratif exercées par les offices devront respecter les missions confiées aux organisations interprofessionnelles) (p. 4084) : rejeté ; amendement n° 188 de M. François d'Aubert (excluant du champ d'application des offices l'attribution de fonds publics ou de prêts bonifiés) ; démembrement des pouvoirs de l'administraiton ; articulation entre le rôle des offices et celui du Crédit agricole en matière de prêts bonifiés ; amendement n° 188 : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté ; (p. 4085).

Article 2 (*missions des offices*) : place des offices dans l'organisation économique de l'agriculture ; avenir du F.O.R.M.A., du fonds de promotion agricole, de la S.O.P.E.X.A. et des comités interprofessionnels ; relations entre les offices et le comité numéro 6 du F.D.E.S. ; fondement de la rémunération des agriculteurs ; notion de « travail » des agriculteurs ; droits du travailleur agricole ; promotion des produits de la montagne (p. 4086) ; politique des investissements et problèmes financiers ; agriculture de montagne (p. 4087) ; modulation des prix ; produits de montagne ; moyens nouveaux mis en œuvre pour assurer la juste rémunération du travail des agriculteurs ; transparence du marché (p. 4088) ; « dépérissement » du F.O.R.M.A. ; rôle du ministère de l'agriculture ; missions de la S.O.P.E.X.A. ; notion de travailleurs et notion de salariés ; financement des investissements ; planification ; amendement n° 102 de M. Michel Cointat (suppression de la disposition faisant référence au Traité de Rome et au plan) (p. 4089) : rejeté ; amendement n° 234 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 4090) ; amendement n° 103 de M. Michel Cointat (exclusion des labels prévus par le décret du 13 janvier 1965 de la compétence des offices) ; politique de la qualité ; sous-amendement n° 228 du Gouvernement (suppression de la référence au décret du 13 janvier 1965) : rejeté ; amendement n° 103 : rejeté ; (p. 4098) ; amendement n° 24 de la commission (ajoutant à la liste des missions des offices l'action en faveur d'une garantie du niveau de vie dans le cadre d'une politique différenciée de formation des revenus notamment dans les zones de montagne) ; sous-amendement n° 235 de M. François d'Aubert soutenu par M. Francisque Perrut (suppression de la référence à une politique différenciée de formation des revenus) : rejeté ; sous-amendement n° 104 de M. Michel Cointat (substitution au mot « différencié » le mot « régionalisé ») ; disparité des revenus agricoles ; rénovation de la politique agricole commune (p. 4099) ; défense de la petite et moyenne agriculture ; aggravation des inégalités de revenus par la politique européenne ; politique de la montagne (p. 4100) ; sous-amendement n° 104 : rejeté ; sous-amendement n° 214 du Gouvernement (suppression de la disposition mentionnant l'agriculture des zones de montagne et défavori-

sées) : retiré ; sous-amendement n° 238 de M. Robert de Caumont (réservant un alinéa spécial à l'action des offices en faveur de la montagne et des zones défavorisées) (p. 4101) : adopté après rectification ; amendement n° 24, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 25 de la commission (précisant les actions des offices en vue d'améliorer le fonctionnement des marchés) ; coûts de production et rémunération du travail (p. 4102) ; élevage du cheval ; sous-amendement n° 223 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 194 de M. François d'Aubert soutenu par M. Francisque Perrut (substitution aux mots « une juste rémunération » du travail des agriculteurs compte tenu des coûts de production » les mots « une rémunération équitable des facteurs de production ») : rejeté (p. 4103) ; sous-amendement n° 105 de M. Michel Cointat (rédactionnel : substitution au mot « travail » le mot « activité ») : rejeté ; sous-amendement n° 146 de M. Maurice Cornette (rémunération du travail et des facteurs de production) (p. 4104) ; rejeté ; sous-amendement n° 106 de M. Michel Cointat (tendant à favoriser le développement des sociétés d'intérêt collectif agricole) ; système des coopératives (p. 4105) ; sous-amendement n° 106 : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 195 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (tendant à garantir le respect des conditions de concurrence) : rejeté ; sous-amendement n° 107 de M. Michel Cointat (précisant les actions en vue d'améliorer les mécanismes de mise en marché) (p. 4106) ; vote par division du sous-amendement à la demande de son auteur ; adoption de la première partie du sous-amendement ; deuxième partie du sous-amendement n° 107 rectifié : retiré ; adoption du sous-amendement n° 107, ainsi rectifié ; sous-amendement n° 147 de M. Maurice Cornette (rédactionnel) : retiré ; sous-amendement n° 148 de M. Maurice Cornette (relatif aux conditions de concurrence : mention des conditions et délais de paiement) : adopté ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 218 de M. Emmanuel Hamel, n° 136 de M. Germain Gengenwin, n° 189 de M. François d'Aubert : devenus sans objet ; amendement n° 26 de la commission (précisant les actions mises en œuvre pour améliorer la connaissance du marché des structures de la production, de la transformation et de la commercialisation) (p. 4107) ; ordonnance du 30 juin 1945 relative à la réglementation des prix ; sous-amendement n° 149 de M. Maurice Cornette (substitution de la connaissance de l'offre et de la demande à celle des charges et des marges) ; sous-amendement n° 230 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendement n° 149 : retiré ; sous-amendement n° 230 : adopté après rectification ; sous-amendement n° 226 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean Proriol (communication d'informations par les importateurs) : rejeté ; sous-amendement n° 150 de M. Maurice Cornette (p. 4108) et n° 196 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (exclusion des renseignements d'ordre comptable sur la situation des personnes physiques ou morales) : rejetés ; sous-amendement n° 95 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. André Tourné (visant à permettre la communication des renseignements sur les grandes sociétés d'import-export) (p. 4109) : retiré ; amendement n° 26, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 137 de M. Germain Gengenwin : devenu sans objet ; amendement n° 27 de la commission (précisant les moyens pour renforcer l'efficacité économique de la filière) ; travaux de recherche sur les productions ; actions de valorisation des recherches ; sous-amendement n° 236 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (rédactionnel) : rejeté (p. 4110).

[1er juillet 1982] (p. 4110, 4124, 4147) :

Article 2 (*suite*) : sous-amendement n° 151 de M. Maurice Cornette (prévoyant l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : rejeté ; sous-amendement n° 152 de M. Maurice Cornette (prévoyant que les offices participent à l'orientation des actions relatives à la production et non à leur mise en œuvre) : rejeté ; sous-amendement n° 227 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean Proriol (tendant à assurer l'action concertée des offices et du conseil supérieur d'orientation en matière de mise en œuvre des actions relatives à la production) : rejeté ; sous-amendement n° 197 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (suppression de la disposition relative à l'action des offices en faveur de la recherche) : rejeté ; sous-amendement n° 153 de M. Maurice Cornette (précisant le rôle des offices dans le domaine de la recherche) : rejeté (p. 4111) ; sous-amendement n° 237 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (limitant la responsabilité des offices dans la politique des financements publics et des investissements) : rejeté ; sous-amendement n° 241 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (suppression de la disposition faisant référence à la planification de chaque filière) : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 138 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Jean Proriol (avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : devenu sans objet ; amendement n° 129 de M. André Billardon (précisant les missions des offices en matière de planification) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (de conséquence : suppression du sixième alinéa de l'article 2) : adopté ; en conséquence, amendements n° 71 de M. Claude Wolff et n° 190 de M. François d'Aubert : devenus sans objet ; amendement n° 29 de la commission (de conséquence : suppression du septième alinéa de l'article 2) : adopté (p. 4112) ; amendement n° 30 de la commission (de conséquence : suppression du huitième alinéa de l'article 2) : adopté ; en conséquence, amendement n° 139 de M. Germain Gengenwin : devenu sans objet ; amendement n° 31 de la commission (de conséquence : suppression du neuvième alinéa de l'article 2) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (de conséquence : suppression du dixième alinéa de l'article 2) : adopté ; en conséquence, amendements n° 191 de M. François d'Aubert et n° 72 de M. Claude Wolff : devenus sans objet ; amendement n° 33 de la commission (contribution des offices au développement d'une politique de qualité) : adopté ; amendement n° 108 de M. Michel Cointat (rédactionnel) ; rôle de la S.O.P.E.X.A. ; coordination des efforts en matière d'exportation (p. 4113) ; amendement n° 108 : rejeté ; amendement n° 192 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (rédactionnel) : rejeté ; amendements n° 73 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean Proriol et n° 154 de M. Maurice Cornette (de précision) : rejetés ; amendement n° 215 du Gouvernement (adjonction du développement de l'agriculture de montagne et des zones défavorisées à la liste des missions) : retiré ; amendement n° 109 de M. Michel Cointat (relatif aux missions des offices : moralisation des importations) : retiré ; amendement n° 110 de M. Michel Cointat (mentionnant le F.O.R.M.A.) : retiré (p. 4114) ; amendement n° 130 de M. André Billardon soutenu par M. Raoul Bayou (précisant les actions des offices en vue d'appliquer la politique communautaire) : adopté ; en conséquence, amendements n° 74 de M. Claude Wolff, n° 34 de la commission, n° 111 de M. Michel Cointat, n° 35 de la commission et sous-amendement n° 225 de M. André Soury : devenus sans objet ; amendement n° 96 de M. André Soury soutenu par M. André Tourné (visant à ce que les négociants importateurs et les exportateurs soumettent à l'agrément de l'office le calendrier des importations et exportations prévisibles) ; nécessité d'une répercussion automatique des prix communautaires sur le marché national ; amendement n° 96 : retiré (p. 4115) ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 224 du Gouvernement (relatif aux ressources des offices) ; sous-amendement n° 232 de M. Maurice Cornette (relatif au prélèvement de taxes parafiscales) (p. 4116) ; taxe de coresponsabilité ; sous-amendement n° 231 de M. André Soury (relatif à la modulation des taux) (p. 4117) ; répartition des revenus des agriculteurs et fiscalité ; sous-amendement n° 231 : retiré ; sous-amendement n° 232 : rejeté ; amendement n° 224 : adopté (p. 4118).

Article 3 (*composition des conseils de direction des offices*) : ambiguïté de la majorité accordée à la représentation des producteurs ; conseil de direction de l'O.N.I.B. (p. 4124) ; amendement n° 75 de M. Claude Wolff (représentation des organisations syndicales les plus représentatives des producteurs agricoles) ; non soutenu ; amendement n° 198 de M. François d'Aubert (désignation des représentants de la production agricole par les organisations syndicales les plus représentatives) ; organisations syndicales à caractère général et logique des offices par filières ; prise en compte des associations spécialisées et des chambres d'agriculture ; rectification de l'amendement n° 198 (p. 4125) ; amendement n° 198, ainsi rectifié, rejeté ; amendement n° 199 de M. François d'Aubert (tendant à donner la majorité aux représentants de la production agricole au sein du conseil de direction des offices) : rejeté ; amendement n° 140 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que les représentants de la production proviennent des organisations syndicales de producteurs représentatives à l'échelon national à vocation générale et à vocation spécialisée) (p. 4126) ; diversité des secteurs et modalités de composition des offices ; amendement n° 140 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 4 de M. Michel Cointat (suppression de la représentation des pouvoirs publics) (p. 4127) : rejeté ; amendement n° 37 de la commission (nomination par décret du président du conseil de direction et du directeur) (p. 4128) ; sous-amendement n° 112 de M. Michel Cointat (précisant que le président est choisi en dehors des représentants de l'État) ; engagement du Gouvernement de nommer, sauf cas exceptionnel, un professionnel au poste de président du conseil de direction des offices ; sous-amendement n° 112 : retiré ; sous-amendement n° 239 de M. François d'Aubert (élection du président par les membres du conseil) ; politisation des instances de direction du F.O.R.M.A. et de l'O.N.I.B.E.V. (p. 4129) ; sous-amendement n° 240 de M. François d'Aubert (précisant que le président est

choisi parmi les représentants de la profession agricole) ; problème des nominations politiques ; disparition de « l'État U.D.F. » ; fonctionnement des « produktshappen » hollandais (p. 4130) ; fonctionnement des interprofessions françaises ; sous-amendement n° 239 : rejeté ; sous-amendement n° 240 : rejeté ; amendement n° 37 : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 38 de la commission (création de délégations régionales) ; déconcentration des offices nationaux ; sous-amendement n° 165 de M. Maurice Cornette (confiant aux conseils de direction le soin de fixer la composition, les compétences et les moyens des délégations) (p. 4131) : rejeté ; amendement n° 38, adopté.

Article 4 (*cohérence des actions*) : amendement n° 121 de M. Maurice Cornette (de suppression) ; rapports entre les offices et les organisations professionnelles ou interprofessionnelles ; amendement n° 121 : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (de conséquence : suppression du premier alinéa de l'article 4) ; pouvoir de contrôle des offices sur d'autres institutions ; amendement n° 39 : adopté (p. 4132) ; amendement n° 168 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Michel Cointat (exclusion des organisations professionnelles reconnues de la liste des organismes dont les bugets et programmes d'activité sont soumis pour avis aux offices) : rejeté ; amendement n° 169 de M. Jean-Louis Goasduff soutenu par M. Michel Cointat (de précision) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (proposant que le directeur de l'office soit membre de droit des conseils d'administration des instituts et centres techniques) ; diversité des statuts des instituts techniques ; principe de la liberté d'association (p. 4133) ; amendement n° 40 : rejeté ; amendements n° 41 de la commission et n° 5 de M. Michel Cointat (autorisant les offices à passer des conventions avec différents organismes) ; amendement n° 5 : retiré ; sous-amendement n° 131 de M. André Billardon (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 41, ainsi modifié : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*intervention des offices en cas de carence*) : nécessité d'éviter tout blocage ; rôle incitatif des pouvoirs publics (p. 4134) ; amendement n° 170 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Michel Cointat (tendant à insérer le dispositif proposé dans le cadre de la loi de 1975 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole) : rejeté ; amendement n° 113 de M. Michel Cointat (précisant expressément que l'office intervient lorsqu'il y a carence de l'interprofession) ; notion de « carence » ; principe de non-concurrence entre l'office et l'interprofession ; amendement n° 113 : rejeté (p. 4135) ; amendement n° 171 de M. Jacques Godfrain : devenu sans objet ; amendement n° 122 de M. Maurice Cornette (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 172 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Michel Cointat (relatif au délai d'intervention) : retiré ; amendement n° 219 de M. Emmanuel Hamel soutenu par M. Jean Proriol (même objet) : retiré ; amendement n° 42 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n 174 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Michel Cointat (suppression du second alinéa de l'article 5 relatif aux conditions d'extension de l'accord) : retiré ; amendement n° 173 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Michel Cointat (prévoyant l'arbitrage du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire en cas d'échec) (p. 4136) ; amendement n° 76 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean Proriol (création d'une instance d'arbitrage compétente en cas d'échec) ; amendement n° 123 de M. Maurice Cornette (saisine du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire en cas d'échec) ; amendement n° 173 : retiré ; amendement n° 200 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (arbitrage du ministre de l'agriculture en cas de désaccord) ; amendement n° 43 de la commission (prévoyant qu'à défaut d'accord l'office proposera à l'autorité les mesures qu'il estime nécessaires) ; amendement n° 76 : rejeté ; amendement n° 123 : rejeté ; amendement n° 200 : rejeté ; amendement n° 43 : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 4137).

Après l'article 5 : amendement n° 77 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean Proriol (application de la procédure d'arbitrage prévue à l'article 5 en cas de conflit entre un office et une organisation professionnelle ou interprofessionnelle) ; rejeté.

Article 6 (*intervention des offices en matière d'extension des disciplines*) : amendement n° 114 de M. Michel Cointat (relatif à la condition du pouvoir de proposition des offices : carence des comités économiques) (p. 4138) : retiré ; amendement n° 175 de M. Maurice Cornette (de forme) : rejeté ;

— article 6, adopté.

Article 7 (*connaissance de la production et du marché par les offices*) : nécessité d'assurer une information suffisante sur l'évolution des productions et des exportations (p. 4139) ; production de vin ; production de fruits et légumes ; importation abusive de fruits et légumes ; amendement n° 210 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean Proriol (réduisant le caractère contraignant des dispositions de l'article 8) (p. 4140) : rejeté ; amendement n° 44 de la commission soutenu par M. Gilbert Sénès (communication de renseignements par les importateurs et les exportateurs) : adopté ; amendement n° 132 de M. André Billardon (de coordination) : adopté ; amendement n° 6 de M. Michel Cointat (référence au paragraphe II, deuxième alinéa, de l'article 2 de la présente loi relatif aux restrictions en matière d'information) : rejeté (p. 4141) ; amendement n° 78 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean Proriol (précisant les informations fournies par les importateurs) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 79 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean Proriol (relatif au calendrier des importations) : rejeté (p. 4142).

Article 8 (*conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire*) : élargissement de la composition du conseil supérieur ; restriction de son champ de compétences ; problème de la mise en œuvre de la politique agricole nationale ; représentation du Parlement et représentation des salariés au sein du conseil ; préparation du Plan de la nation (p. 4147) ; amendements n° 7 de M. Michel Cointat et n° 202 de M. François d'Aubert (suppression de la représentation parlementaire) ; principe de séparation des pouvoirs ; amendement n° 202 : non soutenu ; nécessité d'associer les représentants de la nation à la définition des grandes orientations de la politique agricole ; rôle de contrôle des parlementaires ; amendement n° 7 : rejeté ; amendement n° 141 de M. Germain Gengenwin (précisant que le conseil définit la politique nationale d'orientation des productions) : non soutenu (p. 4148) ; amendement n° 45 de la commission (précisant les compétences du conseil) ; amendement n° 8 de M. Michel Cointat (précisant que le conseil participe à la définition de la politique nationale agricole) : retiré ; amendement n° 45 : adopté ; en conséquence, amendement n° 82 de M. Claude Wolff : devenu sans objet ; amendement n° 81 de M. Claude Wolff (relatif à la représentation de la production agricole) : non soutenu ; amendement n° 9 de M. Michel Cointat (consultation du conseil sur les grandes orientations des politiques sectorielles) ; prise en compte de la mise en place d'offices de filière ; amendement n° 9 : rejeté (p. 4149) ; amendement n° 46 de la commission (consultation du conseil sur les choix industriels et technologiques relatifs à l'agriculture, ainsi que sur les dispositions nécessaires à la limitation des coûts de production) : adopté ; amendements n° 142 de M. Germain Gengenwin et n° 155 de M. Jacques Godfrain soutenus par M. Michel Cointat (consultation du conseil sur les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ses politiques) : rejetés ; amendement n° 156 de M. Jean-Louis Goasduff soutenu par M. Michel Cointat (consultation du conseil sur les projets de mesures réglementaires à caractère général relatives à l'organisation économique en agriculture) (p. 4150) : adopté ; amendement n° 157 de M. Roland Vuillaume (consultation du conseil sur les règles de mise en marché de commercialisation) : devenu sans objet ; amendement n° 158 de M. Jean-Louis Goasduff soutenu par M. Michel Cointat (relatif au rôle de coordination du conseil) : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*décentralisation*) : rôle économique des collectivités locales ; amendement n° 203 de M. François d'Aubert (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 47 de la commission et n° 10 de M. Michel Cointat (de précision) : adopté ; amendement n° 83 de M. Claude Wolff (faisant référence aux délégations régionales des offices) : non soutenu ; amendement n° 143 de M. Germain Gengenwin (prévoyant l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : non soutenu ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 4151).

— Dispositions relatives à la commercialisation des produits agricoles :

Article 10 (*facturation obligatoire*) : connaissance du marché ; problème des modalités de facturation ; amendement n° 11 de M. Michel Cointat (précisant que seuls les produits de la pêche « maritime » peuvent déroger au principe de facturation obligatoire) ; situation des petits artisans pêcheurs en eau douce (p. 4152) ; amendement n° 11 adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*fonctionnement des marchés de commercialisation*) : exclusion des marchés d'intérêt national ; avenir des petits marchés ruraux (p. 4153) ; amendement n° 204 de M. François d'Aubert (caractère facultatif de l'autorisation ; fixation par décret de la liste des produits concernés et du volume des échanges au-delà duquel l'autorisation est requise) ; amendement n° 115 de M. Michel Cointat (procédure d'agrément des marchés de commercialisation) ; amendement n° 48 de la commission (soumettant les marchés d'intérêt national aux dispositions de l'article 11 et prévoyant une procédure obligatoire d'agrément) ; observations de la Cour des comptes sur le fonctionnement du marché de Rungis ; fonctionnement des M.I.N. ; sous-amendement n° 242 du Gouvernement à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des marchés d'intérêt national) ; amendement n° 204 : rejeté ; sous-amendement n° 242 : adopté (p. 4154) ; amendement n° 48, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 115 de M. Michel Cointat, n° 166 de M. Pierre Raynal et n° 220 de M. Emmanuel Hamel : devenus sans objet ; amendement n° 12 de M. Michel Cointat (de conséquence) : retiré ; amendement n° 49 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 159 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Michel Cointat (relatif aux conditions de délivrance de l'autorisation) : retiré ; amendement n° 13 de M. Michel Cointat (indication de l'origine des produits dans le cahier des charges) : retiré ; amendement n° 50 de la commission (même objet) ; amendement n° 84 de M. Claude Wolff soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : retiré ; amendement n° 50 : adopté ; amendements n° 51 de la commission et n° 124 de M. Maurice Cornette (précisant que la diffusion des informations aux usages du marché doit être rapide) ; amendement n° 124 : retiré ; amendement n° 51 : adopté (p. 4155) ; amendement n° 144 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions visant à assurer la centralisation des paiements) : retiré ; amendement n° 52 de la commission (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions tendant à assurer la centralisation des factures et progressivement la facturation centralisée des ventes) ; sous-amendement n° 243 du Gouvernement à l'amendement n° 52 (substitution au mot « ventes » le mot « transactions ») ; amendement n° 14 de M. Michel Cointat (rédactionnel) : retiré ; sous-amendement n° 243 : adopté ; amendement n° 52, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 85 de M. Claude Wolff devenu sans objet ; amendement n° 53 de la commission (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions tendant à assurer la fiabilité des transactions) (p. 4156) ; sous-amendement n° 244 du Gouvernement (substitution au mot « fiabilité » le mot « sécurité ») ; sous-amendement n° 98 de M. André Soury (tendant à garantir la sécurité des modalités de paiement) : retiré ; problème des chèques sans provision ; sous-amendement n° 244 : adopté ; amendement n° 53, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 125 de M. Maurice Cornette (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions tendant à assurer l'exercice normal de la concurrence) (p. 4157) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Michel Cointat (mise en place d'un système de sécurité des paiements) : retiré ; amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté :

— article 11, ainsi modifié, adopté (p. 4158)

Article 12 (*office des fruits et légumes*) : problème des départements de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère ; situation du marché des fruits et légumes ; problème du contrôle ; problème des horticulteurs (p. 4159) ; promesses de la commission européenne ; amendement n° 221 de M. Emmanuel Hamel (proposant une nouvelle organisation du marché de fruits et légumes) : non soutenu ; amendement n° 86 de M. Claude Wolff soutenu par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (tendant à supprimer les achats directs des négociants aux producteurs) ; amendements n° 55 de la commission, n° 15 de M. Michel Cointat et n° 163 de M. Emmanuel Hamel (exclusion des produits horticoles du champ d'application des dispositions fixées à l'article 12) ; spécificité de la production horticole (p. 4160) ; nécessité de reporter les produits horticoles à l'article 13 ; organisation interprofessionnelle dans le secteur horticole ; amendement n° 163 : non soutenu ; déficit du secteur horticole ; amendement n° 86 : rejeté ; amendements n° 55, n° 15 et n° 163 : adoptés ; amendement n° 56 de la commission (de conséquence) ; amendement n° 16 de M. Michel Cointat (de conséquence) : retiré ; sous-amendement n° 245 du Gouvernement à l'amendement n° 56 (de conséquence ; relatif aux marchés d'intérêt national) : adopté ; amendement n° 56, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 18 de M. Michel Cointat (prévoyant que les achats pourront s'opérer dans le cadre de la politique contractuelle définie par des accords interprofessionnels ou des contrats types approuvés) (p. 4161) : retiré ; amendements n° 87 de M. Claude Wolff et n° 145 de M. Germain Gengenwin (suppression du quatrième alinéa relatif au contrôle des achats directs) : non soutenus ; amendement n° 167 de M. Roger Corrèze (substituant au contrôle prévu au quatrième alinéa une disposition prévoyant que les producteurs pourront vendre directement aux consommateurs dans des conditions fixées par décision administrative) : non soutenu ; amendement n° 117 de M. Michel Cointat (relatif à la procédure de contrôle : procédure de déclaration à l'office) ; amendement n° 57 de la commission (précisant la procédure de contrôle) ; amendement n° 117 : rejeté ; sous-amendement n° 161 de M. Maurice Cornette à l'amendement n° 57 (relatif à la progressivité du contrôle : suppression des mots « éventuellement région par région ») (p. 4162) : rejeté ; sous-amendement n° 133 de M. André Billardon (suppression du contrôle effectué par les marchés d'intérêt national) : retiré ; amendement n° 57 : adopté ; amendement n° 88 de M. Claude Wolff (de conséquence) : non soutenu ; amendement n° 118 de M. Michel Cointat (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 58 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 134 de M. André Billardon (transformation du cinquième alinéa en phrases nouvelles complétant le quatrième alinéa de l'article 12) ; sort des négociants détaillants (p. 4163) ; amendement n° 134 : adopté ; amendement n° 135 de M. André Billardon (permettant aux négociants détaillants de déroger au contrôle) ; amendement n° 18 de M. Michel Cointat (suppression de la référence aux négociants détaillants) ; amendement n° 99 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. André Soury (limitant la possibilité de vente directe aux seuls négociants détaillants indépendants) ; exclusion des négociants en gros du bénéfice de la franchise de vente sans contrôle ; ouverture à tous les négociants détaillants de l'accès à la vente directe sans établir de distinction entre eux (p. 4164) ; amendement n° 18 : retiré ; amendement n° 99 : retiré ; amendement n° 135 : adopté ; amendement n° 205 de M. François d'Aubert soutenu par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (confiant au représentant de l'Etat dans le département le soin de fixer les limites géographiques et quantitatives à la vente directe) : rejeté ; amendement n° 162 de M. Maurice Cornette (de précision) : adopté ; amendement n° 247 du Gouvernement (de forme) : adopté après rectification (p. 4165) ; amendement n° 126 de M. Michel Barnier soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (exclusion des producteurs des zones de montagne du champ des dispositions de l'article 12) : rejeté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*application par décret des dispositions de l'article 12 au marché de la pomme de terre de conservation*) : spécificité du marché de la pomme de terre de conservation (p. 4166) ; absence de règlement communautaire organisant le marché de la pomme de terre de conservation ; spécificité de la commercialisation de ce produit ; amendement n° 60 de la commission (de conséquence ; extension du champ de l'article 13 aux produits horticoles) ; amendement n° 119 de M. Michel Cointat (même objet) (p. 4167) ; amendement n° 206 de M. François d'Aubert soutenu par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (substitution au mot : « conservation » le mot : « consommation) : retiré ; amendement n° 60 : adopté ; amendement n° 119 : devenu sans objet ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 164 de M. Emmanuel Hamel instituant un office des produits horticoles) : devenus sans objet.

Article 14 (*office des viandes*) : absence de disposition concernant les transactions sur les animaux maigres (p. 4168) ; nécessité d'assurer aux éleveurs un revenu décent ; carence de l'O.N.I.B.E.V. ; octroi de primes de fin d'année pour réduire la chute du pouvoir d'achat des éleveurs ; filière viande ; troupeau allaitant de Bourgogne ; situation en Bretagne (p. 4169) ; régime des aides à l'agriculture ; secteur bovin ; transparence des opérations ; déséquilibre croissant entre le producteur et les intermédiaires ; amendement n° 89 de M. Claude Wolff soutenu par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (précisant les obligations de pesée, de classement et de marquage) ; amendement n° 211 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant la compétence de l'office et prévoyant l'application de la réglementation aux viandes importées) (p. 4170) ; transmission à l'office des informations concernant notamment le poids des viandes importées (p. 4171) ; amendement n° 89 : rejeté ; amendement n° 211 : rejeté ; amendement n° 127 de M. Maurice Cornette (prévoyant que le décret précisera la manière dont les informations seront répercutées à l'éleveur ainsi que la forme et le contenu des documents transcrivant ces informations) ; séparation entre le domaine législatif et le domaine réglementaire ; amendement n° 127 : retiré ; amendement n° 100 de M. Robert Mazouin soutenu par M. Lucien Dutard (prise en compte de l'organisation du marché du mai-

gre) (p. 4172) : retiré ; amendement n° 212 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant le rôle des interprofessions privées de la filière viande) ; inefficacité des interprofessions dans le secteur des viandes ; amendement n° 212 : rejeté ;

— article 14, adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 90 de M. Claude Wolff soutenu par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (organisation des transactions sur les animaux maigres) : rejeté.

Article 15 (*cuirs et peaux*) : volonté du législateur de maîtriser toutes les étapes de la filière bétail (p. 4173) ; déficit extérieur ; amendement n° 19 de M. Michel Cointat (substituant aux mots : « office chargé de la gestion du marché des viandes » les mots : « office d'intervention chargé des problèmes de l'élevage ») ; amendement n° 246 du Gouvernement (substituant aux mots : « office chargé de la gestion du marché des viandes » les mots : « office compétent ») ; interrogations sur le nombre d'offices qui seront créés ; amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 246 : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté (p. 4174).

Article 16 (*application des dispositions de l'article 15 à la laine dans des conditions fixées par décret*) : amendement n° 128 de M. Maurice Cornette (précisant que le décret devra tenir compte des spécificités du produit) : rejeté ; amendement n° 222 de M. Jean Labazée soutenu par M. Michel Inchauspé (prévoyant l'agrément par l'office des contrats conclus entre les coopératives lainières et les laveurs ou négociants) ; caractère du marché français des laines (p. 4175) ; amendement n° 222 : retiré ;

— article 16, adopté.

Articles 17 et 18, ainsi que les amendements tendant à introduire des articles additionnels après l'article 18 : réservés à la demande du Gouvernement jusqu'après la discussion de l'article 26.

Article 19 (*office des plantes à parfum : domaine d'application des articles 20 et 21*) : problème de la gestion des productions végétales et « dépérissement » du F.O.R.M.A. ; constitution des offices par secteur de production (p. 4178) ; amendement n° 65 de la commission (extension du champ d'application de l'article 19 aux plantes aromatiques et médicinales) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 (*relatif à l'office des plantes à parfum*) : adopté.

Article 21 (*office des plantes à parfum*) : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 21 de M. Michel Cointat (tendant à réglementer les plantations des végétaux colonisant le sol pendant plus de cinq ans) ; problème des plantations fruitières (p. 4179) ; amendement n° 21 : rejeté.

— Dispositions diverses :

Article 22 (*adhésion obligatoire des groupements de producteurs reconnus au comité économique agricole compétent*) : adopté.

Article 23 (*abrogation de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1980*) : suppression des programmes régionaux d'orientation et organisation économique des marchés ; amendement n° 120 de M. Michel Cointat (tendant à modifier les conditions d'élaboration des programmes régionaux d'orientation) ; objectif de décentralisation ; bilan de la politique de programmes régionaux d'action concertée ; plans régionaux (p. 4180) ; notion de « cavaliers » ; prise en compte de la loi portant réforme de la planification dans un texte relatif aux offices d'intervention dans le secteur agricole ; amendement n° 120 : rejeté ;

— article 23, adopté.

Article 24 (*constatation des infractions*) : amendement n° 208 de M. François d'Aubert (suppression du 2e alinéa) : non soutenu ; amendement n° 209 de M. François d'Aubert (précisant la procédure de constatation des infractions) : non soutenu ;

— article 24, adopté.

Article 25 (*sanctions*) : adopté (p. 4181).

Article 26 (*départements d'outre-mer*) : amendement n° 213 de M. Michel Debré soutenu par M. Michel Cointat (maintien de la section « départements d'outre-mer » du F.O.R.M.A.) : rejeté ;

— article 26, adopté.

Article 17 (précédemment réservé) (*office des vins*) : domaine de compétences ; missions ; organisation du marché des vins d'origine ; rôle des syndicats de base (p. 4182) ; missions de l'interprofession créée en 1941 ; bilan de l'activité de l'institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.) ; viticulture en Côte-d'Or (p. 4183) ; viticulture bourguignonne ; avenir des régions d'A.O.C. ; amendement n° 61 de la commission (tendant à faire uniquement référence à l'article 2) : adopté ; amendement n° 248 du Gouvernement (précisant le champ d'action de l'office en ce qui concerne les raisins de table) (p. 4184) ; amendement n° 62 de la commission (même objet) ; amendement n° 248 : adopté ; amendement n° 62 : devenu sans objet ; amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (précédemment réservé) (*office des vins*) : transactions portant sur les produits issus de la vigne à l'exception des vins d'appellation d'origine ; importations de vin ; amendement n° 217 de M. Jean Lacombe soutenu par M. Gilbert Sénès (de précision) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 4185).

Après l'article 18 : amendements précédemment réservés ; amendement n° 91 de M. Claude Wolff soutenu par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (réglementation des importations de vin) ; amendement n° 101 de M. Paul Balmigère soutenu par M. André Soury (même objet) ; amendement n° 210 de M. Raoul Bayou (même objet) ; situation des viticulteurs du Midi (p. 4186) ; marché du vin et politique agricole commune ; problème de la compatibilité des amendements avec la réglementation communautaire actuelle (p. 4187) ; bilan de la politique viti-vinicole du précédent gouvernement ; politique du Gouvernement actuel et contraintes politiques et techniques (p. 4188) ; « échec dramatique » du Gouvernement dans le domaine de la politique viticole ; nécessité de fixer un prix minimum et d'interdire toute circulation de vin au-dessous de ce prix ; amendement n° 91 : rejeté (p. 4189) ; amendement n° 101 : retiré ; sous-amendements nos 249, 250 et 251 de M. André Billardon à l'amendement n° 210 (tendant à préciser les dispositions de l'amendement n° 210) : adoptés ; amendement n° 210 : adopté (p. 4190).

Seconde délibération du projet de loi (p. 4191) :

Article 1er : amendement n° 1 de M. André Billardon (tendant à introduire parmi les objectifs des offices celui de contribuer dans la limite de leurs compétences à la garantie et au relèvement des revenus des agriculteurs) (p. 4191) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 4192) :

Alternative, libéralisme, interventionnisme : *Cornette* (*Maurice*) (p. 4192) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 4193) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 4193, 4194).

Notion de travailleurs de l'agriculture : *Cornette* (*Maurice*) (p. 4192).

Réforme de la politique agricole commune : *Cornette* (*Maurice*) (p. 4192) ; *Soury* (*André*) (p. 4193) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 4194) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 4194).

Vote favorable du groupe communiste : *Soury* (*André*) (p. 4193).

Vote favorable du groupe socialiste : *Pistre* (*Charles*) (p. 4193).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Cornette* (*Maurice*) (p. 4192).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Blanc* (*Jacques*) (p. 4194).

Adoption par scrutin public **de l'ensemble du projet de loi** (p. 4194).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [29 septembre 1982] (p. 5194) :

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5195) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 5198) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 5197).

Financement des offices : *Dousset* (*Maurice*) (p. 5197).

Fonds de garantie des transactions commerciales : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5195) ; *Bayou* (*Raoul*) (p. 5200).

Gestion prévisionnelle des marchés (calendrier des importations prévisibles) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5195) ; *Soury (André)* (p. 5199) ; *Bayou (Raoul)* (p. 5200) ; *Cresson (Edith)* (p. 5201).

Missions des offices (formation des prix et des revenus agricoles) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5195) ; *Cresson (Edith)* (p. 5196, 5200) ; *Dousset (Maurice)* (p. 5197) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5197, 5198) ; *Soury (André)* (p. 5193) ; *Bayou (Raoul)* (p. 5200).

Office de l'élevage et des viandes : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5195).

Office des fruits et légumes : *Gouzes (Gérard)* (p. 5199) ; *Cresson (Edith)* (p. 5201).

Office des vins : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5195) ; *Bayou (Raoul)* (p. 5199, 5200).

O.N.I.C. : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5195).

Politique agricole commune : *Cresson (Edith)* (p. 5196) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5198) ; *Soury (André)* (p. 5198).

Présidents des offices : *Dousset (Maurice)* (p. 5197).

Secteur des peaux d'animaux et de la laine : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5195).

Discussion des articles [29 septembre 1982] (p. 5201, 5204) :

Article 1er : politique des prix agricoles (p. 5201) ; contraintes européennes ; exemple de la prime à la vache allaitante (p. 5202) ; amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale sous réserve de modifications rédactionnelles, mention de la garantie de l'amélioration des revenus agricoles et de la réduction des inégalités parmi les objectifs des offices) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 1er *bis* : amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une modification de forme ; suppression de l'intervention du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire dans la procédure de création des offices) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 1er *bis* (p. 5205).

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale relatif aux missions des offices : suppression des mentions relatives aux attributions exercées par les organismes professionnels et interprofessionnels et aux labels) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en faisant référence à la politique différenciée de formation des revenus) (p. 5206) ; inégalités sociales dans le secteur agricole ; amendement n° 4 adopté ; amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'agriculture de montagne et des zones défavorisées) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (relatif à la mission d'amélioration du fonctionnement des marchés : référence à « la juste rémunération du travail des agriculteurs ») : adopté (p. 5207) ; amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, visant à encourager particulièrement l'organisation des producteurs sous forme de coopérative) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (suppression de la mention relative à la normalisation des conditions de la concurrence) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (relatif à l'intervention des offices dans la politique du financement public et des investissements) ; prise en compte d'une politique de développement de l'emploi ; amendement n° 10 adopté ; amendement n° 11 de la commission (relatif à la recherche et au développement des débouchés) (p. 5208) ; rôle des organismes professionnels ; amendement n° 11 ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale relatif à la participation des offices à l'élaboration des mesures réglementaires ou financières nécessaires à l'accomplissement de leurs missions ; suppression de la référence aux sociétés d'intervention) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (rétablissant le pouvoir de proposition direct reconnu aux offices en matière d'adaptation des dispositions communautaires ; suppression de l'intervention du conseil supéreur d'orientation et d'économie agricole et alimentaire) (p. 5209) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (suppression de la disposition relative à l'intervention du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire dans la procédure de modification des règlements communautaires) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (relatif aux missions de l'office en matière d'échanges internationaux) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *bis* : amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux ressources des offices) ; politique des quantums (p. 5210) ; amendement n° 16 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 2 *bis*.

Article 3 : amendement n° 17 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition du conseil de direction des offices et à la désignation du président) ; rôle de l'Etat (p. 5211) ; amendement n° 3 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 3 *bis* A : amendement n° 18 de la commission (suppression de l'article 3 *bis* A relatif à la procédure d'adoption des délibérations du conseil de direction) : adopté ;

— en conséquence, l'article 3 *bis* A est supprimé.

Article 3 *ter* : amendement n° 19 de la commission (suppression de l'article 3 *ter* relatif aux prérogatives reconnues aux organisations professionnelles et interprofessionnelles) : adopté ;

— en conséquence, l'article 3 *ter* est supprimé (p. 5212).

Article 3 *quater* : amendement n° 20 de la commission (suppression de l'article 3 *quater* relatif aux relations entre les organisations interprofessionnelles et les offices) : adopté ;

— en conséquence, l'article 3 *quater* est supprimé.

Article 4 : amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la consultation des offices et aux conventions qu'ils peuvent passer sous réserve d'une modification rédactionnelle) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 4 (p. 5213).

Article 5 : amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en précisant que c'est le président du conseil d'administration de l'office qui doit réunir ceux de ses membres qui représentent diverses professions concernées en vue de conclure un accord lorsqu'il n'a pas été possible d'aboutir dans les délais) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 23 de la commission (relatif aux informations devant être communiquées à l'office) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (suppression de la disposition relative aux modalités de communication des informations et au respect du secret des affaires) (p. 5214) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 25 de la commission (relatif aux relations entre le conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire et les offices) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (suppression du pouvoir de délibération accordé au conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (relatif à la consultation du conseil supérieur en matière de politique agricole et alimentaire) (p. 5215) ; adopté ; amendement n° 28 de la commission (suppression des dispositions relatives à la consultation du conseil supérieur lors de l'élaboration des lois de finances) (p. 5216) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (relatif au rôle du conseil supérieur en matière de modification de la politique agricole commune) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (relatif aux missions confiées au conseil supérieur d'orientation en matière de limitation des coûts de production) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (de conséquence : suppression de la disposition faisant référence aux coûts de production) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (relatif à l'étendue des missions du conseil supérieur d'orientation en matière de mise en œuvre des différentes politiques) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (suppression de la disposition relative aux compétences du conseil en matière de définition des règles de mise en marché et de commercialisation) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (précisant que les avis du conseil seront consignés dans un rapport transmis chaque année au parlement, au Gouvernement et au Conseil économique et social) (p. 5217) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux conventions passées par les collectivités territoriales et les établissements publics régionaux ou leur groupement avec les offices) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article **9**.

Article 11 : amendement n° 56 du Gouvernement (visant à introduire une certaine progressivité dans la mise en application des dispositions relatives à la procédure d'agrément des marchés de commercialisation) ; sous-amendement n° 58 de M. Jean-Jacques Benetière (de forme) (p. 5218) : adopté ; amendement n° 56, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 36 de la commission (de forme) : devenu sans objet ; amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la procédure d'agrément du marché) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (relatif aux procédures d'octroi, de suspension, de retrait de l'agrément : suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 11 *bis* : amendement n° 39 de la commission (suppression de l'article 11 *bis* relatif à la création d'un fonds de garantie des transactions commerciales) (p. 5219) : adopté ;

— en conséquence, l'article 11 *bis* est supprimé.

Article 12 : amendement n° 40 de la commission (contrôle région par région des ventes directes de produit) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (fixation par décision administrative des limites géographiques quantitatives aux ventes directes de produit) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'application des dispositions de l'article précédent aux marchés des produits horticoles et à celui de la pomme de terre de conservation) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 13 (p. 5220).

Article 14 : amendement n° 43 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire en matière d'identification, de classement, de marquage et de pesée des animaux) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : amendement n° 44 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire en matière de classement, de marquage et de mise en état de conservation des peaux d'animaux) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 45 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire en matière de production et de commercialisation de la laine) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *bis* : adopté.

Article 17 : amendement n° 46 de la commission (de conséquence) adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté (p. 5221).

Article 18 : amendement n° 47 de la commission (relatif au délai de délivrance du visa de l'office des vins) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (prévoyant que la liste des produits issus de la vigne soumis au visa de l'office des vins sera fixé par l'autorité administrative compétente : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 18 *bis* : contrôle des chais des négociants ; amendement n° 57 du Gouvernement (relatif aux moyens du contrôle des produits viticoles) (p. 5222) ; amendement n° 49 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux modalités du contrôle des produits vinicoles) (p. 5223) ; amendement n° 57 adopté ; amendement n° 49 devenu sans objet ; amendement n° 50 de la commission (de suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation et de l'économie agricole et alimentaire) : adopté ;

— article 18 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : adopté.

Article 21 : amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : autorisation par décret des plantations nouvelles) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (précisant que la déclaration sera faite « selon un modèle arrêté par décision administrative ») : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 23 (*supprimé par le Sénat*) : amendement n° 53 de la commission (rétablissant l'article 23 portant abrogation de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1980 d'orientation agricole) : adopté ;

— en conséquence, l'article 23 est rétabli.

Article 24 : adopté (p. 5224).

Article 26 : amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'application de la présente loi aux D. O. M. : suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 : adopté.

Titre : amendement n° 55 de la commission (rétablissant l'intitulé du projet de loi) : adopté ;

— en conséquence, le titre du projet de loi est rétabli.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe communiste : *Soury* (*André*) (p. 5226) ;

Vote favorable du groupe socialiste : *Mitterrand* (*Gilbert*) (p. 5225) ;

Vote hostile des groupes R. P. R. et U. D. F. : *Dousset* (*Maurice*) (p. 5525) ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5226).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [1er octobre 1982] (p. 5318) :

Adoption de la question préalable par le Sénat : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5318) ; *Cellard* (*André*) (p. 5318).

Discussion des articles ; texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture.

article 1er : (p. 5318) ;

article 1er *bis* ;

article 2 :

article 2 *bis* ;

article 3 :

article 3 *bis* **A** : supprimé ;

article 3 *ter* **et 3** *quater* : supprimés ;

article 4 :

article 5 :

article 6 : conforme ;

article 7 :

article 8 (p. 5319) ;

article 9 :

article 11 :

article 11 *bis* : supprimé ;

article 12 :

article 13 :

article 14 :

article 15 :

article 16 :

article 16 *bis* : conforme ;

article 17 :

article 18 :

article 18 bis ;

article 19 : conforme ;

article 21 : (p. 5320) ;

article 23 :

article 24 : conforme ;

article 26 :

article 27 : conforme.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5321).

9. — Proposition de loi n° 1056 tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales et des établissements publics à des **coopératives d'utilisation de matériel agricole.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. André Soury et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. André Soury (30 septembre 1982).

10. — Rapport d'information déposé par M. André Soury en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur l'**agriculture hongroise (n° 1267)** [1er décembre 1982].

Voir *Brésil* **1.**

Départements d'outre-mer **3.**

Lois de finances **6,** articles 16, 20, 55 (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

Ordonnances 2.

Questions au Gouvernement **183, 187, 188, 194.**

Questions orales sans débat **173, 174.**

Aide fiscale à l'investissement.

Voir *Lois de finances* **5,** article 21.

Aide fiscale aux jeunes agriculteurs.

Voir *Lois de finances* **5,** article 22.

Prix.

Voir *Questions au Gouvernement* **226, 244.**

T. V. A. sur le fioul.

Voir *Lois de finances* **5,** article 3.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Voir *Agriculture* **6.**

AGRICULTURE (ministère).

1. — Projet de loi n° 1260 relatif à l'intégration des **fonctionnaires du corps des officiers des haras** dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts.

Sénat (première lecture), n° **472** (1981-1982), dépôt le 19 juillet 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Pierre Lacour [14 octobre 1982]. — Rapport n° **44** (1982-1983). — Discussion le 25 novembre 1982. — Adoption le 25 novembre 1982. — Projet de loi n° **42** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1260,** dépôt le 26 novembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel (2 décembre 1982). — Rapport n° **1280** (9 décembre 1982). — Discussion le 14 décembre 1982. — Adoption le 14 décembre 1982. — Projet de loi n° **282.**

Loi n° 82-1081 du 21 décembre 1982, publiée au *J. O.* du 22 décembre 1982 (p. 3827).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 décembre 1982] (p. 8254) :

Harmonisation des carrières au sein du corps des I.G.R.E.F. : *Michel (Claude)* (p. 8254) ; *Cellard (André)* (p. 8254).

Discussion des articles (p. 8254) :

Article unique (*intégration des officiers des haras dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts*) : adopté (p. 8254).

AGRO-ALIMENTAIRE

Voir *Agriculture* **8.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A., commerce extérieur.

AIDE ALIMENTAIRE

Voir *Traités et conventions* **44, 46.**

AIDE JUDICIAIRE

Voir *Justice* **14.**

Lois de finances **6,** article 64 (deuxième partie), Justice.

Pétitions **26.**

AIDE MENAGERE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Questions orales sans débat **124, 208.**

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT

Voir *Baux* **6.**

AIDE SOCIALE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

Avortement **4.**

Collectivités locales **7.**

Loi de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

AIDES A LA MOBILITE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail ; Emploi : article 68.

AIDES A L'INDUSTRIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire ; Recherche et industrie, énergie.

AIDES AUX ENTREPRISES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale.

Questions au Gouvernement **338.**

AIDES DE L'ETAT

Voir *Motion de censure* **6.**

Plan **2.**

AIDES ET PRETS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; Recherche et industrie, énergie.

Lois de règlement **2.**

Sécurité sociale **12.**

AIR (pollution de l' —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement, Transports.

Questions au Gouvernement **238.**

AIR FRANCE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

AKR (société de robotique)

Voir *Questions orales sans débat* **170.**

ALBERT (société)

Voir *Questions orales sans débat* **150.**

ALCOOLISME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé ; Solidarité nationale.

Haut comité d'études et d'information.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

ALCOOLS

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article 14.

ALCOOLS (vignette)

Voir *Questions au Gouvernement* **459.**
Sécurité sociale **12.**

ALGERIE

Voir *Archives* **1.**
Lois de finances **5**, Discussion générale, articles **8**, **7**, **9**.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

Accord de coopération dans le domaine des transports.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

Construction de logements par la France.

Voir *Questions au Gouvernement* **398.**

Contrat gazier.

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

Contrats avec l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **453.**

Evénements d'—

Voir *Rapatriés* **5.**

ALIMENTATION DU BETAIL

Voir *Pharmacie* **2.**

ALLIANCE ATLANTIQUE

Voir *Déclaration du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Traités et conventions **33.**

ALLIANCE OUVRIERE ET PROFESSIONNELLE DE LA POLICE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPES

Voir *Lois de finances* **6**, article **66.**

ALLOCATION DE LOGEMENT

Voir *Baux* **6.**

ALLOCATION DE REMPLACEMENT EN CAS DE MATERNITE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture ; B.A.P.S.A.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir *Questions au Gouvernement* **469.**
Pétitions **31, 141.**
Travail **12.**

ALLOCATIONS SPECIALES

Voir *Lois de finances* **6**, article 57.

ALLOCUTIONS

7. — M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale (n° **756**) [2 avril 1982] (p. 776).

Amélioration des méthodes de travail parlementaire : (p. 776-777).

Contrôle parlementaire (application des textes législatifs, entreprises publiques, commissions d'enquête et de contrôle, questions) : (p. 777).

Création d'une division de la presse et des relations extérieures : (p. 777).

Droit d'amendement : (p. 777).

Informatique parlementaire : (p. 777).

Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques : (p. 777).

Ordre du jour de la prochaine session : (p. 776).

Interventions après l'allocution du président de l'Assemblée :

Amélioration des méthodes de travail parlementaire : *Mauroy (Pierre)* (p. 778) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 779) ; *Joxe (Pierre)* (p. 781) ;

Commerce extérieur : *Mauroy (Pierre)* (p. 778) ;

Contrôle parlementaire : *Vivien (Robert-André)* (p. 779-781) ; *Labarrère (André)* (p. 780) ; *Lajoinie (André)* (p. 780) ;

Emploi : *Mauroy (Pierre)* (p. 778) ;

Modification du mode de scrutin : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 779) ;

Ordre du jour de la prochaine session : *Mauroy (Pierre)* (p. 778) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 779) ;

Politique des prix : *Mauroy (Pierre)* (p. 778) ;

Procédure : intervenants autorisés lors d'une allocution du président de l'Assemblée nationale : *Mermaz (Louis)* (p. 779) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 779) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 779) ; *Joxe (Pierre)* (p. 781) ;

Rigueur budgétaire : *Mauroy (Pierre)* (p. 778) ;

Urgence d'une mise en œuvre d'une politique sociale : *Joxe (Pierre)* (p. 781).

8. — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement et **M. Jean-Pierre Michel,** vice-président de l'Assemblée nationale : **Allocutions de fin de session** [28 juillet 1982] (p. 4978).

Adoptions de projets et de propositions de loi : *Labarrère (André)*.

Bon fonctionnement des institutions : *Labarrère (André)* (p. 4979) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4979).

Commissions mixtes paritaires : *Labarrère (André)* (p. 4978).

Heures de séance : *Labarrère (André)* (p. 4978).

Nombre d'amendements : *Labarrère (André)* (p. 4978).

Procédure de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution : *Labarrère (André)* (p. 4978).

Procédure des déclarations d'urgence : *Labarrère (André)* (p. 4978).

Vote bloqué : *Labarrère (André)* (p. 4978).

9. — M. Jean-Pierre Michel, vice-président de l'Assemblée nationale : allocutions de fin de session ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [20 décembre 1982] (p. 8578).

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Voir *Questions orales sans débat* **221.**

ALSACE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; Formation professionnelle ; Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement.
Questions au Gouvernement **233 ; 434.**
Questions orales sans débat **262.**

ALSACE ET MOSELLE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Banques et établissements financiers **5.**
Collectivités locales **3.**
Justice **6.**
Questions orales sans débat **187.**

Enseignement.
Voir *Questions orales sans débat* **230.**

ALSACE-LORRAINE

Voir *Associations et mouvements* **5.**
Justice **6.**
Lois de finances **6** (deuxième lecture), article 6 *bis*.

Insoumis et enrôlés dans l'armée allemande
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.
Questions au Gouvernement **201.**

ALTERNANCE

Voir *Motions de censure* **4.**

ALUMINIUM

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

AMBAZAC (Société Mavest à —)

Voir *Questions au Gouvernement* **463.**

AMBES

Centrale au charbon d'—
Voir *Questions au Gouvernement* **359.**

Site d'—
Voir *Questions au Gouvernement* **202.**

AMELIORATION DE L'HABITAT

2. — Proposition de loi n° 1047 relative à l'**acquisition par une collectivité publique** des biens immobiliers à l'abandon, concernés par une déclaration d'utilité publique ou menaçant ruine. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (23 septembre 1982).

3. — Proposition de loi n° 1111 tendant à modifier et à compléter la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 relative à la **suppression de l'habitat insalubre.** — *Assemblée nationale* (*première lecture*), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Tibéri (14 octobre 1982).

4. — Proposition de loi n° 1185 tendant à assurer la **rénovation des cités et de l'habitat minier du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : Mme Adrienne Horvath (25 novembre 1982).

5. — Proposition de loi n° 1370 tendant à rendre obligatoire l'**installation de conduits de fumée** dans tous les logements neufs et leur restauration dans les réhabilitations d'immeubles. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean Proriol. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Baux* **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.
Questions au Gouvernement **438.**

AMENAGEMENT DU LITTORAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports ; Tourisme.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. — Projet de loi n° 916 portant réforme de la **redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire et M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Michel Lambert (17 juin 1982). — Rapport n° **1102** (30 septembre 1982). — Discussion le 15 octobre 1982. — Adoption le 15 octobre 1982. Projet de loi n° **249.**

Sénat (première lecture), n° **49** (1982-1983), dépôt le 19 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : R. Jean Colin. — Rapport n° **79** (1982-1983) (3 novembre 1982). — Discussion le 10 novembre 1982. — Adoption le 10 novembre 1982. — Projet de loi n° **34** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1214,** dépôt le 12 novembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Michel Lambert. — Rapport n° **1234** (23 novembre 1982). — Discussion le 24 novembre 1982. — Adoption définitive le 24 novembre 1982. — Projet de loi n° **266.**

Loi n° 82.1020 du 3 décembre 1982, publiée au *J. O.* du 4 décembre 1982 (p. 3659).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 octobre 1982] (p. 5849) :

Activités de recherche : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5856) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5859).

Activités de transport : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5856) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5859).

Conditions d'application du texte : *Rocard* (*Michel*) (p. 5853).

Décentralisation tertiaire : *Lambert* (*Michel*) (p. 5849, 5851) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5851, 5852, 5858) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5853) ; *Asensi* (*François*) (p. 5856) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5856) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 5858).

Démocratisation du comité de décentralisation et procédure de décision de la Datar : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5854) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5854) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5858, 5859).

Position du comité économique et social de l'Ile-de-France : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5854) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5858).

Procédure d'agrément : *Lambert* (*Michel*) (p. 5850) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5852, 5858) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5854) ; *Asensi* (*François*) (p. 5855).

Procédure de la redevance : *Lambert* (*Michel*) (p. 5850, 5851) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5852, 5858, 5859) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5853, 5854) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5855) ; *Asensi* (*François*) (p. 5855) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5856) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 5857).

Situation de la région Ile-de-France : *Lambert* (*Michel*) (p. 5849, 5850) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5852, 5859) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5853) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5854, 5855) ; *Asensi* (*François*) (p. 5855, 5856) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5856) ; *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 5857) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 5857).

Vote favorable du groupe communiste : *Asensi* (*François*) (p. 5855).

Vote favorable du groupe socialiste : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5854) ; *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 5857).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5855).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5856).

Discussion des articles (p. 5860) :

Article 1er (*nouveau champ d'application de la redevance*) : amendement n° 1 de la commission (tendant à supprimer le renvoi de la définition de la nature des annexes à un décret en Conseil d'Etat) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*modalités de recouvrement de la redevance*) : amendement n° 2 de la commission (visant à regrouper l'ensemble des modifications portées à l'article L. 520-2 du code de l'urbanisme et ayant pour objet de substituer à l'expression « avis de mise en recouvrement » celle de « titre de perception ») : adopté; en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Article 3 (*modalités d'engagement des poursuites*) : amendement n° 3 de la commission (visant à insérer des dispositions de l'article 2 qui n'ont pas été reprises dans l'amendement précédent) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 4 (*réévaluation du taux plafond de la redevance*) : amendement n° 11 de Mme Hélène Missoffe (exclusion du champ d'application de la majoration du taux de la redevance des constructions ayant fait l'objet, avant la promulgation de la présente loi, du dépôt d'une demande de permis de construire ou d'une décision d'agrément) (p. 5860) : rejeté ; amendement n° 14 de M. Gilbert Gantier (exclusion de certains locaux de bureaux utilisés par des entreprises de transport du champ d'application de la majoration du taux) : rejeté ;

— article 4, adopté (p. 5861).

Après l'article 4 : amendement n° 4 de la commission (visant à procéder à l'harmonisation des articles L. 520-3 et L. 520-4 avec les dispositions des articles 35 de la loi du 6 mai 1976 relatif au transfert à la région d'Ile-de-France des biens, droits et obligations du district de la région parisienne) ; sous-amendement n° 8 de M. Philippe Bassinet ; (prévoyant l'avis du conseil régional sur les périmètres soumis à redevance) : adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*modalités d'établissement de la redevance*) : adopté.

Article 6 (*locaux exonérés de la redevance*) : amendement n° 5 de la commission (tendant à réintroduire la notion de locaux à usage de bureaux et à maintenir l'exonération dont bénéficiaient les garages) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Article 7 (*suppression de la redevance en cas de transformation en locaux à usage industriel*) : amendement n° 12 du Gouvernement (visant à maintenir la redevance lorsque les locaux sont transformés en locaux de recherche) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 7 (p. 5862).

Après l'article 7 : amendement n° 13 du Gouvernement (relatif au mode de calcul de la redevance en cas de transformation de locaux en locaux d'une autre catégorie) : adopté.

Article 8 (*majorations de la redevance exigibles en cas de retard de paiement*) : amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 8.

Après l'article 8 : amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 9 (*abrogation de dispositions diverses*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5863).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [24 novembre 1982] (p. 7612) :

Décret en Conseil d'Etat (substitué à « règlement d'administration publique ») : *Lambert (Michel)* (p. 7612).

Décentralisation tertiaire : *Auroux (Jean)* (p. 7613).

Développement industriel de l'Ile-de-France : *Auroux (Jean)* (p. 7613).

Discussion des articles (p. 7613).

Article 7 : adopté.

Article 8 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7613).

Voir *Agriculture* **4.**
Collectivités locales **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.
Questions orales sans débat **214.**

AMENAGEMENT RURAL

Voir *Lois de finances* **6,** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

AMERIQUE CENTRALE

Voir *Lois de finances* **6,** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

AMERIQUE LATINE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce extérieur ; relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

AMNISTIE

Voir *Corse* **2.**
Questions au Gouvernement **208.**
Rapatriés **5.**

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

9. — Proposition de loi n° 537 tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 en Algérie, Maroc et Tunisie. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 novembre 1981 par M. Roland Renard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Roland Renard (22 avril 1982).

10. — Proposition de loi n° 997 tendant à reconnaître des **droits aux anciens combattants dans les entreprises.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. François d'Harcourt. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Francisque Perrut (7 octobre 1982).

11. — Projet de loi n° 1326 modifiant les articles L. 417 et L. 418 du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 17 décembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Jean Laurain, ministre des anciens combattants. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **8.**
Déportés, internés et résistants **5.**
Fonctionnaires et agents publics **6.**
Lois de finances **5,** discussion générale.
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **6.**
Questions au Gouvernement **201.**
Questions orales sans débat **142.**

Fiscalité.

Voir *Lois de finances* **6,** première partie, article **6.**

ANGERS (Centre de rééducation d'—).

Voir *Questions au Gouvernement* **467.**

ANIMATEURS SOCIAUX (Affectations militaires des —).

Voir *Questions orales sans débat* **316.**

ANIMATION (Professions de l'—).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

ANIMAUX

1. — Projet de loi n° 80 modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les **maladies des animaux** et à leur protection. — *Assemblée nationale* (deuxième lecture), n° **80.** — Rapport n° **787** (21 avril 1982). — Discussion le 22 avril 1982. — Adoption définitive le 22 avril 1982. — Projet de loi n° **135.**

Loi n° 82-373 du 6 mai 1982, publiée au *J.O.* du 7 mai 1982 (p. 1291).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1252) :

Contrôle des véhicules utilisés pour le transport des animaux : *Michel (Claude)* (p. 1252) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1252) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1252, 1253) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1253).

Discussion des articles (p. 1253) :

Article 3 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1253).

3. — Proposition de loi n° 944 tendant à abolir la pratique de la **vivisection.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Gérard Chasseguet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Serge Charles (24 juin 1982).

4. — Proposition de loi n° 1254 tendant à renforcer la **protection des animaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. François d'Harcourt. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (16 décembre 1982).

APPELLATIONS D'ORIGINE

Voir *Agriculture* **8.**

APPELES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences, article 31.

APPRENTIS (Centres de formation d' —).

Voir *Collectivités locales* **7.**

APPRENTISSAGE

1. — Proposition de loi n° 647 relative à **l'apprentissage.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs (22 avril 1982).

Voir *Collectivités locales* **7.**

Lois de finances **6,** articles 17, 69, 70 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, articles 69, 70 ; Education nationale ; formation professionnelle.

Travail **8.**

AQUACULTURE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Mer.

ARABIE SAOUDITE (Eventualité d'un emprunt à l'—)

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

Questions au Gouvernement **491.**

Traités et conventions **58.**

ARBITRAGE

Voir *Travail* **7.**

ARCHITECTURE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture ; Urbanisme et logement.

ARCHIVES

1. — Proposition de résolution n° 598 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la **cession d'archives françaises à l'Algérie.** — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (28 janvier 1982). — Rapport n° **790** (21 avril 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

ARDOISE (Anjou)

Voir *Questions orales sans débat* **315.**

ARGENT ET PLATINE

Voir *Contributions indirectes* **1.**

ARGENTINE

Voir *Lois de finances* **6,** (deuxième partie). Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Questions au Gouvernement **251, 255, 401.**

Questions orales sans débat **132.**

ARMAGNAC (viticulteurs)

Voir *Questions au Gouvernement* **459.**

ARME A NEUTRONS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

Motions de censure **9.**

ARMEE

Voir *Enseignement* **8.**

Service national **10.**

Travail **10.**

Droit disciplinaire.

Voir *Justice* **7.**

Questions au Gouvernement **253.**

ARMEE DE L'AIR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

ARMEE DE TERRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

ARMEMENT MARITIME

Voir *Travail* **8,** article 33.

Entreprises d'—

Voir *Travail* **6,** article 5.

ARMEMENT NUCLEAIRE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

ARMENIE

Voir *Langues étrangères* **2.**

ARMENIENS

Voir *Questions au Gouvernement* **217.**

ARMES (exportation d'—)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce extérieur. Défense et budget annexe des essences. Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Questions au Gouvernement **237.**

ARMES CONVENTIONNELLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

ARMES ET MUNITIONS

1. — Proposition de loi n° 805 tendant à compléter le décret-loi du 18 avril 1939 et les textes pris pour son application en fixant le **régime des matériels de guerre, armes et munitions.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Pierre Gascher. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg (27 mai 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

ARMOSIG (Usine de Gaillac)

Voir *Questions au Gouvernement* **190.**

ARRETES MINISTERIELS

Voir *Travail* **7.**

ARRONDISSEMENT (conseils d'—)

1. — Proposition de loi n° 1058 tendant à créer des **conseils d'arrondissement.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (14 octobre 1982).

Voir *Communes* **9.**
Elections et référendums **18.**

ARSENAUX

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

ARTICLE 40 DE LA CONSTITUTION

Voir *Commerce et artisanat* **4.**

ARTISANAT

Voir *Agriculture* **4.**
Commerce et artisanat **5.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale, (deuxième partie), Commerce et artisanat.

ARTISANS

Voir *Commerce et artisanat* **5.**
Lois de finances rectificatives **5,** article 13.
Questions au Gouvernement **247, 371.**

Conjoints d'—
Voir *Commerce et artisanat* **4, 5.**

Fiscalité.
Voir *Lois de finances* **5,** article 13 (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 53.

ARTISANS AGES

Voir *Assurance-vieillesse : généralités* **7.**

ARTISANS ET COMMERÇANTS (statut du conjoint)

Voir *Questions au Gouvernement* **479.**

ARTISANS SALARIES

Voir *Commerce et artisanat* **5.**
Travail **6, 7, 8, 9** (discussion générale commune).

ARTISTES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

ARTS ET SPECTACLES

1. — Proposition de loi n° 1106 relative à la protection des **droits des artistes, interprètes ou exécutants.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Robert-André Vivien. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Roland Nungesser (2 décembre 1982).

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6,** article 6 (deuxième partie), Culture.

ASIE DU SUD-EST

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

ASSEDIC

Voir *Questions au Gouvernement* **234.**
Exonération de l'imposition des allocations—.

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article **7.**

ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Voir *Politique extérieure* **2, 4.**

ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Voir *politique extérieure* **1, 3.**

ASSEMBLEE NATIONALE

Allocution du président de l'— ; procédure.
Voir *Allocutions* **7.**

Amendements (discussion commune).
Voir *Travail* **7,** article 2.

Commissaires du Gouvernement.
Voir *Rappels au règlement* **353.**

Commission des finances.
Voir *Banques et établissements financiers* **5.**

Commissions.
Voir *Rappels au règlement* **370, 372.**

Commissions (procès-verbaux des séances et communiqués à la presse).
Voir *Travail* **8.**

Commissions mixtes paritaires.
Voir *Allocutions de fin de sessions.*

Commissions spéciales.
Voir *Rappels au règlement* **377.**
Travail, **6, 7, 8, 9.**

Compétence de la commission des finances en matière de conventions fiscales.
Voir *Rappels au règlement* **299.**
Traités et conventions **35.**

Conférence des présidents.
Voir *Mise au point du Gouvernement.*

Dépôt d'amendements.
Voir *Travail* **6** (art. 1er, art. 2).

Dépôt d'amendements gouvernementaux.
Voir *Rappels au règlement* **486.**

Dépôt d'un texte, en première lecture, sur son bureau.
Voir *Français* **4.**

Détermination de la commission saisie au fond.
Voir *Epargne* **4.**

Discours d'orateurs en langues étrangères.
Voir *Rappels au règlement* **386.**
Travail **8.**

Discussion des amendements.
Voir *Rappels au règlement* **465.**

Discussion générale commune à deux projets de loi.
Voir *Elections et référendum* **18.**

Division de la presse et des relations extérieures.
Voir *Allocutions* **7.**

Engagement de la responsabilité gouvernementale.
Voir *Rappels au règlement* **421, 422, 423.**

Initiative législative de l'opposition.
Voir *Calamités et catastrophes* **4.**

Irrecevabilité financière.
Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Bâtiments et travaux publics **1.**
Corse **4.**
Fonctionnaires et agents publics **9.**
Mœurs **2.**
Rappels au règlement **368, 443, 444.**

Levée de séance.
Voir *Rappels au règlement* **342, 343.**

Mise en cause du président de séance.
Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **5** (art. 6).

Ordre des orateurs.
Voir *Procédure pénale* **3.**

Ordre du jour.
Voir *Corse* **2.**
Rappels au règlement **293.**

Présidents de séance.
Voir *Rappels au règlement* **360.**

Procédure des questions au Gouvernement.
Voir *Questions au Gouvernement* **185, 343.**
Rappels au règlement **290, 338.**

Rappels au règlement.
Voir *Rappels au règlement* **401.**

Recevabilité des amendemnts.
Voir *Rappels au règlement* **358, 361, 362, 363, 364.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Réforme du règlement.
Voir *Allocutions* **7.**

Réserve d'un amendement.
Voir *Rappels au règlement* **445.**

Retrait d'amendements de la commission (art. 88 Règlement Assemblée nationale).
Voir *Rappels au règlement* **374, 375, 376, 377, 379, 380, 382, 383, 389, 391, 412, 413, 414, 415, 416, 417.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Rôle des rapporteurs.
Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), services du Premier ministre.

Scrutins publics.
Voir *Rappels au règlement* **334.**

Suppression d'un article.
Voir *Rappels au règlement* **437.**

Suspension de séance.
Voir *Audiovisuel* **1.**
Rappels au règlement **308, 311, 312.**
Travail **8.**

Vote par division.
Voir *Rappels au règlement* **355.**

ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES

Recrutement des personnels.
Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS (hôpital Robert-Debré).
Voir *Questions orales sans débat* **299.**

ASSISTANTS
Voir *Questions au Gouvernement* **265.**

ASSOCIATION DE MALFAITEURS
Voir *Procédure pénale* **3.**

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

ASSOCIATION DES OUVRIERS EN INSTRUMENTS DE PRECISION (entreprise de Béziers).
Voir *Questions orales sans débat* **303.**

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE
Voir *Lois de finances* (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

ASSOCIATION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (A. N. D. A.).
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (A. F. P. A.)
Voir *Lois de finances* **6** (première partie), Discussion générale ; (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi ; Formation professionnelle.

ASSOCIATIONS
Voir *Communes* **9.**
Lois de finances **6** (première partie), articles 6, 9 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, Justice ; Services du Premier ministre ; Temps libre, Jeunesse et Sports.
Questions au Gouvernement **484.**
Sécurité sociale **11.**

ASSOCIATIONS DE JEUNESSE
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et Sports ; Tourisme.

ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES
Voir *Baux* **6.**
Questions orales sans débat **130.**

ASSOCIATIONS DE PERSONNEL

Voir *Travail* **8.**

ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Voir *Audiovisuel* **1.**

ASSOCIATIONS DE SALARIES

Voir *Travail* **7.**

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

1. — Proposition de résolution n° 238 tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les **activités du service d'action civique (S. A. C.)** et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux. — Résolution n° **83** créant une commission d'enquête sur les activités du service d'action civique. — Constitution [*J. O.* du 22 janvier 1982] (p. 347). — Rapporteur : M. Louis Odru. — Rapport n° **955** (17 juin 1982). — Publié (23 juin 1982).

5. — Proposition de loi n° 1349 tendant à attribuer aux **associations créées en Alsace-Lorraine des déductions fiscales** prévues à l'article 87 de la loi de finances pour 1983.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**
Chambres consulaires **5.**
Lois de finances **6,** article 6 (deuxième partie), Services du Premier ministre ; Droits de la femme ; Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme.

ASSOCIATIONS FAMILIALES

Voir *Sécurité sociale* **11.**

ASSOCIATIONS SPORTIVES SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

ASSURANCE CHOMAGE (Exploitants agricoles)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

ASSURANCE CONSTRUCTION

Voir *Lois de finances* **5,** article 27.
Lois de finances rectificatives **5,** article 27.

ASSURANCE MALADIE MATERNITE

4. — Proposition de loi n° 802 tendant à compléter les dispositions de la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 afin d'étendre les **droits aux prestations de l'assurance maladie pendant la durée totale de versement de l'allocation veuvage.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. François Grussenmeyer. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Charles Miossec (6 mai 1982).

5. — Proposition de loi n° 881 tendant à modifier les conditions d'ouverture des **droits aux prestations maladie** applicables aux assurés ayant exercé simultanément ou successivement **plusieurs activités** professionnelles salariées ou non salariées.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Marc Lauriol. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (17 juin 1982).

Voir *Défense (ministère)* **1.**

— des exploitants agricoles (A. M. E. X. A.).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

ASSURANCE VEUVAGE

Voir *Assurance maladie-maternité* **4.**
Assurance vieillesse : généralités **7.**

ASSURANCE VIEILLESSE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.
Ordonnances **2.**
Questions orales sans débat **164.**

ASSURANCE VIEILLESSE : GENERALITES

5. — Proposition de loi n° 518 tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions** de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les mines.

Assemblée nationale (première lecture). — Rapporteur : M. Joseph Legrand (22 avril 1982).

7. — Projet de loi n° 857 relatif aux **prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage.** — *Sénat* (première lecture), n° **287** (1981-1982, dépôt le 22 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, sous le titre : « Projet de loi relatif aux prestations de vieillesse et d'invalidité ». — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Charles Bonifay. — Rapport n° **321** (1981-1982) (5 mai 1982). — Discussion le 12 mai 1982. — Adoption le 12 mai 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage ». — Projet de loi n° **79** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **857,** dépôt le 13 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Laborde (18 mai 1982). — Rapport n° **929** (10 juin 1982). — Discussion les 18 et 21 juin 1982. — Adoption le 21 juin 1982. — Projet de loi n° **176.**

Sénat (deuxième lecture), n° **407** (1981-1982), dépôt le 22 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Charles Bonifay. — Rapport n° **415** (1981-1982) (23 juin 1982). — Discussion le 25 juin 1982. — Adoption avec modifications le 25 juin 1982. — Projet de loi n° **124** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **982,** dépôt le 25 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Laborde. — Rapport n° **983** (25 juin 1982). — Discussion le 28 juin 1982. — Adoption avec modifications le 28 juin 1982. — Projet de loi n° **191.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Bureau [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Laborde. — Rapport n° **985** (29 juin 1982). — Discussion le 30 juin 1982. — Adoption définitive le 30 juin 1982. — Projet de loi n° **195.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles Bonifay. — Rapport n° **443** (1981-1982). — Discussion le 29 juin 1982. — Adoption le 29 juin 1982. — Projet de loi n° **126** (1981-1982).

Loi n° 82-599 du 13 juillet 1982, publiée au *J.O.* du 14 juillet 1982 (p. 2239).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 juin 1982] (p. 3578), [21 juin 1982] (p. 3617).

Aide sociale à domicile, aide ménagère (récupération sur succession) : *Laborde (Jean)* (p. 3579) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3581, 3582) ; *Jacq (Marie)* (p. 3583).

Assurance personnelle des veuves : *Gissinger (Antoine)* (p. 3589) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3590).

Assurance veuvage : *Laborde (Jean)* (p. 3579) ; *Questiaux (Nicole)* (p. 3580) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3582) ; *Jacq (Marie)* (p. 3583) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3584) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3589) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3590) ; *Besson (Louis)* (p. 3617) ; *Frachon (Martine)* (p. 3618).

Assurance vieillesse des moniteurs de ski et des guides de haute montagne : *de Caumont (Robert)* (p. 3590) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3619).

Caisses du régime général (conseils d'administration des —) : *Questiaux (Nicole)* (p. 3580).

Chômeurs âgés en fin de droits : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3584).

Comités national et départementaux des retraités et personnes âgées : *Franceschi (Joseph)* (p. 3581).

Conseil économique et social (représentation des associations de retraités au —) : *Franceschi (Joseph)* (p. 3581).

Convention sur le tiers payant : *Legrand (Joseph)* : (p. 3584).

Droits propres et droits dérivés : *Laborde (Jean)* (p. 3579) ; *Questiaux (Nicole)* (p. 3580) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3587) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3588) ; *Besson (Louis)* (p. 3617) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3519).

Habitat des personnes âgées : *Franceschi (Joseph)* (p. 3581) ; *Beaufort (Jean)* (p. 3589) ; *de Caumont (Robert)* (p. 3589, 3590).

Harmonisation des régimes de retraite : *Laborde (Jean)* (p. 3578) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586).

Irrecevabilité financière : *Laborde (Jean)* (p. 3578) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3587).

Minimum vieillesse : *Questiaux (Nicole)* (p. 3578) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3581) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3584) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3585) ; *Beaufort (Jean)* (p. 3589).

Non-rétroactivité des textes de protection sociale : *Laborde (Jean)* (p. 3578) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3581) *Jacq (Marie)* (p. 3582) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3583, 3584) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3588).

Pension de reversion (cumul de droits propres et d'une —) : —) : *Laborde (Jean)* (p. 3579) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3582) ; *Jacq (Marie)* (p. 3583) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3588) ; *Beaufort (Jean)* (p. 3589).

Pension de reversion (cumul de droits propres et d'une —) : *Laborde (Jean)* (p. 3578) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3582) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3587) ; *Besson (Louis)* (p. 3617).

Pension de reversion (partage entre conjoint survivant et conjoint divorcé de la —) : *Laborde (Jean)* (p. 3579) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3586, 3587) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3588) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3590) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3619).

Pension de reversion (relèvement du taux de la —) : *Laborde (Jean)* (p. 3578) ; *Questiaux (Nicole)* (p. 3580) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3581) ; *Jacq (Marie)* (p. 3583) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3584) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3587) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3588, 3589) ; *Beaufort (Jean)* (p. 3589) ; *Besson (Louis)* (p. 3617).

Pensions de vieillesse des « avant loi Boulin » (revalorisation des —) : *Laborde (Jean)* (p. 3578) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3579, 3582) ; *Jacq (Marie)* (p. 3583) ; *Legrand (Joseph)* (p. 3584) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3588) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3588) ; *Beaufort (Jean)* (p. 3589) ; *Frachon (Martine)* (p. 3618).

Problèmes financiers des régimes de protection sociale : *Questiaux (Nicole)* (p. 3580) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3581, 3618) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3583) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3586).

Régimes locaux d'Alsace et de Moselle : *Laborde (Jean)* (p. 3579) ; *Meitzinger (Charles)* (p. 3587) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3619).

Régimes spéciaux : *Laborde (Jean)* (p. 3578) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3582, 3619) ; *Legrand (Joseph)* (p. 3585) ; *Meitzinger (Charles)* (p. 3587) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3588, 3589) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3590)

Soins à domicile : *Franceschi (Joseph)* (p. 3581) ; *Beaufort (Jean)* (p. 3589).

Vote favorable du groupe communiste : *Legrand (Joseph)* (p. 3585).

Discussion des articles [21 juin 1982] (p. 3619, 3635) :

Titre Ier : majoration des pensions de vieillesse de certains retraités :

Article Ier : (*majoration des pensions décidée avant* 1975) : insuffisance des majorations proposées.

Rappel au règlement de M. Joseph Legrand ; amendement n° 1 de la commission (repoussant au dernier article du projet de loi la date de l'application de l'ensemble de ces dispositions) : adopté ; amendement n° 60 de M. Joseph Legrand majoration du taux de la cotisation à la charge des employeurs dans le régime général de sécurité sociale) ; majoration forfaitaire de 6,2 pour cent du rattrapage prévu pour les retraites et pensions d'invalidité (p. 3620) ; amendement n° 60 rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*majoration des pensions décidée avant* 1975) : amendement n° 2 de la commission (repoussant au dernier article du projet de loi la date d'application de l'ensemble de ces dispositions) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*majoration de* 4 *pour cent des pensions de reversion liquidées au taux de* 50 *pour cent*) : supprimé par le Sénat.

Titre II : Mesures relatives aux avantages de vieillesse servis aux invalides :

Article 4 (*droit des invalides salariés de s'opposer à la transformation à soixante ans de leur pension d'invalidité en pension de vieillesse*) : nécessité d'étendre cette disposition aux personnes percevant une pension d'invalidité à la suite d'un accident et non pas seulement d'une maladie ; amendement n° 41 du Gouvernement (étendant aux pensionnés invalides exerçant une « activité professionnelle » le droit de s'opposer à la transformation de leur pension d'invalidité en pension de vieillesse) (p. 3621) ; amendements n° 3 de la commission et n° 30 de M. Antoine Gissinger (étendant aux pensionnés invalides exerçant une activité non salariée le droit de s'opposer à la transformation de leur pension d'invalidité en pension de vieillesse) ; amendement n° 41 adopté ; amendements nos 3 et 30 devenus sans objet ; amendement n° 5 de la commission (prévoyant que les pensions de vieillesse allouées au titre de l'inaptitude au travail ne sont concédées que sur demande de l'intéressé) : non soutenu ; amendements n° 42 du Gouvernement et n° 32 de M. Antoine Gissinger (prévoyant que les pensions de vieillesse allouées au titre de l'inaptitude au travail ne sont concédées que sur demande de l'intéressé) : adoptés ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 67 du Gouvernement (étendant le bénéfice de l'aide aux commerçants et aux artisans âgés instituée par le premier alinéa de l'article 106 de la loi de finances pour 1982 aux commerçants ou aux artisans atteints d'une incapacité les rendant définitivement inaptes à poursuivre leur activité professionnelle) (p. 3622) : adopté.

Article 5 (*maintien de l'exonération du ticket modérateur*) : adopté.

Article 5 *bis* (*date d'application des articles* 4 *et* 5) : amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 5 *bis* est supprimé.

Titre III : Amélioration des avantages vieillesse servis aux conjoints des assurés :

Article 6 (*proratisation du minimum de pension de reversion*) : adopté (p. 3623).

Article 6 *bis* (*majoration de* 4 *p.* 100 *des pensions de réversion liquidées au taux de* 50 *p.* 100) : adopté.

Après l'article 6 *bis* : amendement n° 61 de M. Joseph Legrand (majoration du taux de cotisation à la charge des employeurs dans le régime général afin d'étendre le taux de 52 p. 100 de la pension de réversion à toutes les veuves) : rejeté.

Article 7 (*règles du cumul applicables aux pensions de réversion*) : amendement n° 7 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*règles de cumul applicables aux pensions des veuves et veuves invalides*) : amendement n° 8 de la commission (substituant la référence L. 454 à la référence L. 453 relative aux règles de cumul d'une rente d'accident du travail et d'une pension d'invalidité) : retiré ;

— article 8, adopté.

Article 9 (*suppression de la référence au taux de* 50 *p.* 100 *dans l'article L.* 326 *du code de la sécurité sociale*) : adopté (p. 3624).

Article 10 (*règles de cumul applicables aux secours viager*) : amendement n° 9 de la commission (précisant qu'un décret déterminera la limite du cumul de l'ensemble des pensions de réversion) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*date d'application des articles* 6 *à* 10) : amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 11 est supprimé.

Article 12 (*recouvrement des droits antérieurs à pension de réversion des conjoints dont le remariage a pris fin*) : amendement n° 51 de M. Jean Laborde (permettant aux ex-conjoints remariés de recouvrer leurs droits perdus en cas de nouveau divorce ou veuvage si le remariage ne leur a pas permis d'ouvrir un nouveau droit) (p. 3625) ; passage à une proratisation systé-

matique de la pension de réversion partagée alors au prorata des durées de mariage ; absence d'effet sur le droit à réversion du statut matrimonial du conjoint postérieur au divorce ; renforcement des droits propres des femmes ; mission confiée à Mme Même ; amendement n° 51 adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 52 de M. Jean Laborde : réservé jusqu'après l'article 22 (p. 3626).

Article 13 (*suppression des droits à pension de réversion de certains conjoints divorcés à leurs torts exclusifs avant le 18 juillet 1978*) : problème du partage des pensions de réversion entre conjoints successifs ; évolution de la législation sur le divorce ; notion de faute ; nécessité d'envisager non pas la notion de durée du mariage mais celle de durée de vie commune ; amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 3627) ; difficultés d'application de la loi du 17 juillet 1978 relative au divorce en ce qui concerne le partage des pensions de réversion ; amendement n° 11 adopté ;

— en conséquence, l'article 13 est supprimé.

Article 14 (*suppression des droits à pension de réversion de certains conjoints divorcés à leurs torts exclusifs avant le 18 juillet 1978*) : amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 14 est supprimé.

Article 15 (*harmonisation des régimes*) : amendement n° 53 de M. Jean Laborde (suppression de la possibilité offerte au conjoint divorcé de renoncer à sa part de pension de réversion) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté (p. 3628).

Article 16 (*application de la loi du 17 juillet 1978 dans les régimes spéciaux et dans les régimes de travailleurs non salariés non agricoles*) : amendement n° 54 de M. Jean Laborde (suppression de la possibilité offerte au conjoint divorcé de renoncer à sa part de pension de réversion) : adopté ; amendement n° 39 de M. Antoine Gissinger (extension aux régimes de retraite complémentaires lorsqu'ils résultent de dispositions législatives ou réglementaires) : retiré ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*application des articles 13 à 16 au régime local d'Alsace-Lorraine*) : amendement n° 43 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article 17 en étendant notamment l'application des dispositions du titre I[er] de l'ordonnance du 30 mars 1982 relative à la limitation des possibilités de cumuls entre pensions de retraite et revenus d'activité aux ressortissants des départements du Rhin, du Bas-Rhin et de Moselle) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 17 (p. 3629).

Article 18 (*veuves de marins*) : amendement n° 44 du Gouvernement (étendant le bénéfice de l'article aux femmes divorcées de marins) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 3630).

Après l'article 18 : amendement n° 55 de M. Jean Laborde : (réservé à la demande de la commission jusqu'à l'examen de l'amendement n° 64 du Gouvernement après l'article 22) (p. 3630).

Article 19 (*conjoint d'exploitant agricole disparu*) : amendement n° 15 de la commission (précisant que le droit à la retraite de réversion provisoire couvre un an après la disparition de l'assuré) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (précisant que le droit à la retraite de réversion provisoire couvre même si la disparition est antérieure à l'entrée en vigueur de la loi) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 45 du Gouvernement (extension de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale au régime des professions libérales) ; ouverture du droit à pension de réversion provisoire en cas de disparition du conjoint assuré dans le régime des professions libérales ; amendement n° 45 adopté après rectification.

Avant l'article 20 : amendement n° 56 de M. Louis Besson (relatif à l'attribution de la majoration pour enfant lors du partage d'un droit à pension de réversion) (p. 3631) : retiré.

Titre IV : dispositions relatives à l'assurance veuvage :

Article 20 (*prise en charge des cotisations d'assurance personnelle des bénéficiaires de l'assurance veuvage*) : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 46 du Gouvernement (extension du bénéfice de l'allocation de veuvage aux conjoints survivants des adultes handicapés qui percevaient à la date de leur décès l'allocation aux adultes handicapés) : adopté (p. 3632).

Avant l'article 21 : amendement n° 40 de M. Michel Barnier soutenu par M. Antoine Gissinger (instituant un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse en faveur des moniteurs de ski et des guides de haute montagne) ; amendement n° 57 de M. Louis Besson (instituant un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse en faveur des moniteurs de ski et des guides de haute montagne) ; situation spécifique des « pluriactifs » en zone de montagne (p. 3633) ; amendement n° 40 retiré ; amendement n° 57 adopté (p. 3634).

Titre V : dispositions diverses :

Article 21 (*droit des fonctionnaires radiés des cadres avant le 29 janvier 1950 à une pension du régime général*) : amendement n° 19 de la commission (possibilité donnée aux fonctionnaires de demander la révision de la pension de vieillesse dont ils sont titulaires) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 3636).

Article 22 (*enfants ouvrant droit aux majorations et bonifications du régime des fonctionnaires*) : amendement n° 47 du Gouvernement (permettant d'ouvrir aux enfants du conjoint divorcé le droit à pension d'orphelin) : adopté ; amendement n° 68 du Gouvernement (transposition dans le code des pensions civiles et militaires des dispositions introduites à l'article 12 du projet de loi) : adopté ; amendement n° 48 du Gouvernement (prévoyant le cas où il y a plusieurs conjoints divorcés) : adopté ; amendement n° 49 du Gouvernement d'harmonisation : modification de l'article L. 46 du code de pensions civiles et militaires de retraite) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 12 (*amendements précédemment réservés*) : amendement n° 52 de M. Jean Laborde (supprimant la possibilité pour le conjoint divorcé de renoncer volontairement à sa part de pension) (p. 3637) : rétiré.

Après l'article 22 : amendement n° 64 du Gouvernement (extension au code des pensions de retraite des marins des modifications introduites dans le code des pensions civiles et militaires de retraite) ; partage de la pension de réversion dans le cas où il existe plusieurs épouses divorcées et une veuve ; amendement n° 55 de M. Jean Laborde (précédemment réservé, d'harmonisation) : retiré ; amendement n° 64 : adopté.

Article 23 (*date d'effet des pensions militaires d'invalidité*) : adopté.

Article 24 (*suppression de la condition de durée d'assurance dans le régime des professions libérales*) : amendement n° 21 de la commission (prise en compte automatique des années d'activité antérieures à l'obligation de cotiser dans la limite des quinze années ouvrant droit à l'allocation minimale de vieillesse pour la liquidation de l'allocation vieillesse dans le régime des professions libérales) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (suppression du dernier alinéa réservant l'application des dispositions aux allocations liquidées avec une date d'effet postérieure au 30 juin 1982) (p. 3638) ; amendement n° 37 de M. Antoine Gissinger (application des dispositions de l'article 24 aux allocations liquidées avec une date d'effet postérieure au 1[er] juillet 1982) : retiré ; amendement n° 65 du Gouvernement (application des dispositions de l'article 24 aux allocations liquidées avec une date d'effet postérieure au 30 novembre 1982) ; amendement n° 22 rejeté ; amendement n° 65 adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 50 du Gouvernement (compensation entre régimes) ; déséquilibre du régime des sages-femmes ; amendement n° 50 adopté.

Article 25 (*validation gratuite par les régimes d'assurance vieillesse des périodes de perfection de l'indemnité des soins aux tuberculeux*) : amendement n° 24 de la commission (étendant le bénéfice de la disposition aux pensionnés ayant déjà liquidé leur pension) (p. 3639) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 (*récupération des sommes versées aux personnes âgées par l'aide sociale*) amendement n° 26 de la commission (visant les prestations d'aide sociale à domicile au lieu de l'aide sociale aux personnes âgées) : adopté ; amendement n° 38 de M. Antoine Gissinger (de précision) : retiré ; amendement n° 27 de la commission (suppression de l'inscription de l'hypothèque légale pour les prestations ouvrant droit au seuil de récupération) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté (p. 3640).

Après l'article 26 : amendement n° 59 de M. Louis Moulinet (relatif à la situation des chauffeurs de taxi artisans ayant adhéré à l'assurance volontaire du régime général de la sécurité sociale) : adopté ; amendement n° 62 de M. Joseph Legrand (augmentation du taux de la cotisation à la charge des employeurs dans le régime général de sécurité sociale afin de permettre la généralisation du paiement mensuel des retraites) : rejeté ; amendement n° 66 du Gouvernement (relatif aux dates d'application des dispositions du projet de loi) ; amendement n° 58 de M. Jean Laborde (relatif aux dates d'application des dispositions du projet de loi) ; amendement n° 66 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 58 devenu sans objet.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe R. P. R. : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 3642).

Vote favorable du groupe socialiste : *Jacq* (*Marie*) (p. 3642).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 3642).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1982] (p. 3949).

Conjoint divorcé : *Laborde* (*Jean*) (p. 3949) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 3949).

Discussion des articles (p. 3949).

Article 4 : adopté (p. 3949).

Article 13 : amendement n° 1 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 13 est supprimé.

Article 14 : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 14 est supprimé.

Article 16 : amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté (p. 3950).

Article 16 *bis* : amendement n° 4 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 16 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *ter* : amendement n° 6 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (prévoyant le cas où la pension n'est partagée qu'entre plusieurs femmes divorcées) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 16 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 3951).

Article 19 : adopté.

Article 19 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 22 : adopté.

Article 22 *bis* : supprimé par le Sénat:

Article 28 : amendement n° 9 de la commission (de précision) ; amendement n° 10 de la commission (de forme) ; amendement n° 9 adopté ; amendement n° 10 adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3952).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [30 juin 1982] (p. 4047).

Conjoints divorcés : *Laborde* (*Jean*) (p. 4047-4048) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 4048).

Discussion des articles [30 juin 1982] (p. 4048) :

Article 6 *bis*.

Articles 13 et 14 : supprimés.

Article 16.

Article 16 *bis* (p. 4048).

Article 16 *ter*.

Article 28.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4049).

8. — Proposition de loi n° 1108 tendant à accorder à certaines catégories d'**anciens combattants** et de résistants la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'**assurance vieillesse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Falala (2 décembre 1982).

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIME DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Régime des fonctionnaires civils et militaires.

6. — Proposition de loi n° 346 tendant à compléter la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 17 septembre 1981 par M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues. — Rapporteur : M. Henri Bayard (22 avril 1982).

9. — Proposition de loi n° 628 tendant à réglementer le **cumul d'une pension de vieillesse,** versée aux fonctionnaires, **et d'une rémunération d'activité.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 17 décembre 1981 par M. Maurice Dousset et plusieurs de ses collègues. — Rapporteur : M. Henri Bayard (22 avril 1982).

10. — Proposition de loi n° 642 relative au **régime de retraite des enseignants des écoles dites « anciennes écoles Michelin ».** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 17 décembre 1981 par M. Maurice Pourchon et plusieurs de ses collègues. — Rapporteur : M. Jean Proveux (22 avril 1982).

Voir *Défense* (*ministère*) **1.**

Régime des mines.

Voir *Questions orales sans débat* **139.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIME GENERAL

2. — Proposition de loi n° 183 tendant à accorder le bénéfice de la **retraite à 60 ans** aux personnes ayant cotisé pendant 37 ans et demi. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Etienne Pinte (7 octobre 1982).

6. — Proposition de loi n° 640 tendant à étendre aux **fossoyeurs de la ville de Paris** le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'**ouverture du droit à pension.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 17 décembre 1981 par M. Maurice Nilès et plusieurs de ses collègues. — Rapporteur : M. Pierre Zarka (22 avril 1982).

8. — Proposition de loi n° 1001 relative aux conditions de **validation** dans le régime général de la sécurité sociale **de la période de service militaire légal.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Antoine Gissinger. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Antoine Gissinger (7 octobre 1982).

Voir *Enseignement privé* **2.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX

2. — Proposition de loi n° 1050 portant amélioration de la **couverture sociale des assurés du régime spécial des mines.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Claude Wolff. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Francisque Perrut (2 décembre 1982).

3. — Proposition de loi n° 1178 tendant à étendre aux **fossoyeurs** et au **personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris** le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'**ouverture du droit à pension.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Roger Rouquette et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Moulinet (2 décembre 1982).

4. — Proposition de loi n° 1183 tendant à faire bénéficier l'**ensemble des anciens agents des houillères de bassin** ayant fait l'objet d'une mesure de conversion des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **6,** article 65 (deuxième partie), Mer.

ASSURANCES

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**
Calamités et catastrophes naturelles **4.**
Lois de finances **6** (première partie), article 10.
Protection civile **4.**

Automobile.

Voir *Questions orales sans débat* **215.**

Taxation des compagnies d'—.

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 10.

ASTIZ (Commandant —)

Voir *Questions au Gouvernement* **256.**

ASTRAKAN

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture), article 2.

ASTRE (Entreprise —)

Voir *Questions au Gouvernement* **397.**

ATELIERS PROTEGES

Voir *Travail* **7.**

ATELIERS ROANNAIS DE CONSTRUCTION TEXTILE (A. R. C. T.)

Voir *Travail* **8.**

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives.

ATTEINTES A LA VIE PRIVEE

Voir *Traités et conventions* **39.**

ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [26 mai 1982] (p. 2586).

M. Louis Mermaz (p. 2586).

ATTENTAT DE LA RUE MARBEUF

Assassinat de Louis Delamarre (reportage télévisé sur) : *Daillet (Jean-Marie)* [22 avril 1982] (p. 1249).

Attentat de la rue Marbeuf : *Falala (Jean)* (p. 1249) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1249) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1249) ; *Guidoni (Pierre)* (p. 1250) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1250) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1250).

Recrudescence des actes de terrorisme : *Falala (Jean)* (p. 1249).

Sécurité (abrogation éventuelle de la loi « sécurité et liberté ») : *Falala (Jean)* (p. 1249) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1249).

Voir *Traités et conventions* **34.**

ATTENTATS

Voir *Questions au Gouvernement* **186.**

Indemnisation des victimes d'—.

Voir *Lois de finances* 8 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Question au Gouvernement **352.**
Questions orales sans débat **117.**

AUDINOT (André)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision, justice.
Parlement **11.**

AUDIOVISUEL

1. — Projet de loi n° 754 sur la communication audiovisuelle.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Georges Fillioud, ministre de la communication. — Urgence déclarée le 21 avril 1982 (p. 1221). — Renvoi à la commission spéciale. — Nomination : [*J. O.* des 3, **7**, 8, **14**, 15 avril 1982] (p. 1028, 1056, 1066, 1127, 1137). — Bureau [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056). — Rapporteur : M. Bernard Schreiner (8 avril 1982). — Rapport **n° 826** (22 avril 1982). — Discussion les 26, 27, 28, 29, 30 avril, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 12, **14**, 15 mai 1982. — Projet de loi **n° 147.**

Sénat (première lecture), **n° 335** (1981-1982), dépôt le 18 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport **n° 363** (1981-1982) (28 mai 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur pour avis : M. Jean Cluzel. — Avis **n° 374** (1981-1982) (3 juin 1982). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur pour avis : M. Robert Pontillon. — Avis **n° 380** (1981-1982) (9 juin 1982). — Discussion les 10, 11, 15, **16**, 17, 18, 22, 23, 29 juin 1982. — Adoption le 29 juin 1982. — Projet de loi n° **125** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Bureau [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport n° **990** (1er juillet 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport n° **448** (1981-1982). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **987**, dépôt le 29 juin 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport n° **1012** (6 juillet 1982). — Discussion les 6 et 7 juillet 1982. — Deuxième délibération (art. 39). — Adoption avec modifications le 7 juillet 1982. — Projet de loi n° **198.**

Sénat (deuxième lecture), n° **459** (1981-1982), dépôt le 7 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Discussion le 7 juillet 1982. — Rejet le 7 juillet 1982. — Projet de loi n° **135** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1018**, dépôt le 8 juillet 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport n° **1019** (8 juillet 1982). — Discussion le 8 juillet 1982. — Adoption définitive le 8 juillet 1982. — Projet de loi n° **201.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article **61**, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 27 juillet 1982 [*J. O.* du 29 juillet 1982] (p. 2422). — Membres de phrase déclarés non conformes à l'article 6 : « sans but lucratif » ; à l'article 29 : « et territoire » à l'article 52 : « ou d'un ou plusieurs territoires d'outre-mer » ; à l'article 109 : « aux territoires d'outre-mer et... ». — **Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982,** publiée au *J. O.* du 30 juillet 1982 (p. 2431).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 754 et ceux de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE PREMIER **Principes généraux.**			
1		Définition de la notion de communication audiovisuelle.....	Première lecture : 27 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1362 4208 4351	1
2		Droit à la communication audiovisuelle.....	Première lecture : 27 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982.	1377 4206	2
	2 *bis* (A.N.)	Anonymat des choix faits par les usagers parmi les programmes..	Première lecture : 27 avril 1982.	1389	3
3		Garantie de la liberté et du pluralisme dans la communication audiovisuelle.	Première lecture : 27 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1390 4206 4351	4
4		Droit de réponse accordé aux personnes physiques.....	Première lecture : 28 avril 1982.	1400	Supprimé.
5		Mission du service public de la radiodiffusion et de la télévision....	Première lecture : 28 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1401, 1425 4208 4351	5
6		Organisation du service public.....	Première lecture : 28 avril 1982.	1435	Supprimé.
	6 *bis* (A.N.)	Conditions d'exercice du droit de réponse.....	Première lecture : 28 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1444 4208 4351	6
7		Autorisation préalable pour l'usage des fréquences radioélectriques sur le territoire national.	Première lecture : 28 avril 1982. 29 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1449 1468 4209 4352	7
8		Accès aux infrastructures et installations de communication audiovisuelle.	Première lecture : 29 avril 1982.	1473	Supprimé.
9		Constitution des infrastructures et installations de communication audiovisuelle.	Première lecture : 29 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1473 4209 4352	8
	9 *bis* (A.N.)	Accès au service de communication audiovisuelle.....	Première lecture : 29 avril 1982.	1488	9
		TITRE II **Les institutions de la communication audiovisuelle.** CHAPITRE Ier *La délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle.*			
10		Composition de la délégation parlementaire.....	Première lecture : 29 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982.	1491 4210	10
11		Pouvoirs et missions de la délégation parlementaire.....	Première lecture : 29 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1493 4210 4352	11

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		CHAPITRE II *La Haute Autorité de la communication audiovisuelle.*			
12		Institution de la Haute Autorité.....	Première lecture : 29 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982.	1497 4210	12
	12 *bis* (A.N.)	Rôle de la Haute Autorité.....	Première lecture : 30 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1531 4211 4352	13
13		Compétence de la Haute Autorité.....	Première lecture : 30 avril 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1532 4211 4352	14
	13 *bis* (A.N.)	Avis de la Haute Autorité sur les cahiers des charges contenant les obligations du service public.	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1558 4211 4352	15
	13 *ter* (Sénat)	Nomination par la Haute Autorité d'administrateurs des conseils d'administration des organismes prévus au titre III.	Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4212 4352	16
14		Haute Autorité et services locaux.....	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1559 4212 4352	17
15		Conciliation des conflits relatifs à la liberté de conscience et de création.	Première lecture : 3 mai 1982.	1566	18
16		Intervention de la Haute Autorité dans la déontologie publicitaire..	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1574 4213 4352	19
17		Intervention de la Haute Autorité dans l'harmonisation des programmes et le respect du cahier des charges.	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982.	1576 4214	20
18		Représentation dans les organismes internationaux compétents dans le domaine de l'audiovisuel.	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982.	1589 4215	21
19		Rapport d'activité.....	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1590 4215 4352	22
20		Composition de la Haute Autorité.....	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 6 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1591 4216 4352	23
21		Régime d'incompatibilité applicable aux membres de la Haute Autorité.	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1602 4263	24
22		Incompatibilité entre les fonctions de membre de la Haute-Autorité et tout autre emploi rémunéré.	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1602 4264	Supprimé.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
23		Organisation et gestion financière de la Haute Autorité.....	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1603 4264	25
24		Notification au Gouvernement et entrée en vigueur des décisions de la Haute Autorité.	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1605 4264 4353	26
		CHAPITRE III *Le conseil national de la communication audiovisuelle.*			
25		Création et rôle du conseil national de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 3 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1608 4264 4353	27
26		Composition et fonctionnement du conseil national de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 3 mai 1982. 4 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1614 1630 4265 4353	28
		CHAPITRE IV *Les comités régionaux de la communication audiovisuelle.*			
27		Création de comités régionaux de la communication audiovisuelle..	Première lecture : 4 mai 1982.	1638	29
28		Missions des comités régionaux.....	Première lecture : 4 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1641, 1651 4265	30
29		Composition et fonctionnement des comités régionaux.....	Première lecture : 4 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1651 4265 4353	31
	29 *bis* (Sénat)	Avis du conseil supérieur des Français de l'étranger sur la politique de communication audiovisuelle à l'égard des Français de l'étranger.	Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4267 4353	Supprimé.
		TITRE III **Le service public de la radiodiffusion et de la télévision.**			
		CHAPITRE Ier *L'action de l'Etat.*	Première lecture : 4 mai 1982.	1658	
30		Cahier des charges du service public.....	Première lecture : 4 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1658 4267 4353	32
31		Accès à l'antenne du Gouvernement et des groupes politiques.....	Première lecture : 4 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1663, 1674 4267 4353	33

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		CHAPITRE II *L'organisation nationale du service public de la radiodiffusion et de la télévision.*			
		Section première. — L'établissement public de diffusion.			
32		Statut et missions de l'établissement public de diffusion.....	Première lecture : 4 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1678 4288	34
33		Composition du conseil d'administration.....	Première lecture : 4 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1690 4269 4354	35
34		Ressources de l'établissement public de diffusion.....	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1702 4269 4354	36
		Section II. — Les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision.			
35		Missions des sociétés nationales de radiodiffusion.....	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1707 4269	37
36		Missions des sociétés nationales de télévision.....	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1733 4269	38
37		Composition du conseil d'administration des sociétés nationales....	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1745, 1752 4269 4354	39
38		Société nationale à vocation régionale.....	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1755 4270 4354	40
	38 *bis* (A.N.)	Composition du conseil d'administration de la société prévue à l'article 38.	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1768 4270 4354	41
39		Société nationale pour les départements et territoires d'outre-mer et pour Mayotte.	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Seconde délibération : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1762 4271 4286 4354	42
	39 *bis* (A.N.)	Composition du conseil d'administration de la société prévue à l'article 39.	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1762 4271 4354	43
40		Composition du conseil d'administration des sociétés prévues aux articles 38 et 39.	Première lecture : 5 mai 1982.	1768	Supprimé.
41		L'Etat, unique actionnaire des sociétés nationales prévues aux articles 35, 36, 38 et 39.	Première lecture : 5 mai 1982.	1771	44
42		Société nationale de production.....	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1771 4272	45

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
43		Conseil d'administration de la société prévue à l'article 42.....	Première lecture : 5 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1781 4272 4354	46
44		Conditions de production des émissions et droits des sociétés sur ces émissions.	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1790 4272	Supprimé.
		Section III. — L'institut national de la communication audiovisuelle.			
45		Missions de l'institut national de la communication audiovisuelle....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1797 4272 4354	47
46		Conseil d'administration de l'I. N. C. A.....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1800 4274 4355	48
47		Ressources de l'I. N. C. A.....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1804 4274 4355	49
		CHAPITRE III *L'organisation décentralisée du service public de la radiodiffusion et de la télévision.*			
48		Sociétés régionales de radiodiffusion.....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1805 4274	50
49		Sociétés réglonales de télévision.....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1813 4274 4355	51
50		Sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion-télévision pour l'outre-mer.	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1831 4275 4355	52
51		Répartition du capital des sociétés régionales et territoriales.....	Première lecture : 6 mai 1982.	1832	53
52		Conseil d'administration des sociétés régionales et territoriales.....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1833 4275 4355	54
		CHAPITRE IV *L'action extérieure du service public de la radiodiffusion et de la télévision.*			
		Section I. — La radiodiffusion	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4276	Supprimé.
53		Société nationale chargée des émissions destinées à la diffusion internationale.	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1834 4276	55
54		Répartition du capital de la société prévue à l'article 53.....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1839 4276	56

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
55		Conseil d'administration de la société prévue à l'article 53.....	Première lecture : 6 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1839 4276 4355	57
		Section II. — La télévision.....	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4276	Supprimé.
		CHAPITRE IV *bis* (Sénat). *La commercialisation des œuvres et documents audiovisuels.*	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4276	
56		Société chargée de commercialiser des programmes à l'étranger.....	Première lecture : 7 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	1862 4276	58
57		Répartition du capital de la société prévue à l'article 56.....	Première lecture : 7 mai 1982.	1870	59
58		Conseil d'administration de la société prévu à l'artiele 56.....	Première lecture : 7 mai 1982.	1873	60
		CHAPITRE V *Dispositions relatives au financement du service public de la radiodiffusion et de la télévision.*			
59		Ressourees des organismes du service public de radiodiffusion.....	Première lecture : 7 mai 1982. Deuxième leeture : 7 juillet 1982. Troisième leeture : 8 juillet 1982.	1874 4277 4355	61
60		Autorisation annuelle de perception de la redevance.....	Première lecture : 10 mai 1982. Deuxième leeture : 7 juillet 1982. Troisième leeture : 8 juillet 1982.	1886 4277 4355	62
61		Répartition des recettes.....	Premiere lecture : 10 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1889 4277 4355	63
62		Approbation par le Parlement de la répartition de la redevance.....	Première lecture : 10 mai 1982.	1897	64
63		Documents annexés au projet de loi de finances.....	Première lecture : 10 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième leeture : 8 juillet 1982.	1902 4278 4355	65
64		Dispositions relatives aux émissions publicitaires.....	Première leeture : 10 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième leeture : 8 juillet 1982.	1904 4278 4355	66
65		Financement des sociétés régionales de radiodiffusion.....	Première leeture : 10 mai 1982. Deuxième leeture : 7 juillet 1982.	1913 4279	67
66		Financement des sociétés régionales de télévision.....	Première lecture : 10 mai 1982.	1915	68
67		Financement des sociétés régionales et territoriales de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer.	Première lecture : 10 mai 1982. Deuxième leeture : 7 juillet 1982.	1918 4279	69
		CHAPITRE VI *Dispositions relatives au personnel.*			
	68 A (A.N.)	Garantie de la liberté d'opinion du personnel et des journalistes.....	Première lecture : 10 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	1920 4279 4355	70

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
68		Statut des personnels des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision.	Première lecture : 10 mai 1982.	1922	71
			Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4279	
			Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4355	
	68 *bis* A (Sénat)	Code des devoirs professionnels applicable aux responsables de programmes, producteurs et réalisateurs.	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4280	Supprimé.
			Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4356	
	68 *bis* B (Sénat)	Obligations applicables à toute personne ayant contribué à une émission.	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4280	72
	68 *bis* (A.N.)	Conditions de mobilité du personnel (décret pris en Conseil d'Etat)..	Première lecture : 10 mai 1982.	1932	73
69		Exercice du droit de grève.....	Première lecture : 10 mai 1982.	1936	74
			Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4280	
			Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4356	
		CHAPITRE *VII* (Sénat).	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4280	
		Dispositions diverses.			
	69 *bis* (Sénat)	Application de la législation sur les sociétés anonymes.....	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4280	75
	69 *ter* (Sénat)	Gestion des services informatiques des différents organismes.....	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4280	76
			Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4356	
		TITRE IV			
		Les services de communication audiovisuelle soumis à déclaration ou autorisation.			
70		Régime juridique de l'autorisation préalable applicable à titre transitoire.	Première lecture : 10 mai 1982.	1942	77
	70 *bis* (Sénat)	Règles applicables à la communication audiovisuelle de personne à personne.	Deuxième leeture : 7 juillet 1982.	4281	Supprimé.
			Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4356	
71		Régime applicable aux services de communication audiovisuelle.	Première lecture : 10 mai 1982.	1951	78
			12 mai 1982.	2060	
			Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4281	
			Troisième leeture : 8 juillet 1982.	4356	
	71 *bis* (A.N.)	Régime de concession du service public applicable aux services de télévision par voie hertzienne.	Première lecture : 12 mai 1982.	2062	79
72		Bénéficiaires des autorisations.....	Première lecture : 12 mai 1982.	2068	80
			Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4281	
73		Personnes habilitées à demander une autorisation pour les services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne.	Première lecture : 12 mai 1982.	2077	81
			Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4282	
			Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4356	
74		Conditions de délivrance des autorisations.....	Première lecture : 14 mai 1982.	2206	82
75		Cahiers des charges des services autorisés.....	Première lecture : 14 mai 1982.	2209	83
76		Ressources publicitaires autorisées.....	Première lecture : 14 mai 1982.	2213	84

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISUCSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
	76 *bis* (A.N.)	Possibilités de dérogation aux dispositions régissant les autorisations.	Première lecture : 14 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	2217 4282 4356	85
77		Retrait des autorisatlons.....	Première lecture : 14 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2219 4282	86
78		Commlssions consultative des fréquences.....	Première lecture : 14 mai 1982.	2222	87
		TITRE V **La diffusion des œuvres cinématographiques.**			
	79 A (A.N.)	Contributlon des sociétés de télévision au développement du cinéma.	Première lecture : 15 mai 1982.	2252	88
	79 B (A.N.)	Protection du cinéma à l'égard des vidéocassettes et des vidéodisques.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2252 4282	89
79		Soumission à agrément préalable des groupements ou ententes de programmation.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2257 4282	90
	79 *bis* (A.N.)	Remise au Parlement d'un rapport du Gouvernement faisant le bilan de l'application des dispositions.	Première lecture : 15 mai 1982.	2262	91
80		Mise en œuvre par un médiateur d'une procédure de conciliation préalable des litiges relatifs à la diffusion en salle des œuvres cinématographiques.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2268 4282	92
		TITRE VI **Dispositions diverses.**			
81		Régime juridique des sociétés du service public de la radiodiffusion et de la télévision.	Première lecture : 14 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2224 4283	Supprlmé.
82		Gestion des services communs, notamment informatiques.....	Première lecture : 14 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2226 4283	Supprimé.
83		Statut des journalistes des entreprises de communication audiovisuelle.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2230 4283	93
84		Obligation de déclaration lors de la vente d'un poste récepteur de télévision.	Première lecture : 15 mai 1982.	2233	94
85		Obligation de communication de documents comptables aux agents du service de la redevance.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2234 4282	95
86		Solidarité entre époux ou concubins pour le palement de la redevance.	Première lecture : 15 mai 1982.	2235	Retiré.
87		Enregistrement ou reproduction d'émissions d'entreprises de communication audiovisuelle.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2235 4283	Supprimé.
	87 *bis* (Sénat)	Exercice des attributions conférées au conseil supérieur des Français de l'étranger.	Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4283 4356	Supprimé.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE VII **Dispositions pénales.**			
88		Sanction des infractions aux articles 84 et 85.....	Première lecture : 15 mai 1982.	2236	96
89		Sanction des infractions aux articles 7 et 8.....	Première lecture : 15 mai 1982.	2237	97
	89 *bis* (Sénat)	Sanction des obligations prévues à l'article 68 *bis* B.....	Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	4283	98
		TITRE VIII **Dispositions transitoires.**			
90		Composition de la première Haute Autorité.....	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	2239 4283 4356	99
	90 *bis* (A.N.)	Réunion du conseil national de la communication audiovisuelle.....	Première lecture : 15 mai 1982.	2240	100
	90 *ter* A (Sénat)	Délibération des conseils d'administration des établissements et sociétés prévus au titre III.	Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	4284 4356	101
	90 *ter* (A.N.)	Nomination des représentants du personnel aux conseils d'administration.	Première lecture : 15 mai 1982.	2240	102
91		Transfert du patrimoine et des droits et obligations des organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974.	Première lecture : 15 mai 1982.	2241	103
92		Exonération de frais pour les transferts de biens, droits et obligations.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2241 4284	104
	92 *bis* (A.N.)	Garantie des droits acquis des personnels.....	Première lecture : 15 mai 1982.	2242	105
93		Régime transitoire applicable à la décentralisation du service public.	Première lecture : 15 mai 1982.	2244	106
	93 *bis* (A.N.)	Dispositions transitoires applicables aux établissements publics régionaux.	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982.	2244 4284	107
94		Maintien en vigueur des dérogations au monopole.....	Première lecture : 15 mai 1982.	2244	108
		TITRE IX **Dispositions finales.**			
95		Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte.....	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	2244 4284 4356	109
96		Décrets en Conseil d'Etat et abrogations d'ordonnances.....	Première lecture : 15 mai 1982. Deuxième lecture : 7 juillet 1982. Troisième lecture : 8 juillet 1982.	2245 4284 4356	110

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 avril 1982] (p. 1298-1327) et [27 avril 1982] (p. 1346).

Question préalable opposée par M. Alain Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 1306, 1307, 1308, 1309, 1310) ; *Dumas (Roland)* (p. 1311, 1312) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1313) : rejetée au scrutin public (p. 1313).

Antennes individuelles et collectives (satellites) : *Schreiner (Bernard)* (p. 1299) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1317) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1317, 1353) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1254) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1356, 1357).

Cinéma : *Schreiner (Bernard)* (p. 1302) ; *Dumas (Roland)* (p. 1312) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1338) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340) ; *Loncle (François)* (p. 1342) ; *Lang (Jack)* (p. 1357).

Commercialisation internationale des productions françaises : *Fillioud (Georges)* (p. 1304).

Concessions de service public : *Schreiner (Bernard)* (p. 1299) ; *Madelin (Alain)* (p. 1309).

Conseil national de la communication audiovisuelle : *Schreiner (Bernard)* (p. 1301) ; *Hermier (Guy)* (p. 1314) ; *Natiez (Jean)* (p. 1336) ; *Sarre (Georges)* (p. 1339) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1341).

Coût de la réforme : *Schreiner (Bernard)* (p. 1302) ; *Madelin (Alain)* (p. 1310) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1315) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1319) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1335) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1354) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1356).

Création audiovisuelle : *Schreiner (Bernard)* (p. 1302) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1319) ; *Aubert (François d')* (p. 1321) ; *Hage (Georges)* (p. 1322) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1328, 1329) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1346).

Droits d'auteur et protection des œuvres audiovisuelles : *Osselin (Jacqueline)* (p. 1346) ; *Lang (Jack)* (p. 1357).

Education des enfants et audiovisuel : *Osselin (Jacqueline)* (p. 1346).

Groupes multi-médias : *Madelin (Alain)* (p. 1309) ; *Sarre (Georges)* (p. 1338).

Haute Autorité de la communication audiovisuelle (composition, pouvoirs) : *Schreiner (Bernard)* (p. 1300) ; *Madelin (Alain)* (p. 1309, 1310) ; *Dumas (Roland)* (p. 1311) ; *Hermier (Guy)* (p. 1314) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1319) ; *Aubert (François d')* (p. 1320) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 1327, 1328) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1335) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1337) ; *Sarre (Georges)* (p. 1339) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1347) ; *Richard (Lucien)* (p. 1348) ; *Estier (Claude)* (p. 1352).

Journalistes de l'audiovisuel et pluralisme : *Schreiner (Bernard)* (p. 1301) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1303, 1353) ; *Dumas (Roland)* (p. 1312) ; *Hermier (Guy)* (p. 1314) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1317) ; *Aubert (François d')* (p. 1320) ; *Hage (Georges)* (p. 1323) ; *Péricard (Michel)* (p. 1339, 1340) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1341) ; *Loncle (François)* (p. 1342) ; *Estier (Claude)* (p. 1352) ; *Lang (Jack)* (p. 1357, 1358).

Ministère des télécommunications et secteur de la communication : *Schreiner (Bernard)* (p. 1299, 1300) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1316) ; *Aubert (François d')* (p. 1322) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1334) ; *Natiez (Jean)* (p. 1336) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1353).

Monopole de programmation et nouvelles techniques (câbles, satellites...) : *Schreiner (Bernard)* (p. 1299) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1304, 1305) ; *Madelin (Alain)* (p. 1309) ; *Dumas (Roland)* (p. 1311) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1317, 1318) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1328, 1329) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330) ; *Bellon (André)* (p. 1333) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1335) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1338).

Notion de service public et débat sur la privatisation : *Schreiner (Bernard)* (p. 1298, 1299, 1300, 1301) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1305, 1355) ; *Madelin (Alain)* (p. 1307, 1308, 1309) ; *Dumas (Roland)* (p. 1312) ; *Hermier (Guy)* (p. 1314) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1318) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1332) ; *Bellon (André)* (p. 1332, 1333) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1334) ; *Natiez (Jean)* (p. 1335, 1336) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1337) ; *Sarre (Georges)* (p. 1338, 1339) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1341) ; *Loncle (François)* (p. 1342) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1346) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1347) ; *Estier (Claude)* (p. 1351, 1352).

Personnels (convention collective unique, mobilité, protection) : *Schreiner (Bernard)* (p. 1301) ; *Madelin (Alain)* (p. 1307) ; *Hermier (Guy)* (p. 1314) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1316) ; *Aubert (François d')* (p. 1320) ; *Hage (Georges)* (p. 1322, 1323) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330) ; *Natiez (Jean)* (p. 1336) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1355).

Programmes et liberté de choix des téléspectateurs : *Schreiner (Bernard)* (p. 1300, 1301) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1305) ; *Madelin (Alain)* (p. 1307, 1308, 1309) ; *Dumas (Roland)* (p. 1312) ; *Hermier (Guy)* (p. 1315) ; *Aubert (François d')* (p. 1321) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1329) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1331).

Publicité et avenir de la presse écrite : *Schreiner (Bernard)* (p. 1302) ; *Madelin (Alain)* (p. 1308, 1310) ; *Dumas (Roland)* (p. 1312) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1313, 1354) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1316) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1319) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1332) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1335) ; *Natiez (Jean)* (p. 1336, 1337) ; *Sarre (Georges)* (p. 1339) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1346) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 1350, 1351).

Radios libres (financement) : *Schreiner (Bernard)* (p. 1302) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1318) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1328) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1334) ; *Natiez (Jean)* (p. 1336) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1337).

Radios périphériques : *Madelin (Alain)* (p. 1309).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien : *Vivien (Robert-André)* (p. 1355).

Redevance : *Madelin (Alain)* (p. 1310) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1315) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1319) ; *Aubert (François d')* (p. 1321) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340).

Régime d'autorisation : *Fillioud (Georges)* (p. 1304) ; *Madelin (Alain)* (p. 1309) ; *Aubert (François d')* (p. 1322) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1334) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1347) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1355, 1356).

Régionalisation : *Schreiner (Bernard)* (p. 1299, 1301, 1302) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1305) ; *Dumas (Roland)* (p. 1312) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1319) ; *Aubert (François d')* (p. 1320) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1329) ; *Moreau (Louise)* (p. 1331) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1332) ; *Natiez (Jean)* (p. 1336) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1338) ; *Sarre (Georges)* (p. 1339) ; *Péricard (Michel)* (p. 1340) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1346) ; *Richard (Lucien)* (p. 1348) ; *Geng (François)* (p. 1349) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 1350, 1351).

Réseau V. H. F. 819 lignes : *Fillioud (Georges)* (p. 1305, 1306) ; *Madelin (Alain)* (p. 1307).

Satellites de diffusion directe : *Schreiner (Bernard)* (p. 1299) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1304, 1306) ; *Madelin (Alain)* (p. 1309) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330, 1331) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1331) ; *Richard (Lucien)* (p. 1348).

Service public d'outre-mer : *Schreiner (Bernard)* (p. 1301) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1347, 1348) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 1349, 1350).

Société française de production (S. F. P.) : *Schreiner (Bernard)* (p. 1301) ; *Hermier (Guy)* (p. 1313, 1314) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1354).

Taxe sur les magnétoscopes et cassettes : *Madelin (Alain)* (p. 1310) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1315) ; *Moreau (Louise)* (p. 1330).

Télématique : *Schreiner (Bernard)* (p. 1299) ; *Madelin (Alain)* (p. 1309) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1328, 1329).

Temps d'antenne des différentes formations politiques : *Aubert (François d')* (p. 1320) ; *Lang (Jack)* (p. 1358) ; *Madelin (Alain)* (p. 1358).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 1317) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1335) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 1350).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Aubert (François d')* (p. 1322).

Discussion des articles [27 avril 1982] (p. 1360, 1375) ; [28 avril 1982] (p. 1400, 1425, 1444) ; [29 avril 1982] (p. 1467, 1488) ; [3 mai 1982] (p. 1558, 1574, 1602) ; [4 mai 1982] (p. 1630, 1651, 1674) ; [5 mai 1982] (p. 1702, 1733, 1752) ; [6 mai 1982] (p. 1790, 1822) ; [7 mai 1982] (p. 1862) ; [10 mai 1982] (p. 1886, 1902, 1932) ; [12 mai 1982] (p. 2060) ; [14 mai 1982] (p. 2206) ; [15 mai 1982] (p. 2230, 2252).

Avant l'article 1er : amendement n° 295 de M. Georges Hage (tendant à définir le droit à l'information, à préciser la notion de culture et le rôle du service public de la radiodiffusion et de la télévision) : rejeté (p. 1360) ; amendement n° 296 de M. Alain Bocquet (précisant les missions du service public de la

radiodiffusion et de la télévision, les organismes chargés de l'assurer et renvoyant à une loi ultérieure les dispositions concernant les services de communication non hertziens) (p. 1361) ; division de la majorité ; amendement n° 296 : rejeté par scrutin public.

Titre Ier : *principes généraux :*

Article 1er (*définition de la notion de communication audiovisuelle*) : notion « d'espace de liberté » destiné à la communication audiovisuelle ; nature juridique de l'espace hertzien (p. 1362) ; domaine de la communication par câbles ; tutelle de la direction générale des télécommunications ; problème de la distinction entre le monopole des télécommunications mis en œuvre dans le cadre du code des postes et télécommunications et le régime juridique propre de la communication audiovisuelle (p. 1363) ; position du groupe R. P. R. ; amendement n° 143 de la commission (proposant d'insérer en tête de l'article 1er la phrase : « la communication audiovisuelle est libre ») (p. 1364) ; sous-amendement n° 519 de M. Alain Madelin (précisant que la communication audiovisuelle est « l'une des formes de la liberté d'expression ») (p. 1365) : rejeté ; sous-amendement n° 354 de M. Robert-André Vivien (tendant à substituer au mot « câbles » les mots « réseaux câblés audiovisuels ») (p. 1366) : rejeté ; sous-amendement n° 510 du Gouvernement (tendant à supprimer la référence aux articles suivants du projet de loi) (p. 1367) : adopté ; amendement n° 143, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 355 de M. Robert-André Vivien (tendant à substituer au mot « câbles » les mots « réseaux câblés audiovisuels ») devenu sans objet ; amendement n° 1 de M. Alain Madelin (précisant que la liberté d'expression comprend la liberté de communication audiovisuelle et tirant les conséquences d'un tel principe) (p. 1368) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Alain Madelin (précisant que les articles L. 32, L. 33, L. 34, L. 39 et L. 40 du code des postes et télécommunications ne sont pas applicables au domaine de la communication audiovisuelle) : rejeté (p. 1369) ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté ;

Après l'article 1er : amendement n° 3 de M. Alain Madelin (tendant à appliquer aux activités audiovisuelles la définition de la liberté d'expression donnée par l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme) (p. 1375) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Alain Madelin (tendant à soumettre les réseaux câblés à un régime de liberté totale) : rejeté ; amendement n° 5 de M. Alain Madelin (confiant la gestion de l'ensemble des fréquences radioélectriques affectées à la communication audiovisuelle sur le territoire de la République à la Haute Autorité) (p. 1376) : rejeté.

Article 2 (*affirmation du droit à la communication audiovisuelle*) : distinction entre les notions de « droit à » et de « liberté de » (p. 1377) ; nécessité d'un droit à une réception libre (p. 1378) ; rôle de l'Etat ; amendement n° 6 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1379) : rejeté (p. 1380) ; amendement n° 511 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; amendement n° 356 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (précisant la notion de droit à une communication audiovisuelle libre : émission, transmission, réception) ; problème posé par l'utilisation des antennes individuelles de réception des satellites (p. 1381) ; **rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien ; coût des antennes collectives en milieu urbain (p. 1382) ; existence éventuelle d'antennes individuelles en zone urbaine (p. 1383, 1384) ; amendement n° 356 : rejeté ; amendement n° 144 de la commission (précisant le contenu d'une communication audiovisuelle libre et pluraliste) ; amendement n° 7 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 1385) ; nomination d'un « apparatchik », M. Séveno, au poste de directeur de l'information (p. 1386) ; amendement n° 144 : adopté ; en conséquence, amendement n° 7 devenu sans objet ; **suspension de séance** à la demande du Gouvernement, en raison des propos tenus par M. Robert-André Vivien à l'égard de M. Séveno ; **rappels au règlement** de MM. Roland Dumas, Jacques Toubon et Guy Ducoloné (p. 1387) ; amendements nos 8 et 9 de M. Alain Madelin et 468 de M. Michel Noir (relatifs à la liberté de réception des informations ou des idées par les moyens audiovisuels) : amendements nos 8 et 9 : retirés (p. 1388) ; réception par satellite ; amendement n° 468 : retiré ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 357 de M. Michel Noir (tendant à garantir l'anonymat des choix faits par les usagers parmi les programmes qu'ils peuvent recevoir) ; problème posé par les audiomètres (p. 1389) ; sous-amendement verbal de M. Jacques Toubon (de précision) ; amendement n° 357, ainsi rectifié, adopté.

Article 3 (*garantie fondamentale du pluralisme et de la liberté dans la communication audiovisuelle*) : suppression du monopole au sens strict du terme ; notion de service public (p. 1390) ; notion d'entreprise publique et principe de la concurrence ; distinction entre les notions de secteur public et de service public (p. 1391) ; amendement n° 145 de la commission (de coordination) (p. 1392) ; conditions de fonctionnement du service public : obligations de service public et régime de concession ou d'autorisation (p. 1393) ; amendement n° 145 : adopté ; amendement n° 146 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 10 de M. Alain Madelin (précisant que l'exercice des droits énoncés à l'article 2 de la présente loi est garanti par la Haute Autorité) : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*droit de réponse dans les entreprises de communication audiovisuelle*) : conception excessivement restrictive du droit de réponse dans le domaine audiovisuel (p. 1400) ; amendements n° 147 de la commission et n° 11 de M. Alain Madelin (de suppression) : adoptés ; dispositions relatives au droit de réponse abordées après l'article 6 ;

— en conséquence, l'article 4 est supprimé, les amendements nos 12 et 13 de M. Alain Madelin devenus sans objet.

Après l'article 4 : amendement n° 472 de M. Alain Madelin (permettant à certaines personnes concernées par un litige présentant une identité de cause de saisir la juridiction compétente qui pourra statuer par un seul jugement) ; nécessité d'introduire cette « class-action » dans le droit français : amendement n° 472 rejeté (p. 1401).

Article 5 (*missions du public de la radiodiffusion et de la télévision*) : existence selon M. Jean Natiez d'un « service public de la communication écrite totalement concédé » (p. 1402) ; utilisation de la bande V. H. S. 819 lignes (p. 1403) ; service public et liberté de la presse (p. 1404) ; organisation du service public de l'information (p. 1405) ; amendement n° 14 de M. Alain Madelin (de suppression) ; service public de la presse ; motifs de la **suspension de séance** demandée par le groupe U. D. F. (p. 1406) ; **rappels au règlement** de MM. Guy Ducoloné (p. 1407), François Loncle, François d'Aubert, Alain Bonnet (p. 1403) ; signification d'un service public de radiodiffusion et de la télévision (p. 1409, 1410) ; amendement n° 14 rejeté (p. 1411) ; amendement n° 148 de la commission (tendant à préciser les missions du service public de la radiodiffusion et de la télévision) ; amendement n° 15 de M. Alain Madelin (définissant les attributions du secteur public national de la radiodiffusion et de la télévision) ; sous-amendement n° 17 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 148 de la commission (tendant à substituer aux mots « service public » les mots « secteur public ») : rejeté (p. 1426) ; sous-amendement n° 18 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 148 (permettant aux différentes composantes de la population d'exercer leur droit d'information, d'expression et de communication) : rejeté ; sous-amendement n° 512 du Gouvernement (relatif à la communication sociale) ; sous-amendement n° 558 de M. Robert-André Vivien (permettant aux différentes confessions de s'exprimer) ; sous-amendement n° 512 adopté après rectification ; en conséquence, sous-amendement n° 558 devenu sans objet ; sous-amendement n° 677 de M. Adrien Zeller (tendant à assurer l'expression des langues régionales) : adopté ; sous-amendement n° 513 du Gouvernement (tendant à favoriser la diffusion à l'étranger des cultures d'expression francophone) (p. 1428) : adopté ; amendement n° 19 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (tendant à garantir un égal accès à l'expression des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion) ; rôle de la Haute Autorité (p. 1429) ; problème de l'accès aux résultats des travaux du service d'exploitation des programmes (p. 1430) ; sous-amendement n° 19 rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 20 de M. Alain Madelin (tendant à assurer la continuité des programmes) : retiré puis repris au nom du R. P. R. par M. Robert-André Vivien ; droit de grève des personnels (p. 1431, 1432) ; sous-amendement n° 20 rejeté ; sous-amendement n° 21 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (tendant à permettre la diffusion d'émission sous-titrées à l'intention des sourds et des mal-entendants) (p. 1433) : rejeté ; sous-amendement n° 22 de M. Alain Madelin (tendant à ce que la qualité et l'illustration de la langue française soient garanties) : retiré ; sous-amendement n° 359 de M. Robert-André Vivien (rédactionnel) : (p. 1434) : retiré ; amendement n° 148 ainsi modifié adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 5, amendement n° 15 devenu sans objet.

Article 6 (*modes d'organisation du service public*) : volonté de la commission spéciale d'introduire le premier alinéa de l'article 6 dans la rédaction qu'elle a proposée pour l'article 5 par

l'amendement n° 148 venant d'être adopté et de renvoyer les dispositions du second alinéa de l'article 6 au titre IV (p. 1435) ; amendement n° 149 de la commission et n° 23 de M. Alain Madelin (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, l'article 6 est supprimé.

Après l'article 6 : amendement n° 486 de M. Alain Madelin (relatif au droit de réponse) ; amendement n° 150 de la commission (relatif au droit de réponse) (p. 1437) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 1439) ; contenu du droit de réponse ; amendement n° 486 : retiré (p. 1439) ; position du Gouvernement (p. 1440) ; sous-amendement n° 565 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Georges Hage (tendant à préciser les personnes habilitées à exercer leur droit de réponse) : retiré ; sous-amendement n° 672 du Gouvernement (refusant d'accorder le droit de réponse aux personnes morales à but lucratif) : adopté (p. 1444) ; sous-amendement n° 497 de M. Roland Dumas (précisant les cas dans lesquels le droit de réponse peut être utilisé) : retiré ; sous-amendement n° 673 du Gouvernement (tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'amendement n° 150 précisant que la demande d'exercice du droit de réponse en ce qui concerne une personne morale est présentée par son représentant légal) : adopté ; sous-amendement n° 678 du Gouvernement (supprimant les mots « dans le septième alinéa : par la mise en cause de la personne visée à l'alinéa 9 du présent article ») ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 1445) ; sous-amendement n° 678 retiré ; sous-amendement n° 674 du Gouvernement (tendant à supprimer le huitième alinéa de l'amendement n° 150 prévoyant que l'ordonnance est exécutoire « sur minute ») : retiré ; sous-amendement n° 667 de M. Alain Madelin (diminuant le délai de procédure pendant les périodes électorales) : adopté après rectification ; sous-amendement n° 675 du Gouvernement (tendant à supprimer le neuvième alinéa de l'amendement n° 150) : retiré (p. 1446) ; sous-amendement n° 668 de M. Alain Madelin (prévoyant des sanctions pénales en cas d'inexécution des obligations se rattachant à l'exercice du droit de réponse) (p. 1447) ; problème des radios périphériques ; sous-amendement n° 668 rejeté ; amendement n° 150 ainsi modifié adopté ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 1448).

Article 7 (*régime juridique des activités de communication audiovisuelle : régime d'autorisation préalable en matière de diffusion*) (p. 1449, 1450) : radios périphériques ; amendement n° 26 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1451) ; fréquences radio-électriques et domaine public de l'Etat ; problème posés par les dispositions actuelles du code des postes et télécommunications (p. 1452) ; portée des monopoles de diffusion et programmation (p. 1453) ; amendement n° 26 rejeté (p. 1454) ; mise en cause du président de séance ; amendement n° 27 de M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité le pouvoir de délivrer les fréquences) (p. 1455) ; rédaction prochaine d'un code interministériel des télécommunications ; nécessité de supprimer l'autorisation relevant des postes et télécommunications ; amendement n° 27 rejeté (p. 1456) ; amendement n° 473 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (prévoyant que l'usage des fréquences radio-électriques est soumis à la réglementation publique dans le cadre des conventions internationales) : rejeté ; amendement n° 360 de M. Robert-André Vivien (précisant qu'est seule couverte par le régime d'autorisation « l'utilisation des fréquences radio-électriques permettant la diffusion par voie hertzienne pour les besoins de la communication audiovisuelle » et supprimant le caractère précaire et révocable de l'autorisation) rejeté ; amendement n° 474 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer l'expression « sur le territoire de l'Etat ») ; amendement n° 151 de la commission (tendant à substituer aux mots « territoire de l'Etat » les mots « territoire national ») ; amendement n° 474 rejeté ; amendement n° 151 adopté (p. 1457) ; amendement n° 361 de M. Robert-André Vivien (tendant à supprimer le caractère précaire et révocable de l'autorisation) : rejeté ; **rappels au règlement** de MM. Alain Madelin, Jacques Toubon, Robert-André Vivien (p. 1458), Emmanuel Aubert (p. 1459) ; Robert-André Vivien (p. 1460, 1461) ; volonté de conciliation du Gouvernement et de la majorité (p. 1467) ; révision éventuelle du code des P. T. T. ; élaboration d'un code interministériel des télécommunications ; contenu des trois types d'autorisation ; régime juridique des autorisations d'utilisation de fréquences et de constitution de réseaux ; décision interministérielle ; stations périphériques ; cas de Radio-Monte-Carlo (p. 1468) ; amendement n° 28 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer le caractère précaire et révocable des autorisations) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Alain Madelin (proposant que les autorisations soient accordées pour une durée d'au moins trois ans) (p. 1469) : rejeté ; amendement n° 394 de M. Alain Madelin (précisant la procédure de révocation — intervention de la Haute Autorité) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité le soin de veiller à la pleine utilisation des fréquences radio-électriques) (p. 1470) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 476 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à exclure du champ du code des postes et télécommunications la communication audiovisuelle) ; extension par la loi de 1923 du monopole du télégraphe à la radio naissante (p. 1471) ; assimilation du régime de concession de service public à une des modalités de l'autorisation ; défauts de la procédure d'attribution des autorisations par arrêté interministériel ; problème des stations périphériques : exemple de R. T. L. (p. 1472) : amendement n° 476 rejeté après rectifications.

Article 8 (*régime juridique des activités de communication audiovisuelle : suppression du monopole de programmation de la radiodiffusion télévision*) : amendement n° 152 de la commission (tendant à supprimer l'article 8 pour le transférer après l'article 9) : adopté ; en conséquence, l'article 8 est supprimé ; amendements n° 362 de M. Robert-André Vivien et n° 31 de M. Alain Madelin devenus sans objet.

Article 9 (*régime juridique des activités de communication audiovisuelle : suppression du monopole d'organisation et de constitution des infrastructures et installations de radiodiffusion-télévision*) : position du groupe communiste : volonté de reporter les problèmes liés aux nouvelles techniques de communication à une loi ultérieure (p. 1473) ; satellites de radiodiffusion directe franco-allemands ; problème du câblage ; antennes collectives et individuelles ; réglementation relative au réseau communautaire (p. 1474) ; programme franco-allemand de lancement du satellite T. D. F. 1 ; rôle du C. C. E. T. T. (centre commun d'études de télévision et de télédiffusion) (p. 1475) ; amendement n° 515 du Gouvernement (d'harmonisation) ; amendement n° 297 de M. Georges Hage (tendant à exclure du champ de l'article 9 la communication audiovisuelle non hertzienne) ; volonté du groupe communiste de rassembler tout ce qui relève de la communication non hertzienne, c'est-à-dire réseaux câblés et techniques nouvelles, dans une loi ultérieure ; satellite de diffusion directe (p. 1476) ; amendement n° 515 : adopté ; en conséquence, amendement n° 297 devenu sans objet ; amendement n° 153 de la commission (insertion des infrastructures collectives établies dans une propriété privée dans le champ d'application de l'article 9) ; demande de scrutin public sur l'amendement n° 153 de la part du groupe U. D. F. (p. 1477) ; amendement n° 153 rejeté par scrutin public ; amendement n° 492 de M. Alain Madelin (donnant compétence aux départements et aux communes en matière d'installation et d'équipement) (p. 1478) : rejeté ; amendement n° 32 de M. Alain Madelin (substituant à la référence aux installations « établies par l'Etat ou avec son autorisation » une référence aux installations « établies par les autorités compétentes ») : rejeté ; amendement n° 363 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à ne pas appliquer le régime d'autorisation prévu à l'article 9 aux antennes collectives de réception) (p. 1479) ; précision apportée par le ministre des P. T. T. et le ministre de la communication qu'aucune autorisation ne sera nécessaire pour installer les antennes individuelles et collectives de réception (p. 1480) : retiré ; amendement n° 33 de M. Alain Madelin (précisant que les contraintes apportées à la délivrance de l'autorisation sont exclusivement d'ordre technique) : rejeté ; amendement n° 493 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 1481) ; développement d'une industrie nationale des télécommunications et protectionnisme ; rejeté ; amendement n° 494 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (tendant à supprimer l'autorisation nécessaire en matière d'infrastructures et d'installations concernant un lotissement privé, un immeuble collectif, une seule propriété privée ou la réunion de plusieurs propriétés privées) : rejeté (p. 1482) ; amendement n° 495 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la mise en place des infrastructures et des installations ne peut être confiée à des entreprises ou organismes dans lesquels les capitaux publics sont majoritaires) ; rectification d'amendements et rôle du président de séance (p. 1483) ; amendement n° 495 rectifié : retiré ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 1484).

Après l'article 9 : amendement n° 298 de M. Georges Hage (tendant à la suppression du régime de la déclaration) ; amendement n° 154 de la commission (précisant le dispositif d'accès au service de communication audiovisuelle) ; rétablissement de l'article 8, précédemment supprimé ; position hostile du groupe

U. D. F. à l'égard de l'amendement n° 154 de la commission (p. 1488) ; vote hostile du groupe communiste à l'égard de l'amendement n° 154 ; amendement n° 298 : rejeté (p. 1489) ; sous-amendement n° 670 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 154 (tendant à supprimer le régime de la déclaration) : rejeté ; vote favorable du groupe R. P. R. ; abstention du groupe U. D. F. ; amendement n° 154 : adopté (p. 1490) ; amendement n° 477 de M. Robert-André Vivien (tendant à exclure la communication audiovisuelle du champ d'application de l'article L. 34 du code des postes et télécommunications) : devenu sans objet.

Titre II : *institutions de la communication audiovisuelle :*

Chapitre Ier : *la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle :*

Article 10 (*composition de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle*) : amendement n° 155 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 338 de M. Ernest Moutoussamy (tendant à assurer la présence d'un député de l'outre-mer) (p. 1491) : retiré ; amendement n° 93 de M. Jean-Paul Fuchs (augmentation du nombre des sénateurs de trois à cinq) ; parité de traitement entre députés et sénateurs : rejeté (p. 1492) ; amendement n° 156 de la commission (modifiant la date du dépôt du rapport d'information annuel sur les activités de la délégation : début de la session de printemps) ; position favorable du groupe U. D. F. ; abstention du groupe R. P. R. : adopté ; amendement n° 157 de la commission (précisant que la délégation établit son règlement intérieur) : adopté.

Article 11 (*rôle du président de la délégation*) : amendement n° 158 de la commission (précisant que les pouvoirs de la délégation sont exercés par le président ou par un membre du bureau désigné par la délégation) (p. 1493) : adopté ; amendement n° 94 de M. Jean-Paul Fuchs (rétablissant la compétence de la délégation en matière de diffusion des œuvres cinématographiques) ; amendement n° 159 de la commission (de précision) ; amendement n° 94 : retiré ; amendement n° 159 : adopté ; amendement n° 95 de M. Jean-Paul Fuchs (communication télévisée et radiodiffusée des avis de la délégation) : rejeté ; amendement n° 96 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 11 relatif au cahier des charges des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision) : retiré ; amendement n° 382 de M. Robert-André Vivien (consultation de la délégation sur les décrets d'application de la présente loi) (p. 1494, 1495) : retiré ; amendement n° 160 de la commission (consultation de la délégation sur les dispositions modifiant le cahier des charges) : adopté ; amendement n° 161 de la commission (précisant que la délégation sera consultée avant la publication des cahiers des charges) (p. 1496) : adopté ; amendement n° 162 de la commission (proposant que la délégation se prononce dans un délai de 15 jours à compter de la transmission du cahier des charges) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *la Haute Autorité de la communication audiovisuelle :*

Article 12 (*institution de la Haute Autorité*) : position du groupe U. D. F. (composition et attributions de la Haute Autorité) ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 1497) ; indépendance du secteur de la communication audiovisuelle à l'égard du pouvoir (p. 1498) ; composition de la Haute Autorité ; ambiguïté quant à la place et au rôle de la Haute Autorité (p. 1499) ; amendement n° 163 de la commission (rédactionnel) (p. 1500) ; systèmes en vigueur aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne : adopté (p. 1501) ; amendement n° 34 de M. Alain Madelin (précisant que la Haute Autorité constitue une autorité administrative indépendante) : rejeté ; amendement n° 35 de M. Alain Madelin (rôle de la Haute Autorité) : non soutenu ; amendement n° 36 de M. Alain Madelin (précisant la mission de la Haute Autorité) (p. 1502) : rejeté ; amendement n° 37 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (élargissant les compétences de la Haute Autorité) ; attribution et contrôle de l'usage des fréquences radio-électriques ; fixation des règles générales de la communication par câbles ; contrôle sur le secteur public de la radiotélévision ; distinction faite entre support et service (p. 1503) : rejeté ; amendement n° 97 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant les missions de la Haute Autorité : développement de la création, respect des dispositions législatives et réglementaires) (p. 1504) : rejeté ; demande de scrutin public sur l'article par le président de la commission spéciale et le groupe socialiste ; vote favorable du groupe communiste (p. 1505) ; abstention du groupe R.P.R. et de l'U.D.F. ;

— article 12, ainsi modifié, adopté par scrutin public (p. 1506).

Après l'article 12 : amendement n° 299 de M. Georges Hage (précisant les missions de la Haute Autorité : contrôle du respect des missions de service public) ; propos tenus par M. Jacques Boutet, P. D. G. de T. F. 1 (p. 1531) ; abstention du groupe U. D. F. ; adopté après rectification (p. 1532).

Article 13 (*compétence réglementaire de la Haute Autorité*) ; relations entre la Haute Autorité et le pouvoir politique (p. 1533) ; nature du pouvoir réglementaire de la Haute Autorité ; portée des dispositions concernant le respect du pluralisme et de la liberté ; propos tenus par M. Jacques Boutet, P. D. G. de T F 1 (p. 1534) ; audition de M. Jacques Boutet par la commission spéciale (p. 1535) ; amendement n° 164 de la commission (précisant les attributions de la Haute Autorité) (p. 1536) ; commentaire par le ministre de la communication de l'interview de M. Boutet au *Quotidien de Paris* ; information et engagement politique (p. 1537) ; présence de journalistes communistes à la télévision ; sous-amendement n° 682 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité la mission de fixer elle-même les règles relatives au service public de la radiodiffusion et de la télévision) ; émission du journaliste communiste Francis Crémieux (p. 1538) ; attitude des journalistes communistes ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 1539) ; sous-amendement n° 682 retiré ; sous-amendement n° 516 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1540) : retiré ; sous-amendement n° 691 de M. Jacques Toubon (précisant que la Haute Autorité veille au respect de la « qualité des programmes ») ; rectification du sous-amendement (p. 1541) ; insatisfaction actuelle du public : retiré ; sous-amendement n° 300 de M. Georges Hage (visant à faire respecter par la Haute Autorité le respect de l'égalité entre les hommes et les femmes) (p. 1542) : adopté ; sous-amendement n° 364 de Mme Florence d'Harcourt (relatif à l'éducation, l'information, la distraction et la protection des enfants et adolescents) (p. 1534) : adopté ; sous-amendement n° 690 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (chargeant la Haute Autorité de veiller au respect du devoir de réserve des dirigeants des sociétés nationales de programmes) (p. 1544) ; portée de l'obligation de réserve pour des dirigeants de sociétés nationales (p. 1545) : rejeté ; sous-amendement n° 365 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à supprimer la référence à la promotion des langues régionales) (p. 1546) ; incident à propos des écrits du général de Gaulle et notamment du chapitre de ses Mémoires intitulé : « Notre Dame la France » : rejeté ; amendement n° 517 du Gouvernement (suppression de la référence à «l'accès des personnes handicapées aux programmes de radiodiffusion sonore et de télévision ») (p. 1547) : adopté ; sous-amendement n° 301 de M. Georges Hage (confiant à la Haute Autorité le soin de protéger l'indépendance économique nationale) (p. 1548) : adopté ; sous-amendement n° 566 de M. Ernest Moutoussamy (tendant à garantir l'expression des partis politiques locaux lors des campagnes électorales et par des émissions d'expression politique dans les D. O. M.-T. O. M.) (p. 1549) ; demande de scrutin public par le groupe R. P. R. et le groupe communiste : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 676 du Gouvernement (d'harmonisation avec l'article 6 *bis* relatif au droit de réponse) (p. 1550) : retiré ; sous-amendement n° 683 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (compétence de la Haute Autorité en matière de redevance et de publicité) : rejeté ; amendement n° 164, ainsi modifié, adopté par scrutin public ; en conséquence, cet amendement, rectifié, devient l'article 13 ; amendements n° 98 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 38 de M. Alain Madelin, n° 339 de M. Ernest Moutoussamy et n° 99 de M. Jean-Paul Fuchs : deviennent sans objet (p. 1551).

Après l'article 13 : amendement n° 469 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (approbation par la Haute Autorité des cahiers des charges contenant les obligations de service public) (p. 1558) ; rectification de l'amendement n° 469 (avis de la Haute Autorité sur les cahiers des charges) ; sous-amendement verbal de M. Jacques Toubon (précisant que cet avis est rendu public) : adopté ; amendement n° 469, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*Haute Autorité et services privés locaux de communication*) : délivrance d'autorisation par la Haute Autorité (p. 1559) ; compétence de la Haute Autorité limitée aux radios locales privées (p. 1560) ; amendement n° 39 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (donnant à la Haute Autorité compétence pour délivrer l'ensemble des autorisations en matière de radiodiffusion et de télévision et prévoyant l'élaboration d'un cahier des charges général pour la radiotélévision par câbles) : rejeté (p. 1561) ; amendement n° 478 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité l'élaboration d'un plan de répartition des fréquences et compétence en matière d'autorisation sur l'ensemble des moyens audiovisuels) ; problème de la répartition des

fréquences dans l'agglomération parisienne (p. 1562) : rejeté (p. 1563) ; amendement n° 479 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (donnant compétence à la Haute Autorité pour délivrer les autorisations prévues au titre IV de la présente loi) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Alain Madelin (étendant la compétence de la Haute Autorité à la délivrance des autorisations concernant la télévision) ; amendement n° 100 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (extension de la compétence de la Haute Autorité à la délivrance des autorisations concernant la radiotélévision par voie hertzienne), apparition prochaine de télévisions locales ; amendements n°s 40 et 100 : rejetés ; amendement n° 302 de M. Georges Hage (de coordination : exclusion des communications non hertziennes) (p. 1564) : rejeté par scrutin public (p. 1565) ; amendement n° 41 de M. Alain Madelin (caractère public de la délivrance des autorisations et de la sélection des projets) : rejeté ;

— article 14, adopté après correction.

Article 15 (*conciliation des conflits relatifs à la liberté de conscience et de création*) : problèmes juridiques posés par l'article 15 (p. 1566) ; pouvoir de conciliation de la Haute Autorité et autonomie des chaînes, atteinte à l'autorité des P.-D.G. des chaînes (p. 1567) ; amendement n° 42 de M. Alain Madelin et 366 de M. Robert-André Vivien (de suppression) ; risque de reconstitution de l'O.R.T.F ; existence d'autres organismes de ce type ayant un rôle pré-contentieux : commission d'accès aux documents administratifs ; commission nationale « Informatique et libertés » (p. 1568) ; règlement des conflits concernant les journalistes de la radiotélévision nationale (p. 1569) ; rejetés ; amendement n° 165 de la commission (précisant la procédure de conciliation devant la Haute Autorité) ; abstention du groupe R.P.R. et du groupe U.D.F. ; adopté ; amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté (p. 1570).

Article 16 (*intervention de la Haute Autorité dans la déontologie publicitaire*) : problème de la répartition de la publicité entre les chaînes de télévision (p. 1574) ; amendement n° 395 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 43 de M. Alain Madelin (donnant à la Haute Autorité mission de veiller à l'équilibre des rapports entre le cinéma et les sociétés de diffusion) ; introduction de la publicité sur F.R. 3 (p. 1575) ; rejeté ; amendement n° 167 de la commission (précisant que la Haute Autorité émet des recommandations dont elle définit elle-même le mode de publication) ; rapport entre la Haute Autorité et la régie française de publicité : adopté ;

— article 16, ainsi complété, adopté (p 1576).

Article 17 (*intervention de la Haute Autorité dans l'harmonisation des programmes et le respect du cahier des charges*) : insatisfaction des téléspectateurs ; risque politique ; portée de la recommandation (p. 1577), harmonisation et concurrence entre les trois chaînes ; autonomie des chaînes dans la programmation (p. 1578) ; amendement n° 168 de la commission (précisant la procédure retenue pour l'harmonisation des programmes) (p. 1580) ; nécessité d'éviter la spécialisation des chaînes en introduisant une certaine concurrence entre elles (p. 1581) ; sous-amendement n° 687 de M. Alain Madelin (proposant que la Haute Autorité fixe des règles minimum d'harmonisation des programmes) ; autonomie de décision des présidents des sociétés ; rejeté (p. 1582) ; sous-amendement n° 688 de M. Alain Madelin (caractère public des recommandations) : retiré ; sous-amendement n° 694 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (introduisant la notion de « qualité des programmes ») : retiré, sous-amendement n° 689 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (tendant à supprimer le troisième alinéa de l'amendement n° 169 relatif au pouvoir d'injonction de la Haute Autorité) (p. 1583) : rejeté ; sous-amendement n° 367 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la mention aux « normes contenues dans les recommandations ») : adopté ; sous-amendement n° 368 de M. Robert-André Vivien (tendant à atténuer le pouvoir d'injonction de la Haute Autorité) (p. 1584) : rejeté ; sous-amendement n° 369 de M. Robert-André Vivien (caractère public des décisions de la Haute Autorité en matière de manquement à ces recommandations) (p. 1585) : rejeté ; sous-amendement n° 692 de la commission (relatif au contenu du rapport public de la Haute Autorité adressé au Président de la République) : sous-amendement n° 370 de M. Robert-André Vivien (même objet) : retiré ; sous-amendement n° 692 adopté après rectification (p. 1586) ; amendement n° 168, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n°s 303 de M. Georges Hage, 44, 45 et 46 de M. Alain Madelin, 371 de M. Robert-André Vivien et 396 de M. Alain Madelin devenus sans objet ; amendement n° 304 de M. Georges Hage : retiré ; amendement n° 47 de M. Alain Madelin (habilitant la Haute Autorité à recevoir des réclamations, pétitions et plaintes) : rejeté ; amendement n° 48 de M. Alain Madelin (désignation d'un rapporteur pour l'examen des plaintes dont est saisie la Haute Autorité) : rejeté ; amendement n° 49 de M. Alain Madelin (visant à rattacher à la Haute Autorité le service d'observation des programmes et le centre d'études et d'opinion) (p. 1587) ; problème posé par une publication éventuelle des travaux du S.O.P. et du C.E.O. (p. 1588) : rejeté ; amendement n° 50 de M. Alain Madelin (chargeant la Haute Autorité de veiller à l'harmonisation entre les politiques culturelles des régions et celles des sociétés régionales de télévision et de radiodiffusion) ; abstention du groupe R.P.R. : rejeté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*représentation internationale du service public de l'audiovisuel*) : (p. 1589) ; abstention du groupe R.P.R. ; adopté.

Article 19 (*rapport d'activité*) : moyen de communication entre la Haute Autorité et les rapporteurs spéciaux de la commission des finances ; amendement n° 169 de la commission (de suppression) (p. 1590) ; adopté ; en conséquence, l'article 19 est supprimé ; amendement n° 51 de M. Alain Madelin devenu sans objet.

Article 20 (*composition de la Haute Autorité*) : valeur de la comparaison entre la Haute Autorité et le Conseil constitutionnel (p. 1591-1592) ; **rappel au règlement** de M. Gilbert Bonnemaison ; position du groupe communiste (p. 1593) ; amendement n° 52 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1594) : rejeté ; (p. 1595) ; amendement n° 101 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (modifiant la composition de la Haute Autorité) ; amendement n° 54 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 53 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 305 de M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 372 de M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 1596) : rejetés ; amendement n° 55 de M. Alain Madelin (prestation de serment par les membres de la Haute Autorité) : retiré ; amendement n° 684 du Gouvernement (relatif à la limite d'âge pour l'exercice de ces fonctions) (p. 1587) : adopté ; amendement n° 102 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (relatif à la désignation de membres ayant exercé un mandat de remplacement), amendement n° 170 de la commission (même objet) ; amendement n° 102 : rejeté ; amendement n° 170 : adopté (abstention du groupe R.P.R.) ;

— article 20, ainsi modifié, adopté au scrutin public (p. 1598).

Article 21 (*régime d'incompatibilité applicable aux membres de la Haute Autorité*) : amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 (*interdiction faite aux membres de la Haute Autorité d'occuper un emploi rémunéré*) (p. 1602) : adopté.

Article 23 (*organisation et gestion financière des services de la Haute Autorité*) : amendement n° 373 de M. Robert-André Vivien (précisant que les crédits nécessaires à la Haute Autorité sont inscrits au budget du ministère chargé de la culture et soumettant les comptes de la Haute Autorité au contrôle de la Cour des comptes) (p. 1603, 1604) : rejeté ;

— article 23 adopté.

Article 24 (*notification et entrée en vigueur des décisions de la Haute Autorité*) : amendement n° 374 de M. Michel Noir soutenu par M. Jacques Godfrain (caractère exécutoire dès leur notification au Gouvernement des décisions de la Haute Autorité) (p. 1605) : rejeté ; amendement n° 172 de la commission (rédactionnel) (p. 1606) ; sous-amendement n° 695 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 172, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 56 de M. Alain Madelin (supprimant la deuxième phrase de l'article 24 relative à la seconde délibération) : rejeté ; amendement n° 173 de la commission (modifiant le délai à l'issue duquel les décisions de la Haute Autorité sont exécutoires et les conditions dans lesquelles une seconde délibération peut être demandée) ; sous-amendement n° 671 de M. Michel Noir soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à supprimer la possibilité de demander une seconde délibération) ; sous-amendement n° 696 du Gouvernement (de rectification) (p. 1607) ; sous-amendement n° 671 rejeté ; sous-amendement n° 696 adopté ; amendement n° 173, ainsi modifié, adopté (abstention du groupe R.P.R.) ; amendement n° 491 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (précisant que les décisions de la Haute Autorité sont publiées et susceptibles d'appel devant le Conseil d'Etat) : rejeté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté (p. 1608).

Chapitre III : *Conseil national de la communication audiovisuelle :*

Article 25 (*création et missions du Conseil national de la communication audiovisuelle*) : pouvoir donné aux syndicats par l'intermédiaire du C.N.C.A. (p. 1609) ; bilan de l'activité du Haut Conseil de l'audiovisuel ; absence de représentants des téléspectateurs, de représentants de la presse écrite et de représentants du secteur privé de la communication au sein du C.N.C.A. (p. 1610) ; Haut Conseil de l'audiovisuel (p. 1611) ; amendement n° 103 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (création d'une commission nationale de la qualité) : retiré ; amendement n° 174 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 175 de la commission (élargissant les compétences du Conseil national et prévoyant que le président du Conseil national pourra être délégué auprès de la Haute Autorité) ; sous-amendement n° 697 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 175 de la commission (avis du Conseil national sur la qualité des programmes) ; amendement n° 176 de la commission (de précision) (p. 1612) ; amendement n° 174 adopté ; sous-amendement n° 697 adopté compte tenu du déplacement proposé par la commission (p. 1613) ; amendement n° 175, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 176 adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté par scrutin public.

Article 26 (*composition et fonctionnement du Conseil national de la communication audiovisuelle*) : absence de responsables de la presse écrite au sein du C.N.C.A. (p. 1614) ; coût du fonctionnement du Conseil national (p. 1615) ; absence de représentants des associations des téléspectateurs ; association « Télé Liberté » ; position du parti communiste (p. 1616) ; demande par M. Georges Hage d'un scrutin public sur l'amendement n° 306 ; amendement n° 57 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté ; amendement n° 104 de M. Jean-Paul Fuchs (représentation des régions dans la commission nationale de la qualité) : devenu sans objet ; amendement n° 306 de M. Georges Hage (modifiant la composition du Conseil national de la communication audiovisuelle) (p. 1617) ; proposition de la commission Moinot ; représentation parlementaire ; présence des usagers ; représentants syndicaux (p. 1618) ; amendement n° 306 rejeté par scrutin public ; amendement n° 340 de M. Ernest Moutoussamy (représentation de l'outre-mer au sein du Conseil) : rejeté ; amendement n° 341 de M. Ernest Moutoussamy (représentation de l'outre-mer au sein du Conseil) : retiré ; amendement n° 177 de la commission (représentation de l'outre-mer au sein du Conseil) : adopté ; amendement n° 178 de la commission (de précision) : adopté (p. 1619) ; amendement n° 480 de M. François d'Aubert (visant à regrouper les alinéas 3 et 6 de l'article 26 de façon à réserver une place aux associations de téléspectateurs) ; amendement n° 398 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (représentation des membres de l'interprofession audiovisuelle) ; amendements n°s 480 et 398 : rejetés ; amendement n° 481 de M. François d'Aubert (représentation des associations de téléspectateurs) (p. 1620) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 142 de M. Georges Mesmin (représentation des associations de protection de la nature et de l'environnement) : rejeté ; amendement n° 496 de M. François d'Aubert (suppression du sixième alinéa de l'article 26 relatif à la représentation des travailleurs permanents et intermittents de l'audiovisuel) : devenu sans objet ; amendement n° 375 de M. Robert-André Vivien (représentation des organisations syndicales de journalistes) (p. 1622) : rejeté (p. 1623) ; amendement n° 520 du Gouvernement (précisant la qualité des représentants des entreprises de communication : dirigeants et journalistes) ; présence de journalistes parmi les sept représentants des personnels des organismes du secteur privé de la radiotélévision (p. 1630) ; amendement n° 520 adopté par scrutin public ; amendement n° 482 de M. François d'Aubert (tendant à spécifier que les représentants des entreprises de communication devront appartenir au secteur privé) : rejeté ; amendement n° 397 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que les sept représentants des entreprises de communication seront désignés par l'intermédiaire des organisations professionnelles représentatives) ; adopté (p. 1631) ; amendement n° 376 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (présence parmi les sept représentants des entreprises de communication de trois représentants des organisations professionnelles de la presse écrite) ; modification de l'amendement n° 376 sur proposition du Gouvernement (« dont trois représentants au moins de la presse écrite ») (p. 1632) ; sous-amendement du Gouvernement (tendant à supprimer les mots « des organisations professionnelles ») : adopté ; amendement n° 376 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 470 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (présence d'un représentant de l'établissement public de diffusion prévu à l'article 32 de la présente loi parmi les sept représentants des entreprises de communication) : rejeté ; amendement n° 179 de la commission (présence de représentants des organisations syndicales représentatives de journalistes parmi les sept représentants des entreprises de communication) : devenu sans objet ; amendement n° 483 de M. François d'Aubert (création d'un nouveau collège représentant la presse écrite) : devenu sans objet ; amendement n° 108 de la commission et n° 342 de M. Ernest Moutoussamy (présence d'une personnalité du monde culturel et scientifique d'outre-mer au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle) (p. 1632) ; sous-amendement n° 715 de M. Marcel Esdras (rédactionnel) : rejeté ; amendements n°s 180 et 342 : adoptés ; amendement n° 377 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (présence de deux représentants des principales confessions religieuses parmi les sept personnalités du monde culturel et scientifique) (p. 1634) ; amendement n° 718 du Gouvernement (création d'un nouveau collège représentant les grands mouvements spirituels et philosophiques) (p. 1635) ; amendement n° 377 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 718 : adopté ; amendement n° 58 de M. Alain Madelin (création d'un nouveau collège représentant les associations de téléspectateurs) : devenu sans objet ; amendement n° 181 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 105 de M. Jean-Paul Fuchs (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 484 de M. François d'Aubert (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 26 relatif à l'inscription des crédits nécessaires au fonctionnement du C. N. C. A. au budget des services du Premier ministre) : rejeté ; amendement n° 378 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (inscription des crédits de fonctionnement du C. N. C. A. au budget du ministère de la culture) ; contrôle de la cour des comptes (p. 1636) ; complexité de la tutelle du secteur public de l'audiovisuel ; amendement n° 378 : rejeté (p. 1637) ;

— article 26 ainsi modifié, adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 471 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (relatif aux commissions de la communication audiovisuelle constituées par les assemblées régionales et territoriales) : retiré.

Chapitre IV : *comités régionaux de la communication audiovisuelle :*

Avant l'article 27 : amendement n° 487 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (modifiant l'intitulé du chapitre IV : « Commission nationale de la liberté audiovisuelle » : réservé.

Article 27 (*création de comités régionaux de la communication audiovisuelle*) ; amendement n° 488 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (création d'une commission nationale de la liberté audiovisuelle) (p. 1638) : rejeté (p. 1639) ; amendement n° 59 de M. Alain Madelin (création d'un comité régional de la communication audiovisuelle dans chaque « région ou unité culturelle ») : rejeté ; amendement n° 399 de M. Alain Madelin (précisant les missions de service public du secteur décentralisé de la radio et de la télévision) (p. 1640) : rejeté.

Avant l'article 27 (*suite*) : amendement n° 487 précédemment réservé : devenu sans objet.

Article 28 (*missions des comités régionaux de la communication audiovisuelle*) : départements frontaliers et émissions de pays limitrophes (p. 1641) ; portée de la décentralisation audiovisuelle (p. 1642) ; amendement n° 182 de la commission (de précision) (p. 1643) ; sous-amendement n° 679 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (tendant à substituer aux mots « identité régionale » les mots « spécificité régionale ») ; sous-amendement n° 380 de M. Robert-André Vivien (rédactionnel) ; sous-amendement n° 723 de M. François d'Aubert (précisant que le comité régional émet un avis motivé sur la création de radios locales et régionales de service public) (p. 1644) ; sous-amendements n°s 380, 679 et 723 : rejetés ; amendement n° 182 : adopté après rectification ; amendement n° 379 de M. Robert-André Vivien : devenu sans objet (p. 1645) ; amendement n° 106 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (tendant à supprimer le 5e alinéa relatif aux conditions de saisine du comité régional) : retiré ; amendement n° 183 de la commission (tendant à élargir le rôle de consultation des comités régionaux aux matières autres que les émissions en langue régionale) : adopté ; amendement n° 184 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 107 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (relatif aux conditions de saisine pour avis du comité régional) : rejeté ;

— article 28 ainsi modifié, adopté (p. 1651).

Article 29 (*composition et règles de fonctionnement des comités régionaux*) : amendement n° 489 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (composition de la commission nationale de la liberté audiovisuelle) (p. 1652) : devenu sans objet (p. 1653) ; amendement n° 60 de M. Alain Madelin (précisant la composition des comités régionaux) ; amendement n° 108 de M. Jean-Paul Fuchs (modifiant la composition des comités régionaux) ; amendement n° 307 de M. Georges Hage (même objet) (p. 1654) ; amendement n° 721 de M. Bernard Schreiner (précisant la composition des comités régionaux de la communication audiovisuelle) ; amendement n° 185 de la commission (même objet) ; problèmes posés par les personnels intermittents (p. 1655) ; amendements n°s 60, 108 et 307 : rejetés ; sous-amendement n° 685 de M. Olivier Guichard à l'amendement n° 721 (proposant que les comités régionaux soient composés par moitié d'élus et par moitié de représentants des activités socio-professionnelles) : retiré ; sous-amendement n° 719 de M. Marcel Esdras (représentation du conseil régional, des conseils régionaux et des maires dans les comités régionaux) : rejeté ; sous-amendement n° 381 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (représentation des confessions religieuses) (p. 1656) : rejeté ; amendement n° 721 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 185 devenu sans objet, amendement n° 186 de la commission (de coordination — rédactionnel) ; sous-amendement n° 680 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (précisant le contenu du décret en Conseil d'Etat prévu au premier alinéa de l'article 29) : rejeté ; amendement n° 186 : adopté ; amendement n° 400 de M. Alain Madelin (représentation des secteurs professionnels privés concernés par les activités de communication régionale au sein des comités régionaux) : retiré ; amendement n° 486 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 29 faisant supporter aux collectivités territoriales la charge de fonctionnement des comités régionaux) : rejeté ; amendement n° 187 de la commission (caractère obligatoire de l'inscription au budget des collectivités territoriales des crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux de communication audiovisuelle) : adopté ; amendement n° 675 de M. Alain Madelin (inscription des frais de fonctionnement des comités régionaux de communication audiovisuelle au budget des collectivités régionales) (p. 1657) : rejeté ;

— article 29 ainsi modifié, adopté.

Titre III *service public de radiodiffusion et de la télévision :*

Chapitre 1er *actions de l'Etat :*

Avant l'article 30 : amendement n° 61 de M. Alain Madelin (tendant à substituer dans l'intitulé du titre III aux mots « service public » les mots « secteur public ») : rejeté ; amendement n° 188 de la commission (complétant l'intitulé du chapitre 1er) : adopté ; en conséquence, l'intitulé du chapitre 1er du titre III est ainsi complété (p. 1658) ;

Article 30 (*cahier des charges*) *:* missions du service public de l'audiovisuel (p. 1659) ; amendement n° 62 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1660) : rejeté ; amendement n° 109 de M. Jean-Paul Fuchs (proposant que les obligations de service public soient fixées par le présent texte de loi) ; amendement n° 498 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (approbation par décision de la Haute Autorité des obligations des cahiers des charges) : retiré (p. 1661), amendement n° 701 du Gouvernement (précisant le contenu des cahiers des charges) ; emprise du Gouvernement sur la programmation des chaînes ; amendement n° 109 : rejeté ; sous-amendement n° 724 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 701 du Gouvernement (tendant à substituer aux mots « de service public » les mots « du secteur public ») : retiré ; sous-amendement n° 725 de M. Alain Madelin (soumettant les cahiers des charges à l'avis de la Haute Autorité) (p. 1662) : rejeté ; amendement n° 701 . adopté (vote hostile du groupe R.P.R.) ; en conséquence, amendements n°s 189 de la commission, 63 et 64 de M. Alain Madelin, 190 de la commission, sous-amendement n° 716 de M. Alain Madelin, amendements n°s 544 de M. François d'Aubert, 191 de la commission : devenus sans objet ; amendement n° 543 de M. François d'Aubert (précisant les obligations de service public mentionnées à l'article 30) : rejeté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté (p. 1663).

Article 31 (*dispositions particulières relatives à l'accès à l'antenne*) *:* temps de parole des différents groupes parlementaires ; publicité des observations des services d'observation des programmes (p. 1664) ; amendement n° 499 de M. Robert-André Vivien (tendant à assimiler les comptes rendus des conseils des ministres aux déclarations ou communications du Gouvernement) (p. 1665) ; sous-amendement n° 727 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 499 : rejeté ; amendements n° 192 de la commission et n° 500 de M. Robert-André Vivien (donnant aux différents groupes politiques la possibilité de faire usage de toutes les techniques audiovisuelles connues pour améliorer la qualité des émissions électorales) (p. 1666) ; rectification de l'amendement n° 500 (p. 1667) et de l'amendement n° 192 ; texte commun des amendements n°s 192 et 500 : adopté ; amendements n°s 501 de M. Robert-André Vivien et 663 de M. Marcel Esdras (proposant que les débats des conseils généraux soient diffusés par la radio ou la télévision) (p. 1668) : rejetés ; **rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien (p. 1669) ; amendement n° 953 de la commission (précisant qu'un temps d'antenne égal est accordé aux groupes parlementaires de la majorité, à ceux de l'opposition ainsi qu'aux formations politiques représentées à l'Assemblée nationale) ; sous-amendement n° 729 du Gouvernement (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 309 de M. Georges Hage soutenu par M. Maurice Nilès (tendant à accorder un temps d'antenne aux organisations syndicales représentatives au plan national) (p. 1670) ; sous-amendement n° 730 du Gouvernement (accordant un temps d'antenne aux organisations syndicales représentatives au plan national) ; sous-amendement n° 309 : retiré (p. 1671) ; sous-amendement n° 720 de M. Alain Madelin (tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 31 aux groupes de la majorité et de l'opposition des conseils régionaux) : rejeté ; sous-amendement n° 730 : adopté ; amendement n° 193, ainsi modifié : adopté (p. 1672).

Article 31 (*suite*) *:* amendement n° 545 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 502 de M. Robert-André Vivien (publicité des constatations des services chargés de l'observation des programmes) (p. 1674) ; loi du 11 juillet 1979 instituant le droit d'accès aux documents administratifs (p. 1675) ; amendement n° 502 : rejeté par scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Alain Madelin (p. 1676) ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *organisation nationale du service public de la radiodiffusion et de la télévision :*

Article 32 (*statut et missions de l'établissement public de diffusion*) *:* autorité de T.D.F. en matière de répartition des fréquences ; danger résultant de la mainmise complète de T.D.F. sur les réseaux de télédistribution ; nécessité d'interdire à T.D.F. toute action de brouillage (p. 1677) ; amendement n° 194 de la commission (tendant à préciser la mission de diffusion de T.D.F.) ; amendement n° 504 de M. Robert-André Vivien (précisant le domaine de la mission de diffusion de T.D.F.) (p. 1678) ; problème du brouillage (p. 1679) ; sous-amendement n° 702 du Gouvernement à l'amendement n° 194 (précisant que T.D.F. a la responsabilité de la diffusion « en France et vers l'étranger ») (p. 1680) ; demande de suspension de vingt minutes par le groupe U.D.F. et accordée pour cinq minutes par le président de séance ; sous-amendement n° 702 adopté ; sous-amendement n° 717 de M. Alain Madelin (tendant à limiter les missions de T.D.F. au procédé de télécommunication par voie hertzienne) (p 1681) ; **rappel au règlement** de M. Robert-André Vivein (p. 1682) ; sous-amendement n° 717 rejeté ; sous-amendement n° 703 du Gouvernement (élargissant les missions de T.D.F. à l'entretien des réseaux de distribution de la communication audiovisuelle) : adopté ; amendement n° 194, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 504 devenu sans objet ; amendement n° 546 de M. François d'Aubert (confiant à la Haute Autorité l'élaboration des plans de répartition avec l'assistance technique de T.D.F.) ; problème de la répartition des fréquences en région parisienne (p. 1683) ; amendement n° 546 rejeté ; amendement n° 65 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (tendant à associer la Haute Autorité à l'élaboration du plan de répartition des fréquences) : rejeté (p. 1684) ; amendement n° 503 de M. Robert-André Vivien (protection par T.D.F. de la qualité de réception des signaux) : rejeté après rectification ; amendement n° 66 de M. Alain Madelin (interdiction de tout recours au brouillage volontaire) (p. 1685) ; inégalité du brouillage ; contrôle par T.D.F. du respect du plan de répartition des fréquences (p. 1686) ; sous-amendement n° 728 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que le brouillage est interdit « sauf en temps de guerre ») (p. 1687) : rejeté ; sous-amendement n° 731 de M. François d'Aubert (de précision) (p. 1688) : rejeté ; amendement n° 66 rejeté par scrutin public ; amendement n° 547 de M. François d'Aubert (tendant à exclure de la mission de contrôle technique confiée à T.D.F. les équipements de diffusion utilisés par les bénéficiaires des autorisations) : rejeté ; amendements n° 196 de la commission et n° 548 de M. François d'Aubert (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 505 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques

Godfrain (tendant à faire participer T.D.F. à la préparation et à la mise en œuvre de la politique industrielle de l'Etat en matière de techniques de communication audiovisuelle) (p. 1689) : rejeté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 (*conseil d'administration de l'établissement public de diffusion*) : spécificité de la composition du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion (p. 1690) ; amendement n° 110 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (modifiant la composition du conseil d'administration) : retiré ; amendement n° 549 de M. François d'Aubert (modifiant la composition du conseil d'administration) : amendement n° 310 de M. Georges Hage (modifiant la composition du conseil d'administration) (p. 1691) ; amendements n°s 549 et 310 rejetés ; amendements n° 294 de la commission et n° 550 de M. François d'Aubert (de précision) ; amendement n° 550 retiré ; amendement n° 294 adopté (abstention du groupe R.P.R.) ; amendement n° 67 de M. Alain Madelin (tendant à augmenter le nombre de représentants du personnel) (p. 1692) : rejeté ; amendement n° 506 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que le personnel d'encadrement sera représenté parmi les trois représentants du personnel d'établissement) : rejeté ; **rappels au règlement** de MM. Alain Madelin et Robert-André Vivien (p. 1693) ; amendement n° 197 de la commission (tendant à supprimer les dispositions de l'article 33 relatives au mode de désignation des représentants du personnel de l'établissement) ; application à la procédure de désignation des représentants du personnel des dispositions prévues par la loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public ; amendement n° 197 adopté ; amendement n° 551 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : rejeté ; amendements n° 198 de la commission et n° 507 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Jacques Toubon (supprimant la disposition prévoyant la nomination du personnel par le président) : adoptés ; amendement n° 68 de M. Alain Madelin (supprimant la disposition prévoyant la nomination du personnel par le président) : satisfait ; amendement n° 111 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (précisant que le président a voix prépondérante en cas de partage) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 1694).

Article 34 (*ressources de l'établissement public de diffusion*) : méconnaissance du coût exact de l'utilisation des émetteurs par les sociétés de programme (p. 1702) ; amendement n° 69 de M. Alain Madelin (visant à introduire le principe d'un paiement sur la base d'une facturation détaillée des prestations fournies aux sociétés utilisatrices par T.D.F.) (p. 1703) ; problème de résorption des « zones d'ombre » ; utilisation des ressources de l'établissement public de diffusion ; amendement n° 69 rejeté (p. 1704) ; amendement n° 70 de M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité le pouvoir d'attribution d'une partie de la redevance à T. D. F.) : rejeté ; amendement n° 552 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (tendant à substituer aux mots « taxes affectées au service public » les mots « redevance pour droit d'usage des postes récepteurs de télévision ») : rejeté par scrutin public (p. 1705) ; amendement n° 71 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer les dispositions relatives au financement des investissements de l'établissement public de diffusion) : rejeté ; amendement n° 553 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (proposant de supprimer la référence aux alinéas 2, 3, et 4 de l'article 34) ; financement de l'élaboration du plan de répartition des fréquences par T.D.F. au moyen de la redevance ; amendement n° 553 retiré ; amendement n° 508 de M. Robert-André Vivien (supprimant la référence aux alinéas 2, 3, 4 et 5 de l'article 34) : devenu sans objet (p. 1706) ; amendement n° 509 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à introduire le principe du paiement par facturation réelle des prestations fournies) : retiré ;

— article 34 adopté.

Article 35 (*sociétés nationales de radiodiffusion sonore*) : missions de Radio France ; diffusion de la musique et de la chanson sur les chaînes du service public de radiodiffusion ; protection de la chanson française (p. 1707) ; diffusion d'une certaine culture musicale ; position et rôle du comité de gestion ; situation privilégiée de Radio France par rapport aux radios locales privées (p. 1708) ; avenir de l'orchestre national de France et du nouvel orchestre philarmonique de Radio France ; amendement n° 555 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (tendant à éviter de donner le monopole de la conception et de la programmation d'émissions de radio diffusion et à supprimer toute référence au service public) (p. 1709) ; concurrence entre les radios décentralisées du service public et les radios locales privées associatives (p. 1710) ; amendement n° 555 rejeté ; amendement n° 199 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 200 de la commission (précisant que la société nationale de radio est créée par décret) : adopté ; amendement n° 704 du Gouvernement (tendant à faire figurer les chœurs et la maîtrise de Radio France parmi les formations musicales placées sous la responsabilité de Radio France) (p. 1711) ; adopté ; amendement n° 72 de M. Alain Madelin et n° 112 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 35 relatif au financement des sociétés de radios locales) (p. 1712) : rejetés ; amendement n° 202 de la commission (tendant à préciser la composition du comité chargé de gérer l'emploi des fonds inscrits au compte spécial) ; sous-amendement n° 732 du Gouvernement (proposant que le comité soit obligatoirement consulté sur l'emploi des fonds inscrits au compte spécial) (p. 1713) ; sous-amendement n° 522 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à instituer un contrôle des fonds par le comité) : retiré ; sous-amendement n° 732 adopté ; amendement n° 202 ainsi modifié adopté ; amendement n° 523 de M. Robert-André Vivien (relatif à la présidence du comité) : satisfait ; amendement n° 556 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (interdisant à la société nationale de programmes de se doter des moyens techniques et en personnels permettant de constituer en réseaux d'informations ou de programmes les stations locales du service public de la radiodiffusion) (p. 1714) : retiré ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 35 : amendement n° 524 de M. Robert-André Vivien (relatif aux personnels de la société nationale de radiodiffusion sonore ; mise à la disposition des sociétés régionales prévue à l'article 48) (p. 1715) ; rejeté (p. 1716).

Article 36 (*sociétés nationales de télévision à vocation nationale*) : position du groupe socialiste à l'égard de la proposition communiste tendant à revenir à une société unique de télévision (p. 1733) ; arguments en faveur de l'existence d'un secteur indépendant à côté d'un secteur public (p. 1734) ; nécessité de créer à l'intérieur du secteur public une chaîne à vocation culturelle ; position du groupe communiste en faveur d'une société nationale chargée de la conception, de la programmation et de la production d'émissions du service public national de la télévision (p. 1735) ; bienfaits de la concurrence ; inconvénients de la solution consistant à réunir dans un même ensemble deux chaînes nationales et la société de production (p. 1736) ; amendement n° 311 de M. Georges Hage, soutenu précédemment par M. Guy Hermier (création d'une société nationale chargée de la conception, de la programmation et de la production d'émissions du service public national de télévision) ; amendement n° 525 de M. Michel Noir soutenu par M. Robert-André Vivien (limitant à deux le nombre des sociétés nationales de programmes) (p. 1737) ; amendement n° 73 de M. Alain Madelin (limitant à deux le nombre des sociétés nationales de programmes) ; possibilité d'utilisation du réseau V.H.S. 819 lignes : programmation d'émissions cryptées afin d'en faire une chaîne de cinéma payante (p. 1738) ; amendement n° 311 rejeté par scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 1739) ; risque de reconstitution de l'ex-O.R.T.F. ; amendement n° 525 rejeté ; amendement n° 73 rejeté ; amendement n° 347 de M. Michel Debré (tendant à étendre le champ d'action des sociétés nationales de télévision à « l'ensemble du territoire national ») ; radio et télévision d'outre-mer (p. 1740) ; formule retenue pour les départements et territoires d'outre-mer : solution de la filialisation (p. 1741) ; amendement n° 347 adopté ; amendement n° 74 de M. Alain Madelin (proposant que l'une des chaînes ait une vocation « tout public ») ; avantages des sociétés commerciales (p. 1742) ; amendement n° 74 rejeté ; amendement n° 75 de M. Alain Madelin (proposant la création d'une chaîne culturelle) ; missions de cette chaîne culturelle ; inconvénients d'une spécialisation des chaînes (p. 1743) ; amendement n° 75 rejeté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 (*conseil d'administration des sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision*) : nomination du président du conseil d'administration par la Haute Autorité (p. 1745) ; amendement n° 312 de M. Georges Hage (proposant une composition tripartite des conseils d'administration des sociétés nationales de radiodiffusion et de la société nationale de télévision) : devenu sans objet ; amendements n° 557 de M. François d'Aubert et n° 113 de M. Jean-Paul Fuchs (modifiant la composition du conseil d'administration des sociétés nationales de programme) (p 1746) : rejetés ; amendement n° 558 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que les douze membres du conseil d'administration sont nommés par décret) : rejeté ; amendement n° 526 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (visant à augmenter

le nombre de représentants du personnel et à garantir la représentation du personnel d'encadrement) ; amendement n° 77 de M. Alain Madelin (tendant à augmenter le nombre de représentants du personnel) ; amendement n° 526 rejeté ; amendement n° 77 rejeté (p. 1747) ; amendement n° 528 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (présence d'un journaliste parmi les deux représentants du personnel de la société (p. 1752) : rejeté ; amendement n° 203 de la commission (relatif à la procédure de nomination des représentants du personnel des conseils d'administration) : adopté ; amendement n° 76 de M. Alain Madelin (chargeant les conseils d'administration de veiller à l'objectivité et à l'exactitude des informations et à l'expression des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion) (p. 1753) : rejeté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 37 : amendement n° 78 de M. Alain Madelin (proposant la création d'une société nationale de programme chargée de diffuser des œuvres cinématographiques suivant un procédé crypté permettant la réception par un public d'abonnés) (p. 1754) : rejeté.

Article 38 (*société nationale de télévision à vocation régionale*) : rôle de coordination de cette société nationale de programme (« sorte de fédération des sociétés régionales ») ; rôle de conception ; nécessité d'une production régionale (p. 1755) ; problème des relations entre la société nationale de programmes régionaux et les sociétés régionales de télévision ; classe de la presse régionale (p. 1756) ; **rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien : problème des heures de programmes, coût d'une régionalisation de l'audiovisuel (p. 1757) ; amendements n° 313 de M. Georges Hage et n° 559 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) ; problème du financement (p. 1758) ; éventualité du recours à la technique du décrochage (p. 1759) ; importance de la presse écrite régionale et locale dans le domaine de la communication sociale dans les régions ; amendements n°s 313 et 559 rejetés ; amendement n° 204 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article afin de préciser les missions confiées à la société qu'il prévoit et d'y faire figurer le conseil d'orientation prévu à l'article 40) (p. 1760) ; sous-amendement n° 699 de la commission (visant à harmoniser la procédure de création de la société nationale prévue à l'article 38 avec celle retenue pour les autres sociétés nationales) : adopté ; sous-amendement n° 698 de M. Michel Debré soutenu par M. Jacques Toubon (de coordination avec l'amendement de suppression de l'article 39 créant une société régionale de programme pour les D. O. M., T. O. M.) : réservé jusque après l'article 39 ; sous-amendement n° 700 de M. Michel Debré soutenu par M. Jacques Toubon : réservé jusqu'à l'examen de l'article 39 ; sous-amendement n° 529 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant le transfert à la société nationale prévue au présent article des compétences en matière d'emplois et de gestion des personnels des sociétés régionales de télévision) : rejeté ; sous-amendement n° 681 de M. Adrien Zeller (présence des représentants des comités régionaux de la communication audiovisuelle au sein des conseils d'orientation) (p. 1761) : rejeté ; amendement n° 204, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 38 ; amendements n°s 348 et 349 de M. Michel Debré, n° 114 de M. Jean-Paul Fuchs, n°s 79 et 80 de M. Alain Madelin devenus sans objet.

Article 39 (*société nationale de radiodiffusion sonore et de télévision pour les départements et territoires d'outre-mer*) : principe de l'unité nationale et de l'égalité des citoyens (p. 1762) ; filiation de la société nationale chargée de l'outre-mer et décentralisation (p. 1764) : amendement n° 350 de M. Michel Debré soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : retiré ; amendement n° 206 de la commission (de précision) : adopté (p. 1765) ; amendement n° 726 du Gouvernement (précisant que le capital de la société prévue à l'article 39 est entièrement détenu par les sociétés nationales prévues aux articles 35 et 38 qui possèdent ensemble la majorité du capital et par l'Etat et instituant un conseil d'orientation) ; amendement n° 722 de la commission (instituant et précisant la composition du conseil d'orientation) ; absence du terme « filiale » dans les deux amendements proposés ; sous-amendement n° 693 de M. Michel Debré à l'amendement n° 726 soutenu par M. Marcel Esdras (relatif aux personnels de la société prévue à l'article 39) (p. 1766) : retiré ; amendement n° 726 adopté ; en conséquence, amendement 722 devenu sans objet ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 39 : amendement n° 208 de la commission (prévoyant la composition du conseil d'administration de la société prévu à l'article 39) (p. 1767) ; sous-amendement n° 532 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à augmenter le nombre de représentants du personnel et visant à ce que le personnel d'encadrement ait un représentant) : rejeté ; sous-amendement n° 534 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (précisant qu'il y aura un journaliste parmi les deux représentants du personnel de la société) : rejeté ; amendement n° 208, ainsi modifié, adopté ; (p. 1768) ;

Article 40 (*conseil d'administration des sociétés nationales prévues aux articles 38 et 39*) : absence de représentants des collectivités locales et de la presse régionale ; amendement n° 115 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (modifiant la composition du conseil d'administration) : retiré ; amendement n° 560 de M. François d'Aubert (modifiant la composition du conseil d'administration, représentation du conseil régional ou de l'assemblée territoriale concernée) : rejeté (p. 1769) ; amendement n° 308 de la commission (de conséquence : suppression de la référence à l'article 39) ; amendement n° 351 de M. Michel Debré (de conséquence : suppression de la référence à l'article 39) : non soutenu ; amendement n° 308 : adopté ; amendements n° 343 et n° 344 de M. Ernest Moutoussamy (relatifs à la composition du conseil d'administration de la société chargée des départements et des territoires d'outre-mer) : devenus sans objet ; amendement n° 535 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (augmentation du nombre des représentants du personnel et représentation du personnel d'encadrement) : rejeté ; amendement n° 81 de M. Alain Madelin (augmentation du nombre des représentants du personnel) : rejeté ; amendement n° 536 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (présence d'un journaliste parmi les deux représentants du personnel de la société) : rejeté ; amendement n° 345 de M. Ernest Moutoussamy devenu sans objet ; amendement n° 209 de la commission (relatif à la procédure de désignation des représentants du personnel) : adopté ; amendement n° 210 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 211 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1770) ;

— article 40, ainsi modifié, adopté (abstention du groupe R.P.R.).

Modification de la numérotation des articles : en conséquence, ces dispositions constituent l'article 38 *bis* et l'article 40 est supprimé ;

Article 41 (*composition du capital des sociétés nationales de radio et de télévision*) : amendement n° 212 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté (p. 1771).

Article 42 (*société nationale de production*) : lourdeur structurelle et financière de la S.F.P. ; participation des sociétés nationales de programme dans le capital de la S.F.P. (« tronc commun de la faillite ») ; avenir des sociétés privées de production (p. 1772) ; origine des problèmes financiers de la S.F.P. (p. 1773, 1774) ; amendement n° 117 de M. Jean-Paul Fuchs (confiant à une société d'économie mixte la mission de production de documents audiovisuels) : non soutenu ; amendement n° 213 de la commission (de précision) : adopté (p. 1775) ; amendement n° 82 de M. Alain Madelin (tendant à limiter le champ d'activité de la société nationale de production à la fourniture de prestations pour le compte des seules sociétés nationales) : rejeté ; amendement n° 708 du Gouvernement (extension du champ d'activité de la société nationale de production : fourniture de prestations pour le compte des sociétés régionales de programme) (p. 1776) : adopté ; amendement n° 214 de la commission (précisant que la société nationale de production est créée par décret) : adopté ; amendement n° 537 de M. Robert-André Vivien (précisant que l'Etat est l'unique actionnaire de cette société) (p. 1777) : rejeté ; amendement n° 215 de la commission (prévoyant que certains moyens de la société de production pourront être mis à la disposition des sociétés régionales) : retiré ; amendement n° 83 de M. Alain Madelin (prévoyant que certains moyens de la société de production pourront être mis à la disposition des sociétés régionales) (p. 1778) : rejeté ; amendement n° 564 de M. François d'Aubert (permettant à la société de production de participer à titre minoritaire à des coproductions cinématographiques avec le secteur privé) ; amendement n° 216 de la commission (participation de la société nationale de production à des coproductions cinématographiques) ; sous-amendement n° 734 de M. Alain Madelin (précisant que la société nationale de production doit demeurer coproducteur minoritaire et n'être jamais ni producteur délégué ni producteur exécutif) : rejeté ; amendement

n° 216 : adopté ; en conséquence, amendement n° 564 devenu sans objet ; amendements n° 84 de M. Alain Madelin et n° 538 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 42 relatif à la composition du capital de la société nationale de production) ; amendement n° 84 : retiré (p. 1779) ; amendement n° 538 : rejeté ; amendement n° 118 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (tendant à faire de la S.F.P. une société d'économie mixte) : rejeté (p. 1780) ; amendement n° 561 de M. François d'Aubert (tendant à limiter la participation de l'Etat à 34 p. 100 du capital) : rejeté ; amendement n° 562 de M. François d'Aubert (visant à permettre une participation de personnes privées au capital de la société nationale de production) : rejeté ; amendement n° 563 de M. François d'Aubert (tendant à interdire à la société nationale de télévision à vocation régionale de participer au capital de la société nationale de production) ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 43, (*conseil d'administration de la société nationale de production*) : amendement n° 85 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de suppression) (p. 1781) : rejeté ; amendement n° 119 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (tendant à modifier la composition du conseil d'administration de la société nationale de production) : rejeté ; amendement n° 539 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (relatif aux modes de désignation du président de la société nationale de production) : rejeté ; amendement n° 540 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant cinq représentants du personnel au lieu de deux dont un représentant du personnel d'encadrement) ; amendement n° 541 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant la présence d'un représentant du personnel d'encadrement parmi les représentants du personnel de la société) ; amendement n° 86 de M. Alain Madelin (tendant à augmenter le nombre de représentants du personnel) (p. 1782) ; amendements n° 540 rejeté, n° 541 rejeté, n° 86 rejeté ; amendement n° 217 de la commission (relatif à la procédure de désignation des représentants du personnel) : adopté ; amendement n° 542 de M. Robert-André Vivien (présence de trois représentants de l'Etat actionnaire et de cinq personnalités désignées pour leurs compétences dans le domaine de l'audiovisuel) : rejeté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté (vote hostile du groupe R.P.R.).

Rappels au règlement de M. Jacques Toubon (p. 1783) ; et de M. Robert-André Vivien (p. 1784).

Article 44 (*conditions de production des émissions et propriété des émissions*) : coût horaire de production de la S. F. P. (p. 1790) ; amendement n° 567 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (tendant à supprimer le premier alinéa de l'article 44 précisant que les conditions de production des chaînes nationales de programme seront fixées par leurs cahiers des charges) (p. 1791) ; nécessité d'établir des relations contractuelles « normales » entre les sociétés de programme et la société de production nationale ; ambiguïté de la politique de production des chaînes de télévision par rapport à la société nationale de production et par rapport au secteur privé (p. 1792) ; amendement n° 567 rejeté ; amendement n° 401 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (tendant à limiter les activités de production des sociétés de programme aux besoins des services d'information) (p. 1793) : rejeté ; amendement n° 87 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (visant à limiter l'activité de production des sociétés nationales de programme) : rejeté ; amendement n° 218 de la commission (de précision) : adopté (p. 1794) ; amendement n° 120 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à supprimer les dispositions relatives aux cahiers des charges) : retiré par M. Germain Gengenwin ; amendement n° 775 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (fixation de quotas en matière d'émissions fabriquées, achetées ou coproduites — recours à la procédure de l'appel d'offres) (p. 1795) : rejeté ;

— article 44 ainsi modifié, adopté.

Après l'article 44 : amendement n° 576 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (prévoyant que les sociétés de programme réserveront le temps d'antenne nécessaire pour diffuser chaque semaine au moins une émission de création française) (p. 1796) : rejeté.

Article 45 (*Institut national de la communication audiovisuelle-missions*) : importance des trois missions confiées à l'I. N. C. A. : conservation et commercialisation des archives audiovisuelles, formation et recherche ; problème du partage des responsabilités entre les établissements d'éducation nationale et l'I. N. C. A. en matière de formation des personnels d'une part (p. 1797) et d'autre part, entre T. D. F. et l'I. N. C. A. en matière de recherche ; bilan de l'activité de l'Institut national de l'audiovisuel (I. N. C. A.) ; protection du patrimoine audiovisuel par l'I. N. C. A. ; position dominante de l'I. N. C. A. en matière de commercialisation des archives audiovisuelles (p. 1798) ; amendement n° 219 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 45 afin d'en distinguer plus clairement les missions et notamment permettre la production d'œuvres de recherche par l'I. N. C. A.) (p. 1799) ; concurrence entre la télévision et le cinéma en matière de commercialisation ; marché des vidéogrammes ; sous-amendement n° 578 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Marette donnant à l'I. N. C. A. la forme d'une société nationale) : rejeté ; amendement n° 219 : adopté ; amendements n° 569 de M. François d'Aubert et n° 89 de M. Alain Madelin devenus sans objet (p. 1800) ;

— article 45 ainsi modifié, adopté.

Article 46 (*I. N. C. A. : composition de son conseil d'administration*) : amendement n° 314 de M. Georges Hage (modification de la composition du conseil d'administration) ; amendement n° 121 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) ; amendement n° 570 de M. François d'Aubert (même objet) (p. 1801) : rejetés ; amendement n° 579 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Marette (présence d'un représentant de l'établissement de diffusion parmi les représentants de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 90 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (augmentation du nombre des représentants du personnel) : rejeté ; amendement n° 580 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Marette (représentation du personnel d'encadrement parmi les représentants du personnel) (p. 1802) : rejeté ; amendement n° 220 de la commission (relatif à la procédure de désignation des représentants du personnel) : adopté ; amendement n° 571 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (mode de désignation du président du conseil d'administration) : retiré ; amendement n° 221 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 222 de la commission (consultation de la Haute Autorité sur la nomination du président de l'I. N. C. A.) : adopté ; amendement n° 122 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (précisant que le président a voix prépondérante) ; amendement n° 386 de M. Bernard Schreiner (même objet) : retiré ; amendement n° 122 : adopté ; amendements n° 223 de la commission, 91 de M. Alain Madelin, 581 de M. Robert-André Vivien (supprimant la mention de la nomination du personnel dans les attributions du président) : adoptés ;

— article 26, ainsi modifié, adopté (p. 1803).

Article 47 (*ressources de l'I. N. C. A.*) : amendement n° 573 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (visant à remplacer l'expression « taxes affectées au service public » par les mots « redevance pour droit d'usage des postes récepteurs de télévision ») : rejeté ; amendement n° 92 de M. Alain Madelin (substitution à l'expression « service public » celle de « secteur public ») : retiré (p. 1804) ; amendement n° 224 de la commission (tendant à éviter que la partie du produit des taxes parafiscales ne soit exclusivement réservée au financement des investissements de l'I. N. C. A.) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III *organisation décentralisée du service public et de la radiodiffusion et de la télévision :*

Article 48 (*sociétés régionales de radiodiffusion sonore*) ; portée de la décentralisation opérée par la présente loi ; radios « libres » ; ressort des sociétés régionales de radiodiffusion et découpage géographique des régions ; incapacité de F. R. 3 à remplir les missions assignées par la loi du 7 août 1974 vis-à-vis des radios régionales (p. 1805) ; séparation des sociétés de radio et celles de télévision ayant une vocation régionale ; particularisme de l'Alsace ; concurrence inégale entre les radios publiques et privées locales (p. 1806) ; particularisme alsacien ; conception communiste de la décentralisation (p. 1807) ; bilan de F. R. 3 Alsace et séparation de la fonction radio et de la fonction télévision ; amendement n° 414 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de suppression) (p. 1808) ; vote favorable du groupe R. P. R. (p. 1809) : rejeté ; amendement n° 316 de M. Georges Hage (proposant une autre organisation décentralisée du service public de la radiodiffusion) ; amendement n° 735 de M. Claude Estier soutenu par M. Bernard Schreiner (proposant une nouvelle rédaction de l'article

afin de préciser le rôle des sociétés régionales) (p. 1810) ; amendement n° 316 rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 737 de M. Germain Gengenwin à l'amendement n° 735 (laissant aux régions la faculté de créer des sociétés régionales) : rejeté ; amendement n° 738 de M. Alain Madelin (limitant la création de stations locales de service public de la radiodiffusion en cas de carence de l'initiative privée et en l'absence de pluralisme) (p. 1811) : rejeté ; amendement n° 739 de M. Alain Madelin (prévoyant que 10 à 30 p. 100 de la diffusion des stations régionales et locales de radiodiffusion seront consacrés à des productions achetées aux radios locales privées) : rejeté ; amendement n° 735 : adopté ; en conséquence, amendements n° 415 et n° 416 de M. Alain Madelin, devenus sans objet ; amendement n° 574 de M. François d'Aubert (prévoyant que les sociétés régionales de radiodiffusion devront consacrer 90 p. 100 de leur diffusion à des programmes propres d'origine locale) (p. 1812) : rejeté ; amendement n° 655 de M. Alain Madelin (relatif à la conservation momentanée des enregistrements) : retiré ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 48 : amendement n° 317 de M. Georges Hage (proposant la constitution d'une structure fédérative des sociétés régionales de métropole et d'outre-mer) devenu sans objet (p. 1814).

Article 49 (*sociétés régionales de télévision*) ; multiplication des organismes de communication audiovisuelle ; coût et problème de financement (p. 1814) ; programmes quadriennaux de mise en place de douze sociétés régionales et choix des douze régions (p. 1815) ; amendement n° 736 de M. Claude Estier soutenu par M. Bernard Schreiner (proposant une nouvelle rédaction de l'article et prévoyant la création, dans un délai de quatre ans, de douze sociétés régionales de télévision) ; sous-amendement n° 740 de M. Alain Madelin (prévoyant la création des sociétés régionales de télévision dans le ressort d'une région ou plus) (p. 1816) : rejeté ; sous-amendement n° 741 de M. Alain Madelin (précisant le caractère régional du service public assumé par les nouvelles sociétés) : rejeté ; sous-amendement n° 742 de M. François d'Aubert (supprimant le dernier alinéa de l'amendement relatif à la cession ou à la concession à des tiers des droits possédés par des nouvelles sociétés sur les émissions qu'elles produisent) : retiré ; amendement n° 736 : adopté ; en conséquence, amendements 417 et 418 de M. Alain Madelin, 630 de M. François d'Aubert devenus sans objet ; amendement n° 419 de M. Alain Madelin (mise en œuvre de la politique culturelle définie par les régions par des conventions conclues entre ces dernières et les sociétés régionales de télévision) : rejeté ; vote hostile du groupe R. P. R. ;

— article 49, ainsi modifié, adopté (p. 1817).

Article 50 (*sociétés régionales et territoriales de radio et de télévision pour l'outre-mer*) ; amendements n°s 227 et 228 de la commission (de coordination) : adoptés ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Article 51 (*répartition du capital des sociétés régionales et territoriales de radio et de télévision*) : amendement n° 420 de M. Alain Madelin (de suppression) non soutenu ; amendement n° 583 de M. Michel Noir soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant que la majorité du capital des sociétés régionales et territoriales sera détenue par les collectivités territoriales ou leurs établissements publics) ; amendement n° 388 de M. Georges Hage (relatif à la répartition du capital) : devenu sans objet ; amendement n° 583 : rejeté ; amendement n° 229 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 421 de M. Alain Madelin (participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au capital des sociétés régionales et territoriales) (p. 1832) : rejeté ; amendement n° 230 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 631 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (participation des S. D. R. au capital des sociétés régionales et territoriales) : retiré ;

— article 51, ainsi modifié, adopté (abstention du groupe R.P.R.) ;

Article 52 (*conseil d'administration des sociétés régionales et territoriales de radio et de télévision*) ; amendement n° 632 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (modifiant la composition du conseil d'administration) (p. 1833) ; amendement n° 319 de M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 124 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 387 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 746 du gouvernement (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 587 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (augmentation du nombre de représentants du personnel parmi lesquels un représentant du personnel d'encadrement et un journaliste) : rejeté ; amendement n° 231 de la commission (relatif à la procédure de désignation des représentants du personnel) : adopté ; amendement n° 232 de la commission (prévoyant un rapport annuel public adressé par chaque président de conseil d'administration au conseil régional et au comité régional de la communication audiovisuelle) : adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté (p. 1834).

Chapitre IV : *actions extérieures du service public de la radiodiffusion et de la télévision :*

Article 53 (*société nationale chargée des émissions radiophoniques vers l'étranger*) ; nécessité d'adapter l'action concernant les émissions radiophoniques vers l'étranger à la pluralité du monde ; statut et moyens de la société nationale de radiodiffusion internationale (p. 1835) ; insuffisance de l'action extérieure de la France en matière radiophonique ; transformation de R. F. I. (Radio-France internationale) en filiale de Radio-France ; mise en œuvre d'un plan quinquennal (p. 1836) ; amendement n° 743 du Gouvernement (filialisation de la société nationale prévue à l'article 53), problème du financement : financement budgétaire, redevance et publicité (p. 1837) ; sous-amendement n° 744 de M. Jean-Paul Fuchs retiré par M. François d'Aubert ; sous-amendement n° 745 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant que des conventions seront conclues entre l'Etat et la société nationale de radiodiffusion) (p. 1838) : rejeté après rectification ; amendement n° 743 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 53 ; amendement n°s 233 de la commission et 589 de M. Robert-André Vivien satisfaits ; amendement n°s 234 et 235 de la commission, 125 de M. Jean-Paul Fuchs, 236 de la commission, 590 de M. Robert-André Vivien devenus sans objet.

Article 54 (*capital de la société chargée des émissions radiophoniques vers l'étranger*) ; amendement n° 237 de la commission (participation majoritaire de la société Radio-France) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté (p. 1839).

Article 55 (*conseil d'administration de la société chargée de l'action extérieure en matière de radiodiffusion sonore*) ; amendement n° 633 de M. François d'Aubert (modifiant la composition du conseil d'administration) : retiré ; amendement n° 126 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (même objet) : retiré ; amendement n° 709 du Gouvernement (relatif au président du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 591 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (relatif à la représentation du personnel) : rejeté ; amendement n° 422 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; amendement n° 320 de M. Georges Hage (relatif à la procédure de désignation des représentants du personnel) ; amendement n° 233 de la commission (même objet) ; amendement n° 320 : rejeté ; amendement n° 238 : adopté ; amendement n° 239 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1840) ; amendements n°s 240 de la commission et 634 de M. François d'Aubert (voix prépondérante du président en cas de partage des voix) : adoptés ; amendement n° 241 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 635 de M. François d'Aubert (rédactionnel) ; devenu sans objet ; amendement n° 423 de M. Alain Madelin devenu sans objet ;

— article 55, ainsi modifié, adopté (p. 1841).

Article 56 (*société chargée de la commercialisation des programmes audiovisuels et de l'action culturelle à l'étranger*) ; rôle de la direction des relations culturelles du ministère des relations extérieures (p. 1862) ; concurrence au sein du service public en matière de commercialisation des productions (p. 1863, 1864) ; amendements n°s 592 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Marette et 636 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1865) ; rejetés ; amendement n° 748 du Gouvernement (précisant les conditions de commercialisation à l'étranger des programmes) ; amendement n° 242 de la commission (de précision) (p. 1866) ; amendement n° 748 : adopté ; amendement n° 242 : satisfait ; amendement n° 656 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (relatif aux droits d'auteur et d'interprète) : rejeté ; amendement n° 424 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer le second alinéa relatif au rôle de la société en matière culturelle à l'étranger) (p. 1867) : rejeté ; amendement n° 749 du Gouvernement (permettant à la société de participer à des accords de commercialisation en France) : adopté ; amendement n° 402 de M. Alain Madelin (exclusion des œuvres cinématographiques du champ d'activité de la société en matière de commercialisation) (p. 1868) ;

rejeté ; emprise de l'Etat sur le secteur de la distribution des œuvres audiovisuelles et cinématographiques (p. 1869) ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ;

— article 56, ainsi modifié, adopté par scrutin public.

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon : demande une seconde lecture de l'article 56 ;

Article 57 (*capital de la société chargée de la commercialisation des programmes audiovisuels et de l'action culturelle à l'étranger*) : « légalisation » de la S. O. F. I. R. A. D. (p. 1870) ; « conglomérat audiovisuel d'Etat » ; amendements nos 593 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Claude-Gérard Marcus et 637 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 1871) : rejetés ; amendement n° 243 de la commission (permettant la participation financière des établissements publics prévus au titre III) (p. 1872) ; sous-amendement n° 761 du Gouvernement (substituant aux mots « société financière de radiodiffusion » les mots « sociétés de droit privé dont l'Etat détient la majorité du capital ») : vote favorable du groupe R. P. R. : adopté ; amendement n° 243 ainsi modifié, adopté (vote hostile du groupe R. P. R.) ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Article 58 (*conseil d'administration de la société prévue à l'article* 56) : représentation des ministères de la coopération et des relations extérieures ; amendement n° 594 de M. Robert André Vivien soutenu par M. Jacques Marette (de suppression) : rejeté (p. 1873) ; amendement n° 127 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (modifiant la composition du conseil d'administration) : rejeté ; amendement n° 466 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 58, ainsi modifié, adopté.

Chapitre V : *dispositions relatives au financement du service public de la radiodiffusion et de la télévision.*

Article 59 (*ressources des organismes du service public de la radiotélévision*) ; coût de la réforme (p. 1874) ; sources de financement : redevance, publicité et taxes nouvelles (p. 1875, 1876, 1877) ; amendement n° 425 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1878) : rejeté (p. 1879) ; amendement n° 595 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (explicitant les ressources spécifiques concourant au financement du service public : redevance et publicité) : rejeté ; « coût de la loi » ; amendement n° 426 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence explicite à la redevance pour droit d'usage et suppression de l'expression « ressources spécifiques ») (p. 1880) : rejeté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Article 60 (*autorisation parlementaire annuelle de perception de la redevance*) : portée d'une budgétisation de la redevance : autorisation de sa perception et contrôle de la répartition de son produit (p. 1886) ; amendement n° 427 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1887) ; caractère parafiscal de la redevance : rejeté ; amendements n° 244 de la commission et 638 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (mettant au singulier l'expression « taxe dénommée redevance pour droit d'usage ») (p. 1888) : adoptés ;

— article 60, ainsi modifié, adopté.

Article 61 (*répartition des recettes*) : autorité chargée de répartir les recettes (Premier ministre) et principe d'autonomie : abandon des critères de répartition de qualité et d'audience (p. 1889-1890) ; amendement n° 429 de M. Alain Madelin (tendant à éviter la globalisation des ressources : exclusion des ressources publicitaires) ; inscription des dotations en capital au bilan des sociétés (p. 1891) : rejeté ; amendement n° 430 de M. Alain Madelin (relatif à la procédure de répartition des recettes : pouvoir de proposition de la Haute Autorité) ; **rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien ; amendement n° 128 de M. Jean-Paul Fuchs (répartition des recettes par la Haute Autorité) ; amendement n° 596 de M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 1892) ; amendement n° 246 de la commission (avis de la Haute Autorité) ; amendements nos 128, 596 et 430 : rejetés ; amendement n° 246 : adopté ; amendement n° 245 de la commission (précisant que seuls les organismes nationaux du service public bénéficient de la répartition) (p. 1893) : adopté ; amendement n° 428 de M. Alain Madelin (tendant à ce que soient précisées la part affectée à la création et celle affectée à l'achat des œuvres cinématographiques) : rejeté ; amendement n° 322 de M. Georges Hage (consultation préalable du Conseil national et des comités régionaux de la communication audiovisuelle) (p. 1894) : rejeté, amendement n° 431 de M. Alain Madelin (prise en compte de la qualité des programmes pour la répartition des ressources) (p. 1895) : rejeté ; amendement n° 432 de M. Alain Madelin (prise en compte de l'audience pour la répartition des ressources) (p. 1896) : rejeté ; amendement n° 247 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 648 de M. Alain Madelin (tendant à consacrer à la création audiovisuelle toute augmentation annuelle du montant de la redevance supérieure à la hausse des prix) : retiré ;

— article 61, ainsi modifié, adopté.

Article 62 (*approbation parlementaire de la répartition de la redevance*) : dessaisissement du Parlement de son pouvoir d'amendement ; T. V. A. sur la redevance (p. 1897, 1898) ; amendement n° 433 de M. Alain Madelin (excluant l'établissement public de diffusion, l'I. N. C. A., la société nationale de production, la société nationale chargée des émissions radiophoniques vers l'étranger et la société chargée de la commercialisation des programmes audiovisuels et de l'action culturelle vers l'étranger du bénéfice de la redevance) ; sous-amendement n° 763 de M. Jacques Toubon (tendant à faire bénéficier de la redevance la société nationale de production) (p. 1899) : rejeté ; amendement n° 433 : rejeté ; amendement n° 129 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (exclusion de la société nationale de production du bénéfice de la redevance) : rejeté ;

— article 62, adopté (p. 1900).

Article 63 (*documents annexés au projet de loi de finances*) ; amendement n° 659 de M. Alain Madelin (soumettant les filiales au contrôle organisé par l'article 63) : rejeté ; amendement n° 597 de M. Robert-André Vivien (séparation des budgets de gestion et des budgets relatifs à la constitution des programmes dans les documents comptables des sociétés nationales de programme) (p. 1903) : rejeté ;

— article 63, adopté.

Article 64 (*financement publicitaire*) ; publicité télévisée et problèmes de financement de la presse écrite (p. 1904, 1905, 1906 et 1907) ; amendement n° 248 de la commission (rédactionnel, relatif au contenu des cahiers des charges) : adopté (p. 1908) ; amendement n° 130 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité le contrôle du financement publicitaire) : rejeté ; amendement n° 599 de M. Robert-André Vivien (précisant que les cahiers des charges déterminent la progressivité de l'insertion de la publicité dans les programmes) (p. 1909) : rejeté (p. 1910) ; amendement n° 598 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (fixant à 25 p. 100 la part des recettes publicitaires dans l'ensemble des ressources), amendement n° 434 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 1911) ; amendement n° 598 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 434 : rejeté ; amendement n° 435 de M. Alain Madelin (interdisant à la société nationale de programme prévue à l'article 38 et aux sociétés régionales de télévision de diffuser des émissions publicitaires) : rejeté par scrutin public (p. 1922) ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ;

— article 64, ainsi modifié, adopté.

Article 65 (*financement des sociétés régionales de radiodiffusion*) : coût des radios publiques locales ; amendement n° 436 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1912) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (confiant à la Haute Autorité le soin de répartir entre les sociétés régionales la part du produit de la redevance qui leur est attribuée) ; amendement n° 249 de la commission (confiant aux comités de gestion le soin de répartir les fonds spécifiquement affectés aux sociétés régionales) : retiré ; amendement n° 131 : rejeté ; amendement n° 764 de M. Bernard Schreiner (avis du comité de gestion sur la répartition des fonds) : adopté ;

— article 65, ainsi modifié, adopté (p. 1914).

Article 66 (*financement des sociétés régionales de télévision*) ; amendement n° 639 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1915) : rejeté ; amendement n° 132 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité le soin de répartir la part du produit de la redevance entre les sociétés régionales de télévision) (p. 1916) ; amendement n° 467 de la commission (introduction du conseil d'orientation créé au sein de la société nationale de l'article 38 dans l'article relatif au financement des sociétés régionales de télévision) ; sous-amendement n° 750 du Gouvernement (distinction des responsabilités du conseil d'orientation et du conseil d'administration) ; amendement n° 132 rejeté ; sous-amendement n° 750 : adopté ; amendement n° 467, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 250 et sous-amendement n° 763 devenus sans objet ; amendement n° 352

de M. Michel Debré (visant à étendre le champ d'application de l'article 66 aux sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion-télévision) : devenu sans objet ; amendement n° 133 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer le second alinéa relatif au financement par la société nationale de la production des émissions réalisées par les sociétés régionales pour le programme national) (p. 1917) : rejeté ;

— article 66, ainsi modifié, adopté.

Article 67 (*financement des sociétés régionales et territoriales de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer*) : amendement n° 353 de M. Michel Debré soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 134 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (confiant à la Haute Autorité le soin de répartir entre les sociétés régionales et territoriales de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer la part du produit de la redevance qui leur est attribuée) ; amendement n° 251 de la commission (répartition des ressources par le conseil d'orientation sur proposition du président de la société prévue à l'article 39) ; amendement n° 134 : rejeté ; amendement n° 251 adopté ; amendement n° 711 du Gouvernement (relatif au financement de la participation de la société au programme national) ; amendement n° 252 de la commission (même objet) (p. 1918) ; adopté après rectification ; en conséquence, amendement n° 711 devenu sans objet ;

— article 67, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 67 : amendement n° 437 de M. Alain Madelin (enjoignant au Gouvernement de présenter un projet de loi harmonisant « la fiscalité des produits de la communication ») : rejeté (p. 1919).

Chapitre VI : *dispositions relatives aux personnels :*

Avant l'article 68 : amendement n° 323 de M. Georges Hage (relatif à la garantie de la liberté d'opinion du personnel et des journalistes) : retiré ; amendement n° 253 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 713 du Gouvernement (de précision) (p. 1920) : adopté ; amendement n° 253, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 324 de M. Georges Hage (précisant la mission des journalistes de la radiodiffusion et de la télévision et le rôle de l'équipe rédactionnelle) (p. 1921) : rejeté.

Article 68 (*statut des personnels des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision*) ; problème des personnels ayant atteint cinquante-cinq ans ; problème des effectifs (p. 1922) ; amendement n° 325 de M. Georges Hage (prévoyant l'existence d'une convention collective unique ne pouvant déroger aux avantages acquis) ; distinction entre les personnels permanents, administratifs et techniques et les personnels artistiques (p. 1923) ; amendement n° 325 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 254 de la commission (extension du champ d'application de l'article 68 aux personnels artistiques) ; amendement n° 712 du Gouvernement (tendant à substituer aux mots « personnels techniques et administratifs » les mots « personnels permanents ») (p. 1924) ; amendement n° 254 : retiré ; amendement n° 712 : adopté ; amendement n° 135 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (tendant à ce que les personnels soient régis par les dispositions des statuts des organismes) : retiré ; amendement n° 763 de M. Claude Estier soutenu par M. Bernard Schreiner (relatif aux personnels intermittents) : adopté ;

— article 68, ainsi modifié, adopté ;

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 1925).

Après l'article 68 : amendement n° 407 de M. Alain Madelin soutenu par M. Robert-André Vivien (relatif aux dispositions applicables aux agents pris en charge par les organismes visés aux chapitres II et III du présent titre) : retiré ; amendement n° 403 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à assurer la garantie des droits acquis des personnels) (p. 1932) : retiré ; amendement n° 404 de M. Alain Madelin (prévoyant la constitution d'une commission de répartition des personnels) : rejeté (p. 1933) ; amendement n° 408 de M. Alain Madelin (relatif à la procédure de répartition des personnels) : rejeté (p. 1934) ; amendement n° 393 de M. Alain Madelin (réintégration des personnels licenciés depuis le 10 mai 1981) : rejeté ; amendement n° 255 de la commission (prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat organisera les conditions de mobilité du personnel) (p. 1935) : adopté ; amendement n° 326 de M. Georges Hage (tendant à ce que les journalistes de l'audiovisuel soient régis par la convention collective nationale des journalistes) : retiré.

Article 69 (*exercice du droit de grève*) : principe de la continuité du service public (p. 1936) ; droit de réquisition ; contenu du service minimum ; catégories de personnels et agents chargés d'assurer le service minimum (p. 1937) ; amendement n° 602 de M. Robert-André Vivien (précisant les conditions d'exercice du droit de grève) (p. 1938) ; service minimum ; amendements n°s 405 et 406 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 1939) ; amendement n° 256 de la commission (précisant la notion de service minimum en cas de cessation de travail) ; amendement n° 602 : rejeté par scrutin public (p. 1940) ; amendement n° 405 : rejeté ; amendement n° 406 : rejeté ; sous-amendement n° 781 de M. Georges Hage à l'amendement n° 256 (reconnaissant à l'ensemble des personnels et des journalistes du service public de la radiodiffusion et de la télévision le droit de grève) : rejeté ; sous-amendement n° 714 du Gouvernement (précisant que le pouvoir de faire appel à des personnels en cas de cessation concertée du travail concerne également les agents) : adopté ; sous-amendement n° 601 de M. Jacques Toubon (confiant à la Haute Autorité le soin de fixer les règles en matière d'exercice du droit de grève) (p. 1941) : rejeté ; amendement n° 256, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 69.

Titre IV : *services de communication audiovisuelle soumis à déclaration ou à autorisation :*

Article 70 (*régime juridique applicable aux services de communication audiovisuelle*) : nature juridique du domaine hertzien ; télématique ; distinction de la télématique et de la télédistribution dans le domaine de la communication par câbles (p. 1942, 1943) ; amendement n° 257 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 70) ; conception et équipement des réseaux câblés ; sous-amendement n° 771 de M. Alain Madelin (rédactionnel : distinction entre support et utilisateur du support) (p. 1944) : rejeté ; sous-amendement n° 772 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; sous-amendement n° 773 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; sous-amendement n° 774 de M. Alain Madelin (exclusion des œuvres cinématographiques) (p. 1945) : rejeté ; sous-amendement n° 388 de M. Bernard Schreiner (précisant la notion d'œuvres cinématographiques) (p. 1945) : rejeté ; (p. 1946) ; sous-amendement n° 775 de M. Alain Madelin (consultation de la Haute Autorité en cas de difficultés relatives à l'application des présentes dispositions) : rejeté ; sous-amendement n° 776 de M. Alain Madelin (précisant les responsabilités des prestataires de service de communication audiovisuelle) : rejeté ; sous amendements n°s 767 de M. Alain Madelin et 783 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Jacques Godfrain (tendant à supprimer le second alinéa de l'amendement n° 257 précisant qu'à l'expiration de la période transitoire les services seront soumis à un régime de déclaration préalable) ; avenir du secteur de la télématique (p. 1947) ; sous-amendements n°s 767 et 783 : rejetés ; sous-amendement n° 768 de M. Alain Madelin (relatif à la période transitoire) ; sous-amendement n° 769 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 1948) ; sous-amendement n° 765 de M. Georges Hage (relatif à la période transitoire) ; sous-amendement n° 770 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (relatif à la période transitoire) (p. 1949) ; sous-amendements n°s 765, 768, 769 et 770 : rejetés ; amendement n° 257 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 70 ; amendements n°s 438 de M. Alain Madelin, 640 de M. François d'Aubert, 327 de M. Georges Hage, 641 de M. François d'Aubert, 439 de M. Alain Madelin, 603 de M. Robert-André Vivien et 328 de M. Georges Hage devenus sans objet ; amendement n° 642 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (introduisant une exception au régime provisoire d'autorisation : services dits de « télématique professionnelle ») : rejeté ;

— article 70, ainsi rédigé, adopté (p. 1950).

Après l'article 70 : amendement n° 660 de M. Alain Madelin (soumettant aux règles de la correspondance privée toute action de communication audiovisuelle de personne à personne) : rejeté.

Article 71 (*régime juridique applicable aux services de communication audiovisuelle*) : système de l'autorisation préalable pour les communications audiovisuelles autres que celles prévues pour la télématique ; problème de la télédistribution (p. 1951) ; amendements n° 329 de M. Georges Hage et 440 de M. Alain Madelin (de suppression) ; problème du brouillage et de l'utilisation des fréquences par T. D. F. ; portée juridique de l'autorisation (p. 1952) : rejetés (p. 1953).

amendements n° 258 de la commission n° 136 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin et n° 643 de M. François d'Aubert (de simplification) : adoptés ; amendement n° 604 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Godfrain (tendant à supprimer le second alinéa de l'article 71 relatif à la délivrance d'autorisations par l'Etat) (p. 2060) : rejeté ; amendement n° 137 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité le soin de délivrer les autorisations prévues au présent article) ; nature juridique du domaine hertzien ; notion de domaine public ; problème du brouillage effectué par T. D. F. (p. 2061) ; amendement n° 259 de la commission (confiant au « Gouvernement » le soin de délivrer les autorisations) ; amendement n° 137 rejeté ; amendement n° 259 adopté ;

— article 71, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 71 : amendement n° 260 de la commission (reprenant en les modifiant les dispositions relatives aux concessions de service public figurant initialement à l'article 6) (p. 2062) ; ambiguïté de l'amendement soumettant la télévision par voie hertzienne au régime de concession de service public ; dualité du régime juridique auquel sont soumis les systèmes de vidéotexte ; portée juridique du régime de la concession (p. 2063) ; fréquences et notion de domaine public (p. 2064) ; sous-amendement n° 760 de M. Jacques Toubon (de précision) (p. 2065) : adopté après rectification (p. 2066) ; sous-amendement n° 605 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 777 de M. Alain Madelin (exclusion des futures télévisions locales du champ d'application du régime de concession de service public) : rejeté ; sous-amendement n° 778 de M. Alain Madelin (excluant les télévisions cryptées du champ d'application du régime de concession de service public) ; sous-amendement n° 782 du Gouvernement (même objet) ; sous-amendement n° 778 retiré ; sous-amendement n° 782 adopté (p. 2067) ; sous-amendement n° 330 de M. Maurice Nilès soutenu par M. Georges Hage (tendant à éviter que des personnes morales de droit privé puissent conclure des contrats de concession prévus par l'amendement n° 260) : rejeté ; amendement n° 260, ainsi modifié, adopté.

Article 72 (*bénéficiaires des autorisations*) : groupes multimédias ; lutte contre les concentrations ; avenir de la presse écrite (p. 2068, 2069, 2070) ; amendement n° 331 de M. Georges Hage (tendant à limiter l'application du régime des autorisations aux seules radios) : rejeté ; amendement n° 261 de la commission (permettant aux organismes prévus au titre III et à la S.O.F.I.R.A.D. de bénéficier de plusieurs autorisations) (p. 2071) ; sous-amendement n° 766 de la commission (substituant aux mots « sociétés financières de radiodiffusion » les mots « sociétés de droit privé dont l'Etat détient la majorité du capital ») ; sous-amendement n° 607 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (interdisant la délivrance d'autorisations multiples au bénéfice de la S.O.F.I.R.A.D.) (p. 2072) ; sous-amendement n° 607 adopté ; sous-amendement n° 766 devenu sans objet ; amendement n° 261, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 332 de M. Georges Hage (limitant l'application de cet article aux seuls services de radiodiffusion sonore) : rejeté ; amendement n° 441 de M. Alain Madelin (limitant l'interdiction du cumul des autorisations aux personnes offrant des services de radiodiffusion ou de télévision hertzienne) : rejeté (p. 2073) ; amendement n° 644 de M. François d'Aubert (limitant à sept le cumul des autorisations) : rejeté ; amendement n° 389 de M. Bernard Schreiner (précisant que nul ne peut être titulaire de plus d'une autorisation de même nature au titre de l'article 71) ; amendement n° 262 de la commission (précisant que nul ne peut être titulaire de plus d'une autorisation de même nature) ; sous-amendement n° 606 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 262 (de précision) ; amendement n° 389 adopté ; amendement n° 262 et sous-amendement n° 606 satisfaits ; amendement n° 442 de M. Alain Madelin (suppression du troisième alinéa de l'article 72 limitant les participations ou l'exercice de fonctions de direction dans plusieurs organismes titulaires d'autorisations) (p. 2074) : rejeté ; amendement n° 789 de M. Bernard Schreiner (de coordination) : adopté ; amendement n° 263 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 645 de M. François d'Aubert (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2075) ; amendement n° 443 de M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de l'article 72 reprenant les dispositions des articles 3 et 4 de l'ordonnance du 26 août 1944) : rejeté ; amendement n° 646 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (tendant à supprimer la référence aux personnes morales de droit privé dans le dernier alinéa de l'article 72) (p. 2076) : rejeté ;

— article 72, ainsi modifié, adopté.

Article 73 (*services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne*) : problème des autorisations spécifiques pour les radiodiffusions locales dites privées ; caractère précaire et révocable des autorisations ; absence de financement publicitaire ; régime restrictif applicable aux radios libres (p. 2077, 2078) ; amendement n° 444 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 2079) ; rejeté ; amendement n° 647 de M. François d'Aubert (suppression du premier alinéa de l'article) : non soutenu ; amendement n° 138 de M. Jean-Paul Fuchs (proposant une nouvelle rédaction du premier alinéa) : non soutenu ; amendement n° 264 de la commission (relatif à la définition de la zone d'émission) : adopté ; amendement n° 609 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. François Fillon (tendant à étendre la zone de couverture du service local de radiodiffusion sonore) (p. 2080) : rejeté ; amendement n° 445 de M. Alain Madelin (précisant la notion de « service local de radiotélévision par voie hertzienne ») : rejeté ; amendement n° 648 de M. François d'Aubert (visant à supprimer la possibilité ouverte aux collectivités locales de financer des associations) ; amendement n° 608 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à ne pas limiter aux seules associations le bénéfice des autorisations prévues au premier alinéa) (p. 2081) ; rejetés ; amendement n° 333 de M. Georges Hage (précisant qu'aucune société ne peut figurer directement ou indirectement parmi les membres de ces associations) : rejeté ; amendement n° 752 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2082) : adopté ; amendement n° 334 de M. Georges Hage (précisant que la collecte des ressources publicitaires et la diffusion des messages publicitaires sont interdites) ; amendement n° 785 du Gouvernement (interdisant la publicité sur les radios locales associatives et créant un mécanisme d'aide en leur faveur) ; amendement n° 334 retiré (p. 2083) ; fonds d'aide aux radios locales privées ; sous-amendement n° 790 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 785 (précisant que la répartition des ressources doit se faire sans discrimination entre les radios locales) (p. 2084) : rejeté ; amendement n° 785 adopté ; amendement n° 610 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant que les dispositions de la convention collective de la presse sont applicables à toute personne employée par un service de radiodiffusion sonore prévu au présent article et qui concourt aux émissions d'information) : retiré ;

— article 73, ainsi modifié, adopté au scrutin public (p. 2085).

Article 74 (*conditions de délivrance des autorisations*) : avenir du secteur de la télédistribution ; amendement n° 612 de M. Robert-André Vivien (confiant à la commission nationale de la liberté audiovisuelle le soin de délivrer les autorisations) : devenu sans objet (p. 2206) ; amendement n° 649 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (confiant à la Haute Autorité le soin de délivrer les autorisations de radiodiffusion ou de radiotélévision par voie hertzienne) : rejeté ; amendement n° 265 de la commission (précisant que les autorisations sont délivrées en tenant compte des données géographiques et socio-culturelles) ; amendement n° 735 du Gouvernement (précisant que les autorisations sont délivrées en tenant compte des données géographiques et socio-culturelles) ; amendement n° 390 de M. Bernard Schreiner (précisant que les autorisations sont délivrées en tenant compte des données géographiques et socio-culturelles) ; amendement n° 390 retiré (p. 2007) ; amendement n° 265 rejeté ; amendement n° 753 adopté ; amendement n° 650 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (tendant à délivrer des autorisations à des bénéficiaires différents chaque fois que cela sera techniquement possible) : rejeté ; amendements n° 266 de la commission et n° 446 de M. Alain Madelin (motivation du refus d'autorisation) : adoptés ; amendement n° 651 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (régime d'autorisation tacite) (p. 2208) : rejeté ;

— article 74, ainsi modifié, adopté.

Article 75 (*cahiers des charges des services autorisés*) : caractère discrétionnaire de l'octroi des autorisations ; distinction entre autorisations et concessions de service public (p. 2209) ; position du groupe communiste ; risque de démantèlement du service public ; amendement n° 652 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (limitant le contenu des cahiers des charges aux modalités techniques de diffusion) (p. 2210) ; rejeté ; amendements n° 267 de la commission et n° 450 de M. Alain Madelin (précisant que le cahier des charges doit fixer le régime de diffusion des œuvres cinématographiques) : adoptés (p. 2211) ; amendements n° 268 de la commission et n° 449 de M. Alain Madelin (rédactionnels) : adoptés ; amendements n° 269 de la commission et n° 448 de M. Alain Madelin (prévoyant que la définition du temps minimum de programme ou de service sera fixé de façon hebdomadaire) : adoptés ; amendement n° 270 de la commission (relatif au régime de diffusion des œuvres cinématographiques) : adopté ; amende-

ment n° 271 de la commission (permettant d'imposer la communication à l'autorité compétente de bilans annuels et comptes d'exploitation) ; sous-amendement n° 791 de M. Jacques Toubon (communication d'une fiche financière retraçant les principales sources de financement des radios locales privées) (p. 2212) : rejeté ; amendement n° 271 adopté ; amendement n° 447 de M. Alain Madelin (précisant que les dispositions relatives aux procédures de conciliation et d'arbitrage sont contenues dans le cahier des charges) : rejeté ;

— article 75, ainsi modifié, adopté (p. 2213).

Article 76 (*ressources publicitaires des services de communication audiovisuelle*) : conséquences de la limitaiton à 80 p. 100 de la part de la publicité commerciale dans le financement des sociétés (p. 2214) ; fonds de péréquation ; amendements n° 335 de M. Georges Hage et n° 451 de M. Alain Madelin (de suppression) : rejetés (p. 2215) ; amendement n° 272 de la commission (tendant à moduler la part de la publicité commerciale dans le financement des sociétés) ; sous-amendement n° 614 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 786 du Gouvernement (précisant que la part de la publicité commerciale dans le financement des sociétés sera déterminée en fonction des caractéristiques du service et de la zone de couverture) ; sous-amendement n° 787 du Gouvernement (rétablissant la part maximale de ressources publicitaires) (p. 2216) ; sous-amendement n° 786 adopté ; sous-amendement n° 787 adopté ; amendement n° 272 ainsi modifié adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 76 ; amendements n°s 452 de M. Alain Madelin, 613 de M. Robert-André Vivien, 653 de M. François d'Aubert et 139 de M. Jean-Paul Fuchs devenus sans objet.

Après l'article 76 : amendement n° 754 du Gouvernement (tendant à soustraire les radios périphériques aux dispositions régissant les autorisations et les concessions de service public) ; « légalisation » de la situation des radios périphériques disposant d'un émetteur sur le territoire national (p. 2217) ; sous-amendement n° 799 de M. Jacques Toubon (précisant que les personnes pouvant bénéficier de dérogations seront des personnes de « droit français ») : rejeté ; amendement n° 754 adopté.

Article 77 (*retrait des autorisations*) : pouvoir discrétionnaire de l'administration ; amendement n° 453 de M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté (p. 2219) ; amendement n° 454 de M. Alain Madelin (modifiant les conditions et précisant la procédure de retrait des autorisations, procédure contractuelle de conciliation ou d'arbitrage) : rejeté ; amendement n° 455 de M. Alain Madelin (modifiant les conditions et précisant la procédure de retrait des autorisations, mise en demeure par la Haute Autorité) : rejeté ; amendement n° 755 du Gouvernement (durée maximale des autorisations) ; amendement n° 274 de la commission (prévoyant que les autorisations sont délivrées pour une durée de trois ans) ; sous-amendement verbal du Gouvernement (de précision) (p. 2220) ; adopté ; amendement n° 274 ainsi modifié adopté ; amendement n° 755 retiré ; amendement n° 615 de M. Robert-André Vivien (prévoyant que les conditions de retrait seront définies par un décret en Conseil d'Etat) : rejeté ; amendement n° 275 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 792 du Gouvernement (étendant à d'autres articles du projet de loi les dispositions visées à l'article 77) (p. 2221) : adopté ;

Article 77, ainsi modifié, adopté.

Article 78 (*commission consultative des fréquences*) : composition et rôle de cette commission (p. 2222) ; amendement n° 616 de M. Robert-André Vivien (de suppression) ; commission Holleaux (p. 223) ; amendement n° 616 rejeté ; amendement n° 140 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (tendant à ce que les membres de la commission soient désignés par le Conseil d'Etat ou par la Cour de cassation) : rejeté ; amendement n° 654 de M. François d'Aubert : devenu sans objet ;

— article 78 adopté.

Réserve demandée par le Gouvernement jusqu'après l'article 96 du titre V du projet, c'est-à-dire des amendements avant l'article 79, de l'article 79, après l'article 79 et de l'article 80.

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (p. 2224).

Titre VI : *dispositions diverses :*

Article 81 (*régime juridique des sociétés du service public de la radiodiffusion et de la télévision*) : différence existant entre les organismes créés par la loi sur la communication audiovisuelle et les sociétés régies par la loi de 1966 en ce qui concerne leur mission, leurs structures et leur fonctionnement ; amendement n° 282 de la commission (supprimant la disposition prévoyant la nomination de personnel par le président de chaque société) : adopté ;

— article 81, ainsi modifié, adopté (p. 2225).

Article 82 (*gestion des services communs aux organismes du service public de radiodiffusion et de la télévision*) : amendement n° 665 de M. Claude Estier soutenu par M. Bernard Schreiner (relatif à la gestion des services communs des organismes du service public de la radio et de la télévision) (p. 2226) ; sous-amendement n° 794 du Gouvernement (tendant à supprimer l'une des deux sociétés chargées de la gestion des biens immobiliers) : adopté ; amendement n° 665 ainsi modifié adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 82 ; amendements n° 617 de M. Robert-André Vivien et n° 391 de M. Bernard Schreiner devenus sans objet (p. 2227).

Article 83 (*extension des dispositions du code du travail relatives aux journalistes des entreprises de communication audiovisuelle*) : unification des statuts des journalistes de la presse écrite et de la communication audiovisuelle (p. 2231) ; amendement n° 283 de la commission (assimilant les journalistes exerçant leur profession dans les entreprises de communication audiovisuelle aux journalistes de la presse écrite et prévoyant que leur recrutement se fait selon les règles de la convention collective nationale de la presse) ; sous-amendement n° 618 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (proposant que les journalistes des sociétés nationales de programme soient obligatoirement regroupés en sociétés de rédacteurs) : retiré ; amendement n° 620 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (assimilant les journalistes des entreprises de la communication audiovisuelle aux journalistes de la presse écrite) : retiré ; amendement n° 283 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 83 ; amendement n° 619 de M. Robert-André Vivien satisfait (p. 2232).

Article 84 (*obligation de déclaration lors de la vente de postes récepteurs de télévision*) ; calcul de la redevance ; amendements n° 461 de M. Alain Madelin et n° 621 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : position du Gouvernement sur l'éventualité d'une perception d'une fraction de taxe sur le second récepteur détenu au sein du même foyer (p. 2233) ; amendements n°s 461 et 621 rejetés ;

— article 84 adopté.

Article 85 (*obligation de communication de documents comptables aux agents de la redevance*) : amendements n° 412 de M. Alain Madelin et n° 622 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 2234) : rejetés ; amendement n° 413 de M. Alain Madelin (tendant à exclure les réparateurs et bailleurs de postes récepteurs de télévision du champ de contrôle effectué par les agents du service de la redevance) : rejeté ;

— article 85 adopté.

Article 86 (*solidarité entre époux [ou concubins] pour le paiement de la redevance pour droit d'usage des postes récepteurs de télévision*) : retiré.

Article 87 (*enregistrement ou reproduction d'émissions d'entreprises de communication audiovisuelle*) : protection des droits des créateurs d'œuvres audiovisuelles (p. 2235) ; nécessité de réformer la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique ; amendement n° 285 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 87) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 87 (p. 2236).

Titre VII : *dispositions pénales :*

Article 88 (*sanctions des infractions aux articles 84 et 85*) : amendement n° 286 de la commission (substituant aux références 86 et 87 les références 84 et 85) : adopté ; amendement n° 623 de M. Robert-André Vivien (diminution du montant de l'amende prévue à l'article 88) : retiré ;

— article 88, ainsi modifié, adopté.

Article 89 (*sanctions des infractions aux articles 7 et 8*) : sanctions applicables aux infractions au monopole ; double système de sanctions : celles prévues par la loi et celles du code des postes et télécommunications (p. 2237) ; amendement n° 463 de M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 686 de M. Bernard Schreiner (de coordination) : adopté ; amendement n° 625 de M. Robert-André Vivien (précisant que les dispositions de l'article L. 39 du code des postes et télécommunications ne sont pas applicables en cas d'infraction aux dispositions de la présente loi) ; amendement n° 624

de M. Robert-André Vivien (précisant que les sanctions prévues à l'article L. 39 du code des postes et télécommunications ne sont pas applicables aux infractions visées au premier alinéa) : rejetés (p. 2238) ;

— article 89, ainsi modifié, adopté.

Titre VIII *dispositions transitoires.*

Article 90 (*durée des mandats des premiers membres de la Haute Autorité*) : composition « équivoque » de la Haute Autorité ; amendement n° 141 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 626 de M. Robert-André Vivien (modifiant la composition de la première Haute Autorité) : rejeté (p. 2239) ; amendement n° 795 du Gouvernement (précisant les conditions de désignation des membres de la première Haute Autorité) : adopté ;

— article 90, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 90 : amendement n° 796 du Gouvernement (permettant au C. N. C. A. de se réunir rapidement) : adopté ; amendement n° 287 de la commission (relatif aux représentants du personnel dans les conseils d'administration) ; amendement n° 392 de la commission (relatif aux représentants du personnel dans les conseils d'administration) (p. 2240) ; sous-amendement n° 784 de M. Georges Hage à l'amendement n° 287 (de précision : proportion des représentants du personnel au sein des différents conseils prévus au titre III) : rejeté ; amendement n° 287 rejeté ; amendement n° 392 adopté.

Article 91 (*transfert du patrimoine et des droits et obligations créés par la loi du 7 août 1974*) : amendement n° 288 de la commission (étendant au nouvel établissement public de diffusion et à l'I. N. C. A. le champ d'application de l'article 91) : adopté ; amendement n° 289 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 91, ainsi modifié, adopté (p. 2241).

Article 92 (*transfert de patrimoine, exonération de frais*) : amendement n° 290 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 800 de M. Bernard Schreiner (d'harmonisation) : adopté ;

— article 92, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 92 : amendement n° 291 de la commission (relatif aux droits acquis des personnels) ; problème de la répartition des personnels de production entre les nouvelles sociétés régionales et locales ; sous-amendement n° 802 de M. Georges Hage (précisant que les droits acquis des personnels sont garantis par la nouvelle convention collective) (p. 2242) ; amendement n° 627 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (possibilité d'intégration du personnel des sociétés régionales dans les sociétés nationales) ; sous-amendement n° 803 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 291 (possibilité d'intégration du personnel des sociétés régionales dans les sociétés nationales) (p. 2243) ; sous-amendement n° 802 rejeté ; sous-amendement n° 803 rejeté ; amendement n° 291 rejeté ;

— en conséquence, amendement n° 627 devenu sans objet.

Article 93 (*régime transitoire applicable à la décentralisation du service public*) : amendement n° 292 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 93, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 93 : amendement n° 797 du Gouvernement (dispositions transitoires applicables aux établissements publics régionaux) : adopté.

Article 94 (*maintien en vigueur des dérogations au monopole*) : adopté.

Titre IX *dispositions finales.*

Article 95 (*applicabilité aux T. O. M. et à Mayotte*) : zone d'ombre en Nouvelle-Calédonie (p. 2244) ;

— article 95 adopté.

Article 96 (*décrets en Conseil d'Etat et abrogations*) : amendement n° 628 de M. Robert-André Vivien (précisant la date d'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 2245) : rejeté ; amendement n° 629 de M. Robert-André Vivien (abrogation du deuxième alinéa de l'article L. 33 du code des postes et télécommunications) (p. 2246) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 798 du Gouvernement (abrogation des articles 23, 27, 28, 29, 30 et 31 de la loi du 7 août 1974) : adopté ; amendement n° 788 du Gouvernement (relatif à la date d'abrogation des différentes dispositions) : adopté ;

— article 96, ainsi modifié, adopté.

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (p. 2247) ;

Titre V *diffusion des œuvres cinématographiques :*

Avant l'article 79 (*amendements précédemment réservés*) : amendement n° 276 de la commission (relatif à la diffusion des œuvres cinématographiques par les organismes de communication audiovisuelle) ; prospérité apparente et faiblesse structurelle du cinéma français ; concentration de l'industrie cinématographique (p. 2252) ; concentration dans le domaine de la programmation des salles ; concurrence entre le cinéma et la télévision (p. 2253) ; avis de la commission de la concurrence du 28 juin 1979 (p. 2254) ; aide à la production privée cinématographique au détriment de la création télévisée ; sous-amendement n° 756 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2255) ; adopté ; sous-amendement n° 757 du Gouvernement (renvoyant aux cahiers des charges les modalités de la contribution des sociétés de télévision au développement du cinéma) : adopté ; sous amendement verbal du Gouvernement (ajoutant le titre IV au titre III) : adopté ; amendement n° 276 ainsi modifié : adopté (p. 2256) ; amendement n° 779 du Gouvernement (protection du cinéma à l'égard des vidéodisques, des vidéocassettes et des magnétoscopes) : adopté (p. 2257).

Article 79 (*précédemment réservé*) (*soumission à agrément préalable des groupements ou ententes de programmation*) : lutte contre les concentrations en matière de productions cinématographiques : U. G. C., Parafrance et Pathé-Gaumont ; positions de la fédération nationale du cinéma (p. 2258) ; amendement n° 662 de M. Alain Madelin (tendant à contrôler toute concentration verticale en matière cinématographique : programmation et distribution assurées par une même entreprise) (p. 2259) ; rejeté ; amendement n° 457 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 79 relatif aux conditions d'octroi des agréments) : rejeté ; amendement n° 277 de la commission (interdisant l'octroi d'agrément aux groupements et ententes associant deux ou plusieurs entreprises d'exploitation d'importance nationale) : adopté ; amendement n° 458 de M. Alain Madelin (relatif au délai à l'expiration duquel les contrats et ententes de programmation en vigueur cesseront d'être applicables) (p. 2260) ; retiré ; amendement n° 278 de la commission (relatif au délai à l'expiration duquel les contrats et ententes de programmation en vigueur cesseront d'être applicables) ; amendement n° 459 de M. Alain Madelin (relatif au délai à l'expiration duquel les contrats et ententes de programmation en vigueur cesseront d'être applicables) : retiré ; amendement n° 278 adopté ; amendement n° 793 du Gouvernement (tendant à ce que certains projets de production ne soient pas remis en question par la réforme) : adopté ; amendement n° 279 de la commission (relatif aux infractions aux dispositions du présent article) : adopté (p. 2261) ;

— article 79, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 79 (*amendements précédemment réservés*) : amendement n° 666 de M. Bernard Schreiner (prévoyant que le Gouvernement adressera au Parlement un rapport faisant le bilan de l'application des dispositions) ; amendements n° 280 de la commission et n° 460 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 2262) ; amendement n° 759 du Gouvernement (même objet) : retiré ; amendement n° 666 adopté ; en conséquence, les amendements n°s 280 et 460 devenus sans objet.

Article 80 (*précédemment réservé*) (*médiateur du cinéma, procédure de conciliation préalable des litiges relatifs à la diffusion en salle des œuvres cinématographiques*) (p. 2263) ; amendement n° 281 de la commission (permettant au médiateur de se saisir d'office) (p. 2264) : adopté ; amendement n° 410 de M. Alain Madelin (élargissant les compétences exclusives du médiateur en cas de refus de vente ou de prestation de service) : rejeté ; amendement n° 780 du Gouvernement (précisant les modalités d'intervention du médiateur) ; amendement n° 383 de M. Roland Dumas (précisant les modalités d'intervention du médiateur) (p. 2264) ; amendement n° 411 de M. Alain Madelin (précisant les modalités d'intervention du médiateur) : retiré ; sous-amendement n° 801 de M. André Bellon à l'amendement n° 383 (relatif aux conditions de saisine de la commission de la concurrence par le médiateur) : retiré ; amendement n° 780 adopté ; en conséquence, amendement n° 383 devenu sans objet ;

— article 80, ainsi modifié, adopté.

Demande de seconde délibération de l'article 56 par M. Jacques Toubon (p. 2265) ; la demande de seconde délibération mise aux voix n'est pas adoptée (p. 2266).

Vote sur l'ensemble :

Abstention du groupe communiste : Hage (Georges) (p. 2270).
Vote favorable du groupe socialiste : Dumas (Roland) (p. 2269).
Vote hostile du groupe R. P. R. : Toubon (Jacques) (p. 2269).
Vote hostile du groupe U. D. F. : Madelin (Alain) (p. 2267).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 2272).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [6 juillet 1982] (p. 4201) :

Câbles et satellites : *Toubon (Jacques)* (p. 4203).

Conseils d'administration des organismes de service public : *Schreiner (Bernard)* (p. 4201).

Haute Autorité : *Schreiner (Bernard)* (p. 4201) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4203) ; *Madelin (Alain)* (p. 4205) ; *Bellon (André)* (p. 4205).

Indépendance de l'information : *Toubon (Jacques)* (p. 4203) ; *Madelin (Alain)* (p. 4204, 4205).

Problèmes financiers, publicité : *Schreiner (Bernard)* (p. 4202) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4202) ; *Madelin (Alain)* (p. 4204) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4206).

Programmation : *Schreiner (Bernard)* (p. 4202) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4203).

Propos tenus par M. Didier Motchane, secrétaire général du parti socialiste chargé de l'action culturelle : *Madelin (Alain)* (p. 4205).

Quatrième chaîne : *Toubon (Jacques)* (p. 4203) ; *Madelin (Alain)* (p. 4204) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4206).

Radios libres : *Toubon (Jacques)* (p. 4203).

Rapports entre la législation générale des télécommunications et la législation spéciale de la communication audiovisuelle : *Schreiner (Bernard)* (p. 4202).

Régionalisation du service public : *Schreiner (Bernard)* (p. 4201) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4202) ; *Bellon (André)* (p. 4205).

« T. S. F. 93 » (radio locale) : *Toubon (Jacques)* (p. 4203) ; *Madelin (Alain)* (p. 4204).

Discussion des articles [6 juillet 1982] (p. 4206) ; [7 juillet 1982] (p. 4263).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (suppression des dispositions écartant l'application de certains articles du code des P. T. T.) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : journal « Soir 3 » (p. 4206) ; neutralité du service public ; amendement n° 2 de la commission (suppression des dispositions concernant « l'absence de toute tutelle gouvernementale sur l'information ») : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4207).

Article 5 : amendement n° 3 de la commission (suppression de la disposition ajoutant aux missions de service public le développement de l'exigence du pluralisme) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (suppression de la disposition relative à la durée des émissions de publicité commerciale télévisée) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *bis* : amendement n° 5 de la commission (limitant le droit de réponse aux personnes morales sans but lucratif) (p. 4208) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la détermination du responsable de l'application de la loi dans les entreprises de communication) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (de précision : relatif à l'application du droit de réponse au service télématique) : adopté ;

— article 6 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 8 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au régime des autorisations) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : extension par le Sénat du régime d'autorisations aux installations collectives ; amendement n° 9 de la commission (rétablissant la disposition relative au contrôle technique effectué par l'Etat ou pour son compte) (p. 4209) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : amendement n° 10 de la commission (désignation par la délégation du membre du bureau qui pourra exercer les pouvoirs de contrôle sur pièces et sur place) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la consultation de la délégation sur les décrets) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : adopté.

Article 12 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 12 de la commission (tendant à rétablir l'article 12 *bis* relatif à la mission régionale de la Haute Autorité) : adopté ;

— en conséquence, article 12 *bis* ainsi rétabli.

Article 13 : amendement n° 13 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la compétence générale de la Haute Autorité) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (précisant les pouvoirs réglementaires de la Haute Autorité) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté (p. 4211).

Article 13 *bis* : rôle de la Haute Autorité par rapport au Gouvernement ; rôle consultatif de la Haute Autorité en ce qui concerne les cahiers des charges ; dessaisissement progressif des pouvoirs de l'Assemblée nationale ; amendement n° 71 du Gouvernement (n'accordant à la Haute Autorité qu'un droit d'avis en ce qui concerne les cahiers des charges) : adopté ;

— article 13 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *ter* : amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 4212).

Article 14 : indépendance de la Haute Autorité ; amendement n° 16 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux rapports entre la Haute Autorité et les services privés locaux de communication) ; problème de la détermination des plans de fréquence ; amendement n° 16 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 14.

Article 16 : équilibre entre le cinéma et les sociétés de télévision (p. 4213) ; alourdissement des frais de fonctionnement de la télévision ; amendement n° 17 de la commission (suppression de la disposition confiant à la Haute Autorité le soin de veiller à l'équilibre des rapports entre le cinéma et les sociétés de télévision) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté (p. 4214).

Article 17 : débat « harmonisation des programmes, concurrence entre les chaînes » ; rapport entre la Haute Autorité et les dirigeants de chaînes ; adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 72 du Gouvernement (relatif au rapport annuel de la Haute Autorité) ; amendement n° 18 de la commission (même objet) (p. 4215) transformé en sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 72 : adopté ; amendement n° 19 de la commission (relatif au rapport particulier établi par la Haute Autorité) ; amendement n° 72, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 19 : satisfait.

Article 20 : composition de la Haute Autorité ; « chasse aux sorcières » ; propos tenus par M. Didier Motchane ; politisation de la Haute Autorité (p. 4216) ; mainmise politique sur l'audiovisuel ; amendement n° 20 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition de la Haute Autorité) (p. 4217) ; problème de l'indépendance des journalistes de « Soir 3 » (p. 4218) ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 21 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au président de la Haute Autorité) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'âge limite des membres de la Haute Autorité) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 4219).

Article 21 : adopté.

Article 22 : supprimé par le Sénat.

Article 23 : adopté.

Article 24 : amendement n° 23 de la commission (rétablissement du délai de vingt-quatre heures entre la notification des actes de la Haute Autorité et le moment où ils deviennent exécutoires) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (relatif au contrôle exercé par la Haute Autorité) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté (p. 4264).

Article 25 : amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition du C. N. C. A.) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 26.

Article 28 : adopté (p. 4265).

Article 29 : amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : suppression de la présence au sein des comités régionaux de la communication audiovisuelle des « associations de téléspectateurs ») : adopté ; amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la représentation des entreprises de communication dans les comités régionaux de la communication audiovisuelle) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (caractère obligatoire du financement des comités régionaux de la communication audiovisuelle par les régions) (p. 4266) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *bis* : amendement n° 31 de la commission (suppression de l'article 29 *bis* prévoyant l'avis du conseil supérieur des Français de l'étranger sur la politique de la communication audiovisuelle menée à l'égard des Français à l'étranger) : adopté ;

— en conséquence, l'article 29 *bis* est supprimé.

Article 30 : amendement n° 32 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au contenu du cahier des charges) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 : amendement n° 33 de la commission (compétence de la Haute Autorité dans le domaine relevant de la réglementation des émissions électorales) (p. 4267) : adopté ; amendement n° 85 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au temps d'antenne accordé aux parlementaires) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (relatif au temps d'antenne accordé aux organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 : adopté (p. 4268).

Article 33 : amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition du conseil d'administration de l'établissement public) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 33.

Article 34 : amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux ressources de l'établissement public de diffusion) ; sous-amendement du Gouvernement (substitution aux mots « taxes affectées au service publie » des mots « taxes prévues à l'article 60 ») : adopté ; amendement n° 36 ainsi modifié adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 34.

Article 35 : adopté.

Article 36 : adopté (p. 4269).

Article 37 : amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programme) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 37.

Article 38 : amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au plan de décentralisation applicable aux sociétés régionales) ; sous-amendement n° 81 de M. Bernard Schreiner (relatif aux prérogatives des sociétés nationales de programme) : adopté ; amendement n° 38 ainsi modifié, adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté (p. 4270).

Article 38 bis : amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition du conseil d'administration de la société nationale de programme prévue à l'article 38) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 38 *bis*.

Article 39 : amendement n° 40 de la commission (rôle et fonctionnement de la société nationale chargée de la conception et de la programmation d'œuvres et de documents audiovisuels du service public de la radiodiffusion et de la télévision dans les départements et territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte) ; sous-amendement n° 86 du Gouvernement (tendant à reprendre les dispositions adoptées par le Sénat) : adopté ; amendement n° 40 ainsi modifié, adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté (p. 4271).

Article 39 *bis* : amendement n° 82 de M. Bernard Schreiner (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition du conseil d'administration de la société prévue à l'article 39) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 39 *bis*.

Article 42 : adopté.

Article 43 : amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition du conseil d'administration de la société prévue à l'article 42) : adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

Article 44 : supprimé par le Sénat (p. 4272).

Article 45 : amendement n° 42 de la commission (suppression de la disposition instaurant un comité scientifique auprès de l'institut national de la communication audiovisuelle) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (précisant les missions de formation confiées à l'institut national de la communication audiovisuelle) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (précisant le rôle de l'institut national de la communication audiovisuelle en matière de recherche) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat instaurant un comité scientifique auprès de l'institut national de la communication audiovisuelle) : adopté ; amendement n° 84 du Gouvernement (modifiant le délai à l'issue duquel les sociétés de programme et la S. F. P. devront transférer à l'institut de la communication audiovisuelle les droits qu'elles détiennent sur les archives) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté (p. 4273).

Article 46 : amendement n° 47 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition du conseil d'administration de l'établissement public) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Article 47 : amendement n° 83 de la commission (rédactionnel : relatif aux ressources de l'établissement public) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 48 : adopté (p. 4274).

Article 49 : amendement n° 48 de la commission (relatif à la décentralisation télévisuelle) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 49.

Article 50 : amendement n° 87 de M. Bernard Schreiner (de coordination) : adopté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Article 52 : amendement n° 49 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition des conseils d'administration des sociétés régionales ou territoriales de programme prévues aux articles 48, 49 et 50) : adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté (p. 4275).

Avant l'article 53 : intitulé du chapitre IV : adopté.

Division de la section 1 ainsi que son intitulé supprimés par le Sénat.

Article 53 : adopté.

Article 54 : adopté.

Article 55 : amendement n° 73 du Gouvernement (relatif à la composition du conseil d'administration de la société nationale de programme prévue à l'article 53) ; amendement n° 50 de la commission (relatif à la composition du conseil d'administration de la société nationale de programme prévue à l'article 53) ; amendement n° 73 adopté ; amendement n° 50 n'a plus d'objet ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 55.

Avant l'article 56 : division de la section II et son intitulé supprimés par le Sénat.

Article 56 : attributions de la société chargée de commercialiser à l'étranger les œuvres et documents audiovisuels (p. 4276) ;

— article 56 adopté.

Article 59 : amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Article 60 : amendement n° 52 de la commission (relatif au pouvoir de contrôle du Parlement) ; amendement n° 88 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 52 rejeté ; amendement n° 88 adopté ;

— article 60, ainsi modifié, adopté.

Article 61 : amendement n° 74 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant l'approbation par la Haute Autorité de la répartition du produit attendu de la redevance et de la publicité) (p. 4277) ; amendement n° 53 de la commission (prévoyant l'avis de la Haute Autorité sur la décision de répartition du produit attendu de la redevance et de la publicité) ; amendement n° 74 adopté ; amendement n° 53 devenu sans objet ; amendement n° 75 du Gouvernement (éléments pris en compte pour l'attribution d'un montant de ressources à chaque organisme) : retiré ;

— article 61, ainsi modifié, adopté.

Article 63 : amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux documents annexés au projet de loi de finances) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (suppression de la disposition prévoyant que les documents annexés au projet de loi de finances devront faire apparaître l'effort consenti en faveur de la création) : adopté ;

— article 63, ainsi modifié, adopté.

Article 64 : amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au financement publicitaire) (p. 4278) : adopté ;

— article 64, ainsi modifié, adopté.

Article 65 : adopté.

Article 67 : adopté.

Article 68 A : supprimé par le Sénat ; amendement n° 57 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la garantie de la liberté d'opinion du personnel et des journalistes) : adopté ;

— en conséquence, l'article 68 A, ainsi rétabli.

Article 68 : amendements n° 76 du Gouvernement et n° 59 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture soumettant les personnels de l'ensemble des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision au régime de la convention collective) : adoptés ; amendement n° 77 du Gouvernement (relatif au régime applicable aux personnels permanents et intermittents) ; amendement n° 60 de la commission (suppression des mots « et intermittents ») ; amendement n° 77 du Gouvernement adopté (p. 4279) ; en conséquence amendement n° 60 devenu sans objet ; amendements n°s 61 et 62 de la commission satisfaits ; amendement n° 78 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 68, ainsi modifié, adopté.

Article 68 *bis* A : amendement n° 58 de la commission (suppression de l'article 68 *bis* A prévoyant l'établissement d'un code des devoirs professionnels) : adopté ;

— en conséquence, l'article 68 A est supprimé.

Article 68 *bis* B : adopté.

Article 69 : amendement n° 63 de la commission (relatif à la cessation concertée du travail) : adopté ;

— article 69, ainsi modifié, adopté.

Article 69 *bis* : adopté (p. 4280).

Article 69 *ter* : amendement n° 79 du Gouvernement (tendant à donner un caractère plus général aux dispositions de l'article 69 *ter* relative à la gestion de certains moyens communs) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 69 *ter*.

Article 70 *bis* : amendement n° 64 de la commission (suppression de l'article 70 *bis* disposant que toute action de communication audiovisuelle de personne à personne est soumise aux règles de la correspondance privée) : adopté ;

— en conséquence, l'article 70 *bis* supprimé.

Article 71 : amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au régime des autorisations) : adopté ;

— article 71, ainsi modifié, adopté.

Article 72 : adopté (p. 4281).

Article 73 : amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux ressources des services locaux de radiodiffusion sonore) : adopté ;

— article 73, ainsi modifié, adopté.

Article 76 *bis* : amendement n° 80 du Gouvernement (étendue des dérogations prévues en faveur des stations périphériques) : adopté ;

— article 76 *bis*, ainsi complété, adopté.

Article 77 : adopté.

Article 79 B : adopté (p. 4282).

Article 79 : adopté.

Article 80 : adopté.

Article 81 : supprimé par le Sénat.

Article 82 : supprimé par le Sénat.

Article 83 : adopté.

Article 85 : adopté.

Article 87 : supprimé par le Sénat.

Article 87 *bis* ; amendement n° 68 de la commission (suppression de l'article 87 *bis*, de conséquence, relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger) : adopté ;

— en conséquence, l'article 87 *bis* est supprimé.

Article 89 *bis* : adopté.

Article 90 : amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au mode de désignation des membres de la première Haute Autorité) : adopté ;

— en conséquence, le texte devient l'article 90 (p. 4283).

Article 90 *ter* A : adopté.

Article 92 : adopté.

Article 93 *bis* : adopté.

Article 95 : amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'application du texte aux T. O. M. et à Mayotte) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 95.

Article 96 : amendement n° 89 de M. Bernard Schreiner (fonctionnement de la délégation parlementaire pour l'O. R. T. F. durant la période transitoire) : adopté ; amendement n° 90 du Gouvernement (visant à éviter que durant la période transitoire la délivrance des autorisations ou radios locales privées ne soit... suspendue) (p. 4284) ; fonctionnement de la radio T. S. F. 93 ; amendement n° 90 adopté ;

— article 96, ainsi modifié, adopté.

Seconde délibération du projet de loi à la demande de M. Michel Debré ;

Régime juridique de la société prévue à l'article 39 : filiale commune des sociétés prévues aux articles 35 et 38 (p. 4385).

Article 39 : amendement n° 1 de M. Michel Debré (précisant que la société prévue à l'article 39 est une filiale commune des sociétés nationales prévues aux articles 35 et 38).: adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté (p. 4286).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste : *Balmigère* (*Paul*) (p. 4286) ;

Pluralisme : *Dumas* (*Roland*) (p. 4286) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4287) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4288) ; *Labarrère* (*André*) (p. 4289).

Vote favorable du groupe socialiste : *Dumas* (*Roland*) (p. 4286).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4287).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Madelin* (*Alain*) (p. 4287).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien.

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 4289).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [8 juillet 1982] (p. 4349) :

Abstention du groupe communiste : *Hage* (*Georges*) (p. 4350).

Quatrième chaîne : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4350, 4351).

Rejet du texte par le Sénat (vote de la question préalable) : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 4349) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4349).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Madelin* (*Alain*) (p. 4351).

Discussion des articles :

Article 1er ;

Article 2 : conforme ;

Article 3 ;

Article 5 ;

Article 6 *bis* (p. 4351) ;

Article 7 ;

Article 9 ;

Article 10 : conforme ;

Article 11 ;

Article 12 : conforme ;

Article 12 *bis* **;**

Article 13 ;

Article 13 *bis* **;**

Article 13 *ter* **;**

Article 14 ;

Article 16 ;

Article 17 : conforme ;

Article 18 : conforme ;

Article 19 ;

Article 20 (p. 4352) ;

Article 21 : conforme ;

Article 22 : suppression conforme ;

Article 23 : conforme ;

Article 24 ;

Article 25 ;

Article 26 ;

Article 28 : conforme ;

Article 29 ;

Article 29 *bis* **:** supprimé ;

Article 30 ;

Article 31 (p. 4353).

Article 32 : conforme ;

Article 33 ;

Article 34 ;

Article 35 : conforme ;

Article 36 : conforme ;

Article 37 ;

Article 38 ;

Article 38 *bis* **;**

Article 39 ;

Article 39 *bis* **;**

Article 42 : conforme ;

Article 43 ;

Article 44 : suppression conforme ;

Article 45 (p 4354) ;

Article 46 ;

Article 47 ;

Article 48 : conforme ;

Article 49 ;

Article 50 ;

Article 52 ;

Article 53 : conforme ;

Article 54 : conforme ;

Article 55 ;

Article 56 : conforme ;

Article 59 ;

Article 60 ;

Article 61 ;

Article 63 ;

Article 64 ;

Article 65 : conforme ;

Article 67 : conforme ;

Article 68 A ;

Article 68 (p. 4355) ;

Article 68 *bis* **A :** supprimé ;

Article 68 *bis* **B :** conforme ;

Article 69 ;

Article 69 *bis* **:** conforme ;

Article 69 *ter* ;

Article 70 *bis* : supprimé ;

Article 71 ;

Article 72 : conforme ;

Article 73 ;

Article 76 *bis* ;

Article 77 : conforme ;

Article 79 B : conforme ;

Article 79 : conforme ;

Article 80 : conforme ;

Article 81 : suppression conforme ;

Article 82 : suppression conforme ;

Article 83 : conforme ;

Article 85 : conforme ;

Article 87 : suppression conforme ;

Article 87 *bis* : supprimé ;

Article 89 *bis* : conforme ;

Article 90 ;

Article 90 *ter* **A** : conforme ;

Article 92 : conforme ;

Article 93 *bis* : conforme ;

Article 95 ;

Article 96 (p. 4356).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4357).

Voir *Corse* **4.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision, Culture ; Recherche et industrie, énergie.

Questions orales sans débat **292.**

— **Organisation de la campagne pour les élections municipales.**

Voir *Questions orales sans débat* **276.**

AUROUX (LOIS)

Voir Loi du 4 août 1982 sur les libertés des travailleurs dans l'entreprise.

Loi du 28 octobre 1982 sur le développement des institutions représentatives du personnel.

Loi du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective et au règlement des conflits du travail.

Loi du 23 décembre 1982 sur les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail.

AUTO-ECOLES

Voir *Questions au Gouvernement* **242, 437.**

AUTOMOBILE

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

Questions au Gouvernement **264, 281, 283, 285, 287, 302, 333.**

AUTOMOBILES ET CYCLES

1. — **Proposition de loi n° 28** relative à l'extension de l'obligation de munir les voitures particulières d'un **dispositif antivol** à tous les **véhicules immatriculés.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur M. Jacques Toubon (28 janvier 1982).

2. — **Proposition de loi n° 645** relative à l'exercice de la profession d'**expert en automobile.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur M. Claude Michel (8 avril 1982).

3. — **Rapport d'information n° 1201** déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Philippe Bassinet, au nom de la commission de la production et des échanges sur **les perspectives de l'industrie automobile** le 4 novembre 1982.

Voir *Circulation routière* **5.**

AUTORITE PARENTALE

Voir *Enfants* **6.**

AUTOROUTES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.
Transports **2.**

A 11 et A 64.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie). Transports.

Péages.

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

Société privées d'—

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances.
— I : Charges communes.

« AUTOROUTES DE FRANCE » (Création de l'établissement public).

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

AUTRICHE

Voir *Traités et conventions* **70.**

AUXILIAIRES, CONTRACTUELS ET VACATAIRES

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **9.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Education nationale.

AUXILIAIRES DE JUSTICE

2. — **Proposition de loi n° 148** relative à la procédure applicable en cas de **faute professionnelle commise à l'audience par un avocat.**

— *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **746** (2 avril 1982). — Discussion le 22 avril 1982. — Adoption le 22 avril 1982. — Adoption le 22 avril 1982. — Proposition de loi n° **141.**

Sénat (deuxième lecture), n° **303** (1981-1982), dépôt le 28 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Charles Lederman. — Rapport n° **351** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption définitive le 3 juin 1982. — Proposition de loi n° **108** (1981-1982).

Loi n° 82-506 du 15 juin 1982, publiée au *J. O.* du 16 juin 1982 (p. 1899).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1264).

Affaire Choucq : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 1267) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 1267) ;

Alinéa 4 de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 1265) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1268) ;

Caractère exécutoire des sanctions : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 1266) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 1267) ;

Droit positif et ses inconvénients : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 1265-1266) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 1267) ;

Immunité de parole : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 1265) ;

Loi « sécurité et liberté » : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 1265-1266) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 1268) ;

Outrage à magistrat, privilège de juridiction prévu à l'article 681 du code de procédure pénale : *Halimi (Gisèle)* (p. 1267) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1267) ; *Badinter (Robert)* (p. 1268) ;

Procédure devant le conseil de l'ordre, intervention du procureur général : *Halimi (Gisèle)* (p. 1266) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1267) ; *Badinter (Robert)* (p. 1268) ;

Serment des avocats : *Halimi (Gisèle)* (p. 1266) ; *Badinter (Robert)* (p. 1268) ;

Vote favorable du groupe communiste : *Garcin (Edmond)* (p. 1268).

Discussion des articles [22 avril 1982] (p. 1269) :

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant à modifier le contenu du serment des avocats) ; sous-amendement n° 6 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à modifier la rédaction du texte du serment des avocats proposée par la commission) (p. 1269) : retiré ; amendement n° 1 : adopté ;

Article 1er (*procédure de répression des manquements commis à l'audience par un avocat*) : amendement n° 2 de la commission (intervention du procureur général lors de la procédure devant le conseil de l'ordre) ; sous-amendement n° 7 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à supprimer l'intervention du procureur général) (p. 1270) ; sous-amendement n° 8 de M. Claude Wolff soutenu par M. Emmanuel Hamel (précisant que le procureur général a un délai de huit jours pour saisir le conseil de l'ordre et que celui-ci doit statuer dans un délai de quinze jours) ; sous-amendement n° 9 du Gouvernement (précisant que le procureur général peut saisir le conseil de l'ordre qui doit statuer dans le délai de quinze jours à compter de la saisine) (p. 1271) ; problème d'appréciation par le procureur général de l'opportunité des poursuites ; sous-amendement n° 7 : rejeté ; sous-amendement n° 8 : rejeté ; sous-amendement n° 9 : adopté ; sous-amendement n° 10 du Gouvernement (relatif à la computation des délais dans les D. O. M. - T. O. M.) (p. 1272) : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 1er ;

Article 2 (*manquement aux règles découlant des dispositions sur la procédure*) : adopté ;

Article 3 (*abrogation de l'article* 214 *du code de justice militaire*) : amendement n° 11 du Gouvernement (de forme) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 3 ;

Article 4 (*abrogation de l'article* 34 *de la loi du* 15 *janvier* 1963 *relative à la Cour de sûreté de l'Etat*) : amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 4 est supprimé ;

Article 5 supprimé par le Sénat (*répression des propos injurieux, outrageants ou diffamatoires en application de l'article* 41 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la liberté de la presse*) : amendement n° 4 de la commission (supprimant la possibilité ouverte par ce texte au tribunal de faire des injonctions ou de suspendre un avocat) : adopté ; en conséquence ce texte devient l'article 5 ;

Après l'article 5 : amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter l'article 681 du code de procédure pénale en vue de donner pouvoir à la chambre criminelle de la Cour de cassation de désigner la juridiction chargée de l'affaire lorsqu'un avocat est susceptible d'être inculpé pour outrage à magistrat, en application des articles 222 et 223 du code pénal) (p. 1273) ; amendement n° 14 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 5 : retiré ; amendement n° 14 : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (relatif au régime applicable aux avocats ayant prêté serment avant l'entrée en vigueur de la présente loi) ; sous-amendement n° 13 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié, adopté ;

Article 6 (*application de la loi dans les T. O. M. et à Mayotte*) : adopté ;

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1274).

Voir *Lois de finances* **6**, art. 9.

AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Voir *Traités et conventions* **32, 56.**

AVIATION LEGERE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

AVICULTEURS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

AVION DE TRANSPORT REGIONAL (A. T. R.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

Questions au Gouvernement **238.**

AVOCATS

Voir *Auxiliaires de justice* **2.**

Justice **14.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.

Multipostulation.

Voir *Justice* **14.**

AVOIR FISCAL

Voir *Epargne* **4.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 52, après article 52.

AVORTEMENT

2. — Proposition de loi n° 1113 tendant au **remboursement de l'interruption volontaire de grossesse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par Mme Gisèle Halimi. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 1115 relative au **remboursement de l'interruption volontaire de grossesse** par la sécurité sociale. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par Mme Denise Cacheux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Projet de loi n° 1273 relatif à la **couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique** et aux modalités de financement de cette mesure. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 décembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme. — Urgence déclarée le 6 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Eliane Provost (9 décembre 1982). — Rapport n° **1277** (7 décembre 1982). — Discussion le 10 décembre 1982. — Adoption le 10 décembre 1982. — Projet de loi n° **281.**

Sénat (première lecture), n° **140** (1982-1983), dépôt le 11 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Robert Schwint. — Rapport n° **146** (1982-1983) (15 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Rejet le 17 décembre 1982. — Projet de loi n° **140** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

Bureau [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3806).

Assemblée nationale. — Rapporteur : Mme Eliane Provost. — Rapport n° **1329** (18 décembre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Robert Schwint. — Rapport n° **158** (1982-1983) (17 décembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1328,** dépôt le 17 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Eliane Provost. — Rapport n° **1330** (18 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **301.**

Sénat (deuxième lecture), n° **160** (1982-1983). dépôt le 18 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Robert Schwint. — Rapport n° **161** (1982-1983) (18 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Rejet le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **61** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1339**, dépôt le 18 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Eliane Provost. — Rapport n° **1341** (20 décembre 1982). — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption définitive le 20 décembre 1982. — Projet de loi n° **308**.

Loi n° 82-1172 du 31 décembre 1982 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1983 (p. 15).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 décembre 1982] (p. 8228) :

Question préalable posée par M. Jean Foyer : *Foyer (Jean)* (p. 8230 à 8233) ; *Evin (Claude)* (p. 8233) ; retirée (p. 8233) ;

Aide sociale : *Provost (Eliane)* (p. 8229, 8230) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8234) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8237) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 8242) ;

Application des lois de 1975 et 1979 : *Prouvost (Eliane)* (p. 8228, 8230) ; *Foyer (Jean)* (p. 8230, 8231) ; *Evin (Claude)* (p. 8232) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8234) ; *Becq (Jacques)* (p. 8235) ; *Koehl (Emile)* (p. 8243) ;

Contraception, éducation sexuelle et prévention de l'I. V. G. : *Provost (Eliane)* (p. 8228) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8233, 8234, 8246) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 8238) ; *Bayard (Henri)* (p. 8239) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 8240) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 8241) ; *Soum (Renée)* (p. 8242) ; *Frachon (Martine)* (p. 8244) ; *Besson (Louis)* (p. 8245) ;

Mères célibataires : *Frachon (Martine)* (p. 8244) ;

Mineurs (situation des —) : *Foyer (Jean)* (p. 8231) ; *Evin (Claude)* (p. 8233) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 8238 ;

Modalités du remboursement de l'I. V. G. (principe d'anonymat) : *Provost (Eliane)* (p. 8229) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8235) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 8240) ;

Modalités du remboursement de l'I. V. G. (principe de solidarité : versement d'une dotation budgétaire aux organismes de sécurité sociale) : *Foyer (Jean)* (p. 8231) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8235, 8247) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8236) ; *Bayard (Henri)* (p. 8239) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 8242) ; *Briane (Jean)* (p. 8245) ; *Besson (Louis)* (p. 8245) ;

Politique de la famille (notamment problème du troisième enfant) : *Foyer (Jean)* (p. 8232) ; *Evin (Claude)* (p. 8233) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8234, 8246, 8247) ; *Becq (Jacques)* (p. 8235, 8236) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8236) ; *Briane (Jean)* (p. 8244, 8245) ; *Besson (Louis)* (p. 8246) ;

Principe du remboursement de l'I. V. G. (conséquences démographiques) : *Provost (Eliane)* (p. 8229) ; *Foyer (Jean)* (p. 8232) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8234) ; *Becq (Jacques)* (p. 8235) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 8238) ; *Bayard (Henri)* (p. 8239) ; *Besson (Louis)* (p. 8245) ;

Principe du remboursement de l'I. V. G. (débat moral : droit à la vie et liberté des femmes) : *Provost (Eliane)* (p. 8228, 8229) ; *Foyer (Jean)* (p. 8231) ; *Becq (Jacques)* (p. 8235) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 8238) ; *de Bénouville (Pierre)* (p. 8240, 8241) ; *Sicard (Odile)* (p. 8243) ; *Koehl (Emile)* (p. 8243) ; *Briane (Jean)* (p. 8244) ; *Besson (Louis)* (p. 8245) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8247).

Principe du remboursement de l'I. V. G. (effets : banalisation de l'I. V. G. ?) : *Provost (Eliane)* (p. 8229) ; *Foyer (Jean)* (p. 8231) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8234) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8237) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 8238) , *Bayard* (Henri) (p. 8239) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 8240) ; *Soum (Renée)* (p. 8242) ; *Koehl (Emile)* (p. 8243) ; *Frachon (Martine)* (p. 8244) ; *Besson (Louis)* (p. 8245) ;

Principe du remboursement de l'I. V. G. (justice sociale) : *Provost (Eliane)* (p. 8229) ; *Roudy (Yvette)* (p. 8234) ; *Becq (Jacques)* (p. 8236) ; *Toubon (Jacques)* (p. 8236) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 8238) ; *Bayard (Henri)* (p. 8239) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 8240) ; *Soum (Renée)* (p. 8242) ; *Besson (Louis)* (p. 8245) ;

Silence des femmes parlementaires de l'opposition : *Roudy (Yvette)* (p. 8247) ;

Vote favorable du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 8239) ;

Vote favorable du groupe socialiste : *Becq (Jacques)* (p. 8236) ;

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon (Jacques)* (p. 8237) ;

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 8242).

Discussion des articles (p. 8247) :

Avant l'article 1er : amendement n° **2** de M. Adrien Zeller (soumettant la prise en charge par les différents organismes de sécurité sociale des frais afférents à l'I. V. G. à condition de ressources) : non soutenu (p. 8247).

Article 1er : (*couverture des frais afférents à l'I. V. G. non thérapeutique par le régime général des salariés*) : adopté.

Article 2 : (*couverture des frais afférents à l'I. V. G. non thérapeutique par le régime agricole*) : adopté.

Article 3 : (*couverture des frais afférents à l'I. V. G. non thérapeutique par le régime des professions non salariées, non agricoles*) : adopté.

Article 4 : (*couverture des frais afférents à l'I. V. G. non thérapeutique par les régimes spéciaux de salariés*) : adopté.

Article 5 : (*remboursement par l'Etat aux régimes de sécurité sociale des dépenses liées aux I. V. G. non thérapeutiques*) ; amendement n° 1 de la commission (précisant que les lois de finances fixent chaque année les dotations nécessaires à ce remboursement) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 3 de M. Emmanuel Hamel (prévoyant que le Gouvernement présentera chaque année au Parlement un rapport sur les conditions d'application de la présente loi) (p. 8248) : rejeté.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 8249).

Vote favorable du groupe socialiste : *Becq (Jacques)* (p. 8249).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Foyer (Jean)* (p. 8249).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Briane (Jean)* (p. 8249).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 8249).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8511) :

Coût entraîné par la prise en charge des séquelles d'avortements bâclés : *Roudy (Yvette)* (p. 8512).

Discussion des articles (p. 8512) :

Articles 1er à 4 : adoptés.

Article 5 : amendement n° 1 du Gouvernement (financement du remboursement de l'I. V. G. par l'Etat) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8512).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1982] (p. 8568) :

Campagne d'information sur la contraception : *Frachon (Martine)* (p. 8569), *Roudy (Yvette)* (p. 8570).

Echec de la commission mixte paritaire : *Provost (Eliane)* (p. 8568).

Nécessité de faciliter les adoptions : *Hamel (Emmanuel)* (p. 8569).

Respect des engagements pris par le Gouvernement : *Roudy (Yvette)* (p. 8568).

Texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale (p. 8569).

Explications de vote (p. 8569) :

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon (Jacques)* (p. 8569).

Vote positif du groupe socialiste : *Frachon (Martine)* (p. 8569).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 8570).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et Solidarité nationale, travail, santé, emploi. — II : Santé, Solidarité nationale ; services du Premier ministre : Droits de la femme ; deuxième lecture, article 29.

Questions au Gouvernement **196.**

Questions orales sans débat **154, 277.**

Création d'un centre I. V. G. à l'hôpital Laënnec.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et Solidarité nationale, travail, santé, emploi. — II : Santé, Solidarité nationale.

B

BAIE DE SOMME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

BANANE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

Culture de la —.
Voir Agriculture **8.**
Départements d'outre-mer **3.**

BANQUE CENTRALE DES COOPERATIVES ET MUTUELLES

Voir *Nationalisations* **5.**

BANQUE DE FRANCE

Voir *Economie et finances* **1.**
Motion de censure **6.**
Plan **3.**

Réserves d'or et de devises de la —.
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.
Questions au Gouvernement **381.**

BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL

Voir *Nationalisations* **5.**

BANQUE FRANÇAISE

Voir *Questions au Gouvernement* **377.**

BANQUE FRANÇAISE DE CREDIT COOPERATIF

Voir *Nationalisations* **5.**

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

4. — Projet de loi n° **759** portant **statut des sociétés coopératives de banques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **779** (20 avril 1982). — Discussion le 20 avril 1982. — Adoption le 20 avril 1982. — Projet de loi n° **127.**

Sénat (première lecture), n° **274** (1981-1982), dépôt le 21 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **307** (1981-1982) (28 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur pour avis : M. Josy Moinet. — Avis n° **310** (1981-1982) (29 avril 1982). — Discussion le 5 mai 1982. — Adoption le 5 mai 1982. — Projet de loi n° **74** (1981-1982).

Loi n° 82-409 du 17 mai 1982 publiée au *Journal officiel* du 18 mai 1982 (p. 1403).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 avril 1982] (p. 1186).

Activités des sociétés coopératives de banque (80 p. 100 des concours destinés au financement de l'économie sociale) : *Pierret* (*Christian*) (p. 1187) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1189) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 1191) ; *Sprauer* (*Germain*) (p. 1192) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1194) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 1196).

Capital des sociétés coopératives de banque (composition, rémunération) : *Pierret* (*Christian*) (p. 1187) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1189) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193).

Champ d'application de la nationalisation du crédit et décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 1982 : *Pierret* (*Christian*) (p. 1186, 1187) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1188) ; *Alphandery* (*Edmond*) (p. 1190) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 1191) ; *Sprauer* (*Germain*) (p. 1192) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 1195).

Contrôle : *Pierret* (*Christian*) (p. 1187) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1189) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 1194) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 1196).

Coopératives d'épargne et de crédit : *Pierret* (*Christian*) (p. 1188) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1194).

Crédit agricole : *Pierret* (*Christian*) (p. 1188) ; *Sprauer* (*Germain*) (p. 1192) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1194).

Crédit mutuel : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 1190) ; *Couillet Michel*) (p. 1191) ; *Sprauer* (*Germain*) (p. 1192) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 1193).

Démocratisation (représentants du personnel dans les conseils d'administration) : *Pierre* (*Christian*) (p. 1187) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1189) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 1192) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193).

Démocratisation (représentants du personnel dans les conseils d'administration) : *Pierre* (*Christian*) (p. 1187) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1189) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 1192) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193).

Dirigeants : *Pierret* (*Christian*) (p. 1187) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1189).

« Economie sociale » : *Pierret* (*Christian*) (p. 1187, 1188) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 1189) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 1191) ; *Sprauer* (*Germain*) (p. 1192) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 1193, 1194) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1194) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 1196).

Fiscalisation : *Zeller* (*Adrien*) (p. 1194).

Politique bancaire : *Delors* (*Jacques*) (p. 1196).

Vote favorable du groupe communiste : *Couillet* (*Michel*) (p. 1192).

Vote favorable du groupe socialiste : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 1193).

Vote favorable du groupe U. D. F. : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 1190).

Discussion des articles [20 avril 1982] (p. 1197).

Article 1er (*définition d'une société coopérative de banque*) : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de M Germain Sprauer (tendant à faire référence à la loi du 24 juillet 1966) : retiré ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 1er ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*augmentation et rémunération du capital*) : amendement n° 16 de M. Edmond Alphandéry (relatif à la rémunération du capital) : retiré ; amendement n° 4 de la commission (de précision) (p. 1197) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*organes dirigeants*) : amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (relative à la procédure de désignation du président du directoire par le conseil de surveillance) : agrément du C. N. C. : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*activités*) : amendement n° **6** de la commission (de précision) : adopté (p. 1198) ; amendement n° 14 de M. Germain Sprauer (modifiant le pourcentage des concours destinés au financement de l'économie sociale : deux tiers au lieu de 80 p. cent : rejeté ; amendement n° 15 de M. Germain Sprauer (relatif aux personnes devant bénéficier des 80 p. cent des concours : sociétés d'économie mixte, emplois d'intérêt général) : retiré ; amendement n° 7 de la commission (tendant à substituer au mot « public » les mots « ou établissements publics ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission tendant à supprimer la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 4 relatif à l'emploi des autres concours soit 20 p. cent : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*commissaire du Gouvernement*) : amendement n° 17 de M. Adrien Zeller (tendant à limiter le contrôle de l'Etat sur les sociétés contrôlées par les sociétés coopératives de banque aux seules sociétés bancaires et financières) (p. 1199) : retiré ;

— article 5, adopté.

Article 6 (*agrément des statuts*) : amendement n° 9 de la commission (prévoyant que la décision du ministre de l'économie et des finances sur les demandes d'agrément des statuts des sociétés coopératives de banque devra intervenir dans un certain délai) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*délai de mise en conformité ; sanctions*) : (p. 1200) : interprétation extensive de l'article 7 par M. le ministre de l'économie et des finances ;

— article 7, adopté.

Article 8 (*dispositions transitoires*) : amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à étendre l'application du texte de loi aux départements d'Alsace et de Moselle) : adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Titre : amendement n° 22 de M. Edmond Alphandéry (tendant à modifier le titre du projet de loi : « Projet de loi portant dénationalisation des sociétés coopératives des banques ; article 52 de la loi de nationalisation du 11 février 1982 « remutualisation » et non « dénationalisation » (p. 1202) ; amendement n° 22, rejeté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1203).

5. — Proposition de loi n° 1002 portant réforme des **caisses d'épargne et de prévoyance.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Dominique Taddei et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Dominique Taddei (8 juillet 1982). — Rapport n° **1021** (9 juillet 1982). — Discussions les 13, 20 et 21 juillet 1982. — Adoption le 21 juillet 1982. — Proposition de loi n° **208.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [13 juillet 1982] (p. 4443, 4460), [20 juillet 1982] (p. 4550).

Question préalable opposée par M. Michel Noir : *Noir* (*Michel*) (p. 4446, 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4447, 4448, 4449, 4450) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4450, 4451) ; *Goux* (*Christian*) (p. 4451) : rejetée par scrutin public (p. 4451).

Alsace et Moselle : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4445) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 4463, 4465) ; *Oehler* (*Jean*) (p. 4467, 4468).

Banalisation : *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4448) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4551, 4552) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4453) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4454) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4460, 4461) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4469).

Caisse des dépôts et consignations : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444, 4445, 4465) ; *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Paul*) (p. 4449, 4450) ; *Alphandery* (*Edmond*) (p. 4465, 4466) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4468, 4469) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4552).

C. E. N. C. E. P. (Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) *Taddei* (*Dominique*) (p. 4445) ; *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4449) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4453) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4455) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4461) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4552).

Conseils consultatifs auprès des agences : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4445) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4455) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4462) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 4463).

Contrôle des caisses d'épargne : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4449).

Délai d'application de la proposition de loi : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4450).

Emploi des fonds des caisses d'épargne : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4445) ; *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4450) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4454) ; *Cartraud* (*Raoul*) (p. 4455, 4456) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4461) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4469) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4551).

Financement des collectivités locales : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4450) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4454) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4461) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4552).

Future loi bancaire : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4451, 4551) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4452) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4453).

Inconstitutionnalité (domaine réglementaire) : *Noir* (*Michel*) (p. 4446, 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4448) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4451).

Livret A : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4450) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4454) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4456) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4452).

Livret d'épargne populaire : *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4450) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4450).

Mutations et exonérations fiscales : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4445).

Organes directeurs des caisses d'épargne (directoire et conseil de surveillance) : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4445) ; *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4449) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4453) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4454, 4455) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4462) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 4463) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4466, 4467) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4468).

Organisation du travail de la commission des finances (auditions précipitation) : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444) ; *Noir* (*Michel*) (p. 4446) ; *Goux* (*Christian*) (p. 4451, 4460) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4460) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4464).

Rémunération de l'épargne : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4452).

Réorganisation du réseau des caisses d'épargne : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4449) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4452) ; *Cartraud* (*Raoul*) (p. 4456) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4462) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 4463) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4465, 4466, 4467) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4468) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4469) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4551).

S. O. R. E. F. I. (sociétés régionales de financement) : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4444) ; *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4450) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4454, 4455) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4462, 4463) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4466) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4469) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 4552).

Statut des personnels : *Taddei* (*Dominique*) (p. 4445) ; *Noir* (*Michel*) (p. 4447) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4449, 4450) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4453) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 4455).

Vote favorable du groupe socialiste : *Cartraud* (*Raoul*) (p. 4456).

Vote hostile du groupe R. P. R. *Barnier* (*Michel*) (p. 4463).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4467).

Discussion des articles [20 juillet 1982] (p. 4553).

Titre 1er : organisation du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance.

Article 1er (*définition et activités*) : « surbancarisation » en France ; banalisation éventuelle du livret A ; financement des collectivités locales ; réforme des caisses d'épargne et politique de l'épargne (p. 4553) ; diversification des clients des caisses d'épargne ; amendement n° 15 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) ; notion d'établissement public à but non lucratif (p. 4554) ; banalisation des activités des caisses d'épargne ; détermination par voie réglementaire des opérations de banque que pourront réaliser les caisses d'épargne, amendement n° 15 : rejeté ; amendement n° 26 de M. Michel Noir (substituant à une définition organique des caisses d'épargne une définition fonctionnelle de celle-ci : organismes ayant « une activité de crédit à but non lucratif ») ; problème du statut juridique des caisses d'épargne (p. 4555) ; amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 27 de M. Michel Noir (précisant le statut juridique des caisses d'épargne : personne morale de droit privé à but non lucratif exerçant leur activité dans le domaine du crédit) : rejeté ; amendement n° 31 de M. Michel Noir soutenu par M. Michel Inchauspé (suppression de la mention « à but non lucratif ») ; application de l'ordonnance du 17 août 1967 relative à l'intéressement des salariés au personnel des caisses d'épargne (p. 4556) ; décision du Conseil d'Etat accordant aux caisses d'épargne la possibilité d'établir des accords de participation ; amendement n° 31 : rejeté ; amendement n° 28 de M. Michel Noir soutenu par M. Michel Inchauspé (statut juridique des caisses d'épargne : établissements coopératifs) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Michel Noir (statut juridique des caisses d'épargne : sociétés en commandite par actions) (p. 4557) :

rejeté ; amendement n° 30 de M. Michel Noir (statut juridique des caisses d'épargne : sociétés anonymes) . rejeté ; amendement n° 4 de M. Paul Chomat (précisant que les caisses d'épargne sont des établissements reconnus d'utilité publique) rejeté ; amendement n° 32 de M. Michel Noir (objet des caisses d'épargne : suppression de la disposition habilitant les caisses d'épargne à consentir des crédits) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Michel Noir soutenu par M. Michel Inchauspé (objet des caisses d'épargne : addition après les mots « opérations de banque » les mots « autorisées actuellement ») : rejeté ; (p. 4558) ;

explications de vote sur l'article 1er ; vote hostile des groupes U.D.F. et R.P.R. : *Alphandéry (Edmond)* ;

— article 1er, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 33 de M. Michel Noir (confiant à la commission de contrôle des banques le soin de contrôler les opérations de banque effectuees par les caisses d'épargne et de prévoyance) ; sous-amendement n° 112 de M. Michel Inchauspé (application des dispositions d'encadrement du crédit au réseau des caisses d'épargne) . rejeté ; amendement n° 33 : rejeté ; amendement n° 34 de M. Michel Noir (taxation des excédents d'exploitation au taux normal de l'impôt sur les sociétés) : retiré.

Article 2 (*création d'un réseau*) : analogie avec la procédure des lois-cadres (p. 4559) ; amendement n° 97 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant que l'organisation et les règles de fonctionnement seront définies par decret) ; amendement n° 35 de M. Michel Noir (précisant les principes généraux que devra respecter le décret définissant l'organisation et les règles de fonctionnement des caisses d'épargne) ; amendement n° 97 : adopté ; en conséquence, amendement n° 35 : devenu sans objet ; amendement n° 85 de M. Michel Inchauspé (interdisant au réseau de caisses d'épargne de placer les disponibilités des caisses sur le marché monétaire) (p. 4560) : retiré ;

— article 2. ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*échelon régional du réseau : la S.O.R.E.F.I.*) : amendement n° 16 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) ; création d'une sorte de banque régionale bénéficiant de l'apport de capitaux de la C.D.C. et des caisses d'épargne et de prévoyance (p. 4561) ; amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 6 de M. Paul Chomat soutenu par M. René Rieubon (ayant pour objet de conserver aux sociétés régionales de financement le même statut juridique que celui des caisses d'épargne et de prévoyance) ; risque de « banalisation » : retiré ; amendement n° 36 de M. Michel Noir (ressort des S.O.R.E.F.I. : régions de programme) (p. 4562) ; comités de prêt institués dans chaque région par la loi relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ; transformation des G.R.E.P. (p. 4563) ; amendement n° 36 : rejeté ; amendement n° 7 de M. Paul Chomat (de conséquence) : retiré ; amendement n° 62 de M. Michel Noir (limitant l'objet des S.O.R.E.F.I. : suppression de la disposition prévoyant que la caisse des dépôts et consignations et le centre national pourront confier certaines tâches aux S.O.R.E.F.I.) ; décentralisation et déconcentration ; amendement n° 62 : rejeté ; amendement n° 37 de M. Michel Noir soutenu par M. Michel Inchauspé (soumettant les S. O. R. E. F. I. au contrôle de la commission de contrôle des banques et aux ratios édictés par la Banque de France et le C. N. C.) (p. 4564) : rejeté : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (création de deux S. O. R. E. F. I. dans la région de Lorraine : l'une pour le département de la Moselle, l'autre pour les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges) ; amendement n° 83 de M. Robert Malgras (prévoyant dans le cadre de la S. O. R. E. F. I. de la Lorraine, l'institution d'un compte particulier dans le département de la Moselle) ; sous-amendement n° 105 de M. Dominique Taddei (de forme) (p. 4565) ; amendement n° 1 : rejeté ; sous-amendement n° 105 : adopté ; amendement n° 83, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 86 de M. Michel Inchauspe (maintien des délégations régionales de la Caisse des dépôts et consignations) : retiré ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4566).

Article 4 (*échelon national du réseau : le C. E. N. C. E. P.*) : amendement n° 17 de M. Edmond Alphandéry (proposant que la totalité du capital du C. E. N. C. E. P. soit détenue par les caisses d'épargne) ; amendement n° 18 de M. Edmond Alphandéry (prévoyant la fixation par contrat du montant des fonds mis à la disposition de la C. D. C. par les caisses d'épargne) ; relations entre les caisses d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations ; (p. 4567) ; amendement n° 63 de M. Michel Barnier soutenu par M. Michel Noir (modifiant le statut juridique du C. E. N. C. E. P. : groupement d'intérêt économique) ; amendement n° 8 de M. Parfait Jans soutenu par M. Paul Chomat (suppression de la disposition donnant au C. E. N. C. E. P. la forme d'une société anonyme) : retiré ; ainsi que l'amendement n° 9 (p. 4568) ; rémunération de l'épargne populaire ; amendement n° 17 : rejeté ; amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 18 : rejeté ; amendement n° 38 de M. Michel Noir (soumettant le C. E. N. C. E. P. aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales) : retiré ; amendement n° 69 de M. Edmond Alphandéry (précisant les modalités de la suppression des caisses locales existantes) ; maintien du service public en milieu rural (p. 4569) ; sous-amendement n° 106 de M. Dominique Taddei (supprimant la référence au conseil d'administration) ; sous-amendement n° 93 de M. Gilbert Gantier (consultation préalable du conseil municipal de la commune où se trouve le siège social de la caisse d'épargne concernée) : non soutenu ; sous-amendement n° 106 : adopté ; amendement n° 69, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 39 de M. Michel Noir (précisant que toute décision de suppression est susceptible de recours devant la commission de contrôle instituée par l'article 4 *bis*) : retiré ; ainsi que l'amendement n° 40 (tendant à l'insertion d'un article additionnel après l'article 4) ; amendement n° 94 de M. Dominique Taddei (étendant aux souscripteurs le bénéfice des garanties visées au dernier alinéa de l'article 4) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*emploi des fonds collectés*) : amendement n° 95 de M. Dominique Taddei (proposant une nouvelle rédaction de l'article 5 : détermination des différentes catégories de fonds ; indication des organismes accordant des garanties ; précision du régime des « contingents Minjoz ») ; accroissement de la responsabilité des caisses d'épargne ; sous-amendement n° 107 du Gouvernement (tendant à préciser que les fonds dont l'emploi sera libre se situeront à l'intérieur des contingents Minjoz ; perspectives concernant le livret A (p. 4571) ; sous-amendement n° 113 de M. Michel Noir (précisant que la proportion des fonds garantis par l'Etat laissés au libre emploi du réseau ne pourra être inférieure à 30 p. 100 du total des fonds collectés) ; sous-amendement n° 114 de M. Edmond Alphandéry (prévoyant que la répartition des fonds collectés entre les trois catégories de fonds sera exposée annuellement par le Gouvernement dans le cadre de la loi de finances) ; sous-amendement n° 107 : adopté ; sous-amendement n° 113 : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 114 : rejeté ; amendement n° 95, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 43 de M. Michel Noir et n° 70 de M. Edmond Alphandéry : devenus sans objet (p. 4572) ; amendement n° 3 de M. Jacques Médecin soutenu par M. Michel Noir (tendant à porter de 50 p. 100 à 60 p. 100 des excédents de dépôt sur livret A de l'année d'épargne disposent librement) : rejeté ; amendement n° 85 de M. Michel Inchauspé (maintien de la proportion des fonds collectés affectés au financement des collectivités locales) : retiré ;

— article 5, ainsi rédigé, adopté (p. 4573).

[21 juillet 1982] (p. 4579).

Après l'article 5 : amendement n° 43 de M. Michel Noir (publicité du rapport annuel du C. E. N. C. E. P. sur l'emploi des fonds collectés) : adopté.

Article 6 (*décret d'application*) : amendement n° 19 de M. Edmond Alphandéry soutenu par M. Michel Noir (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent titre) ; sous-amendement n° 108 de M. Dominique Taddei (suppression des mots : « en Conseil d'Etat ») ; sous-amendement n° 103 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendements n° 108 et n° 103 : adoptés ; amendement n° 19, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 6 (p. 4579).

Titre II : organisation des caisses d'épargne et de prévoyance.

Article 7 (*organes dirigeants*) : amendement n° 71 de M. Edmond Alphandéry (limitant l'application de la disposition prévoyant l'administration des caisses d'épargne et de prévoyance par un conseil de surveillance et un directoire aux caisses d'épargne les plus importantes dont la liste est fixée par décret) ; amendement n° 104 du Gouvernement (administration des caisses d'épargne par un directoire ou un directeur général unique sous le contrôle d'un conseil de surveillance) ; amendement n° 78 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Edmond Alphandéry (administration des caisses d'épargne par un directoire sous le contrôle d'un conseil de surveillance) (p. 4580) ; amendement n° 71 : rejeté ; amendement n° 104 : adopté ; en conséquence, amendement n° 78 : devenu sans objet ;

amendements n° 20 de M. Edmond Alphandéry et n° 44 de M. Michel Noir (suppression de la disposition prévoyant dans chaque caisse d'épargne l'institution de conseils consultatifs auprès des agences et groupements d'agences) ; absence de disposition concernant le rôle des conseils consultatifs ; responsabilisation des épargnants (p. 4581) ; problème des élections à ces conseils consultatifs ; amendements n°s 20 et 44 : rejetés ; amendement n° 45 de M. Michel Noir (prévoyant un minimum de déposants pour la création d'un conseil consultatif (n° 4582) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*composition et mode de désignation des conseils consultatifs*) : amendements n° 21 de M. Edmond Alphandéry et n° 46 de M. Michel Noir (de suppression) ; « mutualisation » des caisses d'épargne ; risque de politisation ; problème de la participation des mineurs (p. 4583) ; révocation des membres du conseil consultatif ; amendements n°s 21 et 46 : rejetés ; amendement n° 47 de M. Michel Noir (modifiant le mode de désignation du conseil consultatif : tirage au sort sur la liste des épargnants) ; « démocratie » du loto ; amendement n° 47 : rejeté (p. 4584) ; amendement n° 64 de M. Michel Barnier soutenu par M. Michel Noir (imposant aux deux tiers des représentants des épargnants des conditions d'éligibilité supplémentaires et disposant que, lors des opérations électorales, aucun candidat ne pourra faire état d'une quelconque appartenance politique, syndicale ou associative) : rejeté ; amendement n° 48 de M. Michel Noir (augmentant l'âge minimal d'éligibilité au conseil consultatif : dix-huit ans) ; sous-amendement de M. François Grussenmeyer précisant les conditions d'éligibilité : nationalité française, droits civiques : rejeté ; amendement n° 48 : rejeté (p. 4585) ; amendement n° 88 de M. Emmanuel Hamel (augmentant l'âge d'électorat et d'éligibilité : majorité) ; amendements n° 68 de M. Michel Noir, n° 72 de M. Edmond Alphandéry et n° 87 de M. Emmanuel Hamel (suppression des mots : « âgés de plus de seize ans ») ; amendement n° 49 de M. Michel Noir (fixant à dix-huit ans l'âge d'électorat et d'éligibilité) ; répartition des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire ; amendement n° 88 : rejeté ; amendements n°s 68, 72 et 87 ; rejetés ; amendement n° 49 : rejeté (p. 4586) ; amendement n° 89 de M. Emmanuel Hamel (proposant que soient électeurs et éligibles au conseil consultatif les déposants titulaires d'un compte ouvert depuis trois ans au moins) ; amendement n° 79 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Edmond Alphandéry (proposant que soient électeurs et électrices les déposants titulaires d'un compte ouvert depuis un an au moins) ; amendement n° 89 : retiré ; amendement n° 79 : adopté ; amendement n° 50 de M. Michel Noir (précisant le rôle du conseil consultatif) : rejeté ; amendement n° 51 de M. Michel Noir (fixation par décret du régime des incompatibilités) : retiré ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*composition du conseil de surveillance*) : amendement n° 65 de M. Michel Barnier soutenu par M. Michel Noir (présence d'un membre du conseil général) (p. 4587) : rejeté ; amendement n° 52 de M. Michel Noir (relatif à la représentation du conseil municipal du ressort géographique de la caisse) ; problème des communes-centres ; amendement n° 52 : retiré (p. 4588) ; amendement n° 53 de M. Michel Noir (de conséquence : substitution aux membres élus par les conseils consultatifs des membres tirés au sort sur la liste des épargnants) : devenu sans objet ; amendement n° 22 de M. Edmond Alphandéry (substitution aux membres élus par les conseils consultatifs des membres élus par les épargnants) : devenu sans objet ; amendement n° 54 de M. Michel Noir (visant à éviter que les salariés en activité dans la caisse soient présentés parmi les représentants des épargnants) : retiré ; amendement n° 92 de M. Emmanuel Hamel (représentation des associations familiales du ressort de la caisse) : rejeté ; amendement n° 66 de M. Michel Barnier soutenu par M. Michel Noir (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 55 de M. Michel Noir (suppression de la disposition prévoyant la présence de membres choisis par les autres conseillers pour compléter la représentation des épargnants) : retiré ; amendement n° 56 de M. Michel Noir (précisant que chaque membre du conseil de surveillance dispose d'une voix, sauf les mineurs) (p. 4589) ; rectification de l'amendement n° 56 (suppression de la mention des mineurs) ; amendement n° 56, ainsi rectifié, adopté ; amendement n° 90 de M. Emmanuel Hamel (relatif à la durée du mandat des membres du conseil de surveillance) : retiré ; amendement n° 51 de M. Michel Noir (relatif au régime des incompatibilités) retiré ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 4590).

Article 10 (*attributions du conseil de surveillance*) : amendement n° 57 de M. Michel Noir (confiant au conseil de surveillance le soin de contrôler la gestion de la caisse par le directoire) ; spécificité de l'organisation des caisses d'épargne par rapport au droit commun défini par la loi de 1966 sur les sociétés commerciales ; amendement n° 57 rejeté ; amendement n° 110 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 80 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Emmanuel Hamel (précisant que le nombre des membres du directoire est fonction de la taille de la caisse) : rejeté ; (p. 4591) ; amendement n° 58 de M. Michel Noir (relatif aux conditions de révocation des membres du directoire : majorité simple) : rejeté ; amendement n° 111 du Gouvernement (fixation par décret des conditions de nomination et de révocation des membres du directoire) : adopté ; amendement n° 59 de M. Michel Noir (précisant que le conseil de surveillance est responsable de l'administration de la caisse dans la limite de ses pouvoirs) : rejeté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*attributions du directoire*) : amendement n° 60 de M. Michel Noir (précisant que les limites statutaires au pouvoir du directoire ne sont pas opposables à des tiers de bonne foi) (p. 4592) : rejeté ;

— article 11, adopté.

Article 12 (*décret d'application*) : adopté.

Titre III : organisation des relations de travail dans le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance.

Article 13 (*statut des personnels*) : amendement n° 13 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Paul Chomat (disposant que le statut du personnel des caisses serait un règlement administratif) ; problème des avantages acquis ; rejeté ;

— article 13, adopté (p. 4593).

Article 14 (*composition de la commission paritaire nationale*) : amendement n° 115 de M. Dominique Taddei (augmentant le nombre des membres de la commission) : adopté ; amendement n° 61 de M. Michel Noir (modifiant le mode de désignation des membres de la commission) : retiré ; amendement n° 81 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Emmanuel Hamel (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 73 de M. Paul Chomat (relatif à la période transitoire) : retiré ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*modalités des décisions prises par la commission paritaire nationale*) : amendement n° 82 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Emmanuel Hamel (proposant que les décisions soient prises à la majorité simple) ; amendement n° 102 de M. Dominique Taddei (proposant que les décisions soient prises à la majorité des 4/5) ; amendement n° 82 : rejeté ; amendement n° 102 : adopté ; amendement n° 23 de M. Edmond Alphandéry (visant à considérer la majorité des membres composant la commission et non celle des représentés) ; amendement n° 116 de M. Dominique Taddei (visant à ne pas prendre en compte lors du calcul de la majorité que les membres représentés) ; amendement n° 23 : rejeté ; amendement n° 116 : adopté (p. 4594) ; amendement n° 84 de M. Paul Chomat (relatif aux modalités des décisions prises par la commission paritaire nationale) : retiré ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 (*établissement de nouveaux accords et validité de certaines dispositions en vigueur*) : amendement n° 96 de M. Dominique Taddei (relatif au régime de retraite existant) : adopté ; amendement n° 75 de M. Parfait Jans soutenu par M. Paul Chomat (suppression de la date limite du 31 décembre 1984) : rejeté ; amendement n° 76 de M. Parfait Jans soutenu par M. Paul Chomat (suppression de la disposition prévoyant une formation arbitrale) ; amendement n° 24 de M. Edmond Alphandéry soutenu par M. Germain Gengenwin (proposant que la composition de la formation arbitrale soit définie par décret) ; amendement n° 76 : rejeté ; amendement n° 24 : rejeté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté (p. 4595).

Article 17 (*coordination*) : amendement n° 77 de M. Paul Chomat (de suppression) : retiré ;

— article 17, adopté.

Avant l'article 18 : amendement n° 98 du Gouvernement (visant à inclure les caisses d'épargne et de prévoyance dans le champ d'application de la loi sur l'assainissement des professions commerciales et industrielles et sous certaines réserves à lui étendre la législation sociale relative aux entreprises commerciales) ; amendement n° 99 du Gouvernement (tendant à rendre applicable aux caisses d'épargne des dispositions pénales figurant dans le droit des sociétés) ; amendement n° 100 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 99 : adopté ; amendement n° 100 : adopté.

Titre IV : dispositions diverses.

Article 18 (*caisses d'épargne d'Alsace et de Moselle*) : amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. François Grussenmeyer (proposant une nouvelle rédaction de l'article 18) : retiré ;

— article 18, adopté (p. 4596).

Après l'article 18 : amendement n° 101 du Gouvernement (précisant que les opérations de restructuration s'opèrent en franchise d'impôt) : adopté.

Article 19 (*codification*) : amendement n° 25 de M. Edmond Alphandéry (prévoyant un décret en Conseil d'Etat) : rejeté.

— article 19, adopté.

Explications de vote (p. 4597).

Organisation du débat (« présence intermittente de M. Jacques Delors ») : *Noir* (*Michel*) (p. 4597).

Politique de l'épargne et utilisation des fonds des caisses d'épargne et de prévoyance : *Noir* (*Michel*) (p. 4597) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4598) ; *Mortelette* (*François*) (p. 4598) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4599).

Statut du personnel : *Noir* (*Michel*) (p. 4597) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4598).

Vote favorable du groupe communiste : *Chomat* (*Paul*) (p. 4598).

Vote favorable du groupe socialiste : *Mortelette* (*François*) (p. 4593).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Noir* (*Michel*) (p. 4598).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4598).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 4599).

Voir *Epargne* **4.**

Lois de finances **5,** discussion générale.

Loi de finances **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

Lois de finances rectificatives **5,** article 5.

Nationalisation **5.**

Chèques.

Voir *Questions orales sans débat* **294.**

Fiscalité.

Voir *Lois de finances* **5,** article 4.

BANQUES MUTUALISTES

Voir *Motions de censure* **4.**

Rationalisations **5.**

BARBIE (Klaus)

Voir *Questions au Gouvernement* **382.**

BARRAGE DE KEHL-STRASBOURG (Constructions et exploitations du —)

Voir *Traités et convention* **61.**

BASQUE (langue)

Voir *Questions orales sans débat* **195.**

BASSE-NORMANDIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire ; Transports.

BATELLERIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

Transports **2.**

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS (B.T.P.)

Voir *Lois de finances* **6,** article 49 (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Questions au Gouvernement **248.**

Questions orales sans débat **186, 221, 262, 272.**

Conditions de travail dans le secteur du —.

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

BATIMENTS RURAUX

Voir *Agriculture* **7.**

BAUKNECHT (Groupe)

Voir *Questions au Gouvernement* **393.**

BAUX

4. — Proposition de loi n° 336 tendant à compléter les articles 10, 24 et 62 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 modifiée portant modification et codification de la législation relative aux **rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel** et instituant des **allocations de logement.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg (23 septembre 1982).

6. — Projet de loi n° 483 relatif aux **droits et obligations des locataires et des bailleurs.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion les 12, 13, 20, 21, 22, 25 janvier 1982. — Deuxième délibération (art. 5 et 6). — Adoption le 25 janvier 1982. — Projet de loi n° **106.**

Sénat (première lecture), n° **193** (1981-1982), dépôt le 26 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **239** (1981-1982) (2 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur pour avis : M. Robert Laucournet. — Avis n° **240** (1981-1982) (2 avril 1982). — Discussion les 20, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30 avril, 4 mai 1982. — Adoption le 4 mai 1982. — Projet de loi n° **71** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **847,** dépôt le 5 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel. — Rapport n° **852** (6 mai 1982). — Discussion le 11 mai 1982. — Adoption avec modifications le 11 mai 1982. — Projet de loi n° **145.**

Sénat (deuxième lecture), n° **329** (1981-1982), dépôt le 12 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **332** (1981-1982) (13 mai 1982). — Discussion le 25 mai 1982. — Adoption avec modifications le 25 mai 1982. — Projet de loi n° **91** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **897,** dépôt le 26 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).
Bureau [*J.O.* du 4 juin 1982] (p. 1790).

Assemblée nationale (texte de la commission paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel. — Rapport n° **920** (4 juin 1982). — Discussion le 9 juin 1982. — Adoption le 9 juin 1982. — Projet de loi n° **161.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **378** (1981-1982). — Discussion le 10 juin 1982. — Adoption définitive le 10 juin 1982. — Projet de loi n° **111** (1981-1982).

Loi n° 82-526 du 22 juin 1982 publiée au *J.O.* du 23 juin 1982 (p. 1967).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 483 et ceux de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		TITRE PREMIER **Principes généraux.**			
1		Droit à l'habitat.....	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	51 1965	1
2		Champ d'application de la loi.....	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	53 1966 3164	2
		TITRE II **Du contrat de location.**			
3		Eléments du contrat.....	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	59 1970 3164	3
4		Durée du contrat.....	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	66, 87 1975	4
	4 *bis* (Sénat)	Durée du contrat lorsque le propriétaire loue sa propre résidence...	Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 8 juin 1982.	1975 3165	5
5		Résiliation du contrat.....	Première lecture : 13 janvier 1982. 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 8 juin 1982.	 67 521 1976 3165	6
	5 *bis* (A.N.)	Congé donné par le locataire lorsque le contrat est conclu pour trois ans.	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	72 1978	Supprimé.
6		Renouvellement du contrat.....	Première lecture : 13 janvier 1982. 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	 73, 85 522 1978 3165	7
	6 *bis* A (Sénat)	Saisine de la commission départementale des rapports locatifs en cas de congé non motivé.	Deuxième lecture : 11 mai 1982.	1979	8
	6 *bis* (A.N.)	Conditions de résiliation d'un contrat de six ans, par le bailleur, personne physique.	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	78 1979 3165	9
	6 *ter* (A.N.)	Possibilité pour le bailleur, personne physique, de vendre le local à la fin du contrat initial ou au terme de chaque période triennale de renouvellement.	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	81 1982 3165	10

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
	6 *quater* (A.N.)	En cas de résiliation du contrat pour vente, droit de préemption du locataire.	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	84 1983 3165	11
	6 *quinquies* (Sénat)	Droits d'un associé d'une société immobilière et des propriétaires d'un logement en indivision.	Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	1983 3165	12
	6 *sexties* (Sénat)	Communication à l'acquéreur d'un logement du montant du dernier loyer pratiqué	Deuxième lecture : 11 mai 1982.	1984	13
	6 *septies* (Sénat)	Conditions auxquelles le droit de résiliation ou de non-renouvellement du contrat peut s'exercer à l'égard d'un locataire âgé de plus de soixante-dix ans.	Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	1984 3166	14
7		Transfert du contrat de location.....	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	88 1985 3166	15
	7 *bis* (Sénat)	Abandon du domicile ou décès du locataire.....	Deuxième lecture : 11 mai 1982.	1986	16
8		Délai de préavis pour donner congé.....	Première lecture : 13 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	92 1986	17
9		Obligations du locataire.....	Première lecture : 20 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	294 1986	18
10		Obligations du bailleur.....	Première lecture : 20 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	295 1986 3166	19
11		Délivrance d'une quittance ou d'un reçu.....	Première lecture : 20 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	298 1987 3166	20
12		Etablissement d'un état des lieux.....	Première lecture : 20 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	299 1988 3166	21
13		Dépôt de garantie.....	Première lecture : 20 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	301 1988 3166	22
14		Charges récupérables, accessoires au loyer principal.....	Première lecture : 20 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	305, 307 1989	23
	14 *bis* (A.N.)	Justification des charges locatives.....	Première lecture : 20 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	306 1989 3166	24
15		Prescription des actions en paiement des charges récupérables.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	317 1990	Supprimé.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
16		Effet de la clause de résiliation de plein droit pour non-paiement des loyers ou des charges.	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	317 1990 3166	25
	16 *bis* (A.N.)	Modification de l'article 819, alinéa 1, du code de procédure civile...	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	319 1991	Supprimé.
17		Situation du locataire privé de moyens d'existence.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	319 1992	26
18		Liste des clauses réputées non écrites.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	324 1992 3167	27
		TITRE III			
		De l'organisation des rapports collectifs.	Première lecture : 21 janvier 1982.	374	
19		Accords entre bailleurs et associations de locataires.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	330 1993 3167	28
20		Représentativité des associations de locataires.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	337 1995 3167	29
21		Notification aux bailleurs de la liste des représentants des associations.	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	339 2002 3167	30
22		Droits des associations de locataires au sein d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiments.	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	339, 344 2003 3167	31
23		Participation des locataires aux réunions de copropriété.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	346 2004 3167	32
24		Protection des représentants statutaires des associations de locataires en cas de congé.	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	351 2004 3167	33
25		Commission départementale du logement.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	351 2005 3167	34

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
26		Commission nationale des rapports locatifs.....	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	354 2006 3168	35
27		Représentativité au niveau national départemental des organisations de bailleurs et de locataires.	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	356 2007 3168	36
28		Accords collectifs de location conclus au niveau national ou départemental.	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	359 2007 3168	37
	28 *bis* (A.N.).	Obligation de conclure par écrit les accords collectifs.....	Première lecture : 21 janvier 1982.	364	38
	28 *ter* (A.N.)	Durée des accords collectifs et conditions de leur dénonciation, de leur révision ou de leur renouvellement.	Première lecture : 21 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	365 2009	39
	28 *quater* (A.N.)	Conditions dans lesquelles un accord collectif dénoncé cesse de produire effet.	Première lecture : 22 janvier 1982.	366	40
	28 *quinquies* (A.N.)	Conditions d'adhésion aux accords collectifs.....	Première lecture : 22 janvier 1982.	366	41
	28 *sexies* (A.N.)	Obligations résultant des accords opposables aux membres des associations signataires ou qui y ont adhéré.	Première lecture : 22 janvier 1982.	366	42
	28 *septies* (A.N.)	Maintien des accords en cas de changement de bailleur.....	Première lecture : 22 janvier 1982.	366	43
29		Objet des accords collectifs.....	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	367 2009 3168	44
	29 *bis* (A.N.)	Caractère obligatoire de certains accords nationaux ou départementaux.	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	370 2010	45
	29 *ter* (A.N.)	Conditions d'application aux contrats en cours des dispositions des accords collectifs prévus aux articles 19 et 28.	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	370 2010	46
30		Décrets en Conseil d'Etat pouvant rendre obligatoires pour l'ensemble d'un secteur locatif les accords conclus au niveau national.	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	370 2010 3168	47
31		Fin des effets d'un décret en Conseil d'Etat.....	Première lecture : 22 janvier 1982.	372	48
32		Adhésion des organisations représentatives des gestionnaires aux accords conclus entre propriétaires et locataires.	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	372 2011	49
	32 *bis* (A.N.)	Locaux collectifs résidentiels à l'usage des résidents, dans les bâtiments d'habitation de plus de 50 logements.	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	373 2011	50

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE IV			
		Des loyers.	Première lecture : 25 janvier 1982.	487	
33		Evolution du loyer.....	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	376 2011	51
34		Accords de modération des loyers.....	Première lecture : 22 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	378 2011 3168	52
	34 *bis* (A.N.)	Accords de modération conclus dans le secteur locatif des H. L. M...	Première lecture : 25 janvier 1982.	477	53
35		Extension des accords de modération par décret en Conseil d'Etat...	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	478 2014 3168	54
36		Fixation par décret du taux d'évolution des loyers, à défaut d'accord dans les délais prévus.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	479 2014 3168	55
	36 *bis* (A.N.)	Fixation du taux d'évolution des loyers par décret en Conseil d'Etat si des circonstances économiques graves l'exigent.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	483 2015 3169	56
37		Saisine de la commission départementale du logement en cas de contestation du montant du nouveau loyer.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	484 2016 3169	57
38		Révision du loyer prévue par le contrat de location.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	486 2016 3169	58
39		Infractions en matière de prix du loyer.....	Première lecture : 25 janvier 1982.	487	Supprimé.
		TITRE V			
		De l'amélioration des logements.			
40		Conclusion d'un contrat entre un bailleur et l'Etat pour la réalisation de travaux.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	488 2016 3163	59
	40 *bis* (Sénat)	Majoration du loyer à la suite de travaux visant à réaliser des économies d'énergie.	Deuxième lecture : 11 mai 1982.	2019	60
41		Conclusion d'un accord entre bailleurs et locataires pour la réalisation de travaux.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	493 2019	61
	41 *bis* (Sénat)	Aides à l'amélioration de l'habitat.....	Deuxième lecture : 11 mai 1982.	2019	Supprimé.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE VI			
		De l'information du locataire.	Première lecture : 25 janvier 1982.	499	
42		Remise au candidat locataire de renseignements préalables.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	495 2019 3169	62
43		Remise à l'acquéreur ou au locataire d'une notice d'utilisation et d'entretien des éléments d'équipement.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	499 2020	63
	43 *bis* (A.N.)	Communication du règlement intérieur.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	499 2020	64
		TITRE VI *bis*.			
		Des intermédiaires.	Première lecture : 25 janvier 1982.	500	
44		Rémunération des intermédiaires.....	Première lecture : 25 janvier 1982.	500	65
		TITRE VII			
		Administration provisoire en cas de défaillance dans la gestion de logements ayant bénéficié d'aide de l'Etat.			
45		Désignation d'un administrateur provisoire.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	502 2020	66
		TITRE VIII			
		Sanctions.			
46		Sanctions encourues par le bailleur ou le locataire pour non-respect de la loi.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	502 2020 3169	67
	46 *bis* (Sénat)	Sanctions pour délivrance de quittance erronée.....	Deuxième lecture : 11 mai 1982.	2021	Supprimé.
47		Amende sanctionnant l'exercice frauduleux du droit de reprise.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	505 2021 3170	68
48		Amende sanctionnant toute entrave au droit d'association des locataires.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	506 2021	69
	48 *bis* (A.N.)	Sanction de l'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non-renouvellement pour vente.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	508 2022	Supprimé.
49		Sanction de l'exercice frauduleux du droit de reprise.....	Première lecture : 25 janvier 1982.	508	Supprimé.
	49 *bis* (A.N.)	Enoncé des pratiques de prix illicites.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	509 2022 3170	70

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE IX			
		Dispositions transitoires.			
50		Remplacement des contrats en cours par des contrats établis conformément à la présente loi.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	509 2023	71
51		Bénéfice des dispositions de la loi accordé à l'occupant de bonne foi.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	512 2024 3170	72
52		Motif sérieux et légitime du congé.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	513 2024 3170	73
53		Accords de modération des loyers.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	515 2024	74
		TITRE X			
		Dispositions diverses.			
54		Dispositions inapplicables à certaines catégories de logements.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	517 2026 3170	75
	54 *bis* (Sénat)	Dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et locaux vacants.	Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	2027 3170	76
55		Abrogation de certains articles de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	518 2027 3170	77
	55 A *bis* (Sénat)	Cas où la majoration pour insuffisance d'occupation n'est pas appliquée.	Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	2028 3170	78
	55 *bis* (A.N.)	Dispositions applicables aux locaux vacants.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	519 2028 3170	79
	55 *ter* (A.N.)	Dispositions applicables aux locataires occupants de bonne foi.....	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982. Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	519 2028 3171	Supprimé.
	55 *quater* (Sénat)	Contrat conclu pour la première occupation des logements après l'achèvement des travaux.	Deuxième lecture : 11 mai 1982.	2028	Supprimé.
	55 *quinquies* (Sénat)	Modifications du code de la construction et de l'habitation.....	Commission mixte paritaire : 9 juin 1982.	3171	80
56		Locaux collectifs résidentiels.....	Première lecture : 25 janvier 1982.	520	Supprimé.
	57 (A.N.)	Modifications de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975.	Première lecture : 25 janvier 1982. Deuxième lecture : 11 mai 1982.	520 2028	81
	59 (A.N.)	Les dispositions de la loi n° 80-1 du 4 janvier 1980 et de l'article 57 de la présente loi ne portant pas atteinte à la validité des ventes antérieurement conclues.	Première lecture : 25 janvier 1982.	520	82

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 janvier 1982] (p. 3, 13, 35) :

Accords de modération : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Tibéri (Jean)* (p. 20) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Micaux (Pierre)* (p. 36) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Agents immobiliers : *Quilliot (Roger)* (p. 4, 44) ; *Wolff (Claude)* (p. 23) ; *Koehl (Emile)* (p. 26) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 27).

Aide personnalisée au logement : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Malandain (Guy)* (p. 9) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Allocation de logement : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Malandain (Guy)* (p. 9) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Associations de locataires : *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Jans (Parfait)* (p. 21) ; *Badet (Jacques)* (p. 26) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 27) ; *Mesmin (Georges)* (p. 29) ; *Galley (Robert)* (p. 30) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32) ; *Richard (Alain)* (p. 36) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39) ; *Lareng (Louis)* (p. 40) ; *Malgras (Robert)* (p. 41) ; *Oehler (Jean)* (p. 42) ; *Quilliot (Roger)* (p. 46).

Caractère écrit du contrat de location : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 49) ; *Oehler (Jean)* (p. 42).

Charges locatives : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Malandain (Guy)* (p. 7) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 14) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Jans (Parfait)* (p. 21) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Badet (Jacques)* (p. 25) ; *Galley (Robert)* (p. 30) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32) ; *Richard (Alain)* (p. 36) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 38) ; *Lareng (Louis)* (p. 40)

Clauses abusives : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Richard (Alain)* (p. 36).

Commission permanente pour l'amélioration des rapports entre bailleurs, gestionnaires et usagers dite « commission Delmon » : *Quilliot (Roger)* (p. 3, 44) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Jans (Parfait)* (p. 21) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39) ; *Lareng (Louis)* (p. 40) ; *Malgras (Robert)* (p. 41).

Construction et industrie du bâtiment : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Malandain (Guy)* (p. 8) ; *Clément (Pascal)* (p. 17) ; *Sapin (Michel)* (p. 19) ; *Wolff (Claude)* (p. 23) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 25) ; *Koehl (Emile)* (p. 27) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 29) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 38) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39) ; *Galley (Robert)* (p. 45).

Contrat de location : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Malandain (Guy)* (p. 7) ; *Sapin (Michel)* (p. 18) ; *Micaux (Pierre)* (p. 35).

Délai pour donner congé : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 25) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 27).

Dépôt de garantie : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 27) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Droit à l'habitat : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Malandain (Guy)* (p. 7) ; *Frachon (Martine)* (p. 10) ; *Sapin (Michel)* (p. 19) ; *Wolff (Claude)* (p. 22) ; *Suchod (Michel)* (p. 23) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 40) ; *Lareng (Louis)* (p. 40) ; *Oehler (Jean)* (p. 42).

Droit au maintien dans les lieux : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 15) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Wolff (Claude)* (p. 23) ; *Koehl (Emile)* (p. 26) ; *Mesmin (Georges)* (p. 28) ; *Richard (Alain)* (p. 37) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 37) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Droit de préemption du locataire en cas de vente du logement : *Gouzes (Gérard)* (p. 29).

Durée des baux : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Malandain (Guy)* (p. 7) ; *Frachon (Martine)* (p. 10) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 15) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Wolff (Claude)* (p. 22) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 25) ; *Koehl (Emile)* (p. 26) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 27) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 29) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32).

Etat des lieux : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Badet (Jacques)* (p. 25) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Oehler (Jean)* (p. 42).

H. L. M. : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Malandain (Guy)* (p. 7) ; *Frachon (Martine)* (p. 9) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 14) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Jans (Parfait)* (p. 21) ; *Wolff (Claude)* (p. 23) ; *Badet (Jacques)* (p. 25) ; *Koehl (Emile)* (p. 27) ; *Mesmin (Georges)* (p. 28) ; *Galley (Robert)* (p. 30) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 38) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39) ; *Lareng (Louis)* (p. 40) ; *Quilliot (Roger)* (p. 46).

Indice du coût de la construction : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Malandain (Guy)* (p. 9) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 25) ; *Richard (Alain)* (p. 37) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Investissement immobilier : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Malandain (Guy)* (p. 8) ; *Clément (Pascal)* (p. 17) ; *Wolff (Claude)* (p. 22) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 29) ; *Richard (Alain)* (p. 37) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 38) ; *Malgras (Robert)* (p. 41) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 41) ; *Galley (Robert)* (p. 45).

Loi du 1er septembre 1948 : *Quilliot (Roger)* (p. 3, 43) ; *Boeckel (Jean-Marie)* (p. 5) ; *Malandain (Guy)* (p. 8) ; *Frachon (Martine)* (p. 10) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 14) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Badet (Jacques)* (p. 25) ; *Koehl (Emile)* (p. 27) ; *Mesmin (Georges)* (p. 28) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 29) ; *Galley (Robert)* (p. 30) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Loyers : *Quilliot (Roger)* (p. 3) ; *Malandain (Guy)* (p. 7) ; *Frachon (Martine)* (p. 9) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 14) ; *Tibéri (Jean)* (p. 20) ; *Wolff (Claude)* (p. 22) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Badet (Jacques)* (p. 26) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 27) ; *Mesmin (Georges)* (p. 28) ; *Galley (Robert)* (p. 30) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32) ; *Richard (Alain)* (p. 37) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 38).

Modération des loyers : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Malandain (Guy)* (p. 7) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ; *Jans (Parfait)* (p. 21) ; *Galley (Robert)* (p. 30) ; *Richard (Alain)* (p. 37) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 38) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 38) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 41) ; *Oehler (Jean)* (p. 42).

Paris : *Toutain (Ghislaine)* (p. 27) ; *Tibéri (Jean)* (p. 27) ; *Quilliot (Roger)* (p. 44).

Protection du locataire de bonne foi sans ressources : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Malandain (Guy)* (p. 8) ; *Frachon (Martine)* (p. 10) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 15) ; *Clément (Pascal)* (p. 17) ; *Wolff (Claude)* (p. 23) ; *Koehl (Emile)* (p. 26) ; *Massot (François)* (p. 32) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 32) ; *Quilliot (Roger)* (p. 42).

Rapports locatifs : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Frachon (Martine)* (p. 10) ; *Clément (Pascal)* (p. 17) ; *Tibéri (Jean)* (p. 21) ; *Jans (Parfait)* (p. 21) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 24) ; *Badet (Jacques)* (p. 25) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 29) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 30) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Richard (Alain)* (p. 36) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 38) ; *Lareng (Louis)* (p. 40) ; *Malgras (Robert)* (p. 41) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 41) ; *Oehler (Jean)* (p. 42) ;

Renouvellement du bail par tacite reconduction : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Malandain (Guy)* (p. 8) ; *Wolff (Claude)* (p. 23) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 25) ; *Massot (François)* (p. 32) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39) ;

Reprise du logement par le propriétaire : *Horvath (Adrienne)* (p. 14) ; *Wolff (Claude)* (p. 22) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 25) ; *Koehl (Emile)* (p. 27) ; *Massot (François)* (p. 32) ; *Richard (Alain)* (p. 37).

Résiliation du contrat en cours : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Frachon (Martine)* (p. 10).

Résiliation du contrat en fin de bail pour motif légitime et sérieux : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Clément (Pascal)* (p. 17) ; *Wolff (Claude)* (p. 23) ; *Koehl (Emile)* (p. 26) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 29) ; *Massot (François)* (p. 32) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 39).

Spéculation immobilière : *Quilliot (Roger)* (p. 4) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 14) ; *Lareng (Louis)* (p. 40) ; *Oehler (Jean)* (p. 42).

Travaux d'amélioration : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6) ; *Malandain (Guy)* (p. 9) ; *Frachon (Martine)* (p. 9) *Horvath (Adrienne)* (p. 14) ; *Tibéri (Jean)* (p. 20) ; *Suchod (Michel)* (p. 24) ; *Massot (François)* (p. 31) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 42) ; *Quilliot (Roger)* (p. 42).

Discussion des articles [13 janvier 1982] (p. 51, 78) ; [20 janvier 1982] (p. 294) ; [21 janvier 1982] (p. 317) ; [22 janvier 1982] (p. 364) ; [25 janvier 1982] (p. 477, 499).

Titre 1er (*Principes généraux*).

Article 1er (*droit à l'habitat*) : amendement n° 1 de la commission (précisant la nature du droit à l'habitat) ; sous-amendement n° 395 de M. Pascal Clément (précisant que le droit à

l'habitat est un droit fondamental de l'individu) ; sous-amendement n° 396 de M. Pascal Clément (précisant que le droit à l'habitat doit s'exercer dans le respect du droit de propriété) (p. 51) ; relations locataires-propriétaires ; sous-amendement n° 395 : rejeté ; notion de propriété privée ; sous-amendement n° 396 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 135 de M. Claude Wolff (réservant le droit à l'habitat aux personnes de bonne foi) : sans objet ; amendement n° 417 de M. Claude Wolff (nécessité de tout mettre en œuvre pour permettre le maintien d'un secteur locatif) : retiré ; amendement n° 270 de la commission de la production (nécessité de développer le secteur locatif) : adopté ; amendements n°s 136 de M. Pascal Clément et 307 de M. Pierre-Charles Krieg (supprimant la référence aux relations collectives entre bailleurs et locataires) ; amendements n°s 136 et 307 : rejetés ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*champ d'application de la loi*) : amendement n° 421 de Mme Adrienne Horvath (précisant que les dispositions de la présente loi sont d'ordre public) ; reprise de la formulation de la loi du 1er septembre 1948 ; amendement n° 421 : adopté ; amendement n° 137 de M. Pascal Clément (réservant l'application de la présente loi à la résidence principale du locataire) ; amendement n° 340 de M. Jean Tiberi (réservant l'application de la présente loi à la résidence principale du locataire) (p. 53) ; amendement n° 137 : rejeté ; amendement n° 340 : rejeté ; amendements n°s 534 de la commission des lois et 271 de la commission de la production (application de la loi aux garages, places de stationnement et locaux loués accessoirement au local principal) : adoptés ; amendement n° 138 de M. Claude Wolff (application de la loi aux locaux à usage mixte, professionnel et d'habitation dans la mesure où l'activité professionnelle est nettement définie et exercée conformément aux dispositions législatives en vigueur) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission des lois (excluant du champ d'application de la loi les sous-locations) ; sous-amendement n° 492 de M. Roland Dumas (supprimant le troisième alinéa de l'amendement n° 2 relatif aux dispositions concernant les sous-locations) ; sous-amendement n° 232 de la commission des affaires culturelles (excluant des dispositions de la loi les sous-locations lorsqu'elles portent sur une partie du logement occupé par le locataire principal) (p. 54) ; sous-amendement n° 492 : adopté ; sous-amendement n° 232 : devient sans objet ; sous-amendement n° 308 de M. Pierre-Charles Krieg (non-application de la loi aux locations de pièces isolées) (p. 55) ; sous-amendement n° 273 de la commission de la production (excluant des dispositions de la loi les logements-foyers) ; sous-amendement n° 536 du Gouvernement (excluant des dispositions de la loi les foyers-logements et les logements-foyers accueillant, à titre principal, des travailleurs migrants) ; sous-amendement n° 273 : retiré ; sous-amendement n° 536 : adopté ; sous-amendement n° 537 du Gouvernement (excluant du champ d'application de la loi les locations à des étudiants de chambres faisant partie intégrante du logement occupé par le bailleur ou en cas de sous-location par le locataire principal) ; sous-amendement n° 341 de M. Jean Tiberi (excluant du champ d'application de la loi les locations de chambres faites à des étudiants formant avec le domicile du bailleur un tout indivisible) ; sous-amendement n° 309 de M. Pierre-Charles Krieg (excluant du champ d'application de la loi les locations consenties aux étudiants) (p. 56) ; sous-amendement n° 537 : adopté ; en conséquence, les sous-amendements n°s 308, 309 et 341 deviennent sans objet ; sous-amendement n° 342 de M. Jean Tiberi (excluant du champ d'application de la loi les logements faisant l'objet d'un contrat de location-vente ou d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente) ; accession à la propriété ; sous-amendement n° 342 : rejeté ; sous-amendement n° 397 de M. Pascal Clément (excluant du champ d'application de la loi les locations de résidence secondaire d'agrément dont la durée dépasse le caractère saisonnier) (p. 58) ; sous-amendement n° 397 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 3 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 139 de M. Pascal Clément : devenu sans objet ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Titre II (*Du contrat de location*).

Article 3 (*éléments du contrat*) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel et faisant figurer en annexe au contrat de location l'état des lieux, une copie de la dernière quittance du précédent locataire, des extraits du règlement de copropriété précisant la quote-part afférente aux locaux loués dans chacune des catégories des charges) (p. 59) ; nécessité de clarifier les contrats ; sous-amendement n° 233 de la commission des affaires culturelles (opposabilité du bail au propriétaire en cas de colocation) ; sous-amendement n° 538 du Gouvernement (remise du contrat à chacun des colocataires signataires) ; sous-amendement n° 233 : retiré ; sous-amendement n° 538 : adopté ; sous-amendement n° 234 de la commission des affaires culturelles (établissement d'un contrat écrit) (p. 60) : adopté ; sous-amendement n° 274 de la commission de la production (caractère obligatoire de l'énumération des parties, équipements et accessoires de l'immeuble qui font l'objet d'un usage commun) : adopté ; sous-amendement n° 275 de la commission de la production (supprimant la fin du sixième alinéa de l'amendement n° 4 après les mots « paiement du loyer ») ; sous-amendement n° 276 de la commission de la production (précisant les conditions de la révision du loyer) ; sous-amendements n°s 275 et 276 : adoptés ; sous-amendement n° 277 de la commission de la production (montant du dépôt de garantie) : adopté ; sous-amendement n° 540 de M. Claude Wolff (précisant que le contrat de location doit mentionner le montant de la dernière quittance du précédent locataire) (p. 61) : rejeté ; sous-amendement n° 235 de la commission des affaires culturelles (précisant que le contrat de location doit mentionner le régime juridique de la location) : rectifié puis adopté ; sous-amendement n° 236 de la commission des affaires culturelles (harmonisant la rédaction de l'article 3 et celle de l'article 11) (p. 62) : adopté ; sous-amendement n° 422 de Mme Adrienne Horvath (précisant que la quittance du précédent locataire devra être certifiée sur l'honneur par le bailleur) : retiré ; sous-amendement n° 278 de la commission de la production (prévoyant que doit être annexé au contrat de location l'état des lieux établi lors du départ du locataire précédent) : adopté ; sous-amendement n° 398 de M. Pascal Clément (précisant que le règlement de copropriété doit être dûment mis à jour lors de la rédaction du contrat) : adopté ; sous-amendement n° 279 de la commission de la production (précisant que doit être annexée au contrat de location la facture de l'acte de location définie à l'article 44) (p. 63) : retiré ; sous-amendement n° 423 de Mme Adrienne Horvath (précisant que doit être annexée au contrat de location la fiche de renseignements prévue à l'article 42) ; connaissance par le locataire de la situation générale de l'immeuble ; sous-amendement n° 423 : rejeté ; sous-amendement n° 424 de Mme Adrienne Horvath (précisant que le bailleur ou son mandataire est tenu de communiquer préalablement à la signature le projet de contrat à la demande du locataire) (p. 64) : rejeté ; sous-amendement n° 237 de la commission des affaires culturelles (précisant que seul le locataire peut se prévaloir de la violation des dispositions prévues par les alinéas 2 à 14 de cet article) ; sous-amendement n° 541 de M. Pierre-Charles Krieg (précisant que les parties en cause peuvent se prévaloir de la violation des dispositions de cet article) (p. 65) ; sous-amendement n° 237 : adopté ; sous-amendement n° 541 : devient sans objet ; amendement n° 4, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 3 et les amendements n°s 140, 142, 143 de M. Pascal Clément et 144 de M. Claude Wolff deviennent sans objet.

Article 4 (*durée du contrat de location*) : union des H.L.M. ; baux de six ans ; sort du locataire en cas de vente du logement (p. 66) ; réserve de l'article 4 jusqu'après l'article 6, demandée par le groupe communiste ;

— article 4, réservé jusqu'après l'article 6.

Article 5 (*résiliation du contrat de location, droit de reprise du logement*) : amendement n° 6 de la commission (tendant à permettre au bailleur de résilier le contrat en vue de la vente du logement en cas de circonstances économiques ou familiales graves au terme de la première période triennale) (p. 67) ; rapport Delmon ; sous-amendement n° 344 de M. Jean Tiberi (permettant au bailleur de donner congé à tout moment dans les conditions prévues à l'article 8 pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé) : rejeté ; sous-amendement n° 426 de Mme Adrienne Horvath (permettant au locataire de pouvoir donner congé à tout moment sauf pendant la première année) (p. 68) ; H.L.M. ; sous-amendement n° 426 : retiré ; sous-amendement n° 399 de M. Pascal Clément (complétant le premier alinéa de l'amendement n° 6 par les mots « dûment justifiées ») (p. 69) : rejeté ; sous-amendement n° 427 de Mme Adrienne Horvath (limitant la possibilité pour le bailleur de reprendre son logement à la première période triennale) : rejeté ; sous-amendement n° 428 de Mme Adrienne Horvath (excluant l'exercice du droit de reprise contre tout locataire âgé de plus de soixante-dix ans dont les ressources sont inférieures à une fois et demi le S.M.I.C. sans que, préalablement, un relogement similaire ne lui soit offert dans la même commune) ; sous-amendement n° 539 du Gouvernement (excluant l'exercice du droit de reprise contre tout locataire âgé de plus de soixante-dix ans dont les ressources sont inférieures à une fois et demi le S.M.I.C. sans qu'un relogement ne lui soit offert dans la même commune sauf si le bailleur a plus de soixante-cinq ans et exerce le droit de reprise en vue d'habiter lui-même le local) (p. 70) ; sous-amendement n° 539 : retiré ;

sous-amendement n° 428 : rejeté ; sous-amendement oral de la commission (remplaçant le mot « bail » par les mots « contrat de location » au début de cet article) : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, les amendements n°s 484 et 485 du Gouvernement, 312 et 313 de M. Pierre-Charles Krieg tombent ; amendements n°s 146 de M. Pascal Clément et 430 de Mme Adrienne Horvath : deviennent sans objet ; amendement n° 280 de la commission de la production (imposant au bénéficiaire de la résiliation du contrat l'obligation d'habiter pendant au moins un an le local concerné sous peine de nullité de la résiliation) : retiré (p. 71) ; amendement n° 418 de M. Claude Wolff (permettant au bailleur de résilier le contrat dans la mesure où il peut prouver que le locataire n'a pas joui en bon père de famille du logement) : retiré ; exercice d'un contrôle, en cas de reprise, pour vérifier si celle-ci correspond à l'un des cas prévus par le présent article ; possibilité donnée aux associations de locataires d'ester en justice.

Après l'article 5 : amendement n° 7 de la commission (permettant au locataire de donner, seul, congé à tout moment pour raisons familiales, professionnelles ou de santé lorsque le bail est conclu pour une durée de trois ans) ; sous-amendement n° 431 de Mme Adrienne Horvath (supprimant dans l'amendement n° 7 les mots « pour des raisons familiales, professionnelles, ou de santé ») ; sous-amendement n° 400 de M. Pascal Clément (imposant la justification des raisons familiales, professionnelles ou de santé prévues par l'amendement n° 7) (p. 72) ; sous-amendement n° 431 : rejeté ; sous-amendement n° 400 : rejeté ; sous-amendement oral de M. Emmanuel Aubert (donnant la possibilité au locataire de donner congé pour cause de relogement social) : retiré ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*renouvellement du contrat de location*) : amendement n° 8 de la commission (précisant que les parties pourront modifier la durée du bail lors du renouvellement de celui-ci, que la décision du bailleur de ne pas renouveler le bail pourra être motivée par la vente du logement, et précisant la notion de motif légitime et sérieux) ; sous-amendement n° 434 de Mme Adrienne Horvath (exclusion de la décision de vente comme motif de non renouvellement dans le cas des locataires âgés de plus de soixante-dix ans et dont les ressources sont inférieures à une fois et demie le S.M.I.C.) ; sous-amendement n° 432 de Mme Adrienne Horvath (précisant que la décision de vente ne constitue un motif de non renouvellement du bail que pour les seuls bailleurs personnes physiques) (p. 73) ;

— article 6, réservé jusqu'après l'examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 6.

Après l'article 6 : amendement n° 488 du Gouvernement (prévoyant que dans le cas où le contrat est conclu pour une durée de six ans le bailleur, personne physique, peut chaque année, à la date anniversaire du contrat, résilier celui-ci à la condition qu'une stipulation l'y autorise en vue d'habiter lui-même le local ou d'y loger son conjoint, ses descendants ou ascendants, ou les descendants ou ascendants de son conjoint) ; sous-amendement n° 543 de M. Daniel Le Meur (limitant la possibilité de reprise du logement par le bailleur à l'échéance de la première période de trois ans) ; sous-amendement n° 535 de la commission des lois (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de l'amendement n° 488) ; sous-amendement n° 542 de M. Daniel Le Meur (portant à trois ans la durée minimum pendant laquelle le bailleur peut reprendre son logement) ; sous-amendement n° 544 de M. Daniel Le Meur (supprimant le deuxième alinéa de l'amendement n° 488) (p. 78) ; sous-amendement n° 543 : rejeté ; sous-amendement n° 535 : retiré ; sous-amendement n° 542 rectifié, adopté (p. 80) ; sous-amendement n° 544 : rejeté ; amendement n° 488, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 489 du Gouvernement (vente du local à la fin du contrat initial ainsi qu'au terme de chaque période triennale de renouvellement) ; sous-amendement n° 545 de M. Daniel Le Meur (réservant l'application de l'amendement n° 489 aux bailleurs personnes physiques) ; sous-amendement n° 546 de M. Daniel Le Meur (supprimant la seconde phrase du second alinéa de l'amendement n° 489) ; sous-amendement n° 549 de M. Daniel Le Meur (supprimant la possibilité de reprise pour vente du logement contre tout locataire âgé de plus de soixante-dix ans dont les ressources sont inférieures à une fois et demie le S.M.I.C. sauf si un relogement similaire lui est offert dans la même commune, dispositions non applicables aux bailleurs âgés de plus de soixante-cinq ans) (p. 81) ; sous-amendement n° 545 : rejeté ; sous-amendement n° 546 : rejeté ; nécessité de ne pas « hyper protéger » les personnes âgées (p. 82) ; sous-amendement n° 549 : rejeté ; amendement n° 489 : adopté ; amendement n° 490 du Gouvernement (instituant un droit de préemption au profit du locataire lorsque le logement est vendu en cours de bail ou en fin de bail) ; sous-amendement n° 547 de M. Daniel Le Meur (précisant que six mois avant l'expiration du bail où sa résiliation pour motif de vente le bailleur devra notifier à son locataire sa décision de vendre) : retiré ; amendement n° 490 : adopté (p. 84) ; amendement n° 9 de la commission (précisant les conditions d'exercice du droit de préemption) : sous-amendement n° 435 de Mme Adrienne Horvath (imposant au notaire d'informer le locataire lorsque le prix de vente est inférieur de un dixième à celui proposé par le locataire) ; sous-amendement n° 436 de Mme Adrienne Horvath (imposant au bailleur la notification au locataire de sa décision de vendre) ; amendement n° 9 et sous-amendements 435 et 436 deviennent sans objet.

Article 6 précédemment réservé : amendement n° 8 de la commission (précisant que les parties pourront modifier la durée du bail lors du renouvellement de celui-ci, que la décision du bailleur de ne pas renouveler le bail pourra être motivée par la vente du logement et précisant la notion de motif légitime et sérieux) ; sous-amendement n° 550 de M. Pascal Clément (précisant les conditions de non-renouvellement du bail) ; sous-amendement n° 434 de Mme Adrienne Horvath (excluant la possibilité de reprise pour vente dans le cas où le locataire est âgé de plus de soixante-dix ans si ses ressources sont inférieures à une fois et demie le S.M.I.C.) ; sous-amendement n° 432 de Mme Adrienne Horvath (précisant que la décision de vente ne constitue un motif de non-renouvellement du bail que pour les bailleurs personnes physiques) (p. 85) ; dégradation du logement loué ; paiement du loyer ; plainte à l'encontre du locataire formulée par les autres habitants de l'immeuble ; sous-amendement n° 550 : rejeté ; sous-amendements n°s 434 et 432 : retirés ; amendement n° 8, ainsi corrigé, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 6 ; les amendements n°s 314, 315 de M. Pierre-Charles Krieg, 147 de M. Pascal Clément, 238 de la commission des affaires culturelles, 316 et 317 de M. Pierre-Charles Krieg, 486 du Gouvernement, 318 de M. Pierre-Charles Krieg, 487 du Gouvernement, 148 de M. Pascal Clément et 319 de M. Pierre-Charles Krieg : deviennent sans objet.

Article 4 précédemment réservé : amendement n° 5 de la commission (prévoyant la conclusion de contrat pour une durée de trois ans) ; sous-amendement n° 425 de Mme Adrienne Horvath (précisant que seuls les bailleurs personnes physiques peuvent conclure un bail triennal) ; amendement n° 145 de M. Pascal Clément (prévoyant que le contrat peut être conclu pour une durée variant entre trois et six ans) ; amendement n° 483 du Gouvernement (précisant que peuvent être conclus des baux de trois ans) ; sous-amendement n° 425 : retiré ; amendement n° 5 : rejeté ; amendement n° 145 : rejeté ; amendement n° 483 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 4 ; amendement n° 311 de M. Pierre-Charles Krieg : devient sans objet (p. 87).

Après l'article 4 : amendement n° 343 de M. Jean Tiberi précédemment réservé (prévoyant la rédaction de baux d'une durée différente) ; personnes faisant l'objet d'une mutation professionnelle ; amendement n° 343 : rejeté.

Article 7 (*transfert du contrat*) : amendement n° 10 de la commission (précisant que le bailleur peut autoriser par écrit le locataire à céder le contrat) : adopté ; amendement n° 149 de M. Claude Wolff (tendant à ce que la cohabitation puisse être justifiée par tout moyen) ; « concubinage d'occasion » (p. 88) ; amendement n° 149 : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 401 de M. Pascal Clément (insérant dans le deuxième alinéa de cet article le mot « notoire » après le mot « concubin ») : adopté ; amendement n° 345 de M. Jean Tiberi (précisant que la notion de personnes à charge contenue dans le deuxième alinéa de cet article doit s'entendre telle qu'elle est définie par le droit fiscal) : rejeté ; amendement n° 402 de M. Pascal Clément (étendant l'obligation d'avoir vécu effectivement sous le même toit que le locataire à l'ensemble des personnes visées par le deuxième alinéa de cet article) (p. 89) : retiré ; amendement n° 12 de la commission (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « un an » aux mots « six mois ») ; amendement n° 150 de M. Pascal Clément (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « un an » aux mots « six mois ») (p. 90) ; nécessité d'éviter le retour aux abus constatés dans l'application de la loi de 1948 ; amendements n°s 12 et 150 : adoptés ; amendement n° 13 de la commission (permettant le transfert du contrat au concubin sans autorisation du bailleur lorsqu'intervient la fin de la vie commune) (p. 91) ; amendement n° 13, modifié par la suppression des mots « sans autorisation du bailleur », adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*délai pour donner congé*) : amendement n° 346 de M. Jean Tibéri (portant à six mois la durée du préavis dans le cas où le bailleur donne congé) : rejeté, amendement n° 14 de la commission (précisant que le congé doit être « adressé » avec un préavis) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (précisant que le préavis partira du premier jour du mois suivant celui auquel il est donné) ; amendement n° 151 de M. Pascal Clément (précisant que le préavis partira du premier jour du mois suivant celui auquel il est donné) ; sous-amendement n° 437 de Mme Adrienne Horvath (tendant à supprimer le paragraphe II de l'amendement n° 15) (p. 92) ; sous-amendement n° 437 : retiré ; amendements n°s 15 et 151 : adoptés ; amendement n° 239 de la commission des affaires culturelles (étendant la possibilité de délai de préavis réduit à un mois en cas de mutation du locataire) : adopté ; amendement n° 403 de M. Pascal Clément (excluant la démission du champ d'application du deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 438 de Mme Adrienne Horvath (portant à six mois le délai de préavis dans les cas prévus par le troisième alinéa de cet article) (p. 93) : rejeté ; amendement n° 281 de la commission de la production (précisant les charges effectives du locataire dans le cas du congé donné par le bailleur ou du congé donné par le locataire) ; amendement n° 16 de la commission (précisant que le locataire n'est plus redevable du loyer dans le cas où le local est reloué pendant la durée du délai de préavis) : retiré ; amendement n° 281 : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*obligations du locataire : paiement du loyer et des charges, jouissance paisible et entretien du logement*) : amendement n° 17 de la commission (substituant aux mots « le loyer et les charges » les mots « le loyer et les charges dûment justifiées » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 294) ; amendement n° 18 de la commission (précisant que le paiement par fraction mensuelle sera de droit dès l'instant où le locataire en aura fait la demande) ; sous-amendement n° 282 de la commission de la production (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 439 de Mme Adrienne Horvath (attribuant au bailleur la charge de la preuve en cas de dégradation survenue dans les locaux) ; amendement n° 19 de la commission (exonérant le locataire de la réparation des dégradations survenues dans les locaux dans le cas où celles-ci sont survenues par cas de force majeure, par faute du bailleur ou par fait d'un tiers) ; amendement n° 152 identique à l'amendement n° 19 de M. Pascal Clément ; amendement n° 439 : retiré ; amendements n° 19 et 152 : adoptés ; amendement n° 414 de M. Jean Tibéri (incluant dans la notion d'entretien courant du logement l'entretien des appareils et équipements) : retiré ; amendement n° 419 de M. Claude Wolff (supprimant dans le cinquième alinéa de cet article les mots « sauf si elles sont occasionnées par vétusté, cas fortuit ou force majeure ») ; amendement n° 240 de la commission des affaires culturelles (insérant le mot « malfaçon » après le mot « vétusté » dans le cinquième alinéa de cet article) (p. 295) ; amendement n° 419 : rejeté ; amendement n° 240 : adopté ; amendement n° 153 de M. Claude Wolff (tendant à ce que le bailleur soit informé par lettre recommandée avec accusé de réception d'un projet de transformation des lieux par le locataire) ; amendement n° 154 de M. Pascal Clément (substituant aux mots « exiger la remise en état » les mots « obtenir la remise en état » dans le sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 153 : rejeté ; amendement n° 154 : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (supprimant les mots « à son départ » dans le sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 155 de M. Pascal Clément (substituant aux mots « à son départ » les mots « avant son départ » dans le sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 241 de la commission des affaires culturelles (donnant la possibilité au bailleur d'exiger la remise en état immédiate lorsque les transformations accomplies par le locataire mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou de la sécurité du local) (p. 296) ; amendement n° 20 : rejeté ; amendement n° 155 : rejeté ; amendement n° 241 : adopté ; amendement n° 21 de la commission (imposant au locataire de s'assurer pour tous les risques locatifs) ; amendement n° 413 de M. Jean Tibéri (imposant au locataire de souscrire un contrat d'assurance auprès d'un organisme de son choix contre les risques locatifs et le recours des voisins) : retiré ; amendement n° 21 : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*obligations du bailleur : délivrance du logement en bon état de réparation, entretien des locaux et garantie des vices ou défauts de nature à faire obstacle à la jouissance du logement*) : amendement n° 22 de la commission (imposant au bailleur de délivrer et d'entretenir régulièrement les locaux en état de servir à l'usage prévu par le contrat, ainsi que d'y faire toutes les réparations nécessaires autres que locatives et supprimant le dernier alinéa de cet article) ; sous-amendement n° 481 de Mme Adrienne Horvath (complétant le paragraphe I de l'amendement n° 22 par les mots « dans un délai maximum de deux mois à compter de la constatation des faits ») ; amendement n° 563 du Gouvernement (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « autres que locatives ») ; sous-amendement n° 481 : retiré ; amendement n° 22 : rejeté ; amendement n° 563 : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 297) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 242 de la commission des affaires culturelles (imposant au bailleur de ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par le locataire dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée) : adopté ; amendement n° 243 de la commission des affaires culturelles (imposant au bailleur de consulter le ou les locataires avant toute modification de la chose louée ou toute diminution ou suppression des services rendus) : corrigé puis adopté ; amendement n° 480 de Mme Adrienne Horvath (imposant au bailleur d'indemniser le locataire pour toutes les améliorations qu'il aura apportées au logement après accord du propriétaire) : rejeté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*délivrance d'une quittance ou d'un reçu*) : amendement n° 404 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 298) ; inutilité de cet article ; amendement n° 404 : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (précisant que la remise de la quittance se fera « gratuitement ») ; sous-amendement n° 347 de M. Jean Tibéri (précisant que la remise de la quittance se fera gratuitement sous réserve, éventuellement, des droits de timbre) : rejeté ; amendement n° 25 : adopté ; amendement n° 441 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que le reçu précise l'imputation que le locataire entend donner à ce règlement conformément à l'article 1253 du code civil) ; amendement n° 283 de la commission de la production (précisant que la quittance portera le détail des sommes versées par le locataire, distinguant loyer, charges et droits ou taxes) ; sous-amendement n° 555 du Gouvernement (précisant que la quittance portera le détail des sommes versées par le locataire en distinguant le loyer, le droit de bail et les autres charges) (p. 299) ; amendement n° 441 rectifié : adopté ; sous-amendement n° 555 : adopté ; amendement n° 283, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 244 de la commission des affaires culturelles (précisant que les documents prévus par cet article doivent mentionner la date de la dernière révision du loyer ainsi que l'indice de référence à cette date) : rejeté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*état des lieux annexé au contrat*) : amendement n° 422 de Mme Adrienne Horvath (permettant au locataire de modifier, conjointement avec le bailleur, l'état des lieux dans un délai de quinze jours et permettant au locataire d'établir, dans un délai de vingt jours, un état contradictoire et de le notifier par lettre recommandée au propriétaire qui disposera alors d'un délai de huit jours pour le contester) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (supprimant les mots « annexé au contrat » au début de la première phrase du premier alinéa de cet article) (p. 300) : adopté ; amendement n° 245 de la commission des affaires culturelles (permettant au mandataire des parties d'établir l'état des lieux) : rejeté ; amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 443 de Mme Adrienne Horvath (permettant au locataire de modifier l'état des lieux dans un délai de quinze jours, conjointement avec le bailleur, et de signaler les anomalies cachées et de fonctionnement) : rejeté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*dépôt de garantie*) (p. 301) ; amendement n° 156 de M. Claude Wolff (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; inconvénient de la suppression du dépôt de garantie quand le loyer est payable trimestriellement ; amendement n° 156 : rejeté ; amendement n° 444 de Mme Adrienne Horvath (précisant que, lorsque le loyer est payé par mois et d'avance, le dépôt de garantie ne peut être supérieur à un mois de loyer) (p. 302) : rejeté ; amendement n° 445 de Mme Adrienne Horvath (prévoyant que les sommes constituant le dépôt de garantie seront versées par le bailleur sur un compte produisant intérêts au profit du locataire) ; travaux de la commission Delmon (p. 303) ; amendement n° 445 : retiré ; amendement n° 348 de M. Jean Tibéri (prévoyant la restitution du dépôt de garantie dans un délai maximum de trois mois) ; amendement n° 28 de la commission (prévoyant la restitution du dépôt de garantie dans un délai maximum de deux mois) ; amendement n° 348 : retiré ; amendement n° 28 : adopté ;

amendement n° 405 de M. Pascal Clément (comprenant les impôts et taxes dans les sommes déduites du dépôt de garantie lors du départ du locataire) : rejeté ; amendement n° 349 de M. Jean Tibéri (subordonnant l'application des règles concernant le dépôt de garantie à l'entrée en vigueur d'une loi nouvelle déchargeant le propriétaire de toute obligation, notamment fiscale, dont il pourrait être tenu du fait du locataire) : rejeté ; amendement n° 415 de Mme Hélène Missoffe (tendant à ce que le montant du dépôt de garantie puisse faire l'objet d'une révision correspondant à l'actualisation du loyer à l'occasion du renouvellement du contrat) : retiré ; amendement n° 350 de M. Jean Tibéri (tendant à ce que le dépôt de garantie puisse faire l'objet d'une révision à l'occasion du renouvellement du contrat) (p. 304) : rejeté ; amendement n° 157 de M. Pascal Clément (tendant à ce que le montant du dépôt de garantie puisse faire l'objet d'une révision tous les six ans) : rejeté ; amendement n° 320 de M. Pierre-Charles Krieg (prévoyant que le dépôt de garantie porte intérêt au taux légal) ; amendement n° 446 de Mme Adrienne Horvath (prévoyant qu'à défaut de restitution dans le délai prévu le dépôt de garantie produira intérêt au taux légal) ; sous-amendement n° 556 du Gouvernement (complétant l'amendement n° 446 par les mots « au profit du locataire ») : retiré ; amendement n° 320 : rejeté ; amendement n° 446 : rejeté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*charges récupérables exigibles en contrepartie des services rendus, des dépenses d'entretien courantes, du droit de bail*) (p. 305) : réservé jusqu'au vote de l'amendement n° 495.

Après l'article 14 : amendement n° 495 du Gouvernement (regroupant dans un article additionnel toutes les dispositions autres que celles relatives à la définition des charges qui seront applicables à l'ensemble des logements locatifs) ; sous-amendement n° 564 de M. Pascal Clément (substituant aux mots « à chaque locataire » les mots « à un locataire dûment mandaté » au début du deuxième alinéa de l'amendement n° 495) : non soutenu ; sous-amendement n° 565 de M. Pascal Clément (insérant les mots « d'énergie et d'eau » après les mots « il commu nique également les quantités » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 495) : non soutenu ; sous-amendement n° 551 de M. Daniel Le Meur (insérant les mots « et leurs avenants » après les mots « d'exploitation en cours » dans le dernier alinéa de l'amendement n° 495) : adopté ; sous-amendemnt n° 566 de M. Pascal Clément (substituant aux mots « des locataires » les mots « d'un locataire dûment mandaté » à la fin du dernier alinéa de l'amendement n° 495) : rejeté ; (p. 306) ; sous-amendement n° 552 de M. Daniel Le Meur (rétablissant la rédaction de l'article 38 de la loi de 1948) : rejeté ; amendement n° 495, ainsi modifié, adopté.

Article 14 précédemment réservé : réglementation spécifique pour les organismes H.L.M. ; amendement n° 447 de Mme Adrienne Horvath (tendant à remplacer les quatre premiers alinéas de cet article par l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948) (p. 307) : rejeté ; amendement n° 448 de Mme Adrienne Horvath (suppression des mots « sommes accessoires au loyer principal » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 29 de la commission (incluant les fournitures dans le deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 449 de Mme Adrienne Horvath (suppression du troisième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 450 de Mme Adrienne Horvath (substituant au mot « imposition » les mots « taxes locatives » dans le quatrième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 491 du Gouvernement (prévoyant pour les logements du secteur privé la possibilité d'adaptations particulières par rapport au décret concernant les H.L.M., les sociétés d'économie mixte et le crédit foncier) ; amendement n° 30 de la commission (suppression de la seconde phrase du cinquième alinéa de cet article) ; amendement n° 406 de M. Pascal Clément (complétant la seconde phrase du cinquième alinéa de cet article par les mots « et à des sociétés d'économie mixte ») : retiré ; amendement n° 491 : adopté : en conséquence, l'amendement n° 30 n'a plus d'objet ; amendement n° 494 du Gouvernement (suppression des trois derniers alinéas de cet article) : adopté ; en conséquence, les amendements nos 31, 32, 33, 34 de la commission, 284, 285 de la commission de la production, 158 de M. Claude Wolff, 159, 160, 161, 407, 162 de M. Pascal Clément n'ont plus d'objet ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 14 (*suite*) **:** amendement n° 246 de la commission des affaires culturelles (insérant après cet article la phrase « est abrogé le paragraphe VI de l'article 3 *bis* de la loi n° 77-804 du 19 juillet 1977 ») ; quantité de combustible réellement consommée par l'immeuble ; amendement n° 246 : rejeté ; amendement n° 351 de M. Jean Tiberi (rôle et moyens des associations de locataires) (p. 309) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 451 de Mme Adrienne Horvath (abrogation du décret 80-732 du 18 septembre 1980) : retiré (p. 310).

Article 15 (*presciption des actions en paiement des charges récupérables*) **:** amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 (*effet de la clause de résiliation de plein droit pour non-paiement des loyers*) **:** amendement n° 568 de M. Alain Richard (précisant les conditions de saisine du juge qui peut accorder au locataire des délais de paiement renouvelables n'excédant pas deux années) ; sous-amendement n° 570 de M. Pascal Clément (substituant aux mots « deux années » les mots « un an » dans le troisième alinéa de l'amendement n° 568) (p. 317) ; sous-amendement n° 571 de M. Pascal Clément (complétant le troisième alinéa de l'amendement n° 568 par la phrase « en cas de non-paiement du loyer à l'expiration des délais fixés par le juge, le bailleur peut obtenir une ordonnance d'expulsion en référé) ; sous-amendement n° 569 du Gouvernement (insérant après le troisième alinéa de l'amendement n° 568 le nouvel alinéa suivant « la même faculté est ouverte au juge dans le cadre d'une action en résiliation du contrat fondée sur le non-paiement du loyer et des charges ») (p. 318) ; sous-amendement n° 569 : adopté ; sous-amendement n° 571 : rejeté ; sous-amendement n° 570 : rejeté ; amendement n° 568 rectifié, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 16 et les amendements nos 36 et 37 de la commission, 353, 354, 355, 357 de M. Jean Tibéri, 163 et 408 de M. Pascal Clément, 132, 133 et 134 de M. Victor Sablé tombent.

Après l'article 16 : amendement n° 247 de la commission des affaires culturelles (suppression dans l'article 819 du code de procédure civile des mots « et sans permission du juge ») ; amendement n° 452 de Mme Adrienne Horvath (suppression dans l'article 819 du code de procédure civile les mots « et sans permission du juge ») ; amendement n° 557 du Gouvernement (complétant le premier alinéa de l'article 819 du code de procédure civile par la phrase « toutefois en ce qui concerne les locaux mentionnés à l'article 2 de la loi du ....., cette faculté doit être exercée avec la permission du juge ») ; caractère douloureux des saisies ; amendement nos 247 et 452 : retirés ; amendement n° 557 : adopté.

Article 17 (*situation des locataires privés de moyens d'existence*) (p. 319) ; drame des expulsions des familles frappées par le chômage, la maladie ou l'accident ; rôle de la spéculation immobilière (p. 320) ; amendement n° 38 de la commission (de suppression) ; amendement n° 165 de M. Pascal Clément (de suppression) ; nécessité de voter auparavant la loi à laquelle cet article fait référence ; financement du fonds de solidarité (p. 321) ; maintien actuel, *de facto*, des locataires dans les lieux en cas de non-paiement du loyer ; garantie par cet article que le propriétaire sera payé ; amendements nos 38 et 165 : rejetés ; amendement n° 356 de M. Jean Tibéri (précisant que les articles 16 et 17 n'entreront en vigueur qu'à compter de la publication de la loi concernant les conditions d'indemnisation du propriétaire) (p. 322) : rejeté ; amendement n° 166 de M. Pascal Clément (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 167 de M. Pascal Clément (tendant à ce que le juge puisse accorder au locataire une autorisation de demeurer dans les lieux pendant une durée maximale d'un an tout en prononçant la résiliation du bail) : rejeté ; amendement n° 248 de la commission des affaires culturelles (insérant les mots « et des charges dûment justifiées » après les mots « non paiement du loyer » à la fin du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 168 de M. Claude Wolff (insérant le mot « momentanément » après les mots « se trouve » à la fin du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 169 de M. Pascal Clément (supprimant les mots « et les différents obstacles qui peuvent l'empêcher d'exercer une activité rémunérée » à la fin du deuxième alinéa de cet article) (p. 323) : rejeté ; amendement n° 453 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que la loi prévue à l'article 17 soit présentée devant le Parlement dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi) : retiré ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*clauses réputées non écrites*) (p. 324) : amendement n° 39 de la commission (tendant à ce que soit réputée non écrite une clause par laquelle le bailleur s'exonère de la responsabilité de son fait personnel ou du fait des personnes dont il doit répondre) ; sous-amendement n° 454 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que l'amendement n° 39 soit complété par « ou des désordres survenus dans l'immeuble ») : rejeté ;

amendement n° 39 : adopté ; amendement n° 170 de M. Pascal Clément (suppression du troisième alinéa de cet article) ; visite du logement les jours fériés et les jours ouvrables en cas de vente ou de location du local ; amendement n° 170 : rejeté ; amendement n° 482 de Mme Adrienne Horvath (complétant le troisième alinéa de cet article par « deux jours par semaine pendant trois mois ») : rejeté ; amendement n° 499 de M. Alain Richard (suppression du quatrième alinéa de cet article) ; assurance souscrite par le locataire auprès d'une compagnie choisie par le bailleur ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 325) ; amendement n° 499 : retiré ; amendement n° 40 : adopté ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 455 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que soit réputée non écrite une clause imposant au locataire la signature par avance de traites) : adopté ; amendement n° 41 modifié, adopté ; amendement n° 358 de M. Jean Tibéri (tendant à ce que soit réputée non écrite toute clause par laquelle le locataire autorise le bailleur à prélever ou à faire prélever des loyers directement sur son salaire dans la limite cessible) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (interdisant toute clause autorisant le bailleur à diminuer les prestations sans prévoir la diminution correspondante du loyer et des charges) ; sous-amendement n° 567 du Gouvernement (complétant l'amendement n° 42 par les mots « et le cas échéant une indemnisation ») ; amendement n° 171 de M. Pascal Clément (substituant aux mots « l'indemnisation du locataire preneur » par les mots « la diminution correspondante du loyer et des charges » à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 326) ; amendement n° 171 : retiré ; sous-amendement n° 567 : adopté ; amendement n° 42, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 497 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article) : sans objet ; amendement oral de la commission (tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à supprimer les mots « ou que le non-versement du dépôt de garantie ») : adopté ; amendement n° 43 de la commission (insérant les mots « en cas d'inexécution des obligations du locataire » après les mots « résiliation de plein droit du contrat » dans le dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 172 de M. Pascal Clément (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « ainsi que les troubles apportés par le locataire à la jouissance paisible du local ou de l'immeuble ») ; amendement n° 359 de M. Jean Tibéri (complétant le 9e alinéa de cet article par les mots « ou encore les dégradations ou enfin les troubles graves de jouissance ») (p. 327) ; amendement n° 172 : rejeté ; amendement n° 359 : rejeté ; amendement n° 249 de la commission des affaires culturelles (tendant à ce que soit réputée non écrite toute clause mettant à la charge du locataire le remboursement des sommes qui ne sont pas exigibles au titre de la présente loi) ; amendement n° 457 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que soit réputée écrite toute clause prévoyant le remboursement de l'impôt foncier ou de la taxe additionnelle) ; amendement n° 461 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que soit réputée non écrite toute clause mettant à la charge du locataire des sommes engagées dans l'intérêt strict du bailleur) ; amendements n° 457 et 461 : retirés ; amendement n° 249 : rejeté ; amendement n° 458 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que soit réputée non écrite toute clause autorisant le bailleur à percevoir des amendes en cas d'infraction aux clauses d'un bail ou d'un règlement intérieur de l'immeuble) : adopté ; amendement n° 456 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que soit réputée non écrite toute clause obligeant le locataire à fournir caution) (p. 328) : rejeté ; amendement n° 459 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que soit réputée non écrite toute clause interdisant au locataire l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou professionnelle) : adopté ; amendement n° 460 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que soit réputée non écrite toute clause par laquelle le locataire renoncerait à exercer tout recours contre le bailleur pour les vices ou défauts de la chose louée et à être indemnisé s'il a subi un préjudice) : rejeté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 329).

Avant l'article 19 : amendements n°s 173, 321 et 344 réservés jusqu'après l'article 32.

Article 19 (*accords conclus pour un bâtiment ou un ensemble de bâtiments*) ; organisation des rapports entre bailleurs et locataires ; caractère représentatif des associations de locataires (p. 330) ; élaboration de contrats-types par les associations de locataires ; travaux de la commission Delmon (p. 331) ; nécessité de tenir compte de la dimension des ensembles immobiliers considérés ; amendement n° 174 de M. Pascal Clément et 322 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) ; amendement n° 322 non soutenu (p. 332) ; amendement n° 174 : rejeté ; amendement n° 360 de M. Jean Tibéri (limitant la possibilité de conclure des accords au bâtiment ou ensemble de bâtiments comportant plus de cinquante logements et tendant à permettre aux associations familiales d'être partie à ces accords) : rejeté ; amendement n° 572 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 175 de M. Pascal Clément (limitant (l'intervention des associations à celles représentant les locataires de l'immeuble en cause) (p. 333) : rejeté ; amendement n° 286 de la commission de la production (tendant à ce que des accords puissent être conclus entre un ou plusieurs bailleurs et une ou plusieurs associations représentant les locataires pour l'ensemble du patrimoine immobilier du ou des bailleurs concernés) (p. 334) : adopté ; amendement n° 250 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (substituant au mot « bailleur » les mots « ou les bailleurs » au début du deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 45 de la commission et 287 de la commission de la production (substituant aux mots « à l'égard de » le mot « et » au début du deuxième alinéa de cet article) : amendement n° 287 : retiré ; amendement n° 45 : adopté ; amendements n° 46 de la commission et 288 de la commission de la production (insérant les mots « du bâtiment ou de l'ensemble des bâtiments » après les mots « l'ensemble des locataires ») : amendement n° 288 : retiré ; amendement n° 46 : adopté ; amendement n° 462 de Mme Adrienne Horvath (remplaçant les mots « que les associations signataires groupent au moins les trois quarts de ces derniers » par « conditions de l'article 20 ci-après sont remplies » à la fin du second alinéa de cet article) ; amendement n° 289 de la commission de la production (après le mot « groupent » rédiger ainsi la fin du second alinéa de cet article : « la majorité de ces locataires ou que la majorité de ces derniers ont adhéré par écrit à l'accord ») ; amendement n° 251 de la commission des affaires culturelles (remplaçant les mots « les trois quarts » par les mots « la majorité » dans le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 335) ; amendement n° 462 rectifié : rejeté ; amendement n° 289 : adopté ; les amendements n° 251 et 47 n'ont plus d'objet ; amendement n° 252 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « les nouveaux locataires sont tenus par la disposition de cet accord ») (p. 336) ; amendement n° 252 rectifié : adopté ; amendement n° 579 de M. Daniel Le Meur (tendant à ce que, préalablement à la signature d'un tel accord, le bailleur soit tenu d'informer les locataires et leurs associations de l'existence éventuelle d'accords portant sur le même objet et conclus sur le plan départemental ou national) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 (*représentativité des associations de locataires au niveau d'un ensemble immobilier*) : amendements n° 176 de M. Pascal Clément et n° 323 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés ; amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 361 de M. Jean Tiberi (limitant l'application de cet article aux bâtiments et ensembles de bâtiments comportant plus de cinquante logements (p. 337) : rejeté ; amendement n° 49 de la commission (précisant que les associations de locataires doivent être déclarées) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 554 de M. Pascal Clément (tendant à ce que les associations de locataires regroupent au moins 10 p. 100 de ceux-ci) : rejeté ; amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 253 de la commission des affaires culturelles (tendant à ce que les associations de locataires prévues au troisième alinéa de cet article soient déclarées) (p. 338) ; adopté ; amendement n° 573 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*notification aux bailleurs de la liste des représentants des associations*) : amendements n° 177 de M. Pascal Clément et n° 324 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés ; amendements n° 52 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 362 de M. Jean Tiberi (limitant à un titulaire et à un suppléant le nombre des représentants des associations et précisant qu'ils doivent être locataires de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier concerné) : retiré ; amendement n° 52 : adopté ; ce texte devient l'article 21 et l'amendement n° 178 de M. Pascal Clément n'a plus d'objet.

Article 22 (*droits des associations au sein d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiments*) : nécessité de ne pas transformer les immeubles en lieux d'agitation permanente ; amendements n° 179 de M. Pascal Clément et n° 325 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés ; amendement n° 416 de Mme Hélène Missoffe (tendant à ce que les représentants statutaires soient consultés au moins trimestriellement et que les bailleurs et les représentants statutaires puissent demander à se rencontrer si le besoin s'en fait sentir) (p. 339) : rejeté ;

amendement n° 180 de M. Pascal Clément (limitant à un le nombre des représentants statutaires des associations mentionnées à l'article 20) : rejeté ; amendement n° 363 de M. Jean Tiberi (consultation trimestrielle des représentants statutaires des associations) (p. 340) : rejeté ; amendement n° 463 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que les représentants statutaires des associations puissent être assistés par des représentants de leur association de l'échelon national ou départemental) ; amendement n° 501 de Mme Frachon (tendant à ce que les représentants statutaires des associations puissent être assistés par un représentant de leur organisation départementale ou nationale) ; amendement n° 463 : retiré ; amendement n° 501 : adopté (p. 341) ; amendement n° 364 de M. Jean Tiberi (supprimant la référence au syndic de copropriété dans le deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 181 de M. Pascal Clément (substituant aux mots : « desdits représentants », les mots : « dudit représentant », dans le deuxième alinéa de cet article) (p. 344) : rejeté ; amendement n° 498 du Gouvernement (tendant à ce que les contrats d'exploitation soient mis à la disposition des représentants par le bailleur) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (précisant qu'un panneau d'affichage doit être mis à la disposition des associations dans chaque bâtiment d'habitation) : adopté ; amendements n° 182 de M. Pascal Clément et n° 365 de M. Jean Tiberi (précisant que le panneau d'affichage est exclusivement réservé à la vie de l'immeuble) : rejetés ; amendement n° 183 de M. Pascal Clément (tendant à ce que les associations soient civilement responsables du contenu des messages apposés dont la provenance doit être clairement indiquée) (p. 345) : rejeté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 (*droits des locataires au sein d'une copropriété*) : participation des locataires aux réunions de copropriétaires (p. 346) ; amendements n° 184 de M. Pascal Clément et n° 326 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés ; amendement n° 527 de M. Jacques Barrot (tendant à remplacer les mots : « le locataire d'un copropriétaire », par : « tout représentant d'une association relevant d'une organisation siégeant à la commission nationale des rapports locatifs ou d'une association ayant pour objet exclusif la représentation des locataires d'un même ensemble immobilier dont le nombre d'adhérents représente au moins 10 p. 100 des locataires de l'ensemble immobilier », dans le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 185 de M. Pascal Clément (substituant aux mots : « le locataire d'un copropriétaire », les mots : « le représentant dûment mandaté de tous les locataires de l'immeuble ou son suppléant », dans le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 527 : retiré ; amendement n° 185 : rejeté ; amendement n° 409 de M. Pascal Clément (complétant le premier alinéa de cet article par le mot « utiles ») : rejeté ; amendement n° 186 de M. Pascal Clément (complétant le premier alinéa de cet article par les mots : « portant exclusivement sur les questions prévues à l'ordre du jour de l'assemblée générale ») et amendement n° 54 de la commission (complétant le premier alinéa de cet article par les mots : « sur les questions inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée générale ») ; amendement n° 186 : retiré ; amendement n° 54 : adopté ; amendement n° 528 de M. Jacques Barrot (complétant le premier alinéa de cet article par les mots : « à condition qu'il habite lui-même la copropriété ») : retiré ; amendement n° 529 de M. Jacques Barrot (tendant à ce que le syndic de copropriété informe les associations qui en font la demande de la date de l'assemblée générale) ; amendement n° 187 de M. Pascal Clément (supprimant les mots : « ou par lettre recommandée », dans le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 254 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (substituant au mot « ou » le mot « et » après le mot « affichage » dans le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 55 de la commission (supprimant le mot « recommandée » dans le deuxième alinéa de cet article) (p. 347) ; amendement n° 529 : retiré ; amendement n° 187 : rejeté ; amendement n° 254 : adopté ; amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 255 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (tendant à ce que soient précisés, outre la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée générale) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 (*protection des représentants statutaires des associations de locataires en cas de congé*) : disposition s'inspirant du droit du travail protégeant certaines catégories de salariés contre un licenciement abusif ; amendements n° 188 de M. Pascal Clément, n° 327 de M. Pierre-Charles Krieg, n° 366 de M. Jean Tiberi (de suppression) (p. 348) : rejetés ; amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 57 de la commission (précisant que la consultation de la commission départementale est préalable à l'exécution du congé) : adopté ; amendement n° 189 de M. Pascal Clément (excluant les dispositions du premier alinéa de cet article si la clause du congé a pour origine un conflit relatif au non-respect des usages locatifs) (p. 349) ; amendement n° 189 : rejeté ; amendement n° 59 de la commission (précisant que la commission départementale doit se prononcer dans un délai de deux mois et que les parties ne peuvent saisir le juge qu'après avoir reçu notification de l'avis rendu ou à l'expiration du délai prévu) ; sous-amendement n° 464 de Mme Adrienne Horvath (supprimant la dernière phrase de l'amendement n° 59) ; sous-amendement n° 256 de la commission des affaires culturelles (tendant à ce que le délai pour agir soit interrompu à compter de la saisine de la formation compétente de ladite commission jusqu'à la notification aux parties de l'avis ou à l'expiration du délai de deux mois) (p. 350) ; sous-amendement n° 464 : rejeté ; sous-amendement n° 256 : adopté ; amendement n° 59, ainsi modifié : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 465 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que les associations de locataires puissent assister les locataires devant le tribunal d'instance et à ce que cette assistance ne puisse donner lieu à aucune rémunération) : retiré.

Article 25 (*commissions départementales du logement*) : amendements n° 190 de M. Pascal Clément, n° 328 de M. Pierre-Charles Krieg, n° 367 de M. Jean Tiberi (de suppression) (p. 351) : rejetés ; amendement n° 530 de M. Jacques Barrot (créant dans chaque département une commission des rapports locatifs) : rejeté ; amendement n° 368 de M. Jean Tiberi (précisant la composition de la commission départementale du logement) ; amendement n° 257 de la commission des affaires culturelles (précisant la composition de la commission départementale du logement) ; amendement n° 502 de Mme Martine Frachon (précisant la composition de la commission départementale du logement) (p. 352) ; amendements n°s 368, 257 : rejetés ; amendement n° 502 : adopté ; amendement n° 258 de la commission des affaires culturelles et amendement n° 503 de Mme Martine Frachon (affirmant le rôle de conciliation de la commission départementale) ; amendement n° 258 : adopté ; amendement n° 503 ; retiré ; amendement n° 369 de M. Jean Tiberi (précisant les modalités de répartition des sièges entre les différentes associations de locataires) (p. 353) : rejeté ; amendement n° 466 de Mme Adrienne Horvath (tendant à ce que la commission départementale du logement soit présidée par le juge d'instance) : rejeté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté

Article 26 (*commission nationale des rapports locatifs*) (p. 354) ; amendements n° 191 de M. Pascal Clément et n° 329 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés ; amendement n° 60 de la commission (tendant à exclure les rapports locataires-gestionnaires du champ des compétences de la commission) : adopté ; amendement n° 531 de M. Jacques Barrot (tendant à ce que la commission soit présidée par un magistrat et à ce que des représentants de l'administration y assistent avec voix délibérative) (p. 355) : rejeté ; amendement n° 370 de M. Jean Tiberi (tendant à ce que le troisième alinéa de cet article s'applique aux bailleurs et aux gestionnaires) : rejeté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 (*représentativité au plan national des associations de bailleurs et de locataires*) : politisation des associations de bailleurs et de locataires ; amendements n° 192 de M. Pascal Clément et n° 330 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés (p. 356) ; amendement n° 259 de la commission des affaires culturelles (tendant à ce que la représentativité soit appréciée au niveau national et au niveau départemental) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (tendant à ce que les mêmes critères de représentativité s'appliquent aux organisations de bailleurs et de gestionnaires) : rejeté ; amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 371 de M. Jean Tiberi (tendant à ce que les représentants des associations soient à jour de leur cotisation) : rejeté ; amendement n° 63 de la commission (tendant à ce que soient retenues dans les critères de représentativité l'indépendance, l'expérience, l'ancienneté et l'activité de l'association dans le domaine du logement) ; sous-amendement n° 586 de M. Pascal Clément (tendant à ce que soit précisée dans l'amendement n° 63 l'indépendance par rapport à tout parti politique) (p. 357) : rejeté ; amendement n° 63 : adopté ; amendement n° 193 de M. Pascal Clément (tendant à ce que l'indépendance mentionnée au début du quatrième alinéa de cet

article soit constatée par rapport à tout parti politique) : retiré ; amendement n° 372 de M. Jean Tiberi (complétant le sixième alinéa de cet article par : « à jour de leur cotisation ») : rejeté ; amendement n° 64 de la commission (tendant à ce que soient retenues parmi les critères de la représentativité des organisations de locataires, l'indépendance, l'expérience, l'ancienneté et l'activité de l'association dans le domaine du logement) ; sous-amendement n° 587 de M. Pascal Clément (tendant à ce que cette indépendance soit constatée par rapport à tout parti politique) : rejeté ; amendement n° 64 : adopté ; amendement n° 194 de M. Pascal Clément (tendant à ce que l'indépendance mentionnée au huitième et dernier alinéa de cet article soit constatée par rapport à tout parti politique) : retiré ; amendement n° 195 de M. Pascal Clément (tendant à ce que les comptes des organisations de bailleurs et de locataires représentatifs au niveau national soient soumis, tous les deux ans, à la Cour des comptes qui mentionnera ses observations dans son rapport public) (p. 358) : rejeté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 (*accords collectifs conclus au niveau départemental ou national*) : amendements n° 196 de M. Pascal Clément et n° 331 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés ; amendement n° 532 de M. Jacques Barrot (précisant les conditions de négociation des accords collectifs) (p. 359) : rejeté ; amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (précisant que les accords peuvent porter sur un ou plusieurs secteurs locatifs) : rectifié, adopté ; amendement n° 260 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que le premier alinéa de cet article s'applique aux bailleurs ou aux gestionnaires) : sans objet ; amendement n° 504 de M. Alain Richard (précisant que le premier alinéa de cet article s'applique aux organisations départementales de bailleurs et de locataires) : adopté ; amendement n° 67 de la commission (incluant dans cet article la définition des secteurs locatifs) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 28 : amendement n° 68 de la commission (précisant que les accords collectifs de location doivent être écrits à peine de nullité) (p. 364) ; sous-amendement n° 558 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 68, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 69 de la commission (précisant, en fonction de la durée déterminée ou indéterminée des accords, les conditions de leur dénonciation, de leur revision ou de leur renouvellement) ; sous-amendement n° 559 du Gouvernement (substituant aux mots : « cinq ans », les mots : « trois ans », à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de l'amendement n° 69) ; sous-amendement n° 588 de Mme Adrienne Horvath (cas où deux accords seraient signés sur le même objet) ; sous-amendement n° 373 de M. Jean Tiberi (précisant que la durée des accords à durée indéterminée ne peut être inférieure à un an) ; sous-amendement n° 559 : adopté (p. 365) ; sous-amendement n° 588 : rejeté ; sous-amendement n° 373 : rejeté ; amendement n° 69, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 70 de la commission (prévoyant dans quelles conditions un accord collectif cesse de produire effet lorsqu'il a fait l'objet d'une dénonciation) ; sous-amendement n° 261 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que, pour les accords conclus en application de l'article 23 au niveau national, le délai d'un an court à compter de la publication au *Journal officiel* de l'avis mentionnant cette dénonciation) : adopté ; amendement n° 70, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 71 de la commission (définissant les conditions d'adhésion aux accords collectifs) : adopté ; amendement n° 72 de la commission (précisant que les locataires ou bailleurs qui deviennent membres d'une association signataire d'un accord ou qui y ont adhéré sont liés par cet accord) ; sous-amendement n° 560 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 72, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 73 de la commission (prévoyant que les accords sont maintenus en vigueur en cas de changement de bailleurs) (p. 366) ; sous-amendement n° 561 du Gouvernement (insérant les mots : « lorsqu'il a été conclu et rendu obligatoire en application des articles 19 et 30 », après les mots : « ses locataires », dans l'amendement n° 73) ; sous-amendement n° 562 du Gouvernement (complétant l'amendement n° 73 par la nouvelle phrase : « l'accord conclu en application de l'article 19 doit être annexé à l'acte de cession ») ; amendement n° 500 du Gouvernement (cas des mutations à titre gratuit ou onéreux) : retiré ; sous-amendements n°s 561 et 562 : adoptés ; amendement n° 73 ainsi modifié : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 68 modifié, 69 modifié, 70 modifié, 71, 72 modifié, 73 modifié deviennent les articles 28 *bis* nouveau, 28 *ter* nouveau, 28 *quater* nouveau, 28 *quinquies* nouveau, 28 *sexies* nouveau, 28 *septies* nouveau.

Article 29 (*objet des accords collectifs*) : amendements n° 197 de M. Pascal Clément et n° 332 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) ; amendement n° 197 : non soutenu ; amendement n° 332 : retiré ; amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 374 de M. Jean Tiberi (précisant que les accords collectifs doivent harmoniser les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les charges locatives) ; amendement n° 74 : adopté ; amendement n° 374 : rejeté ; amendement n° 262 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (application du premier alinéa de cet article aux bailleurs et aux gestionnaires) : adopté (p. 367) ; amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 263 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (insérant les mots : « la grille de vétusté », après les mots : « maîtrise des charges locatives », dans le second alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 198 de M. Pascal Clément (supprimant la fin du second alinéa de cet article après les mots : « et des parties privatives ») ; gestion des charges locatives ; cogestion des actions d'animation culturelle et sociale ; élaboration des contrats types des locations ; développement de la vie associative ; amendement n° 198 : rejeté ; amendement n° 375 de M. Jean Tiberi (supprimant les mots : « les actions d'animation culturelle et sociale », dans le second alinéa de cet article) (p. 368) ; refus de l'opposition d'intégrer la notion d'animation culturelle au plan de la gestion immobilière (p. 369) ; amendement n° 375 : rejeté ; amendement n° 264 de la commission des affaires culturelles (complétant le second alinéa de cet article par les mots : « et les règlements intérieurs éventuels ») : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 29 : amendement n° 509 du Gouvernement (précisant les conditions d'application d'un accord mentionné à l'article 19, alinéa 2) ; amendement n° 265 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant les conditions d'application des accords prévus par l'article 28 et l'article 19) ; amendement n° 509 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 265 n'a plus d'objet ; amendement n° 505 de M. Alain Richard (précisant que les accords collectifs définis aux articles 19 et 28 peuvent prévoir de s'appliquer aux contrats de location en cours) ; sous-amendement n° 589 du Gouvernement (substituant aux mots : « de s'appliquer », les mots : « que tout ou partie de leurs dispositions s'appliquent ») (p. 370) : adopté ; amendement n° 505, ainsi modifié, adopté.

Article 30 (*application des accords conclus au niveau national tels qu'ils sont définis par l'article 28 ; définition des secteurs locatifs au sens du présent article*) : amendements n°s 199 de M. Pascal Clément et 333 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) ; caractère jacobin et centralisateur de cet article ; amendements n°s 199 et 333 : rejetés ; amendement n° 200 de M. Pascal Clément (précisant que les accords ne pourront être rendus obligatoires qu'à l'issue d'un délai de trois mois après leur publication et après consultation de la commission départementale du logement) (p. 371) : rejeté ; amendement n° 266 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que le premier alinéa de cet article s'applique aux bailleurs ou gestionnaires) : sans objet ; amendement n° 76 de la commission (supprimant les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de cet article) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (remplaçant les mots : « en distraire les clauses qui ne correspondraient pas à la situation du secteur locatif intéressé », par les mots : « en distraire certaines clauses » à la fin du dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 (*extinction des accords collectifs*) : amendements n°s 201 de M. Pascal Clément et 334 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : rejetés ; amendement n° 78 de la commission (précisant que le décret prévu à l'article 30 cesse d'avoir effet lorsque l'accord a cessé d'être en vigueur entre les parties par suite de sa dénonciation ou de son non-renouvellement) : adopté ; ce texte devient l'article 31.

Article 32 (*adhésion des organisations représentatives de gestionnaires aux accords collectifs conclus entre propriétaires et locataires*) : amendements n°s 202 de M. Pascal Clément et 335 de M. Pierre-Charles Krieg (de suppression) : retirés (p. 372) ; amendement n° 590 du Gouvernement (précisant que les organisations représentatives de gestionnaires peuvent participer à l'élaboration des accords collectifs) : modifié et adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 32 ; amendements n°s 79 et 574 de la commission devenus sans objet.

Après l'article 32 : amendement n° 80 de la commission (précisant que tout bâtiment de plus de cinquante logements dont le permis de construire aura été délivré postérieurement à la publication de la présente loi doit comporter des locaux collectifs résidentiels à l'usage des résidents) ; sous-amendement n° 376 de M. Jean Tibéri (précisant que cette disposition s'appliquerait aux bâtiments dont le permis de construire aura été demandé postérieurement à la publication de la présente loi) ; sous-amendement n° 267 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que les associations de locataires pourront accéder gratuitement aux locaux collectifs résidentiels) ; sous-amendement n° 467 de Mme Adrienne Horvath (précisant que les associations de locataires pourront accéder gratuitement aux locaux collectifs résidentiels) ; sous-amendement n° 376 : adopté (p. 373) ; sous-amendement n° 267 : adopté ; sous-amendement n° 467 : satisfait ; amendement n° 80, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 19 : amendements précédemment réservés : amendements n°s 173 de M. Pascal Clément et 321 de M. Pierre-Charles Krieg (supprimant l'intitulé : « Titre III : De l'organisation des rapports collectifs ») : amendement n° 321 : non soutenu (p. 374) ; amendement n° 173 : rejeté ; amendement n° 44 de la commission (complétant l'intitulé du titre III par les mots : « de location ») : adopté ; l'intitulé du titre III, ainsi complété, est adopté.

Avant l'article 33 : amendement n° 203 (tendant à supprimer l'intitulé du titre IV) réservé jusqu'après l'article 39.

Article 33 (*évolution du loyer*) : accords de modération sur les loyers ; effet des hausses de loyer sur l'évolution générale des prix (p. 376) ; notion de sous-évaluation manifeste du loyer ; travaux de modernisation ou de réhabilitation des logements (p. 377) ; amendements n° 81 de la commission et 204 de M. Pascal Clément (de suppression) : adoptés ; en conséquence, l'article 33 est supprimé ; amendements n° 205 de M. Pascal Clément, 336 de M. Pierre-Charles Krieg et 377 de M. Jean Tiberi : deviennent sans objet.

Article 34 (*accords de modération*) : amendement n° 206 de M. Pascal Clément (de suppression) : retiré ; amendement n° 511, du Gouvernement (rédactionnel et distinguant les modalités de conclusion des accords dans le secteur des organismes d'habitation à loyer modéré applicables dans les autres secteurs locatifs) ; amendement n° 290 de la commission de la production (précisant l'application de l'article 34 au secteur H.L.M.) (p. 378) : retiré ; sous-amendement n° 593 de M. Guy Malandain (insérant les mots « dans le cadre d'un ou plusieurs secteurs locatifs » après les mots « conclus annuellement » dans le premier alinéa de l'amendement n° 511) : adopté ; sous-amendement n° 598 de M. Jean Tiberi (supprimant les mots « de la conclusion où » dans le deuxième alinéa de l'amendement n° 511 (p. 379) : rejeté ; sous-amendement n° 594 de M. Guy Malandain (définissant le cadre d'application des accords et précisant que les dispositions contenues dans l'amendement n° 511 ne sont pas applicables aux loyers des locaux qui n'ont pas fait l'objet de contrat de location depuis une durée ne pouvant être inférieure à deux ans à la date de la nouvelle location) (p. 380) : adopté ; sous-amendement n° 581 de M. Daniel Le Meur (complétant le troisième alinéa de l'amendement n° 511 par « il peut également prévoir les minorations particulières des loyers en cas de loyer manifestement surévalué par rapport aux conditions pratiquées localement pour des immeubles comparables) : rejeté (p. 381) ; sous-amendement n° 595 de M. Guy Malandain (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 596 de M. Guy Malandain (substituant aux mots « peuvent porter » le mot « portent » au début du septième alinéa de l'amendement n° 511) : adopté ; amendement n° 511, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 34 ; amendements n°s 533 de M. Jacques Barrot, 207 de M. Pascal Clément, 337 de M. Pierre-Charles Krieg, 378 et 379 de M. Jean Tiberi, 82 et 83 de la commission, 468 et 469 de Mme Adrienne Horvath, deviennent sans objet.

Après l'article 34 : amendement n° 512 du Gouvernement (tendant à préciser l'objet des accords de modération conclus dans le secteur des organismes d'habitation à loyer modéré) ; sous-amendement n° 597 de M. Guy Malandain (substituant aux mots « peut porter » le mot « porte » au début du deuxième alinéa de l'amendement n° 512) (p. 477) : adopté ; amendement n° 512, ainsi modifié : adopté.

Article 35 (*extension des accords de modération*) : amendement n° 208 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 513 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 209 de M. Pascal Clément (tendant à ce que les accords puissent être rendus obligatoires pour certains départements après avis de la commission départementale du logement) (p. 478) ; caractère variable de la situation du logement selon les départements ; amendement n° 209 : rejeté ; amendement n° 84 la commission (permettant au Gouvernement d'étendre par décret les dispositions des accords de modération aux loyers des baux en cours si les circonstances économiques l'exigent) : rejeté.

— Article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 (*fixation par décret du taux d'évolution du loyer*) : amendement n° 210 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement n° 85 de la commission (de précision) ; amendement n° 291 de la commission de la production et des échanges (de précision) : retiré ; amendement n° 85 : adopté (p. 479) ; amendements n°s 86 de la commission et 292 de la commission de la production et des échanges (précisant qu'un décret peut fixer le taux d'évolution des loyers à défaut d'accord intervenu avant le 15 novembre) : adoptés ; amendement n° 293 de la commission de la production et des échanges (précisant le taux maximum d'évolution des loyers) : sans objet ; amendement n° 575 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n°s 211 de M. Pascal Clément et 380 de M. Jean Tiberi (suppression des mots : « ou dans le cas de la location de locaux vacants » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) (p. 480) ; amendement n° 610 de M. Guy Malandain (précisant que le premier alinéa de cet article s'applique aux locaux vacants qui n'ont pas fait l'objet d'un contrat de location depuis plus de deux ans) (p. 481) ; amendements n°s 211 et 380 : rejetés ; amendement n° 610 : adopté ; amendement n° 87 de la commission (précisant l'indice de référence et supprimant la référence à la valeur du terrain) : adopté ; amendement n° 381 de M. Jean Tiberi (précisant que le décret peut limiter la proportion du loyer à laquelle s'applique l'indice, si les circonstances économiques l'exigent) : rejeté ; amendement n° 470 de Mme Adrienne Horvath (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : sans objet ; amendement n° 382 de M. Jean Tiberi (substituant aux mots : « quatre cinquièmes » les mots : « neuf dixièmes » dans la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : sans objet ; amendement n° 514 du Gouvernement (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 383 de M. Jean Tiberi et 576 de la commission deviennent sans objet ; amendement n° 294 de la commission de la production (précisant que l'arrêté mentionné au dernier alinéa de cet article est un arrêté du commissaire de la République du département dans lequel la situation a nécessité une intervention) : retiré ; amendement n° 515 du Gouvernement (précisant que le décret prévu au présent article est applicable au plus tard jusqu'au 31 décembre suivant sa date de publication) (p. 482) : adopté.

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 296 de la commission de la production et des échanges (précisant que le taux d'évolution des loyers peut être fixé par décret en Conseil d'Etat si des circonstances économiques graves l'exigent) ; sous-amendement n° 599 du Gouvernement (insérant les mots : « dans les conditions définies par l'alinéa 3 de l'article 36 », après les mots : « une application par secteur locatif et par département dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'amendement n° 296) ; sous-amendement n° 600 (substituant les mots : « deux années », aux mots : « trois années » à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de l'amendement n° 296) ; sous-amendement n° 601 du Gouvernement (précisant que pourront être prévues des adaptations pour des catégories de logement dont le loyer est régi par des dispositions particulières ou faisant l'objet de travaux) ; sous-amendement n° 602 du Gouvernement (complétant le deuxième alinéa de l'amendement n° 296 par les mots « qui ne pourra être supérieur à douze mois ») (p. 483) ; sous-amendement n° 599 : adopté ; sous-amendements n°s 600, 601, 602 : adoptés ; amendement n° 296, ainsi modifié, adopté.

Article 37 (*saisine de la commission départementale en cas de contestation relative aux loyers*) : amendement n° 212 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement n° 90 de la commission (précisant la durée du délai dans lequel la commission doit se prononcer et la procédure suivie en cas de saisine de la commission) (p. 484) ; sous-amendement n° 506 de M. Roland Dumas (substituant aux mots « au montant du loyer » les mots « à l'exécution du contrat de location » dans le premier alinéa de l'amendement n° 90) ; sous-amendement n° 603 du Gouvernement (substituant aux mots « au montant du loyers » les mots « au montant du nouveau loyer » dans la première phrase du premier alinéa de l'amendement n° 90) ; sous-amendement n° 471 de Mme Adrienne Horvath (supprimant la seconde phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 90) ;

sous-amendement n° 268 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (excluant la contestation comme motif de non-paiement) ; sous-amendements n°s 506 et 603 : rejetés ; sous-amendement n° 268 : adopté ; amendement n° 90 ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 37 ; amendement n° 213 de M. Pascal Clément sans objet.

Article 38 (*révision du loyer des baux en cours*) : amendement n° 214 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement n° 591 du Gouvernement (supprimant la référence à un indice trimestriel et précisant que l'indice doit refléter l'évolution du coût de la construction) ; sous-amendement n° 592 de M. Pascal Clément (tendant à ce que l'indice de référence prenne en considération la moyenne des quatre derniers indices du coût de la construction publiés par l'I.N.S.E.E.) (p. 486) : rejeté ; amendement n° 591 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 38 ; amendements n° 89 de la commission, n° 215 de M. Pascal Clément, n° 338 de M. Pierre-Charles Krieg et n° 295 de la commission de la production et des échanges, deviennent sans objet.

Article 39 (*sanction des infractions en matière de prix du loyer*) : amendements n°s 91 de la commission, 216 de M. Pascal Clément, 412 de M. Jean Tibéri (de suppression) ; peine pénale prévue pour des infractions actuellement du ressort des tribunaux civils) : adoptés ; en conséquence, l'article 39 est supprimé.

Avant l'article 33 précédemment réservé : amendement n° 203 de M. Pascal Clément (suppression de l'intitulé : « Titre IV : des loyers ») : retiré (p. 487).

Article 40 (*conclusion d'un contrat entre un bailleur et l'Etat pour la réalisation de travaux*) ; problème de l'amélioration des logements ; nécessité que les accords conclus en vue d'améliorer les logements ne se traduisent pas par des hausses de loyer ; exclusion des H.L.M. du champ de cet article (p. 488) ; amendement n° 339 de la commission de la production (supprimant le mot « qualité » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 92 de la commission (substituant aux mots « la qualité » les mots « les économies d'énergie » dans le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 297 de la commission de la production et des échanges (précisant que les travaux doivent également porter les locaux concernés à un niveau minimal de qualité thermique ou phonique) (p. 489) ; amendement n° 92 : rejeté ; amendement n° 297 : adopté ; amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 604 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 93, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 298 de la commission de la production et des échanges (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 95 de la commission (insérant les mots « nonobstant les dispositions du titre IV » après les mots « montant maximum du loyer » dans le quatrième alinéa de cet article) ; sous-amendement n° 605 du Gouvernement (complétant l'amendement n° 95 par les mots « pour la fixation du nouveau loyer ») : adopté ; amendement n° 95, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 472 de Mme Adrienne Horvath (imposant aux bailleurs, préalablement à la conclusion du contrat avec l'Etat, la conclusion d'un accord avec les locataires ou leurs associations) (p. 490) : rejeté ; amendement n° 519 du Gouvernement (précisant les conditions du nouveau contrat de location en cas de travaux) ; sous-amendement n° 584 de M. Daniel Le Meur (précisant qu'en cas de refus le locataire saisit, à l'expiration du délai, la commission départemenale prévue à l'article 25) (p. 491) ; sous-amendement n° 584 : rejeté ; amendement n° 519 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 99, n° 577 et n° 97 de la commission sont satisfaits ; amendement n° 299 de la commission de la production et des échanges (supprimant les mots « selon le cas » à la fin du septième alinéa de cet article) ; amendement n 300 de la commission de la production et des échanges (supprimant le huitième alinéa de cet article) ; amendements n°s 299 et 300 : adoptés ; amendement n° 98 de la commission (précisant que les frais de déménagement du locataire sont à la charge du bailleur lorsque la réalisation des travaux implique son départ) ; sous-amendement n° 606 du Gouvernement (complétant l'amendement n° 98 par les mots « déduction faite le cas échéant des primes de déménagement ») (p. 492) : adopté ; amendement n° 98, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 99 de la commission (précisant que le décret prévu au dernier alinéa de cet article est un décret en Conseil d'Etat) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 41 (*conclusion d'un accord entre bailleurs et locataires pour la réalisation de travaux*) : amendement n° 607 du Gouvernement (tendant à permettre la réalisation de travaux par accord entre bailleurs et locataires lorsqu'il n'existe pas d'associations de locataires) (p. 493) : adopté ; amendement n° 100 de la commission (précisant que les travaux doivent porter sur l'amélioration du confort et de la qualité) ; amendement n° 301 de la commission de la production et des échanges (précisant que les travaux doivent répondre aux normes mentionnées au premier alinéa de l'article 40) ; amendement n° 100 : rejeté ; amendement n° 301 : adopté ; amendement n° 101 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 302 de la commission de la production et des échanges (suppression du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 608 du Gouvernement (précisant que l'accord s'impose à l'ensemble des locataires du bâtiment d'habitation concerné lorsqu'il a reçu l'approbation par écrit de la majorité d'entre eux) ; amendement n° 302 : rejeté ; amendement n° 608 : adopté ; en conséquence, amendements n° 507 de M. Roland Dumas, n° 384 rectifié de M. Jean Tiberi, n° 578 et n° 102 de la commission, devenus sans objet : amendement n° 385 de M. Jean Tiberi (précisant que, lorsque l'accord vise tout ou partie d'un ensemble immobilier dont les conditions de location sont réglementées par le Crédit foncier de France ou la caisse centrale de coopération économique, le nouveau montant du loyer pourra excéder le plafond fixé par le contrat de prêt) (p. 494) : rejeté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 42 : amendements sur l'intitulé du titre VI réservés jusqu'à l'examen du dernier article de ce titre.

Article 42 (*renseignements préalables du candidat locataire*) : amendement n° 217 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement n° 473 de Mme Adrienne Horvath (précisant que la fiche de renseignements remise par le bailleur doit comporter les nuisances éventuelles de l'environnement) : rejeté ; amendement n° 104 de la commission (précisant que la fiche de renseignements remise par le bailleur doit comporter le montant des charges annuelles, le montant des charges locatives de l'année précédente ou, à défaut, une estimation des charges annuelles) (p. 495) : adopté ; amendement n° 218 de M. Pascal Clément (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; information de l'acquéreur en matière de vente d'immeuble ; amendement n° 218 : rejeté ; amendement n° 105 de la commission (supprimant l'obligation de mentionner le prix du loyer dans la fiche de renseignements remise par le vendeur d'un immeuble à l'acquéreur éventuel) ; sous-amendement n° 474 de Mme Adrienne Horvath (précisant que les nuisances éventuelles de l'environnement doivent être mentionnées dans la fiche de renseignements remise par le vendeur à un acquéreur éventuel) : retiré ; amendement n° 105 : adopté ; amendement n° 386 de M. Jean Tiberi (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat devra préciser les conditions concernant les charges prévisionnelles dans le cas d'un immeuble neuf) : rejeté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté (p. 496).

Article 43 (*notice d'utilisation et d'entretien*) : amendement n° 106 de la commission (précisant que la notice, remise à l'acquéreur ou au locataire, concerne l'utilisation et l'entretien des éléments d'équipement) : adopté ; amendement n° 107 de la commission (précisant que l'obligation prévue par cet article s'impose, pour les logements achevés antérieurement à la publication de la présente loi, en cas de modification ou de changement des éléments d'équipement existants) : adopté ;

— article 43, modifié et complété, adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 269 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que le règlement intérieur est affiché dans chaque bâtiment et que copie en est remise aux locataires à leur demande) : adopté.

Avant l'article 42 : amendement n° 553 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (supprimant le mot « préalable » dans l'intitulé du titre VI) (p. 499) : adopté ; amendement n° 103 de la commission (supprimant les mots « et des intermédiaires » avant l'article 42 de l'intitulé du titre VI) : adopté ;

— l'intitulé du titre VI, ainsi modifié, est adopté.

Avant l'article 44 : amendement n° 108 de la commission (insérer le nouvel intitulé suivant : « titre VI *bis* : des intermédiaires ») : adopté.

Article 44 (*rémunération des intermédiaires*) : amendement n° 303 de la commission de la production (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 109 de la commission et n° 219 de de M. Pascal Clément (précisant que la rémunération des intermédiaires est partagée par moitié entre le propriétaire bailleur et le locataire) (p. 500) ; principe « qui commande paye » ; recours du locataire au service d'une agence immobilière ;

amendements n° 109 et n° 219 : adoptés ; amendement n° 304 de la commission de la production et des échanges (précisant qu'en cas de congé donné par le locataire aux bailleurs personnes physiques, avant l'expiration du contrat de location, il doit participer au paiement de la rémunération visée par cet article à raison d'un sixième ou d'un tiers par année de location non effectuée selon la durée du contrat choisi) (p. 501) : rejeté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté.

Article 45 (*désignation d'un administrateur provisoire*) : amendements n° 110 de la commission et n° 220 de M. Pascal Clément (rédactionnels) : retirés ;

— article 45, adopté.

Article 46 (*sanctions en cas de non-respect de la loi*) : amendement n° 221 de M. Pascal Clément (substituant aux mots « à un prix abusif » les mots « dont le prix n'est pas justifié par les factures » à la fin de cet article) (p. 502) : rejeté ; amendement n° 222 de M. Pascal Clément (précisant la notion de prix abusif au dépassement de 20 p. 100 de la valeur réelle) : rejeté ; amendement n° 111 de la commission (substituant aux mots « de 2 000 à 150 000 francs », les mots « de 1 000 à 30 000 francs » à la fin de cet article) (p. 503) ; recherche d'une « fourchette réaliste » ; amendement n° 111 : rejeté ; amendement oral du Gouvernement (tendant à substituer à la fin de cet article aux mots « de 2 000 à 150 000 francs » les mots « de 1 000 à 100 000 francs ») : adopté ; amendement n° 387 de M. Jean Tibéri (précisant que tout locataire qui aura subordonné son départ à une quelconque remise d'argent ou à la reprise d'objets ou d'installations à un prix abusif sera puni de la même peine) : adopté ; amendement n° 410 de M. Pascal Clément (précisant que tout bailleur qui aura sciemment délivré une copie de quittance comportant une ou plusieurs mentions erronées sera puni d'une amende de 1 000 à 10 000 francs) (p. 504) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (précisant que tout bailleur qui n'aura pas délivré de quittance de loyer sera puni d'une amende de 300 à 3 000 francs) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié et complété, adopté.

Article 47 (*exercice frauduleux du droit de reprise*) : amendement n° 113 de la commission (précisant que la sanction ne sera prononcée que si la reprise a été frauduleuse et si l'occupation a été inférieure à une durée de deux ans et fixant le montant de l'amende de 1 000 à 30 000 francs) ; sous-amendement n° 611 de Mme Adrienne Horvath (précisant qu'une indemnité qui ne pourra être inférieure à une année de loyer ni supérieure à cinq années, sera versée au locataire évincé) (p. 505) : adopté ; sous-amendement oral du Gouvernement (tendant à substituer aux mots « de 1 000 à 30 000 francs » les mots « de 1 000 à 50 000 francs ») : adopté ; amendement n° 113, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 388 de M. Jean Tibéri (substituant aux mots « 5 000 à 150 000 francs » les mots « 1 000 à 20 000 francs » dans cet article) : retiré ; amendement n° 475 de Mme Adrienne Horvath (même objet que le sous-amendement n° 611) : retiré ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 48 (*entrave au droit d'association*) : amendement n° 223 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 506) : rejeté ; amendement n° 389 de M. Jean Tibéri (substituant aux mots « de 1 000 à 20 000 francs » les mots « de 100 à 2 000 francs » à la fin du premier alinéa de cet article) ; amendement n° 114 de la commission (substituant aux mots « de 1 000 à 20 000 francs » les mots « 1 000 à 30 000 francs » à la fin du premier alinéa de cet article) ; amendement n° 389 : rejeté ; amendement n° 114 : adopté (p. 507) ; amendement n° 115 de la commission (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ; en conséquence, amendement n° 390 de M. Jean Tiberi devenu sans objet ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 48 : amendement n° 116 de la commission (précisant que toute personne qui aura exercé de manière frauduleuse le droit de résiliation ou de non-renouvellement pour vente sera punie d'une amende de 1 000 à 30 000 francs et devra au locataire réparation du préjudice causé) ; sous-amendement n° 612 de Mme Adrienne Horvath (précisant qu'outre la réparation du préjudice causé, le propriétaire devra au locataire une indemnité qui ne pourra être inférieure à une année de loyer ni supérieure à cinq années) : adopté ; sous-amendement oral du Gouvernement (remplaçant dans l'amendement n° 116 les mots « de 1 000 à 30 000 francs » par les mots « 1 000 à 100 000 francs ») : adopté ; amendement n° 116, ainsi modifié, adopté.

Article 49 (*sanction du droit de reprise frauduleux*) (p. 508) ; amendement n° 117 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 49 est supprimé.

Après l'article 49 : amendement n° 118 de la commission (énumérant les pratiques de prix illicites constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945) ; sous-amendement n° 613 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de l'amendement n° 118) : adopté ; amendement n° 118, ainsi modifié, adopté.

Article 50 (*modification des contrats en cours*) : amendement n° 391 de M. Jean Tibéri (fixant à deux ans à compter de la publication la limite dans laquelle les bailleurs doivent modifier les contrats en cours) (p. 509) ; sous-amendement oral de M. Alain Richard (tendant à remplacer les mots « de deux ans » par les mots « d'un an » dans l'amendement n° 391) ; sous-amendement oral de M. Alain Richard (tendant à substituer aux mots « à compter de la publication de la présente loi et des décrets d'application qu'elle prévoit » les mots « à compter de la publication de l'ensemble des décrets d'application prévus par la présente loi ») : adoptés ; amendement n° 391, modifié : adopté ; amendement n° 520 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 119 de la commission (suppression à la fin du premier alinéa de cet article des mots « et notamment de son article 3 ») : adopté ; amendement n° 224 de M. Pascal Clément (précisant que cet article ne s'applique pas si le bail vient à expiration au cours de ce délai d'un an à compter de la publication de ladite loi) ; amendement n° 521 du Gouvernement (précisant que les contrats venant à expiration pendant le délai d'un an sont prorogés jusqu'à leur mise en conformité) (p. 510) ; amendement n° 614 de M. Michel Suchod (précisant que, lorsque le contrat de location était à durée déterminée et que le locataire, à défaut de congé donné par le bailleur, a continué sa jouissance après l'expiration du contrat, y est remplacé dans le délai d'un an par un contrat de location établi dans le cadre de la présente loi) ; amendement n° 224 : rejeté ; sous-amendement n° 615 de M. Alain Richard (précisant que les charges ne peuvent être modifiées en cas de prorogation du contrat venu à expiration) (p. 511) : adopté ; amendement n° 521, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 614 : adopté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Article 51 (*situation de l'occupant de bonne foi*) : amendement n° 225 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement n° 120 de la commission (précisant que la décision d'expulsion définitive doit être intervenue à la date d'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté ; amendement n° 121 de la commission (rédactionnel) (p. 512) : adopté ; amendement n° 122 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 305 de la commission de la production et des échanges (rédactionnel) : adopté ;

— article 51, ainsi modifié, adopté.

Article 52 (*congé fondé sur un motif sérieux et légitime*) : amendement n° 226 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement n° 123 de la commission (précisant que cet article s'applique au congé « notifié » à compter du 7 octobre 1981) ; amendement n° 227 de M. Pascal Clément (précisant que cet article s'applique au congé notifié à compter de la promulgation de la présente loi) ; amendement n° 392 de M. Jean Tiberi (précisant que les dispositions de cet article s'appliquent à compter de la promulgation de la présente loi) : retiré ; amendement n° 123 : adopté ; amendement n° 227 : devenu sans objet ;

— article 52, ainsi modifié, adopté (p. 514).

Article 53 (*accord de modération des loyers*) : amendement n° 228 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ; amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) : rectifié : adopté ; amendement n° 229 de M. Pascal Clément (précisant que l'accord mentionné à l'article 34 sera applicable, pour la première fois, à la période allant de la date de publication au *Journal officiel* de la présente loi au 31 décembre 1982) ; amendement n° 125 de la commission (précisant que l'accord mentionné à l'article 34 sera applicable pour la première fois à la période allant du 1er mai 1982 au 31 décembre 1982 et que les dispositions de l'article 37 seront applicables si cet accord n'est pas intervenu au plus tard le 15 mars 1982) ; amendement n° 230 de M. Pascal Clément (précisant que les dispositions de l'article 37 seront applicables si l'accord n'est pas intervenu au plus tard le 30 juin 1982) (p. 515) ; amendement n° 229 : rejeté ; sous-amendement oral de M. Jean-Marie Bockel (tendant à remplacer *in fine* dans l'amendement n° 125 les mots

« 15 mars 1982 » par les mots « 30 avril 1982 ») : adopté ; amendement n° 125, ainsi modifié, adopté ; en conséquence l'amendement n° 230 tombe, amendement n° 126 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 54 (*dispositions applicables à certaines catégories de logement*) : application de la présente loi aux organismes H.L.M. ; amendement n° 616 du Gouvernement (tendant à clarifier le texte du présent article) (p. 517) : adopté ; amendement n° 127 de la commission devenu sans objet ; amendement n° 128 de la commission (précisant les conditions de transfert d'un contrat de location portant sur un logement H.L.M.) : adopté ; amendements n°s 129 et 130 de la commission et 476 de Mme Adrienne Horvath : devenus sans objet ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 55 (*abrogation des articles* 3 ter, 3 quater, 3 quinquies, 3 sexies, 3 septies *de la loi du* 1er *septembre* 1948) : amendement n° 522 du Gouvernement (tendant à clarifier le texte de cet article) ; sous-amendement n° 585 de M. Daniel Le Meur (tendant à réintégrer dans le régime de la loi de 1948 les logements concernés par l'article 3 *ter* de cette loi) (p. 518) : retiré ; amendement n° 122 adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 55 ; amendements n°s 393 et 394 de M. Jean Tiberi et n° 477 de Mme Adrienne Horvath devenus sans objet.

Après l'article 55 : amendement n° 523 du Gouvernement (tendant à ce que la loi du 1er septembre 1948 cesse d'être applicable aux locaux vacants répondant aux normes fixées en application du premier alinéa de l'article 40 et qui font l'objet d'un contrat de location d'une durée de six ans) ; sous-amendement n° 617 de M. Jean Tibéri (excluant du champ d'application des dispositions prévues par l'amendement n° 523 les logements visés par les accords de modération) ; sous-amendement n° 618 de M. Jean Tibéri (précisant que des décrets fixant le plafond des majorations pourront être applicables aux loyers prévus par la loi de 1948, en tenant compte des prix pratiqués dans les locaux comparables situés dans le même secteur géographique) ; sous-amendements n°s 617 et 618 : rejeté ; amendement n° 523, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 524 du Gouvernement (précisant que les dispositions de la loi du 1er septembre 1948 ne sont pas applicables aux occupants de bonne foi et aux locataires se voyant contester le droit au maintien dans les lieux pour insuffisance d'occupation principale) : adopté.

Article 56 (*locaux collectifs résidentiels*) : amendements n°s 131 de la commission et 231 de M. Pascal Clément (de suppression) : adoptés.

Après l'article 56 : amendement n° 525 de M. Raymond Forni (modifiant l'article 10 de la loi du 31 décembre 1975 et précisant les conditions dans lesquelles jouera le droit de préemption des locataires dans le cas des divisions de tout ou partie d'un immeuble par lots) (p. 520) : adopté ; amendement n° 526 de M. Raymond Forni (précisant que les dispositions de la loi du 4 janvier 1980 et celles de l'article 57 de la présente loi ne portent pas atteinte à la validité des ventes antérieurement conclues) : adopté ; amendement n° 479 de Mme Adrienne Horvath (supprimant la seconde phrase de l'article 8 de la loi du 3 janvier 1979 qui octroyait aux sociétés immobilières d'investissement une garantie contre les conséquences de mesures législatives et réglementaires les privant du droit de percevoir l'intégralité des loyers) : retiré ; amendement n° 508 de Mme Martine Frachon (précisant que les dispositions de la présente loi sont d'ordre public) : retiré ; amendement n° 478 de Mme Adrienne Horvath (précisant que les dispositions des titres Ier, II, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X de la présente loi sont d'ordre public) : retiré.

Seconde délibération :

Article 5 : amendement n° 1 du Gouvernement (suppression des trois derniers alinéas de cet article) (p. 521) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 2 du Gouvernement (tendant à ce que, pendant chaque année de renouvellement, le locataire puisse donner congé à tout moment dans les conditions prévues à l'article 8 pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé) : adopté ;

— article 6, ainsi complété, adopté.

Explications de vote (p. 522).

Accords collectifs entre bailleurs et locataires : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 522) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 523).

Associations de locataires : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 522) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 524).

Droit à l'habitat : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 522) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 523).

Evolution des loyers : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 522) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 523) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 524) ; *Quilliot* (*Roger*) (p. 526).

Rapports entre bailleurs et locataires : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 522) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 523) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 525) ; *Quilliot* (*Roger*) (p. 525).

Spéculation : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 522) ; *Quilliot* (*Roger*) (p. 526).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Tibéri* (*Jean*) (p. 524).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Clément* (*Pascal*) (p. 525).

Vote positif du groupe communiste : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 523).

Vote positif du groupe socialiste : *Vivien* (*Alain*) (p. 525).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 526).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [11 mai 1982] (p. 1958) :

Accords collectifs : *Badet* (*Jacques*) (p. 1959) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 1960) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1965)

Accords de modération des loyers : *Quilliot* (*Roger*) (p. 1958) ; *Badet* (*Jacques*) (p. 1959) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1962) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 1962) ; *Galley* (*Robert*) (p. 1964).

Amélioration de l'habitat : *Clément* (*Pascal*) (p. 1960) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 1963) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1965).

Communes rurales : *Quilliot* (*Roger*) (p. 1958) ; *Badet* (*Jacques*) (p. 1959) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1961) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1964).

Durée du bail : *Clément* (*Pascal*) (p. 1960) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1961) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 1963) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1964, 1965).

Français de l'étranger : *Quilliot* (*Roger*) (p. 1959).

Personnes âgées : *Clément* (*Pascal*) (p. 1960) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1961) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1965).

Réactions de l'opinion publique : *Bokcel* (*Jean-Marie*) (p. 1958) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 1962).

Représentativité des associations de locataires : *Badet* (*Jacques*) (p. 1959) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 1960) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1961) ; *Tiberi* (*Jean*) (p. 1963) ; *Galley* (*Robert*) (p. 1963, 1964, 1965) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1965).

Saisie-gagerie : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1961).

Sous-locations : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1961) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1964).

Discussion des articles [11 mai 1982] (p. 1965, 1975, 2002) :

Article 1er : adopté (p. 1965).

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (tendant à supprimer le troisième alinéa excluant du champ d'application de la loi les logements situés dans les communes de moins de 2 000 habitants) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à supprimer la disposition excluant du champ d'application de la loi les locaux de plaisance) : adopté (p. 1966) ; amendements n°s 3 de la commission et 152 de M. Daniel Le Meur (tendant à supprimer le huitième alinéa excluant du champ d'application de la loi les contrats de location-vente et les contrats de location assortis d'une promesse de vente) : rejetés ; amendement n° 4 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 2 excluant du champ d'application de la loi les logements acquis en vue de la retraite) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et concernant la location ou sous-location de chambres à des étudiants) (p. 1957) ; sous-amendement verbal du Gouvernement (tendant à éviter que les étudiants ne soient les seuls locataires à bénéficier des dispositions) ; notion de « partie intégrante » (p. 1968, 1969) ; sous-amendement adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié, adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 110 de M. Claude Wolff : non soutenu ; amendement n° 133 de M. Daniel Le Meur (imposant au bailleur la communication du projet de contrat préalablement à la signature) : rejeté (p. 1970) ; amendement n° 6 de la commission (imposant de faire figurer dans le contrat de location la date de révision du loyer ainsi que le cas échéant les dispositions réglementaires en vigueur) : adopté ; amendement n° 134 de M. Daniel Le Meur (tendant à ce que les modalités

de calcul du loyer plafond soient mentionnées dans le contrat) : retiré ; amendement n° 7 de la commission (reprenant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et relatif aux documents annexés) ; sous-amendement n° 135 de M. Daniel Le Meur (rédactionnel) ; sous-amendement n° 136 de M. Daniel Le Meur (obligation d'annexer la copie de l'accord visé à l'article 19 et celle de l'accord visé à l'article 41) ; amendement n° 111 de M. Claude Wolff soutenu par M. Pascal Clément (relatif aux documents annexés au contrat de location) : satisfait (p. 1971) ; sous-amendements n° 135 et n° 136 adoptés ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 161 du Gouvernement (précisant que chaque partie doit accepter à tout moment d'établir un contrat conforme aux dispositions du présent article) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 1972).

Article 4 : amendement n° 8 de la commission (excluant la possibilité pour le bailleur de résilier le contrat pour se loger pendant les périodes de renouvellement de trois ans) : rejeté ;

— article 4 adopté.

Article 4 *bis* : amendement n° 9 de la commission (tendant à supprimer l'article 4 *bis* permettant de conclure un contrat de location d'une durée plus courte que celle prévue à l'article 4) ; problème des Français établis temporairement hors de France (p. 1975) ; mobilité professionnelle et location de sa résidence personnelle ; amendement n° 9 adopté ;

— en conséquence, l'article 4 *bis* est supprimé (p. 1976).

Article 5 : amendement n° 137 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (permettant au locataire de donner congé à tout moment) : rejeté ; amendement n° 138 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (résiliation du contrat de location par le locataire pour raisons financières) : adopté ; amendement n° 139 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (résiliation du contrat de location par le locataire en cas d'inexécution par le bailleur des obligations lui incombant en application de l'article 10) : rejeté (p. 1977) ; amendement n° 112 de M. Claude Wolff soutenu par M. Pascal Clément (résiliation du contrat par le bailleur lorsque le locataire n'a pas joui « en bon père de famille » du logement) : rejeté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 6 : amendement n° 10 de la commission (reconduction du bail pour une période identique à celle du bail initial) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa précisant qu'à défaut d'accord entre le bailleur et le locataire, le bailleur peut fixer le prix du nouveau loyer dans les limites prévues par le titre IV) (p. 1978) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *bis* A : amendement n° 119 du Gouvernement (relatif à la dénomination de la commission départementale prévue à cet article : « commission départementale des rapports locatifs ») : adopté ; amendement n° 153 de M. Jean-Marie Bockel (précisant la procédure de saisine de la commission) : adopté ;

— article 6 *bis* A, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *bis* : amendement n° 12 de la commission (relatif à la durée des périodes de renouvellement) (p. 1979) : rejeté ; amendement n° 109 de M. Georges Mesmin (extension du droit de reprise aux frères et aux sœurs) ; amendement n° 154 de M. Gilbert Gantier (extension du droit de reprise aux frères et aux sœurs) : amendements n° 109 et n° 154 : rejetés ; amendement n° 13 de la commissios (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (supprimant les conditions dispensant le bénéficiaire de la reprise d'occuper le logement) : adopté (p. 1980) ; amendement n° 15 de la commission (relatif à la durée des périodes de renouvellement) : rejeté ; amendement n° 140 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Adrienne Horvath (suppression du troisième alinéa prévoyant qu'à l'expiration du délai de préavis le locataire est déchu de plein droit de tout titre d'occupation de logement) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (suppression du dernier alinéa prévoyant des règles spécifiques en faveur du bailleur qui se trouve à l'étranger) : adopté (p. 1981) ;

— article 6 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *ter* : amendement n° 18 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et relatif à la résiliation en vue de la vente) (p. 1982) : adopté ;

— article 6 *ter*, ainsi modifié, adopté

Article 6 *quater* : amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (tendant à étendre l'application de l'article 6 *quater* aux ventes conclues entre parents ou alliés jusqu'au quatrième degré) : adopté ;

— article 6 *quater*, ainsi modifié, adopté (p. 1983).

Article 6 *quinquies* : amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 6 *quinquies*, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *sexies* : amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6 *sexies*, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *septies* : amendement n° 23 de la commission (relevant le plafond d'imposition permettant aux personnes âgées de bénéficier du maintien dans les lieux) ; amendement n° 155 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (relevant le plafond d'imposition permettant aux personnes âgées de bénéficier du maintien dans les lieux) (p. 1984) ; amendement n° 23 adopté ; amendement n° 155 satisfait ;

— article 6 *septies*, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 141 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (suppression du deuxième alinéa relatif au contrat de sous-location) : retiré ; amendement n° 120 du Gouvernement (précisant les conditions d'exclusion des contrats de sous-location du champ d'application des dispositions contenues aux articles 4, 5 et 6) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (relatif au montant du loyer des locaux sous-loués) ; sous-amendement n° 172 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié, adopté (p. 1985) ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *bis* : amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 7 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 113 de M. Claude Wolff (de précision) : non soutenu ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : adopté (p. 1986).

Article 10 : amendement n° 27 de la commission (tendant à exiger la délivrance du logement en bon état de réparations « autres que locatives ») : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (imposant au bailleur d'informer le locataire de toute diminution des services rendus) ; sous-amendement n° 142 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Adrienne Horvath (information des locataires avant la modification des services rendus) : adopté ; amendement n° 28, ainsi modifié, adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 1987).

Article 11 : amendement n° 29 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et relatif à la remise de quittance ou de reçu) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 11.

Article 12 : amendement n° 30 de la commission (limitant le partage par moitié entre les parties des frais d'établissement de l'état des lieux au seul cas où celui-ci est établi par huissier de justice) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : protection du dépôt de garantie contre l'inflation (p. 1988) ; amendement n° 31 de la commission (tendant à ramener de trois à deux mois le délai de restitution du dépôt de garantie) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (interdiction de toute réactualisation du dépôt de garantie) : adopté ;

— article 13, modifié, adopté.

Article 14 : adopté

Article 14 *bis* : amendement n° 33 de la commission (communication par le bailleur des renseignements relatifs aux quantités consommées) (p. 1989) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (obligation pour le syndic de mettre certains documents à la disposition du locataire) : adopté ;

— article 14 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : supprimé par le Sénat.

Article 16 : amendement n° 35 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale et prévoyant notamment l'octroi de délais ne pouvant excéder deux années) ; sous-amendement n° 162 du Gouvernement (de coordination) (p. 1990) : adopté ; amendement n° 36, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Article 16 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 156 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à rétablir l'article 16 *bis* soumettant la saisie-gagerie à l'autorisation du juge) ; règles de la procédure civile et domaine législatif (p. 1991) ; amendement n° 156 rejeté ;

— en conséquence, l'article 16 *bis* demeure supprimé.

Article 17 : amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 114 de M. Claude Wolff (de précision) : non soutenu ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 37 de la commission (rétablissant la disposition adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture qui réputait non écrites les clauses par lesquelles le bailleur s'exonère de sa responsabilité ou du fait des personnes dont il doit répondre) ; sous-amendement n° 143 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Adrienne Horvath (de précision) (p. 1992) : rejeté ; amendement n° 37 adopté ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui réputait non écrites les clauses interdisant au locataire l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 1993).

Article 19 : amendement n° 41 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 19 relatif aux accords conclus pour un bâtiment ou un ensemble de bâtiments) ; sous-amendement n° 157 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à soumettre aux mêmes conditions d'applicabilité les accords de bâtiment et les accords de patrimoine) (p. 1994) ; sous-amendement n° 158 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (relatif à l'information des locataires et de leurs associations) : rejetés ; sous-amendement n° 175 du Gouvernement (caractère réciproque de l'information) : adopté ; amendement n° 41, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 19.

Article 20 : critères de représentativité des associations de locataires au niveau d'un ensemble immobilier (p. 1995) ; amendement n° 42 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et relatif aux critères de représentativité des associations de locataires) (p. 1996) ; sous-amendement n° 159 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 42 adopté ; amendement n° 115 de M. Claude Wolff : devenu sans objet ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 20.

Article 21 : amendement n° 43 de la commission (permettant aux associations d'avoir plusieurs représentants au sein d'un même bâtiment) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (supprimant l'obligation pour ces représentants d'être domiciliés dans le bâtiment ou l'ensemble des bâtiments) (p. 2002) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : amendement n° 45 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après rectification (p. 2003) ; amendement n° 48 de la commission (liberté d'expression sur les panneaux d'affichage) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : amendement n° 49 de la commission (tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 23.

Article 24 : amendement n° 50 de la commission (étendant à tous les représentants d'associations de locataires la protection prévue à l'article 24) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (prévoyant la saisine de la commission départementale quelque soit la raison du congé) (p. 2004) : adopté ; amendement n° 116 de M. Claude Wolff soutenu par M. Pascal Clément (de précision) : rejeté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : amendement n° 121 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (exclusion des gestionnaires des commissions départementales) : adopté ; amendement n° 160 de M. Jean-Marie Bockel (de coordination) : adopté (p. 2005) ; amendement n° 144 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Adrienne Horvath (tendant à donner à la formation de conciliation de la commission départementale un caractère juridictionnel) : rejeté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : amendement n° 54 de la commission (suppression du mot « gestionnaire ») : adopté ; amendement n° 55 de la commission (suppression de la disposition prévoyant que la commission nationale des rapports locatifs a pour mission de proposer une modification de la liste des charges récupérables définies à l'article 14) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté (p. 2006).

Article 27 : problème de la représentativité des associations de bailleurs ; amendement n° 57 de la commission (tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) ; critères de la représentativité des associations de bailleurs ; amendement n° 57 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 27 (p. 2007).

Article 28 : amendement n° 58 de la commission (permettant la conclusion d'accords multisectoriels) : adopté ; amendement n° 122 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 123 du Gouvernement (précisant la définition des secteurs locatifs en indiquant que les logements appartenant aux collectivités locales et gérés par les organismes d'H.L.M. relèvent du secteur H.L.M.) : adopté ; amendement n° 124 du Gouvernement (tendant à regrouper au sein du secteur II l'ensemble des bailleurs institutionnels à caractère public) : adopté ; amendement n° 125 du Gouvernement (tendant à rattacher au secteur III l'ensemble des établissements bancaires et de crédit à caractère public ou privé) : adopté (p. 2008) ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 28 *ter* : amendement n° 126 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 28 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Article 29 : accords collectifs et situation particulière de certains grands ensembles tels que ceux construits et gérés par la S.C.I.C. ; amendement n° 62 de la commission (prévoyant que l'établissement d'un règlement intérieur fera l'objet d'un accord collectif concernant ou le bâtiment ou l'ensemble de bâtiments) (p. 2009) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (supprimant la disposition affirmant la primauté des clauses du règlement de copropriété sur les stipulations des accords collectifs) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *bis* : adopté.

Article 29 *ter* : amendement n° 64 de la commission (rétablissant la possibilité pour tous les accords collectifs de prévoir que leurs clauses s'appliqueront aux contrats de location en cours) : adopté ;

— article 29 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 2010).

Article 30 : amendement n° 65 de la commission (permettant l'extension des accords collectifs quel que soit le nombre des associations signataires) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (permettant au décret portant extension de l'accord d'en distraire certaines clauses sans en modifier l'économie) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 32 : amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *bis* : adopté.

Article 33 : amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 69 de la commission (précisant que les accords de modération sont maintenus en vigueur en cas de changement de bailleur) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 2011).

Article 34 : amendement n° 71 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression du premier alinéa dont les dispositions ont été reprises à l'article 33) ; sous-amendement n° 127 du Gouvernement (précisant que la limite de la majoration des loyers pour travaux ne s'applique pas en cas de changement de locataire) ; sous-amendement n° 163 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (minoration des loyers manifestement surévalués) (p. 2012) ; majoration des loyers ; réalisation de travaux dans les logements vacants ; sous-amendement n° 163 rejeté (p. 2013) ; sous-amendement n° 127 adopté ; amendement n° 71, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 : amendement n° 73 de la commission (tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'extension des accords de modération) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 35.

Article 36 : amendement n° 74 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la fixation par décret du taux d'évolution des loyers) (p. 2014) ; amendement n° 174 du Gouvernement (permettant l'intervention d'un décret en conseil d'Etat lorsqu'aucun accord n'a été signé dans le secteur H.L.M) : rejeté ; amendement n° 74 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 36.

Article 36 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 75 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'intervention du Gouvernement en cas de circonstances économiques graves) ; sous-amendement n° 165 du Gouvernement (précisant que le taux d'évolution imposé par décret est un maximum) ; sous-amendement n° 166 du Gouvernement (rédactionnel) ; adoptés ; amendement n° 75, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, l'article 36 *bis* est ainsi rétabli (p. 2015).

Article 37 : amendement n° 76 de la commission (précisant les cas dans lesquels la commission départementale peut être saisie en cas de contestation portant sur la fixation du loyer) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Article 38 : amendement n° 167 de M. Jean-Marie Bockel (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (supprimant la disposition permettant, lors de la révision du loyer, de dépasser le plafond prévu par le contrat de prêt pour les immeubles faisant l'objet de primes ou de prêts spéciaux du Crédit Foncier de France) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté (p. 2016).

Article 40 : amendement n° 78 de la commission (substitution au mot « convention » les mots « contrats d'amélioration ») : adopté ; amendement n° 79 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 80 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 81 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2017) ; amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 145 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (protection du locataire lorsque le bailleur a conclu avec l'Etat un contrat d'amélioration : saisine de la commission départementale du logement) : rejeté ; amendement n° 146 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (de conséquence) : rejeté (p. 2018) ; amendement n° 147 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à étendre la protection du locataire : relogement du locataire) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 40 *bis* : adopté.

Article 41 : amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 85 de la commission (précisant la qualité des associations avec lesquelles le bailleur peut conclure un accord) : adopté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 41 *bis* : amendement n° 86 de la commission (tendant à supprimer l'article 41 *bis* relatif à l'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat) : adopté ;

— en conséquence, l'article 41 *bis* est supprimé (p. 2019).

Article 42 : amendement n° 87 de la commission (imposant aux vendeurs d'immeubles l'obligation de remettre à l'acheteur une fiche de renseignements) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 43 : amendement n° 88 de la commission (tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 43.

Article 43 *bis* : adopté.

Article 45 : adopté.

Article 46 : amendement n° 89 de la commission (tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de la précision de la notion « prix abusif » et d'une réduction du plafond de l'amende prévue au premier alinéa) (p. 2020) ; amendement n° 117 de M. Claude Wolff (transformé en sous-amendement, soutenu par M. Germain Gengewin (substituant à la notion « prix manifestement supérieur à leur valeur réelle » l'expression « prix supérieur de 20 p. 100 à leur valeur résiduelle après usage ») : rejeté ; amendement n° 89 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 46.

Amendement n° 1118 de M. Claude Wolff : satisfait.

Article 46 *bis* : amendement n° 90 de la commission (tendant à supprimer l'article 46 *bis* relatif à la remise d'une copie de quittance comportant des mentions erronées) : adopté ;

— en conséquence, l'article 46 *bis* est supprimé.

Article 47 : amendement n° 91 de la commission (reprenant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en précisant que la réparation du préjudice causé ne sera accordée au locataire que s'il en fait la demande) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 47.

Article 48 : amendement n° 92 de la commission (relatif aux sanctions en cas d'entrave au droit des associations visées à l'article 32 *bis* et relatives aux locaux collectifs résidentiels) ; sous-amendement n° 148 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (référence à l'article 24 du projet de loi : protection du locataire membre d'une association) (p. 2021) ; retiré ; amendement n° 92 adopté ; amendement n° 93 de la commission (relatif au plafond de l'amende) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Article 48 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 94 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en précisant que la réparation du préjudice subi ne sera accordée au locataire que s'il en fait la demande) : adopté ;

— article 48 *bis* ainsi rétabli.

Article 49 *bis* : supprimé par le Sénat : amendement n° 95 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux infractions en matière de prix du loyer sous réserve de deux modifications) ; sous-amendement n° 149 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (qualifiant de pratique de prix illicites le fait pour un bailleur de percevoir un loyer manifestement surévalué) (p. 2022) : rejeté ; amendement n° 95 adopté ;

— en conséquence, article 49 *bis* ainsi rétabli.

Article 50 : amendement n° 150 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de certaines modifications) : rejeté (p. 2023) ; amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Article 51 : amendement n° 97 de la commission (visant à rétablir sous certaines conditions le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) ; sous-amendement n° 168 du Gouvernement (tendant à protéger le locataire pendant une durée de trois ans à compter de la conclusion de son contrat ou de son entrée dans les lieux) : adopté ; amendement n° 97, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 51.

Article 52 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 98 de la commission (tendant à rétablir en le complétant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et relatif aux congés signifiés à compter du 7 octobre 1981) ; sous-amendement n° 169 du Gouvernement (visant à protéger le locataire) : adopté ; amendement n° 98, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, article 52 ainsi rétabli (p. 2024).

Article 53 : amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 151 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Combasteil (renvoyant à un décret en Conseil d'Etat le soin de fixer le taux d'évolution des loyers à défaut d'accord intervenu au 1er juillet 1982) : rejeté ; amendement n° 173 de M. Guy Malandain (de précision) : adopté ; amendement n° 170 de M. Jean-Marie Bockel : devenu sans objet ; amendement n° 100 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa précisant que le présent article n'est pas applicable à la fixation du nouveau loyer des logements régis par l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation) : adopté ; amendement n° 171 de M. Jean-Marie Bockel (relatif aux sanctions en cas de non respect par le bailleur des dispositions de l'article 53) (p. 2025) : rejeté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 54 : amendement n° 101 de la commission (de coordination) : retiré ; amendement n° 128 du Gouvernement (de coordination) (p. 2026) : adopté ; amendement n° 129 du Gouvernement (rendant applicable aux logements régis par le chapitre III de la loi du 1er septembre 1948, l'article 40 pour ce qui concerne les locaux pour lesquels l'occupant se voit contester son droit au maintien dans les lieux) : adopté ; amendement n° 130 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 131 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 132 du Gouvernement (précisant les dispositions qui ne sont pas applicables aux logements loués à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales) : adopté après rectification ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 54 *bis* : amendement n° 102 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 103 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 54 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 55 : amendement n° 104 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 55 (p. 2027).

Article 55 *bis* A : amendement n° 105 de la commission (tendant à supprimer l'article 55 *bis* A) complétant la liste des cas visés par l'article 27 de la loi du 1er septembre 1948 dans lequel la majoration pour insuffisance d'occupation ne serait pas applicable) : adopté ;

— en conséquence, l'article 55 *bis* A est supprimé.

Article 55 *bis* (supprimé par le Sénat) : amendement n° 106 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 55 *bis* est ainsi rétabli.

Article 55 *ter* (supprimé par le Sénat) : amendement n° 107 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 55 *ter* est ainsi rétabli.

Article 55 *quater* : amendement n° 108 de la commission (tendant à supprimer l'article 55 *quater* relatif à la location de locaux neufs par les promoteurs-constructeurs) : adopté ;

— en conséquence, l'article 55 *quater* est supprimé (p. 2028).

Article 57 : adopté (p. 2029).

Explications de vote :

Associations : *Clément (Pascal)* (p. 2129) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2030) ; *Quilliot (Roger)* (p. 2031).

Loyers évalués : *Horvath (Adrienne)* (p. 2029).

Saisie-gagerie : *Horvath (Adrienne)* (p. 2029).

Vote favorable du groupe communiste : *Horvath (Adrienne)* (p. 2029).

Vote favorable du groupe socialiste : *Sapin (Michel)* (p. 2030).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tiberi (Jean)* (p. 2030).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Clément (Pascal)* (p. 2030).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2031).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [9 juin 1982] (p. 3160) :

Accords collectifs de location : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3160) ; *Tiberi (Jean)* (p. 3161) ; *Brocard (Jean)* (p. 3163) ; *Quilliot (Roger)* (p. 3164).

Accords de modération des loyers : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3160, 3161) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 3162) ; *Brocard (Jean)* (p. 3163) ; *Quilliot (Roger)* (p. 3164).

Associations de locataires : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3160) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 3162) ; *Brocard (Jean)* (p. 3163).

Délais de paiement : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3160) ; *Quilliot (Roger)* (p. 3163).

Personnes établies hors de France : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3160).

Résiliation du contrat de location : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3160) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 3162).

Saisie-gagerie : *Horvath (Adrienne)* (p. 3162).

Secteur du bâtiment : *Tiberi (Jean)* (p. 3161, 3162).

Secteur libre témoin : *Tiberi (Jean)* (p. 3161).

Vote favorable du groupe communiste : *Horvath (Adrienne)* (p. 3163).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tiberi (Jean)* (p. 3162).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Brocard (Jean)* (p. 3163).

Discussion des articles [9 juin 1982] (p. 3164) :

Article 2 ;

Article 3 (p. 3164).

Article 4 *bis* ;

Article 5 ;

Article 6 ;

Article 6 *bis* ;

Article 6 *ter* ;

Article 6 *quinquies* (p. 3165).

Article 6 *septies* ;

Article 7 ;

Article 10 ;

Article 11 ;

Article 12 ;

Article 13 ;

Article 14 *bis* ;

Article 16 (p. 3166).

Article 18 ;

Article 19 ;

Article 20 ;

Article 21 ;

Article 22 ;

Article 23 ;

Article 24 ;

Article 25 (p. 3167) ;

Article 26 ;

Article 27 ;

Article 28 ;

Article 29 ;

Article 30 ;

Article 34 ;
Article 35 ;
Article 36 (p. 3168) ;
Article 36 *bis* ;
Article 37 ;
Article 38 ;
Article 40 ;
Article 42 ;
Article 46 (p. 3169) ;
Article 47 ;
Article 49 *bis* ;
Article 51 ;
Article 52 ;
Article 54 ;
Article 54 *bis* ;
Article 55 ;
Article 55 *bis* **A ;**
Article 55 *bis* (p. 3170) ;
Article 55 *ter*.

Article 55 *quinquies :* amendement n° 1 de M. Jean-Marie Bockel (de pure forme, relatif aux contrats de location passés par les Français à l'étranger) : adopté ; amendement n° 2 de M. Jean-Marie Bockel (de rédaction relatif aux conditions de non-application de la loi de 1948) (p. 3171) : adopté ; amendement n° 3 de M. Jean-Marie Bockel (suppression de l'article 55 *ter* relatif aux logements dont l'occupant se voit contester le droit au maintien dans les lieux) : adopté ; en conséquence l'article 55 *ter* est supprimé ; commentaires de M. Raymond Forni, président de la commission sur les votes hostiles annoncés par les groupes U.D.F. et R.P.R. ; qualité de travail de la commission mixte paritaire (p. 3172).

Explications de vote :

Vote favorable du groupe socialiste : *Richard* (*Alain*) (p. 3173, 3174).

Vote hostile du groupe R.P.R. et du groupe U.D.F. : *Tibéri* (*Jean*) (p. 3174).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, ainsi modifié (p. 3174).

9. — Proposition de loi n° 711 tendant à modifier les dispositions relatives aux **clauses résolutoires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Emile Bizet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (23 septembre 1982).

10. — Proposition de loi n° 1104 tendant à la **création d'un fonds de garantie pour le paiement des loyers.** — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Claude Wolff. — Retrait le 5 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (21 octobre 1982).

11. — Projet de loi n° 1302 relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1983.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 décembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat. — Urgence déclarée le 15 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (16 décembre 1982). — Rapport n° 1311 (16 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Adoption le 17 décembre 1982. — Projet de loi n° **292.**

Sénat (première lecture), n° **162** (1982-1983), dépôt le 18 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption le 20 décembre 1982. — Projet de loi n° **64** (1982-1983).

Loi n° 82-1099 du 23 décembre 1982 publiée au *J.O.* du 26 décembre 1982 (p. 3863).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1982] (p. 8496).

Calcul du coefficient de plafonnement des loyers : *Massot* (*François*) (p. 8496, 8497) ; *Delelis* (*André*) (p. 8497).

Fixation du coefficient par la loi : *Massot* (*François*) (p. 8497) ; *Delelis* (*André*) (p. 8497).

Intérêts en présence : *Delelis* (*André*) (p. 8497).

Réforme à venir du mode de fixation des baux : *Massot* (*François*) (p. 8497) ; *Delelis* (*André*) (p. 8497).

Discussion de l'article unique (p. 8497).

Article unique (*fixation à 2,55 du coefficient applicable au taux de variation du loyer en cas de renouvellement du bail*) : adopté (p. 8497).

12. — Proposition de loi n° 1362 tendant à modifier les dispositions de l'article 809-1 du code rural relatif à l'**extension du statut du fermage aux ventes de récolte sur pied.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Pierre Santa Cruz et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

BAUX D'HABITATION

Voir *Questions orales sans débat* **130.**

BAUX RURAUX

Voir *Expropriation* **1.**
Pétitions **147.**

BEAUFORT (usine de).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

BELGIQUE

Voir *Traités et conventions* **55, 57.**

BELLA (entreprise).

Voir *Questions orales sans débat* **125.**

BELORGEY (rapport).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

BETTERAVES

Voir *Questions au Gouvernement* **406.**

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

BIBLIOTHEQUES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

Universitaires.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

BIDERMAN (groupe).

Voir *Questions au Gouvernement* **483.**

BIENS (gestion des).

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie) Services du Premier ministre.

BIENS CULTURELS

Voir *Traités de conventions* **62.**

BIENS PROFESSIONNELS (exonération des — de l'impôt sur les grandes fortunes).

Voir *Questions au Gouvernement* **360.**

BIENVENUE-FRANCE (G. I. E.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

BIJOUX ET PRODUITS D'HORLOGERIE

Voir *Questions au Gouvernement* **341.**

BILLET A ORDRE

Voir *Créances et dettes* **4.**

BIOLOGIE MARINE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

BIOMASSE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

BIOTECHNOLOGIES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

Questions au Gouvernement **294.**

BLE

Voir *Traités et conventions* **46.**

BLINDES

Voir *Motion de censure* **9.**

BLOIS (programme de —).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

BOIS ET FORETS

1. — Proposition de loi n° 1054 tendant à assurer la sauvegarde et la reconstitution des **forêts méditerranéennes** et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Edmond Garcin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Jarosz (30 septembre 1982).

Voir *Agriculture* **4.**

Lois de finances **6** (première partie) article 16 ; (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; (deuxième partie), Environnement.

Questions au Gouvernement **399.**

Questions orales sans débat **248.**

BOIS ET PATE A PAPIER

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

BOISSONS ET ALCOOLS

7. — Proposition de loi n° 543 relative à l'élaboration de **produits nouveaux à base de jus de raisin.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1297** (14 décembre 1982).

8. — Proposition de loi n° 1187 tendant à attribuer aux exploitants une **franchise de droits** sur une partie de leur **production d'eau de vie naturelle.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

BOLIVIE

[2 octobre 1982] (p. 5361).

Evolution politique en Bolivie : *Joxe (Pierre)* (p. 5361, 5362) ; *Labarrère (André)* (p. 5362) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5362) ;

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Questions au Gouvernement **355, 382.**

BONS ANONYMES

Voir *Lois de finances* **6,** première partie, article 3.

BONS DU TRESOR

Voir *Questions au Gouvernement* **241.**

BOUILLEURS DE CRU

Voir *Lois de finances* **6,** première partie, après l'article 16.

BOURSES DE COMMERCE

1. — Projet de loi n° 918 relatif aux **marchés à terme** réglementés de marchandises.

Sénat (première lecture), n° **243** (1981-1982), dépôt le 6 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport n° **326** (1981-1982) (12 mai 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **350** (1981-1982) (26 mai 1982). Discussion le 2 juin 1982. — Adoption le 2 juin 1982. — Projet de loi n° **96** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **918,** dépôt le 3 juin 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade (17 juin 1982).

BOURSES SCOLAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale - Travail - Santé - Emploi. — II : Santé, solidarité nationale ; Agriculture, B.A.P.S.A. ; Education nationale ; Recherche et industrie, énergie.

BOUTET (Jacques), P. D. G. de TF 1.

Voir *Audiovisuel* **1.**

Rappels au règlement **327.**

BOVINS

Voir *Questions au Gouvernement* **286.**

BRESIL

1. — Rapport d'information déposé par M. Roland Huguet en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur l'**agriculture et l'énergie dans l'économie brésilienne** (n° **778**) [16 avril 1982].

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

Traités et conventions **42.**

BRETAGNE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Questions orales sans débat **118.**

Industrie du bâtiment en —

Voir *Questions orales sans débat* **272.**

Infrastructure routière en —

Voir *Questions orales sans débat* **274.**

BRETONNEAU (hôpital)

Voir *Questions orales sans débat* **299.**

BREVETS ET LICENCES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article 5, avant l'article 9.

BRIGADES INTERNATIONALES (Guerre d'Espagne)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

BROUILLAGE (des fréquences)

Voir *Audiovisuel* **1.**

BRUIT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement ; Transports.

BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MEDAILLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers ; Comptes spéciaux du Trésor ; Budget annexe des monnaies et médailles.

BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Postes et télécommunications.

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (B. A. P. S. A.)

Voir *Lois de finances* **6** (art. 22 et 55).

BUDGET DE L'ETAT

Voir *Collectivités locales* **1.**

Lois de finances **5.**

Lois de finances **6** (art. 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34 et 35).

Lois de finances **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

Lois de finances rectificatives **5.**

Lois de règlement **2.**

Recherche scientifique et technique **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Environnement.

Lois de finances **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

Questions au Gouvernement **216.**

Déclarations du Gouvernement **4.**

Lois de finances **5**, discussion générale.

Lois de finances **6** (première partie), discussion générale.

Lois de finances rectificatives **6.**

Motion de censure **6.**

Questions orales sans débat **157.**

BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES ESSENCES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

BUDGET CIVIL DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE (B.C.R.D.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

BUDGET SOCIAL DE LA NATION

Voir *Plan* **2.**

Sécurité sociale **12.**

BUDGETS ANNEXES

Voir *Lois de finances* **6** (art. 21, 34 et 35).

BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (B.R.G.M.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

Questions orales sans débat **265.**

BUREAU POUR LES MIGRATIONS DES ORIGINAIRES D'OUTRE-MER (B.U.M.I.D.O.M.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

BUREAUX D'ETUDES

Voir *Collectivités locales* **6.**

C

CABLES (Communication par —)

Voir *Audiovisuel* **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

Questions au Gouvernement **418.**

Questions orales sans débat **323.**

CACAO

Voir *Traités et conventions* **45.**

CADRES ET AGENTS DE MAITRISE

Voir *Justice* **6.**

Travail **6, 7, 8, 9.**

CAEN (Comité régional de la concertation nationale sur le cancer).

Voir *Questions orales sans débat* **319.**

CAHIER DES CHARGES

Voir *Collectivités locales* **3.**

CAISSE D'AIDE A L'ENTRETIEN DES EDIFICES CULTUELS

Voir *Patrimoine esthétique, archéologique et historique* **3.**

CAISSE D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES (C.A.E.C.L.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Voir *Amélioration de l'habitat*, **2.**
Banques et établissements financiers **5.**
Epargne **3.**
Questions au Gouvernement **199, 241, 282.**

CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir *Questions au Gouvernement* **472.**

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

CAISSE NATIONALE DE GARANTIE DES OUVRIERS DOCKERS

Voir *Ordonnances* **2.**

CAISSE NATIONALE DE L'INDUSTRIE

Voir *Nationalisations* **5.**

CAISSE NATIONALE DES BANQUES

Voir *Nationalisations* **5.**

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir *Pétitions* **32.**

CAISSES D'EPARGNE

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**
Epargne **3.**
Questions au Gouvernement **199.**
Travail **7.**

CALAMITES AGRICOLES

Voir *Calamités et catastrophes* **4.**
Questions au Gouvernement **286.**

CALAMITES ET CATASTROPHES

4. — Proposition de loi n° 528 relative à **l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **718** (28 janvier 1982). — Discussion le 3 février 1982. — Adoption le 3 février 1982. — Proposition de loi n° **113.**

Sénat (première lecture), n° **207** (1981-1982), dépôt le 4 février 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Maurice Prévoteau. — Rapport n° **275** (1981-1982) (20 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Proposition de loi n° **69** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **835.** — Dépôt le 28 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **861** (13 mai 1982). — Discussion le 2 juin 1982. — Adoption avec modifications le 2 juin 1982. — Proposition de loi n° **154.**

Sénat (deuxième lecture), n° **371** (1981-1982), dépôt le 2 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques. — Rapporteur : M. Maurice Prévoteau. — Rapport n° **395** (1981-1982) (16 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption avec modifications le 23 juin 1982. — Proposition de loi n° **113** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **967,** dépôt le le 23 juin 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).
Bureau [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **972** (24 juin 1982). — Discussion le 28 juin 1982). — Adoption avec modifications le 28 juin 1982. — Proposition de loi n° **192.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Prévoteau. — Rapport n° **425** (1981-1982) (24 juin 1982). — Discussion le 30 juin 1982. — Adoption définitive le 30 juin 1982. — Proposition de loi n° **127** (1981-1982).

Loi n° 82.600 du 13 juillet 1982, publiée au *J. O.* du 14 juillet 1982 (p. 2242).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 février 1982] (p. 699, 708) ;

Annonce des crues : *Gouzes (Gérard)* (p. 709) ; *Delors (Jacques)* (p. 714).

Bourgogne (inondations) ; *Dutard (Lucien)* (p. 703).

Caisse nationale des calamités publiques (proposition de création d'une —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 704).

Calamités agricoles : *Barnier (Michel)* (p. 702 ; *Dutard (Lucien)* (p. 703) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 704) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 709) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 710) ; *Halimi (Gisèle)* (p. 710, 711) ; *Delors (Jacques)* (p. 714, 717) ; *Toubon (Jacques)* (p. 715).

Contentieux : *Richard (Alain)* (p. 699).

Cotisations uniformes sur l'ensemble du territoire : *Richard (Alain)* (p. 700) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 709).

Couverture des pertes d'exploitation : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 709).

Délai de liquidation : *Richard (Alain)* (p. 700) ; *Barnier (Michel)* (p. 702),

D. O. M.-T. O. M. : *Dutard (Lucien)* (p. 703) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 704) ; *Delors (Jacques)* (p. 714) ; *Toubon (Jacques)* (p. 716).

Droits de l'opposition en matière d'initiative législative : *Barnier (Michel)* (p. 701) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 711) ; *Forni (Raymond)* (p. 712, 716) ; *Toubon (Jacques)* (p. 715).

Financement par l'Etat : *Richard (Alain)* (p. 699) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 711).

Garantie de l'Etat : *Richard (Alain)* (p. 700) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 704) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 712) ; *Delors (Jacques)* (p. 713).

Indemnisation des professions libéralcs : *Barnier (Michel)* (p. 702) ; *Toubon (Jacques)* (p. 716).

Prévention : *Richard (Alain)* (p. 700) ; *Drouin (René)* (p. 701) ; *Barnier (Michel)* (p. 701, 702) ; *Dutard (Lucien)* (p. 703) ; *Berson (Michel)* (p. 712, 713) ; *Delors (Jacques)* (p. 714).

Prime supplémentaire : *Barnier (Michel)* (p. 702) ; *Dutard (Lucien)* (p. 703) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 710) ; *Delors (Jacques)* (p. 714, 717) ; *Toubon (Jacques)* (p. 715) ; *Forni (Raymond)* (p. 716).

Recours à la technique de l'assurance : *Richard (Alain)* (p. 699) ; *Drouin (René)* (p. 701) ; *Dutard (Lucien)* (p. 702) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 708) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 710) ; *Delors (Jacques)* (p. 713).

Seine-et-Marne (inondations) : *Berson (Michel)* (p. 713).

Sommes collectées par les compagnies d'assurances : *Richard (Alain)* (p. 700) ; *Drouin (René)* (p. 701) ; *Dutard (Lucien)* (p. 703) ; *Delors (Jacques)* (p. 714).

Sud-Ouest (inondations) : *Dutourd (Lucien)* (p. 703) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 709).

Zones inconstructibles : *Richard (Alain)* (p. 700) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 709) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 709, 719).

Motion de renvoi en commission déposée par M. Jacques Toubon : *Toubon (Jacques)* (p. 715, 716) ; *Richard (Alain)* (p. 716) ; *Forni (Raymond)* (p. 716, 717) ; *Barnier (Michel)* (p. 717) ; *Delors (Jacques)* (p. 717) ; rejetée (p. 718).

Discussion des articles [3 février 1982] (p. 718) :

Article 1er (*principe de l'indemnisation des catastrophes naturelles par la technique de l'assurance*) : amendement **n° 6** de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (tendant à prendre en compte l'exception relative au champ d'application de la loi sur les calamités agricoles) : retiré ; amendement **n° 4**

du Gouvernement (tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la couverture des pertes d'exploitation) : retiré ; amendement n° 14 de M. Michel Barnier (tendant à préciser la notion « d'effets des catastrophes naturelles ») (p. 718) : rejeté ; amendement n° 8 de Mme Denise Cacheux (tendant à préciser que l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel) (p. 719) ; cas de défaut de prévention ; amendement n° 8 adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*insertion, dans certains types de contrats, d'une clause de garantie*) : amendement n° 16 de M. Alain Richard (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de M. Gérard Gouzes (tendant à permettre une liquidation rapide de l'indemnisation) ;

— article 2 réservé.

Article 3 (*caractère d'ordre public de la clause de garantie*) : amendement n° 12 de M. Alain Richard (tendant à confier aux pouvoirs publics la mise à jour des polices d'assurance afin de prendre en compte la clause de garantie prévue à l'article 3) (p. 720) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*art. L. 431-3 du code des assurances : réassurance des compagnies auprès de la caisse centrale de réassurance*) : amendement n° 2 du Gouvernement (tendant à supprimer la disposition prévoyant l'exclusivité de réassurance à la charge de la caisse centrale de réassurance) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*zones inconstructibles*) : amendement n° 17 du Gouvernement (tendant à préciser que les dérogations engageant la responsabilité de l'Etat ne pourront être que celles qui seront accordées après la promulgation de la présente loi) (p. 721) : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux aménagements spéciaux susceptibles de supprimer le caractère inconstructible de tout ou partie d'une zone) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*inapplicabilité de la loi aux départements d'outre-mer*) : adopté.

Article 7 (*maintien du régime spécifique de garantie des calamités agricoles*) : régime de la loi de 1964 en ce qui concerne les biens spécifiquement professionnels des agriculteurs ; problème de financement du Fonds national des calamités agricoles (p. 722) ; amendement n° 7 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (tendant à permettre aux agriculteurs de passer, pour les dommages autres que ceux causés aux récoltes et aux animaux, des contrats d'assurance dans le cadre du texte en discussion) ; amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Worms (tendant à permettre aux agriculteurs de passer, pour les dommages autres que ceux causés aux récoltes et aux animaux, des contrats d'assurance dans le cadre du texte en discussion) ; amendement n° 21 du Gouvernement (tendant à permettre aux agriculteurs de passer, pour les dommages autres que ceux causés aux récoltes et aux animaux, des contrats d'assurance dans le cadre du texte en discussion) ; amendements n°s 7 et 13 retirés ; amendement n° 21 adopté ; amendement n° 5 de M. Michel Barnier (tendant à indemniser les dégâts qui n'ouvrent pas droit aux indemnités prévues par la loi du 10 juillet 1964) (p. 723) : rejeté ; amendement n° 3 de Mme Gisèle Halimi (tendant à prévoir une révision de la loi du 10 juillet 1964 relative aux calamités agricoles) : retiré ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 2 précédemment réservé : amendement n° 9 de M. Gérard Gouzes ; sous-amendements n°s 19 et 20 du Gouvernement (de précision) : adoptés ; amendement n° 9, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 10 de M. Alain Richard (rédactionnel) : adopté (p. 724) ; amendement n° 11 de M. Alain Richard (tendant à prévoir une révision annuelle du taux uniforme de surprime couvrant le risque catastrophe) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 725).

Explications de vote [3 février 1982] (p. 725).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Barnier* (*Michel*) (p. 725).

Vote favorable du groupe socialiste : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 725).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 725).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 725).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [2 juin 1982] (p. 2878) :

Indemnisation des dommages causés par de fortes pluies aux agriculteurs : *Tourné* (*André*) (p. 2880).

Zones à risques : *Richard* (*Alain*) (p. 2879) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 2879) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 2879) ; *Labarrère* (*André*) (p. 2880).

Discussion des articles (p. 2880) :

Article 1er : dégâts causés par une trombe d'eau dans l'agglomération bordelaise (p. 2880) ; notion de catastrophes naturelles ; amendement n° 1 de la commission (limitant la garantie des catastrophes naturelles sur les véhicules aux véhicules dont le propriétaire a souscrit une assurance tous risques) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : constatation de l'état de catastrophes naturelles par arrêté interministériel) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2881).

Article 2 : amendement n° 10 de la commission (instituant une franchise spéciale uniforme pour tout le territoire) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (définition d'un taux unique par catégorie de contrats) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : adopté (p. 2882).

Article 4 : adopté.

Article 5 : amendement n° 11 de M. Gérard Gouzes (relatif aux plans d'exposition aux risques prévisibles) : adopté après rectification (p. 2883) ; amendement n° 12 de la commission (relatif aux obligations des entreprises d'assurances en matière d'indemnisation des biens immobiliers construits ou implantés et des activités exercées en violation des règles administratives) ; institution d'un bureau central de tarification ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (relatif aux congés accordés aux salariés participant à l'aide aux sinistrés des catastrophes naturelles) : adopté.

— article 5, ainsi modifié, adopté.

article 7 : insuffisance de la loi de 1964 relative aux calamités agricoles ; problème des biens non agricoles appartenant à des agriculteurs (p. 2884) ; amendement n° 14 de M. Jacques Toubon (relatif à l'indemnisation des dommages causés aux exploitations agricoles) : retiré ; amendement n° 15 de la commission et n° 16 de M. Michel Barnier soutenu par M. Pierre Raynal (incluant dans le champ d'application de la présente loi les dommages causés au cheptel vif situé à l'intérieur des bâtiments) : adopté.

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté ; origine de la proposition de loi en discussion (p. 2885).

Explications de vote :

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 2886).

Vote favorable du groupe socialiste : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 2886).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2886).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [28 juin 1982] (p. 3953).

Plan d'exposition aux risques : *Richard* (*Alain*) (p. 3953).

Discussion des articles (p. 3953).

Article 5.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3954).

INONDATIONS

Voir *Questions au Gouvernement* **323.**

CAMBODGE

Voir *Questions au Gouvernement* **410, 421, 433.**
Traités et conventions **55.**
Déclarations du Gouvernement **5.**
Questions orales sans débat **126, 253.**

CAMEROUN

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

CAMPING-CARAVANING

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.
Peines **8.**

CANCER (Lutte contre le —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, Travail-Santé-Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.
Questions orales sans débat **319.**

CANNE A SUCRE

Voir *Départements d'outre-mer* **3.**

CAPITAINE DE NAVIRE (responsabilité)

Voir *Mer et Littoral* **5, 6.**

CAPITAUX

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

LE CAPITOLE (Attentat meurtrier du train —)

Voir *Questions au Gouvernement* **186.**

CARBURANT AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article 20.

CARBURANTS

— Détaxe des —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

— Prix des —

Voir *Questions orales sans débat* **244, 258.**

— Taxation des —

Voir *Pétitions* **102.**

CARTE DE SEJOUR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

CARTE NATIONALE D'IDENTITE

Voir *Pétitions* **51.**

CARTE SANITAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail-Santé-Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

CARTE SCOLAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **273.**
Questions orales sans débat **140.**

CARTES COMMUNALES

Voir *Collectivités locales* **7.**

CARTES DE PAIEMENT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie) (art. 72).

CASIER JUDICIAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.
Police privée **1.**

CASINOS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture), article 15 *bis*.

CAVAILLON (Centre d'orientation de —)

Voir *Questions orales sans débat* **271.**

CAVALIERS BUDGETAIRES

Voir *Lois de finances* **5** article 27.
Lois de finances **6** (première partie), article 14
Lois de finances rectificatives **6.**

CAVALIERS LEGISLATIFS

Voir *Agriculture* **8.**

CELLULOSE DE STRASBOURG (Usine de —)

Voir *Questions orales sans débat* **248.**

CENTRE COMMUN D'ETUDES DE TELEVISION ET DE TELEDIFFUSION (C.C.E.T.T.)

Voir *Audiovisuel* **1.**

CENTRE DE LINGUISTIQUE APPLIQUEE DE BESANÇON

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

CENTRE DE REEDUCATION D'ANGERS (décès de malades)

Voir *Questions au Gouvernement* **467.**

CENTRE DES HAUTES ETUDES ADMINISTRATIVES

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **11.**

CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHE NUCLEAIRE (C.E.R.N.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (C.F.C.E.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (C.N.R.S.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale, Recherche et industrie, énergie.
Questions au Gouvernement **308.**
Recherche scientifique et technique **1.**

CENTRE NATIONAL DE L'EQUIPEMENT HOSPITALIER (C.N.E.H.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail-Santé-Emploi ; II : Santé, solidarité nationale.

CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE (C.E.N.C.E.P.)

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SUPERIEURES DE SECURITE SOCIALE (Statut du personnel contractuel du —)

Voir *Questions orales sans débat* **287.**

CENTRE NATIONAL D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES (C.N.I.D.F.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : Droits de la femme.

CENTRES 15

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail-Santé-Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

CENTRES COMMERCIAUX

Voir *Travail* **8.**

CENTRES DE GESTION ET ASSOCIATIONS AGREES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), article 53, Commerce et artisanat.
Lois de finances rectificatives **5,** article **23.**

CENTRES DE PLANIFICATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

CENTRES DE SANTE INTEGRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail-Santé-Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.
Sécurité sociale **12.**

CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

CENTRES D'INFORMATION ET D'ORIENTATION (C. I. O.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

CENTRES D'INFORMATION SUR LES DROITS DE LA FEMME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

CENTRES HOSPITALIERS

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**
Examens, concours et diplômes **1.**

CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES (C. H. U.)

Voir *Questions au Gouvernement* **184, 189.**

CENTRES LOCAUX D'INFORMATION SUR LES PRIX

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Consommation.

CENTRES REGIONAUX D'EDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT

Voir *Questions au Gouvernement* **365.**

CENTRES REGIONAUX OPERATIONNELS DE SURVEILLANCE ET DE SAUVETAGE EN MER

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

CENTRES TECHNIQUES INDUSTRIELS

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

CENTRES VILLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat, urbanisme et logement.

CERAMIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **275, 427.**

CERAMIQUES (entreprise de — Sambre Avenois).

Voir *Questions orales sans débats* **304.**

CERAVER (entreprise).

Voir *Questions au Gouvernement* **427.**

CEREALES

Voir *Agriculture* **8.**

CEREMONIES PUBLIQUES ET FETES LEGALES

3. — Proposition de loi n° 367 tendant à faire du **8 mai** un jour férié. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 21 septembre 1982.

CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

Voir *Epargne* **4.**

C. G. C. (Confédération générale des cadres.)

Voir *Travail* **8.**

C. G. T. (Confédération générale du travail.)

Voir *Motion de censure* **7.**
Questions au Gouvernement **332.**
Questions orales sans débat **233.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

— du livre.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.
Travail **8.**

CHAINES DE TELEVISION ET STATIONS DE RADIO

Voir *Audiovisuel* **1.**

CHAMBERY (Voie rapide de —)

Voir *Questions orales sans débat* **318.**

CHAMBRES A GAZ

Voir *Faits personnels* **31.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

CHAMBRES CONSULAIRES

5. — Proposition de loi n° 886 tendant à institutionnaliser en chambres consulaires, les **chambres des professions libérales et assimilées** actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1er juillet 1901. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Henri Bayard. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Adrien Durand (10 juin 1982).

6. — Proposition de loi n° 1350 tendant à la **création de chambres régionales des métiers et de chambres régionales des professions libérales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

CHAMBRES DE COMMERCE

Voir *Commerce et artisanat* **4, 5.**

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Voir *Lois de finances* **5,** article 2.

CHAMBRES DES METIERS

Voir *Commerce et artisanat* **4, 5.**

Taxes pour frais de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES

Voir *Collectivités locales* **1, 4, 5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. — Comptes spéciaux du Trésor. — Budget annexe des monnaies et médailles. — Intérieur et décentralisation.

Questions orales sans débat **146.**

Conseil supérieur des —

Voir *Collectivités locales* **4** et **5.**

CHAMONIX

Voir *Questions orales sans débat* **196.**

CHARBON

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

Questions au Gouvernement **359, 422.**

Questions orales sans débat **310.**

Centrales au —

Voir *Questions au Gouvernement* **202.**

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

Questions orales sans débat **263.**

CHARGES COMMUNES

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** articles 7 et 8.

CHARGES LOCATIVES

Voir *Baux* **6.**

CHARGES PUBLIQUES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 25.

CHARTE D'AMIENS

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

CHARTE DE LA SANTE

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**

CHARTES INTERCOMMUNALES DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT

Voir *Collectivités locales* **7.**

CHASSE

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article 15, (deuxième partie), Environnement.

— dans les Pyrénées

Voir *Questions au Gouvernement* **405.**

CHAUSSON (Usine —)

Voir *Questions au Gouvernement* **264.**

CHEFS DE FAMILLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : Droits de la femme.

CHEFS D'ENTREPRISE

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

CHEMINS DE FER

— de Provence

Voir *Questions orales sans débat* **317.**

Police des —

Voir *Procédure pénale* **3.**

CHEQUES (Utilisation des —)

Voir *Questions orales sans débat* **294.**

CHEQUES-VACANCES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

Ordonnances **2.**

CHEVAL

Voir *Agriculture* **8.**

Elevage **1.**

CHIENS (Taxe sur les —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 54.

CHIMIE

Voir *Produits chimiques et parachimiques* **1.**

Questions au Gouvernement **392, 468.**

Questions orales sans débat **203, 310, 312.**

CHINE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

CHIROPRACTEURS

Voir *Professions et activités paramédicales* **5.**

CHOCQUES (Site Industriel de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **425.**

CHOLET

Voir *Questions au Gouvernement* **249.**

CHOMAGE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Impôt sur le revenu **8.**

Lois de finances **6** (première partie), discussion générale (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail-Santé-Emploi. — III : Travail, emploi ; Départements et territoires d'outre-mer ; Services du Premier ministre : Droits de la femme.

Lois de finances rectificatives **6.**

— de longue durée

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail-Santé-Emploi. — III : Travail, emploi ; Economie et finances. — I : Charges communes.

CHOMAGE : INDEMNISATION

2. — Projet de loi n° 1122 relatif au **fonds de solidarité pour l'emploi.** — *Assemblée nationale* (première lecture) dépôt le 1er octobre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean Natiez (7 octobre 1982). — Rapport n° **1140** (7 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (5 octobre 1982). — Rapporteur pour avis : M. Louis Moulinet (7 octobre 1982). — Discussion le 11 octobre 1982. — Adoption le 11 octobre 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi ». — Projet de loi n° **245.**

Sénat (première lecture) n° **31** (1982-1983), dépôt le 12 octobre 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. André Fosset. — Rapport n° **32** (1982-1983) (12 octobre 1982). — Discussion le 19 octobre 1982. — Adoption le 19 octobre 1982. — Projet de loi n° **18** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1158,** dépôt le 19 octobre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Bureau [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire).

— Rapporteur : M. Jean Natiez. — Rapport n° **1163** (21 octobre 1982). — Discussion le 21 octobre 1982. — Adoption avec modifications le 21 octobre 1982. — Projet de loi n° **254.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. André Fosset. — Rapport n° **59** (1982-1983) (21 octobre 1982). — Discussion le 26 octobre 1982. — Adoption définitive le 26 octobre 1982. — Projet de loi n° **21** (1982-1983).

Loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 publiée au *Journal officiel* du 5 novembre 1982 (p. 3323).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 octobre 1982] (p. 5597-5614) :

Abstention du groupe R. P. R. : *Pinte (Etienne)* (p. 5605).

Aides aux entreprises : *Frelaut (Dominique)* (p. 5606) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 5611).

Assiette de la contribution : *Natiez (Jean)* (p. 5559) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603).

Caractère « exceptionnel », « temporaire », « provisoire » de la contribution : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 5602-5610) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603-5604) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5606) ; *Madelin (Alain)* (p. 5607) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5609) ; *Rouquette (Roger)* (p. 5617).

Caractère fiscal de la contribution : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 5611).

« Charges indues » pesant sur le budget de l'U. N. E. D. I. C. : *Pinte (Etienne)* (p. 5603) ; *Haby (René)* (p. 5615).

Chômage (évolution, causes, politique de l'emploi) ; *Natiez (Jean)* (p. 5598) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 5601-5610) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5605) ; *Madelin (Alain)* (p. 5607) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5608) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5615) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5616).

Contrats de solidarité : *Pinte (Etienne)* (p. 5603) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5606) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5611).

Contribution des fonctionnaires (principe) : *Natiez (Jean)* (p. 5598, 5599) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5601) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5606) ; *Madelin (Alain)* (p. 5607, 5608) ; *Rouquette (Roger)* (p. 5617).

Création du fonds de solidarité pour l'emploi, établissement public et affectation du produit de la contribution : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5611, 5612).

Déductibilité fiscale de la contribution : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5611).

Déficit de l'U. N. E. D. I. C. : *Natiez (Jean)* (p. 5598) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5601, 5611) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5602, 5603) ; *Madelin (Alain)* (p. 5607) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5616).

Echec des négociations sur l'indemnisation du chômage : *Natiez (Jean)* (p. 5598) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5601) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5605, 5606) ; *Madelin (Alain)* (p. 5607) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5608, 5609).

Exclusion des non-salariés : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5601, 5610) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603).

Extension de l'indemnisation du chômage à certaines catégories d'agents publics de salariés du secteur public : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5602, 5611) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5616) ; *Rouquette (Roger)* (p. 5617).

Garantie de ressources : *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5602, 5603) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5607) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5609).

Indemnisation du chômage (montant, durée) : *Madelin (Alain)* (p. 5607) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5608).

Paritarisme et participation financière de l'Etat : *Natiez (Jean)* (p. 5598) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5601, 5609) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5603, 5604) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5606) ; *Madelin (Alain)* (p. 5608) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5609) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5614, 5615) ; *Haby (René)* (p. 5615, 5616) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5616, 5617) ; *Rouquette (Roger)* (p. 5617).

Primes dans la fonction publique : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600).

Seuil d'exonération de la contribution : *Natiez (Jean)* (p. 5599) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5600) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5602) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5606).

Taux de la contribution : *Frelaut (Dominique)* (p. 5606).

Vote favorable du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 5606) ;

Vote favorable du groupe socialiste : *Rouquette (Roger)* (p. 5617) ;

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Madelin (Alain)* (p. 5608).

Discussion des articles [11 octobre 1982] (p. 5617) :

Titre Ier : institution d'une contribution de solidarité :

Article 1er (*création d'un fonds de solidarité pour l'emploi*) : contestation du caractère fiscal de la contribution ; augmentation des charges des entreprises ; « disproportion » entre le déficit de l'U.N.E.D.I.C. et le rendement de « l'impôt » (p. 5618) ; responsabilité du patronat dans l'échec des négociations sur l'indemnisation chômage ; amendement n° 14 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Gérard Gouzes (modifiant l'intitulé du fonds et précisant que celui-ci est créé « dans l'attente d'une réforme globale de ce régime ») ; amendement n° 1 de la commission (modifiant l'intitulé du fonds : « fonds de solidarité ») ; amendement n° 14 : retiré ; amendement n° 1 : adopté (p. 5619) ; amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (relatif au mode de fonctionnement du fonds) ; précision donnée par M. François Autain, secrétaire d'Etat, sur la composition du conseil d'administration du fonds ; amendement n° 4 : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*champ d'application, assiette et modalités de paiement de la contribution de solidarité*) : caractère « exceptionnel » de la contribution (p. 5620) ; réintroduction dans la fiscalité française d'un impôt sur l'impôt ; amendement n° 5 de la commission (précisant les personnes assujetties à la contribution de solidarité et indiquant explicitement que la contribution est « exceptionnelle ») ; amendement n° 27 de M. Alain Madelin (caractère transitoire de la contribution) ; amendement n° 28 de M. Alain Madelin (fixant un seuil de demandeurs d'emploi à partir duquel la contribution serait due) (p. 5621) ; sous-amendement n° 11 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 5 (fixant une date limite d'application de la contribution de solidarité : 31 décembre 1983) ; sous-amendement n° 26 de M. Jean Natiez soutenu par M. Dominique Frelaut à l'amendement n° 5 (fixation d'une date limite d'application de la contribution de solidarité : 31 décembre 1984) ; sous-amendement n° 11 : rejeté ; sous-amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 27 et n° 28 devenus sans objet (p. 5622) ; amendements n° 12 de M. Gilbert Gantier et n° 17 de M. Michel Couillet soutenu par M. Dominique Frelaut (modification de l'assiette : rémunération « nette » totale) ; avis du Conseil d'Etat sur le caractère fiscal de la contribution ; principe d'égalité entre salariés et fonctionnaires ; amendement n° 12 : rejeté par scrutin public ; de ce fait, amendement n° 17 : repoussé ; amendement n° 21 du Gouvernement (relatif au paiement de la contribution : date d'exigibilité ; majoration pour retard ; poursuites) (p. 5623) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*recouvrement et pénalités*) : amendement n° 22 de la commission (suppression du deuxième alinéa relatif aux pénalités) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*établissement d'un seuil pour la définition des redevables*) : amendement n° 8 de la commission (modification du critère d'exonération : substitution à la référence au S.M.I.C. de la référence à l'indice) ; sous-amendement n° 23 du Gouvernement (prise en compte de la rémunération mensuelle) (p. 5624) : adopté ; amendement n° 23, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 4.

Article 5 (*taux de la contribution*) : amendement n° 13 de M. Gilbert Gantier (réduction du taux lorsque le montant de l'assiette est inférieur au traitement mensuel afférent à l'indice nouveau majoré « 600 » de la fonction publique) ; amendement n° 18 de M. Dominique Frelaut (modulation des taux de la contribution en fonction du montant de la rémunération mensuelle du redevable ; amendement n° 13 : rejeté (p. 5625) ; amendement n° 18 : rejeté ;

— article 5, adopté.

Article 6 (*date d'application*) : amendement n° 19 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean-Paul Planchou (d'harmonisation) ; amendement n° 24 du Gouvernement (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement à l'amendement n° 19 (précisant que la contribution est déduite du montant brut des traitements, salaires et autres rémunérations) : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Après l'article 6 : amendement n° 20 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean-Paul Planchou (versement par les députés en exercice d'une contribution de solidarité) (p. 5626) : adopté après rectification.

Titre II : dispositions particulières à certaines catégories de travailleurs :

Article 7 (*extension pour certaines catégories d'agents publics de l'indemnisation du chômage*) : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*extension des conditions d'ouverture de l'indemnisation du chômage applicable à certains salariés du secteur public*) : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier (suppression du deuxième alinéa de l'article L. 351-17 du code du travail donnant à certains employeurs la faculté de s'exonérer de l'obligation d'adhérer au régime de l'U.N.E.D.I.C. soit en assumant directement l'indemnisation, soit en passant une convention avec cet organisme) (p. 5627) : rejeté.

Titre : amendement n° 10 de la commission (modification de l'intitulé du projet de loi) ; sous-amendement n° 30 de M. Gilbert Gantier (tendant à préciser le caractère exceptionnel de la contribution) : adopté ; amendement n° 10, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé (p. 5628).

Explications de vote :

Abstention du groupe R.P.R. : *Pinte (Etienne)* (p. 5629).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 5629).

Vote favorable du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 5629).

Vote favorable du groupe socialiste : *Frachon (Martine)* (p. 5629).

Adoption, par scrutin public, **de l'ensemble** du projet de loi (p. 5630).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [21 octobre 1982] (p. 6128) :

Accord intervenu au sein de la C.M.P. : *Natiez (Jean)* (p. 6128) ; *Autain (François)* (p. 6129) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6129).

Assiette de la contribution : *Natiez (Jean)* (p. 6129) ; *Autain (François)* (p. 6129) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6129).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6129).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6130).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, Emploi.

Lois de finances rectificatives **6.**

Motions de censure **7.**
Politique économique et sociale **4.**
Questions au Gouvernement **234, 240, 250, 277, 383, 471.**
Questions orales sans débat **175, 278, 296, 302.**
Sécurité sociale **12.**

Lutte contre le —
Voir *Questions au Gouvernement* **376, 379.**
Questions orales sans débat **246, 247.**

CHOMAGE PARTIEL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III. : Travail, Emploi.

CHOMEURS

Assurance maladie.
Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Syndicats de —
Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

CHOMEURS AGES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III. : Travail, Emploi.

CHOMEURS EN FIN DE DROITS

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Déclarations du Gouvernement **4.**

CHYPRE

Voir *Traités et conventions* **60.**

C. I. I. - HONEYWELL-BULL

Voir *Questions au Gouvernement* **210.**

CINEMA

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Culture.

CIRCULAIRES

Voir *Collectivités locales* **3.**
Fonctionnaires et agents publics **9.**
Lois de finances rectificatives **5**, après l'article 9.
Questions orales sans débat **211.**
Procédure pénale **3.**

CIRCULATION ROUTIERE

5. — Proposition de résolution n° 604 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **sécurité routière.** — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (28 janvier 1982). — Rapport n° **791** (21 avril 1982).

Voir *Handicapés* **4.**

CIRQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

CITE TECHNIQUE VAUBAN A VERDUN

Voir *Questions orales sans débat* **182.**

CITROEN

Voir *Questions au Gouvernement* **262, 274, 281, 283, 285, 288.**
Questions orales sans débat **275, 279, 280.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Usine d'Aulnay-sous-Bois.
Voir *Questions au Gouvernement* **228, 231, 487.**
Rappels au règlement **395.**

CLAUSE RESOLUTOIRE

Voir *Baux* **9.**

CLIMATISME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail, santé, emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

CLOTURE (Autorisations de —)

Voir *Collectivités locales* **7.**

COCKERIL (entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **299.**

CODE CIVIL

Voir *Baux* **6.**
Commerce et artisanat **4.**

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Voir *Auxiliaires de justice* **2.**
Justice **7.**

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

Voir *Economie sociale* **1.**
Logement **7.**

CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

CODE DE LA ROUTE

Voir *Permis de conduire* **2, 3.**

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**
Etrangers **5.**
Professions et activités médicales **3, 4.**

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Prestations familiales **4.**

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Voir *Transports aériens* **2.**

CODE DE L'URBANISME

Voir *Collectivités locales* **7.**

CODE DE PROCEDURE CIVILE

Voir *Créances et dettes* **5.**

CODE DE PROCEDURE PENALE

Voir *Justice* **7.**

CODE DES COMMUNES

Voir *Handicapés* **4.**
Protection civile **4.**

CODE DES DOUANES

Voir *Procédure pénale* **3.**

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **12.**

CODE DES PENSIONS DE RETRAITES DES MARINS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article 65, Mer.

CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Voir *Audiovisuel* **1.**

CODE DU COMMERCE

Voir *Créances et dettes* **4.**

CODE DU TRAVAIL

Voir *Commerce et artisanat* **5.**
Enfants **4.**
Justice **6, 7, 8, 9.**
Salariés **1.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

CODE DU TRAVAIL MARITIME

Voir *Ordonnances* **2.**

CODE ELECTORAL

Voir *Départements d'outre-mer* **2.**
Elections et référendums **14, 15, 18.**

CODE GENERAL DES IMPOTS

Voir *Commerce et artisanat* **5.**
Lois de finances **6** (première partie), article 16.
Procédure pénale **3.**

CODE INTERMINISTERIEL DE LA COMMUNICATION

Voir *Audiovisuel* **1.**

CODE PENAL

Voir *Baux* **6.**
Edition, imprimerie et presse **3.**
Justice **9.**
Mer et littoral **8.**
Mœurs **2.**
Pétitions **103.**
Procédure pénale **3.**

CODE RURAL

Voir *Animaux* **1.**
Assurance vieillesse : généralités **7.**
Vétérinaires **1.**

COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS (C. O. S.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

COGESTION

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9** (discussion générale).

COGNAC ET ARMAGNAC

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **233.**

COLLECTIVITES LOCALES

1. — Projet de loi n° 105 relatif aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions.** — *Sénat* (deuxième lecture). — Discussion les 12, 13 et 14 janvier 1982. — Adoption avec modifications le 14 janvier 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer ». — Projet de loi n° **37** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Bureau [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 322).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **695** (19 janvier 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Giraud. — Rapport n° **183** (1981-1982) (20 janvier 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **693**, dépôt le 15 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **697** (21 janvier 1982). — Discussion le 22 janvier 1982. — Deuxième délibération (art. 3, 4, 5, 8 *bis*, 10, 12, 18 *ter*, 21, 32, 34, 42, 47 *ter*, 49, 51, 51 *bis*, 54, 65 A). — Adoption avec modification le 22 janvier 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ». — Projet de loi n° **105.**

Sénat (troisième lecture), n° **189** (1981-1982), dépôt le 26 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Michel Giraud. — Rapport n° **191** (1981-1982) (26 janvier 1982). — Discussion le 26 janvier 1982. — Adoption avec modifications le 26 janvier 1982. — Projet de loi n° **41** (1981-1982).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **703.** — Dépôt le 27 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **706** (28 janvier 1982). — Discussion le 28 janvier 1982. — Adoption définitive le 28 janvier 1982. — Projet de loi n° **110.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 25 février 1982 (*J.O.* du 3 mars 1982) (p. 759). — Articles déclarés non conformes : 2 (alinéa 1), 3 (alinéas 2 et 5), 45, 46 (alinéas 2 et 5), 69 § I (alinéas 1, 3 et 6). — **Loi n° 82-213 du 2 mars 1982** publiée au *J.O.* du 3 mars 1982 (p. 730). — Rectificatif (*J.O.* du 6 mars 1982) (p. 779).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 105 et ceux de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*Journal officiel du 3 mars* 1982 (p. 730)].

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
1		Principe de la libre administration des collectivités locales.....	Première lecture : 28 juillet 1981. Deuxième lecture : 14 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	398 4873 389	1
		TITRE PREMIER **DES DROITS ET LIBERTES DE LA COMMUNE**			
	Avant l'art. 2 (Sénat)	CHAPITRE Ier **Suppression de la tutelle administrative.**	Deuxième lecture : 14 décembre 1981.	4880	
2		Suppression de la tutelle *a priori* sur les autorités communales.....	Première lecture : 28 juillet 1981. Deuxième lecture : 14 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	418 4880 391	2
3		Contrôle de la légalité des actes des autorités communales.....	Première lecture : 28 juillet 1981. Deuxième lecture : 14 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982. Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	426 4883 393 460	3
	3 *bis* (Sénat)	Saisine du représentant de l'Etat par tout citoyen lésé par un acte des autorités communales.	Deuxième lecture : 15 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982. Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	4890 597 639	4
4		Interventions du conseil municipal visant à protéger les intérêts économiques et sociaux de la population communale.	Première lecture : 28 juillet 1981. 30 juillet 1981. 31 juillet 1981. Deuxième lecture : 15 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982. Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	442 540 598 4891 398 461	5
	4 *bis* (Sénat)	Limite de garantie des communes à un emprunt.....	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	402	6
		CHAPITRE II **Suppression de la tutelle financière.**			
	5 A (A.N.)	Délai d'adoption du budget communal.....	Première lecture : 31 juillet 1981. Deuxième lecture : 15 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	603 4915 403	7
5		Rétablissement de l'équilibre budgétaire lorsque le budget d'une commune n'est pas voté en équilibre réel.	Première lecture : 31 juillet 1981. Deuxième lecture : 15 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982. Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	605 4916 403 461	8
6		Rétablissement de l'équilibre budgétaire lorsque l'arrêt des comptes communaux fait apparaître un déficit.	Première lecture : 31 juillet 1981. Deuxième lecture : 15 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	617 4918 404	9
7		Délais d'adoption du budget communal.....	Première lecture : 31 juillet 1981. Deuxième lecture : 15 décembre 1981.	620 4921	10

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
8		Procédure d'inscription et de mandatement des dépenses obligatoires.	Première lecture : 31 juillet 1981.	620	11
			Deuxième lecture : 15 décembre 1981.	4923	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	405	
	8 *bis* A (A.N.)	Mandatement d'office des dépenses obligatoires.....	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	406	12
	8 *bis* (Sénat)	Intervention du maire devant la chambre régionale des comptes.....	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	406	13
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	462	
9		Nomination du comptable de la commune.....	Première lecture : 31 juillet 1981.	622	14
			Deuxième lecture : 15 décembre 1981.	4924	
10		Réquisition par le maire du comptable communal.....	Première lecture : 31 juillet 1981.	623	15
			Deuxième lecture : 15 décembre 1981.	4925	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	406	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	462	
11		Participation financière de l'Etat.....	Première lecture : 31 juillet 1981.	628	Rejet.
			Deuxième lecture : 15 décembre 1981.	4927	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	407	
		CHAPITRE III			
	Avant l'art. 2 (A.N.)	**Dispositions diverses.**	Deuxième lecture : 15 décembre 1981.	4933	
12		Responsabilité des élus municipaux devant la cour de discipline budgétaire et financière.	Première lecture : 31 juillet 1981.	630	16
			Deuxième lecture : 15 décembre 1981.	4933	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	408	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	462	
			Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	639	
13		Application du titre I[er] à la ville de Paris.....	Première lecture : 31 juillet 1981.	654	Supprimé.
	13 *bis* (initialement 13 *quater* Sénat)	Extension des dispositions du titre I aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.	Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	5182	17
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	408	
	13 *ter* (Sénat)	Chambre régionale des comptes compétente pour les communes de Mayotte.	Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	5181	18
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	410	
	13 *quinquies* (initialement 13 *bis* A.N.)	Extension des dispositions du titre I aux communes des territoires d'outre-mer.	Première lecture : 31 juillet 1981.	655	19
			Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	5180	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	411	
	14 A (A.N.)	Participation des représentants de l'Etat aux ententes et conférenees intercommunales.	Première lecture : 31 juillet 1981.	656	20
14		Abrogation d'articles du code des communes ; application du titre I aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.	Première lecture : 31 juillet 1981.	657	21
			Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	5183	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	411	
			Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	640	
15		Insertion des articles 2 à 15 dans le code des communes.....	Première lecture : 31 juillet 1981.	662	22
			Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	5189	

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE II **DES DROITS ET LIBERTES DU DEPARTEMENT**	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	672 5189	22
	Avant l'art. 16	CHAPITRE Ier	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	672 5190 413	
		Des institutions départementales.			
16		Compétence du conseil général sur les affaires du département.....	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	672 5189 413	23
17		Bureau du conseil général.....	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	680 5192 413	24
18		Pouvoirs du président du conseil général.....	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	691 5194 414	25
	18 *bis* A (Sénat)	Services de la préfecture placés sous l'autorité du président du conseil général.	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	415	26
	18 *bis* (A.N.)	Mise à disposition du président du conseil général des services extérieurs de l'Etat.	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	700 5202 415	27
	18 *ter* (A.N.)	Maintien du statut des agents concernés.....	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982. Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	708 5203 415 462	28
	18 *quater* (A.N.)	Coordination entre l'action des services départementaux et celle des services de l'Etat dans le département.	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	716 5205	29
	18 *quinquies* (A.N.)	Maintien des prestations accordées aux préfets.....	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	718 5206 417	30
	18 *sexies* (A.N.)	Possibilité, pour le président du conseil général, de donner délégation aux membres du conseil général.	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	721 5207 417	31
	18 *septies* (A.N.)	Création d'une agence technique départementale.....	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	722 5208 417, 458	32
19		Mise en jeu de la responsabilité du président et du bureau du conseil général.	Première lecture : 1er août 1981.	724	Retrait.
20		Election d'un nouveau bureau en cas de vacance du siège de président.	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981.	724 5210	33

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		CHAPITRE II **Des fonctions de commissaire de la République.**			
21		Nomination et attributions du commissaire de la République.....	Première lecture : 1er août 1981. Deuxième lecture : 18 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982. Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	725 5211 425 463	34
		CHAPITRE III **Du fonctionnement du conseil général.**			
22		Réunions du conseil général à l'initiative de son président.....	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	744 5229	35
	22 *bis* (A.N.)	Audition par le conseil général du représentant de l'Etat, à la demande du Premier ministre.	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	748 5230 426	36
23		Réunions du conseil général à l'initiative de membres autres que son président.	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	752 5231 427	37
24		Election du président du conseil général et des membres du bureau.	Première lecture : 2 août 1981.	756	38
25		Elaboration du règlement intérieur.....	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	758 5232	39
26		Caractère public des réunions du conseil général.....	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	758 5232	40
27		Règles d'adoption des délibérations.....	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	759 5233 428	41
28		Rapport et compte rendu d'activité.....	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	759 5233 428	42
29		Dissolution du conseil général.....	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	770 5251	43
30		Délégation de vote.....	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	771 5251 429	44
		CHAPITRE IV **De la suppression des tutelles administratives et financières.**			
31		Caractère exécutoire des décisions prises par les autorités départementales.	Première lecture : 2 août 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	771 5253 430	45

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
32		Notification des actes des autorités départementales.....	Première lecture : 2 août 1981.	775	46
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5254	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	430	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	464	
	Après l'art. 32 (A.N.)	Saisine du représentant de l'Etat par tout citoyen lésé par un acte administratif d'un département.	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	431	47
			Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	640	
33		Contrôle de la légalité des actes des autorités départementales.....	Première lecture : 2 août 1981.	776	Supprimé.
			Deuxième délibération : 11 septembre 1981.	1015	
34		Intervention du conseil général en vue de protéger les intérêts économiques et sociaux de la population départementale.	Première lecture : 2 août 1981.	777	48
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5256	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	431	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	464	
	34 *bis* (Sénat)	Garantie du département à un emprunt.....	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	432	49
35		Préparation du budget départemental.....	Première lecture : 2 août 1981.	781	50
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5259	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	432	
36		Délais de vote et procédure de redressement du budget départemental.	Première lecture : 2 août 1981.	782	51
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5259	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	432	
37		Inscription et mandatement des dépenses obligatoires.....	Première lecture : 2 août 1981.	783	52
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5260	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	433	
	Après l'art. 37 (A.N.)	Mandatement d'office d'une dépense obligatoire, après mise en demeure.	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	433	53
38		Procédure de nomination du comptable départemental.....	Première lecture : 2 août 1981.	784	54
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5260	
39		Réquisition du comptable départemental par le président du conseil général.	Première lecture : 2 août 1981.	784	55
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5261	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	433	
40		Application du titre II aux établissements publics départementaux et interdépartementaux.	Première lecture : 2 août 1981.	785	
			Deuxième délibération : 11 septembre 1981.	1015	
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5268	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	434	Rejet.
41		Participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale et de santé publique.	Première lecture : 2 août 1981.	786	Supprimé.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		CHAPITRE V			
		Dispositions diverses et transitoires.	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5269	
42		Responsabilité des ordonnateurs départementaux devant la cour de discipline budgétaire et financière.	Première lecture : 2 août 1981.	756	
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5269	
			Deuxième délibération : 20 décembre 1981.	5362	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	434	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	465	
			Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	640	
	42 *ter* (Sénat)	Chambre régionale des comptes compétente pour Mayotte.....	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	435	57
43		Application du titre II au département de Paris.....	Première lecture : 2 août 1981.	790	Retrait.
44		Abrogation ou modification de certains articles de la loi du 10 août 1871.	Première lecture : 2 août 1981.	790	58
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5271	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	435	
		TITRE III			
		DES DROITS ET LIBERTES DES REGIONS	Première lecture : 9 septembre 1981.	833	
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5280	
45		Erection de la région en collectivité territoriale et compétence du conseil régional.	Première lecture : 9 septembre 1981.	833	59
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5280	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	436, 459	
46		Maintien en vigueur temporaire des lois des 5 juillet 1972 et 6 mai 1976.	Première lecture : 9 septembre 1981.	860	60
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5283	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	436	
		CHAPITRE Ier			
	Avant l'art. 47 (A.N.)	**De l'élargissement des compétences des établissements publics régionaux.**	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5284	
47		Organes administratifs de la région.....	Première lecture : 9 septembre 1981.	866	61
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5284	
	47 *bis* (A.N.)	Composition des comités économiques et sociaux et conditions de nomination de leurs membres.	Première lecture : 9 septembre 1981.	866	62
			Deuxième délibération : 11 septembre 1981.	1016	
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5286	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	438	
	47 *ter* (A.N.)	Rôle du comité économique et social.....	Première lecture : 9 septembre 1981.	869	63
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5287	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	439	

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
	47 *quater* (A.N.)	Mission de l'établissement public régional.....	Première lecture : 9 septembre 1981.	878	64
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5290	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	440	
	47 *quinquies* (Sénat)	Concertation avec des collectivités décentralisées étrangères.....	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5290	65
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	440	
48		Extension des compétences des établissements publics régionaux.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	888	66
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5292	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	440	
	48 *bis* (A.N.)	Rôle de l'établissement public régional en matière de planification...	Première lecture : 10 septembre 1981.	910	67
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5292	
	48 *ter* (A.N.)	Organisation de comités de prêts.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	915	68
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5295	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	442	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	465	
		CHAPITRE II			
	Avant l'art. 49 (Sénat)	**Suppression des tutelles et transfert du pouvoir exécutif.**	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5304	
49		Caractère exécutoire des actes des conseils régionaux.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	923	69
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5304	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	442	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	465	
			Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	640	
	49 *bis* (A.N.)	Abrogation des dispositions prévoyant l'annulation des décisions des autorités régionales ou les soumettant à approbation.	Première lecture : 10 septembre 1981.	928	70
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5307	
		CHAPITRE III			
	Avant l'art. 50 (A.N.)	**Du fonctionnement des institutions régionales.**	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5307	
50		Fonctionnement du conseil régional (élection du président et des membres du bureau ; réunions).	Première lecture : 10 septembre 1981.	928	71
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5307	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	444	
	50 *bis* (A.N.)	Rapport annuel du président du conseil régional.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	933	72
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5310	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	446	
51		Transfert du pouvoir exécutif au président du conseil régional.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	934	73
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5311	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	446	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	466	

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
	51 *bis* (A.N.)	Mise à la disposition du président du conseil régional des services extérieurs de l'Etat.	Première lecture : 10 septembre 1981.	936	74
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5313	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	447	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	487	
	51 *ter* (A.N.)	Maintien du statut des personnels concernés.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	938	75
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5313	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	448	
	51 *quater* (A.N.)	Coordination entre l'action des services régionaux et celle des services de l'Etat.	Première lecture : 10 septembre 1981.	938	76
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5314	
	51 *quinquies* (A.N.)	Répartition entre l'Etat, les départements et les régions des charges de fonctionnement des collectivités.	Première lecture : 10 septembre 1981.	939	77
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5315	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	448	
	51 *sexies* (A.N.)	Vacance du siège de président du conseil régional.....	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5315	78
		CHAPITRE IV			
	Avant l'art. 52 (A.N.)	**Du représentant de l'Etat dans la région.**	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5316	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	448	
52		Compétences du commissaire de la République, représentant de l'Etat dans la région.	Première lecture : 10 septembre 1981.	941	79
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5316	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	449	
	52 *bis* A (A.N.)	Remplacement du terme : « préfet de région », par l'expression : « représentant de l'Etat dans la région ».	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	449	80
	52 *bis* (A.N.)	Audition du représentant de l'Etat par le conseil régional.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	943	81
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5316	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	449	
		CHAPITRE V			
	Avant l'art. 53 (A.N.)	**De la suppression de la tutelle financière.**	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5317	
53		Nomination et attributions du comptable de la région.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	944	82
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5317	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	450	
			Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	640	
54		Contrôle sur les actes budgétaires des régions.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	946	83
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5318	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	450	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	487	
55		Cour de discipline budgétaire et financière.....	Première lecture : 10 septembre 1981.	947	
			Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5318	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	451	Supprimé.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE IV **DISPOSITIONS COMMUNES**			
		CHAPITRE Ier **Du contrôle financier.**	Deuxième lecture : 19 décembre 1981.	5326	
56		Organisation de la chambre régionale des comptes.....	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	953 5327 451	84
	56 *bis* (A.N.)	Composition des chambres régionales des comptes.....	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	969 5328 451	85
	56 *ter* (A.N.)	Inéligibilité concernant les membres des chambres régionales.....	Première lecture : 11 septembre 1981.	976	86
57		Compétences de la chambre régionale des comptes.....	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 19 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982. Quatrième lecture : 28 janvier 1982.	977 5333 451 641	87
58		Rapport annuel de la Cour des comptes.....	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 20 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	980 5341 453	88
	58 *bis* (A.N.)	Modification des dispositions législatives relatives à la Cour des comptes.	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 20 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	981 5341 453	89
		CHAPITRE II **De l'allègement des prescriptions et procédures techniques.**	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5342	
59		Prescriptions et procédures techniques opposables aux collectivités locales.	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 20 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	981 5342 454	90
60		Institution d'un comité d'allègement des prescriptions et procédures techniques.	Première lecture : 11 septembre 1981.	985	91
		CHAPITRE III **De l'allègement des charges des collectivités territoriales.**	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5344	
	61 B (A.N.)	Application du présent chapitre aux communes des territoires d'outre-mer.	Première lecture : 20 décembre 1981. Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	991 5344	92
61		Dotation de l'Etat aux collectivités locales en matière culturelle.....	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 20 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	991 5344 454	93
62		Dotation de l'Etat aux communes pour atténuer la charge qu'elles supportent pour le logement des instituteurs.	Première lecture : 11 septembre 1981. Deuxième lecture : 20 décembre 1981. Troisième lecture : 22 janvier 1982.	1000 5346 455	94

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
63		Suppression de la contribution communale aux dépenses de police lorsque cette police est étatisée.	Première lecture : 11 septembre 1981.	1003	95
			Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5347	
64.		Dotation de l'Etat aux collectivités territoriales pour compenser les dépenses de fonctionnement.	Première lecture : 11 septembre 1981.	1004	96
			Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5347	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	455	
	64 *bis* (A.N.)	Versement par les collectivités locales d'indemnités supplémentaires aux agents des services extérieurs de l'Etat.	Première lecture : 11 septembre 1981.	1005	97
			Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5348	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	455	
		CHAPITRE IV			
		Dispositions transitoires et diverses.	Première lecture : 11 septembre 1981.	1012	
			Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5349	
	65 A (A.N.)	Maintien en vigueur de la loi du 16 juillet 1980 sur les astreintes administratives pour les condamnations pécuniaires imposées aux communes.	Première lecture : 11 septembre 1981.	1012	98
			Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5349	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	456	
			Deuxième délibération : 22 janvier 1982.	467	
	65 B (AN.)	Insertion de la présente loi dans un code général des collectivités locales.	Première lecture : 11 septembre 1981.	1012	99
			Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5350	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	458	
65		Date d'entrée en vigueur des dispositions concernant les chambres régionales des comptes.	Première lecture : 11 septembre 1981.	1013	100
			Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5350	
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	456	
	65 *bis* (A.N.)	Mise en œuvre du plan Orsec.....	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5351	101
	83 (Sénat)	Accroissements des charges résultant des transferts de compétences effectués entre l'Etat et les collectivités territoriales compensés par transferts de ressources.	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5356	102
	93 (Sénat)	Création d'une dotation globale d'équipement versée par l'Etat.....	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5360	103
			Troisième lecture : 22 janvier 1982.	457	
		TITRE V			
		DISPOSITIONS DIVERSES			
	100 (Sénat)	Régime administratif de la ville de Paris.....	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5360	104
	101 (Sénat)	Statut des emplois de la commune et du département de Paris.....	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5361	105
	102 (Sénat)	Application des dispositions du titre IV à Paris.....	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5361	106
	103 (Sénat)	Elaboration d'une loi fixant les modalités d'application à Paris du régime de droit commun.	Deuxième lecture : 20 décembre 1981.	5361	107
	104 (Sénat)	Date d'entrée en vigueur des dispositions des titres II et III de la loi.	Troisième lecture : 22 janvier 1982.	458	108

Adoption définitive le 28 janvier 1982 de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale, modifié.

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [22 janvier 1982] (p. 385).

Position du Sénat et échec de la commission mixte paritaire : *Richard* (*Alain*) (p. 385) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 386, 389) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 386) ; *Labarrère* (*André*) (p. 387) ; *Pourchon* (*Maurice*) (p. 387, 388) ; *Millon* (*Charles*) (p. 388, 389) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 389).

Discussion des articles [22 janvier 1982] (p. 389, 423).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant à supprimer la mention des T. O. M.) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (tendant à rétablir l'alinéa supprimé par le Sénat rappelant que la loi sur les droits et libertés s'appliquera aux D. O. M. et qu'une loi ultérieure adaptera certaines des dispositions) ; sous-amendement n° 163 de M. Philippe Séguin (de précision) (p. 390) : rejeté ; amendement n° 3 adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : transaction proposée par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, pour un acte administratif d'une commune non transmis au représentant de l'Etat (p. 391) ; amendement n° 4 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale relatif au caractère exécutoire des décisions communales) ; sous-amendement n° 164 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 392) : adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié, adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 5 de la commission (tendant à porter le délai dont dispose la commission pour transmettre ses actes au représentant de l'Etat de dix à quinze jours) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (faisant obligation au représentant de l'Etat de déférer une délibération ou un arrêté qui lui est transmis et présentant une inégalité) (p. 393) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 165 de M. Philippe Séguin (permettant au représentant de l'Etat de ne pas informer préalablement le maire en cas d'urgence) (p. 394) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et relatif aux observations du représentant de l'Etat adressées au maire) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à supprimer la dernière phrase du second alinéa de l'article 3 dispensant du préavis de vingt jours en cas d'urgence) : adopté (p. 395) ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture et relatif à l'octroi du sursis demandé par le représentant de l'Etat) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (tendant à supprimer les dispositions précisant que l'ordonnance du président du tribunal administratif relative au sursis à exécution est susceptible d'appel) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (aménageant un mécanisme de sursis à exécution spécial et accéléré pour les cas où une décision municipale porte atteinte à une liberté) (p. 396) ; sous-amendement n° 181 de M. Charles Millon (tendant à supprimer la disposition selon laquelle le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat ou un conseiller d'Etat délégué statue en appel) : rejeté ; amendement n° 15 adopté après rectification ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *bis* : faculté pour un citoyen de demander au représentant de l'Etat de former un recours contre une décision municipale dont il estime qu'elle lui fait grief ; amendement n° 151 du Gouvernement (tendant à préciser que le défaut de transmission de l'acte administratif d'une commune permet au citoyen de mettre en jeu les pouvoirs de saisine du représentant de l'Etat) ; sous-amendement n° 209 de M. Philippe Séguin (de précision) (p. 397) : retiré ; amendement n° 151 adopté après rectification ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3 *bis* (p. 398).

Article 4 : nécessité de limiter l'interventionnisme économique des communes ; liberté d'entreprise et droit de propriété (p. 399) ; amendement n° 16 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec une modification de forme) ; sous-amendement n° 210 du Gouvernement (tendant à préciser que la commune peut intervenir en matière économique et sociale sous réserve du respect de la liberté du commerce et de l'industrie et du principe de l'égalité des citoyens devant la loi ainsi que des règles de l'aménagement du territoire définies par la loi approuvant le Plan) ; vote hostile du groupe communiste ; sous-amendement n° 210 adopté (p. 400) ; en conséquence, sous-amendements nos 188 du Gouvernement et 171 de M. Charles Millon : devenus sans objet ; sous-amendement n° 189 du Gouvernement (relatif à l'action des communes en faveur du maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population) : adopté ; sous-amendement n° 166 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à plafonner en pourcentage de recettes fiscales le montant des interventions des communes) ; sous-amendement n° 200 de M. Charles Millon (même objet) ; sous-amendements nos 166 et 200 retirés (p. 401) ; amendement n° 16, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 4.

Article 4 *bis* : amendement n° 152 du Gouvernement (précisant que la limitation du montant total des annuités d'emprunts garantis porte sur les garanties d'emprunt accordées à des personnes de droit privé) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (tendant à supprimer la référence au cautionnement) : retiré ; abstention du groupe communiste ;

— article 4 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 402).

Article 5 A : amendement n° 18 de la commission (tendant à revenir au texte de l'Assemblée en ce qui concerne l'obligation faite à la commune de voter son budget dans un certain délai) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (prévoyant les modalités de transmission de l'avis de la chambre régionale des comptes si la commune n'a pas adopté son budget) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 5 A, ainsi modifié, adopté (p. 403).

Article 5 : amendement n° 22 de la commission (rétablissement du règlement d'office du budget par le commissaire sur les propositions établies par la chambre régionale des comptes) : adopté après rectification proposée par le Gouvernement ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 5 (p. 404).

Article 6 : amendement n° 23 de la commission (modifiant la procédure de rétablissement de l'équilibre du budget) : adopté après rectification ; amendement n° 24 de la commission (tendant à rétablir le mécanisme du règlement d'office après tentative de conciliation) ; sous-amendement n° 190 du Gouvernement (relatif au mécanisme de rétablissement) : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié, adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 25 de la commission (p. 405) (tendant à rétablir le texte de l'Assemblée en ce qui concerne l'inscription des dépenses obligatoires) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 8.

Après l'article 8 : amendement n° 172 de la commission (relatif au mandatement d'office des dépenses obligatoires) : adopté.

Article 8 *bis* : amendement n° 26 de la commission (de coordination) : adopté après rectification ;

— article 8 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 27 de la commission (p. 406) (ayant pour objet de modifier la procédure de réquisition du comptable) ; sous-amendement n° 167 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 27, ainsi modifié, adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 28 de la commission (relatif aux pouvoirs de la cour de discipline budgétaire à l'égard des maires) (p. 407) ; sous-amendement n° 168 de M. Philippe Séguin (soumettant à la juridiction de la cour de discipline budgétaire et financière les maires ayant fait usage de leur droit de réquisition) : retiré ; amendement n° 28 rejeté ;

— article 11 rejeté.

Article 12 : amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté (p. 408).

Article 13 *bis* : amendement n° 174 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 175 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 176 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 177 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 178 du Gouvernement

(rédactionnel) : adopté après rectification ; amendement n° 179 du Gouvernement (relatif au problème des baux de chasse) (p. 409) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe 10 de l'article 13 *bis* introduit par le Sénat et prévoyant un mécanisme de contrôle sur l'exercice du pouvoir des maires des communes de l'Alsace et de la Moselle) : adopté ; amendement n° 180 du Gouvernement (tendant à compléter la liste des articles du code des communes abrogés ou modifiés) : adopté ;

— article 13 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *ter* : amendement n° 31 de la commission (tendant à préciser que la chambre régionale des comptes compétente pour les communes de Mayotte est celle compétente pour les communes du département de la Réunion) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 13 *ter* (p. 410).

Article 13 *quater* : amendement n° 32 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 13 *quater* est supprimé.

Article 13 *quinquies* : adopté.

Article 14 B : amendement n° 33 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 14 B est supprimé (p. 411).

Article 14 : amendements n°s 34 à 38 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 412) ; amendements n°s 39 à 45 de la commission (de coordination) : adoptés ; amendement n° 46 de la commission : retiré ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 16 : amendement n° 47 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du chapitre Ier supprimé par le Sénat) : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé du chapitre Ier est rétabli.

Article 16 : amendement n° 48 de la commission (précisant que le département apporte aux communes qui le demandent son soutien à l'exercice de ses compétences) : adopté après rectification ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 49 de la commission (relatif à la composition et aux attributions du bureau) (p. 413) ; sous-amendement n° 169 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 49, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 17.

Article 18 : amendement n° 50 de la commission (prévoyant la conclusion d'une convention entre le représentant de l'Etat et le conseil général pour déterminer les services transférés à la collectivité départementale et ceux restant sous l'autorité du représentant de l'Etat) : retiré ; en conséquence, sous-amendement n° 182 de M. Charles Millon devenu sans objet ; amendement n° 51 de la commission (relatif aux pouvoirs de police du président du conseil général) : adopté (p. 414) ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 18 *bis* **A** : amendement n° 52 de la commission (de suppression) : retiré ;

— article 18 *bis* A adopté après modification proposée par M. le ministre d'Etat.

Article 18 *bis* : amendement n° 53 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 18 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 415).

Article 18 *ter* : amendement n° 54 de la commission (tendant à supprimer la disposition relative à la position statutaire de certains agents) : retiré ; amendement n° 55 de la commission : retiré ; amendements n°s 56 et 57 de la commission : devenus sans objet ;

— article 18 *ter* adopté.

Article 18 *quater* **A** : amendement n° 58 de la commission (de suppression) ; problème du statut des personnels départementaux ; amendement n° 58 adopté ;

— en conséquence, l'article 18 *quater* A est supprimé (p. 416).

Article 18 *quinquies* : adopté.

Article 18 *sexies* : adopté.

Article 18 *septies* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 59 de la commission (tendant à rétablir l'article 18 *septies* relatif aux agences techniques départementales) (p. 417) ; statut des agents (p. 418) ; rectification de l'amendement n° 59 de la commission (p. 423) ; sous-amendement n° 173 de M. Charles Millon (tendant à préciser le rôle des agences techniques départementales) ; sous-amendement n° 199 de M. Charles Millon (précisant que l'agence départementale ne peut être maître d'œuvre dans les opérations menées par les communes) ; amendement n° 59 et sous-amendement n°s 173 et 199 réservés ;

— article 18 *septies* réservé jusqu'à la fin du débat à la demande du Gouvernement (p. 424).

Article 21 : amendement n° 170 de M. Philippe Séguin (relatif à l'appellation du représentant de l'Etat dans le département) ; amendement n° 60 de la commission (tendant à supprimer la disposition prévue par le Sénat et précisant qu'il existe un seul représentant de l'Etat dans le département) ; amendement n° 170 retiré ; amendement n° 60 adopté ; amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 425) ; amendement n° 62 de la commission (relatif à la mission du représentant de l'Etat) ; sous-amendement n° 183 de M. Charles Millon (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 62 adopté après rectification ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 *bis* : siège des conseils généraux ; cas de Draguignan (p. 426) ; amendement n° 63 de la commission (relatif à l'audition du représentant de l'Etat par le conseil général) : adopté ;

— article 22 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 64 de la commission (tendant à rétablir l'article 23 relatif aux réunions des conseils généraux) (p. 427) : adopté ;

— en conséquence, l'article 23 est ainsi rétabli.

Article 24 *bis* : amendement n° 65 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 24 *bis* est supprimé.

Article 27 : amendement n° 66 de la commission (tendant à supprimer trois alinéas relatifs aux conditions dans lesquelles s'opèrent les votes au conseil général) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : amendement n° 67 de la commission (modifiant le délai dans lequel les rapports doivent être adressés aux conseillers généraux) (p. 428) : adopté ; amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 69 de commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (relatif au rapport spécial présenté par le représentant de l'Etat) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 30 : amendement n° 71 de la commission (relatif aux délégations de vote) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 30 (p. 429).

Article 31 : amendement n° 72 de la commission (relatif au caractère exécutoire des décisions départementales) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 : amendements n°s 73 à 77 de la commission (de coordination aves les modifications introduites aux articles 2 à 13 relatifs aux communes) : adoptés (p. 430) ; amendements n°s 78 à 81 de la commission (de coordination avec les modifications introduites aux articles 2 à 13 relatifs aux communes) : adoptés ; amendement n° 82 de la commission (de coordination avec les modifications introduites aux articles 2 à 13 relatifs aux communes) ; sous-amendement n° 184 de M. Charles Millon : rejeté ; amendement n° 82 adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 32 : amendement n° 186 du Gouvernement (de coordination avec l'article 3 *bis*) : adopté après rectification.

Article 34 : amendement n° 83 de la commission (p. 431) (relatif aux interventions économiques des départements) ; sous-amendement n° 185 de M. Charles Millon (respect du principe de la liberté du commerce et de l'industrie et du principe de l'égalité des citoyens devant la loi ainsi que des règles de l'aménagement du territoire définies par la loi sur le Plan) : retiré ; sous-amendement n° 195 du Gouvernement (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 196 du Gouvernement (de coordination avec les dispositions adoptées lors de l'examen des articles relatifs aux communes) : adopté ; amendement n° 83, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 34.

Article 34 *bis* : amendement n° 153 du Gouvernement (tendant à préciser que la limitation du montant total des annuités d'emprunts garantis porte sur les garanties d'emprunts accordées à des personnes de droit privé) : adopté ; amendement n° 84 de la commission (tendant à supprimer la référence au cautionnement) : retiré ;

— article 34 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 432).

Article 35 : amendement n° 85 de la commission (tendant à instituer un débat préalable sur les orientations du budget du département) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : adopté.

Article 37 : amendement n° 86 de la commission (relatif à la procédure du mandatement d'office d'une dépense obligatoire) : adopté après rectification ;

— en conséquence, l'article 37 est rétabli dans cette rédaction.

Après l'article 37 : amendement verbal de la commission (relatif à la procédure d'inscription d'office d'une dépense obligatoire) : adopté.

Article 39 : amendement n° 87 de la commission (p. 455) (relatif au droit de réquisition sur le comptable) : adopté ;

— en conséquence, l'article 39 est ainsi rédigé.

Article 40 : amendement n° 88 de la commission (relatif au pouvoir de la cour de discipline budgétaire à l'égard des maires) : rejeté ;

— article 40 rejeté.

Article 42 : amendement n° 89 de la commission (tendant à préciser que les dispositions du présent titre seront applicables aux établissements publics interdépartementaux) : adopté (p. 434) ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 42 *bis* : amendement n° 90 de la commission (de suppression) ; application du titre II aux D.O.M. jusqu'à la promulgation de loi adaptant certaines de ces dispositions ; amendement n° 90 adopté ;

— en conséquence, l'article 42 *bis* est supprimé.

Article 42 *ter* : amendement n° 91 de la commission (tendant à supprimer le premier alinéa étendant les dispositions relatives départements à la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté ;

— article 42 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Article 44 A : amendement n° 92 de la commission (suppression de l'article 44 A permettant aux présidents des conseils généraux de participer aux commissions créées par des accords internationaux et chargées des questions transfrontalières) : adopté ;

— en conséquence, l'article 44 A est supprimé (p. 435).

Article 44 : amendements n°s 93 à 95 de la commission (de coordination) : adoptés ;

— article 44, ainsi modifié, adopté.

Article 44 *ter* : supprimé par le Sénat.

Article 45 : supprimé par le Sénat ; érection des régions en collectivités territoriales (p. 436) ; amendement n° 96 de la commission (tendant à rétablir l'article 45) ; sous-amendement n° 211 de M. Michel Debré soutenu par M. Jacques Toubon (relatif à la procédure de dissolution du conseil régional) : retiré ; amendement n° 96 adopté ;

— en conséquence, l'article 45 est ainsi rétabli (p. 437).

Article 46 : amendement n° 97 de la commission (prévoyant que le principe d'érection de la région en collectivité territoriale n'entrera en vigueur qu'au moment des premières élections) ; sous-amendement n° 202 de M. Jacques Toubon (relatif aux avis adressés par les conseils généraux au Gouvernement) ; pouvoir de proposition de l'Assemblée de Corse ; sous-amendement n° 202 rejeté ; sous-amendement n° 203 de M. Nicolas Alfonsi soutenu par M. Alain Richard ; amendement n° 97 et sous-amendement n° 203 réservés ;

— article 46 réservé à la demande de la commission.

Article 47 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 98 de la commission (tendant à rétablir l'article 47 *bis* relatif aux comités économiques et sociaux) : adopté ;

— en conséquence, l'article 47 *bis* est ainsi rétabli (p. 438).

Article 47 *ter* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 99 de la commission (tendant à rétablir l'article 47 *ter* relatif aux conditions dans lesquelles le comité économique et social est consulté par le conseil général ou se saisit de lui-même) ; sous-amendement n° 197 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Philippe Séguin (relatif à la création d'un conseil du développement culturel et du cadre de vie) ; statut particulier de la Corse ; sous-amendement n° 197 retiré (p. 439) ; amendement n° 99 adopté ;

— en conséquence, l'article 47 *ter* est ainsi rétabli.

Article 47 *quater* : amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 191 de M. Charles Millon (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 100 adopté ;

— article 47 *quater*, ainsi modifié, adopté.

Article 47 *quinquies* : amendement n° 101 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 47 *quinquies* relatif à la présence des présidents des conseils généraux dans les commissions transfrontalières) : adopté ;

— article 47 *quinquies*, ainsi modifié, adopté (p. 440).

Article 48 : amendements n°s 102 à 106 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 441) ; amendement n° 107 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Article 48 *ter* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 108 de la commission (tendant à rétablir l'article 48 *ter* relatif au comité des prêts) : adopté ;

— en conséquence, l'article 48 *ter* est ainsi rétabli.

Article 49 : amendement n° 109 de la commission (relatif aux délibérations et actes de la région : de coordination) : adopté ; amendement n° 110 de la commission (relatif au délai de transmission des décisions régionales au représentant de l'Etat) : adopté (p. 442) ; amendement n° 111 de la commission (relatif à la transmission des actes et délibérations au tribunal administratif : de coordination) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 113 de la commission (de coordination avec l'article 3 *bis*) : adopté ; amendement n° 114 de la commission (relatif à la procédure d'urgence) ; sous-amendement n° 192 de M. Charles Millon : retiré ; amendement n° 114 adopté ; amendement n° 115 de la commission (relatif aux règles d'approbation pour les établissements régionaux qui fonctionnent suivant le mécanisme du prix de journée) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 49 : amendement n° 187 du Gouvernement (p. 443) (de coordination avec les dispositions concernant les communes et les départements) : adopté après rectification ;

Article 50 : amendement n° 116 de la commission (tendant à rétablir les dispositions relatives à l'organisation du bureau du conseil régional) : adopté ; amendement n° 193 de M. Charles Millon (visant à supprimer l'élection du bureau des conseils régionaux pour chaque renouvellement général ou partiel) (p. 444) ; renouvellement du bureau après les élections cantonales ; amendement n° 193 rejeté ; amendement n° 194 de M. Charles Millon : devenu sans objet ; amendement n° 117 de la commission (tendant à supprimer la disposition prévoyant le contrôle préalable du règlement intérieur du conseil régional par le tribunal administratif) : adopté ; amendement n° 118 de la commission (tendant à rétablir la clause de réunion spéciale à la demande de la minorité) : adopté ; amendement n° 119 de la commission (prévoyant l'ordre de nomination des vice-présidents du conseil régional) (p. 445) : adopté ; amendement n° 120 de la commission (relatif à la délégation des attributions du conseil régional) : adopté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Article 50 *bis* : amendement n° 121 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 122 de la commission (prévoyant la transmission des projets de délibération aux membres du conseil régional) : adopté ; amendement n° 123 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 124 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 50 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 446).

Article 51 : amendement n° 125 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 198 de M. Charles Millon (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 126 de la commission (rédactionnel) : retiré ;

— article 51, ainsi modifié, adopté après rectification à la demande de la commission.

Article 51 *bis* : amendement n° 127 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 128 de la commission (relatif à la mise à la disposition du président du conseil régional des services extérieurs de l'Etat) : adopté ; amendement n° 129 de la commission (p. 447) (renvoyant à un décret les conditions dans lesquelles se fera la mise à la disposition des services) : adopté ;

— article 51 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 51 *ter* : amendement n° 130 de la commission (relatif aux personnels concernés des services visés aux articles 51 et 51 *bis*) : retiré ;

— article 51 *ter*, adopté.

Article 51 *quinquies* : amendement n° 131 de la commission (tendant à supprimer la mention des D.O.M.) : adopté ;

— article 51 *quinquies*, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 52 : amendement n° 132 de la commission (relatif à l'intitulé du chapitre IV) (p. 448) : adopté.

Article 52 : amendements n°s 133 à 137 de la commission (tendant à rétablir à propos du représentant de l'Etat dans la région les dispositions adoptées par l'Assemblée en ce qui concerne le représentant de l'Etat dans le département) : adoptés ;

— article 52, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 52 : amendement n° 204 de la commission (tendant à remplacer les termes « préfet de région » par ceux de « représentant de l'Etat dans la région ») : adopté.

Article 52 *bis* : amendement n° 138 de la commission (p. 449) (de forme) : adopté ; amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 140 de la commission (relatif aux conditions dans lesquelles le représentant de l'Etat est entendu par le conseil régional) : adopté ;

— article 52 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 53 : amendement n° 141 de la commission (tendant à rétablir le paragraphe II de l'article 53 relatif à la réquisition du comptable régional) : adopté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 54 : amendement n° 142 de la commission (relatif aux conditions d'adoption des budgets et de redressement de leur équilibre) (p. 450) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 54.

Article 55 : supprimé par le Sénat : amendement n° 143 de la commission (tendant à rétablir l'article 55 relatif aux pouvoirs de la cour de discipline budgétaire et financière) : retiré ;

— article 55 demeure supprimé.

Article 56 : adopté.

Article 56 *bis* : problème de recrutement des magistrats de la Cour des comptes : adopté (p. 451).

Article 57 : amendement n° 205 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 144 de la commission (renvoyant à la loi à venir sur l'organisation des chambres régionales et sur la réforme de la Cour des comptes les dispositions de procédure d'appel devant la Cour des comptes) : adopté ; amendement n° 145 de la commission (tendant à rétablir l'alinéa qui donnait aux chambres régionales la responsabilité du contrôle budgétaire des collectivités territoriales) : adopté après rectification ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Article 57 *ter* : amendement n° 146 de la commission (tendant à supprimer l'article 57 *ter* relatif à la procédure de transmission des observations des chambres régionales des comptes sur la gestion des collectivités territoriales) : adopté ;

— article 57 *ter* est supprimé (p. 452).

Article 58 : amendement n° 147 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture à propos de l'insertion des observations sur la gestion des communes, des départements et des régions dans le rapport public de la Cour des comptes) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 58.

Article 58 *bis* : amendement n° 148 de la commission (relatif à l'intervention de lois ultérieures modifiant celle sur la Cour des comptes et sur la cour de discipline budgétaire et financière) : rectification de l'amendement n° 148 à la demande de la commission ; sous-amendement n° 206 de M. Philippe Séguin (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 207 de M. Philippe Séguin (tendant à supprimer les dispositions de l'amendement n° 148 précisant que la proportion des magistrats recrutés par concours parmi ceux qui siègent, ne pourra être inférieure à la moitié) (p. 453) : retiré ; amendement n° 148, ainsi modifié, rectifié, adopté ;

— article 58 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 59 : adopté.

Article 59 *bis* : amendement n° 149 de la commission (tendant à supprimer l'article 59 *bis* réglementant les rémunérations que les collectivités territoriales peuvent verser à des agents de l'Etat ou à des agents d'autres collectivités territoriales) : adopté ;

— en conséquence, l'article 59 *bis* est supprimé.

Article 61 : amendement n° 150 de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 61 relatif à la dotation culturelle) (p. 454) ; adopté ;

— article 61, ainsi modifié, adopté.

Article 62 : amendement n° 201 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 62, ainsi modifié, adopté.

Article 64 : amendement n° 154 de la commission (relatif au remboursement aux communes et aux départements de dépenses exposées pour accueillir les services de justice) : adopté ;

— article 64, ainsi modifié, adopté.

Article 64 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 155 de la commission (tendant à rétablir l'article 64 *bis* relatif aux rémunérations que les collectivités territoriales peuvent verser à des agents de l'Etat) : adopté ;

— en conséquence, l'article 64 *bis* est ainsi rétabli (p. 455).

Article 65 A : amendement n° 156 de la commission (relatif aux conditions dans lesquelles les communes doivent se libérer de leurs condamnations pécuniaires et à la liquidation des biens de l'ancien département de Corse) : adopté ;

— en conséquence ce texte devient l'article 65 A.

Article 65 B : amendement n° 157 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe I *bis* relatif aux conditions dans lesquelles se fera la codification de la présente loi) : adopté ;

— article 65 B, ainsi modifié, adopté.

Article 65 : amendement n° 158 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 159 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 65, ainsi modifié, adopté (p. 456).

Article 93 : amendement n° 160 de la commission (tendant à supprimer dans l'article relatif à la future dotation globale d'équipement la mention de la collectivité de Mayotte et des territoires d'outre-mer) : adopté ;

— article 93, ainsi modifié, adopté (p. 457).

Article 104 : amendement n° 208 de M. Charles Millon (relatif au calendrier de réformes) ; amendement n° 161 de la commission (relatif à la date d'entrée en vigueur de la loi) ; amendement n° 208 rejeté ; amendement n° 161 adopté après rectification ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 104.

Article 18 *septies* **précédemment réservé** : amendement n° 212 du Gouvernement (tendant à rétablir l'article 18 *septies* relatif aux agences départementales) (p. 458) ; amendement n° 59 de la commission (tendant à rétablir l'article 18 *septies*) : retiré ;

sous-amendement n° 199 de M. Charles Millon reporté sur l'amendement n° 212 du Gouvernement (précisant que l'agence départementale ne pourra assurer la maîtrise d'œuvre des opérations) : rejeté ; abstention du groupe R. P. R. et du groupe U. D. F. ; amendement n° 212 adopté ;

— en conséquence, l'article 18 *septies* est ainsi rétabli.

Article 46 précédemment réservé (p. 459) : amendement n° 97 de la commission, sous-amendement n° 203 de M. Nicolas Alfonsi soutenu par M. Alain Richard (tendant à soumettre aux dispositions relatives aux régions mentionnées dans les articles 47 à 55 la région de Corse et à préciser qu'elles lui demeureront applicables même après le vote de la loi portant statut particulier de l'île) ; sous-amendement n° 213 du Gouvernement (conditions d'application des articles 47 à 55 à la région de Corse) ; sous-amendement n° 203 non soutenu ; sous-amendement n° 213 adopté après rectification ; amendement n° 97, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, l'article 46 est ainsi rétabli.

Titre : amendement n° 162 de la commission (tendant à modifier l'intitulé du projet de loi) : adopté ;

— en conséquence, le titre est ainsi rédigé.

Seconde délibération du projet de loi [22 janvier 1982] (p. 460).

Article 3 : amendement n° 1 du Gouvernement (de précision) (p. 460) ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 3 du Gouvernement (relatif au délai prévu en matière de rétablissement de l'équilibre budgétaire communal) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (de forme) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 461).

Article 8 *bis* **:** amendement n° 6 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 8 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 24 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté (p. 462).

Article 18 *ter* **:** amendement n° 8 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 18 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : amendement n° 9 du Gouvernement (tendant à substituer aux termes « du représentant de l'Etat dans les arrondissements » les termes « délégués dans les arrondissements du représentant de l'Etat ») ; problème des sous-préfets (p. 463) ; amendement n° 9 : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 32 : amendement n° 11 du Gouvernement (tendant à préciser que les actes visés sont des actes administratifs) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté (p. 464).

Article 34 : amendement n° 15 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 42 : amendement n° 13 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 48 *ter* **:** amendement n° 19 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 48 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 465).

Article 49 : amendement n° 21 de la commission (relatif au caractère exécutoire des décisions régionales) : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (relatif au sursis à exécution) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté.

Article 51 : amendement n° 23 du Gouvernement (autorité du président du conseil régional sur les services ou parties de services de la mission régionale) (p. 466) ; adopté ;

— article 51, ainsi modifié, adopté.

Article 51 *bis* **:** amendement n° 25 du Gouvernement (tendant à préciser que le président du conseil régional adresse toutes instructions nécessaires pour l'exécution des tâches qu'il confie auxdits services) : adopté ;

— article 51 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 54 : amendement n° 26 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 65 A : amendement n° 27 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 65 A, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 467) :

Caractère constructif du travail parlementaire : *Toubon* (*Jacques*) (p. 467, 468) ; *Millon* (*Charles*) (p. 468) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 470).

Vote favorable du groupe communiste : *Jans* (*Parfait*) (p. 470).

Vote favorable du groupe socialiste : *Jospin* (*Lionel*) (p. 469).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 468).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Millon* (*Charles*) (p. 469).

Adoption, par scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 471).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [28 janvier 1982] (p. 627) :

Date des élections municipales et régionales : *Séguin* (*Philippe*) (p. 628) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 629).

Points de désaccord entre les deux assemblées : *Richard* (*Alain*) (p. 627, 628).

Renouvellement des présidents et des bureaux des conseils régionaux : *Séguin* (*Philippe*) (p. 628) ; *Pourchon* (*Maurice*) (p. 628) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 629).

Saisine du Conseil constitutionnel par le groupe R.P.R. : *Séguin* (*Philippe*) (p. 629) ; *Pourchon* (*Maurice*) (p. 629).

Vote favorable du groupe communiste : *Garcin* (*Edmond*) (p. 629).

Discussion des articles [28 janvier 1982] (p. 629) :

Lecture du dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 629 à 639).

Amendement n° 1 de la commission (possibilité donnée à une personne physique ou morale lésée par un acte administratif d'une commune, de demander au représentant de l'Etat, dans le département, de mettre en œuvre la procédure prévue à l'article 3) : adopté ;

— ce texte devient l'article 3 *bis*.

Amendement n° 2 de la commission (de coordination) (p. 639) : adopté ; amendements n°s 3 à 9 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 640) ; amendements n°s 10 à 12 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 641).

Explications de vote (p. 641) :

Saisine du Conseil constitutionnel : *Defferre* (*Gaston*) (p. 642).

Vote favorable du groupe socialiste : *Tabanou* (*Pierre*) (p. 642).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Millon* (*Charles*) (p. 641).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale, modifié (p. 643).

2. — Proposition de loi n° 883 tendant à modifier et compléter la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. François d'Aubert et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (10 juin 1982). — Rapport **n° 928** (10 juin 1982), commun aux propositions de loi n°s 906 et 883 (collectivités locales 3 et 2).

Voir *Collectivités locales* **3.**

3. — Proposition de loi n° 906 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions** et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif

sur les actes des autorités communales, départementales et régionales. — *Sénat* (première lecture) **n° 259** rectifié (1981-1982), dépôt le 8 avril 1982 par M. Pierre Schiélé et plusieurs de ses collègues, sous le titre « Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ». — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport **n° 308** (1981-1982) (28 avril 1982). — Rapport supplémentaire **n° 341** (1981-1982) (19 mai 1982). — Discussion les 6 et 27 mai 1982. — Adoption le 27 mai 1982. — Nouveau titre : « Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ». Proposition de loi **n° 95** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 906**, dépôt le 28 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (3 juin 1982). — Rapport **n° 928** (12 juin 1982) commun aux propositions de loi n°s 906 et 883 (collectivités locales 3 et 2). — Discussion le 16 juin 1982. — Adoption le 16 juin 1982. — Proposition de loi **n° 169**.

Sénat (deuxième lecture, **n° 396** (1981-1982), dépôt le 16 juin 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport **n° 421** (1981-1982) (23 juin 1982). — Discussion le 30 juin 1982.

— Adoption avec modifications le 30 juin 1982. — Projet de loi **n° 130** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 993**, dépôt le 1er juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport **n° 1015** (7 juillet 1982). — Discussion le 8 juillet 1982. — Adoption définitive le 8 juillet 1982. — Proposition de loi **n° 202**.

Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 publiée au *J. O.* du 23 juillet 1982 (p. 2347).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 juin 1982] (p. 3462) :

Abrogation des dispositions du code des communes : *Richard* (*Alain*) (p. 3463) ; *Noir* (*Michel*) (p. 3464).

Alsace et Moselle : *Koehl* (*Emile*) (p. 3466, 3467).

Décision du Conseil constitutionnel : *Richard* (*Alain*) (p. 3462) ; *Noir* (*Michel*) (p. 3463) ; *Millon* (*Charles*) (p. 3464) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3467).

Entrée en vigueur d'une décision locale et transmission de celle-ci au représentant de l'Etat : *Richard* (*Alain*) (p. 3462, 3463) ; *Noir* (*Michel*) (p. 3463) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 3464) ; *Millon* (*Charles*) (p. 3465).

Nouvelle-Calédonie : *Toubon* (*Jacques*) (p. 3466) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3467).

Paris (statut de la ville de —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 3464, 3465, 3466).

Préavis de vingt jours avant le recours devant le tribunal administratif : *Richard* (*Alain*) (p. 3462) ; *Noir* (*Michel*) (p. 3463) ; *Millon* (*Charles*) (p. 3465) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3467, 3468).

Rectificatif du 6 mars et circulaire du 5 mars 1982 : *Noir* (*Michel*) (p. 3464) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 3465) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3467).

Vote favorable du groupe communiste : *Garcin* (*Edmond*) (p. 3464) ;

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Noir* (*Michel*) (p. 3464).

Discussion des articles (p. 3468) :

Article 1er (*contrôle administratif et juridictionnel des actes des autorités communales*) : changement d'affectation de fonctionnaires municipaux ; *article 2 de la loi du 2 mars* 1982 ; amendement n° 16 de la commission (fixant à quinze jours le délai de transmission des actes au représentant de l'Etat) (p. 3469) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (tendant à préciser les actes qui doivent être transmis au représentant de l'Etat) ; exclusion des actes relevant du droit privé accomplis dans le cadre du domaine privé de la commune ; amendement **n° 1** adopté ; *article 3 de la loi du 2 mars* 1982 ; amendement **n° 2** de la commission (supprimant le délai de recours devant le tribunal administratif fixé à vingt jours) ; information du maire par le représentant de l'Etat (p. 3460) ; amendement **n° 2** adopté ; amendement n° 3 de la commission (tendant à éviter que l'information préalable du maire sur la teneur du recours ne soit une condition de recevabilité de ce recours) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*de coordination*) : adopté.

Article 3 (*de coordination*) : adopté.

Article 4 (*application aux communes des départements de l'Alsace et de la Moselle*) : adopté.

Article 5 (*contrôle administratif et juridictionnel des actes des autorités départementales*) ; *article 45 de la loi du 2 mars* 1982 : amendement **n°** 4 de la commission (relatif au délai de transmission des actes au représentant de l'Etat dans le département) (p. 3471) : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (précisant les actes qui doivent être transmis au représentant de l'Etat dans le département) : adopté ; *article 46 de la loi du 2 mars* 1982 : amendement n° 6 de la commission (supprimant le délai de recours devant le tribunal administratif) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (tendant à éviter que l'information préalable du maire sur la teneur du recours ne soit une condition de recevabilité de celui-ci) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*de coordination*) : adopté (p. 3472).

Article 7 (*contrôle administratif et juridictionnel des actes des autorités régionales*) : amendement n° 8 de la commission (délai de transmission des actes au représentant de l'Etat dans la région) : adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (précisant les actes qui doivent être transmis au représentant de l'Etat dans la région) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (suppression du délai de recours devant le tribunal administratif) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à éviter que l'information préalable de l'autorité régionale sur la teneur du recours ne soit une condition de recevabilité de celui-ci) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*de coordination*) : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 12 de la commission (limitation du pouvoir de délégation du bureau du conseil général) (p. 3473) ; confusion entre exécutif et bureau ; composition des bureaux ; commissions départementales des conseils généraux ; amendement n° 12 réservé jusqu'à l'amendement n° 15 (p. 3474) ; amendement n° 27 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Edmond Garcin (même objet) ; amendement n° 13 de la commission (fonctionnement du conseil général en cas de démission du président et de tous les vice-présidents) : adopté ; amendement n° 27 : retiré ; amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (relatif aux modalités concernant l'exécution du budget : virements à l'intérieur d'un même chapitre) ; amendement n° 20 du Gouvernement (de pure forme) ; sous-amendements n° 21 et n° 22 du Gouvernement (visant à regrouper dans un seul et même article le contenu de l'amendement n° 15 et celui de l'amendement n° 12) (p. 3475) ; sous-amendements n° 20, n° 21 et n° 22 : adoptés ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 12 : devenu sans objet ; amendement n° 23 du Gouvernement (règles de démission des maires) ; sous-amendement n° 28 de M. Alain Richard (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 26 de M. Emmanuel Hamel (modalités de remplacement des membres délégués des conseils municipaux au sein d'organismes extérieurs) (p. 3476) : adopté.

Article 8 *bis* (*modifications diverses*) : amendement n° **14** de la commission (de coordination) (p. 3477) : adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (relatif au droit d'ester en justice) : adopté ;

— article 8 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*date d'entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 25 du Gouvernement (tendant à limiter la portée rétroactive des articles de la présente proposition de loi) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3478).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [8 juillet 1982] (p. 4357) :

Conditions de vote et d'exécution du budget : *Richard* (*Alain*) (p. 4357) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 4357).

Délai de transmission des actes des autorités locales au représentant de l'Etat : *Richard* (*Alain*) (p. 4357) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 4357).

Département de Paris : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4357, 4358) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4358).

Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle : *Foyer* (*Jean*) (p. 4358).

Information des autorités locales en cas de saisine du juge administratif : *Richard* (*Alain*) (p. 4357) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 4357).

Discussion des articles (p. 4360) :

Article 1er : adopté.

Article 5 : adopté (p. 4359).

Article 7 : adopté.

Article 8 *bis* B : adopté.

Article 8 *bis* : amendement n° 1 de M. Jean Foyer (de suppression) ; statut des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (p. 4360) : rejeté ; amendement déposé par M. Jean Foyer (relatif au régime d'authentification des actes dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) ; discussion refusée par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation et par la commission ;

— article 8 *bis* : adopté.

Article 9 A : adopté.

Article 9 B : amendement n° 2 de M. Jean Foyer (relatif à l'organisation du département de Paris) (p. 4361) ; avis du Conseil d'Etat sur le problème de Paris ; amendement n° 2 : rejeté ;

— article 9 B : adopté.

Explications de vote (p. 4362) :

Vote favorable du groupe communiste (p. 4363).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Debré* (*Michel*) (p. 4363).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 4363).

4. — Projet de loi n° 907 relatif aux **chambres régionales des comptes** et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la **Cour des comptes.** — *Sénat* (première lecture), n° **285** (1981-1982) (22 avril 1982), dépôt le 22 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. André Fosset. — Rapport n° **337** (1981-1982) (18 mai 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Paul Pillet. — Avis n° **340** (1981-1982) (19 mai 1982). — Discussion le 27 mai 1982. — Adoption le 27 mai 1982. — Projet de loi n° **93** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **907**, dépôt le 28 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (3 juin 1982). — Rapport n° **950** (16 juin 1982). — Discussion le 17 juin 1982. — Adoption le 17 juin 1982. — Projet de loi n° **173.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).
Bureau [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1999).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Sapin. — Rapport n° **964** (23 juin 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Projet de loi n° **184.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. André Fosset. — Rapport n° **418** (1981-1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi n° **121** (1981-1982).

Loi n° 82-594 du 10 juillet 1982 publiée au *J. O.* du 13 juillet 1982 (p. 2199).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 907 et 908 [17 juin 1982] (p. 3515) :

Chambres des comptes interrégionales : *Sapin* (*Michel*) (p. 3516).
Collégialité : *Sapin* (*Michel*) (p. 3516, 3517).
Compétences des chambres régionales de comptes : *Sapin* (*Michel*) (p. 3516) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 3518) ; *Richard* (*Alain*) (p. 3521) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 3522) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3523).
Conseil supérieur des chambres régionales des comptes : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3517) ; *Richard* (*Alain*) (p. 3521) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3525).
Coût, création et répartition des emplois : *Séguin* (*Philippe*) (p. 3519) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3520) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3525) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 3528).
Département ministériel chargé de la gestion des chambres régionales des comptes : *Foyer* (*Jean*) (p. 3524) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3524).
Double degré de juridiction en matière financière : *Sapin* (*Michel*) (p. 3516) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 3517) ; *Richard* (*Alain*) (p. 3522) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 3522).
Guadeloupe : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 3526).
Pouvoirs d'investigation : *Sapin* (*Michel*) (p. 3516) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3523).
Présidents des chambres régionales des comptes : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3517) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 3518, 3519) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3521) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3524).
Proposition de création de comités régionaux ou départementaux d'examen des comptes présidés par des magistrats de la Cour des comptes « itinérants » : *Séguin* (*Philippe*) (p. 3519) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3525).
Rappel au règlement de M. François d'Aubert : *d'Aubert* (*François*) (p. 3522) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 3522).
Relations entre la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes : *Sapin* (*Michel*) (p. 3517) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3518) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3523).
Ressort territorial : *Sapin* (*Michel*) (p. 3516).
Statut des magistrats des chambres régionales des comptes : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3517, 3518) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 3519) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3520, 3521) ; *Richard* (*Alain*) (p. 3521) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 3522) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3524, 3525) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 3426).
Tour extérieur : *Séguin* (*Philippe*) (p. 3519) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3520, 3521) ; *Richard* (*Alain*) (p. 3522) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3524).
Trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des finances : *Sapin* (*Michel*) (p. 3516, 3517) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 3518) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3523).
Tribunaux administratifs : *Defferre* (*Gaston*) (p. 3524) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3524).
Vote favorable du groupe communiste : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 3523).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *d'Aubert* (*François*) (p. 3521).

Discussion des articles [17 juin 1982] (p. 3526) :

Titre Ier : des chambres régionales des comptes :

Article 1er (*siège, composition et répartition en sections des chambres régionales des comptes*) : « toilettage » de la loi de 1967 relative à la Cour des comptes (p. 3526) ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Philippe Séguin (fixant le siège des chambres régionales des comptes au chef-lieu de chaque région) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 56 de M. Philippe Séguin (proposant que l'organisation et le siège de la chambre régionale des comptes soient fixés après avis du conseil régional) ; amendement n° 3 de la commission (fixation du siège des chambres régionales des comptes par décret en Conseil d'Etat après avis du conseil régional) : adopté ; amendement n° 56 devenu sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*compétence juridictionnelle des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel : suppression du mot « jugement » (p. 3527) ; sous-amendement n° 74 de M. Jean Foyer (tendant à supprimer les mots « à titre provisoire ou définitif ») : rejeté ; amendement n° 4 adopté ; amendement n° 5 de la commission (suppression de la mention des établissements publics régionaux) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *bis* (*modification rédactionnelle de la loi du 2 mars 1982 : substitution du mot « jugement » au mot « arrêt »*) : amendement n° 6 de la commission (de suppression) ; transfert de la place de cet article dans le corps du texte de loi (p. 3528) : adopté ;

— en conséquence, l'article 2 *bis* est supprimé.

Article 3 (*compétence pénale des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 57 de M. Philippe Séguin (fixant le montant des amendes pouvant être infligées par la chambre régionale des comptes en cas de non-respect de ses directives) ; amendement n° 7 de la commission (fixant le montant des amendes pouvant être infligées par la chambre régionale des comptes en cas de non-respect de ses directives) : retiré ; amendement n° 57 : retiré ;

— article 3 adopté (p. 3529).

Article 4 (*extension des compétences des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 8 de la commission (de pure forme) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (compétence des chambres régionales des comptes en cas de conflit de compétences négatif) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*pouvoirs d'investigation des chambres régionales des comptes*) : amendements n° 10 de la commission et n° 58 de M. Philippe Séguin (suppression du deuxième alinéa afin de le déplacer après le cinquième alinéa) : adoptés ; amendement n° 59 de M. Philippe Séguin (suppression du quatrième alinéa relatif au recours à des experts) (p. 3530) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (suppression de la disposition prévoyant l'accord du chef de service lorsque le président de la chambre régionale décide de recourir à des experts ayant qualité d'agents publics) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 60 de M. Philippe Séguin (relatif aux obligations imposées aux experts) : devenu sans objet ; amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3531) ; amendement n° 61 de M. Philippe Séguin (tendant à limiter le droit de communication reconnu aux experts à ce qui est strictement nécessaire à l'exercice de leur mission) : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (suppression de la disposition précisant que l'expert n'exerce pas d'activité juridictionnelle) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (élargissant le pouvoir d'audition des chambres régionales des comptes) ; amendement n° 62 de M. Philippe Séguin (élargissant le pouvoir d'audition des chambres régionales des comptes) ; amendement n° 14 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 62 devient sans objet (p. 3532) ; amendement n° 15 de la commission (limitant le secret des communications et des auditions des chambres régionales des comptes aux sujets portant sur les éléments confidentiels de la gestion des organismes soumis à leur contrôle) ; sous-amendement n° 75 de M. Philippe Séguin (caractère secret du résultat des expertises) : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*collégialité des délibérations des chambres régionales ; exclusion de l'application de la loi du 17 juillet 1978 sur la liberté d'accès aux documents administratifs*) : amendement n° 16 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (suppression de la disposition excluant l'application de la loi du 17 juillet 1978 sur la liberté d'accès aux documents administratifs) ; question de la communicabilité au public des documents internes aux chambres régionales des comptes relatifs à l'exercice par celles-ci de fonctions non juridictionnelles (p. 3533) ; définition explicite des documents non communicables par arrêté du ministre des finances ; problème des rapports ; non-communicabilité des documents préparatoires concernant les activités administratives des chambres régionales des comptes ; amendement n° 17 : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*révision des jugements des chambres régionales des comptes*) : adopté (p. 3534).

Article 8 (*deuxième degré de juridiction sur les jugements des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 63 de M. Philippe Séguin (excluant le commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes de la liste des personnes pouvant faire appel) : rejeté ; amendement n° 45 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3535) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*pouvoirs d'investigation des chambres régionales des comptes dans leur activité de contrôle des actes budgétaires*) : amendement n° 72 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Daniel Le Meur (suppression de la disposition étendant dans le cadre de l'exercice du contrôle des dates budgétaires les pouvoirs d'investigation que les chambres régionales détiennent dans le cadre du contrôle juridictionnel des comptes) : rejeté ;

— article 9 adopté.

Article 9 *bis* (*procédure de communication aux intéressés des observations des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 3536) : adopté ;

— article 9 *bis* supprimé.

Titre II : modification de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes :

Article 10 (*compétences de la Cour des comptes*) : amendement n° 19 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) sous-amendement n° 46 du Gouvernement (de cohérence) : adopté ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 64 de M. Philippe Séguin (de conséquence) : devenu sans objet ; amendements n° 21 de la commission et n° 65 de M. Philippe Séguin (suppression de la disposition limitant les pouvoirs de la Cour des comptes à la possibilité de se référer aux comptabilités publiques) : adoptés ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*exercice du ministère public*) : amendement n° 22 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat selon laquelle la mission du procureur général ne pourrait s'exercer que par voie de recommandations écrites) (p. 3537) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*rapporteur auprès de la Cour des comptes*) : adopté.

Article 13 (*forme des arrêts de la Cour des comptes, apurement administratif des comptes de certains établissements publics*) : amendement n° 47 du Gouvernement (relatif à l'apurement administratif des comptes de certains établissements publics nationaux) : rejeté ;

— article 13 adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 23 de la commission (apurement des comptes dans les territoires d'outre-mer) : adopté.

Article 14 (*dispositions de coordination*) : amendement n° 48 du Gouvernement (de conséquence) (p. 3538) : retiré ; amendements n° 24 de la commission et n° 66 de M. Philippe Séguin (réévaluation du montant des amendes que la Cour des comptes peut prononcer à l'encontre des comptables) : rejetés ;

— article 14 adopté.

Article 15 (*dispositions de coordination*) : adopté.

Article 16 (*abrogation de l'article 8 de la loi du 22 juin 1967*) : adopté.

Article 17 (*pouvoirs d'investigation de la Cour des comptes*) : amendement n° 25 de la commission (de forme) ; amendement n° 67 de M. Philippe Séguin (de forme) ; amendement n° 25 : adopté ; amendement n° 67 : devenu sans objet (p. 3539) ; amendement n° 49 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 27 de la commission et n° 68 de M. Philippe Séguin (relatif à l'ordre des dispositions) : adoptés ; amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 69 de M. Philippe Séguin (limitant le droit de communication reconnu aux experts) : retiré ; amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (de coordination relatif aux pouvoirs d'audition reconnus aux chambres régionales des comptes) ; amendement n° 70 de M. Philippe Séguin (pouvoirs d'audition reconnus aux chambres régionales des comptes) (p. 3540) ; amendement n° 32 : adopté ; amendement n° 70 devenu sans objet ; amendements n° 33 de la commission et n° 71 de M. Philippe Séguin (relatif au secret des investigations et des observations de la Cour des comptes) : adoptés ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*rapport annuel de la Cour des comptes*) : amendement n° 34 de la commission (fixant des délais à la production des réponses devant être transmises à la Cour des comptes et précisant les personnes responsables du contenu des réponses) ; sous-amendement n° 50 du Gouvernement (précisant que les conditions d'insertion des réponses sont fixées par décret en Conseil d'Etat) ; limitation du droit de réponse (p. 3541) ; sous-amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 34 ainsi modifié : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*pouvoir de la Cour des comptes de présenter des observations et des suggestions*) : amendement n° 35 de la commission (suppression de la disposition limitant le pouvoir de la Cour des comptes de présenter des observations sur la gestion des entreprises publiques) : adopté ; amendement n° 51 du Gouvernement (possibilité de contrôle allégé exercé sur les entreprises publiques) ; amendement n° 52 du Gouvernement (précisant qu'il n'y a pas de rapport particulier à la suite de contrôles effectués dans les filiales des entreprises publiques) ; amendements n[os] 51 et 52 : retirés (p. 3542) ; amendement n° 36 de la commission (suppression du dernier alinéa relatif à l'exclusion des documents émanant de la chambre de la Cour des comptes du champ d'application de la loi du 17 juillet 1978 concernant l'accès du public aux documents administratifs) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Titre III : dispositions diverses et transitoires :

Article 20 (*modification de la loi du 4 avril 1941 sur la Cour des comptes*) : adopté.

Article 21 (*modification de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 portant loi de finances pour 1963*) : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 37 de la commission (chambre régionale des comptes compétente pour Saint-Pierre-et-Miquelon) : rejeté.

Article 22 (*dispositions transitoires concernant l'apurement administratif des comptes de certaines catégories de collectivités locales et établissements publics des territoires d'outre-mer*) : amendement n° 38 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 22 supprimé.

Article 22 *bis* (*dispositions transitoires relatives à l'apurement des comptes de certains établissements publics nationaux en métropole*) : amendement n° 53 du Gouvernement (de suppression) : retiré ; amendement n° 39 de la commission (précisant les modalités de transfert de l'ensemble de l'apurement des comptes des trésoreries paieries générales vers les chambres régionales des comptes) (p. 3543) : adopté ;

— article 22 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 22 *bis* : amendement n° 40 de la commission (forme des jugements des chambres régionales des comptes) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (dispositions transitoires concernant les établissements publics régionaux) : adopté.

Article 23 (*détermination des règles de procédure applicables devant les chambres régionales des comptes*) : amendement n° 42 de la commission (de coordination relatif à la communication des observations des chambres régionales des comptes) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (qualification des recours formés devant la Cour des comptes contre les jugements des chambres régionales) : retiré ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 (*codification*) : amendement n° 44 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 24 supprimé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3544).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3853).

Secret des travaux des chambres régionales des comptes : *Sapin* (*Michel*) (p. 3853).

Texte proposé par la commission mixte paritaire : *Sapin* (*Michel*) (p. 3853) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3853).

Discussion des articles [24 juin 1982] (p. 3854).

Titre I[er] :

Article 1[er] ;

Article 2 ;

Article 2 *bis* **;**

Article 4 ;

Article 5 ;

Article 6 ;

Article 8 ;

Article 9 *bis*.

Titre II :

Article 10 ;

Article 11 ;

Article 3 ;

Article 13 *bis* **;**

Article 5 *bis* **;**

Article 17 (p. 3854) ;

Article 18 ;

Article 19 ;

Article 12.

Titre III :

Article 22 ;

Article 22 *ois* **;**

Article 22 *ter* **;**

Article 22 *quater* **;**

Article 23 ;

Article 24.

Adoption de l'ensemble du projet de loi ainsi rectifié (p. 3855).

5. — Projet de loi n° 908 relatif aux présidents des **chambres régionales des comptes** et au statut des membres des chambres régionales des comptes. — *Sénat* (première lecture) **n° 286** (1981-1982), dépôt le 22 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Urgence déclarée — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport **n° 339** (1981-1982) (19 mai 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur pour avis : M. André Fosset. — Avis **n° 338** (1981-1982) (18 mai 1982). — Discussion le 27 mai 1982. — Adoption le 27 mai 1982. — Projet de loi **n° 94** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 908,** dépôt le 28 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (3 juin 1982). — Rapport **n° 927** (10 juin 1982). — Discussion le 17 juin 1982. — Adoption le 17 juin 1982. — Projet de loi n° **174.**

Commission mixte paritaire : nomination [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945). Bureau [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1999). *Assemblée nationale* (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. — Rapport **n° 965** (23 juin 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi n° **185.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport **n° 423** (1981-1982) (23 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi **n° 122** (1981-1982).

Loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 publiée au *J. O. du* 13 juillet 1982 (p. 2201).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale (voir Collectivités locales **4**).

Discussion des articles [17 juin 1982] (p. 3547).

Titre I[er] : dispositions générales :

Article 1[er] : (*fonction des membres des chambres régionales des comptes*) : adopté (p. 3547).

Article 2 (*composition du corps de magistrats des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 72 de M. François d'Aubert soutenu par M. Philippe Séguin (création d'un grade de président de chambre régionale des comptes) ; déconnexion nécessaire entre la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes ; amendement n° 72 rejeté, amendement n° 53 de M. Philippe Séguin (suppression du grade de président de section) : rejeté ;

— article 2 adopté.

Article 3 (*accès aux fonctions de président de chambre régionale*) : amendement n° 1 de la commission (étendant aux conseillers hors classe la possibilité d'accès aux fonctions de président de chambre régionale) ; sous-amendement n° 73 de

M. François d'Aubert soutenu par M. Philippe Séguin (limitant l'accès aux fonctions de président de chambre régionale aux présidents de section ; exclusion des conseillers hors classe) (p. 3548), rejeté ; amendement n° 1 adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*inamovibilité des magistrats des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (substituant au mot « magistrats » les mots « membres du corps » afin d'éviter que les présidents de chambre puissent être délégués dans les fonctions de commissaire du Gouvernement) : adopté ; amendements n° 4 de la commission et n° 68 de M. Phillppe Séguin (substituant à la dénomination de « commissaire du Gouvernement » celle de « ministère public ») : adoptés ; amendements n° 5 de la commission (p. 3549) et n° 74 de M. François d'Aubert soutenu par M. Philippe Séguin (nomination aux fonctions du ministère public par décret et non par arrêté du ministre de l'économie et des finances) ; sous-amendement du Gouvernement (précisant que le décret est pris sur le rapport du ministre de l'économie et des finances) : adopté ; amendements n° 5 et n° 74, ainsi modifiés, adoptés ; amendement n° 6 de la commission (précisant qu'il est mis fin à la délégation dans les mêmes formes) ; amendement n° 69 de M. Philippe Séguin (précisant qu'il est mis fin à la délégation dans les mêmes formes) ; amendement n° 6 adopté après rectification ; amendement n° 69 devenu sans objet ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*serment des magistrats des chambres régionales*) : amendement n° 54 de M. Philippe Séguin (complétant le contenu du serment) (p. 3550), adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*droit de grève des magistrats des chambres régionales des comptes*) : droit de grève dans la fonction publique ; amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 est supprimé.

Article 7 (*privilège de juridiction*) : adopté (p. 3551).

Article 8 (*obligation de résidence*) : amendement n° 55 de M. Philippe Séguin (autorisant les magistrats, par dérogation, à résider ailleurs que dans le ressort de la chambre régionale des comptes à laquelle ils appartiennent) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (précisant que les dérogations sont accordées par le président de la chambre régionale et non par le premier président de la Cour des comptes) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*incompatibilités générales*) : amendement n° 56 de M. Philippe Séguin (incompatibilité avec l'exercice des fonctions de maire) (p. 3552), retiré ;

— article 9 adopté.

Article 10 (*incompatibilités territoriales*) : amendements n° 9 de la commission (étendant au concubin les incompatibilités qui pèsent sur le conjoint) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (étendant au concubin les incompatibilités qui pèsent sur le conjoint) : adopté ; amendement n° 57 de M. Philippe Séguin (étendant les incompatibilités relatives aux fonctions exercées par le conjoint) : rejeté ; amendements n° 11 de la commission (p. 3553) et n° 70 de M. Philippe Séguin (tendant à limiter l'incompatibilité avec l'exercice d'une fonction de direction dans une collectivité ou un organisme soumis au contrôle de la chambre régionale) : rejetés ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*incompatibilités s'appliquant aux comptables de fait*) : amendement n° 12 de la commission (étendant l'incompatibilité en prévoyant qu'elle s'applique quelle que soit la juridiction qui a déclaré la personne comptable de fait) ; sous-amendement n° 67 de M. Philippe Séguin (de précision) : adopté ; amendement n° 12 ainsi modifié, adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*détachement ou disponibilité des magistrats*) : adopté (p. 3554).

Titre II : recrutement et avancement :

Article 13 (*recrutement des conseillers de deuxième classe*) : amendement n° 58 de M. Philippe Séguin (fusion de l'article 13 et de l'article 14) ; amendement n° 49 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (tendant à permettre le recrutement des conseillers de deuxième classe au sein des corps des administrateurs des P. T. T. et des administrateurs de la ville de Paris) ; amendement n° 58 rejeté ; amendement n° 49 rejeté ;

— article 13 adopté (p. 3555).

Article 14 (*recrutement parallèle des conseillers de deuxième classe*) : amendement n° 59 de M. Philippe Séguin (de précision) : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (précisant que le recrutement parallèle constitue une faculté) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (modifiant les conditions d'âge et d'ancienneté) ; portée du tour extérieur ; amendement n° 14 adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*recrutement parallèle des conseillers de première classe*) : amendement n° 15 de la commission (précisant que le recrutement parallèle est facultatif) : retiré ; amendement n° 16 de la commission (modifiant les conditions d'âge et d'ancienneté) (p. 3556) : adopté ;

— article 15, ainsi modifie, adopté.

Article 16 (*recrutement parallèle des conseillers hors classe*) : amendement n° 17 de la commission (caractère facultatif du recrutement parallèle) : retiré ; amendement n° 18 de la commission (modifiant les conditions d'âge et d'ancienneté) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*composition de la commission d'intégration des candidats au recrutement parallèle*) : amendement n° 19 de la commission (présence du procureur général près la Cour des comptes) ; amendement n° 20 de la commission (présence du directeur de l'Ecole nationale d'administration) : rôle de la commission d'intégration (p. 3557) ; amendement n° 19 adopté ; amendement n° 20 adopté ; amendement n° 75 de M. François d'Aubert (substitution au magistrat de la Cour des comptes et aux deux magistrats des chambres régionales des comptes désignés par le premier président de la Cour des comptes, trois magistrats des chambres régionales élus par leurs collègues) : retiré ; amendement n° 21 de la commission (augmentation du nombre et élection des magistrats) ; scrutin proportionnel ; amendement n° 21 adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*décret en Conseil d'Etat*) : amendement n° 22 de la commission (précisant que le décret en Conseil d'Etat déterminera également les modalités d'établissement de la liste d'aptitude par la commission d'intégration) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*missions du conseil supérieur des chambres régionales des comptes*) : amendements n° 23 de la commission, n° 71 de M. Philippe Séguin et n° 76 de M. François d'Aubert (suppression de la consultation du conseil sur les questions relatives à la définition des relations entre la Cour des comptes et les chambres régionales) : adoptés ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 (*composition du conseil supérieur des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 60 de M. Philippe Séguin (modifiant la composition du conseil) (p. 3559) ; amendement n° 24 de la commission (adjonction de trois personnalité, qualifiées n'exerçant pas de mandat électif) ; amendement n° 60 retiré ; amendement n° 24 adopté ; amendement n° 77 de M. François d'Aubert (substitution aux deux conseillers maîtres à la Cour des comptes des présidents des chambres régionales des comptes) : retiré (p. 3560) ; amendement n° 61 de M. Philippe Séguin (élection des magistrats de la Cour des comptes) ; amendement n° 25 de la commission (élection des magistrats de la Cour des comptes) ; amendement n° 78 de M. François d'Aubert (de conséquence) : retiré ; amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la disposition prévoyant la présence d'un président de chambre à la Cour des comptes et ajoutant un conseiller référendaire à la Cour des comptes) : adopté ; amendement n° 25 : adopté ; amendement n° 61 devenu sans objet ; amendement n° 26 de la commission (précisant que les membres du corps des chambres régionales élisent leurs représentants au conseil supérieur des chambres régionales des comptes au scrutin proportionnel) : adopté ; amendement n° 50 du Gouvernement (précisant que les magistrats qui exercent les fonctions de ministère public constituent un collège électoral distinct pour élire leurs représentants au conseil supérieur lorsque celui-ci est chargé d'exercer un pouvoir disciplinaire) : retiré (p. 2561) ; amendement n° 27 de la commission (fixant la durée du mandat des personnes élues au conseil supérieur et précisant que les magis-

trats membres de ce conseil ne pourront bénéficier d'aucun avancement, ni recevoir aucune décoration pendant toute la durée de leur mandat) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*nomination des conseillers et des présidents de section*) : amendement n° 62 de M. Philippe Séguin (de suppression) : retiré ; amendement n° 28 de la commission (relatif aux actes portant nomination dans le corps des magistrats, nomination aux différents grades et mutation) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 21.

Article 22 (*nomination des présidents des chambres régionales des comptes*) : modalités d'intégration de certains membres des chambres régionales des comptes à la Cour des comptes (p. 3562) ; tour extérieur, amendement n° 63 de M. Philippe Séguin (de suppression) ; problème des nominations en surnombre ; amendement n° 63 rejeté (p. 3563) ; amendement n° 79 de M. François d'Aubert (proposant une nouvelle rédaction de l'article 22 (conditions de nomination aux fonctions de président de chambre régionale des comptes) : retiré ; amendement n° 51 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article 22 (conditions de nomination à la Cour des comptes des membres du corps des chambres régionales) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 29 de la commission (accès des conseillers hors classe aux fonctions de président de chambre régionale) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (suppression de l'exigence d'un stage pratique à la Cour des comptes) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté (p. 3564) .

Titre III : discipline :

Article 23 (*exercice du pouvoir disciplinaire*) : amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (organisation du conseil supérieur lorsqu'il exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des membres du ministère public) ; sous-amendement n° 52 du Gouvernement (saisine du conseil supérieur par le ministre de l'économie et des finances) : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié, adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 (*procédure disciplinaire devant le conseil supérieur*) : amendement n° 34 de la commission (précisant qu'un magistrat pourra se faire assister par un ou plusieurs de ses pairs et par un ou plusieurs défenseurs) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (désignation d'un rapporteur chargé d'instruire l'affaire disciplinaire) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté (p. 3565).

Article 25 (*procédure disciplinaire*) : amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (cas de force majeure empêchant le magistrat de comparaître) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (suppression de la disposition prévoyant qu'au sein du conseil supérieur statuant en formation disciplinaire, seuls siègent les magistrats d'un grade égal ou supérieur à celui du magistrat poursuivi) : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (audition de témoins par le conseil supérieur) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté (p. 3566).

Article 26 (*suspension des commissaires du Gouvernement*) : amendement n° 40 de la commission (modifiant le régime disciplinaire des membres du ministère public) : amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : adopté ;

— article 26, supprimé ; amendement n° 40 devenu sans objet.

Articles 27 à 29 (*régime disciplinaire du commissaire du Gouvernement*) : supprimés par le Sénat.

Article 30 (*suspension des membres des corps des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 41 de la commission (précisant les conditions de suspension) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (précisant que pour les membres du ministère public la suspension est prononcée par le procureur général près la Cour des comptes) (p. 3567) : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (précisant que la suspension n'entraîne pas privation du droit au traitement et qu'elle ne peut être rendue publique) : adopté ; amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Michel (saisine d'office du conseil supérieur en matière disciplinaire) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 (*avertissement*) : amendements n° 44 de la commission et n° 64 de M. Philippe Séguin (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, l'article 31 est supprimé.

Article 32 (*renvoi au statut général des fonctionnaires*) : adopté (p. 3568).

Titre IV : dispositions transitoires :

Article 33 (*nominations initiales des conseillers des chambres régionales*) : amendement n° 45 de la commission (étendant la portée des dérogations aux conditions d'accès, suppression du stage à la Cour des comptes) ; sous-amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Michel (de précision) ; suppression des conditions d'âge et d'ancienneté ; sous-amendement n° 84 adopté ; amendement n° 45, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 33.

Article 34 (*jury chargé d'examiner les titres des candidats*) ; amendement n° 46 de la commission (conditions d'établissement des listes d'aptitude) (p. 3569) ; prise en compte de l'expérience professionnelle des candidats ; amendement n° 46 adopté ; amendement n° 65 de M. Philippe Séguin (tendant à limiter le nombre d'inscrits sur les listes d'aptitude) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 (*composition du jury*) : amendement n° 66 de M. Philippe Séguin (présence de deux conseillers maîtres et d'un conseiller référendaire à la Cour des comptes élus par leurs collègues de même grade) ; rectification de l'amendement n° 66 (p. 3570) ; amendement n° 66, ainsi rectifié, adopté ; amendement n° 47 de la commission (élection des magistrats à la Cour des comptes) : devenu sans objet ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 (*nominations initiales des présidents des chambres régionales des comptes*) : amendement n° 80 de M. François d'Aubert (relatif aux conditions de nomination des présidents des chambres régionales des comptes) : retiré ; amendement n° 48 de la commission (modifiant les conditions de nomination initiale des présidents des chambres régionales des comptes) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 36.

Article 37 (*composition de la commission chargée d'apprécier les titres des candidats aux fonctions de président de chambre régionale*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3571).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3855) :

Accord du Sénat et de l'Assemblée nationale : *Forni* (*Raymond*) (p. 3856).

Stage de formation : *Sapin* (*Michel*) (p. 3855).

Discussion des articles [24 juin 1982] (p. 3856) :

Titre Ier :

Article 3 ;

Article 4 ;

Article 5 ;

Article 6 ;

Article 8 ;

Article 10 ;

Article 11 ;

Titre II :

Article 14 ;

Article 15 ;

Article 16 ;

Article 17 ;

Article 18 ;

Article 19 : (p. 3856) ;

Article 20 ;

Article 21 ;

Article 22 ;

Titre III :

Article 23 ;

Article 24 ;

Article 25 ;

Article 26 ;

Article 30 ;

Article 31 ;

Titre IV :

Article 33 ;

Article 34 : (p. 3857) ;

Article 35 ;

Article 36 ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3858).

6. — Proposition de résolution n° 1155 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **bureaux d'études agissant pour le compte des collectivités locales.** — Dépôt de l'Assemblée nationale le 18 octobre 1982 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (28 octobre 1982). Rapport **n° 1229** (18 novembre 1982).

7. — Projet de loi n° 1215 portant revision des **conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions.** — Lettre rectificative **n° 516** (1981-1982) (28 septembre 1982). — *Sénat* (première lecture), **n° 409** (1981-1982), dépôt le 22 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Urgence déclarée. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport **n° 16** (1982-1983) (7 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan ; rapporteur pour avis : M. Jacques Valade ; avis n° **17** (1982-1983) (7 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation : rapporteurs pour avis : MM. Joseph Raybaud et Jean-Pierre Fourcade ; avis n° **18** (1982-1983) (7 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles : rapporteur pour avis : M. Paul Séramy ; avis n° **19** (1982-1983) (7 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales ; rapporteur pour avis : M. Jean Madelain ; avis n° **47** (1982-1983) (14 octobre 1982). — Discussion les 21, 28, 29 octobre, 2, 4, 5 novembre 1982. — Adoption le 5 novembre 1982. — Projet de loi **n° 25** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1215** dépôt le 12 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms (15 novembre 1982). — Rapport **n° 1240** (24 novembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (16 novembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. André Laignel (18 novembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (16 novembre 1982). Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Destrade (18 novembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (18 novembre 1982). Rapporteur pour avis : M. Pierre Zarka (18 novembre 1982). — Discussion les 29, 30 novembre, 1er et 2 décembre 1982. — Deuxième délibération (article 74). — Adoption le 2 décembre 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. » — Projet de loi **n° 272.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).
Bureau [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3720).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. — Rapport **n° 1287** (10 décembre 1982). — Discussion le 14 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 14 décembre 1982. — Projet de loi **n° 283.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport **n° 137** (1982-1983) (10 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Adoption définitive le 17 décembre 1982. — Projet de loi **n° 55** (1982-1983).

Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 publiée au *J. O.* du 9 janvier 1983 (p. 215) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 novembre 1982] (p. 7718-7743) :

Adduction d'eau et électrification (maintien des fonds nationaux) : *Defferre* (*Gaston*) (p. 7730).
A. N. P. E. : *Zarka* (*Pierre*) (p. 7722).
Calendrier des transferts de compétences : *Defferre* (*Gaston*) (p. 7727) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7734, 7736), *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7738) ; *Charles* (*Serge*) (p. 7744) ; *Lassale* (*Roger*) (p. 7747) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7749).
Commissaires de la République : *Millon* (*Charles*) (p. 7733) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7733-7734) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7734).
Compensation financière des charges nouvelles (moyens : dotation générale de décentralisation) : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718) ; *Laignel* (*André*) (p. 7724) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7732) ; *Galley* (*Robert*) (p. 7737) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7739) ; *Clément* (Pascal) (p. 7744) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 7746).
Compensation financière (moyens : transferts fiscaux) : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718) ; *Laignel* (*André*) (p. 7724) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7736) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7739) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 7744).
Compensation financière (principe, calcul) : *Worms* (*Jean-Pierre* (p. 7718) ; *Laignel* (*André*) (p. 7723-7724) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 7725) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7732) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7735) ; *Galley* (*Robert*) (p. 7737) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7739) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 7444).
Conflits d'attribution : *Millon* (*Charles*) (p. 7732) ; *Charles* (*Serge*) (p. 7745) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7750).
Contractualisation et décentralisation : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7735).
Coopération entre les collectivités (notamment coopération intercommunale) : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7727) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7735) ; *Galley* (*Robert*) (p. 7737) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 7740) ; *Balimigère* (*Paul*) (p. 7747) ; *Huguet* (*Roland*) (p. 7748).
Dimension démocratique de la décentralisation : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p 7720) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 7751).
D. O. M. : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 7738).
Dotation globale d'équipement (D. G. E.) : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718-7721) ; *Laignel* (*André*) (p. 7724) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 7725) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729-7730) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7735) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7739) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 7739-7740) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7741) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 7744) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 7746) ; *Huguet* (*Roland*) (p. 7748) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7750) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 7750) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 7751).
Emprunts des collectivités locales : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718) *Laignel* (*André*) (p. 7724) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p 7750).
Energie : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 7726).
Equipement rural : *Huguet* (*Roland*) (p. 7748) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7750).
Equipements de proximité : *Sapin* (*Michel*) (p. 7740).
Fiscalité locale (réforme de l'assiette) : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718) ; *Laignel* (*André*) (p. 7725) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 7750).
Formation professionnelle et apprentissage : *Zarka* (*Pierre*) (p. 7722) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7732) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7735) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7749).
Organisation du débat parlementaire : *Defferre* (*Gaston*) (p. 7751) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 7751-7752) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 7752).
Péréquation financière entre les collectivités locales : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7719-7721) ; *Laignel* (*André*) (p. 7724) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7727).
Plafonnement des ressources fiscales régionales : *Pourchon* (*Maurice*) (p. 7751-7752) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7752-7753).
Planification et aménagement du territoire : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7721) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 7725) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7733) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7735) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7749).
Politique du logement : *Defferre* (*Gaston*) (p. 7728-7729) ; *Balmigère* (*Paul*) (p. 7747) ; *Lassale* (*Roger*) (p. 7747-7748) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7749).
Politisation de la gestion locale : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7734)
Portée de la décentralisation : affaiblissement ou renforcement de l'Etat : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7721) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7727) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7733) ; *Charles* (*Serge*) (p. 7745) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7749) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 7751).
Rapport « Vivre ensemble » (« rapport Guichard ») : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7720) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7750).
Services extérieurs de l'Etat et déconcentration : *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7732) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7734) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7734) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 7742).
Statut des élus locaux : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7728) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 7746).

Statut des personnels : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7718) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7728, 7733) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7731) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7732, 7733) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7739) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 7742) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 7746).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729).

Taxe sur les cartes grises : *Zarka* (*Pierre*) (p. 7722) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7729) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7736) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 7744).

Tourisme et loisirs : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 7725, 7726) ; *Pourchon* (*Maurice*) (p. 7751).

Urbanisme (permis de construire P. O. S.-S. D. A. U.) : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 7721) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 7725) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7727, 7728) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7735) ; *Galley* (*Robert*) (p. 7737, 7738) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 7740) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7741) ; *Adevah-Pœuf* (*Maurice*) (p. 7741, 7742) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 7744) ; *Balmigère* (*Paul*) (p. 7747) ; *Huguet* (*Roland*) (p. 7748) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7749).

Urbanisme (zones de protection du patrimoine architectural et urbain) : *Zarka* (*Pierre*) (p. 7723) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7733) ; *Durupt* (*Job*) (p. 7746).

Urbanisme commercial : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 7726).

Discussion des articles [30 novembre 1982] (p. 7756, 7774, 7796), [1er décembre 1982] (p. 7836, 7857, 7894) et [2 décembre 1982] (p. 7938).

Titre Ier : principes fondamentaux et modalités des transferts de compétences :

Article 1er (*définition des compétences des communes, des départements et des régions*) : risque d'accroissement des dépenses publiques ; démocratie représentative et démocratie participative ; amendement n° 286 du Gouvernement (relatif à la définition des compétences des collectivités : notion d'intérêt local) ; amendement n° 2 de la commission (même objet) : notion d' « affaires les concernant » ; amendement n° 286 retiré (p. 7757) ; amendement n° 2 rejeté ; amendement n° 3 de la commission (formel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence à la lutte contre les pollutions et les nuisances de la liste des compétences conjointes) ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (relatif à la participation des citoyens à la vie locale) : adopté ; amendement n° 349 de M. Ernest Moutoussamy (prévoyant l'adaptation des dispositions du présent texte aux spécificités des D. O. M.) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 7758).

Article 2 (*interdiction de toute tutelle d'une collectivité locale sur une autre*) : situation des communes rurales et intérêt de la coopération intercommunale ; amendement n° 6 de la commission (tendant à revenir à la rédaction initiale du projet : suppression de la disposition précisant que sont interdites, sauf convention particulière, toute intervention d'une collectivité dans les compétences d'une autre collectivité territoriale et toute fixation de règles s'imposant à une autre collectivité territoriale) (p. 7759) ; adopté.

— en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Article 2 *bis* (*principe de la répartition par blocs de compétences ; statut des établissements publics*) : amendements n° 7 de la commission et n° 219 de la commission des finances (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, article 2 *bis* supprimé (p. 7760).

Avant l'article 3 : amendements n° 8 de la commission et n° 220 de la commission des finances (définissant le calendrier des transferts de compétences et précisant que ceux-ci concernent également la police et la justice) ; sous-amendement n° 287 du Gouvernement à l'amendement n° 8 (rédactionnel) ; sous-amendement n° 384 de M. Ernest Moutoussamy à l'amendement n° 8 (prévoyant l'adaptation des dispositions aux spécificités des D. O. M.) : retiré ; sous-amendement n° 287 adopté après rectification proposée par M. André Laignel ; amendement n° 8, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 220 satisfait.

Article 3 (*compensation des transferts de compétences par des transferts de ressources équivalents*) : problème des petites communes (p. 7761) ; amendements n° 9 de la commission et 221 de la commission des finances (référence à l'article 114 de la présente loi et à l'article 102 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) ; sous-amendement n° 288 du Gouvernement à l'amendement n° 9 (suppression de la référence à l'article 114 de la présente loi) : retiré ; amendements n° 9 et n° 221 adoptés ; amendement n° 289 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 290 du Gouvernement (précisant que les accroissements de charges doivent être compensés dans les conditions prévues à l'article 114 quand ils excèdent la progression annuelle de la dotation globale de décentralisation) : adopté ; amendement n° 385 de M. Ernest Moutoussamy (prise en compte des difficultés spécifiques rencontrées par les D.O.M.) : retiré ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 7762).

Article 3 *bis* (*compensation préalable des transferts de compétences*) : amendements n° 10 de la commission et n° 222 de la commission des finances (de suppression) ; impossibilité de déterminer *a priori* le coût financier d'un transfert de compétences ; volonté du Sénat de constituer un « arsenal de rigidification » (p. 7764) ; introduction d'un principe de suspiscion à l'égard du Gouvernement ; amendements n° 10 et n° 222 adoptés par scrutin public ;

— en conséquence, article 3 *bis* supprimé.

Article 4 (*calendrier des transferts de compétences*) ; nécessité de prendre en compte le renouvellement des conseils municipaux parvenus au terme de leur mandat ; amendements n° 11 de la commission et n° 223 de la commission des finances (de coordination : suppression de l'article 4) (p. 7764) ; adoptés ; en conséquence, article 4 supprimé ; amendement n° 267 de M. Serge Charles devenu sans objet.

Article 5 (*transfert de compétences aux groupements de collectivités territoriales*) : amendements n° 12 de la commission et n° 268 de M. Serge Charles (suppression de la disposition introduite par le Sénat subordonnant le transfert des compétences à l'accord des collectivités membres du groupement) ; amendement n° 386 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (tendant à supprimer les dispositions précisant les règles de majorité tout en maintenant le principe de l'accord des collectivités membres du groupement) (p. 7765) ; amendement n° 268 retiré ; amendement n° 12 adopté ; amendement n° 386 devenu sans objet ; amendement n° 13 de la commission (rétablissant le principe selon lequel la liberté d'association des collectivités territoriales doit s'exercer dans le respect des formes et des conditions prévues par la législation en vigueur) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (suppression des dispositions visant à interdire de transférer d'une collectivité à une autre l'exercice de l'une quelconque de ses compétences) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*transfert des services de l'Etat*) : caractère restrictif des mesures relatives à la mise à disposition (p. 7766) ; avenir des services extérieurs de l'Etat ; amendement n° 387 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (visant à préciser les conditions de la mise à disposition du transfert des services extérieurs de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (formel) ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (proposant qu'un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de transfert des services de l'Etat) (p. 7767) ; adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 17 de la commission (relatif au transfert des services extérieurs de l'Etat au département et à la région) ; sous-amendement n° 388 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (modification à « titre exclusif » de la mise en œuvre d'une compétence relevant du département ou de la région) ; sous-amendement n° 291 du Gouvernement (précisant que les dispositions de l'amendement n° 17 s'appliquent dans le cas où les compétences ont été « attribuées » au département ou à la région) (p. 7768) ; sous-amendement n° 292 du Gouvernement (prévoyant la réorganisation des services extérieurs préalable à leur transfert lorsqu'il s'agit d'une compétence relevant déjà du département ou de la région (p. 7769) ; amendement n° 17 et sous-amendements n° 388, n° 291 et n° 292 réservés jusqu'à la fin de la discussion du titre Ier (p. 7770).

Article 7 (*application aux services extérieurs de l'Etat de la convention prévue par le transfert des services préfectoraux*) : amendement n° 416 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (précisant la procédure de modification de l'avenant : approbation par arrêté du ministère de l'intérieur) : adopté (p. 7774) ; amendement n° 389 de Mme Adrienne Horvath (constitution d'un comité tripartite auprès des services extérieurs de l'Etat dans le département ou la région ayant compétence pour définir les plans de travail des différents services) : retiré ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 A (*services de l'Etat mis à la disposition des collectivités territoriales*) : amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (précisant que les services extérieurs de l'Etat destinés à être transférés à la région ou au département seront placés sous le régime de la mise à disposition jusqu'à la conclusion de la convention entre le représentant de l'Etat et le président du conseil général ou du conseil régional) : adopté ; amendement n° 293 du Gouvernement (suppression de la disposition précisant que les services mis à disposition sont placés sous l'autorité et le contrôle de l'exécutif de la collectivité concernée) ; position de la commission des lois : nécessité de préserver le droit pour l'autorité exécutive de la collectivité de donner des instructions de service aux services mis à disposition (p. 7775) ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ; amendement n° 293 du Gouvernement : adopté ; en conséquence, amendement n° 21 de la commission devenu sans objet ; amendement n° 294 du Gouvernement (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 8 A relatif à la participation à l'exercice du contrôle de l'égalité des services de l'Etat mis à disposition) ; amendement n° 22 de la commission (de précision) ; amendement n° 294 adopté ; en conséquence, amendement n° 22 devenu sans objet ;

— article 8 A, ainsi modifié, adopté.

Article 8 B (*concours apportés aux communes par les services de l'Etat des régions et des départements*) : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 8 B, ainsi modifié, adopté (p. 7776).

Après l'article 8 B : amendement n° 295 du Gouvernement (précisant les agents des services extérieurs de l'Etat pouvant participer à l'exercice du contrôle de légalité) : adopté.

Article 8 (*pérennisation de la mise à disposition des services extérieurs de l'Etat prévue par la loi du 2 mars 1982*) : amendement n° 417 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (de coordination) : adopté.

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *bis* (*maintien en vigueur des statuts des personnels*) : adopté.

Article 8 *ter* (*atténuation de la responsabilité des collectivités territoriales*) : fondement de l'atténuation de la responsabilité des collectivités territoriales (p. 7777) ; amendement n° 296 du Gouvernement (de suppression) ; position de la commission des lois ; amendement n° 296 retiré ; amendement n° 418 de la commission (visant à limiter les cas d'atténuation de la responsabilité des collectivités territoriales) (p. 7778) ; adopté par scrutin public ;

— en conséquence, article 8 *ter* ainsi rédigé.

Article 8 *quater* (*compensation des primes d'assurance*) : adopté.

Après l'article 8 *quater* : amendement n° 25 de la commission (tendant à favoriser la coordination des investissements publics : mise en place d'une conférence d'harmonisation des investissements) : adopté.

Article 9 (*mise à disposition des biens correspondant à des compétences transférées*) : amendement n° 411 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Olivier Guichard (substitution du principe de transfert de propriété au principe de la mise à disposition et modification de la procédure de transfert des biens) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (visant à préciser le contenu du procès-verbal constatant la mise à disposition des biens) (p. 7779) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 A (*cas où la collectivité est déjà propriétaire des biens servant à l'exercice d'une compétence qui lui est confirmée*) : amendement n° 28 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 10 A supprimé (p. 7780).

Article 10 (*cas où la collectivité antérieurement compétente était propriétaire des biens mis à disposition*) : amendement n° 155 de la commission (relatif aux règles d'affectation des biens) ; nécessité de favoriser la polyvalence des locaux ; amendement n° 155 adopté ; amendement n° 297 du Gouvernement (ayant pour objet de confier à la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition de certains immeubles la totalité des droits et obligations du propriétaire) (p. 7781) ; adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*cas de désaffectation des biens mis à disposition*) : amendement n° 29 de la commission (relatif à la désaffectation totale ou partielle des biens remis et des modalités d'estimation de la valeur de ces biens) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 298 du Gouvernement (conditions des transferts en pleine propriété à la collectivité bénéficiaire) (p. 7782) : adopté après rectification.

Article 12 (*cas où la collectivité antérieurement compétente était locataire des biens mis à disposition*) : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 30 de la commission (prévoyant le cas où la collectivité est déjà propriétaire de biens servant à l'exercice d'une compétence qui lui est confirmée) : adopté.

Article 13 (*obligation des collectivités territoriales en matière de statistiques*) : amendement n° 224 de la commission des finances (confiant au pouvoir réglementaire le soin d'organiser l'établissement des statistiques) ; amendement n° 31 de la commission (même objet) : retiré ; amendement n° 224 : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*respect par les collectivités locales des sujétions imposées par la défense nationale*) : adopté (p. 7783).

Après l'article 6 (*amendements précédemment réservés*) : amendement n° 17 de la commission (relatif aux modalités des transferts des services extérieurs de l'Etat au département ou à la région) ; amendement n° 431 de M. Jean-Pierre Worms (même objet) : adopté ; en conséquence, amendement n° 17 et sous-amendements n°s 388, 291 et 292 devenus sans objet.

Titre II : compétences nouvelles des communes, des départements et des régions.

Avant l'article 15 A : importance de la charte intercommunale, nouvel instrument de planification (p. 7784) ; amendement n° 147 de la commission (insertion d'une section 1-A : « de la planification régionale, du développement économique et de l'aménagement du territoire ») . adopté ; amendement n° 148 de la commission (modification de la loi du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification) ; amendement n° 351 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Charles Pistre (relatif à la planification régionale) ; référence aux chartes intercommunales de développement et d'aménagement et extension du nombre de collectivités associées à l'activité de planification (p. 7785) ; incompatibilité des dispositions proposées avec la loi du 29 juillet 1982 ; sous-amendement n° 435 de M. Charles Pistre à l'amendement n° 148 (précisant le rôle de la région en matière de planification et notamment dans le domaine de l'énergie) : retiré ; sous-amendement n° 427 de M. Serge Charles soutenu par M. Robert Galley à l'amendement n° 148 (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 428 de M. Serge Charles soutenu par M. Robert Galley à l'amendement n° 148 (prévoyant l'association des communes chefs-lieux de canton à l'activité de planification) : retiré ; amendement n° 148, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 351 devenu sans objet ; amendement n° 149 de la commission (rôle du conseil régional dans l'élaboration et l'exécution du plan de la nation) ; sous-amendement n° 436 de M. Charles Pistre (précisant que le conseil régional doit donner un avis sur les projets de directives nationales d'aménagement du territoire concernant la région) : retiré ; sous-amendement n° 412 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 149, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 352 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Charles Pistre (compétence du conseil régional en matière de planification dans le domaine du tourisme) : retiré (p. 7787) ; amendement n° 150 de la commission (relatif aux chartes intercommunales d'aménagement et de développement : objet, périmètre, procédure et structures d'élaboration des chartes) ; intervention des nouvelles instances dans la procédure d'élaboration des documents d'urbanisme et des contrats de plan (p. 7788) ; chartes intercommunales et portée de la décentralisation en matière de planification ; amendement n° 150 réservé à la demande du Gouvernement jusqu'à « la fin du titre suivant » ; amendement n° 299 du Gouvernement (prévoyant les modalités de mise en œuvre d'une charte intercommunale dans le domaine foncier, agricole ou forestier) (p. 7789) ; adopté ; amendement n° 151 de la commission (relatif aux programmes départementaux d'aide à l'équipement rural) : adopté ; amendement n° 152 de la commission (transfert au département de la mission de faciliter le financement des travaux de remembrement engagés par les communes s'agissant des opérations

d'échange amiable effectuées par les propriétaires) ; sous-amendement n° 300 du Gouvernement (formel) : adopté ; sous-amendement n° 301 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendement n° 152, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 302 du Gouvernement (prévoyant que les régions et les départements seront associés à l'action des sociétés d'aménagement rural créées en application de la loi du 24 mai 1951) ; amendement n° 430 de la commission (même objet) (p. 7790) ; amendement n° 302 adopté après rectification proposée par M. Jean-Pierre Worms ; amendement n° 430 devenu sans objet ; amendement n° 153 de la commission (organisation de missions interministérielles d'aménagement touristique) (p. 7791) ; sous-amendement n° 414 du Gouvernement (confiant à une convention conclue entre l'Etat et la personne publique intéressée le soin de préciser les modalités du transfert) : adopté ; amendement n° 153, ainsi modifié, adopté après rectification.

Section I : De l'urbanisme et de la sauvegarde du patrimoine et des sites :

Chapitre Ier : dispositions générale :

Article 15 A (*solidarité des collectivités publiques pour l'aménagement du territoire national*) ; obligation de programmer le développement et liberté dans l'utilisation du sol ; extension à toutes les communes de l'obligation d'établir un P.O.S. (p. 7797) ;

— article 15 A adopté.

Article 15 (*prescriptions nationales ou régionales d'aménagement*) ; intérêt de donner un fondement légal aux directives nationales d'aménagement du territoire ; amendement n° 303 du Gouvernement prévoyant l'élaboration de prescriptions particulières et précisant le rôle des régions dans la préparation des lois et décrets fixant leurs conditions d'application) ; amendement n° 32 de la commission (précisant la notion de prescriptions particulières) (p. 7798) ; principe d'unités de législation ; risque et intérêt d'une fixation par décret des conditions d'application ; problème juridique soulevé par l'obligation de consultation des régions sur les projets de loi et de décret relatifs aux prescriptions ; amendement n° 303 adopté (p. 7799) ; — en conséquence, ce texte devient l'article 15 ; amendement n° 32, sous-amendement n° 439 et amendement n° 269 devenus sans objet.

Article 15 *bis* (*contenu des documents d'urbanisme*) ; amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 353 de M. Robert Galley (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 34 de la commission (précisant que les documents d'urbanisme doivent également permettre de préserver les espaces forestiers) : adopté ; amendement n° 354 de M. Robert Galley (précisant que les documents d'urbanisme doivent prévoir suffisamment de terrains pour les activités économiques et d'intérêt général) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (suppression du deuxième alinéa qui fait référence à l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) (p. 7800) ; rejeté ;

— article 15 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 16 supprimé par le Sénat (*limitation du droit de construire en l'absence de P. O. S.*) ; problème des communes rurales (p. 7801) ; amendement n° 304 du Gouvernement (visant à limiter le droit de construire en l'absence de P. O. S.) (p. 7802) ; amendement n° 36 de la commission (même objet) ; limitation du pouvoir des élus locaux en matière de permis de construire (p. 7803) ; délais laissés aux élus pour arrêter un P. O. S. ; nécessité d'introduire la notion de « seuil de population » (p. 7804) ; problème des communes rurales ; atteinte à la propriété privée et planification urbaine (p. 7805) ; amendement n° 304 adopté par scrutin public (p. 7806) ; en conséquence, ce texte devient l'article 16 ; amendement n° 36 et sous-amendements n° 440 et n° 441 devenus sans objet.

Après l'article 16 : amendement n° 406 de M. Alain Mayoud (relatif à la sauvegarde de l'espace agricole) : non soutenu.

Article 17 (*commissions départementales de conciliation*) : nécessité d'assurer la majorité au maire au sein de la commission ; amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (suppression de la référence aux schémas de secteur) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (précisant que les documents d'urbanisme pouvant être soumis à la commission de conciliation sont ceux élaborés par la commune) : adopté (p. 7807) ; amendement n° 270 de M. Serge Charles soutenu par M. Robert Galley (modification de la composition de la commission : élus communaux désignés par les maires du département, les conseillers généraux et les conseillers régionaux) ; amendement n° 355 de M. Robert Galley (proposant que la commission soit composée pour les deux tiers d'élus communaux) ; rôle des commissions départementales d'urbanisme ; amendement n° 270 rejeté ; amendement n° 355 rejeté ; amendement n° 407 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Pierre Micaux (proposant que des représentants des organismes consulaires et des organisations professionnelles agricoles représentatives soient désignés parmi les « personnes qualifiées ») : rejeté ; amendement n° 40 de la commission (précisant que le président de la commission est élu par celle-ci) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (limitant aux personnes associées à l'élaboration des documents d'urbanisme le droit de saisir la commission) (p. 7808) ; adopté ; amendement n° 42 de la commission (précisant que la commission entend les associations d'usagers et les associations dont l'activité a trait à la défense de l'environnement) ; sous-amendement n° 305 du Gouvernement (suppression de la référence à l'article L. 1601-1 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 42, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 356 de M. Robert Galley (proposant que la commission dispose d'un délai de trois mois pour formuler des propositions) : rejeté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 408 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Pierre Micaux (relatif à la sauvegarde de l'espace agricole) : rejeté.

Article 18 (*dépenses résultant des études d'urbanisme*) : compensation financière ; mise à disposition des services de l'Etat (p. 7809) ; amendement n° 357 de M. Robert Galley (proposant que les dépenses résultant des études d'urbanisme soient directement prises en charge par l'Etat) ; amendement n° 43 de la commission (relatif à la prise en charge des dépenses résultant des études d'urbanisme et à leur compensation par l'Etat) ; amendement n° 357 rejeté ; amendement n° 43 adopté ; amendement n° 306 du Gouvernement (substitution de la référence à la loi du 2 mars 1982 à la référence à l'article 114 de la présente loi) : adopté; amendement n° 44 de la commission (suppression du second alinéa relatif à la mise à disposition des services extérieurs de l'Etat) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 7810).

Chapitre II : Des schémas directeurs :

Article 19 (*objectifs du schéma directeur*) : amendement n° 45 de la commission (proposant une nouvelle rédaction qui définit les objectifs du schéma directeur en modifiant les dispositions actuelles de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme) ; sous-amendement n° 446 de M. Jean-Pierre Worms (rédactionnel afin que soient précisés dans le schéma directeur la nature et le tracé des grands équipements d'infrastructure) (p. 7811) : adopté ; amendement n° 45, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 271 de M. Serge Charles devenu sans objet ; amendement n° 409 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Pascal Clément (précisant que le maintien et le développement de l'agriculture constituent une des orientations fondamentales du schéma directeur) : rejeté :

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 (*élaboration du schéma directeur*) : fixation du périmètre du schéma directeur ; amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) (p. 7812) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (précisant que la définition du périmètre du schéma directeur doit tenir compte des groupements de communes existant ou des périmètres déjà définis pour d'autres documents d'urbanisme) : adopté ; amendement n° 360 de M. Robert Galley (proposant que le périmètre du schéma directeur soit arrêté en assemblée réunie à l'initiative des conseils municipaux des deux tiers au moins des communes intéressées) : rejeté ; amendement n° 48 de la commission (prévoyant que le périmètre sera arrêté par le représentant de l'Etat dans le département ou la région si le schéma directeur dépasse le cadre d'un seul département) : adopté ; amendement n° 308 du Gouvernement (tendant à rendre systématique la consultation du département, y compris pour les ensembles de communes de plus de 5 000 habitants) ; amendement n° 49 de la commission (précisant que le département, ou la région si l'ensemble des communes concernées regroupe plus de 100 000 habitants, est consulté avant que le périmètre soit arrêté) ; amendement n° 308 adopté ; amendement n° 49 devenu sans objet ; amendement n° 390 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (relatif à la procédure d'élaboration des schémas directeurs ou des schémas de secteur) (p. 7813) ; rôle des établissements publics de coopération intercommunale ; amendement n° 390 adopté ; amendement n° 361 de M. Robert Galley (précisant les procédures de révision des schémas d'aménagement) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (précisant la nature de l'établissement public pouvant être chargé

de l'élaboration du schéma directeur : établissement public de coopération intercommunale) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (prévoyant que l'Etat sera seulement « associé » à l'élaboration du schéma directeur) : adopté (p. 7814) ; amendement n° 53 de la commission (permettant la consultation des associations compétentes en matière d'urbanisme, de construction ou d'aménagement) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 307 du Gouvernement (communication d'informations par le représentant de l'Etat) ; amendement n° 410 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 307 adopté après rectification proposée par M. Parfait Jans ; amendement n° 410 devenu sans objet ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *bis* (*syndicat intercommunal d'études et de programmation*) : amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 362 de M. Robert Galley (caractère facultatif de la dissolution du syndicat intercommunal d'études et de programmation en cas de non-respect du délai) (p. 7815) : retiré ; amendement n° 56 de la commission (permettant le maintien en fonction du syndicat au-delà d'un délai de trois ans si les communes en décident ainsi à la majorité qualifiée) ; sous-amendement n° 309 du Gouvernement (tendant à remplacer les mots « majorité qualifiée » par les mots « majorité prévue » à l'article 163-1 du code des communes) : adopté ; amendement n° 56, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 57 de la commission (suppression d'une disposition fixant la répartition des représentants des communes au sein du syndicat en fonction de leur population et de leur potentiel fiscal) : adopté ; amendement n° 272 de M. Serge Charles devenu sans objet ;

— article 20 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*adoption du projet de schéma directeur*) : amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 7816).

Article 22 (*approbation du schéma directeur*) : rôle du représentant de l'Etat ; amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (transmission du schéma directeur ou du schéma de secteur pour information à la région, au département ainsi qu'aux personnes associées à son élaboration) ; sous-amendement n° 310 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 62, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 311 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (précisant que le représentant de l'Etat peut demander la modification du schéma directeur lorsque ces dispositions sont de nature à compromettre l'un des intérêts essentiels d'une commune concernée) : adopté après rectification (p. 7817) ; amendement n° 363 de M. Robert Galley (prévoyant une nouvelle intervention de la commission de conciliation lorsque le représentant de l'Etat a demandé que le schéma directeur soit modifié) : rejeté ; amendement n° 312 du Gouvernement (relatif à la procédure contentieuse en matière de notification des modifications et de décision d'arrêté du schéma) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (suppression des dispositions introduites par le Sénat qui confient au représentant de l'Etat le pouvoir d'approuver le schéma directeur lorsqu'un quart des communes représentant un quart de la population s'y est opposé et qui permettent à une commune de se retirer de l'établissement public et du périmètre du schéma directeur lorsqu'elle estime qu'il compromet gravement l'un de ses intérêts essentiels) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté (p. 7818).

Article 23 (*élaboration ou modification du schéma directeur à la demande du représentant de l'Etat*) : amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 366 de M. Robert Galley (visant à allonger le délai) : rejeté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 23 *bis* (*définition des projets d'intérêt général*) : amendement n° 67 de la commission (tendant à modifier la numérotation des articles du code de l'urbanisme et à préciser que les décrets en Conseil d'Etat devront également définir la liste des opérations nationales pour lesquelles le permis de construire continuera à être délivré au nom de l'Etat) (p. 7819) ; sous-amendement n° 379 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 67 adopté après rectification ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 23 *bis*.

Chapitre III. — Des plans d'occupation des sols :

Article 24 (*contenu du plan d'occupation des sols*) : amendement n° 68 de la commission (tendant à préciser la définition du P. O. S.) ; sous-amendement n° 442 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 443 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 444 de M. Pascal Clément (précisant que les P. O. S. doivent prendre en considération les orientations figurant dans les schémas départementaux des structures agricoles ou résultant des cartes départementales des terres agricoles) (p. 7820) : retiré ; sous-amendement n° 442 adopté ; sous-amendement n° 443 adopté ; sous-amendement n° 391 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (prévoyant que les P. O. S. feront l'objet d'une étude d'impact) : retiré ; amendement n° 68, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 24.

Article 24 *bis* (*choix de la procédure d'élaboration du plan d'occupation des sols*) : amendement n° 69 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 24 *bis* supprimé (p. 7821).

Article 24 *ter* (*obligation pour certaines communes de se doter d'un plan d'occupation des sols*) : amendements n° 70 de la commission et n° 367 de M. Robert Galley (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, article 24 *ter* supprimé.

Amendements n° 368 et n° 369 de M. Robert Galley devenus sans objet.

Après l'article 24 *ter* : amendement n° 71 de la commission (tendant à assurer la permanence du P. O. S. : dispositions relatives à l'abrogation, l'annulation ou la révision du P. O. S.) : adopté (p. 7822).

Article 25 (*élaboration du plan d'occupation des sols*) : amendement n° 72 de la commission (de codification) : adopté ; amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 74 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 75 de la commission (précisant que l'Etat est seulement associé à l'élaboration des plans et permettant la consultation des associations compétentes en matière de construction, d'aménagement ou d'urbanisme) ; sous-amendement n° 313 du Gouvernement (substitution de la référence L. 121-6 à la référence L. 121-4 (p. 7823) ; sous-amendement n° 445 de M. Pascal Clément (prévoyant l'avis de la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier) : rejeté ; sous-amendement n° 313 adopté ; amendement n° 75, ainsi modifié, adopté : amendement n° 370 de M. Robert Galley devenu sans objet ; amendement n° 314 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (suppression de la disposition prévoyant la transmission au représentant de l'Etat dans le département du projet de P. O. S.) : adopté ; amendement n° 78 de la commission (prévoyant que le projet de plan pourra être immédiatement soumis à enquête publique tout en ne devenant opposable aux tiers qu'après son approbation) : adopté ; amendement n° 371 de M. Robert Galley devenu sans objet ;

— article 25, ainsi modifié, adopté (p. 7824).

Article 26 (*approbation du plan d'occupation des sols*) : amendement n° 79 de la commission (modification de numérotation) : adopté ; amendement n° 80 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 82 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat qui donne aux communes la faculté de choisir l'autorité qui sera compétente pour la délivrance du permis de construire) : adopté ; amendement n° 372 de M. Robert Galley devenu sans objet ;

— article 26, ainsi modifié, adopté (p. 7825).

Article 27 (*opposabilité du plan d'occupation des sols dans les communes non couvertes par un schéma directeur*) : amendement n° 83 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 27) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 27 (p. 7826).

Article 28 (*révision ou modification du plan d'occupation des sols à la demande du représentant de l'Etat*) : tutelle exercée par le représentant de l'Etat dans le département (p. 7836) ; amendement n° 84 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 85 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 86 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 87 de la commission (précisant que la modification du P. O. S. ne peut intervenir qu'après avis du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de

coopération intercommunale) : adopté ; amendement n° 373 de M. Robert Galley (tendant à éviter que le représentant de l'Etat puisse demander « la modification du P. O. S. ») : retiré ; amendement n° 88 de la commission (suppression de la référence à la notion de « schéma de secteur ») : adopté (p. 7837) ; amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : retiré ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 28 *bis* (*révision et modification du plan d'occupation des sols*) : procédure de modification du P. O. S. ; amendement n° 374 de M. Robert Galley (donnant au commissaire enquêteur le pouvoir d'apprécier si la modification proposée par le conseil municipal ne porte pas atteinte à l'économie générale du P. O. S.) (p. 7838) : rejeté ; amendement n° 392 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (proposant d'appliquer la procédure normale de modification des P.O.S. pour les modifications comportant des risques de nuisance : adopté ; amendement n° 315 du Gouvernement (suppression des deux derniers alinéas du texte proposé pour l'article L. 123-4 du code de l'urbanisme) ; amendement n° 90 de la commission (visant à supprimer les dispositions relatives à la dualité de procédure d'élaboration du P. O. S. et à préciser les conditions d'une application anticipée du plan modifié) ; amendement n° 315 rejeté ; amendement n° 90 adopté ; amendement n° 375 de M. Robert Galley devenu sans objet ;

— article 28 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 29 (*annexion des servitudes au plan d'occupation des sols*) : amendement n° 91 de la commission (suppression de la référence au président de l'établissement public) (p. 7839) : rejeté ; amendement n° 92 de la commission (visant à ramener à un mois le délai dont dispose le maire pour procéder à l'annexion des servitudes d'utilité publique après mise en demeure de l'Etat) ; amendement n° 376 de M. Robert Galley (suppression du délai de six mois dont dispose le maire pour procéder à l'annexion des servitudes d'utilité publique après mise en demeure par l'Etat) (p. 7840) ; amendement n° 92 adopté ; amendement n° 376 devenu sans objet ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *bis* (*suppression des zones d'environnement protégé*) : amendement n° 93 de la commission (rétablissement à cet amendement des dispositions qui figuraient au paragraphe 22 de l'article 40 du projet de loi initial) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 29 *bis* (p. 7841).

Chapitre III *bis* : Des cartes communales :

Article 29 *ter* (*objet, modalités d'élaboration et valeur juridique des cartes communales*) : souplesse de l'instrument de planification de l'espace que constituent les cartes communales ; nécessité d'éviter « une dichotomie » entre les P. O. S. et les cartes communales ; amendement n° 94 de la commission (suppression de l'article 29 *ter* et du chapitre III *bis* nouveau) (p. 7842) : adopté par scrutin public ;

— article 29 *ter* supprimé ainsi que la division et l'intitulé du chapitre III *bis*.

Chapitre III *ter* : Des opérations d'aménagement :

Article 29 *quater* (*compétences des communes en matière d'opérations d'aménagement*) : amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 29 *quater* et du chapitre III *ter*) (p. 7843) : adopté ;

— article 29 *quater* supprimé ainsi que la division et l'intitulé du chapitre III *ter*.

Chapitre IV : Des schémas d'utilisation de la mer :

Avant l'article 30 : amendement n° 96 de la commission (rétablissement de la division et de l'intitulé du chapitre IV « des schémas de mise en valeur de la mer », supprimés par le Sénat) : adopté ;

— en conséquence, la division et l'intitulé du chapitre IV sont ainsi rétablis.

Article 30 (*objet, modalités d'élaboration et valeur juridique des schémas d'utilisation de la mer*) : tutelle exercée par le représentant de l'Etat ; caractère « technocratique » des schémas d'utilisation de la mer ; amendement n° 97 de la commission (rétablissement des dispositions du projet de loi modifiant la dénomination des schémas ; « schémas de mise en valeur de la mer ») (p. 7844) ; sous-amendement n° 316 du Gouvernement (de forme) ; sous-amendement n° 317 du Gouvernement (précisant que les schémas de mise en valeur de la mer ont les mêmes effets que les descriptions définies en application de l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) ; sous-amendement n° 316 adopté ; sous-amendement n° 317 adopté ; amendement n° 97, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, article 30 ainsi rétabli.

Chapitre V : Du permis de construire et des divers modes d'utilisation du sol :

Article 31 A (*compétence pour l'instruction et la délivrance du permis de construire*) : amendement n° 98 de la commission (décentralisation de la procédure d'instruction et de délivrance du permis de construire) (p. 7845) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 31 A.

Article 31 (*délivrance du permis de construire par le maire*) : problème de l'engagement de la responsabilité du maire (délégation de compétences à l'établissement public de coopération intercommunale) ; amendement n° 99 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi sous réserve des dispositions relatives aux demandes de permis de construire en instance lors du transfert de compétences) ; sous-amendement n° 318 du Gouvernement (détermination par décret en Conseil d'Etat de la nature et de l'importance des ouvrages pour lesquels l'Etat continuera de délivrer le permis de construire) (p. 7846) : adopté ; amendement n° 99, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 31.

Article 31 *bis* (*délivrance du permis de construire par le président d'un établissement public*) : amendement n° 100 de la commission (de suppression) ; problème de la délégation de compétence de délivrance du permis de construire à un établissement public de coopération intercommunale (p. 7847) ; amendement n° 100 adopté ;

— en conséquence, article 31 *bis* supprimé.

Article 32 (*consultations obligatoires pour la délivrance du permis de construire*) : amendement n° 101 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 102 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 447 du Gouvernement (suppression de la disposition relative à la responsabilité de l'Etat en cas d'annulation d'un permis de construire) (p. 7848) ; amendement n° 377 de M. Robert Galley (rédactionnel) ; amendement n° 447 adopté ; amendement n° 377 devenu sans objet ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *bis* (*délivrance des permis de construire par le représentant de l'Etat*) : amendement n° 103 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 32 *bis* supprimé.

Article 32 *ter* (*mise à disposition des services extérieurs de l'Etat pour l'instruction du permis de construire*) : coût des travaux effectués par les services de l'équipement et pesant sur le budget des collectivités locales (p. 7849) ; amendement n° 104 de la commission (de suppression) ; problème des agences d'urbanisme (p. 7850) ; amendement n° 104 adopté par scrutin public ; amendement n° 378 de M. Robert Galley devenu sans objet (p. 7851) ;

— article 32 *ter* supprimé.

Article 32 *quater* (*transmission des dossiers de permis de construire*) : amendement n° 105 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 319 du Gouvernement (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme relatif à la transmission au maire des demandes de permis de construire) (p. 7868) : adopté ;

— article 32 *quater*, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *quinquies* (*caractère exécutoire du permis de construire délivré par le maire ou le président de l'établissement public*) : amendement n° 106 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 107 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 108 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 32 *quinquies*, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 32 *quinquies* : amendement n° 109 de la commission (délégation de compétence lorsque le maire est intéressé à la délivrance du permis de construire) : adopté.

Article 32 *sexies* (*adjonction à la loi du 2 mars 1982 modifiée*) : amendement n° 110 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 111 de la commission (de coordination) (p. 7869) : adopté ;

— article 32 *sexies*, ainsi modifié, adopté.

Article 33 (*sursis à exécution*) : amendement n° 112 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 113 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 393 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (visant à étendre aux autorisations d'utilisation du sol autres que le permis de construire la possiblité offerte aux collectivités, à l'Etat et aux établissements de coopération d'assortir leur recours d'une demande de sursis à exécution) : retiré ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *bis* (*entrée en vigueur de la décentralisation de la délivrance du permis de construire*) : amendement n° 114 de la commission (prévoyant que le transfert de compétences s'effectuera le premier jour du troisième mois suivant l'entrée en vigueur de la loi pour les communes déjà dotées d'un P. O. S. ou suivant la date à laquelle la délibération approuvant le P. O. S. est devenue exécutoire pour les autres communes) (p. 7870) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 33 *bis*.

Article 34 (*autres autorisations d'occupation des sols*) : amendement n° 115 de la commission (relatif aux autorisations et actes relatifs aux lotissements) : adopté ; amendement n° 116 de la commission (relatif au permis de démolir) : adopté ; amendement n° 117 de la commission (création au titre IV du livre IV du code de l'urbanisme d'un chapitre 1er intitulé « autorisation de clôture ») : adopté (p. 7871) ; amendement n° 118 de la commission (relatif aux autorisations de clôture) ; sous-amendement n° 448 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant qu'un décret précisera les cas dans lesquels l'obtention des autorisations ou avis conformes exigés par la législation relative aux monuments historiques ou aux sites tiendra lieu d'autorisation) : adopté ; amendement n° 118, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 119 de la commission (relatif aux autorisations des installations et travaux divers) : adopté ; amendement n° 120 de la commission (relatif à l'aménagement de terrains de camping et au stationnement de caravanes) : adopté ; amendement n° 121 de la commission (relatif aux autorisations de coupe et d'abbatage d'arbres) : adopté ; amendement n° 122 de la commission (relatif aux certificats d'urbanisme) : adopté ; amendement n° 123 de la commission (relatif aux certificats de conformité) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Chapitre V *bis* : De la sauvegarde du patrimoine et des sites :

Article 34 *bis* (*collège du patrimoine et des sites*) : composition de ce collège (p. 7872) ;

— article 34 *bis* adopté.

Article 34 *ter* (*zones de protection du patrimoine architectural et urbain*) : adopté.

Article 34 *quater* (*autorisation d'occupation du sol dans les zones de protection du patrimoine architectural et urbain*) : amendement n° 124 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat prévoyant que la nouvelle procédure s'appliquera pendant une durée d'un an aux zones de protection définies par les textes actuellement en vigeur) : adopté ; amendement n° 125 de la commission (de forme) ; amendement n° 320 du Gouvernement (même objet) : retiré ; amendement n° 125 adopté ;

— article 34 *quater*, ainsi modifié, adopté (p. 7873).

Article 34 *quinquies* (*zones de protection du patrimoine architectural et urbain et servitudes de la loi du 31 décembre* 1913) : adopté.

Chapitre VI : Dispositions diverses et transitoires :

Article 35 (*entrée en vigueur de la décentralisation de la délivrance du permis de construire*) : amendement n° 126 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 35 supprimé.

Article 36 (*prorogation pour une durée de deux ans des directives d'aménagement national*) : amendement n° 321 du Gouvernement (de codification) : adopté ; amendement n° 128 de la commission (de codification) : adopté ; amendement n° 322 du Gouvernement (de codification) : adopté ; amendement n° 129 de la commission (de codification) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté (p. 7874).

Article 37 (*régime applicable aux documents d'urbanisme en cours d'élaboration*) : amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Article 38 (*entrée en vigueur des dispositions de l'article* 16) : amendement n° 131 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 323 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

— article 38 supprimé.

Article 39 : supprimé par le Sénat.

Article 40 (*modification du code de l'urbanisme*) (p. 7875) ; amendement n° 324 du Gouvernement (tendant à rectifier une erreur matérielle) : adopté ; amendement n° 132 de la commission (suppression d'une disposition introduite par le Sénat concernant les P.O.S. et les schémas directeurs) : adopté ; amendement n° 133 de la commission (tendant à rétablir le texte du Gouvernement : suppression de l'article L. 121-3 relatif aux établissements publics d'études et de recherche) : adopté ; amendement n° 134 de la commision (suppression de la disposition introduite par le Sénat relative à la « décentralisation facultative ») : adopté ; amendement n° 135 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat subordonnant la procédure de modification du plan au respect des dispositions relatives à la révisioin des P.O.S.) : adopté ; amendements n° 136 de la commisison et n° 325 du Gouvernement (tendant à rétablir une disposition supprimée par le Sénat selon laquelle un P.O.S. rendu public n'est plus automatiquement opposable aux tiers) (p. 7876) : adoptés ; amendement n° 137 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 138 de la commission (de coordination) . adopté ; amendement n° 139 de la commission (de coordination : relatif aux zones d'environnement protégé) : adopté ; amendement n° 140 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 380 du Gouvernement (relatif aux schémas d'aménagement de la Corse) : adopté ; amendement n° 141 de la commission (tendant à modifier la codification pour les dispositions particulières à la région Corse) : adopté ; amendement n° 142 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 143 de la commission (de coordination) ; sous-amendement n° 381 du Gouvernement (de précision) (p. 7877) : adopté ; amendement n° 143, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 144 de la commission (relatif aux dispositions applicables à la Corse) : adopté ; amendement n° 145 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 382 du Gouvernement (correction de codification) : adopté ; amendement n° 146 de la commission (relatif aux dispositions applicables à la Corse) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Section 2 : Du logement :

Avant l'article 41 : amendement n° 156 de la commission (tendant à insérer un article additionnel disposant que les communes, les départements et les régions ont compétence pour définir à leur niveau respectif les priorités en matière d'habitat) ; complexité des circuits de financement de la construction de logements (p. 7878) ; nécessaire démocratisation des organismes qui concourent à la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat et notamment des conseils d'administration des organismes d'H.L.M. ; importance des contrats de plan passés entre l'Etat et les régions ; rectification de l'amendement proposée par M. Jean-Pierre Worms (p. 7879) ; amendement n° 450 du Gouvernement (disposant que les communes, les départements et les régions définissent dans le cadre de leurs compétences respectives leurs priorités en matière d'habitat) : adopté ; amendement n° 156 devenu sans objet.

Article 41 (*compétences de la région en matière d'habitat*) : absence de décentralisation dans le domaine du logement (p. 7880) ; amendement n° 273 de M. Serge Charles (rédactionnel) : non soutenu ; amendement n° 326 du Gouvernement (substitution des mots « la région définit les priorité » aux mots « la région établit des prévisions » : adopté ; amendements n° 157 de la commission et n° 274 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à faire figurer les établissements publics de coopération intercommunale parmi les différentes instances pouvant être consultées par la région pour élaborer les prévisions en matière d'habitat) : adoptés ; amendement n° 394 de M. Parfait Jans soutenu par M. Michel Couillet (prévoyant que les crédits distribués par la région pour aider les communes devront être consacrés aux opérations d'habitat « à caractère social ») ; sous-amendement verbal du Gouvernement (tendant à insérer le mot « essentiellement » après les mots « à caractère ») (p. 7881) ; sous-amendement n° 451 du Gouvernement adopté ; amendement n° 394, ainsi modifié, adopté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 42 supprimé par le Sénat (*compétences du département*) : conséquences politiques et financières du pouvoir donné aux départements de financer et d'attribuer des aides sociales au logement (p. 7882) ; amendements n° 159 de la com-

mission et n° 327 du Gouvernement (rétablissement de l'article 42) ; soutien accordé par le département à la politique des caisses d'allocations familiales en matière de logement social ; amendement n° 327 retiré ; amendement n° 159 adopté par scrutin public ;

— article 42 rétabli.

Article 43 (*compétences des communes*) : amendements n° 160 de la commission et n° 276 de M. Serge Charles (tendant à faire référence aux établissements publics de coopération intercommunale) ; amendement n° 276 non soutenu ; amendement n° 160 adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 161 de la commission (tendant, par la modification de l'article L. 641-1 du code de la construction et de l'habitat, à donner au maire un véritable pouvoir de décision en matière de réquisition de logements vacants) (p. 7883)) ; engagement pris par M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation de proposer une modification des procédures de réquisition de logements vacants avant que le texte ne vienne en discussion en deuxième lecture ; amendement n° 161 retiré ; amendement n° 395 de M. Parfait Jans soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (relatif à la procédure d'attribution des logements locatifs sociaux situés sur le territoire d'une commune et réalisés avec le concours de fonds ou d'aides publics) (p. 7884) ; rejeté.

Article 44 (*conseil départemental de l'habitat*) : adopté.

Article 45 (*répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat*) : expérience de coordination des actions en matière d'habitat social ; exemple des protocoles d'accord passés entre un conseil général et l'association des organismes d'H.L.M. (p. 7885) ; amendement n° 328 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant la consultation préalable du conseil régional dans la procédure de répartition des crédits entre les départements) ; amendement n° 329 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant l'avis du conseil départemental de l'habitat dans la procédure de répartition des crédits affectés au département) ; amendement n° 328 retiré ; amendement n° 329 adopté ; amendement n° 277 de M. Serge Charles soutenu par M. Robert Galley (suppression de la disposition relative au logement des personnes mal logées ou défavorisées) : rejeté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté (p. 7886).

Article 45 *bis* (*déplafonnement des garanties d'emprunt en matière de logement*) : amendement n° 330 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

— article 45 *bis* supprimé.

Après l'article 45 *bis* : amendement n° 397 de M. Parfait Jans soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (tendant à démocratiser la composition des conseils d'administration des offices H.L.M. et des O.P.A.C.) ; domaine réglementaire (p. 7887) ; amendement n° 397 rejeté ; amendement n° 398 de M. Parfait Jans soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (tendant à démocratiser la composition des conseils d'administration des sociétés anonymes d'H.L.M.) : retiré (p. 7888).

Section 5 : De la formation professionnelle et de l'apprentissage :

Article 72 (*compétences respectives de la région et de l'Etat*) : détournement des fonds issus de la participation des entreprises (p. 7894) ; rôle des communes ; mise en place auprès du Premier ministre d'un comité de coordination ; amendements n° 163 de la commission et n° 278 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (substitution d'un avis simple de la région à l'avis conforme prévu par l'article 72) : adopté ; amendement n° 263 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) (p. 7895) : adopté ;

— article 72, ainsi modifié, adopté.

Article 73 (*centres de formation d'apprentis*) : amendement n° 331 du Gouvernement (relatif aux effets d'une décision de dénonciation des conventions) ; protestation de M. Jean-Jacques Barthe contre la déclaration d'irrecevabilité des amendements du groupe communiste proposant d'habiliter la région à créer des centres de formation et modifiant le mode de financement du fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle ; amendement n° 331 adopté après rectification ; amendement n° 164 de la commission (relatif à la procédure de dénonciation des conventions portant sur les C.F.A.) (p. 7896) ; amendement n° 279 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la disposition prévoyant la motivation obligatoire de la décision de dénonciation) ; amendement n° 280 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (relatif à l'effet suspensif du recours contre une décision de dénonciation) ; amendement n° 164 adopté après rectification ; amendements n° 279 et n° 280 devenus sans objet ;

— article 73, ainsi modifié, adopté.

Article 74 (*programmes régional d'apprentissage et de formation professionnelle continue*) : amendement n° 281 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du caractère obligatoire et systématique de la procédure de consultation du comité régional et des comités départementaux par les conseils généraux) : adopté (p. 7897) ; amendement n° 264 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (visant à assurer la participation des communes à la procédure de consultation préalable à l'élaboration des programmes régionaux de formation professionnelle) ; sous-amendement n° 449 de la commission (proposant que la procédure de consultation des communes et des groupements de communes ait lieu « à leur demande ») ; sous-amendement n° 332 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 453 du Gouvernement (précisant que la région tient compte des programmes de formation que lui adressent les communes ou les groupements de communes) ; sous-amendement n° 449 adopté ; sous-amendement n° 332 retiré ; amendement n° 264, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 453 devenu sans objet ; amendement n° 400 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Michel Couillet (prévoyant la passation de conventions entre les établissements d'enseignement public, les organismes paritaires de formation ainsi que les différents organismes habilités pour la mise en œuvre du programme régional) : adopté après rectification proposée par le Gouvernement (p. 7898) ; amendement n° 265 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (suppression du comité de coordination des programmes régionaux créé auprès du Premier ministre) : adopté ;

— article 74, ainsi modifié, adopté.

Article 75 (*fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle*) : amendements n° 165 de la commission et n° 225 de la commission des finances (suppression de la disposition relative à la compensation des charges) : adoptés ; amendements n° 226 de la commission des finances soutenu par M. Jean Natiez et n° 333 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant une compensation intégrale des augmentations éventuelles appliquées aux rémunérations des stagiaires de formation professionnelle et des apprentis) : adoptés (p. 7899) ; amendement n° 334 du Gouvernement (visant à mentionner le transfert aux régions de la taxe sur les cartes grises) : adopté ;

— article 75, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 75 : amendement n° 383 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Jacques Toubon (visant à compléter l'article L. 943 du code du travail relatif à l'annexe budgétaire présentée annuellement au Parlement et concernant les dépenses de l'Etat et des entreprises en matière de formation professionnelle) : rejeté.

Article 76 (*modification des articles L. 920-4 et L. 950-8 du code du travail*) : amendement n° 166 de la commission (tendant à revenir à la rédaction initiale du Gouvernement) : adopté (p. 7900) ; amendement n° 167 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 76, ainsi modifié, adopté.

Section 7 : De la planification régionale, du développement économique et de l'aménagement du territoire :

Avant l'article 91 : amendement n° 168 de la commission (suppression de la section VII et de son intitulé) : adopté ;

— en conséquence, la division de la section VII et son intitulé sont supprimés.

Article 91 (*modification de la loi du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification*) : amendement n° 169 de la commission (de suppression) : adopté ; amendements n° 227 et n° 228 de la commission des finances devenus sans objet ;

— article 91 supprimé.

Après l'article 91 : amendement n° 402 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (visant à permettre aux régions d'assumer leurs compétences en matière de planification et de développement économique) : rejeté (p. 7901).

Article 91 *bis* (*coordination avec la loi portant réforme de la planification*) : amendement n° 170 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 91 *bis*) : adopté ; amendement n° 229 de la commission des finances devenu sans objet ;

— article 91 *bis* supprimé.

Article 92 (*charte intercommunale d'aménagement et de développement*) : amendement n° 171 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 92) : adopté ;

— article 92 supprimé.

Article 92 *bis* (*plans d'aménagement rural*) : amendement n° 172 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 92 *bis*) : adopté ;

— article 92 *bis* supprimé.

Article 93 (*programme départemental d'aide à l'équipement rural*) : amendement n° 173 de la commission (de suppression) : adopté ; amendement n° 230 de la commission des finances devenu sans objet (p. 7902) ;

— article 93 supprimé.

Article 94 (*aménagement foncier et travaux hydrauliques agricoles d'intérêt local*) : amendement n° 174 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 94 supprimé.

Article 95 (*missions interministérielles d'aménagement touristique*) : amendement n° 175 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 95 supprimé.

Article 95 *bis* (*possibilité pour les régions de confier certaines de leurs compétences aux sociétés d'aménagement régional*) : amendement n° 176 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 95 *bis* supprimé.

Section 7 *bis* **(nouvelle) : Du transfert de l'Etat des charges supportées par les collectivités territoriales en matière de justice et de police :**

Avant l'article 95 *ter* : amendement n° 177 de la commission (suppression de la section 7 *bis* et de son intitulé) : adopté ;

— en conséquence la division de la section 7 *bis* et de son intitulé sont supprimés (p. 7903).

Article 95 *ter* : amendements n° 178 de la commission et n° 231 de la commission des finances (de conséquence : suppression de l'article 95 *ter*) : adoptés ;

— article 95 *ter* supprimé.

Article 95 *quater* : amendements n° 179 de la commission et n° 232 de la commission des finances (de conséquence : suppression de l'article 95 *quater*) : adoptés ;

— article 95 *quater* supprimé.

Article 95 *quinquies* : amendement n° 180 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 95 *quinquies*) : adopté ;

— article 95 *quinquies* supprimé.

Article 95 *sexies* : amendement n° 181 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 95 *sexies*) : adopté ; amendement n° 282 de M. Serge Charles devenu sans objet ;

— article 95 *sexies* supprimé.

Article 95 *septies* : amendement n° 182 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 95 *septies*) (p. 7904) : adopté ;

— article 95 *septies* supprimé.

Article 95 *octies* : amendement n° 183 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 95 *octies*) : adopté ;

— article 95 *octies* supprimé.

Article 95 *nonies* : amendement n° 184 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 95 *nonies*) : adopté ;

— article 95 *nonies* supprimé.

Avant l'article 15 A (amendements précédemment réservés) : amendement n° 150 de la commission (relatif aux chartes intercommunales de développement et d'aménagement : objet, périmètre, procédure d'élaboration) (p. 7905) ; amendement n° 452 de M. Jean-Pierre Worms (même objet) ; sous-amendement n° 438 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 150 (suppression de la disposition prévoyant que les chartes serviront de base à l'élaboration du contrat de plan) (p. 7906) ; retiré ; sous-amendement n° 415 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean-Jacques Barthe à l'amendement n° 150 (suppression de la disposition prévoyant une procédure particulière pour la fixation des périmètres dans le cas d'agglomérations de plus de 100 000 habitants ou d'ensembles de communes situées dans plusieurs départements) : retiré ; sous-amendement n° 413 du Gouvernement à l'amendement n° 150 (suppression des trois derniers paragraphes de l'amendement n° 150) : retiré ; sous-amendements n°s 432, 433 et 434 de M. Pascal Clément à l'amendement n° 150 : non soutenus ; sous-amendement n° 437 de M. Pierre Micaux à l'amendement n° 150 : non soutenu ; amendement n° 150 rejeté ; amendement n° 452 adopté.

Titre III : De la compensation des transferts de compétences et de la dotation globale d'équipement.

Section 1 : Des conditions préalables aux transferts de compétences ultérieures :

Avant l'article 114 A : modalités de la compensation des transferts de compétences : transferts de fiscalité, dotation générale de décentralisation ; mise en place d'une dotation globale d'équipement et suppression de la tutelle financière (p. 7907) ; modicité de la somme transférée au compte de la dotation globale d'équipement ; nécessité d'une réactualisation de la D. G. E. ; charges transférées dans le domaine scolaire ; amendements n° 185 de la commission et n° 233 de la commission des finances (suppression de la section 1 A et de son intitulé) : adoptés ;

— en conséquence, la mention section 1 A et l'intitulé sont supprimés.

Article 114 A (*participation en matière de transport scolaire*) : amendements n° 186 de la commission et n° 234 de la commission des finances soutenu par M. Jean Natiez (de suppression) (p. 7908) : adoptés ;

— article 114 A supprimé.

Article 114 B (*révision de la participation des charges d'aide sociale et de santé*) : amendements n° 187 de la commission et n° 235 de la commission des finances soutenu par M. Jean Natiez (de suppression) : adoptés ;

— article 114 B supprimé.

Article 114 C (*remboursement des contingents d'aide sociale*) : amendements n° 188 de la commission et n° 236 de la commission des finances soutenu par M. Jean Natiez (de suppression) : adoptés ;

Article 114 C supprimé (p. 7909).

Section 1 : modalités de calcul des transferts et charges résultant des transferts de compétences et modalités de leur compensation :

Article 114 (*principes et mode de calcul de la compensation*) : amendements n° 189 de la commission et n° 237 de la commission des finances (de coordination) ; problème du financement des compétences nouvelles non transférées (p. 7910) ; amendements n° 189 et n° 237 adoptés ; amendements n° 190 de la commission et n° 238 de la commission des finances (rédactionnels) : adoptés ; amendements n° 191 de la commission et n° 239 de la commission des finances (tendant à revenir aux dispositions initiales du projet tout en précisant les conditions dans lesquelles sera établi le bilan annuel des charge nouvelles consécutives aux transferts de compétences) ; sous-amendement n° 335 du Gouvernement à l'amendement n° 191 (suppression du caractère contradictoire de la procédure) : adopté ; amendement n° 191, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 239 satisfait ; amendements n° 192 de la commission et n° 240 de la commission des finances (de coordination) (p. 7911) : adoptés ;

— article 114, ainsi modifié, adopté.

Article 115 (*transferts d'impôts et dotation de décentralisation*) : amendements n° 193 de la commission et n° 241 de la commission des finances (précisant que les transferts d'impôts représenteront la moitié des ressources attribuées par l'Etat) : adoptés ;

— article 115, ainsi modifié, adopté.

— **Article 116** (*création de la dotation générale de décentralisation*) : adopté.

Article 117 supprimé par le Sénat (*crédits exclus de la compensation*) : amendement n° 194 de la commission (rétablissant l'article dans sa rédaction initiale) : retiré ; amendement n° 242 de la commission des finances (précisant les crédits exclus de la compensation) (p. 7912) : adopté ;

— en conséquence, l'article 117 est ainsi rétabli.

Article 118 (*montant, évolution et répartition de la dotation générale de décentralisation*) : amendement n° 403 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (modification du critère d'évolution de la dotation générale de décentralisation) ; amendements n° 195 de la commission et n° 243 de la commission des finances (rétablissement du texte initial du Gouvernement en ce qui concerne le critère d'évolution de la dotation générale de décentralisation) (p. 7913) ; amendement n° 403 rejeté ; amendements n° 195 et n° 243 adoptés ; amendements n° 196 de la commission et n° 244 de la commission des finances (de coordination) : adoptés ;

— article 118, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 119 : section 3 supprimée par le Sénat et remplacée par la sous-section 3.

Article 119 supprimé par le Sénat (*suppression du plafond des ressources fiscales des régions*).

Article 120 (*impôts transférés*) : amendements n° 197 de la commission et n° 245 de la commission des finances (visant à tenir compte du calendrier des compétences prévu à l'article 3 A pour adapter les transferts de fiscalité) ; transfert de la taxe sur les cartes grises (p. 7914) ; amendements n° 197 et n° 245 adoptés ; amendements n° 198 de la commission et n° 246 de la commission des finances (visant à tenir compte du calendrier des transferts de compétences prévu à l'article 3 A pour adapter les transferts de fiscalité) : adoptés ; amendement n° 199 de la commission (suppression des dispositions prévoyant les transferts fiscaux en faveur des communes et des départements de la région de Corse et des dispositions relatives aux transferts de la T. I. P. P.) : adopté ;

— article 120, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 120 : amendement n° 201 de la commission et n° 248 de la commission des finances (relatif aux transferts des ressources fiscales aux départements de la Corse) (p. 7915) : adopté.

Section 4 : de la dotation globale d'équipement :

Article 121 (*D. G. E. des communes*) ; financement des dépenses d'investissement des communes ; problème des communes rurales : adopté.

Article 121 *bis* (*globalisation progressive des subventions*) : adopté (p. 7916).

Article 122 (*répartition de la D. G. E. des communes*) : amendement n° 404 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (proposant une nouvelle répartition de la D. G. E. tout en conservant les mêmes critères) (p. 7917) ; amendements n° 202 de la commission et n° 249 de la commission des finances (proposant de revenir au texte intitial du projet de loi : répartition 80 p. 100-20 p. 100) ; problème des communes rurales ; nécessité d'une certaine péréquation (p. 7918) ; complexité des paramètres retenus par le Sénat ; spécificité des zones de montagne ; amendement n° 404 rejeté ; amendements n° 202 et n° 249 adoptés par scrutin public ; amendement n° 336 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendements n° 203 de la commission et n° 250 de la commission des finances (tendant à rétablir le texte initial du projet) (p. 7919) : adoptés ; amendements n° 218 de la commission et n° 251 de la commission des finances (même objet) : adoptés ;

— article 122, ainsi modifié, adopté.

Article 123 (*liberté d'emploi de la D. G. E.*) : adopté.

Article 124 (*D. G. E. des départements*) : crédits d'électrification (p. 7920) ; amendement n° 405 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Dominique Frelaut (proposant que les subventions de l'Etat en matière d'aménagement rural soient différenciées des autres subventions d'équipement) : retiré ; amendements n° 204 de la commission et n° 252 de la commission des finances (inclusion dans la dotation globale d'équipement départementale des crédits relatifs à l'eau et à l'assainissement) : adoptés ; amendements n° 205 de la commission et n° 253 de la commission des finances (inclusion dans la D. G. E. départementale des crédits relatifs à l'électrification rurale) : adoptés ; amendement n° 421 de M. Jacques Blanc (exclusion de la D. G. E. départementale des subventions d'investissement versées aux départements pauvres) (p. 7921) : rejeté ; amendement n° 206 de la commission (suppression du dernier alinéa relatif au calcul de la D. G. E. départementale) : adopté ;

— article 124, ainsi modifié, adopté.

Article 125 (*répartition de la D. G. E. départementale entre les départements*) : amendement n° 456 du Gouvernement (modification des fractions de la D. G. E. départementale) (p. 7922) ; amendement n° 423 de M. Jacques Blanc (même objet) ; amendement n° 456 : adopté ; amendement n° 423 devenu sans objet ; amendement n° 424 de M. Jacques Blanc (modification du critère d'attribution du solde) : rejeté ;

— article 125, ainsi modifié, adopté.

Article 126 (*liberté d'emploi*) : inscription de la D. G. E. dans le budget primitif des départements (p. 7923) ; amendements n° 207 de la commission et n° 254 de la commission des finances (précisant que le département définit les règles d'attribution de ses subventions dans le cadre des lois et des règlements) : adoptés ; amendements n° 208 de la commission et n° 255 de la commission des finances (de conséquence : suppression du dernier alinéa) : adoptés ;

— article 126, ainsi modifié, adopté.

Article 126 *bis* (*évolution de la D. G. E.*) : amendement n° 337 du Gouvernement (proposant que la D. G. E. soit indexée sur la F. B. C. F. de l'Etat) (p. 7924) : rejeté ; amendement n° 338 du Gouvernement (précisant que la progression de la F. B. C. F. sera appréciée compte tenu de l'évolution de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales) : rejeté ;

— article 126 *bis* adopté.

Section 5 : aides à l'équipement rural :

Article 127 (*versement aux départements des aides pour l'eau et l'électrification*) : amendement n° 425 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Jacques Blanc (versement des deux dotations par l'intermédiaire de la caisse nationale de l'énergie) : rejeté ; amendements n° 209 de la commission et n° 256 de la commission des finances (tendant à mieux traduire la relation juridique existant entre les départements et les collectivités concernées) : adoptés ; amendement n° 339 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 127, ainsi modifié, adopté (p. 7925).

Article 128 (*répartition des aides pour l'eau et l'électrification*) : amendements n° 210 de la commission et n° 257 de la commission des finances (visant à mieux traduire la relation juridique existant entre les départements et les collectivités concernées) : adoptés ; amendement n° 258 de la commission des finances (précisant le rôle des ministres dans la répartition des ressources du F. A. C. E.) ; amendement n° 211 de la commission (même objet) ; amendement n° 258 : adopté ; amendement n° 211 devenu sans objet ; amendements n° 212 de la commission et n° 259 de la commission des finances (rédactionnels) (p. 7926) ; mise en place de « tutelles en cascades » de l'Etat sur les départements et des départements sur les autres maîtres d'ouvrage ; amendements n° 212 et n° 259 adoptés ; amendement n° 246 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Jacques Toubon (relatif à la composition du conseil du fonds d'amortissement des charges d'électrification) : retiré ;

— article 128, ainsi modifié, adopté.

Article 129 supprimé par le Sénat (*évolution de la D. G. E.*).

Section 4 : dispositions diverses :

Article 130 (*délai de versement des crédits de paiement*) : adopté.

Article 131 (*décrets d'application*) : adopté.

Titre IV : dispositions diverses et transitoires :

Article 132 A (*déplafonnement des ressources fiscales des régions*) : amendements n° 214 de la commission et n° 260 de la commission des finances (p. 7927) (liant l'entrée en vigueur du déplafonnement à l'élection des conseils régionaux au suffrage universel direct) ; opposition du Gouvernement ; sous-amendement n° 429 de M. Maurice Pourchon soutenu par M. Guy Bêche (fixation à titre transitoire du montant maximal des ressources fiscales des établissements publics régionaux) ; retiré ; amendement n° 214 adopté par scrutin public ; amendement n° 260 satisfait ;

— article 132 A, ainsi modifié, adopté (p. 7928).

Article 132 B (*prise en charge par l'Etat du logement des instituteurs*) : amendements n° 215 de la commission et n° 261 de la commission des finances (de suppression) ; compensation intégrale du coût du logement des instituteurs en 1983 par une dotation spéciale au sein de la D. G. F. (p. 7929) ; nécessité de modifier la loi du 30 octobre 1886 ; amendements n° 215 et n° 261 adoptés ;

— article 132 B supprimé.

Avant l'article 132 : amendement n° 340 du Gouvernement (visant à préciser l'article 6 et l'article 49 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 en ce qui concerne les emprunts garantis ou cautionnés) : adopté ; amendement n° 341 du Gouvernement (prévoyant une garantie des frais de fonctionnement des préfectures) ; sous-amendement n° 454 de M. André Laignel (substitution aux mots « crédits de fonctionnement » les mots « crédits d'administration générale » (p. 7930) : retiré ; amendement n° 341 adopté après rectification proposée par le Gouvernement ; amendement n° 342 du Gouvernement (relatif au maintien des prestations et à l'affectation des locaux) (p. 7931) : daopté (p. 7932).

[2 décembre 1982] (p. 7938) :

Avant l'article 132 (*suite*) : amendement n° 343 du Gouvernement (relatif à la nomination du directeur départemental du service d'incendie et de secours) : adopté ; amendement n° 345 du Gouvernement (reprenant pour la région les dispositions retenues pour le département concernant le maintien des crédits affectés au fonctionnement des préfectures) ; sous-amendement n° 459 de M. Jean-Pierre Worms (précisant qu'il s'agit de frais de fonctionnement de l'administration régionale) (p. 7938) : adopté ; sous-amendement n° 455 de la commission des finances (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 345, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 344 du Gouvernement (relatif aux transferts des biens meubles et immeubles de la région) : adopté ; amendement n° 458 du Gouvernement (relatif au mode de fonctionnement des chambres régionales des comptes des Antilles et de Guyane) : adopté.

Article 132 (*prorogation de la dotation culturelle*) : dotation culturelle et décentralisation culturelle (p. 7939) ;

— article 132 réservé jusqu'à la fin de la discussion à la demande du Gouvernement.

Après l'article 132 : amendement n° 457 du Gouvernement (relatif aux modalités de création, aux missions et au statut des caisses de crédit municipal) (p. 7940) : retiré.

Article 133 (*prorogation de la dotation spéciale « justice »*) : adopté.

Article 134 (*adaptation de la législation médico-sociale*) : amendement n° 216 de la commission (suppression des dispositions introduites par le Sénat visant à orienter la réforme à venir) ; réforme de l'aide sociale (p. 7941) ; amendement n° 216 : adopté ;

— article 134, ainsi modifié, adopté.

Article 135 (*application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : amendements n° 217 de la commission et n° 262 de la commission des finances (tendant à rétablir le texte initial du projet) : adoptés (p. 7942) ;

— article 135, ainsi modifié, adopté.

Article 136 (*fonctionnement des organismes de formation*) : adopté.

Après l'article 136 : amendement n° 347 du Gouvernement (relatif à la D. G. E. pour les opérations nouvelles d'équipement) : adopté.

Article 137 (*rapport au Parlement*) : amendement n° 348 du Gouvernement (visant à allonger le délai prévu pour la remise du rapport) (p. 7943) : adopté ;

— article 137, ainsi modifié, adopté.

Article 132 précédemment réservé : amendement n° 346 du Gouvernement (de suppression) ; contrat de plan Etat-région (p. 7944) ; amendement n° 460 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article 132 relatif à la dotation culturelle) ; portée de la contractualisation entre l'Etat et les régions ; modalités de la répartition des crédits (p. 7945) ; amendement n° 346 : retiré ; amendement n° 460 : adopté après rectification ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 132.

Titre : amendement n° 1 de la commission (modification de l'intitulé du projet de loi) : adopté ;

— en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé (p. 7946).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 74 : amendement n° 1 du Gouvernement (relatif à la procédure d'élaboration des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle) ; sous-amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Worms (précisant que les communes ou groupements de communes sont associés à l'élaboration du programme régional) : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;

— article 74, ainsi modifié, adopté (p. 7947).

Explications de vote :

Portée de la décentralisation : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7948-7949) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7948) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 7949) ; *Guichard* (*Olivier*) (p. 7949) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7950-7951).

Vote favorable du groupe communiste : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7948).

Vote favorable du groupe socialiste : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 7948).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Guichard* (*Olivier*) (p. 7949).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Blanc* (*Jacques*) (p. 7949).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 7952).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [14 décembre 1982] (p. 8266) :

Barèmes d'aide sociale : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 8267) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 8267).

Dispositions financières : *Defferre* (*Gaston*) (p. 8268).

Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 8267).

Discussion des articles [14 décembre 1982] (p. 8268) :

Texte de la commission mixte paritaire (p. 8268 à 8281) : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à préciser le calendrier des transferts de compétences en matière de justice et de police) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (relatif au représentant de l'Etat dans la région d'Ile-de-France) : adopté (p. 8281) ; amendement n° 15 du Gouvernement (relatif au délai d'exécution des délibérations en matière de S. D. A. U.) : réservé jusqu'à la fin de la discussion ; amendement n° 16 du Gouvernement (rédactionnel) : réservé jusqu'à la fin de la discussion ; amendement n° 2 du Gouvernement (relatif à la compensation de charges liées à la formation professionnelle) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (calendrier des dépenses de justice) : adopté (p. 8282) ; amendement n° 5 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (précisant que les dispositions s'appliqueront progressivement en ce qui concerne les dépenses de police) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (relatif aux barèmes des charges d'aide sociale) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (relatif au bilan financier) (p. 8283) ; problème des contributions départementales d'aide sociale ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (relatif à la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : adopté (p. 8284) ; amendement n° 13 du Gouvernement (prévoyant une indexation sur la D. G. F. pour les sommes dues par l'Etat aux collectivités locales et pour celles qui sont dues par les collectivités locales pour le fonctionnement des préfectures et des services de l'Etat dans les départements et les régions) : adopté ; amendements n° 15 et n° 16 : précédemment réservés : retirés ; amendement n° 18 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 122-1-3 du code de l'urbanisme relatif aux S. D. A. U.) : adopté (p. 8285).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 8286).

Voir *Agriculture* **4, 8,** article 9.
Banques et établissements financiers **5.**
Corse **2.**
Départements d'outre-mer **4.**
Epargne **3.**
Fonctionnaires et agents publics **7.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Départements et territoires d'outre-mer.
Nouvelle-Calédonie **1.**
Ordonnances **2.**
Transports urbains **1.**

Cautions demandées aux —
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

Emprunts des —
Voir *Collectivités locales* **7.**
Questions au Gouvernement **241, 282.**

Exonérations fiscales des —
Voir *Lois de finances* **6,** deuxième lecture, article 15 *bis.*

Equipement des —
Voir *Questions orales sans débat* **252.**

Financement des investissements des —
Voir *Questions au Gouvernement* **246.**

Fiscalité des —
Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale.

Recrutement des personnels des —
Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

Ressources des —
Voir *Questions au Gouvernement* **407.**

Statut des personnels des —
Voir *Collectivités locales* **7.**

Transfert des compétences aux —
Voir *Questions au Gouvernement* **361.**

COLLECTIVITES TERRITORIALES

Voir *Plan* **2.**

COMBS-LA-VILLE

Voir *Questions orales sans débat* **269.**

COMEDIE-FRANÇAISE (nomination de M. Vincent)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

COMITE CENTRAL D'ENTREPRISE

Voir *Travail* **8.**

COMITE CONSULTATIF POUR LA PROTECTION DES PERSONNES ETRANGERES

Voir *Traités et conventions* **39.**

COMITE D'ALLEGEMENT DES PRESCRIPTIONS ET PROCEDURES TECHNIQUES

Voir *Collectivités locales* **1.**

COMITE DE COORDINATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE

Voir *Corse* **3.**

COMITE INTERMINISTERIEL DE RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE (C.I.R.I.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

COMITE PERMANENT D'ECONOMIES BUDGETAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale.

COMITES CONSULTATIFS REGIONAUX

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

COMITES DE GROUPE

Voir *Plan* **2.**
Travail **6, 7, 8, 9** (discussion générale).

COMITES DE MASSIF

Voir *Agriculture* **4.**
Plan **2.**

COMITES D'ENTREPRISE

Voir *Motion de censure* **6, 8.**
Plan **2.**
Recherche scientifique et technique **1.**
Travail **6, 7, 8, 9** (dicussion générale commune), **12.**

C.O.D.E.F.I. (comités départementaux d'examen des problèmes financières des entreprises)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale ; (deuxième partie), Commerce et artisanat.
Economie et finances. — II : Services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, Budget annexe des monnaies et médailles ; Recherche et industrie, Energie.
Questions au Gouvernement **248, 291.**
Questions orales sans débat **250.**

COMITES DEPARTEMENTAUX DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES (C.O.D.E.R.P.A.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

COMITES D'ETABLISSEMENT

Voir *Travail* **8.**

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.H.S.C.T.)

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

COMITES ECONOMIQUES AGRICOLES

Voir *Agriculture* **8,** articles 6 et 22.

COMITES NATIONAL ET DEPARTEMENTAUX DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

COMITES REGIONAUX DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir *Audiovisuel* **1.**

COMITES REGIONAUX DE RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE (C.O.R.R.I.)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale ; (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

COMITES REGIONAUX DU TOURISME ET DES LOISIRS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.
Tourisme **3.**

COMMERÇANTS

Voir *Entreprises* **11.**
Questions au Gouvernement **247, 371.**

Fiscalité des —
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 53.

Agés
Voir *Assurance-Vieillesse : généralités* **7.**

COMMERÇANTS ET ARTISANS

Charges fiscales des —

Voir *Questions orales sans débat* **320.**

Cotisations socieles des —

Voir *Questions orales sans débat* **320.**

COMMERCE

2. — Proposition de loi n° 713 tendant à définir un **statut juridique du concessionnaire revendeur de produits de marque.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Marc Lauriol. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Lauriol (14 avril 1982).

3. — Proposition de loi n° 1368 tendant à modifier les seuils à partir desquels les constructions de magasins de commerce sont soumis à l'autorisation de la **commission départementale d'urbanisme commercial.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Martin Malvy et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Français (langue)* **1.**

Lois de finances **6** (première partie), discussion générale ; (deuxième partie), Commerce et Artisanat.

COMMERCE DE DETAIL

1. — Proposition de loi n° 553 tendant à encourager le **développement du petit commerce rural.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 22 juillet 1982. — Rapporteur : M. Robert de Caumont (8 avril 1982).

2. — Proposition de loi n° 1059 tendant à encourager le développement du **petit commerce rural.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. René Souchon et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert de Caumont (30 septembre 1982).

3. — Proposition de loi n° 626 tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Micaux (8 avril 1982).

4. — Projet de loi n° 730 relatif aux **conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat. — Renvoi à la commission spéciale. Nomination [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869), [*J. O.* du 27 mars 1982] (p. 944). Bureau [*J. O.* du 26 mars 1982] (p. 928). — Rapporteur : Mme Odile Sicard. — Rapport n° **748** (2 avril 1982). — Discussion les 8, 13 et 14 avril 1982. — Deuxième délibération (après l'article 6). — Adoption le 14 avril 1982. — Projet de loi n° **125.**

Sénat (première lecture), **n° 269** (1981-1982), dépôt le 20 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Raymond Bouvier. — Rapport **n° 316** (1981-1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Pierre Sallenave. — Avis **n° 304** (1981-1982) (28 avril 1982). — Discussion les 11 et 12 mai 1982. — Adoption le 12 mai 1982. — Projet de loi **n° 80** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 856,** dépôt le 13 mai 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : Mme Odile Sicard. — Rapport **n° 911** (1er juin 1982). — Discussion le 15 juin 1982. — Adoption avec modifications le 15 juin 1982. — Projet de loi **n° 168.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 392** (1981-1982), dépôt le 16 juin 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Raymond Bouvier. — Rapport **n° 420** (1981-1982) (23 juin 1982). — Rapporteur pour avis : M. Pierre Sallenave. — Avis **n° 401** (1981-1982) (17 juin 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption avec modifications le 24 juin 1982. — Projet de loi **n° 123** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 980,** dépôt le 25 juin 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : Mme Odile Sicard. — Rapport **n° 981** (1981-1982). — Discussion le 25 juin 1982. — Adoption définitive le 25 juin 1982. — Projet de loi **n° 187.**

Loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1982 (p. 2204) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [8 avril 1982] (p. 998), [13 avril 1982] (p. 1070) :

Allocations de maternité (allocation de repos maternel et indemnité de remplacement) : *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Delelis (André)* (p. 1001-1078) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1003) ; *Bayard (Henri)* (p. 1004) ; *Souchon (René)* (p. 1005) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1006) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1008) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009) ; *Rossinot (André)* (p. 1010) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1012) ; *Royer (Jean)* (p. 1014) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1071) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1073) ; *Proriol (Jean)* (p. 1074) ; *Caumont (Robert de)* (p. 1075).

Aménagement du territoire et activités artisanales et commerciales : *Souchon (René)* (p. 1005) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1011) ; *Caumont (Robert de)* (p. 1075) ; *Delelis (André)* (p. 1078).

Assiette du calcul des cotisations sociales (prise en compte de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1003).

Attribution préférentielle de parts sociales (partage des successions) *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Delelis (André)* (p. 1001-1078) ; *Souchon (René)* (p. 1005) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1006) ; *Miossec (Charles)* (p. 1007) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009) ; *Rossinot (André)* (p. 1010) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1073) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1074) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075).

Attribution préférentielle (prêts bonifiés pour le paiement de la soulte) : *Rossinot (André)* (p. 1010) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1074) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075).

Centres de gestion agréés (réforme des) : *Souchon (René)* (p. 1005) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1074) ; *Delelis (André)* (p. 1077).

Conjoints d'agriculteurs : *Gouzes (Gérard)* (p. 1074) ; *Delelis (André)* (p. 1078).

Conjoints de médecins : *Rossinot (André)* (p. 1010).

Conjoints des membres des professions libérales : *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Bayard (Henri)* (p. 1004) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1012) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 1014).

Cumul des retraites : *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Delelis (André)* (p. 1077).

Déductibilité des cotisations de sécurité sociale des B. I. C. et des B.N.C. : *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Delelis (André)* (p. 1001) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1013) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1071) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1074) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075).

Déductibilité du salaire du conjoint : *Sicard (Odile)* (p. 999-1000) ; *Delelis (André)* (p. 1001-1076-1077) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1004) ; *Souchon (René)* (p. 1005) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1007) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1008) ; *Rossinot (André)* (p. 1010) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 1011) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1012-1013) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 1014) ; *Royer (Jean)* (p. 1014) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1071) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1073) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1074) ; *Proriol (Jean)* (p. 1074) ; *Caumont (Robert de)* (p. 1075).

Droits propres à la retraite : partage de l'assiette des cotisations : *Sicard (Odile)* (p. 999-1000) ; *Delelis (André)* (p. 1000-1001-1077) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1003-1004) ; *Souchon (René)* (p. 1005) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1006) ; *Miossec (Charles)* (p. 1007) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1008) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009) ; *Rossinot (André)* (p. 1010) ; *Royer (Jean)* (p. 1014) ; *Dollo (Yves)* (p. 1015) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1071) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1071) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1073).

Financement : *Mauger (Pierre)* (p. 1070) ; *Delelis (André)* (p. 1078).

Formation professionnelle : *Sicard (Odile)* (p. 998) ; *Bayard (Henri)* (p. 1004) ; *Miossec (Charles)* (p. 1007) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 1011) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1012) ; *Dollo (Yves)* (p. 1015) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 1072) ; *Delelis (André)* (p. 1078).

Indemnité de licenciement du conjoint salarié : *Sicard (Odile)* (p. 1000) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1008).

Mandat du conjoint collaborateur : *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Delelis (André)* (p. 1001) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1008) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009).

Obligation de consentement du conjoint pour certaines opérations (aliénation, cession à bail) : *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1070).

Organismes consulaires : *Neiertz (Véronique)* (p. 1009) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 1011) ; *Delelis (André)* (p. 1076).

Possibilité de rachat des droits propres offerte aux femmes âgées : *Chaigneau (Colette)* (p. 1011) ; *Delelis (André)* (p. 1077).

Réforme fiscale (généralisation de l'abattement de 20 p. 100, suppression du système des forfaits) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1003).

Réforme fiscale (parité entre les salariés et les non-salariés) : *Sicard (Odile)* (p. 999).

Réforme des régimes matrimoniaux : *Sicard (Odile)* (p. 999) ; *Delelis (André)* (p. 1000) ; *Bayard (Henri)* (p. 1004) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1006) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1008) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 1013).

S. A. R. L. familiales : *Sicard (Odile)* (p. 1000) ; *Delelis (André)* (p. 1001-1007) ; *Souchon (René)* (p. 1005) ; *Bernard (Roland)* (p. 1009) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1073).

Taxe professionnelle : *Delelis (André)* (p. 1007).

Taxe sur les grandes surfaces : *Mauger (Pierre)* (p. 1070) ; *Delelis (André)* (p. 1078).

Unification des régimes de protection sociale : *Mauger (Pierre)* (p. 1072) ; *Delelis (André)* (p. 1078).

Urbanisme commercial : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1002-1003) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 1013) ; *Delelis (André)* (p. 1079).

Vote favorable du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1004).

Vote favorable des radicaux de gauche : *Chaigneau (Colette)* (p. 1011).

Discussion des articles [13 avril 1982] (p. 1079), [14 avril 1982] (p. 1093) :

Article 1er (*option proposée aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale*) : amendement n° 1 de la commission (tendant à reconnaître plus nettement le caractère professionnel de l'activité du conjoint dans l'entreprise) ; sous-amendement n° 36 de M. Gabriel Kaspereit soutenu par Mme Hélène Missoffe (rédactionnel) ; amendement n° 49 de M. Henri Bayard (tendant à préciser que le statu quo reste possible pour les conjoints qui le désirent) ; sous-amendement n° 36 rejeté ; amendement n° 1 adopté (p. 1079) ; amendement n° 49 devenu sans objet ; amendement n° 2 de la commission (tendant à remplacer les mots « conjoints inscrits » par les mots « conjoints mentionnés », à préciser la dénomination du registre du commerce et à aligner la législation sur celle qui est en vigueur dans les départements de l'est) ; sous-amendement n° 113 de M. Jean Oehler soutenu par Mme Odile Sicard (rédactionnel) ; amendement n° 51 de M. Henri Bayard(rédactionnel) : retiré ; amendement n° 114 du Gouvernement (ayant pour objet de supprimer la condition d'inscription au registre du commerce pour le conjoint collaborateur) : rejeté ; sous-amendement n° 113 adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté ; amendements n° 33 de M. Adrien Zeller, n° 93 de M. Germain Gengenwin et n° 52 de M. Henri Bayard : devenus sans objet ; amendement n° 50 de M. Henri Bayard (de précision) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 1080).

Chapitre Ier : *dispositions générales :*

Article 2 (*droit accordé aux époux mariés sous un régime de communauté de disposer des éléments nécessaires à l'exploitation de l'entreprise*) : amendement n° 77 de M. Claude Bartolone (rédactionnel) ; subordination au consentement du conjoint de la vente des éléments du fonds de commerce ou de l'exploitation artisanale dépendant de la communauté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 77 adopté ; amendement n° 3 devenu sans objet ; amendement n° 53 de M. André Rossinot soutenu par M. Henri Bayard (possibilité de ratification ultérieure de l'acte) : rejeté ; amendements n° 4 de la commission et n° 78 de M. Claude Bartoloné (tendant à préciser les conditions dans lesquelles l'action en nullité est ouverte au conjoint) ; amendement n° 78 retiré ; amendement n° 54 de M. Henri Bayard soutenu par M. Loïc Bouvard (tendant à préciser les conditions dans lesquelles l'action en nullité est ouverte au conjoint) : retiré (p. 1081) ; amendement n° 4 adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 5 de la commission (nécessité du consentement de la femme pour donner à bail un fonds de commerce ou un établissement artisanal) : devenu sans objet.

Article 3 (*modification de l'article 4 du code du commerce précisant à quelle condition un époux est réputé commerçant*) : amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*allocations de maternité*) : indemnité de remplacement ; opposition de l'article 40 de la Constitution à un amendement tendant à instituer une allocation forfaitaire unique (p. 1082) ; amendement n° 7 de la commission (tendant à faire référence à la loi du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) : adopté ; amendement n° 115 du Gouvernement (visant à étendre aux tâches ménagères le remplacement de la mère de famille) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant à préciser que l'indemnité de remplacement sera proportionnelle au coût de ce remplacement) (p. 1083) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (de conséquence) ; amendements n° 34 de M. Adrien Zeller et n° 94 de M. Germain Gengenwin (rédactionnels) : non soutenus ; amendement n° 10 adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à préciser le contenu des mesures d'application et faisant référence à une période de remplacement pré et post-natal indemnisable) ; problème du montant de l'allocation ; déclaration faite à ce sujet par le ministre de la solidarité nationale (fixation du montant de l'allocation forfaitaire et de l'indemnité de remplacement au niveau du S. M. I. C.) (p. 1084) ; amendement n° 11 rejeté ; amendement n° 116 du Gouvernement (relatif à la date d'entrée en vigueur des dispositions contenues dans la loi) ; amendement n° 12 de la commission (relatif à la date d'entrée en vigueur des dispositions contenues dans la loi) ; amendement n° 56 de M. Henri Bayard (relatif à la date d'entrée en vigueur des dispositions contenues dans la loi) : retiré ; amendement n° 116 adopté ; amendement n° 12 devenu sans objet ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 1085).

[14 avril 1982] :

Article 5 (*article 822, alinéas 3 et 4 du code civil : attribution préférentielle de parts sociales*) : amendement n° 57 de M. Henri Bayard (visant à tenir compte de la prestation gratuite du conjoint dans le calcul du montant de la soulte) : rejeté ; amendement n° 58 de M. Henri Bayard (tendant à accorder des prêts à taux préférentiels pour le paiement de la soulte aux conjoints des entreprises familiales, commerciales et artisanales) ; domaine réglementaire ; engagement du Gouvernement à mettre en place un système de prêts à taux bonifiés ; amendement n° 58 retiré ;

— article 5 adopté (p. 1093)

Article 6 (*article 832, alinéa 11, du code civil : attribution préférentielle en cas de pluralité de demandes*) : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 59 de M. Henri Bayard (proposant que le tribunal se prononce sur rapport d'experts) : rejeté ; amendement n° 60 de M. Henri Bayard (prévoyant qu'en cas de pluralité de demandes, le conjoint collaborateur bénéficiera d'une priorité d'attribution) ; amendement n° 14 de la commission (prise en compte de la durée de la participation « personnelle » du conjoint) ; amendement n° 60 rejeté ; amendement n° 14 adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 82 de Mme Odile Sicard (autorisant les S. A. R. L. à opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 1094) ; reprise de l'article 52 de la loi de finances pour 1981 dans le prochain projet de loi de finances rectificative ; amendement n° 82 adopté.

Chapitre II : *conjoints collaborateurs inscrits au registre du commerce ou au répertoire des métiers :*

Avant l'article 7 : amendements n° 16 de la commission, n° 117 du Gouvernement et n° 95 de M. Germain Gengewin : réservés jusqu'à l'amendement n° 18 de la commission avant l'article 8.

Article additionnel avant l'article 7 : amendement n° 118 du Gouvernement (partage de l'assiette des cotisations vieillesse sur la base des B. I. C. en faveur du conjoint collaborateur) ; origine de cette disposition : amendement de la commission des finances déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 1095) ; vote favorable du groupe U. D. F. : amendement n° 118 adopté.

Article 7 (*admission des cotisations de sécurité sociale en déduction des B. I. C. et B. N. C.*) : amendement n° 83 de Mme Odile Sicard (visant à donner force de loi à la pratique

des services des impôts consistant à déduire des B. I. C. imposables des cotisations de sécurité sociale obligatoires ou volontaires du conjoint) ; circulaire du ministère du budget en date du 12 janvier 1979 ; amendement n° 83 retiré (p. 1096) ; amendement n° 40 de M. Gabriel Kaspereit soutenu par M. Christian Bergelin (prévoyant la déductibilité totale des cotisations instituées en application de l'article 26 de la loi du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) : rejeté ; amendement n° 84 de Mme Odile Sicard (rédactionnel) : devenu sans objet ;

— article 7 adopté.

Avant l'article 7 (*suite*) : amendements sur l'intitulé du chapitre II précédemment réservés ; amendement n° 16 de la commission (tendant à modifier l'intitulé du chapitre II) : adopté.

Avant l'article 8 : amendement n° 18 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre II) ; amendement n° 117 du Gouvernement (modification de l'intitulé du chapitre II) : retiré ; amendement n° 95 non soutenu ; amendement n° 18 adopté après rectification ;

— ce texte devient le nouvel intitulé du chapitre II ;

Amendement n° 63 de M. Henri Bayard (prévoyant que les conjoints collaborateurs pourront acquérir des droits propres en cotisant à l'assurance volontaire vieillesse des non-salariés dans des conditions fixées par décret) : retiré ;

— intitulé du chapitre II, ainsi modifié, adopté (p. 1097).

Article 8 (*statut du conjoint collaborateur*) : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 35 de M. Adrien Zeller, n° 96 de M. Germain Gengenwin (rédactionnels) : non soutenus ; amendement n° 64 de M Henri Bayard (de coordination) ; amendement n° 20 adopté ; amendement n° 64 devenu sans objet ; amendement n° 119 du Gouvernement (tendant à substituer une inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers à la déclaration notariée mettant fin au mandat) ; amendement n° 65 de M. André Rossinot soutenu par M. Loïc Bouvard (tendant à substituer à la déclaration notariée mettant fin au mandat une inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers) ; amendement n° 21 de la commission (proposant que la déclaration soit motivée devant notaire et que le conjoint soit présent ou dûment appelé) ; amendement n° 66 de M. Henri Bayard (prévoyant la notification au conjoint concerné) ; amendement n° 119 retiré ; amendement n° 65 rejeté ; amendement n° 21 adopté ; amendement n° 66 devenu sans objet ; amendement n° 120 du Gouvernement (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 22 de la commission (prévoyant que la déclaration notariée sera mentionnée au registre du commerce et et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises et insérée dans un journal d'annonces légales) ; amendement n° 67 de M. Henri Bayard (prévoyant que la déclaration notariée sera mentionnée au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises et insérée dans un journal d'annonces légales) (p. 1099) ; sous-amendement n° 121 du Gouvernement à l'amendement n° 22 de la commission (tendant à supprimer la disposition prévoyant la publication dans un journal d'annonces légales) : rejeté ; sous-amendement n° 41 de M. Gabriel Kaspereit à l'amendement n° 22 de la commission soutenu par M. Christian Bergelin (précisant la procédure par laquelle la déclaration notariée de fin de mandat sera portée à la connaissance des tiers) : rejeté ; amendement n° 22 adopté ; amendement n° 67 satisfait ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *conjoints salariés.*

Article 9 (*affiliation au régime général du conjoint salarié d'un travailleur indépendant*) (p. 1100) : amendement n° 23 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 243 du code de la sécurité sociale qui précise que, dans l'hypothèse où la référence à une convention collective n'est pas possible, la rémunération minimale du conjoint salarié doit être calculée sur la base du S. M. I. C.) ; sous-amendement n° 107 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) ; non soutenu ; sous-amendement n° 42 de M. Gabriel Kaspereit soutenu par M. Christian Bergelin (prévoyant que la rémunération du conjoint ne pourra être en aucun cas inférieure au S. M. I. C.) ; sous-amendement n° 108 de M. Jean Proriol (prévoyant que la rémunération du conjoint ne pourra être en aucun cas inférieure au S. M. I. C.) ; sous-amendement n° 79 de Mme Véronique Neiertz (rédactionnel) ; sous-amendement n° 42 rejeté ; sous-amendement n° 108 rejeté ; sous-amendement n° 79 adopté ; sous-amendement n° 110 de M. Gilbert Mathieu (prévoyant que le conjoint salarié pourra être titulaire d'un mandat limité) : rejeté ; amendement n° 23, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 9 ;

Amendements n° 46 de M. Maurice Ligot, n° 68 de M. Jean Proriol, n° 47 de M. Maurice Ligot et n° 109 de M. Gilbert Mathieu : devenus sans objet (p. 1101).

Après l'article 9 : amendement n° 43 de M. Gabriel Kaspereit soutenu par M. Christian Bergelin (abrogation de l'article 154 du C. G. I. : suppression de la limite de déductibilité du salaire du conjoint et majoration des droits pour les tabacs et allumettes) ; amendement n° 69 de M. André Rossinot soutenu par M. Loïc Bouvard (tendant à préciser que la déduction s'appliquera pour un salaire équivalent au S. M. I. C. et à majorer à due concurrence des droits sur les tabacs et allumettes) ; amendement n° 111 de M. Gilbert Mathieu (tendant à préciser que la déduction s'appliquera pour un salaire équivalent au S. M I. C. et à majorer à due concurrence des droits sur les tabacs et allumettes) ; article 40 de la Constitution (p. 1102) ; amendements n°s 43, 69 et 111 : retirés.

Article 10 (*application du droit du travail au conjoint salarié d'un travailleur indépendant*) : amendement n° 80 de M. Gérard Gouzes (disposant que le code du travail s'applique au conjoint du chef d'entreprise commerciale ou artisanale, salarié par lui et sous l'autorité duquel il est réputé exercer son activité) ; nécessité d'obliger les A. S. S. E. D. I. C. à prendre en compte le statut de salarié du conjoint d'artisan ou de commerçant ; amendement n° 80 adopté ; amendement n° 70 de M. Henri Bayard soutenu par M. Charles Fèvre (précisant que le conjoint salarié peut bénéfier de la législation relative à l'indemnisation du demandeur d'emploi) : rejeté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IV : *conjoint associé.*

Article 11 (*article* 1832-1 *du code civil : sociétés entre époux*) : amendement n° 25 de la commission (de précision) : rejeté ;

— article 11 adopté (p. 1103).

Article 12 (*article* 1832-2 *nouveau du code civil : qualité d'associé en cas d'apport de biens communs*) : amendement n° 26 de la commission (prévoyant le consentement des deux époux pour l'acquisition des parts sociales non négociables et reconnaissant la qualité d'associé à chacun des époux, les deux étant acceptés ou refusés ensemble) ; amendement n° 71 de M. André Rossinot soutenu par M. Maurice Ligot (reconnaissant la qualité d'associé à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition) ; amendement n° 72 de M. Henri Bayard (prévoyant le consentement des deux époux pour l'acquisition des parts sociales non négociables) , amendement n° 123 du Gouvernement (relatif à la procédure d'acceptation de l'époux ou d'agrément donné à l'époux) (p. 1104) ; amendement n° 26 rejeté ; amendement n° 71 rejeté ; amendement n° 72 rejeté ; amendement n° 123 adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*article* 1843-2 *du code civil : apports en industrie*) : amendement n° 73 de M. Henri Bayard soutenu par M. Charles Fèvre (précisant que les parts d'apports en industrie sont intransmissibles et que leurs bénéficiaires ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 832 du code civil relatif à l'attribution préférentielle) : rejeté ;

— article 13, adopté.

Article 14 (*article* 1845-1 *du code civil : apports en industrie*) : adopté (p. 1105).

Article 15 (*article* 38 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *apports en industrie dans les S. A. R. L.*) : amendement n° 97 de M. René Souchon (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 98 de M. René Souchon (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 27 de la commission et n° 81 de M. René Souchon (tendant à supprimer l'obligation d'un apport en nature posée comme condition à un apport en industrie fait par un des conjoints) ; amendement n° 74 de M. André Rossinot soutenu par M. Loïc Bouvard (tendant à substituer à l'expression « objet social » les mots « activité de la société ») (p. 1106) ; sous-amendement n° 122 du Gouvernement à l'amendement n° 27 de la commission (précisant que seul l'apporteur en nature peut apporter son industrie) : adopté ; amendement n° 81 retiré ;

amendement n° 27, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 74 devenu sans objet ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 29 de la commission (modifiant les règles de calcul des majorités dans les S. A. R. L.) : adopté.

Article 16 (*article 58 de la loi du 24 juillet 1966 : représentation des associés dans les S. A. R. L.*) : amendement n° 75 de M. André Rossinot soutenu par M. Henri Bayard (de suppression) (p. 1107) : rejeté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 44 de M. Gabriel Kaspereit soutenu par M. Pierre Raynal (rédactionnel) : rejeté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*affiliation aux régimes sociaux des travailleurs indépendants de certains conjoints associés*) : amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Titre : amendement n° 45 de M. Gabriel Kaspereit soutenu par M. Pierre Raynal (tendant à modifier l'intitulé du projet de loi) (p. 1108) ; problème du statut des conjoints des membres de professions libérales ; amendement n° 45 : rejeté ;

— adoption du titre du projet de loi.

Seconde délibération du projet de loi (p. 1109).

Après l'article 6 : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à supprimer l'article 6) : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 *bis* est supprimé.

Explications de vote (p. 1109).

Vote positif du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 1110).
Vote positif du groupe R.P.R. : *Raynal (Pierre)* (p. 1110).
Vote positif du groupe socialiste : *Besson (Louis)* (p. 1109, 1110).
Vote positif du groupe U.D.F. : *Proriol (Jean)* (p. 1110).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1111).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 juin 1982] (p. 3433).

Adoption d'un enfant et allocation de maternité : *Sicard (Odile)* (p. 3434).
Assurance vieillesse du conjoint collaborateur : *Sicard (Odile)* (p. 3434) ; *Delelis (André)* (p. 3435).
Conjoint séparé de biens : *Sicard (Odile)* (p. 3434).
Déductibilité fiscale du salaire versé au conjoint : *Delelis (André)* (p. 3435).
Formation des artisans : *Caumont (Robert de)* (p. 3435).
Installation des jeunes artisans et commerçants en zone rurale : *Caumont (Robert de)* (p. 3435).
Prêts bonifiés : *Delelis (André)* (p. 3435).
Rôle économique des commerçants et des artisans : *Brunet (André)* (p. 3434) ; *de Caumont (Robert)* (p. 3435).

Discussion des articles [15 juin 1982] (p. 3435).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : référence au caractère familial de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 16 de M. Michel Péricard (rédactionnel) : non soutenu ; amendement n° 19 de la commission (tendant à permettre au conjoint de faire un choix délibéré entre la situation de sans profession et le bénéfice d'un statut professionnel) : rejeté ;

— article 1er, adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : consentement du conjoint collaborant à temps partiel à l'activité professionnelle de son époux en cas d'aliénation d'éléments du fonds de commerce) : adopté (p. 3436) ; amendement n° 3 de la commission (suppression de la disposition précisant que l'article 217 du code civil est applicable) : adopté ;

— article 2 ainsi modifié, adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 4 de la commission (supprimant l'obligation de consulter les institutions professionnelles intéressées et les associations désignées par elles sur le décret d'application) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 17 de M. Michel Péricard (relatif au calcul du montant de la soulte) : non soutenu ; amendement n° 20 du Gouvernement (suppression du paragraphe II relatif à l'attribution de prêts bonifiés pour le paiement de la soulte) (p. 3437) ; adopté ,

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 7 A : intitulé du chapitre II, Conjoint collaborateur : adopté.

Article 7 A : amendement n° 21 du Gouvernement (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au partage de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse) : adopté ;

— article 7 A, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 8 : intitulé du chapitre II supprimé par le Sénat ; adoption de cette suppression.

Article 8 : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant à exiger que la déclaration mettant fin aux mandats légaux soit motivée par des raisons d'ordre professionnel) (p. 3438) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : obligation de publier la décision de révocation du mandat dans un journal d'annonces légales) : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *bis* : amendement n° 12 de la commission (suppression de l'article 9 *bis* relatif à la déductibilité du salaire du conjoint) : adopté ;

— en conséquence, l'article 9 *bis* est supprimé.

Article 10 : adopté (p. 3439).

Article 12 : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : rejeté ;

— article 12 adopté.

Article 15 : amendement n° 15 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; faculté d'apporter leur industrie dans les S.A.R.L. réservée aux seuls apporteurs en nature et à leur conjoint) ; amendement n° 24 du Gouvernement (faculté d'apporter leur industrie dans les S.A.R.L. aux seuls apporteurs en nature et à leur conjoint) ; adoptés ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : adopté.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe communiste : *Gœuriot (Colette)* (p. 3441).
Vote favorable du groupe R.P.R. et du groupe U.D.F. : *Proriol (Jean)* (p. 3441).
Vote favorable du groupe socialiste : *Souchon (René)* (p. 3441).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3442).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [25 juin 1982] (p. 3913).

Allocation de maternité : *Sicard (Odile)* (p. 3913) ; *Ralite (Jack)* (p. 3913).
Attribution préférentielle : *Sicard (Odile)* (p. 3913) ; *Ralite (Jack)* (p. 3913).

Discussion des articles (p. 3913).

Article 4 (p. 3913) : adopté.

Article 5 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3914).

5. — Projet de loi n° 732 relatif à la **formation professionnelle des artisans.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie Jacq (22 avril 1982). — Rapport **n° 1226** (18 novembre 1982). — Discussion le 23 novembre 1982. — Deuxième délibération (art. 1, 2, 3). Adoption le 23 novembre 1982. — Projet de loi **n° 264.**

Sénat (première lecture), **n° 110** (1982-1983), dépôt le 25 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Henri Le Breton. — Rapport **n° 128** (1982-1983) (8 décembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur pour avis : M. Georges Mouly. — Avis **n° 126** (1982-1983) (8 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Adoption le 15 décembre 1982. — Projet de loi **n° 50** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 1318,** dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie Jacq. — Rapport **n° 1325** (17 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Adoption définitive le 17 décembre 1982. — Projet de loi **n° 293.**

Loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 publiée au J.O. du 24 décembre 1982 (p. 3850) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1982] (p. 7572, 7581).

Chambre des métiers : *Jacq (Marie)* (p. 7572) ; *Delelis (André)* (p. 7573, 7589) ; *Souchon (René)* (p. 7581) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 7583) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7585) ; *Bernard (Roland)* (p. 7586).

Charges des artisans : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7576) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7583) ; *Delelis (André)* (p. 7589, 7590).

Charte de l'artisanat : *Proriol (Jean)* (p. 7587).

Commerçants (extension du texte aux —) : *Jacq (Marie)* (p. 7573) ; *Souchon (René)* (p. 7581) ; *Rodet (Alain)* (p. 7584) ; *Proriol (Jean)* (p. 7588) ; *Delelis (André)* (p. 7589).

Conjoints d'artisans : *Jacq (Marie)* (p. 7572) ; *Perrut (Francisque)* (p. 7574) ; *Couillet (Michel)* (p. 7575) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7575) ; *Souchon (René)* (p. 7582) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7583) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7585) ; *Proriol (Jean)* (p. 7587, 7588) ; *Delelis (André)* (p. 7589).

Contrôle des connaissances : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7575) ; *Dollo (Yves)* (p. 7584) ; *Delelis (André)* (p. 7589).

Dispense de la formation initiale : *Jacq (Marie)* (p. 7572) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7575).

Financement : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7575) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7583) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7585) ; *Besson (Louis)* (p. 7586) ; *Proriol (Jean)* (p. 7587-7588) ; *Delelis (André)* (p. 7589).

Fonds d'assurance formation : *Jacq (Marie)* (p. 7572-7573) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7583) ; *Proriol (Jean)* (p. 7587) ; *Delelis (André)* (p. 7589).

Formation à la gestion : *Perrut (Francisque)* (p. 7574) ; *Couillet (Michel)* (p. 7575) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7575) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 7583) ; *Dollo (Yves)* (p. 7584) ; *Proriol (Jean)* (p. 7587) ; *Delelis* (p. 7589).

Formation continue : *Delelis (André)* (p. 7583) ; *Bernard (Roland)* (p. 7586) ; *Pinard (Joseph)* (p. 7588).

Formation initiale (organisation et contenu des stages ; caractère obligatoire) : *Jacq (Marie)* (p. 7572) ; *Delelis (André)* (p. 7573-7589-7590) ; *Perrut (Francisque)* (p. 7573) ; *Couillet (Michel)* (p. 7574) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7575) ; *Souchon (René)* (p. 7581) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7585) ; *Bernard (Roland)* (p. 7586) ; *Besson (Louis)* (p. 7587) ; *Proriol (Jean)* (p. 7587) ; *Pinard (Joseph)* (p. 7588).

Place de l'artisanat dans l'économie française : *Souchon (René)* (p. 7581) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 7582).

Salariés d'artisans (formation professionnelle des —) : *Jacq (Marie)* (p. 7573) ; *Perrut (Francisque)* (p. 7574) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7576) ; *Souchon (René)* (p. 7582) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7583) ; *Rodet (Alain)* (p. 7584) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7585) ; *Proriol (Jean)* (p. 7587-7588) ; *Delelis (André)* (p. 7589-7590).

Taxe de formation et taxe pour frais des chambres des métiers ; taxe additionnelle : *Delelis (André)* (p. 7573) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7575) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7583) ; *Besson (Louis)* (p. 7587) ; *Proriol (Jean)* (p. 7587).

Veuves d'artisans : *Pinard (Joseph)* (p. 7588) ; *Delelis (André)* (p. 7589).

Discussion des articles [23 novembre 1982] (p. 7590) :

Article 1er (*objectifs de la formation professionnelle continue des artisans*) : amendements n° 8 de M. Francisque Perrut et n° 18 de M. Christian Bergelin (tendant à ouvrir le bénéfice de la formation professionnelle aux conjoints d'artisans) : adoptés ; amendement n° 1 de la commission (tendant à ouvrir le champ d'application du texte aux conjoints non salariés des artisans) : devenu sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*stages préalables à l'installation ; cas de dispense des stages*) : amendement n° 15 de M. Jean-Paul Fuchs (rôle des organisations professionnelles dans la formation des artisans) : retiré (p. 7590) ; amendement n° 16 de M. Jean-Paul Fuchs (rôle des organisations professionnelles de l'artisanat les plus représentatives) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (ouverture des stages aux conjoints d'artisans non salariés) ; sous-amendement n° 21 de M. Christian Bergelin (suppression des mots « non salariés » dans cet amendement) : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*majoration de la taxe pour frais de chambres de métiers destinée au financement des actions de formation continue*) : amendement n° 3 de la commission (extension du champ d'application du texte aux conjoints non salariés d'artisans) ; sous-amendement n° 22 de M. Christian Bergelin (suppression des mots « non salariés » dans cet amendement) : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 24 de M. Jean-Paul Charié (aide directe de l'Etat à la formation continue) (p. 7591) : adopté ; amendement n° 13 de M. Marcel Esdras (abaissement du plancher prévu pour la majoration de la taxe pour frais de chambres des métiers dans les D.O.M.) : retiré ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 7592).

Article 4 (*répartition des sommes destinées à la formation continue des artisans*) : amendement n° 6 rectifié de M. René Souchon (obligation de versement des ressources au fonds d'assurance formation ; précision de l'origine des ressources des fonds d'assurance formation régionaux ; habilitation des fonds d'assurance formation) : adopté ; amendement n° 10 de M. Francisque Perrut : devenu sans objet ; amendement n° 14 de M. Marcel Esdras (visant à permettre aux chambres de métiers des départements d'outre-mer de gérer les fonds) (p. 7593) : retiré ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*répartition des sommes affectées aux fonds d'assurance formation nationaux et régionaux*) : amendements n° 11 de M. Francisque Perrut et n° 25 de M. Jean-Paul Charié (présence de l'assemblée permanente des chambres de métiers au sein de l'établissement public de répartition) : retirés ;

— article 5, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 12 de M. Francisque Perrut (tendant à faire apparaître les sommes collectées au bénéfice des fonds d'assurance formation sur les investissements fiscaux) (p. 7594) : retiré.

Article 6 (*abrogation du troisième alinéa de l'article L. 990-2 du code du travail*) : adopté.

Article 7 (*entrée en vigueur des dispositions du texte*) : amendement n° 27 du Gouvernement (tendant à fixer la date d'entrée en vigueur du texte au 1er janvier 1983) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 7 de M. René Souchon (régime transitoire permettant aux salariés d'artisans de bénéficier des dispositions du texte) (p. 7595) : adopté.

Titre : amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter le titre pour tenir compte des conjoints non salariés des auxiliaires familiaux d'artisans) ; sous-amendement n° 26 de M. Christian Bergelin (tendant à supprimer les mots « non salariés ») : retiré ; amendement n° 5 : rejeté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 7596).

Article 1er (*objectifs de la formation professionnelle*) : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à insérer les mots « non salariés » en ce qui concerne les conjoints d'artisans) (p. 7596) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*formation initiale et possibilité de dispense des stages de formation initiale*) : amendement n° 2 du Gouvernement (tendant à insérer les mots « non salariés » en ce qui concerne les conjoints) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 7597).

Article 3 (*financement des actions de formation continue*) : amendement n° 3 du Gouvernement (tendant à insérer les mots « non salariés » en ce qui concerne les conjoints d'artisans) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 7598) :

Vote favorable du groupe R. P. R. : *Bergelin* (*Christian*) (p. 7598).
Vote favorable du groupe socialiste : *Souchon* (*René*) (p. 7598).
Vote favorable du groupe U. D. F. : *Perrut* (*Francisque*) (p. 7598).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7598).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1982] (p. 8498).

Chambres de métiers : *Jacq* (*Marie*) (p. 8498) ; *Delelis* (*André*) (p. 8498).
Décentralisation : *Delelis* (*André*) (p. 8498).
Modifications apportées par le Sénat : *Jacq* (*Marie*) (p. 8498) ; *Delelis* (*André*) (p. 8498).
Vote du texte adopté par le Sénat : *Jacq* (*Marie*) (p. 8498) ; *Delelis* (*André*) (p. 8498).

Discussion des articles [17 décembre 1982] (p. 8499).

Articles 1er à 5 : adoptés.

Article 8 : adopté (p. 8499).

Explications de vote (p. 8499).

Absence des députés de l'opposition : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 8499).
Diversification des sources de formation : *Provost* (*Eliane*) (p. 8499).
Vote positif du groupe communiste : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 8499).
Vote positif du groupe socialiste : *Provost* (*Eliane*) (p. 8499).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8499).

6. — **Projet de loi n° 1274** étendant aux grossistes et aux importateurs l'obligation de communiquer leurs **barèmes et conditions de vente** à tout revendeur qui en fait la demande. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 décembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, et M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat. — Urgence déclarée le 6 décembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel (9 décembre 1982). — Rapport **n° 1281** (9 décembre 1982).

COMMERCE ET ARTISANAT

Voir *Lois de finances* **6,** art. 53, 69 et 70 (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.

COMMERCE EXTERIEUR

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **5,** discussion générale.
Lois de finances **6,** première partie, discussion générale (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A. ; Commerce extérieur ; Mer ; Recherche et industrie, énergie ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Lois de finances rectificatives **6.**
Questions au Gouvernement **293, 356, 377, 380, 385, 419, 420.**
Questions orales sans débat **201, 243.**

COMMERCE INTERNATIONAL

Voir *Questions au Gouvernement* **298.**

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE

Voir *Collectivités locales* **1, 7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Questions au Gouvernement **246.**
Questions orales sans débat **288, 300.**

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (C. E. A.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

COMMISSION ADMINISTRATIVE NATIONALE D'EVALUATION

Voir *Nationalisations* **5.**

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'AUDIOVISUEL

Voir *Audiovisuel* **1.**

COMMISSION CONSULTATIVE DU COMMERCE EXTERIEUR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Voir *Audiovisuel* **1.**

COMMISSION DEPARTEMENTALE DU LOGEMENT

Voir *Baux* **6.**

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'URBANISME COMMERCIAL

Voir *Commerce* **3.**

COMMISSION DEPARTEMENTALE PARITAIRE DE CONCILIATION

Voir *Baux* **6.**

COMMISSION DE REFORME DE L'EPARGNE

Voir *Epargne* **3.**

COMMISSION DE REFORME DU PLAN

Voir *Plan* **2.**

COMMISSION DES COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

COMMISSION DES MARCHES A TERME DE MARCHANDISES

Voir *Bourses de commerce* **1.**

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (C. O. B.).

Voir *Epargne* **4.**
Questions orales sans débat **311.**

COMMISSION D'INFORMATION HISTORIQUE POUR LA PAIX

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.
Questions orales sans débat **142.**

COMMISSION ECONOMIQUE

Voir *Travail* **8.**

COMMISSION DU PLAN

Voir *Questions au Gouvernement* **319.**

COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir *Questions au Gouvernement* **368.**

COMMISSION HOLLEAUX

Voir *Audiovisuel* **1.**

COMMISSION NATIONALE DE LA LIBERTE AUDIOVISUELLE

Voir *Audiovisuel* **1.**

COMMISSION NATIONALE DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

Voir *Justice* **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation ; Justice.
Traités et conventions **39.**

COMMISSION NATIONALE DE PLANIFICATION

Voir *Plan* **2.**

COMMISSION NATIONALE DES RAPPORTS LOCATIFS

Voir *Baux* **6.**

COMMISSION PICARD (corps I.T.E.F. et T.E.F.)

Voir *Examens, concours et diplômes* **3.**

COMMISSIONNAIRES ET COURTIERS

Voir *Bourses de commerce* **1.**

COMMISSIONS DE MODERNISATION

Voir *Plan* **2.**

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE

Voir *Agriculture* **4.**
Archives **1.**
Circulation routière **5.**
Collectivités locales **6.**
Défense (ministère) **1.**
Economie (ministère) **1.**
Energie **3.**
Entreprises **14.**
Parlement **7, 8.**
Pollutions et nuisances **1.**
Radiodiffusion et télévision **5.**
Sécurité sociale **8.**

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES DES RAPPORTS LOCATIFS

Voir *Baux* **6.**

COMMISSIONS ET DESIGNATIONS D'OFFICE

Voir *Justice* **14.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture).
Lois de finances rectificatives **5, 6.**

COMMISSIONS NATIONALES OU REGIONALES DE CONCILIATION

Voir *Travail* **7.**

COMMISSIONS PARITAIRES D'INTERPRETATION

Voir *Travail* **7.**

COMMISSIONS SPECIALES

Voir *Rappels au règlement* **377.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (C. E. E.)

Voir *Agriculture* **8,** articles 1 et 2.
Déclarations du Gouvernement **5.**
Entreprises **11.**
Frontaliers **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

Montants compensatoires monétaires :

Voir *Questions au Gouvernement* **326, 335.**
Questions orales sans débat **249.**

COMMUNAUTES EUROPEENNES

3. — Rapport n° 1020 établi au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979, par M. Charles Josselin et plusieurs de ses collègues [8 juillet 1982].

4. — Rapport d'information déposé par M. Charles Josselin au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 1316)** [16 décembre 1982].

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Mer ; Plan et aménagement du territoire ; Recherche et industrie, énergie. Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Poissons et produits d'eau douce et de la mer **1.**
Produits chimiques et parachimiques **1.**
Questions au Gouvernement **183, 187, 188, 194, 236, 261, 276.**
Questions orales sans débat **307.**
Rapports d'information **4.**
Transports **2.**
Vétérinaires **1.**

Politique agricole commune :

Voir *Agriculture* **4, 8.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.
Questions au Gouvernement **226, 244, 369.**
Questions orales sans débat **167, 249.**

Politique étrangère :

Voir *Questions au Gouvernement* **355.**

Préférence communautaire :

Voir *Questions au Gouvernement* **489.**

Problèmes budgétaires :

Voir *Questions au Gouvernement* **309.**

COMMUNAUTES URBAINES

Voir *Communes* **9.**
Villes nouvelles **1.**

COMMUNES

8. — Proposition de loi n° 878 tendant à attribuer aux communes les **biens vacants et sans maître** ayant un caractère d'immeuble. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le **19 mai 1982,** par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Edmond Garcin (17 juin 1982).

9. — Projet de loi n° 1129 relatif à l'**organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 octobre 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 6 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen (7 octobre 1982). — Rapport n° **1148** (13 octobre 1982). — Discussion les **20, 21,** 22 et 23 octobre 1982. — Adoption le 23 octobre 1982. — Projet de loi n° **256.**

Sénat (première lecture), n° **64** (1982-1983). — Dépôt le 26 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Roger Romani. — Rapport n° **90** (1982-1983) (10 novembre 1982). — Discussion le 18 novembre 1982). — Rejet le 18 novembre 1982. — Projet de loi n° **40.**

Commission mixte paritaire, nomination [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572) ; bureau [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Raymond Forni. — Rapport n° **1238** (23 novembre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roger Romani. — Rapport n° **101** (1982-1983) (23 novembre 1982). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1231**, dépôt le 18 novembre 1982. — Renvoi à la commission dés lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1269** (2 décembre 1982). — Discussion le 9 décembre 1982. — Deuxième délibération (art. 27 et 36). — Adoption avec modifications le 9 décembre 1982. — Projet de loi n° **279.**

Sénat (deuxième lecture), n° **139** (1982-1983), dépôt le 10 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Roger Romani. — Rapport n° **143** (1982-1983) (14 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Rejet le 15 décembre 1982. — Projet de loi n° **48** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1305,** dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1309** (16 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Adoption définitive le 17 décembre 1982. — Projet de loi n° **288.**

Saisine du Conseil Constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). — Décision le 28 décembre 1982 [*J. O.* du 29 décembre 1982] (p. 3914). — Conforme en totalité.

Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 1er janvier 1983 (p. 3). — *Rectificatif* (*J.O.* du 20 décembre 1982) (p. 379).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 octobre 1982] (p. 6050, 6065) ; [21 octobre 1982] (p. 6092).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jacques Dominati sur le projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon : *Dominati* (*Jacques*) (p. 6056, 6057, 6058) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6058, 6059, 6060) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6060, 6061) : rejetée par scrutin public (p. 6061).

Question préalable opposée par M. Jacques Toubon au projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon : *Toubon* (*Jacques*) (p. 6065 à 6072) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6072, 6073, 6074) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 6074) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6075) : rejetée par scrutin public (p. 6075).

Absence de recours au référendum : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6054) ; *La Combe* (*René*) (p. 6123).

Article 72 de la Constitution : *Dominati* (*Jacques*) (p. 6057) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6059) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6060).

Associations (rôle des —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 6069, 6070) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6076) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6077) ; *Billon* (*Alain*) (p. 6080) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 6080, 6081) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 6111) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 6113, 6114) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 6115).

Augmentation du nombre des élus : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6055) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6060) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6076) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6077) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6120) ; *La Combe* (*René*) (p. 6023).

Avis du Conseil d'Etat : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6054).

Cabinet du maire de Paris : *Quilès* (*Paul*) (p. 6060) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 6110) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6120).

Chargés de mission du maire de Paris : *Quilès* (*Paul*) (p. 6059) ; *Billon* (*Alain*) (p. 6080).

Commissions extra-municipales : *Toubon* (*Jacques*) (p. 6066) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6073).

Communautés urbaines : *Poperen* (*Jean*) (p. 6052) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6052, 6053, 6055) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6078) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6079) ; *Rigaud* (*Jean*) (p. 6120) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6121, 6122) : *Derosier* (*Bernard*) (p. 6122).

Concertation lors de l'élaboration du texte de loi : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6054, 6075, 6106, 6107, 6108) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6067, 6068) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6077) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6078) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 6095) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6103, 6104, 6107) ; *Santoni* (*Hyacinthe*) (p. 6112) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 6114).

Coût de la réforme : *Toubon* (*Jacques*) (p. 6070, 6071) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6077) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6079) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6094) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6102) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6105) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 6115) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 6116) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 6116) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6119) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 6122) ; *La Combe* (*René*) (p. 6123).

Effets de la réforme : décentralisation ou « hypercentralisation » : *Poperen* (*Jean*) (p. 6051) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6052, 6061) ; *Dominati* (*Jacques*) (p. 6057) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6059) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6071) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6073) ; *Billon* (*Alain*) (p. 6079) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6092, 6093) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6099, 6101, 6102) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6104) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 6113) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 6117, 6118) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 6118) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6119) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 6122).

Election des conseils d'arrondissement : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6076) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 6080, 6081) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6092, 6093) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6101) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 6118).

Exemples étrangers : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6054) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6066) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6072) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6078) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6102) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 6115) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6120).

Lyon : *Poperen* (*Jean*) (p. 6052) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6052) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6065) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6077) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6078) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6095) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 6115, 6116) ; *Rigaud* (*Jean*) (p. 6120) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6121).

Marseille : *Toubon* (*Jacques*) (p. 6065, 6066) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6074) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6094) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 6095 à 6098) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6097, 6098, 6099) ; *Santoni* (*Hyacinthe*) (p. 6112).

Opération de La Villette : *Billon* (*Alain*) (p. 6080) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6094).

Paris (bilan des commissions d'arrondissement) : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6053, 6109) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6060) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6066, 6069) ; *Billon* (*Alain*) (p. 6080) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6092, 6093) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6100) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6104) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 6110) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 6113) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 6118) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6119).

Paris (statut et gestion) : *Poperen* (*Jean*) (p. 6051) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6053, 6108, 6117) ; *Dominati* (*Jacques*) (p. 6058) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6059, 6060) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6065, 6066, 6067) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6072, 6073) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6076) ; *Billon* (*Alain*) (p. 6079, 6080) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6094) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6100) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6103, 6104, 6105) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 6110, 6111, 6112) ; *Tibéri* (*Jacques*) (p. 6111. 6117) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 6113) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 6114) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 6118) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6119, 6120).

Personnels : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6055, 6061) ; *Dominati* (*Jacques*) (p. 6057) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6059) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6076) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6094) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 6116, 6117).

Propositions de loi de l'ancienne majorité : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6053) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6059) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6073) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 6115).

Relations entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement (règlement des conflits) : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6055, 6061) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6069, 6071) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6077) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6078, 6079) ; *Billon* (*Alain*) (p. 6080) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 6095) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6105) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 6114) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 6117) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 6122).

Répartition des compétences, attributions du conseil d'arrondissement : *Poperen* (*Jean*) (p. 6051) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6053, 6054, 6055) ; *Dominati* (*Jacques*) (p. 6057) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6059, 6060) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6069, 6071) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6078, 6079) ; *Billon* (*Alain*) (p. 6080) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6092, 6093) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 6095) ; *Tibéri* (*Jean*) (p. 6116, 6117) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 6119) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 6119).

Ressources financières des conseils d'arrondissement : *Defferre* (*Gaston*) (p. 6055, 6060) ; *Dominati* (*Jacques*) (p. 6057) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6059) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 6068, 6069) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6077) ; *Noir* (*Michel*) (p. 6079) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6094) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6102) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 6114) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 6123).

Spéculation immobilière : *Hermier* (*Guy*) (p. 6093, 6094).

Tutelle de l'Etat : *Defferre (Gaston)* (p. 6055, 6060) ; *Dominati (Jacques)* (p. 6057) ; *Quilès (Paul)* (p. 6059) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6071) ; *Mayoud (Alain)* (p. 6077) ; *Tiberi (Jean)* (p. 6117).
Unité communale : *Poperen (Jean)* (p. 6051) ; *Defferre (Gaston)* (p. 6054) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6076) ; *Mayoud (Alain)* (p. 6077) ; *Hermier (Guy)* (p. 6092, 6093) ; *Sarre (Georges)* (p. 6100) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6105) ; *Moulinet (Louis)* (p. 6111) ; *Pernin (Paul)* (p. 6114) ; *Escutia (Manuel)* (p. 6119).
Urbanisation et gestion des grandes villes : *Poperen (Jean)* (p. 6052) ; *Defferre (Gaston)* (p. 6052) ; *Floch (Jacques)* (p. 6074) ; *Hermier (Guy)* (p. 6092) ; *Sarre (Georges)* (p. 6100) ; *Derosier (Bernard)* (p. 6122).
Visées électorales du Gouvernement : *Defferre (Gaston)* (p. 6056) ; *Dominati (Jacques)* (p. 6058) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6068) ; *Floch (Jacques)* (p. 6073) ; *Mayoud (Alain)* (p. 6077) ; *Noir (Michel)* (p. 6079) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6095, 6096) ; *Sarre (Georges)* (p. 6099) ; *Santoni (Hyacinthe)* (p. 6112) ; *Pernin (Paul)* (p. 6115) ; *Collomb (Gérard)* (p. 6115).
Vote favorable du groupe communiste : *Hermier (Guy)* (p. 6092).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6097).

Discussion des articles [22 octobre 1982] (p. 6174, 6207) ; [23 octobre 1982] (p. 6244, 6256).

Chapitre Ier : dispositions communes à Paris, Marseille et Lyon.

Avant l'article 1er : amendement n° 69 de M. Michel Noir (exclusion de la ville Lyon) ; spécificité de la ville de Lyon ; existence d'une communauté urbaine ; multiplication des échelons d'administration locale (p. 6174) ; prise en compte de la spécificité de Lyon ; amendement n° 69 : rejeté (p. 6175).

Article 1er (*principes généraux*) : éclatement de Lyon ; multiplication des organes délibératifs ; non-création de l'arrondissement en tant qu'entité juridique ; caractère exécutoire des décisions ; absence de ressources propres ; « texte d'exception » ; gestion de Paris par vingt et un maires (p. 6076) ; inéligibilité aux conseils d'arrondissement des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille ; caractère « politique » du projet de loi ; attributions des conseils d'arrondissement ; risque « d'anarchie » ; amendements n° 41 et n° 42 de M. Pierre-Bernard Cousté : retirés ; amendement n° 70 de M. Claude Labbé soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (de suppression) (p. 6177) ; problème de l'inéligibilité des officiers municipaux ; réponse de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6178) ; amendement n° 70 : rejeté ;

— article 1er, adopté.

Article 2 (*nombre et délimitation des arrondissements*) : caractère superfétatoire de l'article 2 ; amendement du Gouvernement (proposant que les conseils municipaux donnent un avis conforme sur le projet de décret en Conseil d'Etat portant modification des limites des arrondissements) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 6179).

Article 3 (*création des conseils d'arrondissement*) : gestion actuelle de la ville de Paris ; bilan des commissions d'arrondissement ; diminution du rôle des associations ; existence de services décentralisés dans la ville de Lyon (p. 6180) ; alourdissement des procédures ; division de Marseille en secteurs ; lutte contre la ségrégation sociale ; amendement n° 71 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 6181) : rejeté ; amendement n° 58 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Louis Maisonnat (permettant aux conseils d'arrondissement de se grouper entre eux) (p. 6182) : rejeté ;

— article 3 et tableau annexé, adoptés.

Article 4 (*composition des conseils d'arrondissement*) : composition des conseils d'arrondissement ; réduction de la participation des associations (p. 6183) ; problème de la représentation des associations ; amendement n° 72 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 73 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (modifiant la composition des conseils d'arrondissement) ; représentation des associations et « démocratie participative » (p. 6184, 6185) ; article 72 de la Constitution ; bilan des commissions d'arrondissement (p. 6186) ; amendement n° 73 : rejeté par scrutin public ;

— article 4, adopté.

Article 5 (*désignation du maire d'arrondissement et de ses adjoints*) : délégation de signature des maires d'arrondissement au profit des adjoints ; dénomination de « maire d'arrondissement » (p. 6187) ; amendement n° 74 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) ; rejet de l'appellation de « maire délégué » ; mode de désignation du maire ; amendement n° 74 : rejeté (p. 6188) ; amendement n° 44 du Gouvernement (précisant la date d'élection du maire d'arrondissement et les modalités de convocation du conseil d'arrondissement) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (précisant les modalités de désignation ou de remplacement des maires d'arrondissement) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*information et pouvoir de proposition des conseils d'arrondissement, questions écrites*) : intervention du conseil d'administration dans la fixation de l'ordre du jour du conseil municipal ; absence de choix entre des conseils d'arrondissement (organes de gestion déconcentrés) et des conseils d'arrondissement (organes de contrôle) ; problèmes liés à la procédure de questions écrites : auteurs des réponses, publicité (p. 6189) ; amendement n° 75 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (limitant le temps consacré par séance aux questions écrites) ; sous-amendement n° 45 du Gouvernement (visant à accorder aux conseils d'arrondissement davantage de liberté) (p. 6190) : retiré ; amendement n° 2 : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*pouvoir de proposition des conseils d'arrondissement, inscription à l'ordre du jour*) : atteinte à l'autorité du conseil municipal (p. 6191) ; suppression de la maîtrise de l'exécutif communal sur l'ordre du jour ; amendement n° 76 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (visant à limiter le nombre de propositions de délibération inscrites à l'ordre du jour à la demande des conseils d'arrondissement) (p. 6192) : adopté par scrutin public ; amendement du Gouvernement (de précision : relatif aux propositions de délibération ayant pour effet d'augmenter les dépenses communales) : adopté ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon.

Article 8 (*pouvoir général de consultation reconnu au conseil d'arrondissement*) : saisine pour avis des conseils d'arrondissement et alourdissement des procédures (p. 6193) ; amendement n° 77 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*pouvoir spécifique de consultation*) : politisation de la procédure d'attribution de subventions aux associations ; logique du « conflit » (p. 6194) ; amendement n° 78 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) ;

— article 9 et amendement n° 78 réservés à la demande du Gouvernement jusqu'à la fin de la discussion (p. 6195).

Article 10 (*pouvoir spécifique de consultation, opérations d'urbanisme et d'aménagement*) : risque de conflits locaux entre arrondissements ; alourdissement des procédures et allongement des délais (p. 6196) ; amendement n° 79 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ;

— article 10, adopté.

Article 11 (*pouvoir facultatif de consultation sur des affaires d'intérêt commun*) : amendement n° 80 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) ; notion d'affaires d'intérêt « arrondissemental » ; amendement n° 80 : adopté ;

— article 11, supprimé.

Article 12 (*pouvoir de décision du conseil d'arrondissement en matière d'implantation et de programmes d'aménagement de certains équipements*) (p. 6197) : notion de « gestion des équipements » ; personnels des équipements ; risque de démembrement du conseil municipal ; imprécision de la définition des équipements concernés ; signification de la date butoir du 5 octobre ; notion d'inventaire (p. 6198) ; composition et rôle de la conférence de programmation des équipements ; notion de gestion des équipements (p. 6199) ; avis du Conseil d'Etat ; amendement n° 81 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) ; problème de la gestion des « maisons de quartier » (p. 6200) : rejeté (p. 6201) ; amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter la liste par une disposition visant « tout équipement équivalent ayant le même objet et le même régime juridique quelle qu'en soit la dénomination » ; rectification de l'amendement n° 5 ; risque d'extension du champ d'application de la loi et d'aggravation des conflits de compétences ; amendement n° 5, ainsi rectifié : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à préciser la portée du pouvoir de gestion en y incluant expressément des équipements réalisés dans les zones visées à l'article 10) (p. 6207) : adopté.

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*délégation du pouvoir de gestion du conseil d'arrondissement*) : amendement n° 82 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (prévoyant la mise à disposition de chaque arrondissement de personnels chargés de la propreté) : retiré ;

— article 13, adopté (p. 6208).

Article 14 (*inventaire des équipements dont les conseils d'arrondissement ont la charge*) : décision du Gouvernement en matière d'affectation des équipements en cas de litige (p. 6208) ; amendement n° 47 du Gouvernement (de précision) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 14.

Article 15 (*représentation de la commune dans certains organismes*) : problème de la détermination du champ d'action des organismes concernés (p. 6209) ; amendement n° 83 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ;

— article 15, adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 59 de M. Edmond Garcin (création auprès de chaque conseil d'arrondissement d'une commission d'arrondissement) : réservé à la demande de la commission jusqu'après l'article 17.

Article 16 (*attribution de logements*) : mode de répartition actuel des logements sociaux dans la ville de Paris et la ville de Lyon ; discrimination entre les habitants des différents arrondissements (p. 6210) ; amendement n° 84 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jean Tibéri (de suppression) ; critère de la population des arrondissements pour l'attribution de logements sociaux ; opération de réhabilitation ; opération « tiroir » ; amendement n° 84 : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (proposant que les logements sociaux soient attribués par une commission paritaire) (p. 6211) : rejeté ;

— article 16, adopté.

Article 17 (*consultation du conseil d'arrondissement pour l'admission dans les crèches, écoles maternelles, résidences pour personnes âgées et foyers-logements*) : institution d'une commission mixte ; position des syndicats d'enseignants (p. 6212) ; amendement n° 85 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 6213) : rejeté ; amendement n° 48 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté (p. 6214).

Après l'article 17 : amendement n° 59 de M. Edmond Garcin, précédemment réservé, soutenu par M. Louis Maisonnat (création d'une commission d'arrondissement auprès de chaque conseil d'arrondissement) ; rôle des associations locales ; amendement n° 128 de M. Paul Quilès soutenu par M. Gérard Collomb (tendant à assurer la participation des associations à la vie locale) (p. 6215) ; position de l'union des comités d'intérêt locaux ; bilan des commissions d'arrondissement ; cas de la commission du 18e arrondissement (p. 6216) ; fonctionnement des commissions d'arrondissement de la ville de Paris (p. 6217) ; amendement n° 59 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 128 : adopté.

Article 18 (*attributions communales transférées à un établissement de coopération intercommunale*) : amendement n° 86 de M. Michel Noir soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*fonctionnement des conseils d'arrondissement*) : « statut d'exception » (p. 6218) ; amendement n° 87 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (étendant aux conseillers d'arrondissement les règles juridiques en matière de démission ou de remplacement) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté (p. 6219).

Article 20 (*contrôle administratif sur les délibérations des conseils d'arrondissement*) : ingérence de l'Etat ; fondement du recours du maire contre la délibération du conseil d'arrondissement (p. 6220) ; amendement n° 88 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Marette (de suppression) ; inconstitutionnalité de l'article 20 au regard de l'article 72 de la Constitution ; amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (excluant les actes budgétaires et les avis du champ d'application de l'article 20) (p. 6221) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté par scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 6222).

Article 21 (*attributions des maires d'arrondissement*) : amendement n° 89 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 134 du Gouvernement (de précision : relatif aux attributions du maire d'arrondissement en matière scolaire) : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 51 du Gouvernement (rédactionnel : relatif aux fonctions d'officier d'état civil) ; amendement n° 13 de la commission (même objet) ; amendement n° 51 : adopté ; amendement n° 13 : devenu sans objet ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : (*délégation et remplacement du maire d'arrondissement*) : amendement n° 90 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (limitant la référence à l'article L. 122-11 du code des communes à ses deux premiers alinéas) (p. 6223) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (proposant que le remplacement du maire d'arrondissement puisse être effectué par des adjoints non membres du conseil municipal) ; sous-amendement n° 130 du Gouvernement (remplacement du maire par tout autre membre du conseil d'arrondissement) : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 (*attributions consultatives et fonctions du maire d'arrondissement*) : interventions en matière d'urbanisme (p. 6224) ; gestion des caisses des écoles ; amendement n° 91 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (précisant que l'avis du maire d'arrondissement est requis quand les autorisations d'utilisation du sol sont données par le maire en tant qu'organe de la commune) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 (*information du maire d'arrondissement*) : information générale sur les conditions de réalisation des investissements (p. 6225) ; amendement n° 92 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 52 du Gouvernement (précisant la périodicité de l'information du maire d'arrondissement) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 (*régime des actes du maire d'arrondissement*) : amendement n° 93 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ;

— article 25, adopté.

Article 26 (*dépenses d'investissement de la commune*) : problème d'évaluation des coûts par le conseil municipal ; amendement n° 94 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 6226) ; rétablissement du principe des listes obligatoires ; ralentissement de la procédure d'attribution de subventions ; amendement n° 94 : rejeté ; modalités de consultation de la commission de programmation par le conseil municipal ;

— article 26, adopté.

Article 27 (*budget de la commune et état spécial d'arrondissement*) : alourdissement des dépenses par un système d'états spéciaux par arrondissement ; remise en cause du principe de l'unité budgétaire (p. 6227) ; problème de locaux, de personnels et de matériels ; coût de la réforme (p. 6228) ; amendement n° 95 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement de M. Alain Richard (rédactionnel) : rejeté ;

— article 27, adopté.

Article 28 (*recettes de l'arrondissement*) : amendement n° 53 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste et des conditions de versement des recettes de fonctionnement provenant des services relevant des attributions du conseil d'arrondissement) (p. 6229) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 (*calcul de la dotation de chaque arrondissement*) : amendment n° 18 de la commission (relatif à la répartition de la dotation entre les arrondissements) ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 20 de la commission (procédure et critères de répartition de la dotation entre les arrondissements) (p. 6230) ; sous-amendement n° 60 du Gouvernement à l'amendement n° 20 (rédactionnel) ; amende-

ment n° 18 : adopté ; amendement n° 19 : adopté ; sous-amendement n° 60 : adopté ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté.

— article 29, ainsi modifié, adopté (p. 6231).

Article 30 (*procédure d'élaboration de l'état spécial : proposition initiale du maire de la commune*) : amendement n° 21 de la commission (prévoyant que le conseil municipal sera appelé chaque année à délibérer sur la dotation et que les propositions du conseil seront notifiées aux maires d'arrondissement avant le 1er octobre) : adopté ; en conséquence ce texte devient l'article 30.

Article 31 (*procédure d'élaboration de l'état spécial d'arrondissement*) : amendement n° 22 de la commission (relatif aux délais imposés au maire d'arrondissement) : adopté ; amendement n° 54 du Gouvernement (vote par chapitre et par article de l'état spécial) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (précisant les délais imposés au maire de la commune quand il demande le réexamen de l'état spécial) (p. 6232) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (procédure en cas de notification de la dotation lors de l'examen du budget) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 (*procédure d'office*) : amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 (*application des règles relatives aux finances communales*) : absence de procédure de substitution en matière de recettes (p. 6233) ;

— article 33, réservé à la demande du Gouvernement.

Article 34 (*application des douzièmes provisoires*) : adopté.

Article 35 (*modification des dotations intitiales*) : amendement n° 26 de la commission (précisant que le conseil municipal modifie la dotation de l'arrondissement lors du budget supplémentaire) : adopté ; amendement n° 55 du Gouvernement (prévoyant l'hypothèse d'une modification des dotations des arrondissements lors du budget supplémentaire) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (consultation du conseil d'arrondissement sur l'exécution de l'état spécial) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté (p. 6234).

Article 36 (*régime des personnels*) : principes du maintien des droits acquis et de l'unicité des corps (p 6235) ; amendement n° 96 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Louis Moulinet (réduction du seuil pour la dotation de personnel) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (précisant que le décret fixera le niveau de qualification exigé des secrétaires généraux de mairie d'arrondissement) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 33 précédemment réservé : amendement n° 137 du Gouvernement (procédure de substitution en matière de recettes) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 6236).

Article 37 (*désignation à la représentation proportionnelle des représentants de la commune*) : amendement n° 97 de M. Claude Labbé soutenu par M. Michel Noir (de suppression) : rejeté ; amendement n° 98 de M. Michel Noir (proposant que le nombre de représentants exprimé en pourcentage à l'intérieur de l'organe délibérant ne puisse pas être inférieur à ce qu'il était précédemment) : rejeté (p. 6237) ; amendement n° 99 de M. Michel Noir (prévoyant que l'article 37 ne s'applique pas à la représentation de la ville de Lyon au sein du conseil des communautés) : rejeté ;

— article 37, adopté par scrutin public (p. 6238) ;

Article 38 (*délégation de signature*) : amendement n° 100 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 29 de la commission (permettant aux maires d'arrondissement de donner délégation de signature au secrétaire général de la mairie d'arrondissement) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté (p. 6244).

Chapitre II : dispositions particulières à Paris, Marseille ou Lyon.

Article 39 (*maintien du département de Paris, dualité du régime applicable au conseil de Paris*) : amendement n° 30 de la commission (complétant la définition des règles de fonctionnement du conseil de Paris) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 40 (*règles applicables au département de Paris*) : adopté.

Article 41 (*dissolution du conseil de Paris*) : précision donnée par M. le rapporteur : la dissolution du conseil de Paris entraînera *de facto* la dissolution des conseils d'arrondissement (p. 6245) ;

— article 41, réservé à la demande du Gouvernement.

Article 42 (*règles applicables à Paris, en matière d'aide sociale*) : amendement n° 101 de M. Claude Labbé soutenu par M. Paul Pernin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 62 de M. Roger Rouquette (notification par le maire d'arrondissement des décisions prises en matière d'admission à l'aide sociale légale) (p. 6246) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 41 précédemment réservé : amendement n° 138 du Gouvernement (précisant que la dissolution du conseil de Paris entraîne de plein droit la dissolution de conseils d'arrondissement) : adopté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté (p. 6247).

Article 43 (*règles applicables à Paris en matière de police et d'hygiène*) : rapports entre le préfet et le maire de Paris ; attributions en matière de police et d'hygiène ; amendement n° 102 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du paragraphe II) (p. 6248) ; amendement n° 108 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (abrogation des articles 9 à 11 de la loi du 31 décembre 1975) ; attributions exercées par le préfet de police en matière de circulation et d'hygiène ; amendements n° 102 et n° 103 ; retirés ;

— article 43, adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 123 de M. Gilbert Gantier (attributions respectives du maire de Paris et du préfet de police en matière d'hygiène) (p. 6249) : retiré ; amendement n° 139 du Gouvernement (précisant que la dissolution du conseil municipal de Marseille ou de Lyon entraîne de plein droit la dissolution du conseil d'arrondissement) : adopté ; amendement n° 140 du Gouvernement (précisant que les conseils d'arrondissement peuvent être réunis à la demande du maire de la commune) : adopté après rectification.

Article 44 (*effectif du conseil de Paris et des conseils municipaux de Marseille et de Lyon*) : amendement n° 133 de M. Gérard Collomb (augmentation du nombre des conseillers municipaux de Paris) : adopté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté (p. 6250).

Chapitre III : dispositions modifiant les dispositions du code des communes relatives aux établissements publics de coopération intercommunale.

Article 45 (*composition du conseil des communautés*) : « réforme Notebart » ; spécificité de la ville de Lyon (p. 6251) : problème de la représentation respective des petites et des grandes communes et en particulier des communes centres (p. 6252) ; amendement n° 126 du Gouvernement (nombre de délégués dans les conseils des communautés à défaut d'accord amiable) : adopté ; en conséquence, amendement n° 31 de la commission : satisfait ; amendement n° 104 de M. Michel Noir (prévoyant que le nombre de délégués des communes exprimé en pourcentage du total ne peut être inférieur à ce qu'il était précédemment) : retiré ;

— article 45, ainsi modifié, adopté (p. 6259).

Article 46 (*répartition amiable des sièges au sein du conseil des communautés*) : limitation de l'autorité de la commune-centre ; représentation proportionnelle et diminution du poids de la ville-centre ; cas de la communauté urbaine de Bordeaux (p. 6257) ; amendement n° 105 de M. Michel Noir (de suppression) : rejeté ; amendement n° 63 de M. Jean-Jack Queyranne (relatif aux modalités de répartition des sièges au sein du conseil des communautés) (p. 6258) ; désignation des délégués de Lyon à la communauté urbaine à la représentation proportionnelle ; amendement n° 63 adopté ; amendement n° 106 de M. Michel Noir (précisant que le nombre des délégués des communes exprimé en pourcentage du total ne peut être inférieur à ce qu'il était précédemment) : amendement n° 127 du Gouvernement (de conséquence) ; amendement n° 106 : retiré ; amendement n° 127 : adopté ; amendement n° 107 de M. Michel Noir (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 165-26 du code des communes) : retiré ; amendement n° 64 de M. Gérard Collomb (ayant pour objet d'éviter que le poids des petites communes soit déterminant par rapport à la communauté urbaine) (p. 6259) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Article 47 (*procédures subsidiaires de répartition des sièges*) : amendement n° 108 de M. Michel Noir (de suppression) : rejeté ; (p. 6260) ; amendement n° 65 de M. Jean-Jack Queyranne (de concordance) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (relatif à la répartition des sièges restants) ; sous-amendement n° 131 du Gouvernement (de précision : rédactionnel) : adopté ; amendement n° 32, ainsi modifié, adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté (p. 6261).

Article 48 (*désignation des délégués des communes*) : amendement n° 109 de M. Michel Noir (de suppression) (p. 6262) : rejeté ; amendement n° 110 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean Rigaud (permettant au conseil municipal de désigner les délégués autres que des conseillers municipaux) : rejeté ; amendement n° 111 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre Bernard Cousté (relatif à la désignation des délégués dans les communautés urbaines où une commune divisée en arrondissement est obligatoirement tenue d'envoyer au conseil des communautés une délégation à la proportionnelle de ce conseil municipal) (p. 6263) ; risque d'annulation pour inconstitutionnalité des dispositions relatives à la ville de Lyon ; amendement n° 111 : rejeté ;

— article 48, adopté par scrutin public (p. 6264).

Article 49 (*groupement volontaire des petites communes pour la désignation de leurs délégués au conseil de la communauté urbaine*) : amendement n° 112 de M. Michel Noir (de suppression) rejeté ;

— article 49, adopté.

Article 50 (*expiration du mandat des conseillers communautaires*) : amendement n° 33 de la commission prévoyant que les fonctions de président seront assurées par le doyen d'âge jusqu'à l'élection du président du conseil de la communauté urbaine) : adopté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Article 51 (*adoption du budget communautaire à la majorité des deux tiers*) : institution d'un « droit de veto » à la politique définie par la commune centre (p. 6265) ; amendement n° 66 de M. Jean-Jack Queyranne (de supression) : adopté ; en conséquence, article 51, supprimé, amendements n° 114 et n° 115 de M. Michel Noir, n° 34 de la commission et n° 113 de M. Michel Noir : devenus sans objet.

Article 52 (*compétences obligatoires*) : compétences de la communauté urbaine en matière d'urbanisme, de locaux scolaires et de voirie (p. 6266) ; amendement n° 116 de M. Michel Noir (suppression de la référence aux programmes locaux de l'habitat) : retiré ; amendement n° 117 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean Rigaud (modifiant le transfert de compétences en matière de locaux scolaires aux communautés urbaines) (p. 6267) : retiré ; amendement n° 35 de la commission (tendant à donner à la communauté urbaine compétence pour l'extension des cimetières municipaux existants) : rejeté ; amendement n° 118 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean Rigaud (excluant le nettoiement de la voirie des compétences de la communauté urbaine) : rejeté (p. 6268) ; amendement n° 119 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean Rigaud (permettant après renouvellement du conseil des communautés, au nouveau conseil de débattre de l'opportunité d'aménagement des compétences des délégués) : rejeté ;

— article 52, adopté.

Article 53 (*transfert volontaire de compétences*) : amendement n° 120 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (précisant que le transfert de compétences peut se faire au bénéfice d'une ou plusieurs communes) : rejeté ; amendement n° 121 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 56 du Gouvernement (précisant les conséquences du transfert de compétences) : adopté ;

— après l'article 53, ainsi modifié, adopté (p. 6269).

Après l'article 53 : amendement n° 36 de la commission (transfert conventionnel de compétences communautaires) : adopté.

Article 54 (*compétences obligatoires des communautés urbaines existantes*) : amendement n° 37 de la commission (précisant qu'à défaut de majorité qualifiée pour modifier les compétences actuelles c'est le statu quo qui prévaudrait) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (protection du personnel des communautés urbaines en cas de transfert de compétences) : adopté ; amendement n° 57 du Gouvernement (de précision, relatif aux conséquences du transfert de compétences) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 55 (*suppression de la faculté donnée aux communautés urbaines de s'approprier certaines compétences communales*) : amendement n° 39 de la commission (proposant que le *statu quo* soit conservé dès lors qu'une majorité qualifiée ne se sera pas dégagée pour le modifier) (p. 6270) : adopté ;

— article 55, ainsi modifié, adopté.

Article 56 (*suppression du droit pour certaines communes de se retirer d'un syndicat de communes*) : adopté.

Article 57 (*suppression du droit pour certaines communes de se retirer d'un district*) : adopté.

Article 58 (*suppression du droit pour certaines communes de se retirer d'une communauté urbaine*) : amendement n° 122 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (de suppression) (p. 6271) : rejeté ; amendement n° 167 de M. Jean-Jack Queyranne (visant à harmoniser les conditions de majorité pour la dissolution avec celles définies pour la répartition des sièges) : adopté ;

— article 58, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IV : dispositions diverses.

Article 59 (*communes associées*) : anticipation du statut prochain proposé pour les communes de plus de 100 000 habitants (p. 6272) ; amendement n° 124 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (proposant une nouvelle rédaction de l'article 59) ; « bouleversement » des institutions des communes associées ; « révolution administrative » ; amendement n° 124 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 59 ; amendement n° 68 de M. Bernard Derosier : devenu sans objet.

Après l'article 59 : amendement n° 132 du Gouvernement (précisant que les établissements publics à caractère régional sont soumis aux mêmes règles que les régions elles-mêmes) (p. 6273) : adopté.

Article 60 (*entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 125 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article 60) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 60.

Article 9 précédemment réservé : amendement n° 78 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; (p. 6274) ; amendement n° 136 du Gouvernement (consultation du conseil d'arrondissement sur le montant des subventions attribuées aux associations par le conseil municipal) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 9.

Seconde délibération du projet de loi :

Article 7 : supprimé par l'Assemblée nationale en première délibération : amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissant l'article 7) : adopté par scrutin public ; en conséquence, l'article 7 est ainsi rétabli.

Article 52 : amendement n° 2 du Gouvernement (relatif aux compétences des communautés urbaines en matière de locaux scolaires) (p. 6275) : adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 6276) :

Vote favorable du groupe communiste : *Mercieca* (*Paul*) (p. 6276) ;

Vote favorable du groupe socialiste : *Moulinet* (*Louis*) (p. 6276) ;

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6276).

Adoption par scrutin public de **l'ensemble** du projet de loi (p. 6276).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [9 décembre 1982] (p. 8154).

Associations : *Poperen* (*Jean*) (p. 8154) ; *Noir* (*Michel*) (p. 8155).

Attitude de l'opposition : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8155) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 8155, 8156) ; *Noir* (*Michel*) (p. 8157).

Budget des conseils d'arrondissement (préparation du —) : *Defferre* (*Gaston*) (p. 8155).

Communautés urbaines (représentation des communes dans les —) : *Poperen* (*Jean*) (p. 8154) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 8155) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 8156).

Communauté urbaine de Lyon : *Collomb* (*Gérard*) (p. 8156) ; *Rigaud* (*Jean*) (p. 8156) ; *Noir* (*Michel*) (p. 8157).

Conseils d'arrondissement (et suppression de l'article 37 du projet) : *Defferre* (*Gaston*) (p. 8155) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 8155) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 8156) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 8157).

Contrôle de l'Etat (renforcement du —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8155).

Equipement (compétences en matière d' —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8155).

Logements (attribution des —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8155).

Mission confiée à M. Arthur Notebart : *Rigaud* (*Jean*) (p. 8156).

Officiers municipaux dans les conseils d'arrondissement : *Poperen* (*Jean*) (p. 8154) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 8155).

« Politique du secret » à la mairie de Paris : *Rouquette* (*Roger*) (p. 8157).

Question préalable adoptée par le Sénat : *Poperen* (*Jean*) (p. 8154).

Questions posées au conseil municipal par le conseil d'arrondissement : *Poperen* (*Jean*) (p. 8154).

Discussion des articles [9 décembre 1982] (p. 8158) :

Article 1er : conséquences négatives du projet ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 8158) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : amendement n° 54 du Gouvernement (de forme) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 et tableaux annexés : adopté (p. 8159).

Article 4 : amendement n° 1 du Gouvernement (portant à 40 le nombre des conseillers d'arrondissement) ; conséquences matérielles négatives de cette disposition : inégalité entre les petites et les grandes communes ; amendement n° 1 adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 55 du Gouvernement (de coordination avec la loi électorale) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (information du maire de la commune de la démission du maire d'arrondissement ou de ses adjoints par le représentant de l'Etat) ; intervention du représentant de l'Etat (p. 8160) ; dispositions proposées au Sénat par M. Romani ; amendement n° 17 adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 72 du Gouvernement (questions posées par les conseils d'arrondissement aux conseils municipaux) ; suppression de l'article 7 ; rectification du ministre de l'intérieur à l'amendement n° 72 du Gouvernement tendant à ajouter le mot « orales » après le mot « questions » ; possibilité pour le conseil d'arrondissement de faire de la surenchère par rapport à l'action du conseil municipal ; problème en cas de nombre important d'arrondissements ; inefficacité du système de rattrapage prévu à la suite de la suppression de l'article 7 ; procédure des questions diverses ; amendement n° 72, rectifié, adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté (p. 8161).

Article 7 : amendement n° 73 du Gouvernement (tendant à supprimer cet article) : adopté ;

— en conséquence, l'article 7 est supprimé.

Articles 8, 9 et 10 : adoptés.

Article 11 : supprimé par l'Assemblée.

Article 12 : amendement n° 80 de M. Georges Mesmin soutenu par M. Francis Geng (développement de la vie associative de quartier) : rejeté ; amendement n° 81 de M. Georges Mesmin soutenu par M. Francis Geng (définition et mode de gestion des maisons de quartier) : rejeté (p. 8162) ; amendement n° 18 de la commission (donnant compétence au représentant de l'Etat pour maintenir certains équipements dans la compétence du conseil municipal) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (dépenses de fonctionnement supportées par le conseil d'arrondissement) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) ; exclusion des frais financiers de la dotation globale ; conseil d'arrondissement supportant uniquement la charge des frais de fonctionnement ; amendement n° 21 : adopté (p. 8163) ; amendement n° 22 de la commission (tendant à donner compétence au commissaire de la République pour statuer en cas d'éventuels désaccords entre le conseil municipal et le conseil d'arrondissement) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 92 de M. Guy Ducoloné (composition de la commission municipale chargée d'attribuer les logements) ; amendement n° 23 de la commission (désignation parmi les élus des membres de la commission municipale chargée d'attribuer les logements) ; possibilité pour la commune d'implantation de logements d'être partie prenante dans leur répartition ; immeubles destinés à des populations modestes et cités de transit ; compétences des conseils d'arrondissement (p. 8164) ; amendement n° 92 : rejeté ; amendement n° 23 : adopté ; amendement n° 24 de la commission (applicabilité des dispositions de cet article aux décisions ou propositions d'attributions qui incombent à la commune pour les logements qui lui sont réservés par convention) ; problème de la conformité de l'amendement n° 24 de la commission à la nature des liens entre collectivités locales et offices municipaux d'H. L. M. ; précision de rédaction de M. Jean Poperen, rapporteur ; amendement n° 24, ainsi rectifié, adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 25 de la commission (de précision) : adopté (p. 8165) ; amendement n° 26 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (de précision) ; règles d'admission dans les écoles maternelles ; absence de normes fixées par la ville de Paris qui ne soient conformes à la réglementation nationale ; amendement n° 27 : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *bis* : réservé jusqu'au vote sur l'article 44.

Après l'article 17 *bis* : amendement n° 29 de la commission (réunion des conseils d'arrondissement à la demande du maire de la commune et audition de celui-ci par ces conseils) : adopté.

Article 18 : amendement n° 85 de M. Gérard Collomb (de suppression) ; lien avec la suppression de l'article 37 ; compétence du conseil d'arrondissement ; compétence de la communauté urbaine en matière d'urbanisme (p. 8166) ; possibilité pour l'arrondissement concerné par un de ces problèmes de faire connaître son avis au conseil municipal ; amendement n° 85 : adopté ;

— en conséquence, l'article 18 est supprimé.

Article 19 : amendement n° 30 de la commission (tendant à limiter au conseil d'arrondissement l'application du code des communes en matière de démission d'un conseiller et à organiser l'information des maires de la communauté dans ce cas) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : amendement n° 31 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 8167).

Articles 21 et 22 : adoptés.

Article 23 : amendement n° 32 de la commission (avis du maire d'arrondissement en matière d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public délivrée par le maire de la commune dans l'arrondissement) ; sous-amendement n° 74 du Gouvernement (substituant, dans l'amendement n° 32, les mots : « autorisation d'occupation ou d'utilisation du », par les mots : « permission de voirie sur le ») ; parcellisation de la décision en matière d'activités commerciales et artisanales ; importance de l'avis du conseil d'arrondissement (p. 8168) ; classement des rues de Paris selon les tarifs applicables aux terrasses ; pouvoir de décision et pouvoir d'avis ; autorisations d'occupation des trottoirs ; sous-amendement n° 74 : adopté ; amendement n° 32, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 56 du Gouvernement (procédure applicable à l'exercice par la commune de son droit de préemption) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 : amendement n° 57 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 101 du Gouvernement (indemnité versée aux adjoints au maire d'arrondissement qui ne sont pas conseillers municipaux) ; officiers municipaux ; amendement n° 101 : adopté (p. 8169).

Article 26 : adopté.

Article 27 : amendement n° 33 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : amendement n° 58 du Gouvernement (perception des recettes de fonctionnement par la commune et non par les conseils d'arrondissement) ; contradiction existant entre la rédaction de l'article 27 et celle de l'article 28 : impossibilité pour l'arrondissement de disposer de recettes de fonctionnement ; intention du ministre, conforme à la demande de M. Jacques Toubon, de demander une seconde délibération sur cet article ; amendement n° 58 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 28 (p. 8170).

Article 29 : amendement n° 34 de la commission (de coordination avec l'article 12) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 : amendement n° 59 du Gouvernement (tendant à retarder du 1er octobre au 1er novembre la date à laquelle la procédure budgétaire doit commencer) : adopté ; amendement n° 60 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté (p. 8171).

Article 31 : amendement n° 61 du Gouvernement (suppression d'une délibération dans la procédure budgétaire) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 31.

Article 32 : amendement n° 62 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 : amendement n° 63 du Gouvernement (tendant à supprimer la seconde phrase du premier alinéa de cet article ; de coordination) : adopté ; amendement n° 64 du Gouvernement (suppression du quatrième alinéa de cet article ; de coordination) : adopté ; amendement n° 71 du Gouvernement (suppression des mots « de recette et » dans le dernier alinéa de cet article ; de coordination) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 8172).

Article 34 : amendement n° 65 du Gouvernement (de coordination avec l'article 28) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 : amendement n° 36 de la commission (correction d'une erreur matérielle dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 66 du Gouvernement (harmonisation de la procédure budgétaire en cas de modification de la dotation globale versée à l'arrondissement) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : choix du secrétaire général de la mairie d'arrondissement pouvant s'exercer sur l'ensemble des personnels communaux ; « chasse aux sorcières » (p. 8173) ; amendement n° 3 du Gouvernement (rôle du conseil municipal pour trancher les différends entre la commune et l'arrondissement relatifs aux personnels mis à la disposition du conseil d'arrondissement) ; amendement non retenu par la commission ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (mise à la disposition du maire d'arrondissement des services de la commune) ; rôle du conseil municipal pour trancher les différends entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement à ce sujet ; amendement n° 4 : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 : amendement n° 86 retiré par M. Louis Moulinet ; amélioration du texte en cas d'adoption de l'amendement de suppression présenté par le Gouvernement ; impossibilité de définir pour les communes membres d'une communauté urbaine un régime différent du droit commun ; représentation de la population à la communauté urbaine de Lyon ; problème de fonctionnement des communautés urbaines (p. 8174) ; amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 37 est supprimé.

Article 38 : adopté.

Articles 39 à 43 *bis* : adoptés.

Article 43 *ter* : amendement n° 37 de la commission (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 43 *ter* est supprimé.

Article 44 : adopté (p. 8175).

Article 17 *bis* **précédemment réservé** : réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles.

Avant l'article 45 : amendement n° 38 de la commission (désignation des délégués des communes au conseil de la communauté urbaine en priorité parmi les conseillers municipaux ; cas où le nombre des conseillers municipaux est inférieur au nombre des délégués ; fixation du mode de scrutin applicable à la désignation des délégués élus dans le cadre des collèges électoraux) ; sous-amendement n° 94 de M. Michel Noir (suppression des dispositions relatives au cas où le nombre des conseillers municipaux est inférieur au nombre des délégués) : rejeté ; amendement n° 38 adopté.

Article 45 : amendement n° 6 du Gouvernement (tendant à porter de 70 à 80 le nombre des délégués dans les conseils des communautés urbaines) ; diminution du nombre de sièges au cas où il n'y a pas d'accord amiable et où on applique la représentation proportionnelle pour le calcul de ce nombre (p. 8176) ; nécessité de faciliter l'accord amiable entre les différentes composantes d'un conseil municipal ; amendement n° 6 : adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 : amendement n° 95 de M. Jean Rigaud (répartition des sièges au sein du conseil de communauté fixée par les conseils municipaux à la majorité qualifiée) ; résultat de la consultation des maires par M. Arthur Notebart ; hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 95 ; conséquence de l'application de la règle de la majorité qualifiée supplémentaire ; nécessité de rechercher la représentation de chacune des petites communes affirmée par M. Arthur Notebart ; prime à l'accord amiable (p. 8177) ; amendement n° 95 rejeté par vote assis et levé après une épreuve à main levée déclarée douteuse ; amendement n° 39 de la commission (part, en valeur relative, de la représentation directe d'une commune dans le conseil de communauté ne pouvant être inférieure à celle qui résulterait de la représentation proportionnelle) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Article 47 : amendement n° 7 du Gouvernement (répartition des sièges) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté (p. 8178).

Article 48 : amendement n° 41 de la commission (délimitation des secteurs électoraux par accord entre les communes ; substitution au décret en Conseil d'Etat d'un arrêté du représentant de l'Etat pour délimiter ces secteurs à défaut d'accord entre les conseils municipaux des communes concernées) ; reconstitution du contrôle de l'Etat sur Paris, Marseille et Lyon ; amendement n° 41 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 48.

Article 49 : amendement n° 42 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 49 : amendement n° 9 du Gouvernement (de précision) : adopté.

Article 50 : adopté (p. 8179).

Après l'article 50 : amendement n° 75 du Gouvernement (possibilité d'action des communes qui ne sont pas représentées directement au conseil des communautés urbaines) : adopté ; amendements n° 76 du Gouvernement et n° 87 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Gérard Collomb (possibilité pour le maire d'une commune non directement représentée au conseil de communauté d'assister aux séances de ce conseil avec voix consultative) ; sous-amendement n° 88 de M. Gérard Collomb à l'amendement n° 87 de M. Bernard Derosier (extension de cette faculté au maire d'arrondissement dans les communes sectorisées) ; impossibilité pour un maire d'arrondissement d'avoir les mêmes pouvoirs qu'un maire de commune ; sous-amendement n° 88 : retiré ; amendements n° 76 et n° 87 : adoptés ; amendement n° 77 du Gouvernement (tendant à réserver une séance au moins par an du conseil de communauté à la délibération

de questions intéressant plus particulièrement les communes non représentées directement) : adopté ; amendement n° 78 du Gouvernement (extension de l'article L. 165-37 aux groupements de communes dans les agglomérations où n'ont pas été créés de secteurs électoraux) : adopté.

Article 51 : supprimé par l'Assemblée (p. 8180) ;

Article 52 : amendement n° 67 du Gouvernement (harmonisation de la rédaction de cet article avec celle du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté.

Article 53 : amendement n° 44 de la commission (décision en matière de transferts de compétences ne pouvant être prise qu'à l'unanimité des communes membres) : adopté ; amendements n°s 45, 46, 47 de la commission (d'harmonisation) : adoptés ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 53 *bis* **:** adopté (p. 8181).

Article 54 : amendement n° 10 du Gouvernement (délais dans lesquels les conseils municipaux devront discuter de la répartition des compétences) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (maintien de la compétence de la communauté urbaine à défaut de décision prise dans les conditions prévues par cet article) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 55 : amendement n° 48 de la commission (possibilité de faire porter les délibérations sur le transfert d'équipements ou opérations sur lesquelles s'exercent des compétences facultatives) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (précisions relatives au transfert de compétences facultatives) : adopté ;

— article 55, ainsi modifié, adopté (p. 8182).

Article 56 : amendement n° 49 de la commission (extension des garanties prévues pour les personnels des communautés urbaines aux personnels des syndicats de communes) : adopté ;

— article 56, ainsi modifié, adopté.

Article 57 : adopté.

Après l'article 57 : amendement n° 50 de la commission (extension des garanties prévues pour les personnels des communautés urbaines aux personnels des districts) : adopté.

Article 58 : adopté.

Article 59 : amendements n° 68 du Gouvernement et n° 89 de M. Bernard Derosier (composition du conseil facultatif des communes associées par des élus) ; extension aux communes associées de plus de 100 000 habitants du régime instauré pour Paris, Lyon et Marseille (p. 8183) ; amendements n°s 68 et 89 : adoptés ; amendement n° 69 du Gouvernement (modalités d'élection et de fonctionnement du conseil facultatif) ; amendement n° 90 de M. Bernard Derosier (élection des membres du conseil consultatif et fonctionnement de ce conseil) : retiré par M. Jean-Jack Queyranne ; amendement n° 69 : adopté ; amendements n° 70 du Gouvernement et n° 91 de M. Bernard Derosier (de conséquence) : adoptés ; amendement n° 99 du Gouvernement (lieu de réunion du conseil municipal) : adopté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 59 : amendement n° 13 du Gouvernement (précision de la date du vote des budgets) ; sous-amendement n° 51 de la commission à l'amendement n° 13 du Gouvernement (tendant à substituer à la date du 30 avril celle du 15 avril) : adopté ; amendement n° 13, ainsi modifié, adopté.

Article 59 *bis* **:** adopté (p. 8184).

Après l'article 59 *bis* **:** amendement n° 52 de la commission (de coordination avec la loi du 19 novembre 1982) : adopté.

Article 60 : problème du partage des compétences en matière de circulation et d'hygiène entre le maire de Paris et le préfet de police de cette ville ; amendement n° 100 du Gouvernement (alignement des modalités d'entrée en vigueur de la loi pour les communes associées où sera créé un conseil consultatif sur celles prévues pour les conseils d'arrondissement) : adopté (p. 8185) ; amendement n° 15 du Gouvernement (dispositions transitoires en matière d'état-civil) ; sous-amendement n° 53 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ;

— article 60, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *bis* **précédemment réservé :** organisation d'un « rendez-vous » trimestriel entre le conseil d'arrondissement et les associations ; participation des associations à la vie locale ; possibilité de création d'une structure institutionnelle de concertation avec les associations représentatives ; possibilité d'instituer un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ; « caractère platonique » de la disposition adoptée à l'article 17 *bis* sur la suggestion de M. Paul Quilès ; amendement n° 79 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (création d'un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement, participation des délégués désignés par ce comité aux débats du conseil d'arrondissement) ; sous-amendement n° 96 de la commission (informations dont dispose le comité d'initiative et de consultation d'arrondissement) ; sous-amendement n° 97 de la commission (remplaçant le mot : « participent » par le mot : « assistent ») ; sous-amendement n° 98 de la commission (substitution du mot : « présentent » par le mot : « soumettent ») (p. 8186) ; amendement n° 82 de M. Georges Mesmin (création d'un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ; participation des délégués désignés par le comité aux débats du conseil d'arrondissement) ; amendement n° 102 de M. Paul Quilès soutenu par M. Gérard Collomb (création d'un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ; participation des représentants des associations aux débats du conseil d'arrondissement avec voix consultative) ; différences entre les divers amendements proposés : existence de délégués des associations ; cas des associations refusant de faire partie du comité (p. 8187) ; délibération des conseils d'arrondissement en présence des représentants des associations ; possibilité ou impossibilité pour tous les représentants des associations de siéger avec le conseil d'arrondissement ; problème de la représentativité des associations ; commissions extra-municipales ; possibilité pour le tribunal d'instance d'effectuer un tri et de proposer une liste au conseil d'arrondissement ; rôle des associations locales affiliées à une fédération ou à une confédération nationale ; fonctionnement du comité (p. 8188) ; rôle éventuel du tribunal d'instance pour déterminer la participation des associations au comité ; fixation de critères de représentativité ; problème des sections locales d'associations nationales ; problème du fonctionnement du comité ; possibilité de réunir les associations par domaines de compétences ; conformité des conditions d'admission dans les écoles maternelles de la ville de Paris à celles qui sont appliquées sur le plan national (p. 8189) ; observations critiques de M. Jacques Toubon sur l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès ; sous-amendement n° 96 : adopté ; sous-amendement n° 97 : adopté ; sous-amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 79, ainsi modifié : rejeté par scrutin public ; amendement n° 82 : rejeté ; sous-amendement n° 103 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès (établissement d'une liste des associations faisant partie du comité par le tribunal d'instance ; approbation de cette liste par le conseil d'arrondissement) ; sous-amendement n° 104 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès (désignation par le comité de délégués pour assister aux réunions du conseil d'arrondissement) ; sous-amendement n° 105 du Gouvernement à l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès (tendant à assurer la présence des représentants des associations aux délibérations des conseils d'arrondissement) ; sous-amendement n° 103 : rejeté ; sous-amendement n° 104 : rejeté ; sous-amendement n° 105 : adopté à l'unanimité ; amendement n° 102, ainsi modifié : adopté par scutin public ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 17 *bis* ; amendements n° 83 de M. Alain Billon, n° 28 de la commission et n° 84 de M. Roger Rouquette : devenus sans objet (p. 8190).

Seconde délibération du projet de loi (p. 8190) :

Article 27 : amendement n° 1 du Gouvernement (substituant aux mots : « chaque arrondissement », les mots : « chaque conseil d'arrondissement ») ; limitation de durée des réponses du conseil municipal aux questions écrites et aux questions orales avec débat ; amendement n° 1 : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : amendement n° 2 du Gouvernement (choix du secrétaire général de la mairie d'arrondissement parmi l'ensemble des agents relevant du statut du personnel communal en cas de désaccord entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement) (p. 8191) ; possibilité d'effectuer des mutations de personnel communal d'une ville à l'autre ; amendement n° 2 : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8192).

Crainte du ministre que certaines dispositions du texte ne soient pas parfaitement claires (p. 8192).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1982] (p. 8471) ;

Attitude du Sénat : *Rouquette (Roger)* (p. 8471) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8471) ;

Conseils d'arrondissement : *Emmanuelli (Henri)* (p. 8471) ;

Echec de la commission mixte paritaire : *Rouquette (Roger)* (p. 8471) ;

Explications de vote (p. 8480) :

Vote positif du groupe socialiste : *Moulinet (Louis)* (p. 8480) ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8480).

10. — Proposition de loi n° 1367 tendant à renforcer les **pouvoirs de police des gardes champêtres.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Claude Wolff. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales* **1, 2, 3, 7.**
Elections et référendums **16.**
Lois de finances **6** (première partie), après l'article 15.
Lorraine **1.**
Protection civile **4.**
Transports urbains **1.**

Contrôle de légalité
Voir *Questions au Gouvernement* **224.**

— et écoles privées
Voir *Questions au Gouvernement* **232.**

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir *Audiovisuel* **1.**

COMMUNICATION OPTIQUE

Voir *Lois de finances* **6,** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

2. — [10 juin 1982] (p. 3214) :
Décret chargeant M. Christian Nucci d'une mission temporaire : M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 3214) ; M. Bernard Stasi, vice-président (p. 3214) ; M. Philippe Séguin (p. 3214).

CONCIERGES ET GARDIENS

1. — Proposition de loi n° 1110 tendant à étendre aux villes de plus de 25 000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'**installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982, par M. Robert-André Vivien. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Tibéri (14 octobre 1982).

COMPAGNIE FINANCIERE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Voir *Nationalisations* **5.**

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Voir *Nationalisations* **5.**

COMPAGNIE FRANÇAISE DU MEUBLE

Voir *Questions au Gouvernement* **363.**

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

Voir *Nationalisations* **5.**

COMPAGNIE GENERALE MARITIME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE CERAMIQUE ELECTRONIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **275.**

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

Voir *Transports* **2.**

COMPASS ROSE III

Voir *Questions orales sans débat* **261.**

COMPENSATION FORFAITAIRE DES SALAIRES

Voir *Lois de finances* **6,** article 70.

COMPLEMENT FAMILIAL

Voir *Prestations familiales* **4.**

COMPTABILITE DES ENTREPRISES

Voir *Entreprises* **11.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 53, après l'article 54.

COMPTABILITE NATIONALE

Voir *Economie (ministère)* **1.**

COMPTABLES PUBLICS

Voir *Collectivités locales* **1, 4.**

COMPTE D'EPARGNE EN ACTIONS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 51.

COMPTES D'AVANCES

Voir *Lois de finances* **6,** article 41.

COMPTES DE COMMERCE

Voir *Lois de finances* **6,** article 40.

COMPTES DE PRETS

Voir *Lois de finances* **6,** articles 42 et 43.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Voir *Lois de finances* **6,** articles 21, 36, 37 et 39 (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers, Comptes spéciaux du Trésor, Budget annexe des monnaies et médailles.

CONCENTRATION

Voir *Audiovisuel* **1.**

CONCESSIONS

Voir *Commerce* **2.**

CONCESSIONS DE SERVICE PUBLIC

Voir *Audiovisuel* **1.**

CONCHYLICULTURE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

CONCILIATEURS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.
Procédure pénale **3.**

CONCILIATION

Voir *Travail* **7.**

CONCORDE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

CONCOURS ADMINISTRATIFS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

CONCUBINAGE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

CONCURRENCE

Voir *Audiovisuel* **1.**

CONDAMNES DETENUS (« transfèrement » des —).

Voir *Traités et conventions* **38.**

CONFERENCE DE MADRID

Voir *Questions au Gouvernement* **330.**

CONFERENCE D'HELSINKI

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

CONFLITS DU TRAVAIL

1. — Proposition de loi n° 812 tendant à réglementer l'exercice du **droit de grève des personnels d'exploitation des stations d'épuration** par l'instauration d'un service minimum. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982, par M. Etienne Pinte. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (6 mai 1982).

CONGE POUR LA FORMATION SYNDICALE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **10.**

CONGES (pour garde d'un enfant malade)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

CONGES ET VACANCES

2. — Proposition de loi n° 641 tendant à étendre le **droit aux congés payés aux marins-pêcheurs** rémunérés à la part. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Yves Dollo (22 avril 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

CONGES PAYES

Voir *Ordonnances* **2.**

CONJOINT REMARIE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

CONJOINT SURVIVANT

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

CONJOINTS DE COMMERÇANTS ET ARTISANS

Voir *Commerce et artisanat* **4, 5.**

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution :

Décision du 5 janvier 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J.O.* du 7 janvier 1982] (p. 215).

Décision du 16 janvier 1982 déclarant non conformes à la Constitution les articles 4, 6, 16, 18, 30, 32 de la loi de nationalisation, ainsi que les dispositions énoncées à l'article 13-I de cette loi par les mots : « les banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des sociétés de caractère mutualiste ou coopératif ». Les dispositions des articles 6, 18 et 32 ne sont pas séparables de l'ensemble de la loi [*J.O.* du 17 janvier 1982] (p. 299) [rectificatif : *J.O.* du 19 janvier 1982] (p. 309).

Décision du 11 février 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi de nationalisation [*J.O.* du 12 février 1982] (p. 560).

Décision du 25 février 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative [*J.O.* du 27 février 1982] (p. 696).

Décision du 25 février 1982 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions des articles 2 (alinéa 1), 3 (alinéas 2 et 5), 45, 46 (alinéas 2 et 5) et 69, paragraphe I (alinéas 1, 3 et 6) de la loi relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J.O.* du 3 mars 1982] (p. 759).

Décision du 28 juin 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi de finances rectificative pour 1982 [*J.O.* du 29 juin 1982] (p. 2043) [rectificatif : *J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2057).

Décision du 27 juillet 1982 déclarant non conformes à la Constitution les membres de phrase de la loi sur la communication audiovisuelle constitués par les mots suivants : à l'article 6, premier alinéa : « sans but lucratif » ; à l'article 29 : « et territoire » ; à l'article 52 : « ou d'un ou plusieurs territoires d'outre-mer » ; à l'article 109 : « aux territoires d'outre-mer et »... [*J.O.* du 29 juillet 1982] (p. 2422).

Décision du 27 juillet 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 29 juillet 1982] (p. 2424).

Décision du 30 juillet 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi sur les prix et les revenus [*J.O.* du 31 juillet 1982] (p. 2470).

Décision du 22 octobre 1982 déclarant non conforme à la Constitution l'article 8 de la loi relative au développement des institutions représentatives du personnel [*J.O.* du 23 octobre 1982] (p. 3210).

Décision du 10 novembre 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail [*J.O.* du 11 novembre 1982] (p. 3393).

Décision du 18 novembre 1982 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 4 de la loi modifiant le code électoral et le code des communes et relative à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales, qui introduisent dans le code électoral un article L. 260 *bis*, l'adjonction du mot « sexe » à l'article L. 265 ainsi que des mots « et L. 260 *bis* » aux articles L. 265 et L. 268 du code électoral [*J.O.* du 19 novembre 1982] (p. 3475).

Décision du 2 décembre 1982 déclarant non conforme à la Constitution la loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion [*J. O.* du 4 décembre 1982] (p. 3666).

Décision du 14 décembre 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3750).

Décision du 28 décembre 1982 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale [*J. O.* du 29 décembre 1982] (p. 3916).

Décision du 29 décembre 1982 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions des articles 106 et 108 de la loi de finances pour 1983 [*J. O.* du 30 décembre 1982] (p. 3987) [rectificatif : *J. O.* du 6 janvier 1983] (p. 193).

Décision du 30 décembre 1982 déclarant conforme à la Constitution de la loi d'orientation des transports intérieurs [*J. O.* du 31 décembre 1982] (p. 4033).

Décision du 30 décembre 1982 déclarant non conformes à la Constitution les articles 23 et 35 de la loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 31 décembre 1982] (p. 4034) [rectificatif : *J. O.* du 3 février 1983] (p. 476).

Décision du 12 janvier 1983 déclarant conforme à la Constitution de la loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française [*J. O.* du 13 janvier 1983] (p. 306).

Décision du 14 janvier 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 15 janvier 1983] (p. 353).

Décision du 14 janvier 1983 déclarant non conforme à la Constitution l'avant-dernier alinéa de l'article 2 de la loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [*J. O.* du 15 janvier 1983] (p. 354).

Voir *Audiovisuel* **1.**
Collectivités locales **3.**
Motions de censure **4.**
Nationalisations **5.**
Rappels au règlement **277.**

Décision relative à la Corse

Voir *D. O. M.* **5.**

Décision relative aux D.O.M.

Voir *D. O. M.* **5.**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HABITAT

Voir *Collectivités locales* **7.**

CONSEIL DE DEVELOPPEMENT CULTUREL, DE L'EDUCATION ET DU CADRE DE VIE

Voir *Corse* **2.**

CONSEIL DE L'EUROPE

Voir *Questions au Gouvernement* **269.**
Questions orales sans débat **259.**

CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS

Voir *Auxiliaires de justice* **2.**

CONSEIL DE PARIS

Voir *Elections et référendums* **18.**

CONSEIL DES PRUD'HOMMES (DE PARIS)

Voir Justice **6.**

CONSEIL D'ETAT

Voir *Français* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.

Avis du —

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **11.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 53.
Villes nouvelles **1.**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

5. — Proposition de loi organique n° 392 tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social, en vue d'assurer la **représentation des associations de protection de la nature, de défense de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des services publics.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff (14 avril 1982).

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.
Plan **2.**
Recherche scientifique et technique **1.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir *Elections et référendums* **16.**

CONSEILLERS TECHNIQUES ET PEDAGOGIQUES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION (Septième session du —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture B.A.P.S.A.

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (C.N.C.A.)

Voir *Audiovisuel* **1.**

CONSEIL NATIONAL DE SECURITE

Voir *Défense nationale* **1.**

CONSEIL NATIONAL DU BRUIT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT (C.A.U.E.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et Logement.

CONSEILS D'ATELIER

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

CONSEILS DE DIRECTION

Voir *Agriculture* **8,** article 3.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Voir *Justice* **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Départements et territoires d'outre-mer ; Justice.
Travail **6, 7, 8, 9.**

CONSEILS GENERAUX

Voir *Collectivités locales* **1.**
Départements d'outre-mer **2.**
Elections et référendums **14.**

CONSEILS MUNICIPAUX

Voir *Elections et référendums* **18, 19.**

Elections

Voir *Elections et référendums* **16.**

CONSEILS REGIONAUX

Voir *Collectivités locales* **1.**
Plan **2.**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE

Voir : *Défense : ministère* **3.**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PRUD'HOMIE

Voir *Justice* **6.**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.
Recherche scientifique et technique **1.**

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE

Voir *Travail* **12.**

CONSEIL SUPERIEUR DES EXPORTATIONS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Voir *Audiovisuel* **1.**
Français **4.**

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Voir *Agriculture* **8,** article 8.

CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement ; Plan et aménagement du territoire.

CONSOMMATION

1. — Proposition de loi n° 1252 tendant à améliorer l'**information du consommateur.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. François d'Aubert. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

CONSTITUTION

2. — Proposition de loi constitutionnelle n° 1195 tendant à ramener de sept à six ans la **durée du mandat du Président de la République.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 octobre 1982 par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Paul Clément (25 novembre 1982).

Voir *Plan* **2.**

Article 11

Voir *Elections et référendums* **20**

Article 34

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 53.
Questions au Gouvernement **360.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Article 40

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 3.
Rappels au règlement **358, 368.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Article 49, alinéa 3

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.
Motions de censure **4.**
Nationalisations **5.**

Article 53

Voir *Départements d'outre-mer* **4.**

Article 55

Voir *Mer et littoral* **5, 6.**

Article 72

Voir *Communes* **9**
Corse **2.**

Article 73

Voir *Départements d'outre-mer* **4.**

CONSTRUCTION

1. — Proposition de loi n° 584 tendant à abroger les articles L. 242-1 et L. 242-2 du code des assurances instaurant l'obligation de l'**assurance dommage en matière de construction.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (4 février 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Assurance

Voir *Lois de finances* **5,** article 27.

Responsabilité

Voir *Questions orales sans débat* **220.**

CONSTRUCTIONS NAVALES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

CONTENTIEUX

Voir *Français* **4.**

CONTRACEPTION

Voir *Avortement* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.
Professions et activités médicales **4.**

CONTRAINTE PAR CORPS

Voir *Procédure pénale* **2.**

CONTRAT DE TRAVAIL

Voir *Ordonnances* **2.**
Travail **7.**

CONTRATS D'ASSOCIATION

Voir *Enseignement privé* **3.**

CONTRATS DE LOUAGE

Voir *Baux* **6.**

CONTRATS DE PLAN

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**
Plan **2.**
Questions orales sans débat **305, 312.**
Recherche scientifique et technique **1.**
Transports **2.**

CONTRATS DE PLAN ETAT-REGIONS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

CONTRATS DE QUALITE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Consommation.

CONTRATS DE RIVIERES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

CONTRATS DE SOLIDARITE

Voir *Chômage (indemnisation)* **2.**
Déclarations du Gouvernement **4.**
Lois de finances **5**, Discussion générale et après l'article 2.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail ; Emploi. Economie et finances. — I : Charges communes. Recherche et industrie, énergie.
Motions de censure **6.**
Ordonnances **2.**
Questions au Gouvernement **240, 379, 471.**
Questions orales sans débat **135, 155, 174, 246, 247, 296, 302.**
Sécurité sociale **12.**

Préretraite
Questions au Gouvernement **485.**

CONTRATS EMPLOI-FORMATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail ; Emploi.

CONTRATS DE VENTE INTERNATIONALE

Voir *Traités et conventions* **37.**

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

1. — Projet de loi n° 1078 modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la **garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine,** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

CONTROLE ADMINISTRATIF

Voir *Collectivités locales* **3.**

CONTROLE DES CHANGES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

CONTROLE JUDICIAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

CONTROLES D'IDENTITE

Voir *Procédure pénale* **3.**

CONVENTION DE BONN (Lutte contre la pollution du Rhin)

Voir *Questions orales sans débat* **305.**

CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir *Audiovisuel* **1.**

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VEGETALES

Voir *Traités et conventions* **53.**

CONVENTION « MARPOL »

Voir *Mer et littoral* **1, 2, 5.**

CONVENTIONS COLLECTIVES

Voir *Audiovisuel* **1.**
Travail **7.**

CONVENTIONS DE STABILITE

Voir *Questions au Gouvernement* **356.**

CONVENTIONS FISCALES

Voir *Traités et conventions* **35, 49.**

CONVOYEURS DE FONDS

Voir *Police privée* **2.**

COOPERANTS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **9.**
Lois de finances **5,** discussion générale, articles **6, 7, 9.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Education nationale ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Plan **2.**
Questions orales sans débat **128.**
Recherche scientifique et technique **1.**

COOPERATION INTERCOMMUNALE

Voir *Collectivités locales* **7.**

COOPERATION JUDICIAIRE

Voir *Traités et Conventions* **42, 43.**

COOPERATIVES AGRICOLES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 16 ; (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**

COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE (C. U. M. A.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.
Questions au Gouvernement **235.**

COPROPRIETE

Voir *Baux* **6.**

COREE DU NORD

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

CORESPONSABILITE (Taxe de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **183, 244.**

CORSE

2. — Projet de loi n° 688 portant **statut particulier de la Corse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 12 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (12 janvier 1982). — Rapport **n° 692** (14 janvier 1982). — Discussion les 18, 19, 20 janvier 1982. — Adoption le 20 janvier 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative ». — Projet de loi **n° 104.**

Sénat (première lecture), **n° 185** (1981-1982), dépôt le 21 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport **n° 190** (1981-1982) (26 janvier 1982). — Discussion le 27 janvier 1982. — Adoption le 27 janvier 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi portant reconnaissance des caractéristiques particulières de la région de Corse ». Projet de loi **n° 42** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Bureau [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. — Rapport **n° 719** (28 janvier 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport **n° 200** (1981-1982) (29 janvier 1982). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 707,** dépôt le 28 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. — Rapport **n° 720** (3 février 1982). — Discussion le 3 février 1982. — Adoption avec modifications le 3 février 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative ». — Projet de loi **n° 112.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 204** (1981-1982), dépôt le 4 février 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport **n° 205** (1981-1982) (4 février 1982). — Discussion le 4 février 1982. — Rejet le 4 février 1982. — Projet de loi **n° 44** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 724,** dépôt le 4 février 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. — Rapport **n° 725** (5 février 1982). — Discussion le 5 février 1982. — Adoption définitive le 5 février 1982. — Projet de loi **n° 115.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 25 février 1982 (*J.O.* du 27 février 1982) (p. 696). — Conforme en totalité.

Loi n° 82-214 du 2 mars 1982 publiée au *J.O.* du 3 mars 1982 (p. 748).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 janvier 1982] (p. 144, 160, 185) :

Question préalable opposée par M. Philippe Séguin : *Séguin (Philippe)* (p. 148 à 155) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 156, 157) ; *Defferre (Gaston)* (p. 160, 161, 162) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 162, 163) ; rejetée par scrutin public (p. 163).

Amnistie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 153) ; *Defferre (Gaston)* (p. 162) ; *Taddei (Dominique)* (p. 172) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 175, 176) ; *Benedetti (Georges)* (p. 181).

Assemblée de Corse (notamment mode de scrutin) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145) ; *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 151, 153) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 175) ; *Sarre (Georges)* (p. 176) ; *Luisi (Jean-Paul)* (p. 177).

Autonomistes : *Séguin (Philippe)* (p. 154, 155) ; *Defferre (Gaston)* (p. 162).

Code électoral et pratiques électorales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 151, 153) ; *Léotard (François)* (p. 166) ; *Porelli (Vincent)* (p. 168) ; *Taddei (Dominique)* (p. 172) ; *Sarre (Georges)* (p. 176).

Commissaires de la République : *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 151).

Compétences de la région Corse (annonce d'une future loi) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145) ; *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 151) ; *Léotard (François)* (p. 166) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 175).

Conseil de développement culturel, de l'éducation et du cadre de vie : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145) ; *Defferre (Gaston)* (p. 147, 161) ; *Séguin (Philippe)* (p. 152) ; *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 169) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 175) ; *Le Foll (Robert)* (p. 178).

Constitutionnalité au regard de l'article 72 de la Constitution : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 148, 149) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 157) ; *Defferre (Gaston)* (p. 160).

Dialogue entre les pouvoirs publics et l'assemblée de Corse (article 27 du projet de loi) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145, 146) ; *Séguin (Philippe)* (p. 151, 152) ; *Defferre (Gaston)* (p. 161, 162) ; *Léotard (François)* (p. 166) ; *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 169).

Ordre du jour : *Séguin (Philippe)* (p. 182) ; *Guidoni (Pierre)* (p. 182) ; *Defferre (Gaston)* (p. 182).

Organismes publics régionaux (agences, sociétés...) : *Defferre (Gaston)* (p. 161) ; *Léotard (François)* (p. 166) ; *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 170) ; *Benedetti (Georges)* (p. 181).

« Peuple corse » : *Séguin (Philippe)* (p. 153) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 156) ; *Defferre (Gaston)* (p. 161) ; *Taddei (Dominique)* (p. 171) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 175).

Position du conseil régional corse : *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 168, 169).

Président de l'assemblée de Corse : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 145) ; *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 153) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 175).

Principe d'un statut particulier : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 144) ; *Séguin (Philippe)* (p. 151) ; *Defferre (Gaston)* (p. 30) ; *Taddei (Dominique)* (p. 173) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 174) ; *Sarre (Georges)* (p. 176) ; *Nucci (Christian)* (p. 177) ; *Zuccarelli (Jean)* (p. 179) ; *Benedetti (Georges)* (p. 181).

Rappel au règlement : *Toubon (Jacques)* (p. 163) ; *Guidoni (Pierre)* (p. 163).

Régime fiscal : *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 150) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 156) ; *Léotard (François)* (p. 166, 167) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 170) ; *Goux (Christian)* (p. 180).

S. A. C. : *Porelli (Vincent)* (p. 168).

Sauvegarde du patrimoine culturel corse : *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 156) ; *Le Foll (Robert)* (p. 178) ; *Benedetti (Georges)* (p. 181).

Situation économique et démographique de la Corse : *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 149, 150) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 156) ; *Léotard (François)* (p. 164) ; *Porelli (Vincent)* (p. 167, 168) ; *Taddei (Dominique)* (p. 171) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 174) ; *Luisi (Jean-Paul)* (p. 177) ; *Zuccarelli (Jean)* (p. 179) ; *Goux (Christian)* (p. 179, 180) ; *Benedetti (Georges)* (p. 181).

Spécificités de la Corse : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 144) ; *Defferre (Gaston)* (p. 146) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 156) ; *Léotard (François)* (p. 165) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 169).

Terrorisme corse : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 144) ; *Defferre (Gaston)* (p. 145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 149) ; *Taddei (Dominique)* (p. 171).

Transports (continuité territoriale) : *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 149) ; *Léotard (François)* (p. 165) ; *Porelli (Vincent)* (p. 168) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 170) ; *Goux (Christian)* (p. 180).

Unité nationale : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 144) ; *Defferre (Gaston)* (p. 147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 153) ; *Porelli (Vincent)* (p. 168) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 169, 170) ; *Taddei (Dominique)* (p. 171) ; *Sarre (Georges)* (p. 176) ; *Luisi (Jean-Paul)* (p. 177).

Urgence : *Séguin (Philippe)* (p. 152) ; *Léotard (François)* (p. 165) ; *Taddei (Dominique)* (p. 173).

Discussion des articles [18 janvier 1982] (p. 185) ; [19 janvier 1982] (p. 198, 219, 228) ; [20 janvier 1982] (p. 254, 268) :

Article 1er (*érection de la région de Corse en collectivité territoriale ; renvoi à une loi ultérieure de la définition de ses compétences*) ; article 72 de la Constitution et création d'une nouvelle collectivité territoriale (p. 187) ; « peuple corse » ; amendement n° 78 de M. Philippe Séguin (de suppression) (p. 188) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 79 de M. Philippe Séguin (tendant à préciser que les titres III et IV de la loi de décentralisation sont applicables à la région de Corse sous réserve des adaptations prévues par la présente loi) ; amendement n° 1 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 1er) (p. 189) ; amendement n° 79 : rejeté ; sous-amendement n° 127 de M. François Léotard à l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; sous-amendement n° 110 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré ; sous-amendement n° 128 de M. François Léotard : devenu sans objet ; amendement n° 1 adopté ;

— en conséquence ce texte devient l'article 1er.

Article 2 (*définition des organes de la collectivité régionale de Corse*) ; éventuelle extension du conseil de développement culturel à d'autres régions (p. 190) ; agences et institutions spécialisées et répartition des compétences entre l'Etat et la région de Corse (p. 191) ; amendement verbal du Gouvernement (rédactionnel) (p. 192) ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 150 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 80 de M. Philippe Séguin (tendant à substituer aux mots « assemblée de Corse » les mots « conseil régional de Corse ») ; mention des agences et des institutions spécialisées à l'article 2 (p. 198) ; sous-amendement n° 80 rejeté ; sous-amendement n° 81 de M. Philippe Séguin (tendant à substituer aux mots « assemblée de Corse » les mots « assemblée régionale de Corse ») : rejeté ; sous-amendement n° 83 de M. Philippe Séguin (tendant à substituer aux mots « conseil économique et social » les mots « comité économique et social ») : rejeté ; sous-amendement n° 82 de M. Philippe Séguin (tendant à supprimer la mention relative au conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie) : rejeté ; sous-amendement n° 84 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 200) ; rejeté ; sous-amendement n° 111 du Gouvernement à l'amendement n° 2 de la commission : devenu sans objet ; sous-amendement n° 151 de la commission (relatif aux établissements publics et agences créés par la région de Corse et des institutions spécialisées auxquelles la région participe) ; sous-amendement n° 86 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 201) : retiré ; sous-amendement n° 87 de M. Philippe Séguin (relatif aux compétences des institutions spécialisées associant l'Etat et la région Corse : retiré ; sous-amendement n° 85 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 151 adopté après modification ; amendement n° 150, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence ce texte devient l'article 2 ; amendement n° 129 de M. François Léotard : devenu sans objet.

Titre Ier : *de l'assemblée de Corse.*

Article 3 (*composition et mode d'élection de l'assemblée de Corse*) : organisation des élections régionales en Corse en juillet-août (p. 202) ; amendement n° 88 de M. Philippe Séguin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 203).

Article 4 (*durée du mandat des membres de l'assemblée*) : amendement n° 89 de M. Philippe Séguin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*mode de scrutin applicable à l'élection de l'assemblée de Corse*) ; système de la représentation proportionnelle (p. 204), amendement n° 90 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Philippe Séguin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Jean-Paul de Rocca Serra soutenu par M. Philippe Séguin (tendant à prévoir l'application à la région de Corse de la loi générale sur l'organisation des élections des conseils régionaux continentaux dès que cette loi aura été promulguée) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à instituer un seuil minimum de représentativité) ; risque de multiplication excessive des listes (p. 205) ; amendement n° 6 adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté par scrutin public (p. 206).

Article 6 (*circonscription électorale unique*) ; avenir de la bidépartementalisation ; amendement n° 73 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Vincent Porelli (proposant que chaque département puisse avoir un nombre d'élus proportionnel à sa population) (p. 207) ; retiré ; amendement n° 92 de M. Philippe Séguin (tendant à prévoir que la Corse devra être soumise au droit commun lorsque celui-ci aura été défini) ; modification du corps électoral sénatorial de la Corse (p. 208) ; amendement n° 92 : rejeté ; amendement n° 70 de M. Michel Debré (tendant à préciser que tout citoyen français satisfaisant aux conditions légales peut être inscrit, à sa demande, sur les listes électorales des communes de Corse) ; « peuple corse » (p. 209) ; amendement n° 70 : retiré ;

— article 6 adopté.

Après l'article 6 : amendements nos 7 de la commission et 149 du Gouvernement (tendant à insérer des articles additionnels après l'article 6) : réservés jusqu'après l'article 23. (p. 210).

Article 7 (*conditions d'éligibilité et inéligibilités*) : amendement n° 8 de la commission (rédactionnel : relatif au cas où un fonctionnaire ou un magistrat n'exerce pas ses fonctions en Corse lorsque celle-ci se trouve comprise dans le ressort de sa compétence) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*conditions d'éligibilité et inéligibilités*) : amendement n° 9 de la commission (relatif à la procédure de démission d'office) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*incompatibilités*) : adopté (p. 210).

Article 10 (*incompatibilités*) : amendement n° 93 de M. Phlippe Séguin (application des dispositions de l'article L. 207 du code électoral) : retiré ; amendement n° 130 de M. François

Léotard (incompatibilité des fonctions d'employé des services du commissaire de la République dans la région avec le mandat de membre de l'assemblée de Corse) ; vote hostile du groupe socialiste (p. 211) ; amendement n° 130 : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : retiré ;

— article 10 adopté.

Article 11 (*incompatibilités*) : amendement n° 11 de la commission (de pure forme) ; sous-amendement n° 113 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 11, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 12 de la commission (relatif au délai d'option) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (tendant à confier au représentant de l'Etat la mission de déclarer démissionnaire l'élu qui n'aura pas de lui-même exercé son droit d'option) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté (p. 212).

Article 12 (*déclarations de candidatures*) : amendement n° 94 de M. Philippe Séguin (application intégrale des dispositions de l'article 194 du code électoral) ; amendement n° 131 de M. François Léotard (même objet) ; amendements n°s 94 et 131 rejetés ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 76 de M. Nicolas Alfonsi (prévoyant que le nombre de communes dans lesquelles l'ensemble des candidats d'une liste remplit l'une de ces conditions doit être au moins égal à un dixième du total des communes de Corse) ;

— article 12 réservé (p. 213).

Article 13 (*déclarations de candidatures*) : modification rédactionnelle proposée par M. Philippe Séguin : acceptée ;

— article 13, ainsi modifié, adopté (p. 214).

Article 12 précédemment réservée : amendement n° 76 de M. Nicolas Alfonsi adopté après rectification ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*cautionnement*) : amendement n° 15 de la commission (proposant de porter le cautionnement de 5 000 à 3 000 francs) : adopté ; amendement n° 114 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté (p. 219).

Article 15 (*déclarations de candidatures*) : amendement n° 16 de la commission (tendant à modifier la procédure de dépôt des candidatures) ; sous-amendement n° 115 du Gouvernement (de forme) : adopté ; sous-amendement n° 116 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 117 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 15.

Article 16 (*compétence en premier et dernier ressort du tribunal administratif pour statuer sur la régularité des candidatures*) : amendement n° 17 de la commission soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à rouvrir un délai permettant de compléter les listes dans le cas où les candidatures auraient été jugées irrecevables) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Article 17 (*retrait des listes*) : amendement n° 18 de la commission soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à permettre le retrait des listes tant que la campagne électorale n'est pas ouverte) (p. 220) ; sous-amendement n° 118 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 19 de la commission (remboursement du cautionnement) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*campagne électorale radio-télévisée*) : amendement n° 20 de la commission (relatif à la date de clôture des inscriptions de candidatures) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (modifiant la durée de diffusion de la campagne électorale et prévoyant que la durée de ces émissions pourra être réduite si le nombre de listes est insuffisant) ; sous-amendement n° 119 du Gouvernement (relatif à la durée d'émission attribuée à chaque liste) (p. 221) : retiré ; amendement n° 21 adopté ; amendement n° 22 de la commission (tendant à instituer une seule commission chargée à la fois de veiller au déroulement de la campagne à la radio et à la télévision et de diffuser les documents de propagande) ; problème posé par la fusion de la commission de propagande et de la commission de contrôle de la campagne radio-télévisée ; amendement n° 22 adopté ; amendement n° 95 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à soumettre la Corse au droit commun des régions) : rejeté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 222).

Article 19 (*campagne électorale ; commission de propagande*) : amendement n° 23 de la commission (relatif à la commission de propagande et au dépôt des instruments de propagande) ; sous-amendement n° 120 du Gouvernement (relatif à la date du dépôt des documents de propagande) : adopté ; amendement n° 23, ainsi modifié, adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 (*remboursement des frais d'impression et d'affichage*) : amendement n° 24 de la commission (de coordination : prise en charge des dépenses de la commission de recensement instituée à l'article 23) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*application des articles L. 211 et L. 215 du code électoral sanctionnant la propagande illicite*) : adopté.

Article 22 (*convocation des électeurs*) : amendement n° 132 de M. François Léotard (tendant à allonger le délai prévu pour la convocation des électeurs) : rejeté ;

— article 22 adopté (p. 223).

Article 23 (*recensement des votes*) : amendement n° 25 de la commission (tendant à instituer une commission à compétence régionale) (p. 224) ; lutte contre la fraude électorale ; sous-amendement n° 152 du Gouvernement (relatif au fonctionnement de la commission) ; sous-amendement n° 154 du Gouvernement (relatif à la composition de la commission) ; sous-amendement n° 153 du Gouvernement (relatif à l'information de la commission) ; sous-amendements n°s 152, 153 et 154 adoptés ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 23 (p. 225).

Après l'article 6 : amendement n° 7 de la commission précédemment réservé (relatif à la commission de surveillance des opérations préliminaires au scrutin) ; sous-amendement n° 149 du Gouvernement précédemment réservé : devenus sans objet (p. 226).

Article 24 (*remplacement des membres de l'assemblée*) : amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 (*contentieux des élections*) : amendement n° 27 de la commission (visant à éviter que l'inéligibilité d'un candidat n'entraîne l'annulation de l'élection de tous les membres de la liste) (p. 228) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 (*maintien en fonctions des membres de l'assemblée dont l'élection est contestée*) : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 96 de M. Philippe Séguin (tendant à prévoir que dès la publication de la loi relative à l'organisation des élections aux conseils régionaux, les articles 3 à 6 de la présente loi cesseront d'être applicables) (p. 229) : rejeté (p. 230).

Chapitre II : *fonctionnement et attributions de l'assemblée de Corse et de son bureau.*

Article 27 (*compétences de l'assemblée*) : possibilité accordée à l'assemblée de Corse d'émettre des suggestions à l'intention du pouvoir central sur les institutions et sur le statut particulier de l'île (p. 231, 232) ; amendement n° 97 de M. Philippe Séguin (tendant à ce qu'il soit fait une référence explicite à l'article 45 de la loi de décentralisation) : rejeté ; amendement n° 133 de M. François Léotard (tendant à insérer le texte exact de la loi de décentralisation concernant les régions) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 99 de M. Philippe Séguin (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 27 accordant à l'assemblée de Corse la possibilité d'émettre des suggestions à l'intention du pouvoir central sur les institutions et sur le statut particulier de la Corse) (p. 233) : rejeté ; amendements n° 134 et n° 135 de M. François Léotard : retirés ; amendement n° 98 de M. Jean-Paul de Rocca Serra soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à permettre à l'assemblée de Corse d'adresser au Gouvernement des propositions en matière de développement économique, social et culturel) (p. 234) ; amendement n° 29 de la commission (tendant à permettre à l'assemblée de Corse d'adresser au Gouvernement des propositions visant à modifier les compétences des services de l'Etat) ; sous-amendement n° 155 de M. Jacques Toubon (tendant à éviter toute atteinte à l'autonomie des départements et des communes) (p. 235) ; sous-amendement n° 155 : rectifié (p. 237) ; sous-amendement n° 155, amendements n°s 98 et 29 : réservés ;

— article 27 : réservé (p. 238).

Article 28 (*réunions de l'assemblée*) : amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 (*règles de quorum et de majorité*) : adopté.

Article 30 (*délégation de vote*) : adopté (p. 239).

Article 31 (*élection du président et du bureau*) : amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (relatif aux secrétaires devant veiller au déroulement du scrutin) : adopté (p. 239) ; amendement n° 77 de M. Nicolas Alfonsi (tendant à faire procéder à l'élection des autres membres du bureau immédiatement après l'élection du président au scrutin de liste majoritaire à deux tours sans panachage, ni vote préférentiel) ; amendement n° 136 de M. François Léotard (élection de six vice-présidents à la représentation proportionnelle) (p. 240) ; amendement n° 77 adopté ; amendement n° 136 devenu sans objet ; amendement n° 103 de M. François Léotard (tendant à prévoir que la durée du premier bureau de l'assemblée de Corse prendra fin à la date des élections régionales générales) : retiré ;

— article 31, ainsi modifié, adopté (p. 241).

Article 32 (*composition et attributions du bureau*) ; cumul des mandats ; sanctions prévues en cas de non-respect des règles sur l'incompatibilité et l'inéligibilité (p. 242) ; amendement n° 137 de M. François Léotard (tendant à réduire à six le nombre possible des vice-présidents) ; amendement n° 34 de la commission (tendant à fixer à dix le nombre des vice-présidents) ; amendement n° 137 rejeté ; amendement n° 34 rejeté ; amendement n° 35 de la commission (relatif au régime des délégations de pouvoirs de l'assemblée de Corse à son bureau) : adopté ; amendements n° 100 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Olivier Guichard (p. 243) et n° 138 de M. François Léotard (relatifs au régime des incompatibilités) (p. 244) : rejetés ; amendement n° 36 de la commission (tendant à supprimer le troisième alinéa prévoyant l'incompatibilité des fonctions de membre du bureau de l'assemblée de Corse avec la présidence ou la direction d'une agence ou d'une institution spécialisée mentionnée à l'article 2 du projet de loi) : retiré ; amendement n° 37 de la commission (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa prévoyant l'incompatibilité des fonctions de président de l'assemblée avec l'exercice d'un mandat de conseiller général) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (tendant à porter de huit à quinze jours le délai imparti pour se démettre des fonctions incompatibles avec celles de membre du bureau) ; sous-amendement n° 121 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 38, ainsi modifié, adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 (*vacances au sein du bureau*) : amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 139 de M. François Léotard (tendant à limiter la durée de vacance des fonctions de président de l'assemblée de Corse) : rejeté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 245).

Article 34 (*dissolution de l'assemblée*) : amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 71 de M. Michel Debré (visant à garantir le respect par l'assemblée de Corse de l'unité de la République) (p. 246) : rejeté par scrutin public (p. 247) ; amendement n° 41 n'est plus soutenu ; amendement verbal du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 27 précédemment réservé : amendement n° 156 du Gouvernement (tendant à étendre les domaines dans lesquels l'assemblée de Corse peut adresser au Gouvernement des propositions) ; sous-amendement n° 157 de M. Jacques Toubon (tendant à garantir le respect de la libre administration de la région des départements et des communes) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 156 adopté ; amendement n° 30 de la commission (prévoyant que le Premier ministre devra apporter une réponse au fond aux suggestions faites par l'assemblée) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté (p. 248).

Titre II : *de l'exécutif.*

Article 35 (*attributions du président*) : amendement n° 74 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Vincent Porelli (proposant que l'exécutif soit assuré par le président assisté par le bureau) (p. 254) : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (permettant au président de donner délégation de signature aux responsables des services régionaux) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté (p. 255).

Article 36 (*mise à disposition du président de services extérieurs de l'Etat*) : amendement n° 44 de la commission (de coordination) ; amendement n° 159 du Gouvernement (faisant référence à la loi ultérieure portant répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat) (p. 256) : adopté après rectification ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 36 ; amendement n° 44 devenu sans objet (p. 257).

Article 37 (*rapport spécial du président de l'assemblée*) : amendement n° 45 de la commission (précisant que le rapport du président doit être adressé aux membres de l'assemblée dans un délai de huit jours avant la réunion et proposant que les mémoires transmis aux conseils consultatifs soient simultanément adressés aux conseillers de l'assemblée de Corse) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (tendant à laisser au bureau de l'assemblée le soin de déterminer à quel moment le rapport lui sera présenté) : adopté ; amendement n° 140 de M. François Léotard (relatif au contenu du rapport) : adopté ; amendement n° 141 de M. François Léotard (tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'avis du conseil économique et social et du conseil du développement culturel) ; amendement n° 142 de M. François Léotard (communication du rapport au conseil économique et social et au conseil du développement culturel, de l'éducation et du cadre de vie) (p. 258) ; amendement n° 101 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à supprimer la disposition prévoyant les avis « préalables » du conseil économique et social et du conseil du développement culturel) ; amendements n°s 141, 142 et 101 rejetés ;

— article 37, ainsi modifié, adopté (p. 259).

Titre III : *des conseils consultatifs.*

Article 38 (*composition des conseils consultatifs*) : création éventuelle dans les autres régions d'un conseil du développement culturel ; composition du conseil économique et social de Corse (p. 260) ; amendement n° 102 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Olivier Guichard (tendant à supprimer les dispositions prévoyant la fixation par décret en Conseil d'Etat d'une liste des organismes représentés dans les conseils consultatifs) : rejeté ; amendement n° 104 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à ce que les dispositions concernant la composition des conseils consultatifs de Corse soient conformes aux règles de droit commun prévues par la loi relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions) (p. 261) ; manque de représentativité des comités économiques et sociaux (p. 262) ; amendement n° 104 rejeté ; amendement n° 105 de M. Philippe Séguin (tendant à supprimer l'alinéa prévoyant qu'un décret déterminera les conditions dans lesquelles l'assemblée de Corse mettra des moyens financiers et matériels à la disposition du conseil économique et social et du conseil du développement culturel) : rejeté ;

— article 38, adopté (p. 263).

Article 39 (*attributions du conseil économique et social*) : amendement n° 47 de la commission (visant à ajouter les mots « de Corse » après l'expression « le conseil économique et social ») : adopté ; amendement n° 48 de la commission (visant à inclure les études d'urbanisme parmi les documents obligatoirement et préalablement soumis au conseil économique et social de Corse) : adopté après rectification ; amendement n° 49 de la commission (tendant à ce que les orientations du projet du budget régional soient soumises au conseil économique et social de Corse) (p. 269) : adopté ; amendement n° 106 de M. Philippe Séguin (prévoyant que le conseil économique et social pourra émettre des avis sur l'initiative du président de l'assemblée) : rejeté ; amendement n° 50 de la commission (de coordination) : retiré ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 40 (*attributions du conseil du développement culturel de l'éducation et du cadre de vie*) : amendement n° 51 de la commission (consultation du conseil du développement culturel pour les études d'urbanisme) : adopté après rectification ; amendement n° 52 de la commission (tendant à ce que les orientations du projet de budget régional soient soumises au conseil du développement culturel) (p. 270) : adopté après rectification ; amendement n° 160 de M. Gilbert Bonnemaison (de coordination) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (tendant à préciser que le conseil du développement culturel a une mission dans le domaine de la diffusion et de la sauvegarde de la langue et de la culture corses) : adopté (p. 271) ; amendement n° 107 de M. Philippe Séguin (prévoyant que le conseil du développement culturel pourra émettre des avis sur l'initiative du président de l'assemblée) ; amendement n° 108 de M. Philippe Séguin (tendant à supprimer la disposition relative

à l'autosaisine du conseil du développement culturel) ; amendements nos 107 et 108 rejetés ; amendement n° 143 de M. François Léotard (tendant à supprimer la disposition relative à l'autosaisine du conseil du développement culturel) : rejeté ; amendement n° 54 de la commission (permettant au conseil du développement culturel d'émettre un avis sur l'action et les projets des établissements ou organismes qui concourent à la vie culturelle et à la protection de l'environnement en Corse) : adopté ; amendement n° 72 de M. Michel Debré (tendant à préciser que le conseil du développement culturel n'a pas compétence pour remettre en cause les principes, l'organisation et les programmes de l'enseignement tels qu'ils sont établis par le Gouvernement et le Parlement de la République) (p. 272) : rejeté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 41 (*réunion commune des conseils consultatifs*) : risque de conflits de compétences (p. 273) ; amendement n° 144 de M. François Léotard (tendant à ne permettre les réunions communes qu'à la demande du président de l'assemblée) ; modification à l'article 39 proposée par M. Gilbert Bonnemaison : acceptée par l'Assemblée ; amendement n° 144 : rejeté ; amendement n° 55 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté (p. 274).

Titre III : *du représentant de l'Etat en Corse.*

Article 42 (*attributions du commissaire de la République en Corse*) : réunion de la conférence des présidents pendant que l'Assemblée siège ; amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 123 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 56, ainsi modifié : adopté (p. 275) ; amendement n° 57 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 58 de la commission (relatif aux informations que se transmettent réciproquement le représentant de l'Etat et le président de l'Assemblée) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 43 (*rapport spécial élaboré par le représentant de l'Etat*) : amendement n° 60 de la commission (tendant à préciser que le rapport spécial donne lieu éventuellement à un débat en présence du représentant de l'Etat) : adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté (p. 276).

Article 44 (*contrôle exercé par le représentant de l'Etat en Corse sur les actes administratifs et budgétaires*) : adopté (p. 277).

Après l'article 44 : amendement n° 161 du Gouvernement (relatif au contrôle exercé par la chambre régionale des comptes de Corse) : adopté après rectification (p. 277).

Titre V : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 45 (*suppression de l'établissement public régional, régime législatif de la Corse*) : amendement n° 61 de la commission (tendant à modifier la date de suppression de l'E.P.R. et à limiter l'action des organes de l'E.P.R. pendant la période transitoire) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (de coordination) : retiré ; amendement n° 125 du Gouvernement (tendant à prévoir que les dispositions de la loi du 5 juillet 1972 non contraires à celles de la présente loi s'appliquent à la région de Corse) : adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 (*dispositions diverses et transitoires relatives à l'élection de l'assemblée de Corse*) : amendement n° 145 de M. François Léotard (relatif à la durée des fonctions du président et des autres membres du bureau issus de la première assemblée de Corse) : retiré ;

— article 46 : adopté (p. 278).

Après l'article 46 : amendement n° 63 de la commission (relatif à l'élection du premier bureau) : retiré ; sous-amendement n° 147 de M. François Léotard : devenu sans objet ; amendement n° 64 de la commission (prorogation du mandat des conseillers économiques et sociaux) ; amendement n° 146 de M. François Léotard (prorogation du mandat des conseillers économiques et sociaux) : retiré ; amendement n° 64 : adopté (p. 279).

Article 47 (*dispositions fiscales*) : amendement n° 65 de la commission (de pure forme) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (tendant à étendre à la région de Corse l'exonération de taxes foncières) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 48 (*amnistie*) : violation du principe de l'égalité des citoyens devant la loi ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 280) ; amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 109 de M. Philippe Séguin (tendant à amnistier toutes infractions commises à l'occasion d'événements en relation avec les problèmes liés au statut des départements et des régions) (p. 281) ; amendement n° 109 : rejeté ; amendement n° 75 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. René Rieubon (visant à exclure du bénéfice de l'amnistie les auteurs d'infractions qui ont entraîné mort d'homme) (p. 283) ; événements de Bastelica et attentats de l'aéroport de Campo de l'Oro ; amendement n° 75 : rejeté ; amendement n° 68 de la commission (relatif aux effets de l'amnistie) ; sous-amendement n° 126 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 68, ainsi modifié : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté (p. 284).

Article 49 (*modalités d'application de la loi*) : adopté.

Titre : amendement n° 148 de M. François Léotard (tendant à modifier le titre du projet de loi) ; amendement n° 69 de la commission (tendant à modifier le titre du projet de loi) ; amendement n° 148 : rejeté ; amendement n° 69 : adopté ;

— en conséquence, ce texte est ainsi rédigé (p. 285).

Explications de vote (p. 285) :

Vote favorable du groupe communiste : *Rieubon* (*René*) (p. 288).

Vote favorable du groupe socialiste : *Taddei* (*Dominique*) (p. 287).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Guichard* (*Olivier*) (p. 286).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Léotard* (*François*) (p. 288).

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 289).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [3 février 1982] (p. 677) :

Continuité territoriale : *Léotard* (*François*) (p. 680).

Loi ultérieure sur les compétences et le statut des fonctionnaires : *Taddei* (*Dominique*) (p. 677) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 680).

Paix civile : *Taddei* (*Dominique*) (p. 678) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 678) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 681).

Position du Sénat : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 677) ; *Taddei* (*Dominique*) (p. 677) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 678) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 679).

Statut particulier : *Taddei* (*Dominique*) (p. 678) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 678) ; *Luisi* (*Jean-Paul*) (p. 679) ; *Zuccarelli* (*Jean*) (p. 679) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 679) ; *Léotard* (*François*) (p. 679, 680) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 680) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 681).

Discussion des articles [3 février 1982] (p. 681) :

Article 1er : caractère bi-départemental de la région de Corse ; position du F.N.L.C. (p. 681) ; avenir de la bi-départementalisation ; amendement n° 1 de la commission (tendant à revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 682) ; sous-amendement n° 69 de M. Jacques Toubon (tendant à préciser que la région de Corse comporte deux départements) : rejeté ; sous-amendement n° 70 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 683) : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 1er *bis* : amendement n° 2 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 1er *bis*) : adopté ;

— en conséquence, l'article 1er *bis* est supprimé.

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (tendant à reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale sous réserve d'une modification tendant à distinguer, d'une part, les interventions des établissements publics et agences créés par la région qui sont directement liés à l'exercice de compétences régionales et, d'autre part, les interventions des institutions spécialisées) (p. 684) ; sous-amendement verbal du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Article 2 *bis* : amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 2 *bis* est supprimé.

Avant l'article 3 : amendement n° 5 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du titre Ier) : adopté ; en conséquence, le titre Ier et son intitulé sont ainsi rétablis ; amendement

n° 6 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du chapitre Ier « élection de l'assemblée de Corse ») : adopté ; en conséquence le chapitre Ier et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 3 : amendement n° 7 de la commission (tendant à revenir au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3 (p. 685).

Article 4 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 8 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 4 est ainsi rétabli.

Article 5 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 9 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 5 est ainsi rétabli.

Article 6 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 10 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 7 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 11 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale en ajoutant aux incompatibilités déjà existantes la fonction de membre de la mission régionale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 7 est ainsi rétabli.

Article 8 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 12 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en précisant que le représentant de l'Etat est le représentant de l'Etat dans la région de Corse) : adopté ;

— en conséquence, l'article 8 est ainsi rétabli.

Article 9 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 13 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 9 est ainsi rétabli.

Article 10 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 14 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 686) : adopté ;

— en conséquence, l'article 10 est ainsi rétabli.

Article 11 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 15 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 11 est ainsi rétabli.

Article 12 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 16 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 12 est ainsi rétabli.

Article 13 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 17 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 13 est ainsi rétabli.

Article 14 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 18 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 15 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 19 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale sous réserve d'une modification du calendrier du déroulement de l'élection) : adopté ;

— en conséquence, l'article 15 est ainsi rétabli.

Article 16 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 20 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale avec une précision relative à la notification du refus d'enregistrement éventuel de candidatures) (p. 687) ; adopté ;

— en conséquence, l'article 16 est ainsi rétabli.

Article 17 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 21 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale avec une précision de forme) : adopté ;

— en conséquence, l'article 17 est ainsi rétabli.

Article 18 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 22 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 18 est ainsi rétabli.

Article 19 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 23 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 19 est ainsi rétabli (p. 688).

Article 20 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 24 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 20 est ainsi rétabli.

Article 21 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 25 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 21 est ainsi rétabli.

Article 22 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 26 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 22 est ainsi rétabli.

Article 23 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 27 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale avec des modifications d'ordre rédactionnel) : adopté ;

— en conséquence, l'article 23 est ainsi rétabli.

Article 24 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 28 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 24 est ainsi rétabli.

Article 25 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 29 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 689) : adopté ;

— en conséquence, l'article 25 est ainsi rétabli.

Article 26 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 30 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence l'article 26 est ainsi rétabli

Avant l'article 27 (supprimé par le Sénat) amendement n° 31 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du chapitre II adopté en première lecture avec une modification de forme) : adopté

Article 27 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 32 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 27 est ainsi rétabli.

Article 27 *bis* : amendement n° 33 de la commission (tendant à supprimer l'article 27 *bis* qui donne au président du conseil régional de Corse la possibilité de passer des conventions avec l'Etat en vue de contribuer à résoudre les problèmes spécifiques de la région) (p. 690) ; adopté ;

— en conséquence, l'article 27 *bis* est supprimé.

Article 28 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 34 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 28 est ainsi rétabli.

Article 29 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 35 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 29 est ainsi rétabli .

Article 30 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 36 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 30 est ainsi rétabli.

Article 31 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 37 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale en précisant les conditions dans lesquelles le bureau est élu) (p. 691) : adopté ;

— en conséquence, l'article 31 est ainsi rétabli.

Article 32 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 38 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en précisant le nombre des membres du bureau) : adopté ;

— en conséquence, l'article 32 est ainsi rétabli.

Article 33 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 39 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 33 est ainsi rétabli.

Article 34 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 40 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture avec une modification rédactionnelle) : adopté ;

— en conséquence, l'article 34 est ainsi rétabli.

Avant l'article 35 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 41 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé Titre II : « de l'exécutif ») : adopté ;

— en conséquence, le titre II et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 35 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 42 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale avec une modification de forme en ce qui concerne les recettes) (p. 692) : adopté ;

— en conséquence, l'article 35 est ainsi rétabli.

Article 36 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 43 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 36 est ainsi rétabli.

Article 37 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 44 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 37 est ainsi rétabli.

Avant l'article 38 : amendement n° 45 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé titre III : « des conseils consultatifs ») : adopté ;

— en conséquence, le titre III et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 38 : amendement n° 46 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 693) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 38.

Article 39 : amendements n°s 47, 48, 49 et 50 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 40 : amendements n°s 51, 52 (p. 694) et 53 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale avec une modification de forme) : adoptés ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 41 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 54 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— en conséquence, l'article 41 est ainsi rétabli.

Avant l'article 42 : amendement n° 55 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du titre IV : Du représentant de l'Etat dans la région de Corse) : adopté ;

— en conséquence, le titre IV et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 42 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 56 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale avec une modification de forme) : adopté ;

— en conséquence, l'article 42 est ainsi rétabli.

Article 43 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 57 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale avec une modification) : adopté ;

— en conséquence, l'article 43 est ainsi rétabli (p. 695).

Article 44 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 58 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 44 est ainsi rétabli.

Article 44 *bis* : amendement n° 59 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 44 *bis*.

Avant l'article 45 : amendement n° 60 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du titre V : Dispositions diverses et transitoires) : adopté ;

— en conséquence, le titre V et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 45 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 61 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 45 est ainsi rétabli.

Article 46 : amendement n° 62 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en précisant les conditions dans lesquelles lors de sa première réunion après sa première élection, l'assemblée de Corse procédera à la désignation de son bureau) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 46.

Article 46 *bis* (supprimé par le Sénat) : amendement n° 63 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 696) ; sous-amendement de M. Philippe Séguin (de précision) : adopté ; amendement n° 63, ainsi modifié, adopté ;

Article 47 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 64 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence l'article 47 est ainsi rétabli.

Article 48 : amendement n° 65 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Article 49 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 67 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 49 est ainsi rétabli (p. 697).

Titre : amendement n° 68 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du projet de loi) : adopté ;

— en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rétabli.

Explications de vote (p. 698).

Nécessité de réduire le handicap de l'insularité : *De Rocca Serra* (*Jean-Paul*), (n° 698) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 698).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll* (*Robert*) (p. 698).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 699).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [5 février 1982] (p. 760) :

Agences et techniques : *Séguin* (*Philippe*) (p. 760) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 760).

Exception d'irrecevabilité adoptée par le Sénat : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 760).

Vote favorable du groupe communiste : *Hage* (*Georges*) (p. 761).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll* (*Robert*) (p. 760).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Séguin* (*Philippe*) (p. 760).

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 765).

3. — Proposition de loi n° 884 portant sur le rôle des sociétés nationalisées pour l'**industrialisation de la Corse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Vincent Porelli (24 juin 1982).

4. — Projet de loi n° 1017 portant **statut particulier de la région de Corse :** compétences. — *Sénat* (première lecture), n° **399** (1981-1982), dépôt le 17 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **453** (1981-1982) (6 juillet 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. Jean Francou. — Avis n° **446** (1981-1982) (1er juillet 1982). — Discussion le 6 juillet 1982. — Adoption **le 6 juillet** 1982. — Projet de loi n° **133** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1017,** dépôt le 8 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (9 juillet 1982). — Rapport n° **1031** (19 juillet 1982). — Discussion le 19 juillet 1982. — Adoption le 19 juillet 1982. — Projet de loi n° **206.**

Sénat (deuxième lecture), n° **474** (1981-1982), dépôt le 20 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).
Bureau [*J.O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. — Rapport n° **1033** (20 juillet 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **477** (1981-1982) (20 juillet 1982). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1035,** dépôt le 21 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. — Rapport n° **1045** (22 juillet 1982). — Discussion le 22 juillet 1982. — Adoption avec modifications le 22 juillet 1982. — Projet de loi n° **211.**

Sénat (deuxième lecture), n° **485** (1981-1982), dépôt le 22 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Discussion le 22 juillet 1982. — Adoption avec modifications le 22 juillet 1982. — Projet de loi n° **143** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1068,** dépôt le 23 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison. — Rapport n° **1069** (23 juillet 1982). — Discussion le 23 juillet 1982. — Adoption définitive le 23 juillet 1982. — Projet de loi n° **216.**

Loi n° 82-659 du 30 juillet 1982 publiée au *J.O.* du 31 juillet 1982 (p. 2459).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 juillet 1982] (p. 4476) :

Question préalable opposée par M. Philippe Séguin : *Séguin (Philippe)* (p. 4478, 4479, 4480, 4481) ; *Escutia (Manuel)* (p. 4481, 4482) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4482, 4483, 4484) ; rejetée par scrutin public (p. 4484).

Absence de consultation de l'Assemblée de Corse : *Séguin (Philippe)* (p. 4479) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4482) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4487).

Communication audiovisuelle et culture (compétences régionales en matière de —) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4477) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4484).

Développement économique de la Corse (compétences régionales) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4478) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4481) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4484) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4485) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 4486) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4489, 4490).

Education (compétences régionales en matière d' —) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4477) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4480) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4483, 4484).

Energie (compétences régionales en matière d' —) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4477) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4484).

Environnement et urbanisme (compétences régionales en matière d' —) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p .4477) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4480) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4483) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4485) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4489).

Offices régionaux : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4478) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4479-4480) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4482-4483) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4485, 4486) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4487) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 4488) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4489, 4490).

Organismes créés par la région : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4478) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4484).

Paix civile : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4478) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4479, 4480) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4483) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4491).

Particularisme institutionnel et fonctionnel (principe du —) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4477) ; *Escutia (Manuel)* (p. 4481) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4485) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4486) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4489).

Problèmes constitutionnels (art. 72 de la Constitution et statut particulier) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4477).

Régime fiscal particulier de la Corse : *Toubon (Jacques)* (p. 4490).

Réparation des dommages causés aux victimes d'attentats : *Séguin (Philippe)* (p. 4479).

Répartition des compétences entre l'Etat et la région : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4477) ; *Séguin (Philippe)* (p. 4480) ; *Escutia (Manuel)* (p. 4482) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4483) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 4488) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4489).

Ressources et problèmes de financement : *Séguin (Philippe)* (p. 4481) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4484) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4486, 4487) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4490).

Vote favorable du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 4486).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Blanc (Jacques)* (p. 4487).

Discussion des articles [19 juillet 1982] (p. 4491) :

Article 1er (*régime législatif applicable aux collectivités locales de Corse*) : amendement n° 1 de la commission (de forme) : adopté ; en conséquence, de texte devient l'article 1er (p. 4491).

Titre Ier : *de l'identité culturelle de la Corse.*

Chapitre Ier : *éducation et formation.*

Article 2 (*compétences de la région de Corse en matière d'éducation et de formation*) : amendement n° 2 de la commission (suppression de la référence au schéma d'éducation et de formation) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (étendant la compétence de la région en matière de carte scolaire à l'ensemble des établissements) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (suppression du caractère facultatif des activités éducatives complémentaires) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rétablissant le caractère facultatif des activités éducatives pour les élèves) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (suppression de la disposition relative aux compétences régionales en matière de formation professionnelle) : adopté (p. 4492) ; amendement n° 82 de M. Philippe Séguin (précisant les compétences régionales en matière de formations universitaires et d'activités de recherche universitaire) ; amendement n° 7 de la commission (prévoyant la consultation de l'Université) ; sous-amendement n° 70 du Gouvernement à l'amendement n° 7 (de forme) (p. 4493) ; amendement n° 82 : rejeté ; sous-amendement n° 70 : adopté ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*financement par la région des établissements d'enseignement secondaire*) : problème des ressources accordées à la région ; amendement n° 8 de la commission : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*répartition des emplois dans les établissements d'enseignement public*) : amendement n° 61 de M. Philippe Séguin (de suppression) (p. 4494) : rejeté ; amendement n° 87 de M. Vincent Porelli (consultation de la région de Corse en matière de détermination des emplois dans les établissements d'enseignement) : adopté ; amendement n° 83 de M. Philippe Séguin (proposant que toute modification des propositions du recteur soit décidée à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée de Corse) : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*répartition entre communes des dépenses de l'enseignement primaire*) : amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 5 est supprimé.

Chapitre II : *communication, culture et environnement.*

Article 6 (*compétences du comité régional corse de la communication audiovisuelle*) : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel laissant la faculté à l'assemblée de Corse de procéder ou non à un vote sur le rapport) (p. 4495) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*compétences de la région de Corse en matière culturelle*) : amendement n° 62 de M. Philippe Séguin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (donnant à l'assemblée de Corse une plus grande liberté dans la

détermination de ses actions en matière culturelle) : adopté ; amendement n° 88 de M. Vincent Porelli (détermination de la dotation en concertation avec la région de Corse) : retiré ; amendement n° 13 de la commission (excluant du champ de la dotation globale les subventions attribuées par l'Etat aux départements et aux communes) (p. 4496) : adopté après rectification ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*compétences de la région de Corse dans le domaine de l'environnement*) : amendement n° 63 de M. Philippe Séguin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (limitant la portée de la consultation des départements et des communes) : adopté ; amendement n° 89 de M. Vincent Porelli (détermination de la dotation en concertation avec la région de Corse) : retiré ; amendement n° 15 de la commission (excluant du champ de la dotation globale les subventions attribuées par l'Etat aux départements et aux communes et disposant que la dotation ne concerne pas les crédits correspondant à la mise en œuvre d'une politique nationale) ; sous-amendement de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 4497).

Titre II : *de la planification et du développement de la Corse.*

Avant l'article 9 : amendement n° 16 de la commission (modification de l'intitulé du titre II) : adopté ; l'intitulé du titre II, ainsi modifié, est adopté.

Article 9 supprimé par le Sénat (*rôle de la région en matière de planification*) : amendement n° 78 de M. Vincent Porelli (rôle de la région en matière de planification) : retiré ; en conséquence, l'article 9 demeure supprimé (p. 4501).

Après l'article 9 : amendement n° 18 de la commission (création auprès du Premier ministre d'un comité de coordination pour le développement industriel de la Corse) ; sous-amendement n° 71 du Gouvernement (présence de représentants de la région de Corse au sein du comité) ; sous-amendement n° 72 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 71 : adopté ; sous-amendement n° 72 : adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié, adopté (p. 4503).

Article 10 supprimé par le Sénat (*création d'un office du développement industriel, artisanal et commercial*) : caractère « illusoire » du projet.

Chapitre Ier : *de l'urbanisme.*

Avant l'article 11 : amendement n° 64 de M. Philippe Séguin (modification de l'intitulé du chapitre Ier : de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme) : adopté ; en conséquence, l'intitulé du chapitre Ier est ainsi rédigé.

Article 11 (*élaboration du schéma d'aménagement de la Corse*) : amendement n° 19 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*cohérence du schéma d'aménagement de la Corse avec les autres documents d'urbanisme*) : remise en cause de la décentralisation au profit des communes en matière d'urbanisme (p. 4504) ; amendement n° 20 de la commission (tendant à harmoniser la rédaction du 3e alinéa avec celle proposée par l'article 24 du projet de loi sur la répartition des compétences) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (confiant à la région de Corse la mission d'orienter et de coordonner les programmes des collectivités locales) ; sous-amendement du Gouvernement (suppression du mot « oriente ») : adopté ; amendement n° 21, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 22 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté (p. 4505).

Article 12 *bis* (*procédure d'élaboration du schéma d'aménagement de la Corse*) : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 24 de la commission et n° 84 de M. Philippe Séguin (suppression de la disposition précisant que le décret en Conseil d'Etat est pris « sur proposition de la région » : adoptés ;

— article 12 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*modification du schéma d'aménagement de la Corse*) : amendement n° 25 de la commission (prévoyant que les règles d'urbanisme opposables à la région de Corse seront strictement identiques pour l'élaboration et pour la révision du schéma d'aménagement) : adopté ; amendement n° 65 de M. Philippe Séguin : devenu sans objet (p. 4506) ; amendement n° 95 du Gouvernement (tendant à fixer un délai maximum pour l'approbation du schéma d'aménagement) : adopté ; en conséquence, le texte de l'amendement n° 25, complété par celui de l'amendement n° 95, devient l'article 13.

Après l'article 23 : amendement n° 86 de M. Nicolas Alfonsi soutenu par M. Freddy Deschaux-Beaume (compétences en matière de sites naturels classés) (p. 4507) ; sous-amendement n° 96 du Gouvernement (prévoyant la consultation d'un collège de conservateurs de la région) : adopté ; amendement n° 86, ainsi modifié, adopté.

Article 14 supprimé par le Sénat (*création d'un office foncier urbain de Corse*) : « décentralisation en trompe-l'œil ».

Chapitre II : *de l'agriculture.*

Article 15 (*création d'un office du développement agricole et rural de Corse*) ; suppression de la société de mise en valeur de Corse ; amendements n° 66 de M. Philippe Séguin (p. 4508) et n° 79 de M. Vincent Porelli soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; bilan de la S.O.M.I.V.A.C. ; rejetés ; amendement n° 26 de la commission (étendant les missions et les pouvoirs de l'office de développement agricole et rural) (p. 4509) ; avenir du C.N.A.S.E.A. (centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles) ; amendement n° 26 : adopté ; ce texte devient l'article 15.

Article 16 supprimé par le Sénat (*création d'un office d'équipement hydraulique de Corse*) : amendement n° 27 de la commission (tendant à rétablir le texte initial du projet de loi) : adopté ; en conséquence, l'article 16 est ainsi rétabli.

Article 17 supprimé par le Sénat (*dissolution de la société pour la mise en valeur de la Corse*) (p. 4510).

Article 18 supprimé par le Sénat (*participation des organisations professionnelles agricoles à la gestion des offices agricoles*) ; amendement n° 28 de la commission (tendant à assurer la cohérence des actions menées par l'office de développement agricole et rural et par l'office d'équipement hydraulique de Corse et la participation des organisations professionnelles agricoles à la gestion de ces offices) ; sous-amendement n° 80 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Ernest Moutoussamy (relatif à la composition du conseil d'administration de l'office du développement agricole et rural de la Corse) : rejeté ; sous-amendement n° 73 du Gouvernement (relatif à la composition du conseil d'administration de l'office du développement agricole et rural de Corse) ; sous-amendement n° 74 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 73 : adopté ; sous-amendement n° 74 : adopté ; amendement n° 28, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'article 18 est ainsi rétabli.

Chapitre III : *du logement.*

Article 19 (*compétences de la région de Corse en matière de logement*) : décentralisation au détriment des collectivités de niveaux inférieurs (p. 4511) ; amendement n° 29 de la commission (limitant la participation des départements et des communes à la définition des priorités en matière d'habitat) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (précisant la nature des aides financières attribuées par l'Etat) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 90 du Gouvernement (modifiant le mode de calcul de la part de l'ensemble des aides de l'Etat en faveur de l'habitat attribuées annuellement) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté (p. 4512).

Chapitre IV : *des transports.*

Article 20 (*compétences de la région de Corse en matière de transports*) : amendement n° 33 de la commission (consultation du Conseil économique et social pour l'établissement du schéma régional des transports ; suppression de la disposition prévoyant la consultation systématique des conseils régionaux et des conseils municipaux) : adopté ; amendement n° 67 de M. Philippe Séguin (suppression de la disposition substituant la région de Corse à l'Etat dans ses droits et obligations en ce qui concerne les transports ferroviaires) ; problème du financement (p. 4513) ; amendement n° 67 : rejeté ; amendement n° 34 de la commission (confiant seulement l'exploitation du chemin de fer à la région et fixant le montant de la subvention que l'Etat devra verser à la région) ; amendement n° 77 du Gouvernement (confiant à la région l'exploitation du chemin de fer et prévoyant la conclusion d'une convention entre l'Etat et la région pour définir les modalités selon lesquelles est assuré l'équilibre d'exploitation des transports ferroviaires) : retiré ; amendement n° 34 : adopté (p. 4514) ; amendement n° 81 de M. Vincent Porelli (précisant que les transports ferroviaires de Corse sont organisés sous la responsabilité de l'assemblée régionale en association avec la S. N. C. F.) : retiré ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*continuité territoriale en matière de transports maritimes et aériens*) : amendement n° 35 de la commission (relatif au contenu de la convention et au montant de la subvention) : adopté (p. 4515) ; amendement n° 36 de la commission (majoration du montant de la dotation afin de compenser tout préjudice résultant des restrictions apportées à la liberté de fixation des tarifs) ; rôle du F. E. D. E. R. ; adopté ; amendement n° 37 de la commission (répartition de la charge des dépenses supplémentaires) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 4516).

Article 22 (*office régional corse des transports*) : amendement n° 39 de la commission (suppression de la disposition relative à la composition du conseil d'administration) (p. 4516) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (étendant les compétences du conseil de l'office des transports) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (rétablissant la disposition selon laquelle les transports entre le continent et la Corse s'effectuent sous la règle du monopole du pavillon) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 (*financement de l'office corse des transports*) : amendement n° 42 de la commission (de coordination) : (suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 23 est supprimé.

Chapitre V : *de l'emploi.*

Article 24 (*actions concertées entre la région et l'Etat*) : future réforme du service public national de l'emploi (p. 4517) ; abandon du projet de création d'un service public national de l'emploi ; amendement n° 43 de la commission (coordination des interventions de l'A. N. P. E., de l'A. F. P. A. et des services de l'Etat chargés de l'emploi) : adopté après rectification ; amendement n° 68 de M. Philippe Séguin (limitant la programmation propre à la Corse au domaine de la formation professionnelle) : devenu sans objet ; amendement n° 44 de la commission (caractère régulier de la convention signée entre la région de l'Etat) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (suppression d'une disposition relative au contenu du décret prévu au dernier alinéa) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VI : *de l'énergie.*

Article 25 (*exploitation des ressources locales*) : amendement n° 92 de la commission (précisant que les dispositions du plan de la nation doivent être respectées) (p. 4518) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VII : *du tourisme.*

Après l'article 25 : amendement n° 93 de la commission supprimant l'intitulé du chapitre VII : adopté en conséquence, l'intitulé du chapitre VII est supprimé.

Article 26 supprimé par le Sénat (*création d'un office d'équipement et de développement touristique*).

Titre III : *des ressources de la région de Corse.*

Article 27 (*ressources de la région de Corse*) : financement du fonds d'expansion économique de la Corse par le produit de la vignette ; amendement n° 46 de la commission (de forme) (p. 4519) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (suppression de la disposition selon laquelle les ressources de la région de Corse incluent celles du compte spécial du trésor intitulé « fonds d'expansion économique de la Corse ») : adopté ; amendement n° 48 de la commission (suppression du 2e alinéa du paragraphe I relatif aux émissions d'emprunt par la région) : adopté ; amendement n° 75 du Gouvernement (précisant les ressources de la région de Corse) ; produit de la vignette ; sous-amendement n° 98 de M. Philippe Séguin (suppression de la disposition relative au transfert à la région de Corse des taxes sur les véhicules à moteur) (p. 4520) ; rejeté ; sous-amendement n° 91 de la commission (précisant que seul le produit des taxes sur les véhicules à moteur « immatriculés en Corse » est affecté à la région de Corse) : adopté ; amendement n° 75, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 97 du Gouvernement (précisant le mode de financement des offices) : adopté ; amendement n° 59 du Gouvernement (précisant les modes de financement des institutions spécialisées et agences) ; sous-amendement n° 69 de M. Philippe Séguin (suppression de la disposition relative au mode de financement des institutions spécialisées) : adopté ; amendement n° 59, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 51 de la commission (visant à organiser une information sur les aides attribuées par la région) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (précisant que l'ensemble des ressources fiscales et des dotations transférées par l'Etat à la région de Corse et aux établissements publics créés par la présente loi sont retracées dans une annexe du projet de loi de finances) (p. 4521) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 76 du Gouvernement (prévoyant la clôture du compte spécial du trésor « fonds d'expansion économique de la Corse » au 31 décembre 1982) : adopté.

Article 27 bis (*régime fiscal spécifique à la Corse*) : amendement n° 60 du Gouvernement (de suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 27 bis est supprimé (p. 4522).

Article 28 (*transfert ou mise à la disposition du président de l'assemblée des services de l'Etat*) : amendement n° 53 de la commission (prévoyant les conditions du transfert de compétences des services de l'Etat à ceux de la région de Corse) ; sous-amendement n° 94 du Gouvernement (durée de la période transitoire) : adopté ; amendement n° 53, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 28.

Après l'article 28 : amendement n° 54 de la commission (relatif au transfert de biens) : adopté.

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 29 (*dispositions de coordination*) : adopté.

Article 29 (*date d'entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 (*modalités d'application de la loi*) : amendement n° 56 de la commission prévoyant que les organisations syndicales représentatives seront représentées dans les conseils d'administration des institutions spécialisées) : adopté (p. 4523) ; amendement n° 57 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 58 de la commission (constitution au sein de l'Assemblée de Corse d'une commission chargée de contrôler la gestion des établissements publics institués par la présente loi et des agences créées par la région) ; sous-amendement « collectif » (substitution à l'expression « contrôler la gestion » les mots « veiller au bon fonctonnement ») : adopté ; amendement n° 58, ainsi modifié, adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté ; unification de la rédaction du texte sur proposition de M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur (p. 4524).

Explications de vote (p. 4535) :

« Centralisme régional » : *de Rocca Serra* (*Jean-Paul*) (p. 4525) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 4525).

Vote favorable du groupe socialiste : *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 4525).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Rocca Serra* (*Jean-Paul de*) (p. 4525).

Adoption par scrutin public **de l'ensemble du projet de loi** (p. 4526).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juillet 1982] (p. 4658) :

Demande de suspension de séance : *Séguin* (*Philippe*) (p. 4658) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4658) ; *Labarrère* (*André*) (p. 4658).

Etangs salés privés : *Porelli* (*Vincent*) (p. 4659).

Offices agricoles de la région de Corse : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4658, 4659) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 4659).

Discussion des articles [22 juillet 1982] (p. 4659) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : amendements n° 5 de la commission et n° 1 de M. Philippe Séguin (relatifs à la présentation des propositions de l'université de Corse en matière de formation supérieure ou d'activités de recherche universitaire) (p. 4659) : adoptés après rectification ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 6 : amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 7 de la commission (relatif à la consultation des départements par l'assemblée de Corse) (p. 4660) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *bis* : amendements n° 10 de la commission et n° 2 de M. Philippe Séguin (de précision) : adoptés ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 9 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : adopté (p. 4671).

Article 12 : amendement n° 12 de la commission (harmonisation des programmes d'urbanisme par l'assemblée de Corse) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 12 *bis* : amendement n° 13 de la commission (relatif au délai d'élaboration du schéma d'aménagement de la Corse) : adopté ;

— article 12 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 4662) ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *bis* : amendements n° 15 de la commission et n° 3 de M. Philippe Séguin (relatifs à la date du transfert des pouvoirs attribués au ministre en matière de sites naturels classés) : adoptés ; amendement n° 22 du Gouvernement (relatif au collège de conservateurs institué auprès du représentant de l'Etat chargé de la défense du patrimoine) ; amendement n° 16 de la commission (même objet) : retiré ;

— article 13 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 4663) ; problème des offices agricoles de la région de Corse : adopté ; amendement n° 18 de la commission (relatif à la procédure d'adoption du budget de l'office du développement agricole et rural de Corse) (p. 4664) ; composition du conseil d'administration des offices agricoles : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : adopté (p. 4665).

Article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 19 de la commission (relatif à la consultation des départements) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : amendement n° 4 de M. Philippe Séguin déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; problème du transfert à la région de Corse de la charge des transports ferroviaires (p. 4666) ; contestation de la décision de la commission des finances relative à l'irrecevabilité financière de l'amendement n° 4 ;

— article 20, adopté (p. 4667).

Article 21 : amendement n° 20 de la commission (relatif au montant de la dotation que l'Etat verse à l'office des transports de la région de Corse) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 4667).

Article 22 : adopté.

Article 23 : supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 24 : adopté.

Article 25 : adopté.

Avant l'article 26 : l'Assemblée nationale a supprimé la division du chapitre VII et son intitulé.

Article 27 : adopté.

Article 27 *bis* A : adopté (p. 4668).

Article 27 *bis* supprimé par l'Assemblée nationale : amendement n° 21 de la commission (présentation au Parlement d'un rapport élaboré par le Gouvernement relatif au régime fiscal particulier à la Corse) ; amendement n° 23 du Gouvernement (maintien du régime fiscal spécifique à la Corse) ; principe de répartition des compétences et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; sous-amendement n° 24 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 23 (prévoyant l'adaptation du régime fiscal spécifique applicable en Corse en vue de favoriser l'investissement productif) (p. 4669) ; amendement n° 23 : adopté après rectification ; en conséquence, l'article 27 *bis* est ainsi rétabli.

Article 28 : adopté.

Article 28 *bis* : adopté.

Article 29 : adopté (p. 4670).

Article 30 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4671).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [23 juillet 1982] (p. 4742) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4742).

Discussion des articles [23 juillet 1982] (p. 4743) :

Article 1er.
Article 2.
Article 3.
Article 4.
Article 5 : supprimé.
Article 6.
Article 7.
Article 8.
Article 9 : supprimé.
Article 9 *bis*.
Article 10 : supprimé.
Article 11.
Article 12.
Article 12 *bis* (p. 4743).
Article 13.
Article 13 *bis*.
Article 14 : supprimé.
Article 15.
Article 16.
Article 17.
Article 18.
Article 19.
Article 20.
Article 21.
Article 22 (p. 4744).
Article 23 : supprimé.
Article 24.
Article 25.
Article 26 : supprimé.
Article 27.
Article 27 *bis* A.
Article 27 *bis*.
Article 28.
Article 28 *bis* (p. 4745).
Article 29 A : conforme.
Article 29.
Article 30.

Article 20 : amendement n° 1 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

Explications de vote :

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4746).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4746).

Voir *Collectivités locales* **7.**
D.O.M. **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Mer.

COTE-D'IVOIRE - SENEGAL

1. — Rapport d'information déposé par M. Robert Chapuis en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur les problèmes de l'**économie sucrière et l'organisation des transferts de technologie en Côte-d'Ivoire** et le **secteur agro-alimentaire au Sénégal (n° 777)** [16 avril 1982].

COUR D'APPEL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

COUR DE CASSATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE ET FINANCIERE

Voir *Collectivités locales* **1.**

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir *Vétérinaires* **1.**

COUR DES COMPTES

Voir *Audiovisuel* **1.**
Collectivités locales **1, 4, 5.**
Dépôt du rapport de la Cour des comptes.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. — Comptes spéciaux du Trésor. — Budget annexe des monnaies et médailles.

COURS D'ASSISES

Voir *Justice* **7.**

CREANCES ET DETTES

3. — Proposition de loi n° 582 tendant à limiter à quarante jours les échéances des **effets de commerce** et à assurer la garantie de bonne fin de leur paiement. *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Charles Millon (28 janvier 1982).

4. — Proposition de loi n° 803 relative aux **modalités et aux délais de règlement des factures** établies pour un fournisseur de marchandises, l'exécution de travaux ou de prestations de services. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Vincent Ansquer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (6 mai 1982).

5. — Proposition de loi n° 1177 tendant à modifier les articles 1405 à 1425 du nouveau code de procédure civile concernant la **procédure d'injonction de payer.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Emile Koehl. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Marie Caro (25 novembre 1982).

CRECHES

Voir *Enfants* **5, 7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

CREDIT

Voir *Epargne* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat.
Questions orales sans débat **227.**

Encadrement du —

Voir *Questions au Gouvernement* **268.**

Politique du —

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), Discussion générale.

CREDIT AGRICOLE

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**
Epargne **3.**
Lois de finances **5,** Discussion générale.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Lois de finances rectificatives **5,** article **5.**

CREDIT D'IMPOT

Voir *Lois de finances* **6,** article 52.
(Deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

CREDIT D'IMPOT DE RECHERCHE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie et après l'article 52.

CREDIT FONCIER DE FRANCE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, budget annexe des monnaies et médailles, article **43.**

CREDIT MUNICIPAL

Voir *Collectivités locales* **7.**

CREDIT MUTUEL

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**
Epargne **3.**
Lois de finances rectificatives **5,** article **5.**
Motions de censure **4.**

CREDITS EVALUATIFS

Voir *Lois de finances* **6,** article 45.

CREDITS PROVISIONNELS

Voir *Lois de finances* **6,** article 46.

CREMIEUX (Francis)

Voir *Audiovisuel* **1.**

CREUSOT-LOIRE (Groupe —)

Voir *Questions au Gouvernement* **389.**

CRIMES, DELITS ET CONTRAVENTIONS

Voir *Procédure pénale* **3.**
Responsabilité civile **4.**

CUBA

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie). Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

CUIRS ET PEAUX

Voir *Agriculture* **8.**

CULTURE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Langues étrangères **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Culture.

CUMUL DES MANDATS

Voir *Elections et référendums* **16, 17.**

CUMUL DES PENSIONS

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

CUMULS

Voir *Ordonnances* **2.**
Pétitions **71.**

D

DANSE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

DAUPHINE LIBERE

Voir *Questions au Gouvernement* **239, 243.**

DEBITS DE BOISSONS

Voir *Hôtellerie et restauration.*

DEBRAY (Régis)

Voir *Questions au Gouvernement* **364.**

DEBUDGETISATION

Voir *Lois de finances* **6, 27** (première partie), Discussion générale, article 1er.

DECENTRALISATION

Voir *Agriculture* **4.**
Collectivités locales **2, 3, 4, 7.**
Communes **9.**
Corse **2.**
Départements d'outre-mer **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives ; Justice ; Mer.
Plan **2.**
Questions au Gouvernement **204, 215, 224.**
Questions orales sans débat **288.**

Projets de loi de —

Voir *Questions au Gouvernement* **361.**

DECENTRALISATION CULTURELLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

DECENTRALISATION INDUSTRIELLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

DECENTRALISATION FINANCIERE

Voir *Epargne* **4.**

DECENTRALISATION TERTIAIRE

Voir *Aménagement du territoire* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

DECHETS (huiles usagées)

Voir *Questions orales sans débat* **270.**

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

4. — Programme économique du Gouvernement par M. Pierre Mauroy, Premier ministre **(n° 968).**

Débat sur cette déclaration [23 juin 1982] (p. 3783, 3811).

Actionnariat des salariés : *Chirac (Jacques)* (p. 3790).

Agriculture (revenus, prix, fiscalité et prestations sociales) : *Labazée (Georges)* (p. 3807).

Bas salaires : *Mauroy (Pierre)* (p. 3786, 3819) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3792, 3795) ; *Lajoinie (André)* (p. 3799, 3800) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3804) ; *Battist (Umberto)* (p. 3808) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 812).

Bilan de la politique économique des gouvernements précédents, « héritage » : *Jospin (Lionel)* (p. 3793, 3794) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3797) ; *Lajoinie (André)* (p. 3799) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3802) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3803) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 3805) ; *Bellon (André)* (p. 3806) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3806) ; *Rodet (Alain)* (p. 3808, 3809) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3809) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3812, 3813) ; *Stasi (Bernard)* (p. 3814) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3820, 3821).

Blocage des prix et des revenus : *Mauroy (Pierre)* (p. 3785, 3786, 3817, 3818) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3789) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3792, 3794, 3795) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3798) ; *Lajoinie (André)* (p. 3800) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3802) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3804) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3806) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3812) ; *Stasi (Bernard)* (p. 3815) ; *Marette (Jacques)* (p. 3817).

« Cercle vertueux » : *Mauroy (Pierre)* (p. 3787).

Charges des entreprises : *Mauroy (Pierre)* (p. 3787) ; *Lajoinie (André)* (p. 3801) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3802).

Chômage : *Mauroy (Pierre)* (p. 3785, 3789) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3787) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3793) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3796) ; *Lajoinie (André)* (p. 3799) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3802) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3807) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3809).

Chômeurs de longue durée : *Mauroy (Pierre)* (p. 3785).

Commerce : *Mauroy (Pierre)* (p. 3787).

Commerce extérieur - reconquête du marché intérieur : *Mauroy (Pierre)* (p. 3784) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3787, 3788) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3796) ; *Lajoinie (André)* (p. 3799, 3801) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3804) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3807) ; *Rodet (Alain)* (p. 3809) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3812) ; *Stasi (Bernard)* (p. 3814).

Confiance accordée par le groupe communiste : *Lajoinie (André)* (p. 3799) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3812).

Confiance accordée par le groupe socialiste : *Jospin (Lionel)* (p. 3791) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3813).

Contrats « emploi-formation » : *Mauroy (Pierre)* (p. 3785).

Contrats de solidarité : *Mauroy (Pierre)* (p. 3784, 3785) ; *Lajoinie (André)* (p. 3799).

Crédits - taux d'intérêt : *Chirac (Jacques)* (p. 3788, 3790) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3795) ; *Lajoinie (André)* (p. 3800) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3804) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3812).

Déficit budgétaire : *Mauroy (Pierre)* (p. 3787) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3788, 3789) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3796) ; *Lajoinie (André)* (p. 3802) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3809) ; *Stasi (Bernard)* (p. 3814, 3815).

Dévaluation - « ajustement monétaire » : *Mauroy (Pierre)* (p. 3784) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3787, 3788) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3791) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 3796, 3797) ; *Lajoinie (André)* (p. 3800) ; *Rodet (Alain)* (p. 3809) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3809) ; *Stasi (Bernard)* (p. 3814)) ; *Marette (Jacques)* (p. 3816).

Etats-Unis (politique économique des —) : *Lajoinie* (*André*) (p. 3799) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3804).

Financement des régimes sociaux : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3787) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 3801).

Formation des jeunes : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3785).

« Grands travaux » : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3784).

Inflation : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3785, 3818) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 3787, 3789) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 3791, 3792) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3803) ; *Cacheux* (*Denise*) (p. 3807) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 3809) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 3814).

Inflation et inégalités sociales : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3786) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 3792) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 3799) ; *Cacheux* (*Denise*) (p. 2807).

Indemnisation du chômage : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3787) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 3801).

Investissements : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3783, 3818) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 3790) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 3795) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 3796) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 3800) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 3802) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3804) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 3813).

Lutte contre la fraude fiscale : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3786).

Organisation du mouvement des consommateurs : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3787).

Politique contractuelle : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3785, 3786) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 3789) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 3800) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 3803) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3804) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 3810) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 3815) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 3817).

Politique industrielle : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3784) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 3795).

Prix des carburants : *Lajoinie* (*André*) (p. 3801).

Radicalisation : *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 3798).

Réduction du temps de travail : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3785) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 3790) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 3803).

Réforme fiscale : *Chirac* (*Jacques*) (p. 3798) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 3795) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 3802) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 3812) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 3815).

Secteur bancaire : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3784).

Secteur nationalisé : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3784) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 3800) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 3803) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 3812) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 3817).

Service public de l'emploi : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3785).

Sous-traitance : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3784).

Travail à temps partiel : *Chirac* (*Jacques*) (p. 3790).

Vote par le groupe R.P.R. de la censure contre le Gouvernement : *Chirac* (*Jacques*) (p. 3790).

Vote par le groupe U.D.F. de la motion de censure contre le Gouvernement : *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 3798) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 3814, 3816).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 1, du règlement : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3787, 3821).

Approbation par l'Assemblée, par scrutin public, du programme économique du Gouvernement (p. 3822).

5. — Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures **(n° 1014)** [6 juillet 1982].

Discussion [6 juillet 1982] (p. 4224-4237) :

Afghanistan : *Aubert* (*François d'*) (p. 4243) ; *Bellon* (*André*) (p. 4249) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4256).

Afrique : *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4233) ; *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 4240) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 4250) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 4251) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4258).

Agence internationale de satellites de contrôle (proposition de création d'une —) : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4226).

Alliance Atlantique : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4224-4256) ; *Faure* (*Maurice*) (p. 4229) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4231) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4238) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 4246-4247) ; *Bellon* (*André*) (p. 4249).

Amérique latine : *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 4246) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 4253) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4257).

Armes à neutrons : *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4232) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4234).

Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge, Laos) : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 4240-4241) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 4243) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4257).

Commerce des armes : *Montdargent* (*Robert*) (p. 4234) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 4251).

Communauté économique européenne : *Faure* (*Maurice*) (p. 4229-4230) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4232) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 4246) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 4253) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4257).

Conférence d'Helsinki : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4226) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4239-4240) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 4247).

Conférence sur le désarmement en Europe (proposition de convocation d'une —) : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4226) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4234).

Conflit Irak—Iran : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4224) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4235) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4239).

Contentieux franco-allemand (notamment problèmes de l'indemnisation des incorporés de force) : *Grussenmeyer* (*François*) (p. 4255) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4256).

Contrat gazier franco-algérien : *Aubert* (*François d'*) (p. 4243).

Corée du Nord : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 4241) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4257-4258).

Cuba : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 4240).

Désarmement et contrôle des armements : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4225-4226) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4233-4234) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4238) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 4241-4242) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 4245) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 4247) ; *Bellon* (*André*) (p. 4249) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 4251).

Détente : *Faure* (*Maurice*) (p. 4229).

Diplomatie et défense : *Hernu* (*Charles*) (p. 4227) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 4246) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 4250).

Dissuasion nucléaire : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4226) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 4227) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4232) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4234) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 4242) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 4246).

Egypte : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4225).

Espagne : *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 4246).

Etats-Unis (notamment Sommet de Versailles) : *Faure* (*Maurice*) (p. 4228, 4229) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4231, 4232) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4233, 4235) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4238) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 4247) ; *Bellon* (*André*) (p. 4249) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4257).

Europe (sécurité de l'—) : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4226) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4233) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4238) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4240) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 4242) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 4250).

Francophonie : *Delehedde* (*André*) (p. 4254) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4255).

Gaz sibérien : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4256, 4257).

Guinée : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 4240) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 4258).

Israël : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4224, 4225, 4256) ; *Faure* (*Maurice*) (p. 4228) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4232) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4233) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4235, 4236) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4239) ; *Vial-Massat* (*Théo*) (p. 4244, 4245) ; *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 4252).

Liban : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4224, 4225, 4256) ; *Faure* (*Maurice*) (p. 4228) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 4132) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4233) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4235, 4236) ; *Vial-Massat* (*Théo*) (p. 4244, 4245) ; *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 4251, 4252, 4253) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 4253) ; *Harcourt* (*François d'*) (p. 4255).

Malouines : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4224) ; *Faure* (*Maurice*) (p. 4228) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4233) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4239) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 4253).

Nations unies : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4224, 4225, 4227) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 4227) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 4241) ; *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 4252).

Nicaragua : *Aubert* (*François d'*) (p. 4243).

Négociations soviéto-américaines (S.T.A.R.T.) : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4226) ; *Faure* (*Maurice*) (p. 4229) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 4233, 4234) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 4242) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 4247).

Non-alignement : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4225) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 4247).

Pacifisme : *Cheysson* (*Claude*) (p. 4226) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 4227) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 4238) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 4240).

Palestiniens - O.L.P. : *Cheysson (Claude)* (p. 4224, 4225, 4256) ; *Faure (Maurice)* (p. 4228) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4232) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4236) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4244, 4245) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4252, 4253) ; *Harcourt (François d')* (p. 4255).

Parlement (rôle du —) : *Cheysson (Claude)* (p. 4224-4227) ; *Faure (Maurice)* (p. 4228).

Politique extérieure et politique économique de la France : (dévaluation) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4230-4231) ; *Aubert (François d')* (p. 4244) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4246).

Pologne : *Branger (Jean-Guy)* (p. 4239-4240) ; *Aubert (François d')* (p. 4243) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4256).

Réfugiés politiques : *Deniau (Xavier)* (p. 4248) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4256).

Tiers monde (sécurité et développement des pays du —) : *Cheysson (Claude)* (p. 4225-4258) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4233) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4234) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4242) ; *Aubert (François d')* (p. 4243-4244) ; *Escutia (Manuel)* (p. 4247) ; *Bellon (André)* (p. 4249) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4250) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4250-4251).

Traité de Tatelolco : *Cheysson (Claude)* (p. 4225).

Union de l'Europe occidentale : *Cheysson (Claude)* (p. 4226).

U.R.S.S. : *Faure (Maurice)* (p. 4229) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4235) ; *Aubert (François d')* (p. 4242-4243) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4245) ; *Escutia (Manuel)* (p. 4247) ; *Bellon (André)* (p. 4249) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4250) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4256-4257).

Zones dénucléarisées : *Cheysson (Claude)* (p. 4225) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4251).

DECONCENTRATION

Voir *Collectivités locales* **7.**

DECORATIONS

5. — Proposition de loi n° 806 tendant à rétablir le **mérite social.** *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Antoine Gissinger (10 juin 1982).

6. — Proposition de loi n° 1053 tendant à rétablir le **mérite social.** *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Pierre Gascher. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

DECORATIONS ET MEDAILLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budgets annexes de la légion d'Honneur et de l'Ordre de la libération.

DECRETS D'AVANCE

Voir *Lois de finances* **5,** articles 7, 9.
Questions au Gouvernement **193.**

DEFENSE : MINISTERE

1. — Proposition de résolution n° 609 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **situation des anciens militaires et marins de carrière.** — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (28 janvier 1982). — Rapport **n° 789** (21 avril 1982).

2. — Proposition de loi n° 930 tendant à la **réparation des préjudices subis par des cadres de l'armée française** victimes de mesures arbitraires depuis la Seconde Guerre mondiale. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Maurice Nilès et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Maurice Nilès (30 septembre 1982).

3. — Proposition de loi n° 1365 relative au **conseil supérieur de la fonction militaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean Combasteil et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

DEFENSE NATIONALE

1. — Proposition de loi n° 941 relative à la création d'un **conseil national de sécurité.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Gilbert Le Bris (14 octobre 1982).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Enseignement **8.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale. (Deuxième partie), Défense et budget annexes des essences ; Plan et aménagement du territoire.
Motions de censure **9.**
Plan **2.**
Questions au Gouvernement **271, 337.**
Questions orales sans débat **161, 176.**
Rappels au règlement **461, 462.**

Annulation de crédits militaires
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences ; Economie et finances. — I. Charges communes ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Crédit de la —
Voir *Questions au Gouvernement* **387, 388.**

Ministère
Voir *Examens, concours et diplômes* **3.**

Part dans le P.I.B.
Voir *Questions au Gouvernement* **474.**

Politique de —
Voir *Traités et conventions* **33.**

Publication de documents
Voir *Questions au Gouvernement* **470, 474.**

DEFENSE CIVILE TERRITORIALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences ; Transports.

DELAI - CONGE

Voir *Baux* **6.**

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (D.A.T.A.R.)

Voir *Aménagement du territoire* **1.**
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

DELEGATION A L'ESPACE AERIEN

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir *Audiovisuel* **1.**

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LA PLANIFICATION

Voir *Plan* **2.**

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

Voir *Parlement* **9.**

DELEGUES A LA CONDITION FEMININE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

DELEGUES DU PERSONNEL

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

DELEGUES SYNDICAUX

Voir *Travail* **8.**

DELINQUANCE

Voir *Procédure pénale,* **3.**
Questions orales sans débat **284.**

— économique et fiscale
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice ; **articles** additionnels non rattachés, article 54.

DELIT D'ENTRAVE

Voir *Travail* **8.**

DELMON (Commission)

Voir *Baux* **6.**

DEMARCHAGE

Voir *Questions orales sans débat* **311.**

DEMOCRATIE INDUSTRIELLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

DEMOGRAPHIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Questions orales sans débat **69.**

DENATIONALISATION

Voir *Lois de finances* **5**, article 2.
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale.

DEPARTEMENTALISATION

Voir *Départements d'outre-mer* **4.**

DEPARTEMENTS

Voir *Collectivités locales* **1, 2, 3, 7.**
Lorraine **1.**

Aide sociale et budgets des —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

2. — Projet de loi n° 690 complétant le code électoral et relatif à l'**élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Urgence déclarée le 13 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet (14 janvier 1982). — Rapport n° **691** (14 janvier 1982). — Discussion le 15 janvier 1982. — Adoption le 15 janvier 1982. — Projet de loi n° **123.**

Sénat (première lecture), n° **180** (1981-1982), dépôt le 19 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **181** (1981-1982) (20 janvier 1982). — Discussion le 21 janvier 1982. — Adoption le 21 janvier 1982. — Projet de loi n° **38** (1981-1982).

Loi n° 82-104 du 29 janvier 1982 publiée au *J.O.* du 30 janvier 1982 (p. 418).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 janvier 1982] (p. 134) :

Assemblée unique : *Brunhes (Jacques)* (p. 136) ; *Toubon (Jacques)* (p. 136).

Départementalisation : *Emmanuelli (Henri)* (p. 135, 137) ; *Pen (Albert)* (p. 135).

Maintien des élections cantonales pour 1982 dans les D. O. M. : *Brunhes (Jacques)* (p. 135) ; *Toubon (Jacques)* (p. 137).

Régime électoral : *Rouquet (René)* (p. 134) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 135, 137) ; *Pen (Albert)* (p. 135) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 135) ; *Toubon (Jacques)* (p. 136).

Discussion des articles [15 janvier 1982] (p. 138) :

Article 1er — (*article L. 328 à L. 334 [nouveaux] du code électoral : régime électoral du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon*) : article L. 328 du code électoral : adopté (p. 138) ; article L. 329 du code électoral : amendement n° 1 de la commission (de pure forme) : adopté ; article L. 329 ainsi modifié adopté ; article L. 330 du code électoral : adopté ; article L. 331 du code électoral : adopté ; article L. 332 du code électoral : adopté après rectification suggérée par la commission et approuvée par le Gouvernement ; article L. 333 du code électoral : adopté ; article L. 334 du code électoral : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*abrogation du décret du 25 octobre 1946*) : adopté.

Article 3 (*abrogation du dernier alinéa de l'article 192 du code électoral*) : adopté (p. 139).

Explications de vote :

Assemblée unique : *Debré (Michel)* (p. 140).
Départementalisation : *Pen (Albert)* (p. 140).
Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 140).
Vote favorable du groupe U. D. F. : *Clément (Pascal)* (p. 140).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 141).

3. — Rapport d'information n° 694 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Christian Nucci au nom de la commission de la production sur la situation de l'**agriculture et du tourisme en Guadeloupe** [15 janvier 1982].

4. — Projet de loi n° 1084 portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1983 relative aux **droits et libertés des communes,** des départements et des régions à la **Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer. — Urgence déclarée le 21 septembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod (21 septembre 1982). — Rapport n° **1088** (23 septembre 1982). — Discussion les 29 et 30 septembre 1982. — Adoption le 30 septembre 1982. — Projet de loi n° **230.**

Sénat (première lecture) n° **537** (1981-1982). — Dépôt le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport n° **35** (1982-1983) (13 octobre 1982). — Discussion le 26 octobre 1987. — Adoption le 26 octobre 1987. — Projet de loi n° **22** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).
Bureau [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. René Rouquet. — Rapport n° **1175** (27 octobre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport n° **68** (1982-1983) (27 octobre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1174,** dépôt le 27 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **1200** (4 novembre 1982). — Discussion le 5 novembre 1982. — Adoption avec modifications le 5 novembre 1982. — Projet de loi n° **259.**

Sénat (deuxième lecture), n° **84** (1982-1983), dépôt le 8 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport n° **87** (1982-1983) (10 novembre 1982). — Discussion le 10 novembre 1982. — Rejet le 10 novembre 1982. — Projet de loi n° **35** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1209,** dépôt le 12 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de

la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **1222** (17 novembre 1982). — Discussion le 23 novembre 1982. — Adoption définitive le 23 novembre 1982. — Projet de loi n° **261**.

Saisine du Conseil constitutionnel le 23 novembre 1982.

(Art. 61, alinéa 2 de la Constitution.)

Décision le 2 décembre 1982 [*J.O.* du 4 décembre 1982] (p. 3666).

La loi est déclarée non conforme.

Discussion générale [29 septembre 1982] (p. 5226, 5233) et [30 septembre 1982] (p. 5262).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer : (*Foyer Jean*) (p. 5233 à 5238) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 5238, 5239, 5240) ; *Suchod* (*Michel*) (p 5227, 5241) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5241) ; rejeté par scrutin public (p. 5241).

Question préalable opposée par M. Michel Debré : *Debré* (*Michel* (p. 5241, 5247) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5247, 5248, 5249) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5249) ; *rejetée par scrutin public* (p. 5249).

Assemblée unique (régions monodépartementales) : *Suchod* (*Michel*) (p. 5226, 5227) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5229, 5230) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5234, 5235, 5236) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 5239) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5242, 5243, 5245, 5246) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5236) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 5265) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 5266) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5268 ; *Fontaine* (*Jean*) (p. 5270) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5271) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 5272) ; *Petit* (*Camille*) (p. 5275) ; *Jalton* (*Frédéric*) (p. 5276, 5277) ; *Castor* (*Elie*) (p. 5278).

Attributions spécifiques : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5230) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5271) ; *Castor* (*Elie*) (p. 5279) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 5280).

Autodétermination (indépendance autonomie) : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5230, 5231, 5232, 5281, 5282) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5238) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5245, 5246) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5263) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5269) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 5274) ; *Petit* (*Camille*) (p. 5275 ; *Jalton* (*Frédéric*) (p. 5276) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 5281).

Avis des assemblées locales : *Suchod* (*Michel*) (p. 5226) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 5264) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 5266) ; *Petit* (*Camille*) (p. 5276) ; *Jalton* (*Frédéric*) (p. 5276).

Départementalisation. *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5227, 5228, 5281) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5242, 5244) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5247, 5248) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5262) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 5265) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 5266) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5269) ; *Fontaine* (*Jean*) (p. 5270) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 5272 ; *Bellon* (*André*) (p. 5277) ; *Castor* (*Elie*) (p. 5278, 5279).

Dépendance économique, sociale et culturelle des D.O.M. : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5228), 5229) ; *Castor* (*Elie*) (p. 5278) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 5280).

F. I. D. O. M. : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5271).

Fin du mandat des conseillers généraux actuels : *Foyer* (*Jean*) (p. 5237).

Guadeloupe : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5231) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5237) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 5264, 5265).

Guyane : *Castor* (*Elie*) (p. 5278, 5279, 5280).

Notion d'adaptation et création d'une nouvelle collectivité territoriale (article 73 de la Constitution) : *Suchod* (*Michel*) (p. 5226, 5227) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5229, 5230, 5231) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5235, 5236, 5237, 5241) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 5238, 5239) ; *Suchod* (*Michel*) (p. 5241) ; *Debré Michel* (p. 5244, 5246) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5249) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 5264) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5268) ; *Petit* (*Camille*) (p. 5275) ; *Castor* (*Elie*) (p. 5279, 5280)

Nouvelle citoyenneté : *Césaire* (*Aimé*) (p. 5240).

Paris (statut de —) : *Foyer* (*Jean*) (p. 5236) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 5240) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5243).

Procédure d'urgence : *Debré* (*Michel*) (p. 5242) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5247).

Recours au référendum (autodétermination) : *Foyer* (*Jean*) (p. 5238) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5247).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Suchod* (*Michel*) (p. 5227) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5237) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 5240) ; *Suchod* (*Michel*) (p. 5241) ; *Pen* (*Albert*) (p. 5274).

Scrutin départemental proportionnel : *Suchod* (*Michel*) (p. 5227) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5229-5230) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5234) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 5239) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5243) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5263) ; *Esdras* (*Marcel* (p. 5264) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 5266-5267) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 5273) ; *Jalton* (*Frédéric*) (p. 5277) ; *Castor* (*Elie*) (p. 5278) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 5280).

Seuil des 5 p. 100 des suffrages exprimés : *Foyer* (*Jean*) (p. 5237)

Discussion des articles [29 septembre 1982] (p. 5286).

Chapitre Ier : *principes généraux* :

Article 1er (*objet du projet de loi*) ; article 73 de la Constitution (p. 5286) ; notion d'adaption ; création d'une nouvelle collectivité territoriale *sui generis* à compétence départementale et régionale ; amendement n° 7 de M. Marcel Esdras (proposant que les départements visés à l'article premier soient et demeurent partie intégrante de la République et de la nation française) ; principe de la départementalisation (p. 5287) ; amendement n° 7 : rejeté par scrutin public ;

— article 1er, adopté.

Article 2 (*coexistence du département et de la région*) : atteinte à l'intégrité du département ; suppression des cantons ; amendement n° 53 de M. Olivier Stirn (modification des circonscriptions régionales et départementales et maintien de l'existence d'un conseil général et d'un conseil régional distincts) (p. 5288) ; amendement n° 27 de M. Ernest Moutoussamy (précisant les compétences dévolues à chaque assemblée unique) (p. 5289) ; amendement n° 53 : rejeté ; amendement n° 28 : rejeté ; amendement n° 21 de M. Jean Fontaine (application aux D. O. M. sans adaptation de la loi de décentralisation du 2 mars 1982) ; principe d'assimilation ; contenu des mesures d'adaptation (p. 5290) ; amendement n° 21 : rejeté ; amendement n° 28 de M. Ernest Moutoussamy (tendant à faire référence aux compétences spécifique actuelles exercées dans les D. O. M.) : retiré ;

— article 2, adopté.

Article 3 (*assemblée et exécutif uniques*) : amendement n° 23 de M. Jean Fontaine (de suppression) : rejeté ; amendement n° 8 de M. Marcel Esdras (existence d'un conseil général et d'un conseil régional distincts) (p. 5291) : rejeté ; amendement n° 9 de M. Marcel Esdras (attribuant au conseil général les compétences régionales) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Ernest Moutoussamy (précisant que l'exécutif exerce en outre les compétences spécifiques prévues aux articles 12, 13, 13 *bis*, 13 *ter* et 13 *quater* de la présente loi) : retiré ; amendement n° 24 de M. Michel Debré (existence d'un président du conseil général et d'un président du conseil régional distincts) : non soutenu ; amendement n° 30 de M. Ernest Moutoussamy (relatif aux délégations de certaines fonctions du président) : rejeté ;

— article 3, adopté.

Article 4 (*représentant de l'Etat*) : adopté (p. 5292).

Article 5 (*effectif et mode d'élection des conseils généraux et régionaux* : suppression de la représentation cantonale au profit de la représentation des partis ; amendement n° 10 de M. Marcel Esdras (augmentation du nombre des membres des conseils généraux et régionaux de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion) ; amendement n° 31 de M. Ernest Moutoussamy (réduction des effectifs des conseils généraux et régionaux de la Martinique et de la Réunion) ; amendement n° 46 de M. Aimé Césaire (réduction des effectifs du conseil général et régional de la Martinique) (p. 5293) ; amendements n°s 10 et 31 : rejetés ; amendement n° 46 : adopté ; amendements n° 2 de la commission et n° 54 de M. Wilfrid Bertile (ayant pour objet de reporter les dispositions d'ordre électoral prévues à l'article 5 après l'article 15) : adoptés ; en conséquence, amendements n° 1 de M. Victor Sablé, n° 11 de M. Marcel Esdras et n° 32 de M. Ernest Moutoussamy : devenus sans objet ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*statut des conseillers généraux et régionaux*) : adopté.

Article 7 (*fonctionnement du conseil général et régional*) : amendement n° 25 de M. Michel Debré (de conséquence) : non soutenu (p. 5294) ; amendement n° 47 de M. Elie Castor (relatif à l'élection du président et des autres membres du bureau) ; amendement n° 33 de M. Ernest Moutoussamy (relatif au mode d'élection des membres du bureau) ; amendement n° 47 : adopté ; en conséquence, amendement n° 33 : devenu sans objet ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*comités consultatifs*) : amendement n° 49 de M. Victor Sablé (prévoyant un comité consultatif unique dénommé « comité économique, social et culturel ») ; amendement n° 34 de M. Ernest Moutoussamy (tendant à préciser la composition des comités consultatifs) (p. 5295) ; amendement n° 49 : rejeté ; amendement n° 34 : rejeté ; amendement n° 12 de M. Marcel

Esdras : devenu sans objet ; amendements n° 3 de la commission et n° 55 de M. Wilfrid Bertile (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 50 de M. Victor Sablé (modification de la dénomination du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement : comité de la culture, de l'éducation, de l'environnement et de la santé) : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*comité économique et social*) : amendement n° 51 de M. Victor Sablé (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 9, adopté (p. 5296).

Article 10 (*comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement*) : amendement n° 52 de M. Victor Sablé (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 35 de M. Ernest Moutoussamy (visant à compléter la notion de culture en faisant référence à la sauvegarde et à la diffusion de la langue et des cultures vernaculaires) ; amendement n° 36 de M. Ernest Moutoussamy (confiant au comité la mission de veiller en permanence à la préservation de l'identité culturelle de la région) ; amendements n°s 35 et 36 : retirés ;

— article 10, adopté.

Article 11 (*création d'établissements publics*) : amendement n° 13 de M. Marcel Esdras (de suppression) : rejeté ;

— article 11, adopté (p. 5297).

Article 12 (*avis sur les projets d'accords de coopération*) : amendement n° 37 de M. Ernest Moutoussamy (tendant à rendre obligatoire la consultation des conseils) ; amendement n° 38 de M. Ernest Moutoussamy (même objet) ; amendements n°s 37 et 38 : retirés ; amendement n° 39 de M. Ernest Moutoussamy (proposant que les conseils soient saisis sur certaines actions de l'Etat) : retiré ;

— article 12, adopté.

Article 13 (*compétence des conseils en matière d'octroi de mer*) : amendement n° 14 de M. Marcel Esdras (suppression de la disposition permettant au représentant de l'Etat de faire opposition) (p. 5298) : rejeté ; amendement n° 45 de M. Marcel Esdras (suppression de la disposition proposant que des décrets en Conseil d'Etat fixent les règles de répartition du produit de l'octroi de mer sur proposition des conseils) : rejeté ;

— article 13, adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 42 de M. Ernest Moutoussamy (prévoyant notamment que le conseil pourra proposer des modifications à l'organisation et au fonctionnement des collectivités territoriales) ; amendement n° 48 de M. Elie Castor (même objet) ; vote par division proposé par M. le rapporteur (p. 5299) ; adoption du premier alinéa de l'amendement n° 48 ; adoption du deuxième alinéa de l'amendement n° 42 (relatif au fonctionnement des services publics de l'Etat) ; adoption du troisième alinéa des amendements n° 42 et n° 48 (relatifs à la réponse du ministre) ; adoption de l'ensemble de l'article additionnel ; amendement n° 41 de M. Ernest Moutoussamy (précisant les compétences des conseils général et régional en matière d'éducation) : retiré ; amendement n° 43 de M. Ernest Moutoussamy (consultation et pouvoir de proposition du conseil général et régional afin de promouvoir des dispositions nouvelles conformes à la réalité du pays) : retiré.

Chapitre II : *de l'élection des membres des conseils généraux et régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique et de la Réunion :*

Article 14 (*mode d'élection des membres des conseils généraux et régionaux*) : amendement n° 16 de M. Marcel Esdras (proposant un scrutin uninominal cantonal) : réservé à la demande du Gouvernement.

Après l'article 14 : amendements n° 5 de la commission et n° 56 de M. Wilfrid Bertile (reprenant sous la forme d'article additionnel le deuxième alinéa de l'article 5 en précisant que le scrutin a lieu sans panachage ni vote préférentiel) (p. 5300) : adopté.

Article 14 précédemment réservé : amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 17 de M. Marcel Esdras (modification du mode d'élection des membres des conseils) : rejeté ;

— article 14, adopté.

Article 15 (*circonscriptions électorales*) : seuil de représentativité ; dispositions propres à la Guadeloupe ; amendement n° 26 de M. Michel Debré (prévoyant la consultation des conseils sur l'opportunité de rétablir pour leur réélection un mode de scrutin cantonal) : non soutenu ; amendement n° 18 de M. Marcel Esdras (substitution au mot « Saintes » les mots « Terre-de-bas » et « Terre-de-haut ») : rejeté ;

— article 15, adopté (p. 5301).

Après l'article 15 : amendements n° 6 de la commission et n° 57 de M. Wilfrid Bertile (reprenant sous forme d'article additionnel les deux derniers alinéas de l'article 5 relatifs aux inéligibilités et incompatibilités) : adoptés.

Article 16 (*droit d'option en cas d'incompatibilité*) : adopté.

Chapitre III : *dispositions en application :*

Article 17 (*date d'élection et d'installation des conseils généraux et régionaux*) : traitement discriminatoire appliqué aux conseillers généraux et conseillers régionaux des départements d'outre-mer ; amendement n° 19 de M. Marcel Esdras (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 20 de M. Marcel Esdras (tendant à éviter la dissolution des conseils et à modifier la date d'élection des conseillers) : rejeté (p. 5302) ;

— article 17, adopté.

Article 18 (*date de renouvellement des conseils généraux et régionaux*) : amendement n° 44 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) : rejeté ;

— article 18, adopté.

Article 19 (*dissolution des établissements publics régionaux*) : adopté.

Article 20 (*décrets en Conseil d'Etat*) : adopté.

Explications de vote (p. 5303) :

Vote favorable du groupe communiste : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5303).

Vote favorable du groupe socialiste : *Cathala* (*Laurent*) (p. 5303).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Deniau* (*Xavier*) (p. 5303).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Esdras* (*Marcel*) (p. 5304).

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 5304).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [5 novembre 1982] (p. 6816).

Article 53 de la Constitution : *Debré* (*Michel*) (p. 6817) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 6821).

Assemblée unique élue à la représentation proportionnelle : *Rouquet* (*René*) (p. 6816) ; *Debré* (*Michel*) (p. 6817) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 6818) ; *Petit* (*Camille*) (p. 6819) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 6819) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 6820) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 6820) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 6821).

Guadeloupe : *Petit* (*Camille*) (p. 6819).

Sécession ou décentralisation : *Debré* (*Michel*) (p. 6817) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 6817, 6818) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 6819) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 6820) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 6821).

Discussion des articles [5 novembre 1982] (p. 6821) :

Avant l'article 1er : division du chapitre Ier et son intitulé supprimés par le Sénat ; amendement n° 1 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du chapitre Ier et de son intitulé) ; article 53 de la Constitution (p. 6821) ; amendement n° 1 adopté ;

— en conséquence, la division du chapitre Ier et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 1er : création d'une nouvelle collectivité territoriale ; article 53 de la Constitution ; absence de concertation ; effets de la départementalisation de l'île de la Réunion (p. 6822) ; amendement n° 2 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à l'objet de la présente loi ; suppression du membre de phrase précisant que les départements d'outre-mer sont partie intégrante de la République et de la Nation française) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : amendement n° 3 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture afin de préciser que le droit commun s'applique aux départements d'outre-mer « sous réserve des dispositions de la présente loi ») : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 4 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture posant le principe d'une assemblée unique) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3 (p. 6823).

Article 5 : amendement n° 27 de M. Victor Sablé (visant à ce que la Guadeloupe et la Martinique soient également représentées au conseil régional et général) ; amendement n° 5 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la composition des conseils généraux et régionaux) ; amendement n° 27 rejeté ; amendement n° 5 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Article 6 supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture précisant que sont applicables aux membres des conseils créés par la présente loi l'ensemble des dispositions concernant les conseillers généraux) : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 est ainsi rétabli (p. 6824).

Article 7 : amendement n° 7 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux règles de fonctionnement des conseils généraux et régionaux des D.O.M.) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 7.

Article 8 : amendement n° 8 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux comités économiques et sociaux et aux comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 9 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux compétences du comité économique et social) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 9.

Article 10 : amendement n° 10 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux compétences du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Article 11 supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la création d'établissements publics dénommés agences par les conseils généraux et régionaux des D.O.M.) (p. 6825) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 11.

Article 12 : amendement n° 12 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif au pouvoir d'avis des conseils généraux et régionaux sur les projets d'accord concernant la coopération régionale) : adopté ;

— article 12, ainsi, modifié, adopté.

Article 13 : amendement n° 13 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, précisant les dispositions applicables en matière d'octroi de mer) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 13.

Article 13 *bis* supprimé par le Sénat : amendement n° 14 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture confiant aux conseils généraux et régionaux le pouvoir de proposition de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires) : adopté ;

— en conséquence, l'article 13 *bis* est ainsi rétabli.

Avant l'article 14 : division du chapitre II et son intitulé supprimés par le Sénat : amendement n° 15 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du chapitre II) : adopté ;

— en conséquence, la division du chapitre II et son intitulé sont ainsi rétablis (p. 6826).

Article 14 : amendement n° 16 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux dispositions électorales transitoires) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 14.

Article 14 *bis* A : amendement n° 17 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (suppression de l'article 14 *bis* A prévoyant la dissolution des établissements publics régionaux des départements d'outre-mer) : adopté ;

— en conséquence, l'article 14 *bis* A est supprimé.

Article 14 *bis* supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture prévoyant que les membres des conseils généraux et régionaux seront élus à la représentation proportionnelle) ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement (relatif à la répartition des sièges) : adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, l'article 14 *bis* est ainsi rétabli.

Article 15 supprimé par le Sénat : amendement n° 28 du Gouvernement (relatif aux circonscriptions électorales) (p. 6827) ; amendement n° 19 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (relatif aux circonscriptions électorales) ; amendement n° 28 adopté ;

— en conséquence, l'article 15 est ainsi rétabli ; amendement n° 19 devenu sans objet.

Article 15 *bis* : amendement n° 20 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture précisant les conditions d'éligibilité, d'inéligibilité et d'incompatibilité des conseillers généraux et régionaux) : adopté.

— en conséquence, ce texte devient l'article 15 *bis*.

Article 16 : amendement n° 21 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture précisant la procédure de démission du mandat de membre du conseil en cas d'incompatibilité) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Avant l'article 17 : division du chapitre III et son intitulé supprimés par le Sénat ; amendement n° 22 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (tendant à rétablir le chapitre III et son intitulé) : adopté ;

— en conséquence, la division du chapitre III et son intitulé sont ainsi rétablis (p. 6828).

Article 17 supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux dispositions transitoires) : adopté ;

— en conséquence, l'article 17 est ainsi rétabli.

Article 18 supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux conditions de renouvellement intégrales des conseils) : adopté ;

— en conséquence, l'article 18 est ainsi rétabli.

Article 19 supprimé par le Sénat : amendement n° 25 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement de l'article 19 relatif à la dissolution des établissements publics régionaux des départements d'outre-mer) : adopté ;

— en conséquence, l'article 19 est ainsi rétabli.

Article 20 supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission soutenu par M. René Rouquet, rapporteur suppléant (rétablissement de l'article 20 précisant que les modalités d'application de la présente loi seront fixées par des décrets en Conseil d'Etat) : adopté ;

— en conséquence, l'article 20 est ainsi rétabli (p. 6829).

Explications de vote (p. 6829) :

Vote favorable du groupe socialiste : *Cathala* (*Laurent*) (p. 6830).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Esdras* (*Marcel*) (p. 6830).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6830).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1982] (p. 7538).

Communauté économique européenne : *Debré* (*Michel*) (p. 7539) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7543).

Décentralisation : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7543, 7545).

Départementalisation : *Debré* (*Michel*) (p. 7539) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 7540).

Enseignement dans les D.O.M. : *Debré* (*Michel*) (p. 7549) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (7543).

Exception d'irrecevabilité : *Foyer* (*Jean*) (p. 7542).

Fonds d'action sociale obligatoire (F.A.S.S.O.) : *Debré* (*Michel*) (p. 7539) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7543).

Guadeloupe : *Esdras* (*Marcel*) (p. 7542) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7544).

Indépendance des D.O.M. : *Fontaine* (*Jean*) (p. 7541) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 7542) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7544).

Information dans les D.O M. : *Fontaine* (*Jean*) (p. 7541) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7545)

Logement dans les D.O.M. : *Debré* (*Michel*) (p. 7539) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7543)

Martinique : *Sablé* (*Victor*) (p. 7540).

Réunion : *Debré* (*Michel*) (p 7539) ; *Fontaine* (*Jean*) (p. 7541) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7543)

Scrutin proportionnel : *Esdras* (*Marcel*) (p. 7542) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7542) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7543.

Explications de vote (p. 7547).

Abstentionnisme et vie politique outre-mer : *Cathala* (*Laurent*) (p. 7547).

Indépendance des D.O.M. : *Esdras* (*Marcel*) (p. 7547) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 7547).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Esdras* (*Marcel*) (p. 7547).

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet (p. 7547).

5. — Projet de loi n° 1279 portant **organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 8 décembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Urgence déclarée le 8 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod (9 décembre 1982). — Rapport n° 1293 (14 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Adoption le 15 décembre 1982. — Projet de loi n° **285.**

Sénat (première lecture), n° **153** (1982-1983), dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport n° **166** (1982-1983) (20 décembre 1982). — Discussion le 21 décembre 1982. — Adoption le 21 décembre 1982. — Projet de loi n° **66** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1346,** dépôt le 21 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

Bureau [*J.O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **1371** (21 décembre 1982). — Discussion le 21 décembre 1982. — Adoption le 21 décembre 1982. — Projet de loi n° **310.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport n° **169** (1982-1983) (21 décembre 1982). — Discussion le 21 décembre 1982. — Adoption définitive le 21 décembre 1982. — Projet de loi n° **67** (1982-1983).

Loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 publiée au *Journal officiel* du 1er janvier 1983 (p. 13).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 décembre 1982] (p. 8310) :

Assemblée régionale élue à la proportionnelle et dualisme d'assemblées : *Suchod* (*Michel*) (p. 8311) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 8314) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 8317-8318) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 8321) ; *Jalton* (*Frédéric*) (p. 8321) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 8322) ; *Castor* (*Elie*) (p. 8340, 8341) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 8341).

Compétences des conseils régionaux : *Suchod* (*Michel*) (p. 8311) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8312) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 8314) ; *Julia* (*Didier*) (p. 8315) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 8317) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 8318, 8319) ; *Fontaine*(*Jean*) (p. 8321).

Compétences des conseils régionaux en matière d'accords internationaux : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 8313) ; *Julia* (*Didier*) (p. 8316) ; *Fontaine* (*Jean*) (p. 8321).

Conseils consultatifs : *Suchod* (*Michel*) (p. 8311) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8312).

Corse : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 8313) ; *Julia* (*Didier*) (p. 8315) ; *Fontaine* (*Jean*) (p. 8320).

Décentralisation : *Cathala* (*Laurent*) (p. 8314) ; *Julia* (*Didier*) (p. 8316) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 8319) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 8342).

Décision du Conseil constitutionnel relative au premier projet présenté sur les départements d'outre-mer : *Suchod* (*Michel*) (p. 8310, 8311) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 8314) ; *Julia* (*Didier*) (p. 8315) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 8316) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 8317) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 8318) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 8321) ; *Jalton* (*Frédéric*) (p. 8321) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 8322) ; *Castor* (*Elie*) (p. 8340) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 8341).

Décision du Conseil constitutionnel relative au statut de la Corse : *Suchod* (*Michel*) (p. 8310).

Développement et situation économique des départements d'outre-mer : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8312, 8342, 8343, 8345) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 8313) ; *Fontaine* (*Jean*) (p. 8320) ; *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 8341, 8342).

« Droit à la différence » : *Césaire* (*Aimé*) (p. 8319) ; *Jalton* (*Frédéric*) (p. 8322) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8343, 8344).

Droit de parler créole : *Julia* (*Didier*) (p. 8316) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 8318) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8344).

Elections outre-mer (date des) : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8312, 8345) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 8316) ; *Julia* (*Didier*) (p. 8315) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 8317) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 8317) ; *Fontaine* (*Jean*) (p. 8320) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 8322).

Guyane : *Castor* (*Elie*) (p. 8340, 8341).

« Nouvelle citoyenneté » : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8313).

Propos tenus par M. Valéry Giscard d'Estaing relatifs à la décision du Conseil constitutionnel : *Suchod* (*Michel*) (p. 8310).

Rappels au règlement (attaques portées contre le Conseil constitutionnel) : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 8311) ; *Sablé* (*Victor*) (p. 8311).

Régions (érection en collectivités locales) : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8312) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 8319).

Réunion : *Fontaine* (*Jean*) (p. 8320).

Discussion des articles [15 décembre 1982] (p. 8345) :

Article 1er (*érection en collectivités locales des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion*) : amendement n° 2 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Jacques Brunhes (loi ultérieure sur les compétences particulières) ; possibilité d'examen de ce texte à la prochaine session de printemps ; possibilité de transfert de compétences par voie réglementaire ; compétences de la région en matière de développement économique (p. 8345) ; dépôt du texte sur les compétences spécifiques à la session de printemps ; droit de « proposition » législative confié au conseil régional et au département ; amendement n° 2 : retiré ;

— article 1er, adopté.

Article 2 (*fonctions du représentant de l'Etat dans les départements*) : adopté.

Article 3 (*nombre de membres des conseils régionaux*) : amendement n° 8 de M. Wilfrid Bertile (portant à quarante-cinq le nombre de conseillers régionaux de la Réunion) ; consultation des assemblées locales lors de l'examen du précédent projet ; vote défavorable du groupe communiste à cet amendement (p. 8346) ; consultation des conseils généraux à l'occasion du précédent projet ; amendement n° 8 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 4 (*comités consultatifs placés auprès des conseils régionaux*) : adopté.

Article 5 (*consultation du comité économique et social*) : substitution aux mots « plan national » des mots « plan de la nation » ;

— article 5, ainsi rectifié, adopté.

Article 6 (*consultation du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement*) : amendement n° 10 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*possibilité pour les conseils régionaux de créer des établissements publics*) : adopté.

Article 8 (*possibilité pour les conseils régionaux d'émettre des propositions de modification de dispositions législatives ou réglementaires*) : modification du statut des départements d'outre-mer (p. 8347) ; reprise de dispositions du projet rejeté par le Conseil constitutionnel ; possibilité de saisir à nouveau le Conseil constitutionnel ; amendement n° 3 de M. Marcel Esdras soutenu par M. Jean Fontaine (suppression des mots : « des collectivités territoriales » dans le premier alinéa de cet article et modification en conséquence de cet article) ; amendement n° 5 de M. Didier Julia (suppression des mots : « des collectivités territoriales » dans le premier alinéa de cet article et modification en conséquence de cet article) ; possibilité pour la région de s'immiscer dans le fonctionnement du département ou des communes ; avis du conseil régional ; identité de cet article avec l'article 27 de la loi sur la Corse jugée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel ; pouvoir de la région limité à la possibilité de faire des propositions (p. 8348) ; absence d'évocation de l'article 27 de la loi sur la Corse dans la décision du Conseil constitutionnel relative à ce texte ; formulation pouvant conduire à un conflit de compétences entre la région et les autres collectivités locales ; existence de la même possibilité pour le département dans le cadre des décrets de 1960 ; possibilité pour le Conseil constitutionnel de soulever d'office une question de conformité d'une partie d'un texte qui ne lui a pas été soumise ; absence d'attribution de pouvoir législatif ou réglementaire à la région concernant les collectivités locales (p. 8349) ; amendements n°s 3 et 5 : rejetés par scrutin public ;

— article 8, adopté.

Article 9 (*rôle des conseils régionaux en matière d'accords internationaux*) : droit à la différence ; création de conseils consultatifs ; amendement n° 6 de M. Didier Julia (suppression de cet article) ; prérogative de nature « quasi diplomatique » exorbitante du droit commun ; article 65 de la loi relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ; coopération entre les départements d'outre-mer et leur environnement ; confusion faite entre avis et décision (p. 8350) ; conformité de l'article 65 de la loi de décentralisation à la Constitution ; amendement n° 6 : rejeté ;

— article 9, adopté.

Article 10 (*modalités d'élection des membres des conseils régionaux jusqu'à la publication de la loi fixant les règles d'élection des membres de l'ensemble des conseils régionaux*) : adopté.

Article 11 (*élection des membres des conseils régionaux ; répartition des sièges réservés aux listes ayant obtenu au moins 5 p. cent des suffrages exprimés*) : problème de la représentation de courants minoritaires ; cas de la Corse ; abstention des députés M.R.G. si le seuil est maintenu ; volonté du Gouvernement d'assurer l'existence de majorités réelles (p. 8351) ; conséquences positives de l'existence d'un seuil sur l'organisation de la vie politique ; constitutionnalité du mode d'élection applicable à la Corse ;

— article 11, adopté.

Article 12 (*circonscriptions électorales dans les départements d'outre-mer*) : adopté.

Article 13 (*inégalité des membres du conseil régional*) : amendement n° 11 de la commission soutenu par M. René Rouquet (de forme) ; recopiage de dispositions du texte relatif à la Corse ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 1 de la commission soutenu par M. René Rouquet (complétant les références au code électoral dans cet article) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*inéligibilité ou incapacité des membres du conseil régional postérieure à leur élection*) : amendement n° 12 de la commission soutenu par M. René Rouquet (de forme) : adopté.

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*incompatibilité du mandat de membre du conseil régional avec différentes fonctions*) : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 9 de M. Aimé Césaire soutenu par M. Laurent Cathala (incompatibilité entre les fonctions de membre du bureau d'un conseil général et celles de membre du bureau d'un conseil régional) : adopté (p. 8352).

Article 16 (*option entre des fonctions incompatibles*) : amendement n° 13 de la commission soutenu par M. René Rouquet (substitution dans les premier et second alinéas de cet article des mots « de l'Asemblée » par les mots « du conseil régional » ; de forme) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*conditions de fonctionnement du conseil régional*) : adopté.

Article 18 (*date des élections des conseils régionaux*) : problème de l'urgence des élections anticipées ; cas de la Corse ; problème de l'inscription sur les listes électorales ; problème de l'institution d'un seuil de voix à recueillir pour qu'une liste soit admise à la répartition des sièges (p. 8353) ; amendement n° 4 de M. Marcel Esdras soutenu par M. Jean Fontaine (tendant à faire coïncider les dates des élections des conseils régionaux des D. O. M. avec celles de métropole) ; amendement n° 7 de M. Didier Julia (tendant à faire coïncider les dates des élections des conseils régionaux des D. O. M. avec celles de métropole) ; cas de la Corse ; « élections gadget » correspondant à une promesse du Premier ministre ; date de la clôture des inscriptions sur les listes électorales ; délai des recours contentieux ; amendements n° 4 et n° 7 : rejetés ;

— article 18, adopté.

Article 19 (*date du premier renouvellement intégral des conseils régionaux et composition des bureaux de ces conseils*) : adopté.

Article 20 (*discussion des établissements publics régionaux actuels des D. O. M.*) : adopté.

Article 21 (*fixation des modalités d'application du texte*) : adopté.

Explications de vote (p. 8354) :

Absence d'assemblée unique : *Esdras* (*Marcel*) (p. 8354, 8355).

« Changement » : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8356) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8356).

Conseil constitutionnel : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8355, 8356) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 8356).

S. M. I. C. outre-mer : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8356).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Esdras* (*Marcel*) (p. 8355).

Vote négatif du groupe R. P. R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8355, 8356).

Vote positif du groupe socialiste : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 8355).

Vote positif du groupe communiste : *Cathala* (*Laurent*) (p. 8355).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8357).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE :

Discussion générale [21 décembre 1982] (p. 8553) :

Accroissement des liens inter-insulaires : *Petit* (*Camille*) (p. 8589).

Application du droit commun aux départements d'outre-mer : *Debré* (*Michel*) (p. 8585) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 8587).

Saisine du Premier ministre par les conseils régionaux d'outre-mer : *Suchod* (*Michel*) (p. 8583) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8584) ; *Debré* (*Michel*) (p. 8586) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 8587).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 8591).

Explications de vote :

Non-respect du texte de la commission mixte paritaire : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8592).

Vote positif du groupe socialiste : *Joxe* (*Pierre*) (p. 8592).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8593).
Voir *Agriculture* **8,** article 26.
Collectivités locales **7.**
Droits de l'homme **1.**
Entreprises publiques **2.**
Faits personnels **22.**
Lois de finances **6,** article 16 ; (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Prestations familiales **4.**
Questions au Gouvernement **477.**
Urbanisme et logement.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voir *Audiovisuel* **1.**
Calamités et catastrophes **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Urbanisme et logement.
Plan **2.**

Investissements dans les —
Voir *Lois de finances* 6 (première partie), article 16.

Protection sociale dans les —
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

DEPENSES OBLIGATOIRES DES COMMUNES (écoles privées)

Voir *Questions au Gouvernement* **475.**

DEPENSES PUBLIQUES

Voir *Lois de règlement* **2.**

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

4. — Proposition de loi n° 581 tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « **victimes de la déportation du travail** » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. André Tourné (22 avril 1982).

5. — Proposition de loi n° 877 tendant à assurer le **droit à réparation pour les résistants déportés, emprisonnés et internés en Afrique du Nord (1940-1944).** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Lucien Dutard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. — Proposition de loi n° 994 tendant à reconnaître le droit au titre de **déporté résistant** aux internés résistants qui ont été déportés par l'ennemi et qui ont été fusillés ou se sont évadés en cours de déportation avant d'être parvenus au lieu de leur destination. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. René La Combe. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. — Proposition de loi n° 1052 tendant à reconnaître le **droit au titre de déporté résistant** aux internés résistants qui ont été déportés par l'ennemi et qui ont été fusillés ou se sont évadés en cours de déportation avant d'être parvenus au lieu de leur destination. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
Assurance vieillesse : généralités **8.**
Fonctionnaires et agents publics **6.**
Lois de finances **6,** article 57.

Evadés de convois de déportation
Voir *Questions orales sans débat* **313.**

DEPOT DE GARANTIE

Voir *Baux* **6.**

DEPUTES

Voir *Parlement* **10.**

Anciens
Voir *Hommage à la mémoire de Pierre Mendès-France.*

Démission
Voir *Rappels au règlement* **427, 428, 429.**

Inculpation
Voir *Rappels au règlement* **451, 452.**

Missions temporaires
Voir *Communication du Gouvernement.*
Rappels au règlement **407.**

DESARMEMENT

Voir *Déclaration du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **271, 357, 390, 430.**

DETACHEMENT

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

DETENTE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

DETENTION

Voir *Procédure pénale* **3.**

DETENUS (réinsertion sociale)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

DETTE EXTERIEURE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.
Questions au Gouvernement **419.**

DETTE PUBLIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — I : Charges communes.
Articles additionnels non rattachés, article 28.
Questions au Gouvernement **429.**

DETTES

Voir *Questions au Gouvernement* **227.**

— des travailleurs à bas salaires
Voir *Questions orales sans débat* **256.**

DEVALUATION

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **5** (deuxième lecture).
Motions de censure **6, 7, 8.**
Plan **2.**
Politique économique et sociale **4.**
Questions au Gouvernement **324, 325, 326.**
Rappels au règlement **409.**

DEVELOPPEMENT REGIONAL (prime de —)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 16.

DIETETICIENS

Voir *Professions et activités paramédicales* **4.**

DINDES (exportation de —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

DIOXINE

Voir *Questions au Gouvernement* **402.**

DIPLOMES

Voir *Professions et activités médicales* **4.**

DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, budget annexe des monnaies et médailles.

DIRECTIONS REGIONALES DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

DIRECTIONS REGIONALES DU COMMERCE EXTERIEUR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur. Economie et finances. — II : Services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, budget annexe des monnaies et médailles.

DIRECTIVES COMMUNAUTAIRES

Voir *Entreprises* **11.**
Fonctionnaires et agents publics **5.**
Produits chimiques et parachimiques **1.**
Travail **6, 8, 12.**
Vétérinaires **1.**

DIRECTIONS NATIONALES D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir *Collectivités locales* **7.**

DISSUASION NUCLEAIRE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

DIVORCE

5. — Proposition de loi n° 1109 portant réforme du divorce. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Robert-André Vivien. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (14 octobre 1982).
Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

D. M. C. (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **169.**

DOCKERS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.
Voir *Travail* **8.**

DOCUMENTATION FRANÇAISE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

9. — Rapport du président de la commission nationale de l'informatique et des libertés, en application de l'article 23 de la loi n° 78-77 du 6 janvier 1978 [2 avril 1982] (p. 783).

10. — Deuxième rapport pour 1981 de la commission des comptes de la sécurité sociale, en application de l'article 3 du décret n° 79-237 du 22 mars 1979 [2 avril 1982] (p. 784).

11. — Rapport de M. le Premier ministre précisant dans quelles conditions s'effectue la reconversion des revendeurs de médicaments vétérinaires en application de l'article 2 de la loi n° 75-409 du 29 mai 1975, modifiant le Livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire [24 mai 1982] (p. 2512).

12. — Rapport de M. le premier président de la Cour des comptes sur l'activité, la gestion et les résultats des entreprises publiques [9 juin 1982] (p. 3194).

13. — Rapport du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes [16 juin 1982] (p. 3510).

14. — Rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de cet établissement en 1981 [23 juin 1982] (p. 3823).

15. — Rapport de la Cour des comptes pour l'année 1982 [6 juillet 1982] (p. 4223). Déclaration de M. Bernard Beck, premier président de la Cour des comptes : contrôle des entreprises publiques (p. 4223) ; contrôle parlementaire et rapport annuel de la Cour des comptes (p. 4223) ; interventionnisme économique et financier de l'Etat (p. 4223).

16. — Rapport de gestion de l'office national des forêts pour 1981 [22 juillet 1982] (p. 4715).

17. — Rapport de la commission d'étude sur les écoutes téléphoniques [29 septembre 1982] (p. 5193).

DOMAINE PUBLIC

Voir *Audiovisuel* **1.**

DOMAINE PUBLIC ET PRIVE

Voir *Amélioration de l'habitat* **2.**
Communes **8.**

DOMAINE PUBLIC MARITIME

Voir *Mer et Littoral* **6, 7, 8.**

DOMAINE REGLEMENTAIRE

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**

DOMICILE DES EPOUX

Voir *Pétitions* **156.**

DONATIONS

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article **16.** (Deuxième lecture), article 16 *bis*.

DOTATION AUX JEUNES AGRICULTEURS

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

DOTATION FORFAITAIRE DE CERTAINS DEPARTEMENTS

Voir *Lois de finances* **6,** article 62.

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION

Voir *Collectivités locales* **7.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation ; Urbanisme et logement.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale et article **26.**

Lois de finances **6,** article 24, après l'article 24 ; articles 62 et 63 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation).

(Deuxième lecture), article 23 *bis*.

Lois de finances rectificatives **5,** article **26.**

Questions au Gouvernement **407, 456.**

Questions orales sans débat **288.**

Villes nouvelles **1.**

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

Voir *Collectivités locales* **7.**

Lois de finances **6** (première partie), discussion générale, article 61.

(Deuxième partie), Agriculture B.A.P.S.A. ; Départements et territoires d'outre-mer ; Education nationale ; Environnement ; Intérieur et décentralisation.

Questions au Gouvernement **246, 407.**

Urbanisme et logement.

Villes nouvelles **1.**

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

DOTATION POUR LE LOGEMENT DES INSTITUTEURS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Questions au Gouvernement **407.**

DOTATION REGIONALE CULTURELLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

DOTATIONS SPECIALES

Voir *Collectivités locales* **1.**
Lois de finances **6,** article 63.

DOUAI (tribunal de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **478.**

DROGUE

2. — Proposition de loi n° 801 tendant à réprimer toute **incitation publique à l'usage des stupéfiants.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi (27 mai 1982).

Voir *Etrangers* **5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

Questions au Gouvernement **259, 280, 413.**

DROIT AU TRAVAIL

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **10.**
Défense (ministère) **1.**

DROIT D'ASILE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Questions au Gouvernement **366.**

DROIT DE REPONSE

Voir *Audiovisuel* **1.**

Emission télévisée —

Voir *Justice* **14.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

DROIT DE SCEAU

Voir *Lois de finances* **6,** article 19.

DROIT DE VISITE

Voir *Pétitions* **29, 40, 43, 127.**

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIES

Voir *Travail* **9.**

DROITS D'AUTEUR

Voir *Audiovisuel* **1.**

DROITS DE LA FEMME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

DROITS DE L'HOMME

1. — Projet de loi n° 921 relatif à la **commémoration de l'abolition de l'esclavage.** — *Sénat* (première lecture), **n° 333** (1981-1982), dépôt le 14 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport **n° 372** (1981-1982) (3 juin 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi **n° 105** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 921,** dépôt le 4 juin 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet (10 juin 1982). — Rapport **n° 1307** (16 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Adoption le 17 décembre 1982. — Projet de loi **n° 291.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1982] (p. 8483) :

Attitude du Sénat : *Rouquet (René)* (p. 8484) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8485) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 8487) ; *Césaire (Aimé)* (p. 8489).

Broglie (duc de —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 8485, 8486).

Commémoration au niveau national : *Rouquet (René)* (p. 8485) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8486, 8487) ; *Sablé (Victor)* (p. 8488).

Dates de commémoration outre-mer : *Rouquet (René)* (p. 8484) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8486) ; *Sablé (Victor)* (p. 8488).

Décret du 16 pluviôse, an II, et rétablissement de l'esclavage en 1802 : *Rouquet (René)* (p. 8484) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8486) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 8491).

Décrets du 4 mars et du 27 avril 1848 : *Rouquet (René)* (p. 8484) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8485) ; *Césaire (Aimé)* (p. 8489).

Départementalisation : *Césaire (Aimé)* (p. 8489) ; *Fontaine (Jean)* (p. 8489, 8490).

Eboué (Félix) : *Sablé (Victor)* (p. 8488) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8493).

Esclavage (lutte contre l' —) : *Rouquet (René)* (p. 8484) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 8491) ; *Esdras (Marcel)* (p. 8491, 8492) ;

Granier de Cassagnac : *Emmanuelli (Henri)* (p. 8486) ;

Hommages du président de la République au Panthéon : *Rouquet (René)* (p. 8483) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8485, 8493) ; *Sablé (Victor)* (p. 8488).

« Impureté idéologique » : *Sablé (Victor)* (p. 8487) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8492).

Jour férié outre-mer (institution d'un —) : *Rouquet (René)* (p. 8484, 8485) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8485, 8492, 8493) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 8491).

Moutet (Marius) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 8491).

Réunion : *Fontaine (Jean)* (p. 8490).

Schoelcher (Victor) : *Rouquet (René)* (p. 8483, 8484) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8486, 8487) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 8487) ; *Sablé (Victor)* (p. 8488) ; *Césaire (Aimé)* (p. 8489, 8490) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 8491) ; *Esdras (Marcel)* (p. 8492).

Servage (abolition du —) : *Fontaine (Jean)* (p. 8490).

Tocqueville (Alexis de —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 8486).

Urgence et nécessité du texte : *Sablé (Victor)* (p. 8487, 8488) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 8488, 8493).

Discussion de l'article unique [17 décembre 1982] (p. 8493) :

Article unique (*commémoration de l'abolition de l'esclavage et de la départementalisation dans les départements d'outre-mer et à Mayotte le 1er dimanche suivant la date anniversaire du 16 pluviôse, an II*) : amendement n° 1 de la commission (commémoration de l'abolition de l'esclavage par une journée fériée dans les départements d'outre-mer et à Mayotte) ; fixation des dates de cette commémoration par décret ; sous-amendement n° 3 de M. Ernest Moutoussamy (commémoration des luttes anti-esclavagistes) ; sous-amendement n° 4 de M. Ernest Moutoussamy (journée fériée chômée et payée) ; amendement n° 2 de M. Marcel Esdras (commémoration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine et outre-mer le 21 juillet) (p. 8493) ; naissance de Victor Schoelcher le 22 juillet ; absence d'esclavage à Saint-Pierre et Miquelon ; caractère suffisamment explicite de l'expression « commémoration de l'abolition de l'esclavage » ; impossibilité d'instituer par voie d'amendement un jour férié et payé ; article 40 de la Constitution (p. 8494) ; sous-amendements n° 3 et n° 4 : retirés. **Explications de vote :** impossibilité d'instituer un jour férié par amendement ; différence de date entre la métropole et les départements d'outre-mer pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage ; rôle de Marius Moutet dans la départementalisation ; absence de vote hostile du groupe U.D.F. ; différence entre idéal et idéologie ; suspicion à l'égard de la commémoration de l'abolition ; défense de la liberté (p. 8495) ; abolition de l'esclavage à Mayotte ; vote positif du groupe socialiste.

Amendement n° 1 : adopté ; en conséquence ce texte devient l'article unique ;

Amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 8496).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

Questions au Gouvernement **256, 269, 430.**

DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

Voir *Lois de finances* **6**, article 5.
Lois de finances rectificatives **5**, article 24.

DROITS PROPRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

DUFOUR (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **476.**

DUREE DU TRAVAIL

Voir *Ordonnances* **2.**

DUROURE (rapport)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

E

EAU ET ASSAINISSEMENT

Voir *Collectivités locales* **7.**
Conflits du travail **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Environnement.

Prix de l'—

Voir *Questions orales sans débat* **252.**

EBOUE (Félix)

Voir *Droits de l'homme* **1.**

ECHEVINAGE

Voir *Justice* **6.**

ECHANGES MONETAIRES INTERNATIONAUX

Voir *Questions au Gouvernement* **423.**

ECOLE DES BEAUX-ARTS (« démission » de son directeur)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (E. N. A.)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **11.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE (E. N. M.)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **11.**

ECOLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.
Questions au Gouvernement **273.**

ECOLES MILITAIRES

Voir *Enseignement* **8.**

ECOLES TECHNIQUES D'ENTREPRISE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie). Formation professionnelle.

ECONOMIE

Voir *Questions orales sans débat* **116.**

ECONOMIE ET FINANCES

1. — Proposition de loi n° 1000 tendant à contrôler l'**évolution de la création monétaire.** — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Edmond Alphandéry. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

ECONOMIE : MINISTERE

1. — **Proposition de résolution n° 731** tendant à la création d'une commission de contrôle chargée de déterminer les causes exactes des erreurs intervenues dans l'**élaboration de l'indice de la production industrielle établie par l'I.N.S.E.E.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 avril 1982 par M. Georges Mesmin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (14 avril 1982). — Rapport n° **860** (13 mai 1982).

ECONOMIE SOCIALE

1. — **Projet de loi n° 1154** relatif au **développement de certaines activités d'économie sociale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 octobre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Gilbert Mitterrand (28 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (16 décembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. Pierre Bourguignon (21 décembre 1982).

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**
Lois de finances **6** (première partie), article 7 (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

ECONOMIE SOUTERRAINE

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

ECOUTES TELEPHONIQUES

Voir *Pétitions* **105.**
Questions au Gouvernement **343.**

EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE

3. — **Proposition de loi n° 937** tendant à modifier l'**article 226 du code pénal.** — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Jean-Yves Le Drian et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (8 juillet 1982).

4. — **Proposition de loi n° 1006** relative à l'emploi d'**appareils d'enregistrement,** de caméras de télévision ou de cinéma, d'appareils photographiques à l'intérieur des **salles d'audience** des tribunaux administratifs ou judiciaires. — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Louis Maisonnat et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Louis Maisonnat (23 septembre 1982).

Voir *Drogue* **2.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), **Culture.**
Questions orales sans débat **141.**

EDUCATION

Voir *Corse* **4.**

EDUCATION MANUELLE ET TECHNIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

EDUCATION MUSICALE ET ARTISTIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture, Education nationale.

EDUCATION NATIONALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.
Questions au Gouvernement **300.**

Inspection

Voir *Questions au Gouvernement* **296.**

Rentrée scolaire

Voir *Questions au Gouvernement* **207.**

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale ; Temps libre, Jeunesse et Sports et après l'article 72.
Questions au Gouvernement **365.**

Elèves - professeurs adjoints

Voir *Questions orales sans débat* **321, 322.**

EDUCATION POPULAIRE

Voir *Questions au Gouvernement* **365.**

EDUCATION SEXUELLE

Voir *Avortement* **4.**

EDUCATION SPECIALISEE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

EDUCATION SURVEILLEE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

Concours

Voir *Examens, concours et diplômes* **2.**

EGALITE

Voir *Travail* **12.**

EGALITE (d'accès aux emplois publics)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

EGYPTE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Traités et conventions **34, 49, 67, 68.**

ELECTIONS

Campagnes électorales

Voir *Audiovisuel* **1.**

Fraude

Voir *Corse* **2.**

ELECTIONS ET REFERENDUMS

7. — **Propositions de loi organique n° 391** portant limitation du **cumul des mandats.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Philippe Séguin (23 septembre 1982).

9. — **Proposition de loi n° 586** tendant à compléter l'article premier de la loi n° 68-1179 du 27 décembre 1968 afin de préciser que les **syndicats professionnels** qui peuvent s'organiser librement dans toutes les entreprises peuvent également participer dès le premier tour à toutes les élections professionnelles. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Michel Péricard (22 avril 1982).

10. — **Proposition de loi n° 635** tendant à instituer la **représentation proportionnelle pour l'élection des députés.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Louis Maisonnat (28 janvier 1982).

11. — **Proposition de loi n° 636** tendant à instituer la **représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers généraux.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Louis Maisonnat (28 janvier 1982).

12. — Proposition de loi n° 637 tendant à instituer la **représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers régionaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Louis Maisonnat (28 janvier 1982).

13. — Proposition de loi n° 638 tendant à instituer la **représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers municipaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Louis Maisonnat (28 janvier 1982).

14. — Proposition de loi n° 820 tendant à modifier l'article L. 209 du code électoral en ce qui concerne les **candidatures multiples aux élections cantonales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (10 juin 1982).

15. — Proposition de loi n° 946 tendant à instituer le **vote obligatoire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (8 juillet 1982).

16. — Projet de loi n° 1030 modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'**élection des conseillers municipaux** et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 juillet 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 19 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1060** (22 juillet 1982). — Discussion les 26, 27 et 28 juillet 1982. — Adoption le 28 juillet 1982. — Projet de loi n° **221.**

Sénat (première lecture), n° **494** (1981-1982), dépôt le 29 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport n° **3** (1982-1983) (5 octobre 1982). — Discussion les 12 et 13 octobre 1982. — Adoption le 13 octobre 1982. — Projet de loi n° **16** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).
Bureau [*J.O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1156** (19 octobre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport n° **52** (1982-1983) (19 octobre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1149,** dépôt le 13 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1157** (19 octobre 1982). — Discussion les 19 et 20 octobre 1982. — Adoption avec modifications le 20 octobre 1982. — Projet de loi n° **252.**

Sénat (deuxième lecture) n° **54** (1982-1983), dépôt le 20 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport n° **55** (1982-1983) (20 octobre 1982). — Discussion le 20 octobre 1982. — Adoption avec modifications le 20 octobre 1982. — Projet de loi n° **20** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **1161,** dépôt le 21 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1171** (21 octobre 1982). — Discussion le 21 octobre 1982. — Adoption définitive le 21 octobre 1982. — Projet de loi n° **253.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution), décision le 18 novembre 1982 [*J.O.* du 19 novembre 1982] (p. 3475). — Rectificatif [*J. O.* du 20 novembre 1982] (p. 3499). — Sont déclarées non conformes les dispositions de l'article 4 qui introduisent dans le code électoral un article L. 260 *bis*, l'adjonction du mot « sexe » à l'article L. 265 et des mots « et L. 260 *bis* » aux articles L. 265 et L. 268 du code électoral. — **Loi n° 82-974** du 19 novembre 1982 publiée au *J.O.* du 20 novembre 1982 (p. 3487).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 juillet 1982] (p. 4821, 4847) :

Question préalable opposée par M. Jean-Claude Gaudin : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826, 4827) ; *Floch (Jacques)* (p. 4828) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4829) ; rejetée par scrutin public (p. 4829).

Apparentements (loi de 1951) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826) ; *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4860).

Communes associées : *de Caumont (Robert)* (p. 4850).

Conseillers municipaux (âge d'éligibilité) : *Poperen (Jean)* (p. 4823) ; *Floch (Jacques)* (p. 4829) ; *Sapin (Michel)* (p. 4838) ; *Valroff (Jean)* (p. 4849) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4860).

Conseillers municipaux et adjoints (nombre) : *Floch (Jacques)* (p. 4829) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4834) ; *Millon (Charles)* (p. 4835, 4836) ; *Sapin (Michel)* (p. 4838)) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4843) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4848) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 4849) ; *Escutia (Manuel* (p. 4855) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4858).

Cumul de mandats : *Millon (Charles)* (p. 4836) ; *Sapin (Michel)* (p. 4838).

Débat système majoritaire ; système proportionnel ; système mixte ; impératifs d'efficacité et de justice : *Poperen (Jean)* (p. 4822) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4823, 4824, 4825) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826, 4827) ; *Floch (Jacques)* (p. 4828) ; *Foyer (Jean)* (p. 4829, 4830, 4831) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4832, 4833) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Sapin (Michel)* (p. 4837) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4838) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4848) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 4849) ; *Koehl (Emile)* (p. 4852) ; *Rigal (Jean)* (p. 4854) ; *Escutia (Manuel)* (p. 4855) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4856) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4857) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4859) ; *Collomb (Gérard)* (p. 4862).

Deuxième tour (fusion de listes) : *Poperen (Jean)* (p. 4822) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826) ; *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4833) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Sapin (Michel)* (p. 4838) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4839, 4840) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4844) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4857).

Deuxième tour (principe) : *Poperen (Jean)* (p. 4823) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4825) ; *Millon (Charles)* (p. 4836) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4840).

Elections législatives : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826) ; *Foyer (Jean)* (p. 4832) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4838) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4842) ; *Berson (Michel)* (p. 4860).

Français résidant hors de France : *Poperen (Jean)* (p. 4823) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4825) ; *Floch (Jacques)* (p. 4829) ; *Foyer (Jean)* (p. 4830) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4834) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4840) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4843) ; *Valroff (Jean)* (p. 4849) ; *Santoni (Hyacinthe)* (p. 4853) ; *Rigal (Jean)* (p. 4854) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4858) ; *Berson (Michel)* (p. 4860) ; *Rouquette (Roger)* (p. 4862, 4863).

Grandes villes (régime électoral) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4827) ; *Floch (Jacques)* (p. 4828) ; *Foyer (Jean)* (p. 4829, 4831) ; *Millon (Charles)* (p. 4836) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4840) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4842, 4843) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4863).

Grandes villes (statut) : *Defferre (Gaston)* (p. 4825) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4827) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4840) ; *Santoni (Hyacinthe)* (p. 4853).

Incompatibilité familiale : *de Caumont (Robert)* (p. 4850) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4861).

Listes bloquées : *Defferre (Gaston)* (p. 4825) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826, 4827) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4843) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4844).

Loi partisane (loi faite par et pour les partis) : *Poperen (Jean)* (p. 4822) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4823) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826) ; *Foyer (Jean)* (p. 4832) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4839, 4840) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4848) ; *Santoni (Hyacinthe)* (p. 4853) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4856) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4859) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4863, 4864).

Marseille (découpage) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4827, 4828) ; *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Santoni (Hyacinthe)* (p. 4853, 4854).

Panachage et vote préférentiel : *Poperen (Jean)* (p. 4823) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826, 4827) ; *Floch (Jacques)* (p. 4828) ; *Foyer (Jean)*(p. 4829) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4833) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Sapin (Michel)* (p. 4837) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4839) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4843) ; *Valroff (Jean)* (p. 4848) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4850) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4853) ; *Santoni (Hyacinthe)* (p. 4853) ; *Rigal (Jean)* (p. 4855) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4858) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4858) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4865).

Paris : *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4834).

Politisation des élections municipales : *Poperen (Jean)* (p. 4823) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4826, 4828) ; *Floch (Jacques)* (p. 4828) ; *Foyer (Jean)* (p. 4832) ; *Millon (Charles)* (p. 4834) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4848) ; *Valroff (Jean)* (p. 4848) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4853) ; *Berson (Michel)* (p. 4859) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4864).

Procédure de révision des circonscriptions électorales : *Millon (Charles)* (p. 4836) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4843) ; *Collomb (Gérard)* (p. 4862).

Quota de femmes : *Floch (Jacques)* (p. 4829) ; *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Halimi (Gisèle)* (p. 4841, 4842) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4842) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4850) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4859) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4860, 4861).

Représentation des minorités (principe) : *Poperen (Jean)* (p. 4822) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4823, 4864, 4865) ; *Foyer (Jean)* (p. 4830, 4831) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4833) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Sapin (Michel)* (p. 4837) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4843) ; *Valroff (Jean)* (p. 4848) ; *de Caumont (Robert)* (p.4850) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4852) ; *Escutia (Manuel)* (p. 4855) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4857) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4858).

Représentation des minorités (seuil de 5 p. 100) : *Poperen (Jean)* (p. 4822) ; *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4843) ; *Rigal (Jean)* (p. 4855) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4857, 4858).

Représentation des minorités (seuil de 10 p. 100 pour se présenter au deuxième tour) : *Poperen (Jean)* (p. 4822) ; *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Sapin (Michel)* (p. 4838).

Résidents secondaires : *Poperen (Jean)* (p. 4823) ; *Valroff (Jean)* (p. 4848) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4850, 4851) ; *Rigal (Jean)* (p. 4855) ; *Berson (Michel)* (p. 4860).

Seuil de population et unification des conditions d'exercice de suffrage : *Poperen (Jean)* (p. 4823) ; *Foyer (Jean)* (p. 4831) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4833) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Sapin (Michel)* (p. 4837, 4838) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4839) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4843) ; *Valroff (Jean)* (p. 4848) ; *Kœhl (Emile)* (p. 4852) ; *Rigal (Jean)* (p. 4855) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4857) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4858).

Statut de l'élu local : *Floch (Jacques)* (p. 4829) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4834) ; *Sapin (Michel)* (p. 4838) ; *Rigal (Jean)* (p. 4855).

Toulouse : *Collomb (Gérard)* (p. 4862).

Travailleurs saisonniers : *de Caumont (Robert)* (p. 4850).

Union de la gauche : *Foyer (Jean)* (p. 4831, 4832) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4834) ; *Millon (Charles)* (p. 4835) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4840).

Vote favorable du groupe socialiste : *Berson (Michel)* (p. 4860).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 4841).

Vote par procuration : *Rouquette (Roger)* (p. 4863).

Discussion des articles [27 juillet 1982] (p. 4875, 4898) :

Chapitre Ier : (*dispositions relatives à l'élection des conseillers municipaux*) :

Article 1er : article L. 225 du code électoral (*effectif des conseils municipaux*) ; objectifs et bilan de la loi du 16 juillet 1971 sur la fusion et le regroupement des communes ; régime électoral des communes associées (p. 4875) ; « inflation » du nombre des conseillers municipaux ; aggravation des charges (p. 4876) ; « sort » de la ville de Lyon et situation sectorielle de Toulouse ; problème de l'élection des délégués des communautés urbaines ; amendement n° 32 de M. Jean Foyer (de suppression) : rejeté ; amendement n° 101 du Gouvernement (tendant à supprimer la référence à l'article L. 185-2 du code électoral applicable à toutes les communes à l'exception de Paris, Marseille et Lyon) : retiré ; amendement n° 14 de la commission (suppression de la référence à l'article L. 185-2 du code électoral) ; champ d'application de la loi sur le mode de scrutin (p. 4877) ; statut de certaines grandes villes ; distinction entre le mode de scrutin et le statut ; cas de la ville de Lyon ; prise en compte du nombre d'habitants (p. 4878) ; amendement n° 14 réservé à la demande du Gouvernement ainsi que l'article 1er.

Article 2 : réservé jusqu'à l'examen de l'article 3 à la demande de la commission.

Article 3 : article L. 252 du code électoral (*régime électoral des communes de moins de 5 000 habitants*) ; panachage (p. 4879) ; problème posé par la présence au sein des conseils municipaux de minorités partisanes ; seuil de population ; politisation des élections ; suppression des sectionnements électoraux et indirectement du système des communes associées (p. 4880) ; « cadeaux multiples » au parti communiste ; amendement n° 34 de M. Jean Foyer soutenu par M. Philippe Séguin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 36 de M. Jean Foyer (relevant le seuil de population et instituant la représentation proportionnelle pour l'élection aux conseils municipaux dans les communes de plus de 9 000 habitants) (p. 4881) : rejeté par scrutin public (p. 4882) ; amendement n° 102 de M. Jean Foyer soutenu par M. Emmanuel Aubert (tendant à relever le seuil à partir duquel le scrutin proportionnel sera appliqué : 30 000 habitants) ; amendement n° 39 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à relever le seuil à partir duquel le scrutin proportionnel sera appliqué : 20 000 habitants) ; amendements n° 38 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (p. 4883) et n° 116 de M. Adrien Zeller (tendant à relever le seuil à partir duquel le scrutin proportionnel sera appliqué : 15 000 habitants) ; amendement n° 37 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à relever le seuil à partir duquel le scrutin proportionnel sera appliqué : 12 000 habitants) ; amendement n° 75 de M. Charles Millon (tendant à relever le seuil à partir duquel le scrutin proportionnel sera appliqué : 9 000 habitants) ; constitution de listes par les appareils des partis ; amendement n° 35 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (tendant à relever le seuil à partir duquel le scrutin proportionnel sera appliqué : 7 500 habitants) ; amendement n° 16 de la commission (tendant à abaisser le seuil de population à partir duquel le scrutin proportionnel sera appliqué : 3 500 habitants) (p. 4884) ; problème du panachage (p. 4885) ; signification de l'apolitisme ; partis politiques et démocratie ; hostilité des radicaux de gauche à l'amendement de la commission (p. 4886) ; amendement n° 102 rejeté ; amendement n° 39 rejeté ; amendement n° 35 rejeté ; amendements nos 38 et 113 rejetés ; amendement n° 37 rejeté ; amendement n° 75 rejeté par scrutin public ; sous-amendement de M. François d'Aubert à l'amendement n° 16 de la commission (modifiant le seuil proposé : 4 999 habitants) ; négociations entre le parti socialiste et le parti communiste (p. 4887) ; relations entre le Gouvernement et sa majorité parlementaire (p. 4888) ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 16 adopté par scrutin public ; amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (régime électoral des communes associées) : retiré et défendu lors de l'examen de l'article L. 261 du code électoral à l'article 4 ; sous-amendement n° 128 de M. Jean-Louis Masson devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4889).

Chapitre II (*dispositions spéciales aux communes de moins de 5 000 habitants*) :

Article 2 précédemment réservé (*intitulé du chapitre II du titre IV du livre Premier du code électoral*) : détermination du seuil de population (p. 4890) ; culture rurale, culture urbaine et culture politique (p. 4891) ; amendement n° 33 de M. Jean Foyer (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 15 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 4892).

Chapitre Ier (*dispositions relatives à l'élection des conseillers municipaux*) :

Article 1er (*suite*) **: article L. 225 du code électoral** (*effectif des conseils municipaux*) : amendement n° 14 de la commission (visant à écarter du champ d'application du projet de loi le statut des grandes villes) ; suppression de la référence à la ville de Lyon ; application d'une même loi électorale à toutes les communes ; amendement n° 14 adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 1 de M. François Grussenmeyer soutenu par M. Germain Sprauer (précisant que nul ne peut être candidat sur plus d'une liste) (p. 4898) ; sous-amendement n° 114 de M. Adrien Zeler (fixant un seuil de population) : retiré ; amendement n° 1 adopté ; amendement n° 106 de Mme Gisèle Halimi (limitant à 70 p. 100 le nombre de candidats du même sexe figurant sur une même liste) : réservé à la demande de la commission jusqu'après l'amendement n° 118 à l'article 4 (p. 4899).

Chapitre III (*dispositions spéciales aux communes de 5 000 habitants et plus*) :

Article 4 : articles L. 260 à L. 270 du code électoral : opposition des radicaux de gauche à l'amendement n° 20 (tendant à interdire aux listes n'ayant pas obtenu 5 p. 100 des suffrages au premier tour de fusionner avec d'autres listes restant en lice au second tour) ; seuil de 5 p. 100 pour la représentation des listes au sein du conseil municipal ; dénaturation du pluralisme (p. 4900) ; franchise de 5 p. 100 imposée pour participer à la répartition des sièges et accentuation du caractère

majoritaire du mode du scrutin ; système des apparentements ; observation de M. Pierre Mendès France proposant le retour au scrutin majoritaire d'arrondissement ; distinction entre statut administratif des villes et régime électoral ; exclusion des grandes villes du champ d'application ; fusion de listes entre les deux tours (p. 4901) ; exclusion de Lyon, de Marseille et de Paris du champ d'application de la loi (p. 4902) ; avantages du scrutin majoritaire ; fusion des listes ; avenir de Lyon (p. 4903) ; régime électoral applicable à Lyon (p. 4904) ; participation des femmes à la vie municipale ; suppression de la possibilité de panachage (p. 4905) ; fusion de listes ; amendement n° 40 de M. Jean Foyer soutenu par M. Philippe Séguin (de suppression) ; existence d'un second tour ; problème du pourcentage nécessaire pour le maintien au second tour (p. 4906) ; coalitions du second tour ; régime électoral applicable dans les grandes villes ; réforme du statut des grandes villes (p. 4907) ; éloge de M. Pierre Mendès France par M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 4908) ; apparentements ; principe et modalités du second tour ; blocage des listes (p. 4909) ; amendement n° 40 rejeté ; amendement n° 67 de M. Serge Charles (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 17 de la commission (de conséquence) : adopté.

Article L. 260 du code électoral (*constitution obligatoire de listes complètes et interdiction du panachage et du vote préférentiel*) : amendements n° 76 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément et n° 112 de M. Serge Charles (tendant à instituer un scrutin à un seul tour) (p. 4910) : rejetés ; amendement n° 77 de M. Charles Millon soutenu par M. Emmanuel Hamel (autorisant le panachage et le vote préférentiel) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Charles Millon soutenu par M. Emmanuel Hamel (de précision) : adopté à l'unanimité ; amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean Foyer (relatif aux modifications des listes entre les deux tours) : reporté jusqu'à l'examen de l'article L. 264 du code électoral (p. 4911) ; amendement n° 79 de M. Claude Wolff soutenu par M. Emmanuel Hamel (de précision) : adopté à l'unanimité après modification proposée par M. Emmanuel Hamel.

Après l'article L. 260 du code électoral : amendement n° 118 de M. Alain Richard (prévoyant que les listes de candidats ne pourront comporter plus de 75 p. 100 de personnes du même sexe) ; promotion du rôle des femmes dans la vie politique ; constitutionnalité de cette disposition (p. 4912) ; position du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; responsabilité incombant aux formations politiques de décider en la matière ; décision prise par la direction du parti socialiste à l'occasion des élections de l'assemblée européenne ; **rappel au règlement** de M. Philippe Séguin (p. 4913) ; participation des femmes à la vie politique locale et nationale ; inconstitutionnalité des dispositions instituant un quota en faveur des femmes (p. 4914) ; initiatives prises par le parti socialiste pour favoriser la participation des femmes (p. 4915) ; candidature des femmes sur les listes et représentation des femmes au sein des conseils municipaux ; rôle des lois et évolution des mœurs (p. 4916) ; discrimination entre les femmes vivant en milieu urbain et celles vivant en milieu rural ; vote favorable du groupe U. D. F. ; amendements n°s 106 et 107 de Mme Gisèle Halimi précédemment réservés ; constitutionnalité d'une telle mesure au regard du principe d'égalité entre les électeurs et du principe de la liberté de choix des électeurs ; amendement n° 107 (étendant le champ d'application de la mesure aux communes comptant plus de 3 500 habitants) ; sous-amendement n° 142 de M. Michel Noir à l'amendement n° 118 de M. Alain Richard (tendant à relever le quota ; 30 p. 100) (p. 4917) : rejeté ; sous-amendement n° 140 de M. Alain Richard à l'amendement n° 118 (imposant un quota du quart dans chaque groupe de douze candidats suivant l'ordre de présentation de la liste) ; sous-amendement n° 119 de Mme Gisèle Halimi à l'amendement n° 118 (disposant que la proportion est appliquée à chaque quart des candidats de la liste) ; sous-amendement n° 139 de M. Emmanuel Aubert (application du quota à chaque tiers des candidats de la liste) ; sous-amendement n° 140 adopté ; en conséquence, amendements n° 119 et n° 139 devenus sans objet ; amendement n° 118, ainsi modifié, adopté par scrutin public (p. 4918).

Article L. 260 du code électoral (*suite*) : amendement n° 107 de Mme Gisèle Halimi : devenu sans objet.

Après l'article 3 (*suite*) : amendement n° 106 de Mme Gisèle Halimi : retiré (p. 4919).

[28 juillet 1982] (p. 4924, 4947) :

Article 4 (*suite*) : **article L. 261 du code électoral** (*circonscriptions électorales*) ; cas de Lyon ; amendement n° 111 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) ; mode de scrutin applicable aux grandes villes ; amendement n° 111 rejeté ; amendements n° 18 de la commission (p. 4925) et n° 80 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément (excluant Lyon du champ d'application de la réforme) : adoptés ; amendement n° 19 de la commission (maintien du sectionnement dans les villes de 3 500 à 30 000 habitants) ; régime électoral distinct en fonction du nombre des élus par chaque section ; amendement n° 137 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (régime applicable aux communes associées) ; sous-amendement n° 138 de M. André Billardon à l'amendement n° 19 (élevant le seuil au-dessus duquel le scrutin proportionnel s'applique) ; bilan de la loi de juillet 1972 ; régime applicable aux communes associées (p. 4926) ; sous-amendement n° 141 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon à l'amendement n° 19 (élevant le seuil au-dessus duquel le scrutin proportionnel s'applique) (p. 4927) ; sous-amendements n°s 138 et 141 adoptés ; sous-amendement n° 143 de M. Jacques Toubon (prise en compte du nombre d'habitants) : retiré ; sous-amendement n° 130 de M. Robert de Caumont (relatif à la représentation des communes associées : élection d'un conseiller suppléant) (p. 4928) : adopté après rectification ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté ; en conséquence, amendement n° 137 de M. Jean-Louis Masson devenu sans objet.

Article L. 262 du code électoral (*mode de scrutin*) : amendement n° 81 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément (instituant un scrutin à un seul tour) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément (instituant un scrutin à un seul tour) (p. 4929) : rejeté.

Article L. 264 du code électoral (*conditions de présentation des candidats au second tour*) : amendement n° 83 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) : **rejeté** ; amendement n° 103 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à ce que seules les deux listes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour puissent se maintenir au second tour) (p. 4930) : rejeté.

Articles L. 264, L. 265, L. 266, L. 267 du code électoral : réservés à la demande du Gouvernement.

Article L. 268 du code électoral (*opérations de vote*) : adopté.

Article L. 269 du code électoral (*opérations de vote*) : amendement n° 49 de M. Serge Charles (cas d'une irrégularité imputable au service de la préfecture) : rejeté.

Article L. 270 du code électoral (*remplacement des conseillers*) : amendements n° 21 de la commission et n° 85 de M. Charles Millon (de coordination concernant le cas de Lyon) ; amendement n° 85 non soutenu (p. 4931) ; amendement n° 21 adopté ; amendement n° 22 de la commission (effet de la constatation par le tribunal administratif de l'inégibilité d'un ou de plusieurs candidats) ; sous-amendement n° 129 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (limitant l'application de l'amendement n° 22 aux candidats n'ayant pas occupé la position de tête de liste) ; risque de manipulation ; sous-amendement n° 129 rejeté (p. 4932) ; amendement n° 22 adopté ;

— article 4 réservé.

Article 5 (*mesure d'ordre*) : adopté.

Chapitre II (*dispositions relatives à l'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales et au vote par procuration*) :

Article 6 (*inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France*) : « cavalier législatif » ; limitation du droit de vote des Français établis hors de France (p. 4933) ; « magouille électorale » (p. 4934) ; amendement n° 23 de la commission (abrogation des deux derniers alinéas de l'article L. 12 du code électoral) ; amendement n° 50 de M. Jean Foyer (tendant à maintenir la possibilité de s'inscrire sur la liste électorale d'une commune de 50 000 habitants avec laquelle on ne possède aucun lien) ; amendement n° 146 de M. Alain Richard (tendant à revenir au régime antérieur à la loi de 1972) (p. 4935) ; vote dans les centres installés dans les consulats ; problème de la participation des Français vivant hors de France aux élections législatives ; amendement n° 23 rejeté ; amendement n° 50 rejeté ; amendement n° 146 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Article 7 (*radiation des listes électorales des Français de l'étranger inscrits en application des deux derniers alinéas de l'article L. 12 du code électoral*) : insuffisance du délai de radiation (p. 4936) ; nécessité d'informer les Français de l'étranger ; date de clôture des inscriptions sur les listes électorales (p. 4937) ; amendement n° 51 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ;

— article 7 adopté.

Article 8 (*limitation à deux du nombre des procurations dont peut disposer un même mandataire*) : amendements n° 52 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon et n° 86 de M. Claude Wolff soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) ; utilité du vote par procuration (p. 4938) ; amendements n°s 52 et 86 rejetés ;

— article 8 adopté.

Chapitre III (*dispositions relatives à l'effectif des conseils municipaux et au nombre des adjoints*) :

Article 9 (*augmentation du nombre des conseillers municipaux*) : disponibilité des élus ; nouvelles responsabilités confiées aux communes (p. 4939) ; caractère utilitariste du texte pour les partis membres de l'union de la gauche (p. 4940) ; amendement n° 12 de M. Louis Maisonnat (modification du nombre des conseillers municipaux selon l'importance de la population communale) : retiré (p. 4941) ; amendement n° 53 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (modification du nombre des conseillers municipaux selon l'importance de la population communale) ; nécessité d'éviter l'accroissement du nombre des conseillers municipaux dans les communes de moins de 3 500 habitants ; amendement n° 24 de la commission (modifiant les effectifs des conseils municipaux des communes de moins de 3 500 habitants) (p. 4942) ; problème de la vacance de sièges (p. 4943) ; amendement n° 53 rejeté ; amendement n° 24 adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 4944).

Article 4 (précédemment réservé) : article L. 264 du code électoral (suite) : réservé.

Examen immédiat de l'article 10 à la demande du rapporteur.

Article 10 (*augmentation du nombre des adjoints*) : nécessité de supprimer la différence entre adjoint réglementaire et adjoint supplémentaire ; changement de l'adjoint en cours de mandat ; amendement n° 13 de M. Louis Maisonnat : retiré (p. 4948) ; prise en compte par le Gouvernement d'ici à la deuxième lecture de la possibilité de donner une délégation à un conseiller municipal qui n'en a pas quand la délégation a été retirée à un adjoint et la possibilité pour le conseil municipal de se prononcer après une élection partielle ; amendements n° 25 de la commission et n° 13 de M. Louis Maisonnat (suppression de la distinction entre adjoint réglementaire et adjoint supplémentaire) ; liberté laissée aux conseils municipaux de fixer le nombre des adjoints dans la limite de 30 p. 100 de l'effectif des conseils ; amendement n° 13 déjà retiré (p. 4949) ; amendement n° 54 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la distinction entre adjoint réglementaire et adjoint supplémentaire) ; amendement n° 61 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (réduction du nombre des adjoints dans les plus petites communes) : retiré ; amendement n° 87 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément (abaissement du nombre des adjoints à 25 p. 100 du nombre total des conseillers) ; amendement n° 127 de M. Adrien Zeller (abaissement du nombre des adjoints à 25 p. 100 du nombre total des conseillers) ; amendements n°s 87 et 127 rejetés ; amendement n° 25 adopté ; amendement n° 54 devenu sans objet ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Chapitre III (*dispositions spéciales aux communes de 5 000 habitants et plus*).

Article 4 (précédemment réservé) : article L. 264 du code électoral (*suite*) : amendement n° 43 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (interdisant aux listes n'ayant pas obtenu 5 p. 100 des suffrages exprimés au premier tour de participer aux fusions et regroupements du second tour) (p. 4951) ; amendement n° 20 de la commission (interdisant aux listes n'ayant pas obtenu 5 p. 100 des suffrages exprimés au premier tour de participer aux fusions et regroupements du second tour) (p. 4952) ; intervention de M. Raymond Forni, président de la commission après l'annonce du scrutin dans le palais (p. 4953) ; amendement n° 43 rejeté par scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ; amendement n° 20 adopté par scrutin public ; sous-amendement n° 125 de M. Adrien Zeller : non soutenu ; amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Philippe Séguin (relatif à la modification de l'ordre de présentation des candidats entre les deux tours) ; amendement n° 69 de M. Philippe Séguin (relatif à la modification de l'ordre de présentation des candidats entre les deux tours) (p. 4954) ; amendement n° 6 retiré ; amendement n° 69 adopté ; amendement n° 44 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (mode d'établissement des listes au second tour : obligation imposée aux listes de faire connaître avant le premier tour de scrutin la ou les listes auxquelles elles accepteraient de s'associer) (p. 4955) : rejeté ; amendement n° 45 de M. Serge Charles (conditions de modification des listes : accord unanime des candidats de la liste) ; amendement n° 70 de M. Philippe Séguin (conditions de modification des listes : accord de la majorité des membres de la liste) (p. 4956) ; amendement n° 68 de M. Jean-Foyer soutenu par M. Emmanuel Aubert (précisant que le mandat est signé par le candidat tête de liste) ; amendement n° 120 de M. Alain Richard (précisant que les candidats ayant figuré sur une même liste au premier tour ne peuvent figurer au second tour que sur une liste) (p. 4957) ; rôle de la « tête de liste » (p. 4958) ; rectification de l'amendement n° 120 par son auteur (p. 4959) ; amendement n° 45 rejeté ; amendement n° 70 rejeté ; amendement n° 68 rejeté ; amendement n° 120 rectifié adopté ; amendement n° 109 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Philippe Séguin (précisant que le mandat devra être enregistré sous forme d'acte authentique) : rejeté.

Article L. 265 du code électoral (*modalités de déclaration des candidatures*) : amendement n° 121 de M. Alain Richard (précisant les pouvoirs du « responsable de liste ») (p. 4960) : adopté ; amendement n° 122 de M. Alain Richard (de conséquence) : indication du sexe de chaque candidat) : adopté ; amendement n° 71 de M. Philippe Séguin (prévoyant la signature des candidats figurant sur la liste modifiée pour le second tour) : adopté ; amendement n° 123 de la commission (relatif à l'obligation de signature des candidats) : adopté.

Article L. 266 du code électoral (*interdiction d'enregistrer une liste où figure un candidat inéligible en vertu de l'article* L. 203) : amendement n° 124 de M. Alain Richard (interdisant l'enregistrement d'une liste au sein de laquelle les candidats de même sexe dépassent la proportion déterminée à l'article L. 260 *bis*) : adopté.

Article L. 267 du code électoral (précédemment réservé) (*délai de dépôt, retrait ou remplacement*) : amendement n° 47 de M. Serge Charles (modifiant le délai de dépôt des candidatures pour le premier tour) : adopté ; amendement n° 72 de M. Philippe Séguin (modifiant le délai de dépôt des candidatures pour le second tour) : retiré ; amendement n° 48 de M. Serge Charles (modifiant le délai de dépôt des candidatures pour le second tour) (p. 4961) : adopté ; amendement n° 84 de M. Claude Wolff (relatif aux conditions de remplacement) : non soutenu ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*effectif du conseil municipal et des adjoints de Lyon*) : amendements n° 26 de la commission, n° 88 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément et n° 98 de M. Jean Foyer soutenu par M. Philippe Séguin (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, l'article 11 est supprimé.

Chapitre IV (*dispositions diverses*) :

Avant l'article 12 : amendement n° 66 de M. Louis Maisonnat (abrogation du troisième alinéa de l'article L. 11 du code électoral permettant l'inscription sur les listes électorales d'une commune à titre de contribuable) ; amendement n° 117 de M. Robert de Caumont (même objet tout en maintenant les situations acquises) (p. 4962) ; problème des résidences secondaires ; cas des zones de montagne (p. 4963) ; amendement n° 66 retiré ; amendement n° 117 retiré ; amendement n° 27 de la commission soutenu par M. Michel Berson (abaissant l'âge d'éligibilité au conseil municipal) ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (abaissant l'âge d'éligibilité au conseil municipal) ; amendement n° 27 adopté ; en conséquence, amendement n° 2 satisfait ; amendement n° 8 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jacques Toubon (conditions d'éligibilité dans les communes associées) : rejeté (p. 4964) ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Alain Richard (limitant l'inéligibilité des fonctionnaires des corps actifs de police) (p. 4965) : adopté ; amendement n° 132 de M. Alain Richard (limitant les cas d'inéligibilité des employés de préfecture) (p. 4966) ; amendement n° 93 de M. François d'Aubert (limitant les cas d'inéligibilité des employés de préfecture) ; amendement n° 132 adopté ; en conséquence, amendement n° 93 devenu sans objet ; amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (relatif au régime d'inéligibilité applicable aux fonctionnaires départementaux) : adopté ; amendement n° 9 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jacques Toubon (régime d'inéligibilité applicable aux agents salariés de la commune) ; sous-amendement n° 134 de M. Philippe Séguin (inéligibilité des agents salariés des associations dont plus de la moitié des ressources proviennent des subventions de la commune) (p. 4967) : rejeté ; amendement n° 9 rejeté : amendement n° 94 de M. François d'Aubert (régime d'inéligibilité applicable aux chefs des

services départementaux de l'Etat) (p. 4968) : rejeté ; amendement n° 95 de M. François d'Aubert (inéligibilité des ingénieurs en chef, ingénieurs principaux et ingénieurs principaux des travaux du génie rural, des eaux et forêts) : retiré ; amendement n° 133 de M. Alain Richard (relatif au régime d'incompatibilité applicable aux fonctionnaires des corps actifs de police ayant le grade d'officier de paix) : retiré ; amendement n° 91 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (abrogation du quatrième alinéa de l'article L. 238 du code électoral interdisant la présence dans le même conseil municipal de deux alliés directs) ; amendement n° 149 du Gouvernement (suppression de l'interdiction faite au conjoint de siéger dans les conseils municipaux) ; amendement n° 29 de la commission (visant à assouplir les règles interdisant aux membres d'une même famille d'être simultanément membres du même conseil municipal) (p. 4969) ; amendement n° 149 retiré ; amendement n° 91 rejeté par scrutin public ; amendement n° 29 rejeté ; amendement n° 73 de M. Philippe Séguin (modifiant la date à laquelle a lieu le deuxième tour de scrutin) : retiré ; amendement n° 7 de M. François Grussenmeyer (inapplication du système de sectionnement électoral aux communes associées) (p. 4970) : rejeté ; amendement n° 144 du Gouvernement (précisant que le nombre des conseillers est proportionnel au chiffre de la population municipale) : adopté ; amendement n° 116 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Germain Gengenwin (procédure de délimitation des sections électorales) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Philippe Séguin (abrogation du premier alinéa de l'article L. 122-8 du code des communes concernant les incompatibilités) : retiré ; amendement n° 148 de M. Emmanuel Aubert (relatif à la situation des adjoints) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (modalités d'élection du maire délégué dans les communes associées) : adopté (p. 4971) ; amendement n° 11 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jacques Toubon (mode de passation des marchés dans les communes de moins de 10 000 habitants) ; irrecevabilité opposée par la commission des lois ; amendement n° 11 déclaré irrecevable après consultation de l'assemblée en application de l'article 98, alinéa 5, du règlement.

Article 12 (*délégués des communes pour les élections sénatoriales*) : amendement n° 135 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 62 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (proposant que le maire de la commune figure obligatoirement parmi les délégués) : rejeté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*modification du tableau des secteurs pour l'élection du conseil municipal de Lyon*) : amendements n° 110, n° 104 et n° 115 retirés par M. Jacques Toubon (p. 4972) ; amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 13 et tableau annexé supprimés.

Article 14 (*abrogation des articles* L. 226 *et* L. 234 *du code électoral et des tableaux annexés à ce code relatifs au découpage en secteurs de Nice et de Toulouse*) : amendement n° 59 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (abrogation du seul article L. 226 du code électoral relatif au nombre des conseillers municipaux dans les communes sinistrées) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 14.

Article 15 (*exclusion de Paris et de Marseille du champ d'application du régime électoral fixé par le projet de loi*) : ambiguïté du régime électoral applicable à Paris, Lyon et Marseille (p. 4973) ; amendement n° 60 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : retiré ; amendement n° 147 du Gouvernement (relatif au régime électoral applicable à Paris, Marseille et Lyon) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 15.

Amendements n° 31 de la commission, n° 89 de M. Charles Millon : devenus sans objet.

Article 16 (*application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte des dispositions sur le vote des Français établis hors de France*) : adopté.

Article 17 (*entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 136 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté (p. 4974).

Explications de vote [28 juillet 1982] (p. 4974) :

Vote favorable du groupe communiste : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 4975).

Vote favorable du groupe socialiste : *Richard* (*Alain*) (p. 4975).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Foyer* (*Jean*) (p. 4976).

Vote hostile du groupe U. D.F. : *Brocard* (*Jean*) (p. 4975).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 4977).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 octobre 1982] (p. 6014) :

Fonctionnement des commissions mixtes paritaires : *Forni* (*Raymond*) (p. 6016).

Listes bloquées et panachage : *Forni* (*Raymond*) (p. 6016) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 6016) ; *Richard* (*Alain*) (p. 6018).

Principe d'un scrutin à deux tours : *Poperen* (*Jean*) (p. 6015) ; *Millon* (*Charles*) (p. 6017).

Répartition des sièges : *Poperen* (*Jean*) (p. 6015) ; *Richard* (*Alain*) (p. 6018).

Résidences secondaires : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6017) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 6018).

Sectorisation : *Richard* (*Alain*) (p. 6019).

Seuil démographique d'application du nouveau mode de scrutin : *Poperen* (*Jean*) (p. 6015-6018) ; *Courrière* (*Raymond*) (p. 6015) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 6015) ; *Millon* (*Charles*) (p. 6016-6017) ; *Richard* (*Alain*) (p. 6018).

Discussion des articles [20 octobre 1982] (p. 6019) ;

Article 2 : conséquences du panachage ; amendement n° 1 de la commission (rétablissant le seuil de 3 500 habitants) (p. 6019) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 2 de la commission (rétablissant le seuil de 3 500 habitants) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *bis* supprimé par le Sénat (p. 6020).

Article 4 : amendement n° 3 de la commission (rétablissement du seuil démographique de 3 500 habitants) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : principe d'un scrutin de liste à deux tours sans panachage) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au quota féminin) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (relatif à l'élection des conseillers municipaux dans les sections) ; sous-amendement n° 30 de M. Alain Richard (prévoyant un seuil alternatif en nombre d'habitants s'il s'agit d'une commune associée et en nombre d'électeurs s'il s'agit d'une section de commune) (p. 6022) : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 7 de la commission (précisant le mécanisme de répartition des sièges) ; sous-amendement n° 26 du Gouvernement (rédactionnel) : « truc age électoral » (p. 6023) ; sous-amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 8 de la commission (relatif à la répartition des sièges au deuxième tour) ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (de précision) (p. 6024) : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : relatif au deuxième tour de scrutin : seuil, modification de liste) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (relatif aux déclarations de candidature) (p. 6025) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (rétablissement de la disposition adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale relatif aux conditions d'enregistrement des listes) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux déclarations de candidature) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (relatif aux conditions d'inéligibilité) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6026) ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) relatif aux conditions d'inscription des Français établis hors de France) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 6

Article 7 : amendement n° 16 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 6027).

Article 9 : amendement n° 17 de la commission (rétablissant le tableau figurant à l'article 9 dans la forme adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté ;

Article 10 : amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au nombre des adjoints aux maires) : adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 122-11 du code des communes) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 12 B supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (relatif aux conditions d'incompatibilité des fonctions de conseiller municipal avec celles de fonctionnaire des corps actifs de police) ; amendement n° 29 du Gouvernement (même objet) (p. 6028) ; amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 29 : adopté ; en conséquence, article 12 B ainsi rétabli.

Article 12 C supprimé par le Sénat : incompatibilité entre membres d'une même famille ; discrimination à l'encontre des couples mariés ; amendement n° 25 de Mme Denise Cacheux (visant à supprimer l'incompatibilité existant pour les candidatures des conjoints) (p. 6029) ; sous-amendement n° 32 de M. Raymond Forni (relatif aux conditions d'inéligibilité des personnels de préfecture) : adopté après rectification ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'article 12 C est ainsi rétabli.

Article 12 D supprimé par le Sénat : amendement n° 31 de M. Robert de Caumont (visant à limiter l'application des dispositions de l'article 11, alinéa 3, du code électoral relatif à la capacité d'inscription sur les listes liée à l'inscription sur le rôle de l'une des contributions directes communales) (p. 6030) ; multiplication des résidences secondaires ; problème des conseillers forains (p. 6031) ; amendement n° 31 : retiré ; en conséquence, article 12 D demeure supprimé.

Article 12 E : amendement n° 20 de la commission (tendant à prévoir dans les communes associées l'élection d'un conseiller suppléant) : adopté ;

— article 12 E, ainsi complété, adopté.

Article 12 G supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (visant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ; en conséquence, l'article 12 G est ainsi rétabli.

Article 12 H : amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, article 12 H supprimé.

Article 12 : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 6032) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (relatif au nombre de délégués élus par les conseils municipaux dans les communes de moins de 9 000 habitants) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 14 : adopté.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe communiste : *Maisonnat* (*Louis*) (p.6033).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 6033).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 6033).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 octobre 1982] (p. 6126) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Poperen* (*Jean*) (p. 6126) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 6126).

Texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture :
Article 2.
Article 3 (p. 6126).
Article 4 (p. 6127).
Article 6.
Article 7.
Article 9.
Article 10.
Article 12 B.
Article 12 C.
Article 12 D (suppression conforme).
Article 12 E.
Article 12 G.
Article 12 H (supprimé).
Article 12.
Article 14 (conforme).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6128).

17. — Proposition de loi organique n° 1036 tendant à interdire certains **cumuls de mandats électifs.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 juillet 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (23 septembre 1982).

18. — Projet de loi n° 1128 portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à **l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 octobre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 6 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen (7 octobre 1982). — Rapport n° **1150** (14 octobre 1982). — Discussion les 20, 21 et 23 octobre 1982. — Adoption le 23 octobre 1982. — Projet de loi n° **257.**

Sénat (première lecture), n° **63** (1982-1983), dépôt le 26 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport n° **89** (1982-1983) (10 novembre 1982). — Discussion le 18 novembre 1982. — Adoption le 18 novembre 1982. — Projet de loi n° **41** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Bu eau [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Raymond Forni. — Rapport n° **1239** (23 novembre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport n° **102** (1982-1983) (23 novembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1232**, dépôt le 19 novembre 1982. — *Renvoi à la commission* des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1270** (2 décembre 1982). — Discussion le 9 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 9 décembre 1982. — Projet de loi n° **280.**

Sénat (deuxième lecture) n° **138** (1982-1983), dépôt le 10 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel ,du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport n° **144** (1982-1983) (14 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 15 décembre 1982. — Projet de loi n° **49** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **1306**, dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen. — Rapport n° **1310** (16 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Adoption définitive le 17 décembre 1982. — Projet de loi n° **289.**

Loi n° 82-1170 du 31 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 1er janvier 1983 (p. 12).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale (voir Communes 9).

Discussion des articles [23 octobre 1982] (p. 6277).

Article 1er (*nombre des secteurs et des conseillers municipaux*) : intervention de M. Gilbert Gantier pour regretter n'y ait pas de discussion générale sur ce projet alors que, au Sénat, deux discussions générales sont prévues ; « loi

magouille » ; élection par un même bulletin de deux catégories d'élus : conseillers municipaux et conseillers d'arrondissement ; inégalité : vote par arrondissement à Paris et à Lyon et par secteurs à Marseille (p. 6277) ; maintien de l'unicité de la collectivité municipale (p. 6278) ;

— article 1er, adopté par scrutin public.

Article 2 (*modalités de renouvellement*) : adopté.

Article 3 (*modification du chapitre IV du titre IV du Livre 1er du code électoral*) : conditions d'éligibilité applicables aux conseillers d'arrondissement ; cas des officiers municipaux de la Ville de Paris (p. 6279-6280-6281) ;

— article 3, adopté.

Article 4 (*modification de l'article L. 238 du code électoral*) : quota réservé aux femmes et élection des conseils d'arrondissement ;

— article 4, adopté (p. 6282).

Article 5 (*modification des tableaux 2, 3 et 4, annexés au code électoral*) : découpage de Paris ; propositions des groupes U.D.F. et R.P.R. d'appliquer le système de la proportionnelle avec deux correctifs prenant en compte la situation particulière du premier arrondissement de Paris (p. 6283) ; amendement n° 3 de M. Alain Billon (modification de la répartition de sièges au conseil de Paris) ; amendement n° 5 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) (p. 6284) ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 5 : devenu sans objet ; amendements n° 6 et n° 7 de M. Jean-Claude Gaudin (tendant à découper Marseille en autant de secteurs qu'il y a d'arrondissements) (p. 6285) : adoptés ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 4 de M. Raymond Forni soutenu par M. Alain Richard (précisant les conditions d'inégibilité des officiers municipaux) ; sous-amendement n° 8 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à éviter l'inégibilité des officiers municipaux aux conseils d'arrondissement de Paris) ; sous-amendment n° 11 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (limitant l'inégibilité des officiers municipaux à l'arrondissement où ils exercent leurs fonctions) ; sous-amendement n° 10 de M. Claude Labbé soutenu par M. Jacques Toubon (inéligibilité au conseil d'arrondissement des officiers municipaux élus suppléants de conseillers de Paris avant leur désignation comme officiers municipaux (p. 6287) ; sous-amendement n° 11 : rejeté ; sous-amendement n° 8 : rejeté ; sous-amendement n° 10 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté.

Article 6 (*date d'entrée en vigueur de la loi*) : adopté.

Explications de vote (p. 6288).

Vote favorable du groupe socialiste : *Quilès* (*Paul*) (p. 6288).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 6289).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 6289).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 6290).

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1982] (p. 8198).

Article 2 : réservé jusqu'après le vote de l'article 3.

Article 3 : amendement n° 1 de la commission soutenu par M. Bertrand Delanoë (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) ; sous-amendement n° 6 du Gouvernement (élections partielles dans le cas où un conseil d'arrondissement a perdu plus du tiers de ses membres) : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié, adopté.

— ce texte devient l'article 3 (p. 8198).

Article 2 précédemment réservé : amendement n° 5 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

— article 2, supprimé.

Article 5 et tableaux annexés : découpage de la ville de Marseille en secteurs électoraux ; possibilité d'instituer des mairies d'arrondissement à Marseille ; proposition du Sénat relative à cette ville (p. 8199) ; nombre de sièges à Paris ; découpage électoral des secteurs de Marseille ; amendement n° 2 de la commission soutenu par M. Bertrand Delanoë (rédaction du tableau n° 2 annexé relatif aux secteurs pour l'élection des membres du conseil de Paris) : adopté ; en conséquence, nouvelle rédaction du tableau 2 annexé ; amendement n° 3 de la commission soutenu par M. Bertrand Delanoë (rédaction du tableau 4 annexé relatif aux secteurs pour les conseillers municipaux de Marseille) : adopté ; en conséquence, nouvelle rédaction du tableau 4 annexé ;

— article 5 et tableaux annexés, ainsi modifiés, adoptés.

Article 5 *bis* (supprimé par le Sénat) : découpage des secteurs de la ville de Lyon ; vote par arrondissement à Lyon (p. 8200) ; amendement n° 4 de la commission soutenu par M. Bertrand Delanoë (inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris et aux conseils d'arrondissement de Paris) ; amendement n° 7 du Gouvernement (inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris au titre du secteur correspondant à l'arrondissement où ils exerçaient leurs fonctions et au conseil de cet arrondissement) ; sous-amendement n° 8 de M. Jacques Marette soutenu par M. Jean Tiberi (inéligibilité ne s'appliquant pas à des officiers municipaux devenus conseillers de Paris depuis moins d'un an au jour du scrutin municipal) ; sous-amendement n° 9 de M. Jacques Marette, soutenu par M. Jean Tiberi (inéligibilité ne s'appliquant pas aux suppléants de conseillers de Paris élus antérieurement à leur nomination comme officiers municipaux) ; observations critiques de M. Claude Estier sur le sous-amendement n° 8 de M. Jacques Marette visant le cas du suppléant de ce dernier ; amendement n° 4 rejeté (p. 8201) ; possibilité de décider d'une incompatibilité pour les officiers municipaux susceptibles de devenir conseillers de Paris ; progrès réalisé en faveur des officiers municipaux par rapport au régime antérieur ; rétroactivité des dispositions prévoyant une inéligibilité lors de la création d'une institution ; exemple des projets de loi sur la Corse ; sous-amendements n°s 8 et 9 : rejetés ; amendement n° 7 : adopté ;

— en conséquence, l'article 5 *bis* est ainsi rétabli.

Explications de vote (p. 8202).

Améliorations apportées au texte : *Tiberi* (*Jean*) (p. 8202) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 8202).

Inéligibilité des officiers municipaux : *Tibéri* (*Jean*) (p. 8202).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Tibéri* (*Jean*) (p. 8202).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1982] (p. 8480) :

Attitude du Sénat : *Rouquette* (*Roger*) (p. 8480).

Echec de la commission mixte paritaire : *Rouquette* (*Roger*) (p. 8480).

Explications de vote :

Atteinte aux principes de l'autonomie et de l'unité communales : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8481) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8481, 8482).

Décentralisation : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8481),

Opportunité politique des textes relatifs à Paris, Marseille et Lyon : *Toubon* (*Jacques*) (p. 8481) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 8481) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 8481).

Vote hostile du groupe R. P. R. et du groupe U. D F : *Toubon* (*Jacques*) (p 8481).

Vote positif du groupe communiste : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 8481).

Vote positif du groupe socialiste : *Estier* (*Claude*) (p. 8481).

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon : suspension de séance ; absence d'égalité de traitement entre la majorité et l'opposition (p. 8482).

19. — Projet de loi n° 1198 modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 novembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer. — Urgence déclarée le 2 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roch Pidjot (4 novembre 1982). — Rapport **n° 1244** (25 novembre 1982). — Discussion le 25 novembre 1982. — Adoption le 25 novembre 1982. — Projet de loi **n° 270.**

Sénat (première lecture), **n° 112** (1982-1983), dépôt le 26 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et

d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° 125 (1982-1983) (7 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Adoption le 15 décembre 1982. — Projet de loi **n° 47** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 1300**, dépôt le 15 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roch Pidjot. — Rapport **n° 1308** (16 décembre 1982). — Discussion le 17 décembre 1982. — Adoption définitive le 17 décembre 1982. — Projet de loi **n° 290.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 12 janvier 1983 (*J. O.* du 13 janvier 1983) (p. 306). — Conforme en totalité. **Loi n° 83-27 du 19 janvier 1983** publiée au *J. O.* du 20 janvier 1983 (p. 378).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 novembre 1982] (p. 7678) :

Adaptation aux territoires d'outre-mer de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7682).

Application aux territoires d'outre-mer de la loi du 19 novembre 1982 modifiant le code électoral et le code des communes : *Pidjot* (*Roch*) (p. 7678).

Centre d'expérimentation du Pacifique : *Toubon* (*Jacques*) (p. 7681).

Extension du scrutin proportionnel à Nouméa et mode de scrutin en Nouvelle-Calédonie : *Pidjot* (*Roch*) (p. 7678) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 7679) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 7681) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7682).

Indépendantistes : *Lafleur* (*Jacques*) (p. 7679) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7684).

Maires délégués : *Rouquet* (*René*) (p. 7679) ; *Salmon* (*Tutaha*) (p. 7680) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7683).

Mode de scrutin en Polynésie : *Pidjot* (*Roch*) (p. 7678) ; *Rouquet* (*René*) (p. 7679) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 7679) ; *Salmon* (*Tutaha*) (p. 7680) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7682, 7683).

Ordonnances relatives aux territoires d'outre-mer ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 7679) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 7680) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 7681).

Projet de loi statutaire : *Salmon* (*Tutaha*) (p. 7680).

Recensement de la population des territoires d'outre-mer : *Salmon* (*Tutaha*) (p. 7680) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7683).

Discussion des articles [25 novembre 1982] (p. 7684) :

Article 1er (*extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française de dispositions électorales nouvelles autres que celles relatives au mode de scrutin*) : amendement n° 1 de la commission (complétant les références de la loi dont les dispositions sont partiellement étendues aux territoires d'outre-mer) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*extension du scrutin de liste proportionnelle à Nouméa ; sectionnement électoral*) : amendement n° 4 de M. Jacques Lafleur soutenu par M. Jacques Toubon (maintien du régime électoral applicable aux communes de Nouvelle-Calédonie de moins de 3 500 habitants) ; transfert de querelles partisanes dans les départements et territoires d'outre-mer ; mode de scrutin en Nouvelle-Calédonie et à Nouméa ; opposition du Gouvernement et de la commission à l'amendement n° 4 ; indépendance canaque ; accord ou désaccord entre M. Jacques Toubon et M. Tutaha Salmon (p. 7685) ; amendement n° 4 rejeté (p. 7686) ; amendement n° 5 de M. Jacques Lafleur soutenu par M. Jacques Toubon (application du régime électoral des communes de plus de 3 500 habitants de la métropole aux communes de plus de 10 000 habitants de Nouvelle-Calédonie) ; différence entre les petites et les grandes communes ; amendement n° 5 rejeté ; amendement n° 6 de M. Jacques Lafleur soutenu par M. Jacques Toubon (distribution des sièges réservés aux listes ayant recueilli un nombre de suffrages au moins égal à 7,5 p. 100 du nombre des inscrits) : retiré ; amendement n° 2 de la commission (distribution des sièges réservés aux listes ayant recueilli un nombre de suffrages au moins égal à 5 p. 100 du nombre des suffrages exprimés) ; abstention du groupe communiste : amendement n° 2 adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 7686).

Article 3 (*extension du mode de scrutin applicable aux communes de 3 500 habitants et plus en métropole aux communes de 10 000 habitants et plus de la Polynésie française*) : avis défavorable à cette disposition de l'assemblée territoriale de Polynésie ; amendement n° 3 de la commission (tendant à maintenir le mode de scrutin actuellement en vigueur en Polynésie) ; accord ou désaccord entre M. Jacques Toubon et Tutaha Salmon ; **rappel au règlement** de M. Jean Foyer ; interpellation d'un député par un membre du Gouvernement interdite par le règlement ; caractère « politiquement inadmissible » du projet de loi ; **rappel au règlement** de M. Tutaha Salmon ; rappelle qu'il est favorable à l'avis de l'assemblée territoriale (p. 7687) ; avis favorable du Gouvernement à l'amendement ; attitude contradictoire du groupe R. P. R. ; avis de l'assemblée territoriale (p. 7687) ; avis favorable du Gouvernement à l'amendement ; attitude contradictoire du groupe R.P.R. ; avis de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie défavorable aux ordonnances ; amendement n° 3 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 4 (*régime des communes associées en Polynésie*) ;

— article 4 adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 7688).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1982] (p. 8482) :

Améliorations apportées au texte par le Sénat : *Pidjot* (*Roch*) (p. 8482).

Conditions d'expression du suffrage : *Pidjot* (*Roch*) (p. 8482).

Scrutin proportionnel : *Pidjot* (*Roch*) (p. 8482).

Discussion des articles [17 décembre 1982] (p. 8483) :

Article 1er : souci du Sénat d'éviter une redondance ; conformité de vues entre le Sénat et l'Assemblée ; dispositions permettant aux populations de participer au scrutin ;

— *article* 1er, adopté (p. 8483).

Article 2 : adopté.

Article 4 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8483).

20. — Proposition de loi constitutionnelle n° 1317 tendant à modifier l'**article 11 de la Constitution**, en vue d'étendre la possibilité de recours à la **procédure du référendum.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 16 décembre 1982 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Etat* **1.**
Français **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.

ELECTIONS LEGISLATIVES

Voir *Pétitions* **67.**

ELECTIONS MUNICIPALES

Voir *Collectivités locales* **1.**
Questions au Gouvernement **195, 204.**
Villes nouvelles **2.**

Préparation des —
Voir *Questions orales sans débat* **276.**

Quota féminin.
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

ELECTIONS PARTIELLES

Voir *Rappels au règlement* **279, 280.**

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Voir *Pétitions* **18.**

ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES

Voir *Sécurité sociale* **11.**
Travail **8.**

ELECTIONS REGIONALES

Voir *Collectivités locales* **1.**
Questions au Gouvernement **195, 204.**

ELECTIONS SENATORIALES

Voir *Français* **4.**

ELECTRICITE DE FRANCE (E.D.F.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement ; Recherche et industrie, énergie.
Questions au Gouvernement **391.**
Questions orales sans débat **263.**

Centrales

Voir *Questions orales sans débat* **177.**

ELECTRICITE ET GAZ

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

ELECTRIFICATION

Voir *Collectivités locales* **7.**

ELECTRONIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; Recherche et industrie, énergie.
Recherche scientifique et technique **1.**

ELEVAGE

1. — Rapport d'information n° 1173 déposé en application de l'article 145 du règlement par Mme Nelly Commergnat, au nom de la commission de la production et des échanges sur **l'élevage du cheval en France et ses débouchés** le 26 octobre 1982.

Voir *Agriculture* **8,** articles 14, 15 et 16.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; Départements et territoires d'outre-mer.
Questions orales sans débat **192.**

ELF AQUITAINE (E.R.A.P.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

ELUS LOCAUX (statut)

Voir *Collectivités locales* **7.**

ELOGES FUNEBRES

I. — Députés.

Hommage rendu à la mémoire de Georges Gosnat, député du Val-de-Marne : M. Louis Mermaz, président [2 juin 1982] (p. 2862, 2863) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre (p. 2863).

II. — Anciens députés.

Hommage à la mémoire du président Pierre Mendès-France : M. Louis Mermaz, président ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre [20 octobre 1982] (p. 6038, 6039).

III. — Personnalités.

Hommage à la mémoire du président Léonid Brejnev : M. Martin Malvy, vice-président ; M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T. [12 novembre 1982] (p. 7050).

EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES (taxe communale)

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

EMPLOI

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **10.**
Lois de finances **5,** discussion générale.
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale ; deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale; Travail, santé, emploi. — III : Travail, emploi. Economie et finances. — I : Charges communes.
Motions de censure **7.**
Questions au Gouvernement **264.**
Questions orales sans débat **246.**

Comités locaux de l'—

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, santé, emploi. — III : Travail, emploi ; Plan et aménagement du territoire.
Questions orales sans débat **246.**

Politique de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **376, 379.**
Questions orales sans débat **278.**

Prime à la création nette d'—

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

Service public de l'—

Voir *Corse* **4.**

EMPLOI ET ACTIVITE

3. — Proposition de loi n° 885 tendant à supprimer un obstacle majeur au développement de **l'emploi dans les petites entreprises.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Besson (17 juin 1982).

Voir *Entreprises* **13.**
Handicapés **5.**
Lois de finances **6,** article 68 ; (deuxième partie), Services du Premier ministre (droits de la femme).
Politique économique et sociale **3.**

EMPLOIS D'INITIATIVE LOCALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi. — III : Travail, emploi.

EMPLOIS PUBLICS ET D'UTILITE COLLECTIVE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives.

EMPLOIS RESERVES

Voir *Questions au Gouvernement* **431.**
Service national **10.**

EMPRUNTS

Voir *Questions au Gouvernement* **419.**

ENERGIE

3. — Proposition de résolution n° 1037 tendant à à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier des conditions de valorisation des **ressources minières françaises.** — Dépôt à l'*Assemblée nationale* le 21 juillet 1982, par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,

de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (7 octobre 1982). — Rapport n° **1162** (21 octobre 1982).

Voir *Agriculture* **4.**
Brésil **1.**
Collectivités locales **7.**
Corse **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie, énergie ; Urbanisme et logement.
Questions au Gouvernement **193, 202, 359.**
Questions orales sans débat **177, 258.**

Economies d'—

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie ; Urbanisme et logement.

Nucléaire

Voir *Lois de finances* **6,** article 60 ; (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.
Questions au Gouvernement **391, 394.**
Questions orales sans débat **198.**

ENERGIES NOUVELLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

ENFANCE (aide à l' —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

ENFANTS

3. — Proposition de loi n° 434 tendant à la création du **parrainage éducatif.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Bernard Stasi (14 avril 1982).

4. — Proposition de loi n° 795 tendant à compléter l'article L. 211-6 du code du travail afin d'assurer une meilleure **protection des enfants utilisés par les entreprises de photographies publicitaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Antoine Gissinger. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Antoine Gissinger (6 mai 1982).

5. — Proposition de loi n° 1003 tendant à instituer une **participation patronale à la construction et au fonctionnement des crèches.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Retrait le 21 septembre 1982.

6. — Proposition de loi n° 1005 tendant à instituer l'**égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière d'autorité parentale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Jean-Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (23 septembre 1982).

7. — Proposition de loi n° 1114 tendant à instituer une **participation patronale à la construction et au fonctionnement des crèches.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre ; Droits de la femme.
Questions au Gouvernement **310.**
Traités et conventions **40, 41, 63.**

Audiovisuel et protection des —

Voir *Audiovisuel* **1.**
Questions orales sans débat **232.**

ENQUETE PUBLIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

ENSEIGNANTS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

Suppléance des —

Voir *Questions orales sans débat* **281.**

ENSEIGNEMENT

3. — Proposition de loi n° 212 relative à la **gratuité** et à l'**aide sociale en matière scolaire et universitaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Brunhes (22 avril 1982).

6. — Proposition de loi n° 800 d'orientation sur l'enseignement de l'histoire. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par MM. Claude Labbé et Bernard Pons. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bruno Bourg-Broc (6 mai 1982).

7. — Proposition de loi n° 976 tendant à lutter contre la **discrimination raciste et sexiste dans les manuels scolaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. André Delehedde et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. André Delehedde (1er juillet 1982).

8. — Rapport d'information n° 954 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Guy-Michel Chauveau au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les **écoles militaires** [16 juin 1982].

Voir *Langues étrangères* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Education nationale.
Questions au Gouvernement **221, 350, 353.**

Agricole privé

Voir *Questions au Gouvernement* **373.**

ETABLISSEMENTS

Voir *Questions orales sans débat* **205.**

Horaires scolaires

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.
Pétitions **146.**

Pré-élémentaire

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

Rentrée scolaire

Voir *Questions au Gouvernement* **353, 354.**
Questions orales sans débat **269.**

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ELEMENTAIRE

2. — Proposition de loi n° 1348 tendant à répartir entre les communes d'origine des élèves les **frais de fonctionnement des écoles primaires et maternelles** de l'enseignement public et de l'enseignement privé. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ENSEIGNEMENT PRIVE

2. — Projet de loi n° 917 relatif au **régime de retraite** de certains **maîtres de l'enseignement privé intégrés dans l'enseignement public.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 juin 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Proveux (10 juin 1982).

3. — Proposition de loi n° 1253 tendant à élargir les conditions d'application de l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 aux **personnels enseignants dans des établissements d'enseignement privé.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. André Audinot. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 1361 tendant à préciser les modalités de **financement des établissements privés sous contrat d'association.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Etienne Pinte. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.
Questions au Gouvernement **232, 475.**

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1. — Proposition de loi n° 297 tendant au développement de **l'éducation sexuelle.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Brunhes (22 avril 1982).

Voir *Questions au Gouvernement* **350.**
Questions orales sans débat **137, 182.**

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **11.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Education nationale.
Professions et activités médicales **6.**
Questions au Gouvernement **265.**

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.
Questions au Gouvernement **353.**
Questions orales sans débat **140.**

« ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE » (fondation)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

ENTRAIDE PROFESSIONNELLE DES INDUSTRIES DE METAUX

Voir *Questions au Gouvernement* **348.**

ENTREPRISE COMSIP

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

ENTREPRISES

1. — Proposition de loi n° 21 relative à la promotion des **petites et moyennes entreprises.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 21 septembre 1982.

10. — Proposition de loi n° 629 tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 et le décret n° 67-120 du 22 décembre 1967 relatifs aux organes de la **prévention et du traitement des difficultés des entreprises.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Charles Millon (28 janvier 1982).

11. — Projet de loi n° 765 relatif à la mise en harmonie des **obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés** avec la quatrième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 avril 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon (22 avril 1982). — Rapport n° **956** (17 juin 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **244.**

Sénat (première lecture) n° **27** (1982-1983), dépôt le 12 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur: M. Etienne Dailly. — Rapport n° **118** (1982-1983) (2 décembre 1982). — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption le 20 décembre 1982. — Projet de loi n° **63** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), dépôt le 21 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 octobre 1982] (p. 5564) :

Absence de tableau de financement et notion de « situation financière » : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5565) ; *Badinter (Robert)* (p. 5566).

Amortissements : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5564).

Annexes : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5564).

Arrêt des comptes par les dirigeants de la société : *Lauriol (Marc)* (p. 5567, 5568).

Commissaires aux comptes : *Lauriol (Marc)* (p. 5568).

Compte de résultat : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5564).

« Coût historique » : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5564) ; *Lauriol (Marc)* (p. 5567).

Interférences entre les règles comptables et les règles fiscales : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5565) ; *Lauriol (Marc)* (p. 5567).

Notion « d'image fidèle » : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5564) ; *Badinter (Robert)* (p. 5566) ; *Lauriol (Marc)* (p. 5567).

Période transitoire : *Millon (Charles)* (p. 5566).

Plan comptable : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5564) ; *Badinter (Robert)* (p. 5566).

Réévaluation des bilans : *Lauriol (Marc)* (p. 5567).

Sociétés dotées de filiales — Consolidation des comptes : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5565) ; *Badinter (Robert)* (p. 5566).

Discussion des articles [7 octobre 1982]* (p. 5570).

Chapitre Ier : *dispositions applicables aux commerçants :*

Article 1er (*modification de l'intitulé du titre II du code du commerce* : « *de la comptabilité des commerçants* ») : adopté.

Article 2 (*articles 8 à 12 du code du commerce : définition des règles comptables applicables à tous les commerçants*) : amendement n° 1 de la commission (modifiant la rédaction proposée pour l'article 8 du code de commerce afin que les dispositions relatives à la régularité et à la sincérité des comptes annuels ainsi qu'à « l'image fidèle » soient insérées dans l'article 9 du code de commerce qui définit le contenu des nouveaux documents annuels) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (précisant que les comptes annuels : bilan, compte de résultat et annexes sont indissociables) : adopté ; amendement n° 24 de M. Pierre Bourguignon (caractère explicatif de l'annexe) : adopté (p. 5570) ; amendement n° 3 de la commission (visant à regrouper dans l'article 9 du code du commerce les dispositions proposées pour les articles 341 et 341-1 de la loi du 24 juillet 1966) ; sous-amendement n° 17 de M. Claude Wolff (substitution de la notion « d'image fidèle » à la notion de « sincérité ») ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (de précision rédactionnelle) ; sous-amendement n° 17 : rejeté ; sous-amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 18 de M. Charles Millon (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article 11 du code du commerce relatif à la production en justice d'une comptabilité irrégulière) (p. 5571) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *dispositions applicables aux sociétés commerciales :*

Article 3 (*articles 340 et 341, articles 341-1 à 341-4 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966 : obligations comptables des sociétés commerciales*) : amendement n° 4 de la commission (de forme) (p. 5572) ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; sous-amendement n° 29 de la commission (d'harmonisation) ; sous-amendement n° 26 de M. Charles Millon (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 29 adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3 ; amendement n° 19 de M. Charles Millon devenu sans objet.

Article 4 (*articles 342-1 à 342-5 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966 : règles d'évaluation des éléments d'actifs* : amendement n° 20 de M. Charles Millon (relatif à l'évaluation des éléments d'actifs immobilisés) (p. 5573) : adopté ; amendement n° 21 de M. Charles Millon (proposant que lorsque la valeur d'un élément de l'actif est inférieur à sa valeur nette comptable, celle-ci soit ramenée à la valeur de cet élément et non à la valeur d'inventaire) : retiré ; amendement n° 22 de M. Charles Millon (de précision relatif au principe de prudence) : adopté (p. 5574) ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*article* 343 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *délai d'amortissement des frais d'établissement de la société*) : adopté.

Article 6 (*articles* 16, 56, 168, 228 *de la loi du* 24 *juillet* 1960 : *coordination terminologique*) : amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence au principe de prudence) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (insertion dans le texte proposé pour l'article 228 du principe selon lequel les commissaires aux comptes s'assurent que l'égalité a été respectée entre les actionnaires) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*articles* 157, 446, 484-1, 485 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *coordination terminologique*) : amendement n° 8 de la commission (mise en ordre de caractère formel) (p. 5575) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 7.

Article 8 (*articles* 68, 69, 217-2, 237, 241, 417, 428, 459 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *coordination terminologique*) : amendement n° 9 de la commission (tendant à corriger une erreur de référence) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*article* 344 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *définition du bénéfice net*) : adopté.

Article 10 (*article* 346 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *bénéfice distribuable*) : amendement n° 10 de la commission (substitutions des termes « capitaux propres » aux termes « actif net ») : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*articles* 413, 425-3, 428, 435-2, 439, 444-5 et 487-2 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *délit de bilan inexact et délit de non-présentation de comptes sociaux*) : amendement n° 11 de la commission (visant à maintenir la distinction entre les deux catégories de délits : délits matériels et délit intentionnels) (p. 5576) : adopté ; amendement n° 12 de M. Pierre Bourguignon (relatif à la définition des incriminations) : adopté ; amendement n° 25 de M. Pierre Bourguignon (relatif à la définition des incriminations) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (relatif à la définition des incriminations) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (relatif à la définition des incriminations) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *dispositions applicables aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne :*

Article 12 (*article* 11 *de la loi n°* 70-1300 *du* 31 *décembre* 1970 : *coordination terminologique*) : adopté.

Article 13 (*article* 18 *de la loi n°* 70-1300 *du* 31 *décembre* 1970 : *coordination terminonolgique*) : adopté.

Chapitre IV : *dispositions diverses :*

Article 14 (*article* 46 *de l'ordonnance n°* 67-820 *du* 23 *septembre* 1967 : *coordination terminologique*) : adopté.

Article 15 (*conservation des pièces d'origine en matière fiscale*) : amendement n° 23 de M. Charles Millon (de suppression) (p. 5577) : rejeté ;

— article 15 adopté.

Article 16 (*entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 15 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*application de la loi outre-mer*) : amendement n° 16 de la commission (applicabilité de la nouvelle loi aux territoires d'outre mer) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5579).

12. — Proposition de loi n° 1048 sur la prévention et le traitement des difficultés des entreprises pour assurer la **défense de l'emploi.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Daniel Le Meur (23 septembre 1982).

13. — Proposition de loi n° 1105 tendant à maintenir et à développer le niveau d'activité des **petites et moyennes entreprises sous-traitantes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 sepetmbre 1982 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

14. — Proposition de résolution n° 1320 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes actuels des **petites et moyennes entreprises sous-traitantes.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 16 décembre 1982 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **6,** articles 16 et 71.
Nationalisations **5.**
Transports urbains **1.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Création d' —

Voir *Questions au Gouvernement* **268.**

Politique dans les —

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Politique en faveur des —

Voir *Questions orales sans débat* **116.**

Référendum

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

ENTREPRISES DE SURVEILLANCE ET DE GARDIENNAGE

Voir *Police privée* **2.**

ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Voir *Questions au Gouvernement* **291.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

ENTREPRISES NATIONALES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **5,** discussion générale.
Questions au Gouvernement **289, 356.**
Questions orales sans débat **155, 174.**
Recherche scientifique et technique **1.**

ENTREPRISES NATIONALISEES

Voir *Questions au Gouvernement* **351, 378.**
Questions orales sans débat **135, 263.**

ENTREPRISES PUBLIQUES

1. — Projet de loi n° 1193 relatif aux **transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.** — Lettre rectificative. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (18 novembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. André Billardon (25 novembre 1982).

2. — Proposition de loi n° 1364 sur le rôle des sociétés nationalisées pour l'**industrialisation des départements d'outre-mer.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Ernest Moutoussamy et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Collectivités locales* **4** et **5.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale ; (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Economie et finances. — I : Charges communes ; Recherche et industrie, énergie.
Lois de finances rectificatives **5, 6.**
Plan **2.**
Questions au Gouvernement **212, 216, 322.**
Questions orales sans débat **190.**
Transports **2.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Emission d'emprunts à l'étranger par les —
Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 16.

Recrutement des personnels des —
Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

ENVIRONNEMENT

3. — Proposition de loi n° 1107 tendant à favoriser **la décoration artistique des espaces publics** des grands ensembles et des constructions effectuées dans les Z. A. C. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Robert-André Vivien. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (2 décembre 1982).

Voir *Agriculture* **4.**
Corse **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Environnement. Urbanisme et logement.
Mer et littoral **8.**

EPARGNE

3. — Projet de loi n° 740 portant **création d'un régime d'épargne populaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Dominique Taddei. — Rapport **n° 755** (2 avril 1982). — Discussion les 6 et 7 avril 1982. — Adoption le 7 avril 1982. — Projet de loi n° **119.**

Sénat (première lecture), n° **252** (1981-1982), dépôt le 8 avril 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **256** (1981-1982) (8 avril 1982). — Discussion le 20 avril 1982. — Adoption le 20 avril 1982. — Projet de loi n° **57** (1981-1982).

Loi n° 82-357 du 27 avril 1982 publiée au *J. O.* du 28 avril 1982 (p. 1222).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 avril 1982] (p. 936), [7 avril 1982] (p. 963) :

Abstention du groupe R. P. R. : *Barnier* (*Michel*) (p. 945).

Ayants droit (critère fiscal) : *Taddei* (*Dominique*) (p. 937) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 940-941, 964) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 943) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 945-946) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 947).

Caisse des dépôts et consignations : *Taddei* (*Dominique*) (p. 938-939) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 941, 965) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 943) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 944) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 946-947) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 948).

Caisses d'épargne (livret A) : *Taddei* (*Dominique*) (p. 938) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 940-941, 965) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 943) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 944) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 945-946) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 946-947).

Caractère social du projet de loi : *Taddei* (*Dominique*) (p. 936) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 939) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 942) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 945).

Clause de stabilité de six mois : *Taddei* (*Dominique*) (p. 937) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 941) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 944).

Collecte de l'épargne : *Taddei* (*Dominique*) (p. 937) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 941) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 943) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 944).

Commission de réforme de l'épargne présidée par M. Dautresme : *Delors* (*Jacques*) (p. 940) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 948).

Conséquences sur le financement de l'économie : *Taddei* (*Dominique*) (p. 937-938) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 941) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 944) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 947) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 948).

Conséquences sur les différents réseaux : *Taddei* (*Dominique*) (p. 938) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 940) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 947) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 948).

Crédit agricole : *Taddei* (*Dominique*) (p. 938).

Crédit mutuel : *Taddei* (*Dominique*) (p. 938) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 940) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 947).

Inégalités de patrimoine : *Jans* (*Parfait*) (p. 945).

Inflation et épargne : *Taddei* (*Dominique*) (p. 936-937).

Investissements collectifs et sociaux : *Taddei* (*Dominique*) (p. 939) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 943) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 944) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 946).

Formule du livret : *Taddei* (*Dominique*) (p. 937) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 940-941).

Personnes âgées : *Franceschi* (*Joseph*) (p. 942).

Plafond : *Taddei* (*Dominique*) (p. 937) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 941) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 943).

P.M.E. : *Delors* (*Jacques*) (p. 964).

Prêts Minjoz : *Taddei* (*Dominique*) (p. 938) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 940, 965) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 943) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 944) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 946) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 947) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 948).

Rémunération de l'épargnant (taux d'intérêt, indexation) : *Taddei* (*Dominique*) (p. 937) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 941) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 946) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 947).

Revenus exceptionnels : *Jans* (*Parfait*) (p. 946) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 964).

Discussion des articles [7 avril 1982] (p. 966) :

Article 1er (*création d'un livret d'épargne populaire*) : amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*modalités de fonctionnement*) : « recentrage » de la collecte sur la caisse des dépôts et consignations au détriment d'autres organismes bancaires ; domaine réglementaire ;

— article 2 adopté.

Article 3 (*définition des bénéficiaires*) : amendement n° 2 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 3 : détermination des contribuables pouvant bénéficier du régime ; impôt pris en compte pour l'ouverture ou le maintien du livret ; cas des personnes dont la situation de famille ou les revenus ont été modifiés l'année précédant immédiatement la demande d'ouverture du livret ; problème de l'indexation du plafond d'imposition) (p. 966) ; amendement n° 2 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 4 (*nombre de livrets*) : opposition de l'article 40 de la Constitution aux amendement déposés par le groupe U.D.F. ; nécessité de prendre en compte le nombre des enfants par foyer pour l'ouverture des livrets d'épargne ; abstention du groupe R.P.R.

— article 4 adopté.

Article 5 (*mécanisme de l'indexation*) : amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*exonération fiscale*) : adopté.

Article 7 (*sanction des infractions éventuelles commises par les établissements dépositaires*) : adopté (p. 967).

Explications de vote (p. 967) :

Abstention du groupe R.P.R. : *Marette* (*Jacques*) (p. 969).

Abstention du groupe U.D.F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 970).

Banalisation : *Marette* (*Jacques*) (p. 968) ; *Taddei* (*Dominique*) (p. 969) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 969).

Foyer ayant un enfant handicapé : *Jans* (*Parfait*) (p. 970).

Vote favorable du groupe communiste : *Jans* (*Parfait*) (p. 971).

Vote favorable du groupe socialiste : *Bapt* (*Gérard*) (p. 968).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 971) :

4. — Projet de loi n° 1080 sur le **développement des investissements** et la **protection de l'épargne.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. — Urgence déclarée le 27 septembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport **n° 1090** (23 septembre 1982). — Discussion le 28 septembre 1982. — Adoption le 28 septembre 1982. — Projet de loi **n° 227.**

Sénat (première lecture), **n° 523** (1981-1982), dépôt le 29 septembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. René Monory. — Rapport **n° 72** (1982-1983) (28 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et

d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **78** (1982-1983) (2 novembre 1982). — Discussion le 3 novembre 1982. — Adoption le 3 novembre 1982. — Projet de loi n° **24** (1982-1983).

Commission mixte paritaire : Nomination [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Bureau [*J. O.* du 27 novembre 1982] (p. 3611).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1258** (26 novembre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. René Monory. — Rapport n° **111** (1982-1983) (26 novembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1199,** dépôt le 3 novembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1266** (30 novembre 1982). — Discussion le 7 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 7 décembre 1982. — Projet de loi n° **274.**

Sénat (deuxième lecture), n° **124** (1982-1983), dépôt le 7 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. René Monory. — Rapport n° **151** (1982-1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **155** (1982-1983) (17 décembre 1982). — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1982. — Projet de loi n° **62** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1342,** dépôt le 20 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1343** (20 décembre 1982). — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption définitive le 20 décembre 1982. — Projet de loi n° **309.**

Loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 publiée au *J. O.* du 4 janvier 1983 (p. 162).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 septembre 1982] (p. 5155) :

Abstention du groupe R.P.R. : *Marette* (*Jacques*) (p. 5161).

Abstention du groupe U.D.F. : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 5166).

Actions loi Monory : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158, 5159) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 5160) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5162) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 5166).

Actions d'accumulation (« accumulating-shares ») : *Marette* (*Jacques*) (p. 5161) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5167).

Augmentations de capital : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5159) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 5161) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163).

Avoir fiscal : *Marette* (*Jacques*) (p. 5160) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5167).

Banques et politique du crédit : *Mercieca* (*Paul*) (p. 5164) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5168).

Certificats d'investissement : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5159).

Compte d'épargne en actions : *Delors* (*Jacques*) (p. 5159) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 5166).

Compte d'épargne en obligations : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158, 5159, 5169).

Crédit d'impôt : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158, 5167) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 5160).

Décentralisation financière : *Delors* (*Jacques*) (p. 5167, 5169) ; *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 5167).

Examen du texte par la seule commission des finances : *Marette* (*Jacques*) (p. 5160).

Financement du secteur public : *Delors* (*Jacques*) (p. 5159, 5160) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5162) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5164) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 5165) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5167).

Fonds commun de placement : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5159).

Franchise d'impôt sur les premiers intérêts d'obligations : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158, 5159).

Incitation fiscale : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5157, 5159) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 5164) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 5166).

Livret A des caisses d'épargne : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163).

Livret d'épargne populaire : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158).

Lutte contre les délits d'initiés : *Delors* (*Jacques*) (p. 5159).

Marché des capitaux et financement budgétaire des investissements : *Delors* (*Jacques*) (p. 5159) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163).

Obligations : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158, 5159) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 5160).

Placements à risques : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5157, 5158) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163, 5164).

Protection de l'épargnant : *Delors* (*Jacques*) (p. 5158) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163).

Relance (relance par la consommation — relance par l'investissement) : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5157) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5162) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163) ; *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 5167).

Spéculation immobilière : *Delors* (*Jacques*) (p. 5168).

Titres participatifs : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5159-5169) ; *Merciera* (*Paul*) (p. 5163) ; *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 5167).

Volume et orientation de l'épargne : *Pierret* (*Christian*) (p. 5156) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 5167, 5168) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5162) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 5163).

Discussion des articles [28 septembre 1982] (p. 5172) :

Titre Ier : *financement des investissements des entreprises :*

Chapitre Ier : *simplification des règles relatives à la constitution des sociétés anonymes et aux augmentations de capital.*

Article 1er (*constitution des sociétés anonymes, suppression de l'obligation de déclaration notariée de souscriptions et de versements*) : adopté (p. 5172).

Article 2 (*augmentation de capital, suppression des obligations de déclaration notariée de versements et souscriptions et de dépôt de la liste des souscripteurs*) : amendement n° 1 de la commission (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article 192 de la loi du 24 juillet 1966 relatif à la constatation des souscriptions et des versements) ; amendement n° 29 du Gouvernement (relatif au mode de constatation des libérations d'actions) ; amendement n° 1 : adopté ; en conséquence, amendement n° 29 : devenu sans objet ; amendement n° 2 de la commission (suppression du paragraphe 3 ; de conséquence) : adopté ; abstention du groupe communiste pour ce qui est des articles du titre 1er, sauf pour les articles 13 et 14 ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*augmentation de capital, suppression de l'exigence du bulletin de souscription en cas d'intervention d'un intermédiaire financier*) : adopté.

Article 4 (*augmentation de capital, mise en œuvre de certains effets juridiques de la « prise ferme » en cas de garantie de bonne fin de l'opération*) : amendement n° 3 de la commission (agrément des établissements de crédit qui garantissent la bonne fin de l'augmentation d'un capital) : adopté (p. 5173) ; amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence au droit préférentiel de souscription des actionnaires) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (précisant que le versement doit porter sur la fraction effectivement libérée du nominal et intervenir le trentième jour « au plus tard ») : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*augmentation de capital, aménagement du droit de souscription préférentiel des actionnaires*) : amendement n° 6 de la commission (modifiant la procédure de placement des actions non souscrites à titre irréductible) ; sous-amendement n° 30 de M. Hervé Vouillot (visant à augmenter le seuil de 1 p. 100 à 3 p. 100 de l'augmentation de capital) (p. 5174) ; pouvoirs du conseil d'administration ; sous-amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 7 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (relatif aux conditions de suppression du droit préférentiel de souscription par l'assemblée générale) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 31 de M. Christian Pierret (tendant à insérer un nouveau chapitre intitulé « chapitre Ier *bis*, émission d'actions à titre de dividendes ») ; modification de la loi du 24 juillet 1966 (p. 5176) ; création d'actions d'accumulation ; amendement n° 31 : adopté (p. 5177).

Chapitre II : *actions à dividende prioritaire sans droit de vote* :

Article 6 (*extension de la possibilité de création des actions à dividende prioritaire au regard de la condition relative aux bénéfices*) : adopté.

Article 7 (*possibilité de créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote lorsqu'il existe des obligations convertibles en actions*) : amendement n° 10 de la commission (faisant référence dans l'article 7 à l'article 187 de la loi sur les sociétés commerciales qui précise les modalités d'exercice des droits des obligataires) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*possibilité de créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote lorsqu'il existe des obligations échangeables contre des actions*) : adopté.

Article 9 (*modalités de création et de conversion des actions à dividende prioritaire sans droit de vote*) : adopté.

Article 10 (*modification du mode de calcul du montant minimum de dividende prioritaire*) : adopté.

Article 11 (*réduction de la durée pendant laquelle le droit de vote est attribué faute temporairement de versement du dividende prioritaire*) : adopté (p. 5178).

Chapitre III : *certificats d'investissement* :

Article 12 (*création et régime juridique des certificats d'investissement*) ;

Article 283-1 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : amendement n° 11 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 283-1 : dénomination « certificats de droit de vote », précision des modalités d'émission des certificats d'investissement, caractère inaliénable du certificat de droit de vote) : adopté ;

Article 283-2 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 (droits des propriétaires des certificats d'investissement) : amendement n° 12 de la commission (suppression du premier alinéa énumérant les droits pécuniaires des propriétaires des certificats d'investissement) : adopté (p. 5179) ; amendement n° 13 de la commission (relatif à la communication de documents sociaux aux porteurs de certificats d'investissement) : adopté après rectification ;

Article 283-3 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 (assimilation du régime des certificats d'investissement à celui des actions en cas de distribution gratuite d'actions) ; amendement n° 14 de la commission (prévoyant une possibilité pour les propriétaires de certificats d'investissement de renoncer à leur part d'attribution gratuite au profit de l'ensemble des porteurs de certains d'entre eux) : adopté ;

Article 283-4 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 (modalités d'émission en cas d'augmentation de capital en numéraire) : amendement n° 15 de la commission (précisant que la proportion entre les actions ordinaires et les actions ayant donné lieu à la création de certificats d'investissement en cas d'augmentation de capital en numéraire est celle qui existait avant l'augmentation et qu'elle doit être maintenue après l'augmentation en considérant que celle-ci sera entièrement réalisée) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (proposant une nouvelle rédaction du deuxième alinéa qui prévoit, au profit des propriétaires de certificats d'investissement, un droit préférentiel de souscription à l'augmentation de capital en numéraire) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (attribuant aux porteurs de certificats de droit de vote un droit de renonciation à l'attribution de droits de vote supplémentaires) : adopté (p. 5180) ;

Article 283-5 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 (modalités d'émission d'obligations convertibles en actions lorsqu'il existe des certificats d'investissements) ; amendement n° 18 de la commission (précisant qu'il n'existe pas de droit à titre réductible en cas d'émission d'obligations convertibles en actions et prévoyant la possibilité pour les porteurs de certificats d'investissement de renoncer à leur droit préférentiel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (reprenant la distinction opérée dans le texte de l'article 283-1 de la loi du 24 juillet 1966 entre les certificats de droit de vote et les certificats d'investissement) : adopté ; importance relative du nominal des titres cotés en bourse (p. 5181) ; nécessité de moderniser le marché boursier ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IV : *titres participatifs* :

Article 13 (*création et régime juridique des titres participatifs*) ;

Article 283-6 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 (création des titres participatifs pour les sociétés du secteur public et les sociétés anonymes coopératives) : amendement n° 20 de la commission (précisant que la partie variable est assise sur le nominal du titre participatif) (p. 5182) : adopté ;

Article 283-7 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 (organes compétents pour émettre des titres participatifs et représentation des porteurs de ces titres) ; amendement n° 21 de la commission (référence à l'article 219 de la loi du 24 juillet 1966 afin de le rendre applicable aux titres participatifs pour ce qui concerne l'interdiction d'intervenir individuellement dans le fonctionnement de la société) : adopté ; participation des travailleurs à la vie des entreprises publiques ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*régime fiscal des titres participatifs*) : adopté (p. 5183).

Chapitre V : *fonds communs de placement à risques* :

Article 15 (*fonds communs de placement à risques*) : adopté.

Titre II : *protection des épargnants.*

Chapitre Ier : *droits des actionnaires.*

Article 16 (*vote par correspondance aux assemblées générales d'actionnaires*) : amendement n° 22 de la commission (disposant que les formulaires pris en compte dans le calcul du quorum seraient ceux qui auront été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée dans des conditions de délai qui seraient renvoyées à un décret) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*sociétés cotées, obligation de présenter un bilan et un compte de résultats consolidés*) : adopté.

Article 18 (*sociétés cotées, obligation de présenter un bilan et un compte de résultats consolidés*) : adopté.

Chapitre II : *surveillance des marchés* :

Article 19 (*coopération de la commission des opérations de bourse avec ses homologues étrangers*) : adopté.

Article 20 (*extension des dispositions des articles 6 et 7 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 à l'ensemble des émetteurs, excepté l'Etat*) : adopté (p. 5184).

Article 21 (*délit d'initié*) : notion de « délit d'initié » ; amendement n° 23 de la commission (visant à mentionner expressément l'article 162-1 de la loi du 24 juillet 1966 relatif aux dirigeants de société) : adopté ; amendement n° 27 de M. Gilbert Gantier (tendant à préciser les conditions de la formation privilégiée) : rejeté (p. 5185) ; amendement n° 28 de la commission (suppression du dernier alinéa disposant que les dirigeants de droit ou de fait d'une personne morale pourront être pénalement responsables des infractions commises) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (relatif à la diffusion de l'information fausse et trompeuse) : adopté (p. 5186) ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *surveillance des placements.*

Article 22 (*champ d'application des dispositions des articles 23 à 26*) : amendement n° 25 de la commission (visant à étendre les dispositions des articles 22 à 26 aux rentes viagères) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté (p. 5187).

Article 23 (*obligation d'information à l'égard des épargnants*) : amendement n° 26 de la commission (relatif au contrôle effectué par la C. O. B.) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 (*obligations incombant aux gestionnaires des biens*) : adopté.

Article 25 (*désignation du commissaire aux comptes chargé de vérifier les comptes établis par le gestionnaire*) : adopté.

Article 26 (*sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions des articles 23, 24 et 25*) : adopté.

Article 27 (*règles relatives aux opérations de publicité et de démarchage des fonds communs de placement ainsi qu'à la surveillance des informations diffusées sur ces fonds*) : adopté.

Article 28 (*définition des valeurs mobilières*) : adopté.

Article 29 (*codification*) : adopté.

Article 30 (*remplacement des termes « compartiment spécial du hors cote » par les termes « second marché »*) : adopté.

Article 31 (*décrets d'application*) : adopté.

Explications de vote (p. 5188) :

Abstention du groupe U. D. F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5189).

Vote favorable du groupe communiste : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 5189).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5190).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [7 décembre 1982] (p. 8027) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Goux* (*Christian*) (p. 8027).

Financement des entreprises : *Delors* (*Jacques*) (p. 8028).

Financement du logement social : *Delors* (*Jacques*) (p. 8029).

Politique de l'épargne : *Delors* (*Jacques*) (p. 8028).

Politique monétaire et évolution de la masse monétaire : *Delors* (*Jacques*) (p. 8027, 8028).

Taux d'intérêt : *Delors* (*Jacques*) (p. 8027, 8028).

Titres participatifs : *Goux* (*Christian*) (p. 8027).

Discussion des articles [7 décembre 1982] (p. 8029) :

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission soutenu par M. Christian Goux (référence à la constitution des sociétés anonymes dans l'intitulé du chapitre Ier) : adopté ;

— intitulé du chapitre Ier, ainsi modifié, adopté.

Article 1er supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission soutenu par M. Christian Goux (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée ; suppression de la déclaration notariée) : adopté ;

— article 1er est ainsi rétabli (p. 8029).

Article 2 : amendement n° 3 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de la référence à un bordereau en cas d'intervention d'un intermédiaire financier : libérations d'actions par compensation des créances) : adopté ; amendement n° 4 de la commission soutenu par M. Christian Goux (constats des souscriptions des versements et des libérations d'actions par compensation de créances liquides et exigibles) : adopté ; amendement n° 5 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression du paragraphe III de cet article) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 6 de la commission soutenu par M. Christian Goux (absence d'exigence du bulletin de souscription en cas de souscriptions faites par des mandataires) ; transfert d'actions de la société Motobécane ; rôle de la commission des opérations de bourse en matière de contrôle de ces transferts ; amendement n° 6 adopté ; amendement n° 7 de la commission soutenu par M. Christian Goux (absence d'exigence du bordereau) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8030).

Article 4 : amendement n° 8 de la commission soutenu par M. Christian Goux (accélération de la procédure d'augmentation de capital dans les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne) : adopté ; amendement n° 9 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article 191-1 de la loi du 24 juillet 1966) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *bis* : adopté.

Article 5 : *article* 184 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : amendement n° 10 de la commission soutenu par M. Christian Goux (sort des actions non souscrites à titre irréductible) ; sous-amendement n° 39 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour l'assemblée générale de décider d'ouvrir la souscription au public) ; sous-amendement n° 40 de M. Gilbert Gantier (cas dans lequel l'assemblée générale n'a pas décidé l'ouverture de la souscription au public) (p. 8031) ; sous-amendements n° 39 et n° 40 rejetés ; amendement n° 10 adopté ; *article* 185 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : amendement n° 11 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de la deuxième phrase du texte proposé pour cet article) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *bis* **A** : amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Christian Goux (clôture par anticipation du délai de souscription) : adopté ;

— article 5 *bis* A, ainsi modifié, adopté (p. 8032).

Article 5 *bis* **B** : dénomination de la commission des opérations de bourse ;

— article 5 *bis* B adopté.

Articles 5 *bis* **C et 5** *bis* **D** : adoptés (p. 8033).

Article 5 *bis* **E** : amendement n° 13 de la commission soutenu par M. Christian Goux (maintien de la dénomination actuelle de la commission des opérations de bourse) : adopté ;

— article 5 *bis* E, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *bis* **F** : adopté.

Article 5 *bis* : *article* 351 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : amendement n° 14 de la commission soutenu par M. Christian Goux (système d'ouverture de l'option aux actionnaires) (p. 8034) ; amendement n° 41 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour les statuts de prévoir l'ouverture de l'option) ; problème de la modification des statuts préalable à l'ouverture de l'option pour les actionnaires ; amendement n° 14 adopté ; amendement n° 41 devenu sans objet ; *article* 352 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : amendement n° 15 de la commission soutenu par M. Christian Goux (prix d'émission des actions distribuées à titre de dividende) ; sous-amendement n° 42 de M. Gilbert Gantier (supprimant la référence au président dans l'amendement n° 15 de la commission) ; sous-amendement n° 43 de M. Gilbert Gantier (présentation du rapport du commissaire aux comptes à l'assemblée générale et non à une assemblée générale extraordinaire) ; conditions d'évaluation des actions distribuées à titre de dividende ; problème des rompus ; rôle du conseil d'administration ou du directoire (p. 8035) ; sous-amendement n° 42 adopté ; sous-amendement n° 43 adopté ; amendement n° 15 ainsi modifié, adopté ; *article* 353 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : amendement n° 16 de la commission soutenu par M. Christian Goux (de forme) : adopté ; amendement n° 17 de la commission soutenu par M. Christian Goux (inutilité de la disposition prévoyant expressément l'extension des dispositions de cet article aux sociétés anonymes coopératives) : adopté ;

— article 5 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : adopté.

Article 11 : amendement n° 18 de la commission soutenu par M. Christian Goux (nombre d'exercices à partir duquel le droit de vote est attribué) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission soutenu par M. Christian Goux (régime des certificats d'investissement et des certificats de droit de vote) ; sous-amendement n° 44 du Gouvernement (tendant à permettre aux sociétés par actions qui n'ont pas d'assemblée générale d'émettre des certificats d'investissement) : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, article 12 est ainsi rétabli (p. 8037).

Article 13 supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission soutenu par M. Christian Goux (régime des titres participatifs) ; sous-amendement n° 45 du Gouvernement (tendant à permettre aux sociétés qui n'ont pas d'assemblée générale d'émettre des titres participatifs) : adopté ; amendement n° 20, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, article 13 est ainsi rétabli.

Article 14 supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission soutenu par M. Christian Goux (régime fiscal des titres participatifs) : adopté ;

— en conséquence, article 14 est ainsi rétabli.

Article 15 : *article* 39-1 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 : amendement n° 22 de la commission soutenu et rectifié par M. Christian Goux (constitution des actifs compris dans les fonds communs de placement à risques) ; minimum de la part des actions

ou des parts de sociétés non cotées dans les actifs des fonds communs de placement à risques ; possibilité de procéder à des cessions de parts (p. 8038) ; amendement n° 22, ainsi rectifié : adopté ; *article* 39-3 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 : amendement n° 38 de M. Gilbert Gantier (fixation du pourcentage des parts que doit détenir en permanence le gérant du fonds dans le cas où l'ensemble de ces parts appartient à des personnes morales) ; amendement n° 23 de la commission soutenu par M. Christian Goux (fixation du pourcentage des parts que doit détenir en permanence le gérant du fonds et conditions et délais auxquels seront soumis le rachat et la cession des parts) ; cas de la souscription des parts des fonds communs de placement à risques par des banques d'affaires ; engagement personnel des gérants dans les fonds communs de placement ; possibilité de prévoir par décret une participation plus faible du gérant pour une souscription de personne morale que pour une souscription de personne physique ; proposition de sous-amendement verbal de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 38 : (cas dans lequel l'ensemble des parts est détenu par des personnes morales) ; possibilité pour un fonds commun de placement à risques d'avoir comme détenteur à la fois des personnes morales et des personnes physiques (p. 8039) ; rectification de M. Parfait Jans à l'amendement n° 23 de la commission : fixation par un décret en Conseil d'Etat des pourcentages de parts que doit détenir le gérant du fonds ; amendement n° 38 rejeté ; amendement n° 23, ainsi rectifié, adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 A : vote par procuration ;

— article 16 A adopté.

Article 16 *bis* : adopté.

Article 17 *bis* : amendement n° 24 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 17 *bis* supprimé.

Article 17 *ter* : amendement n° 25 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 17 *ter* supprimé (p. 8040).

Article 18 *bis* : amendement n° 26 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) ; dématérialisation des valeurs mobilières ; conséquences de cette dématérialisation sur l'emploi et l'organisation du travail ; amendement n° 26 adopté ;

— en conséquence, article 18 *bis* supprimé.

Article 18 *ter* : amendement n° 27 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 18 *ter* supprimé.

Article 18 *quater* : amendement n° 28 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 18 *quater* supprimé.

Article 18 *quinquies* : amendement n° 29 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 18 *quinquies* supprimé (p. 8041).

Article 18 *sexies* : amendement n° 30 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) ; problème de l'applicabilité du secret professionnel aux banquiers ; article 378 du code pénal ; amendement n° 30 adopté ;

— en conséquence, article 18 *sexies* supprimé.

Article 18 *septies* : amendement n° 31 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, article 18 *septies* supprimé.

Articles 18 *octies*, **18** *nonies* **et 18** *decies* : adoptés (p. 8042).

Article 18 *undecies* : amendement n° 32 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression du premier alinéa de cet article) ; rectification de M. Christian Goux ; amendement n° 32, ainsi rectifié, adopté ;

— article 18 *undecies*, ainsi modifié. adopté.

Article 20 : amendement n° 33 de la commission soutenu par M. Christian Goux (extension aux collectivités locales de l'obligation d'établir une note d'information soumise au visa préalable de la commission des opérations de bourse : retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : amendement n° 34 de la commission soutenu par M. Christian Goux (démarchage financier) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 *bis* : amendement n° 35 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article : maintien de la dénomination actuelle de la commission des opérations de bourse) : adopté ;

— en conséquence, article 23 *bis* supprimé (p. 8043).

Article 25 : amendement n° 36 de la commission soutenu par M. Christian Goux (fixation par décret des modalités de rémunération du commissaire aux comptes) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 28 A et 28 B : adoptés.

Article 28 supprimé par le Sénat : amendement n° 37 de la commission soutenu par M. Christian Goux (rétablissement de cet article : forme des valeurs mobilières émises par les sociétés par actions) ; actions et obligations ; amendement n° 37 adopté ;

— en conséquence, l'article 28 est ainsi rétabli ;

Articles 28 *bis*, **30 et 32 :** adoptés (p. 8044).

Explications de vote (p. 8044) :

Abstention du groupe U. D. F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8044).

Dispositions positives du texte : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8044).

Titres participatifs : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8044).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8044).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1982] (p. 8573) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 8573).

Simplification des règles relatives à la constitution de sociétés anonymes et aux augmentations de capital : *Badinter* (*Robert*) (p. 8574).

Texte adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale (p. 8574).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8577).

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**

Entreprises **11.**

Lois de finances **6** (première partie), discussion générale ; articles 3, 51 et 59 ; (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

Politique économique et sociale **3.**

Questions au Gouvernement **198.**

Politique de l' —

Voir *Questions au Gouvernement* **429.**

EPAVES

Voir *Mer et littoral* **4.**

EPIZOOTIES

Voir *Animaux* **1.**

EQUILIBRE BUDGETAIRE

Voir *Lois de finances* **5.**

Lois de finances **6,** article 27.

Lois de finances rectificatives **5,** article **6.**

EQUIPEMENT RURAL

Voir *Collectivités locales* **7.**

EQUIPEMENTS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

EQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-EDUCATIFS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

EQUITATION ET HIPPISME

Voir *Elevage* **1.**

ERGOTHERAPEUTES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

ESCLAVAGE (et commémoration de son abolition)

Voir *Droits de l'homme* **1.**

ESPACE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

ESPACE DE LIBERTE

Voir *Audiovisuel* **1.**

ESPACE SOCIAL EUROPEEN

Voir *Travail* **8.**

ESPACES VERTS, JARDINS

Voir *Environnement* **3.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Environnement ; Urbanisme et logement.

ESPAGNE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Mer ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **236.**
Traités et conventions **33, 36.**

Accord commercial du 29 juin 1970 entre la C.E.E. et l' —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

ESSAIS ATOMIQUES

Voir *Examens, concours et diplômes* **3.**
Traités et conventions **52.**

EST (Région de l'—)

Voir *Questions orales sans débat* **248.**

ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

1. — Projet de loi n° 853 modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 7 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jack Ralite, ministre de la santé. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Derosier (3 juin 1982). — Rapport n° **961** (17 juin 1982). — Discussion le 25 juin 1982. — Adoption le 25 juin 1982. — Projet de loi n° **188.**

Sénat (première lecture), n° **430** (1981-1982), dépôt le 29 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **509** (1981-1982) (23 septembre 1982). — Discussion le 29 septembre 1982. — Rejet le 29 septembre 1982. — Projet de loi n° **151** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1099,** dépôt le 30 septembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Derosier. — Rapport n° **1100** (30 septembre 1982). — Discussion le 30 septembre 1982. — Adoption avec modifications le 30 septembre 1982. — Projet de loi n° **229.**

Sénat (deuxième lecture), n° **533** (1981-1982), dépôt le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **535** (1981-1982) (1er octobre 1982). — Discussion le 1er octobre 1982. — Rejet le 1er octobre 1982. — Projet de loi n° **154** (1981-1982).

Commission mixte paritaire.
Nomination [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).
Bureau [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2992).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Bernard Derosier. — Rapport n° **1130** (6 octobre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **9** (1982-1983) (7 octobre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'une texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1120,** dépôt le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Derosier. — Rapport n° **1132** (7 octobre 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption avec modifications le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **239.**

Sénat (troisième lecture), n° **20** (1982-1983), dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **21** (1982-1983) (7 octobre 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Rejet le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **14** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1142,** dépôt le 8 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Derosier. — Rapport n° **1147** (13 octobre 1982). — Discussion le 13 octobre 1982. — Adoption difinitive le 13 octobre 1982. — Projet de loi n° **246.**

Loi n° 82-916 du 28 octobre 1982 publiée au *J.O.* du 29 octobre 1982 (p. 3268).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 juin 1982] (p. 3900, 3918) :

Abus : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3901) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3902) ; *Rossinot* (*André*) (p. 3904) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 3908) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 3909) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 3911) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 3912).

Avenir de la médecine libérale : *Rossinot* (*André*) (p. 3904) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3906, 3907) ; *Durand* (*Adrien*) (p. 3911) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3912).

Charte de la santé : *Rossinot* (*André*) (p. 3904) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3905) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3918).

C. H. R. de Metz-Thionville : *Malgras* (*Robert*) (p. 3912) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3920).

Clientèle étrangère : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3907).

Concertation : *Ralite* (*Jack*) (p. 3901) ; *Rossinot* (*André*) (p. 3904) ; *Durand* (*Adrien*) (p. 3911).

Coût financier de la suppression des activités du secteur privé : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3907) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 3910) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3919).

Couverture sociale et retraite des médecins hospitaliers : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3901) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3902, 3903, 3919, 3920) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3905) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3907) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 3909) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 3910) ; *Durand* (*Adrien*) (p. 3911) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 3912, 3913).

Décret du 5 décembre 1980 : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3901) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3902, 3920) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3906) ; *Durand* (*Adrien*) (p. 3911).

Départementalisation et réformes hospitalières : *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 3910) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 3913).

Données chiffrées : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3903, 3919) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3905) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3906) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 3909) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 3912).

Evolution des conditions d'exercice de la médecine hospitalière : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900).

Formation continue des médecins hospitaliers : *Chaigneau* (*Colette*) (p. 3900) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 3913).

Période transitoire : *Ralite* (*Jack*) (p. 3920).

Personnels hospitaliers et secteur privé : *Ralite* (*Jack*) (p. 3901, 3903) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 3911, 3912).

Personnalisation des soins : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3903, 3919) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3905) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 3908) ; *Durand* (*Adrien*) (p. 3910) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 3912).

Place de l'hôpital public : *Lareng* (*Louis*) (p. 3905) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 3910).

Position du professeur Debré : *Ralite* (*Jack*) (p. 3901, 3902, 3919).

Position du syndicat des cadres hospitaliers : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900).

Principe d'égalité d'accès au service public : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3901) ; *Rossinot* (*André*) (p. 3904) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3905, 3906) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 3908) ; *Durand* (*Adrien*) (p. 3910) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 3911) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 3912).

Remise en cause d'un accord contractuel et principe d'un maintien par extinction : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3907) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 3909) ; *Durand* (*Adrien*) (p. 3911) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3918, 3920).

Remise en cause du secteur privé par les directeurs d'hôpitaux, les usagers, l'inspection générale des affaires sociales, la Cour des comptes et certains médecins : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3901).

Rémunérations des médecins hospitaliers : *Lareng* (*Louis*) (p. 3905) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3906) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 3908) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 3910) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 3913).

Statut des médecins hospitaliers : *Derosier* (*Bernard*) (p. 3900, 3901) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 3903) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3906) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 3908) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 3909) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 3910) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 3912).

Vote favorable du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 3909).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3908).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Rossinot* (*André*) (p. 3904).

Discussion des articles [25 juin 1982] (p. 3920) :

Article 1er (*abrogation du deuxièmement de l'article L. 680 du code de la santé publique*) : adopté (p. 3920).

Article 2 (*dispositions transitoires*) : amendements n° 1 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Claude-Gérard Marcus et n° 5 de M. Germain Gengenwin (principe d'une suppression par extinction) ; amendement n° 5 non soutenu ; amendement n° 1 rejeté ; amendement n° 2 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (supprimant le caractère facultatif de l'application des dispositions transitoires par les conseils d'administration) (p. 3921) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Yves Sautier (modifiant la durée de la période transitoire) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Yves Sautier (étendant l'application des dispositions transitoires aux médecins qui exercent une activité de clientèle privée au 31 décembre 1982) : rejeté ; amendement n° 3 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (tendant à prolonger jusqu'au 31 décembre 1992 l'exercice d'une activité privée au sein du service public hospitalier dans des conditions et limites fixées par décret en Conseil d'Etat) ; rôle du rapporteur (p. 3922) ; amendement n° 8 de M. Yves Sautier (prolongation de la période transitoire) : non défendu ; amendement n° 3 : rejeté ; amendement n° 9 de M. André Rossinot (étendant la période transitoire jusqu'au 31 décembre 1997) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (suppression de la disposition relative à l'impossibilité ou à l'interdiction de créer des lits privés) : rejeté ; amendement n° 10 de M. André Rossinot (suppression de la date limite de dépôt des demandes) (p. 3923) : rejeté ;

— article 2 adopté.

Explications de vote (p. 3924) :

Bilan du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publique : *Sautier* (*Yves*) (p. 3924).

Retraite des médecins hospitaliers : *Sautier* (*Yves*) (p. 3924) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3925).

Vote favorable du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 3925).

Vote favorable du groupe socialiste : *Lareng* (*Louis*) (p. 3925).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3925).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Sautier* (*Yves*) (p. 3924).

Adoption par scrutin public **de l'ensemble** du projet de loi (p. 3925).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [30 septembre 1982] (p. 5256) :

Blocage des prix et des revenus et conventions médicales : *Lareng* (*Louis*) (p. 5258) ; *Rossinot* (*André*) (p. 5259).

Centres de santé intégrés : *Lareng* (*Louis*) (p. 5258) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5259).

Consultation des syndicats médicaux : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5257).

Egalité des malades : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5256) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5257) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5259).

Etablissements hospitaliers privés : *Rossinot* (*André*) (p. 5259).

Médecine libérale : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5256) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 5258) ; *Rossinot* (*André*) (p. 5258, 5259) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5259).

Médecins hospitaliers (couverture sociale et statut) : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5256) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5257) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 5257, 5258).

Taxe sur la publicité dans le secteur pharmaceutique : *Rossinot* (*André*) (p. 5259).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5257) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5260).

Discussion des articles [30 septembre 1982] (p. 5260) ;

Article 1er : adopté.

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (étendant la période pendant laquelle les médecins exerçant une activité de secteur privé pourront maintenir une activité de clientèle privée sans réservation de lits) ; généralisation de la consultation personnalisée de soins ; position du Sénat (p. 5260) ; reconquête du marché intérieur dans le domaine bio-médical ; taxe sur la publicité dans le secteur pharmaceutique ; avenir de la médecine libérale ; S.A.M.U. ; amendement n° 1 : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 5261).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [7 octobre 1982] (p. 5539) :

Exercice provisoire des activités de consultation privée : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5539).

Discussion des articles [7 octobre 1982] (p. 5539) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (précisant que les médecins pourront renoncer à bénéficier des dispositions leur permettant d'exercer une activité de clientèle privée au sein du service public hospitalier au plus tard le 31 décembre 1983) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5539).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5540).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5540).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [12 octobre 1982] (p. 5732) :

Avenir des cliniques privées : *Debré (Michel)* (p. 5733) ; *Ralite (Jack)* (p. 5734).

Critique du projet de loi : *Debré (Michel)* (p. 5732, 5733, 5734) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5733) ; *Ralite (Jack)* (p. 5733, 5734).

Vote sur le dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 5734).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 5734).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.
Professions et activités médicales **6.**
Questions orales sans débat **245.**
Sécurité sociale **12.**

Budget global

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.
Questions orales sans débat **245.**

Départementalisation

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

Election du chef de département

Voir *Sécurité sociale* **12.**

Lits privés dans les hôpitaux publics

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**
Questions au Gouvernement **184.**

Tarification des soins délivrés aux personnes âgées

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Versements des caisses de sécurité sociale

Voir *Questions au Gouvernement* **486, 492.**

ETABLISSEMENTS PUBLICS

Voir *Chômage (indemnisation)* **2.**
Collectivités locales **1, 7.**
Transports urbains **1.**
Travail **8.**

— à caractère scientifique et technologique.

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

— d'aménagement.

Voir *Villes nouvelles* **1.**

— de coopération intercommunale.

Voir *Communes* **9.**

— de diffusion.

Voir *Audiovisuel* **1.**

Recrutement des personnels des —

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX

Voir *Collectivités locales* **5.**

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

Voir *Questions au Gouvernement* **221.**

ETAIN

Voir *Traités et conventions* **73.**

ETAT

1. — Proposition de loi n° 935 tendant à **moraliser l'exercice de la vie politique.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Alain Richard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (8 juillet 1982).

2. — Proposition de loi organique n° 991 tendant à **moraliser la vie publique.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Services extérieurs de l' —

Voir *Collectivités locales* **7.**

ETAT CIVIL

2. — Proposition de loi n° 818 sur **l'égalité de l'homme et de la femme en matière de droit au nom.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (10 juin 1982).

3. — Proposition de loi n° 1352 relative aux **changements de noms et à la francisation des noms et prénoms.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Xavier Deniau. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Traités et conventions* **66.**

ETAT DES LIEUX

Voir *Baux* **6.**

ETATS UNIS

Voir *Agriculture* **8.**
Déclarations du Gouvernement **4, 5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce extérieur ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Motions de censure **6, 7, 8.**
Politique économique et sociale **4.**
Questions orales sans débat **212.**

Politique monétaire

Voir *Questions au Gouvernement* **423.**

ETRANGERS

5. — Proposition de loi n° 810 visant à **l'interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Gabriel Kaspereit et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi (27 mai 1982).

Voir *Justice* **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Procédure pénale **3.**
Questions au Gouvernement **205, 366.**
Travail **8.**

Direction d'un syndicat

Voir *Travail* **8.**

Jeunes

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Formation professionnelle.

ETUDES D'IMPACT

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Environnement.

ETUDES MEDICALES

Voir *Questions au Gouvernement* **416.**

ETUDIANTS

Aide aux —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

Chambres louées à des —

Voir *Baux* **6.**

EUROCONTROL

Voir *Traités et conventions* **56.**

EUROPE

Voir *Motions de censure* **4.**

Défense de l'—

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Désarmement

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

Sécurité

Voir *Questions au Gouvernement* **271.**

« EUROPE DES TRANSPORTS »

Voir *Traités et conventions* **36.**

EUROTUNGSTENE (société)

Voir *Questions au Gouvernement* **200.**

EVADES DE GUERRE

Voir *Pétitions* **59.**

EVALUATION

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

EVASION DES CAPITAUX

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie). Economie et finances. — III : Budget : Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Taxes parafiscales.

EXAMENS, CONCOURS ET DIPLOMES

1. — Projet de loi n° 737 de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'**admission à l'internat en médecine** du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Jack Ralite, ministre de la santé. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Lareng (14 avril 1982). — Rapport **n° 786** (21 avril 1982). — Discussion le 21 avril 1982. — Adoption le 21 avril 1982. — Projet de loi **n° 131.**

Sénat (première lecture) **n° 291** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Paul Séramy. — Rapport **n° 413** (1981-1982) (23 juin 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi **n° 119** (1981-1982).

Loi n° 82-547 du 30 juin 1982 publiée au *J.O.* du 1er juillet 1982 (p. 2067).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 avril 1982] (p. 1222) :

Disparition de copies, solution retenue et position du Conseil d'Etat : *Lareng* (*Louis*) (p. 1222) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 1223).

Organisation des épreuves : *Lareng* (*Louis*) (p. 1222) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 1223).

Validation et principe de séparation des pouvoirs : *Lareng* (*Louis*) (p. 1222).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 1223).

Discussion de l'article unique [21 avril 1982] (p. 1223).

Article unique (*validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'admission à l'internat en médecine du C.H.R. faisant partie du C.H.U. de Paris au titre du concours de 1980-1981, publiées le 8 mai 1981 par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Ile-de-France*) : adopté (p. 1223).

2. — Projet de loi n° 738 portant validation des résultats du concours 1976 d'**élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (14 avril 1982). — Rapport **n° 788** (21 avril 1982). — Discussion le 21 avril 1982. — Adoption le 21 avril 1982. — Projet de loi **n° 132.**

Sénat (première lecture) **n° 292** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport **n° 342** (1981-1982) (19 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi **n° 107** (1981-1982).

Loi n° 82-502 du 14 juin 1982 publiée au *J.O.* du 15 juin 1982 (p. 1883).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 avril 1982] (p. 1223) :

Annulation du concours par le Conseil d'Etat : *Rouquet* (*René*) (p. 1223) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1224).

Perturbation des épreuves qui se sont déroulées au centre de Rouen : *Rouquet* (*René*) (p. 1223) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1224).

Discussion de l'article unique [21 avril 1982] (p. 1224) :

Article unique (*validation des nominations des 137 élèves admis au concours externe d'élèves-éducateurs et élèves-éducatrices de l'éducation surveillée ouvert par l'arrêté du 15 mars 1976 et organisant l'application de l'article 11 du décret n° 56-398 du 23 avril 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du personnel des services extérieurs de l'éducation surveillée*) : adopté (p. 1224).

3. — Projet de loi n° 739 portant validation des nominations et avancements prononcés pour la **constitution du corps des ingénieurs, techniciens d'études et de fabrications.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Charles Hernu, ministre de la défense. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Joseph Gourmelon (14 avril 1982). — Rapport **n° 773** (14 avril 1982). — Discussion le 21 avril 1982. — Adoption le 21 avril 1982. — Projet de loi **n° 133.**

Sénat (première lecture) **n° 293** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Albert Voilquin. — Rapport **n° 361** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 4 juin 1982. — Adoption le 4 juin 1982. — Projet de loi **n° 109** (1981-1982).

Loi n° 82-503 du 14 juin 1982 publiée au *J.O.* du 15 juin 1982 (p. 1883).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 avril 1982] (p. 1224).

Avenir des corps des I. T. E. F. et T. E. F. (conclusion de la commission Picard) : *Gourmelon (Joseph)* (p. 1225) ; *Hernu (Charles)* (p. 1226, 1227, 1230) ; *Fillon (François)* (p. 1227) ; *Brocard (Jean)* (p. 1228) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1229) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1229, 1230).

Essais atomiques : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1230) ; *Hernu (Charles)* (p. 1230, 1231).

Motion de renvoi en commission : *Fillon (François)* (p. 1227, 1231) ; *Hernu (Charles)* (p. 1227) ; *Darinot (Louis)* (p. 1228) ; retirée (p. 1231).

Problème de la catégorie B de la fonction publique : *Gourmelon (Joseph)* (p. 1225) .

Recrutement des I. T. E. F. (ingénieurs techniciens d'études et de fabrication) : *Gourmelon (Joseph)* (p. 1224, 1225) ; *Hernu (Charles)* (p. 1226) ; *Fillon (François)* (p. 1227) ; *Brocard (Jean)* (p. 1228) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1229).

Vote favorable du groupe communiste : *Rimbaud (Jacques)* (p. 1229).

Discussion de l'article unique [21 avril 1982] (p. 1231).

Article unique *(validation des nominations prononcées pour la constitution initiale du corps des I. T. E. F. du ministère de la défense au titre des années* 1975 *et* 1976 ; *intégration dans le corps des I. T. E. F. : les techniciens d'études et de fabrications et les agents sous contrat inscrits après examen professionnel, au titre des années* 1975 *et* 1976 *sur les listes d'aptitude complémentaires)* : adopté (p. 1231).

Diplôme national du brevet des collèges

Voir *Questions orales sans débat* **204.**

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **11.**
Handicapés **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Education nationale.
Professions et activités médicales **4, 6.**
Questions au Gouvernement **342, 450.**

EXCEPTION D'IRRECEVABILITE

Voir *Communes* **9.**
Départements d'outre-mer **4.**
Fonctionnaires et agents publics **11.**
Procédure pénale **3.**
Rappels au règlement **410, 411.**

EXPERTS-COMPTABLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 53.

EXPLOITANTS AGRICOLES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Expropriation **1.**
Lois de finances **6,** article 55 (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.
Lois de finances rectificatives **5,** articles 21 et 22.

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

EXPORTATIONS

Voir *Agriculture* **8.**

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1989

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

EXPROPRIATION

1. — Proposition de loi n° 1249 relative à la réquisition d'emprise totale dans le cadre de l'**expropriation d'une exploitation agricole.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Brune (16 décembre 1982).

Voir *Logement* **8.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.
Pétitions **173.**

EXPULSIONS

Voir *Etrangers* **5.**
Questions au Gouvernement **374.**

Locataires.

Voir *Questions orales sans débat* **200.**

EXTRADITION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

F

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

4. — Proposition de loi n° 627 tendant à octroyer de nouvelles **garanties aux petites et moyennes entreprises en cas de défaillance du « donneur d'ordres ».** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Charles Millon (14 avril 1982).

FAITS PERSONNELS

22. — M. Nicolas Alfonsi : s'élève contre l'interprétation faite par M. Claude Labbé de son opinion sur le statut de la Corse [13 janvier 1982] (p. 74).

23. — M. Michel Debré : reprise par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat, de la thèse d'une formation politique qui ne veut plus que les Antilles et La Réunion soient des départements français [15 janvier 1982] (p. 141) ;

24. — M. Edmond Alphandéry : proteste contre les propos tenus par M. le ministre de l'économie et des finances qui l'a qualifié de « lobbyiste » ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances [20 avril 1982] (p. 1203, 1204).

25. — M. Alain Madelin : proteste contre les propos tenus par M. Guy Ducoloné ; son engagement politique lorsqu'il était étudiant à la faculté d'Assas [3 juin 1982] (p. 2921).

26. — M. Jacques Toubon : proteste contre les propos tenus par M. Jean-Michel Belorgey, qui l'a qualifié de « putschiste » [3 juin 1982] (p. 2922).

27. — M. Jean-Michel Belorgey : interprétation malveillante de son rapport sur la police par M. Jacques Toubon [3 juin 1982] (p. 2922).

28. — M. Jean Foyer : proteste contre les propos tenus par M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation insinuant qu'il serait propriétaire d'un château [28 juillet 1982] (p. 4977) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : infirme l'interprétation de ses propos donnée par M. Foyer (p. 4978).

29. — M. Robert-André Vivien : proteste contre les propos tenus par M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget [26 octobre 1982] (p. 6330) ; M. Laurent Fabius (p. 6330).

30. — M. Roland Vuillaume : erreur d'interprétation par M. le ministre du temps libre des propos qu'il a tenus sur le tourisme [3 novembre 1982] (p. 6631, 6632) ; M. André Henry, ministre du temps libre (p. 6632).

31. — M. Jean Falala : existence indiscutable des chambres à gaz [13 novembre 1982] (p. 7142) ; M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants : évidence de l'existence des chambres à gaz (p. 7142).

32. — M. Xavier Deniau : proteste contre les propos tenus par M. Robert Montdargent ; exprime le désir que son opposition à l'imputation budgétaire du surcoût du gaz algérien ne soit pas interprétée comme une position hostile à l'égard de l'Algérie [18 novembre 1982] (p. 7374).

33. — **M. Jacques Toubon :** répond à l'attaque dont il vient de faire l'objet de la part de M. Guy Ducoloné [21 décembre 1982] (p. 8593) ; M. Henri Emmanuelli (p. 8593).

FAMILLE

3. — Proposition de loi n° 555 d'orientation familiale. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Briane (22 avril 1982).

Voir *Avortement* **4.**
Divorce **5.**
Filiation **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Services du Premier ministre ; Droits de la femme.
Prestations familiales **4.**
Questions au Gouvernement **469.**
Questions orales sans débat **306.**
Traités et conventions **43.**
Travail **12.**

Parents isolés

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Représentation

Voir *Questions au Gouvernement* **272.**

FAUTES PROFESSIONNELLES

Voir *Auxiliaires de justice* **2.**

FEDERATION NATIONALE CHEVALINE

Voir *Elevage* **1.**

FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANÇAISE

Voir *Sécurité sociale* **11.**

FEDERATION NATIONALE DES SOCIETES DE COURSES

Voir *Elevage* **1.**

FEMMES

4. — Proposition de loi n° 329 tendant à instituer des mesures de protection et de soutien à l'égard des jeunes **femmes enceintes.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Bas (7 octobre 1982).

5. — Proposition de loi n° 337 tendant à améliorer les **prestations familiales,** à créer le salaire maternel, à instituer des prêts aux jeunes foyers et un fonds national de secours aux mères en détresse. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Bas (7 octobre 1982).

8. — Proposition de loi n° 538 sur le respect de l'application du principe de **l'égalité des sexes.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Muguette Jacquaint (22 avril 1982).

9. — Proposition de loi n° 587 tendant à compléter l'article L. 321-2 du **code du travail** afin de préciser les **règles applicables aux mères de famille de trois enfants et plus en cas de licenciement collectif.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Hélène Missoffe (22 avril 1982).

10. — Proposition de loi n° 814 tendant à faire évoluer les **représentations de la femme au travers de la publicité.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Muguette Jacquaint (17 juin 1982).

11. — Proposition de loi n° 999 tendant à assurer **l'égalité des femmes** devant l'emploi et la formation professionnelle. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (7 octobre 1982).

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Commerce et artisanat **4.**
Elections et référendum **16.**
Fonctionnaires et agents publics **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi. — III : Travail, emploi ; Services du Premier ministre.
Questions au Gouvernement **192, 230.**
Travail **7, 8, 11, 12.**

Déclarations fiscales

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 6.

Mères de famille

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Seules

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

Travail des —

Voir *Travail* **7.**

FEMMES ENCEINTES

Voir *Travail* **6.**

FEMMES MILITAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

FERMAGE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

FICHE SIGNALETIQUE DE LOGEMENT

Voir *Baux* **6.**

FIEVRE APHTEUSE

Voir *Traités et conventions* **65.**

FILIALES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 11.

FILIATION

1. — Proposition de loi n° 73 tendant à modifier l'article 334-8 du code civil relatif à **l'établissement de la filiation naturelle.** — *Sénat* (première lecture), n° **123** (1981-1982), dépôt le 14 décembre 1981. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin. — Rapport n° **271** (1981-1982) (20 avril 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Proposition de loi n° **106** (1081-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **919,** dépôt le 3 juin 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer. — Raport n° **949** (16 juin 1982). — Discussion le 16 juin 1982. — Adoption définitive le 16 juin 1982. — Proposition de loi n° **170.**

Loi n° 82-536 du 25 juin 1982 publiée au *Journal officiel* du 26 juin 1982 (p. 2026).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [16 juin 1982] (p. 3478) :

Modifications apportées par le Sénat : *Foyer (Jean)* (p. 3479) ; *Badinter (Robert)* (p. 3479).

Discussion des articles [16 juin 1982] (p. 3479) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3479).

Voir *Etat civil* **2.**

FILTRATION (société industrielle de — de Marseille-en-Beauvaisis)

Voir *Questions au Gouvernement* **482.**

FINANCES LOCALES

Voir *Agriculture* **4.**
Collectivités locales **1, 3.**
Villes nouvelles **2.**

FIOUL

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**

T. V. A. sur le —

Voir *Lois de finances* **5,** article 3.

FISCALITE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale.

Régime corse

Voir *Corse* **4.**

FISCALITE LOCALE

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **5,** discussion générale.
Questions au Gouvernement **204.**

FLEUVES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

FLOTTE DE COMMERCE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

F. N. S. E. A.

Voir *Questions orales sans débat* **257.**

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

3. — Proposition de loi n° 334 tendant à faciliter l'**accès aux emplois publics** des pères de famille nombreuse. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Serge Charles (14 avril 1982).

5. — Projet de loi n° 616 modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Françoise Gaspard (28 janvier 1982), remplacée par Mme Denise Cacheux (2 avril 1982). — Rapport n° **747** (2 avril 1982). — Discussion le 7 avril 1982. — Adoption le 7 avril 1982. — Projet de loi n° **120.**

Sénat (deuxième lecture), n° **253** (1981-1982), dépôt le 8 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Félix Ciccolini. — Rapport n° **302** (1981-1982) (28 avril 1982). — Discussion le 29 avril 1982. — Adoption définitive le 29 avril 1982. — Projet de loi n° **70** (1981-1982).

Loi n° 82-380 du 7 mai 1982 publiée au *J.O.* du 8 mai 1982 (p. 1315).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 avril 1982] (p. 971, 982) :

Agents de l'Assemblée nationale : *Cacheux* (*Denise*) (p. 972).

Améliorations apportées par le Sénat : *Cacheux* (*Denise*) (p. 972, 973) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 974).

Caractéristiques de l'emploi féminin dans la fonction publique (proportion de non-titulaires, position hiérarchique, inégalité de salaire) : *Cacheux* (*Denise*) (p. 971) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 975) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 983).

Congés pour la garde d'un enfant malade (circulaire) : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 976).

Corps des enseignants : *Cacheux* (*Denise*) (p. 971) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 976) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 983).

Emplois dans la fonction militaire : *Cacheux* (*Denise*) (p. 973).

Engagements internationaux (conventions de l'O. N. U. et de l'O. I. T., directives européennes) : *Roudy* (*Yvette*) (p. 973, 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 975).

Evolution « graduelle » vers la mixité : *Roudy* (*Yvette*) (p. 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 976).

Loi du 10 juillet 1975 : *Cacheux* (*Denise*) (p. 971) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 973) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 982) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 983).

Principe d'égalité d'accès et dérogations : *Cacheux* (*Denise*) (p. 971) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 973) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 975, 976) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 982).

Politique de promotion des femmes : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 976, 977).

Rapport sur le bilan des mesures prises dans le secteur public : *Cacheux* (*Denise*) (p. 972) ; *Le Pors* (*Anicet*), (p. 976).

Recrutement distinct : *Cacheux* (*Denise*) (p. 971, 972) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 973, 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 974, 976).

Recrutement exclusif d'hommes ou de femmes : *Cacheux* (*Denise*) (p. 972 ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 973) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 974) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 982).

Retraite des femmes : *Goeuriot* (*Colette*) (p. 982).

Service des douanes : *Roudy* (*Yvette*) (p. 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 976).

Services extérieurs de l'administration pénitentiaire : *Roudy* (*Yvette*) (p. 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 976).

Service de la police : *Roudy* (*Yvette*) (p. 974) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 976).

Temps partiel : *Toubon* (*Jacques*) (p. 984).

Travail de nuit : *Goeuriot* (*Colette*) (p. 982).

Vote favorable du groupe R. P. R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 984).

Vote favorable du groupe U. D. F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 984).

Discussion des articles [7 avril 1982] (p. 984) :

Article 1er (*modification de l'article 7 du statut général des fonctionnaires, principe de l'égalité des sexes*) : réservé jusqu'après l'article 2.

Article 2 (*insertion dans le statut général des fonctionnaires d'un article 18 bis autorisant des recrutements distincts pour les hommes et pour les femmes*) : amendement n° 3 de la commission (tendant à ce que les dispositions dérogatoires au principe de la mixité ne soient pas modifiées dans le statut général des fonctionnaires et visant à préciser les conditions de recrutement distinct : caractère transitoire des dérogations, « conditions déterminantes pour l'exercice de la fonction concernée », consultation du conseil supérieur de la fonction publique) (p. 984) ; opposition du Gouvernement à la disposition selon laquelle les recrutements distincts sont autorisés pour une période transitoire à compter de la promulgation de la présente loi ; confusion entre le pouvoir syndical et le pouvoir politique (position de la F. E. N. et du S. N. I.) (p. 985) ; amendement n° 3 rejeté ;

— article 2 adopté.

Article 1er précédemment réservé : amendement n° 1 de la commission (tendant à éviter la codification des dispositions dérogatoires au principe de la mixité) : devenu sans objet ; amendement n° 2 de la commission (relatif aux épreuves physiques que peuvent comporter certains concours) : devenu sans objet ;

— article 1er adopté.

Article 3 (*dérogations au principe de la mixité pour les emplois ne relevant pas du statut général des fonctionnaires*) : amendement n° 4 de la commission (tendant à transposer aux emplois des assemblées parlementaires, des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques dont le personnel est soumis à un statut réglementaire les dispositions précédemment adoptées pour les emplois relevant du statut général des fonctionnaires) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 986).

Article 4 (*dérogations au principe de la mixité pour les emplois communaux*) : amendements nos 5 et 6 de la commission (non codification des dispositions dérogatoires au principe de la mixité) : devenus sans objet ;

— article 4 adopté.

Article 5 (*rapport biennal au parlement sur les mesures prises pour garantir le respect du principe d'égalité d'accès aux emplois publics*) : amendement n° 7 de la commission (prévoyant l'avis de la commission nationale paritaire du personnel communal et des organismes paritaires des personnels des collectivités locales) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (tendant à préciser que les dispositions dérogatoires seront soumises périodiquement à un réexamen) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (visant à faire obligation au Gouvernement d'assortir son rapport d'indications complémentaires sur les emplois à temps partiel) ; amendement n° 11 du Gouvernement (même objet) (p. 987) ; amendement n° 9 rejeté ; amendement n° 11 adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 988).

Explications de vote (p. 988) :

Vote favorable du groupe socialiste : *Richard* (*Alain*) (p. 988).

Vote favorable du groupe U. D. F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 988).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 988).

6. — Proposition de loi n° 888 tendant à faire prendre en compte, dans le **calcul des années de service effectif** accomplies dans les administrations et établissements publics de l'Etat et des collectivités locales, tout ou partie de la **durée des services militaires ou de résistance** accomplis par les fonctionnaires et agents. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par Mme Nicole de Hauteclocque. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (17 juin 1982).

7. — Projet de loi n° 895 relatif aux retenues pour absence de service fait par les **personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (27 mai 1982). — Rapport **n° 924** (9 juin 1982). — Discussion le 7 juillet 1982. — Adoption le 7 juillet 1982. — Projet de loi **n° 200.**

Sénat (première lecture), **n° 463** (1981-1982). — Dépôt le 8 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport **n° 522** (1981-1982) (29 septembre 1982). — Discussion le 30 septembre 1982. — Adoption le 30 septembre 1982. — Projet de loi **n° 152** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 1116**, dépôt le 30 septembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette. — Rapport **n° 1118** (1er octobre 1982). — Discussion le 1er octobre 1982). — Adoption avec modifications le 1er octobre 1982. — Projet de loi **n° 231.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 536** (1981-1982), dépôt le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Discussion le 1er octobre 1982. — Adoption avec modifications le 1er octobre 1982. — Projet de loi **n° 155** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 1121**, dépôt le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Bureau [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roger Rouquette. — Rapport n° **1131** (6 octobre 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption avec modifications le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **240.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **11** (1982-1983) (7 octobre 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption définitive le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **13** (1982-1983).

Loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 publiée au *J. O.* du 20 octobre 1982 (p. 3163).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 juillet 1982] (p. 4315) :

Absences irrégulières : *Rouquette* (*Roger*) (p. 4316) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 4319).

Calcul du montant de la retenue : *Rouquette* (*Roger*) (p. 4316) ; *Renard* (*Roland*) (p. 4318) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 4320).

Champ d'application : *Rouquette* (*Roger*) (p. 4316).

Droit de grève dans le secteur public : *Rouquette* (*Roger*) (p. 4316) ; *Labazée* (*Georges*) (p. 4318) ; *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 4319) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 4319, 4320).

Notion de « service fait » : *Rouquette* (*Roger*) (p. 4316) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 4317) ; *Renard* (*Roland*) (p. 4318) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 4320).

Principe du « trentième indivisible » : *Rouquette* (*Roger*) (p. 4316) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 4317) ; *Renard* (*Roland*) (p. 4318) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 4319).

Rénovation du statut de la fonction publique (notamment liberté syndicale) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 4317) ; *Renard* (*Roland*) (p. 4318) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 4320, 4321).

Vote favorable du groupe communiste : *Renard* (*Roland*) (p. 4318).

Vote favorable du groupe socialiste : *Charzat* (*Michel*) (p. 4318).

Discussion des articles [7 juillet 1982] (p. 4321) :

Article 1er (*suppression du principe du trentième indivisible ; calcul du montant de la retenue*) : adopté.

Article 2 (*suppression du principe du trentième indivisible ; champ d'application*) : adopté.

Article 3 (*abrogation de la loi du 22 juillet 1977*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4321).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [1er octobre 1982] (p. 5312) :

Code général de la fonction publique : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5312).

Notion de service de fait : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5312) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5312).

Règle du trentième indivisible : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5312).

Statuts particuliers : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5312).

Discussion des articles [1er octobre 1982] (p. 5312).

Article 1er A : amendement n° 1 de la commission (suppression de l'article 1er A relatif à la notion d'absence de service fait) : adopté ;

— en conséquence, l'article 1er A est supprimé.

Article 1er : amendement n°2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; suppression de la référence au préavis de grève et aux grèves tournantes en ce qui concerne le prsonnel de la fonction publique) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : suppression de la référence au préavis de grève et aux grèves tournantes en ce qui concerne le personnel des collectivités locales) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 2 (p. 5313).

Article 2 *bis :* amendement n° 5 de la commission (suppression de l'article 2 *bis* relatif à l'obligation de négocier pendant la durée du préavis) : adopté ;

— en conséquence, l'article 2 *bis* est supprimé.

Article 4 : amendement n° 6 de la commission (suppression de l'article 4 réintroduisant une notion de sanction) : adopté ;

— en conséquence, l'article 4 est supprimé.

Article 5 : amendement n° 7 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 5) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5314).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [7 octobre 1982] (p. 5540) :

Droit de grève et sanctions disciplinaires : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5540).

Préavis : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5540) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5540, 5541) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 5541).

Trentième indivisible : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5540) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5540).

Texte de la commission mixte paritaire :

Article 1er A ;

Article 1er ;

Article 2 ;

Article 2 *bis* **;**

Article 4 : supprimé.

Article 5 : amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de l'article 2 *bis* relatif à l'obligation de négociation imposée aux parties pendant la durée du préavis) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5541).

8. — Proposition n° 943 tendant à faire bénéficier les **fonctionnaires ayant servi en Tunisie, au Maroc et en Algérie** des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Marc Lauriol. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Gouzes (7 octobre 1982).

9. — Projet de loi n° 1081 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les **emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics** et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (23 septembre 1982). — Rapport n° **1278** (8 décembre 1982). — Discussion le 14 décembre 1982. — Deuxième délibération (art. 9 et 10). — Adoption le 14 décembre 1982. — Projet de loi n° **284.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 décembre 1982] (p. 8254, 8286) :

Agents en coopération : *Vivien* (*Alain*) (p. 8259) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8259, 8290) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 8289).

Analyse statistique (nombre des non-titulaires ; ventilation par service, par emploi et par sexe) : *Sapin* (*Michel*) (p. 8255) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8257) ; *Renard* (*Roland*) (p. 8260) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 8287, 8288).

Article 40 de la Constitution : *Renard* (*Roland*) (p. 8261) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 8286) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8290).

Centre national d'études des télécommunications : *Jagoret* (*Pierre*) (p. 8261, 8262) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8290).

Circulaires : *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 8289).

Concours (établissement de listes complémentaires) : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8258) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 8288).

Concours (principe du —) : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8257).

« Fonction publique parallèle », « volant de main-d'œuvre », et gestion des effectifs : *Sapin* (*Michel*) (p. 8255) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8256, 8257) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 8263) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 8286) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 8288).

Modalités de résorption de l'auxiliariat : limitation du recours aux contractuels et nouveau régime des auxiliaires : *Sapin* (*Michel*) (p. 8256) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8257, 8258, 8260) ; *Renard* (*Roland*) (p. 8260, 8261) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 8263) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 8288) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 8289).

Modalités de résorption de l'auxiliariat : plan de titularisation (agents concernés) : *Sapin* (*Michel*) (p. 8255) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8258, 8259, 8260) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 8262, 8263) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 8289) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8291).

Modalités de résorption de l'auxiliariat : plan de titularisation (durée) : *Sapin* (*Michel*) (p. 8256) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8260, 8291) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 8288).

Modalités de résorption de l'auxiliariat : plan de titularisation (modalités de la titularisation : rémunération. ancienneté, rachat des cotisations, mutation, affectation...) : *Sapin* (*Michel*) (p. 8255, 8256) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8259, 8290, 8291, 8292) ; *Renard* (*Roland*) (p. 8261) ; *Jagoret* (*Pierre*) (p. 8261, 8262) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 8262, 8263) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 8286) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 8288) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 8289).

Non-titulaires des collectivités territoriales : *Sapin* (*Michel*) (p. 8255) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8259, 8260).

Spécificité de la fonction publique en zone de montagne : *Caumont* (*Robert de*) (p. 8287) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 8291).

Discussion des articles [14 décembre 1982] (p. 8292) :

Titre Ier : dispositions permanentes.

Article 1er (*principe du recours à des fonctionnaires pour occuper des emplois permanents*) : amendement n° 1 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 1er afin de donner une meilleure présentation des dispositions, de soumettre à l'avis du conseil supérieur de la fonction publique la liste des établissements publics à caractère administratif échappant aux dispositions de l'article 1er, de prévoir une dérogation temporaire à la règle du recours exclusif à des titulaires et afin de maintenir le recours à des non-titulaires pour les emplois de maître d'internat et de surveillant d'externat) (p. 8292) ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant une dérogation temporaire à la règle du recours exclusif à des titulaires) : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié, adopté ; ce texte devient l'article 1er.

Article 2 (*recours à des contractuels lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient*) : amendement n° 2 de la commission (restriction des cas où il peut être fait appel pour satisfaire des besoins permanents à du personnel contractuel) ; amendement n° 29 du Gouvernement (précisant qu'il pourra être dérogé au principe posé à l'article 1er « lorsqu'il n'existe pas de corps de fonctionnaires susceptibles d'assurer certaines fonctions ») ; amendement n° 2 : rejeté ; amendement n° 29 : adopté après rectification (p. 8293) ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 de la commission (recrutement de personnels associés ou invités) : adopté.

Article 3 (*recours à des contractuels pour des emplois à temps incomplet, saisonnier ou occasionnel*) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (suppression de l'alinéa faisant référence à un décret) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*dispositions générales applicables aux agents non titulaires*) : amendement n° 6 de la commission (relatif à la procédure de dérogation : décrets en Conseil d'Etat, harmonisation des règles de recours à des contractuels, contrôle effectué par les organisations syndicales, procédure de révision périodique des dérogations) ; sous-amendement n° 30 du Gouvernement (rédactionel) (p. 8294) : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; ce texte devient l'article 4.

Article 5 (*institution de listes complémentaires aux concours*) : amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (modification de la période de validité de la liste complémentaire) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 8295).

Titre II : dispositions transitoires.

Article 6 (*conditions d'intégration*) : problème des personnels des collectivités territoriales ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*titularisation des personnels de coopération*) : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 8296).

Article 8 (*titularisation des agents employés à temps partiel*) : amendement n° 12 de la commission (visant à clarifier les conditions d'ouverture du droit à titularisation) ; sous-amendement n° 32 du Gouvernement (rétablissement du dernier alinéa de l'article 8 du projet de loi) : adopté après rectification proposée par M. le rapporteur ; amendement n° 12, ainsi modifié, adopté ; ce texte devient l'article 8.

Après l'article 8 : amendement n° 31 du Gouvernement (relatif au recrutement des personnels associés ou invités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté.

Article 9 (*procédures d'intégration*) : amendement n° 19 de M. Roland Renard (suppression de la disposition prévoyant un examen professionnel) (p. 8297) : retiré ; amendement n° 25 de la commission (prévoyant dans tous les cas de création de corps nouveaux la modalité de l'intégration directe) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (prévoyant la présence de deux représentants de l'administration au sein de la commission administrative et de la commission spéciale) ; amendement n° 27 de la commission (permettant aux représentants des non-titulaires de siéger avec voix délibérative dans les commissions administratives paritaires ou spéciales) (p. 8298) ; amendements n°s 26 et 27 : rejetés ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*objet des décrets d'application*) : amendement n° 14 de la commission (relatif aux critères du choix du corps d'intégration) : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 de M. Michel Sapin soutenu par M. Roland Renard (visant à organiser la période transitoire précédant la titularisation) (p. 8299) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*garantie d'emploi des agents non titulaires*) : amendement n° 20 de M. Roland Renard (proposant une nouvelle rédaction du second alinéa) : retiré ;

— article 11, adopté.

Article 12 (*affectation des agents titularisés*) : adopté.

Article 13 (*modalités du reclassement*) : adopté.

Article 14 (*révision de carrière au bénéfice des titulaires*) : adopté.

Article 15 (*assimilation des services validés à des services effectifs par l'avancement de grade*) : amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 (*clause de sauvegarde*) : adopté.

Article 17 (*étalement des cotisations de rachat*) : sort de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, l'I.R.C.A.N.T.E.C. (p. 8300) : adopté.

Article 18 (*non-titularisation des personnels enseignants associés ou invités et des maîtres d'internat et surveillants d'externat*) : amendement n° 18 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 18) : adopté ;

— article 18, supprimé.

Seconde délibération du projet de loi à la demande de la commission :

Article 9 : amendement n° 1 de la commission (prévoyant la présence de deux représentants de l'administration au sein de la commission adninistrative paritaire et de la commission spéciale) : adopté (p. 8301) ; amendement n° 2 de la commission (accordant voix délibérative aux représentants des non-titulaires siégeant dans les commissions administratives parlaires ou les commissions spéciales) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 3 de la commission (précisant les critères pris en compte pour la détermination du corps d'intégration) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 8302).

10. — Projet de loi n° 1082 relatif à l'**attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (23 septembre 1982). — Rapport n° **1097** (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi n° **235.**

Sénat (première lecture), n° **14** (1982-1983), dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Eberhard. — Rapport n° **70** (1982-1983) (27 octobre 1982). — Discussion le 16 novembre 1982. — Adoption le 16 novembre 1982. — Projet de loi n° **37** (1982-1983).

Loi n° 82-997 du 23 novembre 1982 publiée au *J.O.* du 26 novembre 1982 (p. 3590).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 octobre 1982] (p. 5382) :

Agents communaux : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5382) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 5383) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 5384).

Agents des E. P. S. T. : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5383).

Agents des établissements publics administratifs de l'Etat : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5382) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 5383) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5384).

Amélioration des droits syndicaux des agents de l'Etat : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 5382) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5384).

Avis favorable du Conseil d'Etat et du conseil supérieur de la fonction publique : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5382) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5383).

Durée maximale du congé : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5382) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 5383) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5384).

Limites au droit au congé (quota de 5 p. 100 de l'effectif budgétaire — délai de réponse de l'administration) : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5382) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 5383) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5384).

Rémunération des congés : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5382) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5383) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5384).

Répartition des congés entre les organisations syndicales : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5382) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5384).

Vote favorable du groupe communiste : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 5383).

Vote favorable du groupe socialiste : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5383).

Discussion des articles [5 octobre 1982] (p. 5384) :

Article 1er (*attribution aux fonctionnaires d'un congé de formation syndicale avec traitement*) : adopté.

Article 2 (*extension aux agents titulaires de l'Etat des dispositions applicables aux fonctionnaires*) : adopté.

Article 3 (*référence aux dispositions applicables aux agents des collectivités locales et de leurs établissements publics*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5385).

11. — Projet de loi n° 1092 modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 27 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Urgence déclarée le 27 septembre 1982. — Renvoi à la commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (30 septembre 1982). — Rapport n° **1098** (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi n° **236.**

Sénat (première lecture), **n° 22** (1982-1983), dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport **n° 71** (1982-1983) (27 octobre 1982). — Discussion le 16 novembre 1982. — Rejet le 16 novembre 1982. — Projet de loi **n° 38** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Bureau [*J.O.* du 25 novembre 1982] (p. 3584).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. — Rapport n° **1242** (24 novembre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **105** (1982-1983) (24 novembre 1982). —

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1221,** dépôt le 16 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. — Rapport n° **1245** (25 novembre 1982). — Discussion le 25 novembre 1982. — Adoption avec modifications le 25 novembre 1982. — Projet de loi **n° 271.**

Sénat (deuxième lecture), n° **113** (1982-1983), dépôt le 26 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **117** (2 décembre 1982). — Discussion le 16 décembre 1982. — Rejet le 16 décembre 1982. — Projet de loi **n° 53** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1322,** dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. — Rapport n° **1340** (20 décembre 1982). — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption définitive le 20 décembre 1982. — Projet de loi **n° 307.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 14 janvier 1983 [*J.O.* du 15 janvier 1983] (p. 354). — Articles déclarés non conformes : avant-dernier alinéa de l'article 2.

Loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 publiée au *J.O.* du 20 janvier 1983 (p. 378).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 octobre 1982] (p. 5385-5405).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. François d'Aubert : *Aubert* (*François d'*) (p. 5387 à 5391) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5391, 5392, 5393) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5393, 5394, 5395) ; rejetée (p. 5395).

Question préalable opposée par M. Jean Foyer : *Foyer* (*Jean*) (p. 5395 à 5398) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 5399, 5400) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5400, 5401) ; rejetée (p. 5401).

Attachés d'administration centrale : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5411).

Avis du Conseil d'Etat ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5394, 5417) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5406).

Centre des hautes études administratives : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410).

Code général de la fonction publique : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5414, 5416, 5417).

Concours interne (détournement du concours interne, modification de ses modalités) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5385, 5386) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5407) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5409) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 5411) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5412) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5413 à 5416).

Création éventuelle d'un grade d'administrateur général : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5409) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5417).

Décret du 27 septembre 1982 : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5385, 5386) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5389) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5414, 5415).

Décrets d'application : *Aubert* (*François d'*) (p. 5491) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5392) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5393, 5394, 5417) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 5408).

Ecole nationale de la magistrature : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5387) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5395, 5396).

« Elitisme de masse » : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5401) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5407).

Enseignement supérieur : *Sapin* (*Michel*) (p. 5393) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5397) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 5399) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405, 5406) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5414).

Formation continue : *Foyer* (*Jean*) (p. 5398) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5413, 5417).

Grands corps (accès aux —) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5385, 5386) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 5399) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5417).

I. E. P. de Paris : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5387, 5390, 5391) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5414).

I. E. P. de province : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5385) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5414, 5417).

Instituts régionaux d'administration : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5413).

Politisation de la haute fonction publique et neutralité du service public : *Aubert* (*François d'*) (p. 5388 5390, 5391) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5395) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5398) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 5399) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5407) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5409) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5412) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5417).

Préparation à l'E.N.A : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5414).

Primes : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5486) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5417).

Sociologie de la haute fonction publique et recrutement géographique et social de l'E.N.A. : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5385) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5387, 5388) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5393) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5397) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 5399) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405, 5406) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5406) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5409) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 5411) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5411) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5413, 5414).

Tour extérieur : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5406) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 5408) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 5411) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5412) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5412) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5415).

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. (affectation, quota, « emplois réservés ») : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5390) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5394, 5395, 5400, 5415, 5417) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5396) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 5400) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 5408) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5409) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5412).

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. (carrière) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5388, 5390) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5407) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 5408) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5415, 5416).

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. (épreuves, jury) : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5394, 5395, 5400, 5415) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5397) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5406, 5407) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 5408).

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. (formation, scolarité) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5390) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5397) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5407) ; *Debré* (*Michel*) (p. 5410) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 5411).

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. (établissement de la liste des candidats) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5390) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5392, 5394) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5397) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5407) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 5408).

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. (personnes intéressées) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5386, 5387) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 5388, 5389, 5390) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 5393, 5394, 5414, 5415, 5418) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 5397, 5398) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 5400) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5405) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5406) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 5408) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5409) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5412).

Discussion des articles [5 octobre 1982] (p. 5418) :

Article 1er (*modes d'accès à la fonction publique*) : amendement n° 11 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 5418) : rejeté ; amendement n° 14 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir une troisième voie d'accès à l'ensemble du corps de catégorie A) : rejeté ;

— article 1er, adopté.

Article 2 (*création d'une nouvelle voie d'accès à la haute fonction publique*) : amendement n° 12 de M. Jacques Toubon (de suppression) ; caractère restrictif du champ d'application du concours spécial ; nécessité d'ouvrir le nouveau mode de recrutement aux fonctionnaires des catégories C et D ; problème des fonctionnaires de catégorie B (p. 5419) ; lettre adressée à M. le Premier ministre par la section C.F.D.T. de l'E.N.A. à propos du projet de décret du 27 septembre 1982 ; amendement n° 12 : rejeté ; amendement n° 15 de M. François d'Aubert (modifiant le quota de nominations ; 1/10 au lieu de 1/6 (p. 5420) : rejeté ; amendement n° 16 de M. François d'Aubert (modifiant les conditions requises pour être candidat au nouveau concours) : rejeté ; amendement n° 9 de M. Alain Richard (visant à diminuer la durée d'exercice des fonctions requises pour pouvoir se présenter au nouveau concours) : non soutenu ; amendement n° 26 de M. François d'Aubert (ouvrant le nouveau concours aux députés, sénateurs et représentants de la France à l'Assemblée des communautés européennes) (p. 5421) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (visant à préciser que les membres d'un conseil général ou d'un conseil régional visé à l'alinéa 1er sont des membres non parlementaires) ; notion « d'élections politiques » ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 7 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (ouvrant le troisième concours aux conseillers municipaux des communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5422) ; amendement n° 17 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir à tous les adjoints le troisième concours, quelle que soit l'importance de la population ou de la commune où ils exercent leur mandat) ; amendement n° 7 : rejeté ; amendement n° 17 : rejeté ; amendement n° 28 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir le troisième concours aux présidents-directeurs généraux, directeurs, gérants de sociétés, d'entreprises de moins de cinq cents salariés) : rejeté ; amendement n° 29 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir le troisième concours aux journalistes de la presse écrite et audiovisuelle titulaires d'une carte de presse) (p. 5423) : rejeté ; amendement n° 18 de M. François d'Aubert (visant à supprimer la disposition ouvrant le concours aux membres élus d'un organe d'administration ou de direction d'une des organisations syndicales de salariés ou de non-salariés considérés comme les plus représentatives sur le plan national) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (prise en compte des fonctions syndicales quel que soit l'organe national ou local où elles auront été exercées) : adopté (p. 5424) ; amendement n° 30 de la commission (visant à ouvrir le troisième concours aux secrétaires généraux de mairie et secrétaires généraux adjoints ainsi qu'aux chefs de service) : rejeté ; amendement n° 31 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir le troisième concours aux cadres du secteur privé) (p. 5425) : rejeté ; amendement n° 32 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir le concours aux cadres du secteur public, bancaire et industriel) : rejeté ; amendement n° 33 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir le nouveau concours aux fonctionnaires de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social) : rejeté ; amendement n° 34 de M. François d'Aubert (visant à ouvrir le nouveau concours aux agents chefs de service des collectivités régionales et départementales) : retiré ; amendement n° 19 de M. François d'Aubert (décompte de la durée de dix ans en cas d'exercice simultané de plusieurs des fonctions énumérées) (p. 5426) : rejeté ; amendement n° 20 de M. François d'Aubert (précisant que ne peuvent être admises à concourir les personnes ayant déjà présenté un concours externe ou interne d'accès à un corps appartenant à la catégorie A) : réservé à la demande de la commission jusqu'à l'examen de l'amendement n° 3 de la commission) ; amendement n° 10 de M. François Massot soutenu par M. Jean-Pierre Worms (proposant d'étendre aux fonctionnaires ou anciens fonctionnaires et agents de l'Etat relevant des catégories B, C et D, le bénéfice du nouveau concours) ; amendement n° 3 de la commission (proposant d'étendre aux fonctionnaires ou anciens fonctionnaires et agents de l'Etat relevant des catégories C et D le bénéfice du nouveau concours) (p. 5427) ; opposition du Gouvernement ; risque d'inconstitutionnalité ; augmentation du nombre de places dans les préparations de concours (p. 5428) ; amendement n° 10 : retiré (p. 5429) ; amendement n° 3 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 20 précédemment réservé de M. François d'Aubert : rejeté ; amendement n° 25 de M. Jacques Toubon (mode d'établissement des listes de candidats admis à concourir : suppression de l'avis d'une commission présidée par un conseiller d'Etat) ; amendement n° 8 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (mode d'établissement des listes de candidats admis à concourir : « sur proposition de la commission présidée par un conseiller d'Etat ») ; amendement n° 21 de M. François d'Aubert (mode d'établissement des listes des candidats admis à concourir) : avis conforme de la commission présidée par un conseiller d'Etat) (p. 5430) ; amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 21 : rejeté ; amendement n° 8 : rejeté ; amendement n° 22 de M. François d'Aubert (proposant qu'il y ait un jury commun pour les élèves issus des premier, deuxième et troisième concours à l'issue de la scolarité) ; amendement n° 4 de la commission (précisant que le classement devra être établi à l'issue d'une formation dispensée par l'E.N.A.) ; sous-amendement n° 27 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 22 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté (p. 5431) ; amendement n° 23 de M. François d'Aubert (relatif à la formation dispensée par l'E.N.A.) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (visant à supprimer le septième alinéa proposé pour l'article 20 *bis* relatif à l'affectation des élèves issus de la troisième voie) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*fixation du quota de postes réservés à la troisième voie*) : amendement n° 13 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 5432) ; amendement n° 5 de la commission (substituant au décret simple un décret en Conseil d'Etat) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 5433) :

Vote favorable du groupe socialiste : *Floch (Jacques)* (p. 5433).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 5433).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5433).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [25 novembre 1982] (p. 7689) :

Culture générale : *Debré (Michel)* (p. 7690) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 7692).

Différence entre les grands corps : *Le Pors (Anicet)* (p. 7690).

Egalité d'accès à la fonction publique : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7689) ; *Debré (Michel)* (p. 7690).

Engagement politique et rôle du fonctionnaire : *Debré (Michel)* (p. 7691) ; *Forni (Raymond)* (p. 7691) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 7693).

Exception d'irrecevabilité votée par le Sénat : *Le Pors (Anicet)* (p. 7690).

Formation permanente des fonctionnaires : *Le Pors (Anicet)* (p. 7690, 7693) ; *Debré (Michel)* (p. 7691).

Limite d'âge des candidats aux concours de l'Ecole nationale d'administration : *Debré (Michel)* (p. 7690, 7691) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 7692).

Maintien et unicité de l'Ecole nationale d'administration : *Debré (Michel)* (p. 7690) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 7692, 7693).

Préparations aux concours : *Le Pors (Anicet)* (p. 7690, 7692, 7693) ; *Debré (Michel)* (p. 7691).

Projet « Weill-Raynal et Cusin » : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7689).

« Troisième voie » d'accès à l'Ecole nationale d'administration : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7689) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 7690, 7693) ; *Debré (Michel)* (p. 7691) ; *Forni (Raymond)* (p. 7692).

Discussion des articles [25 novembre 1982] (p. 7693) :

Article 1er : adopté (p. 7693).

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (réduction de la durée des fonctions exigée pour accéder à la troisième voie) ; possibilité d'ouverture de l'accès à l'E.N.A. à d'autres catégories de candidats ; amendement n° 1 adopté ; amendement n° 2 de la commission (durée totale des fonctions exigées pour accéder à la troisième voie ; substitution des mots : « activités visées », par les mots : « fonctions mentionnées » ; amendement n° 2, rectifié, adopté (p. 7694) ; amendement n° 3 de la commission (ouverture de la troisième voie à des fonctionnaires) ; distinction entre le concours interne, réservé aux fonctionnaires, et la troisième voie ; possibilité d'accès des fonctionnaires à la troisième voie ; amendement n° 3 adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7695).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1982] (p. 8567) :

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. : *Le Pors (Anicet)* (p. 8567).

Texte adopté par l'Assemblée nationale en seconde lecture (p. 8567).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8567).

12. — Proposition de loi n° 1181 tendant à abroger la suspension des **droits à pension dans la fonction publique.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Tibéri (2 décembre 1982).

13. — Proposition de loi n° 1250 tendant à préciser les **conditions d'avancement des fonctionnaires en position de détachement spécial.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (16 décembre 1982).

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Chômage : indemnisation **2.**
Handicapés **5, 6, 7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives.
Ordonnances **2.**
Questions orales sans débat **149.**

Congés des —

Voir *Questions au Gouvernement* **304.**

Hauts fonctionnaires

Voir *Questions orales sans débat* **222.**

Révision de carrière des —

Voir *Rapatriés* **5.**

FONCTION PUBLIQUE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **7, 11.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives. Services du Premier ministre.

Politisation de la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives.

FONDATION EUROPEENNE

Voir *Traités et conventions* **72.**

FONDS ADDITIONNEL D'ACTION SOCIALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Voir *Traités et conventions* **44, 45.**

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Voir *Epargne* **4.**

FONDS D'ACTION RURALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE OBLIGATOIRE (F.A.S.S.O.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

FONDS D'AIDE AUX « RADIOS LIBRES »

Voir *Audiovisuel* **1.**

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

FONDS D'AIDE ET D'INDEMNISATION DES VICTIMES DE CALAMITES NATURELLES

Voir *Calamités et catastrophes* **4.**

FONDS D'AMENAGEMENT URBAIN (F.A.U.)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale ; (deuxième partie), Urbanisme et logement.

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELECTRIFICATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; Intérieur et décentralisation.

FONDS D'ASSURANCE FORMATION

Voir *Commerce et artisanat* **5.**

FONDS DE COMMERCE

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article **16.**

FONDS DE COMPENSATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

FONDS DE COMPENSATION DES RISQUES DE L'ASSURANCE ET DE LA CONSTRUCTION

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** article **27.**

FONDS DE CONCOURS POUR « COPIES DE PIECES PENALES »

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

FONDS DE COOPERATION DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE (FONJEP)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (F.D.E.S.)

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale.
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale ; (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers ; Comptes spéciaux du Trésor ; Budget annexe des monnaies et médailles.
Questions au Gouvernement **193.**

FONDS FORESTIER NATIONAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

FONDS D'INCITATION A LA CREATION (F.I.A.C.R.E.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

FONDS D'INTERVENTION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (F.I.D.E.S.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

FONDS D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'AMENAGEMENT DE LA MONTAGNE (F.I.D.A.M.)

Voir *Agriculture* **4.**

FONDS D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES D.O.M. (F.I.D.O.M.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

FONDS D'ORIENTATION ET DE REGULARISATION DES MARCHES AGRICOLES (F.O.R.M.A.)

Voir *Agriculture* **8.**
Questions au Gouvernement **286.**

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLES (F.E.O.G.A.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

FONDS INTERMINISTERIEL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (F.I.A.T.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

FONDS INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT RURAL (F.I.D.A.R.)

Voir *Lois de finances* **6** deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; Plan et aménagement du territoire.

FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'URBANISME

Voir *Lois de finances* **6,** article 40.

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI

Voir *Chômage : indemnisation* **2.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi.

FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Voir *Lois de finances* **5,** article 17.
Lois de finances rectificatives **5,** article 17.

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; Economie et finances. — I : Charges communes.

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; Intérieur et décentralisation.

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, Tourisme.

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale ; article 1er ; (deuxième partie), Education nationale ; Environnement ; Mer ; Recherche et industrie, énergie ; Temps libre, Jeunesse et sports ; Transports ; Urbanisme et logement.

FONJEP (Postes —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

FOOTBALL

Voir *Jeux et paris* **3.**

FORCE EXECUTOIRE

Voir *Collectivités locales* **3.**

FORCE MULTINATIONALE ET D'OBSERVATEURS

Voir *Traités et conventions* **34.**

FORCE OCEANIQUE STRATEGIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

FORCES D'ASSISTANCE RAPIDE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

FORFAIT HOSPITALIER

Voir *Sécurité sociale* **12.**

FORMATION ALTERNEE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Formation professionnelle.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

1. — Proposition de loi n° 189 sur la formation professionnelle, l'insertion professionnelle et la promotion sociale dans le cadre de l'**éducation permanente.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Etienne Pinte (7 octobre 1982).

Voir *Agriculture* **4.**
Collectivités locales **7.**
Commerce et artisanat **4, 5.**
Emploi et activités **3.**
Femmes **11.**
Lois de finances **6** (première partie), article 9, 17 et 71 ; (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — Santé. — Emploi. — III : Travail, emploi. Agriculture, B.A.P.S.A. ; Commerce et arti-

sanat ; Départements et territoires d'outre-mer ; Education nationale ; Formation professionnelle ; Mer ; Recherche et industrie, énergie ; Services du Premier ministre : droits de la femme.
Ordonnances **2.**
Questions au Gouvernement **267, 301.**
Service national **10.**

— des jeunes
Voir *Questions au Gouvernement* **376.**

Rémunération
Voir *Questions au Gouvernement* **462.**

Stagiaires
Voir *Pétitions* **55.**

T.V.A. sur la —
Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 9.

FOS-SUR-MER

Voir *Villes nouvelles* **1.**

FOSSOYEURS

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **3.**

FOYERS DES JEUNES TRAVAILLEURS (F. J. T.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

FRANC

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale (deuxième partie).
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.
Plan **2.**

3. — Proposition de loi n° 328 tendant à modifier les conditions d'**acquisition de la nationalité française.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg (23 septembre 1982).

4. — Projet de loi n° 734 relatif au **Conseil supérieur des Français de l'étranger.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod (2 avril 1982). — Rapport n° **760** (7 avril 1982). — Discussion les 7 et 8 avril 1982. — Adoption le 8 avril 1982. — Projet de loi **n° 121.**

Sénat (première lecture), n° **261** (1981-1982), dépôt le 13 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Léon Jozeau-Marigné. — Rapport n° **305** (1981-1982) (28 avril 1982). — Discussion le 4 mai 1982. — Adoption le 4 mai 1982. — Projet de loi **n° 72** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **846,** dépôt le 5 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **849** (6 mai 1982). — Discussion le 6 mai 1982. — Adoption avec modifications le 6 mai 1982. — Projet de loi **n° 144.**

Sénat (deuxième lecture), n° **323** (1981-1982), dépôt le 11 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Léon Jozeau-Marigné. — Rapport n° **324** (1981-1982) (11 mai 1982). — Discussion le 12 mai 1982. — Adoption avec modifications le 12 mai 1982. — Projet de loi **n° 78** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J.O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).
Bureau [*J.O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **855** (12 mai 1982). — Discussion le 17 mai 1982. — Adoption après modification le 17 mai 1982. — Projet de loi **n° 148.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Léon Jozeau-Marigné. — Rapport n° **330** (1981-1982) (12 mai 1982). — Discussion le 18 mai 1982. — Rejet le 18 mai 1982. — Projet de loi **n° 87** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **854,** dépôt le 12 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **889** (19 mai 1982). — Discussion le 24 mai 1982. — Adoption avec modifications le 24 mai 1982. — Projet de loi **n° 150.**

Sénat (troisième lecture), n° **345** (1981-1982), dépôt le 25 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Léon Jozeau-Marigné. — Rapport n° **346** (1981-1982) (25 mai 1982). — Discussion le 25 mai 1982. — Adoption avec modifications le 25 mai 1982. — Projet de loi **n° 90** (1981-1982).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **898,** dépôt le 26 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **900** (27 mai 1982). — Discussion le 27 mai 1982. — Adoption définitive le 27 mai 1982. — Projet de loi **n° 152.**

Loi n° 82-471 du 7 juin 1982 publiée au *J.O.* du 8 juin 1982 (p. 1810).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 avril 1982] (p. 988) :

Circonscriptions électorales et répartition des sièges : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 991) ; *Millon* (*Charles*) (p. 991) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 992) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 993) ; *Richard* (*Alain*) (p. 995).

Compétence du Conseil d'Etat en matière de contentieux : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 991).

Composition actuelle du Conseil : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 990) ; *Richard* (*Alain*) (p. 994).

Conditions requises pour être électeur et éligible : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 991), *Millon* (*Charles*) (p. 992).

Dépôt du projet de loi en première lecture sur le bureau de l'Assemblée nationale : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Millon* (*Charles*) (p. 991) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 992).

Domaine législatif (position du Conseil d'Etat) et rétroactivité : *Suchod* (*Michel*) (p. 989, 990) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 990, 991) ; *Millon* (*Charles*) (p. 991) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 992, 993) ; *Richard* (*Alain*) (p. 994, 995).

Fonction consultative du Conseil : *Suchod* (*Michel*) (p. 988) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 990) ; *Richard* (*Alain*) (p. 994).

Fonction élective du Conseil, sénateurs représentant les Français établis hors de France : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 990) ; *Millon* (*Charles*) (p. 991) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 992) ; *Richard* (*Alain*) (p. 994, 995).

Loi du 19 juillet 1977 relative au vote des Français de l'étranger lors d'élections en France : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 992) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 995, 996).

Modes d'élection (suffrage direct, représentation proportionnelle) : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 990, 991) ; *Millon* (*Charles*) (p. 991, 992) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 992) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 993) ; *Richard* (*Alain*) (p. 994, 995).

Nécessité d'une loi de caractère organique : *Toubon* (*Jacques*) (p. 994).

« Validation législative » : *Toubon* (*Jacques*) (p. 993) ; *Richard* (*Alain*) (p. 994).

Vote favorable du groupe communiste : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 992).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 994).

Vote par correspondance : *Suchod* (*Michel*) (p. 989) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 991).

Discussion des articles [8 avril 1982] (p. 1021) :

Article 1er (*désignation des membres du conseil*) : amendement n° 5 de M. Jacques Toubon (tendant à évoquer dans le texte de l'article 1er la compétence élective du conseil supérieur) ; nature électorale de la procédure de désignation des six sénateurs représentant les Français établis hors de France (p. 1021) ; amendement n° 5 rejeté ; amendement n° 6 de M. Jacques Toubon (tendant à préciser que les membres du conseil supérieur sont élus au suffrage universel direct) : rejeté ;

— article 1er, adopté.

Article 2 (*conditions d'inscription sur les listes électorales*) : amendement n° 7 de M. Jacques Toubon (tendant à remplacer par une obligation la faculté offerte aux Français établis hors de France d'être inscrits sur les listes électorales pour l'élection du conseil supérieur) (p. 1022) ; rejeté ; amendement n° 8 de M. Jacques Toubon (de conséquence : suppression du troisième alinéa laissant la faculté de ne pas être inscrit sur la liste spéciale) : devenu sans objet ; amendement n° 11 de M. Charles Millon (relatif à la radiation des listes électorales) (p. 1023) ; « racket de voix » par les associations ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (prévoyant pour les inscriptions multiples les sanctions du droit commun) : adopté après rectification ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 9 de M. Jacques Toubon (relatif aux conditions d'établissement et de révision de la liste électorale) : rejeté.

Article 3 (*délimitation des circonscriptions électorales*) : amendement n° 10 de M. Jacques Toubon (de suppression) ; amendement n° 12 de M. Charles Millon (réservant au législateur le pouvoir de délimiter les circonscriptions et de déterminer le nombre de sièges) ; amendement n° 19 de la commission (prévoyant que ces mesures seront prises par arrêté ministériel) (p. 1024) ; domaine législatif en matière électorale ; saisine du conseil constitutionnel par le groupe R.P.R. ; consultation du Conseil d'Etat par le Gouvernement (p. 1025) ; amendements nos 10 et 12 : rejetés ; amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 1 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Robert Montdargent (tendant à prendre en compte d'une manière proportionnelle le nombre des Français établis dans les circonscriptions) : retiré ; amendement n° 20 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*conditions d'éligibilité*) : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 13 de M. Charles Millon (p. 1026) (imposant aux candidats des conditions de résidence dans la circonscription où ils se présentent) ; sous-amendement n° 27 de M. Emmanuel Aubert (tendant à abaisser l'âge électoral de 21 à 18 ans) ; sous-amendement n° 28 de M. Emmanuel Aubert (tendant à supprimer le troisième alinéa de l'amendement n° 13 relatif aux conditions d'accès à la candidature) ; sous-amendement n° 27 : rejeté ; sous-amendement n° 28 : rejeté ; amendement n° 13 : rejeté (p. 1027).

Article 5 (*propagande électorale*) : amendement n° 21 de la commission (tendant à permettre l'affichage des documents électoraux dans d'autres locaux que les ambassades et consulats avec l'accord du pays concerné) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*modalités de vote*) : amendement n° 2 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Robert Montdargent (tendant à permettre l'affichage des documents électoraux dans d'autres locaux que les ambassades et consulats avec l'accord du pays concerné) : retiré ;

— article 6, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 22 de M. Charles Millon (tendant à prévoir les conditions dans lesquelles ont lieu les élections) (p. 1028) : rejeté ; amendement n° 23 de M. Charles Millon (tendant à préciser les dates des élections) ; amendement n° 24 de M. Charles Millon (relatif au vote par correspondance) ; amendement n° 25 de M. Charles Millon (relatif au vote par procuration) ; amendements nos 23, 24 et 25 : rejetés (p. 1029).

Article 7 (*mode de scrutin*) : amendement n° 14 de M. Charles Millon (tendant à instituer pour l'élection un scrutin uninominal majoritaire à deux tours) (p. 1030) ; amendement n° 15 de M. Charles Millon (tendant à instituer le scrutin uninominal majoritaire à deux tours et pour les circonscriptions comptant plus de quatre représentants le scrutin proportionnel) (p. 1031) ; amendement n° 14 : rejeté ; amendement n° 15 : rejeté ;

— article 7, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 26 de M. Charles Millon (de conséquence) : devenu sans objet.

Article 8 (*remplacement d'un siège vacant*) : amendement n° 16 de M. Charles Millon (de conséquence) (p. 1032) : devenu sans objet ;

— article 8, adopté.

Article 9 (*contentieux des élections*) : adopté.

Article 10 (*date d'effet de la loi*) : amendement n° 17 de M. Charles Millon (de suppression) : rejeté ;

— article 10, adopté.

Explications de vote (p. 1033) :

Vote favorable du groupe socialiste : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1033).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1034).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1034).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1034).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [6 mai 1982] (p. 1825) :

Délimitation des circonscriptions électorales et répartition des compétences entre la loi et le règlement : *Suchod* (*Michel*) (p. 1825, 1826) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 1826) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 1826, 1827) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1827).

Mode de scrutin : *Suchod* (*Michel*) (p. 1826) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 1826) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 1826) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1827).

Rétroactivité de la loi : *Suchod* (*Michel*) (p. 1826).

Vote par correspondance : *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 1826).

Discussion des articles [6 mai 1982] (p. 1827) :

Article 1er : amendement n° 5 du Gouvernement (fixant une fourchette pour le nombre de membres élus par le conseil supérieur) (p. 1827) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendement n° 1 de la commission (délimitation des circonscriptions électorales par arrêté ministériel) ; principe de répartition des compétences entre la loi et le règlement (p. 1828) ; amendement n° 6 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions électorales « par voie réglementaire ») : adopté ; amendement n° 1 : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 2 de la commission (supprimant la disposition autorisant le vote par procuration) (p. 1829) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : risque de « manipulation » (p. 1830) ; amendement n° 3 de la commission (tendant à revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 7.

Article 10 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 4 de la commission (tendant à rétablir l'article 10) : adopté ;

— article 10, ainsi rétabli, adopté.

Explications de vote (p. 1831) :

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1831).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1831).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1831).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [17 mai 1982] (p. 2276) :

Composition du Conseil supérieur : *Suchod* (*Michel*) (p. 2276) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 2276).

Découpage des circonscriptions : *Suchod* (*Michel*) (p. 2276) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 2276) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 2277).

Mode de scrutin : *Suchod* (*Michel*) (p. 2276) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 2276) ; *Millon* (*Charles*) (p. 2276) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 2277) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 2277) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 2277-2278).

Procédure de la commission mixte paritaire : *Séguin* (*Philippe*) (p. 2278).

Vote par procuration : *Suchod* (*Michel*) (p. 2276).

Discussion des articles [17 mai 1982] (p. 2276) :

Articles 1er, 3, 4, 7, 10 (p. 2278), tableau annexé : amendement n° 1 du Gouvernement (relatif au mode de scrutin) (p. 2279) : adopté au scrutin public.

Explications de vote (p. 2280) :

Vote favorable du groupe socialiste : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 2280).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 2281).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [24 mai 1982] (p. 2461) :

Circonscriptions électorales : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 2461).
Mode de scrutin : *Suchod* (*Michel*) (p. 2461) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 2461).

Discussion des articles [24 mai 1982] (p. 2461) :

Article 1er : amendement n° 2 de la commission (supprimant la mention du nombre des membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 3 de la commission (prévoyant que le nombre des membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger est fixé « conformément au tableau annexé à la présente loi ») : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 2462).

Article 6 : amendement n° 4 de la commission (supprimant le vote par procuration) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 1 du Gouvernement (relatif au mode de scrutin) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 7 (p. 2463).

Article 10 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 5 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté ; en conséquence, l'article 10 est ainsi rétabli.

— **rappel au règlement** de M. Philippe Séguin.

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 2464).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [27 mai 1982] (p. 2688) :

Ministres ayant représenté le Gouvernement lors des débats sur le texte en discussion ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 2689) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 2689).
Mode de scrutin (représentation proportionnelle) : *Auroux* (*Jean*) (p. 2688).

Discussion des articles [27 mai 1982] (p. 2689) :

Article 1er ;

Article 3 ;

Article 6 ;

Article 7 ;

Article 10 ;

Tableau annexé (p. 2689).

Vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2690).

FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Voir *Baux* **6.**
Elections et référendums **16.**
Français **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Lois de finances rectificatives **5**, article 25.
Prestations familiales **4.**

FRANÇAIS : LANGUE

1. — Proposition de loi n° 798 tendant à compléter la loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 de façon à prohiber l'**emploi de termes ou expressions étrangers dans les marques de fabrique, les dénominations et les enseignes commerciales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (27 mai 1982).

2. — Proposition de loi n° 1179 relative à l'**usage de la langue française** dans les entreprises publiques et établissements publics à caractère industriel ou commercial de l'Etat et des collectivités locales — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Xavier Deniau. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Lauriol (18 novembre 1982).

3. — Proposition de loi n° 1351 tendant à garantir aux salariés le **droit d'expression et de communication en langue française** dans leur travail. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Xavier Deniau. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions orales sans débat* **211.**

FRANCE INFORMATIONS LOISIRS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

FRANCOPHONIE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

FRAUDE ET EVASION FISCALE

Voir *Lois de finances* **5**, article 25.
Lois de finances **6**, article 54 ; (deuxième partie), Economie et finances. — III : Budget : Budget annexe de l'Imprimerie nationale, Taxes parafiscales.

FREJUS (tunnel de —)

Voir *Questions orales sans débat* **318.**

FROMAGES (production de — dans l'Est central)

Voir *Questions orales sans débat* **282.**

FRONTALIERS

1. — Proposition de loi n° 817 tendant à établir un **statut des travailleurs frontaliers.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Jean Jarosz et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage (7 octobre 1982).

FRUITS ET LEGUMES

Voir *Agriculture* **8.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.
Questions au Gouvernement **369.**
Questions orales sans débat **199.**

FUSIONS ET GROUPEMENTS DE COMMUNES

Voir *Collectivités locales* **1.**

G

GARANTIE DE L'ETAT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article 72.

GARANTIE DE RESSOURCES

Voir *Chômage (indemnisation)* **2.**
Sécurité sociale **12.**

GARDE DES ENFANTS

Voir *Impôt sur le revenu* **7.**

GARDES CHAMPETRES

Voir *Communes* **10.**

GARDIENNAGE (Sociétés de —)

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

GAZ ALGERIEN

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **5,** discussion générale, articles **6, 7, 9.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.
Lois de finances rectificatives **6.**
Questions au Gouvernement **193.**
Rappel au règlement **285.**

GAZ NATUREL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.
Questions orales sans débat **144.**

GAZ SIBERIEN

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Motions de censure **4.**
Questions orales sans débat **127.**

GAZODUC SIBERIEN

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur ; Recherche et industrie, énergie ; Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

GENDARMERIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

GENERALE SUCRIERE (Entreprise —)

Voir *Questions au Gouvernement* **435.**

GEOTHERMIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

GIRONDE (Aménagement de l'estuaire de la —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

GODELIER (Rapport)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

GRANDE-BRETAGNE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.
Questions au Gouvernement **251, 255, 256, 276.**

GRANDES SURFACES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat.
Motions de censure **7.**

GRANDES VILLES

Voir *Elections et référendums* **16.**

GRANDS ENSEMBLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

GRANULATS (Taxe sur les —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — III : Budget : Budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales.

GREFFIERS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

GREVE (Droit de —)

Voir *Audiovisuel* **1.**
Conflits du travail **1.**
Fonctionnaires et agents publics **7.**
Questions au Gouvernement **348.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Dans l'audiovisuel

Voir *Questions au Gouvernement* **455.**

Des contrôleurs aériens

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

GROSSISTES

Voir *Commerce et artisanat* **6.**

GROUPEMENT AERIEN DU MINISTERE DE L'INTERIEUR (G. A. M. I.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

GROUPEMENT D'INTERVENTION DE LA GENDARMERIE NATIONALE (G. I. G. N.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

GROUPEMENT FRANCAIS DE PROTEINES

Voir *Questions au Gouvernement* **294.**

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (G. A. E. C.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS

Voir *Agriculture* **8,** article 22.

GROUPEMENTS D'ETUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (G. E. R. D. A. T.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

GROUPEMENTS D'INTERET PUBLIC

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

GROUPES

Voir *Travail* **8.**

GUADELOUPE

Voir *Collectivités locales* **4** et **5.**
Départements d'outre-mer **3, 4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

Pêche en —

Voir *Questions au Gouvernement* **454.**

GUATEMALA (Droits de l'Homme au —)

Voir *Questions au Gouvernement* **404.**

GUERMEUR (Loi)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

GUINEE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Traités et conventions **22.**

GUINEE EQUATORIALE

Voir *Traités et conventions* **71.**

GUYANE

Voir *Départements d'outre-mer* **4, 5.**

H

HABILITATION LEGISLATIVE

Voir *Mer et littoral* **4.**

HABILLEMENT, CUIRS ET TEXTILES

Voir *Agriculture* **8,** article 15.
Ordonnances **2.**

HABITAT

Voir *Collectivités locales* **7.**

Droit à l'—

Voir *Baux* **6.**

Réhabilitation et amélioration de l'—

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

HABITAT INSALUBRE

Voir *Amélioration de l'habitat* **3.**

HABITAT SOCIAL

Voir *Questions au Gouvernement* **472.**

HABITATIONS A LOYER MODERE (H.L.M.)

Voir *Baux* **6.**
Collectivités locales **7.**
Logement social **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.
Questions orales sans débat **130, 290.**

Gestion des organismes d' —

Voir *Lois de finances* (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Personnels des offices d' —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

T.V.A. sur le fioul

Voir *Lois de finances* **5** (première partie), article **3.**

HADES (Système)

Voir *Motions de censure* **9.**

HANDICAPES

4. — Proposition de loi n° 717 tendant à faciliter le **déplacement des handicapés.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. André Durr et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Serge Charles (14 avril 1982).

5. — Proposition de loi n° 796 tendant à reporter la limite d'âge en faveur des **handicapés candidats aux examens ou concours de la fonction publique ou privée.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Francisque Perrut. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Francisque Perrut (3 mai 1982).

6. — Projet de loi n° 1295 portant **aménagement en faveur des personnes handicapées des règles d'accès aux emplois publics.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 décembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. — Projet de loi n° 1296 modifiant certaines **dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959** relative au statut général des **fonctionnaires,** du code des pensions civiles et militaires de retraite et du code de la santé publique. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 décembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Audiovisuel* **1.**
Epargne **3.**
Lois de finances **5,** discussion générale.

Lois de finances **6** (deuxième partie), article 66 ; Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, santé, emploi. — III : Travail, emploi.
Départements et territoires d'outre-mer ; Fonction publique et réformes administratives. Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme ; Urbanisme et logement.
Pétitions **158, 165, 167.**
Questions orales sans débat **171.**
Sécurité sociale **12.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

Allocation aux adultes —

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale et article 66 ; Départements et territoires d'outre-mer ; Economie et finances. — Charges communes.

T.V.A. sur les véhicules pour —

Voir *Lois de finances* **5**, article 3.

Vacances

Voir *Questions orales sans débat* **193.**

HARAS (officiers des —)

Voir *Agriculture : ministère* **1.**

HAUCONCOURT (Unité de raffinage)

Voir *Questions orales sans débat* **148.**

HAUT COMITE DU LOISIR SOCIAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sport, Tourisme.

HAUT CONSEIL DE L'AUDIOVISUEL

Voir *Audiovisuel* **1.**

HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

Voir *Nationalisations* **5.**

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.
Questions orales sans débat **276, 323.**

HAUTECOEUR (Mission)

Voir *Questions orales sans débat* **289.**

HAUTE-LOIRE (Calamités naturelles en —)

Voir *Questions au Gouvernement* **452, 464.**

HAUTE-MARNE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

HAUTE-NORMANDIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

HAVRE (Université du —)

Voir *Questions orales sans débat* **255.**

HERSANT (Robert)

Voir *Questions au Gouvernement* **239, 243, 362.**

HISTOIRE

Voir *Enseignement* **6.**
Questions orales sans débat **286.**

HOMMAGES DE BIENVENUE

A une délégation de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba [21 avril 1982] (p. 1208).

A M. Joannis Alevras, président de la Chambre des députés hellénique [12 mai 1982] (p. 2038).

A une délégation de l'Assemblée nationale de la République de Corée [13 mai 1982] (p. 2090).

A une délégation de députés de l'Etat des Emirats arabes unis [6 octobre 1982] (p. 5454).

A une délégation de députés du Grand Khoural de Mongolie : M. Louis Mermaz, président [13 octobre 1982] (p. 5721).

A Mme Jotti, présidente de la Chambre des députés italienne, à la délégation de l'Assemblée nationale de la République de Djibouti et à M. Hamet Diop, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale du Sénégal : M. Louis Mermaz, président [20 octobre 1982] (p. 6039).

A M. Carlos Nunez Teller, président du Conseil de l'Etat du Nicaragua : M. Louis Mermaz, président [3 novembre 1982] (p. 6602).

A la délégation de députés de l'Assemblée populaire nationale algérienne : M. Bernard Stasi, vice-président [4 novembre 1982] (p. 6683).

HOMMES DIVORCES (Droits)

Voir *Pétitions* **30, 37.**

HOMOSEXUALITE

Voir *Mœurs* **2.**

HONDURAS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

HONGRIE

Voir *Agriculture* **10.**

HOPITAL DE VILLEFRANCHE

Voir *Questions orales sans débat* **267.**

HORLOGERIE

Voir *Questions orales sans débat* **266.**

HORTICULTURE

Voir *Agriculture* **8.**

HOTELLERIE ET RESTAURATION

3. — Proposition de loi n° 521 visant à abroger l'article L. 49 du code des communes, relatif aux **débits de boissons.** — Retrait le 18 janvier 1982.

4. — Proposition de loi n° 1363 tendant à modifier l'article L. 41 du **code des débits de boissons.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Paul Perrier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

HOUILLERES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), avant l'article **9.**

HOUVE (bassin houiller de la —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.

HUARD (société de Châteaubriant)

Voir *Questions au Gouvernement* **493.**

HUILES (taxe sur les —)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 22.

HUISSIERS DE JUSTICE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article **9.**

HUIT MAI

Voir *Questions au Gouvernement* **206, 245.**

HUTCHINSON (groupe industriel)

Voir *Questions au Gouvernement* **351.**

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

HYDROCARBURES

Voir *Mer et littoral* **1, 2, 5.**

HYGIENE ET SECURITE

Voir *Travail* **6.**

I

ILE-DE-FRANCE (Région)

Voir *Aménagement du territoire* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Education nationale ; Transports, articles 49, 67 ; articles additionnels non rattachés après l'article 72.

ILES EPARSES SOUS SOUVERAINETE FRANÇAISE

Voir *Questions orales sans débat* **132.**

ILOTAGE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

IMMIGRES

Voir *Etrangers.*

IMMUNITE PARLEMENTAIRE

Voir *Parlement* **10, 11.**

IMPORTATION

Voir *Agriculture* **8.**
Commerce et artisanat **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

de montres

Voir *Questions orales sans débat* **266.**

Normes exigées à l' —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

IMPOT (Crédit d'—)

Voir *Epargne* **4.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale, article 52 ; (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie. Articles additionnels non rattachés, article 52.

IMPOT SUR LE REVENU

6. — Proposition de loi n° 1007 tendant, en cas de décès d'un contribuable, à faire bénéficier ses héritiers de l'**étalement de droit du paiement de l'impôt** sur le revenu du défunt. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. — Proposition de loi n° 1009 tendant à étendre aux couples dont les deux conjoints exercent une activité professionnelle la **déduction pour frais de garde des enfants de moins de trois ans.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Edmond Garcin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

8. — Proposition de loi n° 1010 tendant à suspendre le versement du solde de l'impôt sur le revenu par les **contribuables** qui se trouvent en **situation de chômage.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

9. — Proposition de loi n° 1049 tendant à indexer le **barème de l'impôt sur le revenu** sur l'évolution annuelle de l'indice des prix. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Epargne* **3.**
Lois de finances **5,** discussion générale, article 25.
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale, article 2 ; (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.
Lois de finances rectificatives **5,** articles 23 et 25.
Traités et conventions **58, 59.**

Charges de famille

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article 2.

Déductibilité des dividendes

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 52.

Déduction pour frais de garde

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale, article 6.

Majoration exceptionnelle

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article **6.**

Prélèvement libératoire, revenus des capitaux mobiliers

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 3 ; (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 52.

Taxation des plus-values

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 4.

Tranche de 65 p. 100

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 6.

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale, article 1er, après l'article 2, après l'article 9.
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale, article 12.
Nationalisations **5.**
Questions au Gouvernement **360, 417.**
Traités et conventions **58.**

Exonération de l'outil de travail

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

IMPOTS ET TAXES

2. — Proposition de loi n° 646 portant création d'une **taxe sur les emballages perdus** de boissons alimentaires. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 17 décembre 1981 par M. Pierre Jagoret et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Retrait le 26 avril 1982.

Voir *Lois de finances* **6,** articles 1er et 54 ; (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Lois de finances rectificatives **5,** article **4.**

Recouvrement des —

Voir *Questions orales sans débat* **250.**

IMPOTS LOCAUX

4. — Proposition de loi n° 333 tendant à améliorer les conditions de dégrèvement de la **taxe d'habitation** en faveur des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Claude Wolff (14 avril 1982).

8. — Proposition de loi n° 1256 tendant à compléter l'article 1411 du code général des impôts afin de faire bénéficier d'un **abattement sur la taxe d'habitation** les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants et plus. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépô le 25 novembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Lauriol (16 décembre 1982).

9. — Proposition de loi n° 1257 relative à l'amélioration de la **répartition de la taxe professionnelle.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Raymond Marcellin (16 décembre 1982).

IMPOTS SUR LES SOCIETES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Entreprises **11.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale avant l'article 9 ; (deuxième partie), article 52 *quater.*
Politique économique et sociale **5.**

Amortissement

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, avant l'article 53.

Filiales et sociétés mères

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 11.

IMPRIMERIE (Entreprises d'—)

Voir *Questions au Gouvernement* **434.**

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — III : Budget : budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales.

INCIDENTS

Protestation du Gouvernement contre des propos tenus au cours d'une précédente séance :

Propos tenus par M. Jean de Lipkowski accusant Mme Florence Schaal, journaliste de TF 1, de manquer d'objectivité : Labarrère (André), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; Lipkowski (Jean de) [20 octobre 1982] (p. 6050).

INCOMPATIBILITES

Voir *Collectivités locales* **5.**

INCORPORES DE FORCE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

INDE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Contrat de livraison de matériels électroniques

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

INDEMNISATION

Voir *Calamités et catastrophes* **4.**

INDEMNITE FORFAITAIRE

Voir *Lois de finances* **6,** article 64.

INDEMNITE VIAGERE DE DEPART (I.V.D.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

INDEMNITES DE SUJETION SPECIALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

INDEXATION

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

INDICE DES PRIX

Voir *Sécurité sociale* **12.**

INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION

Voir *Baux* **6.**

INDOCHINE

Voir *Rapatriés* **5.**

INDUSTRIE

Voir *Agriculture* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Voir *Questions au Gouvernement* **378.**

INDUSTRIE CHIMIQUE

Voir *Produits chimiques et parachimiques* **1.**

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Voir *Sécurité sociale* **12.**

INDUSTRIE SUCRIERE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

INDUSTRIES CULTURELLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

INDUSTRIES PETROLIERES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

INELIGIBILITES

Voir *Français* **4.**

INFLATION

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Epargne **3.**
Lois de finances **5,** discussion générale.
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale.
Motions de censure **6, 7, 8.**
Plan **3.**
Politique économique et sociale **4.**

INFORMATION

Voir *Audiovisuel* **1.**
Radiodiffusion-télévision **5.**

INFORMATION ECONOMIQUE

Voir *Plan* 2.

INFORMATIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice ; Recherche et industrie, énergie.
Questions au Gouvernement **210.**
Recherche scientifique et technique **1.**
Traités et conventions **39.**

— et contrôles fiscaux

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 54.

INGENIEURS DU GENIE RURAL DES EAUX ET FORETS (I.G.R.E.F.)

Voir *Agriculture* : ministère **1.**

INGENIEURS TECHNICIENS ADMINISTRATIFS (I.T.A.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

INGENIEURS TECHNICIENS D'ETUDES ET DE FABRICATIONS (I.T.E.F.)

Voir *Examens, concours et diplômes* **3.**

INJONCTION DE PAYER

Voir *Créances et dettes* **5.**

INJONCTIONS AU GOUVERNEMENT

Voir *Plan* **2.**

INNOVATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

INONDATIONS (Bourgogne, Seine-et-Marne, Sud-Ouest).

Voir *Calamités et catastrophes* **4.**

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Questions au Gouvernement **263.**
Travail **7, 8, 12.**

— des transports

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

INSPECTION PEDAGOGIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **296.**

INSPECTION SANITAIRE

Voir *Vétérinaires* **1.**

INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article 23 ; (deuxième partie), Education nationale, article 27 ; (deuxième lecture), article 23 *bis*.
Questions au Gouvernement **300.**

INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

INSTITUT NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Consommation.

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (I. N. R. A.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (I.N.S.E.R.M.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale ; Recherche et industrie, énergie.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (I. N. S. E. E.)

Voir *Economie (ministère)* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II. : Services économiques et financiers, Comptes spéciaux du Trésor, Budget annexe des monnaies et médailles.

INSTITUT NATIONAL DES INVALIDES

Voir *Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre* **6.**

INSTITUT NATIONAL D'ETUDES DEMOGRAPHIQUES (I.N.E.D.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.
Voir *Questions orales sans débat* **69.**

INSTITUT REGIONAL D'ADMINISTRATION DE LILLE

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

INSTITUT SYNDICAL DE LA CONJONCTURE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

INSTRUCTION CIVIQUE (enseignement de l' —)

Voir *Questions orales sans débat* **286.**

INTERNEMENT PSYCHIATRIQUE

Voir *Procédure pénale* **3.**

INTERNES DES REGIONS SANITAIRES

Voir *Pétitions* **155.**

INTERNES EN MEDECINE

Voir *Questions au Gouvernement* **184, 189.**

INTERPOL

Voir *Traités et conventions* **39.**

INTERPROFESSIONS

Voir *Agriculture* **8.**

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

Voir *Avortement* **4.**

INVESTISSEMENTS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A., Recherche et industrie, Energie.
Lois de finances rectificatives **5**, article 21.
Politique économique et sociale **5.**
Questions au Gouvernement **316.**

Aides aux —

Voir *Lois de finances* **5**, discussion générale.

Incitation fiscale aux —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Articles additionnels non rattachés, avant l'article 53 ; (deuxième lecture), article 53 A.

INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

koweïtiens en France

Voir *Traités et conventions* **59.**

saoudiens en France

Voir *Traités et conventions* **58.**

INVESTISSEMENTS PUBLICS

Voir *Questions au Gouvernement* **216.**

IRAK

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

IRAN

Voir *Déclaration du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

ISLANDE

Voir *Traités et conventions* **30.**

ISOLANTS

Voir *Questions orales sans débat* **217.**

ISOVER

Voir *Questions orales sans débat* **217.**

ISRAEL

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Liban.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.
Questions au Gouvernement **307.**
Traités et conventions **34.**

I.T.T. (Filiales françaises d' —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.

J

JAPON (Echanges commerciaux franco-japonais)

Voir *Questions au Gouvernement* **409.**
Questions orales sans débat **201.**

JEUNES

3. — Proposition de loi n° 358 tendant à faciliter l'embauche des **jeunes demandeurs d'emploi.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Gascher (22 avril 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi. — III : Travail, Emploi, Départements et territoires d'outre-mer, Formation professionnelle, Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.
Lois de finances rectificatives **5**, article 22.
Ordonnances **2.**
Questions au Gouvernement **219, 260, 267, 301.**

JEUX ET PARIS

3. — Proposition de loi n° 799 tendant à organiser des **concours de pronostics basés sur les résultats de certaines épreuves sportives.** — *Assemblée nationale* (première lecture). Dépôt le 21 avril 1982 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **6**, article 23.

Taxation des —

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article 15.

JEUX OLYMPIQUES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

JOUETS

Voir *Questions orales sans débat* **125, 181.**

JOULIN (Rapport).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

JOURNALISTES

Voir *Audiovisuel* **1.**

JOURNAUX OFFICIELS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), services du Premier ministre.

JUGES

Voir *Procédure pénale* **3.**

JUSTICE

6. — Projet de loi n° 686 portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Jean Auroux, ministre du travail. — Renvoi à la commission spéciale ; nomination [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253) ; bureau [*J.O.* du 14 janvier 1982] (p. 262). — Rapporteur : M. Roland Renard (13 janvier 1982). — Rapport n° **698** (21 janvier 1982). — Discussion le 27 janvier 1982. — Adoption le 27 janvier 1982. — Projet de loi n° **108.**

Sénat (première lecture), n° **197** (1981-1982), dépôt le 29 janvier 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. André Rabineau. — Rapport n° **237** (1981-1982) (26 mars 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Louis Virapoullé. — Avis n° **238** (1981-1982). — Discussion les 6 et 7 avril 1982. — Adoption le 7 avril 1982. — Projet de loi n° **51** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **761,** dépôt le 8 avril 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Roland Renard. — Rapport n° **764** (13 avril 1982). — Discussion le 13 avril 1982. — Adoption avec modifications le 13 avril 1982. — Projet de loi n° **124.**

Sénat (deuxième lecture), n° **266** (1981-1982), dépôt le 14 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. André Rabineau. — Rapport n° **267** (1981-1982) (14 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Louis Virapoullé. — Avis n° **270** (1981-1982). — Discussion le 20 avril 1982. — Adoption avec modifications le 20 avril 1982. — Projet de loi n° **58** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).
Bureau [*J.O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roland Renard. — Rapport n° **792** (21 avril 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. André Rabineau. — Rapport n° **276** (1981-1982) (21 avril 1982). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **785,** dépôt le 20 avril 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Roland Renard. — Rapport n° **825** (22 avril 1982). — Discussion le 22 avril 1982. — Adoption avec modifications le 22 avril 1982. — Projet de loi n° **142.**

Sénat (troisième lecture), n° **294** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. André Rabineau. — Rapport n° **301** (1981-1982). — Discussion le 27 avril 1982. — Adoption avec modifications le 27 avril 1982. — Projet de loi n° **59** (1981-1982).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **829,** dépôt le 28 avril 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Roland Renard. — Rapport n° **830** (28 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption définitive le 28 avril 1982. — Projet de loi n° **143.**

Loi n° 82-372 du 6 mai 1982 publiée au *J.O.* du 7 mai 1982 (p. 1287).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [27 janvier 1982] (p. 562).

Question préalable opposée par M. Fuchs : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 565, 566, 568) ; *Bladt (Paul)* (p. 567) ; *Auroux (Jean)* (p. 567) ; rejetée au scrutin public (p. 568).

Candidatures « libres » : *Renard (Roland)* (p. 563) ; *Combasteil (Jean)* (p. 568).

Composition des sections : *Renard (Roland)* (p. 562) ; *Tranchant (Georges)* (p. 570) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 576).

Conseil des prud'hommes de Paris : *Renard (Roland)* (p. 562) ; *Moulinet (Louis)* (p. 579, 580) ; *Auroux (Jean)* (p. 580).

Création d'un conseil supérieur de la prud'homie : *Auroux (Jean)* (p. 565) ; *Combasteil (Jean)* (p. 568) ; *Tranchant (Georges)* (p. 570).

Défenseur prud'homal salarié : *Metzinger (Charles)* (p. 571) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 576) ; *Douyère (Raymond)* (p. 579) ; *Auroux (Jean)* (p. 580).

Définition du collège encadrement : *Combasteil (Jean)* (p. 568) ; *Auroux (Jean)* (p. 580).

Délais de jugement : *Renard (Roland)* (p. 563) ; *Auroux (Jean)* (p. 564) ; *Combasteil (Jean)* (p. 568) ; *Tranchant (Georges)* (p. 569) ; *Sapin (Michel)* (p. 573).

Etablissement des listes électorales ; avis de la commission « Informatique et liberté » : *Tranchant (Georges)* (p. 569) ; *Metzinger (Charles)* (p. 571) ; *Madelin (Alain)* (p. 571, 572) ; *Auroux (Jean)* (p. 580).

Extension du droit commun aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle : *Renard (Roland)* (p. 563) ; *Auroux (Jean)* (p. 565) ; *Metzinger (Charles)* (p. 571) ; *Oehler (Jean)* (p. 574) ; *Koehl (Emile)* (p. 575).

Fonds de prévoyance pour les employeurs insolvables : *Douyère (Raymond)* (p. 579) ; *Auroux (Jean)* (p. 580).

Moyens audiovisuels mis à la disposition des organisations syndicales représentatives lors des élections prud'homales : *Renard (Roland)* (p. 563).

Prévarication : *Tranchant (Georges)* (p. 570).

Procédure : *Renard (Roland)* (p. 562, 563) ; *Auroux (Jean)* (p. 564) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 576).

Refus de la commission spéciale d'auditionner les partenaires sociaux : *Tranchant (Georges)* (p. 569, 570) ; *Coffineau (Michel)* (p. 570).

Renouvellement : *Renard (Roland)* (p. 562) ; *Auroux (Jean)* (p. 564) ; *Combasteil (Jean)* (p. 568) ; *Tranchant (Georges)* (p. 569) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 576).

Statut des conseillers prud'hommes (autorisations d'absence, rémunérations) : *Renard (Roland)* (p. 563) ; *Auroux (Jean)* (p. 564, 565, 580) ; *Combasteil (Jean)* (p. 568) ; *Tranchant (Georges)* (p. 569, 570) ; *Sapin (Michel)* (p. 573) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 576) ; *Provost (Eliane)* (p. 577) ; *Mortelette (François)* (p. 578) ; *Douyère (Raymond)* (p. 579).

Statut des conseillers prud'hommes (formation) : *Renard (Roland)* (p. 563) ; *Auroux (Jean)* (p. 565) ; *Tranchant (Georges)* (p. 570) ; *Sapin (Michel)* (p. 573) ; *Provost (Eliane)* (p. 577) ; *Douyère (Raymond)* (p. 579).

Statut des conseillers prud'hommes (licenciement) : *Auroux (Jean)* (p. 564) ; *Combasteil (Jean)* (p. 568) ; *Tranchant (Georges)* (p. 570) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 576) ; *Provost (Eliane)* (p. 577).

Suppression de l'échevinage : *Renard (Roland)* (p. 563) ; *Auroux (Jean)* (p. 565, 567, 580) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 566) ; *Bladt (Paul)* (p. 567) ; *Tranchant (Georges)* (p. 570) ; *Metzinger (Charles)* (p. 571) ; *Zeller (Adrien)* (p. 572, 573) ; *Sapin (Michel)* (p. 573) ; *Oehler (Jean)* (p. 574) ; *Koehl (Emile)* (p. 575) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 575) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 577, 578) ; *Mortelette (François)* (p. 578).

Travailleurs temporaires : *Combasteil (Jean)* (p. 568).

Vote favorable du groupe socialiste : *Metzinger (Charles)* (p. 571).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 570).

Discussion des articles [27 janvier 1982] (p. 580, 587).

Article 1er (*modification de l'article L. 511-1 du code du travail relatif au fonctionnement et à la compétence des conseils de prud'hommes*) : nécessité de limiter le nombre des appels en relevant le plafond ; procédure de l'exécution provisoire de plein droit ; sanctions contre le non-respect des délais ; amendement n° 36 de M. Georges Tranchant (tendant à éviter la compétence exclusive des conseils de prud'hommes et à rétablir la compétence éventuelle du tribunal de commerce en ce qui concerne les litiges entre les cadres supérieurs et leur employeur) : rejeté ; amendement n° 37 de M. Georges Tranchant (tendant à préciser que les conseils de prud'hommes sont seuls compétents « en premier ressort ») (p. 581) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (tendant à préciser que toute dérogation est réputée non écrite) ; recours à l'arbitrage ; amendement n° 1 : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 582).

Article 2 (*modification de l'article L. 511-3 du code du travail relatif à la compétence territoriale des conseils de prud'hommes*) : amendement n° 2 de la commission (tendant à permettre le rattachement par décret au ressort d'un conseil de prud'hommes de certaines grandes entreprises) ; problème de compétence territoriale posé par l'aérodrome de Roissy-Charles-de-Gaulle ; amendement n° 2 : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (tendant à associer le conseil supérieur de la prud'homie à la procédure de délimitation des ressorts, de transfert de sièges ou d'éventuelles créations ou suppressions de conseils) (p. 587) : rejeté ;

— article 2, adopté (p. 588).

Article 3 (*création d'un conseil supérieur de la prud'homie*) : amendement n° 38 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 90 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 91 du Gouvernement (relatif à la composition du conseil supérieur de la prud'homie : présence des représentants des organisations syndicales et des organisations professionnelles les plus représentatives au plan national) ; amendement n° 5 de la commission (même objet) ; amendement n° 91 : adopté ; en conséquence, amendement n° 5 : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 589).

Article 4 (*complétant l'article L. 512-2 du code du travail relatif à la composition des sections des conseils*) : amendements n° 39 de M. Georges Tranchant et n° 70 de M. Alain Madelin soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) : rejetés ; amendements nos 40 de M. Georges Tranchant et 77 de M. Gérard Gouzes (tendant à limiter à trois conseillers employeurs et trois conseillers salariés la possibilité de réduction de l'effectif de chaque section) : adoptés ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 589).

Article 5 (*modification de l'article L. 512-4 du code du travail relatif au nombre de conseillers à élire par collège dans les différentes sections*) : adopté.

Article 6 (*modification de l'article L. 512-5 du code du travail relatif à la durée des mandats et au mode de renouvellement des conseils*) : amendement n° 78 de M. Jean Oehler (tendant à maintenir l'alinéa 2 de l'article L. 512-5 du code du travail) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*tendant à modifier l'article L. 512-7 du code du travail relatif à l'élection des présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes, des sections ou des chambres*) : adopté.

Article 8 (*complétant l'article L. 512-11 du code du travail : affectation temporaire de conseillers prud'hommes appartenant à une section, à une ou plusieurs autres sections*) : amendements n° 41 de M. Georges Tranchant et n° 71 de M. Alain Madelin soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) : rejetés ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 590) ; amendement n° 92 du Gouvernement (tendant à limiter la durée de l'affectation des conseillers) ; amendement n° 8 de la commission (même objet) ; amendement n° 8 : retiré ; amendement n° 92 : adopté après rectification ; amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant à préciser que l'accord des conseillers doit être obtenu en cas de recours à cette procédure) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à limiter l'affectation à une seule section) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 12 de la commission (relatif à l'article L. 512-12 du code du travail : rédactionnel) : adopté (p. 591) ; amendement n° 13 de la commission (tendant à modifier l'article L. 513-1 du code du travail : amendement prévoyant que tous les salariés involontairement privés d'emploi peuvent être inscrits sur les listes électorales) : adopté ; amendement n° 68 de M. Emile Jourdan (tendant à faire figurer à l'article L. 513-1 du code du travail une nouvelle définition des électeurs relevant de la section encadrement) ; exclusion des techniciens et agents de maîtrise de la section encadrement ; critères de l'encadrement (p. 592) ; amendement n° 68 : rejeté.

Article 9 (*modification du septième alinéa de l'article L. 513-1 du code du travail relatif au droit électoral applicable à l'élection des conseils de prud'hommes*) : adopté.

Article 10 (*modification de l'article L. 513-2 du code du travail relatif aux conditions d'éligibilité au conseil de prud'hommes*) : amendement n° 69 de M. Emile Jourdan (prévoyant la possibilité pour les étrangers d'être élus conseillers prud'hommes) : retiré ; amendement n° 14 de la commission (prévoyant l'éligibilité des personnes ayant été inscrites sur les listes électorales prud'homales à la condition qu'elles aient cessé depuis moins de dix ans l'activité au titre de laquelle elles étaient inscrites) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 593).

Article 11 (*modification de l'article L. 513-3 du code du travail relatif à l'établissement des listes électorales*) : fichier informatique du C.N.P.F. ; fichier de l'entreprise des Automobiles Peugeot ; frais d'organisation des élections et rémunération des scrutateurs ; conclusions de la commission nationale de l'informatique et des libertés (p. 594) ; amendement n° 15 de la commission (tendant à donner au pouvoir réglementaire la possibilité d'organiser la participation des services publics de placement à la confection des listes électorales en ce qui concerne les salariés involontairement privés d'emploi) : adopté ; amendement n° 16 de la commission soutenu par M. Michel Coffineau (tendant à prévoir que les travailleurs privés d'emploi sont inscrits par les agences locales pour l'emploi) : adopté ; amendement n° 42 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer le cinquième alinéa de l'article 11 faisant obligation pour l'employeur d'adresser à la mairie la liste de ses salariés) (p. 595) ; inscription d'office du salarié par l'employeur ; utilisation possible par des « militants politico-syndicaux » du fichier prud'homal (p. 596) ; amendement n° 42 : rejeté ; amendement n° 43 de M. Georges Tranchant (prévoyant que les salariés s'inscrivent individuellement sur les listes électorales) : rejeté ; amendement n° 44 de M. Georges Tranchant (supprimant l'obligation pour l'employeur de faire figurer la mention du domicile sur les listes transmises à la mairie) (p. 597) ; amendement n° 17 de la commission soutenu par M. Michel Coffineau (de précision) ; amendement n° 44 : rejeté ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 18 de la commission (communication par l'employeur des copies des délégations particulières d'autorité dont bénéficient certains salariés cadres) (p. 598) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Alain Madelin (prévoyant que les documents soumis à consultation des salariés ne comporteraient pas l'indication du domicile) ; amendement n° 45 de M. Georges Tranchant (limitant pour chaque salarié le droit de consultation aux renseignements qui le concernent) (p. 599) ; amendement n° 19 de la commission soutenu par M. Michel Coffineau (de précision) (p. 600) ; amendement n° 72 : rejeté ; amendement n° 45 : rejeté ; amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 46 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 11 donnant possibilité pour les organismes de sécu-

rité sociale de transmettre leur liste d'employeurs au ministère du travail) : rejeté (p. 601) ; amendement n° 73 de M. Alain Madelin (visant à instituer un système de sanction pour les abus qui pourraient être commis par l'utilisation des listes électorales) ; amendements n° 20 de la commission soutenu par M. Michel Coffineau et n° 47 de M. Georges Tranchant (prévoyant des sanctions correctionnelles en matière d'utilisation à d'autres fins que l'organisation des élections prud'homales des renseignements portés sur les listes électorales) ; proposition émise par M. Jean Auroux, ministre du travail, de prendre par décret des mesures de pénalisation s'inspirant des amendements déposés par les parlementaires (p. 602) ; amendement n° 73 : retiré ; amendements n°s 20 et 47 : rejetés ;

— article 11, ainsi modifié, adopté par scrutin public.

Poursuite des travaux après consultation de l'Assemblée nationale (p. 603) :

Article 12 (*complétant l'article L. 513-4 du code du travail relatif aux modalités d'organisation du scrutin*) : amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (tendant à permettre l'organisation d'une élection complémentaire même dans le cas où l'augmentation des effectifs ne concerne qu'une section) ; sous-amendement n° 93 du Gouvernement (modifiant le délai prévu à l'amendement n° 22) : adopté ; amendement n° 22, ainsi modifié, adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*complétant l'article L. 513-6 du code du travail*) : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*complétant l'article L. 513-7 du code du travail et précisant la durée du mandat des membres élus à la suite d'une élection complémentaire consécutive à l'augmentation de l'effectif du conseil*) : amendement n° 25 de la commission (de pure forme) : adopté (p. 604) ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*modifiant l'article L. 513-8 du code du travail*) ; prise en compte de la suppression du renouvellement triennal et la division du conseil de prud'hommes en sections ; amendement n° 48 de M. Georges Tranchant (prévoyant l'organisation d'élections si une section est incomplète) : retiré ;

— article 15, adopté.

Article 16 (*modifiant l'article L. 513-9 du code du travail faisant référence aux articles du code électoral applicables en matière d'élection des conseils de prud'hommes*) : adopté.

Article 17 (*modifiant l'article L. 514-1 du code du travail relatif aux droits dont dispose au sein de l'entreprise le conseiller prud'homme salarié*) ; amendement n° 79 de M. Michel Sapin (de précision) : adopté ; amendement n° 49 de M. Georges Tranchant (étendant les droits des conseillers prud'hommes du collège salarié à l'ensemble des conseillers salariés) (p. 605) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (tendant à préciser que le salarié continue à bénéficier de la totalité des éléments de sa rémunération) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (prévoyant l'aménagement des horaires de travail afin d'assurer un repos minimum au salarié conseiller prud'homme soumis au travail posté) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*modifiant l'article L. 514-2 du code du travail relatif à la protection accordée aux conseillers prud'hommes en matière de licenciement*) : amendement n° 50 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté (p. 606) ; amendement n° 29 de la commission (visant à étendre les protections en cas de licenciement aux candidats aux fonctions de conseiller prud'homme et prévoyant dans les branches d'activités à caractère saisonnier une prolongation des délais de protection) ; amendement n° 94 du Gouvernement (tendant à étendre la protection prévue en cas de licenciement aux candidats aux fonctions de conseiller prud'homme) ; amendement n° 29 : adopté ; en conséquence, amendement n° 94 : devenu sans objet ; amendement n° 51 de M. Georges Tranchant (prévoyant des conditions supplémentaires à l'application des dispositions de l'article 18) (p. 607) : rejeté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*complétant l'article L. 514-3 du code du travail relatif à la formation des conseillers prud'hommes*) : amendement n° 74 de M. Alain Madelin (relatif au financement de la formation des conseillers prud'hommes) : retiré ;

— article 19, adopté.

Article 20 (*modifiant l'article L. 514-7 du code du travail : réduction du délai minimal entre la déchéance d'un conseiller prud'homme et le dépôt d'une demande en relèvement de l'inéligibilité consécutive à cette déchéance*) : adopté.

Article 21 (*insertion dans le code du travail de l'article L. 514-14 instituant un cas de déchéance de plein droit des conseillers prud'hommes et l'article L. 514-15 instituant une possibilité de suspension avant l'ouverture de poursuites disciplinaires*) : amendement n° 75 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article L. 514-15) : rejeté ; amendement n° 54 de M. Georges Tranchant (précisant les conditions dans lesquelles la procédure de suspension peut intervenir) : rejeté ;

— article 21, adopté.

Article 22 (*modifiant l'article L. 515-3 du code du travail : intervention du juge départiteur*) ; amendement n° 55 de M. Georges Tranchant (prévoyant la présence obligatoire à l'audience de départition des conseillers ayant siégé à l'audience préalable) ; amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Michel (prévoyant qu'en cas de partage l'affaire doit être renvoyée devant la même formation) ; amendement n° 30 de la commission soutenu par M. Michel Coffineau (prévoyant que l'affaire doit être reprise devant le juge départiteur dans le délai d'un mois) (p. 609) ; amendement n° 55 : rejeté ; amendement n° 96 : adopté ; en conséquence, amendement n° 30 satisfait ; amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Michel (tendant à confier à l'assemblée générale de la cour d'appel le pouvoir de dresser la liste des juges d'instance qui feront fonction de juges départiteurs dans le ressort de la cour d'appel) : adopté ; amendement n° 31 de la commission soutenu par M. Michel Coffineau (précisant que la désignation des juges départiteurs a lieu même lorsque le ressort du conseil comprend un seul tribunal d'instance) ; vote hostile du groupe socialiste ; amendement n° 31 : rejeté ; amendements n° 56 de M. Georges Tranchant (p. 610) et n° 76 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 22 permettant dans certains cas au juge d'instance de statuer seul) ; amendement n° 98 de M. Jean-Pierre Michel (prévoyant le remplacement d'un conseiller absent et fixant les conditions dans lesquelles le juge d'instance peut statuer seul) ; amendements n°s 56 et 76 : rejetés ; amendement n° 98 adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 32 de la commission (modifiant l'article L. 516-2 du code du travail et prévoyant la possibilité de désignation d'un conseiller rapporteur unique) : rejeté.

Article 23 (*insertion d'un article L. 516-3 du code du travail relatif à l'assistance ou la représentation de l'une des parties par un conseiller prud'homme*) : adopté (p. 611).

Article 24 (*modifiant l'article L. 51-10-2 du code du travail relatif au système d'indemnisation*) : amendement n° 57 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer le paragraphe 3 de l'article 24 relatif au remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers prud'hommes du collège salarié) : rejeté ; amendement n° 33 de la commission (prévoyant que le remboursement portait également sur les avantages afférents aux salaires) : adopté ; amendement n° 58 de M. Georges Tranchant (prévoyant un remboursement mensuel des salaires payés par les employeurs aux conseillers salariés) (p. 612) : rejeté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 (*suppression du chapitre XII du titre Ier du livre V du code du travail*) : adopté.

Article 26 (*insertion d'un article L. 531-1 du code du travail : sanction prévue en cas d'atteinte à la libre désignation des candidats à l'élection des conseillers prud'hommes ou à l'exercice régulier de leurs fonctions*) : adopté.

Article 27 (*modifiant les articles L. 117-16 et L. 117-7 du code du travail*) : adopté.

Article 28 (*modifiant l'article L. 771-6 du code du travail : compétence des conseils de prud'hommes en matière de différends relatifs aux contrats de travail conclus entre les concierges et leurs employeurs*) : adopté.

Article 29 (*abrogation des articles L. 512-6 relatif au renouvellement des conseils de prud'hommes et L. 514-9 du code du travail fixant les conditions d'exercice et des poursuites en cas de prévarication*) : amendement n° 59 de M. Georges Tranchant (tendant à éviter l'abrogation de l'article L. 514-9 du code du travail) : rejeté ;

— article 29, adopté.

Article 30 (*suppression du chapitre III du titre II du livre VII du code du travail attribuant compétence aux prud'hommes pour connaître des comptes entre maîtres d'atelier et les négociants*) : adopté.

Article 31 (*abrogation de l'article L. 634-1er du code du commerce*) : amendement n° 60 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ;

— article 31, adopté (p. 613).

Article 32 (*organisation d'une consultation exceptionnelle sur la répartition territoriale des conseils de prud'hommes avant le 15 mai 1982 par dérogation aux dispositions de l'article L. 511-3 du code du travail*) : amendement n° 34 de la commission (de forme) : adopté.

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 (*date limite pour le premier renouvellement général des conseils de prud'hommes et conditions de transition*) : amendement n° 61 de M. Georges Tranchant (tendant à modifier la date des futures élections prud'homales) (p. 614) : rejeté ;

— article 33, adopté.

Article 34 (*précisant que les tribunaux de commerce saisis en matière prud'homale demeurent compétents pour connaître des procédures introduites devant eux antérieurement à la date d'entrée en application de la présente loi*) : amendement n° 62 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ;

— article 34, adopté.

Article 35 (*application des dispositions du titre Ier du livre V du code du travail aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*) : suppression de l'échevinage (p. 615) ; amendement n° 82 de M. Germain Gengenwin (maintien de l'organisation échevinale) ; amendement n° 63 de M. Georges Tranchant (maintien de l'organisation échevinale) ; amendement n° 84 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Alain Madelin (maintien de l'organisation échevinale) ; amendement n° 83 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (maintien de l'organisation échevinale) ; amendement n° 95 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Germain Gengenwin (maintien de l'échevinage pendant une période d'essai de trois ans) (p. 616) ; amendements nos 82, 63, 84, 83 et 95 : rejetés ;

— article 35, adopté.

Article 36 (*phase transitoire avant l'installation des nouveaux conseils fixée au plus tard au 15 janvier 1983*) : amendement n° 64 de M. Georges Tranchant (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 85 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (relatif à l'organisation des conseils de prud'hommes dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : rejeté (p. 617) ; amendement n° 35 de la commission (abrogation des dispositions dérogatoires applicables aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 86 de M. Jean-Louis Masson : devenu sans objet.

Article 37 (*dispositions transitoires*) : amendement n° 65 de M. Georges Tranchant (de suppression) : devenu sans objet ;

— article 37, adopté.

Article 38 (*dispositions transitoires*) : amendement n° 66 de M. Georges Tranchant (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 88 de M. Jean-Louis Masson (relatif aux agents en fonction dans les conseils de prud'hommes d'Alsace-Lorraine) : devenu sans objet ;

— article 38, adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 89 de M. Jean-Louis Masson : devenu sans objet.

Article 39 (*transfert des archives et minutes des anciens conseils de prud'hommes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) : amendement n° 67 de M. Georges Tranchant (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 80 de M. Michel Sapin (rédactionnel) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté (p. 618).

Après l'article 39 : amendement n° 81 du Gouvernement (relatif aux possibilités d'intégration et de recrutement des agents en fonction dans les conseils de prud'hommes d'Alsace et de Moselle) : adopté.

Article 40 (*détermination des mesures d'application et des mesures transitoires par des décrets en Conseil d'Etat*) : adopté.

Explications de vote (p. 619).

Concertation : *Auroux* (*Jean*) (p. 620).

Formation des conseillers prud'hommes : *Tranchant* (*Georges*) (p. 619).

Vote favorable du groupe communiste : *Jourdan* (*Emile*) (p. 619).

Vote favorable du groupe socialiste : *Metzinger* (*Charles*) (p. 619).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 619).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Madelin* (*Alain*) (p. 620).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 620).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 avril 1982] (p. 1047).

Alsace et Moselle (échevinage) : *Renard* (*Roland*) (p. 1047) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 1048, 1049) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 1049) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 1050) ; *Oehler* (*Jean*) (p. 1051) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 1051) ; *Schiffler* (*Nicolas*) (p. 1052) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 1052, 1053).

Assistance des représentants des organisations professionnelles les plus représentatives : *Renard* (*Roland*) (p. 1047).

Campagne électorale : *Jourdan* (*Emile*) (p. 1048).

Candidatures libres : *Auroux* (*Jean*) (p. 1052).

Communication des listes électorales : *Renard* (*Roland*) (p. 1047) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 1050) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 1053).

Couverture sociale et indemnisation des conseillers prud'hommes : *Renard* (*Roland*) (p. 1047) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 1049) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 1050).

Eligibilité des salariés privés d'emplois : *Renard* (*Roland*) (p. 1047).

Encadrement : *Renard* (*Roland*) (p. 1047) ; *Jourdan* (*Emile*) (p. 1048) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 1049) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 1050) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 1052).

Formation professionnelle des jeunes salariés : *Tranchant* (*Georges*) (p. 1050) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 1053).

Privatisation : *Tranchant* (*Georges*) (p. 1050) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 1053).

Vote favorable du groupe socialiste : *Metzinger* (*Charles*) (p. 1049).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 1050).

Discussion des articles [13 avril 1982] (p. 1053).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant à revenir au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) ; sous-amendement n° 24 de M. Georges Tranchant (tendant à éviter la compétence exclusive des conseils des Prud'hommes) ; position des cadres (p. 1053) ; recours à l'arbitrage ; sous-amendement n° 24 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 2 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat précisant la valeur du taux de compétence en dernier ressort) : adopté ;

— aritcle 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 3 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat et relative au nombre des conseillers de chaque section dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 1054).

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 7 *bis* : amendement n° 4 de la commission (suppression des dispositions de l'article 7 *bis* prévoyant que toute décision du président sera prise après avis du vice-président) : adopté ;

— en conséquence, l'article 7 *bis* est supprimé.

Article 8 : amendement n° 25 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ;

— article 8, adopté.

Article 8 *ter* **A** : amendement n° 5 de la commission (visant à maintenir le délai de deux mois pour les élections consécutives à la dissolution des conseils de prud'hommes) : adopté ;

— article 8 *ter* A, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *ter* : amendement n° 6 de la commission (tendant à revenir au texte de l'Assemblée nationale selon lequel tout salarié privé d'emploi peut être élu conseiller prud'homme) (p. 1055) ; sous-amendement n° 26 de M. Georges Tranchant (portant à deux ans la durée maximale de la privation d'emploi) : rejeté ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 46 du Gouvernement (relatif aux électeurs de la section de l'encadrement) : adopté ;

— article 8 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 47 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1056) ; amendement n° 21 de M. Jean Combasteil soutenu par M. Emile Jourdan (relatif aux conditions d'éligibilité des actifs et des retraités) ; amendement n° 21 : retiré ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 29 de M. Georges Tranchant (prévoyant que les salariés s'inscrivent individuellement en mairie) ; amendement n° 27 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer la disposition relative à la communication par l'employeur des listes de salariés mentionnant leur domicile au lieu de l'entreprise) ; amendement n° 30 de M. Georges Tranchant (tendant à éviter la communication des listes mentionnant le domicile des salariés) (p. 1057) ; problème des sanctions ; amendements n°s 29, 27 et 30 : rejetés ; amendement n° 7 de la commission (tendant à supprimer la disposition selon laquelle les salariés peuvent fixer leur domicile à l'adresse de leur choix) : adopté ; amendement n° 31 de M. Georges Tranchant (permettant à chaque salarié de consulter les renseignements qui le concernent) : rejeté ; amendement n° 28 de M. Georges Tranchant (relatif aux sanctions) : rejeté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : amendement n° 8 de la commission (relatif au nombre de candidats présentés par chaque liste) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *bis* : adopté (p. 1058).

Article 17 : amendement n° 9 de la commission (tendant à rétablir le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale relatif à la couverture sociale des conseillers prud'hommes) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (tendant à rétablir le troisième alinéa de l'article 17 supprimé par le Sénat) ; sous-amendement n° 32 de M. Georges Tranchant (prévoyant que les absences de conseillers prud'hommes salariés du collège employeur n'entraîneront aucune diminution de revenu) : rejeté ; amendement n° 10 : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 11 de la commission (prévoyant que l'exercice des fonctions de conseillers prud'hommes ne pourra être une cause de modification des conditions d'exercice de l'activité rémunérée) (p. 1059) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Jean Combasteil soutenu par M. Emile Jourdan (relatif à la protection des conseillers prud'hommes salariés) : retiré ; amendement n° 12 de la commission (étendant la procédure prévue à l'article 18 aux travailleurs temporaires et saisonniers et à ceux sous contrat à durée déterminée) ; amendement n° 48 du Gouvernement (étendant la procédure prévue à l'article 18 aux travailleurs temporaires et saisonniers et à ceux sous contrat à durée déterminée) ; amendement n° 12 : rejeté ; amendement n° 48 : adopté ; amendement n° 34 de M. Georges Tranchant (information de l'employeur par l'élu prud'homme) (p. 1060) : rejeté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : amendement n° 13 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale et relatif à la rémunération des absences accordées dans un but de formation) ; sous-amendement n° 35 de M. Georges Tranchant (tendant à ne pas faire supporter aux entreprises de moins de dix salariés les frais de formation et les absences qu'elles occasionnent) (p. 1061) : rejeté ; amendement n° 13 : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : amendement n° 36 de M. Georges Tranchant (relatif à la procédure de suspension des conseillers prud'hommes) : rejeté ;

— article 21, adopté.

Article 22 : amendement n° 37 de M. Georges Tranchant (supprimant l'alinéa relatif à l'audience de départage) (p. 1062) : rejeté ;

— article 22, adopté.

Article 23 : amendement n° 14 de la commission (tendant à revenir au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) ; compatibilité des fonctions de conseiller et de défenseur au conseil de prud'hommes ; amendement n° 14 : adopté ;

— article 23 ainsi rétabli.

Article 23 *bis* : amendement n° 42 de M. Georges Tranchant (prévoyant qu'un décret définira les conditions dans lesquelles les salariés pourront bénéficier d'autorisations d'absence (p. 1063) ; amendement n° 43 de M. Georges Tranchant (proposant que les salariés exerçant des fonctions d'assistance ou de représentation devant les juridictions prud'homales soient désignés par les organisations syndicales et professionnelles et non seulement par les organisations professionnelles les plus représentatives au niveau national) ; amendement n° 44 de M. Georges Tranchant (justification des absences par le salarié) ; amendement n° 49 de M. Charles Metzinger soutenu par M. Michel Coffineau (de précision) (p. 1064) ; amendements n°s 42 et 43 : rejetés ; amendement n° 49 : adopté ; amendement n° 44 : rejeté ; amendement n° 23 de M. Jean Combasteil soutenu par M. Emile Jourdan (proposant que le temps d'absence des salariés exerçant des fonctions d'assistance et de représentation soit payé comme temps de travail) : retiré ; amendement n° 45 de M. Georges Tranchant (proposant d'appliquer les charges supplémentaires et contraintes imposées aux entreprises par l'article 23 *bis* aux seules entreprises de plus de 300 salariés) : rejeté ;

— article 23 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 24 : amendement n° 15 de la commission (tendant à revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 1065) ; amendements n°s 38, 39 et 40 de M. Georges Tranchant (relatifs aux modalités de remboursement des employeurs) : devenus sans objet ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : adopté.

Article 31 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 16 de la commission (tendant à rétablir l'article 31) : adopté ;

— article 31 ainsi rétabli.

Article 34 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 17 de la commission (tendant à rétablir l'article 34) : adopté ;

— article 34 ainsi rétabli.

Article 35 : amendements n°s 18 et 19 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; suppression de l'échevinage dans les départements alsaciens et mosellans) : adoptés ;

— article 35, ainsi modifié, adopté (p. 1066).

Article 39 *bis* : amendement n° 20 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— en conséquence, l'article 39 *bis* est ainsi rétabli.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe socialiste : *Metzinger* (*Charles*) (p. 1067).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 1067).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1067).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1274) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Renard* (*Roland*) (p. 1274).

Discussion des articles [22 avril 1982] (p. 1275) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) ; sous-amendement n° 14 de M. Georges Tranchant (tendant à offrir aux justiciables la faculté de choisir entre deux juridictions : le tribunal de commerce ou le conseil de prud'hommes) : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à rétablir le texte de l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*dispositions dérogatoires prévues pour le département de Saint-Pierre-et-Miquelon*) : adopté.

Article 7 *bis* : amendement n° 3 de la commission (tendant à supprimer l'article 7 *bis* précisant que toute décision du président est prise après avis du vice-président) : adopté ; en conséquence, l'article 7 *bis* est supprimé.

Article 8 *ter* : amendement n° 4 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté ;

— article 8 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 1275).

Article 13 : amendement n° 5 de la commission (tendant à revenir au texte voté par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 6 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 16 de M. Georges Tranchant (tendant à introduire l'égalité de traitement entre les salariés des deux collèges) : rejeté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : amendement n° 8 de la commission (p. 276) (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) ; sous-amendement n° 17 de M. Georges Tranchant (tendant à exclure du champ d'application de l'amendement les entreprises de moins de dix salariés) : rejeté ; amendement n° 8 : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : amendement n° 9 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 31 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 10 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté ; en conséquence, l'article 31 est ainsi rétabli.

Article 34 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 11 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture), en conséquence, l'article 34 est ainsi rétabli.

Article 35 : amendement n° 12 de la commission (tendant à rétablir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 1277) ; amendement n° 13 de la commission (tendant à revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté ; amendement n° 15 de M. Jean-Paul Fuchs (relatif au problème de l'échevinage) : devenu sans objet ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 1277).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 1278).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 1278).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1278).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [28 avril 1982] (p. 1423).

Appréciations sur le texte présenté à l'Assemblée nationale : *Renard* (*Roland*) (p. 1424) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 1424) ; *Jourdan* (*Emile*) (p. 1424).

Vote favorable du groupe communiste : *Jourdan* (*Emile*) (p. 1424).

Discussion des articles [28 avril 1982] (p. 1424).

Article 1er ;

Article 7 *bis* : supprimé ;

Article 8 *ter ;*

Article 13 ;

Article 17 ;

Article 19 ;

Article 23 ;

Article 31 ;

Article 34 ;

Article 35 (p. 1424) : amendement **n° 1** de la commission (permettant la prise en charge par l'Etat des frais occasionnés par la participation des employeurs aux conseils de prud'hommes) : adopté.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe socialiste : *Bêche* (*Guy*) (p. 1425).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 1425).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1425).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1425).

7. — Projet de loi n° 741 portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean Gatel (2 avril 1982). — Rapport n° **758** (6 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (6 avril 1982). — Rapporteur pour avis : M. Maurice Briand (2 avril 1982). — Discussion le 14 avril 1982. — Adoption le 14 avril 1982. — Projet de loi n° **126.**

Sénat (première lecture), n° **273** (1981-1982), dépôt le 20 avril 1982. — Renvoi à la commisison des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **331** (1981-1982) (13 mai 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur pour avis : M. Albert Voilquin. — Avis n° **322** (1981-1982) (7 mai 1982). — Discussion les 18 et 19 mai 1982. — Adoption le 19 mai 1982. — Projet de loi n° **89** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 894**, dépôt le 24 mai 1982. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean Gatel. — Rapport **n° 915** (2 juin 1982). — Discussion le 16 juin 1982. — Adoption avec modifications le 16 juin 1982. — Projet de loi n° **171.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 397** (1981-1982), dépôt le 17 juin 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport **n° 419** (1981-1982) (23 juin 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption avec modifications le 24 juin 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et en matière de sûreté de l'Etat et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire. » — Projet de loi **n° 120** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 979**, dépôt le 24 juin 1982. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).
Bureau [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire. — Rapporteur : M. Jean Gatel. — Rapport **n° 984** (29 juin 1982). — Discussion le 30 juin 1982. — Adoption le 30 juin 1982. — Projet de loi **n° 194.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport **n° 438** (1981-1982) (29 juin 1982). — Discussion le 30 juin 1982. — Adoption définitive le 30 juin 1982. — Projet de loi **n° 128** (1981-1982).

Loi n° 82-621 du 21 juillet 1982 publiée au *J.O.* du 22 juillet 1982 (p. 2318). — *Rectificatif* (*J.O.* du 3 août 1982) (p. 2486).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 avril 1982] (p. 1124, 1140).

Question préalable opposée par M. Messmer : *Messmer* (*Pierre*) (p. 1130, 1131, 1132) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1132, 1133) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 1133, 1134, 1135) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1135, 1136) : rejetée au scrutin public (p. 1136).

Abrogation de la loi « Sécurité et liberté » : *Badinter* (*Robert*) (p. 1130, 1150, 1151) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 1148).

Appelés (service national) : *Robin* (*Louis*) (p. 1141) ; *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 1147) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 1147, 1148).

Caractère exceptionnel des T.P.F.A. (composition et procédure) : *Gatel (Jean)* (p. 1124) ; *Briand (Maurice)* (p. 1125) ; *Badinter (Robert)* (p. 1127, 1135) ; *Richard (Alain)* (p. 1133) ; *Robin (Louis)* (p. 1141) ; *Foyer (Jean)* (p. 1145) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1146) ; *Verdon (Marc)* (p. 1147) ; *Sapin (Michel)* (p. 1148).

Champ d'application territorial (juridictions militaires installées à l'étranger, notamment tribunal militaire aux armées de Landau) : *Badinter (Robert)* (p. 1128, 1151) ; *Robin (Louis)* (p. 1142) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1144) ; *Foyer (Jean)* (p. 1145) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1146, 1147) ; *Sapin (Michel)* (p. 1148).

Champ d'application territorial (T.O.M.) : *Badinter (Robert)* (p. 1129, 1130).

Commissions de retrait de permis de conduire : *Briand (Maurice)* (p. 1125).

Compétences des juridictions de droit commun spécialisées : *Gatel (Jean)* (p. 1124) ; *Briand (Maurice)* (p. 1125) ; *Badinter (Robert)* (p. 1127, 1128, 1150, 1151) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1132) ; *Robin (Louis)* (p. 1141) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1143) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1143) ; *Foyer (Jean)* (p. 1144, 1145) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1147) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1149).

Cours d'assises spéciales (composition et compétences : problème des secrets de la défense nationale) : *Badinter (Robert)* (p. 1129, 1135, 1136, 1151) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1132, 1136) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1144) ; *Foyer (Jean)* (p. 1145) ; *Sapin (Michel)* (p. 1148).

Déclenchement de l'action publique (droits des victimes) : *Gatel (Jean)* (p. 1125) ; *Briand (Maurice)* (p. 1126) ; *Badinter (Robert)* (p. 1128, 1129, 1151) ; *Robin (Louis)* (p. 1142) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1144) ; *Foyer (Jean)* (p. 1145) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1146, 1147) ; *Sapin (Michel)* (p. 1148).

Décrets de 1956 : *Messmer (Pierre)* (p. 1131) ; *Richard (Alain)* (p. 1133).

Délai d'application de la loi : *Badinter (Robert)* (p. 1130) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1144).

Discipline militaire : *Gatel (Jean)* (p. 1125) ; *Briand (Maurice)* (p. 1126) ; *Badinter (Robert)* (p. 1127, 1128) ; *Richard (Alain)* (p. 1133) ; *Hernu (Charles)* (p. 1134) ; *Robin (Louis)* (p. 1141) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1142) ; *Sapin (Michel)* (p. 1148).

Historique des juridictions militaires en France : *Badinter (Robert)* (p. 1126, 1127) ; *Robin (Louis)* (p. 1141) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1142) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1146).

L'insurrection armée de Neuberg : *Micaux (Pierre)* (p. 1143).

Mise en cause de certains magistrats civils (« cancer » dans le corps des magistrats) : *Micaux (Pierre)* (p. 1142) ; *Foyer (Jean)* (p. 1145, 1146) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1146, 1147) ; *Sapin (Michel)* (p. 1148) ; *Badinter (Robert)* (p. 1150).

Personnels affectés au service de la justice militaire : *Briand (Maurice)* (p. 1126) ; *Badinter (Robert)* (p. 1129).

Rapports de l'armée avec la nation (soldat-citoyen) : *Gatel (Jean)* (p. 1124) ; *Briand (Maurice)* (p. 1126) ; *Badinter (Robert)* (p. 1128) ; *Hernu (Charles)* (p. 1134, 1135) ; *Robin (Louis)* (p. 1141) ; *Stirn (Olivier)* (p. 1149).

Réforme du code de justice militaire : *Gatel (Jean)* (p. 1125) ; *Badinter (Robert)* (p. 1128, 1129) ; *Sapin (Michel)* (p. 1148).

Réforme limitée au temps de paix : *Badinter (Robert)* (p. 1128) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1131) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1143) ; *Foyer (Jean)* (p. 1145) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1149).

Sections spéciales : *Messmer (Pierre)* (p. 1132) ; *Badinter (Robert)* (p. 1135).

Sécurité militaire : *Briand (Maurice)* (p. 1125).

Vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. : *Micaux (Pierre)* (p. 1143).

Discussion des articles [14 avril 1982] (p. 1151).

Première partie : *des juridictions compétentes en matière militaire en temps de paix et en matière de sûreté de l'Etat.*

Article 1er (*principe de la réforme*) : suppression en temps de paix des tribunaux permanents des forces armées et du haut tribunal permanent des forces armées ; dévolution de leurs compétences aux juridictions de droit commun selon les règles du code de procédure pénale ;

— article 1er, adopté.

Article 2 (*compétences territoriales pour les infractions commises à l'étranger*) : adopté.

Article 3 (*modifications du code de procédure pénale*) : amendement n° 1 de la commission (modification de l'intitulé du titre XI du Livre quatrième du code de procédure pénale) : adopté ; *article 697 du code de procédure pénale (institution de juridictions spécialisées de droit commun) ; après l'article 697 du code de procédure pénale* : amendement n° 39 de M. Emmanuel Hamel (présence de magistrats officiers ou sous-officiers de réserve) : rejeté ; *article 697-1 du code de procédure pénale (compétence matérielle et personnelle des juridictions spécialisées de droit commun* (p. 1152) : amendement n° 2 de la commission (tendant à limiter la compétence des juridictions spécialisées aux infractions commises dans le service et liées au service) : adopté après rectification par le Gouvernement ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 4 de la commission et n° 21 de la commission des lois (rendant les juridictions spécialisées incompétentes à l'égard de tout mineur fût-il militaire) : adoptés ; *article 697-2 du code de procédure pénale (compétence territoriale pour les forces françaises présentes à l'étranger en temps de paix) ; article 697-3 du code de procédure pénale (compétences territoriales générales des juridictions spécialisées de droit commun) ; article 698 du code de procédure pénale (règles de procédure : principe de l'application des règles du code de procédure pénale) ; article 698-1 du code de procédure pénale (règles particulières relatives à l'action publique)* : amendement n° 5 de la commission (tendant à fixer un délai à l'autorité militaire pour donner son avis) (p. 1153) ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (tendant à préciser que l'avis est demandé par tout moyen dont il est fait mention au dossier de la procédure) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (prévoyant le cas où l'avis n'a pas été donné une fois le délai expiré) ; amendement n° 22 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 6 : adopté ; en conséquence, amendement n° 22 devenu sans objet ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 698-2 du code de procédure pénale (ouverture de l'action civile) ; article 698-3 du code de procédure pénale (obligations réciproques des autorités judiciaires et militaires)* : amendement n° 43 de M. Maurice Briand (tendant à permettre aux autorités judiciaires d'effectuer des réquisitions inopinées dans les établissements militaires) (p. 1154) : adopté ; amendement n° 23 de la commission des lois (tendant à supprimer la disposition selon laquelle les ordres de réquisition doivent préciser la nature et les motifs des investigations jugées nécessaires) : adopté ; *article 698-4 du code de procédure pénale (mise à la disposition d'un militaire aux officiers de police judiciaire) ; article 698-5 du code de procédure pénale (application de certaines règles du code de justice militaire)* : amendement n° 24 de la commission des lois soutenu par M. Pierre Messmer (de précision) ; amendement n° 29 du Gouvernement (de précision) ; amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 29 : adopté ; *article 698-6 du code de procédure pénale (dispositions propres à la cour d'assises spécialisée)* (p. 1155) ; amendement n° 40 de M. Pierre Messmer (relatif à la composition des cours d'assises spécialisées) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1156) ; *après l'article 698-6 du code de procédure pénale* : amendement n° 9 de la commission (tendant à limiter la compétence des cours d'assises spéciales en matière de crimes de droit commun à ceux où existe un risque de divulgation d'un secret de la défense nationale) : adopté après rectification proposée par le Gouvernement ; amendement n° 10 de la commission (permettant aux juridictions compétentes pour juger des infractions prévues par le livre III du code de justice militaire de prononcer les peines militaires de la destitution et de la perte de grade) : adopté ; *article 699 du code de procédure pénale (période transitoire : compétence des juridictions de droit commun)* : amendement n° 41 de M. Pierre Messmer (rédactionnel) : adopté ; *articles 699-1 du code de procédure pénale (cas de mobilisation générale) ; article 700 du code de procédure pénale (état de siège ou état d'urgence)* (p. 1157) ; *article 701 du code de procédure pénale (crimes et délits contre la sûreté de l'Etat : en temps de guerre, compétences des juridictions militaires) ; article 702 du code de procédure pénale (crimes et délits contre la sûreté de l'Etat : en temps de paix, compétences des juridictions de droit commun)* ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 1158).

Deuxième partie : *des juridictions compétentes en matière militaire en temps de guerre et hors du territoire de la République en temps de paix.*

Article 4 (*des juridictions militaires sur le territoire national en temps de guerre*) : amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 4 est supprimé.

Article 5 (*des tribunaux militaires aux armées en temps de guerre*) : amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 5 est supprimé.

Article 6 (*tribunaux militaires aux armées en temps de paix hors du territoire de la République*) (p. 1158) ; amendement n° 42 de M. Pierre Messmer : devenu sans objet ; amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 est supprimé.

Article 7 (*recevabilité de l'action civile à propos des infractions relevant des juridictions militaires*) : amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 7 est supprimé.

Article 8 (*règles de dévolution de compétences en cas de suppression d'une juridiction militaire*) : amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 8 est supprimé.

Article 9 (*renvoi à l'annexe*) : amendement n° 16 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 9) : retiré ; amendement n° 30 du Gouvernement adopté après correction ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 9.

Article 67 de l'annexe : amendement n° 32 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1159) : adopté ; *article 77 de l'annexe :* amendement n° 33 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; *article 82 de l'annexe :* amendement n° 38 du Gouvernement (relatif aux prérogatives des officiers de police judiciaire des forces armées) : adopté ; *article 98 de l'annexe :* amendement n° 34 du Gouvernement (tendant à supprimer la disposition donnant au ministre chargé de la défense le droit de prescrire au commissaire du Gouvernement, à l'occasion de la dénonciation d'une infraction, la saisine de la juridiction compétente de telles réquisitions écrites qu'il juge opportunes) : adopté ; *article 188 de l'annexe :* amendement n° 35 du Gouvernement (de rectification) : adopté ; *article 192 de l'annexe :* amendement n° 36 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; *article 480 de l'annexe :* amendement n° 37 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 1160) ;

— adoption de l'ensemble de l'annexe, ainsi modifiée.

Après l'article 9 : amendement n° 17 de la commission (prévoyant que le Gouvernement opérera par voie réglementaire le changement de référence des articles législatifs du code de service national) : adopté.

Troisième partie : *dispositions diverses et entrée en vigueur.*

Article 10 (*situation résultant de certains accords de coopération militaire*) : adopté.

Article 11 (*reclassement du personnel de la justice militaire dans les corps militaires*) : adopté.

Article 12 (*reclassement du personnel de la justice militaire dans les services judiciaires*) : adopté.

Article 13 (*détachement de magistrats auprès des armées*) : adopté.

Article 14 (*période transitoire*) : amendement n° 31 du Gouvernement (relatif à la date d'entrée en vigueur de la loi) ; amendements n° 18 de la commission et n° 25 de la commission des lois (tendant à réduire le délai d'application de la présente loi) (p. 1161) ; amendements n°s 18 et 25 retirés ; amendement n° 31 adopté ; amendement n° 26 de la commission des lois (relatif à l'action civile en réparation du dommage causé par une infraction) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*application aux collectivités territoriales de l'outre-mer*) : amendement n° 19 de la commission (tendant à préciser que la présente loi sera applicable aux territoires des Terres australes et antarctiques françaises, aux Iles éparses de l'océan Indien et à Clipperton) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté (p. 1162).

Explications de vote (p. 1163).

Vote favorable du groupe communiste : *Nilès* (*Maurice*) (p. 1164).

Vote favorable du groupe socialiste : *Pénicaut* (*Jean-Pierre*) (p. 1164).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Lancien* (*Yves*) (p. 1163).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1163).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1164).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [16 juin 1982] (p. 3483) :

Affaiblissement de notre volonté de défense : *Brocard* (*Jean*) (p. 3485) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3485, 3486).

Discipline militaire : *Gatel* (*Jean*) (p. 3483) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 3484) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 3485).

Inadaptation des ressorts judiciaires aux circonscriptions militaires : *Gatel* (*Jean*) (p. 3483).

Séparation des temps de paix et des temps de guerre : *Gatel* (*Jean*) (p. 3483) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 3484).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Brocard* (*Jean*) (p. 3485).

Discussion des articles [16 juin 1982] (p. 3486).

Article 1er A : amendement n° 1 de la commission (suppression de l'article 1er A relatif au principe de la réforme, c'est-à-dire à la suppression des T. P. F. A.) : adopté ; en conséquence, l'article 1er A est supprimé.

Article 1er : supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article 1er du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : suppression des T. P. F. A.) (p. 3486) : adopté ; en conséquence, article 1er ainsi rétabli (p. 3487).

Article 3 : *article 697 du code de procédure pénale :* amendement n° 3 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat relative aux règles d'affectation des magistrats) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat instituant une chambre spécialisée dans les infractions militaires au sein des cours d'appel) : adopté ; *article 697-1 du code de procédure pénale :* amendement n° 5 de la commission (visant à restreindre la compétence des juridictions spécialisées aux seuls crimes de droit commun commis dans l'exercice du service) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (prévoyant pour les mineurs, même militaires, la compétence des juridictions spécialisées pour les mineurs) : adopté ; *article 698-1 du code de procédure pénale :* amendement n° 7 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif au déclenchement des poursuites) (p. 3488) : adopté ; *article 698-1-1 du code de procédure pénale :* amendement n° 8 de la commission (de conséquence : règles relatives à l'action publique) : adopté ; *article 698-1-2 du code de procédure pénale :* amendement n° 9 de la commission (même objet) : adopté ; *article 698-3 du code de procédure pénale :* amendement n° 10 de la commission (suppression de la disposition introduisant une distinction entre les officiers de police judiciaire civils et militaires) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux réquisitions) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (même objet) : adopté ; *article 698-7 du code de procédure pénale :* amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ; *article 699 du code de procédure pénale :* amendement n° 14 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui prévoit que c'est aux tribunaux des forces armées de revendiquer dès qu'ils sont en mesure de le faire les affaires de leur compétence) (p. 3489) : adopté ; *article 702 du code de procédure pénale :* amendement n° 15 de la commission (règles de procédure en matière d'instruction des atteintes à la sûreté de l'Etat ; reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 4 : intitulé de la deuxième partie supprimée par le Sénat.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : amendement n° 16 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui place le commissaire du Gouvernement sous l'autorité du garde des sceaux) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 : adopté (p. 3490).

Article 9 : adopté dans un texte identique par les deux assemblées.

Article 97 de l'annexe : amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (visant à maintenir le parallélisme de la procédure devant les juridictions spécialisées et devant les tribunaux aux armées) : adopté.

— article 97 de l'annexe, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *bis*, supprimé par le Sénat.

Avant l'article 10 : amendement n° 17 de la commission (modifiant l'intitulé de la deuxième partie) : adopté ; en conséquence, l'intitulé est ainsi rédigé.

Article 14 : amendement n° 18 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la date d'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 3491) ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : adopté.

Titre : amendement n° 21 de la commission (modification du titre du projet de loi) : adopté ; en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Explications de vote (p. 3492) :

Vote favorable du groupe socialiste : *Darinot* (*Louis*) (p. 3492).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Mauger* (*Pierre*) (p. 3492).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Brocard* (*Jean*) (p. 3492).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3492).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [30 juin 1982] (p. 4044) :

Déclenchement des poursuites : *Gatel* (*Jean*) (p. 4044).

Mention expresse de la suppression des T.P.F.A. : *Gatel* (*Jean*) (p. 4044) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4045).

Mineurs : *Gatel* (*Jean*) (p. 4044) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4045).

Réquisition et investigations : *Gatel* (*Jean*) (p. 4045) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4045).

Spécialisation des magistrats : *Gatel* (*Jean*) (p. 4044) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4045).

Titre du projet de loi : *Gatel* (*Jean*) (p. 4045).

Discussion des articles [30 juin 1982] (p. 4047) :

Article 1er A : supprimé ;

Article 1er ;

Article 3 ;

Article 6 (p. 4046) ;

Article 9 ;

Article 97 : amendement n° 1 de la commission (modifiant l'intitulé du projet de loi) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi ainsi modifié (p. 4047).

8. — Proposition de loi n° 933 relative à la **révision des procès pénaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 juin 1982 par M. Alain Richard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi (8 juillet 1982).

9. — Proposition de loi n° 934 tendant à **l'institution d'un second degré de juridiction en matière pénale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Alain Hautecœur et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (8 juillet 1982).

10. — Projet de loi n° 1027 rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines **dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 juillet 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Amédée Renault (23 septembre 1982).

11. — Proposition de loi n° 1051 tendant à proroger, en matière de **postulation dans la région parisienne,** les délais prévus par la loi du 11 juillet 1979. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Guy Hermier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (21 octobre 1982).

12. — Proposition de loi n° 1180 tendant à proroger en matière de **postulation dans la région parisienne** les délais prévus par la loi n° 79-586 du 11 juillet 1979. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Marc Lauriol, Pierre-Charles Krieg et Jean de Préaumont. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Fleury (25 novembre 1982).

13. — Proposition de loi n° 1182 tendant à conférer le **statut d'auxiliaire de justice aux conciliateurs.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (16 décembre 1982).

14. — Projet de loi n° 1194 modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'**aide judiciaire** et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre et Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Fleury (4 novembre 1982). — Rapport **n° 1223** (17 novembre 1982). — Discussion le 23 novembre 1982. — Adoption le 23 novembre 1982. Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'aide judiciaire, à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile et à la postulation dans la région parisienne ». — Projet de loi **n° 263.**

Sénat (première lecture), **n° 109** (1982-1983). — Dépôt le 25 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Léon Jozeau-Marigné. — Rapport **n° 129** (1982-1983) (8 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Adoption le 15 décembre 1982. — Projet de loi **n° 45** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 1303,** dépôt le 15 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Fleury. — Rapport **n° 1312** (16 décembre 1982). — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption définitive le 20 décembre 1982. — Projet de loi **n° 306.**

Loi n° 82-1173 du 31 décembre 1982 publiée au *Journal officiel* du 1er janvier 1983 (p. 15) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1981] (p. 7561) :

Accès au droit : *Badinter* (*Robert*) (p. 7563, 7564) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 7564) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 7565).

Admission provisoire : *Fleury* (*Jacques*) (p. 7561).

Aide judiciaire partielle : *Fleury* (*Jacques*) (p. 7561).

Assistance judiciaire : *Fleury* (*Jacques*) (p. 7561) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7562) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 7564) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 7565).

Avocats et auxiliaires de justice : *Fleury* (*Jacques*) (p. 7561) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7563, 7567) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7566).

Bureaux d'aide judiciaire : *Fleury* (*Jacques*) (p. 7561, 7562) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7563) ; *Massot* (*François*) (p. 7566).

Choix des avocats et des auxiliaires par les justiciables : *Fleury (Jacques)* (p. 7562) ; *Badinter (Robert)* (p. 7563) ; *Porelli (Vincent)* (p. 7565) ; *Foyer (Jean)* (p. 7566).
Délais d'instruction des demandes : *Fleury (Jacques)* (p. 7561) ; *Badinter (Robert)* (p. 7563).
Entrée en vigueur de la loi : *Badinter (Robert)* (p. 7563, 7564).
Indemnisation des avocats et des auxiliaires commis d'office : *Fleury (Jacques)* (p. 7561) ; *Badinter (Robert)* (p. 7562) ; *Porelli (Vincent)* (p. 7565) ; *Foyer (Jean)* (p. 7566) ; *Massot (François)* (p. 7566).
Multipostulation en région parisienne : *Fleury (Jacques)* (p. 7562) ; *Badinter (Robert)* (p. 7564).
Plafonds de l'aide judiciaire : *Fleury (Jacques)* (p. 7561) ; *Badinter (Robert)* (p. 7563) ; *Porelli (Vincent)* (p. 7565) ; *Foyer (Jean)* (p. 7566).
Procédure d'instruction des demandes : *Fleury (Jacques)* (p. 7561) ; *Badinter (Robert)* (p. 7562, 7563) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7564) ; *Massot (François)* (p. 7566).

Discussion des articles [23 novembre 1981] (p. 7567) :

Article 1er (*modification de l'intitulé de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire*) : adopté.

Article 2 (*insertion dans le chapitre 1er de la loi du 3 janvier 1972 d'un titre 1er intitulé « l'aide judiciaire »*) : adopté.

Article 3 (*indemnisation des avocats et officiers publics ou ministériels commis d'office*) : adopté.

Article 4 (*abrogeant le dernier alinéa de l'article 11 de la loi du 3 janvier 1972*) : adopté.

Article 5 (*solution des cas de conflits négatifs d'attribution d'une demande d'aide judiciaire, entre une juridiction de l'ordre judiciaire et une juridiction de l'ordre administratif*) : adopté.

Article 6 (*composition des bureaux d'aide judiciaire*) : amendement n° 8 de la commission (réduction à trois du nombre des membres de ces bureaux) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*possibilité pour le bureau d'aide judiciaire de faire recueillir des renseignements d'ordre financier*) : adopté (p. 7567).

Article 8 (*admission provisoire à l'aide judiciaire en cas d'extrême urgence*) : amendement n° 9 de la commission (supprimant le mot « extrême ») : adopté ; en conséquence ce texte devient l'article 8.

Article 9 (*recours ouvert aux justiciables contre les décisions du bureau d'aide judiciaire*) : adopté.

Article 10 (*indemnité forfaitaire versée à l'avocat commis d'office en cas d'aide judiciaire totale*) : adopté.

Article 11 (*libre choix des avocats et officiers publics par le bénéficiaire de l'aide judiciaire*) : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 1 du Gouvernement (possibilité ouverte au tribunal de laisser une partie des dépens exposés par le bénéficiaire de l'aide judiciaire à la charge du Trésor public) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (recouvrement des avances consenties par l'Etat) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité ouverte au tribunal de condamner l'adversaire du bénéficiaire de l'aide judiciaire à payer l'indemnité forfaitaire) : adopté.

Article 12 (*restitution des indemnités forfaitaires perçues par l'avocat ou l'avoué*) : adopté (p. 7568).

Article 13 (*indemnisation des commissions d'office*) : amendement n° 4 du Gouvernement (détermination par décret des cas dans lesquels l'indemnisation sera assurée) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (tendant à permettre à l'avocat de soumettre sa proposition d'honoraires à l'agrément du bâtonnier en cas d'aide judiciaire partielle) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*transformation du chapitre VIII de la loi du 3 janvier 1972 en titre III*) : adopté.

Article 15 (*transformation des articles 31 à 35 de la loi du 3 janvier 1972 en articles 35 à 39*) : amendement n° 11 de la commission (suppression de cet article) : adopté ; en conséquence, l'article 15 est supprimé.

Article 16 (*cas dans lesquels une indemnité est due par l'Etat*) : amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Article 17 (*abrogation du titre II de la loi du 22 janvier 1851 relative à l'assistance judiciaire*) : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; ce texte devient l'article 17.

Après l'article 17 : amendement n° 14 de la commission (de conséquence) (p. 7569) : adopté ; ce texte devient l'article 17 *bis* ; amendement n° 5 du Gouvernement (maintien de la multipostulation en région parisienne jusqu'au 1er janvier 1985) (p. 7570) : adopté ; ce texte devient l'article 17 *ter*.

Article 18 (*date d'entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 6 du Gouvernement (tendant à fixer l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aide judiciaire et à l'indemnisation au 1er mars 1983) : rectifié, adopté ; ce texte devient l'article 18.

Titre : amendement n° 7 du Gouvernement (rajout de la postulation dans la région parisienne dans le titre du projet) : adopté ; en conséquence, l'intitulé du projet de loi est ainsi modifié.

Explications de vote (p. 7571).

Indemnités versées aux avocats commis d'office : *Madelin (Alain)* (p. 7571) ; *Massot (François)* (p. 7571) ; *Badinter (Robert)* (p. 7572).

Propos tenus par le directeur des affaires criminelles à l'émission « Droit de réponse » : *Madelin (Alain)* (p. 7571) ; *Badinter (Robert)* (p. 7572).

Vote favorable du groupe socialiste : *Massot (François)* (p. 7571).

Vote favorable du groupe U. D. F. : *Madelin (Alain)* (p. 7571).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7572).

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 1982] (p. 8556) :

Composition des bureaux d'aide judiciaire : *Fleury (Jacques)* (p. 8556) ; *Badinter (Robert)* (p. 8556).

Restitution des provisions en cas de retrait de l'aide judiciaire : *Fleury (Jacques)* (p. 8556) ; *Badinter (Robert)* (p. 8556).

Discussion des articles [20 décembre 1982] (p. 8556) :

Article 6 : adopté.

Articles 12 et 13 : adoptés.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8556).

Voir *Collectivités locales* **7.**
Edition, imprimerie et presse **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.
Politique économique et sociale **5.**
Questions au Gouvernement **239, 466, 478.**
Radiodiffusion et télévision **6.**
Traités et conventions **43, 50, 51.**

Aide aux victimes.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

Indemnisation des victimes.

Voir *Responsabilité civile* **4.**

Politisation de la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

K

KAMPUCHEA

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

KEHL-STRASBOURG

Voir *Traités et conventions* **61.**

KOWEIT

Voir *Traités et conventions* **59.**

L

LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE

Voir *Professions et activités paramédicales* **3.**

LACQ

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

LAFARGE (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **219.**

LAINE

Voir *Agriculture* **8,** article **16.**

LAIT

Voir *Agriculture* **8.**

Lois de finances **6** (deuxième partie). Agriculture, B. A. P. S. A.

Questions au Gouvernement **183, 244, 346.**

Distribution de —

Voir *Questions au Gouvernement* **254.**

LANDAU (tribunal militaire aux armées de —)

Voir *Justice* **7.**

LANGUE ARMENIENNE

Voir *Langues étrangères* **1.**

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Voir *Mer et littoral* **7.**

Mission d'aménagement du —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

LANGUE FRANÇAISE

Voir *Audiovisuel* **1.**

Déclarations du Gouvernement **5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

Pétitions **144.**

Questions au Gouvernement **221.**

Recherche scientifique et technique **1.**

Traités et conventions **52.**

Enseignement du français comme langue étrangère.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

Haut Comité de la langue française.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

LANGUES REGIONALES ET CULTURES REGIONALES

Voir *Audiovisuel* **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Culture, Education nationale.

Questions orales sans débat **187, 195.**

LANGUES ETRANGERES

1. — Proposition de loi n° 815 relative à l'**enseignement de la langue et de la culture arménienne.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jacques Brunhes (10 juin 1982).

2. — Proposition de loi n° 1366 relative au **développement de la langue et de la culture arméniennes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

LAOS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

Questions orales sans débat **253.**

LARGENTIERE (mine de —)

Voir *Questions orales sans débat* **218, 265.**

LA ROCHELLE (dédouanement du bois à —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

LA ROCHE-SUR-YON (atelier Biderman)

Voir *Questions au Gouvernement* **483.**

LAVANDE

Voir *Agriculture* **8.**

LEGION D'HONNEUR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants, Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération.

LEGUMES (mévente des —)

Voir *Questions au Gouvernement* **489.**

LE NICKEL (société —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

LIAISONS FERROVIAIRES INTERNATIONALES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

LIAISONS TRANSPYRENEENNES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

LIBAN

Réprobation des massacres perpétrés dans les camps palestiniens de Beyrouth : *Mermaz* (*Louis*) (p. 4988).

« Emotion », « horreur », « réprobation », exprimées devant les « massacres », « crimes », « génocide » qui ont eu lieu à Beyrouth : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 4990) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 4990) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 4991) ; *Joxe* (*Louis*) (p. 4991) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 4991).

Israël : *Mauroy (Pierre)* (p. 4990) ; *Joxe (Louis)* (p. 4991).
O.L.P. : *Mauroy (Pierre)* (p. 4990) ; *Labbé (Claude)* (p. 4990).
Participation française à une nouvelle force multinationale au Liban : *Mauroy (Pierre)* (p. 4990) ; *Stasi (Bernard)* (p. 4991) ; *Joxe (Louis)* (p. 4991).
Première force multinationale au Liban : *Mauroy (Pierre)* (p. 4990) ; *Labbé (Claude)* (p. 4990, 4991).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **203, 312, 313, 321, 327, 331, 339, 345.**
Questions orales sans débat **259, 289.**
Rappels au règlement **446.**
Traités et conventions **34.**

LIBERTE DE LA PRESSE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **3, 4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.

LIBERTE D'EXPRESSION

Voir *Audiovisuel* **1.**

LIBERTES PUBLIQUES

Voir *Procédure pénale* **3.**
Service national **12.**
Traités et conventions **39.**
Travail **9.**

LICENCIEMENTS

Voir *Justice* **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Travail **6, 7, 8, 9.**

LIGNE A HAUTE TENSION « TRANS CARROS »

Voir *Questions au Gouvernement* **473.**

LIMOUSIN (région du —)

Voir *Questions au Gouvernement* **230.**

LITTORAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement ; Mer ; Plan et aménagement du territoire.

LIVRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.
Travail **8.**

LIVRET A

Voir *Epargne* **4.**

LIVRET ROSE

Voir *Epargne* **3, 4.**
Lois de finances **6,** article 59.
Questions au Gouvernement **198, 266.**

Garantie de l'Etat au —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 59.

LIVRETS D'EPARGNE (travailleurs manuels)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture) après l'article 15 *bis*.

LOCATAIRES

Associations de —

Voir *Baux* **6.**

Protection des représentants de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

LOCATION DE LOGEMENTS VACANTS

Voir *Questions orales sans débat* **290.**

LOCK-OUT

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

LOGEMENT

5. — Proposition de loi n° 437 tendant à modifier l'article L. 613-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au sursis à exécution des décisions d'**expulsion.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (27 mai 1982).

7. — Proposition de loi n° 998 tendant à démocratiser la **participation des entreprises à l'effort de construction.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par Mme Adrienne Horvath. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Vincent Porelli (30 septembre 1982).

8. — Proposition de loi n° 1112 tendant à assurer le **relogement des personnes âgées expropriées** dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 septembre 1982 par M. Robert-André Vivien. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (21 octobre 1982).

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**
Collectivités locales **7.**
Lois de finances **6,** art. 16 (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie ; Energie ; Urbanisme et logement ; article 48.

Aide

Voir *Questions orales sans débat* **209.**

Contribution patronale

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Filouterie de —

Voir *Peines* **8.**

Habitat insalubre

Voir *Questions au Gouvernement* **211.**

Ile-de-France

Voir *Questions orales sans débat* **163.**

Politique du —

Voir *Questions au Gouvernement* **490.**

LOGEMENT SOCIAL

1. — Proposition de loi n° 712 tendant à modifier la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'**acquisition d'habitation à loyer modéré** à usage locatif par le locataire. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Charles Millon. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Birraux (8 avril 1982).

Voir *Lois de finances* **6,** article 48 ; (deuxième partie), Urbanisme et logement.

LOI DE 1948

Voir *Baux* **6.**

LOI DU 12 NOVEMBRE 1968

Voir *Professions et activités médicales* **6.**

LOIRE

Aménagement du bassin de la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

Bassin houiller de la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

Calamités naturelles dans la —

Voir *Questions au Gouvernement* **461, 464.**

LOI ROUSTAN

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Fonction publique et réformes administratives.

LOIS DE FINANCES

5. — Proposition de loi n° 975 tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances.** Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 24 juin 1982, par M. Edmond Alphandéry. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Rapporteur : M. Pascal Clément (3 décembre 1982).

6. — Projet de loi de finances n° 1083 pour 1983. — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre et Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Annexes.

Rapport économique et financier. Comptes prévisionnels de la nation pour 1982 et principales hypothèses économiques pour 1983. — Annexe au rapport économique et financier : (rapport sur les comptes de la nation pour l'année 1981). — Annexe concernant les organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. — Autres annexes : (évaluation des voies et moyens ; comptes spéciaux du Trésor ; vingt-huitième rapport du conseil de direction du Fonds de développement économique et social).

Documents bleus par ministère (services votés, mesures nouvelles) : I. — *Budgets civils : a)* Budget général : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi : (I. — Section commune ; II. — Santé ; Solidarité nationale ; III. — Travail ; Emploi) ; Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce et Artisanat ; Consommation ; Culture ; Départements et territoires d'outre-mer : (I. — Section commune ; II. — Départements d'outre-mer ; III. — Territoires d'outre-mer) ; Economie et finances : (I. — Charges communes ; II. — Services économiques et financiers ; III. — Budget ; Education nationale ; Environnement ; Intérieur et Décentralisation ; Justice ; Mer ; Plan et aménagement du territoire ; Recherche et industrie : (I. — Recherche ; II. — Industrie) ; Relations extérieures : (I. — Services diplomatiques et généraux ; II. — Coopération) ; Services du Premier ministre : (I. — Services généraux ; II. — Secrétariat général de la Défense nationale ; III. — Conseil économique et social) ; Temps libre ; Transports ; Urbauisme et logement ; *b)* Budgets annexes : Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur, Ordre de la Libération ; Monnaies et médailles ; Postes et télécommunications ; Prestations sociales agricoles. II. — *Budgets militaires : a)* Budget général : Défense ; *b)* Budget annexe : Défense ; Essences.

Documents blancs (présentation du budget sous forme de « budget de programmes ») : Affaires sociales et Solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi ; Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce et Artisanat ; Culture ; Défense ; Départements et territoires d'outre-mer ; Economie et finances ; Education nationale ; Environnement ; Intérieur et décentralisation ; Justice ; Mer ; Plan intérimaire : stratégie pour deux ans, 1982-1983 ; Postes et télécommunications ; Recherche et industrie ; Relations extérieures ; Temps llbre, jeunesse et sports ; Tourisme ; Transports ; Urbanisme et logement.

Documents jaunes : compte rendu d'activité des agences financières de bassin pour l'année 1981 ; environnement : état récapitulatif de l'effort financier consenti en 1982 et prévu en 1983 au titre de l'environnement ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux territoires d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort financier prévu en 1983 au titre de la coopération avec les Etats en voie de développement ; état retraçant l'effort social de la nation ; résultats 1979-1980-1981 ; formation professionnelle ; imposition des plus-values ; liste des organismes à caractère privé ayant effectué au cours de l'année 1981, pour le compte de l'administration, des études de quelque nature que ce soit ; prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale pour 1982 et 1983 ; rapport annexe sur l'état de la recherche et du développement technologique, activités en 1981 et 1982, perspectives 1983 ; rapport relatif aux budgets 1983 des assemblées parlementaires ; rapport sur les conditions d'application de la loi du 10 janvier 1980 ; rapport sur les taxes parafiscales ; rapport sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles, exercice 1981 : récapitulation des emplois créés, supprimés ou transformés en 1983.

— Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan ;

— Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; à la commission des affaires étrangères ; à la commission de la défense nationale et des forces armées ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; à la commission de la production et des échanges (19 octobre 1982).

Rapport général : n° 1165 (21 octobre 1982).

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Christian Pierret.

Tome I. — Rapport général.

Tome II. — Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. — Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

I. — Budget général.

A. — *Dépenses civiles.*

Annexes :	MM.
1. — Affaires sociales et Solidarité nationale. — Santé : Section commune..	Jean-Paul de Rocca Serra.
2. — Affaires sociales et Solidarité nationale (tome I) ; Santé (tome II) (fascicule budgétaire : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi).....	Daniel Benoist.
3. — Affaires sociales et Solidarité nationale. — Services du Premier ministre : Travail et Emploi (fascicule budgétaire : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi)	Dominique Frelaut.
4. — Agriculture : Dépenses ordinaires....	Yves Tavernier.
5. — Agriculture : Dépenses en capital.....	Martin Malvy.
6. — Anciens combattants.....	Jean-Louis Dumont.
7. — Commerce et Artisanat : Commerce..	Germain Sprauer.
8. — Commerce et Artisanat : Artisanat....	René Souchon.
9. — Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et Finances, Services économiques et financiers)....	Paul Chomat.
10. — Communication : Communication, Radiotélévision (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux)	Pierre Forgues.
11. — Consommation	Serge Beltrame.
12. — Culture	Jean-Paul Planchou.
13. — Départements et Territoires d'outre-mer	Maurice Pourchon.
14. — Economie et Finances : (tome I) : Charges communes ; (tome II) : Services économiques et financiers.....	Jean-Pierre Balligand.
15. — Economie et Finances : Budget.....	Parfait Jans.
16. — Education nationale : Enseignement primaire et secondaire.....	François Mortelette.
17. — Education nationale : Enseignement supérieur	Gilbert Gantier.
18. — Environnement	René Rieubon.
19. — Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux).....	Michel Berson.
20. — Intérieur et Décentralisation.....	André Laignel.
21. — Justice	Jean Natiez.
22. — Mer	Albert Denvers.
23. — Plan et Aménagement du territoire..	Dominique Taddei.
24. — Recherche et Industrie : Recherche...	Michel Charzat.
25. — Recherche et Industrie : Industrie....	Claude Germon.
26. — Recherche et Industrie : Energie.....	Alain Rodet.

	MM.
27. — Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux	Charles Josselin.
28. — Relations extérieures : Affaires européennes	Pierre Méhaignerie.
29. — Relations extérieures : Coopération et Développement	Alain Vivien.
30. — Services du Premier ministre : Droits de la femme (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux)	Emmanuel Hamel.
31. — Services du Premier ministre : Fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux)	Raymond Douyère.
32. — Services du Premier ministre : Rapatriés (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux)	Gérard Bapt.
33. — Services du Premier ministre : Relations avec le Parlement (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux)	Edmond Alphandéry.
34. — Services du Premier ministre : Services généraux	Jean Anclant.
35. — Services du Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale	Henri de Gastines.
36. — Services du Premier ministre : Conseil économique et social	Michel Barnier.
37. — Temps libre : Section commune, Loisir social, Education populaire et Activités de pleine nature	Hervé Vouillot.
38. — Temps libre : Jeunesse et Sports	Claude Wilquin.
39. — Temps libre : Tourisme	Jean de Préaumont.
40. — Transports : Section commune	François d'Aubert.
41. — Transports : Transports intérieurs	Roland Carraz.
42. — Transports : Aviation civile, Météorologie	Robert-André Vivien.
43. — Urbanisme et Logement	Guy Lengagne.

B. — *Dépenses militaires.*

	M.
44. — Défense	Jean-Yves Le Drian.

II. — **Budgets annexes.**

	MM.
45. — Essences	Michel Inchauspé.
46. — Imprimerie nationale	Philippe Mestre.
47. — Journaux officiels	Michel Barnier.
48. — Légion d'honneur. Ordre de la Libération	Christian Bergelin.
49. — Monnaies et Médailles	Michel Noir.
50. — Postes, Télécommunications et Télédiffusion	Alain Bonnet.
51. — Prestations sociales agricoles	Michel Couillet.

III. — **Divers.**

	MM.
14. — Tome III : Comptes spéciaux du Trésor	Jean-Pierre Balligand.
52. — Taxes parafiscales	Paul Mercieca.

Avis.

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 1166

(21 octobre 1982).

Tomes :	MM.
I. — Affaires sociales et solidarité nationale	Joseph Legrand.
II. — Affaires sociales et solidarité nationale : Famille et population	Henri Bayard.
III. — Affaires sociales et solidarité nationale : Handicapés	Louis Besson.
IV. — Affaires sociales et solidarité nationale : Personnes âgées	Jean Laborde.
V. — Affaires sociales et solidarité nationale : Population immigrée	Jean-Michel Belorgey.
VI. — Affaires sociales et solidarité nationale : Travail	Michel Coffineau.
VII. — Anciens combattants	Jean Falala.
VIII. — Communications (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux)	Jean-Michel Boucheron (Charente).
IX. — Communication : Radio-télévision	Alain Bocquet.
X. — Culture	Rodolphe Pesce.
XI. — Départements et territoires d'outre-mer : Régime général	Marcel Garrouste.
XII. — Education nationale : Orientation générale	Bernard Derosier.
XIII. — Education nationale : Enseignement primaire et enseignement secondaire	Jacques Brunhes.
XIV. — Education nationale : Universités.	Jacques Santrot.
XV. — Education nationale : Enseignement technique	Jean-Paul Fuchs.
XVI. — Education nationale : Education physique et sportive	Jean-Hugues Colonna.
XVII. — Environnement	Etienne Pinte.
XVIII. — Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux)	Antoine Gissinger.
XIX. — Prestations sociales agricoles	Francis Geng.
XX. — Recherche et industrie : Recherche.	Jean-Pierre Sueur.
XXI. — Relations extérieures : Relations culturelles	André Delehedde.
XXII. — Santé (fascicule budgétaire : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi).	Louis Lareng.
XXIII. — Services du Premier ministre : Emploi (fascicule budgétaire : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi).	Mme Marie-France Lecuir.
XXIV. — Services du Premier ministre : Droits de la femme	Mme Ghislaine Toutain.
XXV. — Services du Premier ministre : Rapatriés	Gérard Collomb.
XXVI. — Temps libre	Michel Sainte-Marie.
XXVII. — Temps libre : Jeunesse et sports.	Charles Haby.
XXVIII. — Urbanisme et logement : Logement social	Pierre Godefroy.

Commission des affaires étrangères, avis n° 1167

(21 octobre 1982).

	MM.
I. — Relations extérieures	Mme Véronique Neiertz.
II. — Relations extérieures : Coopération et développement	André Bellon.
III. — Relations extérieures : Relations culturelles	Xavier Deniau.
IV. — Relations extérieures : Affaires européennes	Pierre Guidoni.
V. — Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et finances, Services économiques et financiers)	Théo Vial-Massat.
VI. — Affaires sociales et Solidarité nationale : Population immigrée	François Asensi.
VII. — Agriculture	Bernard Poignant.
VIII. — Culture	Max Gallo.
IX. — Défense	Pierre Lagorce.
X. — Mer	Christian Bonnet.

Commission de la défense et des forces armées, avis n° 1168 (21 octobre 1982).

Tomes :	MM.
I. — Défense : Politique de défense de la France	Jacques Huyghues des Etages.
II. — Défense : Section commune et budget annexe des essences	Pierre Mauger.
III. — Défense : Section des forces terrestres	Jean Combasteil.
IV. — Défense : Section Marine	Joseph Gourmelon.
V. — Défense : Section Air	Loïc Bouvard.
VI. — Défense : Section Gendarmerie	Robert Aumont.
VII. — Services du Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale	Jacques Huyghues des Etages.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 1169 (21 octobre 1982).

Tomes :	MM.
I. — Justice : Administration centrale et services judiciaires	Louis Maisonnat.
II. — Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée ..	Jean-Pierre Michel.
III. — Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales	Claude Wolff.
IV. — Intérieur et décentralisation : Sécurité	Bertrand Delanoë.
V. — Services du Premier ministre : Fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux) ..	Georges Labazée.
VI. — Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer	Pierre Bourguignon.
VII. — Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer	René Rouquet.

Commission de la production et des échanges, avis n° 1170 (21 octobre 1982).

Tomes :	MM.
I. — Agriculture : Dépenses ordinaires.	Charles Pistre.
II. — Agriculture : Dépenses en capital.	Roland Huguet.
III. — Commerce et artisanat	Jean-Pierre Destrade.
IV. — Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et finances)	Alain Mayoud.
V. — Consommation	Maurice Cornette.
VI. — Départements et territoires d'outre-mer	Maurice Dousset.
VII. — Environnement	René La Combe.
VIII. — Mer	André Duroméa.
IX. — Plan et aménagement du territoire	Robert de Caumont.
X. — Postes, télécommunications et télédiffusion	Jean Jarosz.
XI. — Prestations sociales agricoles	Emile Bizet.
XII. — Recherche et industrie : Industrie.	André Billardon.
XIII. — Recherche et industrie Energie.	Albert Chaubard.
XIV. — Recherche et industrie : Recherche	Robert Chapuis.
XV. — Temps libre : Tourisme	Jean Bégault.
XVI. — Transports : Transports intérieurs.	Alain Chenard.
XVII. — Transports : Aviation civile	Claude Labbé.
XVIII. — Urbanisme et logement	Guy Malandain.

Discussion générale et première partie les 26, 27, 28, 29 octobre 1982. — **Seconde délibération** des articles 6 *bis*, 16, 16 *ter*, 27 et état A de la première partie de la loi de finances. **Adoption** le 29 octobre 1982. **Discussion de la deuxième partie** les 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 novembre 1982. — **Seconde délibération** des articles 29 et état B, 30 et état C, 48, 51, 75, 27 et état A. — **Adoption** le 19 novembre 1982. — Projet de loi de finances n° **260**.

Sénat (première lecture) n° **94** (1982-1983) : dépôt le 22 novembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur général : M. Maurice Blin. — Rapport général n° **95** (1982-1983) (22 novembre 1982).

Tome I. — Le budget de 1983 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. — Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II. — Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III. — Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapports spéciaux.

I. — Budgets civils.

A. — *Budget général.*

Annexes n°		MM.
	Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi :	
1. —	I. — Section commune ; III. Travail, Emploi	André Fosset.
2. —	II. — Santé, Solidarité nationale.	Marcel Fortier.
3. —	Agriculture	Henri Torre.
4. —	Anciens combattants	René Tomasini.
5. —	Commerce et artisanat	René Ballayer.
6. —	Commerce extérieur	Tony Larue.
7. —	Consommation	Michel Manet.
8. —	Culture	Jean-Pierre Fourcade.
9. —	Départements et Territoires d'outre-mer	René Monory.
	Economie et finances :	
10. —	I. — Charges communes	Henri Duffaut.
11. —	II. — Services économiques et financiers ..... ; III. — Budget	Michel Manet.
	Education nationale :	
12. —	I. — Enseignement scolaire	Gérard Delfau.
13. —	II. — Enseignement universitaire	René Chazelle.
14. —	Environnement	Pierre Croze.
15. —	Information	Henri Goetschy.
16. —	Intérieur et décentralisation	Joseph Raybaud.
17. —	Justice	Georges Lombard.
	Mer :	
18. —	Marine marchande	Camille Vallin.
19. —	Ports	Tony Larue.
	Plan et aménagement du territoire :	
20. —	I. — Commissariat général du Plan ; III. — Economie sociale	Paul Jargot.
21. —	II. — Aménagement du territoire	Geoffroy de Montalembert.
	Recherche et industrie :	
22. —	I. — Recherche	Jacques Descours-Desacres.
23. —	II. — Industrie	René Tomasini.
	Relations extérieures :	
24. —	I. — Services diplomatiques et généraux	Josy Moinet.
25. —	II. — Coopération	Robert Schmitt.
	Services du Premier ministre :	
26. —	I. — Services généraux	Robert Guillaume.
27. —	II. — Secrétariat général de la défense nationale	Christian Poncelet.
28. —	III. — Conseil économique et social	Paul Jargot.
	Temps libre :	
29. —	I. — Section commune ..... ; II. — Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature ..... ; III. — Jeunesse et sports	Stéphane Bonduel.
30. —	IV. — Tourisme	Yves Durand.
	Transports :	
31. —	I. — Section commune	Mlle Irma Rapuzzi.
32. —	II. — Aviation civile	Jean-François Pintat.
	III. — Transports intérieurs :	
31. —	Transports terrestres .	Mlle Irma Rapuzzi.
33. —	Routes et voies navigables	Henri Caillavet.
32. —	IV. — Météorologie	Jean-François Pintat.
34. —	Urbanisme et logement	Charles Beaupetit.

B. — *Budgets annexes.*

MM.

35. — Imprimerie nationale ..... Pierre Gamboa.
36. — Journaux officiels ..... Pierre Gamboa.
37. — Légion d'honneur et ordre de la Libération ..... René Chazelle.
38. — Monnaies et médailles ..... Jean-Pierre Fourcade.
39. — Postes et télécommunications ..... Louis Perrein.
40. — Prestations sociales agricoles ..... Henri Torre.

II. — **Défense.**

A. — *Budget général.*

MM.

41. — Exposé d'ensemble ; dépenses en capital ..... Jean Francou.
42. — Dépenses ordinaires ..... Modeste Legouez.

B. — *Budget annexe.*

M.

43. — Essences ..... Michel Manet.

III. — **Autres dispositions.**

MM.

44. — Comptes spéciaux du Trésor ..... Christian Poncelet.
45. — Communication audiovisuelle (organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982) ..... Jean Cluzel.

Avis.

Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires économiques et du Plan ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission des affaires culturelles, avis n° 96 (1982-1983).

Tome I. — Culture, par M. Michel Miroudot.
Tome II. — Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
Tome III. — Environnement, par M. Hubert Martin.
Tome IV. — Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
Tome V. — Enseignement agricole, par M. René Tinant.
Tome VI. — Enseignements supérieurs, par M. Jean Sauvage.
Tome VII. — Recherche scientifique et technique, par M. Adrien Gouteyron.
Tome VIII. — Formation professionnelle continue, par Mme Brigitte Gros.
Tome IX. — Education physique et sportive, par M. Roland Ruet.
Tome X. — Jeunesse et sports, par M. Roland Ruet.
Tome XI. — Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature, par Mme Hélène Luc.
Tome XII. — Information - Presse, par Mme Brigitte Gros.
Tome XIII. — Communication audiovisuelle, par M. Charles Pasqua.
Tome XIV. — Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.
Tome XV. — Coopération, par M. Lucien Delmas.

Commission des affaires économiques et du Plan, avis n° 97 (1982-1983).

Tome I. — Agriculture, par M. Michel Sordel.
Tome II. — Aménagement rural, par M. Jules Roujon.
Tome III. — Industries agricoles et alimentaires, par M. Pierre Jeambrun.
Tome IV. — Industrie, par M. Francisque Collomb.
Tome V. — Energie, par M. Marcel Lucotte.
Tome VI. — Recherche scientifique, par M. Pierre Noé.
Tome VII. — Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.
Tome VIII. — Consommation et concurrence, par M. Gérard Ehlers.
Tome IX. — Commerce extérieur, par M. Maurice Prévoteau.
Tome X. — Aménagement du territoire, par M. Roger Rinchet.
Tome XI. — Plan, par Bernard Barbier.
Tome XII. — Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
Tome XIII. — Ports maritimes, par M. Daniel Millaud.
Tome XIV. — Logement, par M. Robert Laucournet.
Tome XV. — Urbanisme, par M. Maurice Janetti.
Tome XVI. — Tourisme, par M. Paul Malassagne.
Tome XVII. — Environnement, par M. Richard Pouille.
Tome XVIII. — Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
Tome XIX. — Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
Tome XX. — Marine marchande, par M. Jean Colin.
Tome XXI. — Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.
Tome XXII. — Départements d'outre-mer, par M. Bernard Parmantier.
Tome XXIII. — Territoires d'outre-mer, par M. Jacques Mossion.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 98 (1982-1983).

Tome I. — Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
Tome II. — Relations culturelles, par M. Francis Palmero.
Tome III. — Coopération, par M. Louis Martin.
Tome IV. — Défense. — Section commune, par M. Jacques Genton.
Tome V. — Défense. — Section Gendarmerie, par M. Michel Caldaguès.
Tome VI. — Défense. — Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
Tome VII. — Défense. — Section Air, par M. Albert Voilquin.
Tome VIII. — Défense. — Section Marine, par M. Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 99 (1982-1983).

Tome I. — Anciens combattants, par M. Charles Bonifay.
Tome II. — Solidarité nationale. — Santé, par M. Jean Chérioux.
Tome III. — Solidarité nationale. — Sécurité sociale, par M. Louis Boyer.
Tome IV. — Travail, par M. Jean Béranger.
Tome V. — Prestations sociales agricoles, par M. Louis Caiveau.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 100 (1982-1983).

Tome I. — Intérieur, par M. Pierre Salvi.
Tome II. — Justice, par M. Edgard Tailhades.
Tome III. — Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.
Tome IV. — Territoires d'outre-mer, par M. Lionel Cherrier.
Tome V. — Protection civile, par M. Paul Girod.

Discussion les 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30 novembre 1982, 1er, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 décembre 1982. — Rejet le 11 décembre 1982. — Projet de loi n° **43** (1982-1983).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Bureau [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1294** (14 décembre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **141** (1982-1983) (14 décembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1292**, dépôt le 14 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1298** (15 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 15 décembre 1982. Projet de loi n° **286.**

Sénat (deuxième lecture), n° **152** (1982-1983), dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **154** (1982-1983) (17 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Rejet le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **60** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1336**, dépôt le 18 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1337** (18 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption définitive le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **304.**

Saisine du Conseil constitutionnel.

(Article 61, alinéa 2 de la Constitution.)

Décision le 29 décembre 1982 [*J.O.* du 30 décembre 1982] (p. 3987). — Rectificatif [*J.O.* du 6 janvier 1983] (p. 193). — Articles déclarés non conformes : 106 et 108.

Loi n° 82-1126 du 29 décembre 1982 publiée au *J.O.* du 30 décembre 1982 (p. 3923).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 1083 et ceux de la loi n° 82-1126 du 29 décembre 1982.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		PREMIERE PARTIE **CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**			
		TITRE PREMIER **Dispositions relatives aux ressources.**			
		I. — IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. — *Dispositions antérieures.*			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants.....	Première lecture : 27 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6374 8367	1
		B. — *Mesures fiscales.*			
		1. — Justice et solidarité :			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement	Première lecture : 27 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6379 8368	2
	2 *bis* (A.N.)	Obligation de déclarer toutes les rémunérations versées.....	Première lecture : 27 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6394 8370	3
	2 *ter* (A.N.)	Taxation des sociétés domiciliées dans les paradis fiscaux, au titre des immeubles qu'elles possèdent en France.	Première lecture : 27 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6395 8370	4
	2 *quater* (A.N.)	Présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur les modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'impôt sur le revenu.	Première lecture : 27 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6396 8372	5
		2. — Encouragement à l'épargne :			
3		Mesures relatives à l'épargne investie en obligations et autres placements à revenu fixe.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6406 8372	6
4		Simplification du régime d'imposition des plus-values.....	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6415 8373	7
		3. — Simplification, harmonisation, allégements d'impôts :			
5		Suppression de certaines taxes.....	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6421 8374	8
6		Encouragement au secteur associatif et aux activités culturelles.....	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6423 8374	9
	6 *bis* (A.N.)	Application aux associations du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle des dispositions en faveur des fondations et des associations d'utilité publique votées dans la loi de finances pour 1982.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième délibération : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6430 6519 8374	10
7		Mesure d'incitation à l'économie sociale : exonération de l'imposition des allocations Assedic investies dans le capital d'une coopérative ouvrière de production	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6430 8374	11
8		Taxe d'habitation. — Non perception par l'Etat du prélèvement de 3,60 %.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6433 8374	12

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		4. — Divers :			
9		Taxe sur la valeur ajoutée. — Professions juridiques ; formation professionnelle ; presse.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6438 8374	13
10		Taxation des institutions financières et de certains de leurs produits.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6445 8375	14
11		Normalisation du régime des sociétés mères et de leurs filiales.....	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6460 8377	15
12		Impôt sur les grandes fortunes. — Actualisation du seuil.....	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6465 8378	16
13		Taxe sur les véhicules à moteur. — Barème.....	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6472 8378	17
14		Tabacs. — Fiscalité et aménagement du monopole.....	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6475 8378	18
	14 *bis* (A.N.)	Augmentation de l'abattement du droit de consommation des alccols.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6478 8378	19
15		Transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6479 8378	20
	15 *bis* (A.N.)	Régime d'exonération des transactions réalisées par les communes, syndicats de communes, établissements publics régionaux.	Première lecture : 28 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6480 8379	21
	15 *ter* (A.N.)	Inscriptions d'hypothèques prises en garantie des prêts prévus à l'alinéa 2 du III de l'article 80 de la loi n° 76-1232.	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8380	22
16		Reconduction de mesures temporaires et mesures diverses.....	Première lecture : 28 octobre 1982. 29 octobre 1982. Deuxième délibération : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6481 6486 6520 8380	23
	16 *bis* (A.N.)	Suppression de la réduction de 25 % des droits de mutation à titre gratuit applicables aux donations par contrat de mariage.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6494 8381	24
	16 *ter* (A.N.)	Relèvement du seuil en deçà duquel les mutations à titre onéreux des fonds de commerce ou de clientèle bénéficient d'un abattement de 20 000 francs sur leur assiette.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième délibération : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6494 6520 8381	25
	16 *quater* (A.N.)	Tarifs des droits fixes et des minima d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière.	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8381	26
		C. — *Mesures nouvelles.*			
17		Abrogation des dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relative aux formations professionnelles alternées et reconduction de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et des dispositions concernant la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6496 8381	27
18		Modification de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6498 8381	28
19		Revalorisation du droit de sceau.....	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6498 8381	29

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
20		Détaxation des carburants agricoles.....	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6499 8381	30
	20 *bis* (A.N.)	Répartition du produit des versements dus au titre des densités de construction supérieures au plafond légal.	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8382	31
		II. — RESSOURCES AFFECTÉES			
21		Dispositions relatives aux affectations.....	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième leeture : 15 décembre 1982.	6499 8383	32
22		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6499 8383	33
23		Modification de la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6499 8383	34
	23 *bis* (A.N.)	Dotation spéciale pour le logement des instituteurs intégrée dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6500 8383	35
24		Fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6500 8383	36
	24 *bis* (A.N.)	Modification des tarifs des droits de timbre.....	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6502 8383	37
		TITRE II **Dispositions relatives aux charges.**			
25		Confirmation de dispositions législatives antérieures.....	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6502 8383	38
26		Majoration des rentes viagères.....	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6502 8383	39
		TITRE III **Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.**			
27		Equilibre général du budget.....	Première lecture : 29 octobre 1982. Deuxième délibération : 29 octobre 1982. 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6504 6521 7531 8385	40
		DEUXIEME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES** TITRE PREMIER **Dispositions applicables à l'année 1983.** A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF I. — *Budget général.*			
28		Budget général. — Services votés.....	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7521 8388	41
29		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils.....	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième délibération : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7522 7524 8388	42

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils.....	Première lecture : 19 novembre 1982.	7523	43
30			Deuxième délibération : 19 novembre 1982.	7526	
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8391	
31		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires....	Première lecture : 12 novembre 1982.	7121	44
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
32		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires.....	Première lecture : 12 novembre 1982.	7124	45
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
33		Autorisations d'engagements par anticipation.....	Première lecture : 19 novembre 1982.	7523	46
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
		II. — *Budgets annexes.*			
34		Budgets annexes. — Services votés.....	Première lecture :		47
			2 novembre 1982.	6558	
			8 novembre 1982.	6840	
			9 novembre 1982.	6997	
			12 novembre 1982.	7067, 7126	
			16 novembre 1982.	7290	
			19 novembre 1982.	7523	
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
35		Budgets annexes. — Mesures nouvelles.....	Première lecture :		48
			2 novembre 1982.	6558	
			8 novembre 1982.	6840	
			9 novembre 1982.	6997	
			12 novembre 1982.	7067, 7126	
			16 novembre 1982.	7290	
			19 novembre 1982.	7523	
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
		III. — *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.*			
36		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Services votés	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	49
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
37		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Mesures nouvelles	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	50
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
		B. — Opérations a caractère temporaire			
38		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. — Services votés.	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	51
39		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations à caractère temporaire. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	52
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
40		Comptes de commerce. — Mesures nouvelles.....	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	53
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8393	
	40 *bis* (A.N.)	Comptes de règlement avec les Gouvernements étrangers : relèvement des découverts autorisés.	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8394	54
41		Comptes d'avances. — Mesures nouvelles.....	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	55
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8394	
42		Comptes de prêts. — Mesures nouvelles.....	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	56
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8394	
43		Clôture d'un compte de prêts.....	Première lecture : 8 novembre 1982.	6840	57
			Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8394	

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		C. — Dispositions diverses			
44		Perception des taxes parafiscales	Première lecture : 8 novembre 1982. 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6851 7462 8394	58
45		Crédits évaluatifs	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7485 8395	59
46		Crédits provisionnels	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7486 8395	60
47		Reports de crédits	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7487 8395	61
48		Aide au logement social	Première lecture : 4 novembre 1982. Deuxième délibération : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6707 7529 8395	62
49		Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France.	Première lecture : 16 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7260 8395	63
50		Répartition du produit des droits constatés des taxes parafiscales affectées au financement des organismes du service public de radiodiffusion sonore et de la télévision.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7462 8395	64
	50 *bis* (A.N.)	Extension aux magnétoscopes des dispositions existant pour les récepteurs de télévision.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7469 8395	65
		Titre II			
		Dispositions permanentes.			
		A. — *Mesures fiscales.*			
		1. — Encouragement à l'épargne :			
51		Création d'un compte d'épargne en actions	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième délibération : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7490 7529 8396	66
52		Remplacement de l'avoir fiscal par un crédit d'impôt	Première lecture : 19 novembre 1982.	7494	Retiré.
	52 *bis* (A.N.)	Création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises qui augmentent leur effort de recherche.	Première lecture : 8 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6916 8397	67
	52 *ter* (A.N.)	Obligation de déclarer le montant des produits de placements à revenu fixe et des profits de construction soumis au prélèvement libératoire.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7495 8398	68
	52 *quater* (A.N.)	Déductibilité des dividendes attachée à la création d'entreprises ou à des augmentations de capital.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7496 8398	69
	52 *quinquiès* (A. N.)	Réduction de la taxe sur certains frais généraux des entreprises au prorata de leur activité à l'exportation.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7497 8398	70
		2. — Simplification, harmonisation, allégements fiscaux :			
	53 *A* (A.N.)	Amortissement exceptionnel applicable aux investissements amortissables suivant le régime dégressif.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7499 8398	71

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
53		Modalités d'imposition des petits commerçants et artisans et fonctionnement des centres de gestion et associations agréés.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7505 8399	72
	53 *bis* (A.N.)	Documents comptables des adhérents des centres de gestion agréés.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7510 8400	73
		3. — Lutte contre la fraude fiscale :			
54		Fraude fiscale. — Sanctions pénales.....	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7511 8400	74
	54 *bis* (A.N.)	Conservation des documents comptables : insertion d'un alinéa après le premier alinéa de l'art. L. 81 du livre des procédures fiscales du nouveau code des impôts.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7514 8400	75
	54 *ter* (A.N.)	Conservation des documents comptables : alinéa complétant l'article L. 82 du livre des procédures fiscales du nouveau code des impôts.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7514 8400	76
	54 *quater* (A.N.)	Conservation des pièces justificatives d'opérations ouvrant droit à une déduction de taxes sur le chiffre d'affaires.	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8401	77
		B. — *Autres mesures.*			
		Agriculture.			
55		Condition de financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles.	Première lecture : 9 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6997 8401	78
		Anciens combattants.		7148	79
56		Relèvement des pensions perçues par les ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité.	Première lecture : 13 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8401 7148	80
57		Création d'une allocation spéciale en faveur des veuves des aveugles de la Résistance.	Première lecture : 13 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8401	
	57 *bis* (A.N.)	Relèvement du plafond de la taxe pour frais de chambres de métiers.	Première lecture : 2 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6543 8401	81
		Economie et finances.			
58		Redevances des sociétés nationalisées.....	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7516 8401	82
59		Garantie de l'Etat pour les comptes sur livrets d'épargne populaire.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7517 8402	83
		Industrie.			
60		Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base.	Première lecture : 8 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6917 8402	84
		Intérieur.			
61		Aménagement du régime des subventions, aux départements pour la prise en charge du réseau routier national déclassé, rendu nécessaire par la création d'une dotation globale d'équipement.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7043 8402	85
62		Dotation globale de fonctionnement : dotation forfaitaire de certains départements.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7043 8402	86
	62 *bis* (A.N.)	Répartition de la dotation de péréquation en fonction du potentiel fiscal.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7043 8402	87

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
	62 *ter* (A.N.)	Répartition de la majoration de la dotation globale entre les diverses communes sur lesquelles est installé une base militaire ou un campus universitaire.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7044 8402	88
	62 *quater* (A.N.)	Majoration de la dotation de péréquation des communes à très faible potentiel fiscal.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7044 8402	89
	62 *quinquies* (A.N.)	Prise en compte des accroissements de population constatés lors des recensements pour la détermination du versement supplémentaire à la dotation forfaitaire.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7044 8402	90
	62 *sexies* (A.N.)	Prise en compte de la diminution de la population d'une collectivité locale constatée lors d'un recensement général.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7044 8402	91
	62 *septies* (A.N.)	Evolution de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation des départements.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7044 8402	92
	62 *octies* (A.N.)	Evolution de la dotation forfaitaire des D. O. M.....	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7045 8402	93
	62 *nonies* (A.N.)	Dotation des établissements publics régionaux.....	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8405	94
63		Institution d'une dotation spéciale au sein de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 10 novembre 1982.	7045	Supprimé.
	63 *bis* (A.N.)	Calcul de la pension de retraite et des retenues pour pension des personnels des services actifs de police.	Première lecture : 10 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7046 8405	95
		Justice.			
64		Relèvement des plafonds de ressources et de l'indemnité forfaitaire versée aux avocats en matière d'aide judiciaire.	Première lecture : 2 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6579 8405	96
		Mer.			
65		Modification du code des pensions de retraite des marins.....	Première lecture : 4 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	6727 8405	97
		Santé. — Solidarité nationale.			
66		Conditions de financement de l'allocation aux adultes handicapés....	Première lecture : 18 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7424 8405	98
		Transports.			
67		Prorogation de l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France.	Première lecture : 16 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7260 8405	99
	67 *bis* (A.N.)	Suppression de l'établissement public dénommé « service national des examens du permis de conduire ».	Première lecture : 16 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7260 8405	100
		Travail. — Emploi.			
68		Remise en cause d'aides à la mobilité géographique.....	Première lecture : 18 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7424 8405	101
69		Suppression des primes de pré-apprentissage.....	Première lecture : 18 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7424 8405	102
70		Compensation forfaitaire des salaires versés par les maîtres d'apprentissage à leurs apprentis pendant leur temps de présence au centre de formation.	Première lecture : 18 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7424 8405	103

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
71		Allégement de charges pour les entreprises franchissant le seuil de dix salariés.	Première lecture : 18 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7424 8405	104
		P. T. T.			
72		Mise en jeu de la garantie de l'Etat.....	Premlère lecture : 12 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7070 8406	105
	73 (A.N.)	Titularisation de vacataires dans les emplois d'assistant et d'adjoint d'enseignement.	Première lecture : 5 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8776 8406	(1)
	74 (A.N.)	Récapitulation annuelle, en annexe au fascicule budgétaire du ministère des relations extérieures de tous les crédits qui concourent à l'action extérieure de la France.	Première lecture : 18 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7372 8409	107
	75 (A.N.)	Versements dus au titre des densités de construction supérieures au plafond légal.	Première lecture : 19 novembre 1982. Deuxième délibération : 19 novembre 1982. Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	7517 7530 8409	Supprimé.
	75 *bis* (A.N.)	Réservation d'emplois d'enseignants de l'enseignement supérieur à des enseignants non titulaires chargés de fonctions d'enseignement supérieur en coopération.	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.	8410	(1)
	75 *ter* (A.N.)	Financement du régime des prestations sociales agricoles (articles 1003-11, 1063 et 1125 du code rural). Adoption définitive, le 18 décembre 1982, du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.	Deuxième lecture : 15 décembre 1982.		109

(1) Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 octobre 1982] (p. 6315-6332), [27 octobre 1982] (p. 6354).

Absentéisme des députés : *Pierret* (*Christian*) (p. 6333).

Aides publiques aux entreprises : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 6339) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6361-6363).

A.N.P.E. et A.F.P.A. : *Bêche* (*Guy*) (p. 6334) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 6341) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6343).

Blocage des revenus et des prix : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6321) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6355) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6364).

Bonifications d'intérêt : *Pierret* (*Christian*) (p. 6316) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6325) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6328) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6341).

Chômage et politique de l'emploi : *Pierret* (*Christian*) (p. 6318) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6323-6324) ; *Bêche* (*Guy*) (p. 6333-6334) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 6341) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6355-6357) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6358) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6364).

Comité permanent d'économie budgétaire : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322).

Commerce et artisanat (fiscalité, aides) : *Souchon* (*René*) (p. 6329-6330) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342).

Commerce extérieur (protectionnisme, reconquête du marché intérieur, contraintes internationales) : *Pierret* (*Christian*) (p. 6316) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324-6325) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 6327) ; *Souchon* (*René*) (p. 6329) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 6335) ; *Bellon* (*André*) (p. 6336-6337) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 6338-6339) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6358-6359) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6365-6371) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6367-6368-6371).

C.O.R.R.I. et C.O.D.E.F.I. : *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6328) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342).

Crédit d'impôt — avoir fiscal : *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6340) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).

Crédits de la défense nationale : *Chirac* (*Jacques*) (p. 6360) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6364-6365) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6370).

Croissance : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6320-6367) ; *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Bellon* (*André*) (p. 6336) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6354) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6358).

Débudgétisation : *Pierret* (*Christian*) (p. 6316) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6359).

Décentralisation : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6338).

Déficit budgétaire : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317-6318) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6321-6322-6369) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6368) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 6339) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6357) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6359-6360) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6365-6366).

Dénationalisation : *Chirac* (*Jacques*) (p. 6360) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6370).

Dette publique (gestion de la) : *Pierret* (*Christian*) (p. 6316) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6360).

Donations et droits de succession : *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6333) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6340) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).

Dotation globale d'équipement : *Pierret* (*Christian*) (p. 6318) ; *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342).

Epargne et fiscalité : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6328) ; *Souchon* (*René*) (p. 6329) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 6338) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 6339) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6340) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6343) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6354) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6359) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).

Enseignement professionnel et technique : *Pierret* (*Christian*) (p. 6318) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6323) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 6341).

Evolution du pouvoir d'achat : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6321) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 6335) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6354) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6358) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6364).

F.D.E.S. : *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6328) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342-6369) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6359).

Financement des régimes sociaux : *Pierret* (*Christian*) (p. 6318) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6357) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6360) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6365).
Fonds d'aménagement urbain : *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342).
Fonds spécial de grands travaux : *Pierret* (*Christian*) (p. 6316) ; *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6359).
Impôt sur les grandes fortunes : *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6366).
Impôt sur le revenu (déduction pour frais de garde) : *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6333) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).
Impôt sur le revenu (tranche à 65 % : revalorisation des tranches, exonérations, quotient familial) : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6332) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6340) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6355) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).
Impôt sur les sociétés : *Jans* (*Parfait*) (p. 6326).
Inflation : *Goux* (*Christian*) (p. 6355) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6361) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6364) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6368).
Lutte contre la fraude fiscale et l'évasion des capitaux : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 6326-6327) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6340) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362).
Plan et budget : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6325) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342).
Plus-values (taxation des) : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6340).
Politique contractuelle : *Royer* (*Jean*) (p. 6327-6328) ; *Bêche* (*Guy*) (p. 6334) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6366).
Politique du crédit : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6325) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 6338) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6341) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).
Politique économique (changement ou continuité de la —) : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6320, 6323) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6323) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 6335) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6354) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6362) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6364, 6365).
Politique industrielle et modernisation de l'appareil productif : *Pierret* (*Christian*) (p. 6318, 6319) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6321) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6323, 6324) ; *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6328) ; *Bellon* (*André*) (p. 6337) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 6338) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 6341) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6355, 6356) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6358) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6361, 6362).
Prélèvements obligatoires fiscaux et sociaux : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322, 6323, 6370) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6325) ; *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6333) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6340) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6359).
Présentation comptable du budget : *Pierret* (*Christian*) (p. 6315) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6323, 6368) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6365).
Prévisions : rapport économique et financier : *Pierret* (*Christian*) (p. 6316) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6325) ; *Goux* (*Christian*) ; (p. 6356) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6357) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6364) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6368).
Prix du pétrole : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6320) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324).
Recherche : *Pierret* (*Christian*) (p. 6318) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6321) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 6339).
Redéploiement des dépenses publiques et économies budgétaires : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6320, 6321, 6322, 6343) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 6337) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6356) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6360) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6365).
Réforme fiscale : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6356) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).
« Régression sociale » : *Chirac* (*Jacques*) (p. 6357) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6366).
Rigueur ou laxisme budgétaire : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6320, 6371) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 6326) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 6337) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6339) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 6340) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6356) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6360) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363).
Secteur bancaire : *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6328) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 6341) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342).
Secteur public et nationalisé : *Pierret* (*Christian*) (p. 6318) ; *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Vadepied* (*Guy*) (p. 6339) ; *Goux* (*Christian*) (p. 6354) ; *Chirac* (*Jacques*) (p. 6358) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 6363) ; *Barre* (*Raymond*) (p. 6365) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6368).
Seuils sociaux (modification en matière de charges sociales) : *Royer* (*Jean*) (p. 6327) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6342).
Simplification de la législation fiscale : *Pierret* (*Christian*) (p. 6317) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6322) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6324).
Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Chirac* (*Jacques*) (p. 6359) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6369).
Temps de travail : *Barre* (*Raymond*) (p. 6366) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6366).

PREMIERE PARTIE

Discussion des articles [27 octobre 1982] (p. 6374), [28 octobre 1982] (p. 6406), [29 octobre 1982] (p. 6486).

Titre Ier : dispositions relatives aux ressources.

Titre Ier : dispositions relatives aux ressources.

I. — Impôts et revenus autorisés.

Article 1er (*autorisation de percevoir les impôts existants*) : publication au *Journal officiel* d'un arrêté portant annulation d'autorisations de programme ; « artifice comptable » concernant la taxe sur les salaires des agents de l'Etat, les contrats d'assurance-construction, la contribution de solidarité des fonctionnaires et la taxe additionnelle à la taxe sur les produits pétroliers ; débudgétisation ; fonds des grands travaux ; F.D.E.S. ; relais pris par les banques nationales ; gonflement des prélèvements sur recettes par le fonds de compensation de la T.V.A. et par le fonds de péréquation de la taxe professionnelle (p. 6374) ; rupture avec la politique budgétaire antérieure ; budget « faussé » par la débudgétisation et la sous-évaluation de la charge de la dette publique (p. 6375) ; « politique en zigzag » ; procédure d'annulation de crédit (p. 6376) ; exonération de l'outil de travail et des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes ; taux de croissance ; hypothèses retenues pour la consommation, l'investissement et l'exportation (p. 6377) ; amendement n° 75 de M. Jacques Marette (rédactionnel) : adopté après rectification proposée par le Gouvernement ; amendement n° 105 de M. Gilbert Gantier (établissement d'un document précisant les établissements publics et organismes divers habilités à percevoir des impôts et les conditions d'utilisation de chacun de ces produits) (p. 6378) : rejeté ; vote positif du groupe U.D.F. ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 6379).

Article 2 (*barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement*) : relèvement annuel du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; indexation et pouvoir du Parlement ; conséquences sur le plan de la recevabilité des initiatives parlementaires au regard de l'article 40 de la Constitution ; reconduction de la cotisation supplémentaire (p. 6380) ; réévaluation des tranches de l'impôt sur le revenu et création d'une tranche à 65 p. 100 ; pression fiscale et théorie de Lhaffer (p. 6381) ; création d'une tranche à 65 p. 100 et maintien de la contribution exceptionnelle ; exonération pour 500 000 personnes de l'impôt sur le revenu (p. 6382) ; déduction pour frais de garde ; amendements n° 15 de M. Georges Tranchant et n° 106 de M. Gilbert Gantier (suppression d la tranche à 65 p. 100) ; augmentation du taux marginal d'imposition (70 p. 100) du fait de l'imposition exceptionnelle de 7 p. 100 (p. 6383) ; notion de « taux marginal » ; amendements n° 15 et n° 106 : rejetés ; amendement n° 94 de M. Christian Pierret (déduction pour frais de garde ; gage : majoration du taux de la T.V.A. applicable aux fourrures) (p. 6384) ; **rappel au règlement de M. Jacques Marette** (p. 6385) ; amendement n° 94 : adopté par scrutin public ; amendement n° 104 de M. Robert-André Vivien (étendant à certains anciens combattants le bénéfice d'une demi-part supplémentaire de quotient familial ; gage : rétrocession au secteur privé d'une fraction du capital détenu par l'Etat dans les sociétés nationalisées) : rejeté ; amendement n° 97 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jacques Marette (suppression du plafonnement applicable aux contribuables qui se voient attribuer des demi-parts additionnelles pour un enfant invalide titulaire de la carte d'invalidité dans la mesure où ils ont acquitté un impôt inférieur à 25 000 F en 1982) (p. 6386) : rejeté ; amendement n° 107 de M. Gilbert Gantier (relèvement des seuils de décote ; gage : avancement de la date d'actualisation de la T.I.P.P.) (p. 6387) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 52 de M. Michel Couillet (relèvement du montant minimal de déduction pour frais professionnels et du montant de l'abattement applicable aux pensions et retraites ; gage : réduction du montant de la provision pour investissement) : retiré (p. 6388) ; amendement n° 16 de M. Georges Tranchant (application du coefficient de réévaluation retenu pour les tranches du barème de l'impôt sur le revenu au montant des déductions ;

gage : majoration des droits sur les tabacs et les allumettes) : rejeté ; amendement n° 17 de M. Georges Tranchant (suppression de la majoration exceptionnelle de 7 p. 100 ; gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) ; financement de l'U.N.E.D.I.C. ; amendements n° 76 de M. Jacques Marette et n° 108 de M. Edmond Alphandéry (suppression de la majoration exceptionnelle de 7 p. 100) (p. 6389) ; taux marginal d'imposition ; amendement n° 17 : rejeté ; amendements n° 76 et n° 108 : rejetés ; amendement n° 86 de M. Georges Tranchant (précisant que les dispositions relatives à la majoration exceptionnelle de 7 p. 100 sont reconduites « pour la dernière fois ») ; amendement n° 109 de M. Gilbert Gantier (précisant que les dispositions relatives à la majoration exceptionnelle de 7 p. 100 sont reconduites « à titre exceptionnel ») ; amendement n° 86 : rejeté ; amendement n° 109 : rejeté ; amendement n° 53 de M. Dominique Frelaut (tendant à maintenir à 10 p. 100 le taux de la majoration exceptionnelle) ; déficit de l'U.N.E.D.I.C. (p. 6390) ; moins-value liée à la réduction du taux de 10 à 7 p. 100 ; amendement n° 53 : rejeté ; amendement n° 54 de M. Dominique Frelaut (tendant à porter le taux à 10 p. 100 pour la fraction de la cotisation excédant 60 000 F) : rejeté ; amendement n° 55 de M. Dominique Frelaut (portant à 10 p. 100 le taux de la majoration exceptionnelle pour la fraction de la cotisation excédant 100 000 F) (p. 6391) ; problèmes financiers de l'U.N.E.D.I.C. ; amendement n° 55 : rejeté ; amendement n° 56 de M. Dominique Frelaut (application de la majoration exceptionnelle au prélèvement forfaitaire libératoire) : retiré (p. 6392) ; amendement n° 29 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Antoine Gissinger (création d'une nouvelle tranche de revenus bénéficiaires de l'abattement en faveur des contribuables âgés et invalides ; gage : majoration des droits de consommation sur les alcools) ; sous-amendement n° 189 de M. Parfait Jans (tendant à modifier le gage ; augmentation de l'impôt sur les sociétés) ; amendement n° 29 : retiré ; sous-amendement n° 189 : devenu sans objet (p. 6393) ; amendement n° 102 de Mme Ghislaine Toutain (visant à supprimer du C.G.I. la notion de chef de famille et prévoyant la signature obligatoire par les deux conjoints de la déclaration annuelle des revenus) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 35 de la commission (versement de rémunérations : obligations déclaratives) : adopté (p. 6394) ; amendement n° 36 de la commission soutenu par M. Christian Goux (taxation des sociétés domiciliées dans les « paradis fiscaux » pour les immeubles détenus en France) (p. 6395) : adopté ; amendement n° 57 de M. Paul Chomat soutenu par M. Dominique Frelaut (présentation au Parlement d'un rapport préparé par le Gouvernement relatif aux modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'impôt sur le revenu) : adopté après rectification ; amendement n° 77 de M. Jacques Marette (plafonnement du montant des impôts à 90 p. 100 du revenu global imposable du contribuable) (p. 6396) : rejeté (p. 6398) ; [28 octobre 1982] (p. 6406-6430-6456).

Article 3 (*mesures relatives à l'épargne investie en obligations et autres placements à revenu fixe*) : relèvement du taux de prélèvement libératoire sur l'épargne courte ; bons anonymes et déficit budgétaire ; nécessité d'étendre aux obligations convertibles et obligations participatives les dispositions soumettant au droit commun fiscal les achats et les ventes d'obligations en bourse (p. 6406) ; sort spécial réservé aux comptes courants d'associés qui restent de façon stable dans l'entreprise ; proposition de M. Jacques Marette d'interdire au crédit agricole d'émettre des bons anonymes ; encouragement à l'épargne longue ; besoins financiers des P.M.E. (p. 6407) ; amendement n° 60 de M. René Rieubon soutenu par M. Parfait Jans (suppression de l'exonération de l'impôt de bourse prévu pour les opérations d'achat et de vente d'obligations) ; nécessité d'encourager l'épargne productive et l'épargne longue ; problème des bons anonymes ; amendement n° 60 : rejeté (p. 6408) ; amendements n° 37 de la commission et n° 61 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Parfait Jans (tendant à limiter à la dixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu le bénéfice de l'augmentation de 3 000 à 5 000 F de l'abattement sur les revenus d'obligations) ; opposition du Gouvernement ; amendements n° 37 et n° 61 : adoptés ; amendement n° 62 de M. Dominique Frelaut (portant de 25 à 30 p. 100 le taux du prélèvement libératoire applicable aux revenus d'obligations) (p. 6409) ; article 40 de la Constitution ; amendement n° 62 : rejeté ; amendement n° 110 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe III fixant les taux du prélèvement forfaitaire libératoire de l'impôt sur le revenu applicables aux produits des différents placements à revenu fixe) (p. 6410) : rejeté ; amendements n° 38 de la commission et n° 18 de M. Jacques Marette (maintenant le taux de 38 p. 100 pour le prélèvement applicable aux comptes courants d'associés lorsque les fonds déposés dans ces comptes sont bloqués pendant au moins cinq ans) ; amendement n° 73 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) (p. 6411) ; article 40 de la Constitution ; amendement n° 18 en n° 73 : retirés (p. 6412) ; vote hostile du groupe communiste ; amendement n° 38 : adopté ; amendement n° 111 de M. Gilbert Gantier (limitant aux seuls bons anonymes l'application des dispositions relevant le taux du prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu) ; amendement n° 9 de M. François Grussenmeyer soutenu par M. Georges Tranchant (réduction du taux de prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu pour les bons qui ne sont pas anonymes) ; amendement n° 111 : rejeté ; amendement n° 9 : rejeté ; amendements n° 39 de la commission et n° 19 de M. Jacques Marette (de conséquence) : adoptés ; amendement n° 20 de M. Georges Tranchant (déplafonnement du montant des avances en compte courant : abrogation du 1° de l'article 125-B du C.G.I. ; gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) (p. 6413) : rejeté ; amendement n° 21 de M. Georges Tranchant (proposant de porter le plafond de 300 000 F à 1 000 000 F ; gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Georges Tranchant (abrogation de l'article 211-1 du C.G.I. disposant que les avances faites en compte courant par les associés ne doivent pas excéder plus d'une fois et demie le montant du capital social pour bénéficier de la déduction des intérêts ; gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) : rejeté (p. 6414) ; amendement n° 23 de M. Georges Tranchant (modification de l'article 212-1 du C.G.I.) : rejeté ; amendement n° 80 de M. Jacques Marette (autorisant le gouvernement à assortir les emprunts émis ou garantis par l'Etat d'une clause d'exonération de leurs intérêts ; gage : cession de parts que l'Etat détient dans le capital de sociétés nationalisées) : retiré ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*simplification du régime d'imposition des plus-values*) : protestation de M. Gilbert Gantier contre les propos tenus par M. le ministre chargé du budget (p. 6415) ; seuil de taxation des mouvements de valeurs mobilières ; abrogation de la loi d'imposition des plus-values promise par le Président de la République ; effet de l'impôt sur les transactions et sur le comportement des épargnants en 1981 (p. 6416) ; coût de la mesure proposée par le gouvernement ; amendement n° 63 de M. Michel Couillet soutenu par M. Parfait Jans (de suppression) : rejeté (p. 6417) ; amendement n° 119 de M. Philippe Mestre (tendant à exonérer les plus-values des particuliers ; gage : taxation spécifique sur les produits vendus sur les marchés intérieurs en provenance de l'U.R.S.S.) : rejeté ; amendement n° 115 de M. Jacques Marette (imputation des moins-values réalisées antérieurement à la date d'application de la présente loi) (p. 6418) : retiré ; amendement n° 116 de M. Michel Noir soutenu par M. Jacques Marette (relatif aux cessions de résidences secondaires) : rejeté ; amendement n° 40 de la commission (relatif au régime des plus-values immobilières : maintien des dispositions prévoyant l'application des abattements forfaitaires de 5 et 3,3 p. 100 sur les plus-values immobilières qu'au-delà de la dixième année de détention) (p. 6419) : adopté ; amendement n° 159 de M. Adrien Zeller (modifiant la base taxable des plus-values foncières et immobilières) (p. 6420) : rejeté après rectification ; amendement n° 160 de M. Adrien Zeller (même objet) : rejeté ; amendement n° 81 de M. Jacques Marette (relatif aux conditions d'exonération des plus-values immobilières à long terme) devenu sans objet ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*suppression de certaines taxes*) : vote favorable du groupe R.P.R. (p. 6421) ; amendement n° 64 de M. René Rieubon soutenu par M. Dominique Frelaut (de suppression) : rejeté ;

— article 5, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 83 de M. Jacques Marette (modification de l'article 100 bis du C.G.I. relatif aux revenus exceptionnels réalisés du fait de droits d'auteur, de ventes de brevets ou de licences) (p. 6422) : rejeté.

Article 6 (*encouragement au secteur associatif aux activités culturelles*) : régression des subventions accordées aux associations ; conditions de l'exonération de la taxe sur les salaires ; nécessité d'étendre cette mesure aux offices de tourisme et aux syndicats d'initiative ; vote favorable du groupe R.P.R. (p. 6423) ; avenir de la loi de 1901 ; amendement n° 196 du gouvernement (extension des dispositions aux syndicats professionnels) (p. 6424) ; champ d'application des dispositions ; critères d'attribution des subventions (p. 6425) ; cas de la F.N.S.E.A. ; amendement n° 196 : adopté après rectification proposée par M. le rapporteur ; amendement n° 121 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Adrien Zeller (référence à la loi locale de 1908 applicable à l'Alsace et à la Moselle ; gage : institution d'une taxe spéciale sur les huiles

végétales et importées) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Jacques Marette (suppression du paragraphe IV relatif à la fiscalité des revenus de la propriété littéraire, scientifique ou artistique) (p. 6426) : retiré ; amendement n° 122 de M. Edmond Alphandéry (modifiant le paragraphe IV relatif à la fiscalité des revenus de la propriété littéraire, scientifique ou artistique) : rejeté ; vote favorable du groupe communiste (p. 6427) ;

— article 6, ainsi modifié, adopté (p. 6428).

Après l'article 6 : amendement n° 88 de M. Adrien Zeller (ayant pour objet de faire bénéficier les associations relevant du régime local en vigueur en Alsace, Moselle, des dispositions votées en faveur des fondations des associations d'utilité publique dans la loi de finances pour 1982 ; gage : majoration de la taxe sur les sucres utilisés pour le sucrage des vendanges) : adopté (p. 6430).

Article 7 (*mesures d'incitation à l'économie sociale : exonération de l'imposition des allocations A.S.S.E.D.I.C. investies dans le capital d'une société coopérative ouvrière de production*) : amendement n° 125 de M. Charles Millon (visant à étendre le report d'imposition à l'ensemble des prises de participation financées par les allocations A.S.S.E.D.I.C. ; gage : vente des actions représentant le capital des sociétés nationalisées) ; amendement n° 126 de M. Charles Millon (étendant le report d'imposition aux prises de participation financées par toute indemnité légale de licenciement et les indemnités d'allocations versées à l'occasion d'un départ en retraite ou préretraite ; gage : vente des actions représentant le capital des sociétés nationalisées) (p. 6431) ; amendement n° 41 de la commission (de précision) ; amendement n° 125 : rejeté (p. 6432) ; amendement n° 126 : rejeté ; amendement n° 41 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 7.

Après l'article 7 : amendement n° 98 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jacques Marette (augmentation du montant de la provision pour investissement ; gage : prélèvement sur l'E.R.A.P. correspondant au produit de la cession de la moitié des parts détenues par celle-ci dans le capital de la S.N.E.A.) : rejeté ; amendement n° 179 de M. Adrien Zeller (proposant que les versements effectués au titre d'apport en fonds propres aux organismes à forme mutualiste et aux sociétés coopératives bénéficient de la déduction de 1 p. 100 votée l'année dernière en faveur des associations ; gage : majoration des droits et taxes sur les jeux installés dans les lieux publics) (p. 6433) : rejeté.

Article 8 (*taxe d'habitation, non perception par l'Etat du prélèvement de* 3,60 *p.* 100) : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 10 de M. François Grussenmeyer soutenu par M. Germain Sprauer (proposant la déduction des dépenses de ravalement pour les maisons à pans de bois ; gage : taxe spéciale sur les contrats d'assurance) : rejeté ; amendement n° 99 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean de Préaumont (relèvement du montant au-delà duquel les frais de réception et de restaurant compris dans les frais généraux des entreprises sont taxés à 30 p. 100 ; gage : majoration des tarifs du droit de timbre (p. 6434) : rejeté.

Avant l'article 9 : amendement n° 67 de M. René Rieubon soutenu par M. Parfait Jans (plafonnement des rémunérations directes ou indirectes admises en déduction des résultats imposables au titre de l'impôt sur les sociétés) (p. 6435) : retiré ; amendement n° 68 de M. Paul Mercieca (suppression de la provision pour investissements industriels à l'étranger) ; procédure de l'agrément ; achat de Texas Gulf par la société Elf ; amendement n° 68 : rejeté ; amendement n° 69 de M. Dominique Frelaut (relatif au régime de l'exploitation des brevets par une société concessionnaire ayant son siège à l'étranger) (p. 6436) ; détérioration prévisible de la balance des paiements française ; reconquête du marché intérieur ; amendement n° 69 : retiré ; amendement n° 70 de M. Parfait Jans (maintenant le taux de l'impôt sur les sociétés à 50 p. 100 pour la fraction des bénéfices non distribués et relevant ce taux à 55 p. 100 pour la fraction des bénéfices distribués) (p. 6437) : rejeté ; amendement n° 65 de M. Joseph Legrand (tendant à exclure l'application de la T.V.A. sur les prestations en combustibles attribuées par les houillères à leurs salariés ; gage : exclusion du droit à déduction de la T.V.A. afférente à certains frais généraux et une immobilisation de la grande distribution) : rejeté (p. 6438).

Article 9 (*taxe sur la valeur ajoutée : professions juridiques ; formation professionnelle ; presse*) : champ d'application de l'article 9 en ce qui concerne les professions juridiques ; discrimination entre les avocats et les avoués, d'une part, et les conseils juridiques et fiscaux, d'autre part ; proposition d'abrogation de l'article 39 *bis* du C.G.I. qui concerne la presse ; assujettissement des établissements privés de formation professionnelle à la T.V.A. (p. 6439) ; amendement n° 128 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean Foyer (tendant à supprimer toutes les exonérations dont bénéficient en matière de T.V.A. certaines prestations des professions juridiques ou judiciaires) ; « coûts de la justice » ; fondement de l'exonération des prestations des avocats (p. 6440) ; amendement n° 128 : rejeté ; amendement n° 175 de M. Daniel Goulet (exonération des activités de formation professionnelle assurées par les associations) ; amendement n° 92 de M. Jean-Michel Belorgey (extension de l'exonération aux activités de formation professionnelle assurées par des organismes agissant sans but lucratif) (p. 6441) ; amendement n° 129 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Edmond Alphandéry (extension de l'exonération aux activités de formation professionnelle assurées par les associations sans but lucratif ; gage : institution d'une taxe spéciale sur les huiles végétales importées) ; position du gouvernement : nécessité d'accorder par voie d'instruction l'exonération à toutes les formations dont le caractère social est particulièrement marqué, notamment aux formations organisées pour les jeunes à la recherche du premier emploi ou à celles qui sont destinées aux chômeurs de longue durée ; amendement n° 175 : rejeté ; amendement n° 92 : retiré ; amendement n° 129 : rejeté (p. 6442) ; amendement n° 176 de M. Daniel Goulet (suppression du paragraphe III prorogeant l'application du régime de la T.V.A. relatif à la presse prévu dans l'article 20 de la loi de finances pour 1982) ; presse associative ; amendement n° 176 : retiré ; amendement n° 130 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Edmond Alphandéry (réduction du taux de la T.V.A. sur les publications non quotidiennes ; gage : institution d'une taxe spéciale sur les huiles végétales importées) : rejeté ;

— article 9, adopté.

Après l'article 9 : amendements n° 42 de la commission et n° 66 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (reconduction du prélèvement de 5 p. 100 du montant des bénéfices d'entreprises de travail temporaire) (p. 6443) ; amendement n° 66 : retiré ; amendement n° 42 : rejeté ; amendement n° 132 de M. Claude Wolff soutenu par M. Georges Tranchant (réduction du taux de la T.V.A. sur les hôtels 4 étoiles ; gage : majoration des tarifs du droit de timbre) : rejeté ; amendement n° 133 de M. Gilbert Gantier : réservé jusqu'après l'article 16 ; amendement n° 90 de M. Paul Chomat soutenu par M. Michel Couillet (institution d'un prélèvement sur le montant des provisions pour fluctuations de cours des compagnies de raffinage) ; « taxe Messmer » créée en 1973 (p. 6444) ; nécessité de modifier la fiscalité pétrolière ; déficit des sociétés de raffinage ; amendement n° 90 : rejeté (p. 6445).

Article 10 (*taxation des institutions financières et de certains de leurs produits*) : durcissement du régime fiscal des assurances ; fiscalisation des produits des contrats de capitalisation ; régime de retraite des agriculteurs (p. 6446) ; conséquences du prélèvement exceptionnel en ce qui concerne l'activité des banques et des compagnies d'assurances ; retraite complémentaire des agriculteurs (p. 6447) ; situation des « petits assurés » ; amendement n° 134 de M. François d'Aubert (de suppression) ; effet de la « zillmérisation » (p. 6448) ; amendement n° 134 : rejeté ; amendement n° 177 de M. Daniel Goulet (suppression du paragraphe I relatif à la taxation des compagnies d'assurances) ; rejeté ; amendement n° 135 de M. Gilbert Gantier (suppression de la taxation des excédents de provision des entreprises d'assurances de dommages) (p. 6449) : rejeté ; amendement n° 197 du Gouvernement (modification de l'assiette de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages : institution d'une franchise) ; rétroactivité de la « zillmérisation » ; vote hostile du groupe communiste ; abstention du groupe R.P.R. ; amendement n° 197 : adopté (p. 6450) ; amendement n° 198 du Gouvernement (application des dispositions aux contrats souscrits à compter du 1er janvier 1982) ; vote favorable du groupe communiste ; vote hostile du groupe R.P.R. ; amendement n° 198 : adopté ; amendement n° 136 de M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition relative aux provisions des entreprises d'assurances sur la vie et de capitalisation) : rejeté ; amendement n° 137 de M. François d'Aubert (limitant l'application des dispositions relatives aux provisions des entreprises d'assurances sur la vie et de capitalisation aux provisions futures) ; amendement n° 199 du Gouvernement (application des dispositions relatives aux provisions des entreprises d'assurances sur la vie et de capitalisation aux contrats souscrits à compter du 1er janvier 1982) ; amendement n° 200 du Gouvernement (institution d'une contribution exceptionnelle sur les provisions constituées par les entreprises d'assurance vie et de capitalisation) (p. 6451) ; vote hostile du groupe communiste ; amendement n° 137 : rejeté ; vote hostile du groupe communiste ; abstention du groupe R.P.R. ; amendement n° 199 : adopté ;

abstention du groupe R. P. R. ; amendement n° 200 : adopté ; amendements n° 138 de M. Gilbert Gantier et n° 139 de M. François d'Aubert (suppression de la disposition abrogeant l'article 998 du C. G. I. relatif à l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurances bénéficiant à certains contrats de groupes d'assurance vie) : rejeté (p. 6452) ; amendement n° 201 du Gouvernement (précisant les conditions d'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance en ce qui concerne les contrats de retraite complémentaire) ; amendement n° 30 de M. Robert-André Vivien (maintien de l'exonération de la taxe pour les contrats de retraite complémentaire des agriculteurs) ; amendement n° 201 : adopté à l'unanimité ; amendement n° 30 : retiré ; amendements n° 140 de M. Gilbert Gantier et n° 141 de M. Claude Wolff (suppression des dispositions relatives à l'imposition des produits de la capitalisation et de certains contrats d'assurance sur la vie) ; taxation de l'épargne à long terme (p. 6453) : rejeté ; **rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** (p. 6454) ; amendement n° 31 de M. Robert-André Vivien (modifiant les taux d'imposition des produits de la capitalisation et de certains contrats d'assurance sur la vie) (p. 6456) ; rejeté ; amendement n° 44 de la commission (visant à ajuster la modulation des taux d'imposition des produits de la capitalisation et des contrats d'assurance sur la vie en fonction de la durée effective des contrats et à mainteninr l'exonération pour les contrats dont la durée est supérieure à six ans) (p. 6457) ; amendement n° 143 de M. Gilbert Gantier (modification des taux d'imposition des produits de la capitalisation et de certains contrats d'assurance sur la vie) ; retiré ; amendement n° 142 de M. François d'Aubert (même objet) : retiré ; amendement n° 202 du Gouvernement (modifiant les conditions d'exonération des produits de la capitalisation et de certains contrats d'assurance sur la vie) ; amendement n° 44 : adopté ; en conséquence, amendement n° 202 du Gouvernement devenu sans objet ; amendement n° 203 du Gouvernement (exonération des produits de la capitalisation de certains contrats d'assurance sur la vie lorsque le contrat se dénoue du fait de la mise à la retraite anticipée du bénéficiaire des produits, de son licenciement ou lorsque le bénéficiaire se trouve dans les cas précisés par l'article 10) : adopté ; amendements n° 144 de M. Gilbert Gantier (p. 6458) et n° 145 de M. François d'Aubert (suppression des dispositions prévoyant la reconduction de la contribution exceptionnelle sur certaines dépenses et charges des institutions financières instituées par l'article 4 de la loi de finances rectificative du 28 juin 1982) ; multiplication des prélèvements sur les banques ; « contributions forcées » à la Société française de participation industrielle (S. F. P. I.) ; amendements n°s 144 et 145 rejetés ; amendement n° 45 de la commission (prévoyant des modalités particulières de versement pour les entreprises déficitaires) : adopté (p. 6459) ; amendement n° 146 de M. François d'Aubert (établissement par le Gouvernement d'un rapport annexé à la loi de finances retraçant pour chaque organisme financier le montant des contributions versées à l'Etat) : rejeté ; vote favorable du groupe communiste ; vote hostile du groupe U. D. F. ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*normalisation du régime des sociétés mères et de leurs filiales*) : effets néfastes des dispositions de l'article 11 pour le développement des fonds propres des entreprises (p. 6460) ; politique des investisseurs institutionnels ; avenir des filiales des groupes récemment nationalisés ; rachat de la filiale Colorants de P. U. K. par le groupe anglais I. C. I. (p. 6461) ; création d'une société holding de participation de l'Etat dans les sociétés nationalisées, la Société française de participation industrielle ; amendement n° 148 de M. Gilbert Gantier (modifiant les conditions relatives aux participations qui ouvrent droit pour les sociétés françaises au régime fscal des sociétés mères) ; amendement n° 147 de M. Gilbert Gantier (modifiant le seuil ouvrant droit au régime fiscal accordé aux dividendes des sociétés mères) ; amendement n° 148 retiré ; amendement n° 32 de M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 6462) ; objectifs de la Société française de participation industrielle ; seuil de contrôle d'une société (p. 6463) ; amendement n° 147 rejeté ; amendement n° 32 rejeté ; amendement n° 33 de M. Robert-André Vivien (prévoyant que l'article 11 ne s'applique qu'aux produits nets des participations touchées par les sociétés mères à compter du 1er janvier 1983) : rejeté ; amendement n° 149 de M. Charles Millon (relatif au régime applicable aux caisses de retraite et de prévoyance) : rejeté (p. 6464) ; vote hostile du groupe U. D. F. ;

— article 11 adopté.

Article 12 (*impôt sur les grandes fortunes*) : actualisation des seuils ; imposition des usufruits ; régime des successions (p. 6465) ; exonération des biens professionnels ; situation des groupements fonciers agricoles (p. 6466) ; amendement n° 24 de M. Georges Tranchant (modification des seuils d'imposition, gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) (p. 6467) ; amendement n° 150 de M. Gilbert Gantier (modification des seuils d'imposition ; gage : institution d'une taxe spécifique sur les produits vendus sur les marchés intérieurs en provenance de l'U. R. S. S.) : retiré ; amendement n° 151 de M. Philippe Mestre soutenu par M. Edmond Alphandery (modification des seuils d'imposition ; gage : « dénationalisation ») ; amendement n° 24 rejeté ; amendement n° 151 rejeté ; amendement n° 71 de M. Paul Chomat soutenu par M. Dominique Frelaut (introduisant une nouvelle tranche imposable au taux de 2 p. 100 dans le barème de l'impôt sur le revenu) (p. 6468) retiré ; amendement n° 25 de M. Georges Tranchant (exclusion des biens professionnels de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) ; amendement n° 152 de M. Philippe Mestre soutenu par M. Gilbert Gantier (exclusion des biens professionnels de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; gage : vente dans le public des actions représentant le capital des sociétés nationalisées) (p. 6469) ; régime d'exonération des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes ; amendement n° 25 rejeté ; amendement n° 152 rejeté ; amendement n° 182 de M. Michel Inchauspé soutenu par M. Georges Tranchant (modifiant la définition des biens professionnels ; gage : augmentation des droits sur les tabacs et allumettes) : rejeté (p. 6470) ; amendement n° 183 de M. Adrien Zeller (régime fiscal des biens patrimoniaux ayant un intérêt public) : rejeté ;

— article 12 adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 155 de M. Claude Wolff (exclusion des biens à usage personnel tels que les vêtements de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; gage : majoration du droit de timbre) : non soutenu ; amendement n° 58 de M. Dominique Frelaut (suppression de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit de la première transmission de certaines actions des sociétés immobilières d'investissement et de certains immeubles) (p. 6471) : retiré.

Article 13 (*taxes sur les véhicules à moteur : barèmes*) : augmentation différenciée de la vignette afin de privilégier les petits véhicules (p. 6472) ; situation de l'industrie automobile française ; amendement n° 156 de M. Edmond Alphandéry (modification des taux de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur) ; amendement n° 157 de M. Edmond Alphandéry (même objet) (p. 6473) ; amendement n° 156 rejeté ; amendement n° 157 rejeté ; amendement n° 84 de M. Jacques Marette (création d'une vignette à taux réduit en faveur de véhicules fonctionnant avec un autre combustible que les dérivés du pétrole ; gage : création d'une taxe additionnelle à la taxe intérieure sur les produits pétroliers) (p. 6474) : rejeté ; amendement n° 158 de M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition prévoyant le relèvement de la taxe sur les véhicules des sociétés) : rejeté ;

— article 13 adopté.

Article 14 (*tabacs ; fiscalité et aménagement du monopole*) : augmentation des taux du droit de consommation ; difficultés de la S. E. I. T. A. (p. 6475) ; amendements n° 46 de la commission et n° 72 de M. Dominique Frelaut soutenu par M. Parfait Jans ; n° 161 de M. Gilbert Gantier et n° 162 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry (suppression de la disposition proposant la majoration des taux du droit de consommation des tabacs) (p. 6476) ; amendement n° 72 retiré ; amendements n°s 46, 161 et 162 rejetés ; amendements n°s 47 de la commission et 163 de M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition prévoyant l'abrogation de l'article 575 B du C. G. I. relatif au calcul des droits de douane auxquels sont soumis les tabacs manufacturés importés) : adoptés (p. 6477) ; amendement n° 164 de M. Gilbert Gantier (suppression des dispositions relatives au monopole des tabacs manufacturés) « cavalier budgétaire » ; amendement n° 164 rejeté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 208 du Gouvernement (augmentation de l'abattement du droit de consommation des alcools) (p. 6478) : adopté.

Article 15 (*transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) : amendement n° 178 de M. Daniel Goulet (de suppression) : retiré ; amendement n° 48 de la commission (de coordination et de précision rédactionnelle) ; sous-amendements n° 209 et n° 210 du Gouvernement (de clarification) : adoptés ; amendement n° 48, ainsi modifié, adopté (p. 6479) ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 15 ; amendement n° 11 de M. François Grussenmeyer : devenu sans objet.

Après l'article 15 : amendement n° 89 de M. Adrien Zeller (transfert aux régions du produit du droit de bail auquel sont assujetties les locations de droits de pêche ou de droits de chasse ; gage : majoration de la taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité) : rejeté ; amendement n° 190 de M. Raymond Douyère (régime d'exonération des transactions, acquisitions et transferts de biens, droits et obligations réalisés par les communes, syndicats de communes, établissements publics régionaux ; gage : prélèvement exceptionnel sur Erap correspondant au (p. 6480) ; amendement n° 93 de M. Jean-Pierre Balligand (réduction du taux de la taxe sur certains jeux instituée par l'article 33 de la loi de finances pour 1982 ; gage : majoration du taux de la taxe applicable aux appareils dont le fonctionnement repose uniquement sur le hasard) : retiré.

Article 16 (*reconduction de mesures temporaires et mesures diverses*) : rétablissement de l'article 208 du C.G.I. visant à favoriser les investissements dans les départements et les territoires d'outre-mer ; reconduction des mesures prises en faveur des entreprises de taxi ; dispositions « fourre-tout » (p. 6481) ; indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 6482).

Article 16 (*suite*) : émission d'emprunts à l'étranger par les grandes sociétés françaises la plupart nationalisées ; actualisation du taux de la T.I.P.P. ; programme énergétique français ; mensualisation des pensions civiles et militaires en région Ile-de-France prévues par la loi du 4 septembre 1974 (p. 6487) ; régime fiscal des investissements des entreprises de presse ; reconduction de l'article 39 *bis* du C.G.I. relatif à la fiscalité des entreprises de presse ; amendement n° 168 de M. Gilbert Gantier (détaxation des carburants utilisés par les chauffeurs de taxi, les ambulances et autres véhicules ; gage : prélèvement exceptionnel sur Erap correspondant au produit de la cession de parts détenues par celle-ci dans le capital de la société nationale Elf-Aquitaine) : rejeté (p. 6488) ; amendement n° 167 de M. Gilbert Gantier (détaxation des carburants utilisés par les chauffeurs de taxi) : rejeté ; amendement n° 205 du Gouvernement (suppression de la disposition prorogeant l'article 39 *quinquies* FA relatif aux primes de développement régional) : adopté ; amendement n° 170 de M. Gilbert Gantier (visant à encourager le développement des fonds propres des entreprises ; gage : institution d'une taxe spécifique sur les produits en provenance de l'U.R.S.S.) : rejeté ; amendement n° 204 du Gouvernement (reconduction pour un an des dispositions favorables à l'investisssement dans les départements et territoires d'outre-mer) (p. 6489) : adopté ; amendement n° 206 du Gouvernement (reconduction des dispositions des articles 39 *quinquies* D et 39 *quinquies* FA du C.G.I.) : adopté ; amendement n° 133 de M. Gilbert Gantier (visant à reporter l'application des dispositions prévoyant l'indexation de la T.I.P.P. ; gage : majoration du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et assimilés) : rejeté (p. 6490) ; amendement n° 165 de M. Claude Wolff (relatif à la date d'application de la disposition actualisant le taux de la T.I.P.P.) : non soutenu ; amendement n° 166 de M. Gilbert Gantier (même objet) : rejeté ; amendement n° 185 de M. Gilbert Mitterrand (tendant à reconduire les dispositions de l'article 820-1 du C.G.I. prévoyant la réduction du taux du droit d'apport majoré en cas d'incorporation au capital des coopératives agricoles et de leurs unions des réserves libres d'affectation ; gage : majoration du droit de timbre) (p. 6491) : adopté après rectification ; amendement n° 186 de M. Adrien Zeller (suppression de la taxe sur le coupage des vins ; gage : majoration de la taxe sur les sucres utilisés pour le sucrage des vendanges) ; amendement n° 207 du Gouvernement (suppression de la taxe sur le coupage des vins) ; amendement n° 186 retiré ; amendement n° 207 adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté (p. 6492).

Après l'article 16 : amendement n° 12 de M. François Grussenmeyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (visant à rétablir le privilège des bouilleurs de cru ; gage : majoration des droits sur les alcools importés des pays non membres de la C.E.E.) ; position du groupe communiste (p. 6493) ; amendement n° 12 rejeté ; amendement n° 49 de la commission (tendant à supprimer la réduction de 25 p. 100 des droits de mutation à titre gratuit applicables aux donations par contrat de mariage) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (tendant à relever le seuil en deçà duquel les mutations à titre onéreux des fonds de commerce ou de clientèle bénéficient d'un abattement de 20 000 francs sur leur assiette ; gage : majoration du taux de la T.V.A. qui s'applique aux prestations des agences matrimoniales) (p. 6494) : adopté après rectification ; amendement n° 87 de M. Georges Tranchant (relatif à l'exonération en faveur des entreprises exportatrices des 90 p. 100 d'imposition sur les frais généraux ; gage : majoration des droits sur les tabacs et les allumettes) : rejeté ; amendement n° 192 de M. Claude Wolff soutenu par M. Georges Tranchant (relèvement du seuil d'application de la taxe sur les frais généraux ; gage : majoration des tarifs du droit de timbre) (p. 6495) : rejeté.

Article 17 (*abrogation des dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relatives aux formations professionnelles alternées et reconduction de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et les dispositions concernant la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle*) : amendement n° 195 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) (p. 6496) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Marette (suppression du versement par les entreprises au profit du Trésor public de 0,2 p. 100 au titre de la formation professionnelle continue et de 0,1 p. 100 au titre de la taxe d'apprentissage ; gage : majoration de la taxe sur les tabacs et les allumettes) : rejeté ; amendement n° 28 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Georges Tranchant (tendant à éviter la reconduction sans limitation de durée du prélèvement fiscal sur les salaires de 0,2 p. 100 au titre de la formation professionnelle continue) (p. 6497) : rejeté ; amendement n° 187 de M. Antoine Gissinger (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 17 adopté.

Article 18 (*modification de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes*) : effet de l'article 18 prévoyant la suppression de la taxe sur les viandes importées ; obligations du traité de Rome ; amendement n° 217 rectifié du Gouvernement (précisant que la taxe sur les viandes importées est maintenue à l'égard des pays autres que ceux appartenant à la C.E.E.) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*revalorisation du droit de sceau*) : adopté (p. 6498).

Article 20 (*détaxation du carburant agricole*) : champ restreint de l'application de la détaxation puisque celle-ci ne concerne que l'essence et non le gazole ;

— article 20 adopté.

II. — Ressources affectées.

Article 21 (*dispositions relatives aux affectations*) : adopté.

Article 22 (*taxe sur les huiles perçues au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) : adopté (p. 6499).

Article 23 (*modification de la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes*) : remise en cause partielle de la définition des bénéficiaires : suppression de la référence au Fonds interministériel pour la qualité de la vie (F.I.Q.V.) ;

— article 23 adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 51 de la commission (institution au sein de la dotation globale de fonctionnement d'une dotation spéciale pour le logement des instituteurs) : adopté (p. 6500).

Article 24 (*fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement*) : augmentation des dépenses de fonctionnement des communes ; insuffisance de la progression de la D.G.F. ; amendement n° 215 de M. Christian Pierret (de coordination) (p. 6501) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 216 du Gouvernement (modification des tarifs des droits de timbre) : adopté.

Titre II : dispositions relatives aux charges.

Article 25 (*confirmation de dispositions législatives antérieures*) : adopté (p. 6502).

Article 26 (*majoration des rentes viagères*) : position de la Cour des comptes ; nécessité d'indexer les rentes viagères ;

— article 26 adopté (p. 6503).

Titre III : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.

Article 27 (*équilibre général du budget et état A annexé*) (p. 6504 à 6512) : atteintes portées au principe de l'annualité et de l'universalité budgétaire ; « débudgétisation » ; absence de crédibilité de l'article d'équilibre ; procédure d'annulation de crédits (p. 6513) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 6514) ;

— article 27 réservé jusqu'au vote de l'état A.

Amendement n° 212 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry relatif aux concours versés par l'Etat aux communes au titre du logement des instituteurs) (p. 6515) : rejeté ; amendement n° 213 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry (relatif au financement par l'Etat du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté ; amendement n° 214 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry (relatif au fonds de compensation de la T.V.A. payée par les collectivités locales) : rejeté ; amendement n° 218 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— état A, ainsi modifié, adopté.

Article 27 (précédemment réservé) : amendement n° 211 de M. Edmond Alphandéry (relatif à la taxe sur les salaires dus par l'Etat) : rejeté (p. 6516) ; vote favorable du groupe communiste (p. 6517) ; vote hostile du groupe U.D.F. ; vote favorable du groupe socialiste (p. 6518) ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Seconde délibération de la première partie du projet de loi (p. 6519) :

Article 6 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la majoration de la taxe sur les sucres utilisés pour le sucrage des vendanges) : adopté ;

— article 6 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 3 du Gouvernement (précisant la date d'application du relèvement du droit de timbre sur les chèques non barrés) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *ter* : amendement n° 2 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant l'application aux prestations des agences matrimoniales le taux majoré de la T.V.A.) : adopté ;

— article 16 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 6520).

Article 27 et état A (p. 6521, 6522) : amendement n° 4 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 27 et état A, ainsi modifiés, adoptés (p. 6523).

DEUXIEME PARTIE

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE

I. — Travail.

Discussion générale [18 novembre 1982] (p. 7377, 7383, 7406).

Accidents du travail et maladies professionnelles ; conditions de travail : *Legrand* (*Joseph*) (p. 7380) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 7387, 7388) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7393) ; *Schiffler* (*Nicolas*) (p. 7395) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 7408, 7409).

Administration centrale et services extérieurs du ministère du travail (notamment inspection du travail) ; missions et moyens : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7386) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 7337) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7391) ; *Schiffler* (*Nicolas*) (p. 7395) ; *Renard* (*Roland*) (p. 7396) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 7408, 7409).

Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (A.N.A.C.T.) : *Coffineau* (*Michel*) (p. 7387, 7388) : *Auroux* (*Jean*) (p. 7408).

Aide sociale : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390) : *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 7401) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 7403, 7404).

Aide sociale à l'enfance : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7370) ; *Bayard* (*Henri*) (p. 7382) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7402, 7403).

Aide sociale et budgets départementaux : *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 7401, 7402).

Associations, travail social et bénévolat : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7391) ; *Sublet* (*Marie-Josèphe*) (p. 7400) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 7402).

Caisses de sécurité sociale (décentralisation et déconcentration) : *Legrand* (*Joseph*) (p. 7380).

Caisses de sécurité sociale (démocratisation) : *Legrand* (*Joseph*) (p. 7380) ; *Besson* (*Louis*) (p. 7383) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7393) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 7399).

Centre médico-sportif de Nevers : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7379) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7389).

Chômeurs (assurance maladie) : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7378).

Climatisme ou climatothérapie d'altitude : *Caumont* (*Robert de*) (p. 7406, 7407).

Commission des comptes de la sécurité sociale (non-réunion de la) : *Millon* (*Charles*) (p. 7400).

Commission nationale de la négociation collective : *Auroux* (*Jean*) (p. 7409).

Concubins : *Perrut* (*Francisque*) (p. 7494).

Conseil supérieur de la prud'homie et élections prud'homales : *Renard* (*Roland*) (p. 7396) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 7409).

Contrôle parlementaire, subventions de l'Etat aux régimes sociaux ; gestion des caisses de sécurité sociale : *Legrand* (*Joseph*) (p. 7380) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7391).

Cotisations sociales et charges des entreprises : *Legrand* (*Joseph*) (p. 7379) ; *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7386) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7389) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7393).

Crèches : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7411).

Démographie : *Bayard* (*Henri*) (p. 7382) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7410).

Dette de l'Etat à la C.N.A.F. : *Legrand* (*Joseph*) (p. 7380).

Droit de licenciement : *Coffineau* (*Michel*) (p. 7388) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 7409).

Economie et progrès social : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7378) ; *Legrand* (*Joseph*) (p. 7379, 7380) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7393).

Etablissements publics hospitaliers (financement de la construction des) : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7379).

Famille (contrats « famille » entre l'Etat et les collectivités locales en matière d'urbanisme et de rénovation) : *Bayard* (*Henri*) (p. 7382) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7411).

Famille (fiscalisation des prestations familiales) : *Legrand* (*Joseph*) (p. 7381) ; *Bayard* (*Henri*) (p. 7382) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7389) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 7394) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 7399) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7410).

Famille (montant des prestations familiales) : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7378) ; *Bayard* (*Henri*) (p. 7382) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7389) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7393) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 7394) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 7398, 7399) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7410).

Famille (pénalisation des familles nombreuses ; politique de la) : *Bayard* (*Henri*) (p. 7382) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7389) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7394) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 7394) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 7398) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7410).

Formation économique et sociale des acteurs sociaux : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7386) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 7388) ; *Renard* (*Roland*) (p. 7396) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 7397, 7398) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 7408, 7409)

Foyers des jeunes travailleurs (F.J.T.) : *M. Pinard* (*Joseph*) (p. 7403) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 7411).

Handicapés (allocations aux adultes) : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7379) ; *Legrand* (*Joseph*) (p. 7380, 7381) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390).

Handicapés (cas des travailleurs indépendants) : *Besson* (*Louis*) (p. 7383).

Handicapés (insertion professionnelle) : Cotorep, ateliers protégés, C.A.T., emplois réservés) : *Besson* (*Louis*) (p. 7383) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 7392) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 7394, 7395) ; *Hage* (*Georges*) (p. 7402) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 7402, 7403) ; *Chanfrault* (*Guy*) (p. 7407).

Handicapés (insertion sociale ; ressources) : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7378) ; *Besson* (*Louis*) (p. 7382, 7383) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390) ; *Sublet* (*Marie-Josèphe*) (p. 7400) ; *Hage* (*Georges*) (p. 7402) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 7402, 7403).

Handicapés (remboursement de l'appareillage de prothèse) : *Besson* (*Louis*) (p. 7388).

Honoraires médicaux : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7379) ; *Legrand* (*Joseph*) (p. 7380) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7389).

Immigrés (deuxième génération) : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 7399) ; *Autain* (*François*) (p. 7415)

Immigrés (insertion sociale ; politique d'immigration) : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7378) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 7384, 7385) ; *Asensi* (*François*) (p. 7385) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 7399) ; *Autain* (*François*) (p. 7414, 7415).

Immigrés (logement) : *Asensi* (*François*) (p. 7385) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 7399, 7400) ; *Autain* (*François*) (p. 7414, 7415).

Indemnisation du chômage — chômeurs en fin de droit : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7387).

Indemnisation du chômage — primo-demandeurs d'emploi : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7387).

Indemnisation du chômage — Unedic : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7386, 7387) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7394) ; *Renard* (*Roland*) (p. 7396).

Informatisation des services : *de Rocca Serra* (*Jean*) (p. 7381).

Institut de recherches économiques et sociales — institut syndical de la conjoncture : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7386) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 7388) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 7409).

I. V. G. (remboursement) : *Bayard* (*Henri*) (p. 7382) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 7394) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 7399).

Lutte contre les toxicomanies : *Benoist* (*Daniel*) (p. 7378) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 7390) ; *d'Harcourt* (*Florence*) (p. 7392, 7393).

Médecine du travail ; médecine de main-d'œuvre : *Provost (Eliane)* (p. 7392) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 7395) ; *Auroux (Jean)* (p. 7409).
Mission « recherche-expérimentation » : *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 7381, 7382).
Mutualisation : *Legrand (Joseph)* (p. 7380) ; *Madelin (Alain)* (p. 7397).
Personnes âgées (établissements de prise en charge : hospices, maisons de retraite ; établissements sociaux et sanitaires) : *Laborde (Jean)* (p. 7384) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7389) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7412, 7413).
Personnes âgées (habitat) : *Laborde (Jean)* (p. 7384).
Personnes âgées (maintien à domicile ; services de voisinage ; aide ménagère) : *Laborde (Jean)* (p. 7384) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7389) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 7400) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7412, 7413).
Personnes âgées (ressources) : *Benoist (Daniel)* (p. 7378) ; *Laborde (Jean)* (p. 7384) ; *Bocquet (Alain)* (p. 7393) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7412).
Personnes âgées (vacances des) : *Jagoret (Pierre)* (p. 7400, 7401).
Prévention sanitaire : *Benoist (Daniel)* (p. 7379) ; *de Caumont (Robert)* (p. 7406, 7407).
Protection de l'enfance maltraitée : *Dufoix (Georgina)* (p. 7411, 7412) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7411).
Quotient familial : *Bayard (Henri)* (p. 7382).
Régime général (charges de compensation et charges indues) : *Legrand (Joseph)* (p. 7380).
Régime minier : *Legrand (Joseph)* (p. 7380) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7391).
Réfugiés : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 7385) ; *Asensi (François)* (p. 7385) ; *Autain (François)* (p. 7415).
Retraite (âge de la) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7389) ; *Bocquet (Alain)* (p. 7393, 7394) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 7398).
Retraite (harmonisation des régimes de), retraites complémentaires) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7389, 7390) ; *Bocquet (Alain)* (p. 7394).
Retraités et personnes âgées ; participation notamment comités départementaux des retraités et des personnes âgées : *Gengenwin (Germain)* (p. 7398) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7412, 7413).
Secteur public et nationalisé (démocratisation) : *Frelaut (Dominique)* (p. 7386).
Sécurité sociale (problèmes financiers) : *Benoist (Daniel)* (p. 7379) ; *Legrand (Joseph)* (p. 7380) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7389) ; *Bocquet (Alain)* (p. 7394) ; *Millon (Charles)* (p. 7400).
Service national des objecteurs de conscience : *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 7381).
Thermalisme : *Benoist (Daniel)* (p. 7379).
Travail clandestin ; travail au noir : *Asensi (François)* (p. 7386) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7388) ; *Auroux (Jean)* (p. 7409) ; *Autain (François)* (p. 7414).
Travailleurs non salariés non agricoles (protection sociale) : *Benoist (Daniel)* (p. 7378).
Vote favorable du groupe communiste : *Bocquet (Alain)* (p. 7394) ; *Renard (Roland)* (p. 7396).
Vote favorable du groupe socialiste : *Pinard (Joseph)* (p. 7398).

Procédure des questions (p. 7415).

Accidents de la route et alcoolisme : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7421) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7421).
Aide sociale et budgets départementaux : *Durbec (Guy)* (p. 7422) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7423).
Aides à la mobilité et résorption du chômage : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7418) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7418).
Aides ménagères : *Gascher (Pierre)* (p. 7417) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7418).
Contraception : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7416).
Droits des travailleurs ; information et formation des travailleurs : *Toutain (Ghislaine)* (p. 7422) ; *Auroux (Jean)* (p. 7422).
Handicapés (accès aux bâtiments publics et aux transports en commun : *Wilquin (Claude)* (p. 7418) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7418, 7419).
Handicapés (fonctionnement des Cotorep et conditions d'attribution de l'allocation aux adultes) : *Gascher (Pierre)* (p. 7417) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7417).
I. V. G. (remboursement ; centres dans les hôpitaux publics) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7416) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7416).
Objecteurs de conscience (indemnités journalières versées aux organismes et associations d'accueil) : *Le Foll (Robert)* (p. 7423) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7423).
Personnes âgées (maintien à domicile) : *Le Foll (Robert)* (p. 7419) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7419, 7420, 7423) ; *Durbec (Guy)* (p. 7422).
Personnes âgées (rôle des coordonnateurs pour les) : *Bourget (René)* (p. 7420) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7420, 7421).
Personnes âgées (tarification des établissements hospitaliers) : *Beaufort (Jean)* (p. 7419) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 7420).
Prestations familiales (fiscalisation) : *Horvath (Adrienne)* (p. 7416) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7416, 7417).
Prestations familiales et politique de la famille (problème de la pénalisation des familles nombreuses) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7421) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 7421, 7422).
Travailleurs immigrés (contrats d'agglomération) : *Gatel (Jean)* (p. 7420) ; *Autain (François)* (p. 7420).
Travailleurs immigrés (procédure de régularisation) : *Gatel (Jean)* (p. 7419) ; *Autain (François)* (p. 7419).

Examen des crédits (p. 7423).

I. — **Section commune.**

Crédits inscrits à la ligne : affaires sociales et solidarité nationale. — Travail, santé, emploi. — I. — Section commune.

Etat B. — Titre III : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

II. — **Santé, solidarité nationale.**

Crédits inscrits à la ligne : affaires sociales et solidarité nationale. — Travail, santé, emploi. — II. — Santé, solidarité nationale.

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté (p. 7423).

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 66 (*conditions de financement de l'allocation aux adultes handicapés*) : adopté.

III. — **Travail, emploi.**

Crédits inscrits à la ligne : affaires sociales et solidarité nationale. — Travail, santé, emploi. — III. — Travail, emploi.

Etat B. — Titre III : amendement n° 231 du Gouvernement (majoration des crédits afin d'atténuer les conséquences de la suppression de l'article 68 relatif à l'aide à la mobilité) : adopté ;

— titre III, ainsi modifié, adopté.

Titre IV : amendement n° 232 du Gouvernement (réduction des crédits de la convention sociale de la sidérurgie) : adopté ;

— titre IV, ainsi modifié, adopté.

Etat C. — Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 68 (*remise en cause d'aide à la mobilité géographique*) : adopté.

Article 69 (*suppression des primes de pré-apprentissage*) : amendement n° 48 de M. Daniel Goulet : non soutenu ;

— article 69 adopté (p. 7424).

Article 70 (*compensation forfaitaire des salaires versés par les maîtres d'apprentissage à leurs apprentis pendant leur temps de présence au centre de formation*) : adopté.

Article 71 (*allégement de charges pour les entreprises franchissant le seuil de dix salariés*) : adopté (p. 7425).

Santé, solidarité nationale.

Discussion générale [15 novembre 1982] (p. 7175).

Aide médicale urgente (S.A.M.U. « centres 15 ») : *Benoist (Daniel)* (p. 7176, 7177) ; *Rossinot (André)* (p. 7180) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7183) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189).
Auxiliaires médicaux : *Wilquin (Claude)* (p. 7187).
Bourses et actions de formation : *Haby (Charles)* (p. 7179) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 7183) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Ralite (Jack)* (p. 7192, 7193).
Carte sanitaire : *Benoist (Daniel)* (p. 7176, 7177) ; *Grézard (Léo)* (p. 7180) ; *Wilquin (Claude)* (p. 7186) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191).

Centre national de l'équipement hospitalier (C.N.E.H.) : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Haby (Charles)* (p. 7179) ; *Ralite (Jack)* (p. 7195).
Centres de santé : *Couqueberg (Lucien)* (p. 7185) ; *Ralite (Jack)* (p. 7193).
Chefs de clinique : *Benoist (Daniel)* (p. 7176, 7177) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191).
Climatisme : *de Caumont (Robert)* (p. 7187) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189).
Elèves infirmiers ou infirmières (effectifs, formation, statuts) : *Benoist (Daniel)* (p. 7176, 7177) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 7183, 7184) ; *Wilquin (Claude)* (p. 7187) ; *Ralite (Jack)* (p. 7192).
Ergothérapeutes : *Wilquin (Claude)* (p. 7187).
Etudes en médecine (effectifs des étudiants) : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Hage (Georges)* (p. 7182).
Gestion hospitalière (organismes de) : *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191).
Honoraires médicaux : *Lareng (Louis)* (p. 7177, 7178) ; *Rossinot* (André) (p. 7181).
Hospitalisation à domicile : *Ralite (Jack)* (p. 7192).
Hygiène mentale : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Ralite (Jack)* (p. 7188, 7189).
Groupements d'exercice fonctionnels : *Couqueberg (Lucien)* (p. 7185).
Internes (situation des) : *Benoist (Daniel)* (p. 7176, 7177) ; *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191).
I.V.G. pratiquée dans les hôpitaux publics : *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Ralite (Jack)* (p. 7188).
Liste des médicaments remboursés : *Blanc (Jacques)* (p. 7184).
Lutte contre l'alcoolisme : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Haby (Charles)* (p. 7179) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189).
Lutte contre le cancer : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Rossinot (André)* (p. 7180) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Ralite (Jack)* (p. 7190, 7191).
Lutte contre la toxicomanie : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189).
Médecine libérale (avenir de la) : *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Rossinot (André)* (p. 7181) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 7185) ; *Ralite (Jack)* (p. 7192).
Médecine sportive : *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189).
Médecins hospitaliers à temps partiel (statuts) : *Rossinot (André)* (p. 7181) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191).
Médecins hospitaliers à temps plein (statuts des) : *Benoist (Daniel)* (p. 7177) ; *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Rossinot (André)* (p. 7181) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191).
Organisation hospitalière (« départementalisation ») : *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Grézard (Léo)* (p. 7180) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191, 7192).
Personnels hospitaliers (effectifs) : *Haby (Charles)* (p. 7179) ; *Hage (Georges)* (p. 7181) ; *Ralite (Jack)* (p. 7188).
Personnes âgées (hospitalisation et soins à domicile des) : *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Wilquin (Claude)* (p. 7186, 7187) ; *Ralite (Jack)* (p. 7192).
Politique du médicament et industrie pharmaceutique : *Benoist (Daniel)* (p. 7177) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Ralite (Jack)* (p. 7193, 7194, 7195).
Presse médicale : *Rossinot (André)* (p. 7181) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 7185).
Prévention (politique générale de la) : *Lareng (Louis)* (p. 7177) ; *Haby (Charles)* (p. 7179) ; *Hage (Georges)* (p. 7181, 7182) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Le Foll (Robert)* (p. 7186) ; *de Caumont (Robert)* (p. 7187) ; *Ralite (Jack)* p. 7188).
Prévention et décentralisation (observatoires régionaux de la santé, comités de promotion de la santé) : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Haby (Charles)* (p. 7179) ; *Rossinot (André)* (p. 7180) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Le Foll (Robert)* (p. 7186) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189,7190).
Professions paramédicales : *Lareng (Louis)* (p. 7177).
Protection maternelle et infantile (P.M.I.) : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Rossinot (André)* (p. 7180) ; *Hage (Georges)* (p. 7181,7182) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Ralite (Jack)* (p. 7188).
Recherche médicale : *Benoist (Daniel)* (p. 7177) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Ralite (Jack)* (p. 7193,7194).
Rénovation des établissements et des équipements sanitaires : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Lareng (Louis)* (p. 7177) ; *Hage (Charles)* (p. 7179) ; *Ralite (Jack)* (p. 7193).
Santé scolaire : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Haby (Charles)* (p. 7179) ; *Rossinot (André)* (p. 7180) ; *Hage (Georges)* (p. 7182) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189).
Scanographes : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Ralite (Jack)* (p. 7192).
Suppression des lits privés dans les établissements hospitaliers publics : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184).
Tarification hospitalière (budget global) : *Benoist (Daniel)* (p. 7176) ; *Lareng (Louis)* (p. 7178) ; *Rossinot (André)* (p. 7181) ; *Hage (Georges)* (p. 7181) ; *Ralite (Jack)* (p. 7191,7192).
Taxe sur la publicité des laboratoires pharmaceutiques : *Rossinot (André)* (p. 7181) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7184).
Thermalisme : *Blanc (Jacques)* (p. 7184) ; *Ralite (Jack)* (p. 7189).
Vote favorable du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 7182).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Rossinot (André)* (p. 7181).

Procédure des questions (p. 7195).

Création éventuelle d'un centre I.V.G. à l'hôpital Laennec : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 7195) ; *Ralite (Jack)* (p. 7195).
Prévention de la carie dentaire : *Bourget (René)* (p. 7195) ; *Ralite (Jack)* (p. 7196).
Protection maternelle et infantile : *Provost (Eliane)* (p. 7197) ; *Ralite (Jack)* (p. 7197).
Remboursement des frais dentaires : *Bourget (René)* (p. 7195, 7196) ; *Ralite (Jack)* (p. 7196).
Secteur biomédical : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 7198) ; *Ralite (Jack)* (p. 7198).
Service de santé scolaire : *Provost (Eliane)* (p. 7197) ; *Ralite (Jack)* (p. 7197).
Thermalisme : *Sicard (Odile)* (p. 7196) ; *Ralite (Jack)* (p. 7196, 7197).
Crédits concernant le ministère de la santé réservés jusqu'à l'examen des crédits de la solidarité nationale.

Rappel au règlement de M. Jacques Blanc : *Blanc (Jacques)* (p. 7198) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7198).

III. — Travail, emploi.

Discussion générale [15 novembre 1982] (p. 7159).

Age de la retraite : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7163).
Agences de travail intérimaire et de travail temporaire : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7163).
Aides publiques à la création d'emplois : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7173).
A.N.P.E. et création d'un service public unifié de l'emploi : *Frelaut (Dominique)* (p. 7160) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7162) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7163) ; *Frachon (Martine)* (p. 7164-7165) ; *Provost (Eliane)* (p. 7167) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7172-7173)
Chômage (évolution du) : *Frelaut (Dominique)* (p. 7160) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 7165) ; *Provost (Eliane)* (p. 7167) ; *Massion (Marc)* (p. 7167) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7169-7170) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7171).
Chômage partiel : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161).
Chômeurs de longue durée : *Frelaut (Dominique)* (p. 7160) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7162) ; *Provost (Eliane)* (p. 7167) ; *Fleury (Jacques)* (p. 7168) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7172).
Chômeurs de plus de cinquante-cinq ans : *Toutain (Ghislaine)* (p. 7166) ; *Fleury (Jacques)* (p. 7168).
Comités locaux de l'emploi : *Massion (Marc)* (p. 7168) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7169) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7170) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7173).
Contrats « emploi-formation » : *Frelaut (Dominique)* (p. 7160) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7172).
Contrats de solidarité, de préretraite-démission : *Frelaut (Dominique)* (p. 7160) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 7166) ; *Fleury (Jacques)* (p. 7168) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7173).
Contrats de solidarité, de réduction de la durée hebdomadaire de travail : *Frelaut (Dominique)* (p. 7160) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 7166) ; *Massion (Marc)* (p. 7167-7168) ; *Fleury (Jacques)* (p. 7168) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7173).
Durée hebdomadaire du travail : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7161) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7163) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7170) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7171-7172).
Emplois d'initiative locale : *Fleury (Jacques)* (p. 7168) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7170) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7173).
Entreprises publiques et politique de l'emploi : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7163) ; *Moulinet (Louis)* (p. 7165) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7170) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7173).
Femmes (emploi des) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7162-7163) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 7165-7166).
Fonds national de l'emploi : *Frelaut (Dominique)* (p. 7160) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7173).
Formation professionnelle et A.F.P.A. : *Frelaut (Dominique)* (p. 7161) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7162) ; *Frachon (Martine)* (p. 7164) ; *Moulinet (Louis)* (p. 7165) ; *Provost (Eliane)* (p. 7167) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7172).
Handicapés : *Blanc (Jacques)* (p. 7171).

Indemnisation des chômeurs et Unedic : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7162) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 7162) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 7165).
Jeunes (insertion professionnelle des) : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7160) ; *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7161, 7162) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 7162) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 7165) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 7167) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 7172).
Politique de relance de la consommation et de l'investissement : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 7160) ; *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7161) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 7171).
Réduction de la durée du travail dans la sidérurgie (problème des travaux pénibles) : *Schiffler* (*Nicolas*) (p. 7166).
Suppression des aides à la mobilité : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7162) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 7164).

Procédure des questions (p. 7173).

Coordination interministérielle et politique de l'emploi : *Bellon* (*André*) (p. 7174) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 7174).
Sociétés coopératives ouvrieres de production (S. C. O. P.) : *Massion* (*Marc*) (p. 7174) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 7174).
Travail clandestin — travail « au noir » : *Bellon* (*André*) (p. 7174) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 7174).

Réserve du vote des crédits concernant le ministère de l'emploi jusqu'à l'examen des crédits du travail (p. 7174).

AGRICULTURE. — B. A. P. S. A.

Discussion générale [9 novembre 1982] (p. 6921, 6943).

Aide aux agriculteurs en difficulté : *Malvy* (*Martin*) (p. 6922, 6923) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6932) ; *d'Harcourt* (*François*) (p. 6955) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6963, 6964).
Aménagement rural : *Soury* (*André*) (p. 6937) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 6953).
Assurance chômage (non cotisation des agriculteurs) : *Geng* (*Francis*) (p. 6929) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6964).
Balance commerciale agro-alimentaire : *Poignant* (*Bernard*) (p. 6927) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 6944).
Calamités agricoles : *Cresson* (*Edith*) (p. 6963).
Carburants (détaxe des) : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6935) ; *Soury* (*André*) (p. 6937).
Chambres d'agriculture : *Malvy* (*Martin*) (p. 6924) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6938).
Cotisations sociales agricoles : *Couillet* (*Michel*) (p. 6928) ; *Geng* (*Francis*) (p. 6929) ; *Bizet* (*Emile*) (p. 6930) ; *Fouchier* (*Jacques*) (p. 6937, 6938) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6938) ; *de Caumont* (*Robert*) (p. 6947) ; *Patriat* (*François*) (p. 6948) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6964).
Décentralisation et dotation globale d'équipement : *Tavernier* (*Yves*) (p. 6924, 6925) ; *Huguet* (*Roland*) (p. 6925) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6931) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6934) ; *de Caumont* (*Robert*) (p. 6946) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 6954) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6965).
Endettement et coûts financiers : *Geng* (*Francis*) (p. 6929) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6935) ; *Soury* (*André*) (p. 6936) ; *Fouchier* (*Jacques*) (p. 6937) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6957) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6958).
Enseignement agricole privé et maisons familiales rurales : *Malvy* (*Martin*) (p. 6923) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 6926, 6927) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6931) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6934, 6935) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 6940) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 6945) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 6950) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 6950, 6951) ; *d'Harcourt* (*François*) (p. 6955) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6961, 6966).
Enseignement agricole public : *Malvy* (*Martin*) (p. 6923) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 6927) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6931) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 6949) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6951) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6961, 6964, 6965).
Enseignement agricole technique : *Cresson* (*Edith*) (p. 6961).
Epouses d'agriculteurs et exploitantes agricoles : *Patriat* (*François*) (p. 6948).
Filière bois et forêt : *Cresson* (*Edith*) (p. 6961).
Fruits et légumes : *Chapuis* (*Robert*) (p. 6965).
Hydraulique agricole : *Huguet* (*Roland*) (p. 6925) ; *Soury* (*André*) (p. 6937) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6968).
Installation des jeunes agriculteurs et dotation aux jeunes agriculteurs : *Mayoud* (*Alain*) (p. 6932) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6934) ; *Soury* (*André*) (p. 6937) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 6940) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6952) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 6952-6953) ; *d'Harcourt* (*François*) (p. 6955) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6956) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6962, 6964, 6966).
Indemnités journalières : *Couillet* (*Michel*) (p. 6928) ; *Bizet* (*Emile*) (p. 6930) ; *Patriat* (*François*) (p. 6948) ; *d'Harcourt* (*François*) (p. 6955).
Lait et taxe de coresponsabilité laitière : *Michel* (*Claude*) (p. 6933) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6959).
Montagne et indemnité spéciale de montagne : *Pistre* (*Charles*) (p. 6927) ; *de Caumont* (*Robert*) (p. 6947) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 6952) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6957) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6969).
Montants compensatoires monétaires : *Malvy* (*Martin*) (p. 6923) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 6939) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 6946) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6959-6960).
Offices fonciers et réforme foncière : *Malvy* (*Martin*) (p. 6922) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 6924) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6933) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6962).
Offices par produits : *Malvy* (*Martin*) (p. 6922) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6931) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6935) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 6944) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6952) ; *Bayou* (*Raoul*) (p. 6955) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6960, 6968).
Politique agricole commune : *Huguet* (*Roland*) (p. 6925) ; *Poignant* (*Bernard*) (p. 6927) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 6939-6940) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6959).
Prestations sociales agricoles : *Couillet* (*Michel*) (p. 6926) ; *Geng* (*Francis*) (p. 6929) ; *Bizet* (*Emile*) (p. 6930) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6934) ; *Fouchier* (*Jacques*) (p. 6937) ; *Patriat* (*François*) (p. 6938) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6963-6964-6965, 6967).
Prix communautaires : *Pistre* (*Charles*) (p. 6926) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6933) ; *Soury* (*André*) (p. 6936-6937) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 6956) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6959).
Recherche et I.N.R.A. : *Mayoud* (*Alain*) (p. 6931) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6951) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6961).
Réforme fiscale : *Malvy* (*Martin*) (p. 6922) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 6924) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6938) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6962, 6964).
Remembrement et Safer : *Huguet* (*Roland*) (p. 6925) ; *Michel* (*Claude*) (p. 6933) ; *Soury* (*André*) (p. 6937) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 6940) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 6946) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6957) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6962).
Retraites agricoles : *Couillet* (*Michel*) (p. 6928) ; *Geng* (*Francis*) (p. 6929) ; *Fouchier* (*Jacques*) (p. 6938) ; *d'Harcourt* (*François*) (p. 6955) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6966).
Revenu cadastral : *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 6939) ; *Patriat* (*François*) (p. 6948).
Revenus agricoles : *Malvy* (*Martin*) (p. 6922) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 6924) ; *Bizet* (*Emile*) (p. 6930) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 6933) ; *Soury* (*André*) (p. 6936) ; *d'Harcourt* (*François*) (p. 6955) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6958).
Syndicalisme agricole : *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6952) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6958).
Taxes parafiscales : *Pistre* (*Charles*) (p. 6926).
Vins et alcools : *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 6940) ; *Bayou* (*Raoul*) (p. 6954, 6955) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6959, 6968).

Procédure des questions (p. 6972).

Abattoirs (modernisation des) : *Prat* (*Henri*) (p. 6972, 6973) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6973).
Aide aux agriculteurs en difficulté : *Gascher* (*Pierre*) (p. 6995) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6996).
Calamités agricoles : *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 6984) ; *Tourné* (*André*) (p. 6987, 6988) ; *Dutard* (*Lucien*) (p. 6988, 6989) ; *Goulet* (*Daniel*) (p. 6997) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6988, 6989, 6997).
Carburants (détaxe des) : *Goulet* (*Daniel*) (p. 6978, 6979) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6979).
Coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) : *Houteer* (*Gérard*) (p. 6973) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6973, 6974).
Cotisations sociales agricoles : *Lejeune* (*André*) (p. 6978) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 6976) ; *Lestas* (*Roger*) (p. 6983) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 6984) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 6988) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 6994) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6975, 6976, 6983, 6984, 6985, 6989, 6994).
Crédit agricole : *Lareng* (*Louis*) (p. 6975) ; *Corrèze* (*Roger*) (p. 6992) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6975, 6976, 6992).
Creuse : *Lejeune* (*André*) (p. 6975) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6975).
Décentralisation et dotation globale d'équipement : *Desanlis* (*Jean*) (p. 6982) ; *Raynal* (*Pierre*) (p. 6986) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6982, 6986) ; *Cellard* (*André*) (p. 6996).
Deux-Sèvres : *Brochard* (*Albert*) (p. 6990) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6990).
Elevage : *Soury* (*André*) (p. 6980) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6980, 6981).
Endettement et coût de production : *Corrèze* (*Roger*) (p. 6992) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6975, 6976, 6992).
Enseignement agricole : *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6985) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6986, 6991).
Enseignement agricole privé et maisons familiales rurales : *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6989, 6990) ; *Miossec* (*Charles*) (p. 6991) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 6992, 6993) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6990, 6991, 6992, 6993).
Epouses d'exploitants agricoles et exploitantes agricoles : *Jacq* (*Marie*) (p. 6985) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6985).

Exode rural : *Lestas* (*Roger*) (p. 6983) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6983, 6984).
Filière bois et forêts : *Valroff* (*Jean*) (p. 6974) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6974).
Fixation des prix agricoles : *Madelin* (*Alain*) (p. 6981) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6982).
Fruits et légumes : *Tourné* (*André*) (p. 6988) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6988).
Haute-Marne (cotisations sociales en) : *Fèvre* (*Charles*) (p. 6989) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6989).
Hydraulique agricole : *Raynal* (*Pierre*) (p. 6986) ; *Corrèze* (*Roger*) (p. 6986) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6986).
Installation des jeunes agriculteurs et dotation aux jeunes agriculteurs (D.J.A.) : *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6987) ; *Gascher* (*Pierre*) (p. 6993) ; *Godfrain* (*Jacques*) (p. 6994, 6995) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6986) ; *Cellard* (*André*) (p. 6993, 6995).
Lait et taxe de coresponsabilité laitière : *Soury* (*André*) (p. 6980) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6996) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6981, 6982, 6997).
Maïs : *Houteer* (*Gérard*) (p. 6973) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6973, 6974).
Montagne et indemnité spéciale de montagne : *Bayard* (*Henri*) (p. 6981) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6981).
Montants compensatoires monétaires : *Soury* (*André*) (p. 6980) ; *Brochard* (*Albert*) (p. 6990) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6980, 6982, 6990).
Offices fonciers : *Cellard* (*André*) (p. 6993).
Paiement différé des récoltes : *Miossec* (*Charles*) (p. 6977) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6977, 6978).
Porcs : *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 6984) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6984, 6985).
Prestations sociales agricoles : *Lejeune* (*André*) (p. 6975) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6975).
Remembrement : *Chasseguet* (*Gérard*) (p. 6996) ; *Cellard* (*André*) (p. 6997).
Répression des fraudes : *Perrut* (*Francisque*) (p. 6981, 6982) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6982).
Retenues collinaires : *Bayard* (*Henri*) (p. 6981) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6981).
Retraites : *Raynal* (*Pierre*) (p. 6987) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6987).
Revenus bruts d'exploitation : *Lejeune* (*André*) (p. 6975) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 6989) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6975, 6976).
Soja : *Houteer* (*Gérard*) (p. 6973) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6973, 6974).
Taxes parafiscales : *Pinard* (*Joseph*) (p. 6972) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6972).
Usage du moteur à alcool : *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6978, 6985) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6978).
Vacataires de l'enseignement agricole : *Jarosz* (*Jean*) (p. 6988) ; *Cresson* (*Edith*) (p. 6988).
Vins et alcools : *Lipkowoski* (*Jean de*) (p. 6977, 6978) ; *Balmigère* (*Paul*) (p. 6979) ; *Corrèze* (*Roger*) (p. 6987) ; *Cellard* (*André*) (p. 6977, 6978, 6980, 6987).

Examen des crédits (p. 6997).

Etat B. — Titre III : adopté (p. 6997).

Titre IV : adopté (p. 6997).

Etat C. — Titre V : adoption des autorisations de programmes et des crédits de paiement (p. 6997).

Titre VI : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 6997).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.) :

Article 34 (services votés) : adopté (p. 6997) ;

Article 35 (mesures nouvelles) : adopté (p. 6997) ;

Article 55 (rattaché) : amendement n° 115 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 123 de M. Michel Couillet (de cohérence) : retiré (p. 6998).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion générale [13 novembre 1982] (p. 7129, 7143).

Anciens d'Afrique du Nord (carte de combattant, campagne double) : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7130) ; *Falala* (*Jean*) (p. 7131) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 7131, 7132) ; *Delehedde* (*André*) (p. 7133, 7134) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 7134) ; *Tourné* (*André*) (p. 7135) ; *Vacant* (*Edmond*) (p. 7135, 7136) ; *Lagorce* (*Pierre*) (p. 7136) ; *Durbec* (*Guy*) (p. 7139) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7140).
Anciens d'outre-mer : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 7136).
Appareillage des mutilés : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7138, 7139) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7141).
Ascendants (pension) : *Brocard* (*Jean*) (p. 7134, 7135).
Associations d'anciens combattants : *Nilès* (*Maurice*) (p. 7131) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7140).
Brigades internationales en Espagne : *Tourné* (*André*) (p. 7135).
Chambres à gaz : *Falala* (*Jean*) (p. 7131) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7139, 7140).
Commission de concertation budgétaire : *Delehedde* (*André*) (p. 7133) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7139).
Commission de l'information historique pour la paix : *Delehedde* (*André*) (p. 7134) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7138) ; *Durbec* (*Guy*) (p. 7139) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7140, 7142).
Enseignement de l'histoire : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7138).
Fondation sur l'entente franco-allemande : *Seitlinger* (*Jean*) (p. 7137).
8-mai (commémoration du) : *Nilès* (*Maurice*) (p. 7132) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7137) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7140).
Indemnité spéciale mensuelle : *Falala* (*Jean*) (p. 7131) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 7134) ; *Tourné* (*André*) (p. 7135).
Légion d'honneur : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7130) ; *Lagorce* (*Pierre*) (p. 7136) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7138).
« Malgré nous » (Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande) : *Seitlinger* (*Jean*) (p. 7137).
Musée de la Résistance : *Falala* (*Jean*) (p. 7131) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7142).
Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7130).
Pensions : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7130) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 7132).
Rapport constant (échéancier et rattrapage) : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7130) ; *Falala* (*Jean*) (p. 7131) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 7132) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 7132) ; *Delehedde* (*André*) (p. 7133) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 7134) ; *Tourné* (*André*) (p. 7135) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7137, 7138) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7139, 7142).
Retraite mutualiste du combattant : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7131) ; *Falala* (*Jean*) (p. 7131) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 7132) ; *Tourné* (*André*) (p. 7135).
Titularisation des vacataires et des contractuels du ministère : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7130) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7141).
Veuves d'aveugles de la Résistance (allocation spéciale) : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7130) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7142).
Veuves de guerre (pensions des) : *Nilès* (*Maurice*) (p. 7132) ; *Delehedde* (*André*) (p. 7133) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 7134).

Procédure des questions.

Anciens d'Afrique du Nord : *Rouquet* (*René*) (p. 7144).
Anciens combattants internés en Suisse : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7146) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7146).
Commission de l'information historique pour la paix : *Rouquet* (*René*) (p. 7144) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7144).
Fondation « Entente franco-allemande » : *Laurain* (*Jean*) (p. 7144).
8 mai (célébration du) : *Rouquet* (*René*) (p. 7144).
« Malgré nous » (Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande) : *Metzinger* (*Charles*) (p. 7143, 7144) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7146) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7144, 7146, 7147).
Pensions : *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 7144) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7145) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7145).
Suppression de postes du ministère des anciens combattants : *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 7145) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7146).
Titularisation des vacataires du ministère : *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 7145).
Veuves d'anciens combattants : *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 7144, 7145) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7145) ; *Laurain* (*Jean*) (p. 7145).

Examen des crédits (p. 7147).

Etat B. — Titre III : adopté (p. 7147).

Titre IV : amendement n° 160 du Gouvernement (majoration des crédits de 295 millions de francs) ; rattrapage progressif du rapport constant ; indemnité mensuelle spéciale : adopté.
— titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 7148).

Article 56 (*substitution de l'indice 181 à l'indice 179*) : amendement n° 161 du Gouvernement (substitution de l'indice 186 à l'indice 181 à compter du 1er janvier 1983) : adopté.
— article 56, ainsi modifié, adopté (p. 7148).

Article 57 (*allocation spéciale des veuves d'aveugles de la Résistance*) : adopté (p. 7149).

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion générale [2 novembre 1982] (p. 6526).

Abattement de 20 % : *Souchon* (*René*) (p. 6528) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 6529) ; *Delelis* (*André*) (p. 6530).

Actions d'assistance technique : *Sprauer* (*Germain*) (p. 6526) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6534).

Blocage des prix : *Kaspereit* (*Gabriel*) (p. 6531) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 6530) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6533) ; *Delelis* (*André*) (p. 6537).

Centre-ville et activités artisanales : *Sarre* (*Georges*) (p. 6530).

Commerçants non sédentaires : *Brune* (*Alain*) (p. 6534).

Conjoints d'artisans et de commerçants : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 6529) ; *Delelis* (*André*) (p. 6529).

Coopération artisanale : *Delelis* (*André*) (p. 6530) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6534) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6534).

Délégations régionales : *Souchon* (*René*) (p. 6527) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 6528) ; *Delelis* (*André*) (p. 6530) ; *Kaspereit* (*Gabriel*) (p. 6531).

Etatisme ou libéralisme : *Micaux* (*Pierre*) (p. 6533) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6535) ; *Delelis* (*André*) (p. 6537).

Filière bois et agro-alimentaire : *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6532).

Formation : *Sprauer* (*Germain*) (p. 6526, 6527) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6531) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6532) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6534) ; *Delelis* (*André*) (p. 6536).

Harmonisation des régimes sociaux — assiette des cotisations sociales : *Delelis* (*André*) (p. 6530, 6536) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6532) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 6533) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6535) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6535).

Indemnité de départ : *Souchon* (*René*) (p. 6527) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 6529) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6534) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6535)

Informations statistiques : *Sprauer* (*Germain*) (p. 6526, 6527) ; *Souchon* (*René*) (p. 6527, 6528) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6534) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6535).

Politique de crédit en faveur de l'artisanat (notamment prêts participatifs simplifiés) : *Delelis* (*André*) (p. 6529, 6536) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 6530) ; *Kaspereit* (*Gabriel*) (p. 6531, 6532) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 6533) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6535).

Prime à la création nette d'emploi : *Souchon* (*René*) (p. 6527) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 6528) ; *Delelis* (*André*) (p. 6530) ; *Kaspereit* (*Gabriel*) (p. 6531) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6533) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6535).

Rôle économique du commerce et de l'artisanat : *Sprauer* (*Germain*) (p. 6526) ; *Souchon* (*René*) (p. 6527) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 6528) ; *Delelis* (*André*) (p. 6529).

Seuil de dix salariés : *Souchon* (*René*) (p. 6528) ; *Delelis* (*André*) (p. 6530) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6534).

Taxe professionnelle : *Kaspereit* (*Gabriel*) (p. 6531) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6535).

Taxe pour frais de chambres de métiers : *Souchon* (*René*) (p. 6528).

Urbanisme commercial (grandes surfaces, commissions) : *Sprauer* (*Germain*) (p. 6526, 6527) ; *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 6529) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6532) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 6533) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6533) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6534) ; *Delelis* (*André*) (p. 6537).

Vote favorable du groupe communiste : *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6533).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Kaspereit* (*Gabriel*) (p. 6532).

Zones sensibles : *Sprauer* (*Germain*) (p. 6526) ; *Souchon* (*René*) (p. 6528) ; *Delelis* (*André*) (p. 6530, 6536) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6532) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 6534) ; *Brune* (*Alain*) (p. 6534) ; *de Caumont* (*Robert*) (p. 6535, 6536).

Procédure des questions (p. 6537).

Abattement de 20 % et centres de gestion agréés : *Godfrain* (*Jacques*) (p. 6540) ; *Delelis* (*André*) (p. 6540) ; *Raynal* (*Pierre*) (p. 6540).

Charges fiscales et évolution de l'emploi dans l'artisanat : *Ligot* (*Maurice*) (p. 6541) ; *Delelis* (*André*) (p. 6541).

Crédits accordés par les banques nationalisées et les C. O. D. E. F. I : *Neiertz* (*Véronique*) (p. 6537) ; *Delelis* (*André*) (p. 6538).

Harmonisation des régimes sociaux : *Raynal* (*Pierre*) (p. 6540) ; *Delelis* (*André*) (p. 6540).

Moyens du ministère du commerce et de l'artisanat : *Raynal* (*Pierre*) (p. 6539) ; *Delelis* (*André*) (p. 6540).

Prime de développement artisanal : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 6542) ; *Delelis* (*André*) (p. 6542).

Rappel au règlement de M. Gabriel Kaspereit : *Kaspereit* (*Gabriel*) (p. 6542, 6543) ; *Delelis* (*André*) (p. 6543).

Taxe d'apprentissage et formation professionnelle : *Berson* (*Michel*) (p. 6538) ; *Delelis* (*André*) (p. 6539).

Travail clandestin : *Borel* (*André*) (p. 6538) ; *Delelis* (*André*) (p. 6538).

Urbanisme commercial et réforme de la loi Royer : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 6539) ; *Delelis* (*André*) (p. 6539, 6542) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6542).

Zones sensibles (notamment montagne) : *Barnier* (*Michel*) (p. 6541) ; *Delelis* (*André*) (p. 6541).

Examen des crédits (p. 6543).

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 57 : amendement n° 18 de M. René Souchon (relèvement du plafond de la taxe pour frais de chambres de métiers) ; accroissement des charges des artisans (p. 6543) ; adopté après rectification (p. 6544).

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion générale [12 novembre 1982] (p. 7071).

Agro-alimentaire : *Mayoud* (*Alain*) (p. 7073) ; *Richard* (*Lucien*) (p. 7075).

Algérie (commerce avec l') : *Sarre* (*Georges*) (p. 7076).

Amérique latine : *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7078, 7079).

Bois et pâte à papier : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 7079).

Bonification d'intérêt : *Chomat* (*Paul*) (p. 7072).

C.E.E. (commerce avec les pays de la — ; notamment la R.F.A.) : *Mayoud* (*Alain*) (p. 7074) ; *Richard* (*Lucien*) (p. 7074, 7075) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7077) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7080, 7081).

Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) : *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

Charges sociales et fiscales des entreprises : *Richard* (*Lucien*) (p. 7075) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7076) : *Tranchant* (*Georges*) (p. 7077).

Commission consultative du commerce extérieur : *Mayoud* (*Alain*) (p. 7074) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 7076) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

Contrats « clés en mains » et contrats « F.O.B. » : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 7079).

Contrôle des changes : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7076, 7077) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

Dédouanement des magnétoscopes à Poitiers : *Richard* (*Lucien*) (p. 7075) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 7076) ; *Tranchant* (*Georges*) *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7079) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7080).

Dégradation des échanges commerciaux : *Chomat* (*Paul*) (p. 7072) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 7073) ; *Richard* (*Lucien*) (p. 7074) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7079) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7080).

Dépréciation du franc : *Mayoud* (*Alain*) (p. 7073) ; *Richard* (*Lucien*) (p. 7074) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 7076) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 7076, 7077) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7077) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

Dette extérieure : *Richard* (*Lucien*) (p. 7075) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7078).

Directions régionales du commerce extérieur : *Chomat* (*Paul*) (p. 7072) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 7074) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

Embargo des exportations destinées au gazoduc sibérien ; attitude des Etats-Unis : *Vial-Massat* (*Théo*) (p. 7073).

Est (commerce avec les pays de l'—) : *Mayoud* (*Alain*) (p. 7074) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

Garanties afférentes au commerce extérieur : *Chomat* (*Paul*) (p. 7072).

Normes exigées pour les produits importés : *Neiertz* (*Véronique*) (p. 7078) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

O.P.E.P. (commerce avec les pays de l'—) ; *Vial-Massat* (*Théo*) (p. 7073) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 7074) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

P.M.E. : *Chomat* (*Paul*) (p. 7072) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7081).

Politique de soutien aux grands contrats : *Mayoud* (*Alain*) (p. 7074).

Protectionnisme français : *Richard* (*Lucien*) (p. 7075) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7077) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7078) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7080, 7081).

Recul de l'excédent des services : *Mayoud* (*Alain*) (p. 7073).

Réserves d'or de la Banque de France : *Richard* (*Lucien*) (p. 7075).

Rôle du secteur public : *Chomat* (*Paul*) (p. 7072) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 7074).

Services d'expansion économique à l'étranger : *Sarre* (*Georges*) (p. 7076) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 7077, 7078) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7080).
Ventes d'armes. *Vial-Massat* (*Théo*) (p. 7073).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Richard* (*Lucien*) (p. 7075).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7079).

Procédure des questions [12 novembre 1982] (p. 7082).
Accord commercial du 29 juin 1970 entre la C.E.E. et l'Espagne : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 7082) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7082).
Dédouanement des bois à La Rochelle : *Rodet* (*Alain*) (p. 7082) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7082).
Structures régionales : *Rodet* (*Alain*) (p. 7082) ; *Jobert* (*Michel*) (p. 7082).

Examen des crédits [12 novembre 1982] (p. 7083).
Crédits inscrits à la ligne « Economie et finances ». — II. — Services économiques et financiers précédemment réservés.

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 7083).

COMMUNICATION ET RADIOTELEVISION

Discussion générale [19 novembre 1982] (p. 7428-7452).
Agence France-Presse (A.F.P.) : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428-7429) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Charente*) (p. 7429).
Aides directes à la presse : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (p. 7430) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7431) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7441) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 7443).
Audinot (André) : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7431-7432) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7432).
Commission consultative des radios locales privées : *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Charente*) (p. 7429).
Commission d'enquête sur l'information : *Madelin* (*Alain*) (p. 7434) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 7434).
Communication par câbles : *Bocquet* (*Alain*) (p. 7430) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 7435) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7437) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 7442) ; *Loncle* (*François*) (p. 7443).
Conseil national de la communication audiovisuelle : *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Charente*) (p. 7429) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7430) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7445).
Création audiovisuelle : *Bocquet* (*Alain*) (p. 7430) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7433) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7446).
Décentralisation de l'audiovisuel et sociétés régionales de radio et de télévision : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7437) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 7440, 7441) ; *Loncle* (*François*) (p. 7444) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7445, 7446).
Document « Poperen » : *Madelin* (*Alain*) (p. 7434).
Haute autorité de l'audiovisuel : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Charente*) (p. 7429) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7432) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7436) ; *Goux* (*Christian*) (p. 7439, 7440) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7445).
Indépendance de l'information : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7431) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 7434, 7436) ; *Hage* (*Georges*) (p. 7438).
Institut national de la communication audiovisuelle (I. N. C. A.) : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7429) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7430).
Loi sur la communication audiovisuelle : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Charente*) (p. 7429) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7436) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7447).
Magnétoscopes (importations ; taxation) : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7430) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7433) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 7434, 7435) ; *Moreau* (*Louise*) (p. 7439) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 7441, 7442) ; *Loncle* (*François*) (p. 7444) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7447).
Quatrième chaîne : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7433) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 7435, 7436) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7446).
Radios locales privées : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7437) ; *Hage* (*Georges*) (p. 7438) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7445).
Rapport Dahan : *Madelin* (*Alain*) (p. 7435).
Redevance télévision : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7433).
Ressources publicitaires de la presse : *Mercieca* (*Paul*) (p. 7441) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 7441).
Ressources publicitaires de la télévision : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7433) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 7443) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7447).
Retransmissions télévisées de films : *Madelin* (*Alain*) (p. 7434) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7446, 7447).
Retransmission télévisée du débat parlementaire : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7431) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 7445).
Retransmissions sportives à la télévision : *Bocquet* (*Alain*) (p. 7431).
Satellite de diffusion : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7431) ; *Moreau* (*Louise*) (p. 7439) ; *Loncle* (*François*) (p. 7443) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7446, 7447).
Service juridique et technique de l'information (S. J. T. I.) : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Charente*) (p. 7429).
Société française de production (S. F. P.) : *Bocquet* (*Alain*) (p. 7430) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 7432) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 7434).
Sourds et malentendants (émissions sous-titrées pour les —) : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Moreau* (*Louise*) (p. 7439) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 7444) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7449).
T. V. A. sur la presse : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Charente*) (p. 7430) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 7441).
Zones d'ombres (équipement des —) : *Forgues* (*Pierre*) (p. 7428).

Procédure des questions.

Agence France-Presse : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 7453) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7453).
Communication par câbles : *Toubon* (*Jacques*) (p. 7454, 7455).
Décentralisation de l'audiovisuel et sociétés régionales de radio et de télévision : *Bonnet* (*Alain*) (p. 7449) ; *Richard* (*Alain*) (p. 7453) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7449, 7453, 7454).
Haute autorité de l'audiovisuel : *Toubon* (*Jacques*) (p. 7454, 7455) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7454).
Indépendance de l'information : *Loncle* (*François*) (p. 7449) ; *Nungesser* (*Roland*) (p. 7454).
Langlois (Bernard) : *Loncle* (*François*) (p. 7449).
Magnétoscopes (taxation) : *Bonnet* (*Alain*) (p. 7448, 7449) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 7454) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7455) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7448, 7455).
Publicité à F. R. 3 : *Bonnet* (*Alain*) (p. 7448) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 7449).
Sourds et malentendants (sous-titrage d'émissions pour les —) : *Fillioud* (*Georges*) (p. 7448, 7449).

Examen des crédits (p. 7455).
Crédits du ministère de la communication inscrits à la ligne « Services du Premier ministre : I. Services généraux. »

Etat B. — Titre III (p. 7456) : amendement n° 227 de M. Alain Madelin (réduction des crédits affectés au parc automobile de la haute autorité) ; indépendance et rôle de la haute autorité ; procédure de saisine ; amendement n° 227 : rejeté ; amendement n° 185 de M. Alain Madelin (réduction des crédits affectés à la commission consultative des radios privées) ; autorisation accordée aux radios locales privées ; amendement n° 185 : rejeté (p. 7557) ; amendement n° 186 de M. Alain Madelin (réduction des crédits de l'Agence France-Presse) ; tarification des services de l'Agence France-Presse ; rapport de M. Alain Bocquet préconisant l'embauche préférentielle de journalistes de sensibilité de gauche ; ressources de l'A.F.P. ; amendement n° 186 : rejeté (p. 7558) ; amendement n° 184 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (réduction des crédits affectés au service d'information et de diffusion) ; campagne gouvernementale : « Les yeux ouverts » ; amendement n° 184 : rejeté (p. 7459) ;

— titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés.

Etat E annexé à l'article 44.

Ligne 60 : adoptée (p. 7460).

Ligne 61 : amendements n° 176 de M. Georges Tranchant, n° 187 de M. Alain Madelin et n° 208 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la taxe pour droit d'usage des magnétoscopes) ; qualification juridique du magnétoscope ; industrie française des magnétoscopes ; propos hostiles à la taxation tenus par MM. François Mitterrand, Pierre Beregovoy et Georges Fillioud ; injustice de la taxe sur les magnétoscopes ; absence de discussion de fond sur la taxe sur les magnétoscopes ; procédure juridique de création de la taxe ; usage des magnétoscopes ; risques d'aggravation des inégalités que comporte la taxe (p. 7461) ; amendements n° 176, n° 187 et n° 208 : rejetés par scrutin public ;

— ligne 61 : adoptée.

Ligne 62 : adoptée.

Article 44 : adopté.

Article 50 : amendement n° 218 de M. Alain Madelin (suppression de cet article) ; confusion de la taxe sur les magnétoscopes dans une redevance unique ; inégalité de cette présentation ; absence de comptabilité distincte en ce qui concerne la taxe sur les téléviseurs et la taxe sur les magnétoscopes (p. 7462) ; amendement n° 218 rejeté ; amendement n° 209 de M. François d'Aubert (substituant aux mots : « du produit des taxes », les mots : « du produit de la taxe » dans le premier alinéa de l'article 50) : devenu sans objet ; amendement n° 210 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (existence de deux taxes) ; taxation indirecte des importations de magnétoscopes équivalente à un droit de douane ; rejeté (p. 7463) ; amendement n° 188 de M. Alain Madelin et n° 189 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des crédits affectés à l'établissement public de diffusion correspondant aux activités de brouillage) ; illégalité du brouillage ; attitude du Gouvernement précédent face aux radios libres (p. 7464) ; amendements n°s 188 et 189 rejetés ; amendement n° 192 de M. Alain Madelin (réduction des crédits affectés à la Société nationale de radiodiffusion et destinés à des actions de décentralisation radiophonique) ; brouillage : rejeté (p. 7464) ; amendement n° 211 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (réduction du montant affecté à la Société nationale de radiodiffusion et affectation d'une même somme à la première société nationale de télévision) : rejeté ; amendement n° 191 de M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de radiodiffusion et affectation d'une même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté ; amendement n° 212 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de radiodiffusion et affectation d'une même somme à l'établissement public de diffusion) : rejeté ; amendement n° 190 de M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de radiodiffusion et affectation d'une même somme à l'établissement public de diffusion) ; absence de publicité des travaux du service d'observation des programmes (S.O.P.) ; document « Poperen » ; amendement n° 190 : rejeté ; amendement n° 213 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de radiodiffusion et affectation de la même somme à l'établissement public de diffusion) ; quatrième chaîne ; amendement n° 213 : rejeté ; amendement n° 214 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de radiodiffusion et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté (p. 7465) ; amendement n° 193 de M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la première société nationale de télévision et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) ; absence de publicité des travaux du service d'observation des programmes : rejeté ; amendement n° 219 de M. Alain Madelin (tendant à réduire la participation de la première société nationale de télévision à la société de commercialisation à l'étranger) : rejeté ; amendement n° 194 de M. Alain Madelin (tendant à réduire la participation de la deuxième société nationale de télévision à la société de commercialisation à l'étranger) : rejeté ; amendement n° 220 de M. Alain Madelin (tendant à réduire le montant des crédits affectés à la deuxième société nationale de télévision et affectation de la même somme à l'établissement public de diffusion) ; installation de la quatrième chaîne ; modalités d'association du cinéma à la quatrième chaîne de télévision ; amendement n° 220 : rejeté ; amendement n° 196 de M. Alain Madelin (réduction des crédits de la société régionale de télévision) : rejeté ; amendement n° 221 de M. Alain Madelin (réduction des crédits affectés à la société nationale chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales de télévision et affectation de la même somme pour moitié à la première et à la deuxième sociétés nationales de télévision) ; caractère partisan de « Soir 3 » ; amendement n° 221 : rejeté ; amendement n° 195 de M. Alain Madelin (réduction du montant affecté à la société nationale chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales de télévision et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté (p. 7466) ; amendement n° 222 de M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la société nationale chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales de télévision et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté ; amendement n° 233 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 7467) ; amendement n° 197 de M. Alain Madelin (suppression des crédits affectés à la Société nationale de production ; équilibre budgétaire de la Société française de production) ; contraintes d'achat imposées aux chaînes pour maintenir la Société française de production ; place de la Société française de production dans la loi du 7 août 1974 ; licenciements ; qualité de la production nationale ; coûts de la production nationale ; amendement n° 233 : rejeté ; amendement n° 216 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de production et affectation d'une même somme par moitié à la première et à la deuxième sociétés nationales de télévision) : rejeté ; amendement n° 198 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de production et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté ; amendement n° 215 de M. François d'Aubert (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de production et affectation de la même somme à la société nationale chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales de télévision) ; retiré par M. Alain Madelin ; amendement n° 223 de M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la Société nationale de production et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté ; amendement n° 200 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Alain Madelin (réduction des crédits destinés à l'Institut national de la communication audiovisuelle) : rejeté ; amendement n° 199 de M. Alain Madelin (réduction des crédits affectés à l'Institut national de la communication audiovisuelle et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) ; rôle de l'Institut national de la communication audiovisuelle en matière de dépôt légal et d'archivage des œuvres vidéo ; amendement n° 199 : rejeté ; amendement n° 224 de M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à l'Institut national de la communication audiovisuelle et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté (p. 7468) ; amendement n° 217 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la société nationale de radiodiffusion extérieure et affectation de la même somme par moitié à la première et à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté ; amendement n° 248 de M. Alain Madelin (réduction du montant des crédits affectés à la société nationale de radiodiffusion extérieure et affectation de la même somme à l'établissement public de diffusion) : rejeté ; amendement n° 202 de M. Alain Madelin (diminution du produit attendu des recettes de publicité) ; introduction de la publicité à F.R. 3 : rejeté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté (p. 7469).

Après l'article 50 : amendement n° 225 du Gouvernement (modification de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle pour tenir compte de la taxe sur les magnétoscopes) ; extension aux magnétoscopes de l'ensemble des dispositions existant pour les récepteurs de télévision ; sous-amendement n° 235 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (maintien de l'article 62 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté ; sous-amendement n° 236 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (excluant les appareils dotés d'une prise permettant un raccordement à une caméra pour magnétoscopes du champ d'application de la taxe sur les magnétoscopes) : rejeté ; sous-amendement n° 237 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (excluant les appareils dotés d'un système incorporé de prise de vue du champ d'application de la taxe sur les magnétoscopes) : rejeté (p. 7470) ; sous-amendements n° 252 de M. Alain Madelin et n° 253 de M. Georges Tranchant (limitant à une seule redevance par foyer la taxation de la télévision et du magnétoscope) : rejetés ; sous-amendement n° 238 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du troisième alinéa de l'amendement n° 225) ; taux de la taxe sur les magnétoscopes ; probabilité d'une fraude à la taxe ; caractère indécelable de la possession d'un magnétoscope ; sous-amendement n° 238 : rejeté (p. 7471) ; sous-amendements n° 239 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 254 de M. Georges Tranchant (suppression du quatrième alinéa de l'amendement n° 225) ; sous-amendement n° 254 : retiré ; sous-amendement n° 238 : rejeté ; sous-amendement n° 240 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de l'amendement n° 225) ; prise de position du ministre de la culture hostile à la taxe sur les magnétoscopes ; possibilité de création d'une vignette à l'achat des magnétoscopes ; sous-amendement n° 240 : rejeté (p. 7472) ; sous-amendement n° 241 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (exclusion des cassettes du champ d'application de la taxe) : adopté ; amendement n° 225, ainsi modifié, adopté (p. 7473).

CONSOMMATION

Discussion générale [19 novembre 1982] (p. 7473).

Associations de consommateurs : *Cornette* (*Maurice*) (p. 7474) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 7475) ; *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7476) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7477, 7478).

Centres locaux d'information sur les prix : *Beltrame* (*Serge*) (p. 7473) ; *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7477).

Contrats de qualité : *Mesmin* (*Georges*) (p. 7475) ; *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7477) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7479).
Création du ministère (et autonomie du fascicule budgétaire) : *Beltrame* (*Serge*) (p. 7473, 7474) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7477).
Institut national de la consommation (I.N.C.) : *Beltrame* (*Serge*) (p. 7473) ; *Cornette* (*Maurice*) (p. 7474) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 7475) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 7475) ; *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 7477) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7477, 7478).
Prévention des accidents domestiques : *Beltrame* (*Serge*) (p. 7473) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 7475).
Prix (blocage, contrôle et formation des —) : *Cornette* (*Maurice*) (p. 7474) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7476) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7478).
Reconquête du marché intérieur : *Bocquet* (*Alain*) (p. 7476) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7478).
Répression des fraudes (service de la —) : *Beltrame* (*Serge*) (p. 7473) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7479).
Revue « 50 millions de consommateurs » : *Frachon* (*Martine*) (p. 7475) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 7476).

Examen des crédits (p. 7479).

Etat B. — Titre III : adopté (p. 7479).

Titre IV : amendement n° 256 du Gouvernement (tendant à présenter les subventions allouées aux associations de consommateurs en deux chapitres distincts) : adopté ;
— titre IV, ainsi modifié, adopté.

Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 7480).

CULTURE

Discussion générale [3 novembre 1982] (p. 6636).
Action internationale. *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637) ; *Gallo* (*Max*) (p. 6640) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 6651).
Afflux vers la France de nombreux créateurs : *Lang* (*Jack*) (p. 6642) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643).
Art lyrique - Opéra de Paris : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6645, 6646).
Artistes (statut des —) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643).
Audiovisuel-télévision : *Bas* (*Pierre*) (p. 6648) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 6649, 6650) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 6651) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6652).
Bibliothèque nationale : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637).
Bibliothèques : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6645).
Centre national des arts plastiques : *Bas* (*Pierre*) (p. 6647).
Cinéma : *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6638, 6639) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6652) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 6652, 6653).
Coordination interministérielle : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6641) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6645) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 6651).
Création artistique : *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6638) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643).
Danse : *Bernard* (*Roland*) (p. 6650).
Décentralisation (dotation régionale culturelle, conventions) : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6644, 6645) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 6647).
Décentralisation (rééquilibrage entre Paris et la province) : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637, 6651) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6639) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6642) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6644) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 6650) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 6651).
Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques : *Gallo* (*Max*) (p. 6640).
Discours de Jack Lang à Mexico : *Hermier* (*Guy*) (p. 6646).
Education artistique : *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6638) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6641) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6645) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 6648) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 6652, 6653).
« Emplois culturels » : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6636, 6637) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6638) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6645) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 6647).
Etat-secteur public : *Lang* (*Jack*) (p. 6641) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6645) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6646) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 6647, 6648, 6649) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 6651).
Exposition universelle de 1989 : *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6639) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6642).
Fonds d'action culturelle : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637).
Grands projets parisiens : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6638) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6639) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6642) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6644) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6646) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 6648) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 6651).
Importation d'instruments de musique : *Lang* (*Jack*) (p. 6640).
Industries culturelles (économie et culture) : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6640, 6641) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643, 6644) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 6649) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 6652).
« Latinité » : *Gallo* (*Max*) (p. 6640).
Musées : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6644).
Musique : *Lang* (*Jack*) (p. 6641) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 6652, 6653).
Nouveaux modes de production culturelle : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6638) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6645) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 6648) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 6649) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 6650) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6652).
Ouverture vers de nouveaux publics : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6638) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 6638) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6641, 6642) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6644) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 6650).
Rigueur budgétaire et progression des crédits de la culture : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6636) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6640) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6644) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6646) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 6651).
Subventions aux établissements publics culturels : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637).
Théâtres privés : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 6637).
Vote favorable du groupe socialiste : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 6643).

Procédure des questions (p. 6653).

Action culturelle en milieu rural : *Tavernier* (*Yves*) (p. 6654, 6655) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6655).
Cinéma : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 6658) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6659).
Cultures régionales (rapport Giordan) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 6655) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6655, 6656).
Décentralisation culturelle (conventions Etat-régions, financement) : *Perrut* (*Francisque*) (p. 6656) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6656, 6659, 6660) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6659).
Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques et action internationale (répartition des compétences entre le ministère de la culture et le ministère des relations extérieures) : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6657) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6657, 6658).
Grands projets parisiens et provinciaux : *Colonna* (*Jean-Hugues*) (p. 6653, 6654) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6654).
Lecture publique - bibliothèques : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 6653) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6653).
Musée des monuments français et conservation du patrimoine monumental français : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 6656, 6657) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6657).
Musique (conservatoires et écoles de ; recrutement des directeurs et professeurs) : *Pinte* (*Etienne*) (p. 6658) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6658).
Musique (conservatoires et écoles de ; subventions aux collectivités locales) : *Pinte* (*Etienne*) (p. 6657) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6657).
Opéra populaire de la Bastille : *Colonna* (*Jean-Hugues*) (p. 6654) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6654).
Subventions aux centres d'action culturelle et aux maisons de la culture : *Dollo* (*Yves*) (p. 6654) ; *Lang* (*Jack*) (p. 6654).

Examen des crédits (p. 6660).

Crédits inscrits à la ligne « Culture ».

Etat B. — Titre II : amendement n° 72 de M. François d'Aubert (réduction des crédits destinés à la création d'emploi en faveur des bibliothèques centrales de prêt) ; situation des bibliothèques centrales de prêt ; transfert de charges vers les collectivités locales ; insuffisance du personnel ; amendement n° 72 : rejeté ; amendement n° 73 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés aux « dépenses informatiques ») (p. 6660) : rejeté ; amendement n° 74 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés à la restauration des œuvres des grands prix de Rome) ; « chasse aux sorcières » ; « démission » de M. Musi du poste de directeur de l'école des beaux-arts ; amendement n° 74 : rejeté ; amendement n° 75 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés à la Comédie-Française) ; nomination de M. Vincent au poste d'administrateur à la Comédie-Française (p. 6661) ; bilan de la gestion du théâtre de Strasbourg par M. Vincent ; amendement n° 75 : rejeté ; amendement n° 62 de M. Alain Madelin (réduction des

crédits prévus pour la mise en place du médiateur du cinéma) : rejeté ; amendement n° 57 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réduction des crédits relatifs à l'enseignement artistique dans les régions) ; nécessité d'une prise en charge progressive par l'Etat des dépenses en matière d'enseignement artistique ; subventions aux écoles d'art (p. 6662) ; amendement n° 57 : rejeté ; amendement n° 76 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés à la création du Centre national des arts plastiques) ; « étatisme » ; « démission du ministre » ; cumul des fonctions de directeur du Centre national des arts plastiques et de délégué des arts plastiques ; organisation et fonctionnement du C.N.A.P. (p. 6663) ; amendement n° 76 : rejeté ;

— titre III, adopté.

Titre IV : amendement n° 58 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (suppression des crédits consacrés à la création d'emplois communaux de bibliothécaires et de sous-bibliothécaires) ; situation des bibliothèques centrales de prêt ; charges pesant sur les collectivités locales ; amendement n° 58 : adopté (p. 6664) ; amendement n° 77 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés à l'exposition universelle de 1989) ; financement de la préparation de l'exposition universelle ; participation éventuelle de la ville de Paris ; amendement n° 77 : rejeté ; amendement n° 63 de M. Alain Madelin (réduction des crédits destinés aux interventions publiques dans le domaine du cinéma) ; « position dominante » de la télévision d'Etat sur le cinéma ; amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 64 de M. Alain Madelin (réduction des crédits consacrés aux interventions publiques dans le domaine de l'audiovisuel notamment en matière de création) ; redevance sur les magnétoscopes (p. 6665) ; amendement n° 64 : rejeté ; amendement n° 78 de M. François d'Aubert (réduction des crédits destinés aux grandes opérations parisiennes de prestige) ; opéra de la Bastille ; opération d'Orsay ; amendement n° 78 : rejeté ; amendement n° 80 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés aux actions en milieu scolaire dans le domaine du cinéma) (p. 6666) : rejeté ; amendement n° 79 de M. François d'Aubert (réduction des crédits destinés aux interventions dans le domaine de l'audiovisuel) ; relations entre la télévision et le cinéma ; amendement n° 79 : rejeté ; amendement n° 81 de la commission (réduction des crédits relatifs aux activités internationales) ; défense de la francophonie ; « débarbouzification » (p. 6667) ; amendement n° 81 : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Jean-Jack Queyranne ; amendement n° 82 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés aux actions en milieu rural) ; présentation budgétaire ; nécessité d'individualiser les actions en milieu rural ; amendement n° 82 : rejeté ; amendement n° 83 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés au fonds d'intervention culturelle) (p. 6668) : rejeté ;

— titre IV, ainsi modifié, adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 65 de M. Alain Madelin (réduction des autorisations de programme destinées à la Bibliothèque nationale) ; décentralisation de la Bibliothèque nationale ; amendement n° 65 : rejeté ; amendement n° 84 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement destinés à l'opéra de la Bastille) : rejeté ; amendement n° 85 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement consacrés aux contrats d'études générales statistiques et de documentation sur la socio-économie de la culture) : rejeté (p. 6669) ;

— autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : amendement n° 86 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement consacrés au parc de la Villette) : rejeté ; amendement n° 87 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 88 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs aux subventions destinées à des associations) : rejeté ; amendement n° 89 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 90 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés au musée d'Orsay) (p. 6670) : rejeté ; amendement n° 91 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à la cité musicale de la Villette) ; rejeté ; amendement n° 92 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme) : retiré ;

— autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés.

Etat D. — Titre III (chapitre 35-20. — Patrimoine monumental : entretien et réparations) : adopté (p. 6671).

DEFENSE ET BUDGET ANNEXE DES ESSENCES

Discussion générale [12 novembre 1982] (p. 7083).

Alliance atlantique : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 7087) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 7099).

Armée de l'air (équipement, notamment Mirage 2000) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7084) ; *Huyghues des Etages* (*Jacques*) (p. 7087) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7092) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 7102) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 7112, 7113) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7115, 7116).

Armée de terre (effectifs) : *Combasteil* (*Jean*) (p. 7089) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7106) ; *Lefranc* (*Bernard*) (p. 7113) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7117).

Armée de terre (*équipements*) : *Combasteil* (*Jean*) (p. 7090) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 7102) ; *Lefranc* (*Bernard*) (p. 7113) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7115, 7116, 7117).

Armement classique (fabrication) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7084) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 7103) ; *Fillon* (*François*) (p. 7108) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7116).

Arme nucléaire stratégique : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7084) ; *Huyghues des Etages* (*Jacques*) (p. 7087) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 7099) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 7103) ; *Lefranc* (*Bernard*) (p. 7113) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7116).

Arme nucléaire tactique : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7084) ; *Huyghues des Etages* (*Jacques*) (p. 7087) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 7095) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 7103) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7116).

Arrêté d'annulation des crédits du 18 octobre 1982, régulation budgétaire : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7083, 7084) ; *Huyghues des Etages* (*Jacques*) (p. 7086) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 7090) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 7092) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 7098, 7099) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 7101) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7105) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 7106) ; *Fillon* (*François*) (p. 7107) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 7110, 7111) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7115).

Arsenaux (personnels des —) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7084) ; *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 7091) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 7106, 7107) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7116).

Budget annexe des essences et entraînement des forces militaires : *Inchauspé* (*Michel*) (p. 7085, 7086) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 7089) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 7089) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7117, 7118).

Direction générale pour l'armement : *Mauger* (*Pierre*) (p. 7088).

Direction générale de la sécurité extérieure : *Mauger* (*Pierre*) (p. 7088).

Etudes et recherches : *Mauger* (*Pierre*) (p. 7089) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 7102) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7115).

Europe (défense de l'—) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7085) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 7099, 7100) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 7103) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 7103) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7106) : *Fillon* (*François*) (p. 7109).

Exportation d'armes : *Rimbault* (*Jacques*) (p. 7107) ; *Fillon* (*François*) (p. 7108) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (Ille-et-Vilaine) (p 7111, 7112).

Femmes militaires : *Patrat* (*Marie-Thérèse*) (p. 7110) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7118).

Formation des personnels : *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 7109).

Gendarmerie : *Aumont* (*Robert*) (p. 7093, 7094) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 7101) ; *Garmendia* (*Pierre*) (p. 7112) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7117).

Industrie d'armement : *Boucheron* (*Jean-Michel*) (Ille-et-Vilaine) (p. 7111) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7116).

Institut des hautes études de la défense nationale (décentralisation de l'—) ; *Huyghues des Etages* (*Jacques*) (p. 7086).

Légion : *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7105).

Loi de programmation et évolution des crédits budgétaires : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7084) ; *Darinot* (*Louis*) (p. 7094) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 7099) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 7102) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7104, 7105) ; *Fillon* (*François*) (p. 7107) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7116).

Lutte contre le terrorisme : *Mauger* (*Pierre*) (p. 7088) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7105) ; *Dessein* (*Jean-Claude*) (p. 7114).

Marine (équipements notamment force océanique stratégique) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 7084, 7085) ; *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 7090, 7091) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 7099) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 7102) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7105) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 7115, 7116).

Marine (personnels) : *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 7090, 7091).

Militaires : *Huyghues des Etages* (*Jacques*) (p. 7087) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 7089) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 7089) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 7100).

Missiles « Hades » : *Darinot* (*Louis*) (p. 7095) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 7106) ; *Hernu* (*Charles*) p. 7116).

Missiles « M 4 » : *Hernu* (*Charles*) (p. 7116).

Politique économique et politique de défense : *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 7086) ; *Combasteil (Jean)* (p. 7089) ; *Darinot (Louis)* (p. 7095) ; *Nilès (Maurice)* (p. 7100) ; *Hernu (Charles)* (p. 7116).
Présence française en Allemagne : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7099, 7100) ; *Gatel (Jean)* (p. 7103, 7104) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 7105, 7106) ; *Fillon (François)* (p. 7109) ; *Hernu (Charles)* (p. 7117).
Priorité à la dissuassion nucléaire : *Darinot (Louis)* (p. 7095) ; *Nilès (Maurice)* (p. 7101) ; *Lancien (Yves)* (p. 7102) ; *Gatel (Jean)* (p. 7103) ; *Fillon (François)* (p. 7108) ; *Hernu (Charles)* (p. 7114, 7115, 7116).
Rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel : *Hamel (Emmanuel)* (p. 7083) ; *Malvy (Martin)* (p. 7083).
Rapport entre les autorisations de programme et les crédits de paiement : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7084) ; *Lancien (Yves)* (p. 7102) ; *Fillon (François)* (p. 7108) ; *Hernu (Charles)* (p. 7117).
Section commune : *Mauger (Pierre)* (p. 7088, 7089).
Service de santé des armées : *Mauger (Pierre)* (p. 7088).
Service national (commissions régimentaires) : *Nilès (Maurice)* (p. 7100) ; *Hernu (Charles)* (p. 7118).
Service national (droit des appelés, contenu du —) : *Combasteil (Jean)* (p. 7089) ; *Darinot (Louis)* (p. 7095) ; *Nilès (Maurice)* (p. 7100, 7101) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 7106) ; *Fillon (François)* (p. 7108) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 7109, 7110) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 7114) ; *Hernu (Charles)* (p. 7118).
Service national (relèvement des soldes et hiérarchisation des prêts des appelés) : *Combasteil (Jean)* (p. 7089) ; *Nilès (Maurice)* (p. 7100) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 7110) ; *Lefranc (Bernard)* (p. 7113) ; *Hernu (Charles)* (p. 7118).
Sous-marins nucléaires lance-engins : *Gourmelon (Joseph)* (p. 7090) ; *Darinot (Louis)* (p. 7095) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 7105) ; *Hernu (Charles)* (p. 7116).
Stratégie indirecte (défense des intérêts extérieurs de la France et forces d'assistance rapide) : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7085) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 7087) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 7090) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 7092) ; *Gatel (Jean)* (p. 7104) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 7114) ; *Hernu (Charles)* (p. 7117).
U. E. O. : *Lagorce (Pierre)* (p. 7087, 7088).
Vote favorable du groupe socialiste : *Tinseau (Luc)* (p. 7113).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Lancien (Yves)* (p. 7103).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7100).

Procédure des questions (p. 7119).

Armée de l'air et industries aéronautiques : *Branger (Jean-Guy)* (p. 7120, 7121) ; *Hernu (Charles)* (p. 7121).
Défense territoriale : rôle de l'armée de terre et de la gendarmerie ; notion de « mobilisation populaire » : *Goulet (Daniel)* (p. 7119) ; *Hernu (Charles)* (p. 7119, 7120).
Forces d'assistance rapide : *Harcourt (Florence d')* (p. 7120) ; *Hernu (Charles)* (p. 7120).
Service national (contenu, durée) : *Harcourt (Florence d')* (p. 7119) ; *Hernu (Charles)* (p. 7110).

Examen des crédits (p. 7121).

Article 31 (*mesures nouvelles, dépenses ordinaires des services militaires*) : amendement n° 144 du Gouvernement (création de 500 postes de gradés de la gendarmerie ; gage : redéploiement de postes et de crédits de fonctionnement) : adopté ; amendement n° 145 du Gouvernement (transfert de 1 268 appelés supplémentaires à la gendarmerie nationale) (p. 7121) : adopté ; amendement n° 151 de M. Yves Lancien (diminution de crédits affectés à la nouvelle direction de protection et de sécurité de la défense) : rejeté ; amendement n° 153 de M. François Fillon (réduction des crédits destinés au service d'information et des relations publiques des armées) ; mission du S. I. R. P. A. (p. 7122) ; amendement n° 153 : rejeté ; amendement n° 149 de M. Emmanuel Hamel (réduction des crédits consacrés au transport des appelés) : rejeté ; amendement n° 154 de M. Yves Lancien (réduction des crédits correspondant au montant de l'indemnité compensatrice versée à la S. N. C. F. pour le transport des appelés) (p. 7123) : retiré ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 (*mesures nouvelles ; dépenses en capital des services militaires*) : amendement n° 146 de M. Yves Lancien (réduction des crédits d'études et de recherche) : retiré (p. 7124) ; amendement n° 147 de M. Yves Lancien soutenu par M. François Fillon (réduction des crédits consacrés aux porte-avions à propulsion nucléaire) : retiré ; amendement n° 148 de M. Yves Lancien (réduction des crédits destinés au 7e S. N. L. E.) : retiré (p. 7125) ;

— article 32, adopté.

Crédits inscrits à l'état D.

Titre III : adopté.

Budget annexe des essences : crédits ouverts à l'article 34 au titre des services votés : adoptés ; autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptées ; crédits inscrits au paragraphe II de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 7126).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion générale [5 novembre 1982] (p. 6791).

Agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer (A. N. T.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 6792) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 6792) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6800, 6801) ; *Sablé (Victor)* (p. 6801) ; *Petit (Camille)* (p. 6805) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814).
Artisanat (primes d'emploi) : *Petit (Camille)* (p. 6805) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6810).
Banane : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797).
Bureau de recherches géologiques et minières (B. R. G. M.) : *Lafleur (Jacques)* (p. 6799) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6812).
Chantiers de développement local : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6799) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814).
Chômage et sous-emploi dans les D. O. M. - T. O. M. : *Pourchon (Maurice)* (p. 6791) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 6792) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 6793, 6794) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Fontaine (Jean)* (p. 6800) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6800) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6803) ; *Petit (Camille)* (p. 6805) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6808) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814).
Création d'une caisse d'investissement : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6810).
« Désengagement » de l'Etat : *Fontaine (Jean)* (p. 6799) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6810, 6815).
Dotation globale d'équipement (D.G.E.) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6809).
F.I.D.O.M. : *Pourchon (Maurice)* (p. 6792) ; *Dousset (Maurice)* (p. 6793) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 6793) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6796) ; *Fontaine (Jean)* (p. 6800) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6809).
Formation des prix outre-mer : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Pen (Albert)* (p. 6806, 6807).
Guadeloupe : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6803) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6811, 6812, 6813).
Guadeloupe (usine de Beauport) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6803) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6804).
Immigration dans les D.O.M. : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6794) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6803).
Incitations fiscales : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6810).
Industrie sucrière : *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Sablé (Victor)* (p. 6802).
Investissements (politique en faveur des —) : *Dousset (Maurice)* (p. 6792) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Fontaine (Jean)* (p. 6800) ; *Petit (Camille)* (p. 6805) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6810, 6811).
Jeunes d'outre-mer : *Brunhes (Jacques)* (p. 6800) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6808).
Liens institutionnels entre les D.O.M.-T.O.M. et la métropole : *Dousset (Maurice)* (p. 6793) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Sablé (Victor)* (p. 6801) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 6804) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6804, 6805) ; *Petit (Camille)* (p. 6805) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6808) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6808).
Logements : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6809).
Martinique (notamment usine du Lareinty) : *Petit (Camille)* (p. 6806) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6813).
Mayotte : *Hory (Jean-François)* (p. 6804, 6805).
Nouvelle-Calédonie : *Pourchon (Maurice)* (p. 6791) ; *Rouquet (René)* (p. 6795) ; *Pidjot (Roch)* (p. 6798) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 6799) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6801) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6812, 6813, 6815).
Nouvelle-Calédonie (société Le Nickel) : *Pidjot (Roch)* (p. 6798) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 6798, 6799) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6801) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6812, 6813).
Pêche : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Sablé (Victor)* (p. 6802) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6813).
Politique agricole : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6813).
Politique de la C.E.E. : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Sablé (Victor)* (p. 6802) ; *Petit (Camille)* (p. 6806) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814).
Politique scolaire et culturelle : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814, 6815).
Polynésie française : *Rouquet (René)* (p. 6795) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 6803, 6804) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6812, 6815).

Protection sociale (indemnisation du chômage) : *Garrouste (Marcel)* (p. 6792) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 6794) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814).

Protection sociale (prestations sociales) : *Garrouste (Marcel)* (p. 6792) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Sablé (Victor)* (p. 6801) ; *Petit (Camille)* (p. 6805, 6806) ; *Pen (Albert)* (p. 6807) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6807) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814).

Réforme foncière : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6797) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 6799) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6811, 6812).

Réunion (île de la) : *Fontaine (Jean)* (p. 6800) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6807, 6808) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6812).

Saint-Pierre-et-Miquelon (îles de) (notamment négociations franco-canadiennes) : *Pen (Albert)* (p. 6806, 6807).

Service militaire adapté (S.M.A.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 6792) ; *Dousset (Maurice)* (p. 6793) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 6793) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6796) ; *Sablé (Victor)* (p. 6801) ; *Petit (Camille)* (p. 6805) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6814).

Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 6801).

Wallis et Futuna : *Rouquet (René)* (p. 6795) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6815).

Examen des crédits (p. 6815).

Crédits inscrits à la ligne départements et territoires d'outre-mer : I. — Section commune.

Etat B. — Titre III : adopté (p. 6815).

Crédits inscrits à la ligne départements et territoires d'outre-mer : II. — Départements d'outre-mer.

Etat B. — Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Crédits inscrits à la ligne départements et territoires d'outre-mer : III. — Départements d'outre-mer.

Etat B. — Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 6816).

ECONOMIE ET FINANCES

I. — Charges communes.

Discussion générale [8 novembre 1982] (p. 6840).

Allocations aux adultes handicapés : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841) ; *Richard (Alain)* (p. 6843) ; *Durbec (Guy)* (p. 6844) ; *Delors (Jacques)* (p. 6844).

Annulation de crédits militaires : *Hamel (Emmanuel)* (p. 6842) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6845).

Caisse nationale de l'industrie et caisse nationale des banques : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841).

Constructions immobilières (mesures destinées à favoriser les) *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841).

Dépenses dans l'atténuation de recettes (dégrèvements et remboursements) *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841).

Dette publique : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841, 6842) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6842) ; *Richard (Alain)* (p. 6843) ; *Delors (Jacques)* (p. 6844).

Dotations aux villes nouvelles : *Richard (Alain)* (p. 6843) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6845).

Emploi (mesures destinées à favoriser l'—) (contrats de solidarité, chômeurs de longue durée...) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841) ; *Richard (Alain)* (p. 6843) ; *Durbec (Guy)* (p. 6844).

Entreprises publiques (investissements, dotations en capital) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6842) ; *Richard (Alain)* (p. 6843) ; *Delors (Jacques)* (p. 6844, 6845).

Fonds national de solidarité : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841) ; *Richard (Alain)* (p. 6843) ; *Durbec (Guy)* (p. 6843).

Garantie des emprunts des sociétés privées d'autoroutes : *Richard (Alain)* (p. 6843) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6845).

Rapatriés : *Durbec (Guy)* (p. 6844).

Rentes viagères : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6841).

Taxe professionnelle : *Richard (Alain)* (p. 6843).

Examen des crédits (p. 6845).

Crédits inscrits à la ligne économie et finances. — I. — Charges communes.

Etat B. — Titre I^er^ : adopté.

Titre II : adopté.

Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 119 de M. Emmanuel Hamel (réduction des crédits consacrés à la participation de l'Etat à divers fonds de garantie) ; contrôle parlementaire (p. 6845) ; fondement de l'augmentation de la dotation du chapitre « participation à divers fonds de garantie » : amélioration de l'environnement financier des entreprises ; amendement n° 119 rejeté ; amendement n° 120 de M. Emmanuel Hamel (réduction des crédits destinés à financer la participation de l'Etat au service d'emprunts à caractère économique) ; rôle du secteur bancaire en matière de financement des entreprises ; intention du Gouvernement de substituer l'octroi de bonifications d'intérêts à l'attribution de prêts directs par l'intermédiaire d'aides ; amendement n° 120 rejeté ;

— Article IV adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 122 de M. Emmanuel Hamel (réduction des crédits consacrés au transfert des locaux du ministères des finances) (p. 6846) : rejeté ; amendement n° 121 de M. Emmanuel Hamel (réduction des crédits consacrés au financement des entreprises publiques ou d'économie mixte) : rejeté ;

— Autorisations de programme du titre V : adoptées ;

— Crédits de paiement du titre V : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme du titre VI : adoptées ; crédits de paiement du titre VI : adoptés (p. 6847).

II. — Services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, budget annexe des monnaies et médailles.

Discussion générale [8 novembre 1982] (p. 6832).

Chambres régionales des comptes et Cour des comptes : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6832) ; *Delors (Jacques)* (p. 6837).

Comptes d'affectation spéciale : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6833).

Comptes de commerce : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6833).

C.O.R.R.I. et C.O.D.E.F.I. : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6834) ; *Delors (Jacques)* (p. 6838).

Décentralisation et planification : *Bellon (André)* (p. 6836) ; *Delors (Jacques)* (p. 6837).

Décision de recourir à la frappe d'une pièce en argent : *Noir (Michel)* (p. 6834) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6836) ; *Delors (Jacques)* (p. 6837).

Direction générale de la concurrence et de la consommation, politique des prix : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6832) ; *Bellon (André)* (p. 6836) ; *Delors (Jacques)* (p. 6837).

Directions régionales du commerce extérieur : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6833) ; *Bellon (André)* (p. 6836).

F.D.E.S. et rôle du secteur bancaire : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6834) ; *Delors (Jacques)* (p. 6838).

I.N.S.E.E. : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6833) ; *Delors (Jacques)* (p. 6837).

Médailles (système de tarification des) : *Noir (Michel)* (p. 6834) ; *Delors (Jacques)* (p. 6837) ;

Monnaies et médailles (absence de comptabilité analytique) : *Noir (Michel)* (p. 6835) ; *Delors (Jacques)* (p. 6838) ;

Monnaies et médailles (octroi d'une subvention d'exploitation) : *Noir (Michel)* (p. 6835) ; *Delors (Jacques)* (p. 6838) ;

Monnaies et médailles (recrutement des personnels) : *Mercieca (Paul)* (p. 6836) ;

Monnaies et médailles (politique commerciale) : *Noir (Michel)* (p. 6835) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6836) ; *Delors (Jacques)* (p. 6838) ;

Union des groupements d'achats publics (U.G.A.P.) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 6833, 6834) ; *Delors (Jacques)* (p. 6838).

Examen des crédits (p. 6839).

Services économiques et financiers.

Crédits du ministère de l'économie et des finances concernant les services économiques et financiers réservés jusqu'à l'examen du crédit du commerce extérieur ;

Amendement n° 114 de M. Michel Noir (réduction des crédits afin de supprimer la subvention du budget général au budget annexe des monnaies et médailles) ;

Emission de pièces d'argent et politique de l'épargne : amendement n° 114 rejeté (p. 6839).

Comptes spéciaux du Trésor.

A. — Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale :

Article 36 (*services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) : adopté ;

Article 37 (*mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) : adopté.

B. — Opérations à caractère temporaire :

Article 38 (*services votés des opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux du Trésor*) : adopté ;

Article 39 (*mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale*) : adopté ;

Article 40 (*mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes de commerce*) : adopté ;

Article 41 (*mesures nouvelles des comptes d'avance du Trésor*) : adopté ;

Article 42 (*mesures nouvelles des comptes de prêts*) : adopté ;

Article 43 (*clôture du compte de prêts au Crédit foncier de France pour faciliter la régulation du marché hypothécaire*) : adopté.

Budget annexe des monnaies et médailles.

Crédits ouverts à l'article 34 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

III. — Budget, budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales.

Discussion générale [8 novembre 1982] (p. 4847).

Contrôle parlementaire et parafiscalité : *Mercieca (Paul)* (p. 6849).

C.O.R.E.M. (Comité de coordination des centres de recherche en mécanique) : *Mercieca (Paul)* (p. 6849).

Imprimerie nationale (notamment problèmes de la sous-traitance, des personnels, des techniques nouvelles, de l'utilisation du papier recyclé, annuaires téléphoniques) : *Mestre (Philippe)* (p. 6848) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6851).

Informatisation des services du ministère du budget : *Jans (Parfait)* (p. 6847, 6848) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6851).

Insuffisance des effectifs des services du ministère du budget : *Jans (Parfait)* (p. 6847).

Lutte contre l'évasion des capitaux et la fraude fiscale : *Jans (Parfait)* (p. 6848) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6850, 6851).

Mensualisation des pensions : *Jans (Parfait)* (p. 6848).

Rapport Vidal sur le transfert des services du ministère des finances de la rue de Rivoli à la rue de Bercy : *Jans (Parfait)* (p. 6847).

Sections d'ordre et de documentation : *Jans (Parfait)* (p. 6848).

Taxe de nuisance des aéroports : *Mercieca (Paul)* (p. 6849, 6850).

Taxe sur les granulats : *Mercieca (Paul)* (p. 6849).

Taxe sur les lubrifiants : *Mercieca (Paul)* (p. 6849).

Unigrains (union financière pour le développement de l'économie céréalière) : *Mercieca (Paul)* (p. 6849).

Examen des crédits (p. 6851).

Crédits inscrits à la ligne économie et finances. — III. — Budget.

Etat B. — Titre III : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme du titre V : adoptées ; crédits de paiement du titre V : adoptés.

Crédits du budget annexe de l'Imprimerie nationale :

Crédits ouverts à l'article 34 au titre de services votés : adoptés ; autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adopté (p. 6851) ;

Taxes parafiscales :

Article 44 (*perception des taxes parafiscales et Etat E*) (p. 6852 à 6864).

Lignes 1 à 66 de l'Etat E (à l'exception des lignes 60, 61 et 62 concernant la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision, la taxe pour droit d'usage des appareils de reproduction de documents autdiovisuels, la taxe sur les recettes de publicité radiodiffusée et télévisée qui sont réservées jusqu'à l'examen des crédits concernant la radiotélévision) : adoptées ;

Vote sur l'article 44 réservé jusqu'à l'examen des crédits concernant la radiotélévision (p. 6864) ;

EDUCATION NATIONALE

Discussion générale [4 novembre 1982] (p. 6728), [5 novembre 1982] (p. 6738-6759).

Adaptation scolaire et éducation spécialisée : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 6752) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6755).

Associations sportives, scolaires et universitaires : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6734) ; *Savary (Alain)* (p. 6764).

Auxiliaires et titularisation : *Mortelette (François)* (p. 6728-6729) ; *Valroff (Jean)* (p. 6738) ; *Haby (René)* (p. 6740) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6742) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 6747) ; *Delehedde (André)* (p. 6748) ; *Guyard (Jacques)* (p. 6756) ; *Savary (Alain)* (p. 6757).

Bourses scolaires : *Brunhes (Jacques)* (p. 6732) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6733) ; *Valroff (Jean)* (p. 6738-6739) ; *Hermier (Guy)* (p. 6741).

Centre de formation d'Amiens : *Barrot (Jacques)* (p. 6745).

C.N.R.S. : *Gantier (Gilbert)* (p. 6730).

Collèges : *Le Gars (Jean)* (p. 6744).

Création d'emplois : *Mortelette (François)* (p. 6728-6729) ; *Derosier (Bernard)* (p. 6730) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6732) ; *Haby (René)* (p. 6739) ; *Hermier (Guy)* (p. 6741) ; *Soum (Renée)* (p. 6744) ; *Delehedde (André)* (p. 6749) ; *Pénicaut (Jean-Pierre)* (p. 6751) ; *Savary (Alain)* (p. 6760-6762).

Décentralisation et dotation globale d'équipement en ce qui concerne les constructions scolaires : *Mortelette (François)* (p. 6729) ; *Derosier (Bernard)* (p. 6731) ; *Delehedde (André)* (p. 6749) ; *Savary (Alain)* (p. 6765).

Ecole normale d'instituteurs (recrutement, formation) : *Mortelette (François)* (p. 6729) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6732) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6734) ; *Hermier (Guy)* (p. 6741) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6742) ; *Soum (Renée)* (p. 6744) ; *Le Gars (Jean)* (p. 6744) ; *Delehedde (André)* (p. 6748) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 6749-6750) ; *Pénicaut (Jean-Pierre)* (p. 6751).

Education musicale et artistique : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6742) ; *Savary (Alain)* (p. 6763).

Education physique et sportive (personnels : recrutement, formation) : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6734) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6742) ; *Pénicaut (Jean-Pierre)* (p. 6751) ; *Lareng (Louis)* (p. 6757).

Education physique et sportive (place dans l'éducation nationale) : *Colonna (Jean-Pierre)* (p. 6733-6734) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 6747) ; *Pénicaut (Jean-Pierre)* (p. 6751-6752) ; *Nilès (Maurice)* (p. 6754) ; *Savary (Alain)* (p. 6764).

Enseignement des cultures et des langues régionales : *Dollo (Yves)* (p. 6750) ; *Savary (Alain)* (p. 6764).

Enseignement pré-élémentaire : *Haby (René)* (p. 6740) ; *Bally (Georges)* (p. 6743) ; *Soum (Renée)* (p. 6744) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 6750) ; *Savary (Alain)* (p. 6760).

Enseignement privé et création d'un grand service public laïc et unifié : *Mortelette (François)* (p. 6728, 6729) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6738) ; *Hermier (Guy)* (p. 6742) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6745, 6746) ; *Delehedde (André)* (p. 6749) ; *Chouat (Didier)* (p. 6752, 6753) ; *Savary (Alain)* (p. 6761, 6762).

Enseignement supérieur (aide sociale aux étudiants) : *Santrot (Jacques)* (p. 6733) ; *Delehedde (André)* (p. 6748) ; *Savary (Alain)* (p. 6762).

Enseignement supérieur (diminution des heures complémentaires) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6729, 6730) ; *Santrot (Jacques)* (p. 6733) ; *Haby (René)* (p. 6739) ; *Hermier (Guy)* (p. 6741) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6742, 6743) ; *Hage (Georges)* (p. 6746) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6757) ; *Savary (Alain)* (p. 6764).

Enseignement supérieur (politique générale) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6729) ; *Santrot (Jacques)* (p. 6732) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6743) ; *Hage (Georges)* (p. 6746) ; *Guyard (Jacques)* (p. 6756) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6757) ; *Savary (Alain)* (p. 6761).

Enseignement supérieur (situation des vacataires, titularisation) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6730) ; *Santrot (Jacques)* (p. 6733) ; *Hage (Georges)* (p. 6746) ; *Delehedde (André)* (p. 6749) ; *Guyard (Jacques)* (p. 6756).

Enseignement technique (notamment lycées d'enseignement professionnel - L.E.P.) : *Derosier* (*Bernard*) (p. 6730) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6733) ; *Valroff* (*Jean*) (p. 6738, 6739) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 6747) ; *Delehedde* (*André*) (p. 6748) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 6750, 6751) ; *Berson* (*Michel*) (p. 6754, 6755) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6761, 6763, 6764).

Etudes médicales : *Lareng* (*Louis*) (p. 6756, 6757).

Formation continue des adultes : *Savary* (*Alain*) (p. 6761, 6762).

Formation continue des enseignants : *Mortelette* (*François*) (p. 6728) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 6747).

Groupe d'aide psycho-pédagogique (G.A.P.P.) : *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 6752).

Inspection générale et inspection départementale : *Haby* (*René*) (p. 6740) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 6745).

Livres scolaires : *Mortelette* (*François*) (p. 6728) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 6731).

Lutte contre les inégalités et l'échec scolaire : *Derosier* (*Bernard*) (p. 6730, 6731) ; *Colonna* (*Jean-Hugues*) (p. 6733) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6741, 6742) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 6747) ; *Delehedde* (*André*) (p. 6749) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6760).

Mutations : *Haby* (*René*) (p. 6740) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6741) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 6745) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 6747) ; *Delehedde* (*André*) (p. 6749) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 6756).

Personnel non enseignant : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6732) ; *Valroff* (*Jean*) (p. 6738) ; *Haby* (*René*) (p. 6739) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6742) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 6755).

Recherche universitaire : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 6730, 6733) ; *Santrot* (*Jacques*) (p. 6733) ; *Delehedde* (*André*) (p. 6749) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 6756) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 6757).

Redéfinition du service des enseignants : *Mortelette* (*François*) (p. 6728) ; *Haby* (*René*) (p. 6739, 6740).

Réduction des crédits de fonctionnement des établissements : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6742) ; *Le Gars* (*Jean*) (p. 6744, 6745) ; *Delehedde* (*André*) (p. 6748).

Remplacement d'enseignants absents : *Mortelette* (*François*) (p. 6729) ; *Delehedde* (*André*) (p. 6748) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6762).

Rentrée scolaire de 1982 : *Mortelette* (*François*) (p. 6728) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6732) ; *Haby* (*René*) (p. 6740) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 6741) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 6745) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6763).

Séquences éducatives en entreprise : *Zarka* (*Pierre*) (p. 6751).

Stages de réinsertion : *Le Foll* (*Robert*) (p. 6755).

Taxe d'apprentissage : *Valroff* (*Jean*) (p. 6739).

Travail à mi-temps : *Savary* (*Alain*) (p. 6763).

Transports scolaires : *Lassalle* (*Roger*) (p. 6753, 6754) ; vote favorable du groupe communiste : *Hermier* (*Guy*) (p. 6741) ; vote favorable du groupe socialiste : *Valroff* (*Jean*) (p. 6739) ; *Berson* (*Michel*) (p. 6755).

Zones d'éducation prioritaires : *Chaigneau* (*Colette*) (p. 6747, 6748).

Procédure des questions (p. 6765).

Centre linguistique appliqué de Besançon et enseignement du français comme langue étrangère : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6773) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6773, 6774).

Centres d'information et d'orientation (C. I. O.) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 6772, 6773) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6773).

Classes préparatoires : *Durr* (*André*) (p. 6765) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6766).

Constructions scolaires : *Dutard* (*Lucien*) (p. 6772) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6772).

Constructions scolaires en Ile-de-France : *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 6773) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6773).

Démographie scolaire et fermeture d'écoles : *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 6767, 6768) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6768).

Démographie scolaire et insuffisance des effectifs enseignants : *Nungesser* (*Roland*) (p. 6766) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6766, 6767, 6771) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6771).

Disciplines scolaires : éducation manuelle et technique : *Frachon* (*Martine*) (p. 6769) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6769).

Education physique et sportive : *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 6772) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6772).

Enseignement des cultures et des langues régionales : *Koehl* (*Emile*) (p. 6770) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6770).

Enseignement technique long (développement des classes B. T. S.) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6769) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6769).

Enseignement artistique : *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 6766) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 6771).

Equipement des lycées techniques - plan machine-outil : *Durr* (*André*) (p. 6765) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6766-6769-6770) ; *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 6766) ; *Bateux* (*Jean-Claude*) (p. 6769).

Gratuité scolaire (notamment bourses pour les étudiants) : *Hage* (*Georges*) (p. 6770-6771) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6771).

Personnels de l'enseignement supérieur travaillant en coopération : *Sprauer* (*Germain*) (p. 6767) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6767).

Remplacement des enseignants : *Proveux* (*Jean*) (p. 6767) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6767-6770-6771-6772) ; *Desanlis* (*Jean*) (p. 6770) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 6771).

Rythmes scolaires : *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 6768) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6768-6769).

Taxe d'apprentissage : *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 6766) ; *Durr* (*André*) (p. 6766) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6766).

Zones d'éducation prioritaires : *Chouat* (*Didier*) (p. 6768) ; *Savary* (*Alain*) (p. 6768).

Examen des crédits (p. 6774) ;

Etat B. — Titre III : amendement n° 10 de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits destinés à l'inspection générale d'éducation physique et sportive) ; intégration de l'éducation physique et sportive dans l'éducation nationale ; amendement n° 10 rejeté ; amendement n° 11 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réduction des crédits destinés à la création de postes de professeurs adjoints et de professeurs certifiés) ; procédure d'intégration des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive (p. 6774) ; nécessaire « rééquilibrage » entre le corps des professeurs adjoints et celui des professeurs certifiés d'éducation physique et sportive ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 12 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réduction des crédits destinés aux associations sportives, scolaires et universitaires) ; **rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** ; amendement n° 12, rejeté ;

— titre III, adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 112 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de palement consacrés à l'enseignement universitaire) (p. 6775) : retiré ; autorisations de programme, adoptées ;

— crédits de paiement, adoptés.

Titre VI : amendement n° 113 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à l'enseignement universitaire) : retiré ;

— autorisations de programme, adoptées ;

— crédits de paiement, adoptés (p. 6776).

Après l'article 72 : amendement n° 99 du Gouvernement (conditions de titularisation des vacataires de l'enseignement) ; position du Gouvernement à l'égard de l'enseignement privé ; abstention des groupes U. D. F. et R. P. R. ; amendement n° 99 ; adopté (p. 6777) ; amendement n° 13 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (prévoyant que le Gouvernement déposera sur le bureau des assemblées un rapport sur la mise en œuvre du programme d'intégration des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive) : rejeté (p. 6778).

ENVIRONNEMENT

Discussion générale [15 novembre 1982] (p. 7198).

Annulation de crédits au titre de l'année 1982 : *Pinte* (*Etienne*) (p. 7200, 7201).

Associations pour la défense de la nature et de l'environnement : *Rieubon* (*René*) (p. 7199) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 7206).

Contrats de rivière : *La Combe* (*René*) (p. 7201) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7209) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 7211).

Coopération internationale : *Crépeau* (*Michel*) (p. 7213).

Décentralisation et dotation globale d'équipement : *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 7207) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 7212).

Déchets des ménages et décharges sauvages : *La Combe* (*René*) (p. 7201).

Eau (facture d') : *Crépeau* (*Michel*) (p. 7211, 7213).

Eau (sociétés distributrices d') : *Jarosz* (*Jean*) (p. 7203) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 7212).

Eaux (assainissement et épuration des) : *Rieubon* (*René*) (p. 7199) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 7200) ; *La Combe* (*René*) (p. 7202) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 7206) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 7212).

Eaux (lutte contre la pollution des) : problème de l'eau potable : *Rieubon* (*René*) (p. 7199) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 7200) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 7203) ; *Nungesser* (*Roland*) (p. 7205) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 7206) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 7207) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 7211).

Eaux (pollution par les engrais agricoles des) : *Pinte (Etienne)* (p. 7200) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7203, 7204) ; *Tavernier (Yves)*, p. 7206).

Enquête publique et études d'impact : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 7207) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 7209).

Faiblesse des crédits : *Rieubon (René)* (p. 7199) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7200) ; *Nungesser (Roland)* (p. 7205) ; *Tavernier (Yves)* (p. 7206) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 7207) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7210, 7211, 7213).

Fleuves (pollution des) : *Rieubon (René)* (p. 7199) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7200) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7211).

Fleuves (prévention d'inondations) : *Rieubon (René)* (p. 7199) ; *Tavernier (Yves)* (p. 7206) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7213).

Fonds spécial de grands travaux et politique de l'environnement : *Pinte (Etienne)* (p. 7201) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7211).

Forêts : *Rieubon (René)* (p. 7199) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7204) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7212).

Lutte contre le bruit : aéroports : *Nungesser (Roland)* (p. 7205) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7211).

Lutte contre le bruit, conseil national du bruit : *Rieubon (René)* (p. 7199) ; *La Combe (René)* (p. 7202, 7203) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7204) ; *Nungesser (Roland)* (p. 7205) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 7207, 7208) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7211, 7213).

Lutte contre le bruit : deux-roues : *La Combe (René)* (p. 7202) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7211).

Lutte contre le bruit : périphérique de Paris : *Neiertz (Véronique)* (p. 7208) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7211).

Parcs nationaux et régionaux : *La Combe (René)* (p. 7201) ; *Tavernier (Yves)* (p. 7206) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7213).

Pêche et chasse : *La Combe (René)* (p. 7201) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 7209) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7211).

Politique contractuelle avec E. D. F. : *La Combe (René)* (p. 7201) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7212).

P. O. S. et espaces verts : *Nungesser (Roland)* (p. 7205).

Protection du littoral et conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : *Rieubon (René)* (p. 7199) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7200) ; *Nungesser (Roland)* (p. 7205) ; *Lengagne (Guy)* (p. 7208, 7209) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7212, 7213).

Recherche scientifique et technique : *Rieubon (René)* (p. 7199) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 7209) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7212).

Suppression de la taxe parafiscale sur les lubrifiants et récupération des huiles usagées : *Rieubon (René)* (p. 7199).

T.G.V. Atlantique : *Crépeau (Michel)* (p. 7210).

Vote favorable du groupe communiste : *Jarosz (Jean)* (p. 7204).

Vote favorable du groupe socialiste : *Tavernier (Yves)* (p. 7207) ; *Lengagne (Guy)* (p. 7209).

Vote favorable des radicaux de gauche : *Bailet (Jean-Michel)* (p. 7210).

Procédure des questions (p. 7213).

Aménagement du bassin de la Loire (protection contre les crues) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 7215) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7215).

Chasse (acceptation, contrôle) : *Pénicaut (Jean-Pierre)* (p. 7216) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7216).

Collecte des déchets hospitaliers : *Bateaux (Jean-Claude)* (p. 7217) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7218).

Contrats de rivières : *Pistre (Charles)* (p. 7216) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7217).

Décentralisation et déconcentration et politique de l'environnement : *Charles (Serge)* (p. 7214) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7214).

Déchets en provenance de Séveso : *Mesmin (Georges)* (p. 7220) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7220).

Enquête publique et étude d'impact : *Charles (Serge)* (p. 7215) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7215, 7217) ; *Durupt (Job)* (p. 7217).

Espaces verts urbains et périurbains, urbanisation : *Mesmin (Georges)* (p. 7218) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7219).

Installation nucléaire : *Charles (Serge)* (p. 7215).

Parcs naturels régionaux et nationaux : *Micaux (Pierre)* (p. 7219) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7219).

Politique de la montagne : *de Caumont (Robert)* (p. 7218) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7218).

Pollution de l'air, notamment à Metz : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7214. 7215) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7215).

Pollution des eaux par les engrais agricoles : *Pistre (Charles)* (p. 7216) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7217).

Pollution des eaux par les usines (contrats de branche) : *Pistre (Charles)* (p. 7216) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7216).

Pollution du Rhin et de la Moselle : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7214) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7214).

Proposition de création d'une agence nationale contre le bruit : *Mesmin (Georges)* (p. 7220) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7220).

Récupération des vieux papiers : *Bateux (Jean-Claude)* (p. 7217) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7218).

Examen des crédits (p. 7220) ;

Crédits inscrits à la ligne « Environnement ».

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme, adoptées ; crédits de paiement, adoptés.

Titre VI : autorisations de programme, adoptées ; crédits de paiement, adoptés (p. 7220).

FONCTION PUBLIQUE ET REFORMES ADMINISTRATIVES

Discussion générale [5 novembre 1982] (p. 6781).

Administrateurs civils : *Dayère (Raymond)* (p. 6782) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6790).

Attachés d'administration centrale : *Rouquette (Roger)* (p. 6785) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6786) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6790).

Conseil supérieur de la fonction publique : *Labazée (Georges)* (p. 6783).

Décentralisation et fonction publique : *Ligot (Maurice)* (p. 6785) ; *Renard (Roland)* (p. 6786) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6787) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6788, 6790).

Droits sociaux et syndicaux des fonctionnaires : *Douyère (Raymond)* (p. 6781) ; *Labazée (Georges)* (p. 6783) ; *Renard (Roland)* (p. 6786) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6787) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6789, 6790).

Durée de travail : *Le Pors (Anicet)* (p. 6788).

Ecole nationale d'administration (E.N.A.) : *Douyère (Raymond)* (p. 6781, 6782) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6785, 6786) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6787) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6788).

Handicapés (insertion des) : *Labazée (Georges)* (p. 6783) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6789).

Indemnité de résidence : *Douyère (Raymond)* (p. 6782) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6789).

Mensualisation du paiement des pensions : *Douyère (Raymond)* (p. 6782) ; *Renard (Roland)* (p. 6786) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6789).

Mutation d'époux (loi Roustan) : *Rouquette (Roger)* (p. 6785).

Nombre d'emplois publics ou d'utilité collective : *Douyère (Raymond)* (p. 6781) ; *Labazée (Georges)* (p. 6783) ; *Renard (Roland)* (p. 6786) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6787) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6788).

Politique de titularisation : *Douyère (Raymond)* (p. 6781) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6786) ; *Renard (Roland)* (p. 6786) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6787) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6788).

Politique salariale (augmentations), resserrement de l'éventail, rémunérations annexes, « transparence » : *Douyère (Raymond)* (p. 6781, 6782) ; *Labazée (Georges)* (p. 6783, 6784) ; *Rouquette (Roger)* (p. 6784) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6785) ; *Renard (Roland)* (p. 6786) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6787) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6788, 6789).

Politisation de la fonction publique : *Ligot (Maurice)* (p. 6785) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6787) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6789).

Relations entre l'administration et les administrés : *Le Pors (Anicet)* (p. 6790).

Rémunérations (problème du cumul des) : *Labazée (Georges)* (p. 6784).

Vote favorable du groupe communiste : *Renard (Roland)* (p. 6787).

Vote favorable du groupe socialiste : *Rouquette (Roger)* (p. 6785).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6788).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Ligot (Maurice)* (p. 6786).

Examen des crédits [5 novembre 1982] (p. 6790).

Crédits concernant la fonction publique et les réformes administratives inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier Ministre. — I. Services généraux » mis aux voix lors de l'examen des crédits de la communication (p. 6790).

FORMATION PROFESSIONNELLE

Discussion générale [13 novembre 1982] (p. 7149).

A. F. P. A. : *Zarka* (*Pierre*) (p. 7153) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156).

Alsace (formation et insertion des jeunes en —) : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7151).

Apprentissage : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7153) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156).

Centre de formation professionnelle accélérée de Rivesaltes : *Tourné* (*André*) (p. 7155) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7157).

Congé individuel de formation (avenant de septembre 1982 à l'accord interprofessionnel du 9 juillet 1970) : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7153).

Décentralisation : fonds régional de la formation professionnelle et schémas régionaux de formation professionnelle : *Berson* (*Michel*) (p. 7150) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7151) ; *Dehoux* (*Marcel*) (p. 7154) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156, 7157).

Ecoles techniques d'enrteprise : *Zarka* (*Pierre*) (p. 7152, 7153) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156).

Formation alternée : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7151) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 7151) ; *Haby* (*René*) (p. 7151, 7152) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7153) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 7154) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156).

Formation professionnelle continue : *Berson* (*Michel*) (p. 7149) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 7153).

Jeunes de seize à dix-huit ans et de dix-huit à vingt et un ans (formation professionnelle et insertion sociale des) : *Berson* (*Michel*) (p. 7149) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7150) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 7151) ; *Haby* (*René*) (p. 7151, 7152) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 7152) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 7153, 7154) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7155, 7156).

Jeunes d'origine étrangère : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7153) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7155, 7156).

Lycée d'enseignement professionnel Château-Lagrange à Villelongue-dels-Monts : *Tourné* (*André*) (p. 7155) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7157).

Prélèvement au profit des plans en faveur des jeunes du 0,2 p. 100 sur le 1,1 p. 100 de la formation continue ; sa restitution éventuelle à la formation continue : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 7150) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156).

Programmes sectoriels de formation qualifiante : *Berson* (*Michel*) (p. 7149, 7150) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 7151) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156).

Taxe d'apprentissage : *Berson* (*Michel*) (p. 7150) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 7156).

Vote favorable du groupe communiste : *Zarka* (*Pierre*) (p. 7152).

Vote favorable du groupe socialiste : *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 7154) ; *Dehoux* (*Marcel*) (p. 7154).

Crédits du ministère de la formation professionnelle inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre, — I : Services généraux » seront mis aux voix lors de l'examen des crédits de la communication (p. 7157).

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

Discussion générale [10 novembre 1982] (p. 7001, 7029).

Cartes de séjour : *Delanoë* (*Bertrand*) (p. 7006).

Carrière des officiers : *Delanoë* (*Bertrand*) (p. 7006) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7011) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7034).

Commissaires de la République : *Wolff* (*Claude*) (p. 7004) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 7014).

Commission nationale Informatique et Libertés (C. N. I. L.) : *Laignel* (*André*) (p. 7002) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 7010) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7029).

Coordination des services de police : *Laignel* (*André*) (p. 7002) ; *Royer* (*Jean*) (p. 7011).

Délinquance : *Laignel* (*André*) (p. 7002) ; *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7007) ; *Royer* (*Jean*) (p. 7011) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 7014) ; *Germon* (*Claude*) (p. 7031).

Dépenses des collectivités locales : *Wolff* (*Claude*) (p. 7004).

Dotation générale de décentralisation : *Laignel* (*André*) (p. 7003) ; *Wolff* (*Claude*) (p. 7005) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7032, 7033).

Dotation globale d'équipement : *Laignel* (*André*) (p. 7003) ; *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 7030) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7032, 7033).

Dotation globale de fonctionnement : *Laignel* (*André*) (p. 7003) ; *Wolff* (*Claude*) (p. 7005) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 7013) ; *Julien* (*Raymond*) (p. 7030) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7032).

Dotation représentative de la compensation de la charge du logement des instituteurs : *Wolff* (*Claude*) (p. 7005) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 7007) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 7013) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7032).

Effectifs de police : *Laignel* (*André*) (p. 7002) ; *Delanoë* (*Bertrand*) (p. 7005, 7006) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 7015) ; *Germon* (*Claude*) (p. 7031) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7034).

Equipements et locaux de la police : *Laignel* (*André*) (p. 7002) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 7006) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 7009) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 7010) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7012) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7029) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7032) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7035).

Fichiers : *Laignel* (*André*) (p. 7002) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7032) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7035).

Fiscalité directe communale : *Laignel* (*André*) (p. 7004).

Fonction publique communale : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 7007).

Fonds de compensation de la T. V. A. : *Laignel* (*André*) (p. 7003) ; *Wolff* (*Claude*) (p. 7004) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7029) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7031, 7032, 7033, 7034).

Formation des policiers : *Marchand* (*Philippe*) (p. 7009) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7011) ; *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 7031) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7031) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7034, 7035).

Ilotage : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7012) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7029).

Immigration : *Millon* (*Charles*) (p. 7029) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7033).

Indemnisation des victimes d'attentats : *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7009).

Interventions économiques des collectivités locales : *Wolff* (*Claude*) (p. 7005).

Indemnité de sujétions spéciales : *Delanoë* (*Bertrand*) (p. 7006) ; *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7007) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 7010) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7012) ; *Sarre* (*Georges*) (p. 7015) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7032) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7035).

Logements des policiers : *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7008, 7009) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7035).

Loi de programme : *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7009) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7033).

Pension des veuves de policiers morts en service : *Delanoë* (*Bertrand*) (p. 7006) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7012).

Personnel des préfectures : *Tavernier* (*Yves*) (p. 7014) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7033).

Pression fiscale au niveau local : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 7007) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 7013).

« Stratégie du soupçon » et malaise dans la police : *Delanoë* (*Bertrand*) (p. 7006) ; *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7007) ; *Pernin* (*Paul*) (p. 7010).

Sursis à l'exécution des décisions administratives liées à l'ordre public : *Wolff* (*Claude*) (p. 7004).

Terrorisme : *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7007) ; *Millon* (*Charles*) (p. 7029) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7033) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7034).

Tours : *Royer* (*Jean*) (p. 7011).

Transfert des tâches administratives de la police aux collectivités locales : *Laignel* (*André*) (p. 7004) ; *de Hauteclocque* (*Nicole*) (p. 7007) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7012) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 7013).

Tribunaux administratifs : *Wolff* (*Claude*) (p. 7004).

Procédure des questions (p. 7035).

Alpes-de-Haute-Provence (sécurité civile dans les) : *Massot* (*François*) (p. 7040, 7041) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7041).

Bourdonnais (attentat de l'avenue de la) : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 7037) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7037).

Commissariat du VII[e] arrondissement (transfert du — rue Fabert) : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 7041) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7041).

Dotation générale de décentralisation : *Barnier* (*Michel*) (p. 7041) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7041).

Dotation globale d'équipement : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 7035) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 7041) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7035, 7041).

Droit d'asile : *Lauriol* (*Marc*) (p. 7037) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7037).

Etrangers en France : *Lauriol* (*Marc*) (p. 7036, 7037) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7037).

Fonction publique locale : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 7036) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7036).

Fonds de compensation de la T. V. A. : *Germon* (*Claude*) (p. 7039) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 7039).

Gray et Luxeuil (police à) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 7040) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7040).

Guadeloupe (police à la) : *Jalton* (*Frédéric*) (p. 7038) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7039).

Illkirch-Graffenstaden (police) : *Durr* (*André*) (p. 7036) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7036).

Indemnisation des victimes d'attentats : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 7037) ; *Franceschi* (*Joseph*) (p. 7037).

Indemnité spéciale de sujétions : *Vivien (Robert-André)* (p. 7038) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 7038).
Orange (police à) : *Gatel (Jean)* (p. 7038) ; *Defferre (Gaston)* (p. 7038).
Paiement des collectivités locales : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7040) ; *Defferre (Gaston)* (p. 7040).
Peyronnet (attentat de la rue) : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 7037) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 7037).
Police municipale : *Cacheux (Denise)* (p. 7039) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 7040) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 7039).
Pompiers et sécurité civile : *Germon (Claude)* (p. 7039) ; *Massot (François)* (p. 7040, 7041) ; *Defferre (Gaston)* (p. 7039, 7040, 7041).
Strasbourg (police à) : *Durr (André)* (p. 7036) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 7036).
Transfert des tâches administratives de la police aux collectivités locales : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7040) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 7040) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 7040).
Val-de-Marne (effectifs de la police dans le) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7041, 7042) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 7042).

Examen des crédits (p. 7042).

Etat B. — Titre III : amendement n° 128 de M. Charles Millon (suppression de la majoration des crédits alloués aux préfets pour leurs frais de représentation) ; décentralisation (p. 7043) ; commissaires du Gouvernement ; amendement n° 128 rejeté.
— Titre III adopté.

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien.

Titre IV : amendement n° 129 de M. Charles Millon (suppression de la dotation globale de décentralisation) : rejeté ;
— titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : amendement n° 137 de M. Charles Fèvre (réduction des crédits) : non soutenu ; autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés ;
— **article 61** (*suppression des alinéas 3 et 4 de la loi n° 71-1061 du 23 décembre 1971*) : adopté ;
— **article 62** (*augmentation de la dotation forfaitaire des départements*) : adopté.
— **après l'article 62 :** amendement n° 130 du Gouvernement (pondération démographique de la dotation de péréquation) (p. 7043) : adopté ; amendement n° 17 de M. Charles Miossec soutenu par M. Robert-André Vivien (répartition des majorations des impôts locaux entre certaines communes lorsque des équipement situés sur leur territoire bénéficient d'exonérations) : adopté ; amendement n° 136 du Gouvernement (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes à faible potentiel fiscal) : adopté ; amendement n° 131 du Gouvernement (étalement de la variation de la dotation globale de fonctionnement en cas d'accroissement de la population) : adopté ; amendement n° 132 du Gouvernement (étalement de la variation de la dotation globale de fonctionnement en cas de diminution de la population) : adopté ; amendement n° 134 du Gouvernement (limites des variations de la dotation globale de fonctionnement des départements) (p. 7044) : adopté ; amendement n° 133 du Gouvernement (dotation forfaitaire des départements d'outre-mer) : adopté.
— **article 63** (*inclusion de l'indemnité pour le logement des instituteurs dans la dotation globale de fonctionnement*) : amendements n° 41 de la commission des finances et n° 138 de M. Maurice Ligot (suppression de cet article) (p. 7045) : adoptés ; amendement n° 139 de M. Maurice Ligot : devenu sans objet ;
— **après l'article 63 :** amendement n° 135 du Gouvernement (intégration de l'indemnité spéciale de sujétions dans le calcul des pensions) : adopté (p. 7046).

JUSTICE

Discussion générale [2 novembre 1982] (p. 6558-6564) :
Administration pénitentiaire (personnels) : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6570) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572).
Aide aux victimes : *Maisonnat (Louis)* (p. 6560) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Badinter (Robert)* (p. 6564-6565) ; *Massot (François)* (p. 6569) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6570) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6571-6572).
Aide judiciaire et commissions d'office : *Natiez (Jean)* (p. 6559-6560) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 6560) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Massot (François)* (p. 6569) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6570) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6571) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572).
Associations : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Massot (François)* (p. 6569).
Casier judiciaire national : *Natiez (Jean)* (p. 6559).
Centres de semi-liberté : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6562).
Commission nationale « informatique et libertés » : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 6561).
Conseils de prud'hommes : *Natiez (Jean)* (p. 6558) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6571) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572).
Contrôle judiciaire : *Natiez (Jean)* (p. 6560) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 6560) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6572).
Coordination interministérielle : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561).
Crédits d'équipement : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 6561) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6562) ; *Badinter (Robert)* (p. 6564-6566).
Décentralisation : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Menga (Joseph)* (p. 6574).
Délinquance économique : *Le Meur (Daniel)* (p. 6572).
Dotation spéciale aux collectivités locales : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Massot (François)* (p. 6570) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6570) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572-6573) ; *Marchand (Philippe)* (p. 6573).
Ecole nationale d'administration pénitentiaire de Metz : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561-6562).
Education surveillée : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6562) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6571) ; *Menga (Joseph)* (p. 6574).
Engorgement des tribunaux et délai de jugement : *Badinter (Robert)* (p. 6566) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Massot (François)* (p. 6570) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6570) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6571) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572).
Faiblesse des crédits et rigueur budgétaire : *Natiez (Jean)* (p. 6558-6559) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 6560) ; *Badinter (Robert)* (p. 6564) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6570) ; *Marchand (Philippe)* (p. 6573).
Greffes : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Badinter (Robert)* (p. 6564, 6566, 6567) ; *Massot (François)* (p. 6570) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572).
Indemnité pour copie de pièce pénale : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 6560) ; *Badinter (Robert)* (p. 6567) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572).
Informatique et bureautique : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Badinter (Robert)* (p. 6567, 6575) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Forni (Raymond)* (p. 6574).
Magistrats (effectif, problème des vacances de postes) : *Natiez (Jean)* (p. 6559) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 6560) ; *Badinter (Robert)* (p. 6566) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Massot (François)* (p. 6569, 6570) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6571) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 6572) ; *Marchand (Philippe)* (p. 6573).
Magistrats (statut) : *Maisonnat (Louis)* (p. 6561) ; *Marchand (Philippe)* (p. 6573).
Milieu ouvert et substitution des détentions provisoires : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6572).
Politisation de la justice : *Godfrain (Jacques)* (p. 6571) ; *Badinter (Robert)* (p. 6575).
Prévention de la délinquance des mineurs : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565).
Prévention de l'incarcération des mineurs : *Natiez (Jean)* (p. 6560).
Réforme pénale et réforme du code pénal : *Badinter (Robert)* (p. 6566) ; *Clément (Pascal)* (p. 6568).
Réinsertion sociale des détenus : *Natiez (Jean)* (p. 6560) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Badinter (Robert)* (p. 6565, 6566) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6570) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6571, 6572).
Répartition des temps de parole : *Clément (Pascal)* (p. 6568) ; *Forni (Raymond)* (p. 6568, 6569).
Sécurité et justice : *Natiez (Jean)* (p. 6558) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6561) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 6571) ; *Badinter (Robert)* (p. 6575).
Travail d'intérêt général : *Badinter (Robert)* (p. 6565) ; *Marchand (Philippe)* (p. 6573).
Tribunaux pour enfants : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6562).
Vote favorable du groupe communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 6572).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *Clément (Pascal)* (p. 6568).

Procédure des questions (p. 6575).
Informatique, bureautique et télématique : *Fleury (Jacques)* (p. 6577, 6578) ; *Badinter (Robert)* (p. 6578).
Liberté de la presse (C. G. T. du livre) — inculpation de M. Audinot) : *Madelin (Alain)* (p. 6575) ; *Badinter (Robert)* (p. 6575, 6576).

Lyon (conseil de prud'hommes, T.G.I., cité judiciaire) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 6576) ; *Badinter (Robert)* (p. 6576).

Magistrats (effectif) : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6577) ; *Badinter (Robert)* (p. 6577, 6578) ; *Caumont (Robert de)* (p. 6578).

Nice (T.G.I. de —) : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6577) ; *Badinter (Robert)* (p. 6577).

Personnels pénitentiaires (effectifs, statuts) : *Germon (Claude)* (p. 6577) ; *Badinter (Robert)* (p. 6577).

Procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique : *Caumont (Robert de)* (p. 6578) ; *Badinter (Robert)* (p. 6578).

Examen des crédits (p. 6578).

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement, adoptés.

Articles rattachés.

Article 64 *(relèvement des plafonds de ressources et de l'indemnité forfaitaire versée aux avocats en matière d'aide judiciaire)* : adopté (p. 6579).

LEGION D'HONNEUR
ET ORDRE DE LA LIBERATION

Discussion générale [2 novembre 1982] (p. 6556).

Contingents de croix de la Légion d'honneur : *Vivien (Robert-André)* (p. 6556).

Diminution du budget de l'ordre de la Libération : *Vivien (Robert-André)* (p. 6557) ; *Badinter (Robert)* (p. 6558).

Discipline de l'ordre de la Légion d'honneur : *Vivien (Robert-André)* (p. 6557) ; *Badinter (Robert)* (p. 6558).

Maisons d'éducation : *Vivien (Robert-André)* (p. 6556-6557) ; *Badinter (Robert)* (p. 6557, 6558).

Secours alloués par la grande chancellerie : *Vivien (Robert-André)* (p. 6557) ; *Badinter (Robert)* (p. 6557).

Examen des crédits (p. 6558).

Budget annexe de la Légion d'honneur :

Crédits ouverts à l'article 34 au titre des services votés : adoptés.

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

— crédits inscrits au paragraphe II de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Budget annexe de l'ordre de la Libération :

Crédits ouverts à l'article 34 au titre des services votés : adoptés.

Réduction de crédits inscrite au paragraphe II de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptée (p. 6558).

MER

Discussion générale [4 novembre 1982] (p. 6707-6711).

Aquaculture (notamment conchyliculture) : *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6713) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6719-6720).

Boulogne-sur-Mer : *Dupilet (Dominique)* (p. 6715) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6721).

Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage en mer (C.R.O.S.S.) : *Le Pensec (Louis)* (p. 6719).

Compagnie générale maritime : *De Vers (Albert)* (p. 6708) ; *Duroméa (André)* (p. 6710) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6713) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6720).

Construction et réparation navales : *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6708-6709) ; *Duroméa (André)* (p. 6710) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6718-6719-6720).

Décentralisation : *Mauger (Pierre)* (p. 6714) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 6715) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6721).

Dockers (pré-retraite des) : *Duroméa (André)* (p. 6709) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6719).

Droit de la mer (conférence internationale) ; *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6709) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6720).

E.N.I.M. (établissement national des invalides de la marine) : *Denvers (Albert)* (p. 6707) ; *Duroméa (André)* (p. 6710) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 6715) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6719-6721).

Flotte de commerce : *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Duroméa (André)* (p. 6709) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6713) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6717-6721).

Fonds d'intervention et d'action maritimes : *Duroméa (André)* (p. 6709).

Fonds spécial de grands travaux : *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6717-6718).

Gens de mer (formation - emploi) : *Le Pensec (Louis)* (p. 6719).

Ile d'Yeu : *Mauger (Pierre)* (p. 6714-6715) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6721).

Ouessant (grand phare d') : *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6719).

Pêche (aide aux entreprises de) : *Mauger (Pierre)* (p. 6714) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 6715) ; *Peuziat (Jean)* (p. 6716) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6718-6720-6721-6722).

Pêche (réglementation communautaire - F.E.O.G.A.) : *Bonnet (Alain)* (p. 6708) ; *Duroméa (André)* (p. 6710) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6713) ; *Mauger (Pierre)* (p. 6714) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 6715) ; *Peuziat (Jean)* (p. 6716) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6718-6720-6721).

Pêche (problème de l'attitude de l'Espagne) : *Mauger (Pierre)* (p. 6714) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6718).

Pêcheurs (formation, régime de retraite) : *Mauger (Pierre)* (p. 6714) ; *Peuziat (Jean)* (p. 6716) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6721).

Ports autonomes (composition et pouvoirs) : *Duroméa (André)* (p. 6709) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6722).

Ports maritimes : *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Duroméa (André)* (p. 6709) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6713) ; *Beaufils (Jean)* (p. 6716-6717) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6717-6718).

Ports secondaires : *Beaufils (Jean)* (p. 6717) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6722).

Protection et aménagement du littoral : *Duroméa (André)* (p. 6709) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6709) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6713).

Services extérieurs du ministère de la mer : *Le Pensec (Louis)* (p. 6720).

Société nationale de sauvetage en mer : *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Duroméa (André)* (p. 6709) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6713-6714) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6720).

Trafic avec la Corse : *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6720).

Trafic trans-Manche (notamment tunnel sous la Manche) : *Denvers (Albert)* (p. 6708) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6712) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 6715) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6719).

Vote favorable du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 6712).

Procédure des questions (p. 6722).

Aide médicale aux marins : *Menga (Joseph)* (p. 6723) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6723).

Baie de Somme (station d'épuration, activité) : *Becq (Jacques)* (p. 6724) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6724).

Conchyliculture à La Rochelle : *Chaigneau (Colette)* (p. 6725).

Construction navale en Basse-Loire : *Evin (Claude)* (p. 6723-6724) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6724).

Coordination inter-ports : *Menga (Joseph)* (p. 6723) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6723).

Cultures marines (recherche) : *Haye (Kléber)* (p. 6724-6725) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6725-6726) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 6725).

F.I.O.M. : *Le Pensec (Louis)* (p. 6726).

Flotte de pêche artisanale (aides) : *Becq (Jacques)* (p. 6724) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6724) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 6725).

Flotte de pêche industrielle : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 6726) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6726-6727).

Institut universitaire de biologie marine (I.S.T.P.N. et C.N.E.X.O.) : *Haye (Kléber)* (p. 6725) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6725-6726) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 6725) ; *Dupilet (Dominique)* (p. 6726).

Musée maritime du Havre : *Menga (Joseph)* (p. 6723) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6723).

Ostréiculture et régime juridique du domaine public maritime : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6722) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6722) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 6725).

Pêche et attitude de l'Espagne et de la Grande-Bretagne : *Poignant (Bernard)* (p. 6722) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6722-6723).

Port de Lorient : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 6726) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6726).

Ports maritimes (investissements, rôle de l'Etat) : *Menga (Joseph)* (p. 6723) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 6723).
Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 6727) ; *Ducoloné (Guy)* (vice-président) (p. 6727).

Examen des crédits (p. 6727).

Etat B, Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 65 (*pensions de retraite des marins*) : amendement n° 93 du Gouvernement (précisant les critères pris en compte pour fixer l'exonération en ce qui concerne les pilotes) : adopté.
— article 65, ainsi modifié, adopté.
Temps de parole utilisé par le Gouvernement (p. 6727).

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion générale [17 novembre 1982] (p. 7294).

Aides à l'industrie : *Richard (Alain)* (p. 7298) ; *Rocard (Michel)* (p. 7302).
Commissariat général au Plan : *Taddei (Dominique)* (p. 7294) ; *Clément (Pascal)* (p. 7297) ; *Rocard (Michel)* (p. 7300).
Conservatoire national du littoral et des rivages lacustres : *Taddei (Dominique)* (p. 7295).
Contrats de plan entre l'Etat et les régions : *Taddei (Dominique)* (p. 7295) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301).
Crédits d'études de planification : *Taddei (Dominique)* (p. 7294) ; *Caumont (Robert de)* (p. 7296) ; *Rocard (Michel)* (p. 7300).
D.A.T.A.R. : *Clément (Pascal)* (p. 7297) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301).
Décentralisation tertiaire : *Caumont (Robert de)* (p. 7296) ; *Richard (Alain)* (p. 7298) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301).
Démocratisation du plan : *Taddei (Dominique)* (p. 7294) ; *Rocard (Michel)* (p. 7300).
Economie sociale (délégation à l'économie sociale. — Rôle des S.C.O.P.) : *Taddei (Dominique)* (p. 7294) ; *Caumont (Robert de)* (p. 7296) ; *Richard (Alain)* (p. 7298 ; *Rocard (Michel)* (p. 7300).
F. I. A. T. : *Clément (Pascal)* (p. 7297) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301, 7302).
F.I.D.A.R. : *Caumont (Robert de)* (p. 7296) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301, 7302).
Mission d'aménagement du Languedoc-Roussillon : *Taddei (Dominique)* (p. 7295) ; *Clément (Pascal)* (p. 7297) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301).
Montagne : *Caumont (Robert de)* (p. 7296, 7297) ; *Sautier (Yves)* (p. 7299) ; *Rocard (Michel)* (p. 7302).
Plan et budget : *Richard (Alain)* (p. 7298).
Primes à l'aménagement du territoire : *Taddei (Dominique)* (p. 7295) ; *Caumont (Robert de)* (p. 7296) ; *Clément (Pascal)* (p. 7297) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301).
Primes de développement régional : *Taddei (Dominique)* (p. 7294, 7295) ; *Richard (Alain)* (p. 7298) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301).
Primes régionales à l'emploi (P. R. E.) : *Clément (Pascal)* (p. 7297, 7298) ; *Rocard (Michel)* (p. 7302).
Régionalisation du plan national et plans régionaux : *Taddei (Dominique)* (p. 7294) ; *Rocard (Michel)* (p. 7301).
Régions frontalières : *Sautier (Yves)* (p. 7299).
Zones minières (Groupe interministériel pour la restructuration des zones minières : G.I.R.Z.O.M.) : *Wacheux (Marcel)* (p. 7299, 7300) ; *Rocard (Michel)* (p. 7302).

Procédure des questions (p. 7302).

Alsace : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7302, 7303) ; *Rocard (Michel)* (p. 7303).
Aménagement rural (F. I. D. A. R.) : *Nevoux (Paulette)* (p. 7309) ; *Rocard (Michel)* (p. 7309).
Basse-Normandie : *Lambert (Michel)* (p. 7303) ; *Rocard (Michel)* (p. 7303, 7304).
Bassins d'emploi et politique locale de l'emploi (notamment rôle des comités locaux de l'emploi) : *Madelin (Alain)* (p. 7306) ; *Rocard (Michel)* (p. 7306, 7307).
C.E.E. et politique nationale d'aménagement du territoire : *Ibanès (Jean)* (p. 7305, 7306) ; *Rocard (Michel)* (p. 7306, 7310) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7309, 7310).
Economie sociale : *Loncle (François)* (p. 7304) ; *Rocard (Michel)* (p. 7304).
Estuaire de la Gironde (site du Verdon et de Blaye) : *Madrelle (Bernard)* (p. 7309) ; *Rocard (Michel)* (p. 7309).
Exonérations fiscales et politique d'aménagement du territoire : *Millon (Charles)* (p. 7306) ; *Rocard (Michel)* (p. 7306).
Haute-Marne : *Fèvre (Charles)* (p. 7309, 7310) ; *Rocard (Michel)* (p. 7310).
Planification en matière de défense : *Hamel (Emmanuel)* (p. 7307) ; *Rocard (Michel)* (p. 7307).
Primes d'aménagement du territoire (conditions d'octroi) : *Proriol (Jean)* (p. 7307, 7308) ; *Rocard (Michel)* (p. 7308, 7310) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7309, 7310).
Primes d'aménagement du territoire et inégalités régionales : *Loncle (François)* (p. 7304) ; *Rocard (Michel)* (p. 7305).
Primes régionales à l'emploi (P. R. E.) : *Millon (Charles)* (p. 7306) ; *Rocard (Michel)* (p. 7306, 7308) ; *Proriol (Jean)* (p. 7308).
Promotion des investissements étrangers : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7303) ; *Rocard (Michel)* (p. 7303).
Regroupement par « pays » et planification régionale : *Chevallier (Daniel)* (p. 7305) ; *Rocard (Michel)* (p. 7305).
Villes nouvelles : *Loncle (François)* (p. 7304) ; *Rocard (Michel)* (p. 7304).
« Zones libres économiques » : *Madelin (Alain)* (p. 7306) ; *Rocard (Michel)* (p. 7307).

Examen des crédits [17 novembre 1982] (p. 7310).

Crédits inscrits à la ligne Plan et aménagement du territoire.

Etat B, titre III : réduction de crédits : adoptée.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 7310).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Discussion générale [12 novembre 1982] (p. 7050).

Assujettissement à la T. V. A. des taxes téléphoniques de base : *Gantier (Gilbert)* (p. 7053, 7054, 7065) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7054, 7064, 7065) ; *Noir (Michel)* (p. 7056).
Câblage et fibres optiques : *Bonnet (Alain)* (p. 7051) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7052) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7054, 7062) ; *Noir (Michel)* (p. 7056) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7060) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7062, 7063).
Chartes de gestion : *Bonnet (Alain)* (p. 7051) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7052) ; *Chomat (Paul)* (p. 7055) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7062, 7063).
Compensation démographique : *Gantier (Gilbert)* (p. 7053) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7064).
Contrat avec l'Inde pour la livraison de matériels électroniques : *Delisle (Henri)* (p. 7058) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7058).
Création d'emplois et réduction de la durée hebdomadaire de travail : *Bonnet (Alain)* (p. 7050) ; *Moreau (Paul)* (p. 7053) ; *Noir (Michel)* (p. 7055) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7059).
Diminution de l'émission des « mandats Colbert » : *Rodet (Alain)* (p. 7060).
Endettement : *Gantier (Gilbert)* (p. 7053) ; *Noir (Michel)* (p. 7056) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7059) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7064).
Equipement téléphonique : *Bonnet (Alain)* (p. 7050) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7053) ; *Noir (Michel)* (p. 7055).
Personnel (statut, rémunération) : *Jarosz (Jean)* (p. 7052) ; *Moreau (Paul)* (p. 7053) ; *Chomat (Paul)* (p. 7055) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7059) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7065).
Postes (charges indues) : *Bonnet (Alain)* (p. 7051) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7051, 7052) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7053).
Postes (sécurité des préposés et des biens) : *Jarosz (Jean)* (p. 7052).
Postes (services financiers ; diversification des activités) : *Moreau (Paul)* (p. 7053) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7059) ; *Sarre (Georges)* (p. 7061) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7061, 7062).
Receveurs-distributeurs : *Bonnet (Alain)* (p. 7050) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7052) ; *Moreau (Paul)* (p. 7053) ; *Chomat (Paul)* (p. 7055) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7059) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7065).
Reconduction du prélèvement sur le budget annexe au profit du budget général : *Bonnet (Alain)* (p. 7051) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7052) ; *Moreau (Paul)* (p. 7052) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7053) ; *Noir (Michel)* (p. 7056) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7063).
Rémunération des fonds provenant des chèques-postaux mis à la disposition du Trésor : *Jarosz (Jean)* (p. 7052) ; *Moreau (Paul)* (p. 7052) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7053) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7066).

Réseau multi-services à large bande : *Bonnet (Alain)* (p. 7051) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7054) ; *Delisle (Henri)* (p. 7057) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7053).

Satellites : *Bonnet (Alain)* (p. 7051) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7054) ; *Noir (Michel)* (p. 7056) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7060) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7062).

Service annuaire électronique : *Bonnet (Alain)* (p. 7051).

Services publics ruraux et polyvalence : *Zeller (Adrien)* (p. 7059) ; *Sarre (Georges)* (p. 7061).

T. D. F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 7054) ; *Delisle (Henri)* (p. 7057) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7062).

Télématique de grand public et télématique professionnelle : *Delisle (Henri)* (p. 7057) ; *Boucheron (Jean-Michel, Ille-et-Vilaine)* (p. 7058, 7059) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7060) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7065).

T. V. A. sur les investissements des P. T. T. : *Jarosz (Jean)* (p. 7062).

Vidéotex : *Bonnet (Alain)* (p. 7051) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7054) ; *Noir (Michel)* (p. 7056).

Vote favorable du groupe socialiste : *Sarre (Georges)* (p. 7061).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Noir (Michel)* (p. 7057).

Procédure des questions (p. 7065).

Facteurs : *Goulet (Daniel)* (p. 7067) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7067).

Insuffisance des effectifs en Alsace : *Durr (André)* (p. 7066) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7066).

Receveurs-distributeurs : *Goulet (Daniel)* (p. 7067) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7067).

Vandalisme et mesures de sécurité des biens et des personnes : *Goulet (Daniel)* (p. 7066) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 7066).

Examen des crédits (p. 7067).

Crédits du budget annexe des postes et télécommunications ; nécessité de regrouper l'ensemble des trafics en milieu rural : postes, passagers, écoliers, colis.

Crédits ouverts à l'article 34 au titre des services votés : adoptés.

Crédits ouverts à l'article 35 au titre des mesures nouvelles : amendement n° 140 de M. Michel Noir (suppression des crédits destinés au prélèvement au profit du budget général) (p. 7067) ; endettement extérieur du service des télécommunications ; amendement n° 140 rejeté ; amendement n° 143 de M. Michel Noir (réduction des crédits relatifs à la communication optique) ; politique française en matière de téléphone (p. 7068) ; politique d'exportation des produits électroniques ; amendement n° 143 retiré ; amendement n° 141 de M. Michel Noir (réduction des crédits consacrés au plan « câbles ») ; rôle des municipalités ; amendement n° 141 retiré.

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 35 : adoptées.

— crédits inscrits au paragraphe II de l'article 35 : adoptés (p. 7069).

Article 72 (*cartes de paiement émises par les P. T. T. et mise en jeu par la garantie de l'Etat*) : adopté (p. 7070).

RECHERCHE ET INDUSTRIE, ENERGIE

Discussion générale [8 novembre 1982] (p. 6865, 6894).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie : *Rodet (Alain)* (p. 6870) ; *Chaubard (Albert)* (p. 6871) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6882, 6883) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 6885) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6888).

Agences régionales de l'énergie : *Giovannelli (Jean)* (p. 6888).

Aides à l'industrie (catégories, montants) : *Charzat (Michel)* (p. 6866) ; *Ansart (Gustave)* (p. 6875).

Aides à l'industrie (procédure d'attribution) : *Billardon (André)* (p. 6873) ; *Ansart (Gustave)* (p. 6875).

Aluminium et prix de l'énergie électrique : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 6902, 6903) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6906).

A. N. V. A. R. : *Bassinet (Philippe)* (p. 6884) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6903).

Association pour le développement et la maîtrise des sciences et des techniques (A. D. E. M. A. S. T.) : *Chapuis (Robert)* (p. 6868).

Bassin houiller de la Houve en Lorraine : *Hervé (Edmond)* (p. 6883).

Bassin houiller de la Loire : *Vial-Massat (Théo)* (p. 6885).

Bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais : *Bois (Jean-Claude)* (p. 6896).

C. E. A. : *Bassinet (Philippe)* (p. 6885) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6890, 6891) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6904).

Charbonnages de France et politique charbonnière de la France : *Rodet (Alain)* (p. 6870) ; *Chaubard (Albert)* (p. 6871) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6875) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6883, 6906) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 6885) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6888) ; *Bois (Jean-Claude)* (p. 6895, 6896).

Chimie : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6880).

C. I. R. I. et C. O. D. E. F. I. : *Germon (Claude)* (p. 6872).

C. N. R. S. : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867) ; *Birraux (Claude)* (p. 6877) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881) ; *Lareng (Louis)* (p. 6897).

Conseil supérieur de la recherche et de la technologie : *Chapuis (Robert)* (p. 6868) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6882, 6904) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6884).

Coopération avec les pays en voie de développement : *Chapuis (Robert)* (p. 6869) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6885).

Coopération européenne : *Ansart (Gustave)* (p. 6876) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6880) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6887).

Coordination entre le ministère de la recherche et le ministère de l'éducation nationale : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867).

Coût des nationalisations : *Gantier (Gilbert)* (p. 6887).

Crédits d'impôt recherche : *Charzat (Michel)* (p. 6866) ; *Chapuis (Robert)* (p. 6869) ; *Birraux (Claude)* (p. 6876, 6877) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881) ; *Bassinet* (Philippe) (p. 6884).

Décentralisation de la recherche : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6868) ; *Chapuis (Robert)* (p. 6869).

Décentralisation industrielle : *Billardon (André)* (p. 6874) ; *Soury (André)* (p. 6898, 6899) ; *Gatel (Jean)* (p. 6900) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6905).

Déficit commercial : *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Ansart (Gustave)* (p. 6875) ; *Sarre (Georges)* (p. 6878) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6880) ; *Geng (Francis)* (p. 6894) ; *Haye (Kléber)* (p. 6897).

Démocratie industrielle : *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6879, 6906) ; *Sicard (Odile)* (p. 6901).

Directions régionales de la recherche et de l'industrie : *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881, 6905).

E. D. F. (endettement de l'—) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6874) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6880) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 6886).

Editions scientifiques françaises et défense de la langue française : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6868) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881).

Effort national de recherche et respect de la loi de programmation sur la recherche : *Charzat (Michel)* (p. 6866) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867) ; *Chapuis (Robert)* (p. 6868) ; *Birraux (Claude)* (p. 6876) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6884) ; *Lareng (Louis)* (p. 6896) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6903).

Electronique : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867) ; *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Ansart (Gustave)* (p. 6876) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881).

Electro-nucléaire : *Weisenhorm (Pierre)* (p. 6875) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6880) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 6886) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6888) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6891) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6906).

Elf-Aquitaine et rachat de Texas Gulf : *Le Baill (Georges)* (p. 6900) ; *Prat (Henri)* (p. 6903) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6905, 6906) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6907).

Entreprises publiques (démocratisation de la gestion) : *Gœuriot (Colette)* (p. 6892).

Entreprises publiques (investissements) : *Billardon (André)* (p. 6873) ; *Weisenhorm (Pierre)* (p. 6874, 6875) ; *Sarre (Georges)* (p. 6878) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6879, 6880, 6881) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6886) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 6891) ; *Geng (Francis)* (p. 6894) ; *Sicard (Odile)* (p. 6901).

Entreprises publiques (nécessité de transférer les dotations en capital du budget des charges communes vers le budget de l'industrie) : *Billardon (André)* (p. 6873) ; *Weisenhorm (Pierre)* (p. 6874) ; *Sarre (Georges)* (p. 6878) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6886).

Entreprises publiques (proposition de mise en place d'un observatoire public) : *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 6890).

E. P. S. T. et G. I. R. : *Chapuis (Robert)* (p. 6869) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6879) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6884).

Fonds spécial des grands travaux et maîtrise de l'énergie : *Rodet (Alain)* (p. 6870) ; *Chaubard (Albert)* (p. 6871) ; *Weisenhorm (Pierre)* (p. 6875) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6882) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6888).

Gaz : *Giovannelli (Jean)* (p. 6888).

Industrialisation des régions rurales « usines à la campagne » : *Soury (André)* (p. 6898, 6899) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6905).

Industries pétrolières : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6875) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6883, 6907) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 6885, 6886).

I. N. E. D. : *Bassinet (Philippe)* (p. 6884) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6903).

Inflation, monnaie et compétitivité : *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Sarre (Georges)* (p. 6878) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6879) ; *Geng (Francis)* (p. 6894).

I.N.S.E.R.M. : *Birraux (Claude)* (p. 6877) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881).
Investissements français à l'étranger et investissements étrangers en France : *Le Baill (Georges)* (p. 6901) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6905).
Investissements industriels (évolution et financement ; charges financières et sociales des entreprises) : *Billardon (André)* (p. 6873) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6874) ; *Ansart (Gustave)* (p. 6875) ; *Birraux (Claude)* (p. 6877) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6887) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 6889, 6890) ; *Geng (Francis)* (p. 6894, 6895) ; *Gatel (Jean)* (p. 6899, 6900).
I.T.A. (ingénieurs techniciens administratifs) : *Lareng (Louis)* (p. 6897) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6905).
Lacq : *Prat (Henri)* (p. 6903).
Machine-outil : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6880).
Maîtrise de l'énergie (économies d'énergie : énergies nouvelles et renouvelables) : *Rodet (Alain)* (p. 6869, 6870) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6888) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6907).
Matières premières (notamment caisse française des matières premières) : *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6883).
Nodules polymétalliques : *Tavernier (Yves)* (p. 6891) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6904).
Normalisation industrielle : *Germon (Claude)* (p. 6872).
Observatoire de l'énergie : *Rodet (Alain)* (p. 6870).
O.R.S.T.O.M. et G.E.R.D.A.T. : *Bassinet (Philippe)* (p. 6885) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6903, 6904).
Personnels de la recherche (contrats de solidarité) : *Bassinet (Philippe)* (p. 6885).
Personnels de la recherche (effectifs) : *Charzat (Michel)* (p. 6866) ; *Birraux (Claude)* (p. 6877) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6882).
Personnels de la recherche (statut, formation) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6879, 6905) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6884) ; *Lareng (Louis)* (p. 6897) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6902).
P.M.E. et P.M.I. : *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Birraux (Claude)* (p. 6877) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 6889, 6890) ; *Geng (Francis)* (p. 6894, 6895) ; *Gatel (Jean)* (p. 6900) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6904).
Politique spatiale : *Chapuis (Robert)* (p. 6869).
Politisation ou démocratisation des organismes de recherche : *Birraux (Claude)* (p. 6877) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881, 6904) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6885).
Programmes mobilisateurs (champ d'application) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867) ; *Chapuis (Robert)* (p. 6869) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881, 6905) ; *Lareng (Louis)* (p. 6896).
Recherche fondamentale : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6884) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6881).
Recherche industrielle : *Charzat (Michel)* (p. 6866) ; *Birraux (Claude)* (p. 6876) ; *Montdargent (Robert)* (p. 8902).
Recherches appliquées et finalisées : *Lareng (Louis)* (p. 6896, 6897).
Reconquête du marché intérieur : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6879) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6887) ; *Haye (Kléber)* (p. 6898).
Régulation budgétaire des crédits de recherche : *Charzat (Michel)* (p. 6866) ; *Birraux (Claude)* (p. 6876) ; *Sarre (Georges)* (p. 6878) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881).
Restructurations sectorielles (problème des secteurs traditionnels) : *Germon (Claude)* (p. 6872) ; *Ansart (Gustave)* (p. 6876) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 6890) ; *Haye (Kléber)* (p. 6898) ; *Le Baill (Georges)* (p. 6901) ; *Sicard (Odile)* (p. 6901).
Sciences humaines et sociales (rapport Godelier) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867, 6868) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6881).
Sûreté des installations nucléaires de base : *Rodet (Alain)* (p. 6870).
Textile : *Sarre (Georges)* (p. 6878).
Universités et recherche : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6867, 6868) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6879) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6884).
Vote favorable du groupe communiste : *Goeuriot (Colette)* (p. 6892).
Vote favorable du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 6885).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Birraux (Claude)* (p. 6878).

Procédure des questions [8 novembre 1982] (p. 6907).

Accord sur le gazoduc sibérien et approvisionnement de la France en gaz : *Hamel (Emmanuel)* (p. 6908) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6908, 6909).
Agence française pour la maîtrise de l'énergie (activités et financement) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6910) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6910).
C.E.E. et politique de recherche : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 6912, 6913) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6913).
Charbonnages de France et politique charbonnière : *Lotte (André)* (p. 6911) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6911).
Crédits bancaires accordés aux entreprises et cautions demandées aux collectivités locales : *Desanlis (Jean)* (p. 6907, 6908) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6908).
Economies d'énergie ; réseaux de chaleur : *Micaux (Pierre)* (p. 6907) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6907).
Electronique (entreprises bénéficiant des aides de la filière électronique) : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 6915) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6915).
Electronique et nouvelles techniques de communication audiovisuelle : *Schreiner (Bernard)* (p. 6908, 6909) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6909).
Filiales françaises d'I.T.T. (notamment C.G.C.T.) : *Lengagne (Guy)* (p. 6911) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6911, 6912).
Logements et économies d'énergie : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6910) ; *Hervé (Edmond)* (p. 6910).
Plan machine-outil : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 6915) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6915).
Recherche fondamentale sur la myopathie : *Toubon (Jacques)* (p. 6912) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6912).
Situation financière des entreprises nationales : *Toubon (Jacques)* (p. 6913, 6914) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6914, 6915, 6916) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6915, 6916).
Zones de montagne (protection et industrialisation des —) : *de Caumont (Robert)* (p. 6909, 6910) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6910).

Examen des crédits (p. 6916).

Crédits inscrits à la ligne recherche et industrie. — I. — Recherche.

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Crédits inscrits à la ligne recherche et industrie. — II. — Industrie.

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 6916).

Après l'article 52 : amendement n° 4 du Gouvernement (visant à établir un crédit d'impôt recherche) ; notion de dépenses fiscales ; amendement n° 4 adopté (p. 6917).

Article 60 (*redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base*) (p. 6918) : adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 70 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Charles Haby (visant à instituer une redevance additionnelle à la redevance sur le installations nucléaires de base au profit des départements où sont implantées des centrales nucléaires) (p. 6919) ; implantation des centrales nucléaires et information des conseils généraux ; amendement n° 70 retiré (p. 6920).

RELATIONS EXTÉRIEURES — AFFAIRES EUROPEENNES COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Discussion générale [17 novembre 1982] (p. 7322-7335).

Affaire du gazoduc sibérien : *Montdargent (Robert)* (p. 7330) ; *Stasi (Bernard)* (p. 7332) ; *Guidoni (Pierre)* (p. 7334) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 7337) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7344) ; *Cheysson (Claude)* (p. 7350) ; *Chandernagor (André)* (p. 7353).
Affectation de recettes : *Josselin (Charles)* (p. 7324).
Afghanistan : *Montdargent (Robert)* (p. 7330) ; *Guidoni (Pierre)* (p. 7334) ; *Stirn (Olivier)* (p. 7340) ; *Mesmin (Georges)* (p. 7341-7342) ; *Cheysson (Claude)* (p. 7350).

Afrique : *Vivien* (*Alain*) (p. 7322-7323) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7334) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7336-7337) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 7338) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349).

Afrique du Sud : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330).

Algérie (notamment contrat franco-algérien sur le gaz) : *Josselin* (*Charles*) (p. 7323) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 7325) ; *Bellon* (*André*) (p. 7328) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 7339) ; *Hory* (*Jean-François*) (p. 7345) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7352).

Alliance atlantique : *Josselin* (*Charles*) (p. 7324) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7331) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7334) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 7344) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7350).

Amérique centrale : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7333) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7348).

Amérique latine : *Stirn* (*Olivier*) (p. 7339-7340).

Annulation de crédits militaires : *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7336).

Bolivie : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330).

Brésil : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 7339).

Cameroun : *Vivien* (*Alain*) (p. 7323).

C. E. E. (échanges commerciaux) : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 7327) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7327-7328) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7332) ; *Ibanès* (*Jean*) (p. 7346) ; *Chandernagor* (*André*) (p. 7353).

C. E. E. (élargissement Portugal et Espagne) : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 7327) ; *Chandernagor* (*André*) (p. 7353-7354).

C. E. E. (harmonisation des politiques) : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 7327) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7327) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7332) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7337) ; *Cheysson* (*Claude*) (p 7351) ; *Chandernagor* (*André*) (p. 7353-7354).

C. E. E. (politique agricole, montants compensatoires monétaires) : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 7327) ; *Chandernagor* (*André*) (p. 7353-7354).

C. E. E. (politique sociale) : *Chandernagor* (*André*) (p. 7353).

C. E. E. (problèmes budgétaires) : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 7327) ; *Ibanès* (*Jean*) (p. 7346) ; *Chandernagor* (*André*) (p. 7353-7354).

Chine : *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349).

Compétences et structures ministérielles : *Vivien* (*Alain*) (p. 7322) ; *Bellon* (*André*) (p. 7329) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7336) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 7339) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7347) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7351).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Duraffour* (*Paul*) (p. 7344).

Contributions aux organisations internationales : *Josselin* (*Charles*) (p. 7324) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7336).

Coopérants : *Vivien* (*Alain*) (p. 7322) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 7339) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7352).

Coopération (choix des moyens : assistance technique, prêts, concours financiers) : *Vivien* (*Alain*) (p. 7322) ; *Bellon* (*André*) (p. 7328) ; *Odru* (*Louis*)(p. 7338) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7352).

Coopération (priorités géographiques) : *Vivien* (*Alain*) (p. 7322, 7323) ; *Bellon* (*André*) (p. 7328) ; *Odru* (*Louis*) (p. 7337, 7338) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 7338, 7339) ; *Hory* (*Jean-François*) (p. 7344, 7345) ; *Cheysson* (*Claude*), (p. 7347) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7351, 7352).

Cuba : *Stasi* (*Bernard*) (p. 7351) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 7340).

Désarmement : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Duraffour* (*Paul*) (p. 7341).

D.O.M.-T.O.M. : *Hory* (*Jean-François*) (p. 7345).

Droits de l'Homme : *Josselin* (*Charles*) (p. 7324) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 7332) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 7341, 7342).

Emissions radiophoniques vers l'étranger - Radio France internationale : *Deniau* (*Xavier*) (p. 7326) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 7343, 7344) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7348).

Est-Ouest (rapports) : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7331, 7332) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7350).

Etats-Unis : *Bellon* (*André*) (p. 7328) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 7329, 7330, 7331) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7332) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7334) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7337) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 7344) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7350, 7351) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7352, 7353).

Europe (défense de l') : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7331, 7332) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7350).

Fonds d'aide et de coopération : *Bellon* (*André*) (p. 7328) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7333) ; *Odru* (*Louis*) (p. 7338) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7352).

Français de l'étranger : *Josselin* (*Charles*) (p. 7324) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7347, 7348).

Haute-Volta : *Vivien* (*Alain*) (p. 7323).

Inde : *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349).

Irak et Iran : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7329) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349).

Kampuchea et Viet-Nam : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 7340) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 7341, 7342) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349).

Ligue arabe : *Cheysson* (*Claude*) (p. 7348).

Madagascar : *Vivien* (*Alain*) (p. 7323) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7352).

Malouines et relations entre l'Argentine et la Grande-Bretagne : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 7331) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7334) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7348).

Mayotte : *Hory* (*Jean-François*) (p. 7345) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7346) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7351).

Namibie : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349).

Nicaragua et Honduras : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7329, 7330) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7332) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7348).

Nord-Sud (relations) : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7329) ; *Odru* (*Louis*) (p. 7337, 7338) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 7338) ; *Hory* (*Jean-François*) (p. 7345) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7348, 7351) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7352).

Organisations non gouvernementales (O.N.G.) : *Vivien* (*Alain*) (p. 7322) ; *Bellon* (*André*) (p. 7329) ; *Hory* (*Jean-François*) (p. 7345).

Personnels (carrière, rémunérations, gestion) : *Josselin* (*Charles*) (p. 7323, 7324) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 7324, 7325) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7336) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7347).

Personnels (sécurité des agents en poste à l'étranger) : *Josselin* (*Charles*) (p. 7323) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 7325) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 7340).

Politique économique de la France : *Stasi* (*Bernard*) (p. 7331) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7336) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 7340) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7351).

Pologne : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7334) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7350).

Présentation des crédits concourant à l'action extérieure de la France : *Josselin* (*Charles*) (p. 7323) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 7325) ; *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 7326) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7328) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7347) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7351) ; *Chandernagor* (*André*) (p. 7353).

Proche-Orient (Israël, Liban, Palestiniens) : *Josselin* (*Charles*) (p. 7323) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 7329) ; *Stasi* (*Bernard*) (p. 7332, 7333) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 7333) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7337) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 7342) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7349).

Rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (relations extérieures - relations culturelles) (p. 7326) : *M. André Delehedde*, rapporteur ayant renoncé à présenter oralement son rapport en application de l'article 91, alinéa 2 du règlement de l'Assemblée nationale.

Relations culturelles et direction générale des relations culturelles : *Josselin* (*Charles*) (p. 7323, 7326) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 7325) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 7325, 7326) ; *Delehedde* (*André*) (p. 7326) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 7326, 7342, 7343) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 7336) ; *Mellick* (*Jacques*) (p. 7343, 7344) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7348).

Salvador : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330).

Tchad : *Vivien* (*Alain*) (p. 7323).

Uruguay : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7330).

Vente d'armes : *Stasi* (*Bernard*) (p. 7331).

Vote favorable du groupe communiste : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7329) ; *Odru* (*Louis*) (p. 7338).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Stasi* (*Bernard*) (p. 7333).

Procédure des questions [18 novembre 1982] (p. 7358).

Accord gazier franco-algérien : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7358, 7359) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7359).

Afghanistan : *Goulet* (*Daniel*) (p. 7361) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7361).

Alliance atlantique : *Goulet* (*Daniel*) (p. 7362) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7362).

Amérique centrale et petites Antilles (aide publique au développement) : *Dupuy* (*Lydie*) (p. 7359) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7359).

Chine : *Defontaine* (*Jean-Pierre*) (p. 7363) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7363).

Crédits consacrés à la coopération : *Barnier* (*Michel*) (p. 7361) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7361, 7362).

Désarmement : *Goulet* (*Daniel*) (p. 7361) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7361).

Direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques (nominations et politisation) : *Millon* (*Charles*) (p. 7362, 7363) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 7363).

Fonds d'aide et de coopération : *Barnier* (*Michel*) (p. 7361) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 7362).

Représentants diplomatiques (situation matérielle des) : *Lauriol (Marc)* (p. 7360) ; *Cheysson (Claude)* (p. 7360, 7361).

Sécurité de l'Europe : *Goulet (Daniel)* (p. 7361, 7362) ; *Cheysson (Claude)* (p. 7361, 7362).

Structures ministérielles : *Barnier (Michel)* (p. 7361) ; *Cot (Jean-Pierre)* (p. 7362).

Système monétaire européen et position du franc : *Lauriol (Marc)* (p. 7359) ; *Chandernagor (André)* (p. 7360).

Examen des crédits (p. 7364).

I. — **Services diplomatiques et généraux :**

Crédits inscrits à la ligne « relations extérieures » — I. — Services diplomatiques et généraux :

Etat B. — Titre III : amendement n° 162 du Gouvernement (majoration des crédits liée au transfert de postes budgétaires de sous-directeur de l'ancien ministère de la coopération vers la section I) ; réorganisation des structures ministérielles ; ouverture de sept postes de sous-directeurs au sein de l'administration centrale ; nomination de Mme Catherine Clément au poste de sous-directeur des échanges culturels ; nomination du directeur de l'association d'action artistique ; amendement n° 162 : adopté.

— Titre III, ainsi modifié, adopté.

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon.

Titre IV : amendement n° 163 du Gouvernement (réduction des crédits motivée par la réorganisation du département ministériel) (p. 7365) ; nomination de Mme Clément au poste de sous-directeur de l'association française d'action artistique ; rémunération de Mme Clément ; recours aux associations de la loi de 1901 afin de s'affranchir des règles posées par le statut général des fonctionnaires et des règles générales de la comptabilité publique ; amendement n° 163 : adopté ; amendement n° 205 de M. Charles Millon (réduction des crédits relatifs à la direction générale des relations culturelles) ; bilan de la mission confiée à l'inspecteur général M. Viot ; « effervescence » régnant au sein de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (p. 7366) ; rejet par la commission des affaires étrangères des crédits de la direction des affaires culturelles ; réorganisation ministérielle ; grève des personnels de la direction des relations culturelles ; action éducative radiophonique et artistique de la direction ; (p. 7367) ; amendement n° 205 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier (suppression des crédits consacrés à la coopération avec l'Algérie) ; contrat gazier franco-algérien (p. 7368) ; conditions financières de l'accord gazier ; spécificité de l'accord franco-algérien (p. 7369) ; nouvelle politique de coopération avec l'Algérie ; amendement n° 183 : rejeté ;

— titre IV, ainsi modifié, adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 206 de M. Alain Madelin (réduction de crédits) : non soutenu ; amendement n° 164 du Gouvernement (majoration de crédits liée à la réorganisation du département ministériel) : adopté ;

— autorisations de programme du titre V, ainsi modifiées, adoptées ;

— crédits de paiement du titre V, ainsi modifiés, adoptés (p. 7370).

Titre VI : amendement n° 165 du Gouvernement (réduction des crédits liée à la réorganisation du département ministériel) : adopté ;

— autorisations de programme du titre VI, ainsi modifiées, adoptées ;

— crédits de paiement du titre VI, ainsi modifiés, adoptés.

II. — **Coopération :**

Crédits inscrits à la ligne « relations extérieures » — II. — coopération.

Amendement n° 166 du Gouvernement (modification de l'intitulé de la ligne II « des relations extérieures » de l'Etat B : II — Coopération et développement) : adopté ; en conséquence la ligne II des relations extérieures de l'Etat B est ainsi rédigée :

Etat B. — Titre III : amendement n° 167 du Gouvernement (réduction des crédits liée à la réorganisation du département ministériel) : adopté.

— titre III, ainsi modifié, adopté.

Titre IV : amendement n° 168 du Gouvernement (majoration des crédits liée à la réorganisation du département ministériel) : adopté.

— titre IV, ainsi modifié, adopté.

Amendement n° 169 du Gouvernement (modification de l'intitulé de la ligne II des relations extérieures de l'état C ; II. — Coopération et développement) : adopté ; en conséquence, la ligne II de l'état C est ainsi rédigée :

Etat C. — Titre V : amendement n° 170 du Gouvernement (réduction des crédits liée à la réorganisation ministérielle) : adopté (p. 7371).

— autorisations de programme du titre V, ainsi modifiées, adoptées ;

— crédits de paiement du titre V, ainsi modifiés, adoptés.

Titre VI : amendement n° 171 du Gouvernement (majoration des crédits liée à la réorganisation du département ministériel) : adopté.

— autorisations de programme du titre VI, ainsi modifiées, adoptées ;

— crédits de paiement du titre VI, ainsi modifiés, adoptés.

Amendement aménageant l'état F annexé à l'article 45 sera examiné lors de la discussion des articles non rattachés.

Après l'article 72 : amendement n° 207 de M. Charles Josselin (présentation des crédits de toute nature qui concourent à l'action extérieure de la France) ; amendements n° 43 et n° 44 de la commission des finances (même objet) ; amendements n° 125 de Mme Véronique Neiertz et n° 66 de M. André Bellon (présentation des dépenses culturelles de la France à l'extérieur) (p. 7372) ; rectification de l'amendement n° 216 proposée par M. le ministre des relations extérieures (p. 7373) ; amendement n° 207, adopté après rectification ; en conséquence, amendements n° 43 et n° 44, n° 125 et n° 166 devenus sans objet (p. 7374).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Discussion générale [16 novembre 1982] (p. 7261).

Budget annexe des journaux officiels : *Barnier (Michel)* (p. 7266) ; *Labarrère (André)* (p. 7285).

Campagne « Les yeux ouverts » : *Barnier (Michel)* (p. 7281) ; *Labarrère (André)* (p. 7284, 7285).

Conseil économique et social (notamment rôle en matière de planification et relations avec les comités économiques et sociaux régionaux) : *Barnier (Michel)* (p. 7265, 7266) ; *Labarrère (André)* (p. 7285).

Contrôle parlementaire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7261) ; *Labarrère (André)* (p. 7285).

Documentation française : *Anciant (Jean)* (p. 7264).

Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme : *Anciant (Jean)* (p. 7264, 7265) ; *Labarrère (André)* (p. 7284).

Haut comité de la langue française : *Anciant (Jean)* (p. 7265) ; *Labarrère (André)* (p. 7284).

Initiative parlementaire (propositions de loi) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7261).

Médiateur : *Anciant (Jean)* (p. 7265).

Ordonnances (article 38 de la Constitution) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7261).

Procédure d'urgence : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7261).

Rapatriés (indemnisation et prêts) : *Bapt (Gérard)* (p. 7262, 7263) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7263, 7264) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 7282) ; *Courrière (Raymond)* (p. 7286, 7288).

Rapatriés (prestations d'accueil et de réinsertion) : *Bapt (Gérard)* (p. 7262) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 7282) ; *Courrière (Raymond)* (p. 7287).

Rapatriés (retraites) : *Bapt (Gérard)* (p. 7262) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7164) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 7282) ; *Courrière (Raymond)* (p. 7287).

Rapatriés français musulmans : *Bapt (Gérard)* (p. 7263) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7264) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 7282) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 7283, 7284) ; *Courrière (Raymond)* (p. 7286, 7287, 7288).

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif au secrétariat général de la défense nationale : contenu du rapport (p. 7267 à 7277), M. de Gastines (Henri), rapporteur ayant renoncé à présenter oralement son rapport en vertu de l'article 91, alinéa 2, du Règlement de l'Assemblée nationale.

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées relatif au S.G.D.N. : contenu du rapport (p. 7277 à 7281, M. Huyghues des Etages (Jacques), rapporteur pour avis ayant renoncé à présenter oralement son rapport en vertu de l'article 91, alinéa 2, du Règlement de l'Assemblée nationale).

Recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7261) ; *Labarrère (André)* (p. 7285).

Rôle de l'opposition parlementaire : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 7283) ; *Labarrère* (*André*) (p. 7285).
Rôle des rapporteurs : *Goux* (*Christian*) (p. 7262) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 7283).
Service d'information et de diffusion (S. I. D.) : *Anciant* (*Jean*) (p. 7265) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 7281, 7282) ; *Labarrère* (*André*) (p. 7284, 7285).

Examen des crédits (p. 7288).

I. — Services généraux :

Crédits concernant les services du Premier ministre. — I. Services généraux, réservés jusqu'après l'examen des crédits de la communication.

II. — Secrétariat général de la défense nationale :

Crédits inscrits à la ligne « services du Premier ministre ». — II. Secrétariat général de la défense nationale.

Etat B. — Titre III : amendement n° 174 de M. Henri de Gastines (réduction des crédits destinés à financer les indemnités et allocations diverses de l'institut des hautes études de la défense nationale) ; insuffisance des crédits consacrés au S. G. D. N. (p. 7290) ; utilisation des crédits inscrits au profit du S. G. D. N. ; amendement n° 174 retiré ;

— titre III adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 175 de M. Henri de Gastines (réduction des crédits affectés au programme civil de défense) ; problème de la défense civile et de la protection des populations (p. 7289) ; amendement n° 175 rejeté ;

— autorisations de programme du titre V adoptées ;

— crédits de paiement du titre V adoptés.

III. — Conseil économique et social :

Crédits inscrits à la ligne « services du Premier ministre ». — III. — Conseil économique et social.

Etat B. — Titre III : adopté.

Budget annexe des journaux officiels :

Crédits ouverts à l'article 34 au titre des services votés : adoptés ;
Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;
Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 35 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 7290).

DROITS DE LA FEMME

Discussion générale [2 novembre 1982] (p. 6546).

Anciennes déléguées à la condition féminine : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6547) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6555).
Associations : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6550) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6555, 6556).
Capacité fiscale de la femme mariée : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Centres d'information sur les droits de la femme : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6547) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6550) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 6553) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 6553) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554, 6555, 6556).
Centres de planification : *Lareng* (*Louis*) (p. 6553) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Coordination interministérielle : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6547) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 6553).
Contraception : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 6552) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 6553) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Déléguées régionales et chargées de mission départementales : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6547) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6550) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 6552, 6553) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6555).
Droits propres : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Elections municipales et quota féminin : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6550) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Emploi et formation professionnelle (droit à l'égalité professionnelle) : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6547) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6547) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6549) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 6551) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 6553) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 6553) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Famille : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6550).
Femmes seules : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6547) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554, 6555).
Fonction publique : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6547).
Gestion des biens (articles 1421 et 383 du code civil) : *Goeuriot* (*Colette*) (p. 6552).
Images de la femme (publicité, émissions enfantines, enseignement) : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6549) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 6551) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 6553) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6555).
I.V.G. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6547) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6548) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6550) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 6552) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 6553, 6554) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Plan « avenir jeunes » : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 6547).
Prostitution : *Roudy* (*Yvette*) (p. 6554).
Travail à temps partiel : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6550).
Vote favorable du groupe communiste : *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 6550) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 6552).

Crédits du ministère des droits de la femme inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre : I. — Services généraux » mis aux voix lors de l'examen des crédits de la communication (p. 6556).

TEMPS LIBRE, JEUNESSE ET SPORTS, TOURISME

Discussion générale [3 novembre 1982] (p. 6582).
Agence nationale pour l'information touristique (A.N.I.T.) (substitution à France-Informations-Loisirs de l') : *Préaumont* (*Jean de*) (p. 6587) ; *Abadie* (*François*) (p. 6595).
Associations (aide aux) : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Wilquin* (*Claude*) (p. 6585) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6589) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6594) ; *Henry* (*André*) (p. 6598).
Associations (réforme des), (fiscalité, statut) : *Sainte-Marie* (*Michel*) (p. 6584) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6591) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6594) ; *Henry* (*André*) (p. 6598).
Bienvenue France (G.I.E.) : *Préaumont* (*Jean de*) (p. 6587) ; *Abadie* (*François*) (p. 6595).
Camping-caravaning : *Porelli* (*Vincent*) (p. 6593, 6594).
Comités régionaux du tourisme : *Moreau* (*Louise*) (p. 6593).
Désengagement de l'Etat en matière sportive : *Haby* (*Charles*) (p. 6587) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6589) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6590).
Dotation globale d'équipement (D.G.E.) : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Sainte-Marie* (*Michel*) (p. 6583) ; *Wilquin* (*Claude*) (p. 6584, 6585) ; *Abadie* (*François*) (p. 6595) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 6597).
Etalement des vacances : *Sainte-Marie* (*Michel*) (p. 6584) ; *Henry* (*André*) (p. 6598).
Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Wilquin* (*Claude*) (p. 6584, 6585) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6590, 6591) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 6597).
Frais de déplacement des clubs sportifs : *Wilquin* (*Claude*) (p. 6585) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6589).
Gymnases et centres de vacances : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Wilquin* (*Claude*) (p. 6585) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6589).
Handicapés : *Henry* (*André*) (p. 6599).
Industrie hôtelière (charges fiscales et régime des prix) : *Préaumont* (*Jean de*) (p. 6587) ; *Bégault* (*Jean*) (p. 6588) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6591, 6592) ; *Moreau* (*Louise*) (p. 6593) ; *Abadie* (*François*) (p. 6595).
Industrie hôtelière (heures d'équivalence) : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6592).
Jeunesse (notamment centres information jeunesse) : *Wilquin* (*Claude*) (p. 6584) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 6596).
Médecine sportive : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6590) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6591).
Navigation de plaisance : *Moreau* (*Louise*) (p. 6593).
Office franco-allemand et office québécois pour la jeunesse : *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6589) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 6596).
Opération « découverte de la France » : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Sainte-Marie* (*Michel*) (p. 6584).
Postes F.O.N.J.E.P. : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Sainte-Marie* (*Michel*) (p. 6583) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6594) ; *Henry* (*André*) (p. 6598).
Professions de l'animation : *Vouillot* (*Hervé*) (p. 6582) ; *Sainte-Marie* (*Michel*) (p. 6583, 6584) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6594) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 6597) ; *Henry* (*André*) (p. 6598).
Sport (équipements) : *Wilquin* (*Claude*) (p. 6584) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6589) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6591) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 6597).
Sport de haut niveau (notamment préparation des jeux Olympiques) : *Wilquin* (*Claude*) (p. 6584) ; *Haby* (*Charles*) (p. 6586) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6589) ; *Hage* (*Georges*) (p. 6590) ; *Asensi* (*François*) (p. 6592, 6593) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 6596, 6597).

Sport de masse : *Wilquin (Claude)* (p. 6585) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 6589) ; *Hage (Georges)* (p. 6590).
Sports d'hiver : *Bégault (Jean)* (p. 6588).
Structures ministérielles : *Sainte-Marie (Michel)* (p. 6583) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 6587) ; *Bégault (Jean)* (p. 6588).
Thermalisme : *Bégault (Jean)* (p. 6588).
Tourisme (actions de promotion à l'étranger) : *Préaumont (Jean de)* (p. 6587) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6591) ; *Abadie (François)* (p. 6595).
Tourisme rural : *Bégault (Jean)* (p. 6588).
Tourisme social : *Sainte-Marie (Michel)* (p. 6584) ; *Bégault (Jean)* (p. 6588) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6592) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6593) ; *Henry (André)* (p. 6598).
Transfert des crédits en direction du ministère de l'éducation nationale : *Vouillot (Hervé)* (p. 6582) ; *Haby (Charles)* (p. 6585) ; *Avice (Edwige)* (p. 6596) ; *Henry (André)* (p. 6598).

Procédure des questions (p. 6613).

Actions en faveur des jeunes : *Tavernier (Yves)* (p. 6623) ; *Avice (Edwige)* (p. 6623, 6624) ; *Duprat (Jean)* (p. 6626).
Aménagement de la montagne (contrat station-vallée) : *Barnier (Michel)* (p. 6614) ; *Abadie (François)* (p. 6615, 6621) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 6620).
Associations (statut, fiscalité, charges sociales et subventions) : *Nevoux (Paulette)* (p. 6615) ; *Henry (André)* (p. 6615, 6616, 6618, 6619) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6617, 6618) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6618) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6618, 6619).
Campage-caravanage : *Goulet (Daniel)* (p. 6619) ; *Henry (André)* (p. 6619, 6620).
Centres de vacances : *Barnier (Michel)* (p. 6614, 6615) ; *Besson (Louis)* (p. 6616) ; *Henry (André)* (p. 6616).
Centres médico-sportifs et médecine du sport : *Corrèze (Roger)* (p. 6614) ; *Avice (Edwige)* (p. 6614).
Chèques-vacances : *Brune (Alain)* (p. 6617) ; *Henry (André)* (p. 6617).
Comités régionaux du tourisme : *Garmendia (Pierre)* (p. 6621) ; *Abadie (François)* (p. 6621) ; *Henry (André)* (p. 6625, 6626).
Conseillers techniques et pédagogiques (effectifs, statut) : *Corrèze (Roger)* (p. 6613) ; *Avice (Edwige)* (p. 6613).
Décentralisation du F. O. N. J. E. P. : *Fleury (Jacques)* (p. 6626) ; *Henry (André)* (p. 6626, 6627).
Education physique et sportive (personnels, sections, sport-études) : *Sicard (Odile)* (p. 6624) ; *Avice (Edwige)* (p. 6624).
Egalité des Français et droit aux vacances : *Garmendia (Pierre)* (p. 6621) ; *Abadie (François)* (p. 6621).
Etalement des vacances : *Caumont (Robert de)* (p. 6618) ; *Henry (André)* (p. 6617).
Financement des équipements touristiques : *Dollo (Yves)* (p. 6622) ; *Abadie (François)* (p. 6622).
Fonds spécial de grands travaux : *Besson (Louis)* (p. 6616) ; *Henry (André)* (p. 6616).
Hôtellerie : *Sautier (Yves)* (p. 6619) ; *Abadie (François)* (p. 6619, 6620) ; *Goulet (Daniel)* (p. 6619) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6620).
Jeux olympiques (préparation des) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6624, 6625) ; *Avice (Edwige)* (p. 6625) ; *Duprat (Jean)* (p. 6626).
Moniteurs de ski (cotisations sociales) : *Barnier (Michel)* (p. 6614) ; *Henry (André)* (p. 6615).
Moniteurs de ski (exigence d'un diplôme) : *Barnier (Michel)* (p. 6614) ; *Henry (André)* (p. 6614, 6615).
Planification des équipements sportifs et inégalités géographiques : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6622) ; *Avice (Edwige)* (p. 6622, 6623) ; *Vacant (Edmond)* (p. 6622).
Politique du tourisme (objectifs et moyens) : *Becq (Jacques)* (p. 6625) ; *Henry (André)* (p. 6625, 6626).
Promotion du tourisme à l'étranger : *Tavernier (Yves)* (p. 6620) ; *Abadie (François)* (p. 6620).
Rôle économique du tourisme : *Julien (Raymond)* (p. 6624) ; *Abadie (François)* (p. 6624).
Salariés du tourisme : *Beaufils (Jean)* (p. 6621) ; *Abadie (François)* (p. 6621).
Sport de masse : *Duprat (Jean)* (p. 6626) ; *Avice (Edwige)* (p. 6626).
Structures ministérielles : *Garmendia (Pierre)* (p. 6621) ; *Abadie (François)* (p. 6621, 6622).

Examen des crédits (p. 6627).

Crédits inscrits à la ligne « Temps libre » :

Etat B. — Titre III : amendements n° 53 et n° 54 de M. Jean de Préaumont (visant à transférer au sein du chapitre 31-01 à la section tourisme la dotation budgétaire accordée à ce département) ; individualisation des crédits du tourisme (p. 6627) ; **rappel au règlement de M. Jean de Préaumont** ; amendements n° 53 et 54 : rejetés ;

— titre III, adopté.

Titre IV : amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Soisson (réduction de crédits) ; insuffisance des crédits prévus en faveur du mouvement sportif (p. 6628) ; création de postes de conseillers techniques et pédagogiques ; amendement n° 59 : rejeté ; amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Soisson (réduction des crédits) ; financement du fonds national pour le développement du sport ; redéploiement des fonds extra-budgétaires et d'un prélèvement supplémentaire sur les recettes du loto (p. 6629) ; amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 69 de M. Georges Hage (réduction des crédits) ; nécessité de préciser des orientations budgétaires en ce qui concerne les aides aux fédérations sportives ; recours à des moyens extra-budgétaires ; problème du contrôle parlementaire ; imperfection de la présentation des comptes du F.N.D.S. (p. 6630) ; amendement n° 69 : retiré ; amendement n° 56 de M. Jean de Préaumont (réduction des crédits) ; action de promotion du tourisme à l'étranger : retiré ;

— titre IV, adopté par scrutin public.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 6631).

TRANSPORTS

Discussion générale [16 novembre 1982] (p. 7224, 7240).

Airbus : *Vivien (Robert-André)* (p. 7227) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7235) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7243).
Air-France : *Vivien (Robert-André)* (p. 7227) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7234) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7236) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7243).
Aéronautique (industrie ; notamment problème de l'A 320) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7227, 7228) ; *Labbé (Claude)* (p. 7229) ; *Chomat (Paul)* (p. 7233) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7234) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7235) ; *Forgues (Pierre)* (p. 7235, 7236) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7242, 7243).
A. T. R. 42 : *Vivien (Robert-André)* (p. 7228) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7242).
Autoroutes (gestion des) : *Carraz (Roland)* (p. 7225) ; *Chénard (Alain)* (p. 7227) ; *Gaillard (René)* (p. 7230) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7231) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7234) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7241, 7242).
Concorde : *Vivien (Robert-André)* (p. 7228) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7236) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7241).
Coordination des transports ferroviaires et aériens : *Labbé (Claude)* (p. 7229) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7241).
Corse (desserte de la) : *Aubert (François d')* (p. 7224).
Dépenses de publicité de la S. N. C. F. et de la R. A. T. P. : *Aubert (François d')* (p. 7224) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7241).
Développement de la région Nord - Pas-de-Calais et transports fluviaux : *Mellick (Jacques)* (p. 7236, 7237) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 7237).
Direction des affaires économiques, financières et administratives : *Aubert (François d')* (p. 7224) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7241).
Etablissements d'études et de recherches météorologiques (E. E. R. M.) : *Aubert (François d')* (p. 7224).
Fonds spécial de grands travaux et investissements en matière de transports : *Carraz (Roland)* (p. 7225, 7226) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7231) ; *Chomat (Paul)* (p. 7233) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7234) ; *Caumont (Robert de)* (p. 7238) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7242).
Haute-Normandie (réseau routier) : *Beregovoy (Michel)* (p. 7238, 7239).
Inspection du travail des transports : *Aubert (François d')* (p. 7224) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7245) ;
Journaux mis à la disposition des passagers par Air France et Air Inter : *Aubert (François d')* (p. 7224) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7241).
Liaison Marseille—Turin : *Caumont (Robert de)* (p. 7238).
Liaison Rhin—Rhône : *Brunhes (Jacques)* (p. 7237).
Météorologie : *Forgues (Pierre)* (p. 7236) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7245).
Navigation aérienne (notamment droit de grève aux contrôleurs aériens) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7228) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7234) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7241, 7245).
Organisme national de sécurité routière (O. N. S. E. R.) : *Aubert (François d')* (p. 7224) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7245, 7246).
Réseau routier : *Fèvre (Charles)* (p. 7231) ; *Chomat (Paul)* (p. 7233) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7234) ; *Beregovoy (Michel)* (p. 7238, 7239) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7242).

Réseau routier en montagne-service hivernal : *Caumont (Robert de)* (p. 7238) ;*Fiterman (Charles)* (p. 7242).

Sécurité routière : *Carraz (Roland)* (p. 7225) ; *Chénard (Alain)* (p. 7226) ; *Gaillard (René)* (p. 7229) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7231) ; *Chomat (Paul)* (p. 7232) ; *Caumont (Robert de)* (p. 7238) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7245).

Service national et permis de conduire : *Carraz (Roland)* (p. 7225).

S. N. C. F. (situation financière) : *Carraz (Roland)* (p. 7225, 7226) ; *Chénard (Alain)* (p. 7226) ; *Gaillard (René)* (p. 7230) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7231, 7232) ; *Chomat (Paul)* (p. 7232) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7233) ; *Beregovoy (Michel)* (p. 7238) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7244, 7245).

T. G. V. Atlantique : *Aubert (François d')* (p. 7224) ; *Labbé (Claude)* (p. 7229) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7233).

Transports aériens internationaux : *Vivien (Robert-André)* (p. 7227) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7234, 7235) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7235) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7243).

Transports collectifs urbains et interurbains : *Carraz (Roland)* (p. 7225) : *Chénard (Alain)* (p. 7226) ; *Chomat (Paul)* (p. 7232) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7233) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7242, 7244).

Transports parisiens (S.N.C.F. et R.A.T.P.) : *Carraz (Roland)* (p. 7225) ; *Chénard (Alain)* (p. 7226) ; *Chomat (Paul)* (p. 7232).

Transports routiers (conditions de travail) : *Bergelin (Christian)* (p. 7234) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7245).

Transports scolaires : *Gaillard (René)* (p. 7230).

Voies navigables et batellerie : *Carraz (Roland)* (p. 7225) ; *Chénard (Alain)* (p. 7226) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7231) ; *Bergelin (Christian)* (p. 7223) ; *Mellick (Jacques)* (p. 7236, 7237) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 7237) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7245).

Vote favorable du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 7233).

Vote favorable du groupe socialiste : *Forgues (Pierre)* (p. 7236) ; *Mellick (Jacques)* (p. 7237).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bergelin (Christian)* (p. 7235).

Procédure des questions (p. 7246).

Accord de coopération franco-algérien dans le domaine des transports : *Vuillaume (Roland)* (p. 7251) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7251).

Aménagement de la R.N. 138 du Mans à Alençon : *Chasseguet (Gérard)* (p. 7250) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7250).

Autoroute A 11 Le Mans—Angers : *Chasseguet (Gérard)* (p. 7250) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7250).

Autoroute A 64 : *Labazée (Georges)* (p. 7251, 7252) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7252).

Aviation légère (notamment aide financière à la S.O.C.A.T.A.) : *Forgues (Pierre)* (p. 7248) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7248).

Basse-Normandie : *Goulet (Daniel)* (p. 7250) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7251).

Construction de boulevards périphériques dans les grandes agglomérations (financement, rôle des collectivités locales, nuisances) : *Proveux (Jean)* (p. 7249) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7249).

Contrats de développement des transports : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 7252) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7252, 7253).

Délégation à l'espace aérien : *Bas (Pierre)* (p. 7246) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7246).

Désenclavement des villes moyennes et liaisons aériennes (rôle de l'A.T.R. 42) : *Souchon (René)* (p. 7249) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7250).

Liaisons ferroviaires internationales : *Vuillaume (Roland)* (p. 7247) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7247).

Liaisons Rhin-Rhône : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 7247) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7247, 7248).

Mayotte (réseau routier national à) : *Hory (Jean-François)* (p. 7252) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7252).

Relations transpyrénéennes : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 7248) : *Fiterman (Charles)* (p. 7248, 7249).

Sous-traitance dans le secteur aéronautique : *Labazée (Georges)* (p. 7251) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7252).

Suppression de lignes secondaires S.N.C.F. : *Goulet (Daniel)* (p. 7253) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7253, 7254).

T.G.V. (problème des arrêts du) : *Vuillaume (Roland)* (p. 7246) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7247).

T.G.V. Atlantique : *Métais (Pierre)* (p. 7253) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7253).

Transports collectifs interurbains à courte distance de voyageurs : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 7252) ; *Fiterman (Charles)* (p. 7252).

Voies nationales : situation du Nord-Ouest : *Nungesser (Roland)* (p. 7247).

Examen des crédits (p. 7256).

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 178 de M. Charles Fèvre (réduction des crédits consacrés au « maintien du potentiel ferroviaire ») ; globalisation des concours financiers accordés à la S.N.C.F. (p. 7257) ; amendement n° 178 rejeté ;

— titre IV, adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 179 de M. Charles Fèvre (réduction des autorisations de programme en faveur des routes) ; rôle du fonds spécial de grands travaux ; amendement n° 179 rejeté ; amendement n° 180 de M. Charles Fèvre (réduction des crédits de paiement du programme autoroutier) (p. 7258) : rejeté ; amendement n° 181 de M. Charles Fèvre (réduction des crédits destinés à l'équipement des voies navigables et des ports fluviaux) : rejeté.

— Autorisations de programme du titre V : adoptées.

— Crédits de paiement du Titre V : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme adoptées ; crédits de paiement adoptés.

Etat D. — Titre III : adopté (p. 7259).

Article 49 (*financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France*) : adopté.

Article 67 (*prorogation de l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France*) : adopté.

Après l'article 67 : amendement n° 173 du Gouvernement (suppression de l'établissement public à caractère administratif dénommé « service national des examens du permis de conduire ») : adopté (p. 7260).

URBANISME ET LOGEMENT

Discussion générale [4 novembre 1982] (p. 6674, 6684).

Accession à la propriété : *Horvath (Adrienne)* (p. 6678) ; *Badet (Jacques)* (p. 6680) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691, 6692).

Accession à la propriété (apport personnel et prêts complémentaires) : *Malandain (Guy)* (p. 6676) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6677) ; *Badet (Jacques)* (p. 6680) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Activités de la S. C. I. C. : *Bartolone (Claude)* (p. 6689).

Agences d'urbanisme : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6685) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Aide à la pierre : *Horvath (Adrienne)* (p. 6677) ; *Badet (Jacques)* (p. 6680) ; *Denvers (Albert)* (p. 6686) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Aide personnalisée au logement (A. P. L.) : *Lengagne (Guy)* (p. 6675) ; *Malandain (Guy)* (p. 6676) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 6677) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6678) ; *Badet (Jacques)* (p. 6681) ; *Denvers (Albert)* (p. 6686) ; *Bartolone (Claude)* (p. 6689).

Aide personnalisée au logement et allocation de logement (unification) : *Lengagne (Guy)* (p. 6675) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 6677).

Architecture (activités, enseignement, profession) : *Lengagne (Guy)* (p. 6675) ; *Durupt (Job)* (p. 6684) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

C. A. U. E. : *Lengagne (Guy)* (p. 6674) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Centres villes — surcharges foncières — programmes d'action foncière : *Lengagne (Guy)* (p. 6674) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 6677) ; *Badet (Jacques)* (p. 6680) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6687, 6688) ; *Bourget (René)* (p. 6690) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Construction de logements neufs : *Lengagne (Guy)* (p. 6675) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6677, 6678) ; *Tibéri (Jean)* (p. 6679) ; *Clément (Pascal)* (p. 6681) ; *Guyard (Jacques)* (p. 6681) ; *Rossinot (André)* (p. 6684) ; *Denvers (Albert)* (p. 6686) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691).

Construction de logements sociaux : *Horvath (Adrienne)* (p. 6678) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6688) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691).

Conventionnement : *Horvath (Adrienne)* (p. 6678) ; *Rossinot (André)* (p. 6685) ; *Bartolone (Claude)* (p. 6688) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Décentralisation (dotation globale de décentralisation) : *Lengagne (Guy)* (p. 6674) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Décentralisation (transfert de compétences ; dotation globale d'équipement) : *Lengagne (Guy)* (p. 6674, 6675) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6685) ; *Bourget (René)* (p. 6690) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6692).

Désencadrement du crédit : *Lengagne (Guy)* (p. 6674).

Documents d'urbanisme (P. O. S., S. D. A. U.) : *Lengagne (Guy)* (p. 6674) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6685).
Economies d'énergie : *Vidal (Joseph)* (p. 6687).
Effets de la loi Quilliot et du blocage des loyers : *Horvath (Adrienne)* (p. 6677) ; *Tibéri (Jean)* (p. 6679) ; *Badet (Jacques)* (p. 6680) ; *Clément (Pascal)* (p. 6681) ; *Guyard (Jacques)* (p. 6681) ; *Rossinot (André)* (p. 6684) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6688) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691).
Espaces verts : *Bourget (René)* (p. 6690).
Fonds spécial des grands travaux : *Lengagne (Guy)* (p. 6674, 6675) ; *Malandain (Guy)* (p. 6675) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6678) ; *Badet (Jacques)* (p. 6680) ; *Vidal (Joseph)* (p. 6686) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 6689) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691).
Institut géographique national (I. G. N.) : *Lengagne (Guy)* (p. 6675) ; *Guyard (Jacques)* (p. 6682).
Mesures fiscales en faveur du logement : *Lengagne (Guy)* (p. 6674) ; *Malandain (Guy)* (p. 6676).
Personnels des services extérieurs : *Lengagne (Guy)* (p. 6674) ; *Malandain (Guy)* (p. 6675) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6693).
Plafond légal de densité (P. L. D.) : *Quilliot (Roger)* (p. 6693).
Recherche : *Lengagne (Guy)* (p. 6675) ; *Malandain (Guy)* (p. 6676).
Réhabilitation et amélioration de l'habitat : *Lengagne (Guy)* (p. 6674, 6675) ; *Malandain (Guy)* (p. 6674) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 6677) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6677) ; *Tiberi (Jean)* (p. 6679) ; *Badet (Jacques)* (p. 6679) ; *Clément (Pascal)* (p. 6681) ; *Rossinot (André)* (p. 6685) ; *Vidal (Joseph)* (p. 6686) ; *Bartolone (Claude)* (p. 6688) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 6689) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691).
Réhabilitation et amélioration des logements sociaux (Palulos) : *Lengagne (Guy)* (p. 6675) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6678) ; *Clément (Pascal)* (p. 6681) ; *Denvers (Albert)* (p. 6686) ; *Vidal (Joseph)* (p. 6687) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6688) ; *Bartolone (Claude)* (p. 6688) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 6689) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691).
Secteur des B. T. P. (situation ; exportation) : *Malandain (Guy)* (p. 6676) ; *Guyard (Jacques)* (p. 6682).
Situation financière des organismes de H. L. M. : *Tiberi (Jean)* (p. 6679) ; *Badet (Jacques)* (p. 6680) ; *Rossinot (André)* (p. 6684) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6688) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6691).
Un p. 100 patronal : *Guyard (Jacques)* (p. 6682).
Ventes d'H. L. M. : *Quilliot (Roger)* (p. 6692).
Villes nouvelles : *Guyard (Jacques)* (p. 6682) ; *Bourget (René)* (p. 6690).
Vote favorable du groupe communiste : *Horvath (Adrienne)* (p. 6678).
Vote favorable du groupe socialiste : *Badet (Jacques)* (p. 6681) ; *Denvers (Albert)* (p. 6686).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Tiberi (Jean)* (p. 6680).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *Clément (Pascal)* (p. 6681).

Procédure des questions [4 novembre 1982] (p. 6693).

Accession à la propriété individuelle : *Miossec (Charles)* (p. 6703) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6705) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6705).
Accession non aidée à la propriété : *Barrot (Jacques)* (p. 6701) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6701).
Agences d'urbanisme : *Quilliot (Roger)* (p. 6697).
Alsace (situation du B. T. P.) : *Quilliot (Roger)* (p. 6695, 6696) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6696) ; *Durr (André)* (p. 6704).
Assimilation des personnels des offices d'H. L. M. à ceux des collectivités locales : *Quilliot (Roger)* (p. 6693).
Baisse de la T. V. A. sur les terrains et les constructions : *Charié (Jean-Paul)* (p. 6703) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6703).
Bretagne (construction agricole) : *Miossec (Charles)* (p. 6703) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6703, 6704).
Coefficients d'occupation des sols : *Osselin (Jacqueline)* (p. 6697) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6697).
Conseil d'administration des organismes d'H. L. M. (offices, sociétés anonymes, sociétés d'économie mixte) : *Mercieca (Paul)* (p. 6693) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6693).
Contribution patronale en faveur du logement (1 p. 100 ; rôle du comité d'entreprise) : *Jarosz (Jean)* (p. 6693) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6694).
Construction de logements : *Vuillaume (Roland)* (p. 6695) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6695, 6696, 6701) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6696) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6700) ; *Micaux (Pierre)* (p. 6701).
Décret visant à limiter à 10 p. 100 l'apport personnel pour l'octroi des prêts conventionnés : *Charié (Jean-Paul)* (p. 6696) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6696).
Départements d'outre-mer (situation du logement dans les) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6702) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6702, 6703).
Documents d'urbanisme et D. G. E. : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6696) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6696, 6697).
Fonds d'aménagement urbain : *Quilliot (Roger)* (p. 6696, 6698, 6699) ; *Lambert (Michel)* (p. 6698).
Fonds spécial de grands travaux et économies d'énergie : *Vuillaume (Roland)* (p. 6695) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6695).
Fonds spécial de grands travaux et égalité de traitement entre les entreprises publiques et les entreprises privées : *Vuillaume (Roland)* (p. 6695) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6695).
Grands ensembles : *Osselin (Jacqueline)* (p. 6697) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6697).
Limitation de la hausse des loyers : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6695) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6695).
P. A. P. (prêts d'accession à la propriété) : *Chapuis (Robert)* (p. 6699) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6699, 6701, 6705) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6701).
P. A. P. (problème des prêts complémentaires) : *Barrot (Jacques)* (p. 6701) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6701).
Paris (Loyers et prix des logements à) : *Merciera (Paul)* (p. 6701, 6702) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6702).
Plafond légal de densité : *Miossec (Charles)* (p. 6704, 6705) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6705).
Primes pour l'amélioration de l'habitat : *Proriot (Jean)* (p. 6700) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6700).
Prêts conventionnés : *Ligot (Maurice)* (p. 6700) ; *Proriol (Jean)* (p. 6700) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6701, 6705) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6701).
Prêts locatifs aidés : *Ligot (Maurice)* (p. 6700) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6700).
Problème du plein emploi du parc de logements et conditions d'attribution des logements sociaux : *Caumont (Robert de)* (p. 6698) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6698).
Représentants de locataires (protection des) : *Mercieca (Paul)* (p. 6693) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6693).
Salariés du secteur des B. T. P. (salaire ; conditions de travail ; durée de travail ; sécurité) : *Odru (Louis)* (p. 6694) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6694).
Service hivernal en montagne : *Caumont (Robert de)* (p. 6697, 6698) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6698).
Sous-traitance : *Miossec (Charles)* (p. 6703) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6704).
Zones rurales : *Chapuis (Robert)* (p. 6699) ; *Quilliot (Roger)* (p. 6699) ; *Proriol (Jean)* (p. 6700).

Examen des crédits [4 novembre 1982] (p. 6705).

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 97 de M. Jean-Claude Portheault (réduction des crédits affectés au chapitre « contribution de l'Etat au financement de l'aide personnalisée au logement ») (p. 6705) ; prise en charge du surcoût foncier lors d'opérations locatives dans les centres-villes ; amendement n° 94 du Gouvernement (réduction des crédits consacrés aux aides à la personne en secteur locatif) ; évolution des loyers ; amendement n° 97 retiré ; amendement n° 94 adopté ;

— titre IV, ainsi modifié, adopté.

Etat C. — Titre V : positions de la commission de la production et des échanges et de la commission des finances ; nécessité de transférer les crédits affectés à l'établissement des documents d'urbanisme de la rubrique « dotation globale d'équipement » du budget du ministère de l'intérieur vers le budget de l'urbanisme et du logement ; accord donné par M. le ministre de l'urbanisme et du logement ;

— autorisations de programme du titre V : adoptés ;

— crédits de paiement du titre V : adoptés.

Titre VI : position de la commission de la production et des échanges en faveur d'un transfert des crédits concernant les agences d'urbanisme de la dotation globale d'équipement vers le budget du ministère de l'urbanisme et du logement ; institut géographique national (p. 6706) ; amendement n° 95 du Gouvernement (majoration de la dotation prévue pour les prêts aidés pour l'accession à la propriété) ; amendement n° 96 du Gouvernement (augmentation des crédits de l'urbanisme consacrés aux Palulos) ; amendement n° 95 adopté ; amendement n° 96 adopté ;

— autorisations de programme du titre VI, ainsi modifiées, adoptées ;

— crédits de paiement du titre VI, ainsi modifiés, adoptés.

Titre VII : autorisations de programme, adoptées ; crédits de paiement, adoptés.

Article 48 (*aides de l'Etat pour les emprunts contractés en vue de la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements*) : adopté.

Après l'article 72 : amendement n° 71 du Gouvernement précédemment rattaché au budget du ministère de l'urbanisme et du logement, appelé ultérieurement à l'occasion de l'examen des articles non rattachés (p. 6707).

ARTICLES ET AMENDEMENTS
PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHES
[19 novembre 1982] (p. 7485).

Articles 45 (*crédits évaluatifs*) et état F : amendement n° 172 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; état F, ainsi modifié, adopté ;

— article 45, adopté (p. 7486).

Article 46 (*crédits provisionnels*) et état G annexé : adoptés (p. 7487).

Article 47 (*report de crédits*) et état H annexé (p. 7488) : adoptés (p. 7489).

Titre II. — Disposition permanentes.

A. — Mesures fiscales.

Article 51 (*création d'un compte d'épargne en actions*) : amendement n° 19 de la commission (tendant à ramener le plafond par conjoint de 10 000 francs à 6 000 francs et d'élever le pourcentage de réduction d'impôt) (p. 7490) ; amendement n° 7 de M. Dominique Frelaut soutenu par M. Parfait Jans (tendant à ramener le plafond par conjoint de 10 000 francs à 5 000 francs ; bilan de l'application de la loi Monory ; amendement n° 259 du Gouvernement (visant à ramener le plafond par conjoint de 10 000 francs à 7 500 francs) (p. 7491) ; première partie de l'amendement n° 19 jugée irrecevable au regard de l'article 40 de la Constitution par M. Christian Goux, président de la commission ; amendement n° 19 devenu sans objet ; amendement n° 7 : retiré ; amendement n° 259 : adopté ; amendement n° 6 de M. Paul Chomat (tendant à réserver le bénéfice de la réduction d'impôt résultant du C. E. A. aux contribuables dont le revenu imposable n'excède pas la limite de la 10e tranche du barème de l'impôt sur le revenu) : rejeté ; amendement n° 229 de Mme Ghislaine Toutain soutenu par M. Christian Pierret (de conséquence) : adopté (p. 7492) ; amendement n° 21 de la commission (simplification de la gestion du compte d'épargne en actions et modification des dispositions relatives aux titres émis par l'Onera) ; participation majoritaire de l'Etat dans le capital de Matra ; amendement n° 21 : adopté ; amendement n° 22 de la commission (précisant que les opérations effectuées dans le cadre d'un compte d'épargne en actions n'avaient pas d'incidence au regard du régime de détaxation du revenu investi en actions institué en 1978) : adopté ; amendement n° 260 du Gouvernement (suppression de l'incompatibilité entre le système du compte d'épargne en actions et l'abattement de 3 000 francs sur les dividendes) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (précisant les documents que devront communiquer les intermédiaires agréés) (p. 7493) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (suppression de la possibilité pour un contribuable de faire effectuer par un intermédiaire agréé la centralisation des différentes opérations) ; comparaison du « système Monory » et des nouvelles dispositions relatives au compte d'épargne en actions ;

— article 51, ainsi modifié, adopté (p. 7494).

Article 52 (*remplacement de l'avoir fiscal par un crédit d'impôt*) : politique d'encouragement de l'épargne productive ;

— article 52, retiré par le Gouvernement.

Amendements n° 26 de la commission, n° 104 de M. Philippe Mestre, n° 105, n° 108 à n° 110 de M. Edmond Alphandéry : devenus sans objet.

Après l'article 52 : amendement n° 8 de M. Parfait Jans (visant à ramener l'avoir fiscal du taux de 50 p. 100 au taux de 24 p. 100 ; problème de la rémunération des capitaux à risques ; amendement n° 8 : rejeté ; amendement n° 230 de M. André Laignel soutenu par M. Raymond Douyère (tendant à favoriser la transparence des revenus en ce qui concerne les produits de placement à revenu fixe soumis au prélèvement libératoire et aux profits de construction soumis au prélèvement libératoire) : adopté (p. 7495) ; amendement n° 27 de la commission (reconduction pour cinq ans de la déductibilité des dividendes attachés à la création d'entreprises ou à des augmentations de capital) ; sous-amendement n° 234 de M. Parfait Jans (suppression des dispositions assouplissant les dispositions de l'article 214 A du C. G. I.) : retiré ; sous-amendement n° 245 de M. Edmond Alphandéry soutenu par M. Gilbert Gantier (visant à rétablir la limitation prévue au troisième alinéa du I de l'article 214 A du C. G. I. : limitation du montant des dividendes déductibles à 7,50 p. 100 du capital) ; problème de l'évasion fiscale ; sous-amendement n° 245 : rejeté ; sous-amendement n° 246 de M. Edmond Alphandéry (précisant les conditions dans lesquelles la limitation du montant des dividendes déductibles à 7,50 p. 100 du capital n'est pas applicable) (p. 7496) : rejeté ; sous-amendement n° 247 de M. Edmond Alphandéry (suppression du plafond de déductibilité de 7,5 p. 100 pour certains dividendes) : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (permettant de réduire les prélèvements résultant de l'application de la taxe sur certains frais généraux des entreprises au prorata de leur activité à l'exportation) ; amendement n° 9 de M. Jacques Marette soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 7497) : retiré ; amendement n° 5 : adopté ; **rappel au règlement de M. Gilbert Gantier** (p. 7498).

Avant l'article 53 : amendement n° 258 du Gouvernement (proposant de remplacer les mécanismes précédents d'aide à l'investissement par un nouveau mécanisme : régime de l'amortissement exceptionnel) (p. 7499) ; nécessité d'assortir l'aide fiscale à l'obligation de création d'emplois ; position du groupe communiste ; abstention du groupe communiste ; notion de sélectivité ; vote favorable du groupe socialiste (p. 7500) ; régime de l'amortissement exceptionnel ; notion de sélectivité : catégorie de biens d'équipement ouvrant droit au nouveau régime d'aide à l'investissement ; problème des agencements et installations de locaux commerciaux ; investissement des entreprises agricoles ; imprécision du champ d'application ; champ d'application des mesures d'amortissement dégressif fiscales (p. 7501) ; absence de clause concernant l'emploi et nécessité de favoriser les investissements de productivité ; vote favorable du groupe R. P. R. ; information et contrôle des travailleurs ; notion de sélectivité (p. 7502) ; rectification de l'amendement par le Gouvernement ; problème des investissements dans les entreprises agricoles (p. 7503) ; caractère sélectif des aides ; amendement n° 258, ainsi modifié, adopté (p. 7504) ; problème des actions d'accumulation.

Article 53 (*modalités d'imposition des petits commerçants et artisans et fonctionnement des centres de gestion et associations agréés*) : inconvénient du régime du forfait applicable aux artisans et aux commerçants (p. 7505) ; fonctionnement des centres de comptabilité ; remise en cause du visa des experts-comptables sur les comptabilités faites par les centres de gestion ; « rente de situation » des experts-comptables ; problème de l'agrément des centres de gestion (p. 7506) ; amendement n° 249 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (visant à permettre aux membres de l'ordre des experts-comptables de remplis leur mission de surveillance) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Gilbert Gantier (visant à réserver aux seuls forfaitaires ayant opté pour le régime réel d'imposition la faculté de tenir une comptabilité super-simplifiée) : rejeté ; amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel : substitution à l'expression « comptabilité supersimplifiée » l'expression « comptabilité n'enregistrant journellement que le détail des encaissements et des paiements ») ; amendement n° 111 de M. Edmond Alphandéry (rédactionnel : substitution à l'expression « comptabilité supersimplifiée » l'expression « comptabilité très simplifiée ») (p. 7507) ; amendements n° 117 et n° 111 : rejetés ; amendement n° 28 de la commission (de précision : tendant à viser non seulement les recettes mais aussi le chiffre d'affaires) : adopté ; amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (relatif au montant de la réduction d'impôt) : rejeté ; amendement n° 250 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (relatif aux conditions d'exercice de la mission de surveillance confiée aux experts-comptables) : rejeté ; amendement n° 29 de la commission (tendant à viser l'ensemble des modalités d'exercice de la profession d'expert-comptable et de comptable agréé y compris la forme de société) : adopté ; amendements n° 3 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Georges Tranchant (p. 7508) et n° 50 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Edmond Alphandéry (exclusion des forfaitaires ayant opté pour le réel du champ d'application de la mission de surveillance des experts-comptables) : rejetés ; amendement n° 30 de la commission soutenu par M. Raymond Douyère (tendant à préciser qu'en cas de refus de visa par l'expert-comptable l'administration apprécie, s'il y a lieu ou non, d'accorder l'abattement spécial) ; amendement n° 31 de la commission soutenu par M. Raymond Douyère (prévoyant que la rémunération de la mission de surveillance des experts-comptables peut être versée directement par le centre et qu'elle ne peut excéder une limite déterminée par arrêté du ministre délégué chargé du budget) ; amendements n° 30 et n° 31 : adoptés ; amendement n° 251 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (relatif aux conditions d'adhésion des exploitants qui clôturent leur exercice en cours d'année et qui n'ont pas adhéré dans les trois premiers mois de l'exercice en cours ; gage : taxe spécifique sur les produits sur les marchés intérieurs en provenance de l'U. R. S. S.) : rejeté

(p. 7509) ; amendement n° 33 de la commission (abrogation de l'article L. 185 du livre des procédures fiscales qui prévoient la réduction du délai de reprise de l'administration fiscale en matière d'erreur de droit et modification des conditions d'application des majorations fiscales en cas d'insuffisance, d'inexactitude ou omission dans les déclarations des nouveaux adhérents) : adopté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 53 : amendement n° 182 du Gouvernement (relatif au contenu des documents comptables ; protection du secret professionnel) ; reprise sous forme législative d'une disposition prévue par un décret du 31 décembre 1977 relevant de l'article 34 de la Constitution selon le Conseil d'Etat ; conciliation d'un meilleur contrôle de l'administration fiscale et de la protection des libertés de la vie privée ; avis du Conseil d'Etat (p. 7510) ; vote hostile du groupe R.P.R. ; amendement n° 182 : adopté ; adoption de l'amendement contestée par M. Robert-André Vivien.

Article 54 (*fraude fiscale : sanction pénale*) : lutte contre la fraude fiscale et justice fiscale (p. 7511) ; réforme du financement des allocations familiales ; nécessité d'alléger le prélèvement basé sur le salaire ; nécessité de renforcer les cellules d'ordre et de documentation ; pouvoir d'appréciation du juge ; bilan du contrôle fiscal (p. 7512) ; amendement n° 35 de la commission (suppression du seuil) ; alignement du régime des peines applicables à la délinquance fiscale et à la délinquance financière ; amendement n° 35 : adopté ; en conséquence, amendements n° 51 de M. Claude Wolff et n° 47 de M. Etienne Pinte : devenus sans objet ; amendement n° 52 de M. Jean Anciant (relatif aux contrôles inopinés) : adopté ;

— article 54, ainsi rédigé, adopté.

Après l'article 54 : amendement n° 36 de la commission soutenu par M. Jean Anciant (tendant à favoriser l'accès de l'administration aux informations en cas de comptabilité tenue aux moyens de systèmes informatisés) (p. 7513) ; sous-amendement n° 263 de M. Jean Anciant soutenu par M. Raymond Douyère (relatif à la conservation du support magnétique des comptabilités) ; amendement n° 264 du Gouvernement (complétant l'article L. 81 du livre des procédures fiscales ; conservation des supports des comptabilités) ; amendement n° 265 du Gouvernement (complétant l'article L. 82 du livre des procédures fiscales) (même objet) ; amendements n° 264 et n° 265 : adoptés ; amendement n° 36 et sous-amendement n° 263 : devenus sans objet ; amendement n° 37 de la commission soutenu par M. Raymond Douyère (majoration des sanctions fiscales prévues en cas de mauvaise foi) : rejeté (p. 7514) ; amendement n° 38 de la commission (suppression de la « tolérance légale » en matière de sanction fiscale : abrogation de l'article 1730 du C.G.I.) : rejeté ; amendement n° 39 de la commission soutenu par M. Raymond Douyère (déclarations afférentes aux mutations de jouissance) : rejeté ; amendement n° 45 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (réduction de la valeur locative de l'habitation principale pour les personnes âgées ayant élevé trois enfants ou plus) : rejeté ; amendement n° 15 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Gilbert Gantier (permettant aux communes d'instituer une taxe annuelle sur les chiens pour des raisons d'hygiène et de salubrité publique) (p. 7515) : rejeté ; amendement n° 46 de M. Jacques Marette soutenu par M. Georges Tranchant (actualisation du montant de la taxe sur la publicité mentionnée à l'article L. 233-21 du code des communes) : rejeté ; amendement n° 16 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Gilbert Gantier (création au profit des départements d'une taxe frappant les sables, graviers et matériaux concassés) : rejeté.

Article 58 (*redevance des sociétés nationalisées*) : amendement n° 203 du Gouvernement (calcul du prélèvement opéré sur les dividendes dus à l'Etat au titre de l'exercice 1982 pour les sociétés concernées) (p. 7516) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 58.

Article 59 (*garantie de l'Etat pour les comptes sur livrets d'épargne populaire*) : adopté.

Après l'article 63 : amendement n° 42 de la commission (exonération des droits de mutation et d'enregistrement pour les régions) : devenu sans objet après l'adoption des dispositions contenues dans l'article 15 *bis* de la première partie du projet de loi de finances (p. 7517).

Après l'article 72 : amendement n° 71 du Gouvernement (modification des dispositions fiscales du code de l'urbanisme concernant le plafond légal de densité) ; intégration complète du P.L.D. dans la fiscalité locale ; suppression du régime spécifique de la région Ile-de-France ; construction de bâtiments publics à Paris ; ponction opérée sur le fonds de compensation de la T.V.A. ; sous-amendement n° 242 de M. Parfait Jans (tendant à éviter la suppression de l'exception à l'exonération en cas de reconstruction des immeubles menaçants, en ruines, ou des immeubles déclarés insalubres) (p. 7518) : adopté ; sous-amendement n° 226 de la commission (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 257 de M. Parfait Jans (précisant que la taxe sur le P.L.D. ne s'applique pas aux immeubles édifiés par les organismes de logement social et qui bénéficient des financements aidés par l'Etat ; gage : majoration du taux de l'impôt sur les sociétés acquitté par les sociétés immobilières passibles de cet impôt) (p. 7519) : rejeté ; sous-amendement n° 244 de M. Parfait Jans (suppression de la disposition permettant la modulation du P.L.D.) (p. 7520) : rejeté ; abstention du groupe communiste ; amendement n° 71, ainsi modifié, adopté.

ARTICLES DE RECAPITULATION (p. 7521).

Moyens des services et dispositions spéciales.

Titre Ier : dispositions applicables à l'année 1983.

A. — Opérations à caractère définitif.

I. — Budget général.

Article 28 (*budget général ; services votés*) : montant de la dette publique ; évolution de la structure de la dette publique : augmentation de la part de l'endettement à court terme ; financement de la dette publique ; évolution des taux d'intérêt (p. 7521) ;

— article 28 : adopté.

Article 29 (*mesures nouvelles ; dépenses ordinaires des services civils*) : problème de la dette extérieure ;

— article 29, adopté (p. 7522).

Article 30 (*mesures nouvelles ; dépenses en capital des services civils*) : adopté.

Articles 31 et 32 : adoptés lors de l'examen des crédits du ministère de la défense.

Article 33 (*autorisations d'engagement par anticipation*) : adopté.

II. — Budgets annexes.

Article 34 (*budgets annexes ; services votés*) : adopté.

Article 35 (*budgets annexes ; mesures nouvelles*) : adopté.

Articles 36 à 43 : examinés lors de l'examen des comptes spéciaux du trésor.

Article 44 : examiné lors de la discussion sur la radio-télévision.

Articles 45 à 47 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 48 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'urbanisme et du logement.

Article 49 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des transports.

Article 50 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la communication.

Articles 51 à 54 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 55 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'agriculture.

Articles 56 et 57 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère des anciens combattants.

Articles 58 et 59 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 60 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la recherche et de l'industrie.

Articles 61 à 63 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

Article 64 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la justice.

Article 65 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la mer.

Article 66 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Article 67 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des transports.

Articles 68 à 71 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère du travail.

Article 72 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des postes et télécommunications (p. 7523).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 29 et état B (p. 7524) ; indemnité spéciale montagne (I.S.M.) ; rôle de la délégation à l'économie sociale ; compte d'épargne en actions ; dispositions relatives relatives aux P.L.D.

Etat B. — Titre III : amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — II : Santé, solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — III : Travail, emploi) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — III : Travail, emploi) ; adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (majoration des crédits concernant le commerce et l'artisanat) : adopté (p. 7525) ; amendement n° 7 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la consommation) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la culture) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'économie et les finances. — II : Services économiques et financiers) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (réduction et majoration des crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les relations extérieures. — I : Services diplomatiques et généraux) : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les services du Premier ministre. — I : Services généraux) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (majoration des crédits concernant le temps libre) : adopté.

Titre IV : amendement n° 2 du Gouvernement (réduction des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi. — II : Santé, solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — II : Santé, solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — III : Travail, emploi) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (réduction des crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — III : Travail, emploi) : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la culture) : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la mer) : adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (majoration des crédits concernant le plan de l'aménagement du territoire) : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les relations extérieures. — I : Services diplomatiques et généraux) : adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (majoration des crédits concernant le temps libre) : adopté ;

— article 29 et état B annexé, ainsi modifiés, adoptés (p. 7526).

Article 30 et **état C** (p. 7527) ; rôle du F.I.D.A.R. et du F.I.A.T. ; majoration des crédits des parcs nationaux ; économie de montagne.

Etat C. — titre V : amendement n° 25 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'urbanisme et le logement) : adopté.

Titre VI : amendement n° 28 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — II : Santé, solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 29 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant les départements et les territoires d'outre-mer. — III : Territoires d'outre-mer) : adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 31 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 32 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 33 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la mer) : adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (augmentation des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le plan et l'aménagement du territoire) : adopté (p. 7528) ; amendement n° 36 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le temps libre) : adopté ; amendement n° 38 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'urbanisme et le logement) : adopté ;

— article 30 et état C annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Article 48 : amendement n° 39 du Gouvernement (montant de l'aide de l'Etat accordée pour les emprunts contractés en vue de la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 51 (p. 7529) : amendement n° 41 du Gouvernement (relatif au compte d'épargne en actions : fixation à 25 p. 100 du taux du crédit d'impôt) : adopté ; amendement n° 42 du Gouvernement (relatif au compte d'épargne en actions : diminution des plafonds de 15 000 à 14 000 francs et de 7 500 à 7 000 francs : adopté ; amendement n° 43 du Gouvernement (relatif à la gestion des comptes d'épargne en actions) : adopté ;

— article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 75 (nouveau) : amendement n° 44 du Gouvernement (relatif au plafond légal de densité) : adopté ;

— article 75 (nouveau), ainsi modifié : adopté (p. 7530).

Article 27 et **état A** (p. 7531, 7532) : amendement n° 40 du Gouvernement (modification des évaluations de recettes et de dépenses) : adopté ;

— article 27 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 7533).

Explications de vote.

Vote favorable du groupe communiste : *Mercieca* (*Paul*) (p. 7535).

Vote favorable du groupe socialiste : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 7534).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 7534).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7535).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 décembre 1982] (p. 8362).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Edmond Alphandéry : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8364, 8365) ; *Bêche* (*Guy*) (p. 8365, 8366) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8366) : rejetée par scrutin public (p. 8366).

Compte d'épargne en actions : *Pierret* (*Christian*) (p. 8364).

Gendarmerie (situation des personnels de la) : *Aumont* (*Robert*) (p. 8367) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8367).

Indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisées : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8365) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8366).

Position du Sénat et fonctionnement de la commission mixte paritaire : *Pierret* (*Christian*) (p. 8363, 8364).

Professions libérales (fiscalité) : *Pierret* (*Christian*) (p. 8364).

Discussion des articles [15 décembre 1982] (p. 8367).

Article 1er (*autorisation de percevoir les impôts existants*) : amendement n° 61 de M. Gilbert Gantier (proposant d'annexer chaque année à la loi de finances une évaluation des impôts affectés aux établissements publics et organismes divers habi-

lités à les percevoir) (p. 8367) : rejeté ; amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (proposant que soit annexée au projet de loi de règlement une évaluation des impôts affectés aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir) : rejeté ;

— article 1er adopté (p. 8368).

Article 2 (*barème de l'impôt sur le revenu*) ; amendement n° 27 du Gouvernement (précisant le champ d'application de la majoration du taux de la T. V. A. sur les pelleteries : exclusion de l'astrakan) : adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (précisant l'interlocuteur de l'administration fiscale pour la détermination des revenus ou bénéfices d'activité professionnelle non salariée) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (visant à faire bénéficier les veufs, célibataires, ou divorcés, invalides d'une demi-part de quotient familial supplémentaire) : adopté (p. 8369) ; amendement n° 2 de la commission (visant à élever les limites de chiffre d'affaires permettant l'octroi des avantages liés au traitement dans les centres de gestion et les associations de gestion) ; amendement n° 3 de la commission (portant de 150 000 à 165 000 francs la somme au-delà de laquelle s'applique le taux de 10 p. 100 et en deçà de laquelle s'applique le taux de 20 p. 100) ; situation des membres des professions libérales adhérant à des organismes de gestion agréés ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 3 : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté par scrutin public.

Article 2 *bis* (nouveau) (*versement de rémunérations : obligations déclaratives*) ;

— article 2 *bis* adopté.

Article 2 *ter* (nouveau) (*taxation des sociétés domiciliées dans des « paradis fiscaux » pour les immeubles détenus en France*) : amendement n° 29 du Gouvernement (relatif au recouvrement de la taxe dans le cas où l'immeuble est détenu par personne interposée) ; amendement n° 30 du Gouvernement (relatif au champ d'application de la taxe) ; amendement n° 31 du Gouvernement (excluant du champ d'application de la taxe les investissements immobiliers en France réalisés par des Etats ou personnes publiques étrangères ainsi que des organismes privés à but non lucratif exerçant une activité désintéressée de caractère social, philanthropique, éducatif, culturel) ; amendement n° 32 du Gouvernement (visant à ne plus limiter le caractère libératoire de la taxe annuelle au regard des impôts patrimoniaux à la valeur des immeubles possédés au 1er janvier 1983) ; amendement n° 33 du Gouvernement (tendant à ramener de 20 p. 100 à 15 p. 100 le taux de la taxe forfaitaire applicable aux personnes morales passibles de la taxe mentionnée au II qui auraient, avant le 31 décembre 1983, attribué à un associé personne physique la propriété des immeubles ou droits immobiliers qu'elles détiennent en France) ; amendement n° 29 : adopté ; amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 32 : adopté (p. 8371) ; amendement n° 33 : adopté ;

— article 2 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *quater* (nouveau) (*établissement d'un rapport sur la prise en compte fiscale des charges de famille*) ;

— article 2 *quater* adopté.

Article 3 (*mesures relatives à l'épargne investie en obligations et autres placements à revenus fixes*) : amendement n° 4 de la commission (proposant de viser au paragraphe 1, outre la cote officielle de la bourse et le compartiment spécial de hors cote, la cote du second marché) : adopté ; amendement n° 65 du Gouvernement (suppression de la condition de ressources pour accorder le bénéfice de l'augmentation de 3 000 à 5 000 francs de l'abattement sur les revenus d'obligations) : adopté ; amendement n° 64 du Gouvernement (proposant de maintenir le prélèvement libératoire au taux de 38 p. 100 pour les intérêts des comptes courants d'associés) (p. 8372) : adopté ; amendement n° 18 de M. Claude Wolff : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*simplification du régime d'imposition des plus-values*) : amendement n° 66 du Gouvernement (relatif au régime fiscal des plus-values immobilières) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 8373).

Article 5 (*suppression de certaines taxes*) : adopté.

Article 6 (*encouragement au secteur associatif et aux activités culturelles*) : adopté.

Article 6 *bis* (nouveau) (*application en Alsace-Lorraine de la déduction correspondant aux dons et aux organismes d'utilité publique*) : adopté.

Article 7 (*mesure d'incitation à l'économie sociale*) : exonération de l'imposition des allocations A. S. S. E. D. I. C. investies dans le capital d'une S. C. O. P. ; amendement n° 34 du Gouvernement (précisant que l'exonération bénéficie aux sociétés dont le capital est partiellement souscrit à l'aide des allocations A. S. S. E. D. I. C.) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*taxe d'habitation, non perception par l'Etat du prélèvement de* 3,60 p. 100) : adopté.

Article 9 (*taxe sur la valeur ajoutée : professions juridiques, formation professionnelle, presse*) : amendement n° 20 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (inclusion des prestations des huissiers de justice dans les exceptions) (p. 8374) : rejeté ;

— article 9 adopté.

Article 10 (*taxation des institutions financières et de certains de leurs produits*) : ambiguïté de la position du Gouvernement sur le problème de la « zillmérisation » (p. 8375) ; difficultés de la caisse nationale de prévoyance (p. 8376) ; amendement n° 5 du Gouvernement (tendant à neutraliser les exercices déficitaires pour la taxation des excédents de provisions des entreprises d'assurance de dommages) : adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (précisant le champ d'application de la « zillmérisation ») : adopté ; amendement n° 6 de la commission (relatif à la définition du champ d'application de l'exonération des assurances de groupe, tendant à permettre le maintien de l'actuelle exonération au profit de certains contrats organisant la collecte de l'épargne en vue du financement de retraites complémentaires ou sur-complémentaires et ayant pour objet de maintenir le bénéfice de l'exonération pour les contrats résultant du contrat de travail des salariés employés ou non à l'étranger) : adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (relatif aux versements irréguliers) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*normalisation du régime des sociétés mères et de leurs filiales*) : amendement n° 21 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (tendant à éviter la rétroactivité des dispositions prévues à l'article 11) (p. 8377) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (précisant le champ d'application des dispositions ayant pour objet d'éviter une double imposition sur les abandons de créances des sociétés mères vis-à-vis de leurs sociétés filiales, lorsque ces créances ne sont pas déductibles des résultats de la société créancière) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*impôt sur les grandes fortunes, actualisation des seuils*) : adopté (p. 8378).

Article 13 (*taxe sur les véhicules à moteur, barème*) : adopté.

Article 14 (*tabac, fiscalité, aménagement du monopole*) : adopté.

Article 14 *bis* (nouveau) (*relèvement du montant de l'abattement forfaitaire sur le droit de consommation sur les alcools*) : adopté.

Article 15 (*transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) : adopté.

Article 15 *bis* (nouveau) (*exonérations de droits de mutation et d'enregistrement au bénéfice des collectivités locales et des régions*) : amendement n° 37 du Gouvernement (précisant le champ d'application des dispositions prévues à l'article 15 *bis*) (p. 8379) ; amendement n° 38 du Gouvernement (précisant la date d'application des nouveaux tarifs du droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les casinos) ; amendement n° 37 adopté ; amendement n° 38 adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 15 *bis* : amendement n° 39 du Gouvernement (modification des dispositions relatives aux livrets d'épargne pour les travailleurs manuels) : adopté.

Article 16 (*reconduction de mesures temporaires et diverses*) : amendement n° 40 du Gouvernement (proposant de reconduire pour cinq ans la disposition prévue à l'article 160-1 *ter* du C.G.I.) : adopté ; amendement n° 41 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 8380) ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *bis* (nouveau) (*suppression de la réduction de 25 p. 100 des droits de mutation à titre gratuit prévus en faveur de donations par contrat de mariage*) : adopté.

Article 16 *ter* (*doublement du plafond ouvrant droit à un abattement de 20 000 francs sur l'assiette des droits d'enregistrement applicables aux mutations à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle*) : amendement n° 42 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant un prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des syndics et administrateurs judiciaires) : vote favorable du groupe communiste ; amendement n° 42 adopté ;

— article 16 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 16 *ter* : amendement n° 76 du Gouvernement (relatif aux droits d'enregistrement) : adopté (p. 8381).

Article 17 (*abrogation de dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relative aux formations professionnelles alternées et reconduction de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et des dispositions concernant la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle*) : adopté.

Article 18 (*modification de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes*) : adopté.

Article 19 (*revalorisation du droit de sceau*) : adopté.

Article 20 (*détaxation des carburants agricoles*) : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 43 du Gouvernement (modification des dispositions relatives au plafond légal de densité) (p. 8382) ; situation de l'établissement public régional dit d'Ile-de-France ; cas des H.L.M. et des constructions sociales ; amendement n° 43 adopté.

Article 21 (*dispositions relatives aux affectations*) : adopté.

Article 22 (*taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) : adopté.

Article 23 (*modification de la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes*) : adopté.

Article 23 *bis* (nouveau) (*création d'une dotation spéciale pour le logement des instituteurs au sein de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 8383) : adopté.

Article 24 (*fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement*) : adopté.

Article 24 *bis* (nouveau) (*tarifs de droits de timbre*) : adopté.

Article 25 (*confirmation des dispositions législatives antérieures*) : adopté.

Article 26 (*majoration des rentes viagères*) : adopté (p. 8384).

Article 27 (*équilibre général du budget et état A*) (p. 8385-8386) ; amendement n° 69 du Gouvernement (tendant à revenir au texte adopté par l'assemblée nationale en première lecture et visant à majorer certains crédits) ; difficulté de l'industrie du papier ; amendement n° 69 adopté.

— article 27 et Etat A annexé, ainsi modifiés, adoptés (p. 8387).

Article 28 (*budget général, services votés*) : adopté.

Article 29 et Etat B (*mesures nouvelles, dépenses ordinaires des services civils*) (p. 8388) ; insécurité dans le métro parisien ; effectif du service de protection et de sécurité du métro (p. 8389) ; protestation de M. Gilbert Gantier contre l'intervention de M. Paul Quilès au sujet de la sécurité dans la ville de Paris ;

Crédits du titre I concernant l'économie et les finances. — I : charges communes : adoptés ;

Crédits du titre II concernant l'économie et les finances. — I : charges communes : adoptés ;

Crédits du titre III : adoptés ;

Crédits du titre IV concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — II : santé, solidarité nationale ; amendement n° 44 du Gouvernement (réduction des crédits liés à l'adoption du texte relatif au remboursement de l'I.V.G.) ; amendement n° 45 du Gouvernement (majoration des crédits liés à l'adoption du texte relatif au remboursement de l'I.V.G.) ; amendement n° 46 du Gouvernement (majoration des crédits destinés au recrutement de 800 auxiliaires de vie) ; amendement n° 44 : adopté ; amendement n° 45 : adopté ; amendement n° 46 : adopté ;

— crédits du titre IV, ainsi modifiés, adoptés (p. 8390).

Affectation d'une partie des crédits à l'institut de développement industriel ; financement de projets nouveaux des entreprises publiques industrielles ; mise sur pied d'un plan « papier » (p. 8392) ; amendement n° 48 adopté.

Crédits du titre V concernant la recherche et l'industrie. — II : industrie, ainsi modifiés, adoptés.

Crédits du titre V concernant les relations extérieures. — I : services diplomatiques et généraux. — II : coopération et développement ; services du Premier ministre. — I : services généraux, temps libre, transports, urbanisme et logement : adoptés.

Crédits du titre VI concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — II : santé, solidarité nationale. — III : travail emploi, agriculture, commerce et artisanat, consommation, culture, départements et territoires d'outre-mer. — II : D.O.M. — III : T.O.M. ; économie et finances. — I : charges communes, éducation nationale, environnement, intérieur et décentralisation, justice, mer, plan et aménagement du territoire, recherche et industrie. — I : recherche : adoptés ; amendement n° 49 adopté.

Crédits du titre VI concernant la recherche et l'industrie. — II : industrie, ainsi modifiés, adoptés.

Crédits du titre VI concernant les relations extérieures. — I : services diplomatiques et généraux. — II : coopération et développement, services du Premier ministre. — I : services généraux. — II : secrétariat général de la défense nationale.

— Article 29 et Etat B, ainsi modifiés, adoptés.

Article 30 et Etat C (*mesures nouvelles, dépenses en capital des services civils*) (p. 8391) :

Crédits du titre V concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi. — I : section commune. — II : santé, solidarité nationale, la consommation, la culture ; les départements et territoires d'outre-mer. — II : départements d'outre-mer. — III : territoires d'outre-mer ; adoptés.

Crédits du titre V concernant l'économie et les finances. — I : charges communes ; amendement n° 47 du Gouvernement (majoration des crédits).

Crédits du titre V concernant la recherche et l'industrie. — II : industrie ; amendement n° 48 du Gouvernement (majoration des crédits) ; amendement n° 49 du Gouvernement (majoration des crédits du titre V concernant la recherche et l'industrie) ; amendement n° 4 : adopté.

Crédits du titre V concernant l'économie et les finances. — I : charges communes, ainsi modifiés, adoptés.

Crédits du titre V concernant l'économie et les finances. — II : services économiques et financiers. — III : budget, éducation nationale, environnement intérieur et décentralisation, justice, mer, plan et aménagement du territoire, recherche et industrie. — I : recherche : adoptés.

Temps libre, transports, urbanisme et logement : adoptés.

Crédits du titre VII concernant l'urbanisme et le logement : adoptés ;

— article 30 et état C annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 31 (*mesures nouvelles, dépenses ordinaires des services militaires*) : adopté.

Article 32 (*mesures nouvelles, dépenses en capital des services militaires*) : adopté.

Article 33 et état D annexé (*autorisations d'engagement par anticipation*) : adopté.

Article 34 (*budgets annexes, services votés*) : adopté.

Article 35 (*budgets annexes, mesures nouvelles*) : adopté (p. 8393).

Article 36 (*comptes d'affectation spéciale, opérations définitives, services votés*) : adopté.

Article 37 (*comptes d'affectation spéciale, opérations définitives, mesures nouvelles*) : adopté.

Article 38 (*comptes retraçant des opérations à caractère temporaire, services votés*) : adopté.

Article 39 (*comptes d'affectation spéciale, opérations à caractère temporaire, mesures nouvelles*) : adopté.

Article 40 (*comptes de commerce, mesures nouvelles*) : adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 50 du Gouvernement relatif à la contribution de la France aux fonds régulateurs pour les matières premières : adopté.

Article 41 (*comptes d'avances, mesures nouvelles*) : adopté.

Article 42 (*comptes de prêts, mesures nouvelles*) : adopté.

Article 43 (*clôture du compte de prêts au Crédit foncier de France*) : adopté (p. 8394).

Article 44 et état E (*perception des taxes parafiscales*), amendement n° 10 de la commission (tendant à fusionner les lignes 60 et 61 correspondant à la redevance radio-télévision et à la future taxe sur les magnétoscopes) : adopté.

— article 44 et état E, ainsi modifiés, adoptés.

Article 45 et état F (*crédits évaluatifs*) : adopté.

Article 46 et état G (*crédits provisionnels*) : adopté.

Article 47 et état H (*reports de crédits*) : adopté.

Article 48 (*aide au logement social*) : adopté.

Article 49 (*financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France*) : adopté (p. 8395).

Article 50 (*répartition du produit des droits constatés des taxes parafiscales affectées au financement des organismes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision*) : adopté.

Article 50 *bis* (nouveau) (*extension de la redevance pour droit d'usage sur les appareils récepteurs de télévision aux appareils d'enregistrement et de reproduction des images et du son en télévision*) : adopté.

Article 51 (*création d'un compte d'épargne en actions*) : amendement n° 60 du Gouvernement (visant à remplacer le système des soldes nets mensuels pondérés par celui des soldes nets trimestriels) (p. 8396) ; amendement n° 68 du Gouvernement (de conséquence) ; amendement n° 60 : adopté ; amendement n° 68 : adopté ; amendement n° 11 de la commission (suppression de la disposition relative à la centralisation des comptes par l'un des intermédiaires agréés) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (suppression de la date butoir du 31 décembre 1981 pour l'étalement dans le temps des investissements des S.I.C.A.V.) : adopté ;

— article 51, ainsi modifié, adopté.

Article 52 : retiré en première lecture par le Gouvernement.

Article 52 *bis*, (nouveau) (*incitation fiscale à la recherche*) : amendement n° 24 de M. Gilbert Gantier (visant à étendre le champ de la détaxation aux dépenses de personnel afférant aux chercheurs et techniciens de recherche non exclusivement affectés à ces opérations) (p. 8397) ; amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier (substituant au mot « exclusivement » le mot « principalement ») ; situation spécifique des P.M.E. ; amendement n° 24 : rejeté ; amendement n° 25 : rejeté.

— article 52 *bis*, adopté.

Article 52 *ter* (nouveau) (*déclaration des produits des placements à revenu fixe et des profits de construction*) : adopté.

Article 52 *quater* (nouveau) (*réduction des dividendes pour la détermination de l'impôt sur les sociétés dans le cadre des constitutions de sociétés et de leurs augmentations de capital*) : amendement n° 13 de la commission (tendant à limiter la portée de la déduction des dividendes pour la détermination de l'impôt sur les sociétés dans le cas des constitutions de sociétés et des augmentations de capital) : adopté.

— article 52 *quater*, ainsi modifié, adopté.

Article 52 *quinquies* (nouveau) (*taxe sur certains frais généraux des entreprises : entreprises exportatrices*) : adopté (p. 8398).

Article 53 A (nouveau) (*institution d'un nouveau mécanisme d'incitation fiscale à l'investissement*) : caractère limité des dispositions prévues à l'article 53 A.

— article 53 A adopté.

Article 53 (*modalités d'imposition des petits commerçants et artisans et fonctionnement des centres de gestion et associations agréés*) : problème du versement de la rémunération de l'expert-comptable par le centre pour le compte de ses clients (p. 8399) ; amendement n° 14 de la commission (visant à « légaliser » l'intervention des experts-comptables stagiaires dans la surveillance des dossiers et dans la délivrance des visas) : adopté ; amendement n° 51 du Gouvernement (relatif aux comptables stagiaires) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (relatif à la présence des représentants de l'administration fiscale lors des délibérations des organes dirigeants des centres de gestion et des associations agréées) : adopté.

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 53 *bis* (nouveau) (*mentions devant figurer obligatoirement dans les documents comptables des adhérents aux centres de gestion agréés*) : adopté (p. 8400).

Article 54 (*fraude fiscale : sanctions pénales*) : adopté.

Article 54 *bis* (nouveau) (*communication du support des documents comptables*) : adopté.

Article 54 *ter* (nouveau) (*conservation du support des documents comptables*) : adopté.

Après l'article 54 *ter :* amendement n° 52 du Gouvernement (harmonisation des obligations comptables avec la sixième directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978) : adopté.

Article 55 (*conditions de financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles*) : adopté.

Article 56 (*relèvement des pensions perçues par les ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité*) : adopté.

Article 57 (*création d'une allocation spéciale en faveur des veuves des aveugles de la résistance*) : adopté.

Article 57 *bis* (nouveau) (*taxe pour frais de chambres de métier*) : amendement n° 16 de la commission (relevant le montant de la taxe) : adopté.

— article 57 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 8401).

Article 58 (*redevances des sociétés nationalisées*) : inconstitutionnalité des dispositions prévues par l'article 58 ; amendement n° 59 du Gouvernement (relatif au montant et au versement des redevances) : adopté.

Article 59 (*garantie de l'Etat pour les comptes sur livrets d'épargne populaire*) : adopté (p. 8402).

Article 60 (*redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base*) (p. 8403) : adopté.

Article 61 (*aménagement du régime des subventions aux départements pour la prise en charge du réseau routier national déclassé rendu nécessaire par la création d'une dotation globale d'équipement*) : adopté.

Article 62 (*dotation globale de fonctionnement : dotation forfaitaire de certains départements*) : adopté.

Article 62 *bis* (nouveau) (*dotation globale de fonctionnement : modification des coefficients applicables à l'attribution moyenne nationale*) : adopté.

Article 62 *ter* (nouveau) (*dotation globale de fonctionnement : compensation des exonérations permanentes accordées au titre des résidences universitaires*) : adopté.

Article 62 *quater* (nouveau) (*dotation globale de fonctionnement : dotation de péréquation des communes structurellement déséquilibrées*) : adopté (p. 8404).

Article 62 *quinquies* (nouveau) (*dotation globale de fonctionnement : prise en compte des accroissements de population*) : adopté.

Article 62 *sexies* (nouveau) (*dotation globale de fonctionnement : prise en compte des diminutions de population*) : adopté.

Article 62 *septies* (nouveau) (*dotation globale de fonctionnement : modification du régime de la dotation globale de fonctionnement des départements*) : adopté.

Article 62 *octies* (nouveau) (*dotation globale de fonctionnement : régime particulier des D.O.M.*) : adopté.

Après l'article 62 *octies :* amendement n° 53 du Gouvernement (visant à permettre aux régions de bénéficier des dispositions concernant le fonds de compensation de la T.V.A) : adopté.

Article 63 (*institution d'une dotation spéciale au sein de la dotation globale de fonctionnement*), supprimé en première lecture.

Article 63 *bis* (nouveau) (*intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans la base de calcul des pensions de retraite des policiers*) : adopté.

Article 64 (*relèvement des plafonds de ressources et de l'indemnité forfaitaire versée aux avocats en matière d'aide judiciaire*) : adopté.

Article 65 (*modification du code des pensions de retraite des marins*) : adopté (p. 8415).

Article 66 (*conditions de financement de l'allocation aux adultes handicapés*) : adopté.

Article 67 (*prorogation de l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France*) : adopté.

Article 67 *bis* (nouveau) (*suppression du service national des examens du permis de conduire*) : adopté.

Article 68 (*remise en cause d'aides à la mobilité géographique*) : adopté.

Article 69 (*suppression des primes de pré-apprentissage*) : adopté.

Article 70 (*compensation forfaitaire des salaires versés par les maîtres d'apprentissage à leurs apprentis pendant leur temps de présence aux centres de formation*) : adopté.

Article 71 (*allégement des charges pour les entreprises franchissant le seuil des dix salariés*) : adopté.

Article 72 (*mise en jeu de la garantie de l'Etat — cartes de paiement émises par l'administration des postes et télécommunications*) : adopté (p. 8406).

Article 73 (nouveau) (*emploi d'assistants et d'adjoints d'enseignement*) : article 73 jugé irrecevable par M. Gilbert Gantier ; violation des dispositions de l'article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances ; amendement n° 63 de la commission (visant à ne pas écarter de la liste des candidatures les vacataires exerçant des fonctions d'enseignement dans les établissements à caractère administratif) ; problème du statut, de la carrière et du recrutement des assistants (p. 8407) ; amendement n° 63 adopté ; amendement n° 54 du Gouvernement (prévoyant l'avis du conseil de l'établissement affectataire de l'emploi ou, dans le cas d'un I.U.T., l'avis de la commission de choix avant toute nomination d'assistant) ; amendement n° 55 du Gouvernement (précisant la procédure de nomination en qualité d'adjoint d'enseignement) ; cavalier budgétaire et violation de l'ordonnance de 1959 ; amendement n° 54 rejeté par scrutin public (p. 8409) ; opposition par M. Gilbert Gantier de l'article 121 du règlement sur l'amendement n° 55 ; amendement n° 55 rejeté ;

— article 73, ainsi modifié, adopté.

Article 74 (nouveau) (*annexe au fascicule budgétaire du ministère des relations extérieures*) : adopté.

Article 75 (nouveau) (*modifications affectant les versements pour dépassement du plafond légal de densité*) : amendement n° 56 du Gouvernement de suppression : adopté, en conséquence l'article 75 est supprimé (p. 8409).

Après l'article 75 : amendement n° 57 du Gouvernement (ayant pour objet de permettre la nomination d'enseignants non titulaires de l'enseignement supérieur, chargés de fonctions d'enseignement supérieur en coopération, sur des postes de titulaires de l'enseignement supérieur) : adopté ; amendement n° 58 du Gouvernement (modification de la procédure de fixation des cotisations du régime des prestations sociales agricoles) : adopté ;

— **Adoption de l'ensemble** du projet de loi (p. 8410).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8528).

Augmentation de capital des sociétés et déductibilité des dividendes : *Douyère* (*Raymond*) (p. 8530) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8530) ;

Crédits d'heures complémentaires : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8529) ;

Endettement : *Tranchant* (*Georges*) (p. 8530) ;

Fonds spécial des grands travaux et principe d'universalité budgétaire : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8529) ;

Prise en compte des travaux du Sénat par l'Assemblée nationale : *Pierret* (*Christian*) (p. 8528) ;

Régulation budgétaire : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8529) ;

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 8531 à 8552) ;

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 8552) ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8552).

Voir *Audiovisuel* **1.**

Recherches scientifique et technique **1.**

Affectation de recettes.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Annulation de crédits.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — I. Charges communes.

Economies budgétaires.

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale.

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

5. — Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport **n° 892** (19 mai 1982) — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (15 mai 1982). — Rapporteur pour avis : M. Alain Richard (18 mai 1982). — Avis **n° 891** (19 mai 1982). — Discussion les 25 et 26 mai 1982. — Adoption le 26 mai 1982. — Projet de loi **n° 151.**

Sénat (première lecture), **n° 356** (1981-1982), dépôt le 27 mai 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport **n° 376** (1981-1982) (3 juin 1982). — Discussion les 8 et 9 juin 1982. — Adoption le 9 juin 1982. — Projet de loi **n° 110** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).
Bureau [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport **n° 951** (16 juin 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport **n° 390** (1981-1982) (16 juin 1982).
La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 925,** dépôt le 9 juin 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport **n° 952** (16 juin 1982). — Discussion le 16 juin 1982. — Adoption avec modifications le 16 juin 1982. — Projet de loi **n° 172.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 398** (1981-1982), dépôt le 17 juin 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport **n° 400** (1981-1982) (17 juin 1982). — Discussion le 17 juin 1982. — Rejet le 17 juin 1982. — Projet de loi **n° 112** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 959,** dépôt le 17 juin 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport **n° 960** (17 juin 1982). — Discussion le 18 juin 1982. — Adoption définitive le 18 juin 1982. — Projet de loi **n° 175.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 28 juin 1982 (*J.O.* du 29 juin 1982) (p. 2043). — Rectificatif (*J.O.* du 30 juin 1982) (p. 2057). — Conforme en totalité.

Loi n° 82-540 du 28 juin 1982 publiée au *J.O.* du 29 juin 1982 (p. 2038).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 875 et ceux de la loi de finances rectificative pour 1982.

(Loi n° 82-540 du 28 juin 1982.)

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE Ier			
		Dispositions relatives aux ressources.			
1		Taxe d'habitation. — Dégrèvement en faveur des personnes âgées de plus de 60 ans.	Première lecture : 25 mai 1982.	2571	1
2		Taxe professionnelle. — Mesures d'allègement des cotisations en 1982.	Première lecture : 25 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982.	2576 3500	2
3		Taxe sur la valeur ajoutée.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2598 3500 3596	3
4		Impôt exceptionnel sur certaines dépenses des institutions financières.	Première lecture : 26 mai 1982.	2611	4
5		Date d'entrée en vigueur de certains articles de la loi de finances rectificative pour 1981, n° 81-1180 du 31 décembre 1981.	Première lecture : 26 mai 1982.	2616	5
	5 *bis* (A.N.)	Dation en paiement par remise d'œuvres d'art applicable aux droits sur les mutations à titre gratuit.	Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	3502 3596	6
	5 *ter* (A.N.)	Relèvement du seuil d'exonération du droit au bail.....	Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	3502 3596	7
		TITRE II			
6		Equilibre général.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2618 3502 3597	8
		DEUXIEME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
		TITRE Ier			
		Dispositions applicables à l'année 1982.			
7		Dépenses ordinaires des services civils. Ouvertures.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2625 3503 3597	9
8		Dépenses en capital des services civils. Ouvertures.....	Première lecture : 26 mai 1982.	2627	10
9		Ratification du traité d'avance n° 82-179 du 22 février 1982.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2628 3503 3597	11
	9 *bis* (A.N.)	Rédaction de l'article 3, alinéa 4, de la loi de finances pour 1982 (bases d'imposition des grandes fortunes).	Première lecture : 26 mai 1982.	2630	12

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE II **Dispositions permanentes.**			
10		Réduction de la part des salaires dans les bases de la taxe professionnelle et compensation de cette mesure.	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2631 3503 3597	13
11		Prise en compte pour moitié des augmentations de la valeur locative des matériels dans les bases de la taxe professionnelle.	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2632 3503 3597	14
12		Taxe professionnelle. — Institution d'une réduction dégressive sur la valeur locative des matériels.	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982.	2633 3504	15
13		Taxe professionnelle. — Régime d'imposition des artisans.....	Première lecture : 26 mai 1982.	2633	16
14		Taxe professionnelle. — Calcul des taux.....	Première lecture : 26 mai 1982.	2634	17
	14 *bis* (A.N.)	Subvention compensatrice accordée aux communes en application de l'alinéa 3 de l'article 138 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956.	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982.	2636 3504	Supprimé.
15		Plafonnement du taux de la taxe professionnelle.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982.	2636 3504	18
16		Taxe professionnelle. Cotisation de péréquation.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2636 3505 3598	19
17		Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle. Origine et affectation des ressources.	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2638 3505 3598	20
18		Taxe professionnelle. Présentation au Parlement d'un rapport.....	Première lecture : 26 mai 1982.	2639	21
19		Présentation d'un rapport au Parlement sur une éventuelle modification des assiettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières.	Première lecture : 26 mai 1982.	2641	22
20		Actualisation des valeurs locatives foncières.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2641 3505 3598	23
21		Extension de l'aide fiscale à l'investissement aux exploitants agricoles.	Première lecture : 26 mai 1982.	2641	24
22		Aide fiscale en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs.....	Première lecture : 26 mai 1982.	2642	25
23		Relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint des adhérents des centres et associations de gestion agréés.	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2643 3506 3598	26
24		Abrogation de tarifs de droit de timbre non applicables.....	Première lecture : 26 mai 1982.	2644	27

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
	24 *bis* (Sénat)	Relèvement du seuil d'exonération prévu à l'article 740, II, 1°, du C. G. I.	Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	3506 3598	Supprimé (cf. art. 5 *ter*).
	24 *ter* (Sénat)	Dation en paiement par remise d'œuvres d'art applicable aux droits sur les mutations à titre gratuit.	Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	3506 3598	Supprimé (cf. art. 5 *bis*).
25		Suppression de l'exonération des placements financiers par les Français qui deviennent des non-résidents.	Première lecture : 26 mai 1982.	2645	28
26		Fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2645 3506 3598	29
27		Contribution pour l'assurance de la construction.....	Première lecture : 26 mai 1982. Deuxième lecture : 16 juin 1982. Troisième lecture : 18 juin 1982.	2646 3506 3598	30

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 mai 1982] (p. 2533), (p. 2554) :

Question préalable opposée par M. Edmond Alphandéry : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2546, 2547, 2548) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2548, 2549, 2550) ; rejetée par scrutin public (p. 2550).

Accord sur le gaz algérien : *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565).

Agriculture (aide fiscale à l'—) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2549, 2569) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2557) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 2564, 2565).

Anciens combattants et victimes de guerre (rapport constant) : *Tourné* (*André*) (p. 2563, 2564) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2569).

Commerce extérieur : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2541, 2542, 2543) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2548) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2558) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 2562).

Contrats de solidarité : *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2555) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2561) ; *Billardon* (*André*) (p. 2566) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2568).

Crédit agricole : *Marette* (*Jacques*) (p. 2557) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2561).

Déficit ou rigueur budgétaire : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2536, 2549) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2541, 2542, 2543, 2544) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2547) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2548) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2560, 2561).

Déficit budgétaire (financement) : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2543) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2558).

Dotation globale de fonctionnement : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2645).

Emploi : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2542, 2543).

Entreprises nationales (aides à l'investissement des —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2534, 2549) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2538) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2545) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2547) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2554, 2555) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 2559, 2560) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2561) ; *Billardon* (*André*) (p. 2566).

F. D. E. S. (crédits du —) : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2544) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565).

Finances locales (relations financières entre l'Etat et les collectivités locales) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2535, 2567) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2538, 2539, 2540) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2555) ; *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 2562, 2563).

Franc : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2543) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2558, 2568) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 2562) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2568).

Impôt sur la fortune : *Chomat* (*Paul*) (p. 2556).

Impôt sur le revenu : *Goux* (*Christian*) (p. 2541).

Inconstitutionnalité du projet de loi (au regard de l'ordonnance du 2 janvier 1959 — insuffisance d'information) : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2546) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2549).

Inflation : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2536) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2538) ; *Goux* (*Christian*) (2541) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2451, 2542, 2543) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2556) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2557) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) p. 2559).

Institutions financières (prélèvement, « socialisme bancaire ») : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2534, 2535) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2545) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2557) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 2560) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2561) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565) ; *Billardon* (*André*) (p. 2566).

Personnes âgées : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2536) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2539) ; *Marette* (Jacques) (p. 2557) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565).

Personnes handicapées : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2535) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2538) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2556).

Personnes seules : *Chomat* (*Paul*) (p. 2555).

Prêts bonifiés : *Billardon* (*André*) (p. 2566) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2569).

Rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2570, 2571) ; *Malvy* (*Martin*) (p. 2571).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2570) : *Goux* (*Christian*) (p. 2570).

Simulation (réforme de la fiscalité locale) : *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2539, 2540) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2568).

Soutien à l'investissement. — Relance par l'investissement : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2534) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2542, 2543, 2545) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2547) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2554) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2557) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 2559) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 2562) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565) ; *Billardon* (*André*) (p. 2566).

Taxe d'habitation : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2536) ; *Pierre* (*Christian*) (p. 2538) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2538, 2539) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2544) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2555) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2557) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 2559) ; *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 2563) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565).

Taxe professionnelle : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2535, 2567, 2568, 2569, 2570) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2539, 2540) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2544, 2545) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2547, 2548) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2555) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2556) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 2559) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2561) ; *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 2563) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565) ; *Billardon* (*André*) (p. 2566) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 2566, 2567).

T. V. A. (aménagement des taux) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2535, 2536, 2568) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 2537) ; *Goux* (*Christian*) (p. 2540) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2545, 2546) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2555, 2556) ; *Marette* (*Jacques*) (p. 2557) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2562) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2565).

Vote des taux d'imposition pour les assemblées locales : *Richard* (*Alain*) (p. 2539) ; *Mestre* (*Philippe*) (p. 2561).

Vote favorable du groupe communiste : *Chomat* (*Paul*) (p. 2556).

Vote favorable du groupe socialiste : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 2559) ; *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 2563).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Marette* (*Jacques*) (p. 2559).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Mestre* (*Philippe*) (p. 2562).

Discussion des articles [25 mai 1982] (p. 2571) ; [26 mai 1982] (p. 2598, 2615) ;

Première partie : *conditions générales de l'équilibre financier.*

Titre Ier (*dispositions relatives aux ressources*).

Article 1er (*taxe d'habitation : dégrèvement en faveur des personnes âgées de plus de soixante ans*) : abattements sur la base d'impositions institués par les majorités précédentes ; effet de seuil (p. 2571) ; critique des modalités actuelles de fixation de la taxe d'habitation (taux et assiette) ; détermination de la « valeur locative » ; nécessaire réforme de la taxe d'habitation (calcul en fonction de la valeur vénale du logement et du revenu des contribuables) ; difficultés des veuves ; effets de seuil (p. 2572) ; vote favorable du groupe U.D.F. ; revision générale des valeurs locatives ; problème des personnes n'effectuant pas de déclaration ; abrogation des dispositions figurant au « II » de l'article 1414 du code général des impôts ; personnes seules de moins de soixante ans ; critère de la non-imposition à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2573) ; traitement des redevables âgés n'ayant pas déposé de déclaration de revenus ; critères de non-imposition à l'impôt sur les grandes fortunes ; amendement nos 44 de M. Adrien Zeller (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 53 du Gouvernement (extension de l'exonération aux personnes veuves, âgées de moins de soixante ans non imposables, majoration de 0,8 p. 100 à 1 p. 100 du taux de la taxe exceptionnelle sur les institutions financières) (p. 2574) ; amendements n° 1 de la commission et n° 49 de M. Gilbert Bonnemaison (ajoutant une condition supplémentaire : non-imposition au titre de l'impôt sur les grandes fortunes) ; amendement n° 15 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; dispositions concernant l'usufruit et la nue-propriété ; amendements nos 1 et 49 : adoptés ; amendement n° 15 : devenu sans objet ; amendement n° 13 de M. Robert-André Vivien (relatif à la réévaluation des revenus à la suite d'un contrôle fiscal) : retiré ; amendement n° 14 de M. Robert-André Vivien (relatif à la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2575).

Article 2 (*taxe professionnelle : mesures d'allégement des cotisations en* 1982) : diminution des charges supportées par les entreprises au titre de la taxe professionnelle ; poids supplémentaire des charges sociales pesant sur les entreprises ; défauts de la taxe professionnelle (p. 2576) ; problème des P.M.E. ; notion de potentiel fiscal ; articulation des nouvelles dispositions avec les dispositions relatives à la cotisation minimale de la taxe professionnelle ; entreprises bénéficiant de l'allégement temporaire de la taxe professionnelle ; entreprises dont la cotisation est actuellement plafonnée à 6 p. 100 de la valeur ajoutée ; assouplissement des modalités d'extension de l'allégement temporaire ; cotisations minimum ; effets de ressaut de la taxe professionnelle ; allégement temporaire et distorsions de concurrence (p. 2577) ; phénomène de ressaut ; amendement n° 17 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Christian Bergelin (suppression de la cotisation nationale ; dénationalisation de certaines banques nationales) ; amendement n° 2 de la commission (modulation de la réduction du taux de la cotisation nationale en fonction du taux d'imposition communale applicable aux entreprises) ; amendement n° 50 de M. Gilbert Bonnemaison (même objet) : retiré ; amendement n° 17 : rejeté ; amendement n° 2 : rejeté (p. 2578) ; amendement n° 25 de M. Paul Chomat (subordonnant à une condition de maintien ou d'augmentation des effectifs ou de l'effort d'investissement l'octroi du dégrèvement de 5 p. 100) ; incitation à l'investissement ; information des maires sur les allégements ou les dégrèvements dont ont pu bénéficier les entreprises situées sur le territoire de la commune dont ils ont la charge ; amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 26 de M. Paul Chomat soutenu par M. Michel Couillet (exclusion des chambres de commerce et d'industrie du bénéfice du dégrèvement) (p. 2579) : adopté ; amendement n° 27 de M. Dominique Frelaut soutenu par M. Paul Chomat (exclusion du dégrèvement de 5 p. 100 des établissements issus de fusion, absorption ou scission) : retiré ; amendement n° 6 de la commission (réaffirmant le principe du paiement de la cotisation minimum) ; contrats de solidarité (p. 2580) ; rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 66 de M. Paul Chomat soutenu par M. Michel Couillet (tendant à encourager la conclusion de contrats de solidarité entre l'Etat et les communes ; gages : taux supplémentaire de l'impôt sur les grandes fortunes) ; retiré (p. 2581).

Article 3 (*taxe sur la valeur ajoutée*) : abaissement du taux réduit de la T.V.A. sur les produits de première nécessité ; allègement du prix du gazole ; défauts d'une multiplication et d'une modulation de taux ; relèvement du taux intermédiaire de la T.V.A. (p. 2598) ; augmentation de la pression fiscale ; avantages d'une réduction du taux frappant les activités d'entretien et de réparation ; pressions inflationnistes ; notion de produits de première nécessité ; position du groupe socialiste ; caractère limité de l'effet redistributif de l'aménagement des taux de T.V.A. ; coût du gazole (p. 2599) ; principe de la déductibilité de la T.V.A. sur le gazole utilisé comme carburant ; T.V.A. applicable aux véhicules spéciaux pour handicapés ; politique en faveur des handicapés ; T.V.A. sur le vin (p. 2600) ; fioul utilisé par les agriculteurs et coûts de production en agriculture ; situation de la viticulture (p. 2601) ; augmentation du poids de la fiscalité indirecte ; position du groupe communiste ; nature inégalitaire de la fiscalité indirecte (p. 2602) ; pressions exercées sur la demande ; promesse du Président de la République en faveur des artisans et des prestataires de services ; pénalisation des activités de construction du bâtiment et des travaux publics ; augmentation du taux de T.V.A. et pénalisation de la compétitivité et du financement des entreprises (p. 2603) ; absence de déductibilité de la T.V.A. pour le fioul utilisé par les agriculteurs ; effets sur les prix ; nécessité d'assurer une répercussion intégrale de la baisse du taux de T.V.A sur les prix alimentaires (p. 2604) ; difficultés résultant des modifications de taux de la T.V.A. en matière de prestations de services ; situation de la viticulture (p. 2605) ; proposition de M. Jacques Chirac de suppression de la taxe professionnelle et d'augmentation à due concurrence de la T.V.A. (p. 2606) ; amendement n° 57 de M. Philippe Mestre soutenu par M. Gilbert Gantier (substituant un taux réduit de T.V.A. unique fixé à 6 p. 100 p. 100 au taux de 7 p. 100 et au taux « super-réduit » de 5,5 p. 100) ; limitation de l'effet redistributif de la diminution des taux de T.V.A. (p. 2607) ; amendement n° 57 : rejeté ; amendement n° 19 de M. Robert-André Vivien (rédactionnel) : rejeté ; amendements n° 22 de M. Robert-André Vivien, n° 38 de M. Christian Bergelin et n° 58 de M. Edmond Alphandéry (suppression du paragraphe II proposant une majoration du taux normal et du taux intermédiaire) (p. 2608) ; effet inflationniste d'une majoration de taux ; position de la fédération C.G.T. du ministère des finances (p. 2609) ; amendement n° 31 de M. Paul Chomat soutenu par M. René Rieubon (réduction du taux de la T.V.A. applicable aux achats de fioul utilisé comme combustible par les organismes de H.L.M. ; gage : augmentation des taux des droits sur les opérations dans les bourses de valeur et les bourses de commerce) : retiré ; déductibilité de la taxe sur le gazole ; (p. 2610) ;

— article 3, adopté.

Article 4 (*impôt exceptionnel sur certaines dépenses des institutions financières*) : insuffisance des fonds propres des banques françaises ; étatisation des banques (p. 2611) ; amendements n° 41 de M. Jacques Marette et n° 59 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) (p. 2612) : rejetés ; amendement n° 39 de M. Jacques Marette (déductibilité des bénéfices imposables de la contribution assise sur certains frais généraux des institutions financières ; amendement n° 60 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 39 : rejeté ; amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 54 du Gouvernement (augmentation du taux de la contribution exceptionnelle) : adopté ; amendement n° 40 de M. Jacques Marette et n° 61 de M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition rendant la contribution non déductible des résultats imposables) (p. 2613) : rejeté ; amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (déductibilité des résultats imposables de la contribution exceptionnelle) : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*date d'entrée en vigueur des modifications apportées au régime fiscal des caisses de crédit agricole et de crédit mutuel*) : conséquences sur l'agriculture et l'artisanat d'une banalisation fiscale du crédit agricole et du crédit mutuel (p. 2616) ; caractère mutualiste du crédit agricole ; densité du réseau de guichets bancaires du crédit agricole ; caractère spécifique de l'économie rurale ; diminution des possibilités de financement de l'agriculture et renchérissement des prêts bonifiés (p. 2617) ;

— article 5, adopté.

Titre II (*conditions générales de l'équilibre financier ; moyens des services*).

Article 6 (*équilibre général*) : mise en cause du président de séance (p. 2618) ; importance du déficit budgétaire ; tendances inflationnistes ; besoins en financement du secteur public et marché financier ; étroitesse du marché financier ; réduction de la dotation du F. D. E. S. ; réduction des crédits destinés à aider les entreprises en difficulté ; politique d'aide et de coopération de la France (p. 2619) ; politique de relance de l'investissement ; « faux équilibre du collectif » (p. 2620) ; dette flottante ; article 34 de la loi organique relative aux lois de finances faisant obligation au Gouvernement de fournir dans le collectif un certain nombre de précisions sur l'état des finances publiques ; **rappel au règlement** de M. François d'Aubert ; relations franco-algériennes (p. 2621) ; contrat gazier signé entre la France et l'Algérie ; coopération franco-algérienne (p. 2622) ; nécessité d'ouvrir un débat sur la politique de coopération de la France avec les pays en voie de développement ; volonté d'obstruction de l'opposition (p. 2623) ; amendement n° 75 du Gouvernement (modification des évaluations de recettes à l'état A) ; amendement n° 68 de M. Michel Noir (même objet) : retiré ; amendement n° 75 : adopté ;

— article 6 et état A annexé, ainsi modifiés, adoptés (p. 2624).

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales.

Titre I^er^ (dispositions applicables à l'année 1982).

Article 7 (*dépenses ordinaires des services civils - ouverture*) ; accord gazier franco-algérien ; marché monétaire (p. 2625) ; date de paiement mentionnée dans le contrat signé par la Sonatrach et Gaz de France ; amendement n° 76 du Gouvernement (de conséquence : majoration des crédits) ; régularité des modalités retenues pour le financement du contrat relatif à l'achat du gaz algérien (décret d'avance) (p. 2626) ; amendement n° 76 : adopté ;

— article 7 et état B annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 8 (*dépenses en capital des services civils - ouverture*) : financement des entreprises nationalisées : adopté.

Article 9 (*ratification du décret d'avances n° 82-179 du 22 février 1982*) : caractère contestable de l'urgence ; portée de l'avis du Conseil d'Etat ; paiement différé prévu dans les clauses du contrat entre la Sonatrach et Gaz de France ; financement de cet accord par prélèvement opéré sur les budgets des économies d'énergie, de la politique industrielle, de la politique de relations culturelles et de la politique d'exportation (p. 2628) ; amendement n° 63 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) ; procédure du décret d'avance prévu par l'article 11-2° de la loi organique relative aux lois de finances ; documents transmis au Conseil d'Etat : rejeté ;

— article 9, adopté (p. 2629).

Après l'article 9 : amendement n° 69 de M. Jacques Marette (excluant des bases d'imposition de l'impôt sur les grosses fortunes les objets d'antiquités, d'art ou de collections et les droits de la propriété littéraire et artistique) ; valeur de la circulaire du 11 mai 1982 de la D. G. I. : adopté ; **rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier (p. 2630).

Titre II (dispositions permanentes).

Article 10 (*réduction de la part des salaires dans les bases de la taxe professionnelle et compensation de cette mesure*) : problème des entreprises dont la cotisation est déjà plafonnée à 6 pour cent de leur valeur ajoutée ; insuffisance de la compensation ; absence de simulation (p. 2631) ; système de compensation envisagé ; vote favorable du groupe communiste ; amendement n° 77 du Gouvernement (relatif au mécanisme de la compensation) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 2632).

Article 11 (*prise en compte pour moitié des augmentations de la valeur locative des matériels dans les bases de la taxe professionnelle*) : problème de la compensation apportée aux collectivités locales ; effet de la taxe professionnelle sur l'investissement : adopté.

Article 12 (*taxe professionnelle : institution d'une réduction dégressive sur la valeur locative des matériels*) : adopté.

Article 13 (*taxe professionnelle : régime d'imposition des artisans*) : vote favorable du groupe R. P. R. (p. 2633) ; vote favorable du groupe socialiste : adopté.

Article 14 (*taxe professionnelle : calcul des taux*) : régime de la majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle ; nécessité de lier l'évolution de la taxe professionnelle à l'évolution de la taxe d'habitation ; limitation de la liberté dont disposent les collectivités locales pour fixer les taux des impôts locaux ; décentralisation et uniformité fiscale (p. 2634) ; amendement n° 3 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe I instituant un lien privilégié entre l'évolution du taux de la taxe professionnelle et celle du taux de la taxe d'habitation) ; absence de simulation : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 14 (p. 2635).

Après l'article 14 : amendement n° 4 de la commission (modification des règles de compensation par l'Etat des pertes de recettes résultant des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties prévues par les articles 1383 et 1385 du code général des impôts) : adopté après rectification.

Article 15 (*plafonnement du taux de la taxe professionnelle*) : limitations apportées à l'autonomie des collectivités locales ; adopté (p. 2636).

Article 16 (*taxe professionnelle : cotisations de péréquation*) : défaut du fonds de péréquation mis en place afin d'atténuer les distorsions consécutives à la mise en application de la taxe professionnelle ; problème de la définition du taux global (p. 2637) ; amendement n° 51 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à faire cotiser les communes au fonds de péréquation proportionnellement à la différence qui sépare leur taux du taux moyen national) ; sous-amendement n° 73 de M. Christian Pierret (modifiant la grille des taux proposés) : adopté ; amendement n° 51, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 16 (p. 2638).

Article 17 (*fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - origine et affectation des ressources*) : risque d'un transfert de charges au détriment des collectivités locales ; nécessité de corriger les disparités qui résultaient de la répartition inégalitaire des activités économiques ; adopté.

Article 18 (*taxe professionnelle : présentation au Parlement d'un rapport*) : portée du rapport (p. 2639) ; mécanisme de simulation ; adopté (p. 2640).

Article 19 (*présentation d'un rapport au Parlement sur une éventuelle modification des assiettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières*) : adopté.

Article 20 (*actualisation des valeurs locatives foncières*) : adopté.

Article 21 (*extension de l'aide fiscale à l'investissement aux exploitants agricoles*) : mesures prises par le Gouvernement en faveur des agriculteurs ; négociation de Bruxelles ; réduction des coûts de production ; vote favorable du groupe socialiste ; catégorie des agriculteurs bénéficiant de la mesure de déduction : agriculteurs imposés au réel et au réel simplifié (p. 2641) ; nature des investissements déductibles : créations et acquisitions de biens d'équipement agricole amortissables selon le mode dégressif (investissements en matériel agricole) ;

— article 21, adopté.

Article 22 (*aide fiscale en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs*) : mesures prises au bénéfice des jeunes agriculteurs qui s'installent ; fiscalité agricole et incitation au développement des exploitations ; vote favorable du groupe socialiste (p. 2642) ; catégorie des jeunes agriculteurs bénéficiant de l'aide fiscale ; article 22, adopté.

Article 23 (*relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint des adhérents des centres et associations de gestion agréés*) : discrimination introduite entre les adhérents et les non-adhérents aux centres de gestion agréés ; problème du plafonnement de la déduction du salaire du conjoint au niveau du S. M. I. C. (p. 2643) ; prise en compte du travail fourni par les conjoints salariés dans les entreprises familiales ; amendement n° 42 de M. Georges Tranchant (déductibilité intégrale du salaire pour tous les conjoints ; gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) ; amendement n° 43 de M. Georges Tranchant (extension de la disposition aux non-adhérents à un centre de gestion ; gage : majoration des droits sur les tabacs et allumettes) ; rejetés ;

— article 23, adopté.

Article 24 (*abrogation de tarifs de droit de timbre non applicables*) (p. 2644) : adopté.

Article 25 (*suppression de l'exonération des placements financiers pour les Français qui deviennent des non-résidents*) : amendement n° 48 de M. Jacques Marette soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; paradis fiscaux ; lutte contre l'évasion et la fraude fiscales ; rejeté ;

— article 25, adopté.

Article 26 (*fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement*) : liens existant entre la D.G.F. et la T.V.A. (p. 2645) ; financement des équipements des collectivités locales ; augmentation des charges pesant sur les collectivités locales ; amendement n° 47 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;
— article 26, adopté.

Article 27 (*contribution pour l'assurance de la construction*) : institution d'un nouveau régime financier par capitalisation pour l'assurance-construction (p. 2646) ; mise en place d'une « police unique par chantier » ; financement du fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction ; nécessité d'une meilleure définition des responsabilités ; « cavalier budgétaire » (p. 2647) ; amendements n° 8 de M. Jacques Marette soutenu par M. Georges Tranchant et n° 64 de M. Philippe Mestre (de suppression) ; inconstitutionnalité de l'article 27 au regard de l'article 34 de la Constitution et de l'article 1er de l'ordonnance organique de 1959 relative aux lois de finances ; « police unique par chantier » ; rejetés ;
— article 27, adopté.

Explications de vote (p. 2648) :

Vote favorable du groupe communiste : *Jans* (*Parfait*) (p. 2652).

Vote favorable du groupe socialiste : *Laignel* (*André*) (p. 2650).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bergelin* (*Christian*) (p. 2649).

Vote hostile du groupe U.D.F : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 2650-2651)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2652).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [16 juin 1982] (p. 3492) :

Défense du franc : dévaluation, blocage des prix et revenus : *Pierret* (*Christian*) (p. 3492, 3493 3494) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 3495) , *Noir* (*Michel*) (p. 3496) , *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 3497) , *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3498) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 3498) , *Labarrère* (*André*) (p. 3499)

Déficits publics : *Pierret* (*Christian*) (p. 3493, 3494) ; *Noir* (*Michel*) (p. 3496) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 3497).

Solidarité : *Pierret* (*Christian*) (p. 3494) ; *Labarrère* (*André*) (p. 3494).

Vote favorable du groupe communiste : *Chomat* (*Paul*) (p. 3495).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Noir* (*Michel*) (p. 3497).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 3498).

Discussion des articles [16 juin 1982] (p. 3500) :

Article 2 : adopté.

Article 3, supprimé par le Sénat : T.V.A. et blocage des prix (p. 3500) ; augmentation du taux de T.V.A. et politique anti-inflationniste ; amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la T.V.A.) : adopté ; en conséquence, article 3 ainsi rétabli (p. 3501).

Après l'article 5 : amendement n° 2 de la commission (transfert d'articles relatifs à la procédure de dation en paiement par remise d'œuvres d'art, de livres, d'objets de collection ou de documents de haute valeur artistique ou historique) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (transfert d'articles, seuil d'exonération du droit de bail applicable à certaines mutations de jouissance) : adopté.

Article 6 et état A : amendement n° 4 de la commission (de conséquence) (p. 3502) : adopté ;
— article 6 et état A annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 7 et état B : amendement n° 5 de la commission (tendant à revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;
— article 7 et état B annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 9 supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la ratification du décret d'avance n° 82-179 du 22 février 1982) : adopté ; en conséquence, article 9 ainsi rétabli (p. 3503).

Article 10 : amendement n° 7 de la commission (reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : réduction de la part des salaires dans les bases de la taxe professionnelle et compensation de cette mesure) : adopté ;
— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 8 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : péréquation au profit des communes les plus pauvres en matière de taxe professionnelle) : adopté ;
— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 14 *bis* supprimé par le Sénat (p. 3504).

Article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 9 de la commission (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif à la cotisation de péréquation en matière de taxe professionnelle) : adopté ;
— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 10 de la commission (tendant à substituer aux critères de bases de taxe professionnelle celui du potentiel fiscal) ; abstention du groupe R.P.R. ; adopté ;
— article 17, ainsi modifié, adopté (p. 3505).

Article 20 : amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : actualisation des valeurs locatives) : adopté ;
— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 23 supprimé par le Sénat : amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint des adhérents des centres et associations de gestion agréés) : adopté : en conséquence, article 23 ainsi rétabli

Article 24 *bis* : amendement n° 13 de la commission (suppression de l'article 24 *bis* relatif au relèvement du seuil d'exonération du droit de bail pour certaines mutations de jouissance) : adopté : en conséquence, article 24 *bis* supprimé.

Article 24 *ter* : amendement n° 14 de la commission (suppression de l'article 24 *ter* relatif à l'extension de la possibilité de paiement par remise d'œuvres d'art) : adopté ; en conséquence, article 24 *ter* supprimé.

Article 26 supprimé par le Sénat : amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement) : adopté : en conséquence, article 26, ainsi réabli (p. 3506).

Article 27 : problème de la constitutionnalité de l'article 27 ; contribution pour l'assurance de la construction (p. 3507) ; amendement n° 17 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; inconstitutionnalité de l'article 27 au regard de l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 ; amendement n° 17 : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (précisant l'assiette et le contribuable) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 3509) :

Vote favorable du groupe socialiste : *Laignel* (*André*) (p. 3509).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3509).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3509).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [18 juin 1982] (p. 3591) :

Article 14 du collectif budgétaire relatif à la taxe d'habitation : *Jans* (*Parfait*) (p. 3593) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 3594) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 3595).

Assurance-construction *Foyer* (*Jean*) (p 3593).

Politique économique (dévaluation : contrôle des prix et des revenus) : *Marette* (*Jacques*) (p. 3592) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 3594, 3596) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 3594) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 3595).

Question préalable adoptée par le Sénat : *Pierret (Christian)* (p. 3592).

Relations entre le Sénat et l'Assemblée nationale et procédure des commissions mixtes paritaires : *Pierret (Christian)* (p. 3591, 3592, 3593) ; *Marette (Jacques)* (p. 3592, 3593) ; *Foyer (Jean)* (p. 3593, 3594) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3595).

T.V.A. (augmentation du taux de —) : *Marette (Jacques)* (p. 3592) ; *Madelin (Alain)* (p. 3594).

Discussion des articles [18 juin 1982] (p. 3596) :

Article 2 ;

Article 3 ;

Article 5 *bis ;*

Article 5 *ter* (p. 3596).

Article 6 : état A ;

Article 7 : état B ;

Article 9 ;

Article 10 ;

Article 11 (p. 3597).

Article 12 ;

Article 14 ;

Article 14 *bis ;*

Article 15 ;

Article 16 ;

Article 17 ;

Article 20 ;

Article 23 ;

Article 24 *bis* **et 24** *ter* supprimés.

Article 26 ;

Article 27 (p. 3598).

Explications de vote :

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 3598).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3598).

6. — Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 26 novembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1275** (7 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (30 novembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. Jacques Huyghues des Etages (2 décembre 1982). — Avis n° **1272** (2 décembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (6 décembre 1982). Rapporteur pour avis : M. Claude Michel (2 décembre 1982). — Discussion le 7 décembre 1982. — Adoption le 7 décembre 1982. — Projet de loi n° **275.**

Sénat (première lecture), n° **130** (1982-1983), dépôt le 9 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **132** (1982-1983) (9 décembre 1982). — Discussion le 16 décembre 1982. — Adoption le 16 décembre 1982. — Projet de loi n° **54** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).
Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3806).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1335** (18 décembre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **159** (1982-1983) (18 décembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1323,** dépôt le 17 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1338** (18 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **305.**

Sénat (deuxième lecture), n° **163** (1982-1983), dépôt le 20 décembre 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **164** (1982-1983) (20 décembre 1982). — Discussion le 20 décembre 1982. — Adoption définitive le 20 décembre 1982. — Projet de loi n° **65** (1982-1983).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 30 décembre 1982 (*J.O.* du 31 décembre 1982) (p. 4034). — Rectificatif [*J.O.* du 3 février 1983] (p. 476). — Articles déclarés non conformes : 23 et 35.

Loi n° 82-1152 du 30 décembre 1982 publiée au *Journal officiel* du 31 décembre 1982 (p. 3995).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 1259 et ceux de la loi n° 82-1152 du 30 décembre 1982.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
1		Equilibre général.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8072	1
		DEUXIEME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
		TITRE Ier			
		Dispositions applicables à l'année 1982.			
		I. — *Budget général.*			
2		Dépenses ordinaires des services civils. — Ouvertures.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8075	2
3		Dépenses en capital des services civils. — Ouvertures.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8078	3
4		Dépenses ordinaires des services militaires. — Ouvertures.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8080	4
5		Dépenses en capital des services militaires. — Ouvertures.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8080	5

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		II. — *Budgets annexes.*			
6		Ouvertures	Première lecture : 7 décembre 1982.	8080	6
		III. — *Comptes spéciaux du Trésor.*			
7		Comptes de prêts. — Ouvertures.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8080	7
		IV. — *Autres dispositions.*			
8		Répartition complémentaire du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8080	8
		TITRE II			
		Dispositions permanentes.			
		A. — *Mesures fiscales.*			
9		Traitement des biens professionnels au regard du paiement de l'impôt sur les grandes fortunes.	Premlère lecture : 7 décembre 1982.	8080	9
10		Coefficients forfaitaires de majoration des valeurs locatives cadastrales.	Première lecture : 7 décembre 1982. Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8082 8556	10
	10 *bis* (A.N.)	Redevances pour droit d'usage prévues par l'art. 62 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8556	11
11		Cession gratuite à un hôpital intercommunal d'un ensemble immobilier.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8084	12
12		Abandon des majorations fiscales pour insuffisance de déclaration en cas de reconnaissance spontanée de ces insuffisances avant le 1er mai 1983.	Première lecture : 7 décembre 1982. Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8084 8556	13
13		Situation des actions Matra au regard des plus-values.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8085	14
14		Modification du régime des échanges céréales-aliments du bétail....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8085	15
15		Taxe communale sur les véhicules publicitaires.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8585	16
16		Fixation du taux des taxes applicables aux affiches et véhicules publicitaires.	Première lecture : 7 décembre 1982. Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8085 8557	17
17		Modalités de mise en œuvre et de contrôle des taxes applicables aux véhicules et affiches publicitaires.	Première lecture : 7 décembre 1982. Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8086 8557	18
18		Modification des articles L. 233-83 et L. 233-85 du code des communes.	Première lecture : 7 décembre 1982. Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8087 8557	19
	18 *ter* (A.N.)	Art. 238 *bis* HA, 238 *bis* HB, 208 *quater*, 1655 *bis* et 217 *bis* du code général des impôts.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8557	20
	18 *quater* (A.N.)	Abrogation des dispositions du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946, portant création d'un conseil général à Saint-Pierre-et-Miquelon.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8558	21
19		Institution d'un impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie.....	Première lecture : 7 décembre 1982. Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8088 8558	22

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	à l'Assemblée nationale. à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		B. — *Autres mesures.*			
	20 A (A.N.)	Dotation supplémentaire attribuée aux communes touristiques ou thermales.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8090	Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
	20 BA (A.N.)	Fiscalité des intérêts des sommes inscrites aux comptes spéciaux sur livret ouverts par les caisses de crédit mutuel.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8558	24
	20 B (Sénat)	Art. 34 de la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 : détermination de la dotation globale de fonctionnement des départements.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8559	25
	20 C (Sénat)	Répartition des ressources attribuées aux départements de la région d'Ile-de-France et à l'établissement régional au titre des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8559	26
20		Institution d'un mécanisme de financement du congé individuel de formation des salariés.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8091	27
21		Réversion au taux de 100 p. 100 des pensions des veuves de fonctionnaires de police tués en opération.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8091	28
22		Financement des autoroutes concédées.....	Première lecture : 7 décembre 1982.	8092	29
	22 *bis* A (A.N.)	Taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8559	30
	22 *bis* B (A.N.)	Obligations convertibles des sociétés Usinor et Sacilor.....	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8559	31
	22 *bis* C (A.N.)	Dispositions relatives aux sociétés de financement des économies d'énergie (Sofergie).	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8561	32
	22 *bis* (A.N.)	Financement de la construction, l'acquisition et l'aménagement de locaux d'enseignement.	Deuxième lecture : 18 décembre 1982.	8561	33
23		Relèvement du seuil d'exigibilité des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8094	34
	24 (A.N.)	Participation des sociétés d'économie mixte au développement de l'information en faveur de l'habitation familiale et populaire.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8094	Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
	25 (A.N.)	Réassurance des risques résultant d'attentats ou d'actes de terrorisme.	Première lecture : 7 décembre 1982.	8094	36

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 décembre 1982] (p. 8045, 8067) :

Question préalable de M. Edmond Alphandéry : *Goux* (*Christian*) (p. 8045) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8052, 8053) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8053, 8054, 8055, 8056, 8057) ; *Laignel* (*André*) (p. 8057, 8058, 8059) ; rejetée par scrutin public (p. 8059).

« Autoroutes de France » (création de l'établissement public —) : *Michel* (*Claude*) (p. 8047).

Aide à la mécanisation en agriculture : *Michel* (*Claude*) (p. 8047) ; *Gallet* (*Jean*) (p. 8070).

Balance des paiements ; balance commerciale et commerce extérieur de la France : *Marette* (*Jacques*) (p. 8050) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8050, 8051) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8054, 8056) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 8060) ; *Ansart* (*Gustave*) (p. 8068).

Budget autonome des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.) : *Michel* (*Claude*) (p. 8046).

Conditions d'examen du texte : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8057) ; *Ansart* (*Gustave*) (p. 8068).

Chômage (évolution du —) : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8053, 8056) ; *Laignel* (*André*) (p. 8058).

Chômage (indemnisation du — et régime de l'U.N.E.D.I.C.) : *Goux* (*Christian*) (p. 8045) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8046, 8047).

Contrats d'entreprise : *Fabius* (*Laurent*) (p. 8051).

Contrats de plan : *Fabius* (*Laurent*) (p. 8052) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 8069).

Défense nationale (crédits de la —) : *Goux* (*Christian*) (p. 8046) ; *Huyghues des Etages* (*Jacques*) (p. 8048, 8049) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 8060).

Déficit budgétaire (contenu et signification du —) : *Marette* (*Jacques*) (p. 8050) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8053) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8055, 8058) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8060).

Déficit budgétaire (montant du —) : *Goux* (*Christian*) (p. 8045) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8049, 8053) ; *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8055) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8061).

Déficits budgétaires (évolution des —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 8050) ; *Laignel* (*André*) (p. 8058).

Démocratisation du secteur public : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 8069).

Dotation aux jeunes agriculteurs (D.J.A.) et installation des jeunes dans l'agriculture) : *Michel* (*Claude*) (p. 8047) ; *Gallet* (*Jean*) (p. 8070) ; *Bourget* (*René*) (p. 8071).

Ecarts entre les prévisions et les réalisations en matière budgétaire : *Goux* (*Christian*) (p. 8045) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8049).

Emprunt à l'Arabie Saoudite (éventualité d'un —) : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8056) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 8061).

Endettement de la France à l'extérieur : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 8057).

Entreprises publiques (gestion et financement des —) : *Goux (Christian)* (p. 8045, 8046) ; *Michel (Claude)* (p. 8047) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8050, 8051, 8053) ; *Tranchant (Georges)* (p. 8060) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 8061) ; *Ansart (Gustave)* (p. 8067, 8068, 8069) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 8069).

Epargne (politique de l' —) : *Fabius (Laurent)* (p. 8050).

Exonération de l'outil de travail de l'impôt sur la fortune : *Tranchant (Georges)* (p. 8059, 8060, 8061) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 8061).

Financement des entreprises : *Fabius (Laurent)* (p. 8050) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 8057).

Impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie (institution de) : *Tranchant (Georges)* (p. 8061).

Impôt sur les sociétés : *Tranchant (Georges)* (p. 8060) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 8061).

Loi de règlement : *Fabius (Laurent)* (p. 8050).

Masse monétaire (évolution de la —) : *Fabius (Laurent)* (p. 8050).

Monétarisme : *Laignel (André)* (p. 8058, 8059).

Nationalisation et proposition de dénationalisation : *Fabius (Laurent)* (p. 8051) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 8069).

Office national des forêts (O. N. F.) : *Michel (Claude)* p. 8046) ; *Gallet (Jean)* (p. 8070).

Offices fonciers : *Bourget (René)* (p. 8071).

Péages autoroutiers (harmonisation, montant, suppression à terme des —) : *Michel (Claude)* (p. 8047, 8048).

Politique sociale : *Alphandéry (Edmond)* (p. 8054).

Pensions des veuves et orphelins de policiers tués au cours d'opérations : *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 8048, 8049).

Réforme fiscale : *Laignel (André)* (p. 8059).

Remboursement des taxes parafiscales en agriculture : *Michel (Claude)* (p. 8046).

Renouveau industriel : *Fabius (Laurent)* (p. 8049, 8050, 8051).

S. N. C. F. : *Michel (Claude)* (p. 8047) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8050) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 8055) ; *Ansart (Gustave)* (p. 8068).

Tarifs publics : *Fabius (Laurent)* (p. 8051) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 8055).

Discussion des articles [7 décembre 1982] (p. 8072) :

Avant l'article 1er : amendement n° 20 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Georges Tranchant (introduction dans l'annexe des voies et moyens du projet de loi de finances de l'année d'une évaluation du produit de chacun des impôts affectés aux établissements publics) : rejeté ; amendement n° 21 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Georges Tranchant (introduction en annexe à chaque projet de loi de règlement d'un document faisant apparaître le produit des impôts affectés aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir) : rejeté.

Article 1er et état A annexé (*ajustement de recettes et supplément des charges du budget de l'Etat*).

Etat A (*tableau des voies et moyens applicables au budget de* 1982) (p. 8073) : nationalisation des grands groupes industriels ; maintien de l'adhésion des entreprises nationalisées au C. N. P. F. ; contrôle de C. O. M. S. I. P.-Entreprise par la C. G. E.-Alsthom (p. 8074) ;

— article 1er et état A annexé : adoptés (p. 8075).

Article 2 et état B annexé (*ouverture de crédits au titre des dépenses ordinaires des services civils*).

Etat B (*tableau portant répartition par titre et par ministère des crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils*) (p. 8075) : amendement n° 13 du Gouvernement (crédits du titre III concernant l'éducation nationale. — I : enseignement scolaire : report de crédits du poste rémunérations d'auxiliaires au poste rémunérations de titulaires) : adopté ; amendement n° 22 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Georges Tranchant (crédits du titre III concernant les services du Premier ministre. — I : services généraux : réduction de crédits affectés à des opérations publicitaires du Gouvernement) : rejeté ; amendement n° 23 de M. Gilbert Gantier (crédits du titre IV concernant les relations extérieures. — I : services diplomatiques et généraux : réduction des crédits ouverts au titre du contrat gazier) ; gaz algérien ; amendement n° 23 : rejeté (p. 8076) ; amendement n° 24 de M. Gilbert Gantier (crédits du titre IV concernant les services du Premier ministre. — I : services généraux : réduction des crédits correspondant à l'opération « jeunes volontaires ») : rejeté ; amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier (crédits du titre IV concernant la solidarité nationale, la santé et le travail. — III : travail : réduction des crédits correspondant aux subventions accordées aux organisations syndicales pour la campagne des élections prud'homales) ; rejeté ; amendement n° 3 de la commission soutenu par M. Christian Goux (de forme) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, et état B annexé, adoptés.

Après le vote de l'article 2 : annulation des crédits destinés à l'aide à la mécanisation en agriculture ; office national des forêts et filière bois ; dotation aux jeunes agriculteurs ; redéploiement des crédits éventuellement disponibles sur le budget de l'agriculture (p. 8077).

Article 3 et état C annexé (*ouverture au titre des dépenses en capital des services civils d'autorisations de programme et de crédits de paiement supplémentaires*).

Etat C (*tableau portant répartition par titre et par ministère des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au titre des dépenses en capital des services civils*) : amendement n° 26 de M. Gilbert Gantier (crédits du titre V concernant l'économie et les finances. — I : charges communes : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement correspondant à des apports au fonds de dotation et au capital des entreprises publiques) ; contribution des entreprises nationales à l'investissement industriel ; information du Parlement dans ce domaine ; contrat de plan (p. 8078) ; situation financière des entreprises publiques ; F. D. E. S. ; crédit de politique industrielle ; amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 27 de M. Gilbert Gantier (crédits du titre V concernant l'économie et les finances. — I. : charges communes : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement correspondant à des prises de participation de l'Etat dans diverses filiales d'I. T. T.) ; contrat gazier, prise de participation de l'Etat à la Compagnie générale de constructions téléphoniques et à d'autres filiales d'I. T. T. ; amendement n° 27 : rejeté ; amendement n° 28 de M. Gilbert Gantier (crédits du titre VI concernant l'industrie : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement correspondant à l'opération : « actions de politique industrielle » (p. 8079) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Gilbert Gantier (crédits du titre VI concernant les services du Premier ministre. — I : services généraux : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés au financement des travaux de relogement de l'institut régional d'administration de Lille) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission soutenu par M. Christian Goux (de forme) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, et état C annexé, adoptés.

Article 4 (*ouverture de crédits de paiement supplémentaires au ministre de la défense au titre des dépenses ordinaires des services militaires*) : adopté.

Article 5 (*ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement supplémentaires au titre des dépenses en capital des services militaires au ministère de la défense*) : adopté.

Article 6 (*ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget annexe des P. T. T.*) : adopté.

Article 7 (*ouverture au ministère de l'économie et des finances de crédits de paiement supplémentaires au titre des comptes de prêts et de consolidation*) : adopté.

Article 8 (*répartition de droits constatés supplémentaires de la redevance télévision*) : adopté (p. 8080).

Article 9 (*autorisation pour les personnes assujetties à l'impôt sur les grandes fortunes de différer le paiement de la part de cet impôt afférent aux biens professionnels jusqu'au* 15 *avril* 1985) : hostilité du groupe communiste à l'exonération des biens professionnels de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; confusion entre outil de travail et fortune personnelle ; inopportunité d'accorder une aide aux assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes ; amendement n° 39 de M. Parfait Jans (suppression de cet article) ; impôt sur les grandes fortunes ; avantage accordé aux entreprises ; possibilité de passage d'un bien du patrimoine de l'entreprise au patrimoine privé ; dépôt d'un rapport d'ensemble sur l'impôt sur les grandes fortunes ; problème de l'application du crédit d'impôt (p. 8081) ; amendement n° 39 : rejeté ; amendement n° 2 de M. Georges Tranchant (nécessité d'indiquer que cet article porte sur un crédit d'impôt et non sur une exonération) ; amendement n° 5 de la commission soutenu par M. Christian Goux (rédactionnel) ; amendement n° 2 : rejeté ; amendement n° 5 : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*indexation des valeurs locatives foncières des propriétés bâties sur la variation du prix du blé*) : disparité existant dans la mise à jour des valeur locatives entre les immeubles industriels et les autres propriétés bâties ; problème de l'indexation des valeurs locatives pour les immeubles industriels ; amélioration à venir de l'assiette des taxes foncières ; hostilité du Gouvernement aux indexations (p. 8082) ; coefficient spécifique de majoration des valeurs locatives des immeubles industriels pour 1984 ; proposition de la commission de substituer à l'indexation la fixation des coefficients d'actualisation applicables en 1984 pour les propriétés bâties et non bâties ; problème des immeubles industriels ; rapport que le Gouvernement doit déposer sur les conditions d'une amélioration de l'assiette et des taxes foncières ; amendement n° 40 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (suppression de cet article) ; nécessité de reporter à l'automne la mise à jour des valeurs locatives ; modification des valeurs locatives selon un rythme différent ; distorsion entre les divers éléments constituant les bases de la taxe professionnelle ; engagement du Gouvernement de combler le vide juridique après le dépôt du rapport, au mois de juin 1983 (p. 8083) ; amendement n° 40 : retiré ; amendement n° 6 de la commission (fixant les coefficients de majoration applicables aux valeurs locatives de propriétés bâties et non bâties au titre de 1984) : adopté ; amendement n° 7 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 43 de M. Parfait Jans (suppression du dernier alinéa de cet article) ; amendements n° 7 et n° 43 : adoptés ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*cession gratuite de l'ensemble immobilier dit « hôpital André-Bouron » à l'établissement hospitalier public intercommunal dénommé « centre hospitalier André-Bouron »*) : adopté.

Article 12 (*prorogation jusqu'au 1er mai 1983 des dispositions relatives à l'abandon de majoration fiscale en cas de reconnaissance spontanée des insuffisances de déclaration commises par les contribuables*) : hostilité du groupe communiste à l'égard de cette disposition ; amendement n° 8 de la commission soutenu par M. Christian Goux (suppression de cet article) et amendement n° 41 de M. Parfait Jans (suppression de cet article) ; hostilité de la commission à l'égard de cet article ; nombre de personnes ayant reconnu spontanément une insuffisance de déclaration (p. 8084) ; lutte contre la fraude fiscale ; caractère exceptionnel de cette disposition ; amendement oral du Gouvernement (tendant à substituer dans cet article à la date du 1er mai 1983 celle du 1er février 1983) ; amendement n° 41 : retiré par M. Paul Mercieca ; amendement n° 8 : rejeté ; amendement oral du Gouvernement : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*échange des actions de la société Matra*) : adopté.

Article 14 (*droit des éleveurs producteurs de céréales d'obtenir la restitution de certaines taxes spécifiques fiscales*) : adopté.

Article 15 (*possibilité pour les communes d'établir une taxe sur la publicité frappant les véhicules terrestres utilisés comme support à de la publicité ou à des pré-enseignes*) : adopté.

Article 16 (*fixation du taux des taxes applicables aux affiches et véhicules publicitaires*) : indexation automatique (p. 8085) ; indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur la septième tranche de l'impôt sur le revenu ; démission du Parlement ; amendement n° 31 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article indexant les tarifs applicables à certaines affiches à compter de 1984) : rejeté ; amendement n° 32 de M. Gilbert Gantier (limitant l'application de cette indexation jusqu'au prochain renouvellement de l'Assemblée nationale) : rejeté ; amendement n° 45 de M. Christian Goux (évolution du tarif le plus faible) : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (substituant à la fin du dernier alinéa de cet article aux mots « même catégorie » les mots « même puissance fiscale mis en service depuis une date qui n'excède pas cinq ans ») : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*modalités de mise en œuvre et de contrôle des taxes applicables aux véhicules et aux affiches*) : extension de la taxe sur les emplacements publicitaires fixes visibles de la voie publique aux emplacements publicitaires non visibles de la voie publique (p. 8086) ; introduction d'une discrimination entre les lieux couverts ; clause d'interprétation et non d'extension ; problème des préenseignes ;

— article 17, adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 19 de M. Georges Tranchant (exonération de la taxe professionnelle de certaines activités non commerciales exercées directement par les collectivités locales) ; majoration du tarif du droit de timbre et de la dotation globale de fonctionnement ; possibilité d'insérer une disposition semblable dans une prochaine loi de finances ; amendement n° 19 : retiré.

Article 18 (*fixation des tarifs de la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes*) : indexation (p. 8087) ; amendement n° 33 de M. Gilbert Gantier (tendant à la suppression des deux derniers alinéas du paragraphe Ier de cet article relatifs à l'indexation des tarifs) ; amendement n° 34 de M. Gilbert Gantier (maintien de l'indexation pour la durée de la législature) ; indexation de la taxe sur les emplacements publicitaires votée en décembre 1980 dans la loi de finances pour 1981 ; amendements n° 33 et n° 34 : rejetés ; amendement n° 9 de la commission soutenu par M. Christian Goux (perception de la taxe communale excluant la perception par la commune au titre du même emplacement de tout droit de voirie ou de redevance d'occupation du domaine public) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*institution de l'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie*) ; prérogative de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; annulation du texte instituant une assemblée unique dans les D. O. M. par le Conseil constitutionnel ; loi relative à l'élection des conseils municipaux en Nouvelle-Calédonie ; genèse de la délibération n° 374 de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, relative à l'institution de l'impôt sur le revenu dans ce territoire ; recours pour excès de pouvoir auprès du Conseil d'Etat contre cette délibération (p. 8088) ; irrégularités de cette délibération ; volonté du Gouvernement de maintenir ce territoire français d'outre-mer dans une situation de « demi-France » ; méconnaissance des prérogatives et des compétences du conseil de Gouvernement ; hostilité de M. Laurent Fabius aux validations législatives lorsqu'il était député de l'opposition ; disposition attentatoire à la liberté individuelle : inquisition fiscale ; violation du principe de non-rétroactivité des lois ; nécessité d'une réforme fiscale en Nouvelle-Calédonie ; amendement n° 1 de M. Jacques Lafleur soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de cet article) (p. 8089) ; décision de l'assemblée territoriale d'instaurer un impôt sur le revenu entachée d'illégalité ; volonté du ministre d'imposer un texte contesté avant l'arrêt du Conseil d'Etat ; vote et avis favorable de l'assemblée territoriale à l'institution d'un impôt sur le revenu ; amendement n° 1 : rejeté par scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jacques Lafleur : absence de consultation du conseil du Gouvernement ;

— article 19, adopté.

Avant l'article 20 : amendement n° 14 du Gouvernement (affectation de 10 p. 100 du produit de la taxe de séjour aux communes connaissant une importante fréquentation touristique journalière) ; solidarité entre les communes touristiques ; limitation de l'avantage aux communes de moins de 2 000 habitants ; problème du calcul de la proportion de 10 p. 100 sur le produit de la taxe de séjour tenant ou non compte du rendement de cette taxe ; amendement n° 14 : adopté.

Article 20 (*institution d'un mécanisme de financement du congé individuel de formation des salariés*) : amendement n° 10 de la commission soutenu par M. Christian Goux (de précision) : adopté ; amendement n° 11 de la commission soutenu par M. Christian Goux (de précision) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*réversion au taux de 100 p. 100 des pensions des veuves des fonctionnaires de police tués en opération*) : amendement n° 15 du Gouvernement (substituant aux mots « à la veuve » les mots « au conjoint » dans les deux premiers paragraphes de cet article) ; définition de la notion d'opération de police ; absence de valeur rétroactive de cet article ; dispositions englobant les décès à la suite de blessures reçues au cours d'opération (p. 8091) ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (montant des pensions attribuables aux conjoints et aux orphelins des fonctionnaires des services de déminage de la ville de Paris et des ingénieurs et techniciens du laboratoire central de la préfecture de police tués au cours d'une opération) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 (*financement des autoroutes concédées et création d'un établissement public dénommé « autoroutes de France »*) : débudgétisation ; cavaliers budgétaires ; financement des autoroutes ; amendement n° 35 de M. Gilbert Gantier (suppression

de cet article) (p. 8092) : rejeté ; amendement n° 36 de M. Gilbert Gantier (participation de deux parlementaires au conseil d'administration de l'établissement public « autoroutes de France ») : adopté ; amendement n° 37 de M. Gilbert Gantier (suppression des trois alinéas de cet article) ; cavalier budgétaire ; amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 38 de M. Gilbert Gantier (dépôt d'un rapport annuel au Parlement relatif aux opérations financières et aux résultats de l'établissement public « autoroutes de France ») : rejeté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Georges Labazée (création d'une redevance régionale des mines) ; taux de cette redevance ; exonération de la taxe professionnelle pour les entreprises payant la redevance des mines ; possibilité d'introduire des disparités entre les régions (p. 8093) ; possibilité de trouver une mesure transactionnelle ; différence pour les finances régionales entre les entreprises qui paient la taxe professionnelle et celles qui paient la redevance des mines ; amendement n° 12 : rejeté.

Article 23 (*relèvement du seuil d'exigibilité des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu*) : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 17 du Gouvernement (possibilité de prélèvement, sur le produit de la redevance acquittée par les sociétés d'économie mixte, d'une participation aux frais de la fédération groupant ces sociétés) : adopté ; amendement n° 46 du Gouvernement (possibilité pour la caisse centrale de réassurance de pratiquer les opérations de réassurance de risques résultant d'attentats ou d'actes de terrorisme) ; indemnisation des victimes d'attentats (p. 8094) ; attentats déjà commis ; amendement n° 46 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8095).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8553) :

Exception d'irrecevabilité : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8553-8554-8555) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 8555) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8555) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 8555) : rejet (p. 8556).

Droit du Parlement : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8554).

Fonctionnement des commissions mixtes paritaires : *Pierret* (*Christian*) (p. 8553) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8554) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 8555) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8555).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 8553).

Rappel au règlement de M. Georges Tranchant : *Tranchant* (*Georges*) (p. 8556).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 8553).

Recevabilité des amendements déposés par le Gouvernement : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8554) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 8555) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 8555) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 8555).

Discussion des articles [18 décembre 1982] (p. 8556) :

Article 10 : amendement n° 7 de la commission (revalorisation des valeurs locatives des immeubles industriels) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 2 du Gouvernement (soumission de la redevance T. V. à la T. V. A.) : adopté.

Article 12 : amendement n° 8 de la commission (durée de la prorogation de l'abandon des majorations fiscales pour insuffisance de déclaration en cas de reconnaissance spontanée de ces insuffisances) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 14 *bis* : amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 8556) ; adopté ;

— en conséquence, l'article 14 *bis* est supprimé.

Articles 16 à 18 : adoptés.

Article 18 *bis* : amendement : n° 10 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 18 *bis* est supprimé.

Après l'article 18 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (mesures en faveur du développement économique, industriel et touristique des D. O. M.) (p. 8557) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du pouvoir fiscal à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté.

Article 19 : adopté.

Article 19 *bis* : amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 19 *bis* est supprimé.

Avant l'article 20 B : amendement n° 12 de la commission (possibilité pour certaines personnes morales d'ouvrir des comptes à rémunération spéciale au Crédit mutuel) (p. 8558) : adopté.

Article 20 B : adopté.

Article 20 C : amendement n° 13 de la commission (répartition des ressources attribuées aux départements de la région Ile-de-France et à l'établissement public régional) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 20 C.

Après l'article 22 : amendement n° 4 du Gouvernement (assiette de recouvrement de la taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité pour les sociétés Usinor et Sacilor d'émettre des obligations convertibles souscrites par l'Etat) (p. 8559) ; dégradation de la situation financière de la sidérurgie (p. 8560) ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (acquisition de terrains par les S. O. F. E. R. G. I. E.) : adopté.

Article 22 *bis* : adopté (p. 8561).

Explications de vote (p. 8561) :

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 8561) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 8561).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8562).

LOIS DE PLAN

Voir *Plan* **2.**

LOIS DE PROGRAMME

Voir *Plan* **2.**

LOIS DE PROGRAMME MILITAIRE

Voir *Plan* **2.**

LOIS DE REGLEMENT

1. — Projet de loi n° 101 portant règlement définitif du budget de 1979. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **735** (2 avril 1982). — Discussion le 6 avril 1982. — Adoption le 6 avril 1982. — Projet de loi n° **117.**

Sénat (première lecture), n° **249** (1981-1982), dépôt le 7 avril 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaires et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport **n° 283** (1981-1982) (22 avril 1982). — Discussion le 6 mai 1982. — Adoption le 6 mai 1982. — Projet de loi n° **75** (1981-1982).

Loi n° 82-420 du 19 mai 1982. — Publiée au *Journal officiel* du 22 mai 1982 (p. 1531).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 101 et 652 [6 avril 1982] (p. 792) :

Caractère « administratif » du vote du texte : *Pierret* (*Christian*) (p. 794) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 794) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 797) ; *Rieubon* (*René*) (p. 797).

Déficit budgétaire (financement) : *Pierret* (*Christian*) (p. 793).

Déficit budgétaire (origines) : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 796).

Dépenses publiques (niveau et ventilation) : *Pierret* (*Christian*) (p. 794) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 795) ; *Rieubon* (*René*) (p. 797) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 798).

Franc : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 797).

Nouvelle politique budgétaire : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 796) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 798).

Politique de rigueur budgétaire des gouvernements précédents : *Pierret* (*Christian*) (p. 793) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 795, 796) ; *Rieubon* (*René*) (p. 797) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 797).

Prélèvements obligatoires (importance et ventilation) : *Pierret (Christian)* (p. 793) ; *Rieubon (René)* (p. 797) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 798).
Rapport Bloch-Lainé : *Alphandéry (Edmond)* (p. 795).
Réforme fiscale : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 796).
Situation économique de la France en 1979 et en 1980 (inflation, chômage, investissements, commerce extérieur...) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 795) ; *Rieubon (René)* (p. 797) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 798).

Discussion des articles [6 avril 1982] (p. 798) :

Article 1er (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour* 1979) : adopté (p. 799).

Article 2 (*recettes du budget général*) et tableau A annexé : adoptés (p. 800).

Article 3 (*dépenses ordinaires civiles du budget général*) et tableau B annexé (p. 801) : adoptés (p. 820).

Article 4 (*dépenses civiles en capital du budget général*) et tableau C annexé (p. 823) : adoptés (p. 839).

Article 5 (*dépenses ordinaires militaires du budget général*) et tableau D annexé : adoptés (p. 841).

Article 6 (*dépenses militaires en capital du budget général*) et tableau E annexé : adoptés (p. 843).

Article 7 (*résultats du budget général de* 1979) et tableau F annexé : adoptés (p. 844).

Article 8 (*résultats des budgets annexes : services civils*) et tableau G annexé (p. 845) : adoptés (p. 848).

Article 9 (*résultats des budgets annexes - services militaires*) et tableau H annexé (p. 849) : adoptés (p. 850).

Article 10 (*opérations à caractère définitif des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en* 1980) et tableau I annexé (p. 851) : adoptés.

Article 11 (*opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en* 1980) : adopté.

Article 12 (*solde à la date du* 31 *décembre* 1979 *des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en* 1980) (p. 852, 853) : adopté (p. 860).

Article 13 (*opérations à caractère définitif des comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année* 1979) (p. 861) : adopté.

Article 14 (*opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux défintivement clos au titre l'année* 1979) (p. 864, 865) : adoptés.

Article 15 (*solde à la date du* 31 *décembre* 1979 *des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année* 1979) et tableau J annexé : adoptés (p. 867).

Article 16 (*résultats des opérations d'emprunt pour l'année* 1979) : adopté (p. 868).

Article 17 (*gestion de fait ; reconnaissance d'utilité publique de dépenses*) : adopté.

Article 18 (*transport au découvert du Trésor des résultats définitifs de* 1979) : adopté (p. 869).

Explications de vote (p. 870) :

Abstention du groupe U. D. F. : *Alphandéry (Edmond)* (p. 870).
Vote favorable du groupe R. P. R. : *Séguin (Philippe)* (p. 870).
Vote favorable du groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 870).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 870).

2. — Projet de loi n° 652 portant **règlement définitif du budget de 1980.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport **n° 736** (2 avril 1982). — Discussion le 6 avril 1982. — Adoption le 6 avril 1982. — Projet de loi **n° 118.**

Sénat (première lecture), **n° 250** (1981-1982), dépôt le 7 avril 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport **n° 284** (1981-1982) (22 avril 1982). — Discussion le 6 mai 1982. — Adoption le 6 mai 1982. — Projet de loi **n° 76** (1981-1982).

Loi n° 82-412 du 19 mai 1982 publiée au *Journal officiel* du 20 mai 1982 (p. 1422).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi **n°s 101 et** 652 [6 avril 1982] (p. 792).

Voir *Lois de règlement* **1.**

Discussion des articles [6 avril 1982] (p. 871).

Article 1er (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour* 1980) : adopté (p. 871).

Article 2 (*recettes du budget général*) et tableau A annexé : adoptés (p. 873).

Article 3 (*dépenses ordinaires civiles du budget général*) et tableau B annexé (p. 874 à 892) : adoptés (p. 892).

Article 4 (*dépenses civiles en capital du budget général*) et tableau C annexé (p. 894 à 910) : adoptés (p. 910).

Article 5 (*dépenses ordinaires militaires du budget général*) et tableau D annexé : adoptés (p. 912).

Article 6 (*dépenses militaires en capital du budget général*) et tableau E annexé : adoptés (p. 915).

Article 7 (*résultats du budget général de* 1980) et tableau F annexé : adoptés (p. 916).

Article 8 (*résultats des budgets annexes - services civils*) et tableau G annexé (p. 917 à 920) : adoptés (p. 920).

Article 9 (*résultats des budgets annexes, services militaires*) et tableau annexé (p. 921 à 923) : adoptés (p. 923).

Article 10 (*comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en* 1980) (p. 924, 925) et tableau I annexé (p. 926 à 933) : adoptés (p. 933).

Article 11 (*comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année* 1980) et tableau J annexé : adopté (p. 935).

Article 12 (*résultats des opérations d'emprunt pour* 1980) : adopté.

Article 13 (*admission en surséance d'avances du trésor irrecouvrables*) : adopté.

Article 14 (*apurement du solde débiteur du compte de trésorerie n° 441-52 intitulé « apurement d'opérations avec l'étranger, compte de liquidation de l'actif et du passif de la Guinée »*) : adopté.

Article 15 (*remise des dettes de la République de Guinée au titre du fonds d'intervention et de développement économique et social* [F. I. D. E. S.] : adopté.

Article 16 (*transport au découvert du trésor des résultats définitifs de* 1980) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 936).

3. — Projet de loi n° 1344 portant **règlement définitif du budget de 1981.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

LOIS D'ORIENTATION

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**
Transports **2.**

LOIS ORGANIQUES

Voir *Français* **4.**
Plan **2.**

LORIENT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

LORRAINE

1. — Proposition de loi n° 811 tendant à adapter les **limites** départementales et régionales en **Lorraine.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (6 mai 1982).

Bassin ferrifère.

Voir *Questions orales sans débat* **314.**

Sidérurgie.

Voir *Questions au Gouvernement* **465.**

LOTISSEMENTS

Voir *Collectivités locales* **7.**

LOUVRE (palais du —)

Voir *Questions orales sans débat* **115.**

LOYERS

Voir *Baux* **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.
Questions au Gouvernement **490.**
Questions orales sans débat **290.**

Blocage des —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.
Motion de censure **6.**
Questions au Gouvernement **375.**

Cœfficient des faux de variation.

Voir *Baux* **11.**

LUBRIFIANTS (taxe sur les —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et Finances. — III : Budget, budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales ; Environnement.

LUCET (affaire —)

Voir *Sécurité sociale* **8.**

LYCEES ET COLLEGES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (L. E. P.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

LYON

Voir *Communes* **9.**
Elections et référendums **16, 18.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.
Pétitions **166.**

Académie de —

Voir *Questions orales sans débat* **281.**

Conseil municipal de —

Voir *Elections et référendums* **18.**

Hôpital de —

Voir *Questions orales sans débat* **245.**

Transports en commun

Voir *Questions orales sans débat* **180.**

M

MACHINES-OUTILS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale ; Recherche et industrie, Energie.
Questions au Gouvernement **481.**
Questions orales sans débat **150, 170, 189.**
Recherche scientifique et technique **1.**

MACHINISME AGRICOLE (Industrie du —)

Voir *Questions au Gouvernement* **493.**

MADAGASCAR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie) Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

MAGISTRATS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

Indépendance des —

Voir *Justice* **7.**

Responsabilité professionnelle des —

Voir *Pétitions* **46.**

MAGISTRATURE

1. — Proposition de loi organique n° 618 tendant à modifier l'article 16 de l'ordonnance n° 58-1271 du 22 décembre 1958 portant loi organique sur le **Conseil supérieur de la magistrature.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (28 janvier 1982).

MAGNETOSCOPES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie) : Commerce extérieur ; Communication et radiotélévision.
Questions au Gouvernement **409, 420.**

MAINTIEN DANS LES LIEUX (droit au —)

Voir *Baux* **6.**

MAIRES

Voir *Collectivités locales* **3.**

MAISONS D'EDUCATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération.

MAISONS DE RETRAITE

Voir *Pétitions* **54.**

MAITRES AUXILIAIRES

Voir *Questions au Gouvernement* **350.**
Questions orales sans débat **269.**

« MALGRE NOUS »

Voir *Questions au Gouvernement* **201.**

MALOUINES (îles)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **251, 255, 262.**
Questions orales sans débat **132.**
Traités et conventions **22.**

MANCHE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

Tunnel sous la —
Questions au Gouvernement **330.**

MANUELS ET FOURNITURES SCOLAIRES

Voir *Enseignement* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Education nationale.

MANURHIN (Société)

Voir *questions orales sans débat* **206.**

MARCHES AGRICOLES

Voir *Agriculture* **8,** articles 2, 7, 11.

MARCHES DES CHANGES

Voir *Questions au Gouvernement* **381, 385.**

MARCHES PUBLICS (délais de paiement)

Voir *Questions au Gouvernement* **209.**

MARIAGE

Voir *Etat civil* **2.**

MARINE

Voir *Défense (ministère)* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.
Questions orales sans débat **161.**

MARINS DE COMMERCE

Voir *Lois de finances* **6,** article 65.

MARINS PECHEURS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer, article 65.

MARNE (dotation globale de fonctionnement)

Voir *Questions au Gouvernement* **456.**

MARNE-LA-VALLEE

Voir *Villes nouvelles* **1.**

MAROC

Voir *Traités et conventions* **38, 43.**

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

Voir *Français (langue)* **1.**

MARSEILLE

Voir *Communes* **9.**
Elections et référendums **16, 18.**
Pétitions **166.**
Questions orales sans débat **100.**

Conseil municipal de —
Voir *Elections et référendums* **18.**

Liaison avec Turin
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

MARTINIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

MATERNITE

Voir *Travail* **6.**

MATIERES PREMIERES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

MATRA (participation de l'Etat dans le capital de —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 51.

MATRA-AUTOMOBILE

Voir *Questions orales sans débat* **129.**

MAURIAC (arrondissement de —)

Voir *Questions orales sans débat* **300.**

MAVEST (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **463.**

MAYOTTE

1. — Projet de loi n° 1197 portant ratification des ordonnances portant extension et adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 novembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet (18 novembre 1982).

Voir *Audiovisuel* **1.**
Droits de l'homme **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement ; Transports.

MEDECINE

Voir *Professions et activités médicales* **6.**

Concours
Voir *Examens, concours et diplômes* **1.**

Etudes de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — — II : Santé, solidarité nationale.

Groupements d'exercice fonctionnels

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

MEDECINE DU TRAVAIL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Travail **6.**

MEDECINE LIBERALE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

MEDECINE NUCLEAIRE

Voir *Questions orales sans débat* **297.**

MEDECINE SCOLAIRE

Voir *Questions orales sans débat* **202.**

MEDECINE SPORTIVE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale ; Temps libre, jeunesse et sports, tourisme.

MEDECINS

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**

Honoraires

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

MEDECINS HOSPITALIERS

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

MEDECINS MILITAIRES (appelés)

Voir *Questions orales sans débat* **298.**

MEDIATEUR

1. — Proposition de loi n° 879 tendant à élargir les **conditions de saisine du médiateur.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Gérard Chasseguet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (17 juin 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

MEDIATEUR DU CINEMA

Voir *Audiovisuel* **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Culture.

MER ET LITTORAL

1. — Proposition de loi n° 198 tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la **pollution de la mer par les hydrocarbures.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **912** (2 juin 1982), commun au projet de loi n° **771** et aux propositions de loi n°s 198 et 218 (Mer et littoral 5, 1, 2).

2. — Proposition de loi n° 218 tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la **pollution de la mer par les hydrocarbures.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Marc Lauriol (27 mai 1982). — Rapport n° **912** (2 juin 1982), commun au projet de loi n° 771 et aux propositions de loi n°s 198 et 218 (Mer et littoral 5, 1, 2).

4. — Projet de loi n° 762 modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961, relatif à la **police des épaves maritimes.** — *Sénat* (première lecture), n° **356** (1980-1981), dépôt le 27 août 1981 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Joseph Yvon. — Rapport n° **25** (1981-1982). — Discussion le 8 avril 1982. — Adoption le 8 avril 1982. — Projet de loi n° **52** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **762,** dépôt le 13 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Maurice Briand (14 avril 1982). — Rapport n° **824** (22 avril 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **241.**

Sénat (deuxième lecture), n° **24** (1982-1983), dépôt le 12 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Joseph Yvon. — Rapport n° **80** (1982-1983). — Discussion le 10 novembre 1982. — Adoption définitive le 10 novembre 1982. — Projet de loi n° **33** (1982-1983).

Loi n° 82-990 du 23 novembre 1982 publiée au *J. O.* du 24 novembre 1982 (p. 3566).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 octobre 1982] (p. 5541) :

Evolution du trafic maritime et risques de pollution : *Briand* (*Maurice*) (p. 5542) ; *Le Pensec* (*Louis*) (p. 5542).

« Habilitation législative » des décrets de 1961 et 1978 : *Briand* (*Maurice*) (p. 5542) ; *Le Pensec* (*Louis*) (p. 5543).

Intervention de l'administration (autorité compétente) : *Briand* (*Maurice*) (p. 5542) ; *Le Pensec* (*Louis*) (p. 5543).

Intervention de l'administration (conditions d'intervention) ; notion de « dangers » : *Briand* (*Maurice*) (p. 5542) ; *Le Pensec* (*Louis*) (p. 5542, 5543).

Intervention de l'administration (pouvoirs de l'administration) : limitation du droit de propriété) : *Briand* (*Maurice*) (p. 5542) ; *Le Pensec* (*Louis*) (p. 5543).

Trafic au large d'Ouessant (implantation d'une balise, « aide majeure à la circulation ») : *Briand* (*Maurice*) (p. 5542) ; *Le Pensec* (*Louis*) (p. 5543).

Discussion de l'article unique [7 octobre 1982] (p. 5544) :

Article unique (*modification de la loi du 24 novembre 1961 relative aux épaves maritimes*) : amendement n° 1 de la commission (autorités compétentes pour décider la déchéance des droits du propriétaire) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de M. Henri Beaudouin soutenu par M. Maurice Briand (de précision) : adopté ;

— article unique du projet de loi, ainsi modifié, adopté (p. 5544).

5. — Projet de loi n° 771 réprimant la **pollution de la mer par les hydrocarbures.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 avril 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre et Louis Le Pensec, ministre de la mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Lauriol (22 avril 1982). — Rapport n° **912** (2 juin 1982), commun au projet de loi n° 771 et aux propositions de loi n°s 198 et 218 (mer et littoral 5, 1, 2). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **242.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 771 et 772 [7 octobre 1982] (p. 5544) :

Article 55 de la commission : *Lauriol (Marc)* (p. 5548).

Caractère discriminatoire du droit pénal international et pavillons de complaisance : *Lauriol (Marc)* (p. 5545-5546) ; *Menga (Joseph)* (p. 5549) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5553).

Convention de Londres du 12 mai 1954 : *Lauriol (Marc)* (p. 5545).

Convention de « Marpol » du 17 février 1978 : *Lauriol (Marc)* (p. 5546) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 5550) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5553).

Incriminations : *Lauriol (Marc)* (p. 5545-5546-5547) ; *Briand (Maurice)* (p. 5552).

Incriminations (faits justificatifs) : *Lauriol (Marc)* (p. 5546-5547-5548).

Intervention de l'administration (conditions, moyens) : *Lauriol (Marc)* (p. 5549).

Ostréiculture et trafic du port du Verdon : *Lipkowski (Jean de)* (p. 5550-5551) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5554).

Peines : *Lauriol (Marc)* (p. 5545-5546-5547) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5553).

Pollutions involontaires : *Lauriol (Marc)* (p. 5545, 5547-5548) ; *Briand (Maurice)* (p. 5552).

Rail d'Ouessant : implantation d'une balise : *Lipkowski (Jean de)* (p. 5550) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5554).

Responsabilité des capitaines des navires : *Lauriol (Marc)* (p. 5546) ; *Menga (Joseph)* (p. 5549) ; *Garcin (Edmond)* (p. 5551) ; *Briand (Maurice)* (p. 5552) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5553).

Sanctions applicables aux propriétaires ou aux exploitants : *Lauriol (Marc)* (p. 5547) ; *Menga (Joseph)* (p. 5549) ; *Garcin (Edmond)* (p. 5551) ; *Briand (Maurice)* (p. 5552).

Discussion des articles [7 octobre 1982] (p. 5554) :

Article 1er (*sanctions applicables aux infractions commises par les navires de gros tonnage*) : amendement n° 1 de la commission (relatif à l'applicabilité des modificatifs ultérieurs de la convention) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5554) ; amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (relatif à la responsabilité d'éventuels rejets en cas de remorquage de plate-forme) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*sanctions applicables aux infractions commises par les navires de moyen tonnage*) : amendement n° 5 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*sanctions applicables aux infractions commises par les engins portuaires et fluviaux*) : amendement n° 6 de la commission (relatif à la responsabilité d'éventuels rejets par des chalands, des engins remorqués ou poussés) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (exclusion des navires de la marine nationale du champ d'application du texte) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*pénalités*) : adopté.

Article 5 (*sanctions applicables aux infractions commises par les navires de petit tonnage*) : adopté (p. 5555).

Article 6 (*sanctions applicables au propriétaire ou à l'exploitant du navire*) : amendement n° 27 de M. Marc Lauriol (suppression de la possibilité de doubler les peines à l'encontre du propriétaire ou de l'exploitant) ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 27 : retiré ; amendement n° 19 du Gouvernement (suppression du doublement des peines) ; sous-amendement de M. Marc Lauriol (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 ainsi modifié : adopté ; en conséquence, amendement n° 8 devenu sans objet ; amendement n° 20 du Gouvernement (responsabilité des représentants légaux ou dirigeants de fait lorsque le propriétaire ou l'exploitant est une personne morale) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*sanctions des infractions commises par des navires étrangers dans des eaux soumises à la juridiction française*) : amendement n° 9 de la commission (applicabilité de la loi à la zone économique) (p. 5556) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (visant à soumettre au texte les navires immatriculés dans un Etat non signataire de la convention Marpol) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*sanctions des infractions ayant entraîné une pollution consécutive à un accident de la mer*) : amendement n° 12 de la commission (tendant à réduire la peine applicable au capitaine de navire en cas d'accident ayant entraîné une pollution involontaire) ; sous-amendement n° 26 de M. Marc Lauriol (tendant à rendre l'incrimination compatible avec la convention Marpol en cas d'accident polluant procédant d'une négligence, d'une imprudence ou d'une inobservation du règlement) (p. 5557) ; sous-amendement n° 21 du Gouvernement (de précision) ; compatibilité de l'article 8 du projet de loi avec la règle 11 de l'annexe 1 de la convention Marpol ; engagement pris par M. le ministre de la mer de demander une interprétation de la convention Marpol sur le point en litige (p. 5558) ; interprétation par M. le rapporteur de la règle 11 de l'annexe 1 de la convention Marpol ; sous-amendement n° 26 retiré ; sous-amendement n° 21 : adopté ; amendement n° 12 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 23 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 13 ainsi modifié : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 22 du Gouvernement (visant à exclure du champ d'application de la loi les navires de la marine nationale et ceux des services publics chargés d'une mission de surveillance ou de protection) (p. 5559) ; amendement n° 14 de la commission (même objet) : retiré ; sous-amendement n° 24 du Gouvernement à l'amendement n° 14 (de coordination) ; reporté sur l'amendement n° 22 : adopté ; amendement n° 22 ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*possibilité de faire supporter des sanctions pécuniaires infligées au capitaine par le propriétaire ou l'exploitant du navire*) : amendement n° 15 de la commission (prise en compte par le tribunal des conditions de travail du capitaine) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (visant à limiter la part des amendes prononcées contre le capitaine mises à la charge de l'armateur par le tribunal) (p. 5560) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (visant à garantir les droits de la défense reconnus au propriétaire et à l'exploitant) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*personnes habilitées à constater les infractions ou à réunir des informations sur ces infractions*) : amendement n° 25 du Gouvernement (étendant la possibilité de constater les infractions aux fonctionnaires et agents assermentés et commissionnés des services maritimes et ports autonomes) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 5561).

Article 11 (*détermination du tribunal compétent*) : adopté.

Article 12 (*immobilisation et fonctionnement du navire ayant servi à commettre une infraction*) : adopté.

Article 13 (*procédure de réparation des dommages causés au domaine public*) : amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*application à la collectivité territoriale de Mayotte*) : amendement n° 18 de la commission (application des dispositions nouvelles aux D.O.M.) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*abrogations*) : adopté.

Article 16 (*date d'entrée en vigueur*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5562).

6. — Projet de loi n° 772 modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la **prévention et à la répression de la pollution marine** par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 avril 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre et Louis Le Pensec, ministre de la mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Lauriol (22 avril 1982). — Rapport n° **913** (2 juin 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **243.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale : voir *Mer et littoral* **5.**

Discussion des articles [7 octobre 1982] (p. 5562) :

Article 1er (*modification de la loi du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine*) : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*application des dispositions de la loi aux territoires d'outre-mer*) : amendement n° 2 de la commission (applicabilité des nouvelles dispositions à la collectivité territoriale de Mayotte) : (p. 5563) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5564).

7. — Proposition de loi n° 793 tendant à inclure les **lagunes côtières du Languedoc-Roussillon** dans le **domaine public maritime.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Paul Balmigère et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Vincent Porelli (6 mai 1982).

8. — Proposition de loi n° 797 relative à la **création des réserves et parcs marins.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Bernard Stasi et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Birraux (29 avril 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer ; Recherche et industrie, énergie.

Questions orales sans débat **226.**

Plages

Voir *Questions au Gouvernement* **317.**

Schémas de mise en valeur

Voir *Collectivités locales* **7.**

MERITE SOCIAL

Voir *Décorations* **5, 6.**

MESURES DISCIPLINAIRES

Voir *Sécurité sociale* **8.**

METEOROLOGIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

METRO PARISIEN

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture), article 29.

MEUBLÉS

Voir *Baux* **6.**

MILICES PATRONALES

Voir *Ordre public* **3.**
Questions au Gouvernement **262.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

MILICES PRIVEES

Voir *Questions au Gouvernement* **297.**

MINERAI DE FER

Voir *Questions orales sans débat* **308, 309.**

MINERAIS ET METAUX

Voir *Contributions indirectes* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.
Questions orales sans débat **218.**

MINES ET CARRIERES

Voir *Energie* **3.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.
Mer et littoral **8.**

MINEURS

Pensions de réversion accordées aux femmes de —
Voir *Questions au Gouvernement* **218.**

MINEURS (enfants)

Voir *Mœurs* **2.**
Procédure pénale **3.**

Délinquance des —
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.

MINIMUM VIEILLESSE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

MINISTERE DE LA COOPERATION

Voir *Audiovisuel* **1.**

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Voir *Questions au Gouvernement* **249.**

MINISTERE DES FINANCES (locaux)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — I. — Charges communes. — III. — Budget, Budget annexe de l'Imprimerie nationale, Taxes parafiscales.
Questions orales sans débat **115.**

MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES (direction des relations culturelles)

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Culture ; Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.
Rappels au règlement **481.**

Personnels du —
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement.

MINISTERES (structures)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture ; Recherche et industrie, Energie ; Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement ; Temps libre, jeunesse et sports ; Tourisme.

MINISTRES (présence dans l'hémicycle)

Communistes
Voir *Questions au Gouvernement* **318, 336, 343.**

Rappels au règlement **318, 319, 320, 323.**

MINJOZ (contingents)

Voir *Epargne* **3.**

MIRAGE 2000

Voir *Motions de censure* **9.**

MISE A PIED

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

MISE AU POINT DU GOUVERNEMENT

Mise en cause de la conférence des présidents par un journaliste à propos du débat sur le projet relatif au secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics : M. Labarrère (André) [29 juin 1982] (p. 4001).

MISSILES

Voir *Motions de censure* **9.**

MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.

MISSIONS INTERMINISTERIELLES D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE

Voir *Collectivités locales* **7.**

MŒURS

2. — Proposition de loi n° 527 tendant à abroger **l'alinéa 2 de l'article 331** du **code pénal**. — *Sénat* (première lecture), **n° 149** (1981-1982), dépôt le 21 décembre 1981. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport **n° 314** (1981-1982) (4 mai 1982). — Discussion le 5 mai 1982. — Rejet le 5 mai 1982. — Proposition de loi **n° 73** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 848**, dépôt le 5 mai 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi. — Rapport **n° 957** (17 juin 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption avec modifications le 24 juin 1982. — Proposition de loi **n° 183.**

Sénat (deuxième lecture) **n° 426** (1981-1982), dépôt le 25 juin 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport **n° 457** (1981-1982) (7 juillet 1982). — Discussion le 8 juillet 1982. — Rejet le 8 juillet 1982. — Proposition de loi **n° 137** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).
Bureau [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi. — Rapport **n° 1039** (21 juillet 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport **n° 479** (1981-1982) (22 juillet 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) **n° 1024**, dépôt le 9 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi. — Rapport **n° 1040** (21 juillet 1982). — Discussion le 21 juillet 1982. — Adoption avec modifications le 21 juillet 1982. — Proposition de loi **n° 209.**

Sénat (troisième lecture), **n° 481** (1981-1982), dépôt le 22 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport **n° 482** (1981-1982) (22 juillet 1982). — Discussion le 23 juillet 1982. — Rejet le 23 juillet 1982. — Proposition de loi **n° 145** (1981-1982).

Assemblée nationale (quatrième lecture) **n° 1070**, dépôt le 23 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi. — Rapport **n° 1075** (27 juillet 1982). — Discussion le 27 juillet 1982. — Adoption définitive le 27 juillet 1982. — Proposition de loi **n° 220.**

Loi n° 82-683 du 4 août 1982 publiée au *J. O.* du 5 août 1982 (p. 2502).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3852).

Lois et normes dans le domaine de la sexualité : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 3852).

Position du Sénat : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 3852) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 3853).

Principe de non-discrimination : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 3852) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 3853).

Discussion de l'article unique [24 juin 1982] (p. 3853) :

Article unique (*abrogation du deuxième alinéa de l'article* 331 *du code pénal*) :

Explications de vote (p. 3853).

Position du Sénat : *Forni* (*Raymond*) (p. 3853).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Deniau* (*Xavier*) (p. 3853).

Article unique : adopté.

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 juillet 1982] (p. 4626) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 4626) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4626).

Discussion de l'article unique [21 juillet 1982] :

Article unique : adopté (p. 4626).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [27 juillet 1982] (p. 4873) :

Article 40 de la Constitution opposé par M. Jean Foyer : *Foyer* (*Jean*) (p. 4874) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 4874, 4875).

Discriminations : *Halimi* (*Gisèle*) (p. 4874) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4874) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4874).

Rappel au règlement de M. Jean Foyer : *Foyer* (*Jean*) (p. 4875) ; *Michel* (*Jean-Pierre*), vice-président (p. 4875).

Discussion de l'article unique [27 juillet 1982] (p. 4873) :

Mise en cause du président de séance.

Article unique : adopté.

MONETARISME

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

MONITEURS DE SKI

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, tourisme.

MONNAIE

Voir *Economie et finances* **1.**
Motions de censure **6.**
Plan **3.**
Politique économique et sociale **5.**
Questions au Gouvernement **268.**

MONNAIES ET MEDAILLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II. — Services économiques et financiers ; Comptes spéciaux du Trésor ; Budget annexe des monnaies et médailles.

MONOPOLE

Voir *Audiovisuel* **1.**

MONTAGNE

Voir *Agriculture* **8.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Environnement ; Plan et aménagement du territoire ; Recherche et industrie ; Energie ; Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

Plan **2.**

Questions au Gouvernement **347.**

Contrats « stations vallées ».

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

Indemnité spéciale de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

Prix des carburants en —

Voir *Questions orales sans débat* **258.**

Projet de loi sur la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

Service hivernal

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports ; Urbanisme et logement.

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

Voir *Agriculture* **8.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

Motions de censure **6, 7.**

Questions au Gouvernement **183, 187, 194, 380.**

Questions orales sans débat **249.**

MONTEFIBRE (Entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **151.**

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

MOTIONS DE CENSURE

4. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution et présentée par M. Jean-Claude Gaudin.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : nationalisations, 5.

Prise d'acte du dépôt [26 janvier 1982] (p. 552).

Liste des cinquante-huit membres de l'Assemblée ayant signé la motion de censure [26 janvier 1982] (p. 552).

Discussion [28 janvier 1982] (p. 643).

Absence du Premier ministre : *Foyer* (*Jean*) (p. 652) ; *Labarrère* (*André*) (p. 652).

Alternance : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 647).

Coût et financement des nationalisations : *Aubert* (*François d'*) (p. 645) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 648) ; *Gosnat* (*Georges*) (p. 657) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 659) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 660).

Crédit mutuel : *Foyer* (*Jean*) (p. 655).

Décision du Conseil constitutionnel relative aux nationalisations : *Aubert* (*François d'*) (p. 644) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 647) ; *Laignel* (*André*) (p. 651) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 652, 653, 654) ; *Gosnat* (*Georges*) (p. 656, 657) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 658) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 660).

Europe : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 648) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 658).

Filiales étrangères : *Aubert* (*François d'*) (p. 644).

Fondement idéologique des nationalisations : *Aubert* (*François d'*) (p. 644) ; *Laignel* (*André*) (p. 651) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 659) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 660).

Gaz naturel (accords avec l'U. R. S. S. et l'Algérie) : *Aubert* (*François d'*) (p. 646, 647) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 648, 649) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 660).

Indemnisation : *Aubert* (*François d'*) (p. 644) ; *Gosnat* (*Georges*) (p. 657).

Nationalisation et politique économique et sociale : *Aubert* (*François d'*) (p. 645, 646) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 659) ; Mesmin (*Georges*) (p. 660).

Nationalisation et politique industrielle : *Aubert* (*François d'*) (p. 646).

Pologne : *Aubert* (*François d'*) (p. 646) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 648) ; *Laignel* (*André*) (p. 650).

P. U. K. : *Aubert* (*François d'*) (p. 644).

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon : *Toubon* (*Jacques*) (p. 651).

Recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Aubert* (*François d'*) (p. 645) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 647) ; *Laignel* (*André*) (p. 650, 651) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 652).

Rôle du parti socialiste : *Foyer* (*Jean*) (p. 654).

Secteur mutualiste : *Aubert* (*François d'*) (p. 644).

Explications de vote (p. 661).

Absence du Premier ministre : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 662) ; *Labarrère* (*André*) (p. 662).

Décision du Conseil constitutionnel : *Battist* (*Umberto*) (p. 661).

Financement des nationalisations : *Jarosz* (*Jean*) (p. 663).

Fondement idéologique des nationalisations : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 662).

Pologne : *Battist* (*Umberto*) (p. 661) ; *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 662) ; *Lipkowski* (*Jean de*) (p. 666, 667).

Rappel au règlement de M. Claude Labbé : *Labbé* (*Claude*) (p. 666) ; *Malvy* (*Martin*) (p. 666) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 666).

Rôle économique du secteur public : *Jarosz* (*Jean*) (p. 662, 663, 664).

Situation économique et sociale de la France : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 662) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 665).

Vote favorable du groupe R. P. R. : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 665).

Vote favorable du groupe U. D. F. : *Méhaignerie* (*Pierre*) (p. 662).

Vote négatif du groupe communiste : *Jarosz* (*Jean*) (p. 664).

Vote négatif du groupe socialiste : *Battist* (*Umberto*) (p. 661).

Rejet de la motion de censure au scrutin public (p. 668).

5. — Vote sur une motion de censure, déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, par M. Claude Labbé et quatre-vingt-treize membres de l'Assemblée le 18 juin 1982 rejetée par scrutin public le 23 juin 1982 (p. 3822).

6. — Motion de censure, déposée en application de l'art. 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin et soixante-dix-neuf membres de l'Assemblée le 24 juin 1982.

Discussion [28 juin 1982] (p. 3955).

Aides de l'Etat (contrôle) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3960).

Alourdissement des charges : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 3957) ; *Debré* (*Michel*) (p. 3962).

Autonomie ou complémentarité des politiques de lutte contre le chômage et de lutte contre l'inflation : *Debré* (*Michel*) (p. 3962, 3967) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 3966).

Banque de France (contrôle du Parlement) : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 3958).

Blocage des loyers : *Anciant* (*Jean*) (p. 3965).

Blocage des prix : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 3957) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3959) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 3964).

Blocage des revenus : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 3957) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3959, 3960) ; *Debré* (*Michel*) (p. 3963) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 3964, 3965).

Comités d'entreprise et gestion des entreprises : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3959).

Commerce extérieur : *Debré* (*Michel*) (p. 3963).

Contrats de solidarité : *Debré (Michel)* (p. 3962) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3966).
« Contre-plan » proposé par le groupe U. D. F. : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958).
Contrôle de la création monétaire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958).
Crise internationale : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3956) ; *Debré (Michel)* (p. 3961) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3967).
Déficit budgétaire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3957, 3958) ; *Debré (Michel)* (p. 3962, 3963).
Dividendes : *Brunhes (Jacques)* (p. 3959) ; *Anciant (Jean)* (p. 3965).
Entreprises de travaux publics : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3957).
Fiscalité : *Brunhes (Jacques)* (p. 3939).
Franc (dévaluation) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3956, 3966) ; *Debré (Michel)* (p. 3962) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3966).
Montants compensatoires monétaires : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958).
« Mur de l'argent » : *Anciant (Jean)* (p. 3965).
Négociations salariales : *Brunhes (Jacques)* (p. 3960) ; *Debré (Michel)* (p. 3963) ; *Anciant (Jean)* (p. 3965).
Plan et politique monétaire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958).
Politique monétaire américaine : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3956) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3960, 3961) ; *Debré (Michel)* (p. 3961).
Programme de grands travaux : *Debré (Michel)* (p. 3962).
Rapport économique et financier et politique monétaire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958).
Rejet de la motion de censure par le groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 3960).
Secteur hôtelier : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958).
Secteur nationalisé : *Debré (Michel)* (p. 3962, 3963) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3967).
Taux d'intérêt : *Brunhes (Jacques)* (p. 3960) ; *Debré (Michel)* (p. 3962).
Vote de la motion de censure par le groupe U.D.F. : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3959).

Explications de vote (p. 3968).

Blocage des loyers : *Clément (Pascal)* (p. 3969).
Blocage des prix : *Clément (Pascal)* (p. 3969) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3973).
Blocage des revenus : *Toubon (Jacques)* (p. 3973, 3974).
Causes structurelles de l'inflation : *Charzat (Michel)* (p. 3971).
Déficit budgétaire : *Charzat (Michel)* (p. 3972).
Entreprises hôtelières et touristiques : *Clément (Pascal)* (p. 3969).
Etats-Unis (politique monétaire) : *Charzat (Michel)* (p. 3971, 3972).
Franc (dévaluation) : *Clément (Pascal)* (p. 3970).
« Héritage » : *Clément (Pascal)* (p. 3969) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3970) ; *Charzat (Michel)* (p. 3971).
Investissements : *Charzat (Michel)* (p. 3972).
Reconquête du marché intérieur : *Mercieca (Paul)* (p. 3970).
Rejet de la motion de censure par le groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 3970).
Rejet de la motion de censure par le groupe socialiste : *Charzat (Michel)* (p. 3972).
Vote de la motion de censure par le groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 3975).

Motion de censure rejetée par scrutin public (p. 3976).

7. — Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Claude Labbé et quatre-vingts membres de l'Assemblée le 9 juillet 1982.

Discussion [12 juillet 1982] (p. 4408).

Blocage des prix et des revenus : *Tranchant (Georges)* (p. 4410, 4411) ; *Anciant (Jean)* (p. 4411, 4413) ; *Brocard (Jean)* (p. 4415, 4416, 4417) ; *Chomat (Paul)* (p. 4418) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4419).
Budget pour 1983 : *Chomat (Paul)* (p. 4418) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4419).
C. G. T. (activités de la —) : *Tranchant (Georges)* (p. 4409, 4410) ; *Brocard (Jean)* (p. 4414).
Charges des entreprises : *Tranchant (Georges)* (p. 4409, 4410) ; *Brocard (Jean)* (p. 4416) ; *Chomat (Paul)* (p. 4418).
Dévaluation : *Tranchant (Georges)* (p. 4408) ; *Brocard (Jean)* (p. 4415).
Emploi : *Tranchant (Georges)* (p. 4408) ; *Brocard (Jean)* (p. 4416) ; *Chomat (Paul)* (p. 4418) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4419).
Etats-Unis : *Tranchant (Georges)* (p. 4409) ; *Chomat (Paul)* (p. 4417).
Grandes surfaces : *Mauroy (Pierre)* (p. 4420).
Indemnisation du chômage : *Mauroy (Pierre)* (p. 4420).
Inflation : *Anciant (Jean)* (p. 4412) ; *Chomat (Paul)* (p. 4418) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4419).
Mise en cause de M. Jacques Delors : *Brocard (Jean)* (p. 4413, 4414) ; *Labarrère (André)* (p. 4417).
Montants compensatoires monétaires et prix agricoles : *Mauroy (Pierre)* (p. 4420).
Prix du gaz et de l'électricité : *Tranchant (Georges)* (p. 4410).
Reconquête du marché intérieur : *Chomat (Paul)* (p. 4418).
Rejet de la motion de censure par le groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 4418).
Rejet de la motion de censure par le groupe socialiste : *Anciant (Jean)* (p. 4411).
Solidarité : *Tranchant (Georges)* (p. 4409) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4419).
Utilisation de la procédure de l'article 49 par le Gouvernement : *Brocard (Jean)* (p. 4414, 4415).
Vote de la motion de censure par le groupe U.D.F. : *Brocard (Jean)* (p. 4417).

Explications de vote : (p 4421).

Aide en faveur des entreprises : *Bergelin (Christian)* (p. 4421).
Blocage des loyers : *Bergelin (Christian)* (p. 4422).
Blocage des prix et des revenus : *Bergelin (Christian)* (p. 4421, 4422) ; *Berson (Michel)* (p. 4423, 4424) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4424).
Causes de l'inflation : *Bergelin (Christian)* (p. 4422) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4424).
Emploi : *Bergelin (Christian)* (p. 4422).
Montants compensatoires monétaires et dévaluation : *Bergelin (Christian)* (p. 4422, 4423).
Rejet de la motion de censure par le groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 4425).
Rejet de la motion de censure par le groupe socialiste : *Berson (Michel)* (p. 4424).
Relance de la consommation : *Bergelin (Christian)* (p. 4421) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4424).
Vote de la motion de censure par le groupe U. D. F. : *Mesmin (Georges)* (p. 4424).

Rejet par scrutin public de la motion de censure et **adoption du projet de loi** sur les prix et les revenus modifié par les amendements n°s 3, 4, 5, 6, 7 à 13 du Gouvernement (p. 4426).

8. — Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin et 97 membres de l'Assemblée, le 13 juillet 1982.

Discussion [20 juillet 1982] (p. 4532).

Blocage des prix et des revenus : *Haby (René)* (p. 4533) ; *Rieubon (René)* (p. 4534) ; *Labbé (Claude)* (p. 4535, 4536) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4537, 4538) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4541).
Causes de l'inflation : *Haby (René)* (p. 4532, 4533) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4537).
Comité d'entreprise et formation des prix : *Rieubon (René)* (p. 4534).
Dévaluation : *Rieubon (René)* (p. 4533, 4534).
Emploi : *Haby (René)* (p. 4533) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4538) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4540).
Etats-Unis : *Bassinet (Philippe)* (p. 4538) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4538, 4539).
« Héritage » : *Haby (René)* (p. 4532) ; *Rieubon (René)* (p. 4533) ; *Labbé (Claude)* (p. 4535) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4541).
Négociations sociales : *Mauroy (Pierre)* (p. 4539, 4541).
Prix agricoles : *Labbé (Claude)* (p. 4536) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4542).
Recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Haby (René)* (p. 4533) ; *Labbé (Claude)* (p. 4534, 4535).
Soutien accordé par le groupe communiste au Gouvernement : *Rieubon (René)* (p. 4534).
Soutien accordé par le groupe socialiste au Gouvernement : *Bassinet (Philippe)* (p. 4537).
Unedic et indemnisation du chômage : *Mauroy (Pierre)* (p. 4541, 4542).

Explications de vote (p. 4543).

Contrôle des prix : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4543).
Front populaire : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 4545) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4545).
« Radicalisation » : *Madelin (Alain)* (p. 4544).
Rejet de la motion de censure par le groupe socialiste : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4543).

Vote de la motion de censure par le groupe U. D. F. : *Madelin (Alain)* (p. 4544).

Rejet par scrutin public de la motion de censure (p. 4546).

9. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.

Discussion [24 novembre 1982] (p. 7645).

Absence de consultation du Parlement lors de l'annulation de crédits : *Darinot (Louis)* (p. 7651) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7656) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7662).

Afghanistan : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7654, 7655).

Alliance atlantique et O.T.A.N. : *Messmer (Pierre)* (p. 7645) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7657).

Annulation de crédits relatifs à la défense (arrêté du 18 octobre) : *Messmer (Pierre)* (p. 7645) ; *Darinot (Louis)* (p. 7651, 7652, 7653) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7656) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7662).

Annulations précédentes de crédits : *Darinot (Louis)* (p. 7651).

Armée (neutralité politique de l'—) : *Messmer (Pierre)* (p. 7645) ; *Hernu (Charles)* (p. 7645).

Armée (relations avec le pays) : *Mauroy (Pierre)* (p. 7649) ; *Darinot (Louis)* (p. 7651, 7653).

Armes nucléaires stratégiques : *Mauroy (Pierre)* (p. 7648) ; *Darinot (Louis)* (p. 7652) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7663).

Armes nucléaires tactiques : *Messmer (Pierre)* (p. 7647) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7649) ; *Darinot (Louis)* (p. 7653) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7663).

Attitude des communistes : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7655) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7665).

Autorisations de programme ; crédits de paiement : *Mauroy (Pierre)* (p. 7648, 7666) ; *Barre (Raymond)* (p. 7650) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7662).

Bombe à neutrons : *Messmer (Pierre)* (p. 7647) ; *Darinot (Louis)* (p. 7652).

Blindés français : *Messmer (Pierre)* (p. 7645-7647) ; *Darinot (Louis)* (p. 7652) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7666).

Défense de l'Europe : *Mauroy (Pierre)* (p. 7650) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7655).

Défense nationale et industrie en France : *Messmer (Pierre)* (p. 7647) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7659-7660).

Déficit budgétaire : *Mauroy (Pierre)* (p. 7648-7649-7650) ; *Barre (Raymond)* (p. 7650) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7655-7656) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7665).

Equilibre des forces militaires : *Mauroy (Pierre)* (p. 7649) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7654).

HADES (système) : *Messmer (Pierre)* (p. 7647) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7664).

Loi de programmation militaire : *Messmer (Pierre)* (p. 7647) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7649) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7663-7664).

Marine : *Messmer (Pierre)* (p. 7647).

Mirages 2000 et Mirages SI : *Messmer (Pierre)* (p. 7645-7647) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7648) ; *Darinot (Louis)* (p. 7652).

Missiles M 4 : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7663).

Missiles Pluton : *Darinot (Louis)* (p. 7652).

Missiles SSBS : *Messmer (Pierre)* (p. 7646) ; *Darinot (Louis)* (p. 7651-7652).

Missiles SS20 : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7655-7656).

Motion de censure : *Mauroy (Pierre)* (p. 7647-7664) ; *Darinot (Louis)* (p. 7651) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7653) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7657-7658).

Objectifs de la défense nationale : *Mauroy (Pierre)* (p. 7649) ; *Darinot (Louis)* (p. 7651).

Part des dépenses militaires dans le produit intérieur brut marchand : *Messmer (Pierre)* (p. 7646) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7648-7649-7666) ; *Darinot (Louis)* (p. 7651) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7662-7663).

Première armée : *Mauroy (Pierre)* (p. 7650) ; *Darinot (Louis)* (p. 7653)

Protection des populations : *Mauroy (Pierre)* (p. 7649).

Rapport Paecht : *Darinot (Louis)* (p. 7652) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7662-7663).

Réduction des effectifs militaires français : *Messmer (Pierre)* (p. 7646-7647) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7649).

Relations internationales : *Mauroy (Pierre)* (p. 7649) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7654-7655-7656-7657).

Service national : *Messmer (Pierre)* (p. 7646) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7649).

Sous-marin nucléaire lanceur d'engins (S. N. L. E.) : *Messmer (Pierre)* (p. 7646-7664-7666) ; *Darinot (Louis)* (p. 7652) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7664) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7665).

Sous-marin nucléaire lanceur d'engins (7e —) : *Messmer (Pierre)* (p. 7646) ; *Darinot (Louis)* (p. 7652) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7664) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7665-7666).

« Stratégie anti-cités » : *Mauroy (Pierre)* (p. 7649).

U. R. S. S. (puissance militaire et extension dans le monde de l'—) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 7654-7655-7656) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 7665).

U. S. A. : *Ducoloné (Guy)* (p. 7658) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 7664).

Explications de vote (p. 7667).

Annulation de crédits relatifs à la défense (arrêté du 18 octobre) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 7667) ; *Aumont (Robert)* (p. 7669).

Armée (neutralité politique de l'—) : *Aumont (Robert)* (p. 7670) ; *Lancien (Yves)* (p. 7670).

Armée (relations avec la nation) : *Aumont (Robert)* (p. 7670).

Blindés : *Lancien (Yves)* (p. 7671).

Défense nationale et industrie d'armement : *Aumont (Robert)* (p. 7670) ; *Lancien (Yves)* (p. 7671-7672).

Loi de programmation militaire : *Lancien (Yves)* (p. 7671).

Marine française : *Hamel (Emmanuel)* (p. 7668) ; *Lancien (Yves)* (p. 7671).

Missiles M 4 et M 5 : *Lancien (Yves)* (p. 7671, 7672).

Missiles SS 20 : *Lancien (Yves)* (p. 7671).

Part des dépenses militaires dans le produit intérieur brut marchand : *Lancien (Yves)* (p. 7671).

Protection des populations : *Aumont (Robert)* (p. 7670).

Relations internationales : *Hamel (Emmanuel)* (p. 7667).

Service national : *Lancien (Yves)* (p. 7672).

Sous-marin nucléaire lanceur d'engins (S.N.L.E.) ; *Aumont (Robert)* (p. 7669) ; *Messmer (Pierre)* (p. 7666, 7669) ; *Lancien (Yves)* (p. 7671).

U.S.A. (protection apportée par les — à l'Europe) : *Lancien (Yves)* (p. 7671).

Vote de la motion de censure par le groupe R.P.R. : *Lancien (Yves)* (p. 7672).

Vote de la motion de censure par le groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 7669).

Vote hostile du groupe socialiste : *Aumont (Robert)* (p. 7670).

La motion de censure n'est pas adoptée (p. 7673).

MOTIONS DE RENVOI EN COMMISSION

Voir *Calamités et catastrophes* **4.**
Examens, concours et diplômes **3.**
Procédure pénale **3.**

MOTIVATION

Voir *Audiovisuel* **1.**

MOTOCYCLETTES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

MOUTET (Marius)

Voir *Droits de l'homme* **1.**

MOZAMBIQUE

Voir *Traités et conventions* **54.**

MUSEE DES MONUMENTS FRANÇAIS

Voir *Lois de finances* **6,** (deuxième partie), Culture.

MUSEE MARITIME DU HAVRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

MUSEES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

MUSIQUE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

MUTILES (appareillage des —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

MUTUALISME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Voir *Assurance vieillesse, généralités* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.
Ordonnances **2.**
Prestations familiales **4.**
Questions orales sans débat **231.**

MUTUELLES : SOCIETES

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**

MYOPATHIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie. Energie.

N

NAMIBIE

Voir *Lois de finances* **6,** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement.
Questions orales sans débat **291.**

NATIONALISATIONS

5. — Projet de loi de nationalisation (n° 696). *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. Urgence déclarée le 20 janvier 1982. — Renvoi à la commission spéciale ; Constitution [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330) ; [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347); bureau [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347). — Rapporteur : M. Michel Charzat. — Rapport n° **700** (22 janvier 1982). — Discussion les 26 et 28 janvier 1982. — Adoption le 28 janvier 1982, la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution n'étant pas adoptée. — Projet de loi n° **111.**

Sénat (première lecture), n° **198** (1981-1982), dépôt le 29 janvier 1982. — Renvoi à une commission spéciale. — Rapporteurs : MM. Jean Chérioux, Etienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **203** (1981-1982) (3 février 1982). — Discussion les 3 et 4 février 1982. — Rejet le 4 février 1982. — Projet de loi n° **43** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).
Bureau [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Charzat. — Rapport n° **722** (4 février 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **208** (1981-1982) (5 février 1982).
La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **721**, dépôt le 4 février 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Michel Charzat. — Rapport n° **723**. — Discussion le 4 février 1982. — Adoption avec modifications le 4 février 1982. — Projet de loi n° **114.**

Sénat (deuxième lecture), n° **209** (1981-1982), dépôt le 5 février 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteurs : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux, Etienne Dailly. — Rapport n° **210** (1981-1982) (5 février 1982). — Discussion le 5 février 1982. — Rejet le 5 février 1982. — Projet de loi n° **45** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **726,** dépôt le 5 février 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Michel Charzat. — Rapport n° **727** (5 février 1982). — Discussion le 5 février 1982. — Adoption définitive le 5 février 1982. — Projet de loi n° **116.**

Saisine du conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution).
Décision le 11 février 1982 [*J. O.* du 12 février 1982] (p. 560). Conforme en totalité.

Loi n° 82-155 du 11 février 1982 publiée au *J. O.* du 13 février 1982 (p. 566). — Rectificatif (*J. O.* du 13 mars 1982) (p. 827).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 janvier 1982] (p. 531) :
Question préalable opposée par M. Michel Noir : *Noir* (*Michel*) (p. 534, 535, 536) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 536, 537, 538) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 538, 539) : rejetée au scrutin public (p. 540).
Augmentation du taux de l'impôt sur la fortune : *Lajoinie* (*André*) (p. 546) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 551).
Champ de la nationalisation des banques (sociétés à caractère mutualiste et coopératif) : *Charzat* (*Michel*) (p. 532) ; *Noir* (*Michel*) (p. 536) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 537) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 542) ; *Millon* (*Charles*) (p. 547, 548) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 550, 551).
Conseil constitutionnel (autorité du) : *Charzat* (*Michel*) (p. 533) ; *Goux* (*Christian*) (p. 541) ; *Couve de Murville* (p. 541, 542) ; *Lajoinie* (*André*) (p 545) ; *Millon* (*Charles*) (p. 546) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 550, 551).
Conseil constitutionnel (contenu de la décision) : *Charzat* (*Michel*) (p. 531, 532) ; *Noir* (*Michel*) (p. 534) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 536, 537) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 539) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 542, 543) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 545) ; *Millon* (*Charles*) (p. 546) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 550).
Coût des nationalisations : *Charzat* (*Michel*) (p. 532) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 540) ; *Goux* (*Christian*) (p. 541) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 543) ; *Millon* (*Charles*) (p. 547).
Délai d'application de la loi : *Charzat* (*Michel*) (p. 533) ; *Goux* (*Christian*) (p. 540, 541) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 543) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 545) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 551).
Ensemble du texte soumis au Parlement : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 551).
Filiales étrangères : *Charzat* (*Michel*) (p. 531, 532) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 543) ; *Millon* (*Charles*) (p. 547, 548) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 550).
Indemnisation : *Charzat* (*Michel*) (p. 532, 533) ; *Noir* (*Michel*) (p. 534) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 537) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 538) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 543) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 545); *Millon* (*Charles*) (p. 547, 549) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 551).
Portée économique et sociale des nationalisations : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 539) ; *Goux* (*Christian*) (p. 540) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 544, 546).
P.U.K. : *Noir* (*Michel*) (p. 535) ; *Millon* (*Charles*) (p. 548).
Recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Joxe* (*Pierre*) (p. 538) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 544) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 552).
Sessions extraordinaires : *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 542).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement. Motion de censure 4 déposée et rejetée. Projet de loi considéré comme adopté.
Projet de loi de nationalisation modifié par les amendements n°s 44 et 55 du Gouvernement et n°s 1, 9, 19 de la commission spéciale : publié en annexe [26 janvier 1982] (p. 553).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [4 février 1982] (p. 730) :
Crédit mutuel : *d'Aubert* (*François*) (p. 731).
Droits acquis : *Hage* (*Georges*) (p. 730).
Décision du Conseil constitutionnel : *Hage* (*Georges*) (p. 731) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 734).
Echec de la commission mixte paritaire : *Charzat* (*Michel*) (p. 730).

Portée économique et sociale des nationalisations : *Hage (Georges)* (p. 730) ; *d'Aubert (François)* (p. 731, 735) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 733, 734) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 734, 735).

Recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *d'Aubert (François)* (p. 731) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 732) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 733) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 734).

Discussion des articles [4 février 1982] (p. 735) :

Titre Ier : *Nationalisation de cinq sociétés industrielles :*

Article 1er : amendements n° 12 de M. Jean Foyer et n° 13 de M. Michel Noir soutenus par M. François d'Aubert (tendant à éviter la nationalisation des filiales, participations et actifs situés à l'étranger des cinq groupes industriels) (p. 735) : rejetés ;

— article 1er, adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : supprimé en première lecture par l'Assemblée (p. 736).

Article 5 : amendement n° 14 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert : devenu sans objet ; amendement n° 15 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert : retiré ; amendement n° 16 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert (tendant à ce que l'intérêt produit par les obligations prévues à l'art. 5 soit égal au taux de rendement des emprunts garantis par l'Etat) : rejeté ;

— article 5, adopté.

Article 6 : amendement n° 17 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (proposant de recourir à la constitution d'une commission d'évaluation) : rejeté ; amendement n° 2 du Gouvernement (relatif à la définition de la période d'ajustement des cours) (p. 737) ; amendement n° 18 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert (relatif à la définition de la période d'ajustement des cours) : amendement n° 2 adopté ; amendement n° 18 devenu sans objet ; amendement n° 19 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert : devenu sans objet ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 21 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (tendant à supprimer la disposition prévoyant la désignation d'un administrateur général) : rejeté ; amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (tendant à supprimer la disposition de l'article 7 prévoyant que les commissaires aux comptes demeurent en fonction jusqu'à la réunion de l'assemblée générale qui suivra la publication de la présente loi) : rejeté ; amendement n° 23 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (tendant à limiter les fonctions de l'assemblée générale dont la réunion suivra la publication de la présente loi) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 738).

Article 8 : adopté.

Article 9 : amendement n° 4 du Gouvernement (relatif à l'attribution des sièges restant disponibles) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 : adopté (p. 739).

Titre II : *Nationalisation des banques :*

Article 13 : amendement n° 24 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (de forme) : rejeté ; amendement n° 25 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (tendant à relever le seuil de la nationalisation de 1 à 2,95 milliards de francs de dépôt) ; « affaire » du Crédit mutuel (p. 740) rejeté au scrutin public ; amendement n° 26 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (tendant à éviter la nationalisation de la Banque centrale des coopératives et des mutuelles, la Banque fédérative du crédit mutuel et la Banque française de crédit coopératif) ; problème du statut de la Banque fédérative du crédit mutuel d'Alsace (p. 741) ; amendement n° 26 rejeté au scrutin public ; amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté : amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Article 14 : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : supprimé par l'Assemblée en première lecture.

Article 17-1 : amendement n° 27 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert : retiré (p. 742) ; amendement n° 28 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert (tendant à ce que l'intérêt produit par les obligations soit égal au taux de rendement des emprunts garantis par l'Etat) : retiré ;

— article 17-1 adopté.

Article 17-2 : amendement n° 5 du Gouvernement (de correction) : adopté ;

— article 17-2, ainsi modifié, adopté.

Article 18-1 : amendement n° 29 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (visant à aligner le régime du mode d'évaluation de la valeur d'échange des actions des banques cotées sur celui des banques non cotées) : rejeté ; amendement n° 6 du Gouvernement (relatif à la définition de la période d'ajustement des cours) : adopté ; amendement n° 30 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert (relatif à la définition de la période d'ajustement des cours) : devenu sans objet ;

— article 18-1, ainsi modifié, adopté (p. 743).

Article 18-2 : amendement n° 32 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (relatif à la composition de la commission chargée d'évaluer la valeur des actions des banques non cotées : présence du président de la C.O.B.) : rejeté ;

— article 18-2 adopté.

Après l'article 18-2 : amendement n° 33 de M. Michel Noir soutenu par M. Maurice Couve de Murville (prévoyant que les actions des trois banques nationales [B.N.P., Crédit lyonnais, Société générale] seront évaluées comme celles des sociétés non cotées prévues à l'art. 13-2-B) ; problème de l'indemnisation des salariés des sociétés des trois banques nationales (p. 744) ; amendement n° 33 rejeté.

Article 19-1 : amendement n° 34 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (tendant à éviter la désignation d'un administrateur général) : rejeté ; amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 19-1, ainsi modifié, adopté.

Article 19-2 : adopté.

Article 19-3 : amendement n° 8 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté :

— article 19-3, ainsi modifié, adopté (p 745).

Article 20 : amendement n° 35 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (relatif à la composition des conseils d'administration : représentation de la clientèle de chaque banque) : rejeté ; amendement n° 1 de M. André Durr soutenu par M. François d'Aubert (relatif à la composition des conseils d'administration des banques régionales) : rejeté ;

— article 20 adopté.

Article 21 : adopté.

Article 22 : adopté.

Article 23 : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 25 : adopté.

Article 26 : adopté.

Titre III : *Nationalisation de deux compagnies financières :*

Article 27 : amendement n° 41 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert (proposant une nouvelle rédaction de l'article 27 : transfert à l'Etat des actions de sociétés d'assurances détenues par la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et la Compagnie financière de Suez) : rejeté ;

— article 27 adopté.

Article 28 : adopté.

Article 29 : adopté.

Article 30 : supprimé en première lecture par l'Assemblée nationale.

Article 31 : amendement n° 36 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (tendant à supprimer les mots « dans un délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi ») : rejeté ; amendement n° 37 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert (tendant à ce que l'intérêt produit par les obligations soit égal au taux de rendement des emprunts garantis par l'Etat) : rejeté ;

— article 31 adopté (p. 747).

Article 32 : amendement n° 38 de M. Michel Noir soutenu par M. François d'Aubert (prévoyant la constitution d'une commission d'évaluation de la valeur d'échange des actions de chacune des sociétés) : rejeté ; amendement n° 9 du Gouvernement (relatif à la définition de la période d'ajustement des cours) ; amendement n° 39 de M. Jean Foyer (relatif à la définition de la période d'ajustement des cours) ; amendement n° 9 adopté ; en conséquence, amendement n° 39 devenu sans objet ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 : amendement n° 10 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 : adopté (p. 748).

Article 35 : adopté.

Article 36 : adopté.

Article 37 : amendement n° 41 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert (proposant une nouvelle rédaction de l'article 37 : transfert à l'Etat des actions de sociétés d'assurances détenues par la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et de la Compagnie financière de Suez) : retiré ;

— article 37 adopté.

Titre IV : *Dispositions diverses* :

Articles 38 à 48 : adoptés (p. 749).

Article 49 : adopté.

Article 50 : adopté.

Article 50 *bis* : conditions dans lesquelles les établissements de crédit à statut mutualiste ou coopératif pourront se doter d'instruments bancaires ; amendement n° 11 du Gouvernement (de correction) : adopté ;

— article 50 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 51 : adopté (p. 750).

Vote sur l'ensemble [4 février 1982] (p. 750).

Manque de courtoisie des membres du Gouvernement : *Gantier (Gilbert)* (p. 751) ; *Labarrère (André)* (p. 751).
Secteur bancaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 750, 751).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 751).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [5 février 1982] (p. 765) :

Portée de l'extension du secteur public : *Le Garrec (Jean)* (p. 765) ; *Hage (Georges)* (p. 766).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *d'Aubert (François)* (p. 766).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 771).

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**
Corse **3.**
Lois de finances **5,** article 2.
Lois de finances **6,** article 58 (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.
Lois de finances rectificatives **6.**
Motions de censure **4.**
Politique économique et sociale **3.**
Questions orales sans débat **225, 235.**

Redevance des sociétés nationalisées.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 58.

NAVIGATION AERIENNE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), **Transports.**

NAVIGATION DE PLAISANCE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), **Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme.**

NAVIRES

Voir *Mer et littoral* **6.**

NEGOCIATION COLLECTIVE

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Commission nationale de la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), **affaires sociales et solidarité nationale.**

NEGOCIATIONS SALARIALES

Voir *Communication du Gouvernement.*

NEVERS (centre médico-sportif —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

NICARAGUA

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement.

NICE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.
Questions orales sans débat **251.**

Port de —

Voir *Questions orales sans débat* **251.**

NODULES POLYMETALLIQUES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), **Recherche et industrie ; Energie.**

NOGENT-SUR-SEINE

Voir *Questions orales sans débat* **198.**

NOMADES

Voir *Questions orales sans débat* **295.**

NOMS ET PRENOMS

Voir *Etat civil* **2.**

NON-ALIGNEMENT

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

NORA (rapport)

Voir *Questions orales sans débat* **263.**

NORD - PAS-DE-CALAIS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie ; énergie.
Questions au Gouvernement **349.**

NORD-SUD (relations)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; coopération et développement.

NOTAIRES

Voir *Sécurité sociale* **12.**

NOTICE D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DU LOGEMENT

Voir *Baux* **6.**

NOUVELLE-CALEDONIE

1. — Projet de loi n° 687 autorisant le Gouvernement, par application de l'**article 38 de la Constitution,** à promouvoir les réformes nécessitées par la **situation en Nouvelle-Calédonie.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Urgence déclarée le 12 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod (12 janvier 1982). — Rapport **n° 689** (12 janvier 1982). — Discussion le 14 janvier 1982. — Adoption le 14 janvier 1982. — Projet de loi **n° 102.**

Sénat (première lecture), **n° 179** (1981-1982), dépôt le 19 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport **n° 182** (1981-1982) (20 janvier 1982). — Discussion le 21 janvier 1982. — Rejet le 21 janvier 1982. — Projet de loi **n° 39** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Bureau [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **701** (25 janvier 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **192** (1981-1982) (26 janvier 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième leeture), n° **699,** dépôt le 22 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **702** (26 janvier 1982). — Discussion le 26 janvier 1982. — Adoption avec modifications le 26 janvier 1982. — Projet de loi n° **107.**

Sénat (deuxième lecture), n° **194** (1981-1982), dépôt le 26 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **195** (1981-1982) (26 janvier 1982). — Discussion le 26 janvier 1982. — Rejet le 26 janvier 1982. — Projet de loi n° **40** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **704,** dépôt le 27 janvier 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **705** (28 janvier 1982). — Discussion le 28 janvier 1982. — Adoption définitive le 28 janvier 1982. — Projet de loi n° **109.**

Loi n° 82-127 du 4 février 1982 publiée au *Journal officiel* du 5 février 1982 (p. 471).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 janvier 1982] (p. 95, 108, 119) :

Question préalable soulevée par M. Claude Labbé en application de l'alinéa 4 du règlement : *Julia* (*Didier*) (p. 100) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 102) ; *Rouquet* (*René*) (p. 105) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 106) ; rejetée au scrutin public (p. 108).

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon : *Toubon* (*Jacques*) (p. 108) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 108).

Accession éventuelle de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance : *Stirn* (*Olivier*) (p. 109) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 111) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 120) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 123) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 123).

Articles 72 et 74 de la Constitution : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Julia* (*Didier*) (p. 100).

Assassinat de Pierre Declercq : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97) ; *Julia* (*Didier*) (p. 102) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 110) ; *Suchod* (*Michel*) (p. 112) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 121) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 124).

Attaques du Gouvernement australien contre la présence française dans le Pacifique : *Julia* (*Didier*) (p. 100) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 107).

Assemblée territoriale : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113).

Exploitation du nickel : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 98) ; *Julia* (*Didier*) (p. 100) ; *Rouquet* (*René*) (p. 105) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 112) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 122).

Inégalités : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97) ; *Rouquet* (*René*) (p. 105) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 112).

Loi du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 98) ; *Julia* (*Didier*) (p. 100) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 112) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113).

Mission de M. Christian Nucci, haut-commissaire : *Forni* (*Raymond*) (p. 96), *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97) ; *Julia* (*Didier*) (p. 104) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 109) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 109) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 124).

Prééminence de la minorité européenne : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97).

Problème de la culture mélanésienne : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97) ; *Julia* (*Didier*) (p. 104) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 115) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 120) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 123).

Problèmes économiques : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97) ; *Julia* (*Didier*) (p. 104) ; *Rouquet* (*René*) (p. 105).

Recours à la procédure des ordonnances (art. 38 de la Constitution) : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 98, 108) ; *Julia* (*Didier*) (p. 100) ; *Rouquet* (*René*) (p. 105) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 110) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 112) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 123).

Réforme fiscale : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 99) ; *Julia* (*Didier*) (p. 100) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 109) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 110) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 121) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 124).

Réforme foncière : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 98, 107) ; *Julia* (*Didier*) (p. 100) ; *Rouquet* (*René*) (p. 105) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 110) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 120) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 121) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 124).

Réformes à promouvoir en Nouvelle-Calédonie : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 97) ; *Julia* (*Didier*) (p. 102) ; *Rouquet* (*René*) (p. 105) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 110) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 112) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 119) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 120) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 123).

Régime de la propriété tribale collective : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 99) ; *Julia* (*Didier*) (p. 104) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 111) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 122).

Répartition des compétences entre l'Etat et les institutions territoriales : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 98) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 106) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113) ; *Cathala* (*Laurent*) (p. 123).

Répartition de la propriété foncière : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 99).

Révoltes canaques de 1878 et 1917 : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 115).

Société Le Nickel : *Forni* (*Raymond*) (p. 96) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 113) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 114) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 122) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 126).

Vote favorable du groupe socialiste : *Cathala* (*Laurent*) (p. 124).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 114).

Discussion des articles [14 janvier 1982] (p. 127) :

Article 1er (*autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, les mesures de réforme d'ordre politique, économique et social nécessitées par la situation du territoire de la Nouvelle-Calédonie*) : société Le Nickel ; problèmes de la propriété clanique ; refus par le Gouvernement des propositions faites par la majorité territoriale ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 127) adopté ; amendement n° 4 de

M. Jacques Toubon (tendant à remplacer dans cet article les termes de « régime de la propriété foncière » par les termes « réforme foncière et agraire » ; réforme foncière mise en place par la loi de 1981 ; préemption en cas de vente ; réquisition après mise en demeure de terres insuffisamment exploitées ; expropriation pour cause d'utilité publique ; amendement n° 4 : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (tendant à ce que les ordonnances soient prises après consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances dans la mesure où elles concerneront l'organisation particulière du territoire) (p. 128) ; ratification des ordonnances par le Parlement ; caractère de la mission de M. Christian Nucci ; amendement n° 2, adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*projet de loi portant ratification des ordonnances*) : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 129).

Liens existant entre la Nouvelle-Calédonie et la France : *Toubon (Jacques)* (p. 129).
Réforme fiscale : *Toubon (Jacques)* (p. 129).
Réforme foncière : *Toubon (Jacques)* (p. 129).
Situation actuelle de la Nouvelle-Calédonie : *Toubon (Jacques)* (p. 129) ; *Cathala (Laurent)* (p. 129).
Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 130).
Vote favorable du groupe socialiste : *Cathala (Laurent)* (p. 130).
Vote négatif du groupe R. P. R. : *Toubon (Jacques)* (p. 129).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 130).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [26 janvier 1982] (p. 530).

Echec de la commission mixte paritaire : *Suchod (Michel)* (p. 530).
Problèmes fonciers : *Toubon (Jacques)* (p. 530) ; *Labarrère (André)* (p. 530).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon (Jacques)* (p. 530).

Discussion des articles [26 janvier 1982] (p. 530) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 530).

TROISIEME LECTURE

Explications de vote [28 janvier 1982] (p. 626).

Problèmes fonciers : *Lafleur (Jacques)* (p. 627) ; *Labarrère (André)* (p. 627) ; *Suchod (Michel)* (p. 627).
Promotion individuelle et collective des mélanésiens : *Lafleur (Jacques)* (p. 627).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 627).

Voir *Collectivités locales* **3.**
Elections et référendums **19.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.
Rappels au règlement **427, 428, 431, 434, 435.**
Traités et conventions **52.**

Impôt sur le revenu en —
Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

NOUVELLE CITOYENNETE
Voir *Départements d'outre-mer* **4.**

NUCCI (Christian)
Voir *Communication du Gouvernement.*
Rappels au règlement **407.**

NUCLEAIRE
Manifestation anti —
Voir *Questions au Gouvernement* **460.**
Questions au Gouvernement **388.**
Recherche scientifique et technique **1.**

O

OBLIGATIONS
Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article **3.**

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
Voir *Traités et conventions* **50.**

OBLIGATIONS INDEMNITAIRES
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article **58.**

OBSERVATOIRE DE L'ENERGIE
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie

OBSERVATOIRES REGIONAUX DE LA SANTE
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II. — Santé, Solidarité nationale.

OCCUPATION DE LOCAUX
Voir *Questions au Gouvernement,* **205, 281.**

ŒUVRES D'ART
Voir *Questions orales sans débat* **156.**

OFFICE DE LA NAVIGATION
Voir *Transports* **2.**

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (O. R. S. T. O. M.).
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.

OFFICE DES FRUITS ET LEGUMES
Voir *Agriculture* **8.**

OFFICE DES PLANTES A PARFUM
Voir *Agriculture* **8.**

OFFICE DES VIANDES
Voir *Agriculture* **8.**

OFFICE DES VINS
Voir *Agriculture* **8.**

OFFICE DES FORETS MEDITERRANEENNES
Voir *Bois et forêts* **1.**

OFFICE FRANCO-ALLEMAND

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports ; Tourisme.

OFFICE FRANCO-QUEBECOIS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme.

OFFICE NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE FRONTALIERE

Voir *Frontaliers* **1.**

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS (O. N. A. C.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Voir *Agriculture* **8.**

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

OFFICE PARLEMENTAIRE D'EVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Voir *Allocutions* **7.**

Parlement **9.**

Recherche scientifique et technique **1.**

OFFICES

Voir *Corse* **4.**

OFFICES D'INTERVENTION DU SECTEUR AGRICOLE

Voir *Agriculture* **8,** articles 1er à 9.

Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

OFFICES FONCIERS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie). Agriculture, B. A. P. S. A.

Questions au Gouvernement **279.**

OFFICES PAR PRODUITS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

OFFICES POUR LA JEUNESSE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

OFFICIERS MINISTERIELS

Voir *Audiovisuel* **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.

OPERA DE PARIS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

OPERA POPULAIRE DE LA BASTILLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE

Voir *Lois de finances* **6,** articles 38 et 39.

OPPOSITION (Rôle de l'—)

Voir *Questions au Gouvernement* **367.**

ORANGE (Effectifs de police de la ville d'—)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième parite), Intérieur et décentralisation.

ORDONNANCE DU 2 JANVIER 1959

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale.

Plan **2.**

ORDONNANCES

2. — Projet de loi n° 837 portant **ratification des ordonnances** prises en application de l'article 1er de la loi d'orientation n° 82-3 du 6 janvier 1982 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des **mesures d'ordre social.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions au Gouvernement* **204.**

ORDRE DE LA LIBERATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération.

ORDRE DU JOUR

Clôture de la session extraordinaire : Labarrère (André) [27 janvier 1982] (p. 562).

Ordre du jour prioritaire (modification) : M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement [8 avril 1982] (p. 1021).

Examen avec retard du texte relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs : *Ducoloné* (*Guy*) [27 avril 1982] (p. 1374) : *Labarrère* (*André*) : ordre du jour de l'Assemblée (p. 1374).

Modification de l'ordre du jour : *Labarrère* (*André*) (p. 2002) ; *Michel* (*Jean-Pierre*), vice-président [11 mai 1982] (p. 2002).

M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : report de l'examen du collectif budgétaire [18 mai 1982] (p. 2380).

Modification de l'ordre du jour [15 juin 1982] (p. 3398) : rappel au règlement de M. Alain Madelin : *Madelin* (*Alain*) [15 juin 1982] (p. 3398) ; *Labarrère* (*André*) (p. 3398). M. Alain Vivien, vice-président [16 juin 1982] (p. 3478).

Modification de l'ordre du jour : M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [6 juillet 1982] (p. 4200).

Aménagement de l'ordre du jour [7 juillet 1982] : *Labarrère* (*André*) (p. 4290). Bilan de la politique audiovisuelle des gouvernements précédents : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 4290), *Labarrère* (*André*) (p. 4290).

Modification de l'ordre du jour [7 juillet 1982] : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4314) ; *Séguin* (*Philippe*), vice-président (p. 4314).

Modification de l'ordre du jour [7 juillet 1982] (p. 4330) : *Labarrère* (*André*) ; *Stasi* (*Bernard*), vice-président.

Ordre du jour [13 juillet 1982] : *Labarrère* (*André*) (p. 4460).

Ordre du jour :

— *Badinter* (*Robert*) [21 juillet 1982] (p. 4624) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 4624) ; *Mermaz* (*Louis*) (p. 4624) ;

— *Fiterman* (*Charles*) [23 juillet 1982] (p. 4739) ; *Séguin* (*Philippe*), vice-président (p. 4739) ;

— *Labarrère* (*André*), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : se félicite de la manière dont se déroulent les travaux de l'Assemblée nationale [29 septembre 1982] (p. 5194) ; *Ducoloné* (*Guy*), vice-président (p. 5194) ;
— *Labarrère* (*André*), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [5 octobre 1982] (p. 5404) ;
— *Fiterman* (*Charles*), ministre d'Etat, ministre des transports [14 octobre 1982] (p. 5800) ;
— *Labarrère* (*André*), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [15 octobre 1982] (p. 5837) ;
— *Labarrère* (*André*), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [21 octobre 1982] (p. 6090), *Toubon* (*Jacques*) (p. 6090) ;
— *Labarrère* (*André*), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [22 octobre 1982] (p. 6222) ;
— *Defferre* (*Gaston*), ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6222) ;
— *Labarrère* (*André*), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [26 octobre 1982] (p. 6332) ;
— *Roudy* (*Yvette*), ministre des droits de la femme [10 décembre 1982] (p. 8228).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *Labarrère* (*André*) [18 décembre 1982] (p. 8522).

Fixation de l'ordre des travaux de la session parlementaire : rappel au règlement de M. Robert-André Vivien [20 décembre 1982] (p. 8578).

ORDRE PUBLIC

3. — Proposition de loi n° 816 tendant à la **dissolution des milices patronales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Daniel Le Meur (10 juin 1982), remplacé par M. François Massot (16 décembre 1982). — Rapport n° **1313** (16 décembre 1982), commun aux propositions de loi n°s 809, 816 et 890 (police privée 1 et 2 et ordre public 3).

4 — Proposition de loi n° 1359 tendant à **réprimer l'incitation au suicide.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Claude Wolff. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Questions orales sans débat* **117, 188.**

ORDRE PUBLIC SOCIAL

Voir *Travail* **7, 8.**

ORDRES PROFESSIONNELS

Voir : *Professions et activités médicales* **4.**

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (O. C. D. E.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.
Politique économique et sociale **5.**

ORGANISATION DE LA LIBERATION DE LA PALESTINE (O. L. P.)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Voir *Liban.*

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O. N. U.)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Questions au Gouvernement **251, 255.**
Questions orales sans débat **253.**
Traités et conventions **37.**

Convention de l'—
Voir *Traités et conventions* **37.**

Semaine de désarmement de l'—
Voir *Questions au Gouvernement* **390.**

ORGANISATION DE L'ARMEE SECRETE (O. A. S.)

Voir *Rapatriés* **5.**

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement.

ORGANISME NATIONAL DE SECURITE ROUTIERE (O.N.S.E.R.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

ORGANISMES CONSULAIRES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**

ORGANISMES PROFESSIONNELS

Voir *Pétitions* **108, 110.**

ORLEANS-TOURS (Académie)

Voir *Questions au Gouvernement* **412.**

ORSAY (Musée d'—)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

ORSEC (Plan)

Voir *Questions au Gouvernement* **452, 461, 464.**

OSTREICULTURE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.
Mer et littoral **5, 6.**

O. T. A. N.

Voir *Motions de censure* **9.**
Traités et conventions **33.**

OUESSANT

Implantation d'une balise au large d'—
Voir *Mer et littoral* **5, 6.**

Phare d'—
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

OVINS

Voir *Agriculture* **8.**
Questions au Gouvernement **286.**

PACIFISME

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

PALESTINIENS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **307.**

PALMIPEDES GRAS

Voir *Agriculture* **8.**

PAPIERS (récupération des vieux —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

PAPIERS ET CARTONS

Voir *Questions orales sans débat* **248.**

PARADIS FISCAUX

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article **2.**

PARCS MARINS

Voir *Mer et littoral* **8.**

PARCS NATIONAUX ET REGIONAUX

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

PARCS NATURELS

Voir *Agriculture* **4.**
Mer et littoral **8.**

PARENTS DIVORCES (droits)

Voir *Pétitions* **33, 35, 36, 38, 39, 140.**

PARI MUTUEL

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 23.

PARIS

Voir *Collectivités locales* **1, 3.**
Communes **9.**
Départements d'outre-mer **4.**
Elections et référendums **16, 18.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.
Rappels au règlement **426.**

Boulevard périphérique

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

Organisation, administration

Voir *Pétitions* **166.**

PARLEMENT

7. — Proposition de loi n° 708 tendant à modifier les conditions de création et de constitution des **commissions d'enquête et de contrôle.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Adrien Zeller. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (14 avril 1982).

8. — Proposition de loi n° 709 tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de donner un caractère public aux **auditions des commissions d'enquête et de contrôle.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Philippe Séguin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (14 avril 1982).

9. — Proposition de loi n° 819 tendant à la création d'un **office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Robert Chapuis et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert Chapuis (29 avril 1982). — Rapport n° **958** (17 juin 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Proposition de loi n° **234.**

Sénat (première lecture), n° **7** (1982-1983), dépôt le 5 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Rapport n° **82** (1982-1983) (4 novembre 1982), commun aux propositions de loi n°s 7 (1982-1983), 362 (1981-1982) et 377 (1981-1982). — Discussion le 9 novembre 1982. — Adoption le 9 novembre 1982. — Nouveau titre : « Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques ». — Proposition de loi n° **32** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1204,** dépôt le 10 novembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 octobre 1982] (p. 5364) :

Composition : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5365) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5367) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5371).

Conseil scientifique et comité consultatif : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5365) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5367) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5369).

Domaine d'activité et fonctions : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5364, 5365) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5366) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 5367, 5368) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5368) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 5370) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5371) ; *Le Baill* (*Georges*) (p. 5372) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5373) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 5374).

Exemples étrangers (notamment de l'Office of Technology Assessment aux Etats-Unis) : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5365) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5366) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5374).

Forme de l'office (délégation parlementaire) : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5365) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5367).

Informatique parlementaire : *Labarrère* (*André*) (p. 5366).

Initiative parlementaire : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5364, 5374) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5366) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 5367) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5369) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5371).

Pouvoirs (notamment problème des secrets industriels et militaires) : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5365) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5367) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5369) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 5370) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5371) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5374, 5375).

Proposition de création d'une institution chargée de la prévision sociologique : *Julia* (*Didier*) (p. 5369) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5374).

Recours à des experts : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5365, 5375) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5371) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5373).

Saisine : *Chapuis* (*Robert*) (p. 5365) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5367) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 5370, 5371) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5375).

Vote favorable du groupe communiste : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 5371).

Discussion des articles [5 octobre 1982] (p. 5375) :

Article 1er (*constitution d'une délégation parlementaire dénommée « office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques »*) et composition paritaire de l'institution américaine liée au bicaméralisme et au bipartisme ; déséquilibre politique de la délégation prévue dans la proposition de loi (p. 5376) ;

— article 1er adopté.

Article 2 (*dispositions transitoires*) : adopté.

Explications de vote (p. 5377) :
Abstention du groupe U. D. F. : *Birraux* (*Claude*) (p. 5377).
Vote favorable du groupe R. P. R. : *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5377).
Vote favorable du groupe socialiste : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5377).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi par scrutin public (p. 5378).

10. — Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) présentée à l'Assemblée nationale le 26 avril 1982 par M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice (n° 828). — Renvoyée à la commission *ad hoc*. — Constitution [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226) ; bureau [*J. O.* du 30 avril 1982] (p. 1245). — Rapporteur : M. Raymond Forni. Rapport n° **845** [4 mai 1982].

Discussion des conclusions du rapport de la commission *ad hoc* [6 mai 1982] (p. 1822).
Fondement de la demande de levée de l'immunité de M. Michel Berson (caractères diffamatoires des imputations contenues dans « Le Parisien libéré ») : *Forni* (*Raymond*) (p. 1823) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 1824, 1825).
Réforme de la procédure de demande de levée de l'immunité parlementaire : *Forni* (*Raymond*) (p. 1823) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 1825).
Renoncement par un parlementaire de son immunité parlementaire : *Forni* (*Raymond*) (p. 1823, 1824).
Adoption des conclusions de la commission *ad hoc* ; en conséquence, **rejet de la demande de levée de l'immunité parlementaire** (p. 1825).

11. — Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (M. Joseph Pinard), présentée à l'Assemblée nationale le 20 octobre 1982 par M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice (**n° 1160**). — Renvoyée à la commission *ad hoc*. — Rapporteur : M. François Massot. Rapport n° **1227** [18 novembre 1982].

Discussion [8 décembre 1982] (p. 8116) :
Cas de M. André Audinot : *Madelin* (*Alain*) (p. 8118) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 8118).
Demande de suspension de poursuites : *Forni* (*Raymond*) (p. 8119).
Demandes précédentes : *Joxe* (*Pierre*) (p. 8117) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 8118).
Objet (propos tenus par M. Joseph Pinard au cours d'une émission de F. R. 3 au sujet du syndicat indépendant de la police nationale) : *Massot* (*François*) (p. 8116) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 8117).
Procédure d'examen de la demande : *Joxe* (*Pierre*) (p. 8117) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 8119).
Réforme du règlement de l'Assemblée : *Joxe* (*Pierre*) (p. 8117) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 8119).
Adoption des conclusions de la commission *ad hoc*.
En conséquence, **la demande de levée de l'immunité parlementaire est rejetée** (p. 8119).

Voir *Audiovisuel* **1.**
Déclarations du Gouvernement **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Economie et finances. — III : budget ; budget annexe de l'Imprimerie nationale ; taxes parafiscales.
Services du Premier ministre.

Rôle de contrôle du —
Voir *Allocutions* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

PARLEMENTAIRES
Voir *Etat* **1.**

PARTICIPATION
Voir *Banques et établissements financiers* **5.**
Travail **6, 7, 8, 9.**

PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT DE CONSTRUCTION
Voir *Logement* **7.**

PARTI SOCIALISTE
Voir *Motions de censure* **4.**

PATRIMOINE ESTHETIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE

3. — **Proposition de loi n° 1358** tendant à créer une caisse d'aide à l'**entretien des édifices culturels** dans chacun des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

PAUL (Marcel)
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

PAVILLONS DE COMPLAISANCE
Voir *Mer et littoral* **5, 6.**
Questions orales sans débat **260.**

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.
Traités et conventions **44, 45.**

PEAUX
Voir *Agriculture* **8,** article 15.

PECHE

4. — Proposition de loi n° 1369 sur la pêche sous-marine. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Yves Le Drian et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Agriculture* **8.**
Départements d'outre-mer **3.**
Lois de finances **6** (première partie), après l'article 15.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Environnement ; Mer.
Poissons et produits d'eau douce et de la mer **1.**
Questions au Gouvernement **295.**

— En Guadeloupe
Voir *Questions au Gouvernement* **454.**

PECHINEY-UGINE-KUHLMANN (P. U. K.)
Voir *Motions de censure* **4.**
Nationalisations **5.**
Questions au Gouvernement, **322, 411, 468.**
Questions orales sans débat, **203.**

PEINES

3. — Proposition de loi n° 165 tendant à modifier les dispositions de l'article 343 du code pénal afin d'aggraver les **peines** prévues **en matière de prises d'otages.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 21 septembre 1982.

4. — Proposition de loi n° 166 tendant à modifier les dispositions de l'article 355 du code pénal afin d'aggraver les **peines** prévues **en matière d'enlèvement de mineurs.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 21 septembre 1982.

8. — Proposition de loi n° 1355 tendant à compléter les **dispositions sur la filouterie de logement.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Gérard Chasseguet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

PEINES ET AMENDES

Voir *Audiovisuel* **1.**
Entreprises **11.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), article 54.
Mer et littoral **5.**
Prestations familiales **4.**
Procédure pénale **3.**

PENSIONS (Majoration des —)

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

PENSIONS ALIMENTAIRES

Voir *Pétitions* **21, 25, 34, 44, 45, 66, 138.**
Prestations familiales **4.**
Traités et conventions **63.**

PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.
Pétitions **1, 16, 49, 63, 126.**
Questions orales sans débat **164.**

PENSIONS DE REVERSION

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Défense (ministère) **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Anciens combattants.
Questions au Gouvernement **218.**

PENSIONS D'INVALIDITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Fonctionnaires et agents publics **12.**
Pétitions **65, 145.**

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET VICTIMES DE GUERRE

4. — Proposition de loi n° 633 tendant à modifier l'article L. 4 du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Joseph-Henri Manjoüan du Gasset (22 avril 1982).

5. — Proposition de loi n° 945 tendant à modifier certaines dispositions du livre premier et du livre II du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Francisque Perrut (1er juillet 1982).

6. — Proposition de loi n° 992 tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.** — *Sénat* (première lecture), **n° 227** (1978-1979), dépôt le 5 janvier 1979 par M. Fernand Lefort et plusieurs de ses collègues ; **n° 115** (1980-1981), dépôt le 25 novembre 1980 par M. Marcel Lucotte et plusieurs de ses collègues ; **n° 247** (1980-1981), dépôt le 20 décembre 1980 par M. Robert Schwint et plusieurs de ses collègues ; **n° 248** (1980-1981), dépôt le 20 décembre 1980 par M. Jean Béranger et plusieurs de ses collègues ; **n° 259** (1980-1981), dépôt le 2 avril 1981 par M. Pierre Bousseau et plusieurs de ses collègues sous le titre « Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 ». — Rapporteur : M. Robert Schwint. — Rapport **n° 260** (1980-1981) (2 avril 1981). — Discussion le 30 juin 1982. — Adoption le 30 juin 1982. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ». — Propositon de loi **n° 131** (1981-1982). *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982, *n°* **992.** — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. André Delehedde (21 septembre 1982). — Rapport **n° 1087** (23 septembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (21 septembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. Bernard Lefranc (21 septembre 1982). — Discussion le 23 septembre 1982. — Adoption le 23 septembre 1982. — Proposition de loi **n° 225.**

Loi n° 82-843 du 4 octobre 1982 publiée au *J.O.* du 5 octobre 1982 (p. 2959).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 septembre 1982] (p. 5101) :

Adaptation des conditions d'attribution de la carte de combattant : *Delehedde (André)* (p. 5101) ; *Lefranc (Bernard)* (p. 5102) ; *Laurain (Jean)* (p. 5103) ; *Bardin (Bernard)* (p. 5103, 5104) ; *Renard (Roland)* (p. 5104) ; *Dollo (Yves)* (p. 5105) ; *Ravassard (Noël)* (p. 5105, 5106) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5106).

Anciens d'Afrique du Nord (effectifs) : *Delehedde (André)* (p. 5101) ; *Lefranc (Bernard)* (p. 5102) ; *Laurain (Jean)* (p. 5102, 5103) ; *Bardin (Bernard)* (p. 5103) ; *Renard (Roland)* (p. 5104) ; *Dollo (Yves)* (p. 5105) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5105).

Campagne double : *Bardin (Bernard)* (p. 5104) ; *Dollo (Yves)* (p. 5105).

Délai de présomption d'origine : *Dollo (Yves)* (p. 5105).

Initiative parlementaire : *Delehedde (André)* (p. 5101) ; *Laurain (Jean)* (p. 5102, 5103) ; *Bardin (Bernard)* (p. 5103) ; *Renard (Roland)* (p. 5104) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5105).

Institut national des invalides : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5106).

Vote favorable du groupe communiste : *Renard (Roland)* (p. 5106).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5105).

Discussion de l'article unique [23 septembre 1982] (p. 5107) :

Article unique (*tendant à modifier l'article L.* 250-3 bis *du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre*) :

Explications de vote :

Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 5107).

Vote favorable du groupe socialiste : *Dollo (Yves)* (p. 5107).

Vote favorable des groupes U.D.F. et R.P.R. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5107).

Adoption de l'article unique de la proposition de loi à l'unanimité (p. 5107).

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Défense (ministère) **1.**
Déportés, internés et résistants **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), articles 56 et 57.

PENSIONS DE REVERSION

5. — Proposition de loi n° 354 tendant à élever à 65 p. 100 le taux de la **pension de réversion** accordée au conjoint survivant. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Gascher (22 avril 1982).

7. — Proposition de loi n° 583 tendant à modifier et uniformiser les conditions d'**attribution de la pension de réversion au conjoint survivant.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Francisque Perrut (22 avril 1982).

8. — Proposition de loi n° 634 tendant à assouplir les conditions d'**attribution de la pension de réversion au conjoint survivant.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Francisque Perrut (22 avril 1982).

9. — Proposition de loi n° 1251 relative au **droit du conjoint divorcé** à une pension de réversion. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

PERIPHERIQUES URBAINS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

PERMIS DE CONDUIRE

2. — **Proposition de loi n° 882** visant à supprimer la **procédure administrative de suspension du permis de conduire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Gérard Gouzes et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Gouzes (24 juin 1982). — Rapport n° **1224** (17 novembre 1982), commun aux propositions de loi n°s 882 et 1055 (permis de conduire 2 et 3).

3. — **Proposition de loi n° 1055** tendant à modifier le **code de la route** en supprimant la procédure administrative de suspension du permis de conduire. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Gouzes (21 octobre 1982). — Rapport n° **1224** (17 novembre 1982), commun aux propositions de loi n°s 882 et 1055 (permis de conduire 2 et 3).

Voir *Justice* **7.**

Questions au Gouvernement **242, 437.**

Service national des examens du —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports ; après l'article 67.

PERMIS DE CONSTRUIRE

Voir *Aménagement du territoire* **1.**

Collectivités locales **7.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

PERMIS DE DEMOLIR

Voir *Collectivités locales* **7.**

PERSONNEL MILITAIRE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

PERSONNEL PENITENTIAIRE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

Questions au Gouvernement **213.**

PERSONNES AGEES

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

Baux **6.**

Epargne **3.**

Lois de finances **5**, discussion générale, article 1er.

Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi. — II : Santé, solidarité nationale ; Urbanisme et logement.

Questions au Gouvernement **254, 266.**

Questions orales sans débat **124, 178.**

Coordonnateurs pour les —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Fiscalité des —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 54.

PERSONNES SEULES

Voir *Lois de finances* **5**, discussion générale.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur ; Recherche et industrie ; Energie.

Questions orales sans débat **227.**

PETITIONS

I. — Pétitions de la sixième législature :

Réponses des ministres aux pétitions n°s 45, 46, 157, 174, 175, 177, 178, 184, 185, 188, 191, 192, 194 [annexe au feuilleton n° 112 du 5 février 1982].

II. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 112 du 5 février 1982 et aux débats de l'Assemblée nationale du 21 avril 1982 (p. 1236) :

1 (9 décembre 1980). — M. Marcel Antonini : abrogation de la disposition de l'article R. 14 C 1° du code des pensions civiles et militaires de retraite, refusant aux militaires nés en Algérie de parents qui y étaient définitivement fixés, le bénéfice de la campagne simple ou de la demi-campagne pour services accomplis en Algérie ; transfert de la conservation de l'état civil des Français nés en Algérie au ministère de l'intérieur. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées et à la commission des affaires étrangères.

2 (11 décembre 1980). — M. Jean-Louis Cocusse, au nom de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats : abrogation de la loi « sécurité et liberté ». M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

3 (9 décembre 1980). — M. Ahmed Boudieh : sa réintégration dans la nationalité française. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi au ministre du travail.

Réponse de M. le secrétaire d'Etat chargé des immigrés le 15 juillet 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

4 (11 décembre 1980). — M. Zaafari-Benaissa : crainte d'être expulsé à la suite d'une condamnation. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi au ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

Réponse le 24 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

5 (18 décembre 1980). — M. Jean Berthelot : réparation de dommages imputés à une carence de soins durant sa détention. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 27 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

6 (24 décembre 1980). — M. Hans Forster : mesure d'expulsion prise à son encontre. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

7 (6 janvier 1981). — M. Michel Sckayewski, M. Jean-Charles Willoquet, M. Jean-Paul Gérard, M. Jean-Claude Faghiari, M. Serge Chautemps, M. H. Bienville, M. Jean-Pierre Doublet, M. Claude Brigand, M. Maurice Kabenem, M. André Pauly : conditions de détention dans les quartiers de haute sécurité. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 8 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

8 (10 janvier 1981). — Mme Graziella Coussantien : modification des conditions d'exécution de sa peine. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 27 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

9 (27 janvier 1981). — M. Antoine Durand : conclusions du rapport de la commission chargée de l'examen de la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Michel Poniatowski. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

10 (30 janvier 1981). — M. Jean-Claude Calvayrac : demande une surveillance policière accrue. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 31 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

11 (2 février 1981). — Mme G. Hauptman : trouve inappropriés les traitements médicaux auxquels sa mère a été soumise. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la santé.
Réponse le 22 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

12 (18 février 1981). — M. F. Afifi : entraves apportées à ses travaux par ses supérieurs. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la recherche et de la technologie.
Réponse le 22 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

13 (11 février 1981). — M. Yves Chanel : non-application du système du tiers payant par les pharmaciens et les cliniques conventionnées de la région lyonnaise. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale.
Réponse le 28 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

14. — Numéro non utilisé.

15 (26 février 1981). — M. Jean Rolland : remboursement incomplet des impôts payés sur des indemnités annulées ultérieurement par décision de justice. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.
Réponse le 21 juillet 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

16 (9 février 1981). — M. Edmond Tellier : demande la prise en compte pour le calcul de sa pension du temps de travail effectué entre 1944 et 1946 dans le cadre du « service des jeunes ». M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale.
Réponse le 26 août 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

17 (9 mars 1981). — Mme Suzanne Bouvet : condamnée pour délit de proxénétisme hôtelier, demande la restitution de son fonds de commerce. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 7 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

18 (25 mars 1981). — M. Antoine Durand : démission de ministres du Gouvernement de M. Barre lors de la campagne électorale pour les élections présidentielles. M. Philippe Séguin, rapporteur
Décision : classement.

19 (25 mars 1981). — M. Claude Besso : erreur de l'administration de l'éducation nationale dans le calcul de son ancienneté administrative. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'éducation nationale.
Réponse le 31 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

20 (31 mars 1981). — M. R. Chalumeau au nom du collectif parents-enseignants : annulation de la décision de fermeture d'une classe. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'éducation nationale.
Réponse le 28 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

21 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : modification des règles de calcul de la pension alimentaire dans le cas de décès du second conjoint d'un époux divorcé. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

22 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : modification des règles relatives au nom du mari en cas de divorce. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

23 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : modifications relatives à la rédaction d'actes notariés. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

24 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : dissolution de l'Union nationale et des unions départementales des associations familiales (U.N.A.F. et U.D.A.F.). M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

25 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : report des poursuites pour non-paiement de pension alimentaire jusqu'à ce que la situation matérielle du débiteur lui permette d'y faire face. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

26 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : ressources à prendre en considération pour l'attribution de l'aide judiciaire. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

27 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : attribution de la retraite et de la carte vermeil à un âge identique pour les hommes et les femmes. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale, au ministre des transports et au ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.
Réponse de M. le ministre d'Etat, ministre des transports le 8 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

28 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : suppression dans les dossiers constitués pour l'embauche, des mentions relatives à la situation de famille. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.

29 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : modifications apportées au droit de visite à l'occasion de décisions judiciaires relatives à la révision du montant des pensions alimentaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

30 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : création d'un « pacte pour l'emploi des hommes séparés ou divorcés ». M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

31 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : versement des allocations familiales pour les périodes correspondant à l'exercice du droit de visite, au conjoint divorcé n'ayant pas la garde des enfants. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

32 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : représentation des personnes séparées ou divorcées dans les instances des caisses d'allocations familiales. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale et au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse de Mme le ministre de la solidarité nationale le 28 juin 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

33 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : possibilité pour le conjoint divorcé n'ayant pas la garde de ses enfants mineurs de faire établir certains documents d'identité à leur nom. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 21 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).
Réponse de M. le garde des sceaux, ministre de la justice le 16 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

34 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : création d'un organisme chargé du contrôle de l'emploi des pensions alimentaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

35 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : possibilité pour les deux parents d'exercer conjointement l'autorité parentale en cas de divorce ou de séparation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 16 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

36 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : attribution de la carte S.N.C.F. « Famille nombreuse » au conjoint divorcé n'ayant pas la garde des enfants. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

37 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : prise en compte des droits des hommes divorcés dans les brochures relatives aux droits des justiciables. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 5 juillet 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

38 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : remboursement au conjoint divorcé n'ayant pas la garde des enfants des frais médicaux qu'il aurait engagés pour ceux-ci. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale et au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse de Mme le ministre de la solidarité nationale le 28 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

39 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : répartition entre les deux conjoints divorcés des frais de déplacement entraînés par l'exercice du droit de visite. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

40 (31 mars 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : transfert de la garde juridique des enfants au conjoint divorcé qui se verrait interdire l'exercice normal du droit de visite. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

41 (20 mars 1981). — M. Michel Gosselin : abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

42 (9 avril 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : mention sur les déclarations de revenus des différentes prestations sociales perçues directement par la mère. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

43 (9 avril 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : nécessité de tenir compte des contraintes professionnelles du conjoint divorcé n'ayant pas la garde des enfants, lors de la fixation des modalités du droit de visite. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

44 (9 avril 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : dispositions relatives au paiement des pensions alimentaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, et au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, le 4 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

45 (9 avril 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : plafonnement du montant des pensions alimentaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

46 (9 avril 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : procédure de mise en cause de la responsabilité professionnelle des magistrats. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 4 août 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

47 (22 avril 1981). — M. Robert Daminni : lenteurs de la justice à propos d'un litige à l'établissement du contrat d'achat de sa maison. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 19 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

48 (29 avril 1981). — M. Jean-Pierre Clérisseau : son transfert dans un autre établissement pénitentiaire pour y préparer un C.A.P. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 27 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

49 (14 mai 1981). — M. Mohamed Areski Lahlou et treize autres anciens combattants de l'armée française : revalorisation du montant de leur pension, inchangé depuis 1962. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre des anciens combattants.
Réponse de M. le ministre de la défense le 30 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

50 (2 juillet 1981). — Mme veuve Nguyen Dang Trong : veuve d'un interprète de l'armée française en Indochine, mort en service commandé en 1950, de nationalité vietnamienne, autorisation de s'établir en France avec les membres de sa famille. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministère des relations extérieures, au ministre de la défense et au ministre du travail.
Réponse de M. le ministre des relations extérieures le 23 février 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

51 (2 juillet 1981). — M. Armand Karsenty : gratuité de la carte nationale d'identité ou extension de la liste des documents admis pour l'établissement de l'identité. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation et au ministre des P.T.T.
Réponses de M. le ministre des postes et télécommunications, le 12 mars 1982, et de M. le ministre délégué chargé du budget le 6 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

52 (9 juillet 1981). — M. Jean-Claude Letellier : conditions dans lesquelles a été prononcée sa condamnation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 13 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

53 (9 juillet 1981). — M. Jacques Lelong : transfert d'un établissement pénitentiaire à un autre. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 28 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

54 (2 juillet 1981). — M. et Mme Robert Lansard : majoration du prix de pension d'une maison de retraite. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale.
Réponse le 1er juin 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

55 (2 juillet 1981). — M. J. Beasse au nom des stagiaires du C.F.P.A. : indexation sur le S.M.I.C. des indemnités versées par l'Etat aux stagiaires de la formation professionnelle. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la formation professionnelle.
Réponse le 4 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

56 (2 juillet 1981). — M. Gilbert Bataille : conditions relatives à plusieurs expropriations. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

57 (2 juillet 1981). — M. André Bécuw, au nom des parents des élèves de la section « sports-études — tennis de table » : maintien de cette section à l'issue de l'année scolaire 1980-1981. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.
Réponse le 30 juillet 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

58 (15 juillet 1981). — M. Jean-Bernard Rougetet : réforme du régime pénitentiaire. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 27 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

59 (15 juillet 1981). — M. Richard Zahler : élaboration d'un statut de « l'évadé de guerre ». M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale et au ministre des anciens combattants.
Réponse de M. le ministre des anciens combattants le 5 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

60 (15 juillet 1981). — M. Richard Zahler : position de la France vis-à-vis de l'accord politique et de la convention militaire signés avec la Pologne le 19 février 1921, M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre des relations extérieures.

61 (15 juillet 1981). — M. Richard Zahler : conditions matérielles du départ de certains collaborateurs de l'ancien Président de la République et de l'ancien Premier ministre. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

62 (15 juillet 1981). — M. Richard Zahler : conditions dans lesquelles l'ancien directeur général du S.D.E.C.E. a été nommé conseiller d'Etat. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

63 (24 juillet 1981). — M. René Tinand : revalorisation de sa pension de retraite et de sa pension de victime civile de guerre. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale et au ministre des anciens combattants.
Réponses de M. le ministre des anciens combattants le 23 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982) et de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale le 10 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

64 (24 juillet 1981). — M. Jean Perez : suppression de la mention « détenu particulièrement signalé », appliquée à certains détenus. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 27 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

65 (24 juillet 1981). — M. René-Henri Combomoreil : paiement des arrérages d'une pension d'invalidité consécutive à un accident survenu en Algérie en 1947. — M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale.
Réponse le 9 août 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

66 (31 juillet 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : garantie du paiement des pensions alimentaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

67 (18 août 1981). — M. G. Banaias : contestation d'une décision du Conseil constitutionnel sur une requête relative aux opérations électorales des 14 et 21 juin 1981. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : irrecevable.

68 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : création d'un corps d'experts-enquêteurs qui interviendraient dans les procédures civiles ou commerciales. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

69 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : vote de dispositions tendant à la publicité des revenus. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

70 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : nécessité de mesures propres à mettre fin à la fraude en matière fiscale et de paiement de cotisations de sécurité sociale dans la profession des agents de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

71 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : dépôt d'un projet de loi interdisant le cumul d'une retraite et d'un salaire. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

72 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : établissement d'un statut des sociétés unipersonnelles. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 7 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 182 du 28 juillet 1982).

73 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : création d'un certificat d'aptitude à la profession d'agent de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Rappel de la législation sur les agences privées de recherches.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

74 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : interdiction de toute publicité commerciale aux agents de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

75 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : saisies opérées sur les biens des travailleurs indépendants. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 24 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

76 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : contrôle de la moralité des agents privés de recherches (délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire). M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

77 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : textes d'application de la loi n° 80-1058 du 23 décembre 1980 relative à l'exercice de l'activité des agents privés de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

78 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : obligation pour les agents privés de recherches de souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

79 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : modification des dispositions de l'article 5 de la loi n° 42-891 du 23 septembre 1942 modifiée relatif à la fermeture provisoire d'une agence privée de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

80 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : autorisation administrative nécessaire pour l'ouverture des agences privées de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

81 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : abrogation des dispositions des articles 1956 et 1957 du code général des impôts interdisant aux contribuables de réclamer des dommages et intérêts à l'administration en réparation d'un préjudice. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.
Réponse le 25 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

82 (31 août 1981). —M. Christian Borniche : attribution de la recherche des débiteurs aux agents privés de recherches et non aux huissiers de justice. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

83 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : sanction du non-respect d'une décision judiciaire de fermeture d'une agence privée de recherches et faculté pour les tribunaux de prononcer l'interdiction d'exercer la profession d'agent privé de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 9 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

84 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : établissement d'un statut relatif aux activités de gardiennage. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

85 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : publicité des décisions de fermeture des agences privées de recherches et de l'interdiction d'exercer la profession. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation et au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse du ministre de l'intérieur et de la décentralisation le 9 novembre 1982 et du garde des sceaux, ministre de la justice, le 17 septembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

86 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : protection du titre d'agent privé de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

87 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : création d'un code de déontologie des agents privés de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

88 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : réglementation de la dénomination des agences privées de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

89 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : définition réglementaire de la profession d'agent privé de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

90 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : réglementation de la publicité relative aux agents privés de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

91 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : possibilité de régler en quatre versements les cotisations d'assurance maladie et d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés non agricoles. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale.
Réponse le 4 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

92 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : établissement de listes départementales des agences privées de recherches ; leur communication aux organismes professionnels. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

93 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : suppression de l'inscription des agences privées de recherches au registre du commerce. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

94 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : abrogation comme faisant double emploi avec d'autres, des articles 2 et 3 de la loi n° 42-891 du 28 septembre 1942 modifiée par la loi n° 80-1058 du 23 décembre 1980 réprimant l'usage publicitaire de la qualité d'ancien fonctionnaire ; leur remplacement par des dispositions soumettant l'exercice de la profession à une autorisation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

95 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : remplacement dans les annuaires des P.T.T. de la rubrique « détectives privés » par la rubrique « agents privés de recherches ». M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

96 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : astreinte des agents privés de recherches au secret professionnel. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

97 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : indication à la chambre nationale des agents de recherches des poursuites judiciaires engagées contre les agents privés de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

98 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : exercice par des agences de gardiennage de certaines missions non conformes à la loi (port d'armes par des gardiens de banque, fouille des clients à l'entrée de certains magasins). M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation et au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

99 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : collecte par la direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Ile-de-France, de renseignements sur les administrateurs élus des caisses d'assurance sociale. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale.

100 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : réglementation applicable aux agents de recouvrement et du contentieux. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 5 juin 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

101 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 26 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

102 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : suppression ou allégement de la taxation du carburant pour les véhicules à usage professionnel. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'économie et des finances.

103 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : modification des dispositions du code pénal permettant de prononcer des peines d'emprisonnement pour non-paiement des contraventions de police. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 28 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

104 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : caractère des réponses des ministres aux questions écrites ou orales. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

105 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : interdiction de la vente de dispositifs électroniques d'écoute téléphonique. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 28 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

106 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : abrogation des dispositions limitant à deux mois le délai de saisine du Conseil d'Etat en annulation de textes réglementaires ou d'actes administratifs. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

107 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : attribution aux membres des professions libérales, pour l'acquisition de leur outil de travail, prêts bancaires bonifiés. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'économie et des finances.
Réponse le 9 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

108 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : consultation obligatoire par le Gouvernement des organismes professionnels avant le dépôt d'un projet de loi ou la publication d'un texte réglementaire le concernant. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

109 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : création d'un secrétariat d'Etat aux professions libérales. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

110 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : saisine du Conseil constitutionnel par les organisations professionnelles. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

111 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : exemption du service national des jeunes créant leur propre entreprise. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la défense.
Réponse le 23 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

112 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : transfert de la tutelle des tribunaux administratifs du ministre de l'intérieur à la Chancellerie. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation et au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le 23 mars 1982, et de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, le 27 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

113 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : création d'une chambre administrative des référés. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 23 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

114 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : extension des garanties accordées aux contribuables par la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 et promulgation d'un code de procédure fiscale. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.
Réponse le 25 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

115 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : extension à l'ensemble des enquêteurs privés des dispositions de la loi n° 42-891 du 28 septembre 1942 modifiée réglementant l'exercice de l'activité des agents privés de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

116 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : interdiction du commerce du renseignement ; reconnaissance du caractère libéral de la profession d'agent privé de recherches ; répression de son exercice illégal. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

117 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : publicité de la liste des contribuables assujettis à la taxe professionnelle. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

118 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : création d'une rubrique particulière des agents privés de recherches au répertoire de l'I.N.S.E.E. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

119 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : publication de la liste des personnes assujetties à la taxe à la valeur ajoutée. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

120 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : publication d'un décret d'application de l'article 243 du code des impôts prévoyant la publicité de l'impôt sur les sociétés. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

121 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : obligation de soumettre les interventions des agents de recherches à un mandat écrit. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

122 (31 août 1981). — M. Christian Borniche : réglementation des cartes professionnelles des agents de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

123 (31 août 1981). — M. Chistian Borniche : validation expresse de la loi n° 42-891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agence privée de recherches et des textes promulgués par le régime de Vichy qui n'ont pas été expressément annulés. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

124 (10 septembre 1981). — M. Marc Droulez : modification des procédures d'adoption des plans d'occupation des sols et de déclaration d'utilité publique. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'urbanisme et du logement et au ministre de l'environnement.
Réponse le 9 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

125 (31 août 1981). — M. Félix Canut : suppression de la mention « détenu particulièrement signalé » appliquée à certains détenus. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 27 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

126 (31 août 1981). — Mme Hadda Ameddah : demande le bénéfice d'une pension, son mari appartenant à l'armée française ayant été tué au cours de la guerre d'Algérie. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la défense et au ministre des anciens combattants.
Réponse de M. le ministre de la défense le 19 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

127 (22 septembre 1981). — M. Jean-Claude Letellier : son droit de visite à son fils. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 18 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

128 (6 octobre 1981). — M. René Paradis : conditions de sa détention en quartier de haute sécurité ; pressions à son encontre alors qu'il observe une grève de la faim. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 8 mars 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

129 (15 octobre 1981). — M. Christian Borniche : uniformisation des récépissés préfectoraux délivrés aux agents privés de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 12 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

130 (15 octobre 1981). — M. Christian Borniche : remboursement par chèque postal des sommes perçues en trop par les conservations des hypothèques. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'économie et des finances.
Réponse de M. le ministre délégué chargé du budget le 21 juillet 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

131 (15 octobre 1981). — M. Christian Borniche : respect des délais prescrits au conservateur des hypothèques pour la communication de certains renseignements et documents. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'économie et des finances.
Réponse de M. le ministre délégué, chargé du budget le 6 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

132 (15 octobre 1981). — M. Christian Borniche : absence de réponse des services des directions départementales de l'équipement aux courriers qui leur sont adressés. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

133 (20 octobre 1981). — M. Christian Borniche : constitution d'un dossier postal pour le retrait de correspondances adressées à un membre d'une profession libérale. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

134 (26 octobre 1981). — M. René Prévost : exécution d'une mesure d'expropriation prise à son encontre. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 4 août 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

135 (3 novembre 1981). — M. Jean-Bernard Rougetet : réduction de la peine de réclusion criminelle prononcée à son encontre. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 7 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

136 (7 novembre 1981). — M. Claude Frucot, intensification des relations culturelles entre la France et les Acadiens. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre des relations extérieures et au ministre de la culture.
Réponse de M. le ministre de la culture le 13 avril 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

137 (1er décembre 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : plafonnement des effets du quotient familial. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.
Réponse le 7 juillet 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

138 (1er décembre 1981). — M. Antoine Bouly de Lesdain : complexité des règles de paiement des pensions alimentaires ; jurisprudence favorable aux femmes dans cette matière. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

139 (2 décembre 1981). — M. Yves Chanel : calcul de la durée des congés annuels ; régularité du prélèvement de cotisations sur la rémunération de certains salariés en application « d'accords de groupe ». M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale et au ministre du travail.
Réponse de M. le ministre du travail le 19 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

140 (11 janvier 1982). — M. Antoine Bouly de Lesdain : délivrance automatique d'un livret de famille au parent non gardien d'un enfant mineur. M. Philippe Sébuin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 24 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

141 (11 janvier 1982). — M. Antoine Bouly de Lesdain : conditions de versement des allocations familiales et des prestations sociales en cas de disparition ou de fuite d'un des époux. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.
Pétition transmise à Mme le ministre de la solidarité nationale.
Réponse le 28 juin 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

142 (11 janvier 1982). — M. Antoine Bouly de Lesdain : souscription d'assurance en cas de décès sur la tête d'un mineur parvenu à l'âge de douze ans. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

143 (11 janvier 1982). — M. Mohamed Mahadjoubi : titre de séjour sur le territoire français. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 10 mai 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

144 (26 novembre 1981). — M. Claude Frucot : emploi de la langue française. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au Premier ministre.

145 (20 janvier 1982). — M. Henri Ptaszynski : taux de l'incapacité consécutive à des accidents du travail dont il a été victime. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi au ministre de la solidarité nationale.
Réponse de M. le garde des Sceaux, ministre de la justice, le 4 août 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

III. — **Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982 et aux débats de l'Assemblée nationale du 5 octobre 1982** (p 5436) :

146 (4 février 1982). — Mme Guglielmo, présidente de l'Association des parents d'élèves de Castellane : retour à l'application de la semaine continue dans les écoles maternelles et primaires de Castellane. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

147 (18 février 1982). — Mme Coupat : litiges l'opposant à ses fermiers ; dispositions du décret du 22 décembre 1958 relatives à la comparution des parties aux audiences des tribunaux paritaires de baux ruraux. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 3 août 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

148 (16 mars 1982). — M. Jean-Marie Boudaud : procédure d'occupation temporaire de son terrain engagée par la C.O.G.E.M.A. en vue de l'exploitation d'un gisement d'uranium. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de l'industrie et M. le ministre de l'environnement.
Réponse de M. le ministre de l'industrie le 24 juin 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

149 (16 mars 1982). — Mme Marie-France Heuillet : lenteurs d'une procédure tendant à la revalorisation d'indemnités consécutives à un accident de la circulation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

150 (18 mars 1982). — Mme Nicole Rivière : prolongation de la détention provisoire de son mari. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 4 août 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

151 (21 avril 1982). — M. Claude Frucot : interdiction de certains sports, tel le « football américain », considéré comme une incitation à la violence. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à Mme le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargée de la jeunesse et des sports.
Réponse le 10 juin 1982 (annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982).

152 (27 avril 1982). — M. Mohamed Libdiri : révision de son procès. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

153 (17 mai 1982). — M. Abdellah Bounouar : incidents survenus à la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, mettant en cause les responsables de cet établissement pénitentiaire. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 15 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

154 (24 mai 1982). — M. Roberto Métastase : placé en détention provisoire, proteste de son innocence. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 30 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

155 (4 juin 1982). — MM. Barracchiwi, Claude Cayol, Mme Christiane Albert : application des dispositions permettant aux internes et anciens internes des régions sanitaires de postuler aux équivalences de spécialités dans les mêmes conditions que les internes des villes de faculté. M. Philippe Séguin, rapporteur. Décision : renvoi à M. le ministre de la santé.

156 (14 juin 1982). — M. Guy Poilvert : domicile des époux ; contradiction entre les dispositions de l'article 108 du code civil et celles de l'article 2 (§ *a*) de l'arrêté du 23 février 1975 pris en application du code des douanes. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie et des finances.

157 (2 juillet 1982). — M. Lucien Labeste : proteste de son innocence. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse le 15 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

158 (2 juillet 1982). — M. Carté, président de l'Association nationale de défense des malades et handicapés : modalités de recrutement des travailleurs handicapés dans les administrations et organismes assimilés. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décison : renvoi à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.
Réponse le 1er octobre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

159 (4 juin 1982). — M. Christian Borniche : dispositions de l'article 4 du décret n° 81-1086 du 23 décembre 1981 relatif à la fermeture provisoire des agences privées de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
Réponse le 9 novembre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

160 (2 juillet 1982). — M. Christian Borniche : conteste la régularité du décret n° 81-1086 du 8 décembre 1981 relatif à l'exercice de l'activité des agences privées de recherches. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.
Réponse de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le 9 novembre 1982, et de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, le 14 octobre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

161 (16 juillet 1982). — M. Richard Neuillet : refus par l'Urssaf de son immatriculation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
Réponse le 28 octobre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

162 (20 juillet 1982). — M. René Ternand : taux insuffisant du remboursement de ses frais pour soins dentaires. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
Réponse le 28 octobre 1982 (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

IV. — **Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982.**

163 (26 juillet 1982). — M. Richard Zahler : conditions d'entretien par la France du monument élevé le 26 mai 1938 à Lwow à la mémoire des soldats français tombés en Pologne en 1919 et 1920. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre des relations extérieures.

164 (27 septembre 1982). — M. Jean Parege : détournement de fonds au centre administratif de la marine en Allemagne dont il était le responsable entre septembre 1952 et avril 1954. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

165 (**3** août 1982). — M. Carte, président de l'Association nationale de défense des malades et handicapés : accord aux personnes titulaires de l'allocation aux adultes handicapés de facilités de crédit à la consommation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie et des finances.

166 (20 octobre 1982). — M. Niogret : opposition au projet de loi relatif à l'organisation administrative à Paris, Marseille, Lyon. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

167 (23 octobre 1982). — M. Carte, président de l'Association nationale de défense des malades et handicapés : modification des règles relatives à la réversion de certaines allocations. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

168 (26 octobre 1982). — M. Noël Lopresti, rapatrié de Tunisie : sort réservé au dossier d'indemnisation de son mobilier. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.

169 (23 octobre 1982). — M. Paul Clara : rejet de sa demande d'aide ménagère à domicile. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille.

170 (4 novembre 1982). — M. Claude Baudoin : reconnaissance du droit à l'amour des prisonniers. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

171 (10 novembre 1982). — M. Guy Sass : extension aux gendarmes de l'indemnisation pour perte de mobilier dont bénéficient les civils rapatriés d'Afrique du Nord. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.

172 (19 novembre 1982). — M. et Mme Jean Salens : victimes d'un déni de justice en matière d'évaluation de dommages survenus à leur habitation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

173 (2 décembre 1982). — M. René Prévost : refus du maire de sa commune auquel l'oppose un litige, relatif à une expropriation de lui communiquer copie de délibérations du conseil municipal ayant trait à l'affaire le concernant. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le Premier ministre.

174 (6 décembre 1982). — M. Mohamed Benrahhalate, étudiant marocain à l'université des sciences de Nice : échec à son examen dû à une notation établie en dehors des règles applicables, pour des motifs d'ordre personnel. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

175 (6 décembre 1982). — M. Serge Zakowski : révision de son procès. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

176 (6 décembre 1982). — M. René Geiger : attribution de la carte vermeil à soixante ans sans discrimination de sexe. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, d'une part, et à M. le ministre d'Etat, ministre des transports, d'autre part.

177 (14 décembre 1982). — M. J.-P. Leclercq : substitution d'un treizième mois à la prime annuelle de rendement versée aux agents des P.T.T. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre des postes et télécommunications.

178 (15 décembre 1982). — M Roger Le Coz : révision des décisions de justice lui refusant l'attribution d'une pension proportionnelle de la caisse de sécurité sociale algérienne. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.

PETROLE

Sociétés

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**

Taxes

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**

PETROLE ET PRODUITS RAFFINES

Voir *Lois de finances* **6,** articles 16 et 20 (deuxième partie), Recherche et industrie ; Energie.

Mer et littoral **5.**

PEUGEOT S.A.

Voir *Questions au Gouvernement* **191.**

Questions orales sans débat **228, 275.**

PHARMACIE

2. — Proposition de loi n° 143 modifiant diverses dispositions du livre V du code de la santé publique et relative à la **pharmacie vétérinaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **836** (29 avril 1982). — Discussion le 24 novembre 1982. Adoption le 24 novembre 1982. — Proposition de loi n° **265.**

Loi n° 82-1019 du 3 décembre 1982 publiée au J.O. du 4 décembre 1982 (p. 3659).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 novembre 1982] (p. 7609) :

Aliments médicamenteux (distribution des —) : *Gabarrou* (*Jean-Pierre*) (p. 7609) ; *Patriat* (*François*) (p. 7610) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 7611).
Aliments médicamenteux (préparation des —) : *Gabarrou* (*Jean-Pierre*) (p. 7609) ; *Patriat* (*François*) (p. 7610) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 7611).
Autorisation administrative de mise sur le marché : *Gabarrou* (*Jean-Pierre*) (p. 7609) ; *Patriat* (*François*) (p. 7610).
Eleveurs-fabricants : *Gabarrou* (*Jean-Pierre*) (p. 7610) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 7611).
Loi du 29 mai 1975 relative à la pharmacie vétérinaire : *Gabarrou* (*Jean-Pierre*) (p. 7609) ; *Patriat* (*François*) (p. 7610) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 7610).
Pharmaciens et vétérinaires : *Gabarrou* (*Jean-Pierre*) (p. 7609, 7610) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 7610).
Prémélange : *Grézard* (*Léo*) (p. 7609).
Réglementation communautaire : *Gabarrou* (*Jean-Pierre*) (p. 7610) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 7611).

Discussion des articles [24 novembre 1982] (p. 7611) :

Article 1er (*définition du prémélange*) : adopté.

Article 2 (*définition du médicament vétérinaire*) : adopté.

Article 2 *bis* (*fabrication exclusive de l'aliment médicamenteux à partir de prémélanges médicamenteux ; autorisation de mise sur le marché des prémélanges*) : adopté.

Article 3 (*préparation des aliments médicamenteux*) : possibilité de contrôles a posteriori des aliments médicamenteux ;
— article 3 adopté (p. 7611).

Article 4 (*rôle du pharmacien ou du docteur vétérinaire pour assurer la préparation des aliments ou leur contrôle*) : présence personnelle du pharmacien ou du vétérinaire lors du contrôle de la fabrication ;
— article 4 adopté.

Article 5 (*conditions de délivrance au public des médicaments vétérinaires*) : possibilité de prévoir une prescription du docteur vétérinaire qui a procédé à l'examen des animaux ; prescription à distance ;
— article 5 adopté.

Article 6 (*autorisation administrative de mise sur le marché pour les médicaments vétérinaires et les prémélanges médicamenteux*) : adopté.

Article 7 (*fixation par décret des substances pouvant être utilisées pour fabriquer des médicaments vétérinaires* : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7612).

4. — Projet de loi n° 899 concernant les **préparateurs en pharmacie.** — *Sénat* (première lecture), n° **265** (1981-1982), dépôt le 13 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur :

M. Jean Madelain. — Rapport n° **327** (1981-1982) (12 mai 1982). Discussion le 26 mai 1982. — Adoption le 26 mai 1982. — Projet de loi n° **92** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **899**, dépôt le 27 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Pierre Bernard (1er juillet 1982).

5. — **Proposition de loi n° 1191** tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la **délivrance au public de certaines essences végétales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Professions et activités médicales* **6**.

PHARMACIES MUTUALISTES

Voir *Sécurité sociale* **12**.

PHENOL

Voir *Questions orales sans débat* **312**.

PHILIPS (groupe)

Voir *Questions au Gouvernement* **302, 393**.

PILES (Industrie des —)

Voir *Questions orales sans débat* **153**.

PIVOT (Bernard)

Voir *Questions au Gouvernement* **364**.

PLAFOND LEGAL DE DENSITE (P.L.D.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement ; articles additionnels non rattachés, après l'article 72.

PLAN

2. — **Projet de loi n° 909** portant **réforme de la planification.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. — Urgence déclarée le 28 mai 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Paul Planchou (3 juin 1982). — Rapport n° **926** (10 juin 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République (3 juin 1982). — La commission renonce à donner son avis (7 juin 1982). — Discussion les 14 et 15 juin 1982. — Adoption le 15 juin 1982. — Projet de loi n° **167**.

Sénat (première lecture), n° **391** (1981-1982), dépôt le 16 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Rapport n° **414** (1981-1982) (23 juin 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. Georges Lombard. — Avis n° **411** (1981-1982). — Discussion les 29, 30 juin et 1er juillet 1982. — Adoption le 1er juillet 1982. — Projet de loi n° **132** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1011**, dépôt le 1er juillet 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).
Bureau [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Paul Planchou. — Rapport n° **1013** (6 juillet 1982). — Discussion le 7 juillet 1982. — Adoption le 7 juillet 1982. — Projet de loi n° **199**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Rapport n° **455** (1981-1982) (6 juillet 1982). — Discussion le 7 juillet 1982. — Adoption définitive le 7 juillet 1892. — Projet de loi n° **134** (1981-1982).

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). — Décision le 27 juillet 1982 (*J.O.* du 29 juillet 1982 (p. 2424). — Conforme en totalité.

Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 publiée au *J.O.* du 30 juillet 1982 (p. 2441).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 juin 1982] (p. 3324, 3347) :

Accords ou programmes de coopération : *Barnier* (*Michel*) (p. 3342).

Aménagement du territoire : zone de montagne (comités de massif) : *Souchon* (*René*) (p. 3355) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3359).

Budget social de la nation : *Barnier* (*Michel*) (p. 3343).

Budget et Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3326) ; *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3328) ; *Goux* (*Christian*) (p. 3330) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3334, 3359) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3338) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 3343).

Champ de la planification : objectifs du Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3325) ; *Goux* (*Christian*) (p. 3329) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3333, 3356), *Mercieca* (*Paul*) (p. 3339, 3340) ; *Taddei* (*Dominique*) (p. 3344).

Comité D.O.M. - T.O.M. du commissariat au Plan : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 3351).

Comités économiques et sociaux régionaux : *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3327, 3328).

Commission nationale de planification : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3326) ; *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3327) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3334) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 3340, 3341) ; *Gantier* (*Michel*) (p. 3349) ; *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 3351).

Commission de réforme du Plan : *Rocard* (*Michel*) (p. 3332) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 3341) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 3350).

Conseil économique et social (avis du —) : *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3327).

Conseil économique et social et Plan : *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3328) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3333, 3334).

Contrats de Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3326) ; *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3328) ; *Goux* (*Christian*) (p. 3330) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3332, 3334, 3358, 3359) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3338) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 3340) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 3342) ; *Taddei* (*Dominique*) (p. 3345) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 3348) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 3350) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 3353) ; *Souchon* (*René*) (p. 3355, 3356).

Constitutionnalité (débat sur la —) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3330, 3331, 3343, 3349) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3335, 3336, 3357, 3358) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3338) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 3341).

Déclin et renouveau du Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3325) ; *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3327) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3332) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 3339).

Définition du Plan : finalités : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3326) ; *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3329) ; *Goux* (*Christian*) (p. 3329) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3334, 3357).

Délégation parlementaire auprès de la commission nationale de planification : *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3328).

Dévaluation du franc : *Marette* (*Jacques*) (p. 3324) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3331, 3358) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 3344).

D.O.M. : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 3351) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3359).

Elaboration du Plan : rôle du Parlement : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3325) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3333, 3334) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3338) ; *Merciecca* (*Paul*) (p. 3340).

Environnement international : *Goux* (*Christian*) (p. 3330) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3333) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3337) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 3342).

Exécution du Plan : moyens du Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3326) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3334) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3338) ; *Taddei* (*Dominique*) (p. 3344) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 3353).

Force exécutoire du Plan : *Puymartin* (*Jacques*) (p. 3328) ; *Goux* (*Christian*) (p. 3330) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3339) ; *Vouillot* (*Hervé*) (p. 3348) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 3353).

Information économique : *Cacheux* (*Denise*) (p. 3351) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3360).

Injonctions au Gouvernement : *Rocard* (*Michel*) (p. 3335, 3336) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3349).

Institutions représentatives du personnel : *Mercieca* (*Paul*) (p. 3341) ; *Taddei* (*Dominique*) (p. 3344).

Loi d'orientation et d'objectifs : *Goux (Christian)* (p. 3330) ; *Barnier (Michel)* (p. 3342).

Lois de programme : *Rocard (Michel)* (p. 3332, 3336) ; *Barnier (Michel)* (p. 3343, 3344).

Marché et Plan : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3325) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3337, 3339) ; *Barnier (Michel)* (p. 3341) ; *Taddei (Dominique)* (p. 3344) ; *Madelin (Alain)* (p. 3353, 3354).

Négociations sociales : *Barnier (Michel)* (p. 3342) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3352).

Niveau infrarégional : *Puymartin (Jacques)* (p. 3328) ; *Rocard (Michel)* (p. 3333, 3356) ; *Taddei (Dominique)* (p. 3344) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3352).

Politique conjoncturelle et Plan : *Marette (Jacques)* (p. 3324) ; *Goux (Christian)* (p. 3329) ; *Rocard (Michel)* (p. 3331, 3358) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3337) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3339) ; *Barnier (Michel)* (p. 3342, 3343) ; *Taddei (Dominique)* (p. 3345).

Politique industrielle et Plan : *Mercieca (Paul)* (p. 3340) ; *Rocard (Michel)* (p. 3358).

Programmation européenne à moyen terme : *Puymartin (Jacques)* (p. 3327).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 3324) ; *Rocard (Michel)* (p. 3324, 3325).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 3330).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 3325).

Rappel au règlement de M. Jacques Marette : *Marette (Jacques)* (p. 3324).

Réformes administratives : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3326).

Régions (Plan des —) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3326) ; *Puymartin (Jacques)* (p. 3327, 3328) ; *Rocard (Michel)* (p. 3333, 3334) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3350) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3352) ; *Souchon (René)* (p. 3355).

Régions et Plan national : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3326) ; *Puymartin (Jacques)* (p. 3327, 3328) ; *Rocard (Michel)* (p. 3332, 3334) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3339) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3340) ; *Barnier (Michel)* (p. 3343) ; *Vouilliot (Hervé)* (p. 3348) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3350) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3351) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3352).

Révision du Plan : *Puymartin (Jacques)* (p. 3329) ; *Goux (Christian)* (p. 3329, 3330) ; *Rocard (Michel)* (p. 3342).

Services votés : *Barnier (Michel)* (p. 3343).

Sidérurgie : *Rocard (Michel)* (p. 3357).

Système financier et Plan : *Barnier (Michel)* (p. 3342) ; *Taddei (Dominique)* (p. 3345) ; *Madelin (Alain)* (p. 3354) ; *Rocard (Michel)* (p. 3359).

Territoires d'outre-mer : *Gantier (Gilbert)* (p. 3349) ; *Rocard (Michel)* (p. 3359).

Discussion des articles [14 juin 1982] (p. 3360) ; [15 juin 1982] (p. 3373, 3397, 3421) :

Titre Ier : Plan national.

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (modification de l'intitulé du titre I : « Plan de la nation ») : adopté.

Article 1er (*contenu du plan : conditions de son élaboration*) : coopération avec les pays étrangers; rôle du Parlement (p. 3360); inconstitutionnalité du projet de loi au regard des articles 20, 34, 70 de la Constitution ; nécessité d'une loi organique ou d'une révision de la Constitution (p. 3361) ; amendement n° 2 de la commission (précisant le contenu du plan-association des régions et des partenaires sociaux à l'élaboration et à l'exécution du Plan) : retiré ; sous-amendements n° 175 de M. Alain Madelin, n° 133 de M. Gilbert Gantier, n° 176 de M. Alain Madelin et n° 134 de M. Gilbert Gantier : devenus sans objet ; **rappels au règlement** de M. Alain Madelin et M. Jean-Pierre Soisson (p. 3362) ; amendement n° 147 de M. Emmanuel Hamel (prise en compte des impératifs de la défense nationale) : rejeté ; amendement n° 148 de M. Emmanuel Hamel (extension du champ de la planification : développement démographique) : rejeté ; amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Soisson (caractère indicatif du Plan) (p. 3363) : rejeté ; amendement n° 79 de M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition énumérant les personnes associées à l'élaboration du Plan) ; inconstitutionnalité du texte ; injonction au Gouvernement ; amendement n° 79 : rejeté ; amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Soisson (suppression de la mention du Parlement de l'alinéa énumérant les personnes associées au Plan) (p. 3364) ; rôle du Parlement dans le processus de planification (p. 3365) ; amendement n° 47 : adopté par scrutin public ; amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Soisson (précisant que le Parlement est informé de l'exécution du Plan) : retiré ; amendements n° 157 du Gouvernement et n° 80 de M. Gilbert Gantier (suppression du troisième alinéa disposant que le plan se compose de deux lois) : adoptés ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 3366).

Chapitre Ier : contenu du Plan national.

Avant l'article 2 : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel : « Plan de la nation ») : adopté (p. 3373).

Article 2 (*première loi du Plan*) : inconstitutionnalité de l'article 2 au regard des articles 20, 34 et 52 de la Constitution ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 149 de M. Emmanuel Hamel (précisant que la loi du Plan définit les choix stratégiques « civils ») ; amendement n° 150 de M. Emmanuel Hamel (prise en compte des objectifs des lois de programmation militaire) (p. 3374) ; amendement n° 149 : rejeté ; amendement n° 150 : rejeté ; amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Soisson (fixation en volume et en valeur des objectifs à atteindre pour les principaux agrégats économiques) : retiré (p. 3375) ; amendement n° 81 de M. Gilbert Gantier (suppression du deuxième alinéa relatif à l'approbation du rapport présenté par la commission nationale de planification) : rejeté ; amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Soisson (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (supprimant l'alinéa proposant que les domaines des négociations entre les partenaires sociaux soient indiqués dans la première loi du Plan) ; amendement n° 158 du Gouvernement (proposant que les négociations figurent dans le rapport plutôt que dans les articles de la première loi de Plan) : adopté ; amendement n° 5 : devenu sans objet ; amendements n° 6 de la commission, n° 114 de M. Olivier Guichard (p. 3376) et n° 135 de M. Gilbert Gantier (suppression du quatrième alinéa proposant que les domaines des négociations en matière de coopération soient indiqués dans la première loi du Plan) ; amendement n° 6 : devenu sans objet ; amendement n° 159 du Gouvernement (proposant que le rapport mentionne les domaines ou/et les Etats avec lesquels il serait souhaitable de conclure des accords ou des programmes de coopération) ; amendements n° 114 et n° 135 : rejetés ; amendement n° 159 : adopté ; amendement n° 115 de M. Olivier Guichard (tendant à éviter de spécifier les Etats avec lesquels seront conclus des accords de coopération) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Olivier Guichard (de précision) : rejeté ; amendement n° 51 de M. Jean-Pierre Soisson (compatibilité avec les engagements internationaux de la France et spécialement l'action des Communautés européennes) : retiré (p. 3377) ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*seconde loi du Plan*) : relations nouvelles entre le Plan et le budget ; nécessité de modifier par une loi organique les dispositions de l'ordonnance de janvier 1959 ; absence de consultation préalable des assemblées territoriales des T.O.M. ; rapport entre le Plan et les lois de finances (p. 3378) ; notion de prévision de recettes et de dépenses ; droit d'initiative en matière législative ; amendement n° 83 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel : suppression de la disposition concernant la constatation d'accords intervenus entre la première et la seconde loi de programme) ; amendement n° 117 de M. Olivier Guichard (rédactionnel) ; amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Soisson (suppression de la référence aux moyens privés que la seconde loi de programme organise) ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 7 (rétablissant la disposition prévoyant la constatation par la seconde loi de Plan des accords intervenus dans le cadre des alinéas 3 et 4 de l'article 2) (p. 3379) : rejeté ; amendement n° 7 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 117, devenu sans objet ; amendement n° 102 de M. Michel Couillet (définition d'une politique industrielle) : retiré ; amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Soisson (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Soisson (relatif à la durée des programmes prioritaires d'exécution et des autorisations de programmes) (p. 3380) : adopté par scrutin public ; amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Soisson (substitution des mots : « programmes prioritaires d'exécution » par les mots : « programmes d'action prioritaires ») : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Soisson (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Soisson (indication du taux maximum du prélèvement fiscal) (p. 3381) : retiré ; amendement n° 166 de M. Jean-Paul Planchou soutenu par M. Jean-Pierre Worms (mention de l'objet et de la portée des contrats de Plan que l'Etat se propose de souscrire avec les régions) : adopté après rectification (p. 3382) ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 118 de M. Olivier Guichard (rédactionnel) ; sous-amendement n° 136 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 9 (rédactionnel : inclusion des territoires d'outre-mer) : retiré ; transformation de l'amendement de M. Olivier Guichard en sous-amendement n° 118 à l'amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 9, ainsi modifié,

adopté ; amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'alinéa relatif aux modalités de modification de la seconde loi de Plan) (p. 3383) : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*intégration des lois de programme aux lois de Plan*) : conjonction du Plan et des lois de programme non prévue par l'ordonnance de 1959 ; spécificité de la programmation militaire ; limitation du droit d'initiative législative conféré au Premier ministre et au Parlement ; « compétence liée du législateur » ; amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 3384) ; amendement n° 160 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article 4, qui tend à reconnaître l'autonomie de chacune de ces lois et à respecter l'ordonnance de 1959) ; amendement n° 10 : rejeté ; lois de programmation militaire ; amendement n° 160 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 4 ; amendements n° 58 de M. Jean-Pierre Soisson, n° 85 de M. Gilbert Gantier, n° 59 et n° 60 de M. Jean-Pierre Soisson, n° 86 de M. Gilbert Gantier : devenus sans objet.

Chapitre II : Procédure d'élaboration et d'adoption du Plan national.

Avant l'article 5 : amendement n° 11 de la commission (modifiant l'intitulé du chapitre II : « Plan de la nation ») : adopté.

Article 5 (*commission nationale de planification*) : détermination de la politique de la nation subordonnée à l'avis d'une instance dont l'existence n'est pas prévue par la Constitution ; théorie gouvernementale sur les injonctions ; exclusion de la commission nationale de planification de représentants des armées, de l'union nationale des associations familiales, des chambres de commerce et d'industrie et du mouvement écologique ; avis du Conseil économique et social et référence à l'artisanat (p. 3386) ; amendement n° 87 de M. Gilbert Gantier (suppression du premier alinéa relatif à l'institution et aux attributions de la commission nationale de planification) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : sous-amendement n° 181 du Gouvernement (précisant que les avis et recommandations de la commission nationale de planification sont rendus publics) : adopté ; amendement n° 12 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 151 de M. Emmanuel Hamel (prise en compte des impératifs de la défense nationale) : devenu sans objet ; amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Soisson (relations entre la commission nationale de planification et les commissions de modernisation) : non soutenu ; amendement n° 13 de la commission (composition de la commission nationale de planification ; amendement tendant à éviter une énumération des catégories représentées) (p. 3387) ; représentation du commerce : vote favorable du groupe R.P.R. ; amendement n° 13 : rejeté ; amendement n° 111 de M. Jean-Pierre Soisson (représentation de l'administration) : retiré ; amendement n° 152 de M. Emmanuel Hamel (représentation des armées) : rejeté ; amendement n° 119 de M. Olivier Guichard (représentation de chaque région) (p. 3388) : adopté ; amendement n° 153 de M. Emmanuel Hamel (représentation des chambres de commerce et d'industrie) : rejeté ; amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Soisson (représentatation des organisations professionnelles agricoles) : rejeté ; amendement n° 154 de M. Emmanuel Hamel (représentation du commerce) (p. 3389) : adopté ; amendement n° 155 de M. Emmanuel Hamel (représentation de l'union nationale des associations de familles et des mouvements familiaux) : rejeté ; amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Soisson (représentation des chambres d'agriculture, des chambres de métiers et des chambres de commerce et d'industrie) ; amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Soisson (représentation du mouvement écologique) ; amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Soisson (représentation du mouvement sportif) : retirés (p. 3390) ; amendement n° 156 de M. Emmanuel Hamel (participation de personnalités qualifiées dans le domaine militaire) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (fonctionnement de la commission nationale de planification) ; sous-amendement n° 137 de M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition relative aux réunions de la commission nationale de planification) : retiré ; amendement n° 14 : rejeté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 3391).

Après l'article 5 : amendement n° 15 de la commission et n° 103 de M. Michel Couillet (instituant une délégation parlementaire de la planification) : adoptés après rectification.

Article 6 (*saisine de la commission nationale de planification*) : amendement n° 88 de M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition fixant la date à laquelle doit être présenté à la commission nationale de planification le document d'orientation du Gouvernement après consultation des régions) : rejeté ; amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Soisson (modifiant le délai de présentation du document d'orientation) : retiré ; amendement n° 16 de la commission (modifiant le délai de présentation du document d'orientation) (p. 3392) : adopté ; amendement n° 120 de M. Olivier Guichard (proposant que les avis des régions soient annexés au document d'orientation) : rejeté ; amendement n° 167 de M. Jean- Paul Planchou soutenu par M. Jean-Pierre Worms (de pure forme) : adopté ; amendement n° 168 de M. Jean-Paul Planchou soutenu par M. Jean-Pierre Worms (précisant que le document d'orientation est transmis aux régions à titre d'information) : adopté (p. 3393) ; amendement n° 121 de M. Olivier Guichard (suppression du second alinéa prévoyant qu'un document présentant les priorités de développement des activités productives doit être déposé dans chaque région) (p. 3399) : rejeté ; (amendement n° 66 de M. Jean-Pierre Soisson (contenu du document dont est saisie la commission nationale de planification par les régions : priorités de développement économique et social) ; amendement n° 131 de M. Olivier Guichard (relatif au contenu du document dont est saisie la commission nationale de planification par les régions : priorités de développement des activités économiques) ; amendement n° 66 rejeté ; amendement n° 131 rejeté ; amendement n° 17 de la commission (communication à la commission nationale de planification des choix effectués par les entreprises publiques) ; amendement n° 104 de M. Parfait Jans soutenu par M. Paul Mercieca (communication à la commission nationale de planification des choix effectués par les entreprises publiques) (p. 3400) ; relations entre l'Etat et les entreprises publiques ; contrats de plan ; amendement n° 104 retiré ; amendement n° 17 n'est plus soutenu ;

— article 6, ainsi modifié, adopté (p. 3401).

Article 7 (*élaboration de la première loi de Plan*) : inconstitutionalité de l'article 7 au regard des articles 39, 48 et 71 de la Constitution ; initiative en matière législative ; fonctionnement du conseil économique et social ; fixation de l'ordre du jour des assemblées ; amendement n° 138 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (modifiant les délais impartis à la commission nationale) (p. 3402) ; adopté ; amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 89 de M. Gilbert Gantier (suppression de la troisième phrase du premier alinéa disposant que c'est au vu du rapport de la commission que Gouvernement élabore le projet de la première loi de Plan) : rejeté ; amendement n° 139 de M. Gilbert Gantier (suppression du caractère obligatoire de l'élaboration par le Gouvernement du projet de première loi de Plan) : rejeté ; amendements n° 20 de la commission, n° 90 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Jean-Pierre Soisson et n° 67 de M. Jean-Pierre Soisson (suppression de la disposition insérant la délibération du Conseil économique et social dans un délai impératif) (p. 3403) : adoptés ; amendement n° 91 de M. Gilbert Gantier (suppression du second alinéa précisant la date d'examen du projet de première loi de Plan) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (fixant au début de la seconde session ordinaire la date de dépôt du projet de première loi de Plan) : adopté ; amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Soisson (envisageant le cas du rejet par le Parlement du projet de première loi de Plan) (p. 3404) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 105 de M. Parfait Jans (participation des comités d'entreprise et des comités de groupe au travail de la commission nationale de planification) : rejeté.

Article 8 (*élaboration de la seconde loi de Plan*) : inconstitutionnalité de l'article 8 au regard des articles 38, 49 et 71 de la Constitution (p. 3405) ; consultation obligatoire de la commission nationale de planification sur les projets de deuxième loi de Plan ; amendement n° 169 de M. Jean-Paul Planchou soutenu par M. Jean-Pierre Worms (transmission aux régions de l'avant-projet de seconde loi de Plan) : adopté après rectification ; amendement n° 92 de M. Gilbert Gantier (suppression du premier alinéa disposant que le projet de deuxième loi est soumis à la commission nationale de planification) : rejeté ; amendement n° 22 de la commission (modifiant le délai d'examen du projet par la commission nationale de planification et supprimant la mention du délai imparti au Conseil économique et social) ; amendement n° 140 de M. Gilbert Gantier (tendant à éviter que la consultation de la commission nationale soit obligatoire) ; amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Soisson (supprimant la mention du délai imparti au Conseil économique et social) ; sous-amendement n° 177 du Gouvernement à l'amendement n° 22 (rédactionnel) (p. 3406) : adopté ; sous-amendement n° 141 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 22 (suppression de la disposition relative à la saisine du Conseil économique et social) :

rejeté ; amendement n° 22 ainsi modifié : adopté ; en conséquence les amendements n°s 140, 69 et n° 93 devenus sans objet ; amendement n° 94 de M. Gilbert Gantier (suppression du second alinéa relatif à la date d'examen par le Parlement du projet de seconde loi de Plan) : rejeté ; amendement n° 23 de la commission (modifiant la date d'examen par le Parlement du projet de seconde loi de Plan) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 3407).

Article 9 (*rapport annuel d'exécution du Plan*) : inconstitutionnalité au regard de l'article 21 de la Constitution ; amendement n° 95 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (proposant la présentation d'un rapport unique annexé à la loi de finances pouvant donner lieu à un débat) ; amendement n° 161 du Gouvernement (relatif au contenu du rapport soumis au Parlement) (p. 3408) ; rapports Plan-Budget ; défauts de la procédure d'un rapport unique ; sous-amendement n° 142 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 24 (de précision) : rejeté ; amendement n° 24 rejeté ; amendement n° 161 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 9.

Chapitre III : exécution du Plan national et contrats de Plan.

Avant l'article 10 : amendement n° 25 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre III) : rejeté (p. 3409).

Article 10 (*définition des contrats de Plan*) : rapports contractuels entre l'Etat et les territoires d'outre-mer ; amendement n° 96 de M. Gilbert Gantier (suppression du premier alinéa relatif à la conclusion de contrats de Plan entre l'Etat et les régions, les collectivités territoriales, les entreprises publiques et privées et autres personnes morales) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ; en conséquence, amendement n° 97 de M. Gilbert Gantier devenu sans objet ; amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Worms (relatif au contenu des contrats de Plan) ; amendement n° 144 de M. Jean-Paul Planchou soutenu par M. Jean-Pierre Worms (procédure et contenu des contrats de Plan et accords contractuels particuliers conclus entre l'Etat et les régions) (p. 3410) ; amendement n° 27 de la commission (contenu des contrats conclus entre l'Etat et les régions) ; régions et planification (p. 3411) ; amendement n° 143 adopté ; amendement n° 144 adopté ; en conséquence amendement n° 27 devenu sans objet ; amendement n° 171 de M. Jean-Paul Planchou soutenu par M. Jean-Pierre Worms (communication aux régions des contrats signés par l'Etat avec les partenaires infrarégionaux) : adopté ; amendement n° 170 de M. Jean-Paul Planchou soutenu par M. Jean-Pierre Worms (communication aux régions des contrats conclus entre les entreprises et l'Etat) : adopté après rectification ; amendement n° 28 de la commission (précisant que les relations financières entre l'Etat et les entreprises et les établissements publics sont régies par les contrats de Plan) (p. 3412) ; relations financières entre l'Etat et les entreprises publiques ; amendement n° 28 rejeté ; amendement n° 29 de la commission (de forme) ; amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Soisson (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 29 adopté ; amendement n° 30 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendements n° 71 de M. Jean-Pierre Soisson et n° 122 de M. Olivier Guichard (suppression de la disposition relative à l'information des institutions représentatives du personnel) : non soutenus ; amendement n° 31 de la commission (de précision) ; amendement n° 162 du Gouvernement (de précision) (p. 3413) ; transformation de l'amendement n° 162 en sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 31 ainsi modifié adopté ; amendement n° 32 de la commission (conditions d'informations des institutions représentatives du personnel) : rejeté ; amendement n° 106 de M. Paul Chomat soutenu par M. René Rieubon (précisant que les institutions représentatives sont informées des moyens financiers et des aides publiques engagées) : retiré ; amendement n° 123 de M. Olivier Guichard (précisant que les contrats sont rendus publics) : non soutenu ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*conclusion des contrats de Plan*) : article 2 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 3414) ; amendement n° 98 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Gilbert Gantier (consultation du Conseil d'Etat sur la procédure des contrats de Plan) : adopté ; amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Gilbert Gantier (principe de l'égalité devant la loi) ; nécessité d'éviter que les contrats de plan n'aient un caractère dérogatoire par rapport au droit commun ; amendement n° 73 rejeté ; amendement n° 33 de la commission (caractère prioritaire et privilégié des aides accordées par l'Etat dans les contrats de plan) ; amendement n° 74 de M. Jean-Pierre Soisson (référence à l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances en ce qui concerne les autorisations de programme) (p. 3415) ; amendement n° 113 de M. Jean-Pierre Soisson (limitant les facilités que l'Etat peut attribuer) ; amendements n° 74 et n° 113 retirés ; sous-amendements n° 163 du Gouvernement à l'amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 ainsi modifié adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*rapport d'exécution du Plan*) : limitation des prérogatives gouvernementales ; initiative des lois (p. 3416) ; amendements n° 34 de la commission et n° 99 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejetés ;

— article 12 adopté (p. 3417).

Titre II : **Plans régionaux.**

Avant l'article 13 : amendement n° 35 de la commission (modification de l'intitulé du titre II : « Plan des régions ») : adopté (p. 3421).

Article 13 (*définition du Plan de la région*) : amendement n° 100 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Emmanuel Hamel (de suppression) : rejeté ; amendement n° 37 de la commission (rédactionnel : compatibilité entre les niveaux national et régional) ; sous-amendement n° 178 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Michel Barnier (détermination des objectifs d'aménagement du territoire par le Plan de la région) (p. 3422) ; sous-amendement n° 179 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Michel Barnier (détermination des objectifs de développement sanitaire, culturel et scientifique par le Plan de la région) ; sous-amendement n° 178 : rejeté ; sous-amendement n° 179 : rejeté ; sous-amendement n° 182 du Gouvernement (conclusion de contrats de Plan entre l'Etat et plusieurs régions) ; coopération interrégionale ; sous-amendement n° 182 adopté ; sous-amendement n° 180 de M. Jean-Paul Planchou (suppression de la disposition relative à la compatibilité du plan de la région et du Plan de la nation) : adopté ; amendement n° 37 ainsi modifié adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 13 ; amendements n° 124 et n° 125 de M. Olivier Guichard, n° 101 de M. Gilbert Gantier devenus sans objet.

Article 14 (*élaboration des Plans régionaux*) : amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 126 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Michel Barnier (référence à l'article 63 de la loi relative aux droits et libertés des communes, départements et régions) : rejeté ; amendement n° 132 de M. Michel Couillet soutenu par M. Parfait Jans (consultation des communes pour l'élaboration du plan de la région) (p. 3423) ; retiré ; amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Emmanuel Hamel (consultation du comité économique et social régional) ; amendement n° 127 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Godfrain (substitution à la consultation des partenaires économiques et sociaux dans la région, celle du comité économique et social régional) ; amendement n° 76 adopté ; amendement n° 127 devenu sans objet (p. 3424) ; amendements n° 39 de la commission et n° 107 de M. René Rieubon (information de la région des choix effectués par les entreprises publiques) ; amendement n° 164 du Gouvernement (consultation par la région des entreprises publiques) ; amendement n° 107 retiré ; amendement n° 39 rejeté ; amendement n° 164 adopté ; amendement n° 108 de M. Paul Chomat soutenu par M. Parfait Jans (participation des comités d'entreprise et de groupes à l'élaboration du plan de région) (p. 3425) : rejeté ; amendement n° 40 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Soisson satisfait ; amendement n° 128 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Michel Barnier (relatif aux délais d'approbation du plan de la région) ; articulation des niveaux de planification nationale et régionale ; amendement n° 128 rejeté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*exécution des Plans régionaux*) : amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3426) ; amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression de la référence au premier alinéa de l'article 11 relatif à la résiliation des contrats de Plans régionaux) : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (suppression de la disposition relative aux contrats de Plan souscrits en commun avec d'autres régions) : rejeté ; amendement n° 183 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amen-

dement n° 109 de M. Parfait Jans soutenu par M. Paul Balmigère (information des institutions représentatives du personnel avant la conclusion de contrats entre les entreprises publiques ou privées et la région) (p. 3427) : adopté après rectification ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 (*examen de la cohérence des Plans régionaux*) : amendement n° 44 de la commission (procédure visant à assurer la compatibilité entre le Plan de la nation et les Plans des régions) ; amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Worms (procédure visant à assurer la compatibilité entre le Plan de la nation et les Plans des régions) : retiré ; sous-amendement n° 130 de M. Emmanuel Hamel à l'amendement n° 44 (nouvelle consultation de la commission nationale de planification lorsque le Gouvernement refuse le Plan d'une région) (p. 3428) : rejeté ; amendement n° 44 rejeté ; amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Soisson (suppression de la disposition relative à la procédure permettant d'apprécier la cohérence des Plans) : non soutenu ; amendement n° 129 de M. Olivier Guichard (modifiant la procédure permettant d'apprécier la cohérence des Plans) : non soutenu ;

— article 16 adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 45 de la commission (délai de la période de transition) : adopté ; amendement n° 165 du Gouvernement (exercice à titre transitoire par les établissements publics régionaux des pouvoirs attribués aux régions) : adopté.

Article 17 (*abrogation de la loi n° 62-900 du 4 août 1962*) : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 173 de Mme Denise Cacheux soutenu par M. Jean-Pierre Worms (application de la loi aux territoires d'outre-mer) (p. 3429) : adopté après rectification ; amendement n° 174 de M. Jean-François Hory (application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté après rectification.

Explications de vote :

Budget et Plan : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3430) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3432).
Plan et conjoncture économique : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3430) ; *Laignel* (*André*) (p. 3431) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3433).
Régions : *Barnier* (*Michel*) (p. 3431) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 3432).
Vote favorable du groupe communiste : *Balmigère* (*Paul*) (p. 3432).
Vote favorable du groupe socialiste : *Laignel* (*André*) (p. 3431).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Barnier* (*Michel*) (p. 3432).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3430).

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3433).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [7 juillet 1982] (p. 4293) :

Autorité du Plan : *Barnier* (*Michel*) (p. 4293) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4297).
Commission nationale de planification : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4294) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4297).
Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Barnier* (*Michel*) (p. 4295).
Contenu du Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4294) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4295) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4298).
Contrats de Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4294).
Délégations parlementaires pour la planification : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4294) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4295).
Loi de finances et Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4294) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4296) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4297).
Loi de programme et Plan : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4294) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4297).
Politique économique et planification : *Barnier* (*Michel*) (p. 4295) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4297, 4298).
Problème constitutionnel : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4294, 4296) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4298).
Régions (décentralisation du Plan) : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4294) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 4295) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 4296) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4297, 4298).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 4296).

Discussion des articles [7 juillet 1982] (p. 4299) :

Article 1er *bis* ;

Article 2 ;

Article 4 ;

Article 5 ;

Article 5 *bis* : supprimé.

Article 6 ;

Article 7 ;

Article 8 (p. 4299).

Article 10 ;

Article 11 ;

Article 12 ;

Article 13 ;

Article 14 ;

Article 16 ;

Article 17 ;

Article 18 : correction par M. le rapporteur de deux erreurs matérielles contenues dans le texte de la commission paritaire (p. 4300).

Explications de vote :

Exécution du Plan : *Barnier* (*Michel*) (p. 4301) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4302).
Politique économique et planification : *Alphandéry* (*Edmond*) (p. 4301) ; *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 4301) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 4302).
Vote hostile de l'opposition : *Barnier* (*Michel*) (p. 4301).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4301).

3. — Proposition de loi n° 1186 tendant à instituer des **objectifs de politique monétaire à moyen terme dans le cadre du plan.**

— *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Edmond Alphandéry et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

Motions de censure **6.**

PLAN « AVENIR-JEUNES »

Voir *Questions au Gouvernement* **260, 267.**

PLAN COMPTABLE GENERAL

Voir *Entreprises* **11.**

PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

PLAN TEXTILE

Voir *Questions au Gouvernement* **488.**

PLANIFICATION

Voir *Collectivités locales* **7.**

PLANS DE DEVELOPPEMENT

Voir *Agriculture* **4.**

PLANS REGIONAUX

Voir *Collectivités locales* **1.**

PLURIACTIVITE

Voir *Agriculture* **4.**

POINTE-A-PITRE (Centre hospitalier de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **305.**

POISSONS ET PRODUITS D'EAU DOUCE DE LA MER

1. — Projet de loi n° 896 modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la **pêche maritime.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Louis Le Pensec, ministre de la mer. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Peuziat (10 juin 1982).

Voir *Agriculture* **8,** article 10.
Lois de finances **6** (deuxième partie), Mer.

POLICE

1. — Propositions de loi n° 539 visant à **l'étatisation de la police municipale** dans toutes les communes de France. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Raymond Marcellin (28 janvier 1982).

Voir *Collectivités locales* **1, 7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Mer.
Procédure pénale **3.**
Questions orales sans débat **143.**
Service national **11.**

Droits syndicaux dans la —

Voir *Questions au Gouvernement* **370, 400.**

Personnel féminin de la —

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

Personnels de la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture), article 63 *bis*.
Questions au Gouvernement **257.**

POLICE ECONOMIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **426.**

POLICE PRIVEE

1. — Proposition de loi n° 809 tendant à réglementer l'**exercice de la profession de directeur ou de gérant de société de surveillance, de sécurité ou de gardiennage.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par Mme Nicole de Hautecloque. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (6 mai 1982), remplacé par M. François Massot (16 décembre 1982). Rapport n° **1313** (16 décembre 1982), commun aux propositions de loi n°s 809, 816 et 890 (police privée 1 et 2 et ordre public 3).

2. — Proposition de loi n° 890 tendant à réglementer les **activités privées de surveillance et de gardiennage.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Georges Sarre et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (17 juin 1982). — Rapport n° **1313** (16 décembre 1982), commun aux propositions de loi n°s 809, 816 et 980 (police privée 1 et 2 et ordre public 3).

POLICES PARALLELES

Voir *Questions au Gouvernement* **297.**

POLITIQUE BUDGETAIRE

Voir *Lois de règlement* **1, 2.**

POLITIQUE CONTRACTUELLE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale.
Travail **7.**

POLITIQUE DU LOGEMENT

Voir *Lois de règlement* **2.**

POLITIQUE ECONOMIQUE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale.
Motions de censure **7.**

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

3. — Proposition de loi n° 931 de **développement de l'actionnariat, de l'épargne et de l'emploi.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Charles Millon et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. — Projet de loi n° 962 sur les **prix et revenus.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. — Urgence déclarée le 22 juin 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean Anciant [24 juin 1982]. — Rapport n° **966** [23 juin 1982]. — Discussion le 24 juin 1982. Engagement de la responsabilité du Gouvernement et dépôt d'une motion de censure par M. Jean-Claude Gaudin. En raison du rejet de la motion de censure, le projet de loi est considéré comme adopté. — Discussion le 28 juin 1982. Voir *Motions de censure* **6.** — Projet de loi n° **193.**

Sénat (première lecture), n° **441** (1981-1982), dépôt le 29 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport n° **445** (1981-1982) (1er juillet 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur pour avis : M. Maurice Blin. — Avis n° **447** (1981-1982) (1er juillet 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. André Rabineau. — Avis n° **456** (1981-1982) (7 juillet 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **458** (1981-1982) (7 juillet 1982). — Discussion le 8 juillet 1982. — Rejet le 8 juillet 1982. — Projet de loi n° **136** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).
Bureau [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Jean Anciant. — Rapport n° **1025** (9 juillet 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport n° **465** (1981-1982) (13 juillet 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1022,** dépôt le 9 juillet 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean Anciant. — Rapport n° **1026** (9 juillet 1982). — Discussion les 9 et 12 juillet 1982. Engagement de la responsabilité du Gouvernement et dépôt d'une motion de censure par M. Claude Labbé. En raison du rejet de la motion de censure, le projet de loi est considéré comme adopté. Discussion le 12 juillet 1982. Voir *Motions de censure* **7.** — Projet de loi n° **204.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 466** (1981-1982), dépôt le 13 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Discussion le 13 juillet 1982. — Rejet le 13 juillet 1982. — Projet de loi **n° 138** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 1028**, dépôt le 13 juillet 1982. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean Anciant. — Rapport **n° 1029** (13 juillet 1982). — Discussion le 13 juillet 1982. Engagement de la responsabilité du Gouvernement et dépôt d'une motion de censure par M. Jean-Claude Gaudin. En raison du rejet de la motion de censure, le projet de loi est considéré comme adopté. Discussion le 20 juillet 1982. Voir *Motions de censure* **8.** — Projet de loi **n° 207.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). — Décision le 30 juillet 1982 (*J.O.* du 31 juillet 1982) (p. 2470). — Conforme en totalité. **Loi n° 82-660 du 30 juillet 1982** publiée au *J.O.* du 31 juillet 1982 (p. 2463) ; rectificatif *J.O.* du 25 septembre 1982 (p. 2862).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3831) :

Présentation du projet par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances (p. 3831).
Accords sur les salaires (notamment accords « compétitivité-emploi ») (p. 3838).
Assurance chômage (p. 3833).
Blocage des prix (champ d'application : exclusion des produits laitiers et des céréales et des produits pétroliers) : (p. 3834).
Blocage des prix (lutte contre l'inflation) (p. 3833, 3834).
Blocage des prix et T.V.A. (p. 3833).
Blocage des prix (sanctions) (p. 3834).
Blocage des prix (sortie de la période de — et négociations) (p. 3834).
Blocage des revenus (champ d'application : exclusion des revenus les plus modestes, des retraites et des prestations familiales) (p. 3834, 3835).
Blocage des revenus (sortie de la période de — et politique contractuelle) (p. 3836, 3837).
Compétitivité et stabilité monétaire (p. 3837, 3838).
Contexte international (p. 3831, 3832, 3836).
Crédit (p. 3837).
Déficit public (budget : régimes sociaux) (p. 3836).
Dévaluation (p. 3831).
Emploi (politique de l'—) (p. 3837).
Etats-Unis (politique économique) (p. 3831).
Europe (p. 3837).
Inflation (causes structurelles : rapport Armand-Rueff) (p. 3836).
Investissements (p. 3832, 3837).
Ordonnance de 1945 (extension de son champ d'application) (p. 3835).
Politique monétaire (p. 3836).
République fédérale d'Allemagne (politique économique) (p. 3831).
Secteur privé (aide au —) (p. 3836).
Secteur public (rôle économique du —) (p. 3836).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement en vertu de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 3838).
Dépôt d'une motion de censure par M. Jean-Claude Gaudin et soixante-dix-neuf membres de l'Assemblée (p. 3838).
Texte sur le projet de loi sur les prix et les revenus modifié par les amendements n°s 1 à 9 déposés par le Gouvernement

Articles 1er à 6 (p. 3839, 3840).

A la suite du rejet de la motion de censure, le projet de loi sur les prix et les revenus modifié par les amendements n°s 1 à 9 du Gouvernement est considéré comme adopté [28 juin 1982] (p. 3976).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [9 juillet 1982] (p. 4402) :

Blocage des salaires et promotions individuelles : *Delors (Jacques)* (p. 4402).
Dividendes : *Delors (Jacques)* (p. 4402).
Loyers : *Delors (Jacques)* (p. 4402).
Sanctions : *Delors (Jacques)* (p. 4403).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Mauroy (Pierre)* (p. 4403).
Texte du projet de loi (p. 4404, 4405).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [13 juillet 1982] (p. 4470) :

Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Mauroy (Pierre)* (p. 4470).

Motion de censure :

Recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Tranchant* (p. 4471) ; *Michel (Jean-Pierre)*, vice-président (p. 4471) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4471).

5. — Rapport d'information n° 1046 déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les moyens de lutte contre l'**évasion des capitaux** présenté par M. Christian Goux le 22 juillet 1982.

Voir *Allocutions* **7.**
Collectivités locales **1.**
Economie sociale **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.
Lois de règlement **2.**

POLITIQUE EXTERIEURE

1. — Rapport d'information déposé par M. Lucien Pignion en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **vingt-sixième session ordinaire** (1980-1981) **(n° 1288)** [10 décembre 1982].

2. — Rapport d'information déposé par M. Lucien Pignion en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **trente-deuxième session ordinaire** (1980-1981) **(n° 1289)** [10 décembre 1982].

3. — Rapport d'information déposé par M. Lucien Pignion en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **vingt-septième session ordinaire** (1981-1982) **(n° 1290)** [10 décembre 1982].

4. — Rapport d'information déposé par M. Lucien Pignion en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **trente-troisième session ordinaire** (1981-1982) **(n° 1291)** [10 décembre 1982].

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement.

POLITIQUE FONCIERE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale.

POLLUTION ET NUISANCES

1. — Proposition de résolution n° 1243 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **pollution du Rhin et de la Moselle** par les chlorures. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 novembre 1982 par M. Jean-Louis Masson et M. Pierre Weisenhorn. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (16 décembre 1982).

2. — Proposition de loi n° 1357 tendant à créer une **taxe parafiscale sur les rejets de chlorures** dans le Rhin et dans ses affluents — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Conflits du travail* **1.**
Lois de finances **6,** article 16 ; (deuxième partie) : Environnement ; Mer.
Mer et littoral **1, 2, 4, 5, 6.**
Questions orales sans débat **168.**

POLOGNE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement.
Motions de censure **4, 9.**
Pétitions **60.**
Questions au Gouvernement **372.**
Questions orales sans débat **127.**

POLYNESIE FRANÇAISE

Voir *Elections et référendums* **19.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

POMME DE TERRE DE CONSERVATION

Voir *Agriculture* **8.**

POMMES

Production de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

Utilisation des excédents de —

Voir *Questions orales sans débat* **254.**

POMPES FUNEBRES

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **3.**

PONIATOWSKI (Michel) (mise en accusation)

Voir *Pétitions* **9.**

POPULATION

Voir *Questions orales sans débat* **69.**

PORC

Voir *Agriculture* **8.**

PORTS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

PORTS AUTONOMES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

PORTUGAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

P.O.S. (PLANS D'OCCUPATION DES SOLS)

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Environnement ; Urbanisme et logement.
Pétitions **124.**

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Voir *Lois de finances* **6** ; (deuxième partie), article 72, budget annexe des postes et télécommunications.
Questions au Gouvernement **223.**

Cartes de paiement

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), budget annexe des postes et télécommunications, article 72.

Franchise postale

Voir *Questions au Gouvernement* **252.**

POTASSE (mines d'Alsace)

Voir *Questions au Gouvernement* **386.**
Questions orales sans débat **305.**

POUVOIR D'ACHAT

Voir *Questions au Gouvernement* **408.**

PREFECTURE (services des)

Voir *Collectivités locales* **7.**

PREFETS

Voir *Collectivités locales* **1.**

PREPARATEURS EN PHARMACIE

Voir *Pharmacie* **4.**

PRERETRAITE

Voir *Questions au Gouvernement* **471, 485.**
Sécurité sociale **12.**

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Voir *Constitution* **2.**
Etat **1.**

PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir *Allocutions* **7.**

PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

Voir *Collectivités locales* **1, 3.**
Médiateur **1.**
Questions au Gouvernement **252.**

PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL

Voir *Collectivités locales* **3.**

PRESSE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** articles 9 et 16 ; (deuxième partie), Communication et radiotélévision.
Questions au Gouvernement, **239, 243, 278.**
Rappels au règlement, **314, 451, 452.**

Médicale

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

Ordonnance du 26 août 1944

Voir *Questions au Gouvernement*, **362.**

T.V.A.

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article **9.**

PRESTATIONS FAMILIALES

3. — Proposition de loi n° 542 tendant à l'extension et la revalorisation des **allocations familiales** en particulier dès le premier enfants et tant qu'un enfant reste à charge. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (22 avril 1982).

4. — Projet de loi n° 831 portant **réforme des prestations familiales.** — *Assemblée nationale* (première lecture) dépôt le 28 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 18 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Michel Belorgey (6 mai 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article 55, Affaires sociales et solidarité nationale ; Départements et territoires d'outre-mer.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

PRETS BONIFIES

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale.

Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

PRETS CONVENTIONNES

Voir *Questions orales sans débat* **262.**

PRETS D'ACCESSION A LA PROPRIETE (P.A.P.)

Voir *Questions orales sans débat* **272.**

PRETS DE CARRIERE

Voir *Agriculture* **7.**

PRETS IMMOBILIERS

Voir *Emploi et activité* **3.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

PREVENTION SANITAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, santé, emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

PRIME A L'AMELIORATION DE LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET OCCUPATION SOCIALE (P.A.L.U.L.O.S.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

PRIME D'ORIENTATION AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

PRIMES A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

PRIMES D'ALLAITEMENT

Voir *Prestations familiales* **4**

PRIMES DE DEMENAGEMENT

Voir *Prestations familiales* **4.**

PRIMES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

PRIMES DE PRE-APPRENTISSAGE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article **69.**

PRIMES REGIONALES A L'EMPLOI (P.R.E.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire.

PRIX

Voir *Politique économique et sociale* **4.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II Services économiques et financiers ; Comptes spéciaux du Trésor ; Budget annexe des monnaies et médailles.

Blocage des —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat : Consommation.

Motions de censure **6, 7, 8.**

Politique économique et sociale **4.**

Questions au Gouvernement **375.**

Questions orales sans débat **243.**

Rappel au règlement **421.**

Hausse des —

Voir *Questions au Gouvernement* **395.**

Ordonnance de 1945

Voir *Procédure pénale* **3.**

PRIX AGRICOLES

Voir *Agriculture* **4, 8.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

Motions de censure **8.**

Questions au Gouvernement **183, 187, 188, 194, 261, 276.**

Questions orales sans débat **249.**

PRIX ET CONCURRENCE

Voir *Questions orales sans débat* **243.**

PRIX ET REVENUS (blocage des —)

Voir *Lois de finances* **5** (deuxième lecture).
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale.
Questions au Gouvernement **344.**
Questions orales sans débat **234, 243.**

PROCEDURE LEGISLATIVE

1. — Rapport d'information n° 753 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Christian Goux au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la **recevabilité financière** des **amendements** [2 avril 1982].

PROCEDURE PENALE

2. — Proposition de loi n° 710 visant à abroger les articles L. 749 et L. 762 du code de procédure pénale concernant la **contrainte par corps.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Emile Bizet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (23 septembre 1982).

3. — Projet de loi n° 922 portant **abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 7 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Raymond Forni (10 juin 1982). — Rapport n° 1032 (19 juillet 1982). — Discussion les 21, 22, 23 juillet 1982. — Adoption le 23 juillet 1982. — Projet de loi **n° 217.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 juillet 1982] (p. 4601, 4626) :

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Christian Bonnet : *Bonnet* (*Christian*) (p. 4609, 4610, 4611, 4612) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4612, 4613) : rejeté (p. 4613).

Question préalable posée par M. Emmanuel Aubert : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4613, 4614, 4615) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4615, 4616, 4617) : rejetée (p. 4617).

Association de malfaiteurs : *Forni* (*Raymond*) (p. 4602) *Marchand* (*Philippe*) (p. 4623).

Carence des jurés : *Bonnet* (*Christian*) (p. 4612).

Causes de la délinquance : *Badinter* (*Robert*) (p. 4608, 4649) ; *Bonnet* (*Christian*) (p. 4609) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4613) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4616) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4618) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4629) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 4631) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4634) ; *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4643, 4644).

Certificats médicaux : *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 4636).

Circulaire du 21 octobre 1981 : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4614) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4616).

Conciliateurs : *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4650, 4651).

Contrôles et vérifications d'identité : *Forni* (*Raymond*) (p. 3603) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4607, 4608, 4648) ; *Bonnet* (*Christian*) (p. 4611) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4614, 4615) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4617) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4617, 4619) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4623) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4628) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 4632, 4633) ; *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 4637) ; *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4642).

Délinquance d'affaires : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4615) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4624).

Délinquance (petite) : *Forni* (*Raymond*) (p. 4604) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4606) ; *Bonnet* (*Christian*) (p. 4610) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4615).

Détention provisoire : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4616) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4648, 4649).

Droit pénal spécial : *Badinter* (*Robert*) (p. 4607, 4649) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4615) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4628).

Engorgement des établissements pénitentiaires : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4616).

Etrangers : *Bonnet* (*Christian*) (p. 4610) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4615) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4648).

Flagrant délit, saisine directe et procédure d'urgence : *Forni* (*Raymond*) (p. 4602) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4607) ; *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4615, 4616) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4617) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4619) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4623) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4629) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 4633) ; *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 4636).

Indemnisation des victimes : *Foyer* (*Jean*) (p. 4627) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4727).

Internement psychiatrique : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4617) ; *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4642) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4648).

« Judiciarisation » de l'exécution des peines : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4622) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4630).

Juge de la comparution : *Forni* (*Raymond*) (p. 4602) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4607, 4648) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4623).

Légitime défense et autodéfense : *Bonnet* (*Christian*) (p. 4611) ; *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4644).

Menace d'atteinte aux biens : *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 4636).

Ordonnance de 1945 sur les prix, code général des impôts et code des douanes : *Madelin* (*Alain*) (p. 4635) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4649).

Ordre des orateurs : *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4637, 4639) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 4637, 4638) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4638) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4638) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 4638, 4639) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4639).

Police : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4620) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4621) ; *Vivien* (*Robert-André*) (p. 4621) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4634).

Police des chemins de fer : *Forni* (*Raymond*) (p. 4602) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4619) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4623) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4628).

Pouvoir des juges de l'instruction et de l'appréciation des peines : *Forni* (*Raymond*) (p. 4602) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4605, 4649) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 4616) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4622, 4623) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4629, 4630) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 4632) ; *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4643).

Prévention : *Richard* (*Alain*) (p. 4635) ; *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4644, 4650) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4649).

Proxénétisme aggravé, trafic de stupéfiants : *Madelin* (*Alain*) (p. 4635, 4636).

Récidive : *Foyer* (*Jean*) (p. 4628, 4629) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 4631, 4632).

Séquestration : *Forni* (*Raymond*) (p. 4602) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4623).

Terrorisme : *Badinter* (*Robert*) (p. 4605, 4646, 4647) ; *Bonnet* (*Christian*) (p. 4609-4610).

Travail d'intérêt général : *Forni* (*Raymond*) (p. 4604) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4618) ; *Marchand* (*Philippe*) (p. 4624) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 4633) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4634) ; *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 4636, 4637).

Village de prédélinquance : *Clément* (*Pascal*) (p. 4632) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4634).

Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4618).

Motion de renvoi en commission déposée par M. Claude Labbé : *Peyrefitte* (*Alain*) (p. 4637 à 4645) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 4645, 4646) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4646 à 4651) ; rejetée (p. 4651).

Discussion des articles [22 juillet 1982] (p. 4671, 4707) ; [23 juillet 1982] (p. 4718, 4747, 4775).

Titre Ier. — *Dispositions de droit pénal.*

Chapitre Ier. — *Dispositions de droit pénal général.*

Article 1er (*mesures diverses applicables en cas de récidive*) : liberté d'appréciation du juge ; vote favorable du groupe socialiste ; illégalité de la circulaire du 31 octobre 1981 « suspendant » certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté » (p. 4671) ; vote hostile du groupe R.P.R. ; « droit pénal d'exception » ; nécessité de maintenir des dispositions de la loi « sécurité-liberté » au cas de trafic de stupéfiants et de proxénétisme aggravé ; position de l'Union syndicale des magistrats (p. 4672) ; amendements n°s 143 de M. Jean Foyer et 68 de M. Pascal Clément (de suppression) ; récidive correctionnelle ; notion de récidive (p. 4673) ; application des peines de substitution ; « privilèges » du juge de l'application des peines (p. 4674) ; amendements n°s 143 et 68 rejetés ; amendements n° 69 de M. Pascal Clément et n° 144 de M. Jean Foyer (suppression des dispositions abrogeant l'article 47-3 du code pénal relatif aux peines de substitution à l'emprisonnement lorsqu'il y a récidive légale) (p. 4675) : rejetés ; amendement n° 145 de M. Jean Foyer (suppression de la disposition abrogeant l'article 58, dernier alinéa du code pénal relatif aux infractions tenues pour équivalentes du point de vue de la récidive) ; amendement n° 86 de M. Alain Madelin (suppression de la disposition abrogeant l'article 58 dernier alinéa du code pénal et précisant que sont équivalentes du point de vue de la récidive les délits prévus aux articles 334-1 du code pénal et L. 627 du code de la santé publique) ; principe de la spécialité de la récidive correctionnelle ; nécessité de considérer les délits de proxénétisme aggravé et de trafic de stupéfiants comme équivalents du point de vue de la récidive (p. 4676) ; transformation de ces infractions en crimes par le nouveau

code pénal en préparation ; absence de dispositions prévoyant l'abrogation du troisième alinéa de l'article 58 de la loi du 28 mars 1981 ; amendement n° 145 rejeté ; amendement n° 86 rejeté au scrutin public ; amendement n° 146 de M. Jean Foyer (suppression de la disposition prévoyant l'abrogation de l'article 463-1 à 463-3 du code pénal considérant comme circonstance aggravante l'infraction commise par un condamné bénéficiant du régime de semi-liberté ou d'une libération conditionnelle ou d'une permission de sortie) (p. 4677) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Serge Charles (relatif aux peines encourues en cas de circonstances atténuantes) : non soutenu ; amendement n° 32 de M. Emmanuel Aubert (suppression de la disposition relative à la peine plancher lorsqu'un crime est passible de la peine de mort) : adopté ; amendement n° 114 de M. Alain Madelin (suppression des procédures d'exception prévues par l'article 369 du code des douanes) (p 4679) : rejeté ; amendement n° 115 de M. Alain Madelin (suppression du deuxième alinéa de l'article 1800 du C. G. I. relatif aux pouvoirs du juge en matière de circonstances atténuantes) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Alain Madelin (abrogation de l'article 1802 du C. G. I. relatif aux pouvoirs du juge en matière de fixation des pénalités) : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 2 : amendement n° 1 de la commission (instituant une nouvelle peine de substitution : le travail d'intérêt général) (p. 4680) ; réinsertion sociale des délinquants (p. 4681) ; nécessité du consentement du condamné ; problème de personnels ; rôle des collectivités locales (p. 4682) ; imprécision de la nature des délits concernés ; problème de l'accord préalable du prévenu (p. 4683, 4684) ; sous-amendement n° 147 de M. Jacques Toubon (proposant que la nouvelle sanction ne puisse se substituer qu'à une peine d'emprisonnement dont la durée n'excède pas un an) (p. 4707) ; problème de l'accord du prévenu ; principe de l'égalité des citoyens devant la loi ; sous-amendement n° 147 retiré ; sous-amendement n° 154 de M. Jacques Toubon (précisant la notion de délinquant primaire) (p. 4708) : adopté ; sous-amendement n° 60 du Gouvernement (précisant que le travail d'intérêt général est accompli au profit d'une collectivité « publique ») : adopté ; sous-amendement n° 152 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (excluant les associations du bénéfice du travail d'intérêt général) : rejeté ; sous-amendement n° 149 de M. Jacques Toubon (modifiant la durée du travail d'intérêt général) (p. 4709) ; sous-amendement n° 88 de M. Alain Madelin (modifiant la durée du travail d'intérêt général) ; sous-amendement n° 149 adopté après rectification ; sous-amendement n° 88 devenu sans objet ; sous-amendement n° 155 de M. Jacques Toubon (tendant à préciser que l'accord du prévenu porte sur le principe du recours à la nouvelle peine de substitution) : adopté ; sous-amendement n° 156 de M. Jacques Toubon (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 148 de M. Jacques Toubon (suppression de la disposition prévoyant l'accord préalable du prévenu) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 61 du Gouvernement (rédactionnel) : devenu sans objet ; vote favorable des groupes R.P.R. et U.D.F. (p. 4710) : amendement n° 1 ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*dispositions applicables en cas de récidive — abrogation de l'article 747-1 à 747-4 du code de procédure pénale*) : conditions d'octroi du sursis ; pouvoir d'appréciation des magistrats ; amendement n° 70 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 4711) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (procédure de l'obligation de travail d'intérêt général dans le cadre du sursis avec mise à l'épreuve) ; amendement n° 87 de M. Pascal Clément (précisant les règles applicables en matière de sursis aux condamnations prononcées pour les infractions à l'article 334-1 du code pénal et à l'article L. 627 du code de la santé publique) (p. 4712) ; amendement n° 33 de M. Emmanuel Aubert (relatif aux conditions d'octroi du sursis en cas de récidive) ; sous-amendement n° 157 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 2 (de conséquence) : adopté ; sous-amendement n° 62 du Gouvernement à l'amendement n° 2 (de conséquence) : adopté ; sous-amendement n° 89 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 2 (durée du travail d'intérêt général) : rejeté ; sous-amendement n° 158 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 2 (accord préalable du prévenu) : adopté ; sous-amendement n° 159 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 2 (de conséquence) : adopté ; sous-amendement n° 150 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 2 (relatif à l'accord préalable du prévenu) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 151 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 2 (insertion des articles 738, alinéa 3, et 745, alinéa 2, relatifs à la procédure de sursis partiel dans le champ d'application du nouvel article 747-3) (p. 4713) : rejeté ; sous-amendement de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 2 (relatif à la durée du travail communautaire) : adopté ; amendement n° 2 ainsi modifié adopté ; en conséquence, amendements n° 87 et n° 33 devenus sans objet ; amendement n° 117 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (modifiant l'article 1801 du C. G. I.) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*dispositions relatives à l'exécution des peines*) : période de sûreté ; absence de peine de remplacement à la peine de mort ; commission de l'application des peines (p. 4718) ; projet de « judiciarisation » de l'exécution des peines ; automaticité de la période de sûreté ; avenir de la commission d'application des peines ; amendement n° 71 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 4719) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (relatif à l'autorité chargée de l'application des peines) : adopté ; amendement n° 113 de M. Guy Ducoloné (substitution du mot : « sérieux » au mot : « exceptionnel ») (p. 4721) ; rôle des personnels de l'administration pénitentiaire dans l'exécution des peines ; amendement n° 113 : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 118 de M. Alain Madelin (modification de l'article 37 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) (p. 4722) ; principe de la personnalité des peines ; amendement n° 118 : rejeté ; amendement n° 119 de M. Alain Madelin (modification de l'article 49 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) : rejeté ; amendement n° 120 de M. Alain Madelin (modification de l'article 56 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; amendement n° 121 de M. Alain Madelin (abrogation de l'article 59 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; amendement n° 122 de M. Alain Madelin (abrogation des articles 392 à 400 du code des douanes) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Alain Madelin (abrogation des articles 1805 à 1809 du C. G. I.) : rejeté.

Chapitre II. — *Dispositions relatives aux infractions :*

Avant l'article 4 : amendement n° 4 de la commission (abrogation du deuxième alinéa de l'article 305 du code pénal incriminant les menaces d'atteinte aux biens) (p. 4723) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (relatif à l'association de malfaiteurs) ; sous-amendement n° 90 de M. Alain Madelin (tendant à éviter l'abrogation de l'article 266 du code pénal) : rejeté ; amendement n° 5 : adopté (p. 4724).

Article 4 (*coups et blessures volontaires*) : amendement n° 23 de M. Maurice Sergheraert soutenu par M. Raymond Forni (relatif aux certificats médicaux précisant la durée de l'incapacité du travail) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

Après l'article 4 : amendement n° 7 de la commission (abrogation du cinquième alinéa de l'article 341 du code pénal relatif à la séquestration de moins de vingt-quatre heures) (p. 4725) ; action collective ; amendement n° 7 : adopté.

Article 5 (*tentative de vol avec violence*) : adopté (p. 4726).

Article 6 (*vol aggravé par les violences ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente*) : amendement n° 34 de M. Emmanuel Aubert (tendant à introduire une aggravation des peines) : rejeté (p. 4727) ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 72 de M. Pascal Clément (tendant à ne pas viser à cet article le vol accompagné de violences ayant entraîné la mort) : rejeté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 9 de la commission (tendant à prévoir des peines plus lourdes lorsque l'infraction a été commise par une bande organisée) : adopté.

Article 7 (*recel*) : adopté.

Article 8 (*recel*) : adopté.

Après l'article 8 : amendements n° 10 de la commission et n° 46 de M. Guy Ducoloné (abrogation de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) ; exercice d'activités syndicales (p. 4728) ; amendements n°s 10 et 46 : adoptés.

Titre II. — *Dispositions de procédure pénale :*

Avant l'article 9 : amendement n° 35 de M. Emmanuel Aubert (conditions d'ancienneté requises pour la nomination des juges d'instruction) (p. 4729) ; principe de la collégialité des juges (p. 4730) ; responsabilité des juges d'instruction (p. 4731) ; discrimination par l'âge ; amendement n° 35 : rejeté.

Article 9 : réservé jusqu'après l'article 13 à la demande du Gouvernement.

Après l'article 9 : amendement n° 124 de M. Alain Madelin (modifiant les conditions de constatation, de poursuite et de répression des infractions à la législation économique prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945) (p. 4732) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Alain Madelin (rétablissement de la présomption d'innocence au deuxième alinéa de l'article 7 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; amendement n° 126 de M. Alain Madelin (abrogation de la règle contenue dans l'ordonnance du 30 juin 1945 selon laquelle les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux) : rejeté ; amendement n° 127 de M. Alain Madelin (modifiant une disposition de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux procès-verbaux) : rejeté ; amendement n° 128 de M. Alain Madelin (modifiant les dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945 relatives aux perquisitions) (p. 4733) : rejeté ; amendement n° 129 de M. Alain Madelin (modifiant la disposition de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux constatations des infractions) : rejeté ; amendement n° 130 de M. Alain Madelin (modifiant les dispositions du code des douanes relatives à la constatation des infractions) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Alain Madelin (modifiant les dispositions du code des douanes relatives aux procès-verbaux) : rejeté ; amendement n° 132 de M. Alain Madelin (modifiant les dispositions du C.G.I. relatives à la constatation des infractions) : rejeté (p. 4734).

Article 10 (*dispositions diverses*) : amendement n° 74 de M. Pascal Clément (tendant à éviter que le nombre d'audiences correctionnelles soit fixé par l'assemblée générale du tribunal) : rejeté ;

— article 10, adopté.

Article 11 (*détention provisoire*) : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 133 de M. Alain Madelin (abrogation des paragraphes II et III de l'article 1751 du C.G.I.) : retiré.

Chapitre Ier. — *Contrôles d'identité :*

Article 12 (*modification de l'intitulé du titre II du livre Ier du code de procédure pénale*) : adopté.

Présence de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, à la demande des groupes R.P.R. et U.D.F. (p. 4735).

Article 13 (*contrôle d'identité*) : principe du contrôle d'identité ; garanties ; présomption de culpabilité ; problème du terrorisme (p. 4748) ; volets judiciaire et administratif des contrôles d'identité ; compromis intervenu au sein du Gouvernement ; modification proposée par la commission des lois (p. 4749) ; position du groupe socialiste ; position du groupe communiste ; aspects préventifs des contrôles d'identité (p. 4750) ; mention dans les procès-verbaux des motifs de la vérification d'identité ; contrôle judiciaire ; mises en fiche (p. 4751) ; garanties prévues par le projet (p. 4752) ; droit de manifestation ; attentat de la rue Marbeuf ; amendements n° 47 de M. Guy Ducoloné et n° 93 de M. Emmanuel Aubert (de suppression) (p. 4753) ; amendement n° 47 retiré ; divergences d'interprétation du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice (p. 4754) ; notion de contrôle administratif (p. 4755) ; étendue du contrôle administratif (p. 4756) ; amendement n° 93 rejeté ; amendement n° 94 de M. Emmanuel Aubert (proposant une nouvelle rédaction de l'article 13) (p. 4757) ; nécessité de préciser qu'il y a obligation de déférer à une demande de contrôle d'identité (p. 4758) ; amendement n° 94 rejeté par scrutin public ; amendement n° 95 de M. Emmanuel Aubert : retiré.

Avant l'article 78-1 du code de procédure pénale : amendement n° 11 de la commission (précisant que les contrôles et les vérifications d'identité sont soumis au contrôle de l'autorité judiciaire) : adopté.

Article 78-1 du code de procédure pénale (*domaine des contrôles d'identité*) : amendement n° 75 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean Foyer (de précision) : rejeté ; amendement n° 96 de M. Pascal Clément (modifiant les conditions d'exercice du contrôle d'identité) : rejeté ; amendement n° 48 de M. Guy Ducoloné (visant à ce que les contrôles d'identité se fondent sur « des indices graves et concordants ») : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (substitution a l'expression « donnant à penser » celle « faisant présumer » et précisant la nature de l'indice) ; sous-amendement n° 161 de M. Jean Foyer (limitant la possibilité de vérification au cas où la personne se prépare à commettre un crime ou un délit contre les personnes ou contre les biens) (p. 4760) : rejeté ; amendement n° 12 : adopté (p. 4761) ; amendement n° 50 de M. Guy Ducoloné (suppression du second alinéa de l'article 78-1) : rejeté ; amendement n° 97 de M. Emmanuel Aubert (substitution au mot : « vérifiée », le mot : « contrôlée ») ; amendement n° 13 de la commission (substitution au mot : « vérifiée », le mot : « contrôlée ») ; amendement n° 97 : rejeté ; amendement n° 13 : adopté ; amendements n° 76 de M. Pascal Clément et n° 98 de M. Emmanuel Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots : « dans des lieux déterminés ») : rejetés ; amendement n° 77 de M. Pascal Clément (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 99 de M. Emmanuel Aubert (précisant que nul ne peut refuser de déférer à un contrôle d'identité) (p. 4763) ; amendement n° 49 de M. Guy Ducoloné (absence de contrôle d'identité au cours de manifestations autorisées) : retiré ; amendement n° 99 : rejeté.

Article 78-2 du code de procédure pénale (*vérification d'identité ; rétention de l'intéressé*) : amendement n° 31 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnel) ; amendement n° 14 de la commission (précisant les conditions et les modalités de la procédure de vérification d'identité) ; sous-amendement n° 160 de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 14 (rédactionnel) (p. 4764) ; sous-amendement n° 63 du Gouvernement à l'amendement n° 14 (visant à permettre à l'intéressé de prévenir une personne susceptible de donner toutes les indications utiles à l'établissement de son identité et non « toute personne de son choix ») ; amendement n° 31 : rejeté ; sous-amendement n° 160 : rejeté ; sous-amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 14 : adopté ; en conséquence, amendements n°s 100, 101, 102, 103, 104 de M. Emmanuel Aubert, n° 78 de M. Pascal Clément, n° 105 de M. Emmanuel Aubert : devenus sans objet ; amendement n° 15 de la commission (protection des mineurs de dix-huit ans) : adopté ; amendement n° 106 de M. Emmanuel Aubert (durée de la rétention) (p. 4765) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 79 de M. Pascal Clément (augmentation de la durée de rétention) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 107 de M. Emmanuel Aubert (interdiction de prise d'empreintes digitales et de photographies) (p. 4766) ; amendement n° 18 de la commission (interdiction de prise d'empreintes digitales et de photographie) ; amendement n° 107 : rejeté ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 108 de M. Emmanuel Aubert (précisant le contenu du procès-verbal) ; suppression du contrôle de l'inscription dans les registres ; amendement n° 19 de la commission (précisant le contenu du procès-verbal) ; sous-amendement n° 64 du Gouvernement à l'amendement n° 19 de la commission (formel) (p. 4767) ; amendement n° 108 : rejeté ; sous-amendement n° 64 : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 109 de M. Emmanuel Aubert (relatif à la destruction des pièces et proposant que le procureur de la République soit avisé du maintien en garde à vue) ; amendement n° 80 de M. Pascal Clément (suppression de la disposition relative à la destruction des pièces) ; amendement n° 51 de M. Guy Ducoloné (mention de la destruction du procès-verbal sur un registre) (p. 4768) : retiré ; amendement n° 80 : rejeté ; rectification de l'amendement n° 109 (suppression du premier alinéa relatif à la destruction des pièces) ; amendement n° 109, ainsi rectifié, adopté ; amendement n° 81 de M. Pascal Clément (suppression du dernier alinéa relatif à la nullité du contrôle) : rejeté (p. 4769).

Article 78-4 du code de procédure pénale (*contrôle d'identité de personnes soumises à des règles particulières*) : amendement n° 110 de M. Emmanuel Aubert (de suppression) ; dispositions particulières applicables aux étrangers ; application du régime général en matière de contrôle d'identité (p. 4776) ; amendement n° 110 : adopté ;

Rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert (p. 4777).

Article 78-5 du code de procédure pénale (*contrôle par les autorités judiciaires*) : amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté.

Après l'article 78-5 du code de procédure pénale : amendement n° 82 de M. Pascal Clément (relatif aux sanctions) ; amendement n° 111 de M. Emmanuel Aubert (relatif aux sanctions) (p. 4778) ; amendement n° 82 : rejeté ; amendement n° 111 : rejeté.

Article 78-6 du code de procédure pénale (*définition par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application*) : amendement n° 52 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 4779) : rejeté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté par scrutin public.

Article 9 précédemment réservé (*abrogations diverses*) (p. 4780) : garde à vue ; procédure d'instruction en matière criminelle ; pouvoir du président de la chambre d'accusation ; contrôle du juge d'instruction (p. 4781, 4782) ; **rappels au règlement** de M. Jean-Pierre Michel et de M. Jacques Toubon ; amendement n° 36 de M. Emmanuel Aubert (de suppression) ;

prolongation de la garde à vue (p. 4783) ; pouvoirs des juges d'instruction ; amendement n° 36 : rejeté ; amendement n° 37 de M. Emmanuel Aubert (conditions de la prolongation de la garde à vue) (p. 4784) ; assistance médicale en cas de garde à vue ; amendement n° 37 : rejeté (p. 4785) ; amendement n° 91 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (prévoyant une procédure spéciale de garde à vue pour les cas de proxénétisme aggravé) : rejeté ; amendement n° 38 de M. Emmanuel Aubert (visant à éviter l'abrogation de l'article 61, alinéas 2 à 4, du code de procédure pénale) : non soutenu ; amendement n° 85 de M. Emmanuel Aubert (visant à éviter l'abrogation de l'article 61, alinéas 2 et 3) : rejeté ; amendement n° 39 de M. Emmanuel Aubert (visant à éviter l'abrogation des articles 63 à 64-1 et 77-1 du code de procédure pénale) : rejeté ; amendements n° 73 de M. Pascal Clément et n° 92 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (visant à éviter l'abrogation de l'article 63-1 prévoyant dans certains cas une garde à vue d'une durée de trois jours) : rejetés par scrutin public (p. 4786) ; amendement n° 40 de M. Emmanuel Aubert soutenu par M. Jean Foyer (visant à éviter l'abrogation des articles 196-1 à 196-6 du code de procédure pénale relatifs à la procédure d'instruction en matière criminelle) ; nécessité de favoriser l'accélération des procédures pénales ; amendement n° 40 : rejeté ; amendement n° 41 de M. Emmanuel Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (visant à éviter l'abrogation de l'article 220, alinéa 2, du code de procédure pénale relatif aux pouvoirs confiés au président de la chambre d'accusation) : rejeté ; amendement n° 42 de M. Emmanuel Aubert (reconnaissant à la chambre d'accusation le droit d'évoquer l'affaire en matière crimlnelle tous les six mois) (p. 4787) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 43 de M. Emmanuel Aubert (modifiant le système de la garde à vue) (p. 4788) : rejeté par scrutin public ;

— article 9, adopté par scrutin public.

Chapitre II. — *Procédure d'urgence :*

Article 14 (*délai imparti aux juridictions pour statuer sur les demandes de mise en liberté*) : libertés du citoyen et liberté du juge (p. 4789) ; nécessité d'unifier les dispositions relatives aux délais pour les demandes de mise en liberté ; amendement n° 21 de la commission (tendant à unifier les délais devant la juridiction du premier degré et celle du second degré) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté (p. 4790).

Article 15 (*mode de saisine du tribunal correctionnel*) : notion de « procédure d'urgence » ;

— article 15, adopté.

Article 16 (*convocation par procès-verbal et procédure d'urgence, intitulé*) : procédure de la saisine directe (p. 4791) ; procédure des flagrants délits et « justice du 19 mars » ;

— article 16 adopté (p. 4792).

Article 17 (*convocation par procès-verbal et procédure d'urgence*) : assistance de l'avocat (p. 4793) ; procédure du rendez-vous judiciaire ; procédure d'urgence ; amendement n° 53 de M. Guy Ducoloné (abrogation des articles du code de procédure pénale relatifs à la procédure d'urgence) ; utilisation à des fins politiques de la procédure de flagrant délit ; manifestation des sidérurgistes de mars 1979 (p. 4794) ; amendement n° 53 retiré (p. 4795).

Article 393 du code de procédure pénale (*présentation du prévenu au procureur de la République*) : amendement n° 54 de M. Guy Ducoloné (entretien préalable du prévenu et de son avocat (p. 4795) ; amendements n°s 54, 55 et 56 de M. Guy Ducoloné retirés ; amendement n° 44 de M. Emmanuel Aubert (prévoyant que les déclarations ne seront recueillies que si le prévenu en fait la demande) ; amendement n° 45 de M. Emmanuel Aubert (relatif aux conditions de la présence d'un avocat) (p. 4796) ; amendement n° 44 adopté ; amendement n° 45 rejeté.

Article 394 du code de procédure pénale (*convocation par procès-verbal*) : amendement n° 22 de la commission (précisant que le prévenu ne pourrait renoncer au délai de comparution qu'en présence de son avocat) : adopté.

Article 395 du code de procédure pénale (*champ d'application de la procédure d'urgence*) : amendement n° 23 de la commission (précisant la notion de flagrant délit) : adopté (p. 4797).

Article 396 du code de procédure pénale (*traduction du prévenu devant le président du tribunal ou son délégué lorsqu'une mesure de détention provisoire paraît nécessaire*) : amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 65 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 65 : adopté ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 66 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 25 : retiré ; amendement n° 66 : adopté.

Article 397 du code de procédure pénale (*procédure applicable devant le tribunal*) : amendement n° 55 de M. Guy Ducoloné (délai) : retiré ; amendement n° 26 de la commission (nécessité de l'accord du prévenu en présence de son avocat pour que la juridiction puisse statuer séance tenante) ; amendement n° 67 du Gouvernement (désignation d'office par le président d'un avocat lorsque l'avocat est absent) ; amendement n° 26 : adopté ; rectification de l'amendement n° 67 (accord du prévenu) ; amendement n° 67 ainsi rectifié : adopté (p. 4798) ; amendement n° 56 de M. Guy Ducoloné (de conséquence) : retiré.

Article 397-4 du code de procédure pénale (*effets de la condamnation à un emprisonnement sans sursis*) : amendement n° 27 de la commission (précisant qu'en cas d'appel la cour devra statuer dans un délai de quatre mois faute de quoi le prévenu sera mis d'office en liberté) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté par scrutin public.

Rappels au règlement de MM. Jacques Toubon, Guy Ducoloné, Emmanuel Aubert (p. 4799).

Article 18 (*convocation par procès-verbal et procédure d'urgence*) : adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 134 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (modifiant la procédure de flagrant délit prévue dans le C.G.I.) : rejeté.

Chapitre III. — *Dispositions diverses :*

Avant l'article 19 : amendement n° 57 de M. Guy Ducoloné (abrogation des dispositions du code de justice militaire relatives à la contrainte par corps) ; amendements n° 57, n° 58 de M. Guy Ducoloné (relatif à l'interdiction de séjour) et n° 59 (relatif au rôle des experts) : retirés ; amendement n° 135 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (modification de l'article 19 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; amendement n° 136 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (abrogation de l'article 20 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; amendement n° 137 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (abrogation du titre II du livre III de l'ordonnance du 30 juin 1945) (p. 4800) : rejeté ; amendement n° 138 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 139 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (modification de l'article 33 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; amendement n° 140 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (de conséquence) : rejeté.

Article 19 (*protection des jurés : non-communication de leur adresse*) : amendement n° 28 de la commission (communication de l'adresse des jurés au conseil de l'accusé qui en fait demande) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté (p. 4801).

Article 20 (*tirage au sort d'un ou plusieurs jurés supplémentaires*) : adopté.

Article 21 (*tirage au sort d'un ou plusieurs jurés supplémentaires*) : adopté.

Article 22 (*exécution par provision des peines de substitution*) : notion de peines de substitution (p. 4802) ; amendement n° 141 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté ;

— article 22 adopté.

Article 23 (*abrogation de l'article 8 de la loi du 27 novembre 1943 portant création d'un service de police technique*) : amendement n° 142 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) : retiré ;

— article 23 adopté.

Article 24 (*abrogation des dispositions de la loi du 2 février 1981 qui n'ont pas fait l'objet d'une codification*) : amendement n° 112 de M. Emmanuel Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 24 adopté (p. 4803).

Article 25 (*dispositions transitoires*) : amendement n° 29 de la commission (relatif au régime applicable à certains inculpés placés en détention provisoire) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Titre : amendement n° 84 de M. Emmanuel Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (modifiant l'intitulé du projet de loi) (p. 4804) : rejeté.

Explications de vote (p. 4805) :

Contrôle exercé sur les juges d'instruction : *Toubon (Jacques)* (p. 4806) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4806).
Contrôles d'identité : *Toubon (Jacques)* (p. 4805, 4806) ; *Clément (Pascal)* (p. 4807) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4807).
Procédure d'urgence : *Toubon (Jacques)* (p. 4805, 4806) ; *Clément (Pascal)* (p. 4807) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4807).
Travail d'intérêt général : *Clément (Pascal)* (p. 4807) ; *Badinter (Robert)* (p. 4808).
Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 4808).
Vote favorable du groupe socialiste : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4806).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 4806).

Adoption par scrutin public **de l'ensemble du projet de loi** (p. 4808).

Voir *Auxiliaires de justice* **2.**
Justice **8.**

PROCHE-ORIENT

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **307.**
Traités et conventions **34.**

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir *Agriculture* **6, 8,** articles 4 et 7.
Côte-d'Ivoire - Sénégal **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

PRODUITS CHIMIQUES ET PARACHIMIQUES

1. — Projet de loi n° 775 modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le **contrôle des produits chimiques.** — *Sénat* (première lecture), n° **85** (1981-1982), dépôt le 30 novembre 1981 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Rémi Herment. — Rapport n° **248** (1981-1982) (7 avril 1982). — Discussion le 14 avril 1982. — Adoption le 14 avril 1982. — Projet de loi n° **56** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **775,** dépôt le 16 avril 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges). — Rapporteur : M. Jacques Cambolive (22 avril 1982). — Rapport n° **850** (6 mai 1982). — Adoption le 2 juin 1982). — Nouveau titre : « Projet de loi modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques et l'article L. 231-7 du code du travail. » — Projet de loi n° **153.**

Sénat (deuxième lecture), n° **373** (1981-1982), dépôt le 3 juin 1982). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. René Herment. — Rapport n° **383** (1981-1982) (10 juin 1982). — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption définitive le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **11** (1982-1983).

Loi n° 82-905 du 21 octobre 1982 publiée au *J.O.* du 22 octobre 1982 (p. 3194) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 juin 1982] (p. 2874) :

Commission d'évaluation de l'écotoxicité des substances chimiques : *Cambolive (Jacques)* (p. 2874, 2875) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2876).
Dérogations : *Cambolive (Jacques)* (p. 2875).
Harmonisation au plan international (O.C.D.E.) : *Cambolive (Jacques)* (p. 2875).
Industrie chimique française : *Cambolive (Jacques)* (p. 2874).
Procédure de contrôle (loi du 12 juillet 1977) : *Cambolive (Jacques)* (p. 2874) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2875).
Procédure de contrôle (directive communautaire du 18 septembre 1979) : *Cambolive (Jacques)* (p. 2874, 2875) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2875).
Secret industriel : *Cambolive (Jacques)* (p. 2875) ; *Crépeau (Michel)* (p. 2876).

Discussion des articles [2 juin 1982] (p. 2876) :

Article 1er (*article 2 de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, substances exclues du champ d'application de la loi*) : adopté.

Article 2 (*article 3 de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, déclaration préalable à la mise sur le marché d'une substance chimique nouvelle*) : adopté.

Article 3 (*article 4, premier alinéa, de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, délai préalable à la mise sur le marché d'une substance chimique soumise à déclaration*) : adopté.

Article 4 (*article 5 de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, pouvoirs de l'autorité administrative*) : amendement n° 1 de la commission (rétablissant la possibilité d'interdiction totale de fabrication ou de mise sur le marché d'une substance) (p. 2876) : adopté ;
— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*article 5 bis de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, substances déclarées : obligation d'information et possibilité de réexamen*) : adopté.

Article 6 (*artilce 6 de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, confidentialité des données*) : amendement n° 4 du Gouvernement (tendant à protéger le secret industriel et commercial) (p. 2877) ; amedement n° 2 de la commission (tendant à protéger le secret industriel et commercial) ; amendement n° 4 : adopté ;
— en conséquence, ce texte devient l'article 6 ; amendement n° 2 devenu sans objet.

Article 7 (*article 7 de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, contrôle des substances chimiques non soumises à déclaration*) : adopté.

Article 8 (*article 10 de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977, sanctions*) : adopté.

Article 9 nouveau (*article L. 231-7 du code du travail, contrôle des substances et préparations dangereuses pour les travailleurs*) : adopté.

Titre : amendement n° 3 de la commission (tendant à modifier l'intitulé du projet de loi) : adopté ;
— en conséquence, le titre est ainsi rédigé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2778).

PRODUITS DE MARQUE

Voir *Commerce* **2.**

PRODUITS FISSILES ET COMPOSES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, Energie.

PROFESSIONS ET ACTIVITES IMMOBILIERES

1. — Proposition de loi n° 331 tendant à compléter les dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions **d'exercice des activités** relatives à certaines opérations **portant sur les immeubles et les fonds de commerce.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 17 septembre 1981 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg (23 septembre 1982).

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

3. — Proposition de loi n° 715 tendant à modifier certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la **profession de sage-femme.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par M. Claude Wolff et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs (6 mai 1982).

4. — Projet de loi n° 776 modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1976 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à **l'exercice de la profession de sage-femme.** — *Sénat* (première lecture), **n° 220** (1981-1982), dépôt le 17 février 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, sous le titre « projet de loi modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme ». — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Noël Berrier. — Rapport : **n° 254** (1981-1982) (8 avril 1982). — Discussion le 14 avril 1982. — Adoption le 14 avril 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme ». — Projet de loi **n° 55** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 776,** dépôt le 16 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir (29 avril 1982). — Rapport **n° 851** (6 mai 1982). — Discussion le 12 mai 1982. — Adoption le 12 mai 1982. — Projet de loi **n° 146.**

Loi n° 82-413 du 19 mai 1982 publiée au *J. O.* du 20 mai 1982 (p. 1518) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 mai 1982] (p. 2048) :

Accès des hommes à la profession de sage-femme : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2048) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2049, 2055, 2056) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 2054) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055).

Actualisation de la définition de profession de sage-femme et diversification de la fonction : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2048) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2050) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 2051) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 2052) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 2052) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 2053) ; *Bernard* (*Pierre*) (p. 2053-2054) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 2054) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055).

Autorisation de prescription : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2048) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2050-2051) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055).

Centres d'éducation et de planification familiale : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2048) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2050) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 2055).

Conditions de travail et rôle des sages-femmes : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2048) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2050).

Contraception : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2048) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2051) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055).

Extension de l'article L. 365 du code de la santé publique aux sages-femmes : *Ralite* (*Jack*) (p. 2051).

Ordres professionnels : *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 2052) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2056).

Rémunérations : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2048-2049) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2050) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 2051-2052) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055).

Statut (recrutement, formation, carrière) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2049) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 2051) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 2051) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 2052) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 2053) ; *Bernard* (*Pierre*) (p. 2053-2054) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 2054) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055).

Vote favorable du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2055).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 2052).

Discussion des articles [12 mai 1982] (p. 2056) :

Article 1er (*accès des hommes aux écoles de formation de sages-femmes*) : adopté.

Article 2 : article L. 356 du code de la santé publique (*nouvelle définition de la profession de sage-femme*) : adopté.

Article 3 : article L. 363 du code de la santé publique (*interdiction de l'exercice sous un pseudonyme*) : adopté.

Article 4 : article L. 365 du code de la santé publique : adopté.

Article 4 *bis :* article L. 369 du code de la santé publique : adopté.

Article 5 : article L. 370 du code de la santé publique : adopté.

Article 6 : article L. 374 du code de la santé publique (*nouvelle définition de la profession de sage-femme*) : adopté.

Article 7 : article L. 375 du code de la santé publique : adopté.

Article 8 : article L. 376 du code de la santé publique : adopté.

Article 9 : article L. 379 du code de la santé publique : adopté.

Article 10 (*prescription de diaphragmes, capes et contraceptifs locaux*) : adopté.

Explications de vote (p. 2057) :

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Briane* (*Jean*) (p. 2057).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2057).

5. — Proposition de loi n° 995 tendant à accorder aux jeunes médecins qui s'installent une **exonération de la taxe professionnelle** pendant les cinq ans suivant ladite installation. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (23 septembre 1982).

6. — Projet de loi n° 1076 relatif aux **études médicales et pharmaceutiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Jack Ralite, ministre de la santé. — Urgence déclarée le 27 septembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Lareng (21 septembre 1982). — Rapport n° **1089** (23 septembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (21 septembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. Louis Robin (21 septembre 1982). — Annexe n° **1089** (23 septembre 1982). — Discussion le 27 septembre 1982. — Adoption le 27 septembre 1982. — Projet de loi n° **226.**

Sénat (première lecture), n° **532** (1981-1982), dépôt le 30 septembre 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **60** (1982-1983) (21 octobre 1982). — Discussion le 27 octobre 1982. — Adoption le 27 octobre 1982. — Projet de loi n° **23** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Bureau [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Louis Lareng. — Rapport n° **1220** (16 novembre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **92** (1982-1983) (16 novembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1176,** dépôt le 28 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Lareng. — Rapport n° **1125** (17 novembre 1982). — Discussion le 23 novembre 1982. — Adoption avec modifications le 23 novembre 1982. — Projet de loi n° **262.**

Sénat (deuxième lecture), n° **103** (1982-1983), dépôt le 23 novembre 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **115** (1982-1983) (1er décembre 1982). — Discussion le 16 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 16 décembre 1982. — Projet de loi n° **52** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1321,** dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Lareng. — Rapport n° **1324** (17 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption définitive le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **300.**

Loi n° 82-1098 du 23 décembre 1982 publiée au *J.O.* du 26 décembre 1982 (p. 3861) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [27 septembre 1982] (p. 5110).

Absence d'unité d'accès à l'internat de médecine générale et de l'internat de spécialité (opportunité d'un examen-concours national unique) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5112) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5117) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5121) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5123) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 5124) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 5126).

Centres de santé et cabinets de groupe : *Ralite* (*Jack*) (p. 5119) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 5126).

Commissions consultatives (évaluation des besoins) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5113) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5117, 5118) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5120) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5121) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5123).

Deux premiers cycles : *Savary* (*Alain*) (p. 5116) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 5128).
Diplôme de docteur en médecine : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5123).
Durée des études : *Lareng* (*Louis*) (p. 5111).
Etudes en pharmacie : *Lareng* (*Louis*) (p. 5112) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5115-5118) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5120).
Examen validant et classant, obligatoire en fin de deuxième cycle : *Lareng* (*Louis*) (p. 5112) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5117) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5119) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5122) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5123).
Internat (inégalités actuelles) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5111) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5115) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5118).
Internat (unité de statut et de rémunération) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5112) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5116) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5119) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5122) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5123) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 5124).
« Inter régions » : *Savary* (*Alain*) (p. 5116, 5130) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 5125).
Loi du 6 juillet 1979 (notamment création du résidanat et suppression des C. E. S.) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5111, 5112) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5115) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5118) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5122) ; *Haby* (*René*) (p. 5126).
Médecine ambulatoire : *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5124).
Médecine interne : *Blanc* (*Jacques*) (p. 5124).
Médecine sportive : *Hage* (*Georges*) (p. 5125).
Médecins généralistes (formation et rôle) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5112) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5115, 5116, 5117, 5129) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5119, 5120) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5121) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5122) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5123) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 5126) ; *Haby* (*René*) (p. 5126, 5127) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 5128).
Médecins généralistes (rémunération) : *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5124) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 5126) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5130).
Médecins militaires d'active : *Robin* (*Louis*) (p. 5114).
Médecins scolaires : *Haby* (*René*) (p. 5127) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5129); *Ralite* (*Jack*) (p. 5131).
Nord - Pas-de-Calais : *Hage* (*Georges*) (p. 5125).
Nouvelle politique de santé : *Ralite* (*Jack*) (p. 5118, 5130, 5131).
Passerelles entre filières et formation continue : *Lareng* (*Louis*) (p. 5112) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5115, 5117, 5118) ; *Ralite* (*Jack*) (p. 5120) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5121) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5123) ; *Haby* (*René*) (p. 5127).
Psychiatrie : *Lareng* (*Louis*) (p. 5113) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5116, 5130) ; *Fievet* (*Berthe*) (p. 5128, 5129).
Recherche médicale (filière de —) : *Savary* (*Alain*) (p. 5115, 5116, 5117 ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5121) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5122) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 5125) ; *Haby* (*René*) (p. 5127) ; *Grézard* (*Léo*) (p. 5128).
Report d'incorporation (service national des étudiants en médecine) : *Robin* (*Louis*) (p. 5113, 5114) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5114).
Santé publique (filière de —) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5113) ; *Savary* (*Alain*) (p. 5115, 5116, 5117, 5129) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5121) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5122) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 5125) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 5126) ; *Haby* (*René*) (p. 5127).

Discussion des articles [27 septembre 1982] (p. 5134) :

Article 1er (*abrogations*) : adopté (p. 5134).

Article 2 (*régime du troisième cycle des études médicales*) : *article 46 de la loi du 12 novembre 1968* (*organisation du troisième cycle des études médicales sous forme d'un internat pour tous les étudiants, filières*) : amendement n° 1 de M. Claude-Gérard Marcus (suppression des filières santé publique et recherche médicale, maintien de la distinction entre internat et résidanat) (p. 5135) : rejeté ; amendements n° 17 et n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (visant à remplacer la filière de santé publique par une option supplémentaire ouverte à tous les internes) (p. 5126) : retirés ;

Article 47 de la loi du 12 novembre 1968 (*institution d'un examen validant et classant, sanctionnant le second cycle des études médicales*) ; amendement n° 22 de la commission (organisation d'un examen commun dans la région Ile-de-France au minimum pour trois U.E.R. médicales) : adopté ; amendement n° 2 de M. Claude-Gérard Marcus (de conséquence) : retiré ; amendement n° 3 de M. Claude-Gérard Marcus (de conséquence) : retiré ; amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (de conséquence) : retiré ;

Article 48 de la loi du 12 novembre 1968 (*organisation du concours d'accès aux filières de médecine spécialisée, santé publique et recherche médicale*) : amendement n° 23 de la commission (limitant la faculté de se présenter au concours des filières spécialisées au cours de l'année qui suit la fin effective du second cycle, sans possibilité de retarder d'un an cette présentation, et prévoyant des dérogations en cas de « difficultés impérieuses ») : adopté (p. 5137) ; amendement n° 13 de M. Jacques Barrot soutenu par M. René Haby (substitution au mot « discipline » le mot « diplôme ») : retiré ;

Article 50 de la loi du 12 novembre 1968 (*diplôme d'Etat de docteur en médecine*) : amendement n° 24 de la commission (précisant que les étudiants, à partir de l'examen de fin de second cycle, accèdent aux postes d'interne) : adopté ; amendement n° 4 de M. Claude-Gérard Marcus (suppression du document annexé qui mentionne la qualification obtenue) : rejeté (p. 5138) ;

Article 51 de la loi du 12 novembre 1968 (*organisation des études pendant le troisième cycle*) : amendement n° 25 de la commission (substituant au mot « étudiants » le mot « internes ») : adopté ; amendement n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 29 de la commission, à la demande de la commission : retiré ; amendement n° 26 de la commission (précisant que les directeurs d'enseignement s'assurent de la bonne acquisition des connaissances par les internes) : adopté ; amendement n° 5 de M. Claude-Gérard Marcus (de conséquence) : retiré ; amendement n° 27 de la commission (autorisant les hôpitaux militaires et les hôpitaux privés participant au service public à accueillir et à former les internes) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (prévoyant que la formation des internes de la filière de médecine spécialisée ne pourra être dispensée dans les hôpitaux généraux qu'à partir de la deuxième année d'internat) : adopté (p. 5139) ; amendement n° 29 de la commission (durées respectives de l'exercice des fonctions des internes de médecine générale, de médecine spécialisée et d'internes en psychiatrie dans les C. H. U. et les hôpitaux généraux) ; vote favorable du groupe R. P. R. ; spécificité de la psychiatrie ; amendement n° 29 : adopté ;

Article 52 de la loi du 12 novembre 1968 (*cadre géographique dans lequel est organisé l'enseignement de troisième cycle de médecine générale : régions sanitaires*) : amendement n° 30 de la commission (substituant au mot « étudiants » le mot « internes ») : adopté ; amendement n° 31 de la commission (participation des médecins praticiens non universitaires à la formation des médecins généralistes, création d'une filière universitaire de médecine générale) (p. 5140) : adopté ;

Article 53 de la loi du 12 novembre 1968 (*cadre géographique de la formation pour le troisième cycle de médecine spécialisée : interrégion*) ; amendement n° 6 de M. Claude-Gérard Marcus (de conséquence) : retiré ;

Après l'article 53 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 32 de la commission (ouvrant à tous les internes la possibilité d'acquérir une formation par la recherche) ; amendement n° 50 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 32 ; rejeté ; amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 33 de la commission (visant à ouvrir la formation de santé publique à tous les étudiants en médecine et à tous ceux à qui elle peut être utile) (p. 5141) ; amendement n° 53 de M. Lucien Couqueberg (même objet) ; amendement n° 33 : rejeté ; amendement n° 53 : adopté ;

Article 54 de la loi du 12 novembre 1968 (*fixation du nombre et répartition des postes d'interne en médecine*) : amendements n° 7 et n° 8 de M. Claude-Gérard Marcus (de conséquence) : retirés (p. 5142) ; amendement n° 14 de M. Jacques Barrot (substituant au mot « discipline » le mot « diplôme ») : retiré ; affirmation de M. le ministre de l'éducation nationale qu'il n'y aura pas de regroupement de diplômes pour la régularisation des flux ;

Article 55 de la loi du 12 novembre 1968 (*commissions consultatives*) : amendements n° 34 de la commission et n° 9 de M. Claude-Gérard Marcus (substitution au décret simple d'un décret en Conseil d'Etat) : adoptés (p. 5143) ; amendement n° 35 de la commission (représentation de toutes les filières d'internat et de toutes les spécialités et formations au sein des commissions techniques et pédagogiques interrégionales) ; adopté ; amendement n° 36 de la commission (parité entre l'ensemble des professionnels de santé et les autres représentants au sein des commissions régionales) ; précisions données par M. le ministre de la santé sur la composition des commissions régionales (p. 5144) ; amendement n° 36 : adopté ;

Article 56 de la loi du 12 novembre 1968 (*fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de reconversion pour les médecins exerçant déjà une activité professionnelle, de changement de filière pour les étudiants et d'accès au troisième cycle pour les médecins étrangers*) : amendement n° 10 de M. Claude-Gérard Marcus (de conséquence) : retiré ; amendement n° 11 de M. Claude-Gérard Marcus (de conséquence) : retiré ; amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 38 de la commisison (visant à faciliter l'accueil des étudiants étrangers dans les différentes filières de spécialité) : adopté ;

Article 57 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 (*études pharmaceutiques*) : amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 5145) ; amendement n° 51 du Gouvernement (relatif aux stages au cours du troisième cycle) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (intervention dans la formation des pharmaciens pour les filières longues, des établissements militaires ou des établissements privés participant au service public) : adopté ;

Article 58 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 (*fixation du nombre et répartition de postes d'interne en pharmacie*) : amendements n° 41 de la commission et n° 12 de M. Claude-Gérard Marcus (substitution au décret simple d'un décret en Conseil d'Etat) : adoptés (p. 5146) ; amendement n° 42 de la commission (prévoyant dans les cas de formation commune à la médecine et à la pharmacie, un nombre égal de médecins et de pharmaciens au sein des commissions) : adopté ;

Après l'article 59 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : amendement n° 43 de la commission (accès des étudiants vétérinaires aux enseignements pouvant être dispensés en commun pour eux et pour les étudiants en médecine et en pharmacie) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*dispositions transitoires*) : amendement n° 44 de la commission (date de l'application de la loi pour les étudiants en pharmacie) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (visant à étendre aux étudiants en pharmacie le bénéfice des dispositions transitoires) : adopté ; amendement n° 49 de M. Georges Hage (relatif aux dispositions transitoires applicables aux étudiants en cours d'étude de C.E.S.) (p. 5147) : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*report supplémentaire d'incorporation*) : adopté.

Article 5 (*abrogations*) : amendement n°s 46 de la commission et 15 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (de forme) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 16 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (relatif aux internes des régions sanitaires) (p. 5148) ; amendement n° 47 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 52 de M. Louis Lareng à l'amendement n° 47 (de précision) ; amendement n° 16 : retiré ; sous-amendement n° 52 : adopté ; amendement n° 47, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 48 de la commission (établissement par le Gouvernement d'un bilan de l'application de la loi présenté au Parlement) : adopté (p. 5149).

Explications de vote (p. 5150) :

Vote favorable du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5150).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll* (*Robert*) (p. 5150).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 5150).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Blanc* (*Jacques*) (p. 5150).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 5151).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1982] (p. 7547) :

Exercice de la médecine en collectivité : *Savary* (*Alain*) (p. 7549).

Filières de spécialisation : *Lareng* (*Louis*) (p. 7548) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 7548).

Internat : *Lareng* (*Louis*) (p. 7548).

Participation des praticiens à l'enseignement : *Lareng* (*Louis*) (p. 7543).

Psychiatres : *Savary* (*Alain*) (p. 7549).

Troisième cycle : *Savary* (*Alain*) (p. 7549).

Discussion des articles [23 novembre 1982] (p. 7749) :

— **Article 1er supprimé par le Sénat** : amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ;

— article 1er ainsi rétabli.

— **Article 2** : amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7550).

Article 46 de la loi du 12 novembre 1983 : amendement n° 3 de la commission (institution de quatre filières de troisième cycle) : adopté.

Article 47 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 4 de la commission (caractère classant de l'examen de fin de deuxième année des études médicales) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) : adopté.

Article 48 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 6 de la commission (dérogations pour se présenter au concours de fin de deuxième cycle) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (choix d'une spécialisation) ; sous-amendement n° 34 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté.

Article 49 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 8 de la commission (durée de l'internat) : adopté.

Article 50 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 9 de la commission (obtention du diplôme d'Etat de docteur en médecine) ; sous-amendement n° 35 du Gouvernement (évitant l'usage du mot « sanction ») : adopté ; amendement n° 9, ainsi modifié, adopté (p. 7551).

Article 51 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 10 de la commission (substituant au mot « étudiants » le mot « internes ») : adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (suppression de la disposition selon laquelle les directeurs d'enseignement s'assurent de la bonne acquisition des connaissances par les étudiants) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (suppression du mot « résidents » dans la première phrase du second alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) : rejeté ; amendement n° 37 du Gouvernement (laboratoire agréé de recherche) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (formation des internes de la filière de médecine spécialisée) ; sous-amendement n° 38 du Gouvernement (non-application de cette mesure aux internes en psychiatrie ou en biologie médicale) : adopté ; amendement n° 13, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 14 de la commission (stage des internes de troisième cycle) : adopté (p. 7552) ; amendement n° 15 de la commission (stage des internes en psychiatrie) : adopté.

Article 52 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 16 de la commission (remplacement du mot « résidents » par le mot « internes ») : adopté ; amendement n° 17 de la commission (participation des praticiens à l'enseignement) : adopté.

Article 53 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 18 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté.

Article 53 *ter* **de la loi du 12 novembre 1968** : amendement n° 19 de la commission (possibilité pour les personnes impliquées dans le domaine de la santé de participer à l'enseignement de la médecine) : adopté (p. 7553).

Article 53 *quater* **de la loi du 12 novembre 1968** : amendement n° 20 de la commission (suppression de cet article) : adopté.

Article 54 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 21 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (nombre de postes d'internes mis au concours) : adopté.

Article 55 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 24 de la commission (retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (composition paritaire des commissions régionales) : adopté.

Article 56 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 28 de la commission (substituant au mot « internes » le mot « résidents ») : adopté ; amendement n° 27 de la commission (changement d'orientation des internes) : adopté.

Article 57 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 39 du Gouvernement (formation commune à la pharmacie et à la médecine) : adopté ; amendement n° 28 de la commission : devenu sans objet.

Article 58 de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 29 de la commission : devenu sans objet (p. 7554) ; amendement n° 30 de la commisison (formation partiellement commune à la médecine et à la pharmacie dans le cas de la biologie médicale) ; sous-amendement n° 40 du Gouvernement (suppression du mot « partiellement ») : adopté ; amendement n° 30, ainsi modifié, adopté.

Article 59 *bis* de la loi du 12 novembre 1968 : amendement n° 31 de la commission (possibilité pour les étudiants en sciences vétérinaires de suivre les enseignements pouvant être dispensés en commun pour eux et pour les étudiants en médecine et en pharmacie) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 2) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

— **Article 7 A** (*application de la loi aux départements et territoires d'outre-mer*) : adopté.

— **Article 7** (*présentation par le Gouvernement d'un bilan de l'application de la loi au Parlement*) : amendement n° 33 de la commission (inclusion du fonctionnement des établissements hospitaliers dans le bilan) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 7555).

Explications de vote (p. 7555).

Qualité de la médecine : *Debré* (*Michel*) (p. 7555) ; *Savary* (*Alain*) (p. 7556).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll* (*Robert*) (p. 7555).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Debré* (*Michel*) (p. 7555).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 7555, 7556).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 7556).

TROISIEME ET DERNIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8509) :

Nécessité d'adopter le texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : *Lareng* (*Louis*) (p. 8510) ; *Savary* (*Alain*) (p. 8510).

Texte adopté par l'Assemblée nationale en seconde lecture (p. 8510).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8511).

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**

PROFESSIONS ET ACTIVITES PARAMEDICALES

3. — Proposition de loi n° 887 tendant à modifier les conditions d'exercice des **fonctions de direction** prévues à l'article 2 de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux **laboratoires d'analyses de biologie médicale** et à leurs directeurs et directeurs adjoints. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 mai 1982 par M. Pierre-Charles Krieg. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (10 juin 1982).

4. — Proposition de loi n° 942 tendant à organiser la **profession de diététicien.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (1er juillet 1982).

5. — Proposition de loi n° 1192 relative à l'exercice de la **profession de chiropracteur.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par MM. Jacques Médecin et Pierre Bas. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

PROFESSIONS ET ACTIVITES PARAMEDICALES (psycho-rééducateurs)

Voir *Questions orales sans débat* **183.**

PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES

Voir *Justice* **11.**

Application de la T. V. A. aux —

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article **9.**

PROFESSIONS LIBERALES

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Chambres consulaires **5.**
Pétitions **107, 109, 133.**

PROGRAMMES D'ACTION FONCIERE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

PRONOSTICS

Voir *Jeux et paris* **3.**

PROPHYLAXIE

Voir *Vétérinaires* **1.**

PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE

1. — Proposition de loi n° 17 tendant à modifier la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la **propriété littéraire et artistique.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Foyer (28 janvier 1982).

Voir *Audiovisuel* **1.**
Arts et spectacles **1.**

PROSTITUTION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.

PROTECTION CIVILE

2. — Proposition de loi n° 625 tendant à mettre des **appelés du contingent** à la disposition des **corps de sapeurs-pompiers communaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Loïc Bouvard (14 avril 1982).

3. — Proposition de loi n° 630 tendant à rendre obligatoire l'**enseignement du secourisme.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Francisque Perrut (22 avril 1982).

4. — Proposition de loi n° 716 visant à indemniser toute personne participant bénévolement aux **actions de lutte et de prévention** prévues à l'article L. 131-2-6° du code des communes. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 janvier 1982 par MM. Didier Julia et Michel Péricard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (14 avril 1982).

Voir *Bois et forêts* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.
Questions orales sans débat **197.**

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (P.M.I.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II. Santé, solidarité nationale.

PROTEINES (production de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **294.**

PROTECTION DE LA NATURE

Voir *Traités et conventions* **53.**

PROXENETISME

Voir *Procédure pénale* **3.**
Questions orales sans débat **188.**

PSYCHIATRIE

Voir *Professions et activités médicales* **6.**

PUBLICITE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Enfants **4.**
Femmes **10.**
Français : langue **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.
Questions au Gouvernement **278.**

Q

QUARTIERS DE HAUTE SECURITE (Q.H.S.)

Voir *Pétitions* **7, 128.**

QUESTION PREALABLE

Voir *Agriculture* **8.**
Audiovisuel **1.**
Avortement **4.**
Banques et établissements financiers **5.**
Communes **9.**
Corse **2, 4.**
Départements d'outre-mer **4.**
Elections et référendums **16.**
Fonctionnaires et agents publics **11.**
Justice **6, 7.**
Lois de finances **5,** discussion générale.
Nationalisations **5.**
Procédure pénale **3.**
Rappels au règlement **278.**

Sénat

Voir *Agriculture* **8.**
Audiovisuel **1.**
Sécurité sociale **12.**
Travail **8.**

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

183. — Prix agricoles communautaires : M. André Soury : fermeté du Gouvernement français à Bruxelles ; nécessité d'augmenter les prix agricoles, de supprimer la taxe de coresponsabilité sur le lait et de « démanteler » les montants compensatoires ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : bilan des travaux du conseil des ministres de l'agriculture réuni à Bruxelles ; proposition de compromis de la commission ; montants compensatoires ; production céréalière ; prime pour le tabac ; taxe de coresponsabilité ; problème du vin ; marché des fruits et légumes [7 avril 1982] (p. 952) ; amélioration des aides aux groupements de producteurs et possibilité donnée à un Etat membre d'étendre à l'ensemble des producteurs les règles édictées par les producteurs organisés (p. 953).

184. — Internes des centres hospitaliers universitaires : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : situation des internes des C.H.U. et mouvement de grève ; M. Jack Ralite, ministre de la santé : arrêté conjoint du ministre de l'éducation et du ministre de la santé relatif à l'attribution du certificat d'études spéciales (C.E.S.) à certains internes ; secteur privé à l'hôpital public ; situation des internes [7 avril 1982] (p. 953) ; communiqué des intersyndicales des internes des C.H.U. et des chefs de cliniques assistants ; commission spéciale chargée d'examiner le statut des internes ; problème des débouchés ; secteur privé ; réforme hospitalière (p. 954).

185. — Affiches électorales : M. Jacques Toubon : procédure des questions ; apparition lors de la campagne des dernières élections cantonales d'affiches électorales arborant les trois couleurs bleu, blanc, rouge, devenues « les couleurs officielles du parti officiel » ; violation de l'article R. 27 du code électoral ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : respect du code électoral par le parti socialiste [7 avril 1982] (p. 955).

186. — Sécurité des Français : Mme Nicole de Hautecloque : assassinat du C.R.S. Bouillet dans les Pyrénées-Atlantiques ; évasion de malfaiteurs de la prison de Liancourt ; assassinat du gendarme Michel Theule par un récidiviste ; attentat meurtrier du train « Le Capitole » ; attentat contre un bâtiment de la mission israélienne de Paris ; assassinat du deuxième secrétaire de l'ambassade israélienne à Paris ; recrudescence du terrorisme ; nécessité d'augmenter les effectifs de la police ; contrôle d'identité ; politique menée à l'égard des chefs de la police [7 avril 1982] (p. 955-956) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : évolution de la violence depuis 1960 ; politique du Gouvernement : effectifs, programme immobilier, équipement et formation des policiers (p. 956).

187. — Prix agricoles : M. Jean-Louis Goasduff : conséquences sur le revenu des agriculteurs de l'échec de la négociation communautaire sur les prix agricoles ; montants compensatoires négatifs [7 avril 1982] (p. 956) ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : retard dans la fixation des prix agricoles ; politique des gouvernements précédents ; montants compensatoires négatifs ; crise viticole ; augmentation des prix agricoles de 16 p. 100 revendiquée par les organisations agricoles européennes (p. 957).

188. — Prix agricoles communautaires : M. André Bellon : fermeté du Gouvernement lancée lors des négociations de Bruxelles ; position de la Grande-Bretagne ; rapports de force entre les différents protagonistes [7 avril 1982] (p. 957) ; produits méditerranéens ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : marché de la viande ovine, bovine ; produits laitiers ; position de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne (p. 958).

189. — Grève des internes hospitaliers universitaires : M. Raymond Douyère : arrêté du 21 février 1982 relatif à l'attribution du certificat d'études spéciales à certains internes ; grève des internes de C.H.U. ; M. Jack Ralite, ministre de la santé : problème du statut des internes des régions sanitaires ; non-application de l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé [7 avril 1982] (p. 958).

190. — Usine Armosig de Gaillac : M. Charles Pistre : occupation des locaux par les salariés ; application des ordonnances sociales dans cette entreprise ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : nomination d'un expert médiateur [7 avril 1982] (p. 959).

191. — Réseau commercial Talbot : M. Freddy Deschaux-Beaume : politique de restructuration menée par le groupe Peugeot-S.A. et situation des concessionnaires Talbot ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : gestion de P.S.A. et rôle du ministre de l'industrie [7 avril 1982] (p. 959) ;

192. — Convention des Nations Unies sur la discrimination sexiste : Mme Gisèle Halimi : signature mais non-ratification de la convention des Nations Unies pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes [7 avril 1982] (p. 959) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : réserves exprimées par la France à l'égard de la convention ; ratification prochaine de la convention (p. 960).

193. — Politique énergétique : M. Michel d'Ornano : contrat gazier franco-algérien ; utilisation de la procédure des décrets d'avance ; financement du contrat au détriment de l'agence pour les économies d'énergie, de la politique industrielle et du F.D.E.S. [7 avril 1982] (p. 960) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : politique de diversification des approvisionnements ; répercussions financières sur le budget de l'agence pour les économies d'énergie (p. 961, 962) ; M. Michel d'Ornano : ses questions au ministre de l'industrie : ratification de l'accord par le Parlement, rétablissement des crédits de l'agence pour les économies d'énergie, versement de 300 millions de dollars à l'Algérie (p. 961) ; conséquences de l'accord sur le plan financier ; paiement rétroactif du gaz livré (p. 962).

194. — Prix agricoles communautaires : M. Jean-Guy Branger : montants compensatoires monétaires positifs allemands ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : politique du Gouvernement à l'égard des montants compensatoires [7 avril 1982] (p. 962).

195. — Conseils généraux : M. Bruno Bourg-Broc : date des élections régionales ; mode de scrutin des élections municipales ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : date des élections municipales prévue

au mois de mars prochain ; débat sur la loi électorale au cours de la présente session ; date des prochaines élections régionales non encore fixée par le Gouvernement [14 avril 1982] (p. 1116).

196. — Interruption volontaire de grossesse : Mme Florence d'Harcourt : propos tenus par le ministre des droits de la femme dans un mensuel féminin ; problème de l'autorisation parentale nécessaire en matière d'I.V.G. exécutée sur des mineures ; Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme : caractère erroné de l'article dudit mensuel ; problème des jeunes femmes de moins de dix-huit ans ; campagne d'information sur la contraception [14 avril 1982] (p. 1116) ; problème posé par l'application de la loi sur l'I.V.G. (délai) ; remboursement des I.V.G. par la sécurité sociale (p. 1117).

197. — Déviation de la route nationale 76 : M. Roger Corrèze : suspension des travaux sur le territoire des communes de Saint-Georges et de Selles-sur-Cher dans le département du Loir-et-Cher ; réduction des crédits destinés à la dotation globale de la direction des routes ; M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : intérêt de l'aménagement de la route Tours — Vierzon, dite route « Suisse — Océan » ; déviations de Saint-Georges-sur-Cher et de Selles-sur-Cher [14 avril 1982] (p. 1117).

198. — Livret rose : M. Guy Bêche : mise en œuvre par le Gouvernement d'un livret d'épargne populaire ayant fait l'objet de critiques de la part de l'opposition ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : « spoliation » de l'épargne populaire par le gouvernement précédent ; portée du livret d'épargne populaire [14 avril 1982] (p. 1118).

199. — Caisses d'épargne : M. Jean-Paul Planchou : relations existant entre le réseau des caisses d'épargne et la caisse des dépôts et consignations ; rapport Ancian ; représentation du personnel au sein des conseils d'administration et démocratisation des caisses d'épagne ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : avenir du réseau des caisses d'épargne : démocratisation [14 avril 1982] (p. 1118) ; diversification de la clientèle ; rôle de la caisse des dépôts ; modification du plafond (p. 1119).

200. — Société Eurotungstène : M. André Brunet : avenir de la société Eurotungstène, filiale de P.U.K. ; transactions en cours entre l'Etat et Sandwick ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : difficultés de la société et mesures envisagées par le ministère de l'industrie [14 avril 1982] (p .1119).

201. — Indemnisation des « malgré nous » : M. Robert Malgras : problème des hommes originaires d'Alsace et de Moselle incorporés de force dans l'armée allemande au cours de la dernière guerre mondiale ; M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants : indemnisation des anciens incorporés de force originaires d'Alsace et de Moselle [14 avril 1982] (p. 1119).

202. — Centrales au charbon : M. Pierre Garmendia : remplacement de certaines centrales thermiques fonctionnant au fuel par des centrales au charbon [14 avril 1982] (p. 1119) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : politique d'indépendance énergétique ; réduction de la consommation de pétrole ; diminution de la part du fuel dans la production d'électricité ; élaboration d'un plan visant à préciser la localisation et le rythme de construction des centrales de charbon ; site d'Ambès (p. 1120).

203. — Situation au Liban : M. Loïc Bouvard : situation dramatique du Liban ; utilité de la F. I. N. U. L. ; rôle de l'Europe et de la France ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : difficulté pour la France d'intervenir dans un pays du Moyen-Orient ; accroissement des effectifs de la F. I. N. U. L. ; nécessité de consolider le cessez-le-feu intervenu au Sud-Liban en juillet 1981 ; participation de la France à l'équipement et à l'armement des forces publiques libanaises; aide économique et financière ; aide alimentaire ; hommage rendu à Louis Delamare [14 avril 1982] (p. 1120).

204. — Décentralisation et élections locales : M. Charles Millon : recours éventuel aux ordonnances pour déterminer la répartition des compétences entre les collectivités territoriales ; date des prochaines élections régionales ; système électoral prévu pour les élections municipales ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : examen avant la fin de la présente session d'un projet de loi relatif aux élections municipales ; date et mode de scrutin des élections des conseils régionaux non encore déterminés par le Gouvernement ; contenu de la future loi d'habilitation afin d'autoriser le Gouvernement à prendre des ordonnances en matière de transfert des compétences ; futur projet de loi concernant des matières régies par la loi (urbanisme et action sociale...) ; réforme de la fiscalité locale [14 avril 1982] (p. 1121).

205. — Occupation d'une église à Paris : M. Paul Pernin : occupation, par des marchands ambulants immigrés de l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts. dans le 12e arrondissement ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de 'intérieur et de la décentralisation : conditions d'évacuation de l'église occupée ; problème des occupations d'usine ; procédure de régularisation pour les étrangers qui son' en situation irrégulière sur le territoire français ; situation des marchands forains clandestins [14 avril 1982] (p. 1122).

206. — Célébration du 8 Mai : M. Maurice Nilès : préparation du 8 Mai 1982 ; M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants : signification du 8 Mai ; inauguration par le Président de la République le 24 avril prochain d'une exposition nationale sur l: déportation ; caractère international de la fête du 8 mal 1982 [14 avril 1982] (p. 1122).

207. — Rentrée scolaire 1982 : M. Jacques Brunhes : nécessité d'un collectif budgétaire pour assurer une bonne rentrée 1982 ; politique de recrutement des personnels ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : création d'emplois dans le domaine de l'éducation nationale ; répartition des postes nouveaux ; augmentation du nombre de postes mis au concours pour l'agrégation et le C. A. P. E. S. ; pénurie de personnel dans le premier degré et mesures prises par le Gouvernement pour y remédier [14 avril 1982] (p. 1123).

208. — Application de la loi d'amnistie à la corporation minière : M. Joseph Legrand : dossiers intéressant les syndicalistes des mines et minières et carrières et application de la loi d'amnistie ; M. Jean Auroux, ministre du travail : champ d'application de la loi d'amnistie [14 avril 1982] (p. 1123).

209. — Règlement des travaux effectués pour les administrations : Mme Denise Cacheux : procédure de paiement des travaux effectués pour les administrations ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : insuffisance des dispositions prises en 1977 et 1978 relatives aux délais de mandatement ; mesures envisagées par le Gouvernement pour accélérer les règlements des travaux effectués pour les administrations [21 avril 1982] (p. 1208).

210. — C.I.I. Honeywell-Bull : M. Jean-Jacques Roger-Marchard : portée des accords conclus par le Gouvernement avec Honeywell-Bull et politique du Gouvernement dans le domaine informatique ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : contenu de l'accord de 1976 ; négociations entreprises avec Honeywell par le présent Gouvernement ; conclusion de quatre accords de principe : accord d'actionnaires, accord de licences, accord commercial et accord de coopération technique [21 avril 1982] (p. 1209).

211. — Amélioration de l'habitat : M. Georges Labazée : problème de l'habitat ancien insalubre [21 avril 1982] (p. 1209) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'extension du secteur public : augmentation des dotations consacrées à l'amélioration de l'habitat dans le budget pour 1982 ; contrat-cadre passé entre l'Etat et l'ensemble des fédérations d'organismes d'H. L. M. ; primes à l'amélioration de l'habitat ; prêts conventionnés ; agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 1210).

212. — Activités de sous-traitance : M. Jean-Pierre Balligand : relations entre les P. M. I. et les grandes entreprises publiques et privées ; nécessité de protéger l'industrie de la sous-traitance [21 avril 1982] (p. 1210) ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : rôle des P. M. E. ; définition de « contrats de stabilité » ; entreprises publiques et sous-traitance : cas du C.E.A., d'E.D.F., de la S.N.C.F. et d'Air France (p. 1211).

213. — Grève des personnels pénitentiaires : M. Jean-Pierre Michel : grève des personnels de l'administration pénitentiaire ; revendications matérielles de ces personnels ; M. Robert Badinter, garde ses sceaux, ministre de la justice : parité avec les personnels de police ; avantages divers accordés aux personnels pénitentiaires ; concertation avec les syndicats représentatifs [21 avril 1982] (p. 1210).

214. — Conflit chez Renault-Flins : Mme Martine Frachon : grève dans les ateliers de montage de l'usine de Renault à Flins ; revendications des salariés [21 avril 1982] (p. 1211) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : rôle du ministre du travail dans le règlement des conflits collectifs (p. 1212).

215. — Méthodes de gouvernement : M. Pascal Clément : abrogation éventuelle de la loi « sécurité et liberté » ; futur projet sur le transfert des compétences de l'Etat aux régions et aux départements ; incapacité du Gouvernement à gouverner [21 avril 1982] (p. 1212) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : action du Gouvernement dans les domaines de la lutte contre l'inflation, le chômage et la décentralisation (p. 1213).

216. — Investissements publics : M. Pierre Méhaignerie : blocage des crédits d'investissement public dans les domaines routier, hospitalier ou scolaire [21 avril 1982] (p. 1213) ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : politique monétaire et régulation des dépenses budgétaires ; activité du comité de régulation budgétaire ; politique d'investissement des collectivités locales ; réexamen des services votés lors de la préparation du budget 1983 ; dispositions prises concernant les charges des entreprises publiques et les prêts qui leur sont accordés (p. 1214).

217. — Anniversaire du génocide des Arméniens : M. Guy Ducoloné : autorisations d'absence accordées aux fonctionnaires d'origine arménienne ; nécessité de reconnaître le génocide de 1915 perpétré contre l'Arménie et les Arméniens [21 avril 1982] (p. 1214) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : position du Gouvernement sur le problème arménien (p. 1215).

218. — Versement des pensions de réversion aux femmes des mineurs : Mme Colette Goeuriot : ressources des veuves de mineurs de fer ; exclusion de ces veuves de la mesure applicable au 1er juillet 1982 portant les pensions de réversion de 50 à 52 p. 100 ; Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : revalorisation des pensions de reversion du régime général et des régimes légaux alignés sur lui ; problème des cumuls des pensions de réversion et des pensions personnelles de vieillesse ou d'invalidité ; situation relativement avantageuse des veuves des salariés des régimes spéciaux et du régime des mines en particulier [21 avril 1982] (p. 1215).

219. — Insertion des « jeunes de la formation professionnelle » : M. Daniel Le Meur : problème de l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans sortis du système scolaire en situation d'échec ; mise en place des commissions « seize à dix-huit ans » par les municipalités prévues par l'ordonnance du 26 mars 1982 [21 avril 1982] (p. 1215) ; M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle : rôle des collectivités locales ; portée de l'ordonnance du 26 mars relative à l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans sortis du système scolaire en situation d'échec ; mise en place par les collectivités locales d'une commission ou d'un organisme d'accueil-orientation (p. 1216).

220. — Contentieux technique de la sécurité sociale : M. Joseph Legrand : nécessité de remédier au retard accumulé en matière de contentieux technique régional de la sécurité sociale ; Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : fonctionnement « préoccupant » du contentieux technique de la sécurité sociale ; engorgement des commissions régionales ; mesures prises et envisagées par le Gouvernement [21 avril 1982] (p. 1217).

221. — Rapport « Démocratie culturelle et droit à la différence » : M. Michel Debré : contenu du rapport : désignation de fonctionnaires de l'Etat délégués aux cultures dites minoritaires ; suppression de l'interdiction de publier un texte en allemand sans sa traduction résumée en français dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; suppression pour les Français de l'obligation de s'exprimer en français devant la justice et à la radiodiffusion ; enseignement des langues régionales ; offensive contre l'unité de la République [21 avril 1982] (p. 1217) ; M. Jack Lang, ministre de la culture : mission confiée à M. Giordan : « nivellement » d'un certain nombre d'expressions culturelles, locales, traditionnelles ; M. Louis Mermaz, Président de l'Assemblée nationale : demande au Gouvernement de répondre de façon concise (p. 1218).

222. — Temps de travail dans les établissements sociaux et médico-sociaux : M. Jean-Louis Goasduff : difficultés financières des hospices et maisons de retraite liées aux promesses gouvernementales sur le renforcement des effectifs du personnel à la suite de la réduction du temps de travail ; carence en personnel paramédical [21 avril 1982] (p. 1218) ; Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : conséquences sur les établissements sociaux de la diminution du temps de travail d'une heure non compensée par des créations suffisantes d'emplois nouveaux (p. 1219).

223. — Fonctionnement des P. T. T. en Alsace : M. André Durr : déficit en personnel du service des postes et des télécommunications en Alsace ; baisse des crédits d'investissement ; M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T. : difficultés rencontrées par le service régional pour combler les vacances d'emplois d'agents titulaires ; recours aux jeunes postulants issus des cours de formation ou en provenance d'autres régions [21 avril 1982] (p. 1219).

224. — Contrôle de légalité des actes administratifs des autorités communales : M. Michel Cointat : circulaire du ministre de l'intérieur et de la décentralisation adressée aux préfets et visant à préciser l'interprétation de la loi sur la décentralisation en ce qui concerne les communes et le contrôle de légalité [21 avril 1982] (p. 1219) ; étendue du contrôle de légalité ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : délibération pouvant porter préjudice à un tiers ; concertation avec l'Association des maires de France (p. 1220).

225. — Montée du terrorisme et de la violence : M. Jean-Claude Gaudin : recrudescence des agressions et des attentats [28 avril 1982] (p. 1414) ; nécessité d'organiser un débat sur la sécurité des Français ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : diminution du « terrorisme interne » ; politique du gouvernement précédent à l'égard du terrorisme international (affaires Youkata Furaya et Abou Dabou) ; attentat de la rue Marbeuf ; lutte contre le terrorisme international ; importance des mesures diplomatiques ; répression à l'égard des mouvements d'extrême-droite (p. 1415).

226. — Politique agricole : M. François d'Harcourt : dégradation des revenus agricoles ; fixation des prix agricoles ; aide nationale aux agriculteurs ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : objectifs de la politique agricole ; politique à l'égard des revenus agricoles [28 avril 1982] (p. 1416).

227. — Agences de contentieux privées : M. Alain Bocquet : « exploitation de la misère » ; situation des familles défavorisées en retard dans leurs paiements (loyers, impôts, factures de gaz et d'électricité) [28 avril 1982] (p. 1416) ; nécessité d'organiser un service public et de faciliter les délais de paiement des familles en difficulté ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : mesures envisagées pour combattre les pratiques de certaines personnes ou organismes spécialisées dans la « gestion des dettes » ; possibilité de recourir à l'article 1244 du code civil (délais de paiement) (p. 1417).

228. — Situation à l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois : M. François Asensi : grève à l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois ; relations de travail au sein de cette entreprise ; refus de la direction de Citroën d'engager les négociations avec les organisations syndicales représentatives [28 avril 1982] (p. 1417) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : problème posé à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois ; élection des délégués du personnel et conflit du travail sur une revendication salariale et sur une revendication générale de respect des libertés et de la dignité des travailleurs ; procédure envisagée pour régler le conflit collectif (p. 1418).

229. — Sociétés coopératives ouvrières de production : Mme Adrienne Horvath : nécessité d'exonérer de l'impôt sur le revenu les allocations A.S.S.E.D.I.C. investies dans une société coopérative par des travailleurs ayant contribué personnellement à la lutte contre le chômage ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : recours à l'article 163 du C.G.I. permettant d'obtenir l'étalement des indemnités perçues afin d'éviter une progressivité excessive de l'impôt ; nécessité d'encourager la constitution de coopératives ouvrières de production [28 avril 1982] (p. 1418).

230. — Situation des femmes dans les magasins Radar : Mme Muguette Jacquaint : discriminations dont sont victimes les femmes travailleuses ; cas de l'établissement Radar de Cachan ; menaces de licenciement de toute femme osant s'insurger contre de telles discriminations ; Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme : mesures contenues dans le premier projet de loi sur les droits nouveaux des travailleurs ; publication du guide des droits de la femme ; revendications des travailleuses de l'établissement Radar [28 avril 1982] (p. 1418).

231. — Conflits dans l'automobile : M. Jacques Toubon : actes de violence commis par certains travailleurs dans les usines Citroën d'Aulnay-sous-Bois [28 avril 1982] (p. 1418) ; piliers de grève ; position de la direction de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois ; résultats des élections dans les établissements de Clichy

et de Nanterre du groupe Citroën ; M. Jean Auroux, ministre du travail : blocage de l'accès aux lieux de travail (p. 1419) ; introduction dans l'entreprise par hélicoptère de vigiles de milices patronales (p. 1420).

232. — Dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association : M. Etienne Pinte : nécessité de faire prendre en charge par les communes les dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : interprétation donnée par le Conseil d'Etat de la loi de 1977 ; défauts d'un financement par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association ; instructions données aux préfets en 1981 [28 avril 1982] (p. 1420).

233. — Situation de la viticulture dans la région de Cognac : M. Jean de Lipkowski : surproduction viticole dans la région de Cognac et diversification des productions ; proposition de la C.E.E. tendant à modifier l'organisation commune du marché vinicole ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : craintes suscitées par la proposition de la commission des communautés européennes tendant à rendre obligatoire la distillation des produits susceptibles de fournir des eaux-de-vie à appellation contrôlée ; position du gouvernement français lors de la renégociation de la politique viti-vinicole communautaire [28 avril 1982] (p. 1421).

234. — Escroquerie aux A. S. S. E. D. I. C. : M. Jean Le Gars : travailleurs immigrés et municipalités de gauche telles que Sartrouville ; « faux chômeurs » inscrits dans deux ou trois agences pour l'emploi ; faux réfugiés politiques [28 avril 1982] (p. 1421) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : enquêtes en cours dans la région parisienne et dans la région lyonnaise ; réexamen des procédures et modalités de contrôle du versement des prestations de chômage (p. 1422).

235. — Prêts attribués aux coopératives d'utilisation du matériel agricole : M. Georges Labazée : non parution des décrets d'application des mesures gouvernementales tendant à faire bénéficier les C.U.M.A. de prêts superbonifiés afin de relancer l'investissement ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : date de parution du décret autorisant l'attribution de prêts superbonifiés aux C.U.M.A. [28 avril 1982] (p. 1422).

236. — Importations de fruits et légumes d'Espagne : M. Jean Gatel : agriculture méditerranéenne française et importations d'Espagne ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réglementation communautaire en matière d'importation de fruits et légumes [28 avril 1982] (p. 1422).

237. — Réglementation de la vente d'armes à feu : M. Gilbert Bonnemaison : mort d'enfant causée par la détention d'armes à feu par des particuliers [28 avril 1982] (p. 1422) ; nécessité de réglementer la vente et la détention de toutes les catégories d'armes à feu par les particuliers ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : mesures envisagées par le Gouvernement afin de remédier à ce genre d'accident (p. 1423).

238. — Développement de la « famille » Airbus : M. Robert Montdargent : négociations avec l'Italie en vue de construire un avion de transport régional, l'ATR 42 ; avenir de l'Airbus A 320 ; M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : réalisation en commun par les deux sociétés Airitalia et l'Aérospatiale française d'un avion de transports régional ; programme Airbus et coopération européenne ; avenir du nouvel appareil A 320 ; poursuite des travaux préparatoires de lancement [5 mai 1982] (p. 1720) ; choix des moteurs (p. 1721).

239. — Prise de contrôle du *Dauphiné libéré* par M. Hersant : M. Guy Hermier : rachat du *Dauphiné Libéré* par M. Robert Hersant ; violation des ordonnances de 1944 relatives à la presse ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication : principe de séparation des pouvoirs exécutifs et judiciaires ; action judiciaire engagée pour contester la validité de l'acquisition de parts du *Dauphiné Libéré* par M. Fournier suivie d'une rétrocession au profit d'une société contrôlée par M. Robert Hersant ; action pénale introduite pour infraction aux dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944 ; politique du Gouvernement tendant à interdire toute constitution de réseau ou de monopole dans le domaine audiovisuel [5 mai 1982] (p. 1721).

240. — Déficit de l'U. N. E. D. I. C. : M. Emmanuel Aubert : augmentation du déficit de l'U.N.E.D.I.C. [5 mai 1982] (p. 1721) ; urgence des mesures de résorption de ce déficit ; M. Jean Auroux, ministre du travail : niveau du déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; politique de création d'emplois : contrats de solidarité, réduction de la durée du travail, priorité donnée à la négociation (p. 1722).

241. — Emission des bons du trésor et prêts aux collectivités locales : M. Antoine Gissinger : accélération du rythme des émissions de bons du Trésor ; éventualité du financement de ces émissions par la Caisse de dépôts et consignations ; remise en question du rôle traditionnel de la Caisse des dépôts et consignations en matière de financement des investissements des collectivités locales ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rôle essentiel des bons en comptes courants en matière d'ajustement à court terme des besoins de trésorerie de l'Etat en raison de la diminution des concours de la Banque de France au Trésor [5 mai 1982] (p. 1723) ; part des émissions financées par la Caisse des dépôts et consignations et incidence sur le niveau des prêts accordés par cet organisme aux collectivités locales (p. 1724).

242. — Personnel du service des examens du permis de conduire : M. Marc Lauriol : situation « alarmante » des auto-écoles ; réduction des effectifs des personnels techniques et administratifs du service national des examens du permis de conduire ; M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : difficultés du secteur des auto-écoles liées aux modalités d'attribution des places aux auto-écoles pour les passages de l'examen du permis de conduire ; politique de l'emploi du Gouvernement : priorité aux emplois productifs [5 mai 1982] (p. 1724).

243. — Dossier Hersant : M. Louis Besson : contrôle du *Dauphné libéré* par M. Robert Hersant ; caractère satisfaisant de la réponse du ministre de la communication à la question posée par M. Guy Hermier [5 mai 1982] (p. 1725).

244. — Prix agricoles : M. Yves Tavernier : accords communautaires du 30 avril 1982 sur les prix agricoles ; incidence de cet accord sur les revenus agricoles français ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : problèmes du vin et des petits producteurs de lait ainsi que des productions méditerranéennes [5 mai 1982] (p. 1725) ; position du Gouvernement français lors de la négociation communautaire sur les prix agricoles ; taxe de coresponsabilité ; aide aux petits producteurs de lait ; mesures concernant la production de vins (p. 1726) ; date d'application des mesures communautaires (p. 1727).

245. — Respect du 8 mai comme jour férié : M. Guy Bêche : nécessité de faire respecter le caractère férié de la journée du 8 mai par les grandes surfaces et les petits commerces ; M. Jean Auroux, ministre du travail : caractère obligatoire du chômage des jours fériés limité aux femmes et aux jeunes travailleurs employés dans l'industrie ; respect du 8 mai comme jour férié et négociations collectives [5 mai 1982] (p. 1727) ; rémunération des jours fériés ; interdiction de la récupération des jours fériés lorsqu'ils ont été chômés en vertu de l'ordonnance du 16 janvier 1982 (p. 1728).

246. — Pouvoirs des commissaires de la République : M. Jean Laborde : compétences financières accrues des commissaires de la République ; règle selon laquelle les travaux d'investissement des collectivités locales ne peuvent être exécutés avant la signature de l'arrêté de subventions ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : prorogation jusqu'au mois de juin de la mesure autorisant l'engagement d'au moins 20 p. 100 des crédits sans attendre la signature de l'arrêté de subvention ; simplification des procédures : unicité de l'ordonnateur secondaire (commissaire de la République) ; meilleure répartition des compétences ; dotation globale d'équipement [5 mai 1982] (p. 1728).

247. — Difficultés des commerçants et artisans : M. Jean Duprat : situation des artisans et progression du travail noir ; M. Jean Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat : mesures prises par le Gouvernement afin d'aider les artisans du bâtiment ; problème de la sous-traitance ; travail clandestin ; obtention des prêts à la construction ; réduction du temps de travail [5 mai 1982] (p. 1728) ; réforme de l'urbanisme commercial et des règles de la concurrence ; avenir de la taxe professionnelle ; statut des conjoints de commerçants et d'artisans (p. 1729).

248. — Entreprises du bâtiment : M. Germain Gengenwin : difficultés du secteur des B.T.P. ; alourdissement des charges ; blocage des crédits d'investissements publics ; dispositions législatives et réglementaires concernant les domaines social et immobilier ; niveau des taux d'intérêt ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : ralentissement de l'activité du secteur du bâtiment notamment dans la région d'Alsace ; ins-

cription au collectif de crédits permettant la construction de 50 000 logements supplémentaires ; politique des prêts ; maintien en activité des C.O.D.E.F.I. pour les seules entreprises du bâtiment ; politique de l'emploi dans ce secteur [5 mai 1982] (p. 1729).

249. — Incident survenu à Cholet lors de la visite du ministre de l'industrie : M. Philippe Mestre : « attitude injustifiée » du ministre de l'industrie lors de sa visite à Cholet compte tenu des propos tenus par M. Ligot, député-maire de Cholet [5 mai 1982] (p. 1730) ; refus des présidents de conseils généraux de l'opposition de rester dans un « silence respectueux » (p. 1731) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : visite du ministre de l'industrie à Cholet à l'invitation des industriels du textile ; propos « déplacés » du député-maire de Cholet (p. 1730) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : nécessité d'établir le dialogue entre la majorité et l'opposition (p. 1731).

250. — Indemnisation du chômage et déficit de l'U.N.E.D.I.C. : M. Adrien Zeller : déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; mesures à prendre en matière d'indemnisation du chômage et de cotisations d'assurance chômage [5 mai 1982] (p. 1731) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : priorité donnée à la négociation entre partenaires sociaux (p. 1732).

251. — Affaire des Falkland : M. Jacques Baumel : évolution du conflit et remise en question des équilibres traditionnels du continent nord et sud-américain et du monde occidental ; nécessité de proposer le retour à de véritables négociations de paix [12 mai 1982] (p. 2038) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : origine du soutien apporté par la France au Royaume-Uni ; résolution n° 502 du Conseil de sécurité ; non-reconnaissance, par la France, d'une souveraineté britannique sur les îles Malouines ; rôle du secrétaire général des Nations unies (p. 2039).

252. — Franchise postale pour les présidents des conseils généraux : M. Pierre Raynal : décret du 2 janvier 1967 accordant aux préfets le bénéfice de la franchise postale ; problème des correspondances adressées par les présidents des conseils généraux devenus exécutifs départementaux [12 mai 1982] (p. 2039) ; M. Louis Mexandeau, ministre des postes et télécommunications : bénéfice de la franchise postale accordée aux commissaires de la République en tant que fonctionnaires responsables de l'Etat et non en tant qu'autorité exécutive de la région ou du département ; instruction ministérielle afin d'assouplir les dispositions applicables aux conseils généraux ; nécessité d'éviter un transfert de charges du budget de l'Etat au budget annexe des P.T.T. (p. 2039).

253. — Participation de soldats aux défilés organisés par les syndicats le 1er mai : M. René La Combe : manifestation de soldats en tenue lors des défilés du 1er mai ; réduction de la durée du service militaire ; comités de soldats [12 mai 1982] (p. 2039) ; sa proposition de demander aux soldats français de prêter le serment de servir la patrie (p. 2040) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : participation de onze militaires en tenue aux défilés du 1er mai ; sanctions prises à leur égard ; réforme du service national (p. 2040).

254. — Distribution de lait en poudre aux personnes âgées : M. Serge Charles : nécessité de maintenir le programme de distribution de lait entier en poudre aux personnes âgées mis en œuvre par le F.O.R.M.A. par l'intermédiaire des bureaux d'aide sociale depuis 1970 [12 mai 1982] (p. 2040) ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : maintien du programme de distribution de lait en poudre aux personnes âgées ; modification de ses conditions d'exécution (p. 2040).

255. — Conflit anglo-argentin : M. Maurice Faure : durcissement du conflit anglo-argentin ; perspectives d'arbitrage pacifique [12 mai 1982] (p. 2041) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : solidarité du Gouvernement français avec la Grande-Bretagne ; embargo sur les armes, pièces détachées et munitions ; mesures prises par la C.E.E. ; efforts du secrétaire général des Nations unies ; position des deux protagonistes (p. 2041).

256. — Arrestation par les Britanniques d'un officier argentin : M. Max Gallo : arrestation, par les troupes britanniques, du dénommé Astiz, capitaine de frégate argentin, responsable de la disparition de plusieurs personnes de diverses nationalités [12 mai 1982] (p. 2041) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : démarche diplomatique pour demander au Gouvernement anglais de bien vouloir surseoir au retour du commandant Astiz dans son pays ; présomptions quant à la responsabilité du commandant Astiz (p. 2041) ; position du Gouvernement britannique (p. 2042).

257. — Situation de la veuve d'un policier : M. Paul Quilès : contestation des droits à pension de la veuve d'un inspecteur abattu en octobre dernier par un gangster [12 mai 1982] (p. 2042) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : démenti apporté par le ministre ; circonstances de la mort du policier ; montant de la pension versée à la veuve du policier (p. 2042).

258. — Taxe d'habitation : M. Jean Anciant : réforme éventuelle de la taxe d'habitation [12 mai 1982] (p. 2042) ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : mesure d'exemption de la taxe d'habitation à toute personne âgée de plus de soixante ans non assujettie à l'impôt sur le revenu ; prise en charge par l'Etat du coût de cette mesure (p. 2042).

259. — Recrudescence du commerce de la drogue à Paris : M. Georges Sarre : développement du commerce de la drogue en France et renforcement des moyens de lutte spécialement pour la brigade des stupéfiants [12 mai 1982] (p. 2042) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : intensification des moyens de lutte contre les trafiquants de drogue ; constitution d'une commission chargée du problème de la guérison et de la réinsertion des drogués (p. 2043).

260. — Pacte pour l'emploi des jeunes : M. Jean-Paul Fuchs : reprise par le Gouvernement, dans la loi de finances rectificative de juillet 1981, de l'essentiel des dispositions des pactes pour l'emploi ; bilan des plans « Avenir-jeunes » [12 mai 1982] (p. 2043) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : contenu des plans « Avenir-jeunes » (p. 2043) ; bilan qualitatif et quantitatif du plan « Avenir-jeunes » (p. 2044).

261. — Politique agricole et négociations de Bruxelles : problème posé par la fixation des prix agricoles ; revenu des agriculteurs ; montant de l'aide aux agriculteurs [12 mai 1982] (p. 2044) ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : discordance d'interprétation sur le niveau des prix agricoles ; réajustement monétaire (p. 2044) ; portée de l'augmentation des prix agricoles ; évolution du revenu agricole ; état des négociations à Bruxelles (p. 2045).

262. — Situation chez Citroën : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : conflit aux usines de Citroën-Levallois et d'Asnières ; revendications des travailleurs et position de la direction [12 mai 1982] (p. 2045) : « milice patronale » ; M. Jean Auroux, ministre du travail : négociations entre les syndicats et la direction de Citroën : réunions séparées entre la direction des usines, d'une part, et les quatre principales parties en présence, d'autre part (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.S.L.) ; réunion commune des quatre organisations avec la direction régionale du travail (p. 2046).

263. — Manquements à la législation du travail : M. Jean-Jacques Barthe : mauvais fonctionnement de la justice pour sanctionner les infractions à la législation du travail ; discriminations à l'égard du monde du travail [12 mai 1982] (p. 2046) ; M. Jean Auroux : ministre du travail : rôle respectif de l'inspection du travail et du Parquet ; délais de justice ; mesures prises par le garde des sceaux (p. 2046).

264. — Situation à l'usine Chausson : M. Jacques Brunhes : décision arbitraire de la direction de l'entreprise en matière de licenciement et de relations de travail ; politique industrielle automobile [12 mai 1982] (p. 2047) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : protection des salariés investis de fonctions représentatives en matière de licenciement ; projet de licenciement collectif dans l'entreprise Chausson ; mesures de réduction du temps de travail en faveur de l'emploi ; formation professionnelle ; conclusion d'un contrat de solidarité (p. 2047).

265. — Mouvement de grève dans l'enseignement supérieur : M. Bernard Derosier : carrières des personnels de l'enseignement supérieur ; situation des assistants non titulaires et des vacataires ; répartition des emplois nouveaux ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : grève des personnels de l'enseignement supérieur ; situation des assistants ; mesures envisagées par M. le ministre de l'éducation nationale afin de régler les problèmes des assistants [19 mai 1982] (p. 2428, 2429).

266. — Livret d'épargne populaire : M. Jean Proveux : problèmes posés par les conditions d'ouverture du livret d'épargne populaire aux personnes âgées non imposables et à certains agriculteurs aux revenus modestes ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : assouplissement des conditions d'ouverture des livrets d'épargne populaire ; cas des agriculteurs et des personnes âgées [19 mai 1982] (p. 2429).

267. — Insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans : M. Michel Berson : ordonnances du 28 mars 1982 sur l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans ; formation professionnelle des jeunes ; problème de l'insertion professionnelle des jeunes de plus de dix-huit ans ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : mesures en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans et plan « avenir-jeunes » concernant les jeunes de plus de dix-huit ans ; financement de ces dispositions ; formation des jeunes [19 mai 1982] (p. 2429).

268. — Encadrement du crédit : M. Michel Suchod : conséquences et règles d'encadrement du crédit relatives à la création d'entreprises ; constitution de clubs de jeunes créateurs d'entreprise ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : politique monétaire du Gouvernement [19 mai 1982] (p. 2429) ; normes d'augmentation maximale des crédits (p. 2430).

269. — Turquie : M. Gérard Gouzes : situation et droits de l'homme en Turquie depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 ; rôle de la France ; M. André Chandernagor : ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : préoccupation du Gouvernement français face aux limitations et atteintes des droits de l'homme en Turquie ; mesures envisagées dans le cadre du conseil de l'Europe [19 mai 1982] (p. 2430).

270. — Désenclavement de la région du Limousin : M. Marcel Mocœur : insuffisance des voies de communication dans la région du Limousin ; promesses du Président de la République ; aménagement de la route nationale 20 en Haute-Vienne ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : situation du Limousin en matière de communication ; politique de désenclavement ; augmentation des crédits de l'Etat [19 mai 1982] (p. 2430) ; réalisation prochaine d'une autoroute Orléans—Vierzon ; études menées par les services du ministère des transports (p. 2431).

271. — Stratégie de l'Union soviétique sur le plan international : M. Marcel Bigeard : visées soviétiques sur l'Europe ; politique de l'U.R.S.S. à l'égard des Etats-Unis ; dangers du pacifisme ; déclin de l'Europe ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : politique de paix du Gouvernement fondée sur la sécurité ; opposition du Gouvernement aux efforts de surarmement ; Alliance atlantique ; négociations de Genève ; session spéciale des Nations Unies sur le désarmement ; dissuasion et armement conventionnel ; sécurité de l'Europe [19 mai 1982] (p. 2431).

272. — Représentation familiale dans les organismes de sécurité sociale : M. Jean Briane : représentation familiale et réforme des structures des organismes de sécurité sociale ; insuffisance de la représentation familiale dans les caisses d'allocations familiales ; suppression éventuelle de la représentation familiale dans les caisses d'assurance maladie ; rôle de la famille dans la société actuelle ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réforme des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale ; amélioration de la représentation des familles [19 mai 1982] (p. 2432).

273. — Fermeture de classes en milieu rural : M. Maurice Dousset : projet de carte scolaire pour la rentrée 1982-1983 ; fermeture de classes dans les zones rurales [19 mai 1982] (p. 2432) ; critères de détermination des effectifs scolaires ; répartition et transfert des postes d'instituteur par département et entre départements ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : problème du seuil de fermeture des écoles rurales ; égalité des chances pour les jeunes ruraux et baisse de la population dans les zones rurales ; dispositif réglementaire en matière de fermeture de classe dans les zones rurales ; développement des groupements pédagogiques intercommunaux (p. 2433).

274. — Libertés dans l'entreprise Citroën : M. André Lajoinie : refus de négocier opposé par la direction de Citroën ; licenciement de représentants du personnel ; M. Jean Auroux, ministre du travail : situation de l'entreprise Citroën au regard des libertés syndicales [19 mai 1982] (p. 2433) ; initiatives prises par le Gouvernement après l'échec des négociations ; contrôle des licenciements (p. 2434).

275. — Emploi à la compagnie industrielle de céramique électronique : M. Louis Odru : situation de la compagnie industrielle de céramique électronique filiale de Thomson-C.S.F. ; éventualité d'un regroupement de la C.I.C.E. et Ceraver ; conséquences sur l'emploi ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : restructuration industrielle en matière de céramique technique [19 mai 1982] (p. 2434).

276. — Fixation des prix agricoles : M. Jean Combasteil : position de la Grande-Bretagne ; revalorisation des prix agricoles ; règle de l'unanimité ; nécessité de réduire les coûts de production en faveur des exploitants familiaux ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : augmentation des prix agricoles ; production laitière ; décision du conseil des ministres de l'agriculture [19 mai 1982] (p. 2434) ; exigences de la Grande-Bretagne ; problème budgétaire ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : répercussion intégrale sur les prix de marché des prix venant d'être fixés au niveau communautaire ; marché de la viande bovine ; marché des produits laitiers ; maîtrise des coûts de production (p. 2435).

277. — Déficit de l'U.N.E.D.I.C. : M. Emmanuel Aubert : nécessité de résorber le déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; rôle des partenaires sociaux et responsabilités du Gouvernement ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : situation financière de l'U.N.E.D.I.C. ; garantie de l'Etat accordée à l'emprunt U.N.E.D.I.C. ; rôle des partenaires sociaux [19 mai 1982] (p. 2435, 2436).

278. — Incidence sur la presse du déplafonnement des recettes publicitaires de la télévision : M. Robert-André Vivien : remise en cause des franchises accordées à la presse ; développement de la publicité sur les chaînes de télévision et avenir de la presse locale, régionale et nationale ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : importance des ressources publicitaires pour l'équilibre financier des entreprises de presse écrite ; répartition du marché publicitaire entre les grands médias ; signification du déplafonnement des recettes publicitaires de la télévision [19 mai 1982] (p. 2436, 2437).

279. — Offices fonciers cantonaux et départementaux : M. Michel Cointat : date du dépôt du projet de loi créant des offices fonciers et élections municipales ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : contenu du futur projet de loi concernant les structures agricoles et créant des offices fonciers départementaux et cantonaux ; intervention foncière des S.A.F.E.R. ; encouragement à l'extension d'une propriété sociétaire du sol destinée à de jeunes agriculteurs en première installation ; pouvoirs des offices fonciers [19 mai 1982] (p. 2437).

280. — Augmentation de la consommation des stupéfiants par les jeunes : M. Jean-Guy Branger : progression de la consommation de la drogue en France ; développement du commerce des stupéfiants ; nécessité de mettre en œuvre des mesures de prévention pour éduquer la jeunesse et de répression renforcée à l'égard des trafiquants [19 mai 1982] (p. 2437) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre l'intérieur et de la décentralisation : renfort des services de police spécialisés dans la répression du trafic de la drogue ; efforts en matière de police judiciaire (p. 2438).

281. — Inexécution de décisions de justice rendues dans des conflits du travail : M. Francis Geng : inapplication de décisions de justice [26 mai 1982] (p. 2586) ; principe de la liberté du travail ; attitude de la police face à la gravité de la situation chez Citroën (p. 2587) ; atteinte portée à la démocratie ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : évacuation d'usines occupées ; instructions données aux préfets d'engager des négociations lorsqu'une décision judiciaire définitive est intervenue ; situation de l'usine Citroën ; impératifs de la négociation ; application des décisions de justice (p. 2588).

282. — Réduction des possibilités d'emprunt des collectivités locales : M. Charles Fèvre : absentéisme des ministres lors de la séance consacrée aux questions au Gouvernement ; limitation des emprunts contractés par les collectivités auprès de la Caisse des dépôts et consignations et des caisses d'épargne ; financement du déficit budgétaire de l'Etat au détriment du financement d'équipement des collectivités locales [26 mai 1982] (p. 2588) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : volume des prêts à taux privilégié mis à la disposition des collectivités locales par la Caisse des dépôts et consignations (p. 2589).

283. — Situation chez Citroën : M. François Asensi : attitude de la direction de Citroën ; violation du principe de la liberté syndicale ; nécessité d'engager la négociation ; M. Jean Auroux, ministre du travail : nécessité d'instaurer un nouveau climat

social à l'usine Citroën, plus respectueux des droits et libertés des travailleurs ; responsabilité de la direction de l'entreprise ; action gouvernementale [26 mai 1982] (p. 2589) ; nécessité de rétablir le dialogue social (p. 2590).

284. — Titularisation des assistants de l'Université : M. Georges Hage : situation des personnels non titulaires de l'enseignement supérieur (vacataires, assistants et personnels exerçant en coopération) ; urgence des mesures annoncées par M. le ministre de l'éducation nationale ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public : objectifs du ministère de l'éducation nationale : promotion en qualité de maître assistant des assistants remplissant les conditions d'accès à ce grade ; déblocage des carrières ; congés-formation permettant de terminer la rédaction d'une thèse ; précarité des personnels « hors statuts » ; maintien en fonctions des assistants non titulaires pour deux années universitaires ; accès à différents corps de la fonction publique ; nécessité de faire disparaître la catégorie des assistants non titulaires ; intention du ministre d'interrompre la création d'emplois d'assistant [2 mai 1982] (p. 2590).

285. — Conflits du travail dans l'industrie automobile : M. Jacques Toubon : conflits aux usines Citroën ; actions d'une minorité d'ouvriers encadrés par des militants politiques et syndicaux extérieurs à l'entreprise ; principe de la liberté du travail ; conséquences économiques de ce conflit ; difficultés de l'industrie automobile française ; M. Jean Auroux, ministre du travail : attitude du Gouvernement ; nécessité d'instaurer un véritable dialogue social [26 mai 1982] (p. 2591).

286. — Chute des cours des marchés ovin et bovin : M. Jacques Godfrain : rôle du F. O. R. M. A. pour encourager les exportations vers des pays potentiellement acheteurs ; équipements hydrauliques ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : dommages causés par la sécheresse dans les départements de l'Hérault, de l'Aveyron, de la Lozère, du Tarn et du Tarn-et-Garonne ; procédure de mise en œuvre du régime de garantie des calamités agricoles ; situation du marché ovin ; situation du marché des bovins ; programmes d'adduction d'eau prévus par le fonds [26 mai 1982] (p. 2592).

287. — Ouverture de comptes bancaires par les travailleurs frontaliers dans les pays d'accueil : M. François Grussenmeyer : positions divergentes des directions du Trésor et des douanes sur la possibilité offerte aux travailleurs frontaliers d'ouvrir un compte bancaire dans le pays où ils travaillent ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : préparation d'une circulaire précisant la notion de dépenses courantes ; délais de réponse du Gouvernement aux questions écrites [26 mai 1982] (p. 2593).

288. — Licenciements aux usines Citroën : M. Gilbert Bonnemaison : attitude de la direction de Citroën ; licenciement des délégués et militants cégétistes ; violation des droits syndicaux du personnel [26 mai 1982] (p. 2593) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : organisation d'élections libres dès qu'un protocole d'accord sera mis au point (p. 2594).

289. — Nomination des administrateurs des entreprises nationalisées : M. Michel Charzat : composition des conseils d'administration des entreprises nationalisées ; nécessité de procéder dans le meilleur délai à la nomination des membres des conseils d'administration des entreprises nationalisées ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public : projet de loi de démocratisation du secteur public ; décrets du 6 avril 1982 précisant les conditions de nomination des membres du conseil d'administration ; délais de préparation des décrets de nomination soumis à la signature du Président de la République [26 mai 1982] (p. 2594).

290. — « Voyageurs - travailleurs » : M. Luc Tinseau : augmentation du prix des transports ; problèmes des travailleurs effectuant de longues distances ; M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : suppression de la prime de transport [26 mai 1982] (p. 2594) ; hausse des tarifs d'abonnement ; problèmes posés par une extension du périmètre dans lequel peuvent être délivrées des cartes hebdomadaires de transport (p. 2595).

291. — Aides aux entreprises en difficulté : M. Guy Malandain : nécessité d'une meilleure coordination entre les C. O. D. E. F. I. et les banques du secteur public ; urgence de la désignation d'un animateur de cellules financières régionales ou départementales ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : missions et moyens des C. O. D. E. F. I. ; procédure d'avances exceptionnelles de trésorerie ; animateurs des cellules financières régionales [26 mai 1982] (p. 2595) ;

292. — Cotisations sociales agricoles : M. Jean-Claude Cassaing : nouveau régime des cotisations sociales agricoles ; alourdissement des charges sociales supportées par les agriculteurs des zones défavorisées [26 mai 1982] (p. 2595) ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : inconvénients de l'utilisation du revenu cadastral comme assiette des cotisations sociales ; avantages de la prise en compte du revenu brut d'exploitation ; nouveau régime des cotisations sociales agricoles ; cas des zones défavorisées ; augmentation du B. A. P. S. A. en 1982 (p. 2596).

293. — Déficit de la balance commerciale : M. Kléber Haye : nécessité d'encourager les exportations ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : déficit de la balance commerciale de la France ; phénomène conjoncturel et faiblesses structurelles ; mesures de soutien aux implantations commerciales des entreprises françaises à l'étranger [26 mai 1982] (p. 2596).

294. — Réouverture de l'usine de protéines de Lavera : M. René Rieubon : abandon de la production des protéines du pétrole en Europe par la société B.P. ; nécessité de remettre en route l'usine du cap Lavera ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : participation aux recherches du groupement français des protéines, filiale d'Elf et de l'I.F.P. ; arrêt de l'usine de Lavera et hausse des prix du pétrole ; exploitation de la filière Méthanol par l'Institut Français du Pétrole ; production de protéines à partir de la biomasse [2 juin 1982] (p. 2863) ; programme en matière de biotechnologies (p. 2864).

295. — Problème européen de la pêche : M. Edmond Garcin : réunion prochaine d'un conseil des ministres européens de la pêche ; détermination des quotas de pêche qui seront attribués à la France ; attitude du Danemark ; M. Louis Le Pensec, ministre de la mer : problème de l'accès aux ressources ; principe de non-discrimination entre les pêcheurs des Etats membres ; zones de pêche historiques ; quotas de poissons ; attitude du gouvernement anglais et pavillons de complaisance ; conservation des ressources [2 juin 1982] (p. 2864).

296. — Refus de visites d'inspection par certains enseignants : M. Michel Noir : mise en cause d'une règle d'organisation du service public national d'éducation par certains enseignants du premier et du second degré qui refusent les visites d'inspection de leur classe par les inspecteurs chargés de cette mission ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : existence depuis des dizaines d'années d'un mouvement en faveur du refus d'inspection ; réforme des modalités de l'inspection pédagogique ; concertation [2 juin 1982] (p. 2864) ; dispositions transitoires prises par le ministre (p. 2865).

297. — Maintien de l'ordre lors de la visite du ministre de la santé à Montargis : M. Xavier Deniau : maintien de l'ordre par des représentants d'un syndicat et d'un parti politique lors de la visite de M. le ministre de la santé à Montargis ; intervention de polices parallèles ou de milices privées lors de visites officielles [2 juin 1982] (p. 2865) ; justification par le porte-parole officiel du parti socialiste ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : dispositions prises par le préfet du Loiret à l'occasion de la visite de M. le ministre de la santé à Montargis ; liberté de manifestation (p. 2866).

298. — Sommet de Versailles : M. Pierre-Bernard Cousté : ouverture du sommet de Versailles ; « protectionnisme » mondial coordonné envisagé par le Président de la République ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : importance de la concertation entre les principaux pays industrialisés du monde occidental ; domaine d'intérêts communs : crise, commerce international, problème Nord—Sud [2 juin 1982] (p. 2866).

299. — Décentralisation et élections sénatoriales : M. Serge Charles : nécessité de modifier par une loi organique la législation électorale applicable au Sénat en raison de l'érection des régions en collectivités territoriales [2 juin 1982] (p. 2866) ; non-prise en compte des régions lors des prochaines élections sénatoriales ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : transformation des régions en collectivités territoriales et modification du collège électoral des sénateurs ; examen des dispositions modifiant l'élection des sénateurs en même temps que l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'élection des conseils régionaux au suffrage universel (p. 2867).

300. — Rentrée scolaire : M. André Delehedde ; problèmes de formation initiale et continue des nouveaux instituteurs ; spécificité de l'accueil des enfants de deux ans à l'école maternelle ; politique pédagogique et éducative du Gouvernement ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : abandon

du système de l'alternance ; recrutement d'instituteurs par concours exceptionnel sur la base de la détention du D.E.U.G ; formation des instituteurs ; effectifs des écoles maternelles [2 juin 1982] (p. 2867) ; objectifs et moyens de l'action de rénovation de la vie pédagogique et éducative (p. 2868).

301. — Insertion sociale des jeunes de seize à dix-huit ans : M. Bernard Villette : attribution d'une indemnité forfaitaire aux jeunes impliqués dans une formation alternée ; risque de désaffection à l'égard du système scolaire ; M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle : champ d'application et portée du dispositif mis en place pour les jeunes âgés de seize à dix-huit ans ; augmentation des bourses pour les élèves des L.E.P. ; indemnité versée aux apprentis [2 juin 1982] (p. 2868).

302. — Thomson et compagnie des lampes Philips : M. Freddy Deschaux-Beaume : vente au groupe Philips des participations de Thomson dans la compagnie des lampes [2 juin 1982] (p. 2868) ; nécessité de prendre certaines garanties en faveur du personnel ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : accord entre le groupe Thomson et Philips sur la vente de ses participations dans la compagnie des lampes ; concertation avec le personnel de la compagnie des lampes et de ses filiales (p. 2869).

303. — Usine Talbot de Poissy : Mme Martine Frachon : risques de fermeture de l'atelier « moteurs » de Poissy en raison du non-renouvellement des contrats de sous-traitance passés par l'usine Talbot de Poissy dans les Yvelines ; politique du groupe P.S.A. ; risques de suppression d'emplois ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : situation de l'usine Talbot de Poissy ; conjoncture automobile ; renouveau d'activités de l'usine de Poissy [2 juin 1982] (p. 2869).

304. — Congés annuels des fonctionnaires : M. André Bellon : restrictions apportées par la circulaire du 16 mars 1982 relative à l'étalement des congés des fonctionnaires ; M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : contenu de la circulaire du 16 mars 1982 : généralisation de la cinquième semaine de congés payés ; décompte des obligations hebdomadaires en jours ouvrés ; seuils de bonification [2 juin 1982] (p. 2869).

305. — Grève au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre : M. Frédéric Jalton : conséquences de la grève sauvage déclenchée dans le centre hospitalier de Pointe-à-Pitre ; dégradation du service public ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : origine et étendue du mouvement de grève de l'hôpital des Abymes ; efforts consentis par le Gouvernement ; création de postes [2 juin 1982] (p. 2870).

306. — Aide aux agriculteurs en difficulté : Mme Lydie Dupuy : problème pratique d'application du décret du 3 décembre 1981 modifié par le décret du 9 février 1982 relatif à la mise en place d'une procédure pour venir en aide aux agriculteurs en difficulté ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : recommandations de Mme le ministre de l'agriculture aux divers organismes afin que les procédures de recouvrement ou de contentieux menées actuellement contre des agriculteurs soient examinées dans le souci de ne pas créer de situation irréversible [2 juin 1982] (p. 2870).

307. — Action diplomatique française dans le conflit israélo-arabe : M. Gilbert Gantier : affirmations contradictoires du Président de la République sur le conflit israélo-arabe et particulièrement sur le problème palestinien ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : continuité de la politique française au ProcheOrient ; Etat palestinien ; garanties accordées à Israël ; résolution de l'O.N.U. ; représentation des combattants palestiniens par l'O.L.P. ; rôle des négociations [2 juin 1982] (p. 2871).

308. — Réorganisation des instances du C.N.R.S. : M. Claude Birraux : projet de modification des instances de direction du C.N.R.S. ; représentation des personnels de la recherche ; mode de scrutin choisi afin d'éliminer tous les syndicats modérés au sein du conseil d'administration [2 juin 1982] (p. 2871) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie : concertation engagée entre la direction générale du C.N.R.S. et les syndicats ; représentation élue du personnel du C.N.R.S. ; place des techniciens ; création de conseils de département ; représentation du monde du travail ; réforme du collège électoral du C.N.R.S. et du mode de scrutin (p. 2872).

309. — Financement de la compensation britannique au sein du budget communautaire : M. Charles Millon : prise en charge par la France en plus de sa quote-part de 50 p. 100 de la quote-part allemande dans la compensation britannique ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : nécessité de dissocier la fixation des prix agricoles et la compensation britannique ; diminution du montant de la compensation britannique ; prise en compte des sommes indûment versées au Royaume Uni au titre de l'accord du 30 mai 1980 [2 juin 1982] (p. 2872) ; montant du budget communautaire ; contribution de la R.F.A. ; problème de la limitation à 1 p. 100 du produit de la T.V.A. du plafond des ressources communautaires (p. 2873).

310. — Choix des programmes de télévision : M. Maurice Sergheraert : mauvaise qualité des programmes de télévision ; nécessité de respecter la mission de service public et d'éducation que devrait remplir le petit écran ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication : fixation par le cahier des charges des sociétés de programme selon la loi du 7 août 1974 des obligations relatives au respect des dispositions législatives ou réglementaires concernant les bonnes mœurs, la morale publique, la prévention de la violence, le respect dû au public d'enfants ou d'adolescents ; contrôle du respect de ces obligations confié par le projet de loi sur la communication audiovisuelle à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle [2 juin 1982] (p. 2873).

311. — Politique de la France : M. Michel Debré : absence de résultat des délibérations de Versailles ; autorité insuffisante de la France sur le plan international ; impuissance des démocraties face au surarmement, au désordre monétaire et démographique ; nécessité de mise en place d'un nouveau système monétaire international ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : insensibilité des Etats-Unis aux problèmes de ses alliés ; défense de la solidarité entre les pays du Nord et les pays du Sud ; refus de la France de laisser les pays du Sud soumis aux lois du marché économique international ; rapports Nord-Nord ; reconstruction nécessaire d'un système monétaire mondial inspiré de celui de Bretton-Woods ; principe des interventions sur le marché monétaire international défendu par la France et accepté par les Etats-Unis [10 juin 1982] (p. 3199) ; réunion des ministres des finances des six pays les plus industrialisés et des représentants de la communauté économique européenne prévue le 2 septembre à Toronto (p. 3200).

312. — Absence de réaction du sommet de Versailles aux événements du Liban : M. Maurice Couve-de-Murville : faiblesse de la réaction des participants du sommet de Versailles face aux événements du Liban ; déclaration des Sept au lendemain des bombardements de Beyrouth ; condamnation de l'intervention israélienne par le Président de la République au cours de sa conférence de presse du 6 juin ; indifférence de la France et des pays occidentaux à l'égard du conflit du Liban ; M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : liens entre la France et le Liban ; présence de l'ambassadeur français à Beyrouth pendant le conflit ; condamnation par la France de l'agression israélienne au Liban ; association de la France à la condamnation prononcée par les ministres des affaires étrangères de la communauté européenne ; retrait immédiat des troupes israéliennes du territoire libanais demandé par le Gouvernement français conformément aux résolutions 508 et 509 du conseil de sécurité de l'O.N.U. ; participation de la France à la F.I.N.U.L. [10 juin 1982] (p. 3200).

313. — Situation au Liban : M. Gérard Bapt : violation de la souveraineté de l'Etat libanais par les troupes israéliennes ; rôle de la France pour proposer des mesures concrètes en vue de la cessation immédiate des combats et de l'ouverture de négociations ; M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : émotion de la France face à la situation au Liban ; condamnation de l'affrontement ; aide humanitaire au peuple libanais [10 juin 1982] (p. 3201).

314. — Sommet de Versailles et tiers monde : M. André Bellon : situation du tiers monde face à la mutation scientifique et technologique ; définition d'une politique française face aux problèmes de développement des pays du tiers monde ; projet de négociation globale précédemment évoqué à Ottawa et à Cancun ; approbation par la résolution des soixantes-dix-sept ; M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : résultats du sommet de Cancun ; attitude de blocage de la délégation des Etats-Unis au sommet de Versailles ; inversion de la tendance à la dégradation des relations Nord-Sud depuis le sommet de Versailles ; projet de lancement d'une négo-

ciation globale ; texte « Bedjaoui » présenté aux Nations unies pouvant servir de base à ces négociations ; désignation d'objectifs prioritaires par le sommet de Versailles ; priorité géographique accordée au continent africain ; priorité sectorielle accordée aux domaines de l'énergie, de la production alimentaire et à la stabilisation des recettes des matières premières [10 juin 1982] (p. 3201, 3202).

315. — Situation au Tchad : M. Guy Vadepied : évolution de la situation militaire au Tchad depuis l'entrée des partisans de M. Hissène Habré à N'Djamena ; retrait des troupes lybiennes ; absence d'intervention directe de la France dans les problèmes intérieurs du Tchad ; M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : situation des forces en présence sur le terrain ; présence d'un détachement français d'une vingtaine d'hommes pour assurer la protection de la communauté française de N'Djamena ; politique de la France à l'égard du Tchad ; soutien à l'action de l'Organisation de l'unité africaine pour ramener la paix au Tchad ; préservation de l'unité et de l'intégrité territoriale de cet Etat ; intervention en faveur de la reprise du processus de négociation ; volonté d'établir un calendrier pour le retour progressif au fonctionnement normal des institutions ; absence d'occupation étrangère au Tchad [10 juin 1982] (p. 3202).

316. — Investissements publics : M. Guy Bêche : sous-investissement de l'économie française ; recul de l'investissement privé ; possibilité pour le Gouvernement d'agir par le biais de l'extension du secteur public pour mener une politique active d'investissement public [10 juin 1982] (p. 3202) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : faiblesse de l'investissement en France ; situation comparable d'autres pays européens ; mise à la disposition du secteur privé de prêts bonifiés et de prêts participatifs dont le montant a augmenté ; rôle possible des cinq groupes industriels nationalisés dans l'épargne publique ; insuffisance de dynamisme de ces groupes ; politique mise en place pour y remédier ; concours importants accordés par les membres du secteur public à ces groupes ; compatibilité de cette politique avec le souci de rigueur budgétaire du Gouvernement et avec l'autonomie de gestion de ces groupes (p. 3202, 3203).

317. — Pollution des plages : M. Jean-Pierre Destrade : état de pollution des plages à la veille des vacances scolaires ; publication par les services du ministère de la santé d'un bulletin officiel de l'état de salubrité des plages ; diffusion de ce document ; M. Jack Ralite, ministre de la santé : envoi d'une mission sanitaire dirigée par le professeur Minkovski au Liban ; salubrité des eaux de baignade ; publication de l'état sanitaire des plages dans un document intitulé « Promotion de la santé » ; même procédure d'examen utilisée pour les plages de la Méditerranée et celles de la côte atlantique ; amélioration globale de la salubrité des eaux depuis deux ans ; diffusion de ce document, notamment auprès des maires [10 juin 1982] (p. 3203).

318. — Manifestation du mouvement de la jeunesse communiste à Ivry : M. Francisque Perrut : absence de la solidarité gouvernementale en matière de politique étrangère ; présence au moment du sommet de Versailles de M. Charles Fiterman à Ivry dans une manifestation antiaméricaine du mouvement de la jeunesse communiste ; propos antiaméricanistes tenus par M. Georges Marchais ; impossibilité pour les ministres communistes de continuer à apporter leur caution à un gouvernement dont l'action en matière de politique étrangère est désavouée par leur parti ; absence de solidarité gouvernementale en ce qui concerne les projets de loi relatifs aux droits nouveaux des travailleurs ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : différence entre les prises de position des formations politiques et les décisions en matière de politique étrangère ; possibilité pour M. Charles Fiterman de participer en tant que militant à une manifestation organisée par son parti ; solidarité gouvernementale ; absence d'une telle solidarité dans la période gouvernementale précédente ; excellent déroulement des débats sur les projets de loi relatifs aux droits des travailleurs [10 juin 1982] (p. 3204, 3205).

319. — Commission du bilan : M. Jacques Blanc : différence entre les conclusions de la commission du bilan présidée par M. Bloch-Lainé et les propos du Président de la République quant à la situation économique de la France ; aggravation du chômage depuis l'élection de M. François Mitterrand ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie : conclusions de la commission du bilan sur les problèmes économiques ; multiplication du chômage pendant le septennat précédent ; multiplication de l'endettement extérieur de la France ; stagnation de l'investissement productif ; accroissement du déficit budgétaire ; dépendance de l'économie française à l'égard de l'étranger ; disparition d'entreprises stratégiques ; importance de l'effort auquel est appelé le nouveau gouvernement ; ralentissement du rythme d'augmentation du chômage ; rôle des contrats de solidarité ; emploi des jeunes ; croissance prévue pour 1982 ; progression prévisible du revenu agricole [10 juin 1982] (p. 3205, 3206).

320. — Grève des maîtres-assistants : M. Henri Bayard : grève actuellement observée par les maîtres-assistants dans vingt-trois universités ; blocage des recrutements ; difficultés de mettre en place la titularisation générale prévue ; promotions internes ; blocage des perspectives de carrière ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation : grève observée par les maîtres-assistants dans quelques universités ; revendications pour la constitution d'un corps unique d'enseignants des universités et la transformation de postes de maîtres-assistants en postes de professeurs ; politique mise en œuvre par le Gouvernement ; augmentation du nombre de places mises au concours d'agrégation ; volonté de développer le recrutement dit par la « voie longue » ; non-transformation, dans l'immédiat, de postes vacants sur place ; modification de la structure statutaire des personnels enseignants, examinée dans le cadre du projet de loi en préparation sur les établissements d'enseignement supérieur [10 juin 1982] (p. 3206, 3207).

321. — Agression israélienne au Liban : M. Jacques Brunhes : émotion du groupe communiste devant les événements du Liban ; présence des forces israéliennes sur le quart du territoire libanais ; condamnation de cette situation par le Président de la République ; définition des mesures concrètes à prendre pour contribuer à l'arrêt du conflit ; M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : situation au Liban ; volonté pour la France de ramener la paix dans ce pays ; rôle de la France à la présidence du conseil de sécurité [10 juin 1982] (p. 3207).

322. — Application de la loi de nationalisation chez Pechiney-Ugine-Kuhlmann : M. Joseph Legrand : restructuration du groupe P. U. K. dans le cadre de l'accélération de la reconquête du marché intérieur ; restructuration nécessaire dans les secteurs de pointe ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public : rôle des groupes nationalisés dans la réalisation des priorités industrielles définies par le Gouvernement ; envoi par le ministre de l'industrie d'une lettre de mission aux administrateurs généraux de ces groupes ; définition des priorités industrielles et des objectifs de concertation ; volonté du Gouvernement de développer les responsabilités des salariés dans le cadre de la démocratisation du secteur public [10 juin 1982] (p. 3207).

323. — Orages en région parisienne : M. Maurice Nilès : orages en région parisienne et dans de grandes agglomérations de province ; dégâts entraînés par ces orages ; nécessité de mise en œuvre de moyens préventifs, notamment dans le cadre de la politique de l'urbanisme ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : définition des opérations de secours mises en place à l'occasion des orages qui se sont abattus sur la région parisienne et sur diverses agglomérations de province ; aides financières octroyées aux zones sinistrées ; nécessité de modifier les règlements d'urbanisme en ce qui concerne les secteurs inondables où la sécurité des personnes peut être mise en question ; obligation de réglementer certaines activités, telle la circulation des véhicules ; problème de l'écoulement des eaux et de la dimension des réseaux d'évacuation [10 juin 1982] (p. 3208).

324. — Politique économique et monétaire : M. Louis Joxe : mesures économiques et monétaires décidées par le Conseil des ministres ; résultats escomptés de ces mesures [16 juin 1982] (p. 3450) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : seconde étape de la politique économique engagée par le Gouvernement ; résultats de la lutte contre le chômage ; relance de l'activité par une amélioration de la consommation publique et la mise en place de programmes d'investissements des entreprises nationales ; incidences de la situation internationale et de la gestion précédente sur le rythme de la croissance ; volonté du Gouvernement de réduire l'inflation ; blocage des prix et des revenus ; recherche de l'équilibre financier des régimes sociaux et concertation avec les partenaires sociaux (p. 3453).

325. — Dévaluation : M. Edmond Alphandéry : déficit des finances publiques ; incidence de la dévaluation ; aggravation des charges fiscales et sociales ; aggravation du rythme de l'inflation ; nécessité de contrôler la création monétaire et de stimuler les investissements ; conclusions de la commission du bilan [16 juin 1982] (p. 3454) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : bilan négatif de la politique antérieure ; politique de relance et de lutte contre le chômage menée par le Gouvernement (p. 3455).

326. — Dévaluation et revenu des éleveurs : M. Loïc Bouvard : incidences de la dévaluation du franc sur le revenu des agriculteurs ; persistance de montants compensatoires défavorables ; M. André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : montants compensatoires monétaires ; exceptions au blocage des prix pour les prix alimentaires et les prix agricoles à la production ; situation des secteurs du porc et du mouton [16 juin 1982] (p. 3456).

327. — Situation au Liban : M. Louis Odru : politique israélienne au Liban ; agression contre l'Organisation de Libération de la Palestine et le mouvement progressiste libanais ; diminution des chances d'une paix durable ; possibilité pour la France de prendre des sanctions contre Israël ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : position de la France dans le conflit ; nécessité de préserver le dialogue ; possibilité d'arrêter des sanctions au niveau des Nations Unies et au niveau communautaire [16 juin 1982] (p. 3457).

328. — Situation chez Talbot : M. Guy Ducoloné : conflit social chez Talbot-Poissy [16 juin 1982] (p. 3457) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : nécessité de poursuivre l'examen du projet de loi sur les droits des travailleurs ; mise en place par le Gouvernement d'une mission de concertation ; reprise de la négociation (p. 3457, 3458).

329. — Entreprise Rateau : Mme Muguette Jacquaint : contrat entre la France et l'U.R.S.S. pour la construction d'un gazoduc ; conséquences de ce marché pour cette entreprise ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : situation et activité industrielle de l'entreprise Rateau ; politique d'investissements menée par les pouvoirs publics [16 juin 1982] (p. 3458).

330. — Liaison Trans-Manche : M. René Rieubon : construction d'une liaison fixe Trans-Manche ; suite donnée au projet évoqué lors du dernier sommet franco-britannique ; M. Charles Fiterman ministre d'Etat, ministre des transports : groupe de travail sur la liaison fixe Trans-Manche ; conclusions de ce groupe suggérant le forage d'un double tunnel ; conséquences de ce projet sur la région Nord - Pas-de-Calais [16 juin 1982] (p. 3458, 3459).

331. — Ressortissants français au Liban : Mme Florence d'Harcourt : situation des ressortissants français au Liban ; rapatriement d'une partie d'entre eux ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : mesures prises par le Gouvernement français pour permettre le rapatriement d'une partie des ressortissants français du Liban ; mise en place d'une aide humanitaire et envoi sur place de deux missions médicales ; participation de la France à l'aide communautaire [16 juin 1982] (p. 3459).

332. — Publicité pour le congrès de la C.G.T. et la fête de L'Humanité : M. Didier Julia : démarchage publicitaire exercé auprès de certaines entreprises à l'occasion de la fête de L'Humanité et du congrès de la C.G.T. ; pressions à l'égard des entreprises [16 juin 1982] (p. 3459, 3460) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : possibilité de saisir la juridiction compétente à l'encontre de moyens délictueux employés par le solliciteur (p. 3460).

333. — Entreprises automobiles françaises : M. René La Combe : situation de l'industrie française de l'automobile à la suite de mouvements de grève ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : dialogue entre les salariés et les directions ; actions pour le règlement des conflits ; meilleur respect des droits des travailleurs [16 juin 1982] (p. 3460).

334 — Occupation de voies de chemin de fer : M. Jean Foyer : occupation de la gare d'Angers par les ardoisiers de Trélazé ; liberté de la circulation [16 juin 1982] (p. 3460, 3461) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : diminution du nombre de ces occupations ; difficultés d'identifier les occupants illicites ; évacuations des usines occupées ayant fait l'objet d'une décision judiciaire d'évacuation (p. 3461).

335. — Franc vert, charges sociales et pouvoir d'achat : M. Jean-Guy Branger : montants compensatoires monétaires négatifs pour les agriculteurs français ; hausse des coûts agricoles ; nécessité de maintenir le revenu des agriculteurs [16 juin 1982] (p. 3461) ; M. André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : mesures relatives aux prix agricoles ; secteurs du porc et du mouton ; évolution des charges sociales des agriculteurs (p. 3461, 3462).

336. — Participation des ministres communistes au Gouvernement : M. Alain Madelin : conversation rapportée par la presse, entre un ministre communiste et le secrétaire général de la C.G.T. ; « trahison » du secret des délibérations gouvernementales ; rôle joué par le parti communiste vis-à-vis du Gouvernement ; jugement de la C.G.T. sur la politique du Gouvernement ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : hommage à l'action menée par Mme Nicole Questiaux ; soutien de l'action du Gouvernement par la majorité ; solidarité gouvernementale [30 juin 1982] (p. 4068, 4069).

337. — L'austérité budgétaire épargne-t-elle la politique de défense ? M. Emmanuel Hamel : lancement de l'*Inflexible* ; gel de certaines autorisations de programme ; nécessité de lutter contre le pacifisme ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : constitution d'une réserve budgétaire correspondant au quart des crédits en autorisations de programme ouverts par la loi de finances pour 1982 ; prélèvement proportionnel sur l'ensemble des sections budgétaires au budget de la défense nationale ; sens du pacifisme [30 juin 1982] (p. 4070, 4071).

338. — Réforme du système des aides : M. Gustave Ansart : système d'aides aux entreprises ; nécessité de définition de nouveaux principes d'attribution des aides ; association des partenaires sociaux et des institutions représentatives du personnel à cette politique ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : sélectivité des aides ; contrôle de l'utilisation des fonds ; orientation de la politique indutrielle vers le secteur des biens intermédiaires et des biens de consommation courante ; aides à l'exportation ; programme de recherche et de développement ; redéploiement des aides à l'industrie ; augmentation des dotations en capital du secteur public industriel ; rigueur dans l'octroi des prêts bonifiés ; assimilation de certains des membres de l'opposition à des « braillards fascisants » [30 juin 1982] (p. 4071).

339. — Situation au Liban : M. René Rieubon : buts recherchés par Israël au Liban ; possibilité pour la France de reconnaître officiellement l'O.L.P. ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : attitude de la France face au conflit du Liban ; résolution proposée au conseil de sécurité de l'O.N.U. ; veto américain à cette résolution ; déclaration commune des membres de la C.E.E. [30 juin 1982] (p. 4072).

340. — Sidérurgie de Pompey, Denain et Longwy : Mme Colette Gœuriot : manifestations des sidérurgistes et des populations de Longwy, Denain et Pompey ; nécessité d'enquêter sur les débouchés de la sidérurgie française et sur l'organisation d'une « filière acier » [30 juin 1982] (p. 4072) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : programme de modernisation de la sidérurgie française ; plan industriel des groupes sidérurgiques nationalisés ; développement de la concertation (p. 4073).

341. — Situation de l'horlogerie française : M. Roland Vuillaume ; situation de l'horlogerie française dans la région de Franche-Comté ; dépôt de bilan de sociétés horlogères ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : développement de la production nationale des montres électroniques ; opérations de restructuration ; reconduction de la taxe parafiscale horlogère [30 juin 1982] (p. 4073).

342. — Anomalies dans le déroulement d'examens : M. Bruno Bourg-Broc : disparitions de copies d'examen de fin de première année de médecine à Grenoble ; anomalies dans le déroulement des épreuves du baccalauréat dans plusieurs villes de France ; nécessité de mettre en place des mesures assurant l'égalité des candidats [30 juin 1982] (p. 4073) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : incidents dans le déroulement de certaines épreuves d'examen ; présomption de fraudes à l'épreuve anticipée des baccalauréats à Périgueux ; épreuves renvoyées en septembre ; situation à Rouen, Bordeaux et Paris (p 4074).

343. — Est-il exact que les membres du Gouvernement reçoivent les ordres d'un leader syndicaliste ? M. Robert-André Vivien : propos injurieux tenus par M. Jacques Delors ayant traité les membres de l'opposition de « braillards fascisants » ; écoutes téléphoniques condamnées par M. Mitterrand dans son ouvrage « Ma part de vérité » [30 juin 1982] (p. 4074) ; relation par la presse d'une conversation entre le ministre de la santé et le secrétaire général de la C.G.T. ; absence de démenti de la part du ministre de la santé ; absence de réponse du Premier ministre à ce sujet ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : « dévoiement » de certaines questions ; demande au président de l'Assemblée que la conférence des présidents se saisisse du problème du caractère des questions posées au Gouvernement ; suppression des écoutes téléphoniques (p. 4075).

344. — Associations de consommateurs et contrôle des prix : Mme Marie-France Lecuir : hausse des prix ; contrôle des prix ; réforme des circuits de distribution [30 juin 1982] (p. 4075) ; Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation : blocage des prix ; développement des contrôles des prix ; mise en place de moyens d'information des consommateurs ; réforme des circuits de distribution (p. 4076).

345. — Proche-Orient : M. Pierre Guidoni : initiative gouvernementale visant à l'arrêt des combats au Liban ; nécessité du retour à la paix [30 juin 1982] (p. 4076) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : politique de la France au Liban ; vote de la résolution n° 508 ; droit à l'autodétermination du peuple libanais ; non-ingérence des autres pays dans les affaires intérieures libanaises ; activités de la France au Proche-Orient (p. 4077).

346. — Entreprise Sofralait : M. Alain Billon : situation de l'entreprise Sofralait ; production et distribution de lait frais ; M. André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : production de lait frais pasteurisé ; aide aux investissements ; absence d'aide aux investissements de fabrication de lait de longue conservation [30 juin 1982] (p. 4077).

347. — Crédits du F. I. D. A. R. en zone de haute montagne : M. Robert de Caumont : réserve de 25 p. 100 des crédits du F. I. D. A. R. ; incidences sur le démarrage et la poursuite des travaux en zone de montagne [30 juin 1982] (p. 4078) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : possibilité de faciliter le démarrage des travaux en zone de montagne : possibilité de débloquer la réserve de 93 milliards de francs du F. I. D. A. R. (p. 4078).

348. — Utilisation des fonds de l'Entraide professionnelle des industries des métaux : M. Bernard Bardin : « caisse antigrève » de l'union des industries métallurgiques et minières ; gestion confidentielle de cette caisse permettant aux employeurs de faire face aux conflits du travail ; participation des sociétés nationalisées à ce fonds ; M. Jean Auroux, ministre du travail : existence ou non-existence des fonds de l'entraide professionnelle des industries des métaux ; gestion confidentielle de certains de ces fonds ; secteur public ; solidarité interprofessionnelle pour le reclassement des travailleurs licenciés [30 juin 1982] (p. 4078).

349. — Situation de la sidérurgie dans le Nord et la Lorraine : Mme Colette Goeuriot : suppression d'emplois ; nécessité de limiter les importations de minerai de fer et de développer une filière « acier » [6 octobre 1982] (p. 5454) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : plan quinquennal de modernisation de la sidérurgie ; dépenses totales de 20 milliards en cinq ans ; objectifs du Gouvernement ; diversification industrielle du Nord et de la Lorraine (p. 5455).

350. — Manque de professeurs dans l'enseignement secondaire : M. Robert Montdargent : rentrée scolaire ; déficit des postes d'enseignant [6 octobre 1982] (p. 5455) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : rentrée scolaire ; augmentation du nombre des élèves dans l'enseignement secondaire ; réemploi des maîtres auxiliaires ; problèmes sectoriels relatifs à la musique, aux arts plastiques, à l'éducation physique et sportive ; nombre de postes mis aux concours ; choix des régions par les enseignants (p. 5456, 5457).

351. — Fermeture d'une usine du groupe Hutchinson dans la Sarthe : M. François Fillon : entreprise Sitec à Précigné dans la Sarthe ; part des capitaux publics dans le groupe Hutchinson ; rôle des entreprises nationalisées dans la lutte contre le chômage ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : situation de la Sitec ; part des capitaux privés dans cette entreprise [6 octobre 1982] (p. 5457, 5458).

352. — Réparation des préjudices subis à la suite d'attentats terroristes : M. Edouard Frédéric-Dupont : réparation des préjudices subis par les victimes d'attentats dans le VII[e] arrondissement ; indemnisation des victimes d'attentats précédents ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : absence de texte législatif prévoyant l'indemnisation des victimes d'attentats ; étude en cours pour l'indemnisation des victimes des attentats de l'avenue de La Bourdonnais et de la rue Perronet [6 octobre 1982] (p. 5458).

353. — Conditions de la rentrée scolaire : M. Bruno Bourg-Broc : rentrée scolaire ; manque de professeurs ; recrutement tardif d'auxiliaires ; possibilité de réparer le préjudice subi par de nombreux élèves [6 octobre 1982] (p. 5458) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : recrutement à l'agrégation et au C.A.P.E.S. ; enseignement technique ; possibilité d'heures supplémentaires de rattrapage pour certains élèves pendant le premier trimestre (p. 5459).

354. — Rentrée scolaire : M. Bernard Derosier : situation antérieure ; attrait des enseignants pour les régions du sud de la France [6 octobre 1982] (p. 5459) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : manque d'enseignants dans certaines matières ; politique scolaire menée par les gouvernements précédents ; besoins quantitatifs de l'enseignement ; formation continue des enseignants (p. 5460).

355. — Soutien au régime démocratique de Bolivie : M. Pierre Guidoni : mesures d'aide française au nouveau gouvernement de Bolivie ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : aide communautaire et possibilités d'aide française [6 octobre 1982] (p. 5460).

356. — Approvisionnement des entreprises nationalisées : M. Jean-Paul Desgranges : déficit du commerce extérieur ; politique de sous-traitance menée par les groupes nationalisés [6 octobre 1982] (p. 5460) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : déficit du commerce extérieur en 1980 et 1981 ; stratégie des entreprises nationales ; conventions de stabilité ; attitude de certains parlementaires de l'opposition à l'étranger (p. 5461).

357. — Semaine mondiale du désarmement : M. Paul Duraffour : possibilité de promotion de la semaine mondiale du désarmement de l'O.N.U. par le Gouvernement et les moyens d'information en France [6 octobre 1982] (p. 5461) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : promotion des objectifs du désarmement par le gouvernement français (p. 5462).

358. — Respect des ordonnances sur le travail temporaire : M. Jean-Paul Planchou : possibilité de recours pour les salariés concernés ; M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail : buts recherchés par l'ordonnance du 5 février en matière de travail temporaire ; droits des travailleurs temporaires ; possibilité de saisir les délégués du personnel ou l'inspection du travail ; faible nombre des violations de cette réglementation [6 octobre 1982] (p. 5462).

359. — Centrale au charbon sur le site d'Ambès en Gironde : M. Pierre Garmendia : diversification des sources d'énergie ; situation de l'usine d'Ambès [6 octobre 1982] (p. 5462) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : politique énergétique de la France ; report du déclassement de l'usine d'Ambès (p. 5463)

360. — Inconstitutionnalité de la procédure de réforme du mode d'imposition sur les grandes fortunes : M. Philippe Mestre : article 34 de la constitution ; exonération de l'outil de travail de l'impôt sur les grandes fortunes ; dépôt, par le groupe U.D.F., au moment du débat relatif à l'impôt sur les grandes fortunes, d'un amendement tendant à exclure l'outil de travail du champ d'application de cet impôt ; rejet de cet amendement par le Gouvernement [6 octobre 1982] (p. 5463) ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : compétence du Parlement en matière d'exonération des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes ; examen de cette exonération à l'occasion de la prochaine loi de finances rectificative (p. 5464).

361. — Décentralisation : M. Michel d'Ornano : retard pris par le Gouvernement en matière de vote des textes relatifs à la décentralisation ; retrait de soixante-dix des cent trente-cinq articles du projet de loi examinés par le Sénat ; raisons politiques de ce retrait ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : retrait d'une partie du projet de loi sur les transferts de compétence et de crédits justifié par l'encombrement de l'ordre du jour des assemblées parlementaires et non par une raison politique ; possibilités, si les assemblées y sont disposées, d'examiner l'ensemble de ce texte au cours de la session d'automne [6 octobre 1982] (p. 5464).

362. — Interprétation de l'ordonnance de 1944 sur la presse : M. Alain Madelin : ordonnance du 26 août 1944 relative à la presse ; doctrine du Gouvernement en la matière ; concentration des pouvoirs dans la presse et l'audiovisuel [6 octobre 1982] (p. 5465) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication : impossibilité pour le Gouvernement de se prononcer sur une instance judiciaire en cours ; instance introduite contre M. Robert Hersant en 1977 (p. 5466).

363. — Sauvetage de l'usine de la Compagnie Française du meuble à Saint-Pierre-des-Corps : M. Jean Royer : Compagnie Française du meuble ; licenciements envisagés ; urgence d'une réunion de coordination [6 octobre 1982] (p. 5466) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : industrie française du meuble et filière bois ; possibilité de reprise de la Compagnie Française du meuble par des groupes privés ou publics (p. 5467).

364. — Propos tenus sur certains producteurs ou certaines émissions de télévision par des personnalités de la majorité : M. Robert-André Vivien : conditions de désignation des députés représentant l'Assemblée nationale au sein des conseils d'administration des sociétés et des établissements de radio et de télévision ; propos tenus par M. Régis Debray à l'égard de M. Bernard Pivot ; M. Régis Debray : « super-gauleiter des affaires culturelles » ; remise en cause de l'indépendance de la presse écrite et parlée par M. Jean Poperen ; absence de réponse du ministre à cette question [13 octobre 1982] (p. 5721, 5722) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication : émission « Apostrophes » (p. 5722).

365. — Centres d'éducation populaire : M. Christian Bergelin : hostilité à l'égard du projet de transformation des centres régionaux d'éducation physique et sportive en centres d'éducation populaire [13 octobre 1982] (p. 5722) ; M. André Henry, ministre du temps libre : adaptation des établissements régionaux du ministère du temps libre ; transformation des C.R.E.P.S. en centres régionaux d'éducation populaire et du sport ; attributions du ministère de l'éducation nationale en matière d'éducation physique et sportive ; développement des formations sportives dans les C.R.E.P.S. (p. 5722, 5723).

366. — Délinquance d'origine étrangère et conception du droit d'asile : Mme Florence d'Harcourt : perméabilité des frontières entraînant, sur le territoire national : terrorisme, délinquance et trafic de drogue [13 octobre 1982] (p. 5723) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : renforcement du contrôle aux frontières ; droit d'asile, droit de séjour, statut de réfugié (p. 5723).

367. — Déclaration d'un député du groupe Union pour la démocratie française lors du débat sur les transports : M. Henry Delisle : comparaison au cours du débat sur la loi d'orientation des transports intérieurs de la situation française avec la situation chilienne ; manœuvres d'intimidation de la part de députés du groupe Union pour la démocratie française [13 octobre 1982] (p. 5723, 5724) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : caractères des propos tenus par un député U.D.F. comparant la situation en France et au Chili (p. 5724) ; M. Marc Lauriol : droits des parlementaires ; impossibilité pour le Gouvernement de juger les élus du peuple (p. 5724).

368. — Turquie : M. Jean-Pierre Fourré : apparence démocratique du régime turc ; atteinte aux libertés et tortures ; saisine de la Commission européenne des Droits de l'homme [13 octobre 1982] (p. 5724) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : Droits de l'homme ; situation en Turquie ; tortures : saisine de la Commission européenne des Droits de l'homme (p. 5724, 5725).

369. — Organisation communautaire du marché des fruits et légumes : M. Dominique Taddei : modification attendue des règlements communautaires concernant les fruits et légumes ; importations en provenance des pays tiers ; aides aux producteurs [13 octobre 1982] (p. 5725) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : réforme de l'organisation du marché des fruits et légumes devant intervenir avant le 31 octobre 1982 ; aides aux groupements de producteurs ; protection communautaire pour tous les produits connaissant une commercialisation notable ; protection vis-à-vis des pays tiers (p. 5725).

370. — Agitation chez certains fonctionnaires de la police : M. Guy Malandain : propos tenus au cours d'un meeting à l'appel de l'Union des syndicats catégoriels de la police injurieux à l'encontre du Gouvernement et de sa majorité [13 octobre 1982] (p. 5725, 5726) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : liberté de parole accordée à tous, y compris aux opposants ; rôle de la police (p. 5726).

371. — Manifestation de commerçants : Mme Renée Soum : propositions gouvernementales relatives à l'artisanat ; M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat : difficultés rencontrées par les artisans ; leur régime de protection sociale ; leur situation fiscale [13 octobre 1982] (p. 5726, 5727).

372. — Situation en Pologne : M. Francis Geng : intolérance de la majorité à l'égard de certains membres de l'opposition ; heurts entre des parlementaires du C.D.S. et des membres de la C.F.D.T. au cours d'une manifestation de soutien à la Pologne ; situation en Pologne ; syndicat Solidarité ; attitude de la France à l'égard de la Pologne ; attitude des ministres communistes à l'égard de la Pologne ; droits de l'homme [13 octobre 1982] (p. 5727, 5728) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : condamnation par le Gouvernement français de l'état de siège en Pologne ; aide de la France au peuple polonais (p. 5728).

373. — Enseignement agricole privé : M. Jacques Barrot : faible augmentation des crédits publics destinés à l'enseignement agricole privé ; atteintes portées à ce type d'enseignement ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : situation de l'enseignement agricole privé ; utilisation de reliquats de crédits ; crédits affectés dans le projet de budget de 1983 à l'enseignement agricole privé dans le projet de budget pour 1983 [13 octobre 1982] (p. 5729).

374. — Saisies et expulsions : Mme Muguette Jacquaint : rapports entre bailleurs et locataires ; commissions départementales de conciliation ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : baisse du nombre d'expulsions ; actions des commissions de conciliation [13 octobre 1982] (p 5730).

375. — Augmentation des loyers à la sortie du blocage : M. Guy Ducoloné : évolution des loyers et des charges à la sortie du blocage [13 octobre 1982] (p. 5730) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : évolution des loyers et des charges ; concertation avec les organisations de bailleurs et de locataires (p. 5731).

376. — Plan de formation professionnelle des jeunes : M. Maurice Nilès : mesures gouvernementales pour l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans ; M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle : objectif du Gouvernement visant à la formation de 100 000 jeunes ; contrats d'apprentissage ; stages ; retard dans la mise en place des mesures gouvernementales ; développement de la concertation [13 octobre 1982] (p. 5731).

377. — Situation du commerce extérieur : M. André Bellon : déficit de 12 milliards de francs du commerce extérieur ; analyse sectorielle du commerce extérieur français ; causes du déficit [20 octobre 1982] (p. 6039) ; M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur : crise économique mondiale ; consommation de pétrole ; différentiel d'inflation ; analyse sectorielle des causes du déséquilibre du commerce extérieur français ; réorganisation des branches industrielles ; rôle de la banque française (p. 6039, 6040).

378. — Difficultés d'entreprises de sous-traitance : M. Michel Sapin : entreprises nationalisées ; contrats de sous-traitance [20 octobre 1982] (p. 6040) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de l'industrie et de la recherche : entreprises nationalisées ; salon international de la sous-traitance ; situation dans le secteur de l'automobile (p. 6040, 6041).

379. — Nouvelles orientations des contrats de solidarité : M. Robert Le Foll : nouveaux contrats de solidarité portant sur la réduction des horaires par la négociation ; bilan de la politique du Gouvernement en matière de création d'emplois [20 octobre 1982] (p. 6041) ; M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi : objectif des contrats de solidarité ; processus des contrats de solidarité « réduction du temps de travail » ; contrats emploi-productivité permettant aux entreprises d'obtenir des prêts bonifiés (p. 6042).

380. — Situation du commerce extérieur : M. Jean-Paul Fuchs : doublement du déficit du commerce extérieur en un an ; baisse des exportations vers les pays industrialisés ; politique du Gouvernement pour faire face au déficit du commerce extérieur [20 octobre 1982] (p. 6042) ; M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur : politique commerciale internationale de la France ; relations commerciales avec l'Allemagne ; démantèlement des montants compensatoires ; déficit du commerce extérieur (p. 6042).

381. — Incertitudes des marchés des changes : M. Edmond Alphandéry : nécessité pour la France de faire face à ses dettes internationales : réserves en devises et réserves d'or ; dépenses faites par la Banque de France pour défendre le franc ; sa question de savoir si le Gouvernement envisage d'engager l'or

de la Banque de France ; absence de réponse du ministre à ses questions [20 octobre 1982] (p. 6042, 6043, 6044) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances ; défense de la parité du franc sur le marché des changes ; emprunt auprès des banques et organismes financiers internationaux de 4 milliards de dollars, ayant recueilli plus de 7 milliards de dollars (p. 6043) ; improbabilité de l'utilisation des réserves en or de la Banque de France (p. 6044) ; M. Michel Noir : accuse le ministre de l'économie et des finances.

382. — Demande d'extradition de Klaus Barbie : M. Louis Odru : possibilité d'extrader de Bolivie Klaus Barbie ; extradition déjà réclamée par M. Virgile Barel ; changement de gouvernement en Bolivie rendant possible cette extradition [20 octobre 1982] (p. 6044) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : extradition de Klaus Barbie déjà réclamée par Virgile Barel ; désir de la France de voir cette extradition réalisée pour traduire en justice Klaus Barbie (p. 6045).

383. — Participation du patronat au financement de l'U.N.E.D.I.C. : M. Jean Jarosz : propositions du C.N.P.F. tendant à exclure du système d'indemnisation du chômage 300 000 personnes ; intentions du Gouvernement à l'occasion du renouvellement de la convention U.N.E.D.I.C. ; rupture des négociations par le patronat [20 octobre 1982] (p. 6045) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : déficit du régime de l'U.N.E.D.I.C. dû à l'évolution du chômage ; inscription de 30 milliards de francs dans le projet de budget pour faire face à la situation du régime d'indemnisation du chômage ; rôle du patronat dans le financement de l'U.N.E.D.I.C. ; maintien d'un système d'assurance chômage, quitte pour l'Etat à suppléer le patronat en cas de refus par ce dernier d'augmenter sa contribution (p. 6046).

384. — Libre accès de toutes les tendances politiques à la radio et à la télévision : M. Jacques Baumel : absence de publication des temps de parole de la majorité et de l'opposition ; rôle de la télévsion à la veille des prochaines élections municipales ; absence de réponse à des dizaines de questions écrites adressées au Gouvernement sur le caractère partisan de la télévision [20 octobre 1982] (p. 6046) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication : problème de la privatisation de la télévision ; déclaration récente de M. Giscard d'Estaing à ce sujet ; absence de publication des temps respectifs de parole de la majorité et de l'opposition à la télévision résultant d'un décret pris avant l'arrivée de la gauche au pouvoir ; rôle de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle en matière de contrôle et de décision lors de l'organisation des campagnes électorales (p. 6047).

385. — Dégradation des résultats du commerce extérieur : M. Michel Cointat : déficit de 100 milliards de francs de la balance commerciale ; déficit probable de 60 à 70 milliards de la balance des paiements ; dévaluations ; nécessité de prendre des mesures pour encourager les entreprises à exporter ; nécessité de « moraliser » les importations ; mesures à prendre pour consolider les avoirs de changes [20 octobre 1982] (p. 6048) ; M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur : handicap du commerce extérieur français résultant surtout de nos pratiques commerciales, marché américain ; dévaluations ; réserves de changes affectées par les mouvements spéculatifs (p. 6049).

386. — Avenir des mines domaniales des potasses d'Alsace : M. Adrien Zeller : entreprise minière et chimique ; rôle des collectivités locales dans ces domaines [20 octobre 1982] (p. 6049) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : société des mines de potasses d'Alsace ; plan minier ; situation et avenir des mines de potasses ne présentant pas de caractère inquiétant (p. 6049).

387. — Annulation de crédits d'investissements du budget 1982 : M. Pierre Méhaignerie : annulation de 22 milliards de francs d'autorisations de programme et de 7 milliards de francs de crédits de paiement ; fonds d'action conjoncturelle ; fonds de grands travaux [27 octobre 1982] (p. 6346) ; recours fait contre cet arrêté devant le Conseil d'Etat (p. 6347) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : régulation budgétaire ; priorité accordée par le Gouvernement à l'investissement ; mauvaise gestion en 1980 et 1981 ; absence de réduction en volume des crédits d'équipement de la défense (p. 6346-6347).

388. — Annulation de crédits du ministère de la défense : M. Emmanuel Hamel : affaiblissement de l'effort de défense ; risques de conflit [27 octobre 1982] (p. 6347) ; position du ministre de la défense face aux mesures d'annulation d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; loi de programmation militaire ; force nucléaire ; implications stratégiques et tactiques de ces annulations (p. 6348) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : part des ressources nationales consacrées à la défense ; annulation des crédits de paiement représentant 2,25 p. 100 du budget de la défense voté pour 1982 ; maintien de la force nucléaire stratégique ; contrat de vente de quarante Mirage 2000 à l'Inde ; exécution de la loi de programmation militaire (p. 6348).

389. — Problèmes de la société Creusot-Loire : M. Théo Vial-Massat : suppression de 500 emplois due à des restructurations dans le groupe Creusot-Loire [27 octobre 1982] (p. 6348) ; liens entre Creusot-Loire et l'Etat ; ressources du groupe Creusot-Loire (p. 6349) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie chargé de l'énergie : groupe Creusot-Loire ; usine de Firminy ; suppression d'emplois pouvant être compensée par le transfert d'une activité de fonderie ; ressources de Creusot-Loire ; coopération possible entre Creusot-Loire et des groupes voisins (p. 6349).

390. — Mesures à prendre pour mettre en œuvre la semaine pour le désarmement décidée par l'O.N.U. : M. André Tourné : semaine pour la paix organisée par l'O.N.U. ; course aux armements ; nécessité de recueillir l'opinion des anciens combattants et des victimes de guerre [27 octobre 1982] (p. 6349) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : problème de la paix ; tension entre l'Est et l'Ouest ; réunion sur les problèmes de désarmement entre le ministre des relations extérieures et différentes associations, organisations et instituts (p. 6350).

391. — Réduction du programme de centrales électronucléaires : M. Jacques Toubon : plan Messmer d'équipement électronucléaire ; réduction du programme d'équipement électronucléaire à deux tranches par an ; prévision d'une baisse de la consommation d'électricité ; indépendance énergétique ; emploi dans le domaine de l'électronucléaire [27 octobre 1982] (p. 6350) ; absence de réponse du ministre quant à la réduction du nombre de tranches à construire dans les années à venir ; absence de volonté arrêtée du Gouvernement dans le domaine de l'électronucléaire (p. 6351) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : plan d'indépendance énergétique adopté par l'Assemblée nationale ; IXe Plan ; industrie électronucléaire ; possibilité d'exportation ; déficit d'E.D.F. ; augmentations des tarifs d'électricité et du gaz (p. 6350, 6351) ; part du pétrole dans la consommation énergétique (p. 6352).

392. — Restructuration de l'industrie des engrais : M. Jacques Roger-Machart : industrie française des engrais : groupes industriels : la C.O.F.A.Z., l'A.P.C. du groupe C.D.F.-Chimie, plan de restructuration de la chimie [27 octobre 1982] (p. 6352) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : orientations de la restructuration de l'industrie chimique française arrêtées par le Gouvernement ; plan de restructuration ; rôle de Rhône-Poulenc, S.N.E.A. et C.D.F.-Chimie ; regroupement autour de la C.O.F.A.Z. et de C.D.F-Chimie ; réorganisation de l'outil de production industriel ; renforcement de la puissance commerciale française (p. 6352).

393. — Dépôt de bilan du groupe Bauknecht : M. Charles Metzinger : usine Bauknecht-Industrie de Valmont [27 octobre 1982] (p. 6352-6353) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : groupe Bauknecht ; usine de Saint-Avold ; difficultés financières et dépôt de bilan du groupe ; groupe Philips ; groupe Thomson ; possibilité de maintenir une activité normale dans l'unité de Saint-Avold ; poursuite provisoire de l'exploitation (p. 6353).

394. — Ralentissement des programmes nucléaires et emploi dans le Tricastin : M. Jean Gatel : production d'électricité d'origine nucléaire ; Tricastin ; Eurodif ; évolution de l'industrie nucléaire française ; indépendance économique [27 octobre 1982] (p. 6353) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargée de l'énergie : emploi dans le bassin du Tricastin ; Urodif, Cogema ; fermeture d'une partie de l'usine d'enrichissement du Tricastin ; reclassement des employés concernés (p. 6353, 6354).

395. — Sortie du blocage des salaires et revalorisation du S.M.I.C. : M. Jacques Brunhes : maintien du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés ; hausse des prix ; S.M.I.C. [3 novembre 1982] (p. 6602) ; M. Pierre Mauroy, Premier

ministre : négociations sur les salaires ; liberté contractuelle ; maintien et amélioration du pouvoir d'achat ; augmentation du S.M.I.C. ; augmentation du nombre des bénéficiaires du S.M.I.C. (p. 6602, 6603).

396. — Licenciements et répression antisyndicale à Usinor-Solmer : M. Vincent Porelli : sanctions prises à l'égard de militants syndicaux à Usinor-Solmer ; attitude du Gouvernement face à « l'escalade dans la répression de la part de la direction d'Usinor » [3 novembre 1982] (p. 6603) ; M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail : respect de l'autorité des dirigeants des entreprises nationalisées par le Gouvernement ; respect des droits des travailleurs (p. 6603).

397. — Situation de l'entreprise Astre : M. Paul Balmigère : rôle des banques dans les faillites d'entreprises ; situation de l'entreprise Astre de Béziers ; mesures gouvernementales pour le financement des entreprises [3 novembre 1982] (p. 6603, 6604) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : règlement judiciaire de l'entreprise Astre ; dédommagement des acquéreurs et des créanciers de cette entreprise (p. 6604).

398. — Contrat franco-algérien de construction de logements : M. Philippe Séguin : contrat franco-algérien portant sur la construction de soixante mille logements ; absence d'accord sur la clause de juridiction retardant la mise en œuvre du contrat [3 novembre 1982] (p. 6604) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : accord cadre franco-algérien portant sur la coopération technique et la construction de soixante mille logements en trois ans ; absence d'accord relatif aux clauses d'arbitrage ayant retardé la mise en œuvre de ces chantiers ; regroupement souhaitable d'entreprises (p. 6604, 6605).

399. — Application de la T.V.A. aux communes forestières productrices de bois : M. Roland Vuillaume : absence de concertation préalable avec les communes avant l'application de la T.V.A. ; valorisation des ressources forestières ; possiblité de surseoir à l'application de la T.V.A. [3 novembre 1982] (p. 6605) ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget ; possibilité d'imputer la charge de T.V.A. sur les investissements des communes ; possibilité pour les entreprises clientes de ces communes de récupérer la T.V.A. ; sursis non envisagé à l'application de cette mesure (p. 6605).

400. — Interdiction de l'affichage dans les locaux de la police d'un communiqué de syndicat : M. Robert-André Vivien : différence de traitement des syndicats de la police nationale par le Gouvernement ; interdiction d'affichage dans les locaux de la préfecture de police de Paris [3 novembre 1982] (p. 6605, 6606) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : affichages syndicaux dans les locaux de la préfecture de police ; droits des syndicats de police (p. 6606).

401. — Disparition de Français en Argentine : M. Joseph Pinard : Droits de l'homme en Argentine ; disparition d'une quinzaine de Français dont deux religieuses ; découverte de fosses communes dans la banlieue de Buenos Aires [3 novembre 1982] (p. 6606) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : actions des autorités françaises pour retrouver les disparus français en Argentine ; découverte d'une fosse commune dans la banlieue de Buenos Aires ; poursuite des démarches par le Gouvernement (p. 6606, 6607).

402. — Transfert des déchets de Seveso : M. Alain Richard : projet italien de déversement de dioxine dans l'Atlantique ; risques de pollution [3 novembre 1982] (p. 6607) ; M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement : projet italien de déversement de dioxine dans l'Atlantique ; convention de Londres de 1972 ; opposition du Gouvernement français à ce projet (p. 6607).

403. — Statut des locataires-gérants de stations-service : M. Roland Bernard : pressions exercées par certaines compagnies pétrolières pour que ceux-ci transforment leur activité sous forme de S.A.R.L. mandataires [3 novembre 1982] (p. 6607) ; M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail : diversité des situations et des statuts des gérants ; étude entreprise par le Gouvernement pour aboutir à une clarification des différents statuts (p. 6607, 6608).

404. — Massacres d'Indiens au Guatemala : M. Roger Rouquette : massacres d'Indiens au Guatemala rapportés par Amnesty international ; attitude du Gouvernement français dans ce domaine [3 novembre 1982] (p. 6608) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : Droits de l'Homme au Guatemala ; visite de l'ambassadeur de France au Guatemala aux Indiens de ce pays ; absence de preuves des massacres (p. 6608).

405. — Création d'un centre européen pour l'observation des grands migrateurs : M. Jean-Pierre Destrade : affrontement entre chasseurs de palombes et écologistes dans les Pyrénées ; intention de créer un centre européen pour l'observation des grands migrateurs [3 novembre 1982] (p. 6608) ; M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement : interdiction de la chasse dans le col d'Orbambideska ; réserves de chasse (p. 6608).

406. — Récolte de la betterave et taxe compensatoire sur les alcools français : M. Bernard Lefranc : projet de la commission des communautés européennes, d'instituer une taxe compensatoire sur les alcools français exportés ; attitude du Gouvernement face à ce projet [3 novembre 1982] (p. 6609) ; M. André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : projet de création d'une taxe compensatoire sur les alcools français ; opposition du Gouvernement français à ce projet ; résorption des excédents (p. 6609).

407. — Aide de l'Etat aux collectivités locales : M. Bernard Stasi : diminution de la dotation globale de fonctionnement ; dotation pour le logement des instituteurs ; nécessité pour les collectivités locales d'avoir recours à de nouvelles sources de financement, telles que l'augmentation de la fiscalité [3 novembre 1982] (p. 6609, 6610) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : dotation globale de fonctionnement liée au produit de la T.V.A. et à l'inflation ; diminution de l'inflation impliquant une diminution corrélative de la valeur nominale de la dotation globale de fonctionnement ; progression des aides de l'Etat au fonctionnement des collectivités locales ; dotation spéciale pour le logement des instituteurs et dotation globale d'équipement ; exonération d'une partie de la taxe professionnelle remboursée aux collectivités locales (p. 6609, 6610).

408. — Evolution du pouvoir d'achat : M. Charles Fèvre : diminution du pouvoir d'achat et réussite du plan de rigueur gouvernemental ; absence de reconnaissance de cette baisse du pouvoir d'achat par le Gouvernement [3 novembre 1982] (p. 6611) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : diminution du pouvoir d'achat chez nos voisins ; augmentation du salaire brut des ménages en 1981-1982 et pour 1983 ; augmentation des prestations sociales ; absence de perte du pouvoir d'achat en 1982, pour 1983 et 1984 (p. 6611).

409. — Contrôle de l'importation des magnétoscopes : M. Alain Madelin : « rigueur sélective » pratiquée par le Gouvernement à l'encontre des importations de magnétoscopes japonais ; dédouanement des magnétoscopes à Poitiers ; protectionnisme [3 novembre 1982] (p. 6612) ; M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur : rapports commerciaux avec le Japon ; pratiques protectionnistes japonaises ; nécessité de rééquilibrer les échanges avec le Japon ; taxe sur les magnétoscopes et mesures de dédouanement (p. 6612).

410. — Indemnisation des victimes des récentes tempêtes : M. Emmanuel Aubert : conséquences de la tempête dans le Midi ; loi du 13 juillet 1982 ; indemnisation des victimes ; possibilité de déclarer l'état de catastrophe naturelle dans ces régions [10 novembre 1982] (p. 7018) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : intempéries dans le sud de la France ; plans A.D.E.L., Orsec et Orange ; convocation d'une réunion interministérielle ; possibilité d'application de la loi du 13 juillet 1982 ; biens assurés et biens non assurés (p. 7018, 7019).

411. — Situation de l'emploi dans l'entreprise Pechiney-Ugine-Kuhlmann en Savoie : M. Michel Barnier : négation de la crise par la gauche avant le 10 mai et durant une année après cette date ; déception des Français à l'égard de la politique gouvernementale ; baisse du pouvoir d'achat ; nationalisations ; emploi dans les usines de Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; entreprises nationalisées [10 novembre 1982] (p. 7019) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : nationalisations ; restructuration ; industrie de l'aluminium ; usine de Plombière-Saint-Marcel (p. 7019).

412. — Invasion des locaux du rectorat de l'académie Orléans-Tours par des maîtres auxiliaires : M. Jean-Paul Charié : rentrée scolaire 1982 ; académie d'Orléans-Tours ; démission de maîtres auxiliaires ; occupation du rectorat par des démissionnaires soutenus par le syndicat S.G.E.N.-C.F.D.T. [10 novem-

bre 1982] (p. 7019) ; position du ministre ; M Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : démission de maîtres auxiliaires ; évacuation du rectorat par les manifestants (p. 7020).

413. — Lutte contre la toxicomanie : Mme Florence d'Harcourt : banalisation de l'usage de la drogue ; complexité du phénomène de la toxicomanie [10 novembre 1982] (p. 7020) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement ; développement de la toxicomanie ; mesures de répression ; mesures de prévention et de réinsertion ; fragilité des solutions (p. 7020).

414. — Evolution du pouvoir d'achat du S. M. I. C. : M. Henry Delisle : pouvoir d'achat du S. M. I. C. [10 novembre 1982] (p. 7020, 7021) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : priorité accordée par le Gouvernement aux bas salaires ; fonction publique ; augmentation du pouvoir d'achat du S. M. I. C. ; taux de progression prévus et réalisés du S. M. I. C. ; augmentation au 1er décembre ; blocage des salaires ne concernant pas le S. M. I. C. ; nécessité d'éviter des réductions de hiérarchie trop brutales ; retard dans les hausses du pouvoir d'achat ; concertation (p. 7021).

415. — Utilisation du minerai de fer : M. René Drouin : production de fonte et d'acier ; nécessité de diminuer les importations ; Usinor et Sacilor ; embauche et formation de jeunes mineurs [10 novembre 1982] (p. 7021) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : modernisation de la sidérurgie ; phase de concertation ; importation de minerai de fer ; mélange des minerais ; Usinor, Sacilor (p. 7021) ; C. E. E ; protectionnisme des Etats-Unis (p. 7022).

416. — Internes des hôpitaux de la région sanitaire de Paris : M. Louis Lareng : absence d'équivalence de spécialités d'internats; pénalisation de certains internes [10 novembre 1982] (p. 7022) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : retrait d'agrément de services qualifiants des hôpitaux généraux ; refus de certains jurys d'accorder l'équivalence de C. E. S. à des internes des hôpitaux de la région de Paris ; loi sur les études médicales ; respect de la souveraineté des jurys ; responsabilité des parties concernées (p. 7022).

417. — Impôt sur les grandes fortunes : M. Raymond Douyère : absence de déclaration de certaines personnes concernées [10 novembre 1982] (p. 7022) ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : date limite d'envoi de la déclaration d'impôt sur les grandes fortunes ; lettre de relance adressée aux « défaillants » ; rendement attendu de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 7022).

418. — Réseaux câblés de télécommunications : M. Claude Germon : programme de communication par câbles ; rôle des collectivités locales ; financement des équipements [10 novembre 1982] (p. 7023) ; M. Louis Mexandeau, ministre des postes et télécommunications : augmentation des besoins en communication ; nécessité de soutenir l'emploi dans l'industrie des télécommunications ; rôle des câbles ; réseaux en étoile ; financement ; décentralisation de l'information et de la communication ; loi sur l'audiovisuel ; retard pris par la France dans l'utilisation du câble (p. 7023).

419. — Dette extérieure de la France : M. François d'Aubert : multiplication de la dette publique de la France ; accélération de 250 p. 100 du montant des emprunts entre 1980 et 1982 ; recours systématique à l'endettement ; emprunts internationaux des organismes bancaires ; crédit foncier de France [10 novembre 1982] (p. 7023) ; tentation du protectionnisme ; dette garantie par l'Etat ; dette non garantie ; dette des entreprises privées ; nécessité d'informer le Parlement sur l'évolution de la dette ; préparation du IXe plan (p. 7024) ; réponse du ministre mélangeant les créances ; évaluation des créances « douteuses » (p. 7025) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : émissions sur le marché de New York ; montant de 203 milliards de francs de la dette garantie par l'Etat, actualisée au 30 juin 1982 ; endettement des entreprises ; créances de la France sur les pays étrangers ; endettement net de la France étant inférieur à 50 milliards de francs au 30 juin 1982 (p. 7024) ; exportations ; réserves de changes ; endettement de l'Etat ; déficit de la balance commerciale ; deuxième choc pétrolier ; appel croissant aux importations ; « agressivité intransigeante » et absence de modestie de certains membres de l'opposition (p. 7025) ; M. Gabriel Kaspereit : reproche au ministre son « manque d'éducation » et la façon dont il répond (p. 7024, 7025).

420. — Développement du protectionnisme : M. Gilbert Gantier : dédouanement des magnétoscopes à Poitiers [10 novembre 1982] (p. 7025) ; liberté d'information ; tentation du protectionnisme ; place de la France par rapport au G. A. T. T., à la C. E. E. et au Japon ; nécessité d'abroger une « mesure dérisoire » ; attitude du gouvernement français par rapport aux échanges commerciaux internationaux (p. 7026) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : limitation par les gouvernements précédents des importations de voitures japonaises ; déficit probable du commerce extérieur de 95 milliards de francs ; croissance des importations ; renforcement du système de surveillance des importations dans la Communauté économique européenne ; détournement de trafic ; mesures nationales suppléant l'absence de mesures communautaires ; respect des règles communautaires (p. 7026) ; nécessité de maintenir une économie ouverte à l'intérieur de la Communauté économique européenne (p. 7027).

421. — Indemnisation des victimes des récentes tempêtes : M. Paul Balmigère : tempêtes dans le Midi ; dégâts ; indemnisation des victimes [10 novembre 1982] (p. 7027) ; voir la réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, à la question au Gouvernement de M. Paul Balmigère n° 410 (p. 7018, 7019).

422. — Relance de la politique charbonnière : M. Joseph Legrand : politique charbonnière de la France ; consommation globale de charbon ; montant des importations ; financement des équipements de reconversion ; possibilité d'investir dans les capacités productives [10 novembre 1982] (p. 7027) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : décision de relancer la production nationale de charbon ; effort budgétaire consenti en faveur du charbon national ; augmentation de la consommation de charbon en 1982 ; industrie sidérurgique ; importation du charbon moins coûteuse que celle du pétrole (p. 7027).

423. — Politique monétaire des Etats-Unis : M. Robert Montdargent : conférence de Kinshasa ; conséquences des augmentations du dollar [10 novembre 1982] (p. 7027) ; nécessité d'enrayer la spéculation ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rôle international du dollar ; incidences de la politique intérieure américaine sur la politique monétaire internationale ; augmentation des taux ; valeur refuge jouée par le dollar ; nécessité de développer une plus grande concertation entre les pays ; esprit de Bretton Woods ; influence des interventions des autorités monétaires sur les variations du taux de change ; nécessité de reconstituer un ordre monétaire international (p. 7028).

424. — Unedic : M. Bernard Derosier : dénonciation unilatérale de la convention de l'Unedic par le C. N. P. F. ; absence de compromis ; risque de remise en cause de la protection sociale des chômeurs [17 novembre 1982] (p. 7312) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : non-aboutissement des négociations engagées pour assurer l'équilibre du système d'assurance chômage ; échec de la négociation sur l'augmentation des cotisations ; maintien du système actuel de l'assurance chômage jusqu'au 1er février ; rôle de l'Etat ; application de l'ordonnance sur la retraite à soixante ans (p. 7312).

425. — Avenir du site chimique de Chocques dans le Pas-de-Calais : M. Jacques Mellick : passage de la direction de ce site de la société P. C. U. K. à la société Elf-Aquitaine ; rentabilité du site [17 novembre 1982] (p. 7312) ; nécessité de maintenir les activités et l'emploi à Chocques ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : reprise de l'essentiel des activités de P.C.U.K. par la S.N.E.A. ; usine de Chocques (p. 7313)

426. — Disparition du corps de police économique : M. Georges Labazée : disparition, depuis le 1er janvier 1980, de la police économique ; situation du marché d'intérêt national (M. I. N.) de Rungis ; nécessité de rétablir le corps de police économique ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : suppression de la police économique ; création d'une antenne spécifique de la direction départementale de la concurrence et de la consommation ; marché d'intérêt national (M. I. N.) de Rungis ; équipes administratives de contrôle spécialisées ; respect des législations économiques et sanitaires [17 novembre 1982] (p. 7313).

427. — Avenir de l'industrie de la céramique : M. Pierre Forgues : céramique française ; situation de l'emploi dans les établissements de la Ceraver-C. G. E. de la région de Tarbes ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : société Ceraver ; débouchés des industries de la céramique [17 novembre 1982] (p. 7313).

428. — Centres de transit pour travailleurs immigrés : Mme Gisèle Halimi : racisme, meurtre d'un jeune Maghrébin au centre Gutenberg de Nanterre [17 novembre 1982] (p. 7313) ; « enjeu de société » représenté par la lutte contre le racisme ; cités de transit ; mesures de lutte contre le racisme ; M François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés : meurtre d'un jeune Marocain dans la cité Gutenberg à Nanterre ; attention apportée par le Gouvernement à la lutte contre le racisme ; nécessité de résorber les cités de transit ; relogement des familles immigrées ; contrôle de la gestion de la S. E. T. R. A. P. A. (p. 7314).

429. — Lancement d'un nouvel emprunt d'Etat : M. Jean-Marie Caro : déficit budgétaire ; progression des charges de la dette publique ; « désespérante mendicité » du Gouvernement ; hausse des taux d'intérêt ; investissement des entreprises privées ; alourdissement de la dette publique par un emprunt de 19 milliards de francs [17 novembre 1982] (p. 7314) ; position internationale de la bourse de Paris ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : faible niveau de la dette publique et du déficit budgétaire de la France par rapport aux pays européens ; caractère normal du recours à l'épargne pour financer une partie des dépenses budgétaires ; émission d'emprunts sur le marché des capitaux ; place des emprunteurs publics et privés ; financement des investissements des entreprises ; taux d'emprunt de 15,30 p. 100 inférieur aux taux précédents ; réduction progressive du taux d'inflation ; maintien des augmentations de capital à leur niveau précédent (p. 7315) ; caisse des dépôts et consignations ; souscripteurs de l'emprunt de 10 milliards de francs ; politique de l'épargne (p. 7316).

430. — Ouverture de la conférence de Madrid : M. Jean-Marie Daillet : conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe ; crise polonaire ; acte final d'Helsinki ; respect des Droits de l'homme en U. R. S. S. ; interruption des activités du groupe de surveillance des accords d'Helsinki ; arrestation de militants des Droits de l'homme en U. R. S. S. ; rôle de la délégation française pour aboutir à un meilleur respect de la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : acte final des accords d'Helsinki ; réunion de Madrid ; document des pays neutres et non alignés ; objectif du Gouvernement français ; conférence de désarmement en Europe [17 novembre 1982] (p. 7316).

431. — Application de pénalités aux entreprises créatrices d'emplois : M. Alain Mayoud : création d'emplois par les petites entreprises ; insertion des mutilés de la guerre de 1914-1918 ; emplois réservés aux handicapés ; loi de 1957 et loi d'orientation sur les handicapés ; revirement de l'administration du travail quant à l'application de ces textes [17 novembre 1982] (p. 7316, 7317) ; M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail : application de la législation relative aux emplois réservés pour les victimes de guerre, les accidentés du travail et les travailleurs handicapés ; obligation d'emploi de ces catégories ; nécessité d'appliquer cette obligation rappelée dans une circulaire du 4 mai 1982 ; accès à l'emploi des personnes handicapées (p. 7317).

432. — Situation de l'emploi dans l'entreprise Solmer : M. Vincent Porelli : politique protectionniste des Etats-Unis conduisant à une réduction de l'activité ; Sacilor et Usinor ; valorisation de l'acier français [17 novembre 1982] (p. 7317) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : plan de modernisation et de développement de la sidérurgie ; Sacilor et Usinor ; meilleure prise en compte des besoins des utilisateurs d'acier ; mise en chômage de Solmer ; effondrement des commandes de produits plats ; crise conjoncturelle de la demande d'acier ; Communauté économique européenne ; concertation (p. 7317, 7318).

433. — Conséquences des tempêtes ayant sévi sur la France : M. André Tourné : indemnisation des victimes des tempêtes ; dégâts dans les forêts ; office national des forêts ; nécessité de récupérer le bois endommagé ; nécessité d'appliquer les dispositions de la loi du 13 juillet 1982 aux petits propriétaires forestiers ; M. André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : dégâts causés aux forêts par les tempêtes du début du mois de novembre ; état de catastrophe naturelle ; forêts ; constitution d'un groupe de travail pour définir les mesures à prendre et en suivre l'exécution [17 novembre 1982] (p. 7318).

434. — Situation de l'emploi dans les industries alsaciennes : M. Pierre Weisenhorn : situation de l'emploi industriel en Alsace ; carences de la D.A.T.A.R. ; secteurs du textile et de l'imprimerie ; absence de réponse du ministre au courrier des députés [17 novembre 1982] (p. 7318, 7319) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : récession des industries textiles et d'habillement en Alsace ; sortie du blocage des prix ; société alsacienne de construction mécanique de Mulhouse ; entreprises d'imprimerie I.G.A. et Arts graphiques de Mulhouse ; primes d'aménagement du territoire et subventions d'équipement régionales (p. 7319).

435. — Occupation d'une raffinerie de la société générale sucrière par les syndicalistes : M. Hyacinthe Santoni : raffinerie marseillaise de la Générale sucrière ; occupation illégale de la C. G. T. mettant en cause la liberté du travail, le droit de propriété et la liberté d'autrui ; nécessité pour le Gouvernement d'intervenir dans ce conflit du travail ; M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail : conflit social dans l'industrie sucrière ; persistance d'un conflit à l'établissement de la Générale sucrière à Marseille ; recherche d'une solution négociée ; respect des décisions de justice ; négociations en cours [17 novembre 1982] (p. 7319).

436. — Imposition sur le revenu des travailleurs frontaliers travaillant en Suisse : M. Roland Vuillaume : versement par la France de 100 à 130 millions de francs à huit cantons suisses ; imposition sur le revenu de ces travailleurs frontaliers [17 novembre 1982] (p. 7319, 7320) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : contestation par les cantons suisses d'accords sur l'imposition des travailleurs frontaliers ; maintien du principe de l'imposition exclusive des travailleurs dans l'Etat de la résidence ; révision de la convention fiscale franco-suisse (p. 7320).

437. — Enseignement de la conduite automobile : M. Marc Lauriol : absence du ministre des transports ; accidents de la route ; collaboration des enseignants d'auto-école et des usagers de la route ; réunion de deux comités interministériels depuis le 10 mai 1981 ; manifestation des représentants des autos-écoles ; nécessité de veiller à la formation de conducteurs ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : absence de M. Charles Fiterman à la séance de questions au Gouvernement due aux obsèques de Marcel Paul ; réunion de trois comités interministériels relatifs à la sécurité routière ; commission chargée de régler les problèmes de convocation des candidats au permis de conduire ; concertation avec les syndicats d'auto-écoles [17 novembre 1982] (p. 7320) ; non-remise en cause de l'existence des auto-écoles ; réforme du permis de conduire (p. 7321).

438. — Crédits relatifs à la prime à l'amélioration de l'habitat : M. Adrien Zeller : épuisement des crédits affectés à la prime à l'amélioration de l'habitat dans la région Alsace ; déficit du budget de l'Etat ; prêts conventionnés ; abattements fiscaux ; fonds spécial de grands travaux ; incertitude dans les ménages modestes ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : primes à l'amélioration de l'habitat ; critères d'attribution de ces primes ; opérations d'amélioration de l'habitat ; comités départementaux de l'habitat rural ; déduction fiscale pour travaux d'économie d'énergie ; extension des prêts conventionnés ; possibilité d'affectation de la deuxième tranche du fonds spécial de grands travaux à l'amélioration de l'habitat [17 novembre 1982] (p. 7321).

439. — Politique sociale du Gouvernement : M. Francisque Perrut : note l'absence du Premier ministre [24 novembre 1982] (p. 7633) ; mesures sociales ; engagement pris par M. Mitterrand, lors de la campagne pour l'élection présidentielle, d'augmenter les indemnités de chômage ; proposition de loi sur la protection sociale ; engagements non tenus ; exclusion, du système de l'indemnisation du chômage, des jeunes ne pouvant justifier de six mois de travail ; mesures annoncées visant les retraités et les préretraités ; amputation de l'héritage social par le Gouvernement (p. 7634) ; augmentations de différents prix (p. 7635) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : augmentation du pouvoir d'achat du S.M.I.C. et des allocations familiales ; pouvoir d'achat des familles et des personnes âgées ; déficit du système de l'assurance chômage ; sources de financement de l'U.N.E.D.I.C. ; attitude du patronat vis-à-vis de l'U.N.E.D.I.C. (p. 7634) ; effort consenti par le Gouvernement en faveur des salariés de plus de cinquante-cinq ans ; indemnisation du chômage ; absence d'augmentation des cotisations de sécurité sociale des entreprises et des salariés ; équilibre de l'assurance chômage (p. 7635).

440. — Application d'une décision de justice : M. René Haby : refus manifesté par la C.G.T. de payer des dommages et intérêts auxquels elle a été condamnée par un tribunal [24 novembre 1982] (p. 7635) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : exécution d'une décision de justice ayant condamné une des parties ; réactions d'un syndicat condamné ; commentaires faits par une association de magistrats invitant le ministre à exercer l'action publique (p. 7635).

441. — Politique de la santé : M. Jacques Blanc : mépris manifesté par le ministre de la santé à l'égard de l'Assemblée ; projet tendant à l'élection des chefs de département des hôpitaux [24 novembre 1982] (p. 7635) ; caractère néfaste de ce projet ; remise en cause de l'autorité médicale ; critères déterminant l'élection ; introduction de la politique dans l'hôpital ; M. Jack Ralite, ministre de la santé : orientations gouvernementales : promotion de la santé, reconquête du marché intérieur, nouvelle gestion de l'hôpital ; distribution pharmaceutique ; concertation en matière de santé ; réforme hospitalière ; révision du statut des services (p. 7636) ; propos de l'intersyndicale des médecins hospitaliers favorables au projet de réforme (p. 7637).

442. — Protection des chômeurs après la dénonciation de l'accord sur l'U. N. E. D. I. C. par le patronat : M. Pierre Zarka : refus du patronat de contribuer au financement de l'U. N. E. D. I. C. ; réalisme des organisations syndicales des travailleurs ; prélèvement de 1 p. 100 sur les traitements des fonctionnaires ; injustice de la mise à l'écart de 200 000 jeunes du régime de l'U. N. E. D. I. C. ; propositions du groupe communiste ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : transfert des responsabilités de l'U. N. E. D. I. C. à l'Etat ; renonciation du Gouvernement à une disposition visant à supprimer l'indemnisation des chômeurs en cas d'affiliation au régime inférieure à six mois ; maintien d'une indemnisation limitée à trois mois en cas de contrat de travail à durée déterminée de trois mois ; inscription obligatoire des jeunes chômeurs dans un centre de formation professionnelle ; encouragement du Gouvernement pour la négociation d'une nouvelle convention par les partenaires sociaux ; responsabilités de l'Etat en cas de défaillance d'une des parties [24 novembre 1982] (p. 7637).

443. — Mesures à prendre dans les îlots sensibles : M. Paul Mercieca : grandes concentrations urbaines ; « îlots sensibles » ; quartiers d'habitat social ; inadaptation des procédures [24 novembre 1982] (p. 7637, 7638) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réhabilitation des quartiers d'habitat social ; « îlots sensibles » en région Ile-de-France ; augmentation du nombre des logements réhabilités ; contrats globaux et réhabilitation ; sources de financement (p. 7638).

444. — Mesures prises pour les handicapés dans la fonction publique : M. Georges Hage : circulaire ministérielle visant au respect d'une proportion de 5 p. 100 de personnes handicapées dans les recrutements de 1983 ; faible proportion des handicapés dans la fonction publique ; intégration des personnes handicapées dans leur milieu de travail ; M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : circulaire tendant à réserver une proportion de 5 p. 100 aux personnes handicapées dans les recrutements de la fonction publique en 1983 ; proportion des handicapés dans la fonction publique [24 novembre 1982] (p. 7638) ; projet de loi permettant d'accroître cette proportion ; notion de handicap ; appréciation des aptitudes des personnes handicapées ; intérêt et rentabilité du travail des personnes handicapées ; modification de l'examen médical pour l'entrée dans la fonction publique ; reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ; modification prévue de la composition et des missions de la C. O. T. O. R. E. P. « fonction publique » (p. 7639).

445. — Situation de l'U. N. E. D. I. C. : M. Emmanuel Aubert : imposition par le Gouvernement de nouvelles charges indues à l'U. N. E. D. I. C. ; garantie de ressources ; contrats de solidarité ; préretraite ; incertitude quant à la retraite à soixante ans ; garantie de ressources pour les actuels titulaires de la préretraite issue des contrats de solidarité [24 novembre 1982] (p. 7639, 7640) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : système de l'assurance chômage ; augmentation de la contribution de l'Etat à l'U. N. E. D. I. C. ; caractère inégalitaire du système antérieur de préretraite ; maintien jusqu'à soixante-cinq ans des droits acquis pour les titulaires actuels de la garantie de ressources ; date limite de la notification de leur démission ; mécanisme des contrats de solidarité (p. 7640) ; M. Philippe Séguin : impossibilité pour les entreprises de procéder à des embauches (p. 7640).

446. — Déficit du commerce extérieur avec l'Allemagne : M. Antoine Gissinger : augmentation du montant du déficit des échanges avec l'Allemagne ; nécessité de relancer nos exportations vers l'outre-Rhin ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : montant de ce déficit ; décalage entre les deux pays en matière de taux d'inflation et de croissance ; lutte contre le protectionnisme allemand [24 novembre 1982] (p. 7640) ; rapprochement des politiques économiques ; coopération industrielle ; diminution progressive des excédents agro-alimentaires ; problème du démantèlement des montants compensatoires (p. 7641).

447. — Financement des S. A. F. E. R. et utilisation des excédents du Crédit agricole : M. Jean-Louis Goasduff : dégradation de la situation financière des S.A.F.E.R. ; diminution du prix de la terre ; dégradation du revenu des agriculteurs ; location des terres ; offices fonciers ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : difficultés des S.A.F.E.R. ; difficultés de vendre des exploitations ; mesures gouvernementales en faveur des S. A. F. E. R. ; déblocage exceptionnel de crédits, aide au déstockage des exploitations détenues par les S. A. F. E. R. ; instauration du forfait départemental [24 novembre 1982] (p. 7641).

448. — Situation du revenu agricole en 1982 : M. Claude Michel : baisse du revenu agricole [24 novembre 1982] (p. 7641) ; rôle du revenu agricole dans la détermination de la compensation financière (p. 7642) ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : résultat positif des revenus bruts agricoles en 1982 ; commission des comptes de l'agriculture ; causes de l'augmentation du revenu des agriculteurs ; resserrement du « ciseau des prix » ; effort de lutte contre l'inflation et les inégalités (p. 7642, 7643).

449. — Sommet de l'Organisation de l'unité africaine : M. André Bellon : crise de l'Organisation de l'unité africaine ; affaire du Tchad ; M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : faiblesse du nombre des pays présents à Tripoli ; cas où le siège du Tchad ne serait pas attribué à la délégation du gouvernement de M. Hissen Habré ; soutien du Gouvernement à l'O. U. A. ; position de la France dans l'affaire tchadienne [24 novembre 1982] (p. 7643).

450. — Difficultés pour les inspecteurs du travail d'exercer des contrôles : M. Yves Dollo : incidents opposant contrôleurs et inspecteurs du travail à certains chefs d'entreprise ; exemple d'incidents en Bretagne ; cessation des contrôles par les contrôleurs et inspecteurs pendant une durée de quinze jours ; M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail : incidents opposant certains chefs d'entreprise aux inspecteurs ou aux contrôleurs du travail [24 novembre 1982] (p. 7643) ; condamnation de plusieurs employeurs ; possibilité pour les directeurs départementaux du travail de s'assurer le concours de la force publique lorsque l'inspection du travail ne peut remplir ses missions (p. 7644).

451. — Prime à l'amélioration de l'habitat : M. Martin Malvy : rôle des primes à l'amélioration de l'habitat ; leur montant ; épuisement de la dotation de 1982 ; possibilité de mise en place d'un crédit complémentaire ; possibilité d'autoriser les travaux sur les dossiers en instance [24 novembre 1982] (p. 7644) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : liste d'attente pour les primes à l'amélioration de l'habitat ; définition de priorités pour l'attribution des primes ; conventions d'opérations d'amélioration de l'habitat signées par l'Etat et les collectivités locales ; impossibilité de servir l'ensemble des demandeurs ; plan de lutte contre la paupérisation dans l'habitat ancien (p. 7644, 7645).

452. — Indemnisation des victimes de la tempête dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire : M. Théo Vial-Massat : situation de Firminy ; possibilité d'améliorer les dispositions du plan Orsec ; défaillance au niveau des groupes électrogènes ; aides prévues pour les victimes ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : chutes de neige dans les départements de la Haute-Loire, du Rhône et de la Loire ; plan Orsec ; problème de l'indemnisation des victimes ; mise en place de moyens financiers auprès des commissaires de la République ; manque d'électricité [1er décembre 1982] (p. 7857).

453. — Production de matériel ferroviaire : M. René Rieubon : voyage en Algérie du ministre des transports ; nouvelle politique des transports [1er décembre 1982] (p. 7857) ; retombées industrielles de cette politique ; M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : importance du déve-

loppement des transports ferroviaires ; investissements dans ce secteur ; T. G. V. Atlantique ; contrats conclus avec l'étranger, en particulier avec l'Algérie (p. 7858).

454. — Problèmes de la pêche à la Guadeloupe : M. Ernest Moutoussamy : dégradation des conditions de travail et de vie des marins-pêcheurs de la Guadeloupe ; leurs revendications ; répression contre des marins-pêcheurs manifestants ; M. Louis Le Pensec, ministre de la mer : difficultés de la pêche guadeloupéenne ; paiement de la prime aux carburants ; négociations avec les Etats voisins ; taxes de rôle [1er décembre 1982] (p. 7858) ; possibilité d'améliorer le revenu d'activité des pêcheurs ; problème de la création d'une région maritime de Guadeloupe (p. 7859).

455. — Service minimum lors des grèves à la télévision : M. Jacques Baumel : vide juridique à propos du service minimum et attitude du Gouvernement à l'égard de ce problème [1er décembre 1982] (p. 7859) ; ses observations critiques sur la réponse du ministre de la communication (p. 7861) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication : changement dans l'audiovisuel ; situation antérieure : droit de grève limitée aux agents administratifs (p. 7859) ; restitution du droit de grève aux agents de la radio-télévision nationale ; rôle des présidents des organismes issus de l'O.R.T.F. pour l'organisation d'un service minimum ; parution d'un décret sur le service minimum ; ses instructions aux présidents des organismes issus de l'O.R.T.F. ; arrêt d'une émission pirate ; campagne de dénigrement contre le service public ; nombre de grèves à la radio et à la télévision (p. 7860).

456. — Montant de la dotation globale de fonctionnement : M. Jean Falala : propos du ministre, répondant à M. Bernard Stasi, sur le taux d'augmentation de 18 p. 100 du montant de la dotation globale de fonctionnement ; majoration de la dotation globale de fonctionnement dans la Marne ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : augmentation des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales à 8,9 p. 100 en francs constants ; distinction existant entre l'ensemble des concours de l'Etat et la dotation globale de fonctionnement ; augmentation de la dotation globale de fonctionnement pour le département de la Marne ; évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements [1er décembre 1982] (p. 7861).

457. — Emploi et activité à la société générale de fonderie : M. Gérard Chasseguet : menace de fermeture de deux établissements de la Sarthe dont l'usine de Sainte-Jamme-sur-Sarthe ; rejet par le Gouvernement d'un plan de restructuration élaboré par la direction ; dépôt de bilan envisagé [1er décembre 1982] (p. 7861-7862) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : difficultés de cette société ; diminution de ses marchés traditionnels ; études en cours pour développer de nouveaux produits ; restructuration industrielle et financière du groupe ; situation de l'usine de Sainte-Jamme-sur-Sarthe (p. 7862).

458. — Problème de l'apartheid en Afrique du Sud : M. Pierre Jagoret : décision de la Cour suprême d'Afrique du Sud de rejeter le recours en appel de trois condamnés à mort ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : affirmation par le Gouvernement du respect des droits de l'homme ; attitude de la France à l'égard de l'apartheid et de l'Afrique du Sud ; action de la France au sein de la communauté européenne [1er décembre 1982] (p. 7862).

459. — Revenus des viticulteurs de l'Armagnac : Mme Lydie Dupuy : progression de la fiscalité relative aux eaux de vie [1er décembre 1982] (p. 7862) ; injustice de la taxe-vignette sur les alcools ; nécessité d'éviter une nouvelle dégradation des revenus des viticulteurs de l'Armagnac ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : intérêt porté par le Gouvernement aux problèmes des producteurs d'armagnac ; amendement du Gouvernement au projet de loi de finances pour 1983 élargissant l'aide aux petits producteurs ; réunion de concertation avec les organisations de producteurs (p. 7863).

460. — Affrontements entre la police et les manifestants anti-nucléaires dans les Ardennes : Mme Jacqueline Osselin : affrontements opposant anti-nucléaires et sidérurgistes aux forces de police ; procédures de dialogue ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : liberté d'expression ; manifestations dans les Ardennes ; enquête d'utilité publique et commission locale d'information ; concertation relative aux sidérurgistes ; poursuites judiciaires [1er décembre 1982] (p. 7863).

461. — Tempête dans le département de la Loire et application du plan Orsec : M. Jacques Badet : déclenchement et application du plan Orsec ; possibilité de mettre en place des procédures d'indemnisation accélérées [1er décembre 1982] (p. 7863-7864) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : déclenchement rapidement du plan Orsec ; problème des indemnisations (p. 7864).

462. — Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : M. Michel Berson : taux de cette rémunération ; blocage de crédits destinés aux aides à la mobilité ; possibilité d'instaurer une période de transition dans l'application des taux de rémunération des primo-demandeurs d'emploi ; possibilité de rembourser certains frais de transport et d'hébergement ; M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle : harmonisation des rémunérations ; problème posé aux stagiaires entrés en formation avant le 23 septembre ; institution à leur profit d'une période transitoire ; problème de la prise en charge des frais de transport et d'hébergement ; vote des crédits de la formation professionnelle par l'Assemblée et le Sénat [1er décembre 1982] (p. 7864).

463. — Emploi et activité à la société Mavest à Ambazac : M. Marcel Mocœur : projet de réorganisation de cette société ; plan textile [1er décembre 1982] (p. 7864) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : situation de cette entreprise ; stagnation du marché ; plan de restructuration ; compétitivité de cette entreprise (p. 7864, 7865).

464. — Indemnisation des victimes de la tempête dans les départements de la Loire, de la Haute-Loire et du Rhône : M. Pascal Clément : solidarité humaine ; prévisions météorologiques ; mise sous terre des réseaux P. T. T. et E. D. F. ; absence de déclenchement du plan Orsec dans le Rhône ; possibilité d'indemnisation des entreprises ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : mise sous terre des lignes électriques et téléphoniques ; plan Orsec ; indemnisation ; météorologie [1er décembre 1982] (p. 7865).

465. — Situation de la sidérurgie en Lorraine : M. André Rossinot : réponses du Gouvernement à la situation en Lorraine [1er décembre 1982] (p. 7865) ; ses observations critiques sur la réponse du Premier ministre (p. 7866, 7867) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : nationalisation des grands groupes nationaux (p. 7865) ; situation de crise de la sidérurgie mondiale ; programme présenté par les deux groupes et arrêté par le Gouvernement ; part des investissements sidérurgiques consacrée à la Lorraine ; critique l'attitude de divers membres de l'opposition ; développement de la recherche et de la création d'activités technologiques ; absence de licenciement d'ici 1986 ; absence de licenciement sans reclassement ; réindustrialisation du Nord - Pas-de-Calais et de la Lorraine ; nécessité d'adapter les usines à la mutation en cours (p. 7866).

466. — Déclarations de M. le ministre de la justice devant le syndicat de la magistrature : M. Francis Geng : insécurité ; délinquance ; criminalité ; distinction établie par le ministre de la justice entre « gauche judiciaire » et « droite judiciaire » ; tri des fonctionnaires selon leurs opinions politiques [1er décembre 1982] (p. 7867) ; maintien par le ministre de la distinction entre gauche judiciaire et droite judiciaire (p. 7868) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : bilan positif des réalisations en matière de justice ; échecs, notamment dans le retard apporté à l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » ; indique qu'il n'a pas prononcé les termes « d'hystérie sécuritaire » mais qu'il a parlé d'idéologie sécuritaire ; existence et caractère de la droite judiciaire (p. 7867) ; liberté d'expression de chaque magistrat ; termes de « droite judiciaire » faisant référence à un ensemble de conceptions et non à un groupe de magistrats ; son souci de garantir l'indépendance de la magistrature (p. 7868).

467. — Décès de cinq malades au centre de rééducation d'Angers : M. Jean Narquin : inauguration récente de ce centre ; M. Jack Ralite, ministre de la santé : saisie des restes de repas à des fins d'analyses ; contrôle des conditions de préparation des aliments ; rareté des toxi-infections alimentaires graves dans les collectivités [8 décembre 1982] (p. 8104).

468. — Restructuration de la chimie française : M. Serge Charles : démantèlement de l'entité Produits Chimiques Ugine Kuhlmann (P. C. U. K.) ; suppressions d'emplois ; avenir de l'usine de Wattrelos [8 décembre 1982] (p. 8104) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : perte subie par le groupe Pechiney Ugine Kuhlmann ; nationalisation ; investissement dans les entreprises

nationales ; rationalisation de la chimie française ; usine de chimie minérale de Wattrelos ; absence de licenciements sans reclassement (p. 8105).

469. — Réduction des allocations familiales versées aux mères de trois enfants : M. Michel Debré : absence de renouvellement des générations en France ; absence de réévaluation de l'allocation prénatale et du complément familial ; réduction de moitié de l'allocation post-natale pour le troisième enfant [8 décembre 1982] (p. 8105) ; caractère abstrait du principe selon lequel les allocations doivent être égales pour chaque enfant ; injustice de ce principe ; nécessité de soutenir la mère de famille (p. 8106) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : baisse de la fécondité ; remontée de la natalité entre décembre 1978 et juillet 1980 ; objectif du Gouvernement tendant à favoriser toutes les naissances, quel que soit leur rang ; allocations familiales et allocations logement ; suppression du « million pour le troisième enfant » ; augmentation du pouvoir d'achat des allocations familiales ; objectif du Gouvernement d'aider toutes les familles (p. 8106).

470. — Publication de documents sur la défense : M. Georges Sarre : publication par la presse des lettres rédigées par les chefs d'état-major des trois armées ; phase préparatoire de la loi de programmation militaire ; attachement du groupe socialiste aux principes fondamentaux de la défense ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : caractère des documents publiés ; élaboration du projet de loi de programmation militaire ; dépôt d'une motion de censure par l'opposition ; reproche aux membres de l'opposition leurs écarts de langage ; manquement au devoir de réserve ; enquête disciplinaire ; retard pris dans l'exécution de la loi de programmation militaire de 1976 [8 décembre 1982] (p. 8107) ; programme du 7e S. N. L. E. ; programme HADES ; programme M 4 et air-sol moyenne portée ; redressement de la situation des armées (p. 8108).

471. — Précisions sur les préretraites et les allocations chômage : M. Jean-Pierre Balligand : situation des préretraités relevant des contrats de solidarité et des conventions sociales ; précisions sur la situation des chômeurs de longue durée ; précisions sur la revalorisation des salaires de référence des préretraités ; M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi : préretraités ; problème de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite ; déficit de l'U. N. E. D. I. C. ; impossibilité de continuer à maintenir le système de préretraite conduisant à modifier les taux à partir du 1er février 1983 ; nombre de contrats de solidarité ; protection intégrale des droit des signataires ; programme relatif aux chômeurs de longue durée constituant une expérience unique en Europe [8 décembre 1982] (p. 8108) ; prolongation automatique de l'allocation de base pour les chômeurs de longue durée âgés ; revalorisation des allocations de préretraite relevant du règlement de l'U. N. E. D. I. C. (p. 8109).

472. — Habitat social : M. Roland Carraz : réhabilitation des grands ensembles d'habitat social ; désengagement financier de la caisse nationale d'allocations familiales dans le secteur du logement social ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille : rôle de la caisse nationale d'allocations familiales dans le financement des opérations habitat et vie sociale ; mise en œuvre de programmes de développement social dans le cadre du plan intérimaire ; absence de désengagement de la caisse nationale d'allocations familiales [8 décembre 1982] (p. 8109).

473. — Ligne à très haute tension « Trans-Carros » : M. Jean-Hugues Colonna : étude d'impact pour la réalisation de cette ligne ; hostilité grandissante face à ce projet ; élaboration d'un plan énergétique départemental à l'initiative du conseil général ; opportunité de surseoir à la réalisation du projet [8 décembre 1982] (p. 8109) ; possibilité d'accélérer le processus de réalisation du complexe de pompage de Rabuons ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : aménagement du lac de Rabuons ; tracé de la ligne électrique de Trans-Carros ; étude d'impact ; proposition d'une modification du projet par les élus locaux ; rôle de la ligne Trans-Carros pour l'approvisionnement en énergie électrique de la région niçoise (p. 8110).

474. — Décision du Gouvernement après la publication des lettres des trois chefs d'état-major des armées : M. Philippe Mestre : sanctions des fuites ; difficulté de découvrir les auteurs des indiscrétions ; nécessité de réformer la politique militaire et de se replacer dans la continuité de l'effort de défense poursuivi depuis 1958 [8 décembre 1982] (p. 8110) ; note l'absence de réponse du ministre à sa question (p. 8111) ; absence de succès des discours du Premier ministre (p. 8112) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : sa demande d'enquête au ministre de la défense ; transmission d'informations secrètes constituant une faute de civisme (p. 8110) ; son absence de distinction entre les membres du Gouvernement ; part des dépenses de défense dans le P.I.B. marchand ; conséquences de la diminution de la croissance économique sur l'effort de défense ; maintien de la part de l'effort financier en faveur de la défense ; projet de loi de programmation militaire ; réduction d'effectifs dans l'armée de terre ; propos de M. Pierre Messmer à ce sujet ; respect des sentiments des chefs d'état-major par le Gouvernement (p. 8111) ; rôle de l'armée ; sidérurgie (p. 8112).

475. — Problèmes de l'enseignement privé : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : manifestations en Bretagne ; participation des communes aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat ; directive demandant aux préfets de surseoir provisoirement à l'inscription d'office des dépenses en cas de défaillance des communes [8 décembre 1982] (p. 8112) ; avenir de l'enseignement privé ; prise de position de M. Michel Rocard à ce sujet (p. 8113) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : difficultés de certaines écoles primaires privées sous contrat d'association ; rôle des communes pour assurer les dépenses de fonctionnement des écoles sous contrat d'association affirmé par le Conseil d'Etat ; difficultés posées par l'application de ce principe ; notion de dépenses obligatoires ; recrutement intercommunal des écoles privées (p. 8112) ; nature des dépenses entrant dans le calcul du forfait d'externat ; sursis aux procédures d'inscription ou de mandatement d'office ; possibilité pour l'autorité de tutelle de ne pas prescrire l'inscription d'office pour des raisons d'opportunité ; période de mutation (p. 8113).

476. — Problèmes industriels en région parisienne (entreprise Dufour) : M. Louis Odru : propos anticommunistes prononcés par des membres de l'opposition ; entreprises industrielles en région parisienne ; entreprise de machines-outils Dufour ; gestion de cette entreprise [8 décembre 1982] (p. 8113) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : situation économique ; orientations du Gouvernement ; problèmes du tissu industriel ; mise en œuvre du plan « machine-outil » adopté par le Gouvernement en juin 1981 ; projet de regroupement de la société Dufour avec la société Vernier de Nice ; suspension de l'application de ce projet (p. 8114).

477. — Intentions du Gouvernement après l'annulation de la loi de décentralisation dans les départements d'outre-mer : M. Ernest Moutoussamy : adaptation de la décentralisation aux départements d'outre-mer ; économie du projet ; décision du Conseil constitutionnel ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : décision d'annulation [8 décembre 1982] (p. 8114) ; problèmes des départements d'outre-mer ; volonté du Gouvernement de faire accéder les habitants de ces départements à une « nouvelle citoyenneté » ; nouveau projet ; absence de remise en cause du principe d'une assemblée régionale élue à la représentation proportionnelle par le Conseil constitutionnel ; date de présentation du projet au Parlement ; annonce son voyage à La Réunion (p. 8115).

478. — Moyens de la justice dans le cadre du tribunal de Douai : M. Georges Hage : activité judiciaire dans l'arrondissement de Douai ; délais de fixation des audiences ; manque de personnel ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : pénurie des effectifs de magistrats ; juridictions du Nord plus défavorisées que celles du Sud ; affectations de sortie de l'Ecole nationale de la magistrature ; situation du tribunal d'instance de Douai ; création d'emplois de juges de classes uniques par la loi de finances de 1983 ; problème de la création d'un tribunal de commerce à Douai [8 décembre 1982] (p. 8115).

479. — Statut des conjoints d'artisans et de commerçants : M. René Souchon : intérêt de la loi instituant un statut des conjoints d'artisans et de commerçants ; attente de la publication des décrets d'application de ce texte ; M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat : parution dans les jours qui viennent des décrets d'application de cette loi ; accords intervenus en ce qui concerne l'assurance maternité et l'assurance vieillesse ; rend hommage à l'action du Parlement [15 décembre 1982] (p. 8327).

480. — Concours d'agrégation de droit et de sciences économiques : M. Jean-Pierre Michel : grève des maîtres-assistants en droit et en sciences économiques ; problème de la suppression du concours d'agrégation ; M. Alain Savary, ministre de

l'éducation nationale : procédures coexistantes pour le recrutement des professeurs de l'enseignement supérieur ; orientation vers l'unité des modes de recrutement des professeurs ; études en cours au niveau interministériel au sujet des concours ; critique les actions de revendications de certains enseignants [15 décembre 1982] (p. 8327).

481. — Restructuration de l'industrie de la machine-outil française : M. René Gaillard : société Ramo et Cazeneuve ; possibilité d'accès aux crédits de la politique industrielle ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : plan machine-outil ; axes de l'action du Gouvernement : action sur l'offre, plan de recherche et d'innovation technologiques, soutien de la demande intérieure ; situation de la société Ramo ; possibilité d'aboutir à un contrat d'entreprise [16 décembre 1982] (p. 8328).

482. — Société industrielle de filtration à Marseille-en-Beauvaisis : M. Guy Vadepied : élaboration par les organisations syndicales d'un plan accepté par l'ensemble du personnel ; nécessité de préserver les emplois et de sauver la fabrication des filtres ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'énergie : nécessité de mener une action d'animation du tissu industriel [15 décembre 1982] (p. 8328) ; nécessité d'éviter la disparition d'entreprises contribuant à la production nationale ; note l'intolérance de l'opposition ; recherche d'un partenaire pour la société industrielle de filtration ; responsabilité des différents acteurs pour contribuer à la solution des problèmes des entreprises (p. 8329).

483. — Situation de l'emploi au groupe Biderman : M. Pierre Métais : ateliers de La Caillère en Vendée et de La Roche-sur-Yon ; fermeture du siège social parisien de Big Chief ; signature d'un contrat de solidarité par le groupe Biderman ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : vente envisagée de l'usine de La Caillère ; reprise des contrats de travail par l'acheteur ; difficultés de la société Big Chief ; marque Peroche ; décision de licenciement à La Roche-sur-Yon [15 décembre 1982] (p. 8329) ; non-respect des engagements pris au titre d'un contrat de solidarité ; action des pouvoirs publics dans le domaine du textile ; mise en place d'un centre de promotion du textile et de l'habillement ; développement de l'automatisation et de la modernisation de l'industrie textile (p. 8330).

484. — Vie associative : M. Claude Bartoloné : consultation du mouvement associatif ; mesures prises en faveur des associations, notamment dans le projet de loi de finances pour 1983 ; M. André Henry, ministre du temps libre : document d'orientation diffusé aux associations de France ; six dispositions retenues : création d'un conseil national de la vie associative, contrats d'utilité sociale et possibilité pour les associations de bénéficier du concours de fonctionnaires détachés, création d'un fond de solidarité pour la vie associative, exonération des postes F. O. N. J. E. P. de la taxe sur les salaires à concurrence de 3 000 francs, mesures spécifiques en faveur de la presse des associations, mesures à venir en faveur des associations employant des travailleurs occasionnels ou à temps partiel [15 décembre 1982] (p. 8330) ; dissociation des mesures réglementaires et du projet de loi à venir (p. 8331).

485. — Politique en faveur des préretraités et des retraités : M. Jacques Barrot : enchevêtrement des décisions prises en matière de retraite : problème de la préretraite ; prorogation de la possibilité d'opter pour les revenus de remplacement ; problème de la retraite à soixante ans ; cas d'un ouvrier âgé de soixante ans dont la carrière a été diversifiée ; M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi : nationalisations ; nécessité pour le Gouvernement de suppléer à la carence des partenaires sociaux [15 décembre 1982] (p. 8331) ; nécessité pour le Gouvernement d'agir à la place des responsables de l'U. N. E. D. I. C. ; retraite à soixante ans et système de retraites complémentaires ; renégociation des conditions actuellement en vigueur en matière de garanties de ressources correspondant à un souci de justice sociale ; protection des droits acquis ; contrats de solidarité (p. 8332).

486. — Abattement sur les versements aux établissements hospitaliers : M. Charles Millon : télégramme du ministre des affaires sociales aux caisses de sécurité sociale pour qu'elles diminuent leurs versements aux hôpitaux ; conséquence sur les avances des caisses de sécurité sociale et le règlement des factures des fournisseurs [15 décembre 1982] (p. 8332) ; réduction des dépôts hospitaliers faits auprès du Trésor ; faillite du système de protection sociale entraînant la faillite en chaîne des entreprises fournisseurs des hôpitaux ; pénalisation des hôpitaux bien gérés ; M. François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés : ses observations sur les propos de M. Charles Millon : trésorerie des établissements hospitaliers publics ; amélioration de la situation des hôpitaux par rapport aux années précédentes ; instruction ministérielle tendant à adapter les facilités de trésorerie consenties par les caisses aux hôpitaux ; mesures ne s'étendant pas à certains établissements privés conventionnés ; mesures ne remettant pas en cause de règlement des rémunérations des personnels, des charges sociales et le paiement des fournisseurs (p. 8333) ; volonté de mieux utiliser les fonds disponibles (p. 8334).

487. — Déclarations de la direction de Citroën et situation de l'usine d'Aulnay : M. François Asensi : politique délibérée de réduction des stocks affirmée par le journal « Les Echos » ; demande au ministre d'intervenir pour la création d'une commission d'enquête sur la production à Aulnay ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie ; attitude de la direction de Citroën ; nécescité pour l'ensemble des partenaires de respecter la loi et les accords conclus [15 décembre 1982] (p. 8334) ; nécessité de respecter les conclusions de la commission Dupeyroux (p. 8335).

488. — Plan textile et licenciements : M. Gustave Ansart : contenu du plan ; aides accordées au patronat ; augmentation des importations de textile ; propositions du conseil national du patronat français ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : application du plan ; coût budgétaire ; situation des effectifs ; agence nationale de la valorisation de la recherche ; centre de promotion du textile et de l'habillement ; détournements de procédures ; promotion du dialogue social [15 décembre 1982] (p. 8335).

489. — Préférence communautaire pour certains produits méditerranéens : M. André Tourné : mévente des légumes d'automne et d'hiver ; situation dans les Pyrénées-Orientales ; non-respect de la préférence communautaire [15 décembre 1982] (p. 8335) ; prix à la vente chez les producteurs ; nécessité de mettre un terme aux importations non complémentaires et de garantir un prix de référence à la production ; exode rural ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité d'appliquer la préférence communautaire ; application de ce principe dans le secteur viti-vinicole ; secteur des fruits et légumes ; mécanismes de protection aux frontières ; demande du Gouvernement français de réformer le règlement communautaire des fruits et légumes ; respect de la préférence communautaire (p. 8336).

490. — Bilan des effets de la loi Quilliot : Mme Florence d'Harcourt : insuffisance de l'offre de logements à louer en région parisienne ; raisons de cette situation ; conséquences de la politique de l'urbanisme sur les relations entre les bailleurs et les locataires ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : contenu de deux propositions de loi émanant de membres de l'opposition et relatives aux loyers ; effondrement du marché immobilier à partir du second semestre 1980 ; augmentation du nombre de propriétaires prêts à louer ; relèvement de loyers ; rôle des investisseurs institutionnels [15 décembre 1982] (p. 8337).

491. — Emprunt à l'Arabie Saoudite et incidence éventuelle sur le prix du pétrole : M. Georges Tranchant : usage auquel est destiné cet emprunt ; part restante des 4 milliards et demi de dollars récemment empruntés ; diminution du montant de nos réserves liquides de change ; contrat avec l'Arabie Saoudite [15 décembre 1982] (p. 8337, 8338) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : gestion des réserves de change ; effort de décélération de l'évolution des prix et des cours ; taux d'inflation ; politique de désinflation ; ligne de crédits de 4 milliards de francs destinée à renforcer nos réserves de change ; montant des avoirs officiels de change à la fin du mois de novembre ; sa visite officielle en Arabie Saoudite ; prix de passation des contrats à long terme avec les pays de l'O. P. E. P. ; passation d'un contrat avec l'Arabie saoudite ; rôle de ce pays ; indique qu'il a fourni le dernier chiffre en sa possession concernant les réserves de change (p. 8338).

492. — Diminution de la prise en charge par la sécurité sociale des dépenses des hôpitaux privés : M. Michel Noir : circulaire interministérielle annonçant que les factures présentées à la sécurité sociale ne seront payées qu'à concurrence de 40 p. 100 ; mise en cause de l'existence de certains établissements hospitaliers [15 décembre 1982] (p. 8338) ; M. François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés : circulaire

prévoyant une procédure dérogatoire ; efforts faits par le Gouvernement en matière d'hospitalisation ; optimisation des moyens mis à la disposition des hôpitaux (p. 8339).

493. — Licenciements dans l'industrie du machinisme agricole : M. Xavier Hunault : licenciements dans une société de Châteaubriant [15 décembre 1982] (p. 8339) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : situation de la société Huard ; fonderies de Châteaubriant ; diminution des effectifs ; convention F. N. E. et possibilité de reclassement ; situation de l'industrie française du machinisme agricole ; dépression du marché intérieur ; étude ministérielle sur cette industrie ; lien entre l'agriculture française et les industries de machinisme (p. 8340).

Voir *Rappels au règlement* **425, 456, 458, 476.**

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

3. — Enseignement (programmes). — Posée le 13 février 1982 par M. Michel Debré à M. le ministre de l'éducation nationale [2 avril 1982] (p. 788).

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

69. — Famille (politique de la —). — Posée le 31 octobre 1981 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 2911). — Appelée le 22 octobre 1982 : **orientations de la politique familiale.** — M. Michel Debré : conclusions de l'institut national d'études démographiques à l'occasion de la publication du XI[e] rapport sur la situation démographique de la France ; baisse du taux de fécondité et du nombre des mariages ; augmentation de la proportion de personnes âgées et d'enfants de parents immigrés ; inégale répartition de la population sur le territoire ; conséquences économiques et sociales de la situation démographique ; possibilité de transformer cette situation par des législations appropriées (p. 6165) ; non-renouvellement des générations ; contradiction entre la volonté de développer la natalité en France et les mesures gouvernementales relatives aux allocations familiales ; nécessité de mettre en place une politique de troisième enfant et d'offrir à la femme le libre choix entre le travail et un salaire de mère au foyer ; quasi-impossibilité pour un député d'avoir, pour répondre à sa question orale sans débat, le ministre compétent ; M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. le Premier ministre : indice de fécondité de 1,95 enfant par femme ne pouvant être considéré comme satisfaisant ; non-renouvellement des générations ; volonté du Gouvernement de poursuivre une politique familiale ambitieuse dans le respect de la liberté et de la responsabilité de chacun ; droit à la qualité de la vie ; compensation des charges de famille (p. 6166) ; M. Bernard Stasi, vice-président : détermination du ministre compétent pour répondre aux questions orales sans débat ; décision du Conseil constitutionnel (p. 6166).

114. — Sécurité sociale (bénéficiaires). — Posée le 12 février 1982 par M. Michel Noir à Mme le ministre de la solidarité nationale [2 avril 1982] (p. 788).

115. — Economie : ministère (administration centrale). — Posée le 1[er] mars 1982 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre de l'économie et des finances [2 avril 1982] (p. 788). — Appelée le 16 avril 1982 : **transfert du ministère des finances.** — M. Edouard Frédéric-Dupont : terrain dont dispose le ministère des finances, quai Branly ; transfert du ministère des finances dans l'Est parisien (p. 1177) ; libération du quai Branly par le ministère des finances ; utilisation de ce terrain. — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées, en remplacement de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : décision du Président de la République de rendre à l'ensemble du palais du Louvre sa destination de musée ; implantation du ministère des finances dans l'Est de la capitale ; libération ultérieure des terrains du quai Branly (p. 1178).

116. — Entreprises (politique en faveur des). — Posée le 4 mars 1982 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie et des finances [2 avril 1982] (p. 788). — Appelée le 23 avril 1982 : **charges des entreprises.** — M. Pierre-Bernard Cousté : avenir des entreprises françaises ; fiscalité des entreprises ; aggravation des charges des entreprises ; coût de la cinquième semaine de congés payés, des trente-neuf heures et des réformes Auroux (p. 1288) ; diminution de l'épargne brute des entreprises ; absence de concertation avec les partenaires européens ; accroissement du déficit commercial (p. 1289). — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie, en remplacement de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : charges fiscales et parafiscales pesant sur les entreprises françaises ; compétitivité des entreprises françaises ; statistiques publiques de l'O. C. D. E. ; ratios utilisés par l'O. C. D. E. ; poids des charges salariales ; évolution des prix pratiqués par les entreprises ; diminution du poids de la taxe professionnelle ; allégement des cotisations sociales à la charge de l'industrie textile et de l'habillement ; diminution relative du nombre des faillites (p. 1288) ; stagnation de l'investissement ; apaisements donnés par le Gouvernement aux chefs d'entreprise (p. 1289).

117. — Ordre public (attentats). — Posée le 11 mars 1982 par M. Yves Lancien à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [2 avril 1982] (p. 788). — Appelée le 16 avril 1982 : **victimes d'attentats.** — M. Yves Lancien : responsabilité civile incombant aux communes pour les dégâts et les dommages résultant de crimes ou de délits commis par violence sur leur territoire par des attroupements armés ou non armés, soit envers des personnes, soit contre des propriétés publiques ou pivées ; indemnités de l'Etat ; réparation des dommages subis par la victime d'un attentat à caractère politique et terroriste non prévue par les textes (p. 1171) ; extension de la loi sur l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle. — Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, en remplacement de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : responsabilité des assurances ; exclusion conventionnelle de réparation pour les dommages résultant d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage ; risque « attentat » ; amélioration de l'indemnisation des victimes d'attentats. M. Yves Lancien : amendement légalisant les contrôles d'identité (p. 1172).

118. — Affaires culturelles (politique culturelle : Bretagne). — Posée le 26 mars 1982 par M. Christian Bonnet à M. le ministre de la culture [2 avril 1982] (p. 788). — Appelée le 30 avril 1982 : **politique culturelle du Gouvernement en Bretagne.** — M. Christian Bonnet : charte culturelle de 1978 ; absence de mesures en faveur de la Bretagne dans les projets gouvernementaux ; signature éventuelle d'une convention entre l'Etat et la région Bretagne (p. 1525). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. Jack Lang, ministre de la culture : volonté du Gouvernement de ne pas exclure la Bretagne des actions prioritaires du ministère de la culture ; charte de 1978. M. Christian Bonnet : importance des directives parisiennes en contradiction avec l'esprit de la décentralisation (p. 1526).

119. — Automobiles et cycles (entreprises : Hauts-de-Seine). — Posée le 2 avril 1982 par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis à M. le ministre du travail (p. 788).

120. — Communautés européennes (assemblée parlementaire). — Posée le 2 avril 1982 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 788) — Appelée le 28 mai 1982 : **élections à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes.** — M. Michel Debré : accord selon lequel la deuxième élection à cette assemblée devra avoir lieu dans tous les pays selon le même mode de scrutin ; décision du Conseil constitutionnel ; proposition de l'Assemblée des Communautés européennes (p. 2717) ; différentes conceptions de l'organisation européenne ; M. André Chandernagor, ministre délégué après du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : résolution de l'Assemblée des Communautés tendant à instituer un système électoral unique ; volonté du Gouvernement de ne pas modifier la loi électorale en vigueur (p. 2718).

121. — Enseignement secondaire (établissements : Pyrénées Orientales). — Posée le 2 avril 1982 par M. André Tourné à M. le Premier ministre (p. 789).

122. — Radiodiffusion et télévision (programmes). — Posée le 6 avril 1982 par M. Maurice Nilès à M. le Premier ministre (p. 950).

123. — Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité). — Posée le 8 avril 1982 par M. Lucien Richard à M. le ministre de l'industrie (p. 1044). — Appelée le 16 avril 1982 : **situation du textile français.** — M. Lucien Richard : difficultés que connaissent les entreprises textiles, accord multifibres ; accords bilatéraux restant à négocier ; remercie M. Pierre Dreyfus de sa réponse ; articles importés de Taïwan, de Hong-kong et de Corée ; urgence des mesures à prendre ; mise en œuvre des clauses de sauvegarde prévues par le G. A. T. T. (p. 1173) ; restitution consentie aux pays d'Extrême-Orient sous forme de trafic de perfectionnement passif ; importance des charges sociales en France ; poursuite nécessaire des négociations et accentuation des mesures d'aide au niveau national (p. 1174). — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : pacte de solidarité

négocié par le ministre de l'industrie en vue d'alléger les charges sociales ; réduction définie par le conseil des ministres ; accord multifibres ; évolution du commerce extérieur (p. 1173) ; mesures contre les importations abusives prises chaque fois que les règles internationales le permettent (p. 1174).

124. — Professions et activités sociales (aides ménagères). — Posée le 13 avril 1982 par M. Parfait Jans à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 1088). — Appelée le 16 avril 1982 : **aides ménagères.** — M. Parfait Jans : politique de maintien à domicile des personnes âgées ; nécessaire augmentation du taux horaire de remboursement ; coût horaire du service des aides ménagères ; participation financière demandée aux personnes âgées (p. 1176). — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : maintien à domicile des personnes âgées ; croissance sans précédent de l'aide ménagère ; convention collective des aides ménagères ; hausse du taux horaire de remboursement ; financement de l'aide ménagère ; formation des aides ménagères ; hausse du minimum vieillesse (p. 1176-1177). M. Parfait Jans : augmentation des crédits ; revendication des associations d'aides ménagères (p. 1177).

125. — Jouets et articles de sports (entreprises : Pyrénées-Orientales). — Posée le 13 avril 1982 par M. André Tourné à M. le Premier ministre (p. 1089). — Appelée le 16 avril 1982 : **entreprise Bella de Perpignan.** — M. André Tourné : seule usine de poupées existant en France ; avenir de cette usine dépendant exclusivement du Gouvernement ; importation abusive de poupées ; parallélisme entre sa carrière et celle des poupées Bella (p. 1174). — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : difficultés nées de l'absence d'augmentation de capital nécessaire aux investissements indispensables au maintien du caractère concurrentiel de l'entreprise ; concurrence sur le marché des poupées ; insuffisance du renouvellement de la gamme des produits ; reclassement des employés licenciés en cas de reprise de l'entreprise par M. Berchet, industriel du jouet. M. André Tourné : émet des doutes quant à l'honnêteté de M. Berchet, industriel du jouet à Oyonnax ; création d'un comité de gestion ; importations sauvages ; protection des poupées françaises ; sa philosophie communiste ; M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : plan jouet du ministère de l'industrie (p. 1175).

126. — Politique extérieure (Viet-Nam). — Posée le 13 avril 1982 par M. Georges Mesmin à M. le ministre des relations extérieures (p. 1089). — Appelée le 16 avril 1982 : **politique française dans le Sud-Est asiatique.** — M. Georges Mesmin : occupation, depuis 1979, du Cambodge et du Laos par les troupes vietnamiennes ; aide apportée par l'U. R. S. S. au Viet-Nam ; difficultés financières et économiques du Viet-Nam ; prêt octroyé par la France au Viet-Nam (p. 1179). — Réponse de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'extension du secteur public, en remplacement de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : absence de rapprochement entre le Gouvernement français et le gouvernement vietnamien ; absence d'isolement diplomatique du Viet-Nam ; volonté du Gouvernement de rendre au Cambodge sa souveraineté ; nécessité d'amorcer un dialogue avec le Viet-Nam ; vocation de la France dans la péninsule indochinoise. M. Georges Mesmin : modification de la politique française à l'encontre du Viet-Nam ; « coup de poignard » donné par la France au Cambodge ; situation des droits de l'homme au Viet-Nam. M. Jean Le Garrec : générosité et efficacité de la politique gouvernementale (p. 1180).

127. — Politique extérieure (Pologne). — Posée le 13 avril 1982 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre des relations extérieures (p. 1089). — Appelée le 16 avril 1982 : **Pologne.** — M. Emmanuel Hamel : drame polonais ; actions menées par le Gouvernement français en faveur de la Pologne ; résultat de ces actions ; bilan de l'aide publique et privée française à la Pologne (p. 1180). — Réponse de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'extension du secteur public, en remplacement de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : position du Gouvernement français dans l'affaire polonaise ; conséquences dramatiques résultant pour le peuple polonais de l'état de siège ; caractère limité des résultats immédiats des interventions françaises ; poursuite par la France de ses livraisons à crédit de produits alimentaires (p. 1181). M. Emmanuel Hamel : solidarité témoignée par le peuple français au peuple polonais ; actions menées par les organisations caritatives et les syndicats ; éventualité d'une politique de rétorsion menée à l'encontre de la Pologne et des autres pays de l'Europe de l'Est si l'état de guerre se poursuit ; signature de l'accord franco-soviétique sur le gaz ; rôle de l'U. R. S. S. dans l'affaire polonaise. M. Jean Le Garrec : accord franco-soviétique sur le gaz ; solidarité du peuple français avec le peuple polonais (p. 1182).

128. — Politique extérieure (Togo). — Posée le 13 avril 1982 par M. Jean-Paul Planchou à M. le ministre délégué chargé de la coopération et du développement (p. 1089). — Appelée le 16 avril 1982 : **aides extérieures françaises.** — M. Jean-Paul Planchou : situation économique de plusieurs états africains ; moyens mis en œuvre pour s'assurer de l'utilisation conforme de l'aide publique à son objet initial ; état des relations économiques et financières de la France avec le Togo (p. 1178). — Réponse de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public, en remplacement de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement : situation des relations de la France avec le Togo ; concours financier sollicité par certains Etats africains faisant face à des difficultés économiques et financières ; missions approfondies organisées par le ministère de la coopération et du développement avant de consentir une aide (p. 1178) ; diverses formes prises par les concours financiers ; politique néfaste en matière financière menée par le gouvernement togolais. M. Jean-Paul Planchou : vigilance du Gouvernement à l'encontre du Togo (p. 1179).

129. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 13 avril 1982 par M. François Mortelette à M. le ministre de l'industrie (p. 1089). — Appelée le 16 avril 1982 : **entreprise Matra automobile.** — M. François Mortelette : prise de participation majoritaire de l'Etat dans le groupe Matra ; inquiétude des travailleurs de l'entreprise Matra automobile. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : difficultés de la société Matra ; avenir de Matra automobile (p. 1172).

130. — Baux (baux d'habitation). — Posée le 13 avril 1982 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 1089). — Appelée le 16 avril 1982 : **concertation entre les locataires et les sociétés d'H.L.M.** — Mme Paulette Nevoux : absence de concertation ; amélioration du parc du logement H. L. M. ; nécessité de voir la loi imposer la participation des locataires. — Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : rapports existant entre bailleurs et locataires fondés sur la concertation ; obligation faite au bailleur de reconnaître comme interlocuteur les associations de locataires dès que celles-ci adhèrent à une organisation représentative au niveau national ou départemental (p. 1170) ; contrat signé entre le ministre de l'urbanisme et du logement et l'union et les fédérations d'organismes d'H.L.M. ; abandon par le Gouvernement d'une politique autoritaire en matière d'amélioration de l'habitat social ; abrogation de la cotisation obligatoire au fonds national de l'habitat ; 1 p. 100 des employeurs ; droit de regard et de décision des locataires d'H.L.M. sur l'utilisation des loyers ; Mme Paulette Nevoux : espère que les directives du ministre aux sociétés d'H.L.M. seront suivies d'effet (p. 1171).

131. — Commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat). — Posée le 20 avril 1982 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre du commerce et de l'artisanat (p. 1205). — Appelée le 18 juin 1982 : **entreprises artisanales.** — M. Pierre-Bernard Cousté : incidence du blocage des prix sur les entreprises artisanales ; distribution des prêts spéciaux aux artisans par le réseau bancaire classique ; alourdissement dans la trésorerie des entreprises artisanales et commerciales du fait de l'augmentation d'un point du taux de T.V.A. — Réponse de M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat : prêts à taux préférentiel ; prêts participatifs ; primes d'installation ; poids des charges fiscales dans la gestion des entreprises artisanales ; politique de formation initiale et professionnelle des artisans ; blocage des prix ; mesures en préparation (p. 3608, 3609, 3610).

132. — Défense nationale (politique de la défense). — Posée le 20 avril 1982 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 1205). — Appelée le 23 avril 1982 : **îles isolées sous souveraineté française.** — M. Jean-Louis Masson : conflit entre l'Argentine et la Grande-Bretagne au sujet des îles Malouines ; mesures nécessaires pour garantir la souveraineté de la France sur les îles isolées lui appartenant ; liste des îles devant bénéficier d'une protection particulière ; cas des îles éparses de l'océan Indien ; retrait de la France des Nouvelles-Hébrides ; politique de la France en Nouvelle-Calédonie (p. 1292) ; réaction irrationnelle du Vanuatu et de la Nouvelle-Guinée ; moyens envisagés par le Gouvernement en vue d'une éventuelle défense des îles isolées (p. 1293). — Réponse de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, en remplacement de M. Pierre Mauroy, Premier ministre : gravité du conflit opposant l'Argentine à la Grande-Bretagne au sujet des îles Malouines ; soutien de la France à la résolution 502 du Conseil de sécurité ; mesures commerciales prises par la communauté économique européenne à l'encontre de l'Argentine ; embargo français sur les armes, munitions et équipements militaires ; défense

des îles éparses sous souveraineté française par les forces françaises de l'océan Indien et du Pacifique ; instructions dont sont munies ces forces françaises quant aux mesures devant intervenir si la sécurité des territoires apparaissait menacée (p. 1292) ; volonté d'assurer la souveraineté française sur ces îles ; refus d'une diplomatie de la canonnière ; volonté de rétablir un climat de confiance avec le Vanuatu ; condamnation de l'opération argentine contre les Malouines (p. 1293).

133. — Electricité et gaz (centres de E.D.F. : Tarn-et-Garonne). — Posée le 20 avril 1982 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 1205). — Appelée le 14 mai 1982 : **accord entre E.D.F. et la région Midi-Pyrénées :** attitude des dirigeants de la région Midi-Pyrénées (p. 2164) ; implantation d'une centrale nucléaire payée par E.D.F. à une région déterminée ; emploi d'une proportion élevée d'une main-d'œuvre originaire de la région ; caractère inconstitutionnel de la convention signée (p. 2165) ; développement de ce type de convention (p. 2166). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : aspect constitutionnel du protocole signé entre E.D.F. et le président de la région Midi-Pyrénées (p. 2165).

134. — Voirie (routes). — Posée le 20 avril 1982 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 1205). — Appelée le 23 avril 1982 : **mise à quatre voies de la R.N. 4.** — M. Bruno Bourg-Broc : problème de circulation non réglé par la construction de l'autoroute A 4 ; nombre élevé d'accidents sur la R.N. 4 ; goulot d'étranglement constitué par l'agglomération de Vitry-le-François ; future déviation de Vitry-le-François. — Réponse de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, en remplacement de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : conditions de circulation sur la R.N. 4 ; stagnation des investissements consacrés à l'aménagement de cette route au cours des dernières années ; volonté du ministre des transports d'en poursuivre la modernisation ; travaux actuellement en cours ; future déviation de Vitry-le-François ; mise en service du créneau de Connantré ; doublement de la déviation de Sézanne (p. 1295).

135. — Produits fissiles et composés (production et transformation). — Posée le 20 avril 1982 par M. Vincent Porelli à M. le ministre de l'industrie (p. 1205). — Appelée le 23 avril 1982 : **entreprises nationalisées du golfe de Fos.** — M. Vincent Porelli : refus de certaines entreprises nationalisées d'appliquer les mesures décidées par le Gouvernement ; exemple de la Solmer à Fos ; absence de signature d'un contrat de solidarité par la Solmer ; conséquences de la mise en place d'une deuxième coulée continue ; libertés syndicales ; autonomie de gestion des entreprises nationalisées ; place de la Solmer dans l'économie française ; absence de liens entre le complexe de Fos et le tissu industriel provençal ; absence d'évolution chez Solmer depuis le changement de majorité ; baisse des effectifs et vieillissement du personnel ; rôle du département des affaires sociales de la Solmer ; cotisations versées par cette entreprise à la chambre patronale. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : politique sociale et attitude générale des établissements Solmer, Ugine-Aciers et P.C.U.K. ; autonomie des entreprises publiques ; signature des contrats de solidarité ; problème des libertés syndicales (p. 1286) ; importance des prochains mois pour la sidérurgie française ; dialogue permanent poursuivi entre les dirigeants des deux grandes entreprises sidérurgiques françaises, les organisations syndicales et le ministère de l'industrie (p. 1287).

136. — Taxis (chauffeurs). — Posée le 20 avril 1982 par M. Parfait Jans à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1205). — Appelée le 23 avril 1982 : **qualification professionnelle des chauffeurs de taxi.** — M. Parfait Jans : dégradation de la qualification professionnelle des chauffeurs de taxi parisiens ; création d'un C.A.P. provisoire pour les conducteurs non titulaires du C.A.P. définitif ; conditions requises pour l'obtention du C.A.P. provisoire ; absence de connaissance topographique de la capitale des conducteurs titulaires du seul C.A.P. provisoire (p. 1291) ; « travail au noir » ; intérêt des seuls patrons à l'institution du C.A.P. provisoire (p. 1291) ; suppression du C.A.P. provisoire réclamée par le syndicat des chauffeurs de taxi C.G.T. et le syndicat des artisans (p. 1292). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, en remplacement de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : facilité avec laquelle les candidats à la profession de chauffeur de taxi obtiennent le certificat d'aptitude professionnelle provisoire ; accroissement de la difficulté de ce C.A.P. ; cours délivrés par le centre de Montreuil financés au titre de la formation continue (p. 1291, 1292).

137. — Enseignement secondaire (fonctionnement : Yvelines). — Posée le 20 avril 1982 par M. Guy Malandain à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1206). — Appelée le 23 avril 1982 : **agents non spécialisés des lycées des Yvelines.** — M. Guy Malandain : effort consenti par le Gouvernement pour doter l'éducation nationale de personnel suffisant ; grève des agents non spécialisés du lycée de la plaine de Neauphle à Trappes ; amplification des difficultés rencontrées dans les services d'entretien par la réduction du temps de travail ; manque d'agents non spécialisés (p. 1290) ; place des agents non spécialisés dans la vie scolaire (p. 1291). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : situation du personnel de service du lycée de la plaine de Neauphle à Trappes ; difficultés au niveau du service d'entretien aggravées par la réduction du temps de service dont bénéficient les personnels depuis le 1er janvier 1982 ; difficultés des personnels non enseignants (p. 1290) ; inégalités entre les différentes académies ; créations éventuelles d'emplois consécutives à la réduction du temps du travail (p. 1291).

138. — Enseignement secondaire (fonctionnement : Yvelines). — Posée le 20 avril 1982 par M. Jean-Claude Cassaing à Mme le ministre de l'agriculture (p. 1206).

139. — Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : calcul des pensions). — Posée le 20 avril 1982 par M. Jean-Claude Bois à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 1206). — Appelée le 23 avril 1982 : **bonification pour les assurés du régime minier ayant élevé des enfants.** — M. Jean-Claude Bois : bonification de la durée d'assurance égale à deux années supplémentaires par enfant élevé à leur charge ou à celle de leur conjoint, accordée aux femmes assurées ; exclusion des femmes assurées du régime minier de ces dispositions ; caractère inacceptable de la discrimination frappant ces travailleuses. — Réponse de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, en remplacement de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : amélioration des pensions du régime minier ; sa volonté d'engager une consultation pour les modalités d'application d'une bonification par enfant pour les femmes assurées au régime minier (p. 1293).

140. — Enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel : Seine-Maritime). — Posée le 20 avril 1982 par M. Jean-Claude Bateux à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1206). — Appelée le 23 avril 1982 : **enseignement technique dans l'académie de Rouen.** — M. Jean-Claude Bateux : lycées d'enseignement professionnel ; sous-encadrement constaté dans cette académie conduisant les parents à s'adresser à l'enseignement privé ; supériorité des résultats obtenus dans l'enseignement public ; plan d'urgence destiné à donner à la région rouennaise un enseignement technique public à la mesure de ses besoins économiques (p. 1289) ; scolarisation des jeunes filles ; versement de la taxe d'apprentissage aux seuls établissements publics (p. 1290). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : rénovation de l'enseignement technique, objectif prioritaire de la politique gouvernementale ; accroissement des capacités d'accueil et d'encadrement ; lutte contre la sortie prématurée d'élèves avant l'achèvement de leur formation ; détermination des capacités d'accueil nécessaires à l'admission des élèves ; nouvelle procédure d'élaboration de la carte scolaire (p. 1289) ; création d'emplois de professeurs de lycée d'enseignement professionnel (p. 1290).

141. — Edition, imprimerie et presse (emploi et activité). — Posée le 20 avril 1982 par M. Jean-Pierre Destrade à M. le ministre de l'industrie (p. 1206). — Appelée le 23 avril 1982 : **crédits bonifiés à l'industrie graphique.** — M. Jean-Pierre Destrade : dispositions fixant à 15 p. 100 le seuil maximal d'achat de matériel étranger pour les entreprises désirant bénéficier d'un crédit bonifié ; exclusion des industries graphiques du bénéfice de l'aide ; caractère international de l'industrie graphique ; contrainte absolue représentée par la répartition des sources de matériel ; vivacité de la concurrence dans ce secteur ; nécessité de mettre en place une procédure de dérogation. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : logique des prêts bonifiés ; priorité donnée aux industries ne bénéficiant pas de facilités de financement de la part de leurs fournisseurs ; facilités de financement offertes par les fournisseurs étrangers ; assouplissement des conditions actuellement en vigueur pour l'octroi de prêts bonifiés (p. 1287).

142. — Anciens combattants et victimes de guerre (politique en faveur des anciens combattants et des victimes de guerre). — Posée le 20 avril 1982 par Mme Louise Moreau à M. le ministre des anciens combattants (p. 1206). — Appelée le

23 avril 1982 : **commission d'information historique pour la paix.** — Mme Louise Moreau : nécessité d'associer officiellement aux travaux de la commission d'information historique pour la paix l'association nationale des médaillés de la résistance et des médaillés militaires ; représentation de cette association au sein de la commission d'organisation des cérémonies du 8 mai (p. 1293) ; importance des cérémonies du 8 mai pour les médaillés de la résistance ; reconnaissance de la nation à laquelle ont droit tous ceux qui ont combattu. — Réponse de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants : état des travaux de cette commission ; volonté du Président de la République et du Gouvernement de lutter contre les résurgences du fascisme et du racisme ; intérêt des Français pour l'histoire de leur pays ; intense activité des associations d'anciens combattants ; objectifs de la commission d'information historique pour la paix ; création de commissions départementales ; concertation étroite avec les associations d'anciens déportés ; organisation des cérémonies et manifestations du 8 mai (p. 1294).

143. — Police (fonctionnement à Paris). — Posée le 23 avril 1982 par Mme Nicole de Hauteclocque à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1296). — Appelée le 30 avril 1982 : **sanctions contre deux policiers parisiens.** — Mme Nicole de Hauteclocque : restauration du climat de confiance au sein des personnels de la police nationale (p. 1521, 1522). — Réponse de M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, en remplacement de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : développement d'un climat de confiance au sein de la population ; respect de la loi par les deux gardiens de la paix remis en liberté sous contrôle judiciaire (p. 1522).

144. — Electricité et gaz (gaz naturel). — Posée le 23 avril 1982 par M. Charles Miossec à M. le ministre délégué chargé de l'énergie (p. 1295). — Appelée le 30 avril 1982 : **réserves européennes de gaz.** — M. Charles Miossec : politique d'approvisionnement de la France en gaz naturel ; contrat gazier avec l'U. R. S. S. et l'Algérie ; absence de contrepartie en faveur de l'industrie française ; sous-estimation des réserves de gaz européennes. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : espoir modeste de découvrir des gisements importants en Europe de l'Ouest ; diversité des sources françaises d'approvisionnement ; M. Charles Miossec : diversification des fournisseurs (p. 1513) ; gisements de la mer du Nord (p. 1514).

145. — Formation professionnelle et promotion sociale (politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale). — Posée le 26 avril 1982 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de la formation professionnelle (p. 1343).

146. — Régions (limites). — Posée le 26 avril 1982 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1343). — Appelée le 7 mai 1982 : **limites des régions** : M. Jean-Louis Masson : départements ayant demandé une modification des limites régionales ; procédure de réexamen des limites régionales ; choix des villes d'implantation des chambres régionales des comptes ; marge d'initiative laissée par la loi de 1972 au Gouvernement ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : conditions posées par la loi de 1972 pour que les limites des régions soient modifiées ; conditions d'implantation des chambres régionales des comptes (p. 1852) ; volonté de ne pas modifier pour l'instant les limites régionales (p. 1853).

147. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Yonne). — Posée le 27 avril 1982 par M. Jean-Pierre Soisson à M. le ministre de la santé (p. 1397). — Appelée le 14 mai 1982 : **centres hospitaliers de l'Yonne.** — M. Jean-Pierre Soisson : insuffisance des créations d'emplois (p. 2169) ; transport de la maison de cure des personnes âgées de la vieille abbaye de Saint-Germain-d'Auxerre (p. 2170). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : nécessité de résorber les déficits accumulés ; réduction des inégalités régionales en matière d'équipements hospitaliers ; hôpital psychiatrique de l'Yonne ; problèmes des emplois non médicaux (p. 2169).

148. — Pétrole et produits raffinés (raffineries). — Posée le 27 avril 1982 par Mme Colette Goeuriot à M. le ministre délégué chargé de l'énergie (p. 1397). — Appelée le 30 avril 1982 : **fermeture de l'unité de raffinage d'Hauconcourt.** — Mme Colette Goeuriot : émotion des travailleurs ; organisation d'une large concertation régionale. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : maintien d'une industrie de raffinage en France ; diminution de la consommation pétrolière ; prise en compte par les « pétroliers » des pertes éventuelles de taxe professionnelle. — Mme Colette Gœuriot : nécessité d'imposer aux « pétroliers » une politique conforme aux besoins du pays ; surcapacité de distillation justifiant pour ceux-ci la fermeture des raffineries (p. 1514) ; situation de l'emploi en Lorraine ; nécessité d'enrayer le processus de vassalisation de cette région par son puissant voisin (p. 1515).

149. — Fonctionnaires et agents publics (politique de la fonction publique). — Posée le 27 avril 1982 par M. Maurice Nilès à M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives (p. 1397). — Appelée le 30 avril 1982 : **utilisation des locaux administratifs consécutive à la circulaire du 24 août 1981.** — M. Maurice Nilès : contradiction entre cette circulaire et l'interdiction de certaines réunions à caractère politique dans les locaux administratifs (p. 1522). — Réponse de M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : promotion des droits et libertés des agents publics ; pratique anti-syndicale des précédents gouvernements ; difficultés dans l'application de la circulaire du 24 août 1981. — M. Maurice Nilès : neutralité du service public ; nécessité de considérer les fonctionnaires comme des citoyens à part entière (p. 1523).

150. — Machines-outils (entreprises : Somme). — Posée le 27 avril 1982 par M. André Audinot à M. le ministre de l'industrie (p. 1397). — Appelée le 30 avril 1982 : M. Edmond Alphandéry : **avenir de l'emploi dans l'industrie de la machine-outil d'Albert** : survie de cette société ne pouvant être assurée que grâce à l'appui des pouvoirs publics (p. 1517). — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : plan de la machine-outil ; effondrement international du marché de la machine-outil : restructuration de la société Lines S. A. (p. 1517).

151. — Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Vosges). — Posée le 27 avril 1982 par M. Jean Valroff à M. le ministre de l'industrie (p. 1397). — Appelée le 30 avril 1982 : **entreprise Montefibre de Saint-Nabord.** — M. Jean Valroff : processus d'arrêt des colonnes de polymérisation de nylon impliquant la suppression de nombreux emplois ; action nécessaire à la suspension de la restructuration en cours ; organisation d'une réunion tripartie. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : difficultés de Montefibre France ; limitation des licenciements consécutifs à l'abandon de la polymérisation. M. Jean Valroff : responsabilité du groupe italien ; perspectives du marché de la fibre nylon 6-6 (p. 1516).

152. — S. N. C. F. (lignes : Ile-de-France). — Posée le 27 avril 1982 par M. Jean Le Gars à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 1398). — Appelée le 30 avril 1982 : **projet de gare à Sartrouville.** — M. Jean Le Gars : réouverture des lignes de la « grande ceinture parisienne ». — Réponse de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : réouverture de la « grande ceinture » ; priorité accordée au développement des transports collectifs urbains en banlieue ; éventuelle utilisation des tramways (p. 1512).

153. — Matériels électriques et électroniques (entreprises). — Posée le 27 avril 1982 par M. François Loncle à M. le ministre de l'industrie (p. 1398). — Appelée le 30 avril 1982 : **situation de l'industrie des piles.** — M. François Loncle : difficultés de la société Wonder ; situation de l'emploi en Haute-Normandie. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : difficultés de la société Wonder ; modification des habitudes des consommateurs ; établissement d'un plan social énergétique en concertation avec le personnel de Wonder (p. 1515) ; M. François Loncle : espoir quant à l'avenir de l'industrie des piles ; souhaite que les travailleurs de Wonder bénéficient des garanties du fonds national de l'emploi (p. 1516).

154. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Rhône). — Posée le 27 avril 1982 par M. Jean-Jack Queyranne à M. le ministre de la santé (p. 1398). — Appelée le 30 avril 1982 : **application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.** — M. Jean-Jack Queyranne : refus de certains hôpitaux d'appliquer cette loi (p. 1523) ; modification de la réglementation concernant l'activité des centres d'orthogénie. — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : clause de conscience invoquée par certains médecins ; grève des médecins du centre d'orthogénie de l'Hôtel-Dieu de Lyon ; projet d'ouvrir de nouvelles structures publiques où seront pratiquées les interruptions volontaires de grossesse (p. 1524). — M. Jean-Jack Queyranne : mise en place d'unités autonomes d'orthogénie (p. 1525).

155. — Produits chimiques et parachimiques (entreprises). — Posée le 27 avril 1982 par Mme Odile Sicard à M. le ministre de l'industrie (p. 1398). — Appelée le 30 avril 1982 : **contrats**

de solidarité dans les entreprises nationalisées. — Mme Odile Sicard : modalités d'application de l'ordonnance (p. 1517) ; lutte contre le chômage. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : négociations en cours à P.U.K. (p. 1518).

156. — Patrimoine esthétique, archéologique et historique (œuvres d'art). — Posée le 27 avril 1982 par M. Alain Vivien à M. le ministre de la culture (p. 1398). — Appelée le 30 avril 1982 : **retour des œuvres d'art dans leur pays d'origine.** — M. Alain Vivien : existence de quelques œuvres appartenant incontestablement au patrimoine culturel de leur nation d'origine (p. 1527). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. Jack Lang, ministre de la culture : retour de « Guernica » en Espagne ; principe de la restitution en cas d'appropriation illégale ; nécessité de certaines actions préparatoires au retour. — M. Alain Vivien : retour de « Guernica » en Espagne (p. 1527) ; retour de la Vénus de Milo ; injuste répartition des œuvres d'art à travers le monde (p. 1528).

157. — Budget de l'Etat (équilibre budgétaire). — Posée le 27 avril 1982 par M. Edmond Alphandéry à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 1398). — Appelée le 30 avril 1982 : **déficits des finances publiques.** — M. Edmond Alphandéry : financement de ceux-ci ; M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : différentes théories relatives au déficit des finances publiques (p. 1518) ; importance de la conjoncture économique sur le niveau des recettes de l'impôt ; contrôle des finances publiques par le Gouvernement ; réexamen des services votés (p. 1519). — M. Edmond Alphandéry : répercussions du déficit budgétaire ; absence de reprise de l'activité économique (p. 1519-1520) ; M. Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : réalité de la reprise économique (p. 1520-1521).

158. — Habillement, cuirs et textiles (commerce extérieur). — Posée le 30 avril 1982 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'industrie (p. 1552). — Appelée le 7 mai 1982 : **accords sur les importations de textiles.** — M. Pierre-Bernard Cousté : politique textile du Gouvernement ; accords multifibres ; nécessité de voir la délégation de la Communauté européenne faire preuve de fermeté ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : nouvel accord multifibres ; caractère strict des positions de la Communauté ; fixation des plafonds globaux (p. 1846) ; M. Pierre-Bernard Cousté : suspension des discussions exploratoires avec Hong-kong ; M. Edmond Hervé : défense de l'appareil industriel français (p. 1847).

159. — Agriculture (structures agricoles). — Posée le 30 avril 1982 par M. Jean-Louis Goasduff à Mme le ministre de l'agriculture (p. 1552). — Appelée le 28 mai 1982 : **difficultés des S. A. F. E. R.** : M. Jean-Louis Goasduff : nécessité d'améliorer la rotation des stocks de terre. — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : élevage dans l'Ain ; situation financière des S.A.F.E.R. ; alourdissement des charges de celles-ci (p. 2713).

160. — Intérieur : ministère (personnel : Bouches-du-Rhône). — Posée le 30 avril 1982 par M. Hyacinthe Santoni à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1552). — Appelée le 7 mai 1982 : **accueil des délégations à la préfecture de Marseille** : M. Hyacinthe Santoni : refus des autorités marseillaises de recevoir certaines délégations ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : absence de fondement des reproches adressés par M. Hyacinthe Santoni (p. 1851) ; M. Hyacinthe Santoni : caractère erroné des informations dont dispose le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (p. 1852).

161. — Défense nationale (politique de la défense). — Posée le 4 mai 1982 par M. Charles Miossec à M. le ministre de la défense (p. 1695). — Appelée le 14 mai 1982 : **capacité opérationnelle de la marine de guerre.** — M. Charles Miossec : incertitude continuant à régner sur les grands choix ; ralentissement du rythme d'entrée en service du nouveau sous-marin nucléaire ; création d'un nouveau modèle de sous-marin (p. 2159) ; problème de crédibilité de la force française de dissuasion (p. 2160). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : nécessité d'une planification militaire ; augmentation de la capacité opérationnelle de la marine ; problème des sous-marins nucléaires d'attaque (p. 2159).

162. — Constructions aéronautiques (entreprises). — Posée le 4 mai 1982 par M. Robert Montdargent à M. le ministre de la défense (p. 1695). — Appelée le 7 mai 1982 : **société d'équipement aéronautique S. F. E. N. A.** — M. Robert Montdargent : processus de rapprochement en cours entre la S.F.E.N.A. et la société anonyme Crouzet ; volonté de défendre l'industrie nationale ; caractère illégal de la détention par la société Crouzet de 85 p. 100 du capital de la S.F.E.N.A. ; inopportunité de cette dénationalisation ; nécessité de restituer la S.F.E.N.A. au secteur public ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : procédure introduite devant le Conseil d'Etat (p. 1853, 1854).

163. — Logement (politique du logement : Ile-de-France). — Posée le 4 mai 1982 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 1695). — Appelée le 7 mai 1982 : **logements vacants de la région parisienne** : M. Parfait Jans : crise aiguë du logement dans la région parisienne ; attribution d'office des logements libres ; exclusion de cette possibilité des communes des anciens départements de la Seine ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : problème de la réquisition ; besoins locatifs sous-estimés en région parisienne depuis plusieurs années ; phénomènes de rétention (p. 1854) ; M. Parfait Jans : logements sociaux vacants ; M. Roger Quilliot : relance de la construction sociale en Ile-de-France ; intégration progressive du statut parisien à celui de l'ensemble des communes de France (p. 1855).

164. — Assurance vieillesse : généralités (montant des pensions). — Posée le 4 mai 1982 par M. Loïc Bouvard à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 1695). — Appelée le 7 mai 1982 : **pensions de retraite.** — M. Loïc Bouvard : politique d'amélioration du minimum vieillesse ; incohérence résultant de la juxtaposition d'un système d'avantages non contributifs et d'un système de retraite contributif ; avantages dont disposent les allocataires du fonds national de solidarité ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : augmentation du minimum vieillesse depuis le 1er juillet 1981 ; augmentation du taux des pensions de réversion pour les titulaires de pensions du régime général de la sécurité sociale (p. 1858) ; augmentation du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu applicable aux personnes âgées ; impossibilité d'attribuer des avantages sociaux annexes aux retraités bénéficiant d'une pension modeste analogues à ceux octroyés aux titulaires du fonds national de solidarité (p. 1859).

165. — Transports routiers (emploi et activité). — Posée le 4 mai 1982 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 1695). — Appelée le 7 mai 1982 : **transport routier.** — M. Emmanuel Hamel : difficultés particulières de ce secteur ; aggravation de tous les éléments constitutifs du prix de revient ; développement d'une politique préférentielle au profit du secteur public ; allégement nécessaire de la taxe professionnelle ; relance de l'investissement productif grâce à des prêts à taux bonifié ; régime fiscal des produits pétroliers ; M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : inquiétude des transporteurs routiers ; récession touchant l'ensemble des modes de transport ; problèmes liés à la fiscalité ; revalorisation des tarifs marchandises compte tenu de la sous-tarification généralisée (p. 1856, 1857).

166. — Minéraux (sel : Haut-Rhin). — Posée le 4 mai 1982 par M. Jean-Pierre Pénicaut à M. le Premier ministre (p. 1696). — Appelée le 7 mai 1982 : **industrie du sel.** — M. Jean-Pierre Pénicaut : avenir de l'industrie des salines françaises (p. 1848) ; possibilité réduite du marché du sel ; unité de production salifère de Mulhouse ; pollution du Rhin ; dépôt de la conclusion de la commission d'experts ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : réduction des rejets d'ions-chlores au Rhin ; création d'une saline intégrée dans les installations des mines de potasse d'Alsace ; commission d'experts mise en place (p. 1849).

167. — Boissons et alcools (vins et viticulture). — Posée le 4 mai 1982 par M. Bernard Madrelle à Mme le ministre de l'agriculture (p. 1696). — Appelée le 7 mai 1982 : **Viticulteurs.** — M. Bernard Madrelle : application du règlement communautaire n° 458-80 des communautés européennes au sujet d'opérations collectives de restructuration des vignobles ; prime de restructuration ; inquiétude des viticulteurs girondins ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : règlement communautaire n° 458-80 relatif aux opérations collectives de restructuration ; retard dans l'examen des dossiers ; protection des intérêts financiers des viticulteurs par le Gouvernement (p. 1857).

168. — Eau et assainissement (ordures et déchets). — Posée le 4 mai 1982 par M. Guy Vadepied à M. le ministre de l'environnement (p. 1696). — Appelée le 4 juin 1982 : **traite-**

ment des déchets industriels. — M. Guy Vadepied : risque de pollution ; projet de création d'une usine de traitement des déchets à Ons-en-Bray (p. 2962). — Réponse de M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement : projet de création d'une usine de traitement des déchets à Ons-en-Bray (p. 2963).

169. — Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Haute-Saône). — Posée le 4 mai 1982 par M. Jean-Pierre Michel à M. le ministre de l'industrie (p. 1696). — Appelée le 7 mai 1982 : **usines Texunion en Haute-Saône.** — M. Jean-Pierre Michel : situation des usines textiles de Texunion en Haute-Saône ; plan de restructuration déposé par le groupe D. M. C. auprès des pouvoirs publics ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : place du groupe D. M. C. au sein de l'industrie textile française ; renouvellement de l'accord A. N. F. ; M. Jean-Pierre Michel : consultation des élus locaux (p. 1847).

170. — Machines-outils (entreprises). — Posée le 4 mai 1982 par M. Louis Moulinet à M. le ministre de l'industrie (p. 1696). — Appelée le 7 mai 1982 : **société de robotique A. K. R.** — M. Louis Moulinet : difficultés financières de cette société ; robots à soudure et robots à peinture (p. 1847) ; M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : fabrication et commercialisation d'un robot de peinture ; investissements nécessaires dans le secteur de la robotique ; participation d'organismes institutionnels français à la restructuration financière et industrielle ; M. Louis Moulinet : absence d'aide des pouvoirs publics à cette société ; nécessité d'accorder à celle-ci une aide pour éviter une fusion avec un groupe étranger ; aide financière des banques nationalisées (p. 1848).

171. — Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale). — Posée le 4 mai 1982 par M. Bruno Vennin à M. le ministre du travail (p. 1696). — Appelée le 7 mai 1982 : **ateliers protégés et centres d'aide par le travail.** — M. Bruno Vennin : structures permettant le travail des handicapés dans des conditions particulières ; problème financier de ces établissements (p. 1849) ; concurrence s'exerçant contre les deux structures ; examen des problèmes de réinsertion professionnelle ; révision de la loi sur les emplois réservés ; projet d'aides aux travailleurs ou à l'entreprise accueillant un handicapé ; M. Jean Auroux, ministre du travail : concurrence subie par l'atelier protégé ; développement des processus de compensation technologique permettant l'accès au travail en milieu normal des personnes handicapées ; développement de l'accès des handicapés à la fonction publique (p. 1850) ; poursuite de la réinsertion en milieu de travail normal.

172. — Sécurité sociale (caisses : Moselle). — Posée le 11 mai 1982 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 2034).

173. — Agriculture (revenu agricole). — Posée le 11 mai 1982 par M. René La Combe à Mme le ministre de l'agriculture (p. 2034). — Appelée le 14 mai 1982 : **situation des agriculteurs dans les pays de la Loire.** — M. René La Combe : baisse constante des revenus agricoles ; exode rural ; mise en œuvre d'une politique des prix agricoles (p. 2161) ; désertification des campagnes (p. 2162). Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : prix et revenus agricoles ; installation des jeunes agriculteurs ; rémunérations du travail des agriculteurs (p. 2161) ; création des offices par produits ; observations des coûts de production ; mesures destinées à favoriser l'installation des jeunes agriculteurs ; politique foncière (p. 2162).

174. — Agriculture (salariés agricoles). — Posée le 11 mai 1982 par M. Lucien Dutard à Mme le ministre de l'agriculture (p. 2034). — Appelée le 14 mai 1982 : **emploi dans le secteur agricole.** — M. Lucien Dutard : problème des épouses d'agriculteurs (p. 2162) ; valorisation de la main d'œuvre agricole ; installations des jeunes agriculteurs ; contrats de solidarité ; intérêt porté par le Gouvernement aux problèmes de l'emploi dans l'agriculture (p. 2163) ; réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : décroissance de l'emploi salarié dans l'agriculture ; processus de spécialisation croissante des exploitations ; création de groupement d'emplois ou de coopératives de remplacement ; contrats de solidarité (p. 2163).

175. — Chômage : indemnisation (allocations). — Posée le 11 mai 1982 par M. Parfait Jans à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 2035). — Appelée le 14 mai 1982 : **salariés licenciés avant cinquante-cinq ans.** — M. Parfait Jans : problème des personnes cessant de bénéficier de l'indemnisation de l'Unedic - Assedic ; chômage des jeunes (p. 2160) ; garantie de ressources (p. 2161). Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : difficultés rencontrées par les chômeurs de plus de cinquante ans ; indemnisation du titre du chômage ; couverture sociale des chômeurs ; abaissement de l'âge de la retraite (p. 2160, 2161).

176. — Défense nationale (défense civile). — Posée le 11 mai 1982 par M. Jean Royer à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2035). — Appelée le 14 mai 1982 : **organisation de la défense civile.** — M. Jean Royer : défense anti-atomique ; inventaires des abris naturels ; politique menée aux U. S. A., en Chine et en Union soviétique (p. 2170). — Réponse de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : absence d'abris anti-atomiques en France ; rôle du comité de défense ; dangers courus par la population civile en cas de conflit atomique (p. 2171).

177. — Electricité et gaz (centrales d'E. D. F. Basse-Normandie). — Posée le 11 mai 1982 par M. Francis Geng à M. le ministre de l'industrie (p. 2035). — Appelée le 14 mai 1982 : **conclusion d'accords avec les régions pour la construction et l'exploitation de centrales nucléaires.** — M. Francis Geng : contrat passé entre E. D. F. et la région Midi-Pyrénées ; implantation d'une centrale nucléaire à Golfech (p. 2166) ; éventuelle extension de ce type d'accords à d'autres régions (p. 2167) ; modifications devant être apportées au régime de la taxe professionnelle ; nécessité de donner aux régions les moyens de mener une politique en matière d'économies d'énergie (p. 2168). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : résistance rencontrée par le nucléaire dans certaines régions ; poursuite de la politique des grands chantiers (p. 2167) ; protocole signé entre la région Midi-Pyrénées et E. D. F. ; dossier de Golfech (p. 2168).

178. — S. N. C. F. (tarifs voyageurs). — Posée le 11 mai 1982 par M. Pierre Lagorce à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 2035). — Appelée le 14 mai 1982 : **avantages attachés à la carte « Vermeil ».** — M. Pierre Lagorce : inégalité du citoyen devant le service public ; coût de la délivrance de cette carte (p. 2171) ; comparaison avec le coût des autres cartes de réduction ; doléance des personnes âgées. — Réponse de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : complication de cette question ; double tarification de la S. N. C. F. (p. 2172).

179. — Voirie (routes). — Posée le 11 mai 1982 par M. Daniel Benoist à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 2035). — Appelée le 14 mai 1982 : **aménagement de la R. N. 7 à Nevers.** — M. Daniel Benoist : financement des travaux ; déviation complète de l'agglomération de Nevers ; réalisation d'un deuxième pont. — Réponse de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : construction d'un deuxième pont ; contournement complet de la ville de Nevers (p. 2174) ; mise à quatre voies de la R. N. 7 (p. 2175).

180. — Transports urbains (métro : Rhône). — Posée le 11 mai 1982 par M. Gérard Collomb à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 2035). — Appelée le 14 mai 1982 : **transports en commun dans l'agglomération lyonnaise.** — M. Gérard Collomb : succès du métro de Lyon ; extension du réseau (p. 2173). — Réponse de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports : succès du métro de Lyon ; grandes orientations d'une politique des transports urbains (p. 2173) ; extension du réseau lyonnais (p. 2174).

181. — Jouets et articles de sports (emploi et activité). — Posée le 11 mai 1982 par M. Alain Brune à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 2036). — Appelée le 14 mai 1982 : **concurrence étrangère sur le marché du jouet.** — M. Alain Brune : importations de jouets en provenance du Sud-Est asiatique ; plan jouets ; création d'une société d'économie mixte. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : accroissement des importations en provenance du Sud-Est asiatique ; amélioration de la compétitivité des entreprises françaises ; mise en place d'une société d'économie mixte rassemblant 25 fabricants (p. 2164).

182. — Enseignement scolaire (établissements : Meuse). — Posée le 11 mai 1982 par M. Jean-Louis Dumont à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2036). — Appelée le 14 mai 1982 : **cité technique Vauban à Verdun.** — M. Jean-Louis Dumont : dégradation des locaux (p. 2158). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : défaillance du système de fondement des bâtiments d'internat et d'externat ; importance des travaux de mise en œuvre (p. 2153).

183. — Professions et activités paramédicales (psychorééducateurs). — Posée le 11 mai 1982 par M. Louis Lareng à M. le ministre de la santé (p. 2036). — Appelée le 14 mai 1982 : **profession de psychorééducateur.** — M. Louis Lareng : profession ne bénéficiant pas du statut d'auxiliaire médical (p. 2168) ;

augmentation des débouchés de ce type de profession (p. 2169). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : émergence de professions de santé par l'instauration de diplômes d'Etat (p. 2168).

184. — Chômage : indemnisations (allocations). — Posée le 15 mai 1982 par M. Pierre-Charles Krieg à M. le ministre du travail (p. 2272).

185. — Voirie (routes : Bretagne). — Posée le 15 mai 1982 par M. Charles Miossec à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 2272).

186. — Bâtiment et travaux publics (emploi et activité). — Posée le 25 mai 1982 par M. René La Combe à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 2582). — Appelée le 28 mai 1982 : **difficultés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.** — M. René La Combe : exemple de la région des pays de Loire et de Bretagne ; caractère catastrophique de la situation de l'emploi dans le département du Maine-et-Loire. — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : marasme dans lequel le Gouvernement a trouvé ce secteur (p. 2713) ; volonté de faire du logement une priorité nationale ; mesures prises en faveur de l'accession à la propriété (p. 2714).

187. — Langues et cultures régionales (défense et usage). — Posée le 25 mai 1982 par M. Jean-Paul Fuchs à M. le ministre de l'éducation (p. 2582). — Appelée le 28 mai 1982 : **enseignement des langues régionales.** — M. Jean-Paul Fuchs : exemple de l'Alsace ; contacts entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand afin de développer l'enseignement du français en R.F.A. ; plan de développement des langues et des cultures régionales (p. 2720) ; mesures particulières en Alsace et en Moselle compte tenu du bilinguisme ; contacts noués entre les autorités de R.F.A. et le ministre de l'éducation (p. 2721).

188. — Police (fonctionnement à Paris). — Posée le 25 mai 1982 par M. Jacques Dominati à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2582). — Appelée le 4 juin 1982 : **nuisances de la rue Saint-Denis.** — M. Jacques Dominati : développement des sex-shops ; joueurs de bonneteau (p. 2953). — Réponse de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : projet de loi visant à transformer certaines pénalités d'ordre contraventionnel en délits ; présence de proxénètes ; développement des sex-shops et des « peep-show » (p. 2953, 2954).

189. — Machines-outils (emploi et activité : Nord). — Posée le 25 mai 1982 par M. Jean Jarosz à M. le ministre de l'industrie (p. 2582). — Appelée le 28 mai 1982 : **avenir de l'industrie de la machine-outil en Sambre-Avesnois.** — M. Jean Jarosz : commission départementale mise en place en août 1981 (p. 2714) ; situation des différentes entreprises de ce secteur ; reconquête du marché intérieur. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : mise en place d'un plan de la machine-outil ; dossier de regroupement (p. 2715).

190. — Entreprises (nationalisations). — Posée le 25 mai 1982 par M. Louis Odru à M. le ministre de l'industrie (p. 2582). — Appelée le 28 mai 1982 : **application de la nationalisation.** — M. Louis Odru : nouvelle politique industrielle (p. 2715) ; modifications des principes de direction des entreprises nationales ; calendrier de mise en place des conseils d'administration. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : structures des groupes industriels nationalisés ; fonctionnement de ces sociétés ; plan de restructuration générale du secteur public et de la chimie (p. 2716).

191. — Métaux (emploi et activité). — Posée le 25 mai 1982 par M. Freddy Deschaux-Beaume à M. le ministre de l'industrie (p. 2582, 2583).

192. — Elevage (politique de l'élevage : Ain). — Posée le 25 mai 1982 par M. Noël Ravassard à Mme le ministre de l'agriculture (p. 2583). — Appelée le 28 mai 1982 : **élevage dans l'Ain.** — M. Noël Ravassard : difficultés rencontrées par l'union départementale des coopératives agricoles de l'Ain ; futurs offices d'intervention ; importance de la part du revenu provenant de l'élevage dans le revenu agricole de l'Ain ; installation des jeunes agriculteurs. — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : mise en œuvre de plans de relance de plusieurs productions animales ; problème de l'U. D. C. A. ; relance de l'élevage (p. 2712).

193. — Handicapés (établissements). — Posée le 25 mai 1982 par Mme Marie-Josèphe Sublet à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 2583). — Appelée le 28 mai 1982 : **séjours de vacances pour handicapés mentaux.** — Mme Marie-France Lecuir, en remplacement de Mme Marie Josèphe Sublet : organisation et gestion des centres de vacances pour handicapés mentaux et pour « surhandicapés » (p. 2718) ; droit des handicapés aux loisirs. — Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : droit aux loisirs des personnes handicapées ; renouvellement des recommandations utiles aux services locaux de la solidarité ; intégration d'enfants handicapés dans des centres de loisirs ordinaires ; cohabitation de deux groupes d'enfants valides et handicapés dans des centres de loisirs ordinaires ; cohabitation de deux groupes d'enfants valides et handicapés dans un même lieu (p. 2719).

194. — Banques et établissements financiers (entreprises). — Posée le 25 mai 1982 par M. Jean Le Gars à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 2583). — Appelée le 28 mai 1982 : **conflit de la Société générale.** — M. Jean Le Gars : problème du personnel du service administratif des changes (p. 2722) ; annulation des révocations assurées ; problème des primes. — Réponse de M. Jean Auroux, ministre du travail : situation de deux agences de Bordeaux en grève depuis le mois d'avril ; amélioration du salaire à l'embauche ; titularisation ; procédure de révocation engagée à l'encontre de représentants du personnel ; remise en ordre des rémunérations supplémentaires (p. 2723).

195. — Enseignement (programmes). — Posée le 25 mai 1982 par M. Jean-Pierre Destrade à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2583). — Appelée le 28 mai 1982 : **enseignement de la langue et de la culture basques.** M. Jean-Pierre Destrade : création de postes de maîtres itinérants (p. 2719), attention portée par les pays étrangers à la langue et à la culture basques. — Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : mission interministérielle étudiant les problèmes spécifiques se posant aux pays basques ; nécessité de conférer un véritable statut à la culture et à la langue basques dans l'enseignement public ; création de postes supplémentaires d'instituteurs itinérants (p. 2720).

196. — Environnement (sites naturels : Haute-Savoie). — Posée le 25 mai 1982 par M. René Souchon à M. le ministre de l'environnement (p. 2583). — Appelée le 28 mai 1982 : **préservation du site du Mont-Blanc.** M. Jean-Pierre Destrade, en remplacement de M. René Souchon : décision autorisant l'extension des remontées mécaniques du domaine skiable des Grands-Montets à Chamonix. — Réponse de M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement : problème de l'aménagement de la vallée de Chamonix ; installation de remontées mécaniques supplémentaires (p. 2721) ; état de la gare des remonte-pentes ; plan d'occupation des sols de Chamonix ; problème des avalanches (p. 2722).

197. — Protection civile (politique de la protection civile). — Posée le 28 mai 1982 par M. Jacques Baumel à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2771). — Appelée le 4 juin 1982 : **protection des populations civiles.** — M. Jacques Baumel : abris antiatomiques ; protection contre les catastrophes naturelles (p. 2954) ; réanimation de la défense civile. — Réponse de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : recensement des abris existants ; construction de nouveaux abris ; protection contre les cataclysmes naturels ; lutte contre les incendies de forêt (p. 2955).

198. — Electricité et gaz (centrale d'E. D. F. : Aube). — Posée le 28 mai 1982 par M. Alain Peyrefitte à M. le ministre délégué, chargé de l'énergie (p. 2771). — Appelée le 4 juin 1982 : **centrale électronucléaire de Nogent-sur-Seine.** — M. Alain Peyrefitte : décision de suspension du chantier (p. 2959) ; mise en œuvre de la seconde tranche de la centrale de Nogent ; mise au grand gabarit de la Seine entre Bray et Nogent-sur-Seine. — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : suspension des travaux ; poursuite de la tranche de Nogent II ; importance attachée par le Gouvernement à l'insertion économique des chantiers des centrales nucléaires (p. 2960).

199. — Fruits et légumes (soutien du marché). — Posée le 1er juin 1982 par M. André Tourné à Mme le ministre de l'agriculture (p. 2836). — Appelée le 4 juin 1982 : **marchés des fruits et légumes.** — M. André Tourné : baisse du cours de la tomate (p. 2961) ; mesures de stockage nécessaires ; surproduction généralisée des fruits et légumes (p. 2962). — Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : création de l'office des fruits et légumes (p. 2961).

200. — Saisies (réglementation). — Posée le 1er juin 1982 par Mme Adrienne Horvath à M. le ministre de la justice (p. 2836). — Appelée le 4 juin 1982 : **saisies-gageries.** — Mme Adrienne Horvath : suppression des expulsions lorsque le

locataire est privé de moyens d'existence. — Réponse de M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : autorisation préalable du juge ; sanction des abus (p. 2951).

201. — Commerce extérieur (Japon). — Posée le 1er juin 1982 par M. Edmond Alphandéry à M. le ministre de l'industrie (p. 2836). — Appelée le 4 juin 1982 : **pénétration japonaise dans l'économie française.** — M. Edmond Alphandéry : stratégie commerciale japonaise (p. 2958) ; protectionnisme de l'industrie japonaise. — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : vigilance exercée par le Gouvernement ; nécessité de promouvoir une réponse communautaire aux défis extérieurs (p. 2959).

202. — Professions et activités médicales (médecine scolaire : Haute-Saône). — Posée le 1er juin 1982 par M. Jean-Pierre Michel à M. le ministre de la santé (p. 2837). — Appelée le 4 juin 1982 : **médecine scolaire en Haute-Saône.** — M. Jean-Pierre Michel (p. 2955). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie, en remplacement de M. Jack Ralite, ministre de la santé : organisation des visites médicales dans les L.E.P. (p. 2956).

203. — Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Rhône). — Posée le 1er juin 1982 par M. Christian Nucci à M. le ministre de l'industrie (p. 2837). — Appelée le 4 juin 1982 : **usine P.C.U.K. de Saint-Clair du Rhône.** — M. Pierre Garmendia : nouvelle politique industrielle ; filialisation de la division des colorants de P.C.U.K. (p. 2957). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : absence de licenciements envisagés (p. 2956).

204. — Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes). — Posée le 1er juin 1982 par M. Roger Rouquette à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2837). — Appelée le 4 juin 1982 : **diplôme national du brevet des collèges.** — M. Roger Rouquette : organisation d'une session de rattrapage au mois de septembre : problème des élèves échappant au système scolaire normal. — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie, en remplacement de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : organisation d'une session supplémentaire en septembre (p. 2952).

205. — Enseignement (fonctionnnement). — Posée le 1er juin 1982 par M. Pierre Bourguignon à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6837). — Appelée le 4 juin 1982 : **reconstitution du patrimoine des établissements scolaires victimes de vols.** — M. Pierre Bourguignon : rôle de la prévention ; problème des moyens financiers permettant de remplacer le matériel volé ou détruit (p. 2951). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie en remplacement de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : actes de malveillance commis au détriment des établissements scolaires; effort de prévention (p. 2952).

206. — Produits manufacturés (entreprises). — Posée le 1er juin 1982 par M. Jean-Michel Belorgey à M. le ministre de l'industrie (p. 2837). — Appelée le 4 juin 1982 : **stratégie industrielle et sociale de Manurhin.** — M. Jean-Michel Belorgey : fabrication de la roquette Apilas ; menace de licenciement (p. 2957). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : activités de cette société ; application de la réglementation dans ce type d'établissement (p. 2958).

207. — Famille (politique familiale). — Posée le 7 juin 1982 par M. Francis Geng à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 3084).

208. — Professions et activités sociales (aides ménagères). — Posée le 7 juin 1982 par M. Pierre Mauger à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 3084). — Appelée le 11 juin 1982 : **aide à domicile.** — M. Pierre Mauger : association d'aides familiales à domicile en milieu rural ; dotation allouée à la caisse régionale d'assurance maladie des pays de la Loire (p. 3258). — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat, auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : progression des crédits consacrés à l'aide familiale ; relèvement du plafond d'octroi du minumum vieillesse assouplissement des conditions d'octroi de l'aide sociale ; situation de la caisse régionale d'assurance maladie des pays de la Loire ; nécessité de réexaminer l'ensemble du dispositif de l'aide ménagère (p. 3259).

209. — Logement (prêts). — Posée le 8 juin 1982 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 3153). — Appelée le 11 juin 1982 : **financement des aides au logement.** — M. Parfait Jans : réforme des financements du logement social ; financement des H.L.M. dans le département des Hauts-de-Seine ; système des prêts locatifs aidés (P.L.A.) (p. 3263). — Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; accroissement du nombre de prêts locatifs aidés ; nécessité de satisfaire le plus rapidement possible les besoins locatifs urgents ; politique mise en œuvre par le Gouvernement pour y parvenir ; possibilité d'élaborer un texte de loi s'inspirant du rapport de M. Badet sur une nouvelle utilisation des aides au logement (p. 3264).

210. — Professions et activités sociales (aides familiales). — Posée le 8 juin 1982 par Mme Colette Goeuriot à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 3153). — Appelée le 11 juin 1982 : **travailleuses familiales.** — Mme Colette Goeuriot : rôle social primordial des travailleuses familiales à l'égard des familles ; économie ainsi réalisée par la collectivité ; mesures prises par le Gouvernement depuis un an ; nécessité de mettre en place d'autres mesures afin d'augmenter le nombre de travailleuses familiales, d'augmenter les bourses de formation de ces personnes et de créer un diplôme d'Etat sanctionnant cette formation ; nécessité de reviser le système de financement et de mettre en place une prestation légale (p. 3257). — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : effort accompli par le Gouvernement en matière de financement et de formation des travailleuses familiales ; mise en place d'une commission en réflexion sur le travail social (p. 3258).

211. — Français : langue (défense et usage). — Posée le 8 juin 1982 par M. Xavier Deniau à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie (p. 3153). — Appelée le 11 juin 1982 : **usage de la langue française dans le domaine scientifique** (p. 3254). — M. Xavier Deniau : nécessité de modifier la politique de la langue française en matière de recherche scientifique, constatée par la commission d'enquête parlementaire sur la langue française ; nécessité en particulier de créer des publications scientifiques de qualité en langue française ; nécessité de valoriser la traduction en français et de procéder dans les colloques à des traductions simultanées ; action insuffisante du Gouvernement ; rôle limité de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique (M.I.D.I.S.T.) ; rôle limité de la circulaire du ministre de la recherche et de la technologie du 22 septembre 1981 ; nécessité de définir des priorités budgétaires et des actions concrètes. — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie : politique linguistique de la France ; action concrète menée dans ce domaine depuis la publication de la circulaire du 22 septembre 1981 (p. 3255) ; politique de l'information scientifique du M.I.D.I.S.T. ; existence d'un programme mobilisateur de diffusion de la culture scientifique en français et de promotion du français ; division de ce programme en quatre sous-programmes : modernisation des système automatisés d'informations scientifiques et techniques ; développement du plurilinguisme dans les recherches françaises, renouveau de l'édition scientifique en français, création de périodiques en langue française ; nécessité de concevoir une grande politique linguistique française axés sur l'alliance des cultures et le plurilinguisme (p. 3256) ; projet d'encyclopédie en cours d'élaboration (p. 3257).

212. — Politique extérieure (Etats-Unis). — Posée le 8 juin 1982 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le Premier ministre (p. 3153). — Appelée le 11 juin 1982 : **relations avec les Etats-Unis.** — M. Bruno Bourg-Broc (p. 3262). — Réponse de M. Jean- Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement (p. 3263).

213. — Transport aériens (lignes). — Posée le 7 juin 1982 par M. Jean Briane à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1982 : **lignes aériennes de troisième niveau.** — M. Jean Briane : rôle fondamental des lignes aériennes de troisième niveau dans le désenclavement des régions françaises ; politique du Gouvernement en matière de transport aérien intérieur. — Réponse de M. Charles Fiterman, ministre des transports : prise en compte des lignes aériennes intérieures dans le projet de loi d'orientation des transports intérieurs ; diversité des entreprises assurant des transports sur les lignes aériennes internes ; responsabilité des régions en la matière ; financement de l'exploitation des lignes (p. 3267).

214. — Aménagement du territoire (politique de l'aménagement du territoire : Ille-et-Vilaine). — Posée le 8 juin 1982 par M. Alain Madelin à M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1982 : **emploi dans la région de Redon.** — M. Alain Madelin : faiblesse des interventions économiques et sociales

du Gouvernement dans la région de Redon ; blocage des décisions concernant les travaux de la deuxième tranche de l'hôpital de Redon et la décentralisation de la bibliothèque nationale (p. 3260) ; banalisation et rigidité des mécanismes de lutte contre le chômage ; système de prime d'aide à la création d'emploi. — Réponse de M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire : effet incitateur de la prime d'aménagement du territoire sur l'implantation des entreprises dans la région de Redon ; taux des aides au développement régional correspondant au taux maximum ; décision arrêtée concernant la décentralisation de la bibliothèque nationale et la deuxième tranche des travaux de l'hôpital de Redon ; mise en place, dans le cadre de la politique de décentralisation et de la réforme de la planification, de contrats de plan (p. 3261).

215. — Assurances (assurance automobile). — Posée le 8 juin 1982 par M. Adrien Zeller à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1982 : **assurance des jeunes conducteurs.** — M. Adrien Zeller : tarifs d'assurance supportés par les jeunes conducteurs ; discrimination non justifiable ; intention du Gouvernement en la matière. — Réponse de M. Jean Auroux, ministre du travail : diversité des politiques suivies par les compagnies d'assurances et des mutuelles à l'égard des jeunes conducteurs partiellement justifiables ; réflexion entreprise par le Gouvernement sur ce thème (p. 3266).

216. — Chômage : indemnisation (A.S.S.E.D.I.C. et U.N.E.D.I.C.). — Posée le 8 juin 1982 par M. Jean-Michel Belorgey à M. le ministre du travail (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1982 : **traitement du courrier parlementaire par les A.S.S.E.D.I.C.** — M. Jean-Michel Belorgey : réponse succincte et refus d'information de la part des A.S.S.E.D.I.C. aux correspondants des élus nationaux (p. 3268). — Réponse de M. Jean Auroux, ministre du travail : limite du contrôle de l'Etat sur l'U.N.E.D.I.C. ; secret professionnel concernant certaines des informations détenues par les A.S.S.E.D.I.C. ; prise en compte du problème de l'information dans le cadre des discussion entre l'Etat et l'U.N.E.D.I.C. (p. 3269).

217. — Verre (entreprise : Oise). — Posée le 8 juin 1982 par M. Jean-Pierre Briane à M. le ministre de l'industrie (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1952 : **entreprise Isover de Rantigny (Oise).** — M. Jean-Pierre Braine : réduction du personnel de cette entreprise ; diminution de la part de cette entreprise sur le marché français ; possibilité de remédier à cette situation dans le cadre de la nationalisation et de la politique suivie par le Gouvernement dans le domaine des matériaux isolants. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : phase de dépression dans le marché des produits isolants ; mise en place d'un plan de redressement de la société Isover ; négociations en cours entre cette société et le ministère du travail ; nomination d'un conseil d'administration pour le groupe Saint-Gobain ; rôle important des matériaux isolants dans la politique énergétique du Gouvernement et notamment en ce qui concerne l'isolation des locaux résidentiels et tertiaires ; aide aux investissements dans ce domaine (p. 3253).

218. — Minerais (entreprises : Ardèche). — Posée le 8 juin 1982 par M. Jean-Marie Alaize à M. le ministre de l'industrie (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1982 : **fermeture de la mine de plomb argentifère de Largentière.** — M. Jean-Marie Alaize : fermeture de cette mine due à l'épuisement du filon et à la non-rentabilité de l'exploitation ; suppression envisagée de 350 emplois ; désignation d'une commission d'expert par le conseil général de l'Ardèche ; résultat de cette expertise ; nécessité d'entreprendre des négociations afin de favoriser le reclassement des travailleurs mis en chômage. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : expertise menée par les membres de l'école supérieure des mines de Paris concluant à l'épuisement des réserves exploitables du gisement de Largentière ; exploitation déjà déficitaire ; nécessité de mettre en place un plan de reclassement du personnel et de rechercher des activités de substitution (p. 3253).

219. — Matériaux de construction (entreprises). — Posée le 8 juin 1982 par M. Marcel Garrouste à M. le ministre de l'industrie (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1982 : **industrie du réfractaire.** — M. Marcel Garrouste (p. 3253) : situation de l'industrie française du réfractaire ; déficit de 95 millions de francs de la société Lafarge-Réfractaires ; réduction du personnel de l'usine de Monsempron-Libos ; nécessité pour le Gouvernement de mettre en place des mesures pour éviter la fermeture des usines de réfractaires ; désorganisation du réseau commercial ; obligation pour l'industrie française d'importer dans ce secteur une part égale à la moitié de sa consommation. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : mise en place d'un plan de réorganisation du groupe Lafarge ; cessation d'une partie des activités de l'établissement de Libos ; possibilité de mettre en place des activités de remplacement (p. 3254).

220. — Bâtiments et travaux publics (emploi et activité : Midi-Pyrénées). — Posée le 8 juin 1982 par M. Louis Lareng à M. le ministre de la justice (p. 3155). — Appelée le 11 juin 1982 : **responsabilité des constructeurs victimes d'un matériau défectueux.** — M. Louis Lareng : vices cachés de fabrication de tuiles dans la région Midi-Pyrénées ; dépôt de bilan des entreprises de tuileries. — Réponse de M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : responsabilité du vendeur ; situation de la société « Etablissement Laurenties » ; jugements rendus en la matière ; assurance couvrant la responsabilité du constructeur (p. 3270).

221. — Logement (construction : Alpes-de-Haute-Provence). — Posée le 8 juin 1982 par M. François Massot à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 3155). — Appelée le 11 juin 1982 : **construction dans les Alpes-de-Haute-Provence.** — M. François Massot : situation critique de la construction des Alpes-de-Haute-Provence ; nombre de prêts aidés ; conséquences sur le développement du tourisme social. — Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; prêts conventionnés et programmes d'actions prioritaires (P.A.P.) en forte progression ; faible part du secteur aidé dans l'ensemble des activités du bâtiment dans cette région ; développement du tourisme social ; mission d'étude confiée sur ce thème à M. Pierre Merlin (p. 3265).

222. — Fonctionnaires et agents publics (rémunérations). — Posée le 9 juin 1982 par M. Pierre Bas à M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives (p. 3194). — Appelée le 18 juin 1982 : **traitements des hauts fonctionnaires.** — M. Pierre Bas : diminution des traitements des hauts fonctionnaires et baisse de leur pouvoir d'achat ; réforme de l'Ecole Nationale d'Administration ; entreprise de « démoralisation » de la haute fonction publique. — Réponse de M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : concertation menée à l'occasion de la réforme de la fonction publique ; dispositif mis en place tendant à assurer le maintien du pouvoir d'achat de l'ensemble des fonctionnaires ; relèvement substantiel des salaires les plus bas dans la fonction publique ; mesures en cours de préparation (p. 3602, 3603).

223. — Tabacs et allumettes (société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes). — Posée le 14 juin 1982 par M. François Fillon à M. le ministre délégué chargé du budget (p. 3367). — Appelée le 18 juin 1982 : **personnels de la S.E.I.T.A.** — M. François Fillon : droits acquis des cadres de la S.E.I.T.A., barème d'avancement ; application de l'article 5 de la loi du 2 juillet 1980 ; situation de l'usine des tabacs du Mans (p. 3612, 3613). — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : droits acquis des personnels ; non-application de certaines dispositions de la loi du 2 juillet 1980 aux cadres ; barème d'avancement et déroulement des carrières ; situation de l'usine des tabacs du Mans (p. 3613).

224. — Communautés européennes (politique agricole commune). — Posée le 15 juin 1982 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 3445).

225. — Entreprises (nationalisations). — Posée le 15 juin 1982 par M. Georges Hage à M. le Premier ministre (p. 3445). — Appelée le 18 juin 1982 : **mise en place du secteur public.** — M. Georges Hage : loi de nationalisation ; retard des textes d'application de cette loi ; difficultés rencontrées dans les entreprises publiques (p. 3604, 3605). — Réponse de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : rôle des entreprises publiques et du haut conseil du secteur public ; délai de préparation des textes d'application de la loi de nationalisation (p. 3605).

226. — Mer et littoral (domaine public maritime : Languedoc-Roussillon). — Posée le 15 juin 1982 par M. Vincent Porelli à M. le ministre de la mer (p. 3445). — Appelée le 18 juin 1982 : **étangs salés du Languedoc-Roussillon et de la Corse.** — M. Vincent Porelli : activités de pêche et d'aquaculture des étangs d'eau salés du Languedoc-Roussillon et de la Corse ; absence d'innovation due à la privatisation de nombreux étangs ; possibilité de développer l'activité aquicole (p. 3605, 3606). — Réponse de M. Louis Le Pensec, ministre de la mer : activités pratiquées dans les étangs ; régime de propriété de ces étangs ; rôle du conservatoire du littoral (p. 3606).

227. — Banques et établissements financiers (crédit). — Posée le 15 juin 1982 par M. Jean Gatel à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 3445). — Appelée le 18 juin 1982 : **crédits**

bancaires aux petites entreprises. — Mme Paulette Nevoux : nécessité d'assouplir les octrois de crédit aux petites entreprises ; rôle du C. O. D. E. F. I. et du secteur bancaire. — Réponse de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : rôle du C. O. D. E. F. I. ; conditions préférentielles d'octroi de crédit pour les P. M. E. ; avances exceptionnelles de trésorerie (p. 3610).

228. — Automobiles et cycles (entreprises : Charente-Maritime). — Posée le 15 juin 1982 par M. Philippe Marchand à M. le ministre du travail (p. 3445). — Appelée le 18 juin 1982 : **usine Peugeot à La Rochelle.** — Mme Colette Chaigneau : chômage technique de 1 400 travailleurs à l'usine Peugeot à La Rochelle ; nécessité d'accélérer les procédures de négociation pour trouver une solution à ce conflit. — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : situation à l'usine Peugeot à La Rochelle trouvant son origine dans un conflit du travail à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy ; négociations actuellement en cours (p. 3600).

229. — Métaux (entreprises : Nord). — Posée le 15 juin 1982 par M. Umberto Battist à M. le ministre de l'industrie (p. 3445). — Appelée le 18 juin 1982 : **établissement Cockerill à Hautmont.** — M. Umberto Battist : réduction des achats de la société Vallourec à la société Cockerill compromettant l'avenir de celle-ci (p. 3599, 3600). — Réponse de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : difficultés transitoires de l'entreprise Cockerill (p. 3600).

230. — Enseignement secondaire (fonctionnement : Moselle). — Posée le 15 juin 1982 par M. Robert Malgras à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 3445, 3446). — Appelée le 18 juin 1982 : **enseignement public en Moselle.** — M. Charles Metzinger : particularisme de l'enseignement public du premier degré en Moselle ; taux d'échec scolaire plus élevé que la moyenne nationale ; fermeture de classes ; insuffisance des effectifs. — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : taux d'encadrement scolaire en Moselle supérieur à la moyenne nationale ; liberté laissée au département (p. 3611).

231. — Mutualité sociale agricole (cotisations). — Posée le 15 juin 1982 par M. Roland Carraz à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 3446). — Appelée le 18 juin 1982 : **formalités liées à l'emploi des vendangeurs.** — M. Roland Carraz : formalités administratives tendant à la déclaration et à l'immatriculation des personnels saisonniers ; mutualité sociale agricole ; projet de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Côte-d'Or tendant à simplifier ces formalités et définissant une cotisation forfaitaire assise sur la production (p. 3611, 3612). — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : simplification administrative figurant à l'arrêté du 3 juillet 1973 ; mutualité sociale agricole ; protection des droits des salariés (p. 3612).

232. — Transports urbains (R. A. T. P. : métro). — Posée le 15 juin 1982 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 3446). — Appelée le 18 juin 1982 : **mendicité des jeunes dans le métro parisien.** — Mme Paulette Nevoux : mendicité des enfants et vols dans le métro. — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : délinquance des enfants d'origine yougoslave et gitane ; impossibilité d'établir à leur égard un état civil fiable ; scolarisation ; aide sociale et éducation surveillée ; identification des parents ; responsabilité pénale (p. 3613).

233. — Sécurité sociale (politique de la sécurité sociale). — Posée le 15 juin 1982 par M. Alain Madelin à Mme le ministre de la solidarité nationale (p. 3446). — Appelée le 18 juin 1982 : **mission confiée à des cadres de la C. G. T. sur la réforme de la sécurité sociale.** — M. Alain Madelin : mission de réflexion relative à la réforme de la sécurité sociale confiée par le ministre de la solidarité nationale à des cadres appartenant à la confédération générale du travail ; offensive menée par la C. G. T. contre les entreprises ; rôle de la C. G. T. dans certains organismes de sécurité sociale (p. 3600, 3601). — Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : mission confiée à certains agents d'encadrement du personnel de la sécurité sociale appartenant à la confédération générale du travail ; caractère pluraliste de la concertation menée dans le cadre de cette réforme (p. 3601).

234. — Prix et concurrence (politique des prix et de la concurrence). — Posée le 15 juin 1982 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 3446). — Appelée le 18 juin 1982 : **blocage des prix industriels** : M. Gilbert Gantier : caractère peu justifié du blocage des prix industriels ; marge bénéficiaire des entreprises ; incidence des variations de la T.V.A. sur les prix bloqués (p. 3606, 3607). — Réponse de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : rôle des prix industriels dans le mouvement général des prix ; allégement des charges des entreprises et de certains de leurs coûts de production ; caractère temporaire et limite du blocage ; mesures d'accompagnement (p. 3607, 3608).

235. — Voirie (ponts : Loire-Atlantique). — Posée le 18 juin 1982 par M. Lucien Richard à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 3614). — Appelée le 22 octobre 1982 : **société gestionnaire du pont de Saint-Nazaire.** — M. Lucien Richard : société anonyme d'économie mixte du pont de Saint-Nazaire — Saint-Brévin ; participation majoritaire de l'Etat dans cette société depuis la loi de nationalisation ; demande faite par les députés socialistes en 1978, de nationaliser cette société ; classement ; gratuité (p. 6170, 6171) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, en remplacement de M. le ministre d'Etat, ministre des transports : modification de la composition du capital de la société anonyme d'économie mixte du pont de Saint-Nazaire — Saint-Brévin sans conséquence directe sur le pouvoir de décision des actionnaires privés et sur le classement de l'ouvrage ; classement du pont non envisagé actuellement (p. 6171).

236. — Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : prestations familiales). — Posée le 22 juin 1982 par M. Michel Debré à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer) (p. 3753).

237. — Défense nationale (politique de la défense). — Posée le 9 juillet 1982 à M. le Premier ministre (p. 4406).

238. — Politique extérieure (océan Indien). — Posée le 20 juillet 1982 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 4574).

239. — Politique économique et sociale (généralités). — Posée le 20 juillet 1982 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 4574).

240. — Politique extérieure (océan Indien). — Posée le 22 juillet 1982 par M. Michel Debré à M. le ministre délégué chargé de la coopération et du développement (p. 4716).

241. — Politique extérieure (océan Indien). — Posée le 21 septembre 1982 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 5031).

242. — Départements et territoires d'outre-mer (Territoires d'outre-mer : élections et référendums). — Posée le 28 septembre 1982 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 5191).

243. — Prix et concurrence (politique des prix et de la concurrence). — Posée le 28 septembre 1982 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 5191). — Appelée le 8 octobre 1982 : **sortie du blocage des prix et des salaires.** — M. Pierre-Bernard Cousté : politique salariale ; blocage des salaires et des prix ; sortie du blocage ; retour à la liberté des prix ; déficit des paiements extérieurs (p. 5589). — Réponse de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : incidence du deuxième choc pétrolier sur l'économie française ; hausse du dollar ; taux d'intérêt ; lutte contre l'inflation ; scénarios possibles pour l'économie française (p. 5589, 5590) ; retour graduel à la liberté des prix par le biais d'accords de régulation ; prix des produits industriels ; norme d'augmentation des tarifs publics fixée à 8 p. 100 pour l'année 1983 ; prix des produits pétroliers ; redressement du revenu agricole ; négociations salariales ; augmentation de 8 p. 100 en moyenne des salaires ; gel des hauts salaires ; revalorisation du S.M.I.C. (p. 5591) ; secteur exposé et secteur abrité ; balance des paiements (p. 5592).

244. — Taxis (statistiques : Paris). — Posée le 28 septembre 1982 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre délégué chargé du budget (p. 5191). — Appelée le 15 octobre 1982 : **taxis à Paris.** — M. Edouard Frédéric-Dupont : intention gouvernementale de modifier le *numerus clausus* fixé pour l'exercice de la profession de chauffeur de taxi ; crise de cette profession en raison de la hausse du prix des carburants (p. 5831). — Réponse de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, en remplacement de M. le ministre délégué chargé du budget : maintien du nombre des autorisations délivrées pour l'exercice de la profession de chauffeur de taxi (p. 5831).

245. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers). — Posée le 1er octobre 1982 par M. Michel Noir à M. le ministre de la santé (p. 5359). — Appelée le 8 octobre 1982 : **budget des hôpitaux.** — M. Michel Noir situation hospitalière de la ville de Lyon ; suppression du budget supplémentaire pour les hôpitaux en 1982 ; manque de

personnel ; absence de création de postes et de diminution de la durée du travail ; rôle de la concertation dans la politique hospitalière. — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : création d'emplois dans le secteur hospitalier ; réduction d'activités de certains services : politique de concertation menée par le Gouvernement ; substitution du principe des budgets négociés au système actuel du prix de journée ; situation hospitalière de la ville de Lyon (p. 5587, 5588, 5589).

246. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 5 octobre 1982 par M. Paul Mercieca à M. le ministre délégué, chargé de l'emploi (p. 5538). — Appelée le 8 octobre 1982 : **comités locaux de l'emploi.** — M. Paul Mercieca : emploi au plan local ; agrément des comités locaux d'emploi ; situation des comités à Paris ; absence d'ingérence dans les affaires internes des entreprises ; formation professionnelle. — Réponse de M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi : comités régionaux de l'emploi ; stabilisation et recul du chômage (p. 5595).

247. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 5 octobre 1982 par M. Georges Hage à M. le ministre délégué, chargé de l'emploi (p. 5438). — Appelée le 8 octobre 1982 : **contrats de solidarité.** — M. Georges Hage : politique des contrats de solidarité ; rôle des entreprises nationalisées ; réduction de la durée du travail ; procédure de préretraite ne donnant pas systématiquement lieu à des embauches ; résultat de la politique de réduction du chômage menée par le Gouvernement. — Réponse de M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi : bilan des contrats de solidarité ; concertation dans les entreprises ; rôle des collectivités locales (p. 5595) ; politique destinée à favoriser l'embauche de chômeurs de longue durée (p. 5596).

248. — Papiers cartons (entreprises : Bas-Rhin). — Posée le 5 octobre 1982 par M. Emile Koehl à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 5438). — Appelée le 8 octobre 1982 : **usine de la cellulose de Strasbourg.** — M. Emile Koehl : situation critique de l'usine de la cellulose de Strasbourg ; rapport Duroure concluant à la fermeture de l'usine de Strasbourg ; possibilité d'assurer la reconversion vers d'autres types de fabrication ; conséquences dommageables sur la région de l'Est de la fermeture de cette usine (p. 5584). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : impossibilité de maintenir une vie industrielle rentable à l'usine de la cellulose de Strasbourg dans son état actuel ; stratégie papetière du Gouvernement ; aide financière des collectivités locales (p. 5585).

249. — Communautés européennes (politique agricole commune). — Posée le 5 octobre 1982 par M. Edmond Alphandéry à Mme le ministre de l'agriculture (p. 5438). — Appelée le 8 octobre 1982 : **montants compensatoires et franc vert.** — M. Edmond Alphandéry : démantèlement des montants compensatoires monétaires français ; pénalisation des agriculteurs français ; arguments invoqués par le Gouvernement contre ce démantèlement. — Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : effets néfastes des montants compensatoires monétaires pour les agriculteurs français ; volonté gouvernementale de supprimer le différentiel d'inflation entre les pays membres de la communauté économique européenne, source des montants compensatoires monétaires ; volonté du Gouvernement de démanteler les montants compensatoires monétaires et de relever le revenu des agriculteurs (p. 5586, 5587).

250. — Impôts et taxes (contrôle et contentieux). — Posée le 5 octobre 1982 par M. Jean-Michel Belorgey à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 5438). — Appelée le 8 octobre 1982 : **recouvrement des créances fiscales.** — M. Jean-Michel Belorgey : procédure de recouvrement des créances fiscales ; possibilité de distinguer les fraudeurs des personnes qui ne peuvent payer. — Réponse de M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : conciliation du principe d'égalité des citoyens avec l'examen particulier de certains cas ; fraude fiscale ; C. O. D. E. F. I. (p. 5592, 5593).

251. — Transports maritimes (ports : Alpes-Maritimes). — Posée le 5 octobre 1982 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le ministre de la mer (p. 5483). — Appelée le 8 octobre 1982 : **catastrophe du port de Nice en 1979 :** M. Jean-Hugues Colonna : publication attendue du rapport de la commission d'experts présidée par M. Huet. — Réponse de M. Louis Le Pensec, ministre de la mer : rôle de la mission d'inspection pluridisciplinaire chargée d'étudier la catastrophe du port de Nice ; instruction judiciaire en cours ; publication du rapport de la commission à l'issue de l'instruction judiciaire, probablement au début de l'année 1983 (p. 5584).

252. — Communes (finances locales). — Posée le 5 octobre 1982 par M. Robert Galley à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 5535). — Appelée le 15 octobre 1982 : **blocage des tarifs de l'eau.** — M. Robert Galley : blocage des tarifs de l'eau et d'assainissement ; remise en cause des programmes d'équipement des collectivités locales ; problème de la récupération de la taxe à la valeur ajoutée pour les communes dont le compte d'exploitation est présenté en équilibre (p. 5837). — Réponse de M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, en remplacement de M. le ministre de l'économie et des finances : possibilité de mettre fin au blocage des tarifs d'eau et d'assainissement dès le 1er novembre 1982 si des accords de régulation sont signés ; accord cadre actuellement négocié par le Gouvernement avec l'association des maires de France ; régime optionnel de récupération de la T.V.A. (p. 5837).

253. — Politique extérieure (Cambodge). — Posée le 12 octobre 1982 par Mme Hélène Missoffe à M. le ministre des relations extérieures (p. 5695). — Appelée le 15 octobre 1982 : **représentation du Cambodge à l'O. N. U.** — Mme Hélène Missoffe : situation au Cambodge, au Vietnam et au Laos ; représentation diplomatique du Cambodge ; inconvénient de l'atttiude française consistant à s'abstenir dans les votes relatifs au Cambodge à l'O.N.U. (p. 5829, 5830). — Réponse de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : condamnation par la France de l'invasion du Cambodge ; absence de rapport entre la France et Pol Pot ; abstention de la France à l'O.N.U. lui permettant de mener une diplomatie plus active (p. 5831).

254. — Fruits et légumes (pommes). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Maurice Nilès à Mme le ministre de l'agriculture (p. 5695). — Appelée le 15 octobre 1982 : **utilisation des excédents de pommes.** — M. Maurice Nilès : possibilité d'utiliser les excédents de pommes par le biais de distributions gratuites ; pratiques mises en place pour entraver cette possibilité ; nécessité d'informer les utilisateurs potentiels des possibilités d'utilisation des excédents de pommes. — Réponse de M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement, en remplacement de Mme le ministre de l'agriculture : réglementation communautaire ; distribution gratuite ; alimentation animale (p. 5832).

255. — Enseignement supérieur et post-baccalauréat (établissements : Seine-Maritime). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Joseph Menga à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 5695). — Appelée le 15 octobre 1982 : **création d'une université au Havre.** — M. Joseph Menga : projet de création d'une université au Havre ; problème des locaux. — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, en remplacement de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : projet de création au Havre d'une université de plein exercice à partir des activités existantes ; problème de l'hébergement des étudiants et des locaux de l'université (p. 5829).

256. — Politique économique et sociale (politique en faveur des personnes déshéritées). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Jean-Michel Belorgey à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5695). — Appelée le 15 octobre 1982 : **dettes des travailleurs à bas salaires.** — M. Jean-Michel Belorgey : situation des personnes reprenant une activité professionnelle après une période d'inactivité due à un séjour en hôpital ou en hôpital psychiatrique ; remboursement des dettes sur des salaires très modestes ; possibilité d'aménagements administratifs au profit de ces personnes (p. 5834). — Réponse de M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, en remplacement de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : actions de prévention au niveau de la constitution de certaines dettes ; barème de récupération des créances sur les salaires ; possibilité de prêts sans intérêt en matière de logement social ; réforme de la profession de syndic (p. 5834).

257. — Agriculture (syndicats professionnels). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Jean Valroff à Mme le ministre de l'agriculture (p. 5695). — Appelée le 15 octobre 1982 : **prélèvement de cotisations syndicales agricoles.** — M. Jean Valroff : système de prélèvement des cotisations destinées à des organisations syndicales agricoles ; convention entre des organismes commerciaux et des organisations syndicales ; légalité de certaines pratiques (p. 5832, 5833). — Réponse de M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé

des relations avec le Parlement, en remplacement de Mme le ministre de l'agriculture : pluralisme syndical agricole ; situation « monopolistique » de la F.N.S.E.A. ; illégalité des pratiques tendant à prélever des cotisations syndicales agricoles sans l'accord écrit de chaque producteur (p. 5833).

258. — Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique). — Posée le 12 octobre 1982 par M. René Souchon à M. le ministre délégué chargé de l'énergie (p. 5695). — Appelée le 15 octobre 1982 : **prix des carburants dans les zones de montagne.** — M. René Souchon : pénalisation énergétique et économique des zones de montagne ; prix des carburants et du fuel dans ces zones ; possibilité de mise en place d'une caisse de péréquation (p. 5828). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : pénalisation énergétique des zones de montagne ; régime des prix des produits pétroliers ; approvisionnement en produits pétroliers ; loi d'orientation sur la montagne ; points de vente de carburant en montagne (p. 5828).

259. — Politique extérieure (Conseil de l'Europe). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre délégué chargé des affaires européennes (p. 5695). — Appelée le 15 octobre 1982 : **bilan de la 34e session de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.** — M. Philippe Bassinet : 34e session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; hommage rendu par le Président de la République à cet organisme ; bilan de ses travaux ; institutions parlementaires européennes (p. 5824, 5825). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de l'industrie : présence du Président de la République lors de la clôture de la 34e session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; bilan des travaux : lutte contre le chômage, situation des Droits de l'homme en Turquie et en Europe de l'Est ; situation au Liban ; coopération européenne (p. 5825).

260. — Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Seine-Maritime). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Jean-Claude Bateux à M. le ministre délégué chargé de l'emploi (p. 5696). Appelée le 15 octobre 1982 : **entreprise Tempo-Sanys de Cantelou-Biessard.** — M. Jean-Claude Bateux : situation de l'usine de Biessard de la société Tempo-Sanys ; appartenance de cette usine à un groupe allemand ; réduction d'emplois ; contrat de solidarité (p. 5826, 5827). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, en remplacement de M. le ministre délégué chargé de l'emploi : société Tempo-Sanys ; situation de l'usine de Biessard (p. 5827).

261. — Transports maritimes (réglementation et sécurité). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Jean-Marie Daillet à M. le ministre de la mer (p. 5696). — Appelée le 15 octobre 1982 : **pavillons de complaisance.** — M. Jean-Marie Daillet : naufrage du *Compass Rose III ;* disparition de deux témoins du naufrage ; problème des pavillons de complaisance. — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, en remplacement de M. Louis Le Pensec, ministre de la mer : prise de position de la France dans les organismes internationaux sur la question des pavillons de complaisance ; responsabilité des transporteurs et protection des équipages ; naufrage du *Compass Rose III* (p. 5826).

262. — Bâtiment et travaux publics (emploi et activité : Alsace). — Posée le 12 octobre 1982 par M. Germain Gengenwin à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 5696). — Appelée le 15 octobre 1982 : **situation du secteur du bâtiment.** — M. Germain Gengenwin : crise du bâtiment ; baisse du nombre des demandes de permis de construire ; baisse du nombre de prêts conventionnés ; situation du bâtiment en Alsace (p. 5835). — Réponse de M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, en remplacement de M. le ministre de l'urbanisme et du logement : baisse des mises en chantier ; progression du nombre de logements collectifs commencés ; prêts conventionnés ; travaux d'économie d'énergie ; région d'Alsace (p. 5836).

263. — Entreprises (entreprises nationalisées). — Posée le 15 octobre 1982 par M. Michel Barnier à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 5889). — Appelée le 22 octobre 1982 : **situation financière des entreprises nationalisées.** — M. Michel Barnier : E.D.F., S.N.C.F., Charbonnages de France ; concours financier de l'Etat aux entreprises publiques ; rapport Norat. — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. le ministre de l'économie et des finances : héritage des gestions précédentes ; rigueur de gestion des entreprises de transport ; redressement probable, dès 1983, de la situation financière des entreprises nationalisées ; programmes d'investissements (p. 6161).

264. — Personnes âgées (établissements d'accueil : Seine-Saint-Denis). — Posée le 19 octobre 1982 par Mme Muguette Jacquaint à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6007).

265. — Recherche et industrie : ministère (administration centrale). — Posée le 19 octobre 1982 par M. Georges Bustin à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 6007). — Appelée le 22 octobre 1982 : **budget du Bureau de recherches géologiques et minières.** — M. Georges Bustin : utilisation des potentialités minières ; inventaire minier ; mine de Largentière. — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : inventaire minier ; B.R.G.M. ; crédits consacrés à la recherche scientifique et au B.R.G.M. (p. 6159).

266. — Bijoux et produits de l'horlogerie (emploi et activité). — Posée le 19 octobre 1982 par M. Joseph Pinard à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 6007). — Appelée le 22 octobre 1982 : **industrie de l'horlogerie.** — M. Joseph Pinard : préparation d'un contrat horloger ; situation de l'industrie de l'horlogerie française ; possibilité de reconversion d'une partie de la main-d'œuvre vers la recherche et la technologie biomédicale ; défi technologique du quartz (p. 6159). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : situation de l'industrie horlogère française ; mesures contingentaires limitant les importations de montres de Hong-Kong ; production de montres électroniques et diversification de l'horlogerie française ; politique des marques (p. 6158).

267. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Rhône). — Posée le 19 octobre 1982 par M. Gérard Collomb à M. le ministre de la santé (p. 6007). — Appelée le 22 octobre 1982 : **ouverture de l'hôpital de Villefranche.** — M. Gérard Collomb : équilibre entre secteurs hospitaliers privé et public (p. 6164). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : création d'emplois hospitaliers non médicaux ; ouverture de l'hôpital de Villefranche-sur-Saône ; réduction des capacités d'hébergement de cet hôpital ; activités nouvelles nécessitant la création de cinquante emplois dans cet hôpital (p. 6165).

268. — Assurance-vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (collectivités locales : calcul des pensions). — Posée le 19 octobre 1982 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6008). — Appelée le 22 octobre 1982 : **âge de la retraite des sapeurs-pompiers.** — M. Jean-Hugues Colonna, remplacé par Mme Martine Frachon : différence existant entre l'âge de la retraite des sapeurs-pompiers de Paris et des sapeurs-pompiers professionnels communaux ; possibilité d'harmoniser les régimes de retraite et d'abaisser l'âge de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels communaux. — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, en remplacement de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : sapeurs-pompiers ; impossibilité d'abaisser l'âge de départ à la retraite des sapeurs-pompiers professionnels communaux sans abaisser l'âge de la retraite d'autres agents des collectivités locales (p. 6170).

269. — Enseignement secondaire (fonctionnement). — Posée le 19 octobre 1982 par M. Alain Vivien à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6008). — Appelée le 22 octobre 1982 : **organisation de la rentrée scolaire.** — M. Alain Vivien : conditions de la rentrée scolaire dans le second degré ; académie de Créteil ; commune de Combs-la-Ville (p. 6168) ; gestion des personnels enseignants et des personnels administratifs de l'enseignement ; travail à temps partiel ; possibilité d'abolir la notion rectorale ; simplification des règles comptables de rémunération des maîtres auxiliaires (p. 6169). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : rentrée scolaire 1982 ; préparation de la rentrée 1983 ; nécessité de limiter le mouvement des enseignants titulaires vers les régions du sud de la France ; professeurs stagiaires ; travail à temps partiel ; nécessité d'assurer le rattrapage des heures de cours perdues lors de la rentrée 1982 (p. 6168, 6169).

270. — Déchets et produits de la récupération (huiles). — Posée le 19 octobre 1982 par M. Jean-Pierre Fourré à M. le ministre de l'environnement (p. 6008). — Appelée le 22 octobre 1982 : **retraitement des huiles usagées.** — M. Jean-Pierre Fourré : industrie de la récupération et de l'élimination des

huiles usagées ; difficultés de contrôler l'exportation ; protection de l'environnement ; économie des matières premières ; situation de l'entreprise Sopaluna (p. 6163, 6164). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. le ministre de l'environnement : orientation préférentielle des huiles usagées vers la régénération ; directives du conseil des Communautés économiques européennes en matière de retraitement ; exportation et stockage des huiles usagées ; intention du Gouvernement de modifier les réglementations actuelles (p. 6163).

271. — Enseignement secondaire (centres d'information et d'orientation : Vaucluse). — Posée le 19 octobre 1982 par M. André Borel à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6008). — Appelée le 22 octobre 1982 : **centre d'orientation de Cavaillon.** — M. André Borel : étatisation du centre d'information et d'orientation de Cavaillon pour en assurer les frais de fonctionnement ; demande éventuelle d'un crédit d'équipement pour en assurer la mise en place. — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : prise en compte des centres d'information et d'orientation dans le cadre du futur projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les collectivités locales et l'Etat (p. 6167) ; M. Bernard Stasi, vice-président : date d'appel des questions orales sans débat (p. 6167).

272. — Logement (politique du logement). — Posée le 19 octobre 1982 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 6008). — Appelée le 22 octobre 1982 : **secteur du bâtiment.** — M. Loïc Bouvard : nette diminution du nombre de logements terminés ; crise du bâtiment en Bretagne et dans l'ensemble du pays ; politique de prêts d'accession à la propriété et de rénovation des logements insuffisamment incitative ; aide au logement ; secteur libre et secteur aidé ; arrêt des primes à l'amélioration de l'habitat depuis le mois de mai (p. 6161, 6162). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. le ministre de l'urbanisme et du logement : construction non aidée et secteur aidé ; baisse des mises en chantier ; évolution des moyens de financement d'accès à la propriété et de rénovation depuis 1982 ; distribution des prêts P.A.P. ; modification envisagée des conditions d'endettement des ménages (p. 6162).

273. — Parlement (relations entre le Parlement et le Gouvernement). — Posée le 27 octobre 1982 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 6399).

274. — Voirie (routes : Bretagne). — Posée le 16 novembre 1982 par M. Charles Miossec à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 7292). — Appelée le 26 novembre 1982 : **plan routier breton.** — M. Charles Miossec : retards dans la réalisation de ce plan (p. 7712) ; budget du plan routier breton pour 1983 ; fonds spécial de grands travaux ; situation géographique de la Bretagne ; plan prévoyant trois axes routiers ; dynamisation de l'économie bretonne ; concertation ; nécessité de l'achèvement rapide du plan (p. 7713). — Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture : réalisation du plan routier breton ; difficultés tenant à l'insuffisance de crédits de paiement ; priorité accordée à l'achèvement des opérations routières ; accord de cofinancement pour l'aménagement de la route nationale 137 ; mise à deux fois deux voies des deux axes prioritaires ; programmation des opérations prévues en 1983 (p. 7713).

275. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 19 novembre 1982 par M. René La Combe à M. le ministre du commerce et de l'artisanat (p. 7535). — Appelée le 26 novembre 1982 : **concessionnaires Talbot.** — M. René La Combe : conséquences de la fusion entre les sociétés Peugeot et Talbot pour les concessionnaires Talbot ; reconversion dans la promotion et la vente des marques étrangères ; insuffisance du dynamisme de l'organisation commerciale des entreprises d'automobiles ; prix compétitifs de nos voitures (p. 7703) ; incidents aux usines Talbot et Citroën. — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : fusion des réseaux Peugeot et Talbot ; résultats des négociations individuelles ; conséquences de la fusion des réseaux Berliet et Saviem ; stratégie des dirigeants de Peugeot visant à faciliter à l'ensemble du réseau l'accès à la représentation des deux marques ; difficultés de certains concessionnaires Peugeot (p. 7703).

276. — Radiodiffusion et télévision (programmes). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Jacques Baumel à M. le Premier ministre (p. 7603). — Appelée le 26 novembre 1982 : **campagne électorale pour les élections municipales à la radio et à la télévision.** — M. Jacques Baumel : grève sauvage des médias audiovisuels ; absence de respect du programme minimum ; grève sur FR 3 ; nécessité de fixer les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives aux élections municipales ; respect du caractère pluraliste des courants d'expression politique ; rôle de la Haute Autorité (p. 7714) ; problème de la grève ; différence entre les élections municipales passées et l'élection à venir ; refus du Gouvernement d'assurer l'égal accès des formations politiques aux médias audiovisuels (p. 7715). — Réponse de M. Georges Fillioud, ministre de la communication : droit de grève ; pratique antérieure du Gouvernement à l'égard des médias ; cahier des charges des sociétés de programme ; absence de campagne de propagande radiotélévisée pour les élections municipales en 1971 et en 1977 ; rôle de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (p. 7714).

277. — Assurance maladie maternité (prestations en nature). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Marc Lauriol à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 7603). — Appelée le 3 décembre 1982 : **remboursement de l'interruption volontaire de grossesse.** — M. Marc Lauriol : coût de ce remboursement ; nombre d'interruptions volontaires de grossesse ; diminution du remboursement de certains médicaments ; crédits budgétaires affectés à la lutte contre la drogue ; amputation de crédits destinés à la politique familiale ; allocations prénatales ; complément familial ; possibilité d'envisager l'institution d'un système de remboursement de l'I.V.G. financée par ceux qui envisagent d'y recourir (p. 7960) ; recours à l'avortement ; diminution de l'allocation pour le troisième enfant (p. 7961). — Réponse de Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme : contraception ; gravité de l'I.V.G. (p. 7960) ; nécessité de répondre aux situations de détresse ; campagne d'information sur la contraception ; effort en faveur des familles de deux enfants ; accidents de la route ; coût du remboursement de l'I.V.G. ; solidarité nationale (p. 7961).

278. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Jean Royer à M. le ministre délégué chargé de l'emploi (p. 7603). — Appelée le 26 novembre 1982 : **chômage.** — M. Jean Royer : conséquences du chômage ; solutions possibles pour lutter contre le chômage ; financement de chantiers municipaux et d'extension de services publics par un transfert des fonds d'indemnisation destinés au paiement des chômeurs (p. 7709) ; possibilité d'extension du même principe aux petites et moyennes entreprises privées et aux services publics ; stages ; coût de l'indemnisation ; aide apportée à l'insertion professionnelle des jeunes ; possibilité de relancer l'activité économique ; compensation de la réduction des heures de travail ; nécessité de réinsérer les chômeurs. — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, en remplacement de M. Jean Le Garrec, ministre délégué chargé de l'emploi : création de chantiers municipaux ; impossibilité d'exiger une contrepartie en travail des chômeurs indemnisés ; nécessité de simplifier les mécanismes d'indemnisation ; insertion professionnelle des chômeurs ; mesures retenues pour la rentrée 1982-1983 : apprentissage, contrats emploi-formation, aide à la création d'emploi dans les petites entreprises artisanales ; action du Gouvernement contre le chômage ; chômeurs de longue durée (p. 7710).

279. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Parfait Jans à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 7604). — Appelée le 26 novembre 1982 : **usines Citroën-Talbot-Peugeot.** — M. Parfait Jans : attitude de la direction de Talbot ; nécessité d'assortir les aides éventuelles de contraintes ; caractère critiquable de l'organisation du travail ; insuffisante exploitation des capacités de production ; souhait des salariés que la fabrication de certains matériels, actuellement faite à l'étranger, soit effectuée à Poissy (p. 7704) ; blocage par la direction de la moitié des systèmes de production (p. 7705). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : appel à une main-d'œuvre extérieure à l'établissement à l'usine Citroën d'Aulnay ; production de l'usine Talbot de Poissy ; rôle du dialogue social dans le redressement industriel de la France (p. 7704).

280. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Parfait Jans à M. le ministre délégué chargé du travail (p. 7604). — Appelée le 26 novembre 1982 : **conclusions des médiateurs chez Citroën-Peugeot-Talbot.** — M. Parfait Jans : résultats de la lutte des travailleurs de Citroën et de Talbot ; attitude des hommes de main de la direction chez Talbot ; provocation à l'égard des salariés syndiqués à la C.G.T. (p. 7706) ; journal « Afrique Express » ; texte distribué chez Talbot ; intention du Gouvernement concernant le respect des droits des travailleurs de Citroën et de Talbot ; agression

contre des syndiqués de la C.G.T. ; cas d'un candidat aux élections des délégués du personnel à Levallois (p. 7707) ; refus des travailleurs de céder à la provocation ; absence de réponse du ministre à propos du journal « Afrique Express » ; remise en question des propositions de la commission Liberté, de la commission Formation professionnelle, du médiateur ; dégradation du climat chez Citroën et chez Talbot (p. 7708). — Réponse de M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail : restauration du climat social dans le secteur privé de l'automobile ; recommandations du médiateur tendant à éviter les discriminations et à assurer la liberté des travailleurs ; commission paritaire des libertés ; respect de la législation et de la réglementation ; rôle des inspecteurs du travail et des conseils de prud'hommes (p. 7707) ; application des recommandations du médiateur (p. 7708).

281. — Enseignement secondaire (fonctionnement). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Jean Rigaud à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 7604). — Appelée le 26 novembre 1982 : **suppléance des enseignants.** — M. Jean Rigaud : besoins de remplacement d'enseignants ; académie de Lyon ; promesse non tenue du ministre au sujet du remplacement (p. 7708). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : conditions de remplacement d'enseignants ; académie de Lyon ; crédits supplémentaires (p. 7708).

282. — Lait et produits laitiers (fromages). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Alain Brune à Mme le ministre de l'agriculture (p. 7604). — Appelée le 26 novembre 1982 : **fromages de l'Est central.** — M. Alain Brune : problème des pâtes pressées cuites de l'Est central ; encouragement de la politique de qualité à travers les productions traditionnelles ; renforcement de la filière lait cru ; prix du « Comté » et du litre de lait ; politique des labels. — Réponse de Mem Edith Cresson, ministre de l'agriculture : structure des ateliers de fabrication ; aide au stockage privé des fromages produits dans la région de l'Est central ; promotion d'une politique de qualité ; actions conduites dans le cadre professionnel ; gestion des marchés agricoles (p. 7712).

283. — Matériels électriques et électroniques (entreprises : Côtes-du-Nord). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Maurice Briand à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 7604). — Appelée le 26 novembre 1982 : **entreprise Soguintel à Guingamp.** — M. Maurice Briand : situation de l'emploi dans la région de Guingamp ; société guingampaise de télécommunications ; avenir économique et social de l'entreprise ; processus d'intégration envisagé ; orientation retenue par C.I.T.-Alcatel en contradiction avec les positions du Gouvernement ; mise en place de la conciliation (p. 7705) ; possibilité de diversifier les productions à l'intérieur de l'entreprise (p. 7706). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : inquiétude des représentants du personnel sur le maintien du plan de charge de l'usine ; souci des personnels de préserver l'outil de production (p. 7705).

284. — Crimes, délits et contraventions (sécurité des biens et des personnes). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Pierre Tabanou à M. le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique (p. 7604). — Appelée le 26 novembre 1982 : **sécurité publique.** — M. Pierre Tabanou : délinquance ; assassinat de commerçants ; nécessité d'assurer une politique de prévention globale ; dispositions tendant à l'amélioration de la protection des personnes et des biens ; département du Val-de-Marne. — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : mesures en faveur de la police ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite ; augmentation du taux de réversion des pensions des veuves et orphelins de policiers tués en opération ; effectifs et moyens de la police ; revision des méthodes d'intervention de la police ; îlotage ; situation des effectifs dans le Val-de-Marne ; organisation et équipements de la police dans ce département (p. 7711).

285. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 23 novembre 1982 par Mme Marie-Josèphe Sublet à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 7605). — Appelée le 26 novembre 1982 : **entreprise Renault Véhicules Industriels.** — Mme Marie-Josèphe Sublet : orientation commerciale de Renault Véhicules Industriels ; revalorisation des marges commerciales ; achat de marques étrangères par les transporteurs routiers ; chute importante des prises de commandes de Renault Véhicules Industriels. — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : baisse du marché mondial des véhicules industriels ; mesures gouvernementales prises pour consolider le secteur des transports routiers ; effort d'amélioration de la compétitivité et effort d'exportation de Renault Véhicules Industriels ; préparation du plan d'entreprise (p. 7702).

286. — Enseignement (programmes). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Jean-Paul Planchou à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 7605). — Appelée le 26 novembre 1982 : **instruction civique.** — Remplacé par M. Roger Rouquette : nécessité de développer l'enseignement de l'instruction civique et de l'histoire (p. 7709). — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : cours d'éducation civique dans les lycées ; contenu des programmes en classes de seconde, de première et de terminale ; mission sur l'enseignement de l'histoire confiée à M. Girault ; formation des enseignants (p. 7709).

287. — Affaires sociales et solidarité nationale : ministère (personnel). — Posée le 23 novembre 1982 par M. Bruno Vennin à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 7605). — Appelée le 26 novembre 1982 : **contractuels du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.** — M. Bruno Vennin : diversité des statuts du personnel de cet établissement ; possibilité de rattachement du personnel contractuel à la convention collective des organisations de sécurité sociale du régime général. — Réponse de M. François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés : demande de rattachement à la convention collective des organismes du régime général de sécurité sociale ; solutions envisagées : établissement d'un statut particulier, titularisation, rattachement à cette convention collective (p. 7706).

288. — Etat (organisation de l'Etat). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 7829). — Appelée le 3 décembre 1982 : **réorganisation des services territoriaux de l'Etat.** — M. Bruno Bourg-Broc : lien entre la décentralisation et la déconcentration ; renforcement des pouvoirs de direction des représentants de l'Etat dans les régions et les départements sur les services extérieurs ; désarticulation de l'administration d'Etat ; conséquences de cette situation sur les fonctionnaires (p. 7971) ; dotation globale de fonctionnement ; rôle du représentant de l'Etat ; réunion du Comité interministériel pour l'administration territoriale « Ciater » ; caractère des mesures arrêtées par les ministères concernés (p. 7972). — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : lien entre la décentralisation et la déconcentration (p. 7971) ; direction des services de l'Etat par le commissaire de la République ; réunion du Comité interministériel pour l'administration territoriale « Ciater » ; renforcement des services des préfectures ; restructuration des organismes régionaux d'étude et d'aménagement (O.R.E.A.M.) ; futur statut général de la fonction publique (p. 7972).

289. — Politique extérieure (Liban). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Daniel Goulet à M. le ministre des relations extérieures (p. 7829). — Appelée le 3 décembre 1982 : **rôle de la France au Liban.** — M. Daniel Goulet : situation du Liban ; mainmise américaine ; danger pesant sur la présence francophone ; mission Hautecœur ; réaction du Gouvernement à l'égard de la situation du Liban ; relations culturelles. — Réponse de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : situation du Liban ; complémentarité entre la France et les Etats-Unis ; force multinationale à Beyrouth ; maintien de la langue et de la culture françaises ; remise en état de notre outil culturel au Liban ; université de langue française ; opérations de coopération technique ; aide à la reconstruction civile (p. 7963).

290. — Logement (politique du logement). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Louis Odru à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 7829). — Appelée le 3 décembre 1982 : **logements vacants.** — M. Louis Odru : difficultés rencontrées par les candidats à un logement locatif ; absence de logements sociaux (p. 7961) ; construction de logements H.L.M. ; manque d'entretien du patrimoine existant ; propositions formulées par le groupe communiste ; restructurations effectuées au sein de l'office public d'H.L.M. ; urgence de la démocratisation des conseils d'administration des organismes d'H.L.M. ; refus de certains bailleurs institutionnels de louer des logements ; libre fixation du niveau des loyers pour les logements non loués depuis dix-huit mois. — Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : construction de logements sociaux ; raisons justifiant la rétention des logements ; instructions données par le ministre de l'économie et des finances aux bailleurs institutionnels pour que les logements vacants en bon état soient remis sur le marché locatif (p. 7962).

291. — Politique extérieure (Afrique du Sud). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Jacques Brunhes à M. le ministre des relations extérieures (p. 7830). — Appelée le 3 décembre 1982 : **sanctions contre l'Afrique du Sud.** — M. Jacques Brunhes : conférence des parlementaires de l'Europe de l'Ouest à La Haye ; sanctions contre l'Afrique du Sud ; position de principe et rôle du Gouvernement français ; caractère obligatoire des sanctions décidées par l'O.N.U. ; vente envisagée d'une deuxième centrale nucléaire à l'Afrique du Sud contraire aux déclarations du Gouvernement ; relations sportives entre la France et l'Afrique du Sud ; condamnation à mort de patriotes noirs (p. 7964) ; sanctions économiques proposées par l'O.N.U. ; cite un article de M. Michel Droit. — Réponse de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : Afrique australe ; dénonciation de l'apartheid par le Gouvernement français ; actions de la France pour obtenir des mesures de clémence en faveur de condamnés ; condamnation de militants (p. 7964) ; sanctions économiques ; hostilité de la France à une collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud ; échanges sportifs ; efforts de coopération culturelle ; aide aux mouvements de libération ; accords de coopération économique ; développement des échanges commerciaux ; absence de lien entre le retrait cubain et l'indépendance de la Namibie dans la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'O.N.U. (p. 7965).

292. — Radiodiffusion et télévision (programmes). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Alain Madelin à M. le ministre de la communication (p. 7830). — Appelée le 3 décembre 1982 : **continuité du service public de l'audiovisuel.** — M. Alain Madelin : grève du 25 novembre ; modalités de continuité du service public ; imposition par les organisations syndicales de leur conception du service minimum ; son approbation des propos du ministre de la communication selon lesquels l'organisation du service minimum est assurée par les présidents des organismes audiovisuels ; s'interroge sur la nécessité d'un décret précisant le service minimum ; création d'un comité de l'orientation et du suivi de la politique de l'information dans l'audiovisuel (p. 7969) ; décret fixant le service minimum contraire à la volonté du législateur ; création du comité de l'orientation et du suivi de la politique de l'information de l'audiovisuel (p. 7970). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : exercice du droit de grève à la radio et à la télévision ; mouvement de grève du 25 novembre ; absence de vide juridique lors de ce mouvement (p. 7969) ; publication d'un décret relatif au service minimum (p. 7970).

293. — Calamités et catastrophes (vent, froid et neige). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 7830). — Appelée le 3 décembre 1982 : **sinistrés du département du Rhône.** — M. Emmanuel Hamel : conséquences de la catastrophe naturelle dans les départements de la Haute-Loire, de la Loire et du Rhône ; action d'E.D.F., de la gendarmerie, du service des eaux et d'entreprises privées ; absence de déclenchement du plan O.R.S.E.C. dans le département du Rhône ; demande de l'application des dispositions relatives à l'indemnisation des catastrophes naturelles ; assistance technique des maires ; établissement de la liste des communes sinistrées ; indemnisation des salariés des entreprises privées appelées par E.D.F. (p. 7973) ; note l'absence de réponse du ministre à ses questions précises ; remboursement des frais engagés par les collectivités locales (p. 7974). — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : moyen mis en œuvre pour porter secours aux victimes des tempêtes ; absence de déclenchement du plan O.R.S.E.C. dans le département du Rhône ; moyen financiers mis à la disposition des commissaires de la République (p. 7973) ; absence de précision lors de la formulation par écrit de cette question (p. 7974).

294. — Banques et établissements financiers (chèques). — Posée le 30 novembre 1982 par Mme Marie-Thérèse Patrat à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 7830). — Appelée le 3 décembre 1982 : **contrôle des chèques par les banques.** — Mme Marie-Thérèse Patrat : absence de contrôle des signatures de chèques pour les sommes inférieures à 3 000 francs ; problème des chéquiers volés (p. 7975) ; commerçants et artisans (p. 7976). — Réponse de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : multiplication du nombre de chèques ; responsabilité du banquier engagée en cas d'absence de vérification de la signature du client ; vols de chéquiers ; augmentation des cartes de paiement ; possibilité de limiter l'utilisation des chèques dans les règlements de faible montant (p. 7975).

295. — Nomades et vagabonds (stationnement : Ile-de-France). — Posée le 30 nonvembre 1982 par M. Louis Moulinet à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 7830). — Appelée le 3 décembre 1982 : **stationnement des nomades à Paris.** — M. Louis Moulinet : interdiction de stationnement des véhicules de nomades dans le centre de Paris ; problème de stationnement des véhicules à la périphérie parisienne ; expulsions ; incidents entre gitans et riverains ; nécessité de réaliser des aires de stationnement équipées ; possibilité d'aménager une aire à Rungis (p. 7974) ; note l'impossibilité d'utiliser des terrains vacants de Rungis (p. 7975). — Réponse de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : accueil et stationnement des gens du voyage ; création de deux aires de stationnement dans le Val-de-Marne (p. 7974) ; impossibilité d'aménager un terrain de stationnement pour les nomades à Rungis (p. 7975).

296. — Chômage : indemnisation (allocations). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Jean-Pierre Sueur à M. le ministre délégué chargé de l'emploi (p. 7830). — Appelée le 3 décembre 1982 : **recherche d'emploi par les chômeurs indemnisés.** — M. Jean-Pierre Sueur : sensibilité des Français au problème de l'emploi et du chômage ; problèmes posés par le contrôle de la recherche d'emploi par les chômeurs indemnisés ; thème des « faux chômeurs » (p. 7965) ; contrôle de l'attribution des indemnités de chômage ; contrats de solidarité (p. 7966) ; M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi : contrats de solidarité ; engagement de l'entreprise signataire à assurer le maintien du nombre des emplois ; rupture de la négociation sur l'U.N.E.D.I.C. ; persistance de la formule des contrats de solidarité après le 1er janvier 1983 ; thème des « faux chômeurs » ; lutte contre le chômage ; circulaire du 6 octobre 1982 définissant le contrôle ; mise en place de service de contrôle dans les départements ; politique de rigueur menée par le Gouvernement (p. 7966).

297. — Professions et activités médicales (spécialités médicales). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Bernard Derosier à M. le ministre de la santé (p. 7830, 7831). — Appelée le 3 décembre 1982 : **médecine nucléaire.** — M. Bernard Derosier : rapport du professeur Tubiana ; retard pris par la médecine nucléaire en France ; exemple de la gamma-caméra ; avantages des procédés de médecine nucléaire ; cyclotrons (p. 7967) ; mesures prises en ce qui concerne l'organisation de la santé et les investissements (p. 7968). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : rapports du comité consultatif des équipements de santé sur la médecine nucléaire et les tomodensitomètres ; coût des équipements ; synthèse des différentes études effectuées confiées à M. Le Gallic ; problème des gammas-caméras ; création des services de médecine nucléaire ; entreprise Informatek (p. 7967, 7968).

298. — Service national (appelés). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Roger Lassale à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 7831). — Appelée le 3 décembre 1982 : **médecins militaires des services mobiles d'urgence et de réanimation.** — M. Roger Lassale ; réduction de la durée d'activité des médecins militaires du contingent ; carence des services mobiles d'urgence et de réanimation du département de l'Yonne ; possibilité d'affecter dans ce département de nouveaux médecins militaires (p. 7970, 7971). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : réduction de la durée du service national des médecins militaires ; prévision d'aides financières pour permettre aux services mobiles d'urgence et de réanimation d'assurer la continuité de leur service ; affectations de médecins militaires à ces services ; département de l'Yonne ; place prioritaire accordée par le Gouvernement à la sécurité des Français (p. 7970).

299. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Paris). — Posée le 30 novembre 1982 par M. Alain Billon à M. le ministre de la santé (p. 7831). — Appelée le 3 décembre 1982 : **hôpital Robert Debré à Paris.** — M. Alain Billon : construction de l'hôpital pédiatrique de l'Assistance publique de Paris ; urgence de la réalisation de cet équipement ; demande au ministre confirmation qu'une subvention est prévue dans le budget du ministère pour 1983 pour cette construction (p. 7968, 7969). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : historique du projet de construction de l'hôpital Robert Debré ; obstacles rencontrés par cette construction ; concertation d'ensemble ; définition de l'orientation du futur hôpital ; rôle futur de l'hôpital de Bretonneau ; lancement du dossier de l'hôpital d'Aubervilliers (p. 7968) ; intervention de la ville de Paris dans le financement du projet ; budget du ministère de la santé pour 1983 permettant de dégager les moyens financiers nécessaires à la poursuite des travaux (p. 7969).

300. — Intérieur : ministère (personnel : Cantal). — Posée le 3 décembre 1982 par M. Pierre Raynal à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 7976). — Appelée le 10 décembre 1982 : **commissaires adjoints de la République.** — M. Pierre Raynal : vacances dans les sous-préfectures ; difficultés des communes rurales ; loi de décentralisation ; nécessité de maintenir les délégués du représentant de l'Etat dans le département ; situation à Mauriac dans le Cantal (p. 8214). — Réponse de M. Georges Fillioud, ministre de la communication : fondement juridique du rôle des commissaires adjoints de la République ; difficultés de gestion dans le corps préfectoral ; vacances de postes de commissaires adjoints de la République ; arrondissement de Mauriac (p. 8214).

301. — Radiodiffusion et télévision (réception des émissions). — Posée le 3 décembre 1982 par M. Lucien Richard à M. le ministre de la communication (p. 7976). — Appelée le 10 décembre 1982 : **télévision directe par satellite.** — Lucien Richard : mise en service d'un satellite français de télévision directe ; possibilité pour les spectateurs français de capter les programmes étrangers ; contenu des programmes diffusés sur les canaux du satellite français ; conséquences de la mise en place de ce satellite dans l'équilibre culturel et financier du système audiovisuel (p. 8212) ; risque de désorganisation du marché publicitaire ; risque de dilution de l'identité culturelle française ; chances de la France de maîtriser les évolutions technologiques ; possibilité de publication du rapport relatif à ces problèmes (p. 8213). — Réponse de M. Georges Fillioud, ministre de la communication : programmes de télévision par satellites ; programmes T.D.F. 1 ; incidences de l'utilisation du satellite sur les équilibres du secteur audiovisuel ; utilisation d'un ou deux des canaux du satellite pour une duplication des programmes existants sur les chaînes nationales ; risque d'envahissement par des productions de l'étranger ; création d'une mission interministérielle devant présenter des propositions pour le développement et la restructuration de notre appareil de production d'images ; impossibilité de rendre public le rapport demandé par le Premier ministre avant que le Gouvernement se soit prononcé sur son contenu (p. 8213).

302. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 8098). — Appelée le 10 décembre 1982 : **emploi et retraite.** — Pierre-Bernard Cousté : modification du taux des indemnités versées aux personnes privées d'emploi et aux personnes bénéficiant d'une retraite dans le cadre des contrats de solidarité ou d'une préretraite ; équilibre du financement de l'U.N.E.D.I.C. ; chômage des jeunes ; situation des travailleurs désireux de partir en retraite ou en préretraite à soixante ans ; problème de l'application du régime de la retraite à soixante ans (p. 8210) ; nécessité de veiller à la cohérence de la politique du Gouvernement (p. 8211). — Réponse de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; responsabilité du Gouvernement en cas de défaillance de l'une des parties à la convention U.N.E.D.I.C. ; caractère inopportun de la circulaire du 26 novembre ; préservation des droits acquis par les préretraités ; situation des chômeurs de longue durée ; maintien des allocations de base ou de fin de droit aux personnes en cours d'indemnisation à l'âge de cinquante-sept ans et demi ; doublement du montant de l'allocation de fin de droit pour les personnes de plus de cinquante-cinq ans (p. 8210) ; régime de retraite ; impossibilité de décider par voie réglementaire de l'augmentation des cotisations destinées à financer les régimes de retraites complémentaires ; rôle du Gouvernement en cas de désaccord entre les parties ; incidence du chômage sur les recettes de la sécurité sociale et de l'U.N.E.D.I.C. ; restructuration industrielle de la France ; nécessité de mise en place d'un nouvel ordre économique ; fluctuations du dollar (p. 8211).

303. — Matériels électriques et électroniques (entreprises : Hérault). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Paul Balmigère à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8098). — Appelée le 10 décembre 1982 : **entreprise Association des ouvriers en instruments de précision, à Béziers.** — M. Paul Balmigère : unité de fabrication de circuits imprimés de cette entreprise (p. 8218) ; maintien des licenciements par la direction ; rôle de l'Association des ouvriers en instruments de précision dans l'industrialisation régionale ; nécessité de conserver la fabrication de circuits imprimés ; nécessité de transférer la direction opérationnelle commerciale de l'entreprise à Béziers ; plan Câblage et télématique des P.T.T. — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : entreprises sous-traitantes en électronique ; difficultés de l'Association des ouvriers en instruments de précision ; définition d'un plan de redressement par la direction de l'entreprise ; usine de Béziers ; pertes d'exploitation de l'activité des circuits imprimés ; déficit de la balance commerciale (p. 8219) ; possibilité envisagée de mise en place d'une marche réduite de l'établissement des circuits imprimés ; expansion de certains secteurs de l'Association des ouvriers en instruments de précision (p. 8220).

304. — Matériaux de construction (emploi et activité : Nord). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Jean Jarosz à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8098). — Appelée le 10 décembre 1982 : **entreprises de céramique en Sambre-Avenoir.** — M. Jean Jarosz : secteur des céramiques ; diminution de la part des producteurs français dans le marché national ; importations ; nécessité d'appliquer les normes européennes de qualité aux produits étrangers ; possibilité d'établir une convention avec les circuits de distribution pour une modération des prix de vente ; retards de la région du Nord en matière de logement ; incidences de la politique de grands travaux sur les céramiques (p. 8222) ; possibilité de mettre en œuvre un plan Céramique. — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : situation du secteur des céramiques en Sambre-Avenoir ; pénétration des produits étrangers sur le marché français ; reconquête du marché national ; régionalisation du ministère de la recherche et de l'industrie ; financement des projets industriels des entreprises (p. 8223).

305. — Cours d'eau, étangs et lacs (pollution et nuisances : Alsace). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Jean-Paul Fuchs à M. le Premier ministre (p. 8098). — Appelée le 10 décembre 1982 : **Potasses d'Alsace.** — M. Jean-Paul Fuchs : intention du premier ministre de signer la convention internationale de Bonn relative à la protection du Rhin contre la pollution ; convention impliquant l'injection de la saumure dans le sous-sol alsacien ; autre solution possible : salines, saumoduc ; évolution du bassin potassique ; hostilité des élus alsaciens à l'injection ; diminution du nombre des emplois offerts par les gisements potassiques ; hostilité du parti socialiste et des syndicats à l'égard de la convention (p. 8224) ; absence de réponse du ministre au sujet du saumoduc (p. 8225). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : avenir humain et industriel du bassin potassique ; renforcement de la compétitivité d'exploitation des mines de potasses d'Alsace ; faisabilité du procédé d'injection de saumure dans le sous-sol ; rapport sur le projet de création d'une saline en Alsace ; concertation ; élaboration du contrat de plan (p. 8224) ; rapport des experts sur le projet de saline ; valorisation et diversification industrielle en Alsace (p. 8225).

306. — Prestations familiales (montant). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 8098). — Appelée le 10 décembre 1982 : **prestations familiales.** — Loïc Bouvard : devenir de la politique familiale ; blocage de certaines prestations ; réduction envisagée de la majoration pour le troisième enfant ; amputation du pouvoir d'achat des familles ; mécanisme de révision des prestations familiales ; nécessité de rééquilibrer notre démographie (p. 8208) ; revalorisation des prestations ; orientation générale de la politique familiale ; renouvellement des générations assuré par les familles de trois enfants (p. 8209, 8210). — Réponse de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : augmentation des allocations familiales ; fiscalité en faveur des familles ; maintien du pouvoir d'achat des allocations familiales ; mode d'indexation ; augmentation des dépenses de la caisse d'allocations familiales : familles de deux enfants ; réunion de la conférence nationale des familles (p. 8208, 8209).

307. — Communautés européennes (politique industrielle). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Jean-Paul Durieux à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8098). — Appelée le 10 décembre 1982 : **sidérurgie.** — M. Jean-Paul Durieux : plan acier ; suppressions d'emplois ; réductions envisagées des capacités de production européenne (p. 8217). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : plan sidérurgique ; reconquête du marché national ; effort de restructuration prévu par la France ; nécessité de respecter les quotas de production au niveau communautaire ; contrôles statistiques aux frontières ; difficultés de l'ensemble des pays du marché commun ; montant des investissements ; mesures annoncées par le Premier ministre (p. 8217, 8218).

308. — Métaux (emploi et activité). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Nicolas Schiffler à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8098, 8099). — Appelée le 10 décembre 1982 : **importations de minerai de fer.** — M. Nicolas Schiffler remplacé par M. René Drouin : filière acier ; importations et exportations d'acier, de

fonte et de minerai ; diminution de la production de minerai de fer ; maintien en poste d'un nombre important de responsables de la politique menée par l'ancien gouvernement (p. 8215). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : cf. réponse à la question 309 de M. René Drouin.

309. — Minerais (emploi et activité). — Posée le 7 décembre 1982 par M. René Drouin à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8099). — Appelée le 10 décembre 1982 : **minerai de fer.** — M. René Drouin : avenir des mines de fer et de la sidérurgie ; diminution des productions nationales d'acier et de fonte ; augmentation des importations d'acier et de minerai ; chômage partiel ; nécessité d'associer les organisations syndicales à la commission de coordination mise en place pour l'étude du plan fonte (p. 8214, 8215). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : diminution de la production des mines de fer ; diminution de la consommation intérieure de minerai de fer ; création d'une sidérurgie littorale (p. 8215) ; baisse de la production des produits longs ; diminution des exportations de minerai de fer ; problème du maintien du potentiel technique et humain des mines de fer ; approvisionnement en fer de la sidérurgie ; sources d'approvisionnement des usines continentales ; tendance spontanée à la diminution de la production nationale ; nécessité de rendre le minerai de fer lorrain compétitif ; coûts de transport ; techniques de l'enrichissement ; mise en place d'un groupe de concertation ; technique de l'exhaure (p. 8216) ; mission Marbach ; évolution des importations ; autonomie de gestion des entreprises nationales ; responsabilité des présidents de ces entreprises ; rôle de l'Etat (p. 8217).

310. — Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Pas-de-Calais). — Posée le 7 décembre 1982 par M. Jean-Claude Bois à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8099). — Appelée le 10 décembre 1982 : **cokeries du Nord.** — M. Jean-Claude Bois : restructuration de la chimie française ; approvisionnement en produits de base ; entreprises C.D.F.-chimie à Mazingarbe et Huiles, goudrons et dérivés à Lens-Loison ; chômage dans la région de Lens ; développement de la chimie dérivée du charbon. — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie ; plan d'indépendance énergétique ; place du charbon dans ce plan ; nécessité de favoriser la production nationale ; concertation ; accroissement des moyens de reconversion ; engagement de ne pas procéder à des licenciements dans les houillères (p. 8221) ; nécessité d'arrêter un plan d'investissement (p. 8222).

311. — Professions et activités immobilières (agences immobilières). — Posée le 7 décembre 1982 par M. André Bellon à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 8099). — Appelée le 10 décembre 1982 : **démarcheurs de l'immobilier.** — M. André Bellon : démarcheurs ayant conseillé des placements en invoquant une prochaine dévaluation du franc (p. 8211). — Réponse de M. Georges Fillioud, ministre de la communication : règlement du démarchage financier ; démarchage immobilier ; surveillance de la commission des opérations de bourse ; nécessité de renforcer la protection de l'épargnant (p. 8212).

312. — Produits chimiques et parachimiques (emploi et activité). — Posée le 7 décembre 1982 par M. René Bourget à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8099). — Appelée le 10 décembre 1982 : **production de Phénol par la société Rhône-Poulenc.** — M. René Bourget : restructuration de la chimie française ; cas du phénol ; importation du tiers de notre consommation ; nécessité de développer cette production ; contrats de plan (p. 8220) ; suppressions d'emplois (p. 8221). — Réponse de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie : responsabilité des entreprises en matière d'investissement ; importations de phénol ; contrat de plan (p. 8220).

313. — Anciens combattants et victimes de guerres (déportés, internés et résistants). — Posée le 1er décembre 1982 par M. René La Combe à M. le ministre des anciens combattants (p. 8250). — Appelée le 17 décembre 1982 : **évadés des convois de déportation.** — M. René La Combe : impossibilité pour ces personnes de se voir reconnaître le titre de déporté ; proposition de loi déposée en 1957-1958 tendant à reconnaître le droit au titre de déporté aux personnes déportées n'étant pas parvenues au lieu de leur destination (p. 8465) ; nouveau dépôt de cette proposition ; états de services de ces personnes comportant la mention « interné libéré ». — Réponse de M. Georges Fillioud, ministre de la communication : personnes n'ayant pas subi le régime concentrationnaire ; possibilité de délivrance d'un titre d'interné et de la médaille des évadés à ces personnes ; impossibilité de retenir deux critères contradictoires pour reconnaître le titre de déporté ; impossibilité de reconnaître aux évadés des trains de déportation le titre de déporté résistant ; propos de M. Jean Laurain distinguant le statut de déporté résistant et l'activité résistante (p. 8466).

314. — Minerais (emploi et activité : Lorraine). — Posée le 14 décembre 1982 par Mme Colette Goeuriot à M. le ministre d'Etat, ministre de l'industrie et de la recherche (p. 8330). — Appelée le 17 décembre 1982 : **bassin ferrifère lorrain.** — Mme Colette Goeuriot : réponse du ministre de la recherche et de l'industrie à une précédente question ; refus de la commission de Bruxelles des plans d'investissements d'Usinor et de Sacilor (p. 8461) ; problème de la création de mini-aciéries ; projet d'augmentation des achats de fonte liquide à l'étranger ; abaissement des tarifs S.N.C.F. pour le transport du minerai et du coke ; question du maintien en activité de la mine de Longwy ; recherches en cours sur la valorisation et l'enrichissement ; problème des ferrailles ; demande du groupe communiste d'un débat national sur la politique minière sidérurgique (p. 8462). — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie ; plan « fonte » ; coke ; prix de transport et rôle financier de la S.N.C.F. ; cas des aciéries électriques (p. 8462, 8463).

315. — Matériaux de construction (ardoise : Maine-et-Loire). — Posée le 14 décembre 1982 par M. Vincent Porelli à M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (p. 8303). — Appelée le 17 décembre 1982 : **bassin ardoisier de l'Anjou.** — M. Vincent Porelli : région de Trélazé ; demande en matière d'ardoises ; importation d'ardoises d'Espagne ; ses propositions de solutions notamment la maîtrise des importations et la redéfinition de l'assiette des cotisations sociales ; nécessité d'une aide de l'Etat (p. 8460) ; abaissement des prix de revient. — Réponse de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie : utilisateurs d'ardoises ; développement de l'importation étrangère ; différence entre l'ardoise naturelle et les matériaux de substitution ; campagne de promotion de l'ardoise ; compression des coûts de fabrication ; problème de l'allégement des charges sociales supportées par les sociétés ardoisières (p. 8461).

316. — Service national (appelés). — Posée le 14 décembre 1982 par Mme Jacqueline Osselin à M. le ministre de la défense (p. 8303). — Appelée le 17 décembre 1982 : **appelés du contingent.** — Mme Jacqueline Osselin : possibilité d'accorder aux animateurs sociaux et sportifs s'occupant d'adolescents « difficiles » une affectation rapprochée de leur domicile ; possibilité de prévoir pour tous les appelés des périodes d'actions d'intérêt général (p. 8459). — Réponse de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : insertion sociale des adolescents en difficulté par les armées ; impossibilité d'appliquer aux animateurs s'occupant de ces jeunes un régime particulier de service militaire (p. 8460).

317. — Transports (transports ferroviaires privés). — Posée le 14 décembre 1982 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 8303, 8304). — Appelée le 17 décembre 1982 : **chemins de fer de Provence.** — M. Jean-Hugues Colonna : éventualité de l'intégration de ce chemin de fer au réseau S.N.C.F. ; conséquence d'une éventuelle non-intégration. — Réponse de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : situation et avenir de la ligne Nice-Digne du chemin de fer de Provence ; financement de l'exploitation ; action de modernisation ; possibilité d'exploitation de cette ligne par la S.N.C.F. ; problèmes soulevés par cette possibilité ; statut du personnel, état de l'infrastructure, problèmes financiers ; concertation (p. 8458).

318. — Voirie (routes). — Posée le 14 décembre 1982 par M. Paul Perrier à M. le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 8304). — Appelée le 17 décembre 1982 : **accès au tunnel de Fréjus.** — M. Paul Perrier : accès, côté français, au tunnel de Fréjus ; réalisation de la voie rapide urbaine de Chambéry ; trafic de la R.N. 6 et mise à deux voies de cette route ; perspective de la construction de l'autoroute italienne Bardonnèche—Turin. — Réponse de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : modernisation des voies d'accès à ce tunnel ; travaux de la R.N. 6 ; travaux réalisés et à venir ; projet de l'autoroute A43 Montmélian—Pont-Royal ; IXe Plan (p. 8459).

319 — Santé publique (maladies et épidémies : Basse-Normandie). — Posée le 14 décembre 1982 par Mme Eliane Provost à M. le ministre de la santé (p. 8304). — Appelée le 17 décembre

1982 : **développement de la recherche cancérologique en Basse-Normandie.** — Mme Eliane Provost : réunion à Caen du comité régional de la concertation nationale sur le cancer ; possibilité de création de deux unités I.N.S.E.R.M. à Caen (p. 8463) ; mise sur le marché du premier anticancéreux totalement français (p. 8464). — Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé : concertation nationale sur le cancer au plan régional ; groupe de réflexion sur le cancer ; thème « travail et cancer » ; problème de la réinsertion des cancéreux guéris ; problème de la création de nouvelle unités I.N.S.E.R.M. (p. 8463) ; nécessité de décentraliser la recherche (p. 8464).

320. — Commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat). — Posée le 14 décembre 1982 par M. Jean-Pierre Sueur à M. le ministre du commerce et de l'artisanat (p. 8304). — Appelée le 17 décembre 1982 : **charges sociales des commerçants et artisans.** — M. Jean-Pierre Sueur : évolution de ces charges (p. 8466) ; mesures étudiées en vue d'alléger ces charges ; lien existant entre ces charges et l'emploi. — Réponse de M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat : donne lecture des réponses du ministre des affaires sociales et du ministre chargé du budget ; organisation du système de protection sociale des travailleurs indépendants ; évolution des taux de cotisations ; absence de statistiques portant sur les seules charges fiscales des artisans ; diminution de ces charges en 1982 et 1983 ; allégement de la cotisation de taxe professionnelle ; dispositions destinées à alléger la charge fiscale des commerçants et artisans ; dispositions contenues dans la loi de finances pour 1983 ; décision du Président de la République pour ne plus faire supporter aux entreprises le poids du financement des allocations familiales (p. 8467).

321. — Education physique et sportive (personnel). — Posée le 14 novembre 1982 par M. Jean-Claude Bateux à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 8304). — Appelée le 17 décembre 1982 : **élèves-professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.** — M. Jean-Claude Bateaux : nombre des postes de professeur adjoint « deuxième année » ouverts à l'examen ; mouvement de grève dans les C.R.E.P.S. ; diminution du pourcentage de reçus ; perspective d'établissement d'un corps unique d'enseignants d'éducation physique. — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : mode de recrutement et avenir du corps de professeurs adjoints (p. 8469).

322. — Education physique et sportive (personnel). — Posée le 14 décembre 1982 par M. Gilbert Mathieu à Mme le ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports (p. 8304). — Appelée le 17 décembre 1982 : **élèves-professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.** — M. Gilbert Mathieu : recrutement de professeurs adjoints ; diminution du nombre des postes au concours ; transfert de postes au bénéfice des professeurs d'éducation physique et sportive ; restriction en 1983 ; absence de possibilité de réorientation pour les élèves des C.R.E.P.S. ; supressions envisagées de postes ; existence de besoins en matière d'éducation physique et sportive ; absence de compensation de départs en retraite. — Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : nombre de postes offerts pour la prochaine session de recrutement de professeurs adjoints ; nécessité de distinguer les emplois vacants des emplois non pourvus par un titulaire ; impossibilité de se prononcer sur le nombre de candidatures au concours (p. 8468).

323. — Audiovisuel (politique de l'audiovisuel). — Posée le 14 décembre 1982 par M. Alain Madelin à M. le ministre de la communication (p. 8304). — Appelée le 17 décembre 1982 : **développement du réseau audiovisuel par câbles.** — M. Alain Madelin : loi du 29 juillet 1982 ; maîtres d'ouvrage et propriétaires des réseaux de câblage ; problème de l'exploitation commerciale et de la programmation ; sociétés locales d'exploitation commerciale ; définition du service local de télédistribution par câbles ; critère de l'émission dans un rayon de trente kilomètres ; programmes par câbles à vocation nationale (p. 8464) ; définition du service local de télédistribution ; propos de M. Louis Mexandeau sur les sociétés locales d'exploitation commerciale (p. 8465). — Réponse de M. Georges Fillioud, ministre de la communication : établissement ou autorisation de réseaux câblés par l'Etat ; définition des conditions techniques de création du réseau par l'établissement public de diffusion ; inexistence dans le texte de la loi de l'expression : « société locale d'exploitation commerciale » ; rôle de la Haute Autorité pour délivrer ou refuser l'autorisation d'un service local ; rôle de l'exécutif pour délivrer l'autorisation d'une diffusion nationale (p. 8464) ; ses observations sur les propos de M. Alain Madelin ; examen des demandes d'exploitation des réseaux câblés par une commission consultative et rôle de la Haute Autorité pour accorder l'autorisation dans ce domaine (p. 8465).

Procédure des —

Voir *Questions orales sans débat* **269, 271.**

QUITTANCE

Voir *Baux* **6.**

R

RACISME

Voir *Enseignement* **7.**
Questions au Gouvernement **428.**

RADAR (Magasins —)

Voir *Questions au Gouvernement* **230.**

RADIODIFFUSION ET TELEVISION

1. — Proposition de loi n° 54 tendant à prévoir pour la société nationale de radiodiffusion et pour les sociétés nationales de télévision un temps minimum d'antenne permettant la **diffusion de messages d'information des associations de donneurs de sang bénévoles.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Antoine Gissinger (7 octobre 1982).

5. — Proposition de résolution n° 728 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de **l'information politique à la radio et à la télévision.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 avril 1982 par M. Alain Madelin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (14 avril 1982). — Rapport n° **858** (13 mai 1982).

6. — Proposition de loi n° 932 tendant à autoriser les **prises de vue,** dans certaines conditions, **au cours des audiences des juridictions administratives et judiciaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (8 juillet 1982).

7. — Proposition de résolution n° 1141 tendant à la création d'une commission d'enquête sur **l'indépendance des moyens d'information et de communication.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 7 octobre 1982 par M. Alain Madelin et plusieurs de ses collègues. — Rapporteur : M. François Massot (21 octobre 1982). — Rapport n° **1228** (18 novembre 1982).

8. — Rapport d'information n° 1196 établi au nom de la délégation parlementaire pour la **radiodiffusion télévision française** instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 par M. Claude Estier le 2 novembre 1982.

9. — Rapport d'information n° 1207 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Jacques Mellick, au nom de la commission des affaires étrangères sur les émissions radiophoniques.

Voir *Audiovisuel* **1.**
Corse **2.**
Lois de finances **6,** article 50.
Questions au Gouvernement **364, 384.**
Recherche scientifique et technique **1.**

Emissions vers l'étranger

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Temps d'antenne des formations politiques

Voir *Audiovisuel* **1.**
Questions au Gouvernement **364, 384.**

RADIO-FRANCE

Voir *Audiovisuel* **1.**

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE (R.F.I.)

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement.

RADIO-MONTE-CARLO

Voir *Audiovisuel* **1.**

RADIOS LIBRES

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.

RADIOS PERIPHERIQUES

Voir *Audiovisuel* **1.**
Rappels au règlement **317.**

RAFFINAGE

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), après l'article 9.
Questions orales sans débat **148.**

RAMO (Société)

Voir *Questions au Gouvernement* **481.**

RAPATRIES

4. — **Proposition de loi n° 996** tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 2 de la loi n° 78-1 du 2 janvier 1978 relative à l'**indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Emmanuel Hamel. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

5. — **Projet de loi n° 1124** relatif au règlement de certaines conséquences des **événements d'Afrique du Nord.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er octobre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés. — Urgence déclarée le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commisison des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Gouzes (7 octobre 1982). — Rapport n° **1145** (12 octobre 1982). — Discussion le 21 octobre 1982. — Adoption le 21 octobre 1982. — Projet de loi n° **255.**

Sénat (première lecture), n° **62** (1982-1983), dépôt le 26 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **83** (1982-1983) (4 novembre 1982). — Discussion le 17 novembre 1982). — Adoption le 17 novembre 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale ». — Projet de loi n° **39.**

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1233**, dépôt le 19 novembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Gouzes. — Rapport n° **1237** (23 novembre 1982). — Engagement de la responsabilité du Gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, le 23 novembre 1982. Aucune motion de censure n'ayant été déposée, le projet de loi est adopté (24 novembre 1982). — Adoption définitive le 24 novembre 1982. — Projet de loi n° **269.**

Loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 publiée au *J.O.* du 4 décembre 1982 (p. 3660).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 octobre 1982] (p. 6085, 6130).

Amnistie : *Gouzes (Gérard)* (p. 6086) ; *Courrière (Raymond)* (p. 1088) ; *Foyer (Jean)* (p. 6130) ; *Dominati (Jacques)* (p. 6133) ; *Moreau (Louise)* (p. 6134).

Condamnés à mort : *Foyer (Jean)* (p. 6131).

Indemnisation forfaitaire (champ d'application et montant) : *Gouzes (Gérard)* (p. 6087) ; *Courrière (Raymond)* (p. 6089) ; *Renard (Roland)* (p. 6132) ; *Moreau (Louise)* (p. 6134).

Indemnisation des rapatriés : *Courrière (Raymond)* (p. 6089) ; *Renard (Roland)* (p. 6132).

Officiers généraux : *Gouzes (Gérard)* (p 6086, 6087) ; *Courrière (Raymond)* (p. 6089) ; *Foyer (Jean)* (p. 6131) ; *Renard (Roland)* (p. 6132).

Prise en compte des services accomplis après l'indépendance de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie : *Gouzes (Gérard)* (p. 6087) ; *Courrière (Raymond)* (p. 6089).

Révision des carrières : *Gouzes (Gérard)* (p. 6087) ; *Courrière (Raymond)* (p. 6088) ; *Foyer (Jean)* (p. 6130) ; *Renard (Roland)* (p. 6132) ; *Moreau (Louise)* (p. 6134).

Signification du projet de loi (réconciliation et apaisement) : *Gouzes (Gérard)* (p. 6086, 6088) ; *Courrière (Raymond)* (p. 6088) ; *Dominati (Jacques)* (p. 6133) ; *Guidoni (Pierre)* (p. 6133, 6134) ; *Moreau (Louise)* (p. 6134).

Signification du projet de loi (réhabilitation) : *Foyer (Jean)* (p. 6130) ; *Renard (Roland)* (p. 6132).

Victimes : *Gouzes (Gérard)* (p. 6087, 6088) ; *Courrière (Raymond)* (p. 6089) ; *Foyer (Jean)* (p. 6131).

Vote favorable du groupe socialiste : *Guidoni (Pierre)* (p. 6134).

Vote favorable du groupe U. D. F. : *Dominati (Jacques)* (p. 6133).

Discussion des articles [21 octobre 1982] (p. 6134) :

Avant l'article 1er : amendement n° 27 de M. Emmanuel Aubert (tendant à préciser la signification du projet de loi : réconciliation nationale) (p. 6134) : rejeté ; amendement n° 3 de M. Michel Debré (excluant du champ d'application du texte de loi les personnes condamnées pour assassinat ou tentative d'assassinat) (p. 6135) ; volonté d'apaisement du Gouvernement ; champ d'application des lois d'amnistie (p. 6136) ; amendement n° 3 : rejeté ;

Article 1er : (*revision de carrières*) : amendement n° 29 de M. Lionel Jospin soutenu par M. Pierre Guidoni (visant à exclure du bénéfice de la loi les officiers généraux ayant pris les armes contre la république) (p. 6137) : adopté par scrutin public ; amendement n° 13 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Guy Ducoloné (exclusion des auteurs d'assassinat du bénéfice de la loi) ; activités de l'O. A. S. ; amendement n° 13 : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*cas du décès résultant d'une condamnation amnistiée*) : amendement n° 23 de M. Jean Foyer (de suppression) ; introduction d'une discrimination en faveur des condamnés ou de leurs ayants-droit ; « réhabilitation » de l'assassinat ; (p. 6138) ; amendement n° 23 : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté.

— aricle 2, ainsi modifié, adopté (p. 6139).

Article 3 (*émoluments servant de base au calcul de la pension*) : amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté.

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*agents ayant quitté leurs fonctions pour des motifs politiques*) : amendement n° 4 du Gouvernement (tendant à inclure dans le champ d'application du texte les événements d'Indochine) : adopté.

— article 4, ainsi complété, adopté.

Article 5 (*personnels ayant subi un retard à l'avancement du fait de sanctions amnistiées*) : adopté.

Article 6 (*situation des officiers généraux*) : amendements n°s 15 de M. Guy Ducoloné et 30 de M. Lionel Jospin soutenu par M. Pierre Guidoni (de suppression) (p. 6140) : adoptés par scrutin public ; en conséquence, l'article 6 est supprimé.

Article 7 (*services accomplis en Algérie après le 3 juillet 1962 par des agents français de statut civil de droit local*) : amendement n° 7 de M. Serge Charles soutenu par M. Edouard Frédé-

ric-Dupont (proposant que les dispositions de l'article 7 constituent un droit qui n'est pas sujet à appréciation discrétionnaire) : adopté après rectification ; amendement n° 16 de M. Roland Renard (précisant que ces services sont considérés comme période de détachement) (p. 6141) ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution ; amendement n° 17 de M. Roland Renard (proposant que ces services puissent être pris en compte pour satisfaire aux conditions de nomination à certains emplois des administrations centrales de l'Etat) : adopté.

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*agents ayant enseigné en Tunisie ou au Maroc*) : adopté.

Article 9 (*situation des anciens fonctionnaires ayant servi en Tunisie ou au Maroc et intégrés dans le cadre de la fonction publique métropolitaine*) : amendement n° 2 de la commission (renvoyant à un décret le soin de fixer la composition des commissions administratives de reclassement ainsi que les conditions de désignation des représentants des personnels concernés) : adopté.

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*versement de la retenue pour pension et règle du non cumul des pensions*) : adopté.

Article 11 (*application de l'article 4 de la loi d'amnistie de 1968 et des dispositions du présent texte à certaines catégories d'agents*) : adopté (p. 6142).

Article 12 (*réparation forfaitaire du préjudice subi du fait de certaines mesures administratives*) : amendement n° 11 de M. Serge Charles soutenu par M. Edouard Frédéric-Dupont (prévoyant une date limite de publication du décret) : retiré ; amendement n° 20 de M. Guy Ducoloné (différenciation du montant de l'indemnité selon les dommages subis par les intéressés) : retiré.

— article 12, adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 25 de M. Guy Ducoloné (relatif à l'amnistie des condamnations prononcées contre les résistants) ; amendement n° 5 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 25 : retiré (p. 6143) ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 22 de M. Guy Ducoloné (abrogation des dispositions concernant l'interdiction de rappeler les condamnations pénales, sanctions disciplinaires ou professionnelles, déchéance ou fait en relation avec les événements d'Afrique du Nord y ayant donné lieu) : rejeté ; amendement n° 6 du Gouvernement (prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application de la présente loi) : rejeté.

Explications de vote (p. 6144) :

Abstention du groupe R.P.R. : *Labbé (Claude)* (p. 6145).

Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 6145).

Vote favorable du groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 6144).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 6145).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1982] (p. 7580) :

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : *Mauroy (Pierre)* (p. 7580).

Guerre d'Algérie : *Mauroy (Pierre)* (p. 7580).

Réconciliation nationale : *Mauroy (Pierre)* (p. 7580).

Voir *Lois de finances* **6.** (deuxième partie), Economie et finances. — I : Charges communes ; Services du Premier ministre.

Pétitions **168, 171.**

Traités et conventions **22.**

RAPPELS AU REGLEMENT

276. — M. Jacques Toubon : intervention du représentant de l'Etat dans la discussion générale [14 janvier 1982] (p. 108) ; M. Philippe Séguin, vice-président (p. 108) ; M. Raymond Forni (p. 108).

277. — M. Jacques Toubon : notification des décisions du Conseil constitutionnel à l'Assemblée nationale ; portée de ces décisions [18 janvier 1982] (p. 144) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 144).

278. — M. Jacques Toubon : discussion des questions préalables ; propos tenus par les rapporteurs [18 janvier 1982] (p. 163) ; M. Pierre Guidoni, vice-président (p. 163).

279. — M. Robert-André Vivien : suspension de séance ; accueil des quatre députés de l'opposition nouvellement élus [19 janvier 1982] (p. 218).

280. — M. Dominique Taddei : suspension de séance [19 janvier 1982] (p. 218).

281. — M. Michel Debré : modification du décret portant convocation du Parlement en session extraordinaire [20 janvier 1982] (p. 283).

282. — M. Jean Tibéri : organisation des débats [20 janvier 1982] (p. 290) ; Mme Marie Jacq, vice-présidente (p. 290).

283. — M. Jacques Toubon : ses propos tournant en dérision M. André Laignel [28 janvier 1982] (p. 651).

284. — M. Claude Labbé : proteste contre les propos tenus par M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement [28 janvier 1982] (p. 667) ; M. Martin Malvy, vice-président (p. 667) ; M. Jean-Pierre Cot (p. 667).

285. — M. Michel d'Ornano : accord relatif au prix du gaz algérien ; droits du Parlement [3 février 1982] (p. 677) ; M. Gaston Defferre (p. 67).

286. — M. Jacques Toubon : pouvoir du Bureau en matière d'organisation des services de l'Assemblée nationale ; obligation de porter un « badge » [3 février 1982] (p. 708) ; M. Bernard Stasi, vice-président (p. 708).

287. — M. Gérard Gouzes : obligation de porter un « badge » et mesures de sécurité [3 février 1982] (p. 708).

288. — M. François d'Aubert : modification du règlement de l'Assemblée nationale [4 février 1982] (p. 729) ; M. Philippe Séguin, vice-président (p. 729) ; M. André Labarrère (p. 730).

289. — M. Jean Briane : conditions du travail parlementaire ; distribution des textes et rapports des projets inscrits à l'ordre du jour [7 avril 1982] (p. 963) ; M. Martin Malvy, vice-président (p. 963).

290. — M. Philippe Séguin : « dévoiement » de la procédure des questions au Gouvernement ; « absentéisme » des ministres [7 avril 1982] (p. 963) ; M. Martin Malvy, vice-président (p. 963) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 965).

291. — M. Emmanuel Hamel : séance de l'Assemblée nationale concomitamment à la réunion de certaines commissions permanentes [8 avril 1982] (p. 997, 998) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 998).

292. — M. Charles Millon : ordre du jour ; opportunité d'un débat sur la politique de lutte contre la violence et l'insécurité ; abrogation de la loi « Sécurité et liberté » ; déclarations du Gouvernement sur ce point [8 avril 1982] (p. 1018).

293. — M. Gabriel Kaspereit : ordre du jour ; aménagement des débats sur la réforme du Conseil supérieur des Français à l'étranger et le statut des conjoints d'artisans et de commerçants [8 avril 1982] (p. 1018) ; éventualité d'une séance de nuit (p. 1019) ; M. Bernard Stasi, vice-président ; modification de l'ordre du jour par la conférence des présidents à l'unanimité (p. 1019).

294. — M. Pierre Guidoni : organisation des débats ; abrogation de la loi « Sécurité et liberté » [8 avril 1982] (p. 1019).

295. — M. Jacques Toubon : organisation des débats ; réforme de la procédure pénale [8 avril 1982] (p. 1019) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : fixation de l'ordre du jour ; calendrier prochainement mis à la disposition des députés ; M. Gabriel Kaspereit (p. 1020).

296. — M. Emmanuel Hamel : distribution avec retard du rapport sur le projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées [13 avril 1982] (p. 1047) ; M. Philippe Séguin, vice-président (p. 1047).

297. — M. Emmanuel Hamel : non-parution du rapport relatif au statut des sociétés coopératives de banques [16 avril 1982] (p. 1170) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1170).

298. — **M. Jacques Marette :** ses protestations à l'égard des propos tenus par le M. le ministre de l'économie et des finances assimilant M. Edmond Alphandéry à un « lobbyste » [21 avril 1982] (p. 1221) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 1221).

299. — **M. Emmanuel Hamel :** observations de la mission d'information sur les moyens de lutte contre l'évasion des capitaux ; problème des conventions fiscales ; compétence de la commission des finances [22 avril 1982] (p. 1263) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1263).

300. — **M. Robert-André Vivien :** demande une prolongation de la séance afin de permettre à un membre du groupe R.P.R. de prendre la parole [26 avril 1982] (p. 1297, 1298) ; M. Alain Vivien, vice-président : temps de parole de M. Alain Madelin pour soutenir sa question préalable (p. 1298).

301. — **M. Jacques Toubon :** ouverture du débat avant la distribution des rapports de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle [26 avril 1982] (p. 1298) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1298) ; M. Claude Estier, président de la commission spéciale (p. 1298).

302. — **M. Robert-André Vivien :** mise en cause du ministre de la communication ; inapplication de l'article 54, alinéa 1, du règlement de l'Assemblée nationale prévoyant qu'avec l'accord du président, un orateur peut en interrompre un autre si celui-ci y consent [27 avril 1982] (p. 1355).

303. — **M. Jean-Claude Gaudin :** absentéisme des députés ; organisation du débat sur l'audiovisuel [27 avril 1982] (p. 1359, 1360) ; M. Georges Fillioud (p. 1360) ; M. Louis Mermaz, président (p. 1360).

304. — **M. Robert-André Vivien :** attitude du ministre de la communication [27 avril 1982] (p. 1382).

305. — **M. Roland Dumas :** ses protestations contre les propos injurieux tenus par M. Robert-André Vivien à l'égard de M. Seveno [27 avril 1982] (p. 1387).

306. — **M. Jacques Toubon :** hommage rendu à la profession de journaliste [27 avril 1982] (p. 1387).

307. — **M. Guy Ducoloné :** incident de séance provoqué par les propos de M. Robert-André Vivien [27 avril 1982] (p. 1387).

308. — **M. François Loncle :** motif de la demande de suspension de séance du groupe U.D.F. [28 avril 1982] (p. 1406, 1407) ; M. Bernard Stasi, vice-président (p. 1407).

309. — **M. Guy Ducoloné :** volonté d'obstruction de l'opposition au cours de la discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle [28 avril 1982] (p. 1407).

310. — **M. Robert-André Vivien :** proteste contre les propos tenus par M. Guy Ducoloné et relatifs à la conception de la liberté des groupes U.D.F. et R.P.R. [28 avril 1982] (p. 1408).

311. — **M. François Loncle :** motif de la demande de suspension de séance du groupe U.D.F. [28 avril 1982] (p. 1408).

312. — **M. François d'Aubert :** suspensions de séance en commission et division de la majorité ; motif de sa demande de suspension de séance [28 avril 1982] (p. 1408) ; M. Claude Estier, président de la commission spéciale de l'audiovisuel : motif de la suspension de séance de la commission spéciale (p. 1408).

313. — **M. Alain Bonnet :** proteste contre les propos injurieux tenus par M. François d'Aubert à l'égard de M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T. [28 avril 1982] (p. 1408) ; M. Bernard Stasi, vice-président : déroulement des débats sur l'audiovisuel (p. 1409).

314. — **M. François d'Aubert :** non-mention dans le compte rendu analytique de l'affirmation de M. Jean Natiez relative à l'existence d'un « service public de la communication écrite entièrement concédé » [28 avril 1982] (p. 1438) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 1438).

315. — **M. Jacques Toubon :** déroulement des débats [28 avril 1982] (p. 1445) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1445).

316. — **M. Jacques Toubon :** s'oppose à l'attitude adoptée par M. Roland Dumas se comportant comme le rapporteur du projet de loi sur la communication audiovisuelle [28 avril 1982] (p. 1448) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1448) ; M. Bernard Schreiner, rapporteur (p. 1448).

317. — **M. Alain Madelin :** non-réponse du ministre de la communication aux questions posées par l'opposition relatives aux radios périphériques [28 avril 1982] (p. 1458).

318. — **M. Jacques Toubon :** demande la présence du ministre des P.T.T. [28 avril 1982] (p. 1458).

319. — **M. Robert-André Vivien :** absence du ministre des P.T.T. lors du débat sur l'audiovisuel [28 avril 1982] (p. 1458, 1459) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1458) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication (p. 1458, 1459).

320. — **M. Emmanuel Aubert :** silence du ministre de la communication lors du débat sur l'audiovisuel et absence du ministre des P.T.T., demande soit l'intervention de commissaires du Gouvernement, soit la réserve des articles 7 à 9 du projet de loi [28 avril 1982] (p. 1459) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1459) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication ; volonté d'obstruction de l'opposition (p. 1459, 1460) ; M. Claude Estier, président de la commission (p. 1460).

321. — **M. Robert-André Vivien :** réserve d'un ou plusieurs articles ; travail « constructif » de l'opposition ; manque de précision des réponses du ministre de la communication [28 avril 1982] (p. 1460, 1461) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1461).

322. — **M. Marc Lauriol :** polémique engagée par les ministres avec les membres du Parlement au cours d'une émission sur Europe n° 1 ; droits de l'opposition [29 avril 1982] (p. 1464, 1465) ; M. Philippe Séguin, vice-président (p. 1465).

323. — **M. Alain Madelin :** réponses insuffisantes du ministre de la communication aux questions posées par l'opposition ; absence du ministre des P.T.T. [29 avril 1982] (p. 1464).

324. — **M. Pierre Joxe :** demande la parole pour un rappel au règlement [29 avril 1982] (p. 1464) ; proteste contre les propos tenus par le président du groupe R.P.R. demandant que le Président de la République « s'en aille » (p. 1465) ; M. Philippe Séguin, vice-président : procédure des rappels au règlement (p. 1464).

325. — **M. Robert-André Vivien :** œuvre « constructive » de l'opposition lors de l'examen du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle [29 avril 1982] (p. 1465, 1466).

325. — **M. Georges Hage :** volonté d'obstruction de la « droite » [29 avril 1982] (p. 1466) ; M. Philippe Séguin (p. 1466, 1467).

326. — **M. Jacques Toubon :** fixation de l'ordre du jour et organisation de la discussion générale par la conférence des présidents [29 avril 1982] (p. 1497, 1498) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 1498).

327. — **M. François d'Aubert :** audition de M. Jacques Boutet, P.D.G. de TF 1, par la commission spéciale sur l'audiovisuel ; exclusions de journalistes et nomination à la direction du *Nouveau Journal* et à la direction de Radio-Express [30 avril 1982] (p. 1530) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication (p. 1530) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 1531).

328. — **M. Jacques Toubon :** liberté de parole des députés dans l'hémicycle [30 avril 1982] (p. 1539, 1540).

329. — **M. Alain Madelin :** contenu du rapport sur le texte relatif aux comités d'hygiène et de sécurité [3 mai 1982] (p. 1558).

330. — **M. Gilbert Bonnemaison :** proteste contre les propos tenus par M. Godfrain présentant M. Mitterrand comme « le Président de la République socialiste » [3 mai 1982] (p. 1593).

331. — **M. Emmanuel Hamel :** insuffisance de la durée prévue de la discussion générale portant sur l'ensemble des « projets Auroux » [4 mai 1982] (p. 1650) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 1650) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : répartition du temps de parole (p. 1650).

332. — **M. Jacques Toubon :** proteste contre les propos tenus par M. le ministre de la communication [4 mai 1982] (p. 1653).

333. — **M. Robert-André Vivien :** non-retransmission radiotélévisée des délibérations des assemblées départementales [4 mai 1982] (p. 1669).

334. — **M. Alain Madelin :** clôture d'un scrutin public par le Président de séance avant que tous les députés aient voté [4 mai 1982] (p. 1676) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1676).

335. — **M. Robert-André Vivien :** souci du groupe R.P.R. d'accélérer les travaux de l'Assemblée [4 mai 1982] (p. 1682).

336. — **M. Alain Madelin :** organisation des débats [4 mai 1982] (p. 1696) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1676).

337. —**M. Robert-André Vivien :** droit de réponse de l'opposition ; mise en cause du président de séance en ce qui concerne l'organisation des débats [4 mai 1982] (p. 1696) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 1696).

338. — **M. Marc Lauriol :** procédure des questions au Gouvernement ; droit de réplique des députés après réponse du Gouvernement ; non-réponse du Gouvernement à une question posée par un membre du parti socialiste [5 mai 1982] (p. 1732) ; M. Bernard Stasi, vice-président.

339. — **M. Jean Brocard :** demande du ministre chargé des relations avec le Parlement de retirer le terme « aboyer » qu'il a employé à l'égard des groupes de l'opposition [5 mai 1982] (p. 1732) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : retire le terme « aboyer » (p. 1732).

340. — **M. Jacques Toubon :** demande la parole lors de l'examen d'un amendement communiste au projet de loi sur la communication audiovisuelle [5 mai 1982] (p. 1739) ; M. Bernard Stasi, vice-président (p. 1739).

341. — **M. Robert-André Vivien :** rôle du vice-président d'une commission [5 mai 1982] (p. 1757) ; M. Martin Malvy, vice-président (p. 1757).

342. — **M. Jacques Toubon :** ordre du jour de l'Assemblée ; impossibilité de terminer rapidement l'examen du texte sur la communication audiovisuelle [5 mai 1982] (p. 1783) ; demande que la séance soit levée (p. 1784) ; M. Claude Estier, président de la commission spéciale (p. 1784).

343. — **M. Robert-André Vivien :** demande de levée de séance [5 mai 1982] (p. 1784) ; M. Martin Malvy, vice-président : décision prise à l'unanimité par la conférence des présidents (p. 1784).

344. — **M. Robert-André Vivien :** demande la parole lors de la discussion sur les conclusions de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Michel Berson [6 mai 1982] (p. 1825) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : lui retire la parole (p. 1825).

345. — **M. Jacques Toubon :** signification des votes identiques [7 mai 1982] (p. 1867).

346. — **M. Jacques Toubon :** demande la réunion de la commission spéciale chargée d'examiner le texte relatif à l'audiovisuel en raison de l'importance des modifications apportées par un amendement du Gouvernement à l'article 56 [7 mai 1982] (p. 1870) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1870).

347. — **M. Jacques Toubon :** demande une deuxième lecture de l'article 56 du projet de loi sur la communication audiovisuelle [7 mai 1982] (p. 1870) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1870).

348. — **M. Robert-André Vivien :** ordre d'examen des amendements [10 mai 1982] (p. 1892) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1892).

349. — **M. Robert-André Vivien :** commémoration du 8 mai 1944, date de l'offensive du Garigliano sous le commandement du Maréchal Juin [10 mai 1982] (p. 1912) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1913).

350. — **M. Roland Dumas :** commémoration du 10 mai 1981 par les élus du groupe socialiste [10 mai 1982] (p. 1912).

351. — **M. Jacques Toubon :** proteste contre les propos tenus par un commentateur d'une chaîne de radio nationale ayant cité « l'homme du 18 juin », « l'homme du 2 décembre », et « l'homme du 10 mai » [10 mai 1982] (p. 1913).

352. — **M. Jacques Toubon :** demande de suspension de séance par le groupe socialiste afin que celui-ci puisse fêter le premier anniversaire du 10 mai [10 mai 1982] (p. 1925) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1925).

353. — **M. Jacques Toubon :** proteste contre l'attitude des commissaires du Gouvernement [10 mai 1982] (p. 1948, 1949) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1949).

354. — **M. Philippe Séguin :** procédure de la discussion des articles d'un texte [14 mai 1982] (p. 2185) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 2185).

355. — **M. Philippe Séguin :** demande un vote par division des articles du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise [14 mai 1982] (p. 2194) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : organisation des débats (p. 2194).

356. — **M. Robert-André Vivien :** absence du ministre de la culture lors de l'examen du titre V du projet de loi sur la communication audiovisuelle [14 mai 1982] (p. 2224) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication (p. 2224).

357. — **M. Robert-André Vivien :** retour à Paris de M. Jack Lang, ministre de la culture [15 mai 1982] (p. 2247) ; M. Georges Fillioud, ministre de la communication (p. 2247).

358. — **M. Philippe Séguin :** proteste contre l'interprétation de l'article 40 de la Constitution donnée par le président de la commission des finances [18 mai 1982] (p. 2356) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2356).

359. — **M. Philippe Séguin :** organisation des débats ; application de l'article 100 du règlement ; limitation excessive du nombre d'intervenants lors de l'examen d'un amendement [18 mai 1982] (p. 2383) ; M. Martin Malvy, vice-président (p. 2383).

360. — **M. Jacques Brunhes :** organisation des débats [18 mai 1982] (p. 2389) ; M. Martin Malvy, vice-président : rôle des présidents de séances (p. 2389).

361. — **M. Michel Noir :** mise en discussion d'un amendement non soumis à la commission des finances ; demande la réserve de cet amendement jusqu'à ce que la commission des finances se prononce sur sa recevabilité [19 mai 1982] (p. 2412) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2412).

362. — **M. Jacques Brunhes :** proteste contre la réserve de son amendement qui n'aurait pas été soumis à la commission des finances [19 mai 1982] (p. 2413) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2413).

363. — **M. Philippe Séguin :** fondement de l'irrecevabilité financière de l'amendement de M. Jacques Brunhes [19 mai 1982] (p. 2413).

364. — **M. Philippe Séguin :** interprétation de l'article 40 de la Constitution [19 mai 1982] (p. 2438) ; retire sa demande de recours au bureau de la commission des finances (p. 2439) ; M. Alain Vivien, vice-président (p. 2439).

365. — **M. Philippe Séguin :** conditions de mise en discussion des amendements et sous-amendements ; principe de la liberté du travail [19 mai 1982] (p. 2450) ; M. Martin Malvy, vice-président (p. 2450).

366. — **M. Philippe Séguin :** organisation des débats ; demande à M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'extension du secteur public assiste au débat sur les institutions représentatives du personnel [24 mai 1982] (p. 2464) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (p. 2464).

367. — **M. Jacques Toubon :** proteste contre les propos tenus par M. Michel Coffineau contestant la connaissance qu'il a du fonctionnement des sections syndicales et des syndicats [24 mai 1982] (p. 2512).

368. — **M. Gilbert Gantier :** recevabilité financière des amendements parlementaires ; interprétation de l'article 40 de la Constitution par la commission des finances ; droits du Parlement [25 mai 1982] (p. 2570) ; M. Christian Goux, président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : préparation d'un rapport d'information (p. 2570).

369. — **M. Edmond Alphandery :** inconstitutionnalité du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [25 mai 1982] (p. 2570) ; information du Parlement sur la situation des finances publiques ; évolution des opérations de trésorerie de l'Etat (p. 2571) ; M. Martin Malvy, vice-président (p. 2571).

370. — **M. Gilbert Gantier :** conditions dans lesquelles la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et le développement de la technologie a été mise en place et la commission des finances s'est réunie [26 mai 1982] (p. 2597) ; conditions de travail des parlementaires (p. 2598) ; M. Louis Mermaz, président (p. 2598).

371. — **M. François d'Aubert :** demande la réserve de l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1982 ; accords gaziers franco-algériens [26 mai 1982] (p. 2621, 2622).

372. — **M. Gilbert Gantier :** examen des articles du projet de loi de finances rectificative par la commission des finances [26 mai 1982] (p. 2630) ; précipitation (p. 2631) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2631).

373. — **M. Jacques Marette :** interprétations données par le Gouvernement du texte en discussion relatif aux institutions représentatives du personnel ; rejet systématique des amendements de l'opposition [28 mai 1982] (p. 2731) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2731).

374. — **M. Jacques Marette :** retrait d'un amendement de la commission [28 mai 1982] (p. 2733) ; M. Michel Coffineau, rapporteur du projet de loi relatif aux institutions représentatives du personnel : application de l'article 88 du règlement (p. 2733).

375. — **M. Philippe Séguin :** retrait d'un amendement de la commission [28 mai 1982] (p. 2733) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : interprétations divergentes de l'article 88 du règlement par la commission des lois et la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 2733) ; M. Michel Coffineau, rapporteur du projet de loi relatif aux institutions représentatives du personnel (p. 2733).

376. — **M. Alain Madelin :** retrait d'un amendement de la commission ; arbitrage de la rue de Solférino [28 mai 1982] (p. 2733, 2734) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2734) ; M. Michel Coffineau, rapporteur du projet de loi relatif aux institutions représentatives du personnel : réunions des commissions (p. 2734).

377. — **M. Charles Millon :** nécessité de la création d'une commission spéciale ; article 88 du règlement [28 mai 1982] (p. 2734) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2734).

378. — **M. Philippe Séguin :** dépôt par le Gouvernement d'un sous-amendement en contradiction avec l'amendement de la commission [28 mai 1982] (p. 2735) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2735).

379. — **M. Alain Madelin :** retrait d'un amendement de la commission ; violation de l'article 88 du règlement de l'Assemblée nationale [28 mai 1982] (p. 2736, 2737).

380. — **M. Philippe Séguin :** entrave au fonctionnement normal du débat ; retrait d'un amendement de la commission [28 mai 1982] (p. 2737) ; M. Jean Auroux, ministre du travail : volonté d'obstruction de l'opposition (p. 2737).

381. — **M. Jacques Brunhes :** blocage du travail parlementaire par les groupes de l'opposition [28 mai 1982] (p. 2737).

382. — **M. Charles Millon :** responsabilité du Gouvernement et de la commission dans la mauvaise organisation des débats ; mépris des droits du Parlement [28 mai 1982] (p. 2737) ; M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : non-diffusion du communiqué à la presse préparé à la suite de la réunion de la commission du mardi 25 mai et auquel a fait allusion M. Alain Madelin (p. 2737) ; retrait d'un amendement de la commission par le rapporteur (p. 2738).

383. — **M. Alain Madelin :** réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 25 mai 1982 ; communiqué à la presse ; retrait d'un amendement de la commission [28 mai 1982] (p. 2738) ; M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : hommage rendu aux fonctionnaires de l'Assemblée nationale (p. 2738).

384. — **M. Charles Millon :** proteste contre les appréciations personnelles de M. le rapporteur sur le travail des différents groupes lors de l'examen du projet de loi relatif aux institutions représentatives du personnel [28 mai 1982] (p. 2744).

385. — **M. Charles Millon :** organisation des débats ; droit d'expression de l'opposition [28 mai 1982] (p. 2756) ; M. Alain Vivien, vice-président ; respect du règlement de l'Assemblée nationale par la présidence (p. 2757).

386. — **M. Pierre Joxe :** proteste contre l'attitude des membres des groupes de l'opposition qui ont voulu tourner en dérision le débat relatif aux institutions représentatives du personnel en s'exprimant en langue étrangère [1er juin 1982] (p. 2814).

387. — **M. Serge Charles :** rôle de l'opposition [1er juin 1982] (p. 2814, 2815) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2815).

388. — **M. Michel Noir :** portée politique du rappel au règlement de M. Pierre Joxe [1er juin 1982] (p. 2815).

389. — **M. Alain Madelin :** retrait d'un amendement de la commission [1er juin 1982] (p. 2815).

390. — **M. Jacques Brunhes :** volonté d'obstruction des groupes de l'opposition ; interventions du groupe communiste [1er juin 1982] (p. 2815) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité d'accélérer les débats sur les « projets Auroux » (p. 2815) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 2815).

391. — **M. Alain Madelin :** retrait d'un amendement de la commission ; rapports entre une partie de la majorité et le Gouvernement [2 juin 1982] (p. 2853).

392. — **M. Michel Noir :** proteste contre les propos du rapporteur faisant état de la volonté d'obstruction de l'opposition ; impréparation des textes relatifs aux institutions représentatives du personnel dans l'entreprise [2 juin 1982] (p. 2854).

393. — **M. André Tourné :** dément les propos tenus par M. Jacques Toubon qui affirmait que l'actuelle majorité avait refusé de voter la loi de 1964 sur les calamités agricoles [3 juin 1982] (p. 2897).

394. — **M. Jacques Toubon :** suspension de séance demandée par le Gouvernement ; conflit social à l'usine Talbot de Poissy ; actions de la C.G.T. et du parti communiste [3 juin 1982] (p. 2918, 2919) ; M. Jean Auroux, ministre du travail (p. 2919).

395. — **M. Alain Madelin :** conflits du travail aux usines Citroën à Aulnay et Talbot de Poissy [3 juin 1982] (p. 2919) ; M. Jean Auroux, ministre du travail (p. 2919, 2920).

396. — **M. Guy Ducoloné :** violation des droits des travailleurs de l'usine Talbot [3 juin 1982] (p. 2920, 2921).

397. — **M. Jean-Michel Belorgey :** outrance des propos tenus par les membres de l'opposition [3 juin 1982] (p. 2921).

398. — **M. Alain Madelin :** dépôt d'amendements et de sous-amendements par le Gouvernement sur son projet de loi et organisation des débats [3 juin 1982] (p. 2935).

399. — **M. Jacques Toubon :** situation de l'usine Talbot de Poissy [4 juin 1982] (p. 2972).

400. — **M. Alain Madelin :** situation de l'usine Talbot de Poissy ; absence de fermeté de la part du Gouvernement [4 juin 1982] (p. 2972).

401. — **M. Jacques Brunhes :** volonté d'obstruction de l'opposition ; haine anti-communiste et haine anti-cégétiste [4 juin 1982] (p. 2972). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président : détournement de la procédure des rappels au règlement (p. 2972, 2973).

402. — **M. Philippe Séguin :** reprise de la séance retardée par le dépôt tardif de sous-amendements [7 juin 1982] (p. 3065). — M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3065).

403. — **M. Alain Madelin :** modification de l'ordre du jour de l'Assemblée [8 juin 1982] (p. 3106). — M. Bernard Stasi, vice-président (p. 3106). — M. Jean Auroux, ministre du travail (p. 3106).

404. — **M. Philippe Séguin :** retrait des amendements déposés par les membres du groupe communiste [8 juin 1982] (p. 3141). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 3141).

405. — **M. Philippe Séguin :** ordre du jour ; conférence de presse de M. le Président de la République ; demande que la séance soit levée et la discussion du projet de loi relatif à la négociation collective reportée [9 juin 1982] (p. 3175). — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : accord du Gouvernement (p. 3175).

406. — **M. Serge Charles :** proteste contre les propos tenus par M. le ministre chargé des relations avec le Parlement mettant en cause l'opposition [10 juin 1982] (p. 3208, 3209). — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité de terminer le débat le plus vite possible (p. 3209).

407. — **M. Philippe Séguin :** problème soulevé par la nomination de M. Christian Nucci en mission temporaire auprès du Premier ministre [10 juin 1982] (p. 3209). — M. Bernard Stasi, vice-président (p. 3209). — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 3209).

408. — **M. Philippe Séguin :** demande à M. Michel Coffineau de retirer les propos blessants qu'il a tenus à son égard [10 juin 1982] (p. 3220). — M. Bernard Stasi, vice-président (p. 3220). — M. Michel Coffineau (p. 3220).

409. — **M. Jacques Marette :** planification et dévaluation « en catastrophe » du franc [14 juin 1982] (p. 3324). — M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire (p. 3324, 3325).

410. — **M. Gilbert Gantier :** inconstitutionnalité du projet de loi portant réforme de la planification ; son refus de déposer une exception d'irrecevabilité [14 juin 1982] (p. 3324). — M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire (p. 3324).

411. — **M. Pierre Joxe :** refus de M. Gilbert Gantier de soulever une exception d'irrecevabilité [14 juin 1982] (p. 3324).

412. — **M. Alain Madelin :** retrait d'un amendement de la commission au cours du débat sur la réforme de la planification [14 juin 1982] (p. 3362). — M. Alain Vivien, vice-président (p. 3362).

413. — **M. Jean-Pierre Soisson :** retrait d'un amendement de la commission [14 juin 1982] (p. 3362). — M. Christian Goux, président de la commission des finances (p. 3362). — M. Alain Vivien, vice-président (p. 3362).

414. — **M. Alain Madelin :** retrait d'un amendement de la commission [14 juin 1982] (p. 3362, 3363).

415. — **M. Michel Barnier :** retrait d'un amendement de la commission ; inconstitutionnalité du projet de loi portant réforme de la planification [15 juin 1982] (p. 3372) non-saisine pour avis de la commission des lois (p. 3373).

416. — **M. Dominique Taddei :** retrait d'un amendement de la commission ; conditions de travail de la commission des finances ; absentéisme des membres du groupe R.P.R. [15 juin 1982] (p. 3373). — M. Michel Barnier (p. 3373).

417. — **M. Jean-Pierre Soisson :** retrait d'un amendement de la commission ; conditions de travail des parlementaires [15 juin 1982] (p. 3373). — M. Guy Ducoloné, vice-président : non-saisine pour avis de la commission des lois (p. 3373).

418. — **M. Alain Madelin :** fixation de l'ordre du jour ; date d'examen de la suite du projet de loi relatif à la négociation collective [15 juin 1982] (p. 3398). — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 3398).

419. — **M. François d'Aubert :** organisation des débats, ordre d'inscription des orateurs [17 juin 1982] (p. 3522). — M. Bernard Stasi, vice-président (p. 3522).

420. — **M. Joseph Legrand :** non-distribution de ses amendements [21 juin 1982] (p. 3620). — M. Philippe Séguin, vice président (p. 3620).

421. — **M. Gilbert Gantier :** procédure législative ; travail en commission ; précipitation ; absence d'amendements déposés par les groupes de la majorité sur le projet de loi relatif aux prix et aux revenus ; recours à la procédure du vote bloqué ; inconstitutionnalité du texte au regard du principe de non-rétroactivité des lois pénales [24 juin 1982] (p. 3829, 3830). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 3830, 3831).

422. — **M. Emmanuel Aubert :** procédure parlementaire lorsque le Gouvernement engage sa responsabilité sur un texte [24 juin 1982] (p. 3830).

423. — **M. Pierre Joxe :** respect du droit du Parlement lors de l'examen du texte relatif aux prix et aux revenus [24 juin 1982] (p. 3831).

424. — **M. Alain Madelin :** ordre du jour de la session extraordinaire [29 juin 1982] (p. 4002). — M. Louis Mermaz, président : rappel à la tenue parlementaire (p. 4002). — M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 4002).

425. — **M. Jean Falala :** proteste contre les propos tenus par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, relatifs à la procédure des questions d'actualité ; atteinte aux libertés parlementaire ; s'insurge contre les paroles prononcées par M. Jacques Delors qui a qualifié certains de ses collègues de « braillards fascisants » [30 juin 1982] (p. 4079). — M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : procédure des questions au Gouvernement (p. 4079) ; indépendance de la conférence des présidents (p. 4080).

426. — **M. Gabriel Kaspereit :** statut de la ville de Paris ; demande une suspension de séance [30 juin 1982] (p. 4080). — M. Martin Malvy, vice-président : procédure des rappels au règlement (p. 4081). — M. André Billardon : dévalorisation du travail de l'Assemblée nationale (p. 4081).

427. — **M. Jacques Lafleur :** présente sa démission ; situations en Nouvelle-Calédonie [6 juillet 1982] (p. 4221). — M. Bernard Stasi, vice-président (p. 4221).

428. — **M. Didier Julia :** immunités parlementaires ; situation des Français de Nouvelle-Calédonie ; collaborateurs de M. Jacques Lafleur [6 juillet 1982] (p. 4221, 4222). — M. Bernard Stasi, vice-président (p. 4222).

429. — **M. Pierre Joxe :** « détournement » de la procédure des rappels au règlement ; droit de réponse du secrétaire d'Etat chargé des D. O. M.-T. O. M. [6 juillet 1982] (p. 4222). — M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des D. O. M.-T. O. M. : légalité des perquisitions en Nouvelle-Calédonie [6 juillet 1982] (p. 4222, 4223).

430. — **M. Jean Foyer :** gestion des grandes villes ; s'insurge contre les propos tenus par le chef du Gouvernement [6 juillet 1982] (p. 4222). — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 4223).

431. — **M. Robert-André Vivien :** interruption d'un orateur [7 juillet 1982] (p. 4289). — M. Martin Malvy, vice-président (p. 4289).

432. — **M. Gilbert Gantier :** fonctionnement des commissions ; conditions d'examen du texte portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance et du projet sur les grands travaux [8 juillet 1982] (p. 4348). — M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4349).

433. — **M. Robert-André Vivien :** mise en cause de la présidence [8 juillet 1982] (p. 4349). — M. Guy Ducoloné, vice-président : retire la parole à l'orateur (p. 4349).

434. — **M. Roch Pidjot :** problèmes de la Nouvelle-Calédonie ; fonctionnement de l'assemblée territoriale [23 juillet 1982] (p. 4738).

435. — **M. Jacques Brunhes :** actes de violence commis en Nouvelle-Calédonie [23 juillet 1982] (p. 4738). — M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : incidents ayant eu lieu au moment où l'assemblée territoriale allait débattre du texte de l'avant-projet d'ordonnance relative à la réforme foncière ; intervention d'un « commando armé » (p. 4739).

436. — **M. Pascal Clément :** attentats à Paris et en Corse [23 juillet 1982] (p. 4746). — M. Raymond Forni, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (p. 4747). — M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : lutte contre le terrorisme (p. 4747). — M. Philippe Séguin, vice-président (p. 4747).

437. — **M. Emmanuel Aubert :** organisation des débats ; procédure de suppression d'un article [23 juillet 1982] (p. 4778).

438. — **M. Jean-Pierre Michel :** respect du règlement de l'Assemblée nationale [23 juillet 1982] (p. 4783).

439. — **M. Jacques Toubon :** moyens dont dispose l'opposition [23 juillet 1982] (p. 4783).

440. — **M. Jacques Toubon :** levée de séance ; discussion de la conférence des présidents [23 juillet 1982] (p. 4799). — M. Alain Vivien, vice-président (p. 4799).

441. — **M. Guy Ducoloné :** levée de séance [23 juillet 1982] (p. 4799).

442. — **M. Emmanuel Aubert :** levée de séance [23 juillet 1982] (p. 4799).

443. — **M. Jean Foyer :** procédure de l'exception d'irrecevabilité [27 juillet 1982] (p. 4875). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président : irrecevabilité de l'exception d'irrecevabilité (p. 4875).

444. — **M. Emmanuel Aubert :** procédure de l'exception d'irrecevabilité ; mise en cause du président de séance [27 juillet 1982] (p. 4876). — —M. Jean-Pierre Michel, vice-président : inopposabilité de l'article 40 en l'espèce (p. 4876).

445. — **M. Philippe Séguin :** réserve d'un amendement ; amendements en discussion commune [27 juillet 1982] (p. 4913). — M. Louis Mermaz, président (p. 4913).

446. — **M. André Tourné :** guerre au Liban ; visite d'une délégation d'élus du parti communiste français à l'ambassade d'Israël [28 juillet 1982] (p. 4946, 4947).

447. — **M. Philippe Séguin** : lecture d'un quotidien ; informations diffusées par le Gouvernement [28 juillet 1982] (p. 4947). — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 4947).

448. — **M. Jacques Toubon** : financement par le Gouvernement d'une campagne de publicité [28 juillet 1982] (p. 4947).

449. — **M. Jacques Toubon** : interdiction des explications de vote sur les amendements [28 juillet 1982] (p. 4954). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 4954).

450. — **M. Michel Debré** : demande l'organisation d'un débat sur les événements survenus au Liban et le terrorisme intérieur [21 septembre 1982] (p. 4992). — M. André Labarrère : ordre du jour de la session extraordinaire (p. 4992).

451. — **M. Alain Madelin** : inculpation de M. André Audinot, député non inscrit de la Somme ; « anachronisme » des dispositions des ordonnances de 1944 ; *France-Soir* ; syndicat C. G. T. du livre [21 septembre 1982] (p. 4992). — M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : liberté de la presse (p. 4993).

452. — **M. André Audinot** : proteste contre son inculpation ; « fraude à la loi constitutionnelle » [21 septembre 1982] (p. 4993).

453. — **M. Alain Madelin** : report de l'examen en deuxième lecture du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel ; conditions de travail des parlementaires [30 septembre 1982] (p. 5262). — M. Philippe Séguin, vice-président (p. 5262).

454. — **M. Jean-Paul Fuchs** : modification de l'ordre du jour [1er octobre 1982] (p. 5318). — M. Guy Ducoloné, vice-président : navettes en fin de session (p. 5318).

455. — **M. Pascal Clément** : modifications de l'ordre du jour [6 octobre 1982] (p. 5486). — M. Philippe Séguin, vice-président (p. 5486).

456. — **M. Marc Lauriol** : procédure des questions d'actualité ; proteste contre les propos tenus par le ministre de la recherche et de l'industrie [13 octobre 1982] (p. 5732). — M. Alain Vivien, vice-président (p. 5732).

457. — **M. Pierre Joxe** : mise en cause par un membre de l'opposition des principes républicains [13 octobre 1982] (p. 5732).

458. — **M. Charles Fèvre** : procédure des questions au Gouvernement [13 octobre 1982] (p. 5763).

459. — **M. Serge Charles** : modification de l'ordre du jour en ce qui concerne le projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord [19 octobre 1982] (p. 5977). — M. André Labarrère (p. 5977).

460. — **M. Jacques Toubon** : report de la discussion du projet de loi concernant le règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord [20 octobre 1982] (p. 6034, 6035).

461. — **M. Emmanuel Hamel** : réduction des crédits militaires par M. le ministre du budget ; contrôle budgétaire exercé par le Parlement [21 octobre 1982] (p. 6091).

462. — **M. Yves Lancien** : « gel » des crédits du ministère de la défense ; droits du Parlement [21 octobre 1982] (p. 6092).

463. — **M. Jacques Toubon** : absentéisme des députés socialistes lors du débat du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon [22 octobre 1982] (p. 6193).

464. — **M. Jacques Toubon** : absence annoncée du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, lors du débat sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [22 octobre 1982] (p. 6222). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président : procédure de modification de l'ordre du jour (p. 6222).

465. — **M. Jacques Marette** : discussion des amendements ; présence de la télévision [27 octobre 1982] (p. 6385). — M. Martin Malvy, vice-président (p. 6385).

466. — **M. Robert-André Vivien** : levée de la séance ; organisation des débats [28 octobre 1982] (p. 6454). — M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget (p. 6454). — M. Alain Vivien, vice-président (p. 6454).

467. — **M. Gabriel Kaspereit** : argument de « l'héritage » ; action de la ville de Paris en faveur des entreprises artisanales [2 novembre 1982] (p. 6542) ; insuffisance des crédits accordés au ministère du commerce et de l'artisanat (p. 6543). — M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat (p. 6543).

468. — **M. Claude Labbé** : attitude des membres du Gouvernement ; atteinte aux droits du Parlement [2 novembre 1982] (p. 6565) ; « absentéisme » des ministres ; procédure des questions au Gouvernement ; durée excessive des réponses des ministres (p. 6546). — M. Bernard Stasi, vice-président (p. 6546). — M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 6546).

469. — **M. Alain Bonnet** : proteste contre les propos tenus par M. Jean-Pierre Soisson relatifs aux budgets des ministres radicaux de gauche [3 novembre 1982] (p. 6613).

470. — **M. Jean de Préaumont** : discussion d'un amendement [3 novembre 1982] (p. 6628).

471. — **M. Jean-Jack Queyranne** : discussion des amendements ; mise en cause de M. Vincent, administrateur de la Comédie-Française et de Mme Catherine Clément [3 novembre 1982] (p. 6668). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 6668).

472. — **M. Guy Malandain** : proteste contre les propos tenus par M. Robert-André Vivien à son égard lors d'une séance de questions au Gouvernement [4 novembre 1982] (p. 6673). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président : qualifie ce rappel au règlement de « fait personnel » (p. 6673).

473. — **M. Gilbert Gantier** : organisation des débats lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1983 [4 novembre 1982] (p. 6727). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président : décision de la conférence des présidents (p. 6627).

474. — **M. Robert-André Vivien** : article 40 de la Constitution et « amendements indicatifs » [5 novembre 1982] (p. 6775).

475. — **M. Francis Geng** : opposition traitée de manière désinvolte par certains membres du Gouvernement, dont M. Jean-Pierre Chevènement [9 novembre 1982] (p. 6943). — M. Louis Mermaz, président (p. 6943).

476. — **M. Jean-Pierre Soisson** : nombre limité des membres du Gouvernement lors de la séance des questions au Gouvernement [10 novembre 1982] (p. 7028). — M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : regrette le nombre limité des membres du Gouvernement et du Parlement à la séance des questions au Gouvernement (p. 7028).

477. — **M. Robert-André Vivien** : absentéisme de l'opposition lors de l'examen de la loi de finances en commission, motivé par le risque de voir l'opposition majoritaire en commission ; conditions d'examen du budget [10 novembre 1982] (p. 7043).

478. — **M. Emmanuel Hamel** : insuffisance du temps consacré à la discussion du budget de la défense [12 novembre 1982] (p. 7033). — M. Martin Malvy, vice-président (p. 7083).

479. — **M. Jacques Blanc** : rectification des propos que le ministre de la saanté lui a prêtés [15 novembre 1982] (p. 7198). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 7198).

480. — **M. Jean-Paul Planchou** : insuffisance du temps réservé à la discussion du budget du Plan [17 novembre 1982] (p. 7294). — M. Philippe Séguin, vice-président (p. 7294).

481. — **M. Jacques Toubon** : mode de financement de l'association d'action artistique ; nominations à la direction des relations culturelles motivées par l'existence de liens familiaux : cas de M. Roger Gouze, de M. Motchane et de Mme Clément [18 novembre 1982] (p. 7363). — M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 7363).

482. — **M. François Loncle** : annonce tardive de la modification de l'ordre du jour [18 novembre 1982] (p. 7406). — M. Martin Malvy, vice-président (p. 7406).

483. — **M. Robert-André Vivien** : note la présence de la télévision dans les tribunes pendant le discours du ministre de la communication et son absence lors des interventions des rapporteurs et des membres de l'opposition. — M. Alain Vivien, vice-président : présence de la télévision dans les tribunes lors de l'intervention de M. François d'Aubert [19 novembre 1982] (p. 7442).

484. — **M. François d'Aubert** : proteste contre l'absence de réponse du ministre de la communication à diverses questions relatives à la taxe sur les magnétoscopes. — M. Alain Vivien, vice-président : procédure des questions budgétaires [19 novembre 1982] (p. 7448).

485. — **M. Jacques Toubon** : objet de la procédure des questions budgétaires ; durée d'exposition des questions. — M. Alain Vivien, vice-président : durée des questions budgétaires limitée à deux minutes [19 novembre 1982] (p. 7450).

486. — **M. Gilbert Gantier** : suspensions de séance motivées par le dépôt d'amendements « de portée considérable » par M. le ministre du budget [19 novembre 1982] (p. 7498). — M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget : conditions de dépôt d'amendements sur le projet de loi de finances pour 1983 (p. 7499). — M. Guy Ducoloné, vice-président : durée des suspensions de séance ; dépôt d'amendements par le Gouvernement (p. 7499).

487. — **M. Guy Ducoloné** : proteste contre la procédure utilisée par le Gouvernement pour la discussion en seconde lecture du texte relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord ; ses observations sur l'amnistie des généraux rebelles [23 novembre 1982] (p. 7579).

488. — **M. Pierre de Bénouville** : approuve le Gouvernement d'employer la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord [23 novembre 1982] (p. 7579).

489. — **M. Alain Madelin** : constate le caractère répété de l'utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution et l'opposition de M. François Mitterrand, en décembre 1979, à cette procédure [23 novembre 1982] (p. 7579, 7580).

490. — **M. Jean Foyer** : interdiction de l'interpellation de députés par un membre du Gouvernement ; attitude du Gouvernement en matière électorale [25 novembre 1982] (p. 7687).

491. — **M. Sutaha Salmon** : souhaite que soit respecté l'avis de l'assemblée territoriale de Polynésie [25 novembre 1982] (p. 7687).

492. — **M. Jacques Toubon** : rôle du rapporteur ; nécessité de respecter les règles de bienséance (chacun doit se lever pour s'exprimer) [30 novembre 1982] (p. 7776). — M. Gaston Defferre (p. 7776). — M. Martin Malvy, vice-président (p. 7776).

493. — **M. Parfait Jans** : nécessité de respecter les règles de bienséance [30 novembre 1982] (p. 7796).

494. — **M. Pierre Joxe** : incident de séance au cours duquel M. Claude Labbé a insulté Mme le ministre des droits de la femme [6 décembre 1982] (p. 7991).

495. — **M. Claude Labbé** : exprime sa protestation à l'égard des propos tenus par M. Ernest Moutoussamy ; présente ses excuses à Mme le ministre des droits de la femme [6 décembre 1982] (p. 7991). — M. Alain Vivien, vice-président (p. 7991).

495 *bis*. — **M. Jacques Lafleur** : absence de consultation du conseil de Gouvernement de Nouvelle-Calédonie à propos de l'institution de l'impôt sur le revenu dans ce territoire [7 décembre 1982] (p. 8090).

496. — **M. Jean-Pierre Soisson** : attaques portées par M. Michel Suchod contre le Conseil constitutionnel [15 décembre 1982] (p. 8311).

497. — **M. Victor Sablé** : attaques portées contre le Conseil constitutionnel [15 décembre 1982] (p. 8311).

498. — **M. Charles Fèvre** : conditions de travail des parlementaires [16 décembre 1982] (p. 8426, 8427). — M. Alain Vivien, vice-président (p. 8427).

499. — **M. Jacques Toubon** : ses observations sur la suspension de séance demandée par M. Louis Moulinet ; absence d'égalité de traitement de la majorité et de l'opposition [17 décembre 1982] (p. 8482). — M. Martin Malvy, vice-président (p. 8482).

500. — **M. Charles Fèvre** : situation des entreprises de transport routier de voyageurs [18 décembre 1982] (p. 8520).

501. — **M. Robert-André Vivien** : rend hommage à la courtoisie du rapporteur général du budget ; fonctionnement des commissions mixtes paritaires [18 décembre 1982] (p. 8553).

502. — **M. Philippe Bassinet** : place de l'opposition dans les commissions mixtes paritaires [18 décembre 1982] (p. 8553).

503. — **M. Georgos Tranchant** : fonctionnement de la commission mixte paritaire [18 décembre 1982] (p. 8556).

504. — **M. Robert-André Vivien** : ordre du jour des sessions budgétaires [20 décembre 1982] (p. 8578).

RAPPORT BLOCH-LAINE

Voir *Lois de règlement* **1, 2.**

RAPPORT CONSTANT

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale.

RAPPORT « DEMOCRATIE CULTURELLE ET DROIT A LA DIFFERENCE » (mission Giordan)

Voir *Questions au Gouvernement* **221.**

RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), discussion générale.
Motions de censure **6.**

RAPPORT GODELIER (sciences humaines et sociales)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

RAPPORT « VIVRE ENSEMBLE » (RAPPORT GUICHARD)

Voir *Collectivités locales* **7.**

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir *Agriculture* **10.**
Brésil **1.**
Côte-d'Ivoire - Sénégal **1.**
Départements d'outre-mer **3.**
Enseignement **8.**
Politique économique et sociale **5.**
Politique extérieure **1, 2, 3, 4.**
Procédure législative **1.**
Radiodiffusion et télévision **8, 9.**

RATEAU (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **329.**

RECEVABILITE FINANCIERE DES AMENDEMENTS

Voir *Procédure législative* **1.**

RECEVEURS-DISTRIBUTEURS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), budget annexe des postes et télécommunications.

RECHERCHE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, santé, emploi. — II : Santé, solidarité nationale ; Départements et territoires d'outre-mer ; Education nationale ; Mer ; Recherche et industrie, énergie.
Parlement **9.**

Incitation fiscale à la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture), article 52 *bis*.

— médicale

Voir *Professions et activités médicales* **6.**

Personnels de la —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.
Recherche scientifique et technique **1.**

— universitaire

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1. — Projet de loi n° 893 d'orientation de la **recherche** et du **développement technologique.** — *Sénat* (première lecture), **n° 242** (1981-1982), dépôt le 6 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, sous le titre « projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ». — Urgence déclarée. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Rapport n° **325** (1981-1982) (11 mai 1982). — Discussion les 13, 14 et 19 mai 1982. — Adoption le 19 mai 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique. » — Projet de loi n° **88** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **893**, dépôt le 24 mai 1982. — Renvoi à la commission spéciale. Nomination [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666). — Bureau [*J. O.* du 27 mai 1982] (p. 1676). — Rapporteur : M. Philippe Bassinet. — Rapport n° **953** (16 juin 1982). — Discussion les 21, 22, 23 juin 1982. — Adoption le 23 juin 1982. — Nouveau titre : « Projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ». — Projet de loi n° **177.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).
Bureau [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Philippe Bassinet. — Rapport n° **969** (24 juin 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Rapport n° **424** (1981-1982) (24 juin 1982).
La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **971**, dépôt le 24 juin 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Philippe Bassinet. — Rapport n° **973** (24 juin 1982). — Discussion le 28 juin 1982. — Adoption avec modifications le 28 juin 1982. — Projet de loi n° **190.**

Sénat (deuxième lecture), n° **437** (1981-1982), dépôt le 29 juin 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Rapport n° **439** (1981-1982) (29 juin 1982). — Discussion le 30 juin 1982. — Adoption avec modifications le 30 juin 1982. — Projet de loi n° **129** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **988**, dépôt le 30 juin 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Philippe Bassinet. — Rapport n° **989** (30 juin 1982). — Discussion le 30 juin 1982. — Adoption définitive le 30 juin 1982. — Projet de loi n° **196.**

Loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 publiée au *J. O.* du 16 juillet 1982 (p. 2270) :

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 juin 1982] (p. 3642-3667) :

Assises régionales et colloque national sur la recherche et la technologie : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3645) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3651) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3653) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3656) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3661) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3674) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 3676) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 3677).
Centres techniques : *Birraux* (*Claude*) (p. 3660) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 3670).
Comités consultatifs de la recherche auprès des conseils régionaux : *Bêche* (*Guy*) (p. 3675) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 3679).
Comités d'entreprise : *Chapuis* (*Robert*) (p. 3656) ; *Le Baill* (*Georges*) (p. 3676).
Commercialisation : *Galley* (*Robert*) (p. 3654).
Conseil économique et social (avis du —) : *Beauchamp* (*Georges*) (p. 3650).
Contraintes budgétaires : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3646-3680) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3654) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3658) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3669).
Contrats de plan : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3646) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3652) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3657).
Coopération internationale : *Galley* (*Robert*) (p. 3655) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3661).
Effort budgétaire (évolution du budget civil de la recherche : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3648-3650) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3651) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3654) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3658) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3658-3668) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3668) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 3672).
Enjeu culturel : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3644) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3648) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3652) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3661) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3674).
Enseignement supérieur, notamment universités : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3645-3680-3683) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3648-3649) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3652) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3655) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3656) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3659) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3663) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3668) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 3679).
Entreprises nationales (effort de recherche des —) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3644-3683) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3652) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3654) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3659) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 3670) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 3672-3673) ; *Le Baill* (*Georges*) (p. 3676).
Entreprises privées (effort de recherche des —) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3644-3681) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3651) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3655) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3659) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 3669) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 3672) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 3672-3673).
Equipements : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3646) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3663) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3678).
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3647) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3648) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3656) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3669).
Europe (coopération en —) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3645) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3656).
Evaluation : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 3671) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3680).
Filière électronique : *Haye* (*Kléber*) (p. 3673).
Groupements d'intérêt public : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3647) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3648-3650) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3669) ; *Le Baill* (*Georges*) (p. 3676) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 3677-3678) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3678).
Incitations fiscales : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3644-3683) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3655) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3659-3660) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 3673).
Information scientifique et technique : *Sicard* (*Odile*) (p. 3676) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3678).
Instituts universitaires de technologie : *Haye* (*Kléber*) (p. 3673).
Langue française : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3645) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3661) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 3671).
Lancement d'une encyclopédie du XXIe siècle : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3645).
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3645) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3657).
Organismes de recherche (démocratisation) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3647-3682) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3655) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3656-3657) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3658) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3663) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 3674) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3678).
Parlement et politique de recherche : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3645-3647-3683) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3655) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3661).
Part des dépenses de recherche dans le P. I. B. : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3648-3650) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3651) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3654) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3656) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3658) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3661) ; *Charzat* (*Michel*) (p. 3670) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 3672) ; *Madrelle* (*Philippe*) (p. 3674).
Personnels de la recherche (effectifs) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3646) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3658) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3662) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 3671).
Personnels de la recherche (formation) : *Hermier* (*Guy*) (p. 3652) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3653) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 3656) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3659) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 3673) ; *Haye* (*Kléber*) (p. 3673) ; *Le Baill* (*Georges*) (p. 3676) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 3676, 3677) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3678) ; *Dérosier* (*Bernard*) (p. 3679) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3683).
Personnels de la recherche (garanties) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3647-3681) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3649-3650) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 3652) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3662, 3663) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 3678).
Personnels de la recherche (mobilité) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3647) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3650) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3660) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3669) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 3671) ; *Le Baill* (*Georges*) (p. 3676).

Programmes de développement technologique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3647) ; *Charzat (Michel)* (p. 3670).

Programmes mobilisateurs (notamment détermination des secteurs) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3646-3681) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3650) ; *Hermier (Guy)* (p. 3652) ; *Galley (Robert)* (p. 3655) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3656, 3657) ; *Birraux (Claude)* (p. 3660) ; *Quilès (Paul)* (p. 3662) ; *Charzat (Michel)* (p. 3670) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3672) ; *Lareng (Louis)* (p. 3678).

Rapport annexé : *Galley (Robert)* (p. 3655).

Recherche appliquée : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3644, 3646, 3681) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3649) ; *Galley (Robert)* (p. 3653) ; *Quilès (Paul)* (p. 3662) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3671).

Recherche fondamentale : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3644, 3646) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3649) ; *Galley (Robert)* (p. 3653) ; *Quilès (Paul)* (p. 3662) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3671).

Recherche médicale : *Lareng (Louis)* (p. 3678) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3683-3684).

Recherche militaire : *Madrelle (Philippe)* (p. 3674, 3675) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3683).

Reconquête du marché intérieur : *Quilès (Paul)* (p. 3661) ; *Charzat (Michel)* (p. 3670) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3672) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3681).

Régionalisation : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3645, 3682) ; *Galley (Robert)* (p. 3654) ; *Birraux (Claude)* (p. 3660) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3671) ; *Bêche (Guy)* (p. 3675) ; *Derosier (Bernard)* (p. 3679).

Sciences humaines et sociales : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3645, 3680) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3649) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3656, 3657) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3671) ; *Tavernier (Yves)* (p. 3674).

Sénat (position du —) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3643) ; *Hermier (Guy)* (p. 3651) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3656) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3671) ; *Bêche (Guy)* (p. 3675).

Technologies et emplois : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3645).

Tiers monde (coopération avec le —) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3646) ; *Birraux (Claude)* (p. 3651) ; *Hermier (Guy)* (p. 3652) ; *Galley (Robert)* (p. 3656).

Valeur juridique du texte soumis au Parlement : *Foyer (Jean)* (p. 3668, 3669, 3683) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3668, 3683).

Valorisation. — Anvar : *Galley (Robert)* (p. 3654) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3657) ; *Lareng (Louis)* (p. 3678).

Vote favorable du groupe socialiste : *Chapuis (Robert)* (p. 3657) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3673).

Discussion des articles [22 juin 1982] (p. 3686, 3706, 3727), [23 juin 1982] (p. 3758) :

Titre Ier : *dispositions générales* :

Chapitre Ier : *objectifs globaux de la politique de recherche et de développement technologique* :

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (modification de l'intitulé du titre Ier : « programmation des moyens de la recherche publique et des actions de développement technologique ») : adopté ; en conséquence, l'intitulé du titre Ier est ainsi rédigé ; amendement n° 2 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre Ier) (p. 3686) : adopté ; en conséquence, la division et l'intitulé du chapitre Ier sont supprimés.

Article 1er (*caractère prioritaire de la recherche et du développement*) : adopté.

Article 2 (*programmation de l'effort national de recherche*) : absence d'une aide fiscale en faveur de la recherche ; rythme de croissance de l'effort de recherche des entreprises publiques et des entreprises privées ; nécessité de prendre des engagements en matière d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; aide indirecte en faveur des entreprises (p. 3687) ; croissance des dépenses de recherche des entreprises nationales et nationalisation « déguisée » ; amendement n° 3 de la commission (tendant à rétablir l'article 2 dans sa rédaction initiale : indication des rythmes de croissance des crédits inscrits au budget civil de la recherche et du développement technologique et des effectifs employés dans la recherche publique) ; sous-amendement n° 157 de M. Claude Birraux (critères d'augmentation des effectifs ; programmation de l'ensemble de l'effort budgétaire de recherche ; révision des objectifs) (p. 3688) ; incitations fiscales ; dévaluation et réduction des crédits affectés au budget civil de la recherche ; sous-amendement n° 157 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 3 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 2 ; amendements n° 91, n° 92 et n° 93 de M. Robert Galley devenus sans objet (p. 3689).

Après l'article 2 : amendement n° 69 de M. Claude Birraux (effort de recherche demandé aux entreprises ; création d'une aide indirecte) ; nécessité de distinguer la part de la recherche effectuée par les entreprises et la part de la recherche financée par ces entreprises ; amendement n° 69 : rejeté.

Article 3 (*catégories d'actions mises en œuvre par le budget civil de la recherche*) : programmes mobilisateurs ; rôle du Parlement (p. 3690) ; amendement n° 4 de la commission (proposant de revenir au texte initial en modifiant l'ordre d'énumération des catégories d'actions mises en œuvre dans le budget civil) ; indication de la progression des crédits annuels de la recherche fondamentale ; procédure d'élaboration des programmes mobilisateurs ; amendement n° 153 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article 3) ; liste des programmes mobilisateurs ; mise en œuvre des programmes mobilisateurs sous l'égide d'un comité national (p. 3691) ; amendement n° 95 de M. Robert Galley (précisant que les programmes mobilisateurs sont mis en œuvre sous la responsabilité du comité interministériel de coordination) ; effort en faveur des recherches fondamentales ; amendement n° 153 : retiré ; sous-amendement n° 183 du Gouvernement à l'amendement n° 4 (précisant que les catégories d'actions sont au nombre de quatre) : adopté ; sous-amendement n° 184 du Gouvernement à l'amendement n° 4 (précisant que le développement des recherches fondamentales sera assuré) (p. 3692) : adopté ; sous-amendement n° 185 du Gouvernement à l'amendement n° 4 (de conséquence) : adopté ; sous-amendement n° 70 de M. Claude Birraux à l'amendement n° 4 (précisant que les programmes mobilisateurs devront être approuvés par le Parlement) ; vote hostile du groupe socialiste ; sous-amendement n° 70 : rejeté ; sous-amendement n° 71 de M. Claude Birraux (mise en œuvre des programmes mobilisateurs sous la responsabilité d'un comité de coordination) (p. 3693) : rejeté ; amendement n° 4, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 3 ; amendement n° 95 de M. Robert Galley devenu sans objet.

Article 4 (*contrôle parlementaire de la réalisation des objectifs fixés par la loi*) : place de l'université dans les activités de recherche et de développement technologique ; amendement n° 5 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (réexamen annuel par le Parlement des conditions de réalisation de l'effort de recherche) ; sous-amendement n° 158 de M. Robert Galley (réaffirmation du caractère prioritaire de la recherche) (p. 3694) ; sous-amendement n° 66 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Robert Montdargent (même objet) ; sous-amenment n° 158 : retiré ; sous-amendement n° 66 ; adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 8 de la commission (précisant la date à laquelle est présenté le rapport sur les activités de recherche et de développement technologique) ; sous-amendement n° 159 de M. Robert Galley (contribution des établissements d'enseignement supérieur à l'effort de recherche) (p. 3695) : adopté ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (suppression du cinquième alinéa) : adopté ; article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *bis* (*approbation des seuls programmes mobilisateurs*) : amendement n° 10 de la commission (de suppression) : réservé.

Avant l'article 5 : amendement n° 11 de la commission (visant à rétablir l'intitulé du titre II : « orientation de la recherche et du développement technologique ») : adopté ; en conséquence, la division et l'intitulé du titre II sont ainsi rétablis ; amendement n° 12 de la commission (tendant à rétablir l'intitulé du chapitre Ier : « dispositions générales ») : adopté ; en conséquence, la division du chapitre Ier et son intitulé sont ainsi rétablis ; amendement n° 13 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre Ier *bis* : « orientation de la recherche et du développement technologique ») : adopté ; en conséquence, la division et l'intitulé du chapitre Ier *bis* sont supprimés (p. 3696) ; amendement n° 14 de la commission (visant à rétablir l'intitulé de la section première : « la politique nationale ») : adopté ; en conséquence, la division et l'intitulé de la section première sont ainsi rétablis.

Article 5 (*objectifs de la politique de recherche et du développement technologique*) : promotion du français comme langue scientifique ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 16 de la commission soutenu par M. Yves Tavernier (relatif à l'appréciation de la qualité de la recherche ; faculté de recours) ; nécessité de garantir le pluralisme au sein des organismes de recherche ; procédure d'évaluation spécifique à l'activité de la recherche ; protection

des chercheurs (p. 3697) ; amendement n° 154 du Gouvernement (même objet tout en supprimant la faculté de recours) ; fonctionnement des commissions d'évaluation au sein du C. N. R. S. et de l'I. N. S. E. R. M ; réforme de ces organismes ; procédure d'appel (p. 3698) ; confusion entre l'évaluation des travaux et la possibilité de progression des carrières qui peut en découler ; amendements n° 16 et n° 154 : réservés à la demande de la commission.

Article 6 (*rôle du système de formation et de la radiodiffusion télévision*) : place que doit tenir le service public de la radiodiffusion dans la diffusion de la culture scientifique ; amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte initial en précisant que tous les niveaux d'enseignements sont concernés) : adopté (p. 3699) ; amendement n° 103 de M. Robert Galley (rédactionnel) : adopté après rectification ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 19 de la commission (recherche fondamentale ; sciences humaines et sociales) : adopté.

Article 7 (*politique de coopération internationale*) : forme de coopération scientifique (p. 3700) ; liens d'échange et de coopération avec les pays industrialisés de haute technologie ; relations avec le tiers-monde ; amendement n° 96 de M. Robert Galley (proposant une nouvelle rédaction en mettant l'accent sur la promotion de la coopération scientifique avec les pays industrialisés et technologiquement avancés, ainsi que la solidarité avec les pays de la C. E. E. et le tiers-monde) ; programme *Ariane* ; programme *Airbus* (p. 3701) ; amendement n° 96 : rejeté (p. 3702) ; amendement n° 72 de M. Claude Birraux (dimension universelle de la politique de coopérations en matière de recherche) : rejeté (p. 3706) ; amendement n° 20 de la commission (tendant à rétablir le texte initial : coopération avec les pays européens et effort dans le sens d'un codéveloppement) ; amendement n° 61 de M. Robert Montdargent (tendant à rétablir le texte initial) ; amendement n° 73 de M. Claude Birraux (tendant à rétablir le texte initial) ; amendement n° 20 : adopté ; en conséquence, amendements n°s 61 et 73 devenus sans objet ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 97 de M. Robert Galley (relatif à la coopération avec les pays du tiers-monde) (p. 3707) : rejeté.

Article 7 *bis* (*conseil supérieur de la recherche et de la technologie*) : problème de la composition de ce conseil ; amendement n° 21 de la commission (posant le principe de la concertation) : adopté (p. 3708) ; amendement n° 124 de M. Guy Hermier soutenu par M. Robert Montdargent (élargissement du champ des compétences du conseil supérieur de la recherche et de la technologie : répartition de l'enveloppe recherche, préparation du plan) ; sous-amendement n° 186 du Gouvernement (précisant que le conseil est consulté à la fois sur la répartition des crédits du budget civil de la recherche et du développement et sur la préparation du plan) : adopté ; amendement n° 124, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 74 de M. Claude Birraux (relatif à la composition du conseil : participation des représentants des entreprises publiques et privées) ; amendement n° 123 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Robert Montdargent (précisant la composition du conseil) ; sous-amendement n° 187 du Gouvernement (proposant de supprimer la référence aux personnels de la recherche) ; amendement n° 74 : rejeté ; sous-amendement n° 187 : adopté ; amendement n° 123, ainsi modifié, adopté ;

— article 7 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 3709).

Avant l'article 8 : amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'intitulé de la section II : « politique régionale ») : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé de la section II est ainsi rétabli.

Article 8 supprimé par le Sénat (*politique régionale de recherche*) : position du Sénat ; moyens de la région ; nécessité de préciser les compétences, les missions et les moyens financiers de la région ; amendement n° 23 de la commission (tendant à rétablir l'article 8) (p. 3710) ; sous-amendement n° 75 de M. Claude Birraux (rédactionnel : substitution aux mots « pôles technologiques régionaux » les mots « entités régionales de recherche ») : rejeté ; sous-amendement n° 76 de M. Claude Birraux (détermination des programmes régionaux en relation avec le conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : rejeté ; sous-amendement n° 77 de M. Claude Birraux (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 104 de M. Robert Galley (rédactionnel : substitution à l'expression « décloisonnement de la recherche » celle « d'intégration de la recherche dans le développement économique, social et culturel de la région ») (p. 3711) : adopté après correction ; amendement n° 23, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, l'article 8 est ainsi rétabli.

Article 9 supprimé par le Sénat (*modalités d'exécution des programmes d'intérêt national*) : programme de recherche interrégional ; exemple de la sidérurgie en Lorraine, du secteur agro-alimentaire et de la politique du littoral ; amendement n° 24 de la commission (rétablissant l'article 9 en ajoutant la possibilité d'élaborer des programmes interrégionaux de recherche) : adopté ;

— en conséquence, l'article 9 est ainsi rétabli (p. 3712).

Article 10 supprimé par le Sénat (*création d'un comité consultatif régional de recherche et de développement technologique*) : indépendance régionale ; composition des comités consultatifs ; représentation des forces socio-économiques et de la communauté scientifique ; amendement n° 25 de la commission (rétablissant l'article 10 en précisant que c'est à chaque région de se doter d'un tel comité) (p. 3713) ; sous-amendement n° 106 de M. Robert Galley (caractère facultatif de la constitution de comités consultatifs par région) : rejeté ; sous-amendement n° 125 de M. Guy Hermier soutenu par M. Robert Montdargent (précisant la composition du comité) ; sous-amendement n° 105 de M. Robert Galley (prise en compte de la spécificité de chaque région lors de la détermination de la composition des comités) (p. 3714) ; sous-amendement n° 125 : retiré ; sous-amendement n° 105 : rejeté ; sous-amendement n° 155 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 126 de M. Guy Hermier soutenu par M. Robert Montdargent (précisant que le comité consultatif doit avoir la possibilité de veiller à la répartition des crédits publics régionaux de recherche et être informé de leur emploi) : adopté ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, l'article 10 est ainsi rétabli.

Titre III : *dispositions relatives aux institutions* :

Chapitre I^er^ : *dispositions relatives aux établissements publics* :

Avant l'article 11 : amendement n° 27 de la commission (suppression de l'intitulé du titre III) : adopté ; en conséquence, l'intitulé du titre III est supprimé ; amendement n° 28 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre I^er^) (p. 3715) : adopté ; en conséquence, l'intitulé du chapitre I^er^ est supprimé ; amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'intitulé du chapitre II : « les moyens institutionnels) : adopté ; en conséquence, l'intitulé du chapitre II est ainsi rétabli ; amendement n° 29 de la commission (modifiant l'intitulé de la section première : « dispositions relatives à la recherche publique ») : adopté ; en conséquence, l'intitulé de la section première est ainsi rédigé.

Article 11 (*objet de la recherche publique*) : amendement n° 30 de la commission (élargissant l'objet de l'article 11 : mission de la recherche publique) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (relatif à la coopération devant s'instaurer en matière de formation à la recherche entre les organismes publics de recherche et les universités) : adopté (p. 3716) ; amendement n° 33 de la commission (précisant les organismes qui participent à la recherche publique et les trois statuts dont peuvent relever les établissements publics de recherche) ; sous-amendement n° 160 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (suppression de la mention des universités) : retiré ; sous-amendement n° 107 de M. Robert Galley (coopération des établissements publics de recherche et des entreprises publiques avec les établissements d'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 161 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley reporté à l'article 12 ; amendement n° 33 : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 12 : amendement n° 60 de la commission (suppression de l'intitulé de la section première *bis*) : adopté ; en conséquence, l'intitulé de la section première *bis* est supprimé (p. 3717).

Article 12 (*création d'établissements publics à caractère scientifique et technologique*) : fonctionnement des établissements publics administratifs ; amendement n° 34 de la commission (tendant à définir les établissements publics à caractère scientifique et technologique et à préciser les modalités de création de ceux-ci : décret pris après consultation du conseil supérieur de la recherche et de la technologie et du conseil supérieur de la fonction publique) ; sous-amendement n° 162 de M. Jean Foyer (relatif à l'objet des établissements publics à caractère

scientifique et technologique) (p. 3718) : rejeté ; sous-amendement n° 163 de M. Jean Foyer (suppression du troisième alinéa relatif à la procédure de création des établissements publics à caractère scientifique et technologique) ; sous-amendement n° 161 de M. Jean Foyer (création des établissements publics à caractère scientifique et technologique par décret après avis du conseil supérieur de la recherche) (p. 3719) ; sous-amendement n° 163 : retiré ; sous-amendement n° 161 : adopté ; amendement n° 34, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 12.

Article 13 supprimé par le Sénat (*organes directeurs des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) : amendement n° 35 de la commission (tendant à rétablir l'article 13 initial) ; sous-amendement n° 108 de M. Robert Galley (relatif à la composition et au rôle des conseils d'administration) (p. 3720) ; représentation des personnels ; sous-amendement n° 78 de M. Claude Birraux (limitant l'effectif des représentants élus du personnel et précisant le mode de scrutin de désignation de ces membres) ; réforme du conseil d'administration du C. N. R. S. et du pluralisme syndical (p. 3721) ; sous-amendement n° 108 : rejeté ; sous-amendement n° 78 : rejeté ; sous-amendement n° 79 de M. Claude Birraux (composition du conseil scientifique et des instances d'évaluation : présence de représentants élus du personnel « à fonction scientifique » et de personnalités scientifiques extérieures à l'établissement) : rejeté ; sous-amendement n° 109 de M. Robert Galley (suppression de la disposition précisant que les fonctions de direction et de responsabilité sont dissociées du grade) : rejeté ; sous-amendement n° 67 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Robert Montdargent (présence des représentants des organismes ou établissements intéressés, notamment de l'enseignement supérieur, dans les organes directeurs des E.P.S.T.) (p. 3722) : retiré ; amendement n° 35 : adopté ;

— en conséquence, l'article 13 est ainsi rétabli.

— **Après l'article 13** : statuts des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; problème des « hors-statuts » ; amendement n° 36 de la commission (statut du personnel des E. P. S. T.) ; sous-amendement n° 164 de M. Jean Foyer (précisant que seul le personnel ayant la qualité de fonctionnaire est régi par un statut particulier pris en application du statut général des fonctionnaires) (p. 3723) : rejeté ; amendement n° 36 : adopté (p. 3724).

Article 14 (*régime administratif, financier et comptable des E. P. S.T.*) : amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte initial, notamment des dotations globales de fonctionnement et d'équipement) ; assouplissement des méthodes de gestion ; amendement n° 37 : adopté ;

— en conséquence, l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 15 (*modalités d'action des E. P. S. T.*) : création de filiales par les E. P. S. T. ; amendement n° 114 de M. Robert Galley (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (précisant la nature de l'autorité donnant l'autorisation) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (autorisant les E. P. S. T. à participer à des groupements) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (contrôle par le conseil d'administration de l'E. P. S. T. des compétences des filiales) (p. 3728) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 supprimé par le Sénat (*modalités d'organisation et de fonctionnement des E. P. S. T.*) : amendement n° 98 de M. Robert Galley (détermination par décret des modalités d'organisation, des possibilités d'évolution des structures et des règles de fonctionnement des E. P. S. T.) ; amendement n° 41 de la commission (détermination par décret des modalités d'organisation et des règles de fonctionnement des E. P. S. T.) ; amendement n° 98 : rejeté ; amendement n° 41 : adopté ;

— en conséquence, l'article 16 est ainsi rétabli.

Après l'article 16 : amendement n° 165 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (application des dispositions des articles 14, 15 et 16 aux établissements publics à caractère administratif ayant dans leur objet des missions définies à l'article 11) (p. 3729) : rejeté.

Avant l'article 17 : amendement n° 42 de la commission (rétablissant l'intitulé de la section II : « groupement d'intérêt public ») : adopté ; en conséquence, l'intitulé est ainsi rétabli ; amendement n° 43 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre II) : adopté ; en conséquence, l'intitulé est supprimé.

Article 17 (*groupements d'intérêt public*) : amendement n° 166 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (prévoyant que les groupements d'intérêt public seront régis par l'ordonnance de 1967 relative aux groupements d'intérêt économique) (p. 3730) : rejeté ; amendement n° 44 de la commission (conditions de création des G. I. P. : participation des établissements publics ayant une activité de recherche et de développement technologique) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (suppression de la seconde phrase renvoyant à une loi ultérieure la définition des règles de création, d'organisation et de fonctionnement des G. I. P.) : adopté (p. 3731) ; amendement n° 46 de la commission (précisant les règles de fonctionnement, de constitution et de contrôle ainsi que la finalité des G. I. P.) (p. 3731) ; sous-amendement n° 115 de M. Robert Galley (suppression du deuxième alinéa proposant que les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public devront disposer ensemble de la majorité des voix dans l'assemblée du groupement et dans le conseil d'administration qu'elles désignent) (p. 3732) : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 110 de M. Robert Galley (condition de nomination d'un commissaire du Gouvernement : origine publique de la majorité des fonds destinés au financement des actions du G. I. P.) : rejeté ; sous-amendement n° 111 de M. Robert Galley (modifiant les conditions dans lesquelles le groupement doit être approuvé par l'autorité administrative) : rejeté ; sous-amendement n° 112 de M. Robert Galley (précisant que le G. I. P. ne peut être soumis au contrôle de la Cour des comptes que lorsque le financement de ses actions a été en majorité d'origine publique) : rejeté ; amendement n° 46 : adopté (p. 3733) ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *personnels de la recherche* :

Article 18 (*apprentissage des méthodes de la recherche*) : amendement n° 47 de la commission (précisant que la formation de la recherche et par la recherche s'effectue dans le cadre des responsabilités conférées par la loi au ministre de l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 80 de M. Claude Birraux (secret de certaines recherches effectuées dans les laboratoires d'entreprise) (p. 3734) : rejeté ; amendement n° 168 de M. Robert Galley (attribuant aux instituts universitaires de technologie une mission de recherche) ; futur projet de loi portant orientation de l'enseignement supérieur (p. 3735) ; amendement n° 168 retiré ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*aides individuelles à la recherche*) : emploi de stagiaires universitaires ; amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 99 de M. Robert Galley (limitant à cinq ans la durée du contrat conclu avec les bénéficiaires des aides) : rejeté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté (p. 3736).

Article 20 (*missions des métiers de la recherche*) : amendement n° 49 de la commission (précisant que les métiers de la recherche concourent à une mission d'intérêt national) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (suppression de la mission de conservation des connaissances) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*garanties accordées aux personnels de la recherche publique*) : formation permanente ; mobilité des chercheurs ; amendement n° 51 de la commission (visant à couvrir l'ensemble des personnels de la recherche publique) (p. 3737) : adopté ; amendement n° 100 de M. Robert Galley (relatif aux conditions de mobilité des personnels) : rejeté ; amendement n° 52 de la commission (relatif aux conditions de mobilité des personnels) ; sous-amendement n° 189 du Gouvernement à l'amendement n° 52 (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 52, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 81 de M. Claude Birraux (tendant à permettre une collaboration simultanée) (p. 3738) : adopté après rectification ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 (*statut des personnels des E.P.S.T.*) : amendement n° 156 du Gouvernement (rétablissant le texte initial en énumérant les différents types de dérogations qui devront être apportées au statut général de la fonction publique) ; amendement n° 167 de M. Philippe Bassinet (rétablissant le texte initial en énumérant les différents types de dérogations qui devront être apportées au statut général de la fonction publique) (p. 3739) ; sous-amendement n° 188 de la commission à l'amendement n° 156 (relatif au recrutement par concours) ; article 40 de la Constitution ; modalités actuelles du recrutement dans les grands organismes scientifiques ; amendement n° 167 retiré ; sous-amendement n° 188 adopté ; amendement n° 156, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 101 de M. Robert Galley (institution d'une instance spéciale d'évaluation de la

recherche technologique appliquée ou pédagogique permettant d'apprécier les travaux de recherche des personnels des universités estimant que leur activité statutaire de recherche ressortit de ces domaines) : rejeté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté (p. 3740).

Après l'article 22 : amendement n° 102 de M. Robert Galley (proposant que les différentes catégories de personnels des E. P. S. T. auront un déroulement de carrière au moins comparable à celui dont ils bénéficiaient avant leur intégration dans la fonction publique) (p. 3741) : rejeté.

Article 23 supprimé par le Sénat (*convention collective concernant les travailleurs scientifiques des entreprises*) : consultation du comité d'entreprise ; amendement n° 54 de la commission (rétablissant l'article 23 du texte initial) ; sous-amendement n° 113 de M. Robert Galley (visant à accentuer la liberté de négociation) (p. 3742) : rejeté ; amendement n° 54 adopté ;

— en conséquence, l'article 23 est ainsi rétabli.

Après l'article 23 : amendement n° 63 de M. Guy Hermier soutenu par M. Vincent Porelli (consultation du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise) : retiré ; amendement n° 55 de la commission (consultation du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise) ; secret de la recherche (p. 3743) ; amendement n° 55 adopté.

Article 24 (*dérogations à la règle d'ouverture du droit à pension en faveur des chercheurs*) : amendement n° 56 de la commission (prise en compte des services accomplis par les fonctionnaires dans les établissements publics à caractère industriel ou commercial et les organismes privés) ; corps d'ingénieurs ;

— article 24 réservé (p. 3744).

Après l'article 5 (amendements précédemment réservés) : amendements n°s 16 et 154 : réservés jusqu'à la discussion de l'article 25.

Article 25 supprimé par le Sénat (*approbation du rapport annexé*) : irrecevabilité de l'amendement déposé par M. Claude Birraux (visant à faciliter le décloisonnement et la mobilité par des mesures incitatrices) ; programme mobilisateur (p. 3745) ; valeur juridique du rapport annexé (p. 3746) ; amendement n° 127 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Robert Montdargent (visant à fait concourir les organismes de crédit et la communauté internationale à l'effort de recherche) : adopté après rectification ; amendement n° 116 de M. Robert Galley (intégration de la recherche universitaire dans la programmation des moyens de la recherche publique et des actions de développement technologique) (p. 3747) : réservé à la demande du Gouvernement ; amendement n° 82 de M. Claude Birraux (suppression de la disposition relative à la progression différenciée de l'effort de recherche selon qu'il s'agit des entreprises publiques ou des entreprises privées) : rejeté ; amendement n° 128 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Robert Montargent (précisant que les entreprises nationales devront favoriser l'essor et le développement des P. M. I.) : adopté ; amendement n° 129 de M. Robert Montargent (coordination des différentes formes d'aide de l'Etat) : retiré ; amendement n° 130 de M. Guy Hermier soutenu par M. Robert Montargent (droit de regard des comités d'entreprise sur l'utilisation des fonds publics) : retiré (p. 3748) ; amendement n° 169 de M. Philippe Bassinet (tendant à favoriser la mobilité interne au secteur public de recherche) : réservé ; amendement n° 171 de M. Philippe Bassinet (publicité des études et des missions ayant conduit à la justification et à la détermination des programmes mobilisateurs) : adopté ; amendement n° 170 de M. Philippe Bassinet (référence aux centres techniques industriels) : adopté ; amendement n° 131 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Robert Montargent (associant les représentants des partenaires sociaux à la gestion des programmes) ; amendement n° 172 de M. Philippe Bassinet (associant la communauté scientifique et les partenaires sociaux et économiques à l'élaboration des nouveaux programmes) ; amendement n° 131 retiré ; amendement n° 172 adopté ; amendement n° 132 de M. Robert Montargent (tendant à favoriser les recherches liées à la valorisation du milieu naturel) : retiré (p. 3749) ; amendement n° 133 de M. Guy Hermier (tendant à modifier l'intitulé du sixième paragraphe du « *a* » : les programmes mobilisateurs : « production et utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique ») : adopté ; amendement n° 134 de M. Vincent Porelli (tendant à intégrer le développement de la filière nucléaire surrégénératrice dans les programmes mobilisateurs du chapitre III) : retiré ; amendement n° 117 de M. Robert Galley (tendant à insérer un nouveau programme mobilisateur relatif à l'essor de l'industrie automobile et des moyens de transport) (p. 3750) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Robert Montargent (de précision, relatif au développement de l'informatique) : adopté ; amendement n° 136 de M. Guy Hermier soutenu par M. Robert Montargent (de précision, relatif à la recherche électronique) : retiré ; amendement n° 118 de M. Robert Galley (tendant à insérer un nouveau programme mobilisateur : « progrès de la filière industrie textile ») (p. 3751) : rejeté ; amendement n° 83 de M. Claude Birraux (tendant à réécrire le programme mobilisateur : « recherche scientifique et innovation technologique au service du développement du tiers monde ») : rejeté (p. 3752) ; amendements n° 137, n° 138 et n° 139 de M. Robert Montargent (rédactionnels : substitution à l'expression « pays du tiers monde » celle de « pays en voie de développement ») : adoptés ; amendement n° 140 de M. Vincent Porelli : retiré (p. 3753).

[23 juin 1982] (p. 3758) :

Article 25 (*suite*) : rapport annexé (*suite*) : amendement n° 173 de M. Philippe Bassinet (précisant que l'action de promotion du français comme langue scientifique s'inscrit dans le cadre de la défense de toutes les langues menacées) : adopté (p. 3758) ; amendement n° 84 de M. Claude Birraux (précisant les actions en vue de la promotion du français comme langue scientifique dans le domaine de l'édition) : retiré ; amendement n° 120 de M. Robert Galley (reltif aux relations avec le tiers monde et aux moyens de diffusion radiophonique et télévisée) : rejeté ; amendement n° 85 de M. Claude Birraux (précisant que, dans le cadre de l'action en faveur de la promotion du français comme langue scientifique, les représentants de la France dans les organisations internationales seront de nationalité française) : rejeté ; amendement n° 86 de M. Claude Birraux (tendant à préciser l'action des conseillers scientifiques à l'étranger en faveur de la promotion du français comme langue scientifique) : rejeté (p. 3759) ; amendement n° 87 de M. Claude Birraux (insistant sur le renforcement des agences régionales d'information scientifique et technique et des centres techniques industriels comme moyen de développement technologique du tissu industriel) ; amendement n° 178 de M. Robert Galley (insistant sur le renforcement des agences régionales d'information scientifique et technique et des centres techniques industriels comme moyen de développement technologique du tissu industriel) ; amendement n° 87 rejeté ; amendement n° 178 rejeté ; amendement n° 141 de M. Robert Montargent soutenu par M. Vincent Porelli (effort du secteur bancaire nationalisé et de ses établissements nationaux en faveur du développement technologique du tissu industriel) : retiré ; amendement n° 142 de M. Guy Hermier soutenu par M. Vincent Porelli (démocratisation des structures institutionnelles intervenant dans la mise en œuvre de l'action de développement de la technologie du tissu industriel) (p. 3760) : retiré ; amendement n° 143 de M. Guy Hermier soutenu par M. Vincent Porelli (précisant que l'élaboration et le suivi du programme « développement technologique du tissu industriel » se feront en concertation avec les comités d'entreprise des établissements concernés) : retiré ; amendement n° 144 de M. Robert Montdargent soutenu par M. Vincent Porelli (précisant que les actions du programme « développement technologique du tissu industriel » auront pour but de participer à la reconquête du marché intérieur) : retiré (p. 3761) ; amendement n° 180 de M. Robert Galley (précisant que les actions du programme : « développement technologique du tissu industriel » auront pour but de participer à la reconquête du marché intérieur) : rejeté ; amendement n° 179 de M. Robert Galley (tendant à ajouter le programme : « recherche scientifique et tiers monde » à la liste des programmes mobilisateurs) : rejeté (p. 3763) ; amendement n° 181 de M. Claude Birraux (visant à ajouter le programme de développement de l'agriculture biologique à la liste des programmes mobilisateurs) : rejeté ; amendement n° 182 de M. Claude Birraux (tendant à ajouter le programme « maîtrise du développement de la machine-outil-robotique » à la liste des programmes mobilisateurs) : rejeté (p. 3764) ; amendement n° 194 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction du chapitre consacré à la recherche fondamentale sur les sciences de l'homme et de la société en insistant sur la recherche universitaire) ; amendement n° 116 de M. Robert Galley précédemment réservé (proposant une nouvelle rédaction du chapitre consacré à la recherche fondamentale sur les sciences de l'homme et de la société en insistant sur la recherche universitaire) : retiré ; amendement n° 175 de M. Philippe Bassinet soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (tendant à insister sur l'importance des sciences sociales et humaines) ; amendement n° 174 de M. Philippe Bassinet (tendant à compléter et à développer la partie consacrée à la recherche fondamentale) (p. 3767) ; amendement n° 88 de M. Claude Birraux (relatif à la recherche universitaire) : retiré ; amendement n° 194 adopté après rectification ;

en conséquence, amendements n°s 175 et 174 devenus sans objet ; amendement n° 145 de M. Vincent Porelli (relatif au rôle de l'instrumentation scientifique dans la recherche fondamentale) : retiré ; amendement n° 146 de M. Guy Hermier soutenu par M. Vincent Porelli (visant à ne pas remettre en cause les équipements nécessaires à la recherche fondamentale) : retiré ; amendement n° 147 de M. Vincent Porelli (visant à développer en continuité du programme Cray-one un équipement de technologie française) : adopté ; amendement n° 176 de M. Philippe Bassinet (accroissement des moyens des bibliothèques des sciences sociales et humaines) : adopté (p. 3768) ; amendement n° 191 du Gouvernement (précisant les objectifs et les moyens des programmes engagés dans les secteurs industriels de pointe et de base) : adopté ; amendement n° 148 de M. Robert Montdargent (ajoutant la machine-outil à la liste des secteurs dans lesquels les recherches appliquées doivent être développées) : retiré ; amendement n° 192 du Gouvernement (ajoutant l'automobile, la sidérurgie et le textile, les ressources du sous-sol et l'environnement à la liste des secteurs dans lesquels les recherches appliquées doivent être développées) : adopté (p. 3769) ; amendement n° 121 de M. Robert Galley (tendant à mentionner les surrégénérateurs dans le programme de développement technologique électro-nucléaire) ; amendement n° 150 de M. Vincent Porelli (tendant à mentionner les surrégénérateurs dans le programme et développement technologique électro-nucléaire) (p. 3770) ; dépendance énergétique ; surrégénérateurs ; office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; amendement n° 121 retiré ; amendement n°s 150 et 151 retirés ; amendement n° 195 du Gouvernement (relatif aux surrégénérateurs) : adopté (p. 3771) ; amendement n° 196 du Gouvernement (développement des études sur le stockage des déchets dans le cadre du programme de développement technologique électro-nucléaire) : adopté ; amendement n° 152 de M. Vincent Porelli (poursuite des études en vue du lancement d'un pilote de démonstration par voie chimique dans le cadre du développement technologique électro-nucléaire) : adopté après rectification ; amendement n° 122 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert Galley (création d'un programme de développement technologique « sidérurgie ») (p. 3772) : rejeté ; amendement n° 169 de M. Philippe Bassinet précédemment réservé à la demande du Gouvernement (tendant à favoriser la diffusion de l'information scientifique) : adopté ; amendement n° 59 de M. Philippe Bassinet (tendant à rétablir l'article 25 du projet initial) ; amendement n° 65 de M. Guy Hermier soutenu par M. Vincent Porelli (tendant à rétablir l'article 25 du projet initial) ; amendement n° 65 retiré, amendement n° 59 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 25.

Article 4 *bis* (précédemment réservé) : amendement n° 10 de la commission (suppression de l'article 4 *bis* relatif à l'approbation des programmes mobilisateurs) : adopté ;

— en conséquence, l'article 4 *bis* est supprimé (p. 3773).

Article 24 (précédemment réservé) : amendement n° 56 de la commission (relatif à l'ouverture du droit à pension en faveur des chercheurs) ; sous-amendement n° 190 du Gouvernement (tendant à insérer le terme « ingénieur ») : adopté ; amendement n° 56, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 57 de la commission (de cohérence) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 (amendements précédemment réservés) : amendement n° 16 de la commission (relatif à l'évaluation de la recherche) ; sous-amendement n° 193 de M. Philippe Bassinet (précisant les principes de procédure) (p. 3774) : adopté après rectification ; amendement n° 16, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 154 du Gouvernement devenu sans objet.

Titre : amendement n° 58 de la commission (modifiant l'intitulé du projet de loi) : adopté ;

— en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Explications de vote (p. 3775) :

C.N.R.S. : *Birraux* (*Claude*) (p. 3776).

Incitations fiscales : *Birraux* (*Claude*) (p. 3777) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3778).

Personnels : *Joxe* (*Pierre*) (p. 3776) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3776) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3778) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3778).

Portée juridique : *Joxe* (*Pierre*) (p. 3776) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3777).

Vote favorable du groupe communiste : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 3777).

Vote favorable du groupe socialiste : *Joxe* (*Pierre*) (p. 3775).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Galley* (*Robert*) (p. 3778).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Birraux* (*Claude*) (p. 3777).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 3779).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1982] (p. 3942) :

Echec de la C. M. P. : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 3943) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 3943).

Discussion des articles [28 juin 1982] (p. 3943) :

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté (p. 3943).

Article 4 : adopté.

Article 4 *bis* : supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 5 : adopté.

Article 5 *bis* : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 6 *bis* : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 8 : amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3944) ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 7 retiré ; amendement n° 1 adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : amendement n° 2 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (de précision) : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 13 *bis* : adopté (p. 3945).

Article 14 : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 17 : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : adopté.

Article 20 : adopté.

Article 21 : adopté (p. 3946).

Article 22 (réservé jusqu'à la fin du débat à la demande du rapporteur).

Article 23 : adopté.

Article 23 *bis* : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 25 (réservé jusqu'à l'examen du rapport annexé).

Rapport annexé : amendement n° 4 de M. Philippe Bassinet (tendant à insérer un nouvel intitulé dans la partie consacrée à la recherche fondamentale : « un développement garanti ») : adopté ; amendement n° 5 de M. Philippe Bassinet (tendant à insérer un nouvel intitulé dans la partie réservée à la recherche fondamentale : « une situation spécifique ») : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (changement de place d'un alinéa) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (tendant à insérer un nouvel intitulé dans la partie réservée à la recherche fondamentale : « conséquences en matière d'équipement ») : adopté

après rectification ; amendement n° 11 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 3947) ; amendement n° 12 du Gouvernement (de précision) : adopté.

Article 25 (précédemment réservé) : adopté.

Article 22 (précédemment réservé) : amendement n° 9 du Gouvernement (relatif aux dérogations au principe du recrutement par concours) : retiré ; amendement n° 3 de la commission (relatif aux modalités du recrutement par concours) : retiré ;

— article 22 adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3948).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1982] (p. 4092) :

Application de l'article 45, alinéa 4 de la Constitution : *Derosier (Bernard)* (p. 4092) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4093).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Galley (Robert)* (p. 4093).

Discussion des articles [30 juin 1982] (p. 4093) :

Article 2 ;

Article 3 ;

Article 4 (p. 4093).

Article 4 *bis* : supprimé.

Article 5 ;

Article 6 ;

Article 6 *bis* **;**

Article 7 ;

Article 7 *bis* **;**

Article 8 ;

Article 9 ;

Article 10 ;

Article 11 ;

Article 12 ;

Article 13 (p. 4094).

Article 13 *bis* **;**

Article 14 ;

Article 15 ;

Article 16 ;

Article 17 ;

Article 18 ;

Article 19 ;

Article 20 ;

Article 21 ;

Article 22 (p. 4095).

Article 23 ;

Article 23 *bis* **;**

Article 24 ;

Article 25 ;

Rapport annexé (p. 4096).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4097).

REDEVANCE POUR LA CONSTRUCTION DE BUREAUX ET LOCAUX DE RECHERCHE

Voir *Aménagement du territoire* **1.**

REDEVANCE POUR CREATION DE LOCAUX (ILE-DE-FRANCE)

Voir *Aménagement du territoire* **1.**

REDEVANCE (radio-télévision)

Voir *Audiovisuel* **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision ; article 50.

REDEVANCES DE SURETE NUCLEAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article **60.**

REEVALUATION DES BILANS

Voir *Entreprises* **11.**

REFERENDUM

Voir *Communes* **9.**

Départements d'outre-mer **4.**

— dans l'entreprise

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

REFUGIES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), **Affaires sociales** et solidarité nationale.

— politiques

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (R. A. T. P.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), **Transports.**

REGIE FRANÇAISE DE PUBLICITE

Voir *Audiovisuel* **1.**

REGIMES MATRIMONIAUX

Voir *Commerce et artisanat* **4.**

REGIONALISATION

Voir *Audiovisuel* **1.**

Recherche scientifique et technique **1.**

REGIONS

4. — Proposition de loi n° 624 tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 portant création et organisation de la **région d'Ile-de-France.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Bertrand Delanoé (28 janvier 1982).

Voir *Audiovisuel* **1.**

Collectivités locales **1, 2, 3, 7.**

Corse **2, 4.**

Départements d'outre-mer **5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Plan et aménagement du territoire ; Recherche et industrie, énergie.

Lorraine **1.**

Plan **2.**

Elections

Voir *Questions au Gouvernement* **299.**

Exonération des droits de mutation et d'enregistrement

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 63.

Limites territoriales
Voir *Questions orales sans débat* **146.**

Plafonnement des ressources fiscales
Voir *Collectivités locales* **7.**

Politique culturelle
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

REGIONS RURALES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir *Rappels au règlement* **288.**

Article 91, alinéa 2, du —
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement ; Services du Premier ministre.

REGLEMENT INTERIEUR

Voir *Travail* **9.**

REGULATION BUDGETAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

REGULATION DES NAISSANCES

1. — Proposition de loi n° 147 relative à **l'insémination artificielle des êtres humains.**
Assemblée nationale (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Hugues Colonna (7 octobre 1982).

RELANCE

Voir *Epargne* **4.**

RELATIONS EXTERIEURES

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** article **7.**

RELIGION

Voir *Audiovisuel* **1.**

REMEMBREMENT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

REMONTEES MECANIQUES

Voir *Questions orales sans débat* **196.**
Transports **2.**

RENAULT-FLINS (usine)

Voir *Questions au Gouvernement* **214.**

RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS

Voir *Questions orales sans débat* **285.**

RENTES VIAGERES

Voir *Epargne* **4.**
Lois de finances **6** (première partie), article 26 ; (deuxième partie), Economie et finances. — I : charges communes.

REPORTS DE CREDITS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article 47.

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Voir *Travail* **6, 8.**

REPRISE DU LOGEMENT PAR LE PROPRIETAIRE

Voir *Baux* **6.**

REPUBLIQUE D'ISLANDE

Voir *Traités et conventions* **30.**

RESEAU MULTISERVICES A LARGE BANDE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

RESEAUX DE CHALEUR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

RESERVE (devoir de —)

Voir *Audiovisuel* **1.**

RESERVES

Voir *Mer et littoral* **8.**

RESIDENCES SECONDAIRES

Voir *Elections et référendum* **16.**
Lois de finances **6** (première partie), article 4.

RESISTANTS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **6.**

RESPONSABILITE CIVILE

3. — Proposition de loi n° 330 tendant à assurer **l'indemnisation des victimes d'attentats.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Charles Millon (14 avril 1982).

4. — Proposition de loi n° 1189 tendant à améliorer **l'indemnisation des victimes d'attentats.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Pierre Gascher. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (25 novembre 1982).

5. — Proposition de loi n° 1360 portant création de commissions d'indemnisation compétentes en matière de **responsabilité médicale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Mer et littoral* **6.**
Protection civile **4.**
Transports aériens **2.**

RESPONSABILITE MEDICALE

Voir *Responsabilité civile* **5.**

RETENUES COLLINAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

RETRAITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Commerce et artisanat **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi.
Questions orales sans débat **302.**

Age de la —

Voir *Pétitions* **41.**
Questions au Gouvernement **485.**

— à soixante ans

Voir *Questions au Gouvernement* **424.**
Sécurité sociale **11.**

Syndicats de retraités

Voir travail **6, 7, 8, 9.**

RETRAITES COMPLEMENTAIRES

Voir *Enseignement privé* **2.**
Lois de finances **6** (première partie), article 10.

RETROACTIVITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Collectivités locales **3.**
Français **4.**

— de la loi

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

REUNION (île de la —)

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

REVENU CADASTRAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

REVENUS

Voir *Politique économique et sociale* **4.**

Blocage des —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Motions de censure **6, 7, 8.**
Politique économique et sociale **4.**
Rappels au règlement **421.**

Publicité des —

Voir *Pétitions* **69.**

REVENUS AGRICOLES

Voir *Agriculture* **8.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (R.F.A.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.
Questions au Gouvernement **380.**
Traités et conventions **61.**

Présence militaire française

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

RHIN ET MOSELLE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

RHIN—RHONE (liaison)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

RHONE (calamités naturelles dans le —)

Voir *Questions orales sans débat* **233.**

RHONE POULENC S.A.

Voir *Nationalisations* **5.**
Questions orales sans débat **312.**

RIVESALTES (centre de formation professionnelle accélérée de —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Formation professionnelle.

RIVIERES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE (aérodrome)

Voir *Justice* **6.**

ROUTE NATIONALE 76

Voir *Questions au Gouvernement* **197.**

ROUTE NATIONALE 138

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

ROUTES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports, article 61.
Questions au Gouvernement **230.**
Questions orales sans débat **134.**

RUNGIS

Aménagement d'une aire de stationnement pour nomades.

Voir *Questions orales sans débat* **295.**

Marché d'intérêt national de —

Voir *Questions au Gouvernement* **426.**

S

SAGES-FEMMES

Voir *Professions et activités médicales* **3** et **4.**

SAINT-GOBAIN (Compagnie de)

Voir *Nationalisations* **5.**

SAINT-JAMME-SUR-SARTHE

Voir *Questions au Gouvernement* **457.**

SAINT-NAZAIRE (pont de —)

Voir *Questions orales sans débat* **235.**

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Voir *Départements d'outre-mer* **2, 4.**
Justice **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.
Lois de finances rectificatives **6.**

SAISIE-GAGERIE

Voir *Baux* **6.**
Questions orales sans débat **200.**

SALAIRES

1. — Proposition de loi n° 938 visant à réglementer les augmentations du **salaire minimum interprofessionnel de croissance.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Derosier (1er juillet 1982).

Voir *Communications du Gouvernement.*
Déclarations du Gouvernement **4.**
Lois de finances rectificatives **5,** article 10.
Politique économique et sociale **4.**
Questions orales sans débat **243.**
Travail **7.**

Blocage des —

Voir *Questions au Gouvernement* **414.**

SALARIES

1. — Proposition de loi n° 813 relative à la **protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Joseph Legrand (10 juin 1982).

Voir *Transports urbains* **1.**

SALVADOR

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Voir *Auxiliaires de justice* **2.**

SANTE PUBLIQUE

1. — Proposition de loi n° 182 tendant à créer la **carte médicale d'urgence.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (7 octobre 1982).

Voir *Agriculture* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.
Professions et activités médicales **6.**

SANTE SCOLAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale ; Education nationale.

SAPEURS-POMPIERS

Département des Alpes-de-Haute-Provence

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Retraite des —

Voir *Questions orales sans débat* **268.**

SARTHE (cotisations sociales agricoles dans la —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

SATELLITES

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; Communication et radiotélévision.
Questions orales sans débat **301.**

SATELLITES DE CONTROLE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

SCANOGRAPHES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, solidarité nationale.

SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (S. D. A. U.)

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

SCHOELCHER (Victor)

Voir *Droits de l'homme* **1.**

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.
Recherche scientifique et technique **1.**

SCRUTIN (modes de —)

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Elections et référendums **19.**

S. D. E. C. E.

Voir *Pétitions* **62.**

SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE (S. G. D. N.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

SECRET INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Voir *Produits chimiques et parachimiques* **1.**

SECRET PROFESSIONNEL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles addtionnels non rattachés, après l'article 53.
Recherche scientifique et technique **1.**
Travail **8.**

SECTEUR PUBLIC

Voir *Epargne* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Commerce extérieur ; Culture.

SECTION SYNDICALE D'ENTREPRISE

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

SECTIONS SPECIALES

Voir *Justice* **7.**

SECURITE

Voir *Circulation routière* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; Intérieur et décentralisation.
Procédure pénale **3.**
Questions au Gouvernement **186, 225.**
Questions orales sans débat **117.**

SECURITE ET LIBERTE

Voir *Auxiliaires de justice* **2.**
Justice **7.**
Pétitions **2.**
Procédure pénale **3.**
Questions au Gouvernement **215.**
Rappels au règlement **292, 294, 295.**

SECURITE MARITIME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.

SECURITE MILITAIRE

Voir *Justice* **7.**

SECURITE ROUTIERE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

SECURITE SOCIALE

2. — Proposition de loi n° 207 tendant à ce qu'en matière de **protection sociale** chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Georges Hage (7 octobre 1982).

6. — Proposition de loi n° 588 relative à l'**information des assurés sociaux** par les caisses primaires de sécurité sociale. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Etienne Pinte (22 avril 1982).

7. — Proposition de loi n° 623 tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, en faveur des titulaires d'une **pension militaire d'invalidité** dont le taux est inférieur à 85 p. 100. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Francisque Perrut (22 avril 1982).

8. — Proposition de résolution n° 729 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les circonstances dans lesquelles sont intervenues les **mesures disciplinaires frappant M. Lucet, directeur de la caisse primaire centrale d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône** et de déterminer les responsabilités des pouvoirs publics dans cette affaire. — Dépôt à l'assemblée nationale le 2 avril 1982 par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commisison des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (14 avril 1982). — Rapport n° **859** (13 mai 1982).

9. — Proposition de loi n° 804 d'orientation sociale. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Jean Briane. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Briane (10 juin 1982).

10. — Proposition de loi n° 807 visant à étendre la **protection sociale** accordée aux **épouses des ostréiculteurs et des mytiliculteurs inscrits maritimes** relevant de la caisse de retraite des marins. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Jean de Lipkowski. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

11. — Projet de loi n° 947 relatif à la **composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 14 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jacques Guyard (17 juin 1982). — Rapport n° **986** (29 juin 1982). — Discussion les 7 et 8 juillet 1982. — Adoption le 8 juillet 1982. — Projet de loi n° **203.**

Sénat (première lecture), n° **468** (1981-1982), dépôt le 13 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Souvet. — Rapport n° **34** (1982-1983) (13 octobre 1982). — Discussion les 19 et 20 octobre 1982. — Adoption le 20 octobre 1982. — Projet de loi n° **19** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).
Bureau [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Guyard. — Rapport n° **1164** (21 octobre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Louis Souvet. — Rapport n° **58** (1982-1983) (21 octobre 1982). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1159**, dépôt le 20 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jacques Guyard. — Rapport n° **1172** (26 octobre 1982). — Discussion le 26 octobre 1982. — Adoption avec modifications le 26 octobre 1982. — Projet de loi n° **258.**

Sénat (deuxième lecture), n° **67** (1982-1983), dépôt le 27 octobre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Souvet. — Rapport n° **81** (1982-1983) (4 novembre 1982). — Discussion le 9 novembre 1982. — Adoption avec modifications le 9 novembre 1982. — Projet de loi n° **27** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisème lecture), n° **1208**, dépôt le 10 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jacques Guyard. — Rapport n° **1236** (23 novembre 1982). — Discussion le 24 novembre 1982. — Adoption définitive le 24 novembre 1982. — Projet de loi n° **267**.

Saisine du Conseil constitutionnel le 25 novembre 1982 article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 14 décembre 1982 (*J. O.* du 15 décembre 1982) (p. 3750). — Conforme en totalité.

Loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982 publiée au *J. O. du* 18 décembre 1982 (p. 3779). — Rectificatif (*J. O.* du 19 décembre 1982) (p. 3802).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 juillet 1982] (p. 4302, 4321) ; [8 juillet 1982] (p. 4330) :

Article 40 de la Constitution : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4306).

Assiette des cotisations sociales : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 4326).

Associations et mutualité : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4308) ; *Briane* (*Jean*) (p. 4309) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322).

Associations familiales : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4305) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4308).

Assurance chômage : *Briane* (*Jean*) (p. 4309).

Champ d'application (exclusion des U.R.S.S.A.F. et de l'A.C.O.S.S.) : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4305) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4308) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 4325) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 4326) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4327).

Commissions consultatives : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322) ; *Chanfrault* (*Guy*) (p. 4324, 4325).

Décentralisation (tutelle, compétences des différentes caisses) : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4303, 4332) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 4306) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 4325) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4326) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4331).

Distinction part salariale, part patronale : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4306) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4308) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4331).

Election des représentants des assurés (principe, modalités du scrutin : représentation proportionnelle, étendue : caisses primaires) : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4307) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 4313) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 4323) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 4323) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 4325) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 4326).

Fiscalisation : *Briane* (*Jean*) (p. 4309) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 4312).

Formes complémentaires de la protection sociale : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304).

Généralisation de la protection sociale : *Lareng* (*Louis*) (p. 4322).

Monopole syndical : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304, 4332, 4333) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4308) ; *Briane* (*Jean*) (p. 4310) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 4312, 4313) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4321, 4322) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4331) ; *Godfrain* (*Jacques*) (p. 4331, 4332).

Notion de salaire indirect ou de salaire différé : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 4305) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 4312).

Personnel des caisses : *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 4324) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4326) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4332).

« Personnes qualifiées » : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311).

Politique contractuelle : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4303) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322).

Problèmes financiers : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4303) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 4306) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4307) ; *Briane* (*Jean*) (p. 4308, 4309) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 4313) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 4325).

Professions de santé (représentation et consultation des —) : *Lareng* (*Louis*) (p. 4322) ; *Chanfrault* (*Guy*) (p. 4324, 4325).

Régimes spéciaux, harmonisation : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4306) ; *Briane* (*Jean*) (p. 4309).

Répartition des signes (cas particulier des caisses d'allocations familiales) : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4305).

Répartition des sièges, suppression du paritarisme : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4307) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 4312) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 4322) ; *Pinard* (*Joseph*) (p. 4323) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 4323) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 4325) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 4326) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 4326) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4331).

Spécificité de chaque branche : *Briane* (*Jean*) (p. 4309).

Statut des administrateurs (protection et formation) : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4306) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4308) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 4311) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 4324).

Travailleurs indépendants : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 4304).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Pinte* (*Etienne*) (p. 4313).

Discussion des articles [8 juillet 1982] (p. 4333, 4363) :

Titre Ier : *composition des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale* :

Chapitre Ier : *caisses locales et régionales* :

Article 1er (*caisses primaires d'assurance maladie*) : rôle des associations ; sous-représentation de la catégorie des chefs d'entreprise (p. 4333) ; non-représentation des associations familiales ; part du financement assurée par les salariés ; amendement n° **97** de M. Jean Briane (diminution du nombre des représentations des salariés) ; amendement n° 98 de M. Jean Briane (représentation des familles au sein des conseils d'administration) ; amendement n° 99 de M. Jean Briane (augmentation du nombre des représentants des employeurs et désignation de ces représentants par les organisations professionnelles consulaires) ; rétablissement du paritarisme (p. 4334) ; amendements n° 97, n° 98 et n° 99 : rejetés ; amendement n° 33 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (désignation de trois représentants des salariés par l'union départementale des associations familiales) : rejeté ; amendement n° 129 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) (p. 4335) ; maintien du paritarisme dans les caisses de retraite complémentaire ; amendement n° 129 : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 63 de Mme Hélène Missoffe (présence avec voix délibérative d'un représentant des associations familiales et d'un représentant des retraités au sein des conseils d'administration) (p. 4336) : rejeté ; amendement n° 100 de M. Jean Briane (présence avec voix délibérative de deux représentants des professions de santé) ; amendement n° 101 de M. Jean Briane (suppression de la disposition prévoyant la présence de deux personnes qualifiées) ; amendement n° 121 de M. Jean Briane (substitution aux deux personnes qualifiées des représentants des familles) (p. 4337) ; amendements n° 100, n° 101, n° 121 : rejetés ; amendement n° 2 de la commission (tendant à élargir le choix des personnalités qualifiées) : rejeté ; amendement n° 84 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (donnant voix consultative aux personnes qualifiées) : rejeté ; amendement n° 64 de M. Etienne Pinte (ajoutant aux personnes siégeant avec voix consultative un représentant des associations familiales, un représentant des retraités et six représentants des professions médicales) ; amendement n° 157 de M. Michel Sapin soutenu par M. Lucien Couqueberg (représentation avec voix consultative des associations familiales) ; sous-amendement n° 174 du Gouvernement à l'amendement n° 157 (précisant que le représentant désigné doit avoir la qualité d'allocataire de prestations familiales) (p. 4338) ; position de la commission sur le problème de la représentation de l'institution familiale au sein des caisses (p. 4339) ; amendement n° 64 : rejeté ; sous-amendement n° 174 : adopté ; amendement n° 157, ainsi modifié, adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 130 de M. Etienne Pinte (institution auprès de chaque caisse primaire d'assurance maladie d'une commission consultative) : rejeté.

Article 2 (*caisses régionales d'assurance maladie*) : position du groupe communiste : expansion du principe de l'élection des représentants des salariés aux caisses de tous les niveaux (p. 4340) ; amendement n° 102 de M. Jean Briane (réduction du nombre des représentants des salariés) ; amendement n° 104 de M. Jean Briane (représentation des familles avec voix délibérative) ; amendement n° 105 de M. Jean Briane (augmentation du nombre des représentants des employeurs et désignation de ces représentants par les organisations professionnelles consu-

laires) ; amendements n° 102, n° 104, n° 105 : rejetés ; amendement n° 55 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Jacques Brunhes (élection des représentants des salariés) ; amendement n° 85 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (désignation de trois représentants des salariés par l'U.N.A.F.) ; amendements n° 55 et n° 85 : rejetés (p. 4341) ; amendements n° 3 de la commission et n° 103 de M. Jean Briane (d'harmonisation) : adoptés ; amendement n° 131 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 106 de M. Jean Briane (augmentation du nombre de représentants désignés par la fédération nationale de la mutualité française) : rejeté ; amendement n° 65 de Mme Hélène Missoffe (présence avec voix délibérative d'un représentant des associations familiales) : rejeté ; amendement n° 107 de M. Jean Briane (suppression de la disposition prévoyant la présence de deux personnes qualifiées) : rejeté (p. 4342) ; amendement n° 122 de M. Jean Briane (substitution aux deux personnes qualifiées des représentants des familles) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (tendant à élargir le choix des personnes qualifiées) : rejeté ; amendement n° 86 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (limitant le rôle des personnes qualifiées : voix consultative) : rejeté ; amendement n° 108 de M. Jean Briane (augmentation du nombre des représentants des retraités) : rejeté ; amendement n° 66 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative des associations familiales et des professions médicales) (p. 4343) ; amendement n° 159 de M. Michel Sapin (représentation avec voix consultative des associations familiales) ; sous-amendement n° 175 du Gouvernement à l'amendement n° 159 (précisant que les représentants des associations familiales doivent avoir la qualité d'allocataires de prestations familiales) ; amendement n° 66 : rejeté ; sous-amendement n° 175 : adopté ; amendement n° 159, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 160 de M. Michel Sapin (rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 4344).

Après l'article 2 : amendement n° 132 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès de chaque caisse régionale d'assurance maladie) (p. 4363) : rejeté.

Article 3 (*caisses régionales d'assurance maladie de l'Ile-de-France et de Strasbourg*) : amendement n° 109 de M. Jean Briane soutenu par M. Germain Gengenwin (réduction du nombre des représentants de salariés) : rejeté (p. 4364) ; amendements n° 6 de la commission et n° 110 de M. Jean Briane (d'harmonisation) : adoptés ; amendement n° 111 de M. Jean Briane (représentation des familles avec voix délibérative) : rejeté ; amendement n° 112 de M. Jean Briane (augmentation du nombre de représentants des employeurs et désignation de ceux-ci par les organisations professionnelles consulaires) : rejeté ; amendement n° 133 de M. Etienne Pinte (augmentation) du nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 67 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (représentation avec voix délibérative des associations familiales et des retraités) (p. 4365) : rejeté ; amendement n° 113 de M. Jean Briane soutenu par M. Germain Gengenwin (représentation avec voix délibérative des retraités) ; amendement n° 114 de M. Jean Briane soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la disposition prévoyant la présence de deux personnes qualifiées) ; amendement n° 123 de M. Jean Briane soutenu par M. Germain Gengenwin (substitution aux deux personnes qualifiées des représentants des familles) ; amendement n° 113 : rejeté ; amendements n° 114 et 123 : rejetés ; amendement n° 8 de la commission (tendant à élargir le choix des personnes qualifiées) : retiré ; amendement n° 87 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (proposant que les personnes qualifiées aient voix consultative) : rejeté ; amendement n° 68 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative des associations familiales, des retraités et des professions médicales) (p. 4366) ; amendement n° 161 de M. Michel Sapin (représentation avec voix consultative des associations familiales) ; sous-amendement n° 176 du Gouvernement (précisant que le représentant des associations familiales doit avoir la qualité d'allocataire de prestations familiales) ; amendement n° 68 : rejeté ; sous-amendement n° 176 : adopté ; amendement n° 161, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 162 de M. Michel Sapin (rédactionnel) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 134 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès de la caisse régionale d'assurance maladie de l'Ile-de-France et de celle de Strasbourg) : rejeté (p. 4367).

Article 4 (*caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg*) : amendement n° 115 de M. Jean Briane soutenu par M. Germain Gengenwin (réduction du nombre des représentants des salariés) : rejeté ; amendements n° 9 de la commission et n° 116 de M. Jean Briane (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 117 de M. Jean Briane (représentation des familles avec voix délibérative) : rejeté ; amendement n° 118 de M. Jean Briane (augmentation du nombre des représentants des employeurs et désignation de ceux-ci par les organisations professionnelles consulaires) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (d'harmonisation) (p. 4368) : adopté ; amendement n° 119 de M. Jean Briane (substitution aux deux personnes qualifiées des représentants désignés par la fédération nationale de la mutualité française) : rejeté ; amendement n° 124 de M. Jean Briane (substitution aux deux personnes qualifiées des représentants des familles) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (tendant à élargir le choix des personnes qualifiées) : rejeté ; amendement n° 88 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (proposant que les deux personnes qualifiées aient voix consultative) : rejeté ; amendement n° 69 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (représentation avec voix délibérative de la fédération nationale de la mutualité française et des associations familiales) (p. 4369) : rejeté ; amendement n° 70 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative de la fédération nationale de la mutualité française et des associations familiales) : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 136 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) : rejeté.

Article 5 (*désignation des représentants des salariés dans les conseils d'administration des caisses régionales*) : adopté (p. 4370).

Article 6 (*caisses d'allocations familiales*) : amendement n° 120 de M. Jean Briane (modification de la composition du conseil d'administration : réduction du nombre des représentants des salariés ; augmentation et modification du mode de désignation des représentants des familles, augmentation du nombre de représentants des entreprises et modification de leur mode de désignation, suppression de la présence de deux personnes qualifiées) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Jean Briane (réduction du nombre des représentants des salariés) : rejeté (p. 4371) ; amendement n° 141 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission d'harmonisation : adopté ; amendement n° 126 de M. Jean Briane (augmentation du nombre des représentants des associations familiales) : rejeté ; amendement n° 137 du Gouvernement (précisant que les représentants des associations familiales doivent avoir la qualité d'allocataires de prestations familiales) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (diminution du nombre des personnes qualifiées) : adopté (p. 4372) ; amendement n° 89 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (proposant que la personne qualifiée ait voix consultative) : rejeté ; amendement n° 71 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (représentation avec voix délibérative de la fédération nationale de la mutualité française et des retraités) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative des retraités) : rejeté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 142 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès de chaque caisse d'allocations familiales) : rejeté (p. 4373).

Article 7 (*caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer*) : mode de désignation des représentants des exploitants agricoles ; amendement n° 143 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 4374) ; amendement n° 144 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (augmentation du nombre de représentants désignés par la fédération nationale de la mutualité française) : rejeté ; amendement n° 164 de M. Jean Briane (substitution aux deux personnes qualifiées de deux représentants des familles) ;

— article 7, réservé à la demande du Gouvernement.

Après l'article 7 : amendement n° 145 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès des caisses générales de sécurité sociale des D.O.M.) : rejeté.

Article 8 (*caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer*) : spécificité démographique des D.O.M. (p. 4375) ; amendement n° 146 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des exploitants agricoles) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 147 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre de représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 165 de M. Jean Briane (réduction du nombre de personnes qualifiées) ; amendement n° 19 de la commission (même objet) ; amendement n° 165 : rejeté ; amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 91 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean Briane (proposant que la personne qualifiée ait voix consultative) : rejeté (p. 4375) ; amendement n° 166 de M. Jean Briane (augmentation du nombre des représentants des associations familiales) : rejeté ; amendement n° 138 du Gouvernement (précisant que les représentants des associations familiales doivent avoir la qualité d'allocataires de prestations familiales) : adopté ; amendement n° 75 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (représentation avec voix délibérative de la fédération nationale de la mutualité française et des retraités) : rejeté ; amendement n° 76 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative de la fédération nationale de la mutualité française et des retraités) : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 148 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès des caisses d'allocations familiales des D.O.M.) : rejeté (p. 4377).

Chapitre II : *organismes nationaux* :

Article 9 (*caisse nationale de l'assurance maladie*) : amendement n° 56 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Jean Combasteil (élection des salariés par les assurés sociaux) : retiré ; amendement n° 92 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (désignation de trois représentants des salariés par l'union nationale des associations familiales) : retiré ; amendement n° 20 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 149 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 167 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (substitution aux deux personnes qualifiées deux représentants des familles) ; rejeté ; amendement n° 22 de la commission (tendant à élargir le choix des personnes qualifiées) : rejeté (p. 4378) ; amendement n° 93 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (limitant le rôle des personnes qualifiées : voix consultative) : rejeté ; amendement n° 77 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (représentation des associations familiales et des retraités) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative des associations familiales, des retraités et des professions médicales) : rejeté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 150 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès de la caisse nationale d'assurance maladie) : rejeté.

Article 10 (*caisse nationale d'assurance vieillesse*) : amendement n° 57 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Jean Combasteil (élection des représentants des salariés par les assurés sociaux) : retiré ; amendement n° 94 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (désignation de trois représentants des salariés par l'U.N.A.F.) : retiré ; (p. 4379) ; amendement n° 23 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 151 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 168 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (représentation des familles avec voix délibérative) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission tendant à élargir le choix des personnes qualifiées) : rejeté ; amendement n° 95 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (limitant le rôle des personnes qualifiées : voix consultative) : rejeté ; amendement n° 79 de Mme Hélène Missoffe (représentation de la fédération de la mutualité française et des associations familiales) : rejeté ; amendement n° 80 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative de la fédération nationale de la mutualité française et des associations familiales) : rejeté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 4380).

Après l'article 10 : amendement n° 152 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission consultative auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse) : rejeté.

Article 11 (*caisse nationale des allocations familiales*) : amendement n° 58 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Jean Combasteil (élection des représentants des salariés par les assurés sociaux) ; retiré ; amendement n° 26 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 59 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Jean Combasteil (élection des représentants des travailleurs indépendants) ; amendement n° 29 de la commission (de précision) ; amendement n° 59 : retiré ; amendement n° 29 : adopté ; amendement n° 153 de M. Etienne Pinte (augmentation du nombre des représentants des employeurs) (p. 4381) : rejeté ; amendement n° 27 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 170 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (augmentation du nombre des représentants des associations familiales) : rejeté ; amendement n° 139 du Gouvernement (prévoyant que les représentants des associations familiales devront avoir la qualité d'allocataires de prestations familiales) : adopté ; amendement n° 169 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (exclusion des personnes qualifiées) ; amendement n° 28 de la commission (réduisant le nombre des personnes qualifiées) ; amendement n° 169 : rejeté ; amendement n° 28 : adopté ; amendement n° 96 de M. Francisque Perrut (limitant le rôle des personnes qualifiées : voix consultative) : rejeté ; amendement n° 81 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (représentation de la fédération nationale de la mutualité française et des retraités) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative de la fédération nationale de la mutualité française et des retraités) (p. 4382).

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 154 de M. Etienne Pinte (institution d'une commission conultative auprès de la caisse nationale des allocations familiales) : rejeté.

Article 12 (*désignation des représentants des salariés dans les conseils d'administration des caisses nationales*) : adopté.

Article 13 (*union des caisses nationales de sécurité sociale*) : amendement n° 30 de la commission (modifiant la composition du conseil d'administration et la répartition des sièges) ; suppression du paritarisme (p. 4383) ; adopté ; amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté ; amendements n° 32 de la commission et n° 155 de M. Etienne Pinte (suppression de la disposition prévoyant la répartition des sièges entre les représentants des employeurs et les représentants des salariés) : adoptés ; amendement n° 171 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (représentation des familles) : rejeté ; amendement n° 181 de M. Michel Sapin (relatif à la nomination du président du conseil d'administration de l'union) (p. 4384) : adopté.

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*agence centrale des organismes de sécurité sociale*) : amendement n° 33 de la commission (suppression du paritarisme) : adopté ; amendement n° 172 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (représentation des familles) : rejeté.

— article 14, ainsi rédigé, adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 34 de la commission (suppression du paritarisme au sein des conseils d'administration des Ursaff) (p. 4385) ; amendement n° 60 de M. Jacques Brunhes (même objet) ; amendement n° 34 : adopté ; amendement n° 60 devenu sans objet ; amendement n° 173 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (représentation des familles au sein du conseil d'administration des Urssaf) : rejeté.

Chapitre III : *dispositions communes* :

Article 15 (*dispositions diverses concernant les administrateurs et les présidents*) : amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 36 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 (*durée du mandat*) : adopté.

Titre II : *élection des représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses locales* :

Chapitre Ier : *électorat* :

Article 17 (*définition des électeurs*) : amendement n° 140 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4386) : adopté ; amendement n° 166 de M. Etienne Pinte (conditions de participation des mères de famille allocataires mais non assurées sociales) : rejeté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*établissement des listes électorales*) : adopté.

Article 19 (*levée du secret professionnel pour la communication des documents*) : amendement n° 37 de la commission (inclusion des employeurs dans la liste des personnes pouvant déroger aux dispositions relatives au secret professionnel) : adopté (p. 4387) ; amendement n° 38 de la commission (précisant les organismes pouvant bénéficier de la communication des documents permettant d'établir les listes électorales) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (de conséquence) : adopté.

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *candidatures et propagande électorale* :

Article 20 (*définition des éligibles*) : amendements n° 40 de la commission et n° 61 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression de la condition de s'exprimer en français) : adoptés.

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (*définition des inéligibles*) : adopté.

Article 22 (*monopole syndical de présentation des listes de salariés*) : amendement n° 127 de M. René Haby soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (suppression du monopole syndical) ; amendement n° 41 de la commission (suppression des mots « les plus » s'agissant de organisations syndicales représentatives) ; amendement n° 127 : rejeté ; amendement n° 41 : adopté.

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 (*propagande électorale*) : amendement n° 42 de la commission (visant à allonger le délai accordé à la commission chargée de l'ensemble des opérations de propagande électorale et de préparation du scrutin) : adopté.

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *scrutin*.

Article 24 (*fixation de la date des élections*) : adopté.

Article 25 (*conditions de déroulement du scrutin*) : amendement n° 43 de la commission (autorisation d'absence des salariés) (p. 4389) : adopté.

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 (*mode de scrutin*) : adopté.

Article 27 (*recensement des votes*) : adopté.

Article 28 (*contentieux électoral*) : adopté.

Article 29 (*prise en charge des dépenses électorales*) : amendement n° 44 de la commission (précisant que la rémunération des salariés pendant le déroulement du scrutin est à la charge des employeurs) : adopté.

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 29 : amendement n° 45 de la commission (introduction de nouvelles propositions sous le titre « statut des administrateurs des organismes de sécurité sociale ») : adopté (p. 4390) ; en conséquence, l'intitulé du titre III est ainsi rédigé : amendement n° 178 du Gouvernement (relatif à la protection des administrateurs) ; amendement n° 62 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean Combasteil (même objet) ; amendement n° 178 : adopté ; en conséquence, amendement n° 62 satisfait (p. 4391) ; amendement n° 47 de la commission (relatif à l'indemnisation des administrateurs salariés et des travailleurs indépendants) ; sous-amendement n° 179 du Gouvernement (fixant un régime forfaitaire pour l'indemnisation des travailleurs indépendants) : adopté ; amendement n° 47, ainsi modifié, adopté.

Titre III : *dispositions diverses* :

Avant l'article 30 : amendement n° 49 de la commission (de conséquence : substitution à l'intitulé : « Titre III », l'intitulé : « Titre IV ») : adopté ; en conséquence, cette division devient le titre IV.

Article 30 (*quorum pour siéger*) : adopté.

Article 31 (*suppléants*) : amendement n° 50 de la commission (précisant les conditions de participation des suppléants) : rejeté ;

— article 31, adopté.

Après l'article 31 : amendement n° 51 de la commission (relatif à la dissolution du conseil d'administration) (p. 4392) : adopté.

Article 32 (*terme du mandat des administrateurs actuellement en fonction*) : adopté.

Après l'article 32 : amendement n° 128 de M. Jacques Guyard (prévoyant le cas de carence du conseil d'administration en matière de préparation des élections) : adopté.

Article 33 (*formation des administrateurs*) : amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté, en conséquence, article 33, supprimé ; amendement n° 180 du Gouvernement devenu sans objet.

Après l'article 33 : amendement n° 53 de la commission (de forme) : rejeté.

Article 34 (*abrogations*) : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 54 de la commission (relatif à la codification de la loi) : adopté (p. 4393).

Article 7 précédemment réservé : amendement n° 164 de M. Jean Briane soutenu par M. Etienne Pinte : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (visant à élargir le choix des personnes qualifiées) : rejeté ; amendement n° 90 de M. Francisque Perrut (proposant que les personnes qualifiées aient voix consultative) : rejeté ; amendement n° 73 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (représentation des associations familiales avec voix délibérative) : rejeté ; amendement n° 163 de M. Michel Sapin (représentation avec voix consultative des associations familiales) : retiré ; sous-amendement n° 167 du Gouvernement : devenu sans objet ; amendement n° 74 de M. Etienne Pinte (représentation avec voix consultative des associations familiales) : rejeté ; amendement du Gouvernement (représentation des associations familiales) (p. 4394) : adopté après rectification ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 4395).

Vote favorable du groupe communiste : *Combasteil* (*Jean*) (p. 4395).

Vote favorable du groupe socialiste : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 4395).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Pinte* (*Etienne*) (p. 4396).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 4395).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 4397).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [26 octobre 1982] (p. 6301) :

Principe du paritarisme et échec de la C.M.P. : *Guyard* (*Jacques*) (p. 6301) ; *Autain* (*François*) (p. 6301).

Discussion des articles [26 octobre 1982] (p. 6301).

Article 1er : amendement de la commission (rétablissant l'effectif global des conseils d'administration des caisses primaires d'assurance maladie) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (rétablissant l'effectif des assurés sociaux) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des employeurs) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (tendant à réintroduire les deux personnes qualifiées désignées par le ministre) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (permettant aux unions départementales des associations familiales ou, le cas échéant, à l'union nationale de mandater d'anciens allocataires de prestations familiales) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : amendement n° 6 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie) (p. 6302) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des employeurs) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant à réintroduire les deux personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (rétablissant le nombre de représentants des retraités) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (précisant que l'expert a seulement voix consultative) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 11 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie d'Ile-de-France et de Strasbourg) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des employeurs) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (tendant à réintroduire les deux personnes qualifiées désignées par le ministre) : adopté (p. 6303) ; amendement n° 14 de la

commission (permettant à d'anciens allocataires de prestations familiales de siéger dans les conseils d'administration) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (précisant que l'expert a seulement voix consultative) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 16 de la commission (rétablissant l'effectif des assurés sociaux dans le conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants du personnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (tendant à réintroduire les deux personnes qualifiées désignées par le ministre) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 19 de la commission (suppression du 2e alinéa relatif aux modalités de désignation des assurés sociaux dans les caisses régionales) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté ; (p. 6304).

Article 6 : amendement n° 20 de la commission (rétablissant l'effectif des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses d'allocations familiales) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (suppression de l'obligation des associations familiales de désigner un employeur et un travailleur indépendant parmi les trois représentants) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (rétablissant la désignation d'une personne qualifiée désignée par le ministre) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rétablissant la composition de la caisse d'allocations familiales nationale de la pêche maritime) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 24 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (rétablissant la désignation de deux personnes qualifiées désignées par le ministre) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (relatif aux modalités de représentation des associations familiales (p. 6305) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (précisant que l'expert a voix consultative) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 28 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des assurés sociaux dans les caisses d'allocations familiales des D.O.M.) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (rétablissant la désignation d'une personne qualifiée) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (suppression de l'obligation de désigner par les associations familiales un représentant respectivement au titre des salariés, des exploitants agricoles et des employeurs) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 31 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des assurés sociaux dans le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des employeurs) (p. 6306) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (rétablissant la désignation par le ministre de deux personnes qualifiées) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (précisant que l'expert a voix consultative) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 35 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des assurés sociaux dans le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des employeurs) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (rétablissant la désignation par le ministre de deux personnes qualifiées : adopté ; amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 6307).

Article 11 : amendement n° 39 de la commission (rétablissant l'effectif des représentants des assurés sociaux dans le conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (suppression de la disposition limitant le choix de l'union nationale des associations familiales) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (rétablissant la désignation par le ministre d'une personne qualifiée) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 42 de la commission (rétablissant le principe du monopole syndical de présentation des candidatures) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté (p. 6308).

Article 13 : amendement n° 43 de la commission (précisant la composition du conseil d'administration de l'U.C.A.N.S.S.) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 supprimé par le Sénat : amendement n° 44 de la commission (rétablissant l'article 14 relatif à la composition des conseils d'administration de l'A.C.O.S.S. et de l'U.C.A.N.S.S.) : adopté ; en conséquence, l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 14 *bis :* amendement n° 45 de la commission (relatif à la composition des conseils d'administration des U.R.S.S.A.F.) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (précisant la notion d'organisation nationale des travailleurs indépendants) : adopté ;

— article 14 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 48 de la commission (rétablissant la durée des mandats) (p. 6309) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 16 *bis :* amendement n° 49 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre IV) : adopté ; en conséquence, la mention « chapitre IV » et l'intitulé de ce chapitre sont supprimés.

Article 16 *bis :* amendement n° 50 de la commission (suppression de l'article 16 *bis* relatif au maintien en vigueur des dispositions législatives et réglementaires qui ne sont pas abrogées par la présente loi) : adopté ; en conséquence, l'article 16 *bis* est supprimé.

Article 16 *ter :* amendement n° 51 de la commission (suppression de l'article 16 *ter* relatif aux pouvoirs des directeurs des organismes de sécurité sociale) : adopté ; en conséquence, l'article 16 *ter* est supprimé.

Article 17 : adopté.

Article 18 : amendement n° 52 de la commission (définissant les modalités d'établissement de la liste électorale) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 18 (p. 6310).

Article 19 : amendement n° 53 de la commission (réintroduisant les sociétés de services) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (suppression de l'alinéa relatif aux décrets d'application) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : amendement n° 55 de la commission (précisant la notion d'électeurs) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (suppression de l'exigence d'être capable de s'exprimer en français) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : adopté.

Article 22 : amendement n° 57 de la commission (rétablissant le monopole de présentation des candidatures pour les cinq organisations syndicales nationales représentatives des salariés au sein de l'article L. 133-2 du code du travail) (p. 6311) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : amendement n° 58 de la commission (suppression du renvoi à un décret) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : adopté.

Article 29 supprimé par le Sénat : amendement n° 59 de la commission (rétablissant l'article 29 relatif à la prise en charge des dépenses électorales) : adopté ; en conséquence, article 29 est ainsi rétabli.

Article 29 *bis :* amendement n° 60 de la commission (relatif aux autorisations d'absence) (p. 6312) : adopté ;

— article 29 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *bis :* adopté.

Après l'article 33 : amendement n° 61 de la commission (relatif aux pouvoirs des directeurs des caisses) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6313).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [24 novembre 1982] (p. 7613) ;

Echec de la commission mixte paritaire : *Guyard (Jacques)* (p. 7613).

Texte voté par l'Assemblée en seconde lecture : *Guyard (Jacques)* (p. 7613) ; Auroux (Jean) (p. 7613).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7616).

12. — Projet de loi n° 1123 portant diverses mesures relatives à la **sécurité sociale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er octobre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 1er octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Evin (7 octobre 1982). — Rapport n° **1151** (14 octobre 1982). — Discussion les 18 et 19 octobre 1982. — Adoption le 19 octobre 1982. — Projet de loi n° **251.**

Sénat (première lecture), n° **56** (1982-1983), dépôt le 20 octobre 1982. — Renvoi à commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. André Bohl. — Rapport n° **88** (1982-1983). — Discussion le 15 novembre 1982. — Rejet le 15 novembre 1982. — Projet de loi n° **36** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).
Bureau [*J.O.* du 25 novembre 1982] (p. 3584).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Claude Evin. — Rapport n° **1241** (24 novembre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. André Bohl. — Rapport n° **107** (1982-1983) (25 novembre 1982). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1219**, dépôt le 15 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Evin. — Rapport n° **1271** (2 décembre 1982). — Discussion le 8 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 8 décembre 1982. — Projet de loi n° **278.**

Sénat (deuxième lecture), n° **131** (1982-1983), dépôt le 9 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. André Bohl. — Rapport n° **147** (1982-1983) (15 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Rejet le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **59** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1333**, dépôt de 18 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Evin. — Rapport n° **1334** (18 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption définitive le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **303.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 14 janvier 1983 [*J.O.* du 15 janvier 1983] (p. 353). — Conforme en totalité. — **Loi n° 83-25 du 19 janvier 1983** publiée au *J.O.* du 20 janvier 1983 (p. 374).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 octobre 1982] (p. 5896, 5920) :

Accidents du travail et maladies professionnelles : *Legrand (Joseph)* (p. 5912), 5913) ; *Fiévet (Berthe)* (p. 5918).

Actions expérimentales : *Evin (Claude)* (p. 5899, 5900) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5902) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5924).

Aide sociale : *Evin (Claude)* (p. 5899) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5905) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5910) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 5921).

Assiette des cotisations sociales (principe d'une réforme : revenus du patrimoine, valeur ajoutée) : *Evin (Claude)* (p. 5897) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5901, 5935) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5906) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5913) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915) ; *Hage (Georges)* (p. 5920).

Budget global hospitalier, rejet du système du prix de journée : *Evin (Claude)* (p. 5899) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5902, 5933, 5935) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5905) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5911) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5913) ; *Geng (Francis)* (p. 5914) ; *Lareng (Louis)* (p. 5921, 5922) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5924) ; *Clément (Pascal)* (p. 5928).

Centres de santé intégrés : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5912) ; *Geng (Francis)* (p. 5914) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5925).

Cognac et armagnac : *Villette (Bernard)* (p. 5926) ; *Laborde (Jean)* (p. 5934) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5934).

Commission des comptes de la sécurité sociale : *Barrot (Jacques)* (p. 5905) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5909).

Comptes prévisionnels (équilibre ou déficit) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5904, 5933, 5934) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5905) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5908, 5912) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5924) ; *Clément (Pascal)* (p. 5927).

Contrats de solidarité : *Evin (Claude)* (p. 5898) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5910) ; *Geng (Francis)* (p. 5913) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915, 5916)) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5917) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5924) ; *Frachon (Martine)* (p. 5929).

Contribution des préretraités : *Evin (Claude)* (p. 5898) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5904, 5932, 5934) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5906) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5906, 5907) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5909, 5910) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5913) ; *Geng (Francis)* (p. 5914) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915, 5916) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5917) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5917) ; *Hage (Georges)* (p. 5920) ; *Provost (Eliane)* (p. 5923) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5924) ; *Frachon (Martine)* (p. 5928).

Contrôle des caisses d'assurance maladie sur les établissements hospitaliers et gestion hospitalière : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5902) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5913) ; *Lareng (Louis)* (p. 5922) ; *Clément (Pascal)* (p. 5928) ; *Frachon (Martine)* (p. 5929).

Contrôle parlementaire sur le budget social de la nation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5901).

Dépenses sociales et revenu national : *Evin (Claude)* (p. 5896, 5897) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5902) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5908) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5917).

Déplafonnement : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5906) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5913) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915) ; *Hage (Georges)* (p. 5920).

Economie et sécurité sociale : *Evin (Claude)* (p. 5897) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5901) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5906) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5908) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5912) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5916).

Fiscalisation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5901, 5902) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5917).

Fonds de garantie des cotisations patronales et salariales : *Legrand (Joseph)* (p. 5913).

Forfait journalier hospitalier : *Evin (Claude)* (p. 5898, 5899) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903, 5904, 5934) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5905) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5910) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5917) ; *Fiévet (Berthe)* (p. 5918) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 5921) ; *Frachon (Martine)* (p. 5928, 5929) ; *Besson (Louis)* (p. 5931).

Gestion des caisses : *Evin (Claude)* (p. 5897) ; *Hage (Georges)* (p. 5920) ; *Bellon (André)* (p. 5927).

Handicapés : *Evin (Claude)* (p. 5899) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; *Fiévet (Berthe)* (p. 5918) ; *Besson (Louis)* (p. 5931).

Harmonisation des régimes : *Evin (Claude)* (p. 5897) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903, 5934) ; *Besson (Louis)* (p. 5931).

Indemnisation du chômage : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5016).

Indice des prix : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 594) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5911).

Industrie pharmaceutique (taxe sur la publicité et politique du médicament) : *Evin (Claude)* (p. 5898) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5906) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5911) ; *Geng (Francis)* (p. 5914, 5915) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5925) ; *Bellon (André)* (p. 5927) ; *Clément (Pascal)* (p. 6918).

Professions médicales : *Barrot (Jacques)* (p. 5906) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5915) ; *Clément (Pascal)* (p. 5928).

Publicité sur les alcools et le tabac : *Evin (Claude)* (p. 5900).

Redistribution des revenus : *Evin (Claude)* (p. 5896, 5897) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915) : *Nevoux (Paulette)* (p.5917).

Refus d'augmenter les taux de cotisations : *Evin (Claude)* (p. 5896) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5910, 5932) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5905) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5908) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5915) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5916) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5923).

« Régression sociale » : *Pinte (Etienne)* (p. 5909) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5916) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5923) ; *Besson (Louis)* (p. 5931) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5935).

Revalorisation des retraites et des prestations familiales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5902, 5932) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5905) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5908, 5909).

Taxe sur les alcools : *Evin (Claude)* (p. 5900) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5911, 5912) ; *Hage (Georges)* (p. 5920) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5923) ; *Villette (Bernard)* (p. 5925, 5926) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5929, 5930) ; *Laborde (Jean)* (p. 5930) ; *Beix (Roland)* (p. 5930).

Taxe sur le tabac : *Evin (Claude)* (p. 5900) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5911) ; *Hage (Georges)* (p. 5920) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5923) ; *Provost (Eliane)* (p. 5923, 5924).

Ticket modérateur hospitalier : *Evin (Claude)* (p. 5899) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5910).

Travailleurs indépendants (modification de l'assiette et du mode de recouvrement des cotisations) : *Evin (Claude)* (p. 5900) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5903) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; (p. 5906) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5907) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5910) ; *Besson (Louis)* (p. 5931).

Discussion des articles [18 octobre 1982] (p. 5935) ; [19 octobre 1982] (p. 5952, 5977) :

Articles 1er à 5 : réservés à la demande de la commission.

Article 6 (*forfait journalier hospitalier*) : procédure parlementaire (p. 5935) ; réserve des premiers articles du projet de loi ; aide sociale et transfert des charges sur les collectivités locales ; maintien du prix de journée (p. 5936) ; problème des enfants handicapés ; transfert de charges ; hospitalisation privée et prise en charge par l'aide sociale ; ticket modérateur (p. 5937) ; amendement n° 13 de la commission (exclusion des centres et unités de long séjour privé) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 15 de la commission soutenu par M. Louis Besson (exonération des jeunes handicapés hébergés dans des établissements d'éducation spéciale ou professionnels) ; champ d'application de cette disposition (p. 5938) ; adopté ; amendement n° 61 de M. Joseph Legrand (exonération des assurés et des ayants droit dont la liste figure aux alinéas 3° et 4 de l'article L. 286-1 du code de la sécurité sociale) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 62 de M. Joseph Legrand (exonération des personnes dont les revenus sont inférieurs à deux fois le S.M.I.C.) : rejeté (p. 5939) ; amendement n° 49 de M. Pascal Clément (application du forfait journalier hospitalier à compter du 1er janvier 1983) ; amendement de M. Joseph Legrand (caractère « exceptionnel » du forfait journalier hospitalier) ; amendement n° 49 : rejeté ; amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 90 de M. Jean-André Oehler (adaptation des dispositions à l'Alsace et la Moselle) (p. 5940) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté par scrutin public.

Article 7 (*suppression des abattements pour les indemnités journalières et les pensions d'invalidité du régime général et du régime des salariés agricoles*) : amendement n° 16 de la commission (visant à éviter que l'allocation aux adultes handicapés hospitalisés pour une longue durée soit réduite en dessous d'un certain montant en raison du forfait journalier) : adopté ;

— article 7, ainsi complété, adopté.

Article 8 (*prise en charge du forfait journalier hospitalier par l'aide sociale*) : amendement n° 99 du Gouvernement tendant à supprimer l'opposabilité de l'obligation alimentaire) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 64 de M. Joseph Legrand (augmentaton de la part des cotisations alimentant le fond national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 5941) : rejeté ; amendement n° 65 de M. Joseph Legrand (relatif au taux de majoration des pénalités de retard pour le versement des cotisations) : retiré ; amendement n° 100 du Gouvernement (visant à limiter le recours sur succession pour les bénéficiaires de la prise en charge du forfait journalier par l'aide sociale) : adopté.

Article 9 (*création du budget global hospitalier*) : problème de la répartition de la dotation entre les établissements et les services hospitaliers (p. 5942) ; mécanisme de fixation de l'enveloppe globale ; contrôle exercé par les organismes de sécurité sociale ; maintien du système du prix de journée ; démocratisation du fonctionnement des hôpitaux (p. 5943) ; amendement n° 66 de M. Joseph Legrand (participation des assemblées délibérantes à la fixation du budget global) : rejeté (p. 5944) ; amendement n° 51 de M. Pascal Clément (prévoyant l'avis des organisations représentatives des établissements publics ou privés) ; amendement n° 84 de M. Etienne Pinte (même objet) ; amendement n° 51 : rejeté ; amendement n° 84 : rejeté ; amendement n° 19 de la commission soutenu par Mme Martine Frachon (suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat) ; amendement n° 20 de la commission (révision de la dotation globale ; harmonisation de la tarification dans les secteurs publics et privés d'hospitalisation) ; amendement n° 40 de M. Jacques Barrot (précisant les critères de fixation et les modalités de révision du budget global) (p. 5945) ; sous-amendement n° 103 du Gouvernement à l'amendement n° 40 (de précision) ; sous-amendement n° 104 du Gouvernement à l'amendement n° 40 (suppression du dernier alinéa relatif à la future réforme hospitalière) ; sous-amendement n° 103 : adopté ; sous-amendement n° 104 : adopté ; amendement n° 20 : ainsi modifié, adopté ; amendement n° 40 : devenu sans objet ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 5946).

Article 10 (*compétences des conseils d'administration*) : amendement n° 85 de M. Etienne Pinte (suppression de la référence au prix de journée) ; amendement n° 21 de la commission (substituant aux mots : « prix de journée », les mots : « tarification de prestation ») (p. 5952) ; amendement n° 85 : retiré ; amendement n° 21 : adopté ; abstention du groupe communiste ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*caisse pivot*) (répartition de la charge entre la caisse primaire d'assurance maladie et les caisses du régime agricole) : adopté.

Article 12 (*maintien du prix de journée*) : avenir des établissements privés à but lucratif (p. 5953) ; amendement n° 22 de la commission (de conséquence : substitution aux mots : « prix de journée » les mots : « tarification des prestations ») : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*compétences de la section permanente du conseil supérieur de l'aide sociale*) : amendement n° 86 de M. Etienne Pinte (substitution à la section permanente du conseil supérieur de l'aide sociale : « la chambre régionale des comptes ») : rejeté ;

— article 13, adopté.

Article 14 (de conséquence) : adopté (p. 5954).

Article 15 (*contrôle médical*) : amendement n° 67 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Georges Hage (visant à alléger le contrôle exercé par les organismes d'assurance maladie sur les établissements hospitaliers) : retiré ; amendement n° 87 de M. Etienne Pinte (visant à limiter le pouvoir d'investigation reconnu aux caisses d'assurance maladie, respect du secret médical) ; amendement n° 52 de M. Pascal Clément (limitation de contrôle exereé par les organismes de sécurité sociale) (p. 5955) ; amendement n° 87 : adopté après rectification ; amendement n° 52 devenu sans objet ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 (*maintien du contrôle médical traditionnel*) : avenir du secteur privé à but lucratif (p. 5956) ; future réforme hospitalière ;

— article 16 : retiré.

Article 17 (de conséquence) : adopté.

Article 18 (de conséquence) : amendement n° 68 de M. Joseph Legrand (visant à étendre le système du tiers payant à l'hospitalisation) : retiré ;

— article 18 : adopté (p. 5957).

Article 1er précédemment réservé (*cotisation d'assurance vieillesse et d'assurance veuvage des préretraités*) : rupture des contrats de solidarité (p. 5958, 5959) ; taxe sur la publicité pharmaceutique ; lutte contre l'inflation ; amendement n° 93 du Gouvernement (de suppression) (p. 5960) ; amendement n° 30 de M. Gérard Chasseguet soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) : adopté ;

— article 1er : supprimé ; amendements n° 55 de M. Joseph Legrand, n° 36 de M. Francis Geng, n° 37 de M. Jacques Barrot, n° 5 de la commission, n° 56 de M. Joseph Legrand et n° 79 de M. Etienne Pinte : devenus sans objet.

Article 2 précédemment réservé (*assimilation des préretraites au salaire pour le calcul de certaines pensions de vieillesse*) : amendements n° 94 du Gouvernement et n° 31 de M. Gérard Chasseguet soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) : adoptés ;

— article 2 : supprimé ; amendement n° 6 de la commission : devenu sans objet.

Article 3 précédemment réservé (*taux des cotisations d'assurance maladie des préretraités*) : amendement n° 32 de M. Gérard Chasseguet soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) ; montant de l'allocation perçue par le préretraité ; déplafonnement de la cotisation ; amendement n° 32 : rejeté ; amendement n° 57 de M. Joseph Legrand (visant à reporter la date d'application des dispositions de l'article 3) : retiré ; amendement n° 95 du Gouvernement (même objet) : retiré (p. 5962) ; amendement n° 58 de M. Joseph Legrand (visant à élever le seuil à partir duquel le nouveaux taux est applicable) : retiré ; amendement n° 7 de la commission soutenu par M. Bernard Derosier (de simplification) : retiré ; amendement n° 96 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 80 de M. Etienne Pinte (proposant que l'augmentation de la cotisation soit due à concurrence de la revalorisation du montant des avantages versés au titre de la préretraite) : rejeté (p. 5963) ; amendement n° 38 de M. Jacques Barrot (proposant que la majoration ne soit pas due par les assurés en situation de préretraite ou de cessation anticipée d'activités à la date de la promulgation de la présente loi) : rejeté par scrutin public ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 précédemment réservé (*seuil d'exonération*) : amendement n° 33 de M. Gérard Chasseguet soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) (p. 5964) : retiré ; amendement n° 97 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; ce texte devient l'article 4 ; amendement n° 8 de la commission : devenu sans objet.

Article 5 précédemment réservé (*contribution sur les dépenses de publicité de l'industrie pharmaceutique*) : état de la balance commerciale dans le secteur du médicament ; évolution des prix des produits pharmaceutiques ; presse médicale (p. 5965, 5966) ; pénalisation d'une industrie dynamique ; politique du médicament (p. 5967) ; amendements n° 1 de M. Francis Geng et n° 34 de M. Gabriel Kaspereit soutenu par M. Jean Falala (de suppression) (p. 5968) : rejetés ; amendements n° 47 de M. Pascal Clément et n° 81 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean Falala (visant à faire bénéficier l'ensemble des régimes obligatoires d'assurance maladie de cette contribution) : rejetés ; amendement n° 2 de M. Francis Geng (caractère « exceptionnel » de cette contribution) (p. 5969) : rejeté ; amendement n° 3 de M. Francis Geng (réduisant l'assiette de la contribution : exclusion des prêts de prospection) ; amendement n° 48 de M. Pascal Clément (réduisant l'assiette de la contribution : exclusion de la masse salariale et des charges sociales concernant les visiteurs médicaux) ; amendement n° 82 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean Falala (exclusion des salaires et charges sociales de l'assiette de la contribution) ; information des médecins (p. 5970) ; amendement n° 3 : rejeté ; amendement n° 48 : rejeté ; amendement n° 82 : rejeté ; amendement n° 59 de M. Joseph Legrand (proposant un taux progressif) : retiré ; amendement n° 4 de M. Francis Geng (réduction du taux) ; amendement n° 98 du Gouvernement (majoration du taux) ; amendement n° 4 : rejeté ; amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 10 de la commission (relatif aux exonérations : introduction de la notion de groupe) (p. 5978) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (proposant une procédure de revalorisation du seuil d'exonération) : adopté ; amendement n° 39 de M. Jacques Barrot (proposant d'exonérer les entreprises ayant justifié d'un certain niveau d'investissement ou de dépenses) (p. 5979) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (exclusion de la production des charges déductibles pour l'assiette des impôts sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) ; amendement n° 60 de M. Joseph Legrand (même objet) ; amendement n° 12 : adopté ; amendement n° 60 : satisfait ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 5980).

Article 19 (*actions expérimentales*) : évolution des modes d'exercice des professions médicales ; centres de santé intégrés ; atteinte à la médecine libérale ; prévention (p. 5981) ; présentation des centres de santé par la presse médicale ; amendement n° 91 de M. Jacques Blanc (de suppression) (p. 5982) actions expérimentales et évolutions des formes de santé ; amendement n° 91 : rejeté ; amendement n° 23 de la commission (précisant que les actions expérimentales ont un caractère médical et social) (p. 5983) : adopté ; amendement n° 76 de la commission (référence à l'article L. 283-b, L. 296, L. 317 et L. 304-1 du code de la sécurité sociale) : adopté ; amendement n° 41 de M. Jacques Barrot (proposant que les actions effectuées dans ces organismes fassent l'objet d'une rémunération à l'acte) ; risque d'une fonctionnarisation de la médecine ; amendement n° 41 : rejeté ; amendement n° 92 de M. Jacques Blanc (proposant la création d'une commission nationale chargée de donner son avis sur les expériences et de vérifier leur caractère expérimental (p. 5984) ; rejeté ; amendement n° 24 de la commission (visant à associer les professionnels de la santé, les élus locaux et les organismes d'assurance maladie à l'évaluation des actions expérimentales ; sous-amendement n° 103 de M. Jacques Blanc (association des organisations syndicales les plus représentatives des professions concernées) : rejeté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 (*extension à certains régimes*) : adopté.

Article 21 (*assiette des cotisations des allocations familiales des travailleurs non salariés non agricoles*) : inconvénients du système d'assujettissement sur des revenus fictifs ; négociation des décrets d'application (p. 5986) ; harmonisation et actualisation des systèmes de calcul de l'assiette des cotisations ; remise en cause éventuelle de la compensation démographique ; garanties offertes par le projet de loi : calcul des cotisations sur des assiettes forfaitaires, définition en concertation des modalités de la régularisation (p. 5987) ; amendement n° 42 de M. Jacques Barrot (proposant que les cotisations soient calculées sur les revenus de l'année précédente) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (prévoyant les cas où les cotisations pourront être assises sur des revenus forfaitaires) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (relatif au plafond pris en compte pour l'évaluation des revenus) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 5988).

Article 22 (*financement des prestations familiales des travailleurs non salariés non agricoles*) : adopté.

Article 23 (*abrogation de dispositions*) : adopté.

Article 24 (*assiette des cotisations d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles*) : amendement n° 43 de M. Jacques Barrot (proposant que les cotisations soient calculées sur la base des revenus de l'année précédente) : rejeté ; amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 101 du Gouvernement (visant à exonérer de cotisations les pensions d'invalidité) (p. 5989) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 (*assiette des cotisations d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés non agricoles*) : amendement n° 44 de M. Jacques Barrot proposant de calculer les cotisations sur la base des revenus de l'année précédente) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 75 de M. René Souchon soutenu par M. Claude Evin (visant à garantir le maintien en vigueur de la compensation démographique) (p. 5990) : rejeté.

Article 26 (*application des articles 24 et 25*) : adopté.

Article 27 (*cotisation sur les dépenses d'alcool et de tabac*) : champ d'application de la vignette sur les alcools (p. 5991) ; problème du seuil, vingt-cinq degrés ; jurisprudence de la Cour européenne de justice (p. 5992) ; problème des rétrocessions ; conséquences de la taxation de tabac (p. 5993) ; vote hostile du groupe communiste ; principe d'une taxation du consommateur (p. 5994) ; situation des salariés de la S.E.I.T.A. et des buralistes ; lutte contre l'alcoolisme ; seuil de vingt-cinq degrés et discriminations (p. 5995) ; situation des producteurs de cognac (p. 5996) ; pénalisation des régions de Cognac et d'Armagnac ; opposition du groupe communiste à tout système frappant la consommation populaire ; problèmes d'application ; (p. 5997) ; coûts de l'alcoolisme et du tabagisme (p. 5998) ; seuil de vingt-cinq degrés ; affectation des recettes aux caisses de la sécurité sociale ; méfaits du tabac ; question de la remise habituelle des débitants de tabac ; contrôle (p. 5999) ; amendement n° 45 de M. Jacques Barrot (suppression de la disposition précisant que les recettes seront affectées à la S.N.A.M.) : non soutenu ; amendements n° 53 de M. Pascal Clément et n° 88 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Bruno

Bourg-Broc (affectation des recettes aux régimes obligatoires d'assurance maladie) ; amendement n° 53 : non soutenu ; amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 54 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à supprimer les dispositions relatives à la taxation du tabac) : rejeté ; amendement n° 46 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jean Proriol (relatif à l'affectation du produit de la cotisation) : rejeté (p. 6000) ; amendement n° 89 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression du paragraphe IV relatif aux taux des cotisations spéciales) : rejeté ;

— article 27, adopté par scrutin public.

Après l'article 27 : amendements n° 29 de la commission et n° 73 de M. Joseph Legrand (proposant que le comité d'entreprise ou d'établissement soit informé de la situation de l'entreprise au regard des cotisations de sécurité sociale) : adopté après rectification ; amendement n° 74 de M. Joseph Legrand (prévoyant le dépôt d'un projet de loi de réforme du financement de la sécurité sociale) (p. 6001) : retiré.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe communiste : *Lajoinie* (*André*) (p. 6002).

Vote favorable du groupe socialiste : *Besson* (*Louis*) (p. 6003).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6002).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Proriol* (*Jean*) (p. 6003).

Adoption par scrutin public de l'**ensemble** du projet de loi (p. 6004).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [8 décembre 1982] (p. 8122) :

Adoption de la question préalable par le Sénat : *Evin* (*Claude*) (p. 8122) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 8122).

Attitude du patronat : *Soury* (*André*) (p. 8123).

Budget des établissements hospitaliers : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 8123) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 8123, 8124).

« Déficit » des comptes de la sécurité sociale de 1982 : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 8123) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 8123).

Pré-retraites : *Soury* (*André*) (p. 8123).

Réforme du financement de la sécurité sociale : *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 8124).

Taxe sur l'alcool et le tabac : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 8122) ; *Soury* (*André*) (p. 8123) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 8123).

Discussion des articles [8 décembre 1982] (p. 8124) :

Article 1er : supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture.

Article 2 : supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture.

Article 3 : amendement n° 8 de la commission (proposant une nouvelle rédaction de l'article 3 : modification des dispositions du deuxième alinéa de l'article 6 de la loi du 4 janvier 1982 afin d'inclure tous les préretraités dans le champ d'application de la cotisation d'assurance maladie et d'étendre à l'ensemble des allocations de chômage le système d'exonération prévu pour les seuls préretraites par l'article 4 du projet de loi (p. 8124) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3.

Article 4 : amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 4 : supprimé.

Après l'article 4 : amendement n° 10 de la commission (relatif au cumul de l'activité de notaire avec la pension de clerc de notaire) ; amendement n° 7 de M. Xavier Hunault (même objet) : retiré ; amendement n° 10 : adopté.

Article 5 : problèmes posés par la taxation des dépenses de publicité de l'industrie pharmaceutique (p. 8125) ; avenir de la presse médicale française ; problème de la formation initiale des visiteurs médicaux ; amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Etienne Pinte (visant à répartir le produit de la taxe de la publicité pharmaceutique entre les différents régimes d'assurance maladie) : rejeté ; amendement n° 19 de M. Etienne Pinte (réduction du taux de la contribution pour les entreprises dont les exportations dépassent 0 p. 100 de leur chiffre d'affaires en France) (p. 8126) : rejeté ; amendements n° 20 de M. Etienne Pinte et n° 28 de M. Francis Geng (suppression de la disposition excluant la contribution des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) : rejetés par scrutin public (p. 8127) ; amendement n° 31 du Gouvernement (relatif au versement, à l'assiette et au recouvrement de la contribution) : adopté ; amendement n° 2 de M. Bruno Bourg-Broc, soutenu par M. Etienne Pinte (répartition du produit de la recette entre l'ensemble des régimes d'assurance maladie) : devenu sans objet ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : problèmes de la prise en charge des personnes âgées ; orientation de celles-ci vers les hôpitaux psychiatriques ; institution d'un forfait journalier hospitalier ; amendement n° 21 de M. Etienne Pinte (subordonnant l'application de l'article 6 à l'entrée en vigueur de la loi portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions) (p. 8128) : rejeté ;

— article 6 : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 22 de M. Etienne Pinte (limitant à trente jours le paiement du forfait hospitalier en cas d'hospitalisation de longue durée) : rejeté ; amendement n° 23 de M. Etienne Pinte (limitant à quarante-cinq jours le paiement du forfait hospitalier en cas d'hospitalisation de longue durée) : rejeté.

Article 7 : amendement n° 11 de la commission (précisant la date de mise en application de la suppression de l'abattement sur l'indemnité journalière) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : adopté.

Article 8 *bis* : adopté.

Article 9 : amendement n° 12 de la commission (visant à associer les divers régimes de sécurité sociale à la procédure de fixation de la dotation globale) (p. 8129) : adopté) ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : amendement n° 6 de M. André Soury (relatif à la procédure de versement de la dotation globale : mise en place de caisses-pivots pour chacun des régimes) ; défaut de l'institution d'une caisse-pivot inter-régimes ; situation de la mutuelle sociale agricole (p. 8130) ; amendement n° 29 de M. Jacques Barrot (habilitant les caisses de mutualité sociale agricole et les caisses régionales d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles à verser leur contribution à la dotation globale) ; amendement n° 6 : rejeté ; amendement n° 29 : rejeté ;

— article 11 adopté (p. 8131).

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : retiré par le Gouvernement lors de l'examen en première lecture du projet de loi par l'Assemblée nationale.

Article 17 : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : absence du ministre de la santé (p 8132).

Article 19 : adopté.

Article 20 : adopté.

Article 21 : amendement n° 13 de la commission (relatif à la régularisation des cotisations des non salariés non agricoles au régime des artisans et des commerçants) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : adopté.

Article 23 : adopté (p. 8133).

Article 24 : amendement n° 25 de M. Gérard Chasseguet soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) ; aggravation des charges des travailleurs indépendants ; amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel et précisant notamment l'assiette des cotisations des retraités) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : amendement n° 26 de M. Gérard Chasseguet, soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) ; mode de calcul des cotisations d'assurance-vieillesse des travailleurs indépendants (p. 8134) ; amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (relatif à la régularisation des cotisations) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : amendement n° 27 de M. Gérard Chasseguet soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) : rejeté.

— article 26 : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 32 du Gouvernement (visant à porter de trois à six mois le délai dans lequel l'assuré retardataire est rétabli automatiquement dans son droit aux cotisations) : adopté (p. 8135).

Article 27 : problèmes soulevés par la taxation sur les alcools ; caractère excédentaire de la production de cognac ; caractère discriminatoire de la taxation (p. 8136) ; problème viticole français ; lutte contre l'alcoolisme ; mécontentement des régions concernées ; vote hostile du groupe communiste (p. 8137) ; modalités de la perception de la taxe ; amendement n° 3 de M. Bruno Bourg-Broc, soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) (p. 8138) : rejeté ; amendement n° 33 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article 27 : simplification des modalités de recouvrement ; modification du barème de la cotisation sur le tabac ; précision de la date de l'entrée en vigueur des dispositions) (p. 8139) ; politique gouvernementale viticole ; création d'un groupe de travail sur ce problème ; sous-amendement n° 36 de M. Roland Beix (précisant que la cotisation n'intervient pas lors des transactions effectuées en congés de droit ou en acquis-à-cautions) (p. 8140) ; problème du seuil de 25 degrés fixé pour les boissons alcooliques ; position du groupe socialiste (p. 8141) ; nécessité d'exonérer les produits destinés à des foires-expositions et à des opérations de promotion (p. 8142) ; accord de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale pour étudier toute disposition de caractère réglementaire qui permettrait d'assurer aux ventes promotionnelles une exonération ; sous-amendement n° 36 : rejeté ; amendement n° 33 : adopté (p. 8143) ;

— ce texte devient l'article 27 ; amendements n°s 4 et 5 de M. Bruno Bourg-Broc devenus sans objet.

Article 28 : amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 30 de M. Etienne Pinte (étendant l'information des organisations syndicales dans l'entreprise à toutes les contributions à caractère social versées par l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 18, adopté ;

— ce texte devient l'article 28 ; amendement n° 24 de M. Etienne Pinte devenu sans objet.

Après l'article 28 : amendement n° 34 du Gouvernement (franchise postale au bénéfice des organismes de sécurité sociale) : retiré (p. 8144) ; amendement n° 35 du Gouvernement (relatif au versement des prestations et des fins de droit pour les allocations familiales et les prestations familiales) ; effort supplémentaire en faveur des familles de deux enfants (p. 8145) ; vote hostile du groupe U.D.F. ; amendement n° 35 adopté ; amendement n° 37 de M. Claude Evin (relatif aux pharmacies mutualistes : modification de l'article L. 266 du code de la sécurité sociale) ; amendement n° 38 de M. Claude Evin (relatif aux pharmacies mutualistes : modification du troisième alinéa de l'article L. 593 du code de la santé publique) ; position du Conseil d'Etat (arrêt du 3 novembre 1982) ; abstention du groupe U.D.F. ; amendement n° 37 : adopté ; amendement n° 38 adopté (p. 8146).

Explications de vote :

Election du chef de département et politisation de la gestion hospitalière : *Blanc (Jacques)* (p. 8147).

Réforme de la sécurité sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 8147).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Blanc (Jacques)* (p. 8147).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8147).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8521) :

Rôle des caisses pivots départementales : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 8521) ; *Autain (François)* (p. 8521).

Texte voté par l'Assemblée nationale en seconde lecture (p. 8521).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8524).

Voir *Assurance maladie, maternité* **5.**
Avortement **4.**
Commerce et artisanat **4.**
Questions orales sans débat **233.**
Traités et conventions **47.**

— dans l'agriculture

Voir *Questions au Gouvernement* **292.**

Caisses de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Questions au Gouvernement **272.**

Contentieux technique de la —

Voir *Questions au Gouvernement* **220.**

Cotisations de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Ordonnances **2.**

Harmonisation des régimes de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce et Artisanat.

Régime minier

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Régimes spéciaux

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**

SEL (industrie du —)

Voir *Questions orales sans débat* **166.**

SENAT

Voir *Français* **4.**
Mœurs **2.**
Recherche scientifique et technique **1.**

Elections au —

Voir *Questions au Gouvernement* **299.**

SERESO

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement.

SERVICE D'ACTION CIVIQUE (S.A.C.)

Voir *Corse* **2.**

SERVICE D'AIDE MEDICALE URGENTE (S.A.M.U.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, santé, emploi. — **II :** Santé, solidarité nationale.

SERVICE DE SANTE DES ARMEES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

SERVICE D'INFORMATION ET DE DIFFUSION (S.I.D.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Communication et radio-télévision ; Services du Premier ministre.

SERVICE D'OBSERVATION DES PROGRAMMES (S.O.P.)

Voir *Audiovisuel* **1.**

SERVICE D'UTILITE AGRICOLE ET DE DEVELOPPEMENT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE L'INFORMATION (S.J.T.I.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Communication et radio-télévision.

SERVICE MINIMUM

Voir *Audiovisuel* **1.**

Conflits du travail **1.**

SERVICE NATIONAL

1. — Proposition de loi n° 27 instituant un **report complémentaire d'incorporation** en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion le 2 juin 1982. — Adoption le 2 juin 1982. — Proposition de loi n° **155.**

Sénat (première lecture), n° **375** (1981-1982), dépôt le 3 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **412** (1981-1982) (22 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption le 23 juin 1982. — Proposition de loi n° **117** (1981-1982).

Loi n° 82-541 du 29 juin 1982 publiée au *J.O.* du 30 juin 1982 (p. 2051).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 juin 1982] (p. 2887) :

Préparation militaire : *Combasteil* (*Jean*) (p. 2890) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 2890).

Réduction de la durée du service national (professions médicales et paramédicales) : *Robin* (*Louis*) (p. 2888) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 2889) ; *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 2889) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 2890).

Réduction de la durée du service national (scientifiques du contingent) : *Robin* (*Louis*) (p. 2888) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 2889) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 2890).

Réduction de la durée du service national (volontaires de l'aide technique et de la coopération) : *Robin* (*Louis*) (p. 2888) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 2889).

Réforme du service national : *Hernu* (*Charles*) (p. 2889) ; *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 2889) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 2889, 2890).

Reports d'incorporation (procédure d'attribution des) : *Robin* (*Louis*) (p. 2888).

Reports d'incorporation (unification de leur durée pour les étudiants des professions médicales) : *Robin* (*Louis*) (p. 2888).

Reports d'incorporation supplémentaires et formation militaire : *Robin* (*Louis*) (p. 2888) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 2890).

Discussion des articles [2 juin 1982] (p. 2891) :

Article 1er (*article L. 5 bis du code du service national : report supplémentaire d'incorporation*) : adopté.

Article 2 (*article L. 10 du code du service national : report spécial d'incorporation en faveur des jeunes gens poursuivant des études en vue de l'obtention des diplômes de docteur en médecine, docteur vétérinaire, docteur en pharmacie ou docteur en chirurgie dentaire*) : amendement n° 3 du Gouvernement (supprimant la référence au diplôme de docteur) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté.

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*article L. 12, trois premiers alinéas, du code du service national : réduction de la durée du service national*) : amendements n° 4 du Gouvernement et n° 2 de la commission (tendant à étendre cette disposition aux volontaires de l'aide technique et de la coopération) (p. 2891) : adoptés.

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Mauger* (*Pierre*) (p. 2892).

Vote favorable du groupe socialiste : *Darinot* (*Louis*) (p. 2892).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Brocard* (*Jean*) (p. 2892).

Adoption de l'ensemble des propositions de loi (p. 2892).

6. — Proposition de loi n° 344 tendant à reporter à vingt-sept ans l'**âge limite de l'incorporation** des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion : voir *Service national* **1.**

8. — Proposition de loi n° 589 tendant à modifier certaines dispositions du **code du service national.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion : voir *Service national* **1.**

9. — Proposition de loi n° 639 portant modification du code du service national pour ce qui concerne le **service militaire des sapeurs-pompiers volontaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Loïc Bouvard (14 avril 1982).

10. — Proposition de loi n° 794 portant modification du **code du service national** pour ce qui concerne le **service militaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par M. Pierre Messmer. — Renvoi à la commisison de la défense et des forces armées. — Rapporteur : Mme Marie-Thérèse Patrat (3 juin 1982).

11. — Proposition de loi n° 808 tendant à l'**accomplissement du service national dans les services actifs de la police nationale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1982 par Mme Nicole de Hauteclocque. — Renvoi à la commission de la défense et des forces armées. — Rapporteur : Mme Marie-Thérèse Patrat (3 jui n1982).

12. — Proposition de loi n° 1004 tendant à accorder aux jeunes gens accomplissant le service national le droit d'adhérer aux **associations politiques, philosophiques ou religieuses** de leur choix reconnues par la loi. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Emile Jourdan et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Emile Jourdan (30 septembre 1982).

13. — Proposition de loi n° 1008 tendant à indexer le **prêt accordé aux jeunes gens accomplissant le service national actif** sur le S.M.I.C. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er juillet 1982 par M. Jacques Rimbault et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Rimbault (30 septembre 1982).

14. — Proposition de loi n° 1057 tendant à compléter l'article 31 du **code du service national** relatif aux dispenses des obligations du service national actif. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 juillet 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : Mme Marie-Thérèse Patrat (14 octobre 1982).

15. — Proposition de loi n° 1356 tendant à dispenser du **service national actif** les jeunes gens responsables d'une exploitation ou d'une entreprise familiale. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Gérard Chasseguet. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences ; Départements et territoires d'outre-mer.

Motions de censure **9.**

Pétitions **111.**

Professions et activités médicales **6.**

Questions au Gouvernement **253.**

Traités et conventions **64.**

Affectations d'animateurs sociaux

Voir *Questions orales sans débat* **316.**

Médecins appelés

Voir *Questions orales sans débat* **298.**

Objecteurs de conscience

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Service militaire adapté
Voir *Justice* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

SERVICE PUBLIC
Voir *Audiovisuel* **1.**
Continuité du —
Voir *Audiovisuel* **1.**

SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI
Voir *Corse* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi. — III : Travail, emploi.

SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS
Voir *Transports* **2.**

SERVICES (T.V.A. sur les —)
Voir *Lois de finances* **5** (première partie), article 3.

SERVICES D'EXPANSION ECONOMIQUE A L'ETRANGER
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Commerce extérieur.

SERVICES EFFECTIFS
Voir *Fonctionnaires et agents publics* **6.**

SERVICES EXTERIEURS DE L'ETAT
Voir *Collectivités locales* **7.**

SERVICES MOBILES D'URGENCE ET DE REANIMATION (S.M.U.R.)
Voir *Questions orales sans débat* **298.**

SERVICES PUBLICS POLYVALENTS
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), budget annexe des postes et télécommunications.

SERVICES VOTES
Voir *Plan* **2.**

SESSIONS EXTRAORDINAIRES
Voir *Nationalisations* **5.**
Rappels au règlement **281.**

SEUILS SOCIAUX ET FISCAUX
Voir *Lois de finances* **6** (première partie) discussion générale.
(Deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, article 71 ; Commerce et artisanat.
Travail **6, 7, 8, 9.**

SEVENO (Maurice)
Sa nomination au poste de directeur de l'information de F. R. 3
Voir *Audiovisuel* **1.**
Propos injurieux tenus à son égard
Voir *Rappels au règlement* **305, 306, 307.**

SEVESO
Voir *Questions au Gouvernement* **402.**

SEXISME
Voir *Enseignement* **7.**
Fonctionnaires et agents publics **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.
Travail **12.**
Convention des Nations Unies
Voir *Questions au Gouvernement* **192.**

SEXUALITE
Voir *Mœurs* **2.**

S.F.E.N.A. (Société)
Voir *Questions orales sans débat* **162.**

SIDERURGIE
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi ; Recherche et industrie, énergie.
Questions au Gouvernement **340, 349, 432, 460, 465, 474.**
Questions orales sans débat **135, 308, 309, 313, 314.**

S.I.T.E.C. (Entreprise)
Voir *Questions au Gouvernement* **351.**

SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL DE CROISSANCE (S.M.I.C.)
Voir *Politique économique et sociale* **4.**
Questions au Gouvernement **395, 414.**
Service national **13.**
Travail **7.**
— Outre-mer
Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

SOCATA (société)
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

SOCIALISME BANCAIRE
Voir *Lois de finances* **5**, *discussion générale.*

SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (S.A.F.E.R.)
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Questions orales sans débat **159.**

SOCIETE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES (S. E. I. T. A.)
Voir *Questions orales sans débat* **223.**

SOCIETE DES AUTEURS, COMPOSITEURS, EDITEURS DE MUSIQUE (S.A.C.E.M.)
Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

SOCIETE DUALE

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

SOCIETE FINANCIERE DE RADIODIFFUSION

Voir *Audiovisuel* **1.**

SOCIETE FRANÇAISE DE PARTICIPATION INDUSTRIELLE (S.F.P.I.)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), articles 10 et 11.

SOCIETE FRANÇAISE DE PRODUCTION

Voir *Audiovisuel* **1.**

SOCIETE GENERALE

Voir *Questions orales sans débat* **194.**

SOCIETE NATIONALE CHARGEE DE LA PRODUCTION DE DOCUMENTS AUDIOVISUELS

Voir *Audiovisuel* **1.**

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (S.N.C.F.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.
Lois de finances rectificatives **6.**
Questions orales sans débat **178, 263.**
Transports **2.**

— en Ile-de-France

Voir *Questions orales sans débat* **152.**

Lignes secondaires

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

Occupation des voies de chemin de fer

Voir *Questions au Gouvernement* **334.**

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE (S.N.E.P.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.

SOCIETES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Epargne **4.**

Fusion, absorption, scission de —

Voir *Lois de finances* **5** (première partie) article 2.

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Entreprises **11.**
Lois de finances **6** (première partie), article 11.
Ordre public **3.**

SOCIETES COOPERATIVES

Voir *Economie sociale* **1.**

SOCIETES COOPERATIVES DE BANQUE

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION (S.C.O.P.)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie) article 7 ; (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi ; Plan et aménagement du territoire.
Questions au Gouvernement **229.**

SOCIETES D'AMENAGEMENT RURAL

Voir *Collectivités locales* **7.**

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

1. — Proposition de loi n° 23 sur les **sociétés civiles de placement à capital variable.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Marc Lauriol (28 janvier 1982).

SOCIETES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (S. D. R.)

Voir *Audiovisuel* **1.**

SOCIETES DE GARDIENNAGE

Voir *Ordre public* **3.**
Pétitions **84, 98.**
Police privée **1.**

SOCIETES DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION

Voir *Audiovisuel* **1.**

SOCIETES D'INTERET COLLECTIF AGRICOLE

Voir *Agriculture* **8.**

SOCIETES FINANCIERES D'INNOVATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

SOCIETES REGIONALES DE FINANCEMENT (SOREFI)

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**

SOFERGIE

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

SOFIRAD

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.

SOFRALAIT (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **346.**

SOGUINTEL (entreprise — de Guingamp)

Voir *Questions orales sans débat* **283.**

SOJA

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

SOLMER (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **432.**
Questions orales sans débat **135.**

SONATRACH

Voir *Lois de finances* **5,** articles 6, 7, 9.

SOPALUNA (entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **270.**

SOURDS ET MALENTENDANTS

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision.

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (S. N. L. E.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences et article 32.
Motions de censure **9.**

SOUS-TRAITANCE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Questions au Gouvernement **212, 247, 378.**
Travail **7.**

SPECULATION IMMOBILIERE

Voir *Baux* **6.**

SPORT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme.
Travail **8,** article 31.

SPORTS VIOLENTS

Voir *Pétitions* **151.**

SRI LANKA

Voir *Traités et conventions* **35.**

STAGES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.

S.T.A.R.T. (négociations soviéto-américaines)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

STATIONS DE VACANCES

Voir *Agriculture* **4.**

STATIONS-SERVICE (gérants des —)

Voir *Questions au Gouvernement* **403.**

STRASBOURG (usine de cellulose)

Voir *Questions orales sans débat* **248.**

STRUCTURES ADMINISTRATIVES

Voir *Collectivités locales* **1.**

STRUCTURES AGRICOLES

Voir *Agriculture* **4.**

STUPEFIANTS

Voir *Procédure pénale* **3.**
Questions au Gouvernement **259, 28.**

SUCCESSIONS ET LIBERALITES

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Traités et conventions **58, 59.**

SUCRE

Voir *Côte-d'Ivoire - Sénégal* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

SUICIDE

Voir *Ordre public* **4.**

SUPPLEMENT DE REVENU FAMILIAL

Voir *Prestations familiales* **4.**

SUISSE

Voir *Frontaliers* **1.**

SURETE DES INSTALLATIONS NUCLEAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie, article 60 et après l'article 60.

SURREGENERATEURS

Voir *Recherche scientifique et technique* **1.**

SUSPENSION DE SEANCE

— Examen du projet de loi de nationalisation : Aubert (François d') ; Billardon (André) ; Labarrère (André) [4 février 1982] (p. 729).

— Examen des amendements déposés sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux : M. Raymond Forni, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [27 juillet 1982] (p. 4867) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 4868).

SYNDICAT INDEPENDANT DE LA POLICE NATIONALE

Voir *Parlement* **11.**

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION

Voir *Collectivités locales* **7.**

SYNDICAT NATIONAL DES CHERCHEURS SCIENTIFIQUES (S.N.C.S.)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Recherche et industrie, énergie.

SYNDICATS PROFESSIONNELS

1. — Proposition de loi n° 341 tendant à garantir le véritable exercice de la **liberté syndicale.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Bas (22 avril 1982).

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), articles 6, 9.
Travail **6, 7, 8, 9, 12.**

— agricoles

Voir *Questions orales sans débat* **257.**

— dans la fonction publique

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **10.**

Formation économique et sociale

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Voir *Questions au Gouvernement* **381.**

T

TABACS ET ALLUMETTES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 14.

Taxe

Voir *Sécurité sociale* **12.**

TALBOT

Voir *Questions au Gouvernement* **328.**
Questions orales sans débat **275, 279, 280.**
Travail **7.**

Réseau commercial

Voir *Questions au Gouvernement* **191.**

Usine — de Poissy

Voir *Questions au Gouvernement* **302.**
Rappels au règlement **394, 395, 396, 399, 400.**
Travail **8.**

TARIFS PUBLICS

Voir *Questions orales sans débat* **243.**

TAUX D'INTERET

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Motions de censure **6.**

« TAXE A L'ESSIEU »

Voir *Traités et conventions* **36.**

TAXE COMMUNALE SUR LES EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 17 ; (deuxième partie), commerce et artisanat ; Éducation nationale ; Formation professionnelle.

TAXE DE CORESPONSABILITE LAITIERE

Voir *Agriculture* **8.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

TAXE DE FORMATION DES ARTISANS

Voir *Commerce et artisanat* **5.**

TAXE DE PROTECTION SANITAIRE ET D'ORGANISATION DES MARCHES DES VIANDES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 18.
Lois de finances rectificatives **6.**

TAXE DE SEJOUR DES COMMUNES TOURISTIQUES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Lois de finances rectificatives **6.**

TAXE DE SOLIDARITE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), agriculture, B.A.P.S.A.

TAXE D'HABITATION

Voir *Impôts locaux* **8.**
Lois de finances **5,** discussion générale (première partie), articles 1er, 14, 19.
Lois de finances **6** (première partie), article 8 ; (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Lois de finances rectificatives **5,** articles 1er et 19.
Questions au Gouvernement **258.**

TAXE DIFFERENTIELLE SUR LES VEHICULES A MOTEUR

Voir *Corse* **4.**
Lois de finances **6,** article 13.

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **6** (première partie), discussion générale, article 16.

TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRE DES METIERS

Voir *Commerce et artisanat* **5.**

TAXE PROFESSIONNELLE

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Impôts locaux **9.**
Lois de finances **5** (première partie), discussion générale, articles 2, et 10 à 18.
Lois de finances **6** (deuxième partie), commerce et artisanat ; Economie et finances. — I : Charges communes ; Intérieur et décentralisation.
Lois de finances rectificatives **6,** articles 2, 10, 18.
Professions et activités médicales **5.**
Questions au Gouvernement **247.**
Villes nouvelles **1.**

TAXES FONCIERES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Lois de finances rectificatives **5.**

TAXES PARAFISCALES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article **44** ; Agriculture, B.A.P.S.A. ; Economie et finances. — III : Budget : budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales.

TAXES SUR LES HUILES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article **22.**

TAXES SUR LES MAGNETOSCOPES ET CASSETTES

Voir *Audiovisuel* **1.**

TAXES SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**

TAXE SUR CERTAINS FRAIS GENERAUX

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article **52.**

— et exportation

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 52.

TAXE SUR LA PUBLICITE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, après l'article 54.

— Secteur pharmaceutique

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **1.**

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A.)

Voir *Lois de finances* **5,** discussion générale, article 3.
Lois de finances **6** (première partie), articles 9 et 16.
Lois de finances rectificatives **5,** articles 3 et 26.

Collectivités locales

Voir *Questions au Gouvernement* **399.**
Questions orales sans débat **252.**

— sur la redevance T.V.

Voir *Audiovisuel* **1.**

— sur les professions juridiques, presse, formation professionnelle

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article **9.**

— sur les terrains et constructions

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Taxes téléphoniques

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), budget annexe des Postes et télécommunications.

TAXE SUR LES ALCOOLS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

TAXE COMPENSATOIRE SUR LES ALCOOLS

Voir *Questions au Gouvernement* **406.**

TAXE SUR LES ALCOOLS ET LE TABAC

Voir *Sécurité sociale* **12.**

TAXES SUR LES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION DES VEHICULES

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **6** (première partie), article **15.**

TAXES SUR LES SALAIRES

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), articles **6, 9.**

TAXIS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article **16.**
Questions orales sans débat **244.**

Chauffeurs de —

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Questions orales sans débat **136.**

TCHAD

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **315.**

TECHNOLOGIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale ; Recherche et industrie, énergie.

TELECOMMUNICATIONS

1. — Proposition de loi n° 1255 tendant à autoriser l'**utilisation de postes émetteurs-récepteur dans la fréquence de 27 mégahertz.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Audiovisuel* **1.**

TELEDIFFUSION DE FRANCE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

« TELE-LIBERTE » (association)

Voir *Audiovisuel* **1.**

TELEMATIQUE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

TELEPHONE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

TELEVISION

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Communication et radiotélévision ; Culture.
Questions au Gouvernement **310.**

TEMPO-SANYS (société)

Voir *Questions orales sans débat* **261.**

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

5. — Proposition de loi n° 580 relative à l'**organisation de la Polynésie française.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Toubon (28 janvier 1982).

6. — Proposition de loi n° 590 portant règlement du **problème foncier en Nouvelle-Calédonie.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. René Rouquet (4 février 1982).

Voir *Collectivités locales* **4** et **5.**
Elections et référendums **19.**
Justice **6.**
Nouvelle-Calédonie **1.**

TERRORISME

Voir *Corse* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences ; Intérieur et décentralisation.
Procédure pénale **3.**
Questions au Gouvernement **225, 352, 366.**
Questions orales sans débat **117.**

Assurance contre le —

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**

TEXTILE (industrie)

Voir *Questions orales sans débat* **123, 151, 158, 169.**
Recherche scientifique et technique **1.**

TEXUNION (usines)

Voir *Questions orales sans débat* **169.**

THAILANDE

Voir *Traités et conventions* **38.**

THEATRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Culture.

THERMALISME

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé, Solidarité nationale. Temps libre, Jeunesse et sports, Tourisme.

THOMSON (société)

Voir *Nationalisations* **5.**
Questions au Gouvernement **302, 393.**

TICKET MODERATEUR

Voir *Assurance-vieillesse : généralités* **7.**
Sécurité sociale **12.**

TIERS MONDE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

TIERS PAYANT

Voir *Pétitions* **13.**

TITRES PARTICIPATIFS

Voir *Epargne* **4.**

TITULARISATION

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale, Fonction publique et réformes administratives.

TOGO

Voir *Questions orales sans débat* **128.**

TOULOUSE

Voir *Elections et référendums* **16.**

TOURISME ET LOISIRS

1. — Proposition de loi n° 643 portant réforme de **l'organisation régionale du tourisme.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 12 janvier 1982.

2. — Proposition de loi n° 939 portant réforme de **l'organisation régionale du tourisme.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Maurice Pourchon et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrades (30 septembre 1982).

3. — Proposition de loi n° 1144 portant réforme de **l'organisation régionale du tourisme.** — *Sénat* (première lecture), n° **268** (1981-1982), dépôt le 14 avril 1982 par M. Marc Bœuf et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Pierre Lacour. — Rapport n° **12** (1982-1983) (7 octobre 1982). — Discussion le 12 octobre 1982. — Adoption le 12 octobre 1982. — Proposition de loi n° **15** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1144,** dépôt le 12 octobre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade (21 octobre 1982).

Voir *Agriculture* **4.**
Collectivités locales **7.**
Départements d'outre-mer **3.**
Lois de finances **6** (première partie), article 16 ; (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports, tourisme ; Urbanisme et logement.

TOXICOMANIE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — II : Santé ; Solidarité nationale.

TRAIN A GRANDE VITESSE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Environnement ; Transports.

— Atlantique

Voir *Questions au Gouvernement* **453.**

TRAITE DE ROME

Voir *Agriculture* **8.**

TRAITES ET CONVENTIONS

13. — Projet de loi n° 90 autorisant l'approbation d'une convention sur la **conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique.** — *Sénat* (première lecture), n° 80 (1981-1982), dépôt le 30 novembre 1981. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport n° **119** (1981-1982) (14 décembre 1981). — Discussion le 7 avril 1982. — Projet de loi **n° 48** (1981-1982).

Loi n° 82-347 du 20 avril 1982 publiée au *J. O.* du 21 avril 1982 (p. 1175).

14. — Projet de loi n° 91 autorisant l'approbation d'un avenant à la **convention sur la sécurité sociale** du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **principauté de Monaco.** — *Sénat* (première lecture), n° **45** (1981-1982), dépôt le 30 octobre 1981. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Francis Palmero. — Rapport n° **120** (1981-1982) (14 décembre 1981). — Discussion le 7 avril 1982. — Adoption le 7 avril 1982. — Projet de loi n° **50** (1981-1982).

Loi n° 82-350 du 20 avril 1982 publiée au *J. O.* du 21 avril 1982 (p. 1175).

16. — Projet de loi n° 93 autorisant l'approbation d'une convention d'**assistance administrative mutuelle en matière de douane** entre le Gouvernement de la République française et et Gouvernement de la **République d'Autriche.** — *Sénat* (première lecture), n° **81** (1981-1982), dépôt le 30 novembre 1981. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Charles Bosson. — Rapport n° **128** (1981-1982) (15 décembre 1981). — Adoption le 7 avril 1982. — Projet de loi n° **46** (1981-1982).

Loi n° 82-348 du 20 avril 1982 publiée au *J. O.* du 21 avril 1982 (p. 1175).

18. — Projet de loi n° 95 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la **pêche dans le lac Léman.** — *Sénat* (première lecture), n° **82** (1981-1982), dépôt le 30 novembre 1981. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Charles Bosson. — Rapport n° **129** (1981-1982) (15 décembre 1981). — Discussion le 7 avril 1982. — Adoption le 7 avril 1982. — Projet de loi n° **47** (1981-1982).

Loi n° 82-349 du 20 avril 1982 publiée au *J.O.* du 21 avril 1982 (p. 1175).

19. — Projet de loi n° 96 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'**Ile Maurice** tendant à éviter les **doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.** — n° **116** (1981-1982), dépôt le 11 décembre 1981. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. Rapport n° **352** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. Projet de loi n° **104** (1981-1982).

Loi n° 82-483 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1840).

22. — Projet de loi n° 99 concernant l'application de l'**accord franco-guinéen** du 26 janvier 1977 relatif au **règlement du contentieux financier** entre les deux pays. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion le 8 avril 1982. — Adoption le 8 avril 1982. — Projet de loi n° **122.**

Sénat (première lecture), n° **262** (1981-1982), dépôt le 13 avril 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **309** (1981-1982) (29 avril 1982). — Discussion le 13 mai 1982. — Adoption le 13 mai 1982. — Projet de loi n° **82** (1981-1982).

Loi n° 82-414 du 19 mai 1982 publiée au *J.O.* du 20 mai 1982 (p. 1518).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [8 avril 1982] (p. 1034) :

« Affaire des disparus guinéens » : défense des droits de la personne humaine : *Vivien* (*Alain*) (p. 1035, 1036) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1037).

Contenu de l'accord sur le contentieux financier : *Sanmarco* (*Philippe*) (p. 1034, 1035) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1035).

Historique des relations politiques franco-guinéennes : *Sanmarco* (*Philippe*) (p. 1035) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1035) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 1036) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1036) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1037).

Iles Falkland (îles Malouines) : *Hamel* (*Emmanuel*).

Indemnisation des Français dont les biens ont été nationalisés à l'étranger : *Sanmarco* (*Philippe*) (p. 1033).

Discussion des articles [8 avril 1982] (p. 1037) :

Article 1er (*renvoyant à un décret en Conseil d'Etat le soin de définir les conditions dans lesquelles seront évalués d'une manière forfaitaire les biens susceptibles d'être indemnisés*) : adopté.

Article 2 (*prévoyant que les personnes physiques imposables au titre des B.I.C. ayant pu imputer leurs pertes en Guinée sur leurs revenus ou bénéfices verront cette réduction d'impôts venir en déduction de l'indemnité prévue au titre de l'accord franco-guinéen*) : adopté.

Article 3 (*exclusion de la répartition d'indemnité prévue par l'accord franco-guinéen des biens ayant été indemnisés même de manière partielle par l'A.N.I.F.O.R.M. au titre de la loi de 1970 à 1978*) : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; en conséquence ce texte devient l'article 3 (p. 1037).

Après l'article 3 : amendement n° 2 de la commission (tendant à plafonner le montant de l'indemnisation) : adopté.

Article 4 (*forclusion des demandes déposées après le 31 décembre 1981*) : amendement n° 3 de la commission (tendant à repousser la date de forclusion à trois mois après l'entrée en vigueur de la loi) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Affaire des disparus guinéens ; position du Gouvernement français à l'égard du problème des îles Malouines.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1038).

29. — Projet de loi n° 486 autorisant l'approbation d'une disposition complémentaire aux **conventions internationales concernant le transport par chemins de fer** des marchandises, des voyageurs et des bagages. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **749** (2 avril 1982). — Demande de vote sans débat le 2 avril 1982. — Vote sans débat le 21 avril 1982. — Adoption le 21 avril 1982. — Projet de loi n° **128.**

Sénat (première lecture), n° **288** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gilbert Belin. — Rapport n° **357** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi n° **99** (1981-1982).

Loi n° 82-488 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1841).

30. — Projet de loi n° 487 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le **Gouvernement de la République d'Islande** afin d'éviter la **double imposition en matière de transport aérien.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **750** (2 avril 1982). — Demande de vote sans débat le 2 avril 1982. — Vote sans débat le 21 avril 1982. — Projet de loi n° **129.**

Sénat (première lecture), n° **289** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **354** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi n° **103** (1981-1982).

Loi n° 82-481 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1840).

31. — Projet de loi n° 488 autorisant la ratification d'un accord relatif aux **produits relevant de la communauté européenne du charbon et de l'acier,** signé entre les **Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République du Zimbabwe** et autorisant l'approbation d'un **accord interne** entre les Etats membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'accord interne **relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté,** signé le 20 novembre 1979. — *Sénat* (première lecture), n° **143** (1981-1982), dépôt le 18 décembre 1981. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **241** (1981-1982) (2 avril 1982). — Discussion le 7 avril 1982. — Adoption le 7 avril 1982. — Projet de loi n° **49** (1981-1982).

Loi n° 82-351 du 20 avril 1982 publiée au *J.O.* du 21 avril 1982 (p. 1176).

32. — Projet de loi n° 489 autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la **convention relative à l'aviation civile** internationale (art. 83 *bis*). — *Assemblée nationale* (pre-

mière lecture). — Rapport n° **751** (2 avril 1982). — Demande de vote sans débat le 2 avril 1982. — Vote sans débat le 21 avril 1982. — Adoption le 21 avril 1982. — Projet de loi n° **130.**

Sénat (première lecture), n° **290** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Serge Boucheny. — Rapport n° **358** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi n° **100** (1981-1982).

Loi n° 82-480 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1839).

33. — Projet de loi n° 733 autorisant la **ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Guidoni (2 avril 1982). — Rapport n° **752** (2 avril 1982). — Discussion le 8 avril 1982. — Adoption le 8 avril 1982. — Projet de loi n° **123.**

Sénat (première lecture), n° **263** (1981-1982), dépôt le 13 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport n° **281** (1981-1982) (21 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi n° **67** (1981-1982).

Loi n° 82-374 du 6 mai 1982 publiée au *J.O.* du 7 mai 1982 (p. 1291).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [8 avril 1982] (p. 1038) :

Accession éventuelle de l'Espagne à l'O.T.A.N. : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1039) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 1041).

Alliance atlantique (organisation d'un débat devant le Parlement) : *Cheysson* (*Claude*) (p. 1040) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 1040) ; *Baumel* (*Jacques*) (p. 1041).

Démocratisation de l'Espagne : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1039) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 1040) ; *Baumel* (*Jacques*) (p. 1041) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 1041) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 1042).

Dissolution « des blocs militaires » : *Montdargent* (*Robert*) (p. 1042) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 1042).

Intérêt stratégique de l'Espagne : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1039) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1039) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 1040) ; *Baumel* (*Jacques*) (p. 1041) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 1041) ; *Ballingand* (*Jean-Pierre*) (p. 1042).

Urgence : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1039) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1040).

Vote favorable du groupe socialiste : *Neiertz* (*Véronique*) (p. 1040) ; *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 1042).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Baumel* (*Jacques*) (p. 1041).

Vote hostile du groupe communiste : *Montdargent* (*Robert*) (p. 1042).

Discussion de l'article unique [8 avril 1982] (p. 1042) :

Autorisation de ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne signé à Bruxelles le 10 décembre 1981, dont le texte est annexé à la présente loi ;

— **adoption de l'article unique** (p. 1042).

34. — Projet de loi n° 766 autorisant l'approbation d'un accord relatif à la **participation française à la force multinationale et d'observateurs.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 avril 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (14 avril 1982). — Rapport n° **780** (20 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (14 avril 1982). — Rapporteur pour avis : M. Marc Verdon (22 avril 1982). — Avis n° **821** (21 avril 1982). — Discussion le 22 avril 1982. — Adoption le 22 avril 1982. — Projet de loi n° **136.**

Sénat (première lecture), n° **298** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Albert Voilquin. — Rapport n° **300** (1981-1982) (27 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi n° **68** (1981-1982).

Loi n° 82-376 du 6 mai 1982 publiée au *J.O.* du 7 mai 1982 (p. 1292).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1254) :

Abstention du groupe communiste : *Montdargent* (*Robert*) (p. 1259).

Abstention du groupe R.P.R. : *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 1257).

Attentat de la rue Marbeuf : *Faure* (*Maurice*) (p. 1256) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1256).

Composition et organisation de la F.M.O. (force multinationale et d'observateurs) : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 1254).

Contribution française (matériel, personnel, charges financières) : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 1254) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 1255).

Engagement de la France de participer à la F.M.O. (échange de lettres entre le ministre des relations extérieures et le directeur général de la F.M.O.) : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 1254) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 1255) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1256) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 1257).

Liban : *Cheysson* (*Claude*) (p. 1257).

Mission de la F.M.O. : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 1254).

Processus de paix au Proche-Orient (problème des accords de Camp David) : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 1255) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 1255) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1256) ; *Nevoux* (*Paulette*) (p. 1257) ; *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1258) ; *Jagoret* (*Pierre*) (p. 1258) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 1259).

Restitution du Sinaï par Israël : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 1257) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 1258).

Traité de paix égypto-israélien et impossibilité de constituer une force et des observateurs des Nations unies : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 1254) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 1255) ; *Couve de Murville* (*Maurice*) (p. 1257).

Vote favorable du groupe socialiste : *Guidoni* (*Pierre*) (p. 1258) ; *Jagoret* (*Pierre*) (p. 1259).

Discussion de l'article unique [22 avril 1982] (p. 1258) :

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord par échange de lettres en date du 18 et du 20 mars 1982 relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs dont le texte est annexé à la présente loi*) : adopté au scrutin public (p. 1259).

35. — Projet de loi n° 767 autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique socialiste de **Sri Lanka** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Adrien Zeller (14 avril 1982). — Rapport n° **781** (20 avril 1982). — Discussion le 22 avril 1982. — Adoption le 22 avril 1982. — Projet de loi n° **140.**

Sénat (première lecture), n° **295** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **353** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3juin 1982. — Projet de loi n° **102** (1981-1982).

Loi n° 82-479 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1839).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1264) :

Compétence de la commission des finances et convention fiscale : *Zeller* (*Adrien*) (p. 1264).

Contenu de la convention : *Zeller* (*Adrien*) (p. 1264) ; *Cheysson* (*Claude*) (p.1264).

Echanges commerciaux entre la France et le Sri Lanka : *Zeller* (*Adrien*) (p. 1264).

Discussion de l'article unique [22 avril 1982] (p. 1264) :

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale*

en matière d'impôt sur le revenu signée à Colombo le 17 septembre 1981 dont le texte est annexé à la présente loi) : adopté (p. 1264).

36. — *Sénat* (première lecture), n° **296** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **355** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi n° **101** (1981-1982).

Loi n° 82-478 du 10 juin 1982 publiée au *J. O.* du 11 juin 1982 (p. 1839).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1262) :

Développement des transports routiers : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 1262) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1262) ;

« Europe des transports » : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1263) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1263).

Exonération réciproque de la « taxe à l'essieu » : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 1262) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1262).

Protection des transporteurs routiers français : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 1262-1263) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1263).

Discussion de l'article unique [22 avril 1982] (p. 1263) :

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international signé à Madrid le 16 octobre 1981 dont le texte est annexé à la présente loi*) : adopté (p. 1263).

37. — **Projet de loi n° 769** autorisant **l'approbation d'une convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 avril 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. François Asensi (14 avril 1982). — Rapport n° **783** (20 avril 1982). Discussion le 22 avril 1982. — Adoption le 22 avril 1982. — Projet de loi n° **138.**

Sénat (première lecture), n° **297** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Emile Didier. — Rapport n° **359** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi n° **98** (1981-1982).

Loi n° 82-482 du 10 juin 1982 publiée au *J. O.* du 11 juin 1982 (p. 1840).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1261) :

Entrée en vigueur de la convention : *Montdargent* (*Robert*) (p. 1261) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1261).

Réserves : *Montdargent* (*Robert*) (p. 1261).

Discussion de l'article unique (p. 1261) :

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises faite à Vienne le 11 avril 1980 dont le texte est annexé à la présente loi*) : adopté (p. 1261).

38. — **Projet de loi n° 770** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'**assistance aux personnes détenues** et sur le **transfèrement des condamnés.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 avril 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Claude-Gérard Marcus (14 avril 1982). — Rapport n° **784** (20 avril 1982). — Discussion le 22 avril 1982. — Adoption le 22 avril 1982. — Projet de loi n° **137.**

Sénat (première lecture), n° **299** (1981-1982), dépôt le 23 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Charles Bosson. — Rapport n° **360** (1981-1982) (27 mai 1982). — Discussion le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi n° **97** (1981-1982).

Loi n° 82-417 du 10 juin 1982 publiée au *J. O.* du 11 juin 1982 (p. 1839).

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1260) :

Français emprisonnés en Thaïlande (jeunes toxicomanes) : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 1260) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1261).

Protection des ressortissants : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 1260).

« Transfèrement » des condamnés détenus : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 1260) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1260).

Discussion de l'article unique (p. 1261) :

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés signée à Rabat le 10 août 1981 dont le texte est annexé à la présente loi*) : adopté (p. 1261).

39. — **Projet de loi n° 827** autorisant l'approbation d'une convention pour la **protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 26 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (6 mai 1982). — Rapport n° **862** (13 mai 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi n° **181.**

Sénat (première lecture), n° **428** (1981-1982), dépôt le 25 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Charles Bosson. — Rapport n° **526** (1981-1982) (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi n° **2** (1982-1983).

Loi n° 82-890 du 19 octobre 1982 publiée au *J. O.* du 20 octobre 1982 (p. 3163).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3836) :

Commission nationale de l'informatique et des libertés (C. N. I. L.) : *Forni* (*Raymond*) (p. 3848).

Exceptions des restrictions : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3847) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3847) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 3847).

Fichier illégal de la gendarmerie : *Montdargent* (*Robert*) (p. 3847).

Fichier manuel : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3847).

« Flux transfrontières de données » : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3847) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3847).

Interpol : *Montdargent* (*Robert*) (p. 3848) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3848).

Limites : *Montdargent* (*Robert*) (p. 3847) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3848).

Objet de la convention : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3847, 3848) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3847) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 3848).

Origine : conventions élaborées par le conseil de l'Europe : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3847) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 3847).

Principes de base : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3847) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3847).

Discussion de l'article unique (p. 3848) :

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, fait à Strasbourg le 28 janvier 1981*) : adopté (p. 3848).

40. — **Projet de loi n° 838** autorisant l'approbation d'une **convention** sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de **garde des enfants** et le rétablissement de la garde des enfants. — *Sénat* (première lecture), n° **167** (1981-1982), dépôt le 5 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Philippe Machefer. — Rapport n° **244** (1981-1982) (6 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 29 avril 1982. — Projet de loi n° **60** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **838**, dépôt le 29 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Paulette Nevoux (6 mai 1982). — Rapport n° **863** (13 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 13 mai 1982. — Vote sans débat le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi n° **156.**

Loi n° 82-485 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1841).

41. — Projet de loi n° 839 autorisant l'approbation d'une convention sur les **aspects civils de l'enlèvement international d'enfents.** — *Sénat* (première lecture), **n° 169** (1981-1982), dépôt le 5 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Philippe Machefer. — Rapport **n° 245** (1981-1982) (6 avril 1982). Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi **n° 61** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 839,** dépôt le 27 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Paulette Nevoux (6 mai 1982). — Rapport **n° 864** (13 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 13 mai 1982. — Vote sans débat le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi **n° 157.**

Loi n° 82-486 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1841).

42. — Projet de loi n° 840 autorisant l'approbation d'une **convention franco-brésilienne de coopération judiciaire** en matière civile, sociale et administrative. — *Sénat* (première lecture), **n° 170** (1981-1982), dépôt le 5 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 246** (1981-1982) (6 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi **n° 63** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 840,** dépôt le 27 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Robert Montdargent (6 mai 1982). — Rapport **n° 865** (13 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 13 mai 1982. — Vote sans débat le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi **n° 158.**

Loi n° 82-487 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1841).

43. — Projet de loi n° 841 autorisant la ratification d'une convention entre la République française et le Royaume du **Maroc,** relative au **statut des personnes et de la famille** et à la **coopération judiciaire.** — *Sénat* (première lecture), dépôt le 5 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Alfred Gerin. — Rapport **n° 277** (1981-1982) (21 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi **n° 62** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 841,** dépôt le 27 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Claude-Gérard Marcus (6 mai 1982). — Rapport **n° 866** (13 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 13 mai 1982. — Vote sans débat le 3 juin 1982. — Adoption le 3 juin 1982. — Projet de loi **n° 159.**

Loi n° 82-484 du 10 juin 1982 publiée au *J.O.* du 11 juin 1982 (p. 1840).

44. — Projet de loi n° 842 autorisant l'approbation d'un accord portant **création du Fonds commun pour les produits de base.** — *Sénat* (première lecture), **n° 217** (1981-1982), dépôt le 17 février 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Alfred Gerin. — Rapport **n° 278** (1981-1982) (21 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi **n° 64** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **842,** dépôt le 27 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. André Bellon (6 mai 1982). — Rapport n° **867** (13 mai 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi **n° 178.**

Loi n° 82-549 du 30 juin 1982 publiée au *J.O.* du 1er juillet 1982 (p. 2068).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3842) :

Aide alimentaire : *Montdargent* (*Robert*) (p. 3844).

Dotations financières du fonds : *Bellon* (*André*) (p. 3842) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3843) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 3843, 3844).

Instabilité du cours des matières premières et situation financière des pays du tiers monde : *Bellon* (*André*) (p. 3842) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3843) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 3843).

Missions du fonds : *Bellon* (*André*) (p. 3842) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3843) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 3843).

Origine : texte adopté par une conférence des Nations Unies : *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3843).

Portée pratique limitée (nombre restreint d'accords par produit) : *Bellon* (*André*) (p. 3842) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 3843, 3844).

Relations Nord-Sud et politique de la France : *Montdargent* (*Robert*) (p. 3844).

Discussion de l'article unique :

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord portant création du fonds commun pour les produits de base ensemble six annexes ouvert à la signature à New York le* 1er *octobre* 1980) : adopté (p. 3844).

45. — Projet de loi n° 843 autorisant l'approbation de l'**accord international de 1980 sur le cacao.** — *Sénat* (première lecture), n° **218** (1981-1982), dépôt le 17 février 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Alfred Gérin. — Rapport n° **279** (1981-1982) (21 avril 1982). — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi **n° 65** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 843,** dépôt le 27 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Lagorce (6 mai 1982). — Rapport n° **868** (13 mai 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi n° **179.**

Loi n° 82-548 du 30 juin 1982 publiée au *J.O.* du 1er juillet 1982 (p. 2067).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3844) :

Conseil international du cacao : *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3845).

Contenu de l'accord : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 3845) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3845).

Hostilité de la Côte-d'Ivoire et des Etats-Unis : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 3845) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3845).

Instabilité du marché du cacao : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 3844) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3845).

Relations Nord-Sud et politique de la France : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 3844).

Stabex : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 3844).

Discussion de l'article unique (p. 3846) :

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord international de* 1980 *sur le cacao, ensemble cinq annexes, fait à Genève le* 19 *novembre* 1980) : adopté (p. 3846).

46. — Projet de loi n° 844 relatif aux deux protocoles de 1981 prorogeant l'**accord international sur le blé** de 1971. — *Sénat* (première lecture), n° **231** (1981-1982), dépôt le 24 février 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission. — Rapporteur : M. Emile Didier. — Rapport n° **280** (1981-1982) (21 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Discussion le 28 avril 1982. — Adoption le 28 avril 1982. — Projet de loi n° **66** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **844,** dépôt le 27 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Adrien Zeller (6 mai 1982). — Rapport n° **869** (13 mai 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi n° **180.**

Loi n° 82-550 du 30 juin 1982 publiée au *J.O.* du 1er juillet 1982 (p. 2068).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3846) :

Aide alimentaire : *Zeller* (*Adrien*) (p. 3846).

Echec des négociations menées en vue de conclure une nouvelle convention sur le commerce du blé : *Zeller* (*Adrien*) (p. 3846) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3846).

Discussion de l'article unique (p. 3846) :

Article unique (*autorisant l'approbation des protocoles portant sixième prorogation de la convention sur le commerce du blé de* 1971 *et portant première prorogation de la convention relative à l'aide alimentaire de* 1980 *constituant l'accord international sur le blé de* 1971, *faits à Londres le* 6 *mars* 1981) : adopté (p. 3846).

47. — **Projet de loi n° 870** autorisant l'approbation d'un avenant n° 4 à la **convention générale entre la France et la Tunisie sur la sécurité sociale.** — *Sénat* (première lecture), **n° 230** (1981-1982), dépôt le 24 février 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Francis Palmero. — Rapport **n° 312** (1981-1982) (4 mai 1982). — Discussion le 13 mai 1982. — Adoption le 13 mai 1982. — Projet de loi **n° 86** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 870,** dépôt le 13 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jacques Mahéas (27 mai 1982). — Rapport **n° 901** (27 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 27 mai 1982. — Vote sans débat le 10 juin 1982. — Adoption le 10 juin 1982. — Projet de loi **n° 162.**

Loi n° 82-521 du 21 juin 1982 publiée au *J. O.* du 22 juin 1982 (p. 1958).

48. — **Projet de loi n° 871** autorisant l'approbation d'une convention relative aux **transports internationaux ferroviaires.** — *Sénat* (première lecture), **n° 219** (1981-1982), dépôt le 17 février 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gilbert Belin. — Rapport **n° 311** (1981-1982) (4 mai 1982). — Discussion le 13 mai 1982. — Adoption le 13 mai 1982. — Projet de loi **n° 85** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 871,** dépôt le 13 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Théo Vial-Massat (27 mai 1982). — Rapport **n° 902** (27 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 27 mai 1982. — Vote sans débat le 10 juin 1982. — Adoption le 10 juin 1982. — Projet de loi **n° 163.**

Loi n° 82-520 du 21 juin 1982 publiée au *J. O.* du 22 juin 1982 (p. 1958).

49. — **Projet de loi n° 872** autorisant l'approbation d'une **convention fiscale franco-égyptienne.** — *Sénat* (première lecture), **n° 216** (1981-1982), dépôt le 17 février 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport **n° 257** (1981-1982) (8 avril 1982). — Discussion le 13 mai 1982. — Adoption le 13 mai 1982. — Projet de loi **n° 81** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 872,** dépôt le 13 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien (27 mai 1982). — Rapport **n° 903** (27 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 27 mai 1982. — Vote sans débat le 10 juin 1982. — Adoption le 10 juin 1982. — Projet de loi **n° 164.**

Loi n° 82-522 du 21 juin 1982 publiée au *J. O.* du 22 juin 1982 (p. 1958).

50. — **Projet de loi n° 873** autorisant la ratification de la **convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles.** — *Sénat* (première lecture), **n° 172 (1981-1982),** dépôt le 6 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Charles Bosson. — Rapport **n° 320** (1981-1982) (5 mai 1982). — Discussion le 13 mai 1982. — Adoption le 13 mai 1982. — Projet de loi **n° 84** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 873,** dépôt le 13 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Adrien Zeller (27 mai 1982). — Rapport **n° 904** (27 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 27 mai 1982. — Vote sans débat le 10 juin 1982. — Adoption le 10 juin 1982. — Projet de loi **n° 165.**

Loi n° 82-523 du 21 juin 1982 publiée au *J. O.* du 22 juin 1982 (p. 1958).

51. — **Projet de loi n° 874** autorisant la ratification de la convention tendant à faciliter l'**accès international à la justice.** — *Sénat* (première lecture), **n° 168** (1981-1982), dépôt le 5 janvier 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport **n° 319** (1981-1982) (5 mai 1982). — Discussion le 13 mai 1982. — Adoption le 13 mai 1982. — Projet de loi **n° 83** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 874,** dépôt le 13 mai 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Guy Vadepied (27 mai 1982). — Rapport **n° 905** (27 mai 1982). — Demande de vote sans débat le 27 mai 1982. — Vote sans débat le 10 juin 1982. — Adoption le 10 juin 1982. — Projet de loi **n° 166.**

Loi n° 82-524 du 21 juin 1982 publiée au *J. O.* du 22 juin 1982 (p. 1959).

52. — **Projet de loi n° 910** autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la **coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de **Vanuatu.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Paulette Nevoux (3 juin 1982). — Rapport **n° 963** (23 juin 1982). — Discussion le 24 juin 1982. — Adoption le 24 juin 1982. — Projet de loi **n° 182.**

Sénat (première lecture), **n° 429** (1981-1982), dépôt le 25 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 527** (1981-1982) (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi **n° 3** (1982-1983).

Loi n° 82-891 du 19 octobre 1982 publiée au *J. O.* du 20 octobre 1982 (p. 3164).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1982] (p. 3848) :

Affectation des personnels de l'ambassade de France au Vanuatu déclarée *persona non grata* : *Deniau* (*Xavier*) (p. 3851).

Enseignement et défense de la langue française : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 3849) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 3850) ; *Bellon* (*André*) (p. 3851) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3851).

Essais nucléaires français dans le Pacifique : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 3849) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3850).

Indemnisation du Vanuatu par la France : *Deniau* (*Xavier*) (p. 3851, 3852).

Normalisation des rapports entre le Vanuatu et la France : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 3849) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3850) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 3850).

Nouvelle-Calédonie : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 3849).

Projets de développement : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 3849).

Terres et ressortissants français : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 3849, 3850) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 3850, 3851) ; *Cot* (*Jean-Pierre*) (p. 3851).

Discussion de l'article unique (p. 3852) :

Article unique (*autorisant l'approbation de* : 1° *l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Vanuatu ;* 2° *la convention relative à l'aide budgétaire assurée par le Gouvernement de la République française au gouvernement de la République du Vanuatu en matière d'enseignement ;* 3° *la convention relative à l'aide budgétaire assurée par le Gouvernement de la République française au gouvernement de la République du Vanuatu en matière de santé ;* 4° *la convention entre le Gouvernement de la République française et la République du Vanuatu relative à l'aide financière, aux projets de développement et à la recherche appliquée ;* 5° *la convention relative au concours en personnel d'assistance technique apporté par le Gouvernement de la République française au gouvernement de la République du Vanuatu, signés à Port Vila le* 10 *mars* 1982) : adopté (p. 3852).

53. — **Projet de loi n° 976** autorisant la ratification d'une convention internationale pour la **protection des obtentions végétales.** — *Sénat* (première lecture), **n° 368** (1981-1982), dépôt le 1er juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Alfred Gerin. — Rapport **n° 394** (1981-1982) (16 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption le 23 juin 1982. — Projet de loi **n° 114** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 976,** dépôt le 24 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Adrien Zeller (14 octobre 1982). — Rapport **n° 1206** (10 novembre 1982). — Demande de vote sans débat le 10 novembre 1982. — Vote sans débat le 8 décembre 1982. — Adoption le 8 décembre 1982. — Projet de loi **n° 276.**

Loi n° 82-1049 du 14 décembre 1982 publiée au *J.O.* du 15 décembre 1982 (p. 3743).

54. — **Projet de loi n° 977** autorisant l'approbation d'un **accord général de coopération** entre le Gouvernement de la République populaire du **Mozambique.** — *Sénat* (première lecture), **n° 334** (1981-1982), dépôt le 14 mai 1982. — par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Longequeue. — Rapport **n° 382** (1981-1982) (9 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption le 23 juin 1982. — Projet de loi **n° 116** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 977,** dépôt de 24 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Guy Vadepied (1er juillet 1982). — Rapport **n° 1276** (7 octobre 1982).

55. — **Projet de loi n° 978** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de **Belgique** sur l'**assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.** — *Sénat* (première lecture), **n° 367** (1981-1981), dépôt le 1er juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 393** (1981-1982) (16 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption le 23 juin 1982. — Projet de loi **n° 115** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 978,** dépôt le 24 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Georges Bustin (14 octobre 1982). — Rapport **n° 1246** (25 novembre 1982). — Demande de vote sans débat le 25 novembre 1982. — Vote sans débat le 18 décembre 1982. — Adoption le 18 décembre 1982. — Projet de loi **n° 294.**

Loi n° 82-1095 du 23 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 24 décembre 1982 (p. 3851).

56. — **Projet de loi n° 1134** autorisant la ratification de trois accords relatifs à **l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol ».** — *Sénat* (première lecture), **n° 410** (1981-1982). — Dépôt le 22 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Alfred Gerin. — Rapport **n° 525** (1981-1982) (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi **n° 4** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1134,** dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourré (14 octobre 1982). — Rapport **n° 1282** (9 décembre 1981).

57. — **Projet de loi n° 1135** autorisant l'approbation d'une **convention** entre la **République française et le Royaume de Belgique** au sujet de l'**amélioration de la Lys mitoyenne entre Deulémont et Menin.** — *Sénat* (première lecture), **n° 408** (1981-1982), dépôt le 22 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Roger Poudonson. — Rapport **n° 524** (1981-1982) (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi **n° 5** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1135,** dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Georges Bustin (14 octobre 1982). — Rapport **n° 1247** (25 novembre 1982). — Demande de vote sans débat le 25 novembre 1982. — Vote sans débat le 18 décembre 1982. — Adoption le 18 décembre 1982. — Projet de loi **n° 295.**

Loi n° 82-1096 du 23 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 24 décembre 1982 (p. 3852).

58. — **Projet de loi n° 1136** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume d'Arabie Saoudite** en vue d'éviter les **doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions** (ensemble un protocole). — *Sénat* (première lecture), **n° 369** (1981-1982), dépôt le 1er juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport **n° 461** (1981-1982) (7 juillet 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi **n° 8** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1136,** dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (14 octobre 1982). — Rapport **n° 1314** (16 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption le 18 décembre 1982. — Projet de loi **n° 297.**

Loi n° 82-1092 du 23 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 24 décembre 1982 (p. 3851).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8504) :

Nécessité d'encourager les investissements saoudiens en France : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 8505) ; *Cheysson (Claude)* (p. 8505).

Absence de dispositions relatives à l'impôt sur la fortune : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 8505) ; *Cheysson (Claude)* (p. 8505).

Discussion de l'article unique (autorisant l'approbation de la convention entre la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite sur les doubles impositions) : article unique adopté (p. 8505).

59. — **Projet de loi n° 1137** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les **doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions** (ensemble du protocole). — *Sénat* (première lecture), **n° 370** (1981-1982), dépôt le 1er juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport **n° 462** (1981-1982) (7 juillet 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi **n° 9** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1137,** dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Maurice Adevah-Pœuf (14 octobre 1982). — Rapport **n° 1315** (16 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption le 18 décembre 1982. — Projet de loi **n° 298.**

Loi n° 82-1094 du 23 décembre 1982, publiée au *J. O.* du 24 décembre 1982 (p. 3851).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8505) :

Nécessité de favoriser les investissements koweïtiens en France : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 8505) ; *Cheysson (Claude)* (p. 8506).

Discussion de l'article unique (autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et l'Etat de Koweït sur les doubles impositions) : article unique adopté (p. 8506).

60. — **Projet de loi n° 1138** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et de Gouvernement de la République de Chypre en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale,** en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. — *Sénat* (première lecture), **n° 406** (1981-1982), dépôt le 22 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport **n° 520** (1981-1982) (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi **n° 7** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1138,** dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Philippe Sanmarco (14 octobre 1982). — Rapport **n° 1248** (25 novembre 1982). — Demande de vote sans débat le 25 novembre 1982. — Vote sans débat le 18 décembre 1982. — Adoption le 18 décembre 1982. — Projet de loi **n° 296.**

Loi n° 82-1093 du 23 décembre 1982, publiée au *J. O.* du 24 décembre 1982 (p. 3851).

61. — **Projet de loi n° 1139** autorisant l'approbation, d'une part, de l'échange de lettres du 2 avril 1979 entre la République française et la **république fédérale d'Allemagne** relatif à certaines dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage de Kehl-Strasbourg et, d'autre part, de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1981 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du **barrage de Kehl-Strasbourg.** — *Sénat* (première lecture), **n° 405** (1981-1982), dépôt le 22 juin 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport **n° 519** (1981-1982) (29 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Adoption le 5 octobre 1982. — Projet de loi **n° 6** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1139**, dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Adrien Zeller (14 octobre 1982). — Rapport n° **1205** (10 novembre 1982). — Demande de vote sans débat le 10 novembre 1982. — Vote sans débat le 8 décembre 1982. — Adoption le 8 décembre 1982. — Projet de loi n° **277**.

Loi n° 82-1048 du 14 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 15 décembre 1982 (p. 3743).

62. — Projet de loi n° 1210, autorisant la ratification d'une convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'**importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels.** — *Sénat* (première lecture), n° **512** (1981-1982), dépôt le 28 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Charles Bosson. — Rapport n° **37** (1982-1983) (13 octobre 1982). — Discussion le 9 novembre 1982. — Adoption le 9 novembre 1982. — Projet de loi n° **31** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1210,** dépôt le 12 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Max Gallo (25 novembre 1982).

63. — Projet de loi n° 1221, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relative à l'**entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants,** de droit de visite et d'obligations alimentaires. — *Sénat* (première lecture), n° **514** (1981-1982), dépôt le 28 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Alfred Gérin. — Rapport n° **39** (1982-1983) (13 octobre 1982). — Discussion le 9 novembre 1982. — Adoption le 9 novembre 1982. — Projet de loi n° **28** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1211**, dépôt le 12 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Paulette Nevoux (25 novembre 1982). — Rapport n° **1283** (9 décembre 1982).

64. — Projet de loi n° 1212 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relative aux **obligations de service national** en cas de double nationalité. — *Sénat* (première lecture), n° **513** (1981-1982), dépôt le 28 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport n° **38** (1982-1983) (13 octobre 1982). — Discussion le 9 novembre 1982. — Adoption le 9 novembre 1982. — Projet de loi n° **29** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1212,** dépôt le 12 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Adrien Zeller (25 novembre 1982). — Rapport n° **1284** (9 décembre 1982). — Demande de vote sans débat le 9 décembre 1982.

65. — Projet de loi n° 1213 autorisant l'adhésion de la France à l'acte constitutif de la **Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse.** — *Sénat* (première lecture), n° **515** (1981-1982), dépôt le 28 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Alloncle. — Rapport n° **40** (1982-1983) (13 octobre 1982). — Discussion le 9 novembre 1982. — Adoption le 9 novembre 1982. — Projet de loi n° **30** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1213,** dépôt le 12 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (25 novembre 1982).

66. — Projet de loi n° 1216 autorisant la ratification d'une convention relative aux **décisions de rectification d'actes de l'état civil** (ensemble deux annexes). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 novembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Robert Montdargent (25 novembre 1982).

67. — Projet de loi n° 1217 autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'**Egypte** sur la **coopération judiciaire en matière civile,** y compris le statut personnel et en matière **sociale, commerciale et administrative** (ensemble deux annexes et un protocole annexe). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 novembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien (25 novembre 1982). — Rapport n° **1285** (9 décembre 1982). — Demande de vote sans débat le 9 décembre 1982.

68. — Projet de loi n° 1218 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'**Egypte** de **coopération judiciaire en matière pénale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 novembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Roland Bernard (25 novembre 1982). — Rapport n° **1286** (9 décembre 1982). — Demande de vote sans débat le 9 décembre 1982.

69. — Projet de loi n° 1261 autorisant la ratification d'une **convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 novembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (9 décembre 1982).

70. — Projet de loi n° 1262 autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la **République d'Autriche** sur la **sécurité sociale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 novembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (9 décembre 1982).

71. — Projet de loi n° 1263 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de **Guinée équatoriale** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 novembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des affaires extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-François Hory (9 décembre 1982).

72. — Projet de loi n° 1264 autorisant la ratification d'un accord instituant une **fondation européenne** (ensemble un acte final et un arrangement). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 novembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Paul Dhaille (2 décembre 1982).

73. — Projet de loi n° 1265 autorisant l'approbation d'un **accord international sur l'étain** (ensemble sept annexes). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 novembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des affaires extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. André Bellon (9 décembre 1982).

Voir *Questions au Gouvernement* **192.**

TRANSPORTS

2. — Projet de loi n° 1077 d'orientation des **transports intérieurs.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports. — Urgence déclarée le 6 octobre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Alain Chénard (21 septembre 1982). — Rapport n° **1133** (7 octobre 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (22 septembre 1982). La commission renonce à donner son avis (30 septembre 1982). — Discussion les 12, 13, 14 et 15 octobre 1982. — Deuxième délibération (art. 3, 12, 17). — Adoption le 15 octobre 1982. — Projet de loi n° **250.**

Sénat (première lecture), n° **50** (1982-1983), dépôt le 19 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **116** (1982-1983) (1er décembre 1982). — Discussion les 13 et 14 décembre 1982. — Adoption le 14 décembre 1982. — Projet de loi n° **44** (1982-1983).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).
Bureau [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Alain Chénard. — Rapport **n° 1301** (15 décembre 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport **n° 150** (1982-1983) (15 décembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 1299,** dépôt le 15 décembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Alain Chénard. — Rapport **n° 1304** (15 décembre 1982). — Discussion le 16 décembre 1982. — Deuxième délibération (art. 14 et 42). — Adoption avec modifications le 16 décembre 1982. — Projet de loi **n° 287.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 156** (1982-1983), dépôt le 17 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Discussion le 17 décembre 1982. — Rejet le 17 décembre 1982. — Projet de loi **n° 58** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 1331**, dépôt le 18 décembre 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Alain Chénard. — Rapport **n° 1332** (18 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption définitive le 18 décembre 1982. — Projet de loi **n° 302.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 30 décembre 1982 *[J. O.* du **31 décembre** 1982] (p. 4033). — Conforme en totalité.

Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 31 décembre 1982 (p. 4004).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 octobre 1982] (p. 5635, 5651) :

Automobile individuelle : *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5645).

Autoroutes : *Fiterman* (*Charles*) (p. 5662).

Batellerie : *Chénard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5641, 5663) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5646) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5652) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5657) ; *Loncle* (*Fraançois*) (p. 5660, 5661).

Choix d'une « loi d'orientation » (« loi-cadre », « blanc-seing ») : *Chénard* (*Alain*) (p. 5636) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5638) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5644) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5648) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5652) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5657).

« Complémentarité », « concurrence loyale », « solidarité » des modes de transport : *Chénard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5645, 5646) ; *Beregovoy* (*Michel*) (p. 5649) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5658) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5663).

Coordination rail-route : *Chénard* (*Alain*) (p. 5636) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5644) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5653) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 5656).

Démocratisation et décentralisation : *Chénard* (*Alain*) (p. 5636) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5640) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5643) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 5654) ; *Labazée* (*Georges*) (p. 5659).

Déplacements domicile-travail : *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 5654).

Droit au transport et libre choix des usagers : *Chénard* (*Alain*) (p. 5636, 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5640) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5645) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647) ; *Beregovoy* (*Michel*) (p. 5649) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5652) ; *Lassale* (*Roger*) (p. 5656) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 5660).

Financement des transports publics urbains : *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5643).

Ligne de chemin de fer Pau—Saragosse par Canfranc : *Prat* (*Henri*) (p. 5654-5655).

Notion d'« efficacité économique et sociale » : *Chénard* (*Alain*) (p. 5636) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5639) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5643) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5645) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 5654) ; *Caumont* (*Roger de*) (p. 5656).

Participation des usagers : *Sapin* (*Michel*) (p. 5658) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 5661).

Planification : *Chénard* (*Alain*) (p. 5636) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5643).

Plans de déplacements urbains : *Chénard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5639) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647).

Politique européenne des transports : *Chénard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5639).

Principe de juste rémunération des transporteurs : *Chénard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5640) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647).

Réaction prévisible des transporteurs routiers : *Fèvre* (*Charles*) (p. 5646) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5663, 5664).

Régime de la location avec chauffeur (transport marchandises, tractionnariat) : *Chénard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5641) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5648).

Régime de la location sans conducteur (transport de marchandises) : *Chenard* (*Alain*) (p. 5637).

Régime social des travailleurs des transports (conditions de travail, protection sociale) : *Chenard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5640, 5663) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 5654) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5657).

Remontées mécaniques : *Caumont* (*Robert de*) (p. 5656).

Sécurité des déplacements : *Fiterman* (*Charles*) (p. 5639, 5640) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5653) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 5653, 5654) ; *Lassale* (*Roger*) (p. 5657) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5658).

Service public des transports (« nationalisation rampante ») : *Chenard* (*Alain*) (p. 5636) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5638, 5639, 5663) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5643) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5644, 5645) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5647) ; *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 5649) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5652, 5653) ; *Caumont* (*Robert de*) (p. 5655) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 5659).

S. N. C. F. (statut, infrastructures, financement) : *Chenard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5641, 5662) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5643, 5644) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5645) ; *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 5648, 5649) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5652, 5653) ; *Prat* (*Henri*) (p. 5654, 5655) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5658) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 5659, 5660) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 5661).

Transports aériens : *Fiterman* (*Charles*) (p. 5641) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5652) ; *Labazée* (*Georges*) (p. 5658, 5659).

Transports et défense nationale : *Chenard* (*Alain*) (p. 5638) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 5661).

Transports de marchandises : *Chenard* (*Alain*) (p. 5637) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 5639) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5646).

Transports routiers de marchandises : *Fiterman* (*Charles*) (p. 5641, 5662, 5663) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5642) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 5645, 5646) ; *Gaillard* (*René*) (p. 5648) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 5653) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5657) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 5659).

Transports scolaires : *Lassale* (*Roger*) (p. 5657).

Vote favorable du groupe communiste : *Jarosz* (*Jean*) (p. 5654) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 5660).

Vote favorable du groupe socialiste : *Gaillard* (*René*) (p. 5648) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5658) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 5661).

Zones de montagne (notamment Val-de-Durance) : *Caumont* (*Robert de*) (p. 5656).

Discussion des articles [12 octobre 1982] (p. 5664, 5672) ; [13 octobre 1982] (p. 5698, 5753, 5763) ; [14 octobre 1982] (p. 5800) ; [15 octobre 1982] (p. 5863).

Titre Ier : *dispositions générales applicables aux différents modes de transport.*

Chapitre Ier : *du droit au transport et des principes généraux applicables aux transports intérieurs.*

Article 1er (*satisfaction des besoins des usagers dans les conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité, libre choix de l'usager*) : droit au transport et libre choix de l'usager ; juste rémunération des transporteurs et concurrence loyale entre les divers modes de transport (p. 5664) ; réaction prévisible des transporteurs routiers ; exclusion de transports internationaux du champ d'application du projet de loi (p. 5665) ; signification du « droit au déplacement » ; amendement n° 164 de M. Christian Bergelin (définition des transports intérieurs) (p. 5666) : rejeté ; amendement n° 165 de M. Christian Bergelin (visant à mentionner la libre circulation des biens et des personnes, le développement économique et le maintien de la compétitivité des entreprises parmi les finalités des transports intérieurs) : rejeté ; amendement n° 90 de M. Charles Fèvre (substituant au mot « avantageuses » le mot « productives ») : rejeté ; amendement n° 1 du Gouvernement (référence à l'objectif de défense) : adopté ; amendement n° 352 du Gouvernement (visant à mentionner le développement économique et social parmi les finalités du système des transports intérieurs) ; amendement n° 91 de M. Charles Fèvre (même objet) (p. 5667) ; amendement n° 352 : adopté ; en conséquence, amendement n° 91 : devenu sans objet ; amendements n° 2 du Gouvernement et n° 23 de la commission (tendant à évoquer la dimension européenne du système des transports intérieurs) : adoptés ; amendement n° 166 de M. Christian Bergelin (définition des transports publics) : rejeté ; amende-

ment n° 167 de M. Christian Bergelin (contenu de la liberté de choix de l'usager ; suppression de la référence aux moyens mis en œuvre afin de la rendre « effective ») (p. 5668) : rejeté ; amendement n° 168 de M. Christian Bergelin, soutenu par M. Robert Galley (suppression de la mention de l'effectivité du droit au déplacement et de la liberté de choix reconnues à l'usager) ; amendement n° 92 de M. Charles Fèvre (substituant au « droit » reconnu à l'usager de se déplacer la « liberté » des déplacements) ; amendement n° 349 de M. Gilbert Gantier (réaffirmant la liberté reconnue à l'usager « d'exécuter lui-même le transport de ses biens et de son personnel) : non soutenu ; amendement n° 364 du Gouvernement (reconnaissant à l'usager la faculté d'exécuter lui-même le transport de ses biens) ; amendement n° 168 : retiré ; amendement n° 92 : rejeté ; amendement n° 364 : adopté ; en conséquence, amendements n° 169 et n° 170 de M. Christian Bergelin : devenus sans objet (p. 5669) ; amendement n° 93 de M. Charles Fèvre (visant à concilier le droit de tout usager de se déplacer et la liberté d'entreprise) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5670).

Article 2 (*droit au transport*) : ambiguïté des notions de « droit au transport » et de « droit à l'information de l'usager » (p. 5672, 5673, 5674) ; amendement n° 171 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Jacques Godfrain (de suppression) (p. 5675) : rejeté ; amendement n° 172 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Robert Galley (substituant au « droit au transport » le principe selon lequel « nul ne peut être privé, en dehors des cas de force majeure, de la possibilité de faire appel à un moyen de transport public) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Charles Fèvre (substitution de la « liberté de se déplacer » au « droit au transport ») ; amendement n° 173 de M. Christian Bergelin (suppression de la référence au droit au transport) ; amendement n° 94 : rejeté (p. 5676) ; amendement n° 173 : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (relatif aux mesures particulières prises en faveur des personnes à mobilité réduite) ; sous-amendement n° 365 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 340 de M. Jean-Louis Goasduff (relatif à la desserte des îles du Ponant) (p. 5677) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (adaptation des dispositions eu égard la situation des catégories sociales défavorisées des parties insulaires ou lointaines du territoire national) : adopté ; amendement n° 97 de M. Charles Fèvre (suppression de la disposition reconnaissant aux usagers le droit d'être informés) : rejeté ; amendement n° 98 de M. Charles Fèvre (proposant la mise en place d'une information satisfaisante des usagers) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5678).

Article 3 (*concurrence loyale entre les modes de transport*) : imprécisions quant à la définition et à l'application de la politique globale des transports (p. 5679) ; problèmes des coûts économiques réels et des coûts sociaux (p. 5680) ; amendement n° 174 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (suppression des notions de « politique globale », de « développement harmonieux et complémentaire des divers modes de transport » et de « coûts sociaux ») : rejeté ; amendement n° 175 de M. Christian Bergelin (suppression de l'adjectif « globale ») : rejeté ; amendement n° 306 de M. Charles Fèvre (précisant que la politique globale des transports doit respecter les règles de l'économie de marché) (p. 5681) : rejeté ; amendement n° 99 de M. Charles Fèvre (de précision) : rejeté ; amendement n° 176 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Jacques Godfrain (suppression de la référence au caractère « harmonieux » du développement des différents modes de transport) : rejeté (p. 5682) ; amendement n° 26 de la commission (référence à la complémentarité entre les modes de transport) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (prise en compte des besoins de défense dans la politique des transports) : adopté ; amendement n° 100 de M. Charles Fèvre (prise en compte de la spécificité de chaque mode de transport) : adopté ; amendement n° 317 rectifié de M. André Duroméa (relatif aux critères pris en compte par la politique globale des transports) : retiré ; amendement n° 177 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (suppression du mot « réels » après l'expression « coûts économiques ») (p. 5683) : rejeté ; amendement n° 350 de M. Gilbert Gantier (substituant à la référence « aux coûts sociaux » la référence « aux effets externes sur les usagers et les tiers ») : non soutenu ; amendement n° 178 de M. Christian Bergelin (substitution à la référence « aux coûts sociaux » la référence « à des contraintes ») ; amendement n° 101 de M. Charles Fèvre (prise en compte des coûts sociaux « quantifiables ») ; amendement n° 178 : rejeté ; amendement n° 101 : rejeté ; amendement n° 27 de la commission (référence à la politique européenne des transports) ; sous-amendement n° 353 de M. Charles Fèvre (précisant que la politique globale des transports s'exerce dans le cadre des règles définies par la C.E.E.) (p. 5684) : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 179 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (précisant que l'harmonisation des conditions de concurrence ne doit pas faire obstacle à l'initiative individuelle, à la compétitivité internationale et la diffusion du progrès technique et social) ; amendement n° 102 de M. Charles Fèvre (suppression des dispositions du deuxième alinéa précisant que la politique globale des transports « établit les bases d'une concurrence loyale ») ; amendement n° 351 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Claude Birraux (même objet) (p. 5685) ; amendement n° 179 : rejeté ; amendement n° 102 : rejeté ; amendement n° 351 : rejeté ; amendement n° 180 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (proposant que la politique globale des transports garantisse la libre concurrence) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (relatif à l'harmonisation des conditions d'exploitation et d'utilisation des transports) : adopté (p. 5686) ; amendement n° 363 du Gouvernement (référence au choix des infrastructures dans le deuxième alinéa relatif à la politique globale des transports) ; amendement n° 29 de la commission (même objet) ; amendement n° 363 : retiré ; amendement n° 29 : adopté ; amendement n° 299 de M. René Gaillard (référence aux entreprises du secteur public et aux contrats de plan) ; amendement n° 318 de M. André Duroméa (même objet) (p. 5687) : retirés ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*participation des collectivités territoriales à la mise en œuvre de la politique des transports ; schémas de développement des transports ; priorité aux transports collectifs ; contrats*) : multiplication des niveaux de planification et ralentissement des décisions gouvernementales ; refus d'un « Etat transporteur » ; définition des rôles respectifs de l'Etat, des entreprises publiques et privées et des collectivités locales (p. 5688) ; amendement n° 181 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Jacques Godfrain (suppression du qualificatif « globale » caractérisant la politique des transports) ; avenir des taxis ; amendement n° 181 : rejeté (p. 5689) ; amendement n° 30 de la commission (limitant le champ d'application de l'article 4 à la mise en œuvre de la politique globale des transports « de personnes ») : rejeté ; amendement n° 182 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (proposant que la politique globale des transports soit mise en œuvre dans le cadre de la loi de planification de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 31 de la commission (prévoyant que les schémas de développement des transports devront être intermodaux) ; amendement n° 333 de M. René Gaillard (même objet) ; amendement n° 31 : rejeté ; amendement n° 333 : adopté ; amendement n° 103 de M. Charles Fèvre (de précision) (p. 5690) : rejeté ; amendement n° 104 de M. Charles Fèvre (prise en compte du caractère prioritaire des transports collectifs pour l'établissement de schémas de développement des transports) : rejeté ; en conséquence, amendement n° 105 de M. Charles Fèvre : devenu sans objet ; amendement n° 183 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Robert Galley (proposant que l'Etat puisse passer des contrats ainsi que les collectivités territoriales et qu'ils puissent contracter ensemble avec une tierce personne afin de développer les transports collectifs) : retiré (p. 5691).

Article 4 (*suite*) : amendement n° 106 de M. Charles Fèvre (prise en compte des nécessités du trafic pour apprécier le caractère prioritaire des transports collectifs) : non soutenu ; amendement n° 342 de M. Adrien Zeller (visant à améliorer la qualité des transports collectifs et à mettre en place une tarification attractive) (p. 5698) : rejeté ; amendement n° 107 de M. Charles Fèvre (ajoutant l'objectif de rapprochement du domicile et du lieu de travail aux finalités de la politique globale de transport) : rejeté ; amendement n° 108 de M. Charles Fèvre (suppression du dernier alinéa relatif aux contrats passés entre l'Etat et les collectivités territoriales) : retiré ; amendement n° 109 de M. Charles Fèvre (visant à ne permettre la passation des contrats entre l'Etat et les collectivités territoriales que dans le seul but de promouvoir l'usage des transports collectifs des personnes) : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 5699).

Article 5 (*le service public des transports*) : élargissement de la notion de « service public » (p. 5700) ; amendement n° 355 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence à la notion de service public de transport) : non soutenu ; amendement n° 111 de M. Charles Fèvre (même objet) ; amendement n° 184 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (prévoyant que les activités de transport pourront être soumises à des obligations de service public et que seul le transport public régulier des personnes devra être organisé et assuré comme un service public) ; amendement n° 111 : rejeté ; amen-

dement n° 184 : rejeté ; amendement n° 185 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (visant à limiter le champ du service public des transports aux missions de promotion du transport public des personnes et des biens) : rejeté ; amendement n° 112 de M. Charles Fèvre (précisant que la mission de réglementation des activités de transport concerne notamment le transport public) (p. 5701) : rejeté ; amendement n° 5 du Gouvernement (référence aux transports pour la défense) : adopté ; amendement n° 354 du Gouvernement (visant à inscrire dans les missions de service public le développement de l'information sur le système des transports) ; amendement n° 334 de M. René Gaillard (même objet) : adopté ; en conséquence, amendement n° 354 devenu sans objet ; amendement n° 6 du Gouvernement (relatif à la mission d'information sur le système de transport) : devenu sans objet ; amendement n° 113 de M. Charles Fèvre (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 356 de M. Gilbert Gantier (substituant à la « mission d'organisation du transport public » la « mission d'organisation des services publics de transport ») ; amendement n° 186 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (substituant à la « mission d'organisation du transport public » la mission « d'organisation des transports publics réguliers des personnes ») ; amendement n° 356 : rejeté ; amendement n° 186 : rejeté ; amendement n° 341 de M. Charles Fèvre (précisant que le transport public s'organise dans les conditions définies par les dispositions de la présente loi) : rejeté (p. 5702) ; amendement n° 187 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (suppression du septième alinéa relatif à l'exécution des missions des services publics) : rejeté ; amendement n° 33 de la commisison (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 188 de M. Christian Bergelin (suppression de la disposition relative aux transports entre les autorités publiques et les entreprises de transport public) : non soutenu ; amendement n° 366 du Gouvernement (garantie donnée par l'Etat de la liberté de gestion des entreprises privées) : adopté ; amendement n° 189 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (modifiant la définition des transports publics) : adopté ; amendement n° 357 de M. Gilbert Gantier (de précision) : devenu sans objet ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 5703).

Article 6 (*juste rémunération du transporteur*) : amendement n° 190 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (faisant référence à la formation des prix) : adopté ; amendement n° 191 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (proposant que la juste rémunération du transporteur assure « au moins » la couverture des coûts réels du service rendu) ; notion de « coûts réels » (p. 5704) ; amendement n° 191 : rejeté ; amendement n° 192 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (substitution à la notion de « coûts réels » la notion de « charges d'exploitation ») : rejeté ; amendement n° 114 de M. Charles Fèvre (supprimant la disposition selon laquelle la couverture des coûts réels des services rendus doit s'effectuer « dans des conditions satisfaisantes d'organisation et de productivité ») : rejeté ; amendement n° 193 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (rédactionnel) ; amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 193 : retiré ; amendement n° 34 : adopté ; amendement n° 319 de M. André Duroméa (prise en compte des conditions sociales des agents concourrant aux opérations de transport pour la fixation de la juste rémunération du transporteur) : retiré (p. 5705) ; amendement n° 194 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (relatif aux charges d'exploitation) : rejeté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté ;

Article 7 (*principes relatifs aux transports publics réguliers de personnes*) : problème des transports interurbains ; départementalisation et droit au transport ; établissement de conventions ; procédure de la radiation (p. 5706) ; pouvoir discrétionnaire de l'administration en matière de radiation ; sécurité des usagers ; exploitation en régie des services de transport public de voyageurs ; coûts de production des entreprises publiques ; charges des collectivités territoriales ; problème des transports routiers ruraux (p. 5707) ; moralisation de la profession ; procédure de radiation des entreprises du registre des transporteurs publics (p. 5708) ; amendement n° 7 du Gouvernement (réglementation des activités des transports publics de personnes) ; amendement n° 35 de la commission (même objet) (p. 5709) ; sous-amendement n° 360 de M. Charles Fèvre à l'amendement n° 7 (relatif aux conditions d'inscription au registre : suppression de la référence aux conditions de garantie financière) : retiré ; sous-amendement n° 375 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (relatif aux conditions de radiation : « manquements graves et répétés à la réglementation ») (p. 5710) : rejeté ; sous-amendement n° 376 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume à l'amendement n° 7 (précisant la procédure de radiation) ; sous-amendement n° 115 de M. Charles Fèvre (même objet) (p. 5711) ; sous-amendement n° 376 : rejeté ; sous-amendement n° 115 : rejeté ; sous-amendement n° 377 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (proposant que les cas de radiation soient prévus par des décrets en Conseil d'Etat) : rejeté ; amendement n° 7 : adopté ; en conséquence, amendement n° 35 : devenu sans objet ; amendements n° 8 du Gouvernement et n° 36 de la commission (de forme) : adoptés ; amendement n° 117 de M. Charles Fèvre (relatif aux modalités d'exécution du service : caractère facultatif de la convention ; possibilité de gestion par un E. P. I. C.) : rejeté ; amendement n° 37 de la commission (précisant le contenu de la convention : conditions de fonctionnement et de financement du service ; tarification attractive) : retiré ; amendement n° 9 du Gouvernement (même objet) (p. 5712) ; sous-amendement n° 336 de M. René Gaillard soutenu par M. Roger Lassale (précisant que la résiliation de plein droit n'entraîne le versement d'aucune indemnité) : retiré ; amendement n° 9 : adopté ; amendements n° 10 du Gouvernement et n° 38 de la commission (de conséquence) : adoptés ; en conséquence, amendement n° 116 de M. Charles Fèvre : satisfait, et amendements n° 195, n° 196, n° 197 et n° 198 de M. Christian Bergelin : devenus sans objet ; amendement n° 39 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 118 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 361 de M. Charles Fèvre (relatif aux conditions de tarification) (p. 5713) : rejeté ; amendement n° 122 de M. Charles Fèvre (de précision) : rejeté ; amendement n° 119 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 120 de M. Charles Fèvre (de conséquence) : retiré ; amendement n° 40 de la commission (fixant des clauses obligatoires pour les conventions engageant des fonds publics) : adopté ;

— article 7, adopté par scrutin public (p. 5714).

Article 8 (*principes relatifs aux transports publics de marchandises*) : réglementation de l'exercice des professions de loueurs de véhicules industriels et d'auxiliaires de transport ; contenu du contrat de transport public de marchandises ; critères de détermination des prix et des tarifs ; notion d'« auxiliaires de transport » ; problème des commissionnaires (p. 5715) ; « moralisation » de la profession de « transporteur public de marchandises » (p. 5716) ; amendement n° 124 de M. Charles Fèvre (suppression du paragraphe relatif à l'exercice des professions de transporteur public de marchandises) (p. 5753) : rejeté ; amendement n° 41 de la commission (précisant que les dispositions du paragraphe I s'appliquent aux loueurs de véhicules industriels avec conducteur) : retiré ; amendement n° 125 de M. Charles Fèvre (exclusion des auxiliaires de transport du champ d'application des dispositions du paragraphe I) : rejeté ; amendements n° 126 de M. Charles Fèvre et n° 199 de M. Christian Bergelin (substituant au mot « auxiliaires » le mot « commissionnaires ») : rejetés ; amendement n° 300 de M. René Gaillard soutenu par M. Roger Lassale (laissant au décret en Conseil d'Etat le soin de préciser les professions concernées par la délivrance de l'attestation de capacité) : adopté (p. 5754) ; amendement n° 127 de M. Charles Fèvre (visant à éviter que des garanties financières soient exigées) : rejeté ; amendement n° 129 de M. Charles Fèvre (consultation des organisations professionnelles sur les décrets d'application) : rejeté ; amendement n° 130 de M. Charles Fèvre (tendant à limiter la portée des conditions de garanties financières) : rejeté ; amendement n° 42 de la commission (précisant la définition des auxiliaires de transport) ; amendements n° 128 de M. Charles Fèvre et n° 200 de M. Christian Bergelin (substituant au mot « connexes » les mots « liées directement » qualifiant les opérations assurées par les auxiliaires de transport) (p. 5755) ; amendement n° 42 : retiré ; amendements n° 128 et n° 200 : rejetés ; amendement n° 201 de M. Christian Bergelin (de précision) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Charles Fèvre (consultation des organisations professionnelles lors de l'élaboration du décret relatif au contrat type) ; amendement n° 132 de M. Charles Fèvre (consultation du conseil national des transports et des organisations représentatives d'usagers lors de l'élaboration du décret relatif au contrat type) ; amendement n° 202 de M. Christian Bergelin (consultation des transporteurs, des usagers et des commissionnaires de transport lors de l'élaboration du décret relatif aux contrats types) ; amendement n° 131 : rejeté ; amendement n° 202 : rejeté ; amendement n° 132 : rejeté ; amendements n° 133 de M. Charles Fèvre et n° 358 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Fèvre (relatifs à la détermination des prix et des tarifs) ; amendement n° 203 de M. Christian Bergelin (modifiant les critères de fixation des prix et des tarifs) (p. 5756) ; amendements n° 133 et n° 358 : rejetés ; amendement n° 203 : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (de précision) : retiré ; amendement

n° 134 de M. Charles Fèvre (fixant les conditions d'exercice de la profession de commissionnaire de transport) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Charles Fèvre (relatif à la rémunération des commissionnaires de transport) : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 5757).

Après l'article 8 : amendement n° 136 de M. Charles Fèvre (tendant à garantir la liberté de gestion des entreprises et la modération de leurs charges) : devenu sans objet (p. 5758).

Chapitre II : *des conditions sociales et de la sécurité.*

Article 9 (*respect des règles relatives aux conditions de travail et à la sécurité*) : contrôle des transporteurs routiers ; accident de Beaune (p. 5763) ; réglementation du travail (p. 5764) ; amendement n° 11 du Gouvernement (précisant les compétences de l'Etat en matière de règlement social et de sécurité) ; sous-amendement n° 205 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (consultation des organismes professionnels et des conseils nationaux des transports) : rejeté ; amendement n° 11 : adopté (p. 5765) ; amendement n° 204 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Jacques Godfrain (visant à limiter la portée du premier alinéa relatif aux conditions d'exécution des opérations de transport) ; amendement n° 12 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 204 : rejeté ; amendement n° 12 : adopté ; amendement n° 137 de M. Charles Fèvre (suppression de la mention de la responsabilité de l'affréteur et introduction de la mention « la responsabilité du transporteur ») : rejeté (p. 5766) ; amendements n° 138 de M. Charles Fèvre et n° 206 de M. Christian Bergelin (modifiant les conditions de nullité des clauses des contrats de transport) : rejetés ; amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (nullité des clauses incitant au dépassement des temps de conduite autorisés) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : (*conditions et durée de travail des agents non salariés chargés de la conduite ou du pilotage*) : amendement n° 139 de M. Charles Fèvre (suppression du premier alinéa précisant que les dispositions générales du code du travail s'appliquent aux salariés des transports) : rejeté (p. 5767) ; amendement n° 46 de la commission (de précision) ; amendement n° 140 de M. Charles Fèvre (de précision) : retiré ; amendement n° 46 : adopté ; amendements n° 367 du Gouvernement et n° 141 de M. Charles Fèvre (précisant les dispositions applicables aux agents non salariés) ; amendement n° 207 de M. Christian Bergelin (relatif à la réglementation applicable aux agents non salariés) ; amendements n° 367 et n° 141 : adoptés ; amendement n° 207 : devenu sans objet (p. 5768) ; amendement n° 47 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 48 de la commission (application des règles fixées au niveau communautaire) : retiré ;

— article 10, ainsi modifié, adopté ;

Article 11 (*définition du temps de travail des agents chargés de la conduite ou du pilotage*) : amendement n° 208 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (de suppression) (p. 5769) : rejeté ; amendement n° 209 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (relatif aux conditions de prise en compte dans le temps de travail du temps pendant lequel les agents sont à la disposition de l'employeur) : rejeté ; amendement n° 142 de M. Charles Fèvre (rédactionnel : référence aux « salariés ») : adopté ; amendement n° 320 de M. André Duroméa soutenu par M. Jean Jarosz (visant à supprimer toute condition à la prise en compte dans le temps de travail du temps pendant lequel les agents sont à la disposition de l'employeur) : retiré (p. 5770) ; amendement n° 143 de M. Charles Fèvre (relatif aux conditions de prise en compte dans le temps de travail du temps pendant lequel les agents sont mis à la disposition de l'employeur) : rejeté ; amendement n° 321 de M. André Duroméa (de conséquence) : retiré ; amendement n° 144 de M. Charles Fèvre (consultation des organisations professionnelles sur le projet de décret relatif à la prise en compte dans le temps de travail du temps pendant lequel les agents sont mis à la disposition de l'employeur) : retiré ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*régime particulier de protection en cas d'inaptitude*) : amendement n° 210 de M. Christian Bergelin (rédactionnel) (p. 5771) : adopté ; amendement n° 309 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (mise en place d'une politique de prévention des accidents) ; amendement n° 322 de M. André Duroméa (même objet) ; amendement n° 49 : rejeté ; amendement n° 322 : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (application aux salariés des dispositions relatives à la protection contre l'inaptitude permanente) : adopté ; en conséquence, amendement n° 50 de la commission (même objet) : devenu sans objet ; amendement n° 307 de M. Charles Fèvre (ouvrant aux salariés atteints d'une inaptitude permanente une possibilité de réinsertion conditionnelle) ; amendement n° 211 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (même objet) (p. 5772) ; amendement n° 211 : retiré ; amendement n° 307 : adopté ; amendement n° 323 de M. André Duroméa (relatif aux conditions d'application des dispositions de l'article 12) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*création de commissions paritaires départementales chargées de suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite et à la durée du travail*) : amendement n° 145 de M. Charles Fèvre (création d'une commission paritaire nationale et de commissions paritaires régionales) (p. 5773) : rejeté ; amendement n° 212 de M. Christian Bergelin (missions consultatives des commissions paritaires départementales) ; amendement n° 147 de M. Charles Fèvre (même objet) ; amendement n° 212 : rejeté (p. 5774) ; amendement n° 147 : rejeté ; amendement n° 146 de M. Charles Fèvre (de cohérence) : retiré ; amendements n° 51 de la commission et n° 324 de M. André Duroméa (présidence de la commission paritaire départementale par un inspecteur du travail) : adoptés (p. 5775) ; amendement n° 148 de M. Charles Fèvre (consultation des organisations professionnelles et des organisations représentatives de salariés sur le projet de décret) : retiré ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *des infrastructures, équipements, matériels et technologies.*

Article 14 (*modalités des choix ; schémas directeurs d'infrastructures*) : droit au transport ; mauvaise répartition des infrastructures ; cas de la S. N. C. F. (p. 5776) ; taxe à l'essieu ; notion d'efficacité économique et sociale (p. 5777) ; schémas directeurs d'infrastructures et décentralisation (p. 5778) ; amendement n° 52 de la commission (prise en compte des impératifs de sécurité) ; amendement n° 149 de M. Charles Fèvre (limitant le champ d'application de l'article 14 aux choix en matière d'investissement donnant lieu à un financement public) ; amendement n° 213 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (limitant le champ d'application de l'article 14 en ce qui concerne les infrastructures aux investissements publics) ; amendement n° 359 de M. Gilbert Gantier (même objet) : non soutenu ; amendement n° 52 : adopté ; en conséquence, amendements n° 149 et n° 213 : devenus sans objet ; amendement n° 14 du Gouvernement (prise en compte des nécessités de la défense) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (prise en compte de la dimension internationale des choix d'infrastructures) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (prise en compte des coûts économiques réels et des coûts sociaux) : adopté ; amendement n° 314 de M. Christian Bergelin, soutenu par M. Roland Vuillaume (prise en compte des nécessités de la politique européenne des transports) ; amendement n° 308 de M. Charles Fèvre (prise en compte de la nécessité d'une coopération entre les Etats membres de la C. E. E.) (p. 5779) ; amendement n° 314 : rejeté ; amendement n° 308 : rejeté ; amendement n° 214 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (suppression de la référence aux grands choix technologiques) : rejeté ; amendement n° 54 de la commission (publication préalable des évaluations) ; sous-amendement n° 380 du Gouvernement (proposant que la publication soit préalable à « l'adoption définitive ») : adopté ; amendement n° 54, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 325 de M. André Duroméa (proposant d'étendre l'obligation de bilan à l'ensemble des opérations réalisées avec le concours de fonds publics) : adopté ; amendement n° 151 de M. Charles Fèvre (étendant l'obligation de bilan aux opérations réalisées sous la maîtrise d'ouvrage des autres collectivités territoriales ou de leur groupement lorsque la réalisation a fait l'objet d'une subvention d'Etat) (p. 5780) : rejeté ; amendement n° 55 de la commission (publicité du bilan) : adopté ; amendement n° 301 de M. René Gaillard, soutenu par M. Roger Lassale (précisant que les schémas directeurs d'infrastructures sont établis au niveau national en concertation avec les régions et au niveau de chacune des collectivités territoriales) ; amendement n° 152 de M. Charles Fèvre (visant à éviter que l'établissement des schémas directeurs soit systématique pour toutes les collectivités locales) ; amendement n° 301 : adopté ; en conséquence, amendement n° 152 : devenu sans objet ; amendement n° 302 de M. René Gaillard, soutenu par M. Roger Lassale (précisant le contenu des schémas d'infrastructures) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (comptabilité des schémas directeurs avec les schémas de développement des transports (p. 5781) : rejeté ; amendement n° 57 de la commission

précisant que l'aménagement d'une infrastructure peut faire l'objet de contrat entre l'Etat et les collectivités locales) : adopté ; amendement n° 215 de M. Christian Bergelin (suppression de la référence aux choix technologiques) : retiré ; amendement n° 216 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (même objet) : retiré ; amendement n° 313 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (proposant que tout schéma directeur fasse l'objet d'une loi distincte soumise au Parlement) : retiré (p. 5782) ; amendement n° 153 de M. Charles Fèvre (visant à garantir le développement de chaque mode de transport dans des conditions de concurrence égales) : rejeté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 154 de M. Charles Fèvre (visant à associer les entreprises locales aux travaux qui sont réalisés dans les régions) (p. 5783) : rejeté par scrutin public.

Article 15 (*modalités de financement des infrastructures*) : amendement n° 155 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 217 de M. Christian Bergelin (suppression de la référence à la « perception de prix » dans le troisième alinéa) : rejeté ; amendement n° 156 de M. Charles Fèvre (relatif à la destination des sommes provenant des taxes, redevances ou prix perçus) : rejeté (p. 5784) ; amendement n° 157 de M. Charles Fèvre (prévoyant un décret en Conseil d'Etat pour fixer les conditions d'application des dispositions relatives au financement des infrastructures) : rejeté ;

— article 15, adopté.

Chapitre IV : *des institutions.*

Article 16 (*attributions du conseil national des transports et des comités régionaux et départementaux des transports*) : amendement n° 158 de M. Charles Fèvre (suppression des comités régionaux et départementaux des transports) (p. 5785) : rejeté ; amendement n° 218 de M. Christian Bergelin (tendant à éviter que les institutions créées à l'article 16 contribuent à la mise en œuvre de la politique des transports) : rejeté ; amendement n° 326 de M. André Duromèa soutenu par M. Jean Jarosz (visant à élargir le champ des compétences des institutions créées à l'article 16) : retiré ; ainsi que les amendements n° 327 et n° 328 (p. 5786) ; amendement n° 219 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (prévoyant la consultation par les autorités de l'Etat de chaque section du conseil national des transports) ; amendement n° 58 de la commission (visant à rendre obligatoire la consultation des institutions créées à l'article 16) : retiré ; amendement n° 219 : rejeté ; amendement n° 59 de la commission (consultation du conseil national des transports sur les schémas nationaux de développement des transports et d'infrastructures) : adopté ; amendement n° 159 de M. Charles Fèvre (permettant aux institutions créées à l'article 16 de se saisir de toute question et de formuler des propositions aux autorités de l'Etat) : rejeté (p. 5787) ; amendement n° 160 de M. Charles Fèvre (permettant au conseil national des transports de se saisir de toute question et de formuler des propositions aux autorités de l'Etat) : devenu sans objet ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*composition du conseil national des transports et des comités régionaux et départementaux des transports*) : amendement n° 329 de M. André Duromèa (précisant la composition du conseil national des transports) ; amendement n° 60 de la commission (précisant que les salariés seront représentés par leurs syndicats représentatifs sur le plan national) ; sous-amendement n° 382 du Gouvernement (relatif aux représentants du syndicat) (p. 5788) ; amendement n° 329 : retiré ; sous-amendement n° 362 du Gouvernement (représentation du Parlement et des collectivités territoriales) : adopté ; sous-amendement n° 382 : adopté ; amendement n° 60, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 161 de M. Charles Fèvre (de conséquence : suppression du second alinéa relatif à la composition des comités régionaux et départementaux) : devenu sans objet ; amendement n° 368 du Gouvernement (précisant la composition des comités régionaux et départementaux) : adopté ; amendement n° 162 de M. Charles Fèvre (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 163 de M. Charles Fèvre (consultation des représentants des différents modes de transport et des organisations représentatives des salariés et des usagers sur le projet de décret) : rejeté (p. 5789) ; amendement n° 298 de M. Roland Vuillaume (relatif à la décision de radiation) ; amendement n° 264 de M. Charles Fèvre (relatif à la procédure de radiation ou de retrait) ; amendement n° 34 du Gouvernement (procédure des sanctions et notamment des mesures de radiation) ; amendement n° 369 de la commission (procédure de radiation) (p. 5790) : retiré ; amendement n° 298 : rejeté ; amendement n° 264 : rejeté ; amendement n° 343 : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Titre II : *dispositions particulières aux différents modes de transport.*

Chapitre Ier : *transport ferroviaire.*

Article 18 (*création d'un établissement public, industriel et commercial : « La Société nationale des chemins de fer français »*) : création de filiales ou prises de participation par la S. N. C. F. ; déficit financier de la S. N. C. F. ; progression du trafic « voyageurs » (p. 5791) ; diminution du trafic « marchandises » ; complémentarité et concurrence loyale ; statut de la S. N. C. F. ; politique en faveur du rail et avenir des transports routiers ; suppression de lignes secondaires (p. 5792) ; nouvelle politique ferroviaire (p. 5793) ; amendement n° 221 de M. Charles Fèvre (substituant à l'appellation « Société nationale des chemins de fer » l'appellation « Service national des chemins de fer français ») ; nouvelle signification du sigle S. N. C. F. : « Sauve-nous, Charles Fiterman » ; amendement n° 221 : rejeté ; amendement n° 222 de M. Charles Fèvre (visant à éviter la création de filiales où la prise de participation dans des organismes ayant un objet « connexe ») (p. 5794) : rejeté ; amendement n° 273 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Jean-Paul Charié (permettant la création de filiales ou la prise de participation dans les seuls organismes ayant un objet « directement lié à l'exploitation ferroviaire ») : rejeté ; amendement n° 223 de M. Charles Fèvre (relatif à la cession des filiales ou participations ne revêtant pas à l'évidence le caractère de complémentarité) : rejeté (p. 5795) ; amendement n° 224 de M. Charles Fèvre (contrôle des créations de filiales et prises de participation par une commission spéciale) : rejeté ;

— article 18, adopté.

Article 19 (*régime du domaine immobilier ferroviaire et des biens mobiliers*) : amendement n° 274 de M. Christian Bergelin (visant à ne remettre en dotation à l'établissement public que les biens immobiliers concédés à la société anonyme d'économie mixte et « indispensables à l'exercice de ses activités ») : rejeté ;

— article 19, adopté.

Article 20 (*régime des biens immobiliers remis en dotation à la S.N.C.F. : dérogations au code du domaine de l'Etat*) : amendement n° 225 de M. Charles Fèvre (visant à ne permettre la reprise par l'Etat ou la cession à des collectivités territoriales que des biens immobiliers utilisés par l'établissement) ; amendement n° 226 de M. Charles Fèvre (de conséquence) (p. 5801) ; amendement n° 225 : rejeté ; amendement n° 226 : rejeté ;

— article 20, adopté.

Article 21 (*composition du conseil d'administration*) : nécessité d'assurer la défense des usagers dans les organes de décision de la S.N.C.F. ; importance du nombre de représentants de l'Etat (p. 5802) ; participation des usagers ; critères de gestion de la S.N.C.F. ; problème de la désignation des représentants des salariés ; amendement n° 227 de M. Charles Fèvre (augmentant le nombre de membres choisis en raison de leurs compétences en faisant expressément référence à la représentation des usagers ; augmentation des membres élus par les salariés) ; amendement n° 275 de M. Christian Bergelin (précisant la mission et les pouvoirs du conseil d'administration) : retiré ; amendement n° 227 : rejeté ; amendement n° 370 de M. Gilbert Gantier (mention de la représentation des usagers parmi les cinq membres choisis en raison de leurs compétences) : non soutenu ; amendement n° 344 de M. Adrien Zeller (substitution aux cinq membres choisis en raison de leurs compétences cinq personnalités qualifiées et représentatives d'associations d'usagers) : non soutenu ; amendement n° 276 de M. Christian Bergelin (mention des représentants des usagers parmi ces cinq membres choisis en raison de leurs compétences) (p. 5803) ; amendement n° 61 de la commission (précisant qu'un représentant des usagers au moins devra être nommé parmi les cinq membres choisis en raison de leurs compétences) ; amendement n° 276 : rejeté ; amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 277 de M. Christian Bergelin (relatif au mode de désignation des salariés) : rejeté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 (*création de commissions consultatives auprès des directions régionales de la S.N.C.F.*) : décentralisation de la S.N.C.F. ; problème des fermetures de lignes (p. 5804) ; amendement n° 16 du Gouvernement (établissement d'un plan régional des transports ; conventions entre les régions et la S.N.C.F. ;

procédure d'ouverture ou de fermeture de lignes) (p. 5805) ; sous-amendement n° 371 de M. Charles Fèvre (visant à renforcer les pouvoirs de la région, des départements et des communes, dans la procédure de création ou de suppression de lignes) : rejeté ; amendement n° 16 : adopté (p. 5806) ; amendement n° 62 de la commission (renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la composition, les attributions et les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission) ; amendement n° 228 de M. Charles Fèvre (proposant de confier la présidence de la commission à un représentant des assemblées régionales) ; amendement n° 278 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (introduction des représentants d'usagers dans la commission) ; amendement n° 3 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Pierre Weisenhorn (représentation des associations d'usagers au sein de la commission) ; amendement n° 62 : adopté ; en conséquence, amendements n° 228, n° 278, n° 345 : devenus sans objet ; amendement n° 63 de la commission (visant à étendre les compétences de la commission en lui attribuant un pouvoir de proposition) (p. 5807) : adopté après rectification ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 (*situation des personnels de la S.N.C.F. et de ses filiales ; institutions représentatives du personnel*) : amendement n° 64 de la commission (visant à mieux affirmer que les règles relatives aux comités de groupe, aux comités d'entreprise et aux comités d'hygiène et de sécurité sont applicables à la S.N.C.F.) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 (*fonctionnement de la S.N.C.F. : contrat de plan avec l'Etat ; cahier des charges ; concours financier de l'Etat*) : rapport Guillaumat (p. 5808) ; « faillite » de la S.N.C.F. ; autonomie de gestion ; contrat de plan ; nécessité de procéder à la restructuration du groupe de la S.N.C.F. (p. 5809) ; substitution du contrat d'entreprise au contrat de plan ; concours financier de l'Etat ; rôle économique et social de la S.N.C.F. ; dénonciation par M. le ministre d'Etat, ministre des transports de l'illusion selon laquelle l'équilibre financier de la S.N.C.F. pourrait être atteint sans concours extérieur ; fondement du concours financier de l'Etat à la S.N.C.F. ; « carence de l'Etat actionnaire » (p. 5810) ; nécessité d'une politique tarifaire « intelligente » ; problème du passif de l'entreprise ; amendement n° 65 de la commission (incluant des règles d'harmonisation des conditions d'exploitation prévues à l'article 3 dans le cahier des charges) : adopté ; amendement n° 34 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Pierre Weisenhorn (élaboration d'un schéma ferroviaire national et de schémas ferroviaires régionaux) : rejeté ; amendement n° 280 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (précisant l'affectation du concours financier apporté par l'Etat) : rejeté (p. 5811) ; amendement n° 339 du Gouvernement (ayant pour objet de préciser les objectifs visés par l'Etat) ; amendement n° 331 de M. André Duroméa (précisant que le concours financier de l'Etat doit permettre à l'établissement de fonctionner sur la base d'une situation financière assainie) : retiré ; amendement n° 311 de M. Charles Fèvre (affectation du concours financier de l'Etat au financement des seules activités ferroviaires de la S.N.C.F.) (p. 5812) ; amendement n° 339 : adopté ; en conséquence, amendement n° 311 : devenu sans objet ; amendement n° 281 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Roland Vuillaume (présentation au Parlement d'un rapport annuel indiquant comment les obligations des cahiers des charges ont été remplies) : rejeté.

Article 25 (*régime comptable ; contrôle de l'Etat*) : amendement n° 66 de la commission (établissement d'une comptabilité analytique) ; sous-amendement n° 372 du Gouvernement (suppression du mot « analytique ») : adopté ; amendement n° 66, ainsi modifié, adopté.

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 (*dispositions transitoires*) : adopté (p. 5813).

Chapitre II : *transports urbains de personnes.*

Article 27 (*périmètre des transports urbains*) : amendement n° 231 de M. Charles Fèvre relatif à l'étendue et à la procédure de création du périmètre des transports urbains) : rejeté, (p. 5814) ; amendement n° 303 de M. René Gaillard soutenu par M. Roger Lassale (substituant à l'avis du comité départemental des transports l'avis du conseil général) ; amendement n° 332 de M. André Duroméa soutenu par M. Jean Jarosz (même objet) : retiré ; sous-amendement n° 373 du Gouvernement à l'amendement n° 303 (précisant le cas où l'avis du conseil général est requis) : adopté après rectification ; amendement n° 303 ainsi modifié, adopté ; amendement n° 232 de M. Charles Fèvre (relatif à l'autorité compétente pour décider de la création et de la modification des dessertes locales non urbaines à l'intérieur du périmètre) : rejeté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 (*plan de déplacements urbains*) : conséquences de la négligence dont ont été l'objet les transports collectifs (p. 5815) ; rôle de la collectivité communale ou intercommunale ; caractère novateur de l'article 28 ; amendement n° 67 de la commission (visant à rendre systématique l'établissement des plans de déplacements) (p. 5816) : rejeté ; amendement n° 233 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ; amendements n° 17 du Gouvernement, n° 69 de la commission, n° 234 de M. Charles Fèvre, n° 283 de M. Christian Bergelin, n° 347 de M. Adrien Zeller (tendant à mentionner explicitement le stationnement dans les objectifs du plan de déplacements urbains) : adoptés ; amendement n° 68 de la commission (ayant pour objet de préciser le contenu des plans de déplacements urbains) ; sous-amendement n° 384 de M. Adrien Zeller (substituant à l'objectif d'utilisation rationnelle de la voiture et de garantie d'une bonne insertion des piétons, des deux roues et des transports en commun, l'objectif d'un partage de la voirie en vue de faciliter l'usage des transports collectifs des deux roues et d'assurer la sécurité des piétons) : non soutenu ; sous-amendement n° 381 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant que les plans de déplacements urbains définissent les modalités de financement et la couverture des coûts d'exploitation) ; sous-amendement n° 337 de M. René Gaillard soutenu par M. Roger Lassale (proposant que les plans de déplacements urbains « étudient » les modalités de son financement et la couverture des coûts d'exploitation) ; sous-amendement n° 381 : retiré ; sous-amendement n° 337 : adopté ; amendement n° 68, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 235 de M. Charles Fèvre (de précision) (p. 5815) : rejeté ; amendement n° 236 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) ; retiré ; amendement n° 383 du Gouvernement (tendant à préciser que les responsables des travaux de voirie sont eux aussi chargés de la mise en œuvre des prescriptions du plan de déplacements urbains) : adopté ; amendement n° 237 de M. Charles Fèvre (suppression du dernier alinéa renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la détermination du contenu des procédures d'élaboration, de consultation et d'approbation et les conditions de mise en œuvre des plans de déplacements urbains) : rejeté ; amendement n° 238 de M. Charles Fèvre (proposant que le décret soit pris après avis des associations représentatives des maires et des organisations professionnelles du transport des personnes) : rejeté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté (p. 5818).

Chapitre III : *transports routiers non urbains de personnes.*

Article 29 (*définition et répartition des compétences pour l'organisation des transports routiers non urbains de personnes*) : champ d'application du décret de 1949 (p. 5863) ; zones défavorisées ; service des taxis collectifs ; amendement n° 18 du Gouvernement (exclusion des services de transport scolaire et des autres services réguliers spécialisés) : adopté ; amendement n° 239 de M. Charles Fèvre (suppression de la mention « des services privés » dans la définition) (p. 5864) : rejeté ; amendement n° 315 de M. Christian Bergelin (tendant à inclure l'ensemble des services occasionnels dans la définition des transports routiers non urbains de personnes) : rejeté ; amendement n° 242 de M. Charles Fèvre ainsi que les amendements n° 240 et n° 241 du même auteur (de conséquence) : devenus sans objet ; amendement n° 348 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Pierre Weisenhorn (tendant à élargir le contenu du plan départemental) : rejeté ; amendement n° 243 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 244 de M. Charles Fèvre (relatif à l'autorité destinataire de la déclaration faite par les services privés : substitution au représentant de l'Etat dans le département du représentant du département) : rejeté ; amendement n° 245 de M. Charles Fèvre (modifiant le régime applicable aux services occasionnels) (p. 5865) : rejeté ; amendement n° 246 de M. Charles Fèvre (prévoyant la consultation des organisations professionnelles sur le projet de décret en Conseil d'Etat mentionné dans le dernier alinéa) : rejeté ; amendement n° 316 de M. Christian Bergelin (précisant le régime des autorisations prévues pour les services occasionnels) : rejeté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 (*convention entre autorité organisatrice et les transporteurs publics ; dispositions transitoires*) : délais ; soumission à autorisation des services occasionnels de transport non urbain (p. 5866) ; amendement n° 247 de M. Charles Fèvre (de conséquence) : retiré ; amendement n° 19 du Gouvernement (modifiant la date à partir de laquelle court le délai) :

adopté ; amendement n° 249 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 70 de la commission (suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat qui devait fixer les conditions des versements de l'indemnité) : adopté ; amendement n° 248 de M. Charles Fèvre (suppression du dernier alinéa de l'article 30) . devenu sans objet ; amendement n° 71 de la commission (prévoyant que l'Etat pourra passer des contrats de développement avec des départements) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IV : *transports routiers de marchandises.*

Article 31 (*amélioration de la productivité des transports routiers de marchandises*) : notion de « productivité du transport » (p. 5867) ; amendement n° 285 de M. Christian Bergelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 250 de M. Charles Fèvre (suppression du premier alinéa précisant les moyens d'une augmentation de productivité) : retiré ; amendement n° 251 de M. Charles Fèvre, et n° 286 de M. Christian Bergelin (suppression de la disposition relative à la « régulation » du développement du transport routier des marchandises en fonction des besoins de l'économie) : rejetés par scrutin public (p. 5868) ; amendement n° 372 de M. Charles Fèvre (indiquant expressément que le développement du transport routier nécessite l'accroissement quantitatif de ses capacités de transport) : rejeté ; amendement n° 72 de la commission (précisant que les contributions financières publiques peuvent également améliorer la productivité du système des transports) : adopté ; amendement n° 252 de M. Charles Fèvre (réaffirmant le principe de l'égalité de traitement) ; amendement n° 287 de M. Christian Bergelin (même objet) ; amendement n° 252 : rejeté ; amendement n° 287 : rejeté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 (*registre des transporteurs publics routiers et des loueurs de véhicules industriels destinés au transport*) : amendement n° 73 de la commission (excluant les loueurs de véhicules sans conducteur du champ d'application de l'article 32 relatif à l'obligation d'inscription à un registre) : retiré ; amendement n° 288 de M. Christian Bergelin (prévoyant l'inscription des commissionnaires de transport) : rejeté (p. 5869) ; amendement n° 304 de M. René Gaillard (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 253 de M. Charles Fèvre (proposant que les transporteurs et les loueurs inscrits au registre à la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article conservent le bénéfice des inscriptions et des autorisations) : rejeté ; amendement n° 254 de M. Charles Fèvre (relatif aux licences de transport de location) : rejeté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 32 : amendement n° 74 de la commission (tendant à soumettre les entreprises assurant leur transport pour leur propre compte à déclaration auprès du représentant de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 255 de M. Charles Fèvre (de conséquence) : devenu sans objet.

Article 33 (*inscription dans les contrats de transport routier de marchandises des temps nécessaires à l'exécution des différentes tâches*) : amendement n° 256 de M. Charles Fèvre (de suppression) (p. 5870) : rejeté ; amendement n° 75 de la commission (tendant à englober tous les donneurs d'ordre) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 (*réglementation de la sous-traitance*) : amendement n° 257 de M. Charles Fèvre (rédactionnel, prévoyant que le cas de la location sans conducteur ne serait pas exclue) ; amendement n° 20 du Gouvernement (même objet) (p. 5871) ; amendement n° 257 : retiré ; amendement n° 20, adopté ; amendements n° 76 de la commission et n° 258 de M. Charles Fèvre (relatifs à l'application de la réglementation des activités de commissionnaires de transport) ; amendement n° 76 : non soutenu ; amendement n° 268 : retiré ; amendement n° 289 de M. Christian Bergelin (tendant à ce que la possibilité, pour un transporteur public routier de marchandises de prendre en location un véhicule sans conducteur ne soit pas exclue) : retiré ; amendement n° 259 de M. Charles Fèvre (même objet) : retiré ; amendement n° 290 de M. Christian Bergelin (précisant l'état où est autorisé le retour à la sous-traitance) (p. 5872) : adopté ; amendements n° 77 de la commission, n° 260 de M. Charles Fèvre, n° 291 de M. Christian Bergelin (suppression de la disposition relative aux dérogations) : adoptés ; amendement n° 292 de M. Christian Bergelin (proposant que soient définies par un décret en Conseil d'Etat la nature juridique du contrat d'affrètement et les obligations s'y rattachant) : rejeté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 (*contrat de location d'un véhicule industriel avec conducteurs*) : amendement n° 261 de M. Charles Fèvre (consultation des organisations représentant les loueurs et les usagers ainsi que le conseil national des transports sur le projet de décret établissant les contrats types) : non soutenu ; amendement n° 293 de M. Christian Bergelin soutenu par M. Pierre Weisenhorn (même objet) : rejeté ;

— article 35, adopté (p. 5873).

Article 36 (*tarification d'ordre public des opérations de transport*) : amendement n° 78 de la commission (tendant à permettre aux pouvoirs publics de soumettre la location avec conducteur à une tarification d'ordre public spécifique) : adopté ; amendement n° 262 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : rejeté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 (*titres d'exploitation pour le transport routier public et la location de véhicules industriels*) : amendement n° 79 de la commission (tendant à faire prendre en compte les efforts réalisés par l'entreprise pour améliorer sa productivité et son respect des dispositions de la loi pour lui attribuer une autorisation) : adopté ; amendement n° 263 de M. Charles Fèvre (relatif à la durée des autorisations) (p. 5874) ; amendement n° 295 de M. Christian Bergelin (relatif à la durée des autorisations) ; amendement n° 243 : retiré ; amendement n° 295 : rejeté ; amendement n° 294 de M. Christian Bergelin (conservation de l'intégralité des droits de transport et de location accordés aux transporteurs et loueurs de véhicules industriels exerçant leurs activités à la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) : rejeté (p. 5875) ; amendement n° 80 de la commission (relatif à la location-gérance) ; amendement n° 374 du Gouvernement (de précision) ; amendement n° 80 : rejeté ; amendement n° 374 : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Article 38 (*radiation des inscriptions et retrait d'autorisation*) : amendement n° 296 de M. Christian Bergelin (relatif aux cas de radiation : manquements graves et répétés) ; amendement n° 338 de M. René Gaillard (relatif aux cas de radiation : manquement grave ou manquements répétés) : non soutenu ; amendement n° 296 rejeté ;

— article 38, adopté.

Article 39 (*groupements professionnels*) : amendement n° 265 de M. Charles Fèvre (proposant une nouvelle rédaction de l'article 39) : non soutenu ; amendement n° 83 de la commission (prévoyant l'avis du Conseil d'Etat mentionné à l'article 39) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Chapitre V : *transport fluvial.*

Article 40 (*schéma de développement du transport fluvial*) : évolution de la carte des canaux ; compagnie nationale du Rhône ; commission Grégoire chargée d'élaborer le schéma directeur des voies navigables françaises (p. 5877) ; état des infrastructures françaises ; organisation de la profession de batelier (p. 5878) ; création d'une chambre nationale de la batellerie artisanale ; nécessité d'un véritable programme de « restauration » ; liaison Rhin-Rhône (p. 5879) ; amendement n° 266 de M. Charles Fèvre (substituant à l'expression « schéma de développement » l'expression « schéma d'organisation ») : rejeté ; amendement n° 267 de M. Charles Fèvre (suppression de la disposition prévoyant que le schéma directeur fixera les priorités en matière de restauration, d'adaptation et d'extension) ; amendement n° 84 de la commission (fixation par le schéma directeur d'un programme à moyen et long terme) ; amendement n° 267 : rejeté ; amendement n° 84 : rejeté ;

— article 40, adopté.

Article 41 (*création d'une chambre nationale de la batellerie artisanal*) : amendement n° 269 de M. Charles Fèvre (prévoyant la consultation des organisations professionnelles et des organisations représentatives des salariés de la batellerie) : retiré ;

— article 41, adopté (p. 5880).

Article 42 (*attributions de l'office de la navigation*) : adopté.

Chapitre VI : *transports aériens.*

Article 43 (*modifications de la réglementation relative aux transports aériens*) : convention signée entre l'Etat et Air Inter ; rôle de l'Etat dans la définition du réseau intérieur (p. 5881) ; amendement n° 297 de M. Christian Bergelin (suppression du paragraphe I (relatif à la définition du transport aérien) : retiré ; amendement n° 270 de M. Charles Fèvre (proposant que l'autorisation soit délivrée par le ministre chargé de l'aviation

civile en ce qui concerne les transports aériens publics) : rejeté ; amendement n° 21 du Gouvernement (relatif à la définition du transport aérien public) : adopté ; amendement n° 271 de M. Charles Fèvre (allégeant le régime applicable au service régulier de transport de personnes) ; amendement n° 310 du Gouvernement (visant à inclure les établissements publics dans les groupements qui concluront les conventions en matière de service régulier de transport de personnes) ; amendement n° 271 : rejeté ; amendement n° 310 : adopté ; amendement n° 272 de M. Charles Fèvre (suppression du paragraphe IV relatif aux conditions d'homologation en matière de programmes d'exploitation, de conditions de transport et de tarifs) (p. 5882) : rejeté ; amendement n° 83 de la commission (prévoyant la possibilité pour l'administration de soumettre à l'homologation les programmes généraux d'achat et de location de matériels volant pour les transferts effectués à l'aide d'un aéronef dépassant un certain tonnage) : adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

Article 44 (*dispositions transitoires*) : amendement n° 86 de la commission (de correction) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 44.

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 45 (*définition des transports intérieurs*) : amendement n° 87 de la commission (visant à élargir la notion de transports intérieurs) : rejeté ; amendement n° 88 de la commission (précisant le champ d'application de la loi : assujettissement des entreprises étrangères installées en France) (p. 5883) : rejeté ;

— article 45, adopté.

Article 46 (*dispositions particulières aux D.O.M.*) : adopté.

Article 47 (*dispositions particulières à la région d'Ile-de-France*) : amendement n° 89 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 47 : amendement n° 305 de M. Robert de Caumont (adaptation des dispositions de la présente loi aux remontées mécaniques) : adopté.

Article 48 (*textes abrogés*) : amendement n° 22 du Gouvernement (abrogation de l'article 7 de la loi du 19 juin 1979 relatif au transport public d'intérêt local) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté (p. 5884).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 3 : amendement n° 1 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (de forme) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté (p. 5885).

Article 17 : amendement n° 4 du Gouvernement (de forme) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe communiste : *Duroméa* (*André*) (p. 5887).

Vote favorable du groupe socialiste : *Caumont* (*Robert de*) (p. 5886).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5888).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Fèvre* (*Charles*) (p. 5888).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 5889).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1982] (p. 8422) :

Conformité du présent projet de loi vis-à-vis des directives européennes : *Fiterman* (*Charles*) (p. 8424).

Développement du transport routier : *Fèvre* (*Charles*) (p. 8423) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 8424).

Notion de système de transport : *Chénard* (*Alain*) (p. 8422) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 8423).

Périmètres urbains : *Chénard* (*Alain*) (p. 8422).

Refus du droit au transport par le Sénat : *Chénard* (*Alain*) (p. 8422) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 8422).

Service public des transports : *Fèvre* (*Charles*) (p. 8422).

S.N.C.F. : *Chénard* (*Alain*) (p. 8422) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 8423).

Discussion des articles [16 décembre 1982] (p. 8424) :

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (intitulé du chapitre 1er) (p. 8424) ; adopté ;

— l'intitulé du chapitre Ier du titre Ier est ainsi rédigé :

Article 1er : amendement n° 2 de la commission (précisant la notion de système de transport) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (référence européenne) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (application du droit de se déplacer) ; sous-amendement n° 74 de M. Charles Fèvre (supprimant la notion de droit au transport) : rejeté ; amendement n° 4 adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8425).

Article 2 : amendement n° 5 de la commission (objet du droit au transport) ; sous-amendement n° 75 de M. Charles Fèvre (objet de la liberté de se déplacer) : rejeté ; amendement n° 5 adopté ; amendement n° 76 de M. Charles Fèvre (continuité du service public) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (mesures particulières pouvant être prises en faveur des personnes à mobilité réduite) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (mesures en faveur des catégories sociales défavorisées) ; rappel au règlement de M. Charles Fèvre (p. 8426) ; amendement n° 7 adopté ; amendement n° 8 de la commission (information des usagers) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 9 de la commission (objet de la politique globale des transports de personnes et de marchandises) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (harmonisation des conditions d'exploitation et d'utilisation des différents modes de transport) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8427).

Article 4 : amendement n° 11 de la commission (rôle de l'Etat et des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique globale des transports) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (caractère prioritaire du développement de l'usage du transport collectif de personnes) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 77 de M. Charles Fèvre (supprimant la notion de service public des transports) ; amendement n° 13 de la commission (étendue du service public des transports) ; amendement n° 77 : rejeté ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 14 de la commission (notion de système de transports) (p. 8428) : adopté ; amendement n° 78 de M. Charles Fèvre (services publics de transports) ; amendement n° 15 de la commission (organisation du transport public) ; amendement n° 78 : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 16 de la commission (organisation du transport public) ; amendement n° 17 de la commission (transport de personnes ou de marchandises) ; amendement n° 18 de la commission (organisation du transport public) ; amendement n° 16 : adopté ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 18 : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 19 de la commission (juste rémunération du transporteur) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 6 (p. 8429).

Article 7 : amendement n° 20 de la commission (inscription des entreprises de transport public de personnes sur un registre tenu par les autorités de l'Etat) ; sous-amendement n° 79 de M. Charles Fèvre (cas de la S.N.C.F.) : rejeté ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 21 de la commission (notion de transports publics) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (possibilité pour les collectivités territoriales d'exploiter un système de transport en régie directe) ; sous-amendement n° 81 de M. Charles Fèvre (rétablissant la possibilité pour une entreprise d'assurer l'exécution du service à ses risques et périls) ; principe du conventionnement ; sous-amendement n° 81 : rejeté ; amendement n° 22 : adopté (p. 8430) ; amendement n° 80 de M. Charles Fèvre : devenu sans objet ; amendement n° 23 de la commission (financement des services de transport public régulier) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (définition de la politique tarifaire) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 25 de la commission (conditions d'exercice des professions de transporteur public de marchandises et de loueur de véhicules industriels) ; sous-amendements n°s 82, 83 et 84 de M. Charles Fèvre (même objet) (p. 8431) ; sous-amendements n°s 82 et 83 : rejetés ; sous-amendement n° 84 : adopté après rectification ; amendement n° 25, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 26 de la commission (notion de transport public) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (fixation de la rémunération des auxiliaires de transport) ; sous-amendement n° 85 de M. Charles Fèvre (rémunération des commissionnaires de transport) : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 8432).

Article 9 : amendement n° 28 de la commission (transports exécutés pour le compte propre de l'entreprise) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 86 de M. Charles Fèvre (problème des opérations annexes à la conduite ou au pilotage) : rejeté ;

— article 10, adopté.

Article 13 : amendement n° 87 de M. Charles Fèvre (présidence de la commission chargée de suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite et à la durée du travail) (p. 8433) ; rejeté ;

— article 13, adopté.

Article 14 : amendement n° 88 de M. Charles Fèvre (choix relatifs aux infrastructures) : adopté après rectification ; amendement n° 29 de la commission (référence au coût financier et aux coûts sociaux) : adopté ; amendement n° 89 de M. Charles Fèvre (caractère facultatif de l'établissement des schémas directeurs d'infrastructures) (p. 8434) ; rejeté ; amendement n° 30 de la commission (établissement des schémas directeurs d'infrastructures) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : amendement n° 105 du Gouvernement (participation des bénéficiaires des infrastructures au financement) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (objet des redevances et des péages) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 32 de la commission (rôle du conseil national des transports, des comités régionaux et départementaux des transports) ; amendement n° 90 de M. Charles Fèvre (rôle du conseil national des transports) (p. 8435) ; amendement n° 32 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 16 ; amendements n° 90 et n° 91 de M. Charles Fèvre devenus sans objet.

Article 17 : rôle de la fédération nationale des usagers des transports ; amendement n° 33 de la commission (composition du conseil national des transports) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (composition des comités régionaux et départementaux des transports) ; sous-amendement n° 92 de M. Charles Fèvre (suppression du conseil régional des transports) (p. 8436) ; devenu sans objet ; amendement n° 34 adopté ; amendement n° 35 de la commission (prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat précisera la composition et les attributions des organismes créés par cet article) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 93 de M. Charles Fèvre (objet des filiales de la S.N.C.F.) : rejeté ; amendement n° 106 du Gouvernement (autonomie financière des filiales de la S.N.C.F.) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 8437).

Article 19 : adopté.

Article 20 : amendement n° 37 de la commission (statut des biens immobiliers affectés au service public du transport) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (gestion de ces biens immobiliers) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : amendement n° 39 de la commission (composition du conseil d'administration de la S.N.C.F.) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (suppression de l'avis du conseil national des transports) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 8438).

Article 24 : amendement n° 41 de la commission (précisant que l'Etat apporte son concours financier au fonctionnement et au développement de la S.N.C.F.) : adopté ; amendement n° 95 de M. Charles Fèvre (précisant que le ministre des transports présente annuellement un rapport sur la gestion de la S.N.C.F.) : rejeté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté (p. 8439).

Article 28 : amendement n° 42 de la commission (élaboration systématique des plans de déplacements urbains) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (contenu de ces plans) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (objectif de ces plans) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (précisant que les plans s'accompagnent d'une étude des modalités de leur financement) ; amendement n° 104 de M. Charles Fèvre (élaboration des plans de déplacements urbains) ; amendement n° 45 adopté ; amendement n° 104 devenu sans objet ; amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté (p. 8440).

Article 29 : amendement n° 47 de la commission (définition des transports routiers non urbains) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (incluant les services privés dans les transports non urbains de personnes) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (périmètre des transports urbains) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (de cohérence) : adopté ; amendement n° 96 de M. Charles Fèvre (précisant que les services occasionnels seront autorisés par le représentant de la collectivité départementale concernée) ; amendement n° 51 de la commission (précisant que les services occasionnels seront autorisés par le représentant de l'Etat) (p. 8441) ; amendement n° 96 rejeté ; amendement n° 51 adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *bis* : amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 29 *bis* ainsi supprimé.

Article 30 : amendement n° 53 de la commission (transports publics réguliers non urbains de personnes) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (indemnité de compensation versée en cas de suppression ou de modification de la consistance d'un service en exploitation) ; sous-amendement n° 107 de M. Charles Fèvre (renouvellement des conventions) ; sous-amendement n° 98 de M. Charles Fèvre (montant de l'indemnité compensatrice) ; sous-amendement n° 107 rejeté (p. 8442) ; sous-amendement n° 98 rejeté au scrutin public ; amendement n° 54 adopté (p. 8443) ; amendement n° 55 de la commission (de cohérence) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 *bis* : amendement n° 57 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 31 *bis* supprimé.

Article 32 : amendement n° 58 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 32 supprimé.

Article 33 : amendement n° 59 de la commission (contenu des contrats de transport routier de marchandises) : adopté ;

— en conséquence, article 33 ainsi rétabli.

Article 34 : amendement n° 60 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 8444) ; amendement n° 108 de M. Christian Bergelin (cas du tractionnariat) ; amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 99 de M. Charles Fèvre (recours à la sous-traitance) ; amendement n° 108 rejeté ; amendement n° 99 rejeté ; amendement n° 61 adopté ; amendement n° 62 de la commission (transport public de marchandises) (p. 8445) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (de cohérence) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 : adopté.

Article 36 : amendement n° 64 de la commission (cas de tarification d'ordre public) ; sous-amendements n°s 100, 101 et 102 de M. Charles Fèvre (précisant les cas dans lesquels une tarification d'ordre public est possible) (p. 8446) ; sous-amendements n°s 100, 101 et 102 rejetés ; amendement n° 64 adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 : amendement n° 65 de la commission (transport routier public) : adopté ; amendement n° 103 de M. Charles Fèvre (prise en compte de la capacité des entreprises à déve-

lopper leur activité) : rejeté ; amendement n° 66 de la commission (amélioration de la productivité et respect des dispositions de la présente loi) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté (p. 8447).

Article 38 : amendement n° 67 de la commission (manquements graves et répétés à la réglementation des transports) : adopté ; amendement n° 68 de la commission (respect de la réglementation des transports, du travail ou de la sécurité) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté.

Article 41 : adopté.

Article 42 : amendement n° 69 de la commission (suppression de la référence à la composition de l'Office national de la navigation) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (rôle de l'Office national de la navigation) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté (p. 8448).

Article 43 : adopté.

Article 44 : amendement n° 71 de la commission (expiration des autorisations ou agréments délivrés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article) : adopté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté.

Article 45 : amendement n° 109 du Gouvernement (application de la présente loi sans préjudice des obligations découlant du Traité de Rome) : adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 45 *bis* : amendement n° 72 de la commisison (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, article 45 *bis* : supprimé.

Article 46 : amendement n° 73 de la commission (de coordination) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 46 (p. 8449).

Article 47 *ter* : adopté.

Article 48 : adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 8450).

Article 14 : amendement n° 2 du Gouvernement (de regroupement) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 42 : amendement n° 1 du Gouvernement (gestion des bourses de fret par l'office national de la navigation) (p. 8450) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté (p. 8451).

Explications de vote (p. 8451) :

Refus de l'opposition de voter le présent texte : *Fèvre* (*Charles*) (p. 8451).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8451).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8513) :

Droit au transport : *Chénard* (*Alain*) (p. 8513) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 8514).

Equilibre financier de la S.N.C.F. : *Chénard* (*Alain*) (p. 8513;) *Fiterman* (*Charles*) (p. 8514).

Promotion des transports collectifs : *Chénard* (*Alain*) (p. 8513) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 8514).

Texte adopté par l'Assemblée nationale en seconde lecture (p. 8514).

Explications de vote (p. 8519) :

Droit au transport : *Fèvre* (*Charles*) (p. 8519) ; *Bergelin* (*Christian*) (p. 8519).

Nouveau statut de la S.N.C.F. : *Fiterman* (*Charles*) (p. 8520) ; *Ansart* (*Gustave*) (p. 8520).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bergelin* (*Christian*) (p. 8519).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Fèvre* (*Charles*) (p. 8519).

Rappel au règlement de M. Charles Fèvre (p. 8520).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 8520).

Voir *Bâtiments et travaux publics* **1.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), article 67 ; Recherche et industrie, énergie ; Transports.

Questions au Gouvernement **290.**

TRANSPORTS AERIENS

2. — Projet de loi n° 763 relatif au relèvement de la limite de **responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur.** — *Sénat* (première lecture), n° **66** (1981-1982), dépôt le 24 novembre 1981 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Bernard Legrand. — Rapport n° **108** (1981-1982). — Discussion le 8 avril 1982. — Adoption le 8 avril 1982. — Projet de loi n° **53** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **763,** dépôt le 13 avril 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (14 avril 1982). — Rapport n° **822** (22 avril 1982). — Discussion le 22 avril 1982. — Adoption le 22 avril 1982. — Projet de loi n° **134.**

Loi n° 82-375 du 6 mai 1982 publiée au *J. O.* du 7 mai 1982 (p. 1291).

Rectificatif (*J. O.* du 13 mai 1982) (p. 1359).

Discussion générale [22 avril 1982] (p. 1250) :

Absence de clause d'actualisation : *Séguin* (*Philippe*) (p. 1250) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 1251).

Article L. 322-3 du code aviation civile relatif à la révision du plafond de responsabilité des transporteurs aériens intérieurs : *Séguin* (*Philippe*) (p. 1250) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 1251).

Incidence sur le montant des primes d'assurances : *Séguin* (*Philippe*) (p. 1251) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 1251).

Protocoles de Guatémala-ville, de La Haye et de Montréal : *Séguin* (*Philippe*) (p. 1250) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 1251).

Discussion des articles [22 avril 1982] (p. 1251) :

Article 1er (*relèvement du plafond de responsabilité pour le transport aérien*) : adopté.

Article 2 (*application des dispositions de la présente loi aux T. O. M.*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1251).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer ; Transports.

Questions orales sans débat **213.**

Traités et conventions **30, 31.**

TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS ET INTERURBAINS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

Métro parisien

Voir *Questions orales sans débat* **232.**

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Voir *Traités et conventions* **29, 48.**

— internationaux

Voir *Traités et conventions* **48.**

TRANSPORTS FLUVIAUX

1. — Proposition de loi n° 1184 relative à **l'entretien des berges des rivières navigables.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert Galey (25 novembre 1982).

TRANSPORTS MARITIMES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Mer.
Mer et littoral **4.**
Travail **6.**

TRANSPORTS PARISIENS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.
Transports urbains **1.**

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.
Questions orales sans débat **165.**
Rappels au règlement **457.**
Traités et conventions **36.**

TRANSPORTS SCOLAIRES

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.; Education nationale; Transports.
Transports **2.**

TRANSPORTS URBAINS

1. — Projet de loi n° 876 relatif à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 18 mai 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade (27 mai 1982). — Rapport **n° 948** (15 juin 1982). — Discussion le 25 juin 1982. — Adoption le 25 juin 1982. — Projet de loi **n° 189.**

Sénat (première lecture), **n° 431** (1981-1982), dépôt le 29 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport **n° 460** (1981-1982) (7 juillet 1982). — Discussion le 21 juillet 1982. — Rejet le 21 juillet 1982. — Projet de loi **n° 140** (1981-1982).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 1042,** dépôt le 22 juillet 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. — Rapport n° **1043** (22 juillet 1982). — Discussion le 22 juillet 1982. — Adoption avec modifications le 22 juillet 1982. — Projet de loi n° **210.**

Sénat (deuxième lecture), n° **484** (1981-1982), dépôt le 22 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Discussion le 22 juillet 1982. — Rejet le 22 juillet 1982. — Projet de loi n° **142** (1981-1982).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).
Bureau [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Assemblée nationale. — Rapporteur : M. Guy Malandain. — Rapport **n° 1064** (23 juillet 1982).

Sénat. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport **n° 486** (1981-1982) (23 juillet 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1063,** dépôt le 22 juillet 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. — Rapport n° **1065** (23 juillet 1982). — Discussion le 23 juillet 1982. — Adoption avec modifications le 23 juillet 1982. — Projet de loi n° **215.**

Sénat (troisième lecture), n° **491** (1981-1982), dépôt le 23 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Discussion le 23 juillet 1982. — Rejet le 23 juillet 1982. — Projet de loi n° **147** (1981-1982).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1071,** dépôt le 26 juillet 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. — Rapport n° **1073** (27 juillet 1982). — Discussion le 27 juillet 1982. — Adoption définitive le 27 juillet 1982. — Projet de loi n° **219.**

Loi n° 82-684 du 4 août 1982 publiée au *J. O.* du 5 août 1982 (p. 2502).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 juin 1982] (p. 3925) :

Automobiles et nuisances : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 3925) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 3926) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3927, 3928).

Carte émeraude : *Fiterman* (*Charles*) (p. 3932).

Charges des entreprises : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3929) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3930) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 3931).

Développement prioritaire des transports en commun : *Fiterman* (*Charles*) (p. 3926, 3927).

Droit au transport : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 3925) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 3926) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3928).

Futur projet de loi d'orientation sur les transports intérieurs : *Fiterman* (*Charles*) (p. 3926) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3927).

Région parisienne (politique tarifaire) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3930).

Région parisienne (prise en charge des frais de déplacement des salariés) : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 3926) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 3927) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3928) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3929) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3930, 3931) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 3931).

Région parisienne (suppression de la prime de transport) : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 3926) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 3927) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3929) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3931).

Versement-transport (affectation des ressources) : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 3925) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 3927) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3928) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3930).

Versement-transport (diversification des taux) : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 3926) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3929) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3929).

Versement-transport (seuil de population) : *Destrade* (*Jean-Pierre*) (p. 3925) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 3926, 3927) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3928, 3929) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3929) ; *Battist* (*Umberto*) (p. 3930).

Vote favorable du groupe communiste : *Rimbault* (*Jacques*) (p. 3929).

Vote favorable du groupe socialiste : *Battist* (*Umberto*) (p. 3930).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3930).

Vote hostile du groupe R P. R. : *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 3930).

Discussion des articles [25 juin 1982] (p. 3932) :

Article 1er (*versement-transport : abaissement du seuil de population au-delà duquel le versement est applicable*) : notion de seuil et position du groupe communiste ; amendement n° 11 de M. Gilbert Gantier (relèvement du seuil) ; amendements n° 1 de la commission (p. 3932) et n° 9 de M. Jacques Rimbault (abaissement du seuil) ; caractère arbitraire de tout seuil ; amendement n° 11 : rejeté ; amendements n° 1 et n° 9 : adoptés ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 2 (*versement-transport : taux dans les agglomérations de 50 000 à 100 000 habitants*) : amendements n° 2 de la commission et n° 12 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; problème de la diversification des taux du versement-transport ; amendement n° 12 : retiré ; amendement n° 2 : rejeté (p. 3933) ; amendement n° 10 de M. Jacques Rimbault (modifiant les taux prévus) : retiré ;

— article 2 : adopté.

Article 3 (*date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au versement-transport*) : amendement n° 3 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 13 de M. Gilbert Gantier (reportant la date d'entrée en vigueur des dispositions) : rejeté ;

— article 3 : adopté (p. 3934).

Article 4 (*modification des conditions d'utilisation du versement-transport*) : amendement n° 14 de M. Gilbert Gantier (limitant les conditions d'utilisation du versement-transport) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 15 de M. Gilbert Gantier (de coordination relatif aux conditions d'affectation du versement-transport en région parisienne) : retiré.

Article 5 (*prise en charge partielle par les employeurs de la région parisienne des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail de leurs salariés qui utilisent des transports publics*) : problème des fonctionnaires ; champ d'application de l'article 5 et de l'article 6 ; opposition de l'article 40 de la Constitution à un amendement de la commission (p. 3935) ; amendement n° 16 du Gouvernement (étendant les dispositions de l'article 5 à l'ensemble des salariés) : adopté ; amendement n° 8 de M. Michel Péricard (cas des infirmes et des mutilés) : non soutenu ; amendement n° 6 de la commission (précisant qu'un décret détermine les modalités de la prise en charge) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*extension des dispositions de l'article 5 aux agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics*) : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 est supprimé.

Article 7 (*suppression de la prime de transport à compter du 1er octobre 1982*) : adopté.

Seconde délibération du projet de loi, à la demande du Gouvernement :

Article 2 : amendement n° 1 du Gouvernement (de cohérence) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote :

Vote favorable du groupe socialiste : *Billon (Alain)* (p. 3936).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3936).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juillet 1982] (p. 4656) :

Rejet du texte par le Sénat : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4657) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4657) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4657).

Discussion des articles [22 juillet 1982] (p. 4657) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 7 : adopté.

Explications de vote :

Position de l'opposition : *Séguin (Philippe)* (p. 4658).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4658).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [23 juillet 1982] (p. 4741) :

Charges des entreprises : *Marette (Jacques)* (p. 4741) ; *Malandain (Guy)* (p. 4741).

Discussion des articles (p. 4741) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : amendement n° 1 du Gouvernement (relatif à la date d'entrée en vigueur) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4742).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [27 juillet 1982] :

Blocage des prix et date d'entrée en vigueur du projet de loi : *Malandain (Guy)* (p. 4873) ; *Labarrère (André)* (p. 4873).

Texte :

Article 1er ;

Article 2 ;

Article 3 ;

Article 4 ;

Article 5 ;

Article 6 : supprimé.

Article 7 ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4873).

2. — **Projet de loi n° 1079** modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par MM. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade (21 septembre 1982). — Rapport n° **1085** (21 septembre 1982). — Discussion le 21 septembre 1982. — Adoption le 21 septembre 1982. — Projet de loi n° **222.**

Sénat (première lecture), n° **507** (1981-1982), dépôt le 22 septembre 1982). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport n° **508** (1981-1982) (22 septembre 1982). — Discussion le 23 septembre 1982. — Adoption le 23 septembre 1982. — Projet de loi n° **148** (1981-1982).

Loi n° 82-834 du 30 septembre 1982 publiée au *J. O.* du 1er octobre 1982 (p. 2918).

Discussion générale [21 septembre 1982] (p. 4993) :

Décret d'application de la loi adoptée par l'Assemblée nationale relative au financement par les employeurs des transports publics urbains : *Fiterman (Charles)* (p. 4994).

Prime de transport : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4993) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4994).

Discussion de l'article unique :

Article unique (*report du 1er octobre au 1er novembre 1982 de l'abrogation des textes relatifs à la prime de transport*) : adopté (p. 4994).

Voir *Questions orales sans débat* **180.**

Transports urbains **1.**

TRAVAIL

3. — **Proposition de loi n° 435** tendant à faciliter l'application de l'**horaire variable.** — *Assemblée nationale* (première lecture), retrait le 2 novembre 1982.

5. — **Proposition de loi n° 631** tendant à garantir le **droit au travail des militaires retraités.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Briane (22 avril 1982).

6. — **Projet de loi n° 742** relatif aux **comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jean Auroux, ministre du travail. — Urgence déclarée le 29 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (8 avril 1982). — Rapport n° **823** (22 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (6 avril 1982). — Rapporteur pour avis : M. Robert Malgras (8 avril 1982). — Discussion les 13, 14 mai, 21 et 22 septembre 1982. — Adoption le 22 septembre 1982. — Projet de loi n° **223.**

Sénat (première lecture), n° **531** (1981-1982), dépôt le 30 septembre 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jacques Mossion. — Rapport n° **69** (1982-1983) (27 décembre 1982). — Discussion le 8 novembre 1982. — Adoption le 8 novembre 1982. — Projet de loi n° **26** (1982-1983).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Bureau [*J. O.* du 19 novembre 1982] (p. 3481).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. — Rapport n° **1230** (18 novembre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Mossion. — Rapport n° **93** (1982-1983) (18 novembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1203**, dépôt le 8 novembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. — Rapport n° **1235** (23 novembre 1982). — Discussion le 24 novembre 1982. — Adoption avec modifications le 24 novembre 1982. — Projet de loi n° **2681**.

Sénat (deuxième lecture), n° **108** (1982-1983), dépôt le 25 novembre 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jacques Mossion. — Rapport n° **145** (1982-1983) (15 décembre 1982). — Discussion le 15 décembre 1982. — Adoption avec modifications le 16 décembre 1982. — Projet de loi n° **51** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1319**, dépôt le 16 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. — Rapport n° **1327** (17 décembre 1982). — Discussion le 18 décembre 1982. — Adoption définitive le 18 décembre 1982. — Projet de loi n° **299**.

Loi n° 82-1097 du 23 décembre 1982 publiée au *J. O.* du 26 décembre 1982 (p. 3858).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 742 et ceux de la loi n° 82-1097 du 23 décembre 1982.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
1		Articles L. 231-1 et L. 231-2 du code du travail	Première lecture : 21 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	4996 7618	1
	1 *bis* (A.N.)	Article L. 231-8	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5084 7619	2
	1 *ter* (A.N.)	Insertion d'un article L. 231-8-1	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5086 7619	3
	Après l'art. 1er *ter* (A.N.)	Insertion d'un article L. 231-8-2.....	Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	7620	4
	1 *quater* (A.N.)	Article L. 231-9	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5089 7620	5
2		Insertion au titre III du livre II du code du travail, d'un chapitre VI, comportant les articles L. 236-1 à L. 236-13.	Première lecture : 21 septembre 1982. 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5001 5059 7621	6
3		Insertion au titre VI du livre II du code du travail, d'un article L. 263-2-2.	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5080 7629	7
4		Adoption des dispositions sur les C.H.S.C.T. aux institutions prévues aux paragraphes I et II de l'article 39 de la loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976.	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5080 7630	8
5		Article L. 742-5 du code du travail	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5080 7630	9
6		Dernier alinéa de l'article L. 231-2, 4°	Première lecture : 22 septembre 1982.	5081	10
7		Dispositions transitoires et date d'entrée en vigueur de la loi	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5081 7630	11
8		Chapitre VII du titre III du livre IV et article L. 231-2-3°.....	Première lecture : 22 septembre 1982.	5081	12
	9 (A.N.)	Présentation au Parlement du bilan d'application de la loi	Première lecture : 22 septembre 1982. Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	5082 7630	Supprimé.
	9 *bis* (A.N.)	Coordination : aux articles 29 et 39 de la loi n° 82-915 du 28 octobre 1982, remplacement de certaines références. Adoption définitive du projet, le 18 décembre 1982, dans le dernier texte voté par l'Assemblée nationale.	Deuxième lecture : 24 novembre 1982.	7631	13

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 745, 744, 743, 742 [13 mai 1982] (p. 2090, 2112, 2139), [14 mai 1982] (p. 2178).

Discussion générale [21 septembre 1982] (p. 4994).

Accidents du travail : *Auroux (Jean)* (p. 4994).

Champ d'application (secteur tertiaire et des B. T. P., effectif des entreprises) : *Auroux (Jean)* (p. 4995) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4996).

C.H.S.C.T. (rôle des) : *Auroux (Jean)* (p. 4995) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4995).

Conditions de travail : *Auroux (Jean)* (p. 4994).

« Danger imminent » : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4996).

Statut des délégués : *Auroux (Jean)* (p. 4995) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4996).

Discussion des articles [21 septembre 1982] (p. 4996, 5010), [22 septembre 1982] (p. 5034, 5059, 5083).

Avant l'article 1er : amendement n° 134 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (précisant les personnes qui concourent à la lutte contre les accidents du travail : chefs d'entreprise, personnels d'encadrement, salariés) : rejeté.

Article 1er (*champ d'application, modification de l'article L. 231-1 du code du travail*) : protection de la santé des salariés (p. 4996) ; champ d'application ; secteur des transports routiers ; arrêt des machines ; « danger grave et imminent » ; organisation de la lutte des classes au sein de l'entreprise (p. 4997) ; création d'une « institution conflictuelle » ; établissements sanitaires ou sociaux à caractère public (p. 4998) ; coût des accidents du travail ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; problème de constitutionnalité : domaine du règlement et de la loi ; règlement de l'Assemblée nationale : impossibilité de déposer de nouveaux amendements (p. 4999) ; arrêt des machines (p. 5000) ; amendement n° 1 de la commission (étendant les dispositions du code du travail relatives à l'hygiène et à la sécurité aux entreprises du secteur des transports en excluant celles qui sont dotées d'institutions précisées par voie statutaire) : adopté après rectification ; amendement n° 2 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendements tendant à insérer les articles additionnels après l'article 1er : réservés à la demande de la commission (p. 5001).

Article 2 (*insertion d'un chapitre IV intitulé « comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail » dans le titre III du livre II du code du travail*) : fusion des C.H.S. et des C.A.C.T. (p. 5002) ; entreprises du bâtiment et des travaux publics ; organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (O.P.P.B.T.P.) ; seuil d'effectifs ; droit d'enquête et d'inspection ; obligation de présentation d'un rapport annuel ; représentation des salariés au sein des C.H.S.C.T. ; formation de délégués ; secrétariat des comités (p. 5003) ; coûts économiques et sociaux des accidents du travail ; travailleurs de l'industrie et du commerce ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; conseillers du travail ; impossibilité de déposer de nouveaux amendements ; charges des entreprises (p. 5004) ; cotisations pour accidents du travail ; transformation de l'entreprise en un instrument de lutte politique ; P.M.E. ; « effet de seuil » ; extension des dispositions relatives au C.H.S.C.T. au secteur tertiaire ; situation en cas de carence (p. 5005) ; formation des délégués ; secteurs des B. T. P. ; O. P. P. B. T. P. ;

Article L. 236-1 du code du travail (champ d'application) : amendement n° 63 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (de suppression) : rejeté ; amendement n° 88 de M. Etienne Pinte (insertion du mot « entreprises ») (p. 5006) : rejeté ; amendement n° 44 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Serge Charles (limitant la création de C.H.S.C.T. : exclusion des établissements à caractère commercial ou de prestations de service) : rejeté ; amendement n° 268 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 64 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (relevant le seuil des effectifs : 300 salariés) : rejeté ; amendement n° 203 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Charié (différenciation des seuils selon les secteurs d'activité des établissements) (p. 5007) : rejeté (p. 5008) ; amendement n° 204 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (modifiant le mode de calcul de l'effectif) ; amendement n° 137 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Etienne Pinte (modifiant le mode de calcul de l'effectif en ce qui concerne les travailleurs à temps partiel) ; amendement n° 205 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (modifiant le mode de calcul des effectifs) ; amendement n° 204 : rejeté ; amendement n° 137 : rejeté ; amendement n° 205 : rejeté ; amendement n° 136 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (exclusion des travailleurs à domicile pour le calcul des effectifs) : rejeté ; amendement n° 269 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 206 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (précisant que dans les entreprises n'entrant pas dans le champ d'application de la loi les délégués du personnel remplissent la mission du comité d'hygiène et de sécurité) (p. 5012) : retiré ; amendement n° 35 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (suppression de la référence à l'effectif sur douze mois consécutifs ou non) : rejeté ; amendement n° 65 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (relevant le seuil : 300 salariés) : rejeté ; amendement n° 138 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 140 de M. Robert Galley soutenu par M. Etienne Pinte (prise en compte du seuil : cinquante salariés pendant vingt-quatre mois consécutifs ou non) : rejeté ; amendements n° 45 de M. Georges Tranchant et n° 141 de M. Robert Galley soutenus par M. Etienne Pinte et n° 207 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (relatifs au mode de calcul du seuil : cinquante salariés pendant douze mois consécutifs) (p. 5013) : rejetés ; amendement n° 139 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (mode de calcul du seuil : seuil atteint au cours des deux dernières années) ; amendement n° 270 du Gouvernement (relatif au mode de calcul du seuil : seuil atteint au cours des trois années précédentes) ; amendement n° 249 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (même objet) : retiré ; amendement n° 139 : retiré ; amendement n° 270 : adopté ; amendement n° 271 du Gouvernement (exercice par les délégués du personnel des pouvoirs des C.H.S.C.T. dans les entreprises où ceux-ci font défaut) ; amendement n° 6 de la commission (même objet) ; amendement n° 271 : adopté ; amendement n° 6 devenu sans objet (p. 5014) ; amendement n° 143 de M. Etienne Pinte (proposant que la décision de création des C.H.S.C.T. dans les entreprises employant moins de cinquante salariés soit prise au niveau ministériel) : rejeté ; amendement n° 142 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (limitant le pouvoir de décision de l'inspecteur du travail en matière de création de C.H.S.C.T. dans les entreprises employant moins de cinquante salariés : initiative, motifs et conditions de la décision) : rejeté ; amendement n° 144 de M. Etienne Pinte (proposant que la décision de création de C.H.S.C.T. dans les entreprises employant moins de cinquante salariés relève du directeur départemental du travail sur proposition de l'inspecteur du travail et à la demande du délégué du personnel) : rejeté ; amendement n° 208 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (proposant que la décision de création de C.H.S.C.T. dans les entreprises employant moins de cinquante salariés relève du directeur départemental du travail sur proposition de l'inspecteur du travail) : rejeté (p. 5015) ; amendement n° 36 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (proposant que la décision de l'inspecteur du travail de créer un comité d'hygiène et de sécurité dans une entreprise occupant moins de cinquante salariés soit prise sur proposition du comité technique régional de la sécurité sociale) : rejeté ; amendement n° 209 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (limitant le pouvoir de l'inspecteur du travail de décider la création d'un comité d'hygiène et de sécurité dans une entreprise occupant moins de cinquante salariés : substitution au mot « imposer » le mot « proposer ») : rejeté ; amendement n° 117 de M. Francis Geng soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (limitant les motifs de la décision de l'inspecteur du travail) : rejeté ; amendement n° 210 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (proposant que la décision de création d'un comité d'hygiène et de sécurité dans une entreprise occupant moins de cinquante salariés incombe au directeur régional du travail et de l'emploi) : rejeté (p. 5016) ; amendement n° 148 de M. Etienne Pinte (prévoyant la motivation de la décision de création d'un comité d'hygiène et de sécurité dans une entreprise occupant moins de cinquante salariés et la possibilité de recours devant le président du tribunal d'instance) : rejeté ; amendement n° 150 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (annulation de la décision de l'inspecteur du travail par le président du T.G.I. à la demande du chef d'entreprise) (p. 5017) : rejeté ; amendement n° 118 de M. Francis Geng soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (ouverture d'un recours gracieux devant le ministre du travail contre la décision de l'inspecteur du travail) : retiré ; amendements n° 7 de la commission et n° 50 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Joseph Legrand (exercice des pouvoirs des C.H.S.C.T. par les délégués du personnel dans les établissements de moins de cinquante salariés) ; sous-amendement n° 272 du Gouvernement (relatif aux prérogatives des délégués du personnel) ; sous-amendement n° 66 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (relatif aux missions des

délégués du personnel) : rejeté ; sous-amendement n° 272 : adopté après rectification ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 50 : satisfait (p. 5018) ; amendement n° 151 de M. Etienne Pinte (procédure en cas de carence) : rejeté ; amendements n° 51 de M. Joseph Legrand et n° 250 de M. Adrien Zeller (suppression du quatrième alinéa) (prévoyant l'exclusion partielle des entreprises du secteur des B.T.P.) (p. 5019) ; missions dévolues à l'O.P.P.B.T.P. ; amendements n° 81 et n° 250 : rejetés ; amendement n° 90 de M. Etienne Pinte (d'harmonisation) : retiré ; amendement n° 152 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression des conditions de seuil à l'application du quatrième alinéa relatif au secteur des B.T.P.) (p. 5050) : rejeté ; amendement n° 153 de M. Robert Galley soutenu par M. Etienne Pinte (modifiant le seuil à partir duquel les dispositions relatives aux entreprises du secteur des B.T.P. sont applicables) (p. 5021) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (proposant que la création d'un comité dans les entreprises occupant entre cinquante et deux cent quatre-vingt-dix-neuf salariés puisse être décidée par le directeur régional du travail et de l'emploi) ; sous-amendement n° 273 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 37 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (procédure de suppression d'un C.H.S.C.T. liée à la baisse d'effectifs) (p. 5022) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (prévoyant la possibilité pour les petites entreprises de se regrouper en vue de la constitution d'un C.H.S.C.T.) : adopté.

Article L. 236-2 *du code du travail* (*missions du C.H.S.C.T.*) : amendement n° 154 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 52 de M. Joseph Legrand (proposant que le texte fasse expressément référence aux travailleurs intérimaires) ; amendement n° 274 du Gouvernement (proposant que le texte fasse expressément référence aux travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure, y compris les travailleurs temporaires) (p. 5023) ; amendement n° 52 : retiré ; amendement n° 274 : adopté ; amendement n° 156 de M. Jean-Paul Charié (proposant que le C.H.S.C.T. « contribue à l'évaluation des risques professionnels » plutôt que de « procéder à leur analyse ») : rejeté ; amendement n° 91 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (de suppression) : rejeté (p. 5024) ; amendement n° 92 de M. Etienne Pinte (d'harmonisation) : rejeté ; amendement n° 275 du Gouvernement (protection des femmes enceintes) : adopté ; amendement n° 276 du Gouvernement (de pure forme) : adopté ; amendement n° 211 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 53 de M. Joseph Legrand (proposant que le comité étudie et intervienne sur le problème des conditions de travail liées à la maternité) (p. 5025) ; réservé à la demande du Gouvernement (p. 5026) ; amendement n° 10 de la commission (caractère obligatoire et régulier des inspections auxquelles procèdent les C.H.S.C.T.) ; amendement n° 251 de M. Adrien Zeller (caractère obligatoire des inspections auxquelles procèdent les C.H.S.C.T.) : retiré ; amendement n° 157 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (substituer au mot « inspection » le mot « contrôle » et au mot « enquête » le mot « étude ») ; amendement n° 212 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (tendant à limiter le nombre de visites d'inspection) ; amendement n° 10 : adopté ; en conséquence, amendements n° 157 et n° 212 : devenus sans objet ; amendement n° 158 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Jean-Paul Charié (substitution au mot « inspection » du mot « contrôle ») : rejeté ; amendement n° 159 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (substituer au mot « enquête » le mot « étude ») : rejeté (p. 5027) ; amendement n° 160 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié et n° 213 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (tendant à limiter le domaine des enquêtes des C.H.S.C.T. : exclusion des maladies à caractère professionnel) ; notion de « maladies à caractère professionnel » ; amendements n° 160 et n° 213 : retirés ; amendement n° 119 de M. Francis Geng soutenu par M. Germain Gengenwin (précisant que chaque salarié peut saisir le comité et lui demander d'effectuer une inspection) (p. 5028) : rejeté ; amendement n° 120 de M. Francis Geng soutenu par M. Germain Gengenwin (précisant que l'employeur ou son représentant font partie de droit de la commission d'inspection) : rejeté (p. 5029).

Article L. 235-2 *du code du travail* (*suite*) : amendement n° 11 de la commission (tendant à permettre au C.H.S.C.T. de prendre des initiatives en faveur de la protection et de la prévention) : adopté ; amendements n° 12 de la commission et n° 54 de M. Joseph Legrand (tendant à préciser les actions de prévention et à prévoir la motivation des décisions de l'employeur) ; sous-amendement n° 277 du Gouvernement (substitution au pouvoir de décision des C.H.S.C.T. d'un pouvoir de proposition) : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 54 : satisfait ; amendement n° 161 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (confiant au C.H.S.C.T. une mission de prévention des incendies et une mission de contrôle des conditions de transport des matières toxiques et dangereuses) (p. 5036) ; domaine réglementaire ; amendement n° 161 : rejeté ; amendement n° 252 de M. Adrien Zeller (proposant que le comité soit associé à la rédaction des documents se rattachant à sa mission et notamment certaines dispositions du règlement intérieur) : rejeté ; amendement n° 121 de M. Francis Geng soutenu par M. Germain Gengenwin (proposant que soit motivé l'avis donné par le C.H.S.C.T. sur les documents se rattachant à sa mission) : rejeté (p. 5037) ; amendement n° 162 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Jean-Paul Charié (excluant de la consultation du C.H.S.C.T. des articles du règlement intérieur ne correspondant pas à sa mission) ; amendement n° 214 de M. Charles Millon (même objet) : non soutenu ; amendement n° 215 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (même objet) ; amendement n° 162 : rejeté ; amendement n° 215 : rejeté ; amendement n° 163 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (limitant la consultation du C.H.S.C.T. aux seuls aménagements susceptibles d'accroître les risques d'accidents du travail ou de maladies professionnelles) : rejeté (p. 5038) ; amendement n° 253 de M. Adrien Zeller (consultation du C.H.S.C.T. au moment de l'élaboration des projets d'aménagement) ; amendement n° 13 de la commission (proposant que le C.H.S.C.T. soit consulté avant toute décision d'aménagement) ; amendement n° 165 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (tendant à éviter la consultation du C.H.S.C.T. avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail) ; amendement n° 216 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (visant à limiter la consultation du C.H.S.C.T. au cas où la transformation pourrait se révéler dangereuse pour la sécurité des travailleurs ou contraire à l'hygiène) ; amendement n° 217 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (tendant à éviter la consultation du C.H.S.C.T. sur les changements de produits) (p. 5039) ; amendement n° 253 : rejeté ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 165 : rejeté ; amendement n° 216 : rejeté ; amendement n° 217 : rejeté ; amendement n° 53 de M. Joseph Legrand (intervention du C.H.S.C.T. sur le problème des conditions de travail liées à la maternité) ; amendement n° 294 du Gouvernement : retiré ; amendement n° 295 du Gouvernement (consultation du C.H.S.C.T. afin de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité) ; amendement n° 53 : retiré ; amendement n° 295 : adopté ; amendement n° 218 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (proposant que le C.H.S.C.T. soit consulté sur les modifications de cadence et les normes de productivité seulement lorsque celles-ci ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité) : rejeté ; amendement n° 166 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (rôle du C.H.S.C.T. en cas de risque imminent d'accident du travail ou de maladie professionnelle) (p. 5040) ; réservé à la demande de la commission et du Gouvernement ; amendement n° 219 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 254 de M. Adrien Zeller (permettant au délégué du personnel de saisir le C.H.S.C.T. que si il n'existe pas de comité d'entreprise) : retiré ; amendement n° 14 de la commission (visant à accorder au seul comité la responsabilité de fixer ses missions) ; sous-amendements n° 67 et n° 68 de M. Alain Madelin soutenus par M. Germain Gengenwin (de précision) : retirés ; amendement n° 14 : adopté ; amendement n° 15 de la commission (consultation du C.H.S.C.T. sur l'aménagement des postes de travail pour handicapés) (p. 5041) : adopté ; amendement n° 167 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (dévolution au C.H.S.C.T. des attributions précédemment confiées au C.H.S. à la C.A.C.T.) : rejeté.

Après l'article L. 236-2 *du code du travail* : amendement n° 16 de la commission (fixant une périodicité de réunion du comité) : adopté.

Article L. 236-3 *du code du travail* (*information du C.H.S.C.T. ; obligations de discrétion et de secret professionnel*) : amendement n° 122 de M. Francis Geng soutenu par M. Germain Gengenwin (visant à limiter l'information du C.H.S.C.T.) (p. 5042) ; difficile distinction entre la notion de « procédés de fabrication » et celle de « stratégie » ; amendement n° 122 : rejeté ; amendement n° 55 de M. Joseph Legrand (suppression de la disposition relative à l'obligation de discrétion) ; imprécision de la notion de discrétion professionnelle (p. 5043) ; amendement n° 55 : retiré ; amendement n° 127 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (relatif aux sanctions et à l'obligation de secret professionnel) ; amendement n° 168 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Etienne Pinte (même objet) ; amendement n° 220 de M. Charles Millon

soutenu par M. Germain Gengenwin (même objet) ; amendement n° 127 : rejeté ; amendement n° 168 : rejeté ; amendement n° 220 : rejeté.

Article L. 236-4 *du code du travail (rapport annuel que le chef d'entreprise doit présenter au C.H.S.C.T.)* : amendement n° 221 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (relatif à la périodicité du rapport) : retiré (p. 5044) ; amendement n° 169 de M. Etienne Pinte (relatif au contenu du rapport : bilan de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise ou l'établissement) : adopté ; amendement n° 170 de M. Serge Charles soutenu par M. Jean-Paul Charié (proposant que le programme soit annuel ou pluriannuel selon l'effectif de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 171 de M. Serge Charles soutenu par M. Etienne Pinte (de précision) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Francis Geng soutenu par M. Germain Gengenwin (prévoyant un rapport préalable) (p. 5045) ; mise en place d'un comité intitulé « technologie-emploi » ; amendement n° 123 : rejeté ; amendement n° 222 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (relatif à l'inexécution du programme de prévention) (p. 5046) ; amendement n° 31 de la commission de la production et des échanges (visant à améliorer le contenu du rapport du chef d'entreprise) ; amendement n° 172 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) ; amendement n° 222 : rejeté ; amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 172 : rejeté ; amendement n° 223 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la disposition prévoyant la communication au comité d'entreprise du rapport et du programme accompagné de l'avis du C.H.S.C.T.) : rejeté ; amendements n° 38 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (p. 5047) et n° 46 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression de la disposition prévoyant l'obligation de la production du rapport en vue de l'obtention de marchés publics, de subventions, de primes ou d'avantages sociaux ou fiscaux) ; directive n° 71-304 de la C.E.E. faisant référence à la passation des marchés publics au sein de la Communauté européenne ; (p. 5048) ; amendement n° 38 et n° 46 : rejetés ; amendement n° 224 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (visant à remplacer le rapport du comité par un simple certificat de l'inspecteur du travail pour l'obtention de marchés publics, de subventions, de primes ou d'avantages sociaux ou fiscaux) ; amendement n° 173 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant la sanction appliquée lorsque le procès-verbal du comité n'est pas produit) ; amendement n° 174 de M. Robert Galley soutenu par M. Etienne Pinte (suppression de la mention des marchés publics) ; amendement n° 175 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (tendant à faire référence aux participations publiques) (p. 5049) ; amendement n° 224 : rejeté ; amendement n° 173 : rejeté ; amendement n° 174 : rejeté ; amendement n° 175 : adopté ; amendement n° 17 de la commission (relatif à la protection des travailleurs du bâtiment et des travaux publics) ; sous-amendement n° 278 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié, adopté.

Article L. 236-5 *du code du travail (composition du C.H.S.C.T.)* : amendement n° 39 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (modifiant la composition du C.H.S.C.T.) (p. 5050) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (visant à associer à part entière le responsable de la sécurité de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 225 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (élection des membres du comité) : rejeté ; amendement n° 176 de M. Roland Vuillaume) ; soutenu par M. Etienne Pinte (désignltion à la proportionnelle des délégués du personnel) ; amendement n° 69 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (précisant que, dans le cas où le collège est amené à procéder à un vote, celui-ci a lieu au scrutin proportionnel) (p. 5051) ; amendement n° 176 : rejeté ; amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 279 du Gouvernement (communication à l'inspecteur du travail du procès-verbal de la réunion du collège) : adopté ; amendement n° 70 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la disposition prévoyant la fixation par voie réglementaire de la composition de la délégation du personnel) : rejeté ; amendement n° 285 de M. Adrien Zeller (proposant qu'un règlement d'administration publique précise la liste des personnes assistant obligatoirement aux séances du comité) ; amendement n° 266 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) ; amendement n° 103 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (faisant référence aux représentants du personnel d'encadrement) ; amendement n° 177 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Paul Charié (faisant référence aux représentants de l'ensemble des organisations représentatives des salariés dans l'établissement) (p. 5052) ; amendement n° 226 : rejeté ; amendement n° 103 : rejeté ; amendement n° 177 : rejeté ; amendement n° 178 de M. Etienne Pinte (proposant que les membres du C.H.S.C.T. soient désignés par le chef d'entreprise au cas où il n'existe pas de comité d'entreprise ou d'établissement) : rejeté ; amendement n° 262 de M. Adrien Zeller (prise en compte des effectifs de l'entreprise) : retiré ; amendement n° 71 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (présence obligatoire du chef du service spécialisé de sécurité) : retiré ; amendement n° 72 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (présence obligatoire du responsable de la formation) : retiré ; amendement n° 179 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (présence obligatoire du ou des conseillers du travail ainsi que, le cas échéant, de l'ingénieur de sécurité) (p. 5053) : rejeté ; amendement n° 180 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (de précision) : rejeté ; amendement n° 227 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (relatif au secrétariat du comité : agent désigné par le président) ; amendement n° 73 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (relatif au secrétariat du comité : chef du service spécialisé de sécurité) ; amendement n° 181 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (proposant que le secrétariat du comité soit assuré par l'ingénieur de sécurité) ; amendement n° 227 : rejeté ; amendement n° 73 : rejeté (p. 5054) ; amendement n° 181 : rejeté ; amendement n° 41 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (relatif aux personnes chargées de la rédaction du procès-verbal) : rejeté ; amendement n° 228 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (relatif aux réunions du C.H.S.C.T.) (p. 5055) : devenu sans objet (p. 5056)

Article L. 236 6 *du code du travail (création de plusieurs C.H.S.C.T. dans un même établissement)* : amendement n° 74 de M. Alain Madelin (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 182 de M. Etienne Pinte (proposant de relever le seuil à partir duquel des C.H.S.C.T. distincts au sein d'un même établissement peuvent être créés et prévoyant une spécialisation des fonctions des membres du C.H.S.C.T. dans les entreprises de plus de 500 salariés) (p. 5060) : rejeté ; amendement n° 229 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (proposant que la création de C.H.S.C.T. distincts ne soit possible que dans les établissements « industriels » de plus de 500 salariés) : rejeté ; amendement n° 42 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (tendant à relever le seuil à partir duquel peuvent être créés des C.H.S.C.T. distincts dans un même établissement : 1 000 salariés) ; amendement n° 256 de M. Adrien Zeller (relevant le seuil à partir duquel peuvent être créés des C.H.S.C.T. distincts dans un même établissement : 750 salariés) ; amendement n° 280 du Gouvernement (de précision) relatif au seuil ; amendement n° 12 : rejeté ; amendement n° 256 : rejeté ; amendement n° 280 : adopté (p. 5061) ; amendement n° 230 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) : rejeté ; amendement n° 75 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 183 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (substitution du président du tribunal d'instance à l'inspecteur du travail pour la fixation du nombre de C.H.S.C.T. distincts en cas de désaccord) ; amendement n° 233 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (substitution du directeur départemental à l'inspecteur du travail pour la fixation du nombre de C.H.S.C.T. distincts entrés en désaccord) ; amendement n° 183 : retiré (p. 5062) ; amendement n° 231 : rejeté ; amendement n° 124 de M. Francis Geng soutenu par M. Germain Gengenwin (relatif aux voies de recours : recours gracieux devant le ministre du travail) : retiré ; amendement n° 34 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (substitution au mot « réclamation » du mot « recours ») : rejeté.

Article L. 236-7 *du code du travail (crédit d'heures)* : amendement n° 18 de la commission (institution d'un crédit d'heures minimum variable selon la taille des entreprises) ; sous-amendement n° 281 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5063) : adopté ; sous-amendement n° 77 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (modifiant les seuils des crédits d'heures) : rejeté ; sous-amendement n° 282 du Gouvernement (précisant que le temps peut être dépassé en cas de circonstances exceptionnelles) : adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 76 de M. Alain Madelin, n° 56 de M. Roland Renard, n° 184 de M. Serge Charles, n° 259 de M. Adrien Zeller et n° 232 de M. Charles Millon : devenus sans objet ; amendement n° 258 de M. Adrien Zeller (visant à limiter le cumul des crédits d'heures lié au cumul des fonctions représentatives) (p. 5064) : rejeté ; amendement n° 185 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (prévoyant un crédit d'heures total minimum lorsqu'il y a plusieurs C.H.S.C.T. distincts dans un même établissement) : rejeté ; amendements n° 78 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin, n° 186 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Etienne Pinte, n° 233 de M. Charles Millon (suppression du

troisième alinéa relatif à la répartition du temps entre les membres du comité et à sa rémunération) ; amendement n° 233 retiré ; amendements n°s 78 et 186 rejetés (p. 5065) ; amendement n° 79 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la disposition relative à la répartition du temps entre les membres du C.H.S.C.T. et intégration du crédit horaire dans le temps de travail) ; amendement n° 257 de M. Adrien Zeller (proposant que le temps ne soit réparti entre les membres du comité qu'en cas d'absence constatée de l'un d'entre eux) ; amendement n° 80 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (précisant que le temps est réparti entre les membres par accord unanime) (p. 5066) ; amendement n° 79 rejeté ; amendement n° 257 rejeté ; amendement n° 80 rejeté ; amendement n° 234 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (prévoyant l'accord du chef d'établissement sur la répartition du temps entre les membres du comité) : retiré ; amendement n° 283 du Gouvernement (suppression de la disposition relative à la rémunération du crédit d'heures pour en proposer une nouvelle rédaction) : adopté ; amendement n° 284 du Gouvernement (relatif à la rémunération du crédit horaire) : adopté ; amendement n° 128 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (relatif au déplacement des membres du C.H.S.C.T.) : rejeté ; amendement n° 47 de M. Georges Tranchant (suppression de la disposition relative au temps consacré aux activités en cas d'accident grave ou de danger imminent) : non soutenu ; amendement n° 235 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (tendant à éviter l'attribution d'un crédit d'heures supplémentaire en cas de maladie professionnelle ou à caractère professionnel grave) : rejeté ; amendement n° 187 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (visant à éviter l'attribution d'un crédit d'heures supplémentaire pour les réunions ayant eu lieu en raison d'un accident grave ou d'un danger imminent) (p. 5067) : rejeté ; amendement n° 188 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Etienne Pinte (accordant un crédit d'heures supplémentaire pour la réunion trimestrielle obligatoire prévue à l'article L. 231-8 et supprimant le crédit d'heures supplémentaire pour les réunions liées à un accident grave ou à un risque imminent) : retiré ; amendement n° 57 de M. Joseph Legrand (accordant un crédit d'heures supplémentaire pour l'exercice de missions de prévention contre les risques graves) : rejeté ; amendement n° 285 du Gouvernement (accordant un crédit horaire supplémentaire en cas d'incidents répétés) (p. 5068) : retiré ; amendements n° 19 de la commission et n° 58 de M. Joseph Legrand (accordant un crédit horaire supplémentaire en cas d'incidents répétés) ; sous-amendement n° 81 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (de précision) (p. 5069) : adopté ; amendement n° 19 ainsi modifié adopté ; en conséquence amendement n° 58 satisfait ; amendement n° 236 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (visant à éviter l'attribution d'un crédit horaire supplémentaire en cas de maladie à caractère professionnel grave) : retiré ; amendement n° 189 de M. Antoine Gissinger (même objet) : rejeté ; amendement n° 190 de M. Antoine Gissinger (proposant que le caractère de gravité de la maladie soit reconnu par les médecins du travail) : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (attribution d'un crédit d'heures supplémentaires dans un but préventif) (p. 5070) ; amendement n° 82 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (attribution d'un crédit d'heures supplémentaires dans un but préventif « en cas de circonstances exceptionnelles ») ; amendement n° 296 du Gouvernement (attribution d'un crédit d'heures supplémentaires dans un but préventif) amendement n° 20 rejeté ; amendement n° 82 rejeté ; amendement n° 296 adopté ; amendement n° 237 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (déduction du crédit d'heures supplémentaires du crédit horaire prévu au premier alinéa) : retiré ; amendement n° 21 de la commission (information de l'inspecteur du travail) : adopté.

Article L. 236-8 *du code du travail (modalités de vote-délégations)* : amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 5071) ; sous-amendement n° 263 de M. Joseph Legrand (relatif au contrôle médical sur les arrêts de travail) ; retiré ; amendement n° 22 adopté ; en conséquence l'amendement n° 260 de M. Adrien Zeller est devenu sans objet ; amendement n° 23 de la commission (de coordination) : adopté.

Article L. 236-9 *du code du travail (appel à un expert)* : amendement n° 83 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (de suppression) : rejeté (p. 5072) ; amendement n° 84 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (relatif à la procédure de recours à un expert : rôle du comité d'entreprise ou d'établissement) : rejeté ; amendement n° 85 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (proposant que l'expert soit agréé auprès des tribunaux) ; amendement n° 238 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (précisant que l'expert doit être inscrit sur la liste des experts agréés par la cour d'appel du ressort du département où est située l'entreprise) : retiré ; amendement n° 192 de M. Etienne Pinte (précisant que l'expert doit être agréé par les tribunaux) ; amendement n° 85 rejeté ; amendement n° 192 rejeté ; amendement n° 86 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (relatif à la condition de recours à un expert) : rejeté ; amendement n° 239 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (relatif à la condition de recours à un expert) : rejeté (p. 5073) ; amendement n° 193 de M. Antoine Gissinger (limitant les possibilités de recours à un expert) : rejeté ; amendement n° 240 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (même objet) : retiré ; amendement n° 129 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (précisant que le recours à un expert fait l'objet d'une délibération du C. H. S. C. T.) : rejeté ; amendements n° 132 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte et n° 241 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (suppression des mots « avec l'employeur » dans le second alinéa) : rejeté ; amendement n° 242 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (saisine du président du T. G. I. par l'employeur) ; amendement n° 133 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (saisine du président du T. G. I. par l'employeur sur la requête du comité) ; amendement n° 130 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (précisant le rôle du président du T. G. I. en cas de désaccord) (p. 5074) ; amendement n° 242 rejeté ; amendement n° 133 rejeté ; amendement n° 130 rejeté ; amendement n° 243 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (suppression de la disposition prévoyant que les frais d'expertise seront à la charge de l'employeur) : rejeté ; amendement n° 87 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (proposant que la moitié des frais d'expertise soit à la charge de l'employeur) ; retiré ; amendement n° 196 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (proposant que les frais d'expertise à la charge de l'employeur soient limités) (p. 5075) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (proposant que les frais d'expertise soient fixés et payés comme en matière d'expertise judiciaire) : rejeté ; amendement n° 244 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (suppression de la disposition prévoyant que l'employeur ne pourra s'opposer à l'entrée de l'expert dans l'établissement) : retiré ; amendement n° 197 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Etienne Pinte (proposant que l'employeur ne puisse s'opposer à l'entrée de l'expert s'il a donné son accord à l'expertise ou après une décision du tribunal décidant celle-ci) : rejeté ; amendement n° 32 de la commission de la production et des échanges (information de l'expert par l'employeur) : adopté ; amendement n° 125 de M. Francis Geng soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (précisant que l'expert devra entendre le chef d'établissement ou son représentant) : retiré ; amendement n° 43 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (relatif au rapport de l'expert) (p. 5076) : rejeté ; amendement n° 286 du Gouvernement (imposant à l'expert des obligations de secret et de discrétion) : adopté.

Article L. 236-10 *du code du travail (formation des membres du C. H. S. C. T.* : amendement n° 261 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (suppression du seuil d'effectifs) ; amendement n° 59 de M. Joseph Legrand (réduction du seuil d'effectifs : cinquante salariés) ; amendement n° 287 du Gouvernement (de précision relatif au seuil) ; amendement n° 261 rejeté ; amendement n° 59 rejeté ; amendement n° 287 adopté (p. 5077) ; amendement n° 198 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (caractère « spécifique » de la formation dispensée aux membres C. H. S. C. T.) : rejeté ; amendement n° 199 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Etienne Pinte (précisant le type de formation dont doivent bénéficier les membres des C. H. S. C. T.) : rejeté ; amendement n° 245 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (précisant que cette formation s'inscrit dans le cadre de la formation professionnelle) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (tendant à supprimer le seuil de 300 salariés qui ouvre droit à la formation) ; sous-amendement n° 288 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 ainsi modifié adopté.

Article L. 236-11 *du code du travail (protection des membres des C. H. S. C. T.)* : amendement n° 289 du Gouvernement (relatif à la durée de protection après expiration du mandat des salariés concernés) (p. 5078) : adopté ; amendement n° 246 de de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (visant à étendre la protection aux personnes ne siégeant pas en qualité de représentant du personnel) : rejeté.

Article L. 236-12 *du code du travail (mesures réglementaires d'application)* : amendement n° 290 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendement n° 247 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (excluant les entreprises ou établissements opérant sur un même site ou dans un même local des mesures d'adaptation d'éventuelles dispositions) : retiré ;

amendement n° 25 de la commission (précisant la notion d'entreprise ou d'établissement opérant sur un même site ou dans un même local) : adopté ; amendement n° 116 de Mme Hélène Missoffe (réintroduisant la notion d'effectif) : rejeté (p. 5079).

Après l'article L. 236-12 du code du travail : amendement n° 26 de la commission (insérant un article L. 236-13 qui prévoit le maintien des dispositions plus favorables relatives aux C. H. S. C. T. résultant d'accords collectifs ou d'usages) : adopté ;

— article 2 du projet de loi, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er (précédemment réservé) : amendements réservés à la demande de la commission jusqu'à la fin du débat.

Après l'article 2 : amendement n° 202 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Etienne Pinte (relatif à la responsabilité pénale du personnel d'encadrement en cas d'accident) : rejeté.

Article 3 (*article L. 263-2-2 : sanctions spécifiques pour entrave à la constitution ou au fonctionnement des C. H. S. C. T.*) : amendement n° 126 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : non soutenu ;

— article 3 adopté.

Article 4 (*adaptation des dispositions sur les C. H. S. C. T. aux institutions spéciales prévues par l'article 39 de la loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976*) : adopté.

Article 5 (*application des dispositions sur les C. H. S. C. T. aux entreprises d'armement maritime*) : amendement n° 291 du Gouvernement (extension aux entreprises d'armement maritime du droit des salariés de se retirer d'une situation dangereuse (p. 5080) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*de coordination — organismes professionnels d'hygiène et de sécurité du secteur du bâtiment*) : amendement n° 27 de la commission (de suppression) ; amendement n° 293 du Gouvernement (relatif aux institutions représentatives du personnel en matière de défense nationale) ; amendement n° 27 rejeté ; amendement n° 293 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Article 7 (*dispositions transitoires et date d'entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 292 du Gouvernement (relatif à la mise en vigueur de la loi) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*abrogation de l'article L. 231-8 du code du travail et abrogation des dispositions relatives à la commission d'amélioration des conditions de travail et aux comités d'hygiène et de sécurité*) : amendement n° 28 de la commission (suppression du premier alinéa abrogeant l'article L. 231-8 du code du travail) (p. 5081) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 29 de la commission (prévoyant que le Gouvernement présentera au Parlement le bilan d'application de la présente loi pendant les deux premières années pour la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics) : adopté (p. 5082).

Après l'article 1er (amendements précédemment réservés) : amendement n° 3 de la commission (tendant à préciser la procédure devant être appliquée en cas de danger imminent) ; problème de l'arrêt des machines ; amendement n° 166 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (procédure en cas de risque imminent) (p. 5084) ; problème de l'arrêt des installations en cas de danger imminent ; inefficacité relative du recours contre l'employeur (p. 5085) ; position du Gouvernement ; sous-amendement n° 60 de M. Alain Madelin, soutenu par M. Jean Briane, à l'amendement n° 3 (substitution aux mots « danger grave et imminent » des mots « péril imminent et grave » : rejeté ; amendement n° 3 adopté ; en conséquence, amendement n° 166 devenu sans objet (p. 5086) ; amendement n° 4 de la commission (disposant qu'aucune sanction ne sera prise à l'encontre des travailleurs qui se seront retirés d'une situation de danger) ; notion de faute inexcusable de l'employeur ; sous-amendement n° 297 de M. Michel Coffineau (étendant le bénéfice des dispositions de l'article 4 au groupe de salariés s'étant retirés de leur situation de travail) ; sous-amendement n° 264 du Gouvernement (substitution aux mots « péril imminent et grave » des mots « danger grave et imminent ») ; sous-amendement n° 297 adopté ; en conséquence, sous-amendement n° 264 devenu sans objet (p. 5087) ; sous-amendement n° 248 de M. Emmanuel Hamel soutenu par M. Adrien Zeller (notion de faute inexcusable de l'employeur) ; sous-amendement n° 61 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean Briane (introduisant la notion de présomption de faute inexcusable) ; sous-amendement n° 298 de M. Michel Coffineau (de conséquence) (p. 5088) ; sous-amendement n° 248 rejeté ; sous-amendement n° 61 rejeté ; sous-amendement n° 298 adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 5 de la commission (relatif à la procédure en cas de danger imminent) ; recours à l'inspecteur du travail en cas de désaccord avec l'employeur ; amendement n° 49 de M. Joseph Legrand (permettant aux C.H.S.C.T. de décider l'interruption des travaux) (p. 5089) ; retiré ; sous-amendement n° 62 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean Briane à l'amendement n° 5 (substitution aux mots « danger grave et imminent » les mots « péril imminent et grave ») : rejeté ; sous-amendement n° 299 de M. Michel Coffineau (visant à renforcer le droit d'alerte reconnu aux membres des C. H. S. C. T. et à obligé l'employeur lorsqu'il y a danger imminent à prendre ses responsabilités) ; sous-amendement n° 265 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 299 adopté ; sous-amendement n° 265 retiré ; sous-amendement n° 300 de M. Michel Coffineau (réunion d'urgence du C.H.S.C.T. en cas de désaccord) ; adopté ; sous-amendement n° 266 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré ; sous-amendement n° 301 de M. Michel Coffineau (rôle de l'inspecteur du travail en cas de désaccord) : adopté ; sous-amendement n° 267 du Gouvernement (rédactionnel) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 30 de la commission de la production et des échanges (précisant les conditions de saisine de l'inspecteur du travail) : adopté après rectification ; amendement n° 5 ainsi modifié, adopté.

Explications de vote : (p. 5091) ;

Abstention du groupe R. P. R. : *Pinte (Etienne)* (p. 5092) ;

Vote favorable du groupe communiste : *Legrand (Joseph)* (p. 5091) ;

Vote favorable du groupe socialiste : *Schiffler (Nicolas)* (p. 5092) ;

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Briane (Jean)* (p. 5092) ;

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 5092).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [24 novembre 1982] (p. 7616).

Accidents du travail et maladies professionnelles : *Auroux (Jean)* (p. 7618).

Attitude du Sénat : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 7616-7617) ; *Auroux (Jean)* (p. 7617).

Bâtiment-travaux publics : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 7617) ; *Auroux (Jean)* (p. 7618).

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (statut des) : *Auroux (Jean)* (p. 7618).

Crédit d'heures : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 7617).

Nuisances subies par les salariés du fait d'entreprises voisines : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 7617).

Retrait des salariés en cas de situations dangereuses : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 7617) ; *Auroux (Jean)* (p. 7618).

Discussion des articles [24 novembre 1982] (p. 7618).

Article 1er : institution des comités d'hygiène et de sécurité et maintien de l'adhésion à l'organisme professionnel pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics ; cotisation à l'organisme paritaire professionnel du bâtiment et des travaux publics ; amendement n° 1 de la commission (maintien de l'obligation d'adhésion aux organismes professionnels spécifiques dans les branches où ils existent) ; branche du bâtiment et des travaux publics ; effort financier des entreprises de cette branche ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 1er *bis* : amendement n° 2 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture : conséquence d'une situation de danger grave et imminent) ; sous-amendement verbal du Gouvernement à l'amendement n° 2 de la commission (tendant à substituer le mot « salariés » au mot « travailleurs ») : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté ;

— article 1er *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 7619).

Article 1er *ter* : amendement n° **3** de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture : exonération de sanction du salarié et faute inexcusable de l'employeur) ; rôle du juge pour déterminer s'il y a bénéfice ou présomption de faute inexcusable de l'employeur ; amendement n° 3 adopté ;

— article 1er *ter*, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er *ter* : amendement n° 36 du Gouvernement (cas dans lesquels le retrait du travailleur crée une nouvelle situation de risque grave et imminent) : adopté.

Article 1er *quater* : amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (mode d'information de l'employeur par les membres du comité) : adopté (p. 7620) ; amendement n° 5 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture ; information de l'inspecteur du travail et de l'agent de prévention de la caisse régionale d'assurance maladie par l'employeur) ; rectification du Gouvernement : « agent du service de prévention » ; amendement n° 5, ainsi rectifié, adopté.

— article 1er *quater*, ainsi modifié, adopté.

Article 1er *quinquies* : amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 1er *quinquies* est supprimé.

Article 2 : secteur du bâtiment et des travaux publics ; cumul dans ce secteur des comités et de l'organisme professionnel (p. 7622) ; organisation professionnelle dans la branche du bâtiment et des travaux publics ; amendement n° 7 de la commission (initiative de création d'un C.H.S.C.T. dans les entreprises de moins de 50 salariés) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (obligation de création des C.H.S.C.T. et maintien de l'adhésion à l'organisme professionnel pour les entreprises de la branche du bâtiment et des travaux publics employant plus de trois cents salariés) : rejeté ; amendement n° 38 du Gouvernement (obligation de création d'un comité pour les entreprises de la branche du bâtiment et des travaux publics employant plus de trois cents salariés) ; sous-amendement n° 57 de M. Jean-Paul Charié à l'amendement n° 38 du Gouvernement (conditions particulières de fonctionnement du comité tenant compte de l'existence de l'organisation professionnelle) ; avis contraire à cet amendement de la commission et du Gouvernement ; vocation générale du comité (p. 7623) ; sous-amendement n° 57 : rejeté ; amendement n° 38 : adopté ; amendement n° 55 de M. Claude Wolff (maintien de l'action des organismes professionnels d'hygiène et de sécurité lorsqu'ils existent) ; avis défavorable à cet amendement de la commission et du Gouvernement ; amendement n° 55 : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (rôle des comités à l'égard des travailleurs temporaires, des femmes et des femmes enceintes) ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 9 (tendant à substituer le mot « salariés » au mot « travailleurs ») : adopté ; amendement n° 9 ; ainsi modifié, adopté ; amendement n° 10 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture : conditions de travail et risques professionnels ; femmes enceintes) : adopté ; amendement n° 39 du Gouvernement (fréquence des inspections du comité) : adopté (p. 7624) ; amendement n° 11 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour l'article L. 136-2 du code du travail) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (avis du comité notamment sur le règlement intérieur ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) ; multiplicité des instances délibérant sur le règlement intérieur ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 14 de la commission (consultation du comité en cas de transformation importante du poste de travail) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (modification des postes de travail) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (tendant à supprimer le 6e alinéa de l'article L. 236-2 du code du travail), de coordination : adopté ; amendement n° 17 de la commission (aménagement des postes de travail en faveur des handicapés) ; rectification rédactionnnelle du Gouvernement ; amendement n° 17, ainsi rectifié, adopté ; amendement n° 18 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale, amendement de précision) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7625) ; amendement n° 20 de la commission (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 236-2 du code du travail) : adopté ; amendement n° 40 du Gouvernement (possibilité pour le comité d'entendre le chef d'un établissement voisin si l'activité de celui-ci expose les salariés de son ressort à des nuisances) ; comparaison avec l'amendement n° 31 de la commission ; possibilité de prendre des dispositions contraignantes par voie réglementaire ; conséquence de cette disposition dans les zones industrielles ; structure de rencontre ; possibilités de conciliation ; amendement n° 40 : adopté : amendement n° 21 de la commission (de précision, retour au texte voté par l'Assemblée nationale pour l'article L. 236-2 du code du travail) : adopté ; amendement n° 41 du Gouvernement (initiative du chef d'établissement pour réunir le comité) : adopté (p. 7626) ; amendement n° 42 du Gouvernement (réunion du comité à la suite d'accident) : adopté ; amendement n° 43 du Gouvernement (de cohérence) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (exécution ou non-exécution par le chef d'entreprise de mesures demandées par le comité) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (production du procès-verbal du comité à toute demande en vue d'obtenir des marchés publics ou des fonds publics) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture concernant les entreprises du bâtiment et des travaux publics occupant de 50 à 299 salariés) ; modification du Gouvernement : application de l'amendement aux cas où il n'existe pas de comité ; amendement n° 24, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 25 de la commission (suppression du 2e alinéa du texte proposé pour l'article L. 236-5 du code du travail) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (suppression du 3e alinéa de l'article L. 236-5 du code du travail) : adopté (p. 7627) ; amendement n° 44 du Gouvernement (établissement de l'ordre du jour de chaque réunion du comité) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (possibilité de faire appel au concours d'une personne qualifiée de l'établissement ; sous-amendement n° 45 du Gouvernement à l'amendement n° 27 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 27 ainsi modifié, adopté ; amendement n° 46 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (montant du crédit d'heures des membres du comité) : adopté ; amendement n° 47 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendement n° 48 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 49 du Gouvernement (de forme) : adopté (p. 7628) ; amendement n° 29 de la commission (information et possibilité de participation de l'inspecteur du travail aux réunions du comité) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (possibilité de recourir à un expert) : adopté ; amendement n° 50 du Gouvernement (financement de la formation dispensée aux membres des comités) : adopté ; amendement n° 51 du Gouvernement (financement de la formation dispensée aux membres des comités) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (cas dans lesquels un établissement voisin fait subir des nuisances aux salariés) ; fondement légal pour une action contraignante des comités vis-à-vis des chefs d'entreprise ; possibilité de fixation de cette action par voie réglementaire ; avis défavorable du Gouvernement ; existence de l'amendement n° 40 du Gouvernement ; amendement n° 31 : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 7629).

Article 3 : amendement n° 32 de la commission (suppression du mot « sciemment » au début du premier alinéa de l'article L. 263-2-2 du code du travail ; retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (suppression d'une restriction introduite par le Sénat) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 34 de la commission (rétablissement de la référence à la loi de 1976 relative au développement de la prévention des accidents du travail) ; dispositions spécifiques au bâtiment ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 52 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 53 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 7630).

Article 9 : amendement n° 35 de la commission (tendant à supprimer cet article) ; adopté ; en conséquence, l'article 9 est supprimé ;

Après l'article 9 : amendement n° 54 du Gouvernement (de coordination : référence au texte relatif aux droits des travailleurs) : adopté (p. 7631).

Explications de vote (p. 7631).

Attitude de l'opposition : *Coffineau* (*Michel*) (p. 7631) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 7632).

Modifications introduites par le Sénat : *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 7631) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 7631) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 7632).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7631).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Perrut (Francisque)* (p. 7631).
Vote positif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7631).
Vote positif du groupe socialiste : *Coffineau (Michel)* (p. 7631).

TROISIEME ET DERNIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1982] (p. 8506).

Adoption de la question préalable par le Sénat : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 8506).
C.H.S.C.T. et expression des salariés : *Savary (Alain)* (p. 8507).
Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 8507 à 8509).
Abstention du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 8509).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8509).

7. — Projet de loi n° 743 relatif à la **négociation collective** et **règlement des conflits collectifs du travail.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jean Auroux, ministre du travail. — Urgence déclarée le 29 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Oehler (8 avril 1982). — Rapport n° **833** (28 avril 1982). — Discussion des 13, 14 mai, 8, 9, 10, 11, 25 juin 1982. — Deuxième délibération (art. 2). — Adoption le 25 juin 1982. — Projet de loi n° **186.**

Sénat (première lecture), n° **440** (1981-1982), dépôt le 29 juin 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **530** (1981-1982) (30 septembre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Rejet le 5 octobre 1982. — Projet de loi n° **1** (1982-1983).

Commission mixte paritaire. Nomination [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991). Bureau [*J. O.* du 13 octobre 1982] (p. 3067).

Assemblée nationale (commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Oehler. — Rapport n° **1143** (12 octobre 1982).

Sénat (commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **33** (1982-1983) (13 octobre 1982).
La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1125,** dépôt le 5 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Oehler. — Rapport n° **1146** (12 octobre 1982). — Discussion le 13 octobre 1982. — Adoption avec modifications le 13 octobre 1982. — Projet de loi n° **247.**

Sénat (deuxième lecture), n° **42** (1982-1983), dépôt le 14 octobre 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. Rapport n° **46** (1982-1983) (14 octobre 1982). — Discussion le 15 octobre 1982. — Rejet le 15 octobre 1982. — Projet de loi n° **17** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1152,** dépôt le 15 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Oehler. — Rapport n° **1153** (15 octobre 1982). — Discussion le 15 octobre 1982. — Adoption définitive le 15 octobre 1982. — Projet de loi n° **248.**

Saisine du Conseil constitutionnel le 15 octobre 1982 (art. 61, al. 2 de la Constitution), décision le 10 novembre 1982 (*J.O.* du 11 novembre 1982) (p. 3393). — Conforme en totalité.

Loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 publiée au *J.O.* du 14 novembre 1982 (p. 3414).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 743 et ceux de la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION	PAGES	ARTICLES
Projet de loi.	Additionnels.		à l'Assemblée nationale.	J. O.	de la loi.
		PREMIERE PARTIE			
		NEGOCIATION COLLECTIVE			
1		Intitulé du titre III du livre I du code du travail : « Conventions et accords collectifs de travail ».	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3141 5737	1
2		Articles L. 131-1 et L. 131-3 du code du travail	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3145 5737	2
3		Article L. 131-2	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3150 5737	3
4		Chapitre II du titre III du livre Ier du code du travail : Articles L. 132-1 à L. 132-31.	Première lecture : 9 juin 1982. 10 juin 1982. 11 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	 3178 3210 3272 5737	4
5		Intitulé du chapitre III du titre III du livre I du code du travail : « Conventions et accords susceptibles d'être étendus et procédures d'extension et d'élargissement ».	Première lecture : 11 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3317 5744	5
6		Insertion d'un sous-titre : « Section I : conventions et accords susceptibles d'être étendus ».	Première lecture : 11 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3317 5744	6
7		Article L. 133-1	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3863 5745	7
8		Articles L. 133-3 à L. 133-18	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3866 5745	8
9		Chapitres IV, V et VI du titre III du livre I du code du travail : Chapitre IV. — Articles L. 134-1 et L. 134-2. Chapitre V. — Articles L. 135-1 à L. 135-8. Chapitre VI. — Articles L. 136-1 à L. 136-4. Chapitre VII. — Article L. 137-1.	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3876 5747	9

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
10		Insertion d'un chapitre III, au titre V du livre I du code du travail : « Conventions d'accords collectifs du travail » : articles L. 153-1 et L. 153-2.	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3890 5749	10
11		Articles L. 611-1 et L. 611-6	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3892 5750	11
		DEUXIEME PARTIE			
		PROCEDURES DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL			
12		Chapitre II du titre II du livre V du code du travail : « Dispositions générales concernant les procédures de règlement des conflits du travail ». Articles L. 522-1 à L. 522-4	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3892 5750	12
13		Articles L. 523-1 à L. 523-4	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5750	13
14		Articles L. 523-5 à L. 523-7 devenus L. 523-4 à L. 523-6	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5750	14
15		Article L. 523-5, dernier alinéa	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5750	15
16		Abrogation de l'article L. 523-8	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5750	16
17		Article L. 523-9, remplacé par un article L. 523-7	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5750	17
18		Articles L. 523-10, L. 523-11, L. 523-12 devenus L. 523-8, L. 523-9 et L. 523-10 ; abrogation de l'article L. 523-13.	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5750	18
19		Insertion d'un article L. 523-11.....	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5750	19
20		Articles L. 524-4 et L. 524-5	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3895 5751	20
21		Abrogation des articles L. 524-6 et L. 524-7	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3896 5752	21
22		Article L. 525-2	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3896 5752	22
23		Article L. 525-3	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3896 5752	23
24		Article L. 525-4	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3896 5752	24
25		Abrogation de l'article L. 525-9	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3896 5752	25

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
26		Chapitre VI du titre II du livre V du code du travail : « Dispositions finales » : article L. 526-1.	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3896 5752	26
27		Article L. 532-1	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3896 5752	27
		TROISIEME PARTIE **DISPOSITIONS DIVERSES**			
28		Insertion des mots « convention (s) ou accord (s) collectif (s) de travail » dans certains articles.	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3898 5752	28
29		Article L. 411-17	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3897 5752	29
30		Article L. 721-6, § 2	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3897 5752	30
31		Abrogation de la section IV du chapitre III du titre IV du livre I du code du travail.	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3897 5752	31
32		Référence aux articles nouveaux, dans les dispositions législatives ou réglementaires.	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3897 5752	32
33		Article L. 442-15, dernier alinéa	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3897 5752	33
	34 (A.N.)	Insertion d'une « Quatrième partie. Dispositions transitoires »	Première lecture : 25 juin 1982. Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	3897 5752	34
	35 (A.N.)	Suppression de l'article L. 434-10	Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	5753	35
	36 (A.N.)	Troisième alinéa de l'article L. 439-3	Deuxième lecture : 13 octobre 1982.	5753	36
		Adoption définitive, le 15 octobre 1982 (p. 5842), de l'ensemble du projet tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.			

PREMIERE LECTURE

Discussion générale : voir *Travail* **9.**

Discussion des articles [8 juin 1982] (p. 3139) ; [9 juin 1982] (p. 3174, 3178) ; [10 juin 1982] (p. 3210, 3228) ; [11 juin 1982] (p. 3272, 3902) :

Obligation annuelle de négocier ; niveau de négociation ; droit des conventions collectives (p. 3139).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jacques Brunhes (sanction du non-respect du principe d'égalité de rémunérations entre les hommes et les femmes) ; conflit de travail dans l'entreprise de nettoyage O.N.E.T. (p. 3140) ; amendement n° 1 retiré.

Rappel au règlement de M. Philippe Séguin.

Première partie : négociation collective.

Article 1er (*intitulé de titre III du livre 1er du code du travail*) : droit de veto reconnu à certaines organisations syndicales ; obligation annuelle de négociation ; niveau de négociation ; critères de représentativité (p. 3141) ; politique contractuelle et rôle de l'Etat ; développement des accords d'entreprise et disparités sociales (p. 3142) ; amendement n° 61 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (de précision) ; définition des conventions collectives professionnelles et de branches ; notion d'accord collectif de travail ; accords et conventions d'entreprise (p. 3143) ; amendement n° 61 rejeté ; amendement n° 212 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 3144) : rejeté ;

— article 1er adopté.

Article 2 (*droit des salariés à la négociation collective, champ d'application*) : obligation annuelle de négocier ; substitution du mot « salarié » à celui de « travailleur » (p. 3145) ; personnel des caisses d'épargne ordinaires (p. 3146).

Article L. 131-1 du code du travail (*droit des salariés à la négociation collective*) : amendement n° 62 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 63 de M. Serge Charles (étendue du droit des salariés à la négociation collective : exclusion des conditions d'emploi) ; conditions de travail et conditions d'emploi ; recommandations de l'O.I.T. (p. 3147) ; amendement n° 63 rejeté.

Article L. 131-2 du code du travail (*champ d'application*) : amendement n° 324 de M. Dominique Taddei (exclusion des personnels de caisse d'épargne ordinaires du champ d'application) ; démocratisation des caisses d'épargne : amendement n° 324 rejeté ; amendement n° 325 de M. Jean Oehler (exclusion de tout organisme de droit privé du champ d'application), amendement n° 65 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) ; contestation de la décision du président de séance de soumettre les deux amendements à une discussion commune (p. 3148) ; amendement n° 325 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 65 est devenu sans objet ;

amendement n° 66 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (extension du champ d'application aux comités d'entreprise et aux institutions qu'ils contiennent) : devenu sans objet ; amendement n° 213 de M. Charles Millon (extension du champ d'application aux entreprises privées visées à l'article L. 134-1, 2e alinéa) : rejeté ; amendement n° 67 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Antoine Gissinger (extension du champ d'application aux ateliers protégés et aux centres d'aides par le travail) ; amendement n° 318 de M. Jacques Floch soutenu par Mme Marie-France Lecuir (extension du champ d'application aux ateliers protégés et aux centres de distribution du travail à domicile) ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 318 (rédactionnel) ; amendement n° 67 retiré ; sous-amendement du Gouvernement adopté (p. 3149) ; amendement n° 318, ainsi modifié, adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*modification de numérotation*) : professions agricoles ; attributions ministérielles ;

— article 3 adopté (p. 3150).

Reppel au règlement de M. Philippe Séguin (p. 3175).

Chapitre II du titre III du livre Ier du code du travail. — *Nature et validité des conventions et accords collectifs du travail.*

Article 4 (*modification du chapitre II du titre III du code du travail*) ; obligation annuelle de négocier ; extension de la négociation au niveau de l'entreprise ; autonomie des partenaires sociaux et négociation collective ; rapport Bloch Lainé (p. 3180) ; dépérissement des conventions de branche ; problème de la conclusion d'accords avec des organisations minoritaires (p. 3181) ; avantages individuels acquis ; obligation de négocier ; avis du Conseil économique et social ; notion de salaire effectif ; prééminence accordée aux organisations syndicales majoritaires ; associations de salariés ; détermination du mode de délibération (p. 3182) ; retenue de salaire ; interventionnisme gouvernemental ; politique contractuelle ; réticence des organisations syndicales, notamment de la C. G. T. (p. 3183) ; niveaux de négociation.

Avant l'article L. 132-1 du code du travail : amendement n° 68 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (modification de l'intitulé du chapitre II) (p. 3184) : rejeté ;

Article L. 132-1 du code du travail (*objet des conventions et accords collectifs*) : amendements n° 69 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Serge Charles et n° 214 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (de précision) : rejetés ; amendement n° 216 de M. Alain Madelin (suppression de la disposition définissant l'accord collectif) ; inconvénients des accords d'entreprise ; amendement n° 216 rejeté ; amendements n° 70 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (p. 3185) et n° 215 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (de précision) : rejetés.

Section I. — *Dispositions communes :*

Article L. 132-2 du code du travail (*conditions de validité des conventions et accords collectifs ; organismes habilités à les conclure*) ; amendement n° 211 de M. Michel Noir (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 71 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Serge Charles (visant à habiliter les associations de salariés à conclure des accords ou conventions collectifs) ; amendement n° 217 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (de précision) ; amendement n° 218 de M. Alain Madelin (suppression de la référence à l'accord collectif de travail) p. 3186) ; notion d'association de salariés ; amendement n° 71 rejeté ; amendement n° 217 rejeté ; amendement n° 218 rejeté ; amendement n° 72 de M. Michel Noir (tendant à habiliter les associations de salariés à conclure des accords ou conventions collectifs de travail) ; développement d'associations de personnel dans le secteur parapublic (p. 3187) ; amendement n° 72 rejeté ; amendement n° 219 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (de précision) : retiré ; amendement n° 2 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Roland Renard (critères de représentativité des organisations syndicales signataires) ; pluralisme syndical (p. 3188) ; sous-amendement n° 337 de M. Alain Madelin (tendant à ce que le critère de représentativité soit moins restrictif) (p. 3189) ; opposition de la C. G. T. à la politique contractuelle ; sous-amendement n° 337 retiré ; amendement n° 2 rejeté par scrutin public.

Article L. 132-4 du code du travail (*dérogations aux dispositions contenues dans les lois et règlements*) : amendement n° 220 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (suppression de la référence aux dispositions d'ordre public des lois et règlements) : rejeté (p. 3190) ; amendement n° 3 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Roland Renard (prévoyant que les conventions ou accords collectifs de travail devront comporter des dispositions plus favorables que celles des lois et règlements) : retiré ; amendement n° 221 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence aux dispositions d'ordre public) : retiré (p. 3191) ;

Article L. 132-5 du code du travail (*champ d'application*) : amendement n° 222 de M. Alain Madelin (suppression de la référence aux accords collectifs de travail) : retiré ; amendement n° 223 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (précisant que les négociateurs devront se référer autant que possible à la nomenclature I. N. S. E. E.) : rejeté ; amendement n° 73 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 224 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Roland Renard (conditions d'application des conventions et accords collectifs aux salariés occupés dans l'entreprise mais liés par leur contrat de travail à une autre entreprise) (p. 3192) ; éclatement de la communauté de travail et sous-traitance ; amendement n° 4 retiré ;

Article L. 132-7 du code du travail (*renouvellement et révision*) : amendement n° 225 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (conditions de dénonciation) : retiré (p. 3193).

Article L. 132-8 du code du travail (*conditions de dénonciation*) : amendement n° 210 de M. Michel Noir (tendant à obliger les négociateurs à prévoir des clauses de dénonciation) : adopté (p. 3212) ; amendement n° 226 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (précisant que chacune des parties signataires peut individuellement exercer son droit à dénonciation) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Serge Charles (de précision) : rejeté ; amendement n° 326 de M. Jean Oehler (conditions de la dénonciation partielle) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (effet d'une dénonciation totale ou partielle : obligation de négocier dans un certain délai) ; amendement n° 331 du Gouvernement (effet d'une dénonciation totale ou partielle : obligation de négocier dans un certain délai) (p. 3213) ; avantages des conventions ou accords collectifs à durée déterminée ; amendement n° 15 rejeté ; amendement n° 331 adopté (p. 3214) ; amendement n° 75 de M. Philippe Séguin (relatif aux effets de la dénonciation) : devenu sans objet ; amendement n° 227 de M. Alain Madelin (suppression de la référence aux accords collectifs de travail) : retiré ; amendement n° 327 de M. Jean Oehler (de précision) ; amendement n° 77 de M. Philippe Séguin (de précision) ; amendement n° 327 adopté ; amendement n° 77 devenu sans objet ; amendement n° 228 de M. Charles Millon (relatif à la période pendant laquelle les salariés conservent leurs avantages individuels acquis) (p. 3215) ; « nouvelle solidarité » ; amendement n° 238 rejeté ; amendement n° 76 de M. Michel Noir (limitant l'application de la disposition relative au maintien des avantages individuels, aux avantages relatifs à la rémunération) (p. 3216) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (effet de la dénonciation : maintien des avantages collectifs) (p. 3217) ; notion d'avantages individuels ; amendement n° 78 retiré ; amendement n° 5 de M. Georges Hage soutenu par M. Roland Renard (effet de la mise en cause d'une convention à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'un changement d'activité ; maintien en vigueur des dispositions de la convention jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord) ; amendement n° 329 de M. Jean Oehler (rédactionnel) ; amendement n° 5 retiré repris par M. Michel Noir (p. 3218) : rejeté ; amendement n° 329 adopté ; amendement n° 229 de M. Charles Millon (limitant aux salariés antérieurement couverts par la convention dénoncée le bénéfice du maintien des droits acquis lorsque la convention a été mise en cause par une fusion, une cession ou un changement d'activité) : rejeté ; amendement n° 79 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Serge Charles (prévoyant une nouvelle négociation en cas de dénonciation collective ou de mise en cause par un événement affectant l'employeur) ; amendement n° 330 de M. Jean Oehler (prévoyant une nouvelle négociation en cas de dénonciation collective ou de mise en cause par un événement affectant l'employeur) (p. 3219) ; **rappel au règlement de M. Philippe Séguin** (p. 3220) ; amendement n° 79 rejeté ; amendement n° 330 adopté après rectification.

Article L. 132-9 du code du travail (*conditions d'adhésion*) : amendement n° 80 de M. Philippe Séguin (précisant les conditions d'adhésion des employeurs) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (relatif à la représentativité des organisations syndicales : référence à l'article L. 132-2 du code du travail)

(p. 3221) ; amendement n° 332 du Gouvernement (relatif à la représentativite des organisations syndicales : référence à l'article L. 132-2 du code du travail) ; amendement n° 230 de M. Alain Madelin (permettant l'adhésion des organisations syndicales représentatives dans la branche d'activité) ; amendement n° 84 de M. Michel Noir (permettant l'adhésion des associations de salariés) ; amendement n° 16 rejeté ; amendement n° 332 adopté ; amendement n° 230 rejeté ; amendement n° 84 rejeté ; amendement n° 85 de M. Michel Noir (de coordination) : adopté ; amendements n° 81 de M. Michel Noir et n° 231 de M. Charles Millon (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 82 de M. Michel Noir (relatif aux conditions d'adhésion lorsque l'activité n'entre pas dans le champ d'application de la convention de l'accord collectif de travail) (p. 3222) ; rejeté ; amendement n° 83 de M. Michel Noir (de coordination) : devenu sans objet.

Article L. 132-10 *du code du travail (modalités de dépôt)* : amendement n° 319 de M. Michel Coffineau (abrogation des dispositions législatives ou réglementaires subordonnant l'application des conventions ou accords collectifs conclus à un agrément ministériel) : non soutenu ; amendement n° 86 de M. Michel Noir (rédactionnel) : rejeté.

Section II. — *Conventions collectives de branches et accords professionnels et interprofessionnels :*

Avant l'article L. 132-11 *du code du travail* : amendement n° 242 de M. Charles Millon soutenu par M. Philippe Séguin (modification de l'intitulé de la section II) : rejeté.

Article L. 132-11 *du code du travail (champ d'application)* : amendement n° 232 de M. Charles Millon soutenu par M. Philippe Séguin (limitant le champ d'application des accords interprofessionnels : champ d'application national ou régional) (p. 3223) : rejeté ; amendement n° 313 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (suppression de la référence aux accords interprofessionnels) : rejeté ; amendement n° 314 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (limitation au seul niveau national de la possibilité de conclure des accords interprofessionnels) : rejeté ; amendements n° 87 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (p. 3224) et n° 234 de M. Charles Millon (suppression de la disposition prévoyant le cas ou un accord professionnel a le même champ d'application qu'une convention de branche) : rejeté ; amendement n° 233 de M. Charles Millon (rédactionnel) : rejeté (p. 3225).

Article L. 132-12 du code du travail (obligation annuelle de négocier) : modalités de la négociation sur les salaires ; amendement n° 88 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Phillppe Séguin et n° 315 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (de suppression) (p. 3230) ; négociations salariales ; notion de salaires effectifs ; risques de surenchères entre les niveaux des négociations ; alignement des salaires vers le haut (p. 3231) ; fondement de l'obligation de négocier ; amendements n° 88 et n° 315 rejetés ; amendement n° 90 de M. Michel Noir (négociation annuelle sur les salaires minima ; modification des modalités de la négociation salariale) (p. 3232) ; rejeté ; amendement n° 239 de M. Alain Madelin (suppression de la référence aux accords professionnels) ; politique contractuelle en République fédérale allemande et aux Etats-Unis ; amendements n° 91 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (p. 3233) et n° 235 de M. Charles Millon (rédactionnels) : référence aux conventions collectives professionnelles) ; risque de surenchères lié à la superposition des deux niveaux de négociation ; amendement n° 239 rejeté ; amendements n° 91 et n° 235 rejetés ; amendement n° 92 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (champ d'application : organisations liées par des accords interprofessionnels) : rejeté (p. 3234) ; amendement n° 237 de M. Alain Madelin (fixation de la périodicité de la négociation par voie contractuelle) : rejeté ; amendement n° 240 de M. Alain Madelin (objet de la négociation annuelle : détermination des obligations contractuelles) : rejeté ; amendement n° 93 de M. Michel Noir (objet de la négociation annuelle : détermination des salaires minima) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (objet de la négociation annuelle : détermination des salaires minima hiérarchiques) : rejeté ; amendement n° 236 de M. Charles Millon (caractère facultatif de la révision des classifications) (p. 3235) ; rejeté ; amendement n° 95 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Michel Noir (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 241 de M. Alain Madelin (visant à ne pas limiter l'application des modalités de négociation aux négociations sur les salaires) : rejeté ; amendement n° 333 de M. Jean Oehler (précisant que l'examen de la situation de l'entreprise doit avoir lieu « à l'occasion de la négociation ») : adopté (p. 3236) ; amendements n° 97 de M. Philippe Séguin et n° 238 de M. Alain Madelin soutenu par M. Philippe Séguin (relatifs à la périodicité de l'examen de la situation) : retirés ; amendement n° 98 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (examen par les partenaires sociaux de l'évolution des coûts salariaux) : rejeté ; amendement n° 99 de M. Philippe Séguin (examen par les partenaires sociaux de l'évolution des salaires minima hiérarchiques par catégorie professionnelle et par sexe) : rejeté ; amendement n° 209 de M. Michel Noir (communication des informations lorsqu'elles sont disponibles dans la branche considérée) (p. 237) ; rejeté ; amendement n° 100 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (remise d'un rapport par la partie syndicale à la partie patronale) ; amendement n° 334 de M. Jean Oehler (modification de la date de remise du rapport) ; amendement n° 100 rejeté ; amendement n° 334 adopté ; amendement n° 17 de la commission (communication d'informations par la partie patronale aux organisations syndicales) (p. 3238) ; adopté.

Article L. 132-13 du code du travail (hiérarchie entre les différents types de conventions ou d'accords) : amendement n° 101 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 243 de M. Charles Millon (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 208 de M. Michel Noir (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 244 de M. Charles Millon (suppression de la disposition relative à l'adaptation du texte antérieur) : rejeté ; amendement n° 102 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (conditions d'adaptation du texte antérieur) (p. 3239) : rejeté.

Article L. 132-14 du code du travail (conséquences de la dénonciation par une organisation seule signataire) : amendement n° 103 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (de suppression) : rejeté.

Article L. 132-15 du code du travail (droits et obligations des parties adhérant à une convention collective) : amendement n° 106 de M. Philippe Séguin (précisant les parties pouvant adhérer à une convention collective) : rejeté ; amendement n° 245 de M. Charles Millon (rédactionnel) ; amendement n° 107 de M. Philippe Séguin (de coordination) (p. 3240) ; amendement n° 245 rejeté ; amendement n° 107 rejeté ; amendement n° 108 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 132-16 du code du travail (adhésion ayant pour objet l'élargissement du champ d'application de la convention ou de l'accord) : amendement n° 246 de M. Charles Millon (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 132-17 du code du travail (situation des salariés participant à l'élaboration ; institution de commissions paritaires d'interprétation) : amendement n° 104 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 3241) : adopté ; amendement n° 105 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de l'obligation d'instituer des commissions paritaires d'interprétation) : rejeté.

Section III. — *Conventions et accords collectifs d'entreprise.*

Article L. 132-18 du code du travail (droit des salariés à la négociation d'entreprise) : amendement n° 109 de M. Philippe Séguin (suppression de la référence au droit des salariés à la négociation dans l'entreprise) (p. 3242) ; amendement n° 248 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Barrot (suppression de la référence au droit des salariés à la négociation dans l'entreprise) ; amendement n° 249 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (mention du droit des partenaires sociaux à la négociation dans l'entreprise) ; amendement n° 109 rejeté ; amendement n° 248 rejeté ; amendement n° 249 rejeté ; amendement n° 247 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (droit des syndicats à la négociation dans l'entreprise) : retiré.

Sous-section I. — *Dispositions générales.*

Article L. 132-19 du code du travail (organisations habilitées à négocier) : amendement n° 112 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 3243) : rejeté ; amendement n° 19 de la commission (représentativité syndicale : référence à l'article L. 132-2 du code du travail) : adopté après rectification ; amendement n° 110 de M. Michel Noir (habilitant le comité d'entreprise ou le délégué du personnel à négocier à défaut d'organisation syndicale) (p. 3244) : rejeté ; amendement n° 113 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (permettant la conclusion par voie de référendum de conventions ou d'accords d'entreprise) ; amendement n° 253 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (permettant la conclusion par voie de référendum de conventions ou d'accords d'entreprise) ; amendement n° 113 rejeté ; amendement n° 253 rejeté ; amendement n° 114 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 3245) : rejeté.

Article L. 132-19 *du code du travail (suite)* : amendement n° 20 de la commission (de précision : référence à l'article L. 131-1 du code du travail relatif à la notion de groupe) (p. 3274) : rejeté ; amendement n° 111 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (visant à qualifier de convention ou d'accord d'entreprise l'accord conclu entre l'employeur et le personnel sous réserve que celui-ci se soit prononcé à la majorité absolue de ses membres) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Roland Renard (précisant le contenu des accords ou conventions d'entreprise) (p. 3275) : retiré.

Article L. 132-20 *du code du travail (contenu des conventions ou accords d'entreprise ; objet, périodicité)* : amendement n° 250 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (fixation de la durée de la négociation dans les conventions ou accords d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (communication d'informations aux délégués syndicaux de l'entreprise) (p. 3276) : adopté après rectification ; amendement n° 115 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (précisant que les informations nécessaires sont remises aux délégués syndicaux de l'entreprise « lorsqu'ils existent ») : rejeté ; amendement n° 251 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (communication des informations à tous les salariés appelés à participer aux négociations) : rejeté (p. 3277).

Article L. 132-21 *du code du travail (hiérarchie des normes)* : amendement n° 7 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Roland Renard (précisant que la convention ou les accords d'entreprise, d'établissement ou de groupe ne peuvent contenir que des clauses plus favorables ou nouvelles) ; retiré ; amendement n° 117 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 119 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (de clarification) ; modification de l'amendement de Mme Hélène Missoffe proposée par M. le rapporteur (p. 3278) ; amendement n° 119, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 118 de M. Philippe Séguin (relatif aux adaptations qui peuvent être apportées aux accords d'entreprise) ; amendement n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Roland Renard (application de plein droit des dispositions plus favorables) : retiré ; amendement n° 118 : rejeté ; amendement n° 252 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (consultation des délégués syndicaux de l'entreprise sur les adaptations nécessaires) : rejeté (p. 3279).

Article L. 132-22 *du code du travail (dispositions relatives aux salaires)* : amendement n° 120 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Philippe Séguin et n° 254 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (de suppression) ; réduction du temps de travail (p. 3280) : rejetés ; amendement n° 120 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (tendant à favoriser les négociations de branche) : rejeté ; amendement n° 207 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (régime applicable aux entreprises en difficulté) : rejeté.

Article L. 132-23 *du code du travail (conditions d'adhésion à une convention de branche ou à un accord professionnel ou interprofessionnel)* : amendement n° 122 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 132-24 *du code du travail (droit des organisations syndicales de faire opposition à l'entrée en vigueur de conventions)* : amendements n° 40 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Jean-Paul Charié (p. 3281), n° 123 de M. Philippe Séguin et n° 255 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 40 non soutenu ; droit de veto accordé aux organisations syndicales ; conditions restrictives : clauses dérogeant à des dispositions législatives ou réglementaires, seuil de 50 p. 100 des inscrits (p. 3282) ; amendements n° 123 et n° 255 : rejetés ; amendement n° 124 de M. Philippe Séguin (conditions d'exercice du droit de veto : absence de décision contraire de la majorité des salariés de l'entreprise consultés par voie de référendum) (p. 3283) : rejeté ; amendement n° 9 de M. Roland Renard (visant à harmoniser les régimes applicables aux différents collèges) : adopté ; amendement n° 10 de M. Joseph Legrand (ouvrant le droit de faire opposition aux organisations ayant recueilli plus de la moitié des suffrages exprimés) : devenu sans objet ; amendement n° 125 de M. Philippe Séguin (de conséquence) (p. 3284) : devenu sans objet ; amendement n° 126 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté.

Sous-section II. — *Négociations dans les entreprises d'au moins cinquante salariés.*

Article L. 132-25 *du code du travail (obligation annuelle de négocier)* : amendements n° 128 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin et n° 257 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (de suppression) ; société duale ; émiettement syndical (p. 3285) ; amendements n° 128 et n° 257 : rejetés par scrutin public ; amendement n° 21 de la commission (suppression du seuil de cinquante salariés) (p. 3286) ; sous-amendement n° 351 de M. Philippe Séguin (limitation du champ d'application aux entreprises de plus de 300 salariés) : rejeté (p. 3287) ; sous-amendement n° 344 de M. Philippe Séguin (limitant le champ d'application aux entreprises ne relevant pas d'une convention de branche) : rejeté ; amendement n° 345 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Philippe Séguin (suppression du caractère obligatoire de la négociation annuelle) : rejeté ; sous-amendements n° 347 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot et n° 352 de M. Philippe Séguin (proposant que la négociation ne soit obligatoire que lorsqu'une demande a été présentée par les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise conformément aux dispositions des articles L. 132-28 et L. 132-29 du code du travail) (p. 3288) : rejetés ; sous-amendement n° 348 de M. Alain Madelin (prévoyant que la négociation annuelle sera obligatoire dans toutes les entreprises où existe une ou plusieurs sections syndicales mais uniquement en l'absence d'autres dispositions contractuelles analogues conclues en dehors de l'entreprise et engageant celle-ci au cours des douze mois précédents) : rejeté ; sous-amendement n° 346 de M. Alain Madelin (substitution d'un examen annuel des salaires, de la durée et de l'organisation du temps de travail à la négociation) : rejeté ; sous-amendement n° 353 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; sous-amendement n° 354 de M. Philippe Séguin (modifiant l'objet de la négociation annuelle) (p. 3289) : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 349 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (objet de la négociation : substitution aux mots « salaires effectifs » les mots « évolution des salaires ») ; sous-amendement n° 355 de M. Philippe Séguin (objet de la négociation : substitution aux mots « salaires effectifs les mots « structure des salaires ») ; sous-amendement n° 350 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (objet de la négociation : substitution aux mots « salaires effectifs » les mots « salaires par catégorie ») ; sous-amendements n° 349, n° 355 et n° 350 : rejetés ; sous-amendement n° 356 de M. Philippe Séguin (précisant que les dispositions contenues dans l'accord d'entreprise ont pour objet d'adapter à l'entreprise des dispositions figurant dans la convention) : rejeté (p. 3280) ; sous-amendement n° 338 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 357 de M. Philippe Séguin (absence d'obligation de négocier tant que les conventions ou accords visés à l'article L. 132-12 n'auront pas été négociés ou dans les cas visés à l'article L. 132-8) ; problème de l'articulation des négociations au niveau de la branche et au niveau de l'entreprise ; sous-amendement n° 357 : rejeté ; sous-amendement n° 358 de M. Philippe Séguin (subordonnant l'application des dispositions du présent article à la conclusion d'un accord national devant déterminer les sujets qui doivent être respectivement traités au niveau national, au niveau de la branche et au niveau de l'entreprise) (p. 3291) : rejeté ; amendement n° 21, ainsi modifié, adopté par scrutin public ; en conséquence, amendements n° 41 de M. Gilbert Gantier, n° 129 de M. Serge Charles, n° 263 de M. Charles Millon, n° 130 de M. Michel Noir, n° 131 de M. Philippe Séguin, n° 264 de M. Alain Madelin, n° 132 de M. Georges Tranchant, n° 133 de M. Michel Noir, n° 134 de M. Etienne Pinte, n° 258 de M. Charles Millon, n° 265 de M. Alain Madelin, n° 135 de M. Etienne Pinte, n° 259 de M. Charles Millon, n° 136 de M. Etienne Pinte, n° 137, de M. Michel Noir, n° 261 et n° 260 de M. Charles Millon, n° 138 et n° 139 de M. Michel Noir, n° 140 de Mme Hélène Missoffe et n° 42 de M. Gilbert Gantier : devenus sans objet ; amendement n° 141 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Philippe Séguin (fixant l'intervalle entre la fin d'une négociation et le début de la suivante) : rejeté ; amendement n° 242 de M. Philippe Séguin (limitant l'obligation de négocier) : devenu sans objet ; amendement n° 262 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (suppression du second alinéa) (p. 3292) : rejeté ; amendement n° 339 du Gouvernement (de coordination) ; amendement n° 339 du Gouvernement (de coordination) ; amendement n° 22 de la commission (de coordination) ; amendement n° 339 : adopté ; amendement n° 22 : devenu sans objet ; amendement n° 143 de M. Philippe Séguin (subordonnant l'application des dispositions du présent article à la conclusion d'un accord national) : devenu sans objet.

Article L. 132-26 *du code du travail (composition des délégations syndicales appelées à négocier)* : amendement n° 144 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 3293) : rejeté ; amendement n° 145 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (tendant à prévoir une seule négociation annuelle obligatoire) : rejeté ; amendement n° 146 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant que la délégation ne peut comporter que des salariés élus de l'entreprise) ; amendement n° 335 du Gouvernement (limitant le nombre de délégués syndicaux) ; amendement n° 147 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (même objet) (p. 3294) ; amendement n° 146 : rejeté ; amendement n° 335 : adopté ; amendement n° 147 : devenu sans objet ; amendement n° 266 de M. Charles Millon (suppression du deuxième

alinéa disposant que chaque organisation peut compléter sa délégation en désignant des salariés de l'entreprise) : retiré, amendement n° 267 de M. Charles Millon (subordonnant la désignation de salariés de l'entreprise par les organisations syndicales à la conculsion d'un accord avec l'employeur) : retiré ; amendement n° 336 du Gouvernement (limitant le nombre de salariés pouvant être désignés par les organisations syndicales) ; sous-amendement n° 359 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (accord des salariés appelés à participer aux négociations) ; sous-amendement n° 359 : rejeté ; amendement n° 336 : adopté : amendement n° 148 de M. Michel Noir (accord des salariés appelés à participer aux négociations) : devenu sans objet ; amendement n° 149 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (limitant à quinze le nombre des membres de la délégation) (p. 3295) : rejeté ; amendement n° 150 de M. Michel Noir (présence de représentants d'associations de salariés) : non soutenu ; amendement n° 151 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (compétence du tribunal de grande instance en cas de litige sur la composition de la délégation) : rejeté ; amendement n° 23 de la commission (précisant que le temps passé à la négociation ne peut donner lieu à une retenue sur le salaire) : adopté (p. 3296).

Article L. 132-27 *du code du travail* (*dispositions applicables aux entreprises employant des travailleurs appartenant à une ou plusieurs entreprises extérieures*) : amendements n° 44 de M. Philippe Séguin et n° 268 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (de suppression) : rejetés ; amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 3304) : adopté ; amendement n° 152 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (audition des délégués syndicaux des entreprises dont les salariés travaillent pour le compte d'une autre entreprise par les délégués syndicaux de cette dernière) : rejeté ; amendement n° 43 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Jacques Barrot (précisant les questions sur lesquelles les délégués syndicaux peuvent être entendus) : rejeté.

Article L. 132-28 *du code du travail* (*demande de négociation par une organisation syndicale ; information des autres organisations syndicales*) : amendement n° 25 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, amendements n° 153 de M. Etienne Pinte, n° 269 de M. Charles Millon, n° 154 de M. Philippe Séguin, n° 270 de M. Charles Millon : devenus sans objet.

Article L. 132-29 *du code du travail* (*négociation à l'initiative d'une organisation syndicale*) : amendement n° 271 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (précisant que l'organisation syndicale doit être représentative dans l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 155 de M. Philippe Séguin (précisant que l'employeur n'est pas tenu à l'obligation de négocier si la négociation annuelle précédente a été engagée depuis moins de douze mois) (p. 3305) : rejeté ; amendements n° 156 de M. Philippe Séguin et n° 273 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (modifiant les destinataires des informations communiquées lors de la première réunion des membres de la délégation) : adoptés après rectification ; amendement n° 157 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (relatif au contenu des informations communiquées lors de la première réunion des membres de la délégation) ; emploi des femmes et négociations collectives (p. 3306) ; discriminations professionnelles entre hommes et femmes (p. 3307) ; amendement n° 26 : adopté par scrutin public ; amendement n° 158 de M. Philippe Séguin (contenu des informations : évolution des coûts salariaux) ; amendement n° 275 de M. Charles Millon (même objet) ; amendements n° 158 et n° 275 : retirés ; amendement n° 159 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (problèmes abordés lors de la première réunion : composition de la délégation des salariés) : rejeté ; amendement n° 160 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (problèmes abordés lors de la première réunion : terme de la négociation) ; amendement n° 272 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (problèmes abordés lors de la première réunion : durée et terme de la négociation) ; amendements n° 160 et n° 272 : rejetés ; amendement n° 274 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (de précision) (p. 3308) : rejeté.

Article L. 132-30 *du code du travail* (*pouvoir de l'employeur pendant la durée de la négociation dans les matières faisant l'objet de celle-ci*) : amendement n° 161 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jean-Paul Charié (tendant à limiter la durée des négociations) : rejeté ; amendement n° 164 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (substitution au mot « urgence » des mots « intérêt de l'entreprise ») : rejeté ; amendement n° 162 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin (de précision) : mention de l'intérêt de l'entreprise (p. 3309) : rejeté ; amendement n° 163 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition prévoyant la communication des décisions de l'employeur aux organisations syndicales) : adopté ; amendement n° 45 de M. Philippe Séguin (de précision) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 276 de M. Charles Millon soutenu par M. Philippe Séguin (rédaction du procès-verbal de désaccord par le chef d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 27 de la commission (contenu du procès-verbal de désaccord : mesures que l'employeur entend appliquer unilatéralement) : adopté (p. 3310) ; amendement n° 277 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Barrot (consultation de l'ensemble du personnel par voie de référendum en cas de désaccord) ; amendement n° 46 de M. Philippe Séguin (même objet) ; amendement n° 277 : rejeté ; amendement n° 46 : rejeté.

Avant l'article L. 132-25 *du code du travail* (amendements précédemment réservés) : amendement n° 127 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (tendant à supprimer l'intitulé de la sous-section II) : retiré ; amendement n° 256 de M. Alain Madelin (modification de l'intitulé de la sous-section II) ; amendement n° 127 : repris par M. Philippe Séguin : adopté ; en conséquence, amendement n° 256 devenu sans objet ; amendement n° 28 de la commission (modification de l'intitulé de la sous-section II) : devenu sans objet.

Sous-section III : dispositions particulières aux entreprises de moins de onze salariés.

Article L. 132-31 *du code du travail* (*dispositions particulières aux entreprises de moins de onze salariés ; institution de commissions paritaires professionnelles et interprofessionnelles*) (p. 3311) : amendements n° 47 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Jean-Paul Charié, n° 278 de M. Alain Madelin, n° 279 de M. Charles Millon (de suppression) ; problèmes des centres commerciaux ; nécessité d'étendre la couverture contractuelle ou conventionnelle aux salariés des petites entreprises ; constitution de commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles (p. 3312) ; amendements n° 47, n° 278, n° 279 : rejetés ; amendement n° 168 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 132-31 : adhésion des entreprises occupant moins de onze salariés à des conventions ou accords collectifs de travail selon les dispositions de l'article L. 132-9) (p. 3313) : retiré ; amendement n° 50 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Jean-Paul Charié (modifiant le type d'accord pouvant instituer des commissions paritaires professionnelles et interprofessionnelles) : rejeté ; amendement n° 282 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté (p. 3314) ; amendement n° 283 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendements n° 48 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Jean-Paul Charié et n° 280 de M. Charles Millon (suppression du deuxième alinéa prévoyant l'institution de commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles) : rejeté (p. 3315) ; amendement n° 167 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (institution facultative de commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles) : rejeté ; amendement n° 165 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (limitant le rôle des commissions paritaires : exclusion de la possibilité d'examen des réclamations individuelles et collectives des salariés) : rejeté ; amendement n° 166 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (limitant le rôle des commissions paritaires : exclusion de la possibilité d'examen des réclamations individuelles des salariés) : rejeté ; amendements n° 49 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Jean-Paul Charié et n° 281 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression du troisième alinéa disposant que les accords pourront prévoir les modalités particulières de représentation du personnel) : rejeté (p. 3316) ; amendement n° 29 de la commission (de cohérence : référence à l'article L. 421-1 du code du travail) : adopté après rectification.

Après l'article L. 132-31 *du code du travail* : amendement n° 206 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (tendant à éviter la remise en cause d'une convention ou d'un accord d'entreprise pendant le temps d'application de cette convention ou de cet accord) : retiré ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*modifiant l'intitulé du chapitre III du livre 1er du code du travail*) : adopté.

Article 6 (*modification de l'intitulé de la section I*) : adopté (p. 3317).

Article 7, *article L.* 133-1 *du code du travail* (*conditions d'extension des conventions de branche ou des accords professionnels ou interprofessionnels*) : blocage des prix et des salaires et négociations collectives (p. 3863) ; « suspension » de la politique contractuelle ; amendement n° 284 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (mention des conventions professionnelles) : rejeté ; amendement n° 285 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 3864) : rejeté ; amendement n° 286 de M. Alain Madelin

(complétant l'article L. 133-2 du code du travail relatif aux critères de représentativité syndicale : indépendance « réelle » des syndicats) ; politisation de la C. G. T. ; amendement n° 286 : rejeté ; amendement n° 287 de M. Alain Madelin (modifiant l'article L. 133-2 du code du travail relatif aux critères de représentativité syndicale, suppression de la référence à l'attitude patriotique pendant l'Occupation) (p. 3805) : rejeté ; amendement n° 288 de M. Alain Madelin (modifiant l'article L. 133-2 du code du travail en faisant de la référence à l'attitude patriotique un critère éventuel) : rejeté ;

— article 7, adopté.

Article 8 (*conventions susceptibles d'être étendues et procédure d'extension*) (p. 3886) : inflation et pouvoir d'achat des salariés ; échelle mobile des salaires (p. 3887).

Article L. 133-3 *du code du travail* (*représentativité d'organisations autres que celles affiliées aux organisations les plus représentatives sur le plan national*) : amendement n° 52 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté (p. 3868) ; amendement n° 53 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Georges Tranchant (confiant au président du T. G. I. et non pas au ministre du travail le soin d'apprécier la représentativité syndicale) : rejeté ; amendement n° 54 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Georges Tranchant (précisant la procédure par laquelle le ministre du travail apprécie la représentativité syndicale) : rejeté ; amendement n° 289 de M. Alain Madelin (compétence du T G I pour la reconnaissance de la représentativité) : rejeté ; amendement n° 169 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Georges Tranchant (référence aux critères prévus à l'article L. 133-2) : rejeté (p. 3869).

Article L. 133-5 *du code du travail* (*clauses obligatoires pour que les conventions de branche conclues au niveau national puissent être étendues*) : amendement n° 55 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Georges Tranchant (référence à la liberté syndicale) : rejeté ; amendement de M. Jean Oehler (de coordination : référence aux « activités sociales et culturelles ») : adopté ; amendement n° 11 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Roland Renard (précisant que le salaire minimum national professionnel du salarié sans qualification ne peut être inférieur au S. M. I. C.) ; préparation d'une réforme du S. M. I. C. ; amendement n° 11 : retiré (p. 3870) ; amendement n° 56 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Georges Tranchant (tendant à élargir la base d'application des coefficients hiérarchiques) ; amendement n° 290 de M. Charles Millon soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; amendement n° 56 : rejeté ; amendement n° 290 : rejeté ; amendement n° 57 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Georges Tranchant (mention des dispositions particulières pour les travaux pénibles) : rejeté ; amendement n° 291 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 30 de la commission (prise en compte des conclusions de l'examen annuel de la situation de la branche concernée quant aux salaires effectifs moyens par catégorie professionnelle et par sexe pour la détermination des modalités d'application du principe à travail égal - salaire égal) : adopté ; amendement n° 12 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Roland Renard (permettant l'échelle mobile des salaires) (p. 3871) ; principe de la négociation annuelle ; mise en place de mécanismes de programmation des salaires accompagnés de mécanismes d'anticipation dans le cadre des négociations de sortie de blocage des revenus ; amendement n° 12 : retiré ; amendement n° 320 de Mme Marie-France Lecuir (ajoutant les dispositions relatives aux personnes handicapées dans la liste des clauses obligatoires) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (précisant le contenu des clauses relatives à l'égalité de traitement entre salariés des deux sexes) ; amendement n° 58 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Robert Galley (même objet) ; amendement n° 31 : adopté ; en conséquence, amendements n° 58 de Mme Hélène Missoffe, n° 170 de M. Philippe Séguin, n° 292 de M. Charles Millon devenus sans objet (p. 3872) ; amendement n° 32 de la commission (dispositions relatives à l'égalité de traitement entre salariés français et étrangers) : adopté ; amendement n° 59 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (précisant les conditions d'emploi et de travail des personnes handicapées) : rejeté ; amendement n° 293 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (protection de l'un des parents d'enfants d'âge pré-scolaire) : rejeté ; (p. 3873).

Article L. 133-6 *du code du travail* (*conditions d'extension des conventions de branche conclues dans un autre champ d'application territorial faute de conventions nationales*) : amendement n° 294 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 295 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 133-8 *du code du travail* (*procédure d'extension*) : amendement n° 172 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Robert Galley (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 296 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; amendement n° 171 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Robert Galley (rédactionnel) ; amendements n° 296 et n° 171 : rejetés ; amendement n° 33 de la commission et n° 321 de Mme Marie-France Lecuir (précisant que, dès que le ministre est saisi par une organisation représentative d'une demande d'extension, il doit obligatoirement et sans délai engager la procédure) (p. 3874) : adopté ; amendement n° 173 de M. Philippe Séguin soutenu par M Robert Galley (conditions d'extension d'élargissement : majorité des signataires employeurs représentatifs dans le champ d'application composée de représentants des entreprises privées) : rejeté ; amendements n° 174 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Robert Galley et n° 297 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (possibilité d'exclusion des clauses dérogatoires) : rejeté.

Article L. 133-9 *du code du travail* (*extension des avenants aux conventions collectives*) : amendement n° 175 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Robert Galley (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 133-11 *du code du travail* (*conditions d'extension par arrêté du ministre*) : amendement n° 176 de M. Jean-Paul Charié (de forme) : adopté (p. 3875).

Article L. 133-12 *du code du travail* (*procédure d'élargissement des conventions et accords collectifs*) : amendement n° 177 de M. Roland Vuillaume (de forme) : adopté ; amendement n° 178 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Robert Galley (étendant à toute organisation de salariés intéressés la possibilité de demander l'élargissement de la convention ou de l'accord) : rejeté ; amendement n° 60 de M. Robert Galley (précisant l'expression « organisations les plus représentatives intéressées » en faisant référence aux articles L. 133-2 et L. 133-3 du code du travail) : rejeté.

Article L. 133-13 *du code du travail* (*conditions particulières d'élargissement*) : amendement n° 179 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 133-16 *du code du travail* (*conditions dans lesquelles le ministre peut mettre fin aux clauses étendues*) : amendement n° 181 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Robert Galley (étendant à toute organisation représentative de salariés la possibilité de demander au ministre de mettre fin aux clauses étendues) : rejeté ; amendement n° 180 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Robert Galley (consultation de la commission nationale de la négociation collective) : retiré ;

— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 3876).

Article 9 (*conventions et accords dans les entreprises publiques et les établissements publics à caractère industriel et commercial*) : application des conventions et accords collectifs de travail ; commission nationale de la négociation collective ; dispositions finales.

Chapitre IV du titre III du livre Ier du code du travail. — Conventions et accords collectifs de travail dans les entreprises publiques et établissements publics à caractère industriel et commercial.

Article L. 134-1 *du code du travail* (*champ d'application*) : amendements n° 34 de la commission, n° 182 de M. Robert Galley, n° 322 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Roger Rouquette (permettant de compléter des dispositions statutaires par une convention collective) ; réunification de la collectivité de travail ; texte commun des trois amendements : adopté.

Article L. 134-2 *du code du travail* (*arrêté d'extension et d'élargissement*) : amendement n° 183 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (de conséquence) : rejeté.

Chapitre V du titre III du livre Ier du code du travail. — Application des conventions et accords collectifs de travail.

Article L. 135-1 *du code du travail* (*obligation des signataires et des membres des organisations signataires*) : amendement n° 298 de M. Alain Madelin (suppression de la mention des accords collectifs de travail) : rejeté ; amendement n° 299 de M. Alain Madelin (caractère réciproque des obligations contractuelles) (p. 3878) : rejeté ; amendement n° 300 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; amendement n° 35 de la commission (précisant que l'employeur qui démissionne de l'organisation ou groupement signataire postérieurement à la signature de la convention de l'accord collectif demeure lié par ces textes) ; politique contractuelle (p. 3879) : adopté après modification proposée par le Gouvernement.

Article L. 135-2 *du code du travail* (*clauses des contrats de travail*) : amendement n° 184 de M. Robert Galley (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 135-3 *du code du travail* (*obligation pour les parties signataires de ne rien faire qui puisse compromettre l'exécution loyale d'une convention ou d'un accord*) : amendement n° 301 de M. Alain Madelin (de conséquence) : rejeté : amen-

dement n° 185 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (de précision) : rejeté ; amendement n° 302 de M. Alain Madelin (de précision) : rejeté ; amendement n° 303 de M. Alain Madelin (suppression de la disposition précisant qu'il appartient à ceux qui négocient la convention ou l'accord d'en déterminer les modalités d'application) : rejeté (p. 3880).

Article L. 135-5 *du code du travail (actions en justice afin d'obtenir l'exécution des engagements contractuels)* : amendement n° 304 de M. Alain Madelin (précisant que toutes les parties liées par une convention peuvent ouvrir une action en justice) : rejeté ; amendement n° 186 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (limitant la portée de l'action en justice : action en dommages-intérêts) ; amendement n° 305 de M. Alain Madelin (précisant la portée de l'action en justice ; dédommagement civil ou obligation à exécution) ; amendement n° 196 : retiré ; amendement n° 305 : adopté ; amendements n° 36 de la commission et n° 187 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (précisant que l'action doit être intentée devant le conseil des prud'hommes) : rejeté (p. 3881).

Article L. 135-6 *du code du travail (actions en justice entreprises par des individus)* : amendement n° 340 du Gouvernement (d'harmonisation) ; amendement n° 341 du Gouvernement (rédactionnel) ; adoptés.

Article L. 135-7 *du code du travail (publicité)* : amendement n° 37 de la commission (référence de la convention collective dans le bulletin de paie) : rejeté.

Article L. 135-8 *du code du travail (procédure d'information du personnel)* : amendement n° 38 de la commission (relatif aux informations transmises au comité d'entreprise ou au délégué du personnel) ; amendement rectifié par le rapporteur (information des délégués syndicaux) ; amendement n° 38, ainsi rectifié, adopté.

Chapitre VI du titre III du livre Ier du code du travail. — Commission nationale de la négociation collective.

Article L. 136-1 *du code du travail (composition)* : amendement n° 189 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (participation du ministre chargé de la sécurité sociale) (p. 3882) : rejeté ; amendement n° 188 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (de précision), représentation des organisations d'employeurs de tous les secteurs : rejeté ; amendement n° 323 de M. Jean Oehler (participation des représentants d'agriculteurs et d'artisans) : adopté ; amendements n° 190 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Robert Galley et n° 66 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (exclusion des représentants des entreprises publiques) (p. 3883) : rejeté ; amendement n° 191 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Robert Galley (représentation des intérêts familiaux) : rejeté ; amendement n° 307 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (proposant que les entreprises publiques soient représentées au sein de la commission par les ministres) : rejeté (p. 3884).

Article L. 136-2 *du code du travail (missions de la commission)* : amendements n° 192 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jacques Toubon et n° 316 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la disposition prévoyant l'avis de la commission sur l'interprétation de clauses d'une convention ou d'un accord collectif) : rejeté ; amendement n° 308 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (confiant à la commission nationale de la négociation collective le soin de suivre l'évolution des coûts salariaux plutôt que celle des salaires) (p. 3887) : rejeté ; amendement n° 309 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 13 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Roland Renard (confiant à la commission le soin d'établir un rapport annuel par branche sur les conditions de travail des femmes) : retiré ; amendement n° 193 de M. Robert Galley soutenu par M. Jacques Toubon (confiant à la commission le soin de suivre l'application dans les conventions collectives du principe à travail égal salaire égal) ; amendement n° 39 de la commission (même objet) ; amendement n° 193 : retiré ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 39 (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39, ainsi modifié, adopté (p. 3888) ; amendement n° 14 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Roland Renard (confiant à la commission le soin d'étudier la composition du budget type servant à la détermination du Smic) : retiré.

Article L. 136-3 *du code du travail (organisation et fonctionnement de la commission)* : amendement n° 194 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Toubon (participation d'un représentant de l'U.N.A.F. aux travaux de la sous-commission des salaires avec voix délibérante) : retiré ; amendement n° 195 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (confirmant au ministre chargé du travail le secrétariat de la commission) (p. 3889) : rejeté.

Article L. 136-4 *du code du travail (création de groupes de travail ; recours à des experts)* : amendement n° 197 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Toubon (création d'un groupe de travail pour étudier la question du coût de la vie) : retiré ; amendement n° 196 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que le secrétariat général de la commission est assuré par les services du ministère du travail) : rejeté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*introduction dans le titre V du livre I du code du travail d'un chapitre III : « Conventions et accords collectifs de travail »*).

Article L. 153-1 *du code du travail (sanctions pour infraction aux stipulations dérogatoires)* : amendements n° 198 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Georges Tranchant et n° 310 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) (p. 3890) : rejetés ; amendement n° 199 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Georges Tranchant (délai de mise en conformité des conventions collectives étendues avec les dispositions de l'article L. 133-5) : rejeté (p. 3891).

Article L. 135-2 du code du travail (obligation de l'employeur de négocier et délit d'entrave) : adopté après rectification.

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 3892).

Article 11 (*missions des inspecteurs du travail*) : amendement n° 200 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la disposition chargeant les inspecteurs du travail de veiller à l'application des dispositions de toutes les conventions et accords collectifs) : rejeté ; amendement n° 311 de M. Alain Madelin (limitant la mission des inspecteurs du travail : contrôle de l'application des dispositions des conventons collectives ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension) : retiré ;

— article 11, adopté.

Deuxième partie : Procédure de règlement des conflits collectifs de travail.

Article 12 (*modification du chapitre II du titre II du livre V du code du travail relatif aux dispositions générales concernant les procédures de règlement des conflits collectifs du travail*) ; procédures de règlement des conflits collectifs du travail ; droit de grève (p. 3892) ; situation sociale aux usines Citroën et Talbot ; politisation des conflits de travail ; exemple du conflit Talbot ; nomination de M. Dupeyroux comme médiateur (p. 3893, 3894).

Article L. 522-1 du code du travail (champ d'application) : amendement n° 317 de M. Emmanuel Hamel soutenu par M. Alain Madelin (application aux litiges relatifs à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) : rejeté ;

— article 12 : adopté.

Article 13 (*conditions de recours à des procédures de conciliation ; composition des commissions de conciliation) ; article L. 523-1 du code du travail (conditions de recours à des procédures de conciliation)* : amendements n° 201 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon, n° 202 et n° 203 : retirés ;

— article 13 : adopté.

Article 14 (*de codification*) : adopté.

Article 15 (*de coordination*) : adopté.

Article 16 (*abrogation de l'article L. 523-8 du code du travail*) : adopté.

Article 17 : *article L. 523-7 du code du travail (procédure de conciliation dans les entreprises publiques et les établissements publics industriels et commerciaux à statut)* : adopté.

Article 18 (*de coordination : abrogation de l'article L. 523-13 du code du travail*) : adopté.

Article 19 : *article L. 523-11 du code du travail (recours à la procédure de droit commun à défaut des procédures spécifiques prévues à l'article L. 523-8 du code du travail)* : adopté (p. 3895).

Article 20 (*relatif à la médiation*). — *Article L. 524-5 du code du travail (mesures de publicité)* : amendement n° 204 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ; amendement n° 205 de M. Philippe Séguin sou-

tenu par M. Georges Tranchant (suppression de la disposition précisant que le rapport peut être rendu public sur décision du ministre chargé du travail) : rejeté ;
— article 20 : adopté.

Article 21 (*abrogation des articles L. 524-6 et L. 524-7 du code du travail*) : adopté.

Article 22 (*relatif à l'arbitrage*) : adopté.

Article 23 (*relatif à l'arbitrage*) : adopté.

Article 24 (*relatif à l'arbitrage*) : adopté.

Article 25 (*abrogation de l'article L. 524-9 du code du travail*) : adopté.

Chapitre VI. — Dispositions finales.

Article 26 (*modifications du chapitre VI*) : adopté.

Article 27 (*de coordination*) : adopté (p. 3896).

Troisième partie. — Dispositions diverses.

Article 28 (*modifications rédactionnelles*) : amendement n° 312 de M. Alain Madelin (de suppression) : retiré ; amendement n° 342 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 (*modifications formelles de l'article L. 411-17 du code du travail*) : adopté.

Article 30 (*relatif aux travailleurs à domicile*) : adopté.

Article 31 (*abrogation de la section 4 du chapitre III du titre IV du livre I^er du code du travail*) : adopté.

Article 32 (*de coordination*) : adopté.

Article 33 (*complétant l'article L. 442-15 du code du travail relatif à la participation des salariés aux fruits de l'expansion*) : adopté.

Après l'article 33 : amendement n° 343 du Gouvernement (dispositions transitoires jusqu'à l'installation de la commission nationale de la négociation collective) : adopté (p. 3897).

Explications de vote :

Blocage des revenus et politique contractuelle : *Tranchant* (*Georges*) (p. 3897) ; *Renard* (*Roland*) (p. 3899).
Niveaux de négociation : *Madelin* (*Alain*) (p. 3898).
Obligation annuelle de négocier : *Tranchant* (*Georges*) (p. 3898) ; *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 3898).
Vote favorable du groupe communiste : *Renard* (*Roland*) (p. 3899).
Vote favorable du groupe socialiste : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 3898).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 3898).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Madelin* (*Alain*) (p. 3899).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 octobre 1982] (p. 5735).

Obligation annuelle de négocier : *Oehler* (*Jean*) (p. 5735) ; *Millon* (*Charles*) (p. 5736) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5737).
Position du Sénat : *Oehler* (*Jean*) (p. 5735) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 5735).
Rôle de la négociation dans l'entreprise : *Oehler* (*Jean*) (p. 5735) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 5735) ; *Millon* (*Charles*) (p. 5736) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5736-5737).

Discussion des articles [13 octobre 1982] (p. 5737).

Article 1^er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté (p. 5737).

Article 4 (p. 5738-5739) ; amendement n° 20 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement (de coordination et d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 38 de M. Charles Millon (proposant de limiter le maintien des avantages acquis à la période pendant laquelle la convention ou l'accord dénoncé est maintenu en vigueur) : rejeté ; amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5740) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (visant à préciser l'exigence de la représentativité dans le champ d'application du texte) : adopté ; amendement n° 39 de M. Charles Millon (proposant la suppression de l'article L. 132-22 du code du travail relatif aux majorations de salaire) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Charles Millon (suppression du texte proposé pour l'article L. 132-24 du code du travail) relatif au droit de veto des organisations représentatives) : rejeté ; amendement n° 41 de M. Charles Millon (suppression du texte proposé pour l'article L. 132-25 du code du travail prévoyant que l'employeur est tenu d'engager chaque année une négociation sur les salaires effectifs) : rejeté (p. 5741) ; amendement n° 42 de M. Charles Millon (proposant que l'employeur ne soit pas tenu de négocier sur les salaires effectifs lorsque la convention de branche ou l'accord professionnel applicable à l'entreprise comporte des dispositions relatives à cette matière) : rejeté ; amendement n° 46 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (tendant à améliorer la formulation relative à la définition des modalités de prise en charge du temps passé à la négociation) (p. 5742) : adopté ; amendement n° 43 de M. Charles Millon (suppression du texte proposé par l'article L. 132-27 du code du travail) : rejeté ; amendement n° 44 de M. Charles Millon (tendant à fixer un délai maximal à la négociation) : rejeté (p. 5743) ; amendement n° 45 de M. Charles Millon (suppression du texte proposé par l'article L. 132-31 du code du travail relatif aux dispositions particulières aux entreprises de moins de onze salariés) : rejeté ; amendements n^os 21 à 30 de la commission (de codification) : adoptés ;
— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : adopté (p. 5744).

Article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 31 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;
— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 5745).

Article 8 : amendement n° 32 de la commission (d'harmonisation) (p. 5746) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;
— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 5747).

Article 9 : amendement n° 10 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5748) ; amendement n° 12 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (de clarification) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (tendant à ajouter aux missions de la sous-commission des salaires lors des discussions sur les salaires celles visées au huitième de l'article L. 136-2) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (visant à représenter les intérêts familiaux) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (de codification) : adopté ;
— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*sanctions encourues en cas de non-respect des conventions ou accords collectifs étendus*) (p. 5749) ; amendement n° 37 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : adopté.
Article 12 : adopté (p. 5750).
Article 13 : adopté.
Article 14 : adopté.
Article 15 : adopté.
Article 16 : adopté.
Article 17 : adopté.
Article 18 : adopté.
Article 19 : adopté.
Article 20 : amendement n° 16 du Gouvernement (changement de numérotation) : adopté.
— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 5751).
Article 21 : adopté.
Article 22 : adopté.
Article 23 : adopté.
Article 24 : adopté.
Article 25 : adopté.
Article 26 : adopté.
Article 27 : adopté.
Article 28 : adopté.
Article 29 : adopté.
Article 30 : adopté.
Article 31 : adopté.
Article 32 : adopté.

Article 33 : amendement n° 17 du Gouvernement (de précision : rédactionnel) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 : adopté (p. 5752).

Après l'article 34 : amendement n° 18 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de l'article L. 434-10 du code du travail pour mettre en conformité ce texte avec celui relatif au développement des institutions représentatives du personnel) : adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (même objet) : adopté.

Explications de vote :

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Millon (Charles)* (p. 5753).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5753).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [15 octobre 1982] (p. 5842).

Adoption d'une question préalable par le Sénat : *Oehler (Jean)* (p. 5842).

Vote sur le dernier texte adopté par l'Assemblée nationale : (p. 5842 à 5849).

Adoption par scrutin public **de l'ensemble** du projet de loi (p. 5849).

8. — Projet de loi n° 744 rectifié relatif au développement des **institutions représentatives du personnel.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Jean Auroux, ministre du travail. — Urgence déclarée le 29 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau (8 avril 1982). — Rapport n° **832** (28 avril 1982). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (6 avril 1982). — Rapporteur pour avis : M. Jean Jarosz (8 avril 1982). — Discussion les 13, 14, 24, 25, 27, 28 mai, 1er, 2, 3, 4, 7 et 8 juin 1982. — Deuxième délibération (articles 1er, 8, 9, 10, 16, 18, 20, 23). — Adoption le 8 juin 1982. — Projet de loi n° **160.**

Sénat (première lecture), n° **384** (1981-1982), dépôt le 10 juin 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **506** (1981-1982) (21 septembre 1982). — Discussion le 28 septembre 1982. — Rejet le 28 septembre 1982. — Projet de loi n° **150** (1981-1982).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Bureau [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1095** (29 septembre 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **521** (1981-1982) (29 septembre 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1094,** dépôt le 28 septembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1101** (30 septembre 1982). — Discussion le 1er octobre 1982. — Adoption avec modifications le 1er octobre 1982. — Projet de loi n° **233.**

Sénat (deuxième lecture), n° **2** (1982-1983), dépôt le 5 octobre 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **4** (1982-1983) (5 octobre 1982). — Discussion le 5 octobre 1982. — Rejet le 5 octobre 1982. — Projet de loi n° **10** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1126,** dépôt le 6 octobre 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1127** (6 octobre 1982). — Discussion le 6 octobre 1982. — Adoption définitive le 6 octobre 1982. — Projet de loi n° **237.**

Saisine du Conseil constitutionnel le 11 octobre 1982 (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 22 octobre 1982 (*J.O.* du 23 octobre 1982) (p. 3210). — Article déclaré non conforme : article 8.

Loi n° 82-915 du 28 octobre 1982 publiée au *J.O.* du 29 octobre 1982 (p. 3255) ; rectificatif (*J.O.* du 4 janvier 1983) (p. 169).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 744 rectifié et ceux de la loi n° 82-915 du 28 octobre 1982.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
	1 A (A.N.)	Article L. 411-1 du code du travail	Première lecture : 24 mai 1982.	2465	1
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5324	
	1 B (A.N.)	Article L. 411-4	Première lecture : 24 mai 1982.	2472	2
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5324	
	1 C (A.N.)	Article L. 411-5	Première lecture : 24 mai 1982.	2473	3
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5324	
	1 D (A.N.)	Article L. 411-6	Première lecture : 24 mai 1982.	2473	4
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5324	
	1 E (A.N.)	Article L. 411-7	Première lecture : 24 mai 1982.	2475	5
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5324	
	1 F (A.N.)	Artcile L. 411-21	Première lecture : 24 mai 1982.	2477	6
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5326	
	1 G (A.N.)	Article L. 412-4	Première lecture : 24 mai 1982.	2478	7
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5326	
	1 H (A.N.)	Article L. 521-1	Première lecture : 24 mai 1982.	2480	(1) 8
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5326	

(1) Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
1		Insertion d'un nouvel article L. 412-5	Première lecture : 24 mai 1982.	2494	9
			Deuxième délibération : 8 juin 1982.	3131	
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5327	
2		Art. L. 412-5 devenu L. 412-6.	Première lecture :	2503 à 2512	10
		Art. L. 412-6 devenu L. 412-7.	24 mai 1982.	2516 à 2527	
		Art. L. 412-7 devenu L. 412-8.	25 mai 1982.	2656 à 2666	
		Art. L. 412-8 devenu L. 412-9.	27 mai 1982.		
		Art. L. 412-9 devenu L. 412-10.	Deuxième lecture :		
		Art. L. 412-10 à L. 412-12, devenus L. 412-11 à L. 412-14.	1er octobre 1982.	5327	
3		Article L. 412-13 devenu L. 412-15	Première lecture :	2666 à 2673	11
		Article L. 412-14 devenu L. 412-16.	27 mai 1982.	et 2690	
		Insertion d'un article L. 412-17.	Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5329	
4		Article L. 412-15 devenu L. 412-18	Première lecture : 27 mai 1982.	2691	12
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5331	
5		Insertion d'un article L. 412-19	Première lecture : 27 mai 1982.	2697	13
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5332	
6		Article L. 412-16 devenu L. 412-20	Première lecture :		14
			27 mai 1982.	2702 à 2706	
			28 mai 1982.	2726 à 2736	
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5333	
7		Article L. 412-17 devenu L. 412-21	Première lecture : 28 mai 1982.	2738	15
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5334	
8		Remplacement de l'article L. 420-1 par les articles L. 421-1 et L. 421-2.	Première lecture : 28 mai 1982.	2741 à 2746 et 2752 à 2764	16
		Article L. 420-2 devenu L. 421-3.			
		Insertion de l'intitulé : « Chapitre II. — Attributions et pouvoirs ».	Deuxième délibération : 8 juin 1982.	3131	
		Article L. 420-3 devenu L. 422-1.	Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5334	
9		Article L. 420-4 devenu L. 422-2	Première lecture : 28 mai 1982.	2764	17
		Insertion d'un article L. 422-3.			
		Article L. 420-5 devenu L. 422-4.	Deuxième délibération : 8 juin 1982.	3132	
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5335	
10		Insertion de l'intitulé : « Chapitre III. — Composition et élections ».	Première lecture : 1er juin 1982.	2776	18
		Article L. 420-6 devenu L. 423-1.			
		Article L. 420-7, alinéa 1, devenu L. 423-2.	Deuxième délibération : 8 juin 1982.	3132	
		Article L. 420-7, alinéas 2, 3 et 4, remplacé par l'article L. 423-3.			
		Insertion d'un article L. 423-4.	Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5336	
11		Insertion d'un article L. 423-5	Première lecture : 1er juin 1982.	2786 à 2788 et 2792 à 2808	19
		Insertion d'un article L. 423-6.			
		Article L. 420-8 devenu L. 423-7.			
		Article L. 420-9 devenu L. 423-8.	Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5396	
		Article L. 420-10 devenu L. 423-9.			
12		Article L. 420-11 devenu L. 423-10	Première lecture : 1er juin 1982.	2801	20
		Article L. 420-12 devenu L. 423-11.			
		Article L. 420-13 remplacé par L. 423-12 et L. 423-13.	Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5337	
13		Article L. 420-14 devenu L. 423-14	Première lecture : 1er juin 1982.	2805	21
		Article L. 420-15 devenu L. 423-15.			
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5337	
14		Article L. 420-16 devenu L. 423-16	Première lecture : 1er juin 1982.	2816	22
			Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5338	
15		Article L. 420-17 devenu L. 423-17	Première lecture : 1er juin 1982.	2817	23
		Article L. 420-18 devenu L. 423-18.	Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	5338	
		Insertion d'un article L. 423-19.			

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
16		Insertion de l'intitulé : « Chapitre IV. — Fonctionnement » ..... Article L. 420-19, alinéas 1 et 2, devenu L. 424-1. Article L. 420-19, alinéas 3 et 4, devenu L. 424-2. Insertion d'un article L. 424-3.	Première lecture : 1er juin 1982. Deuxième délibération : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	2829 3133 5338	24
17		Article L. 420-20 devenu L. 424-4	Première lecture : 2 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	2840 5339	25
18		Article L. 420-21 devenu L. 424-5 ..... Insertion de l'intitulé : « Chapitre V. — Licenciement des délégués du personnel ». Article L. 420-22 et L. 420-23 devenus L. 425-1 à L. 425-3.	Première lecture : 2 juin 1982. 3 juin 1982. Deuxième délibération : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	2843 à 2857 2898 à 2902 3133 5339	26
19		Article L. 420-24 devenu L. 426-1	Première lecture : 3 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	2902 5341	27
20		Article L. 431-1 remplacé par les articles L. 431-1 à L. 431-3 ..... Article L. 431-2 devenu L. 431-8. Insertion des articles L. 431-4 à 431-7. Abrogation de l'ancien article L. 431-3.	Première lecture : 3 juin 1982. Deuxième délibération : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	2903 à 2916 et 2924 à 2940 3134 5341	28
21		Articles L. 432-1 et L. 432-4 devenus L. 432-1 à L. 432-5	Première lecture : 4 juin 1982. 7 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	2966 à 3006 3010 à 3012 5342	29
22		Article L. 432-5 devenu L. 432-6 ..... Article L. 432-2 devenu L. 432-7. Article L. 432-3 devenu L. 432-8. Insertion d'un article L. 432-9.	Première lecture : 7 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3012 5345	30
23		Articles L. 433-1 et L. 433-2 ..... Insertion d'un article L. 433-3.	Première lecture : 7 juin 1982. Deuxième délibération : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3020 3135 5345	31
24		Article L. 433-3 devenu L. 433-4 ..... Article L. 433-4 devenu L. 433-5. Article L. 433-5 devenu L. 433-6. Article L. 433-6 devenu L. 433-7. Article L. 433-7 devenu L. 433-8. Article L. 433-8 devenu L. 433-9. Article L. 433-9 devenu L. 433-10. Article L. 433-10 devenu L. 433-11. Article L. 433-11 devenu L. 433-12.	Première lecture : 7 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3026 5345	32
25		Articles L. 433-12 et L. 433-13 remplacés par L. 433-13	Première lecture : 7 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3038 5346	33
26		Article L. 434-1 ..... Article L. 434-4 devenu L. 434-3. Article L. 434-5 devenu L. 434-4. Insertion des articles L. 434-5 et L. 434-6. Article L. 434 devenu L. 434-7.	Première lecture : 7 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3045 5347	34
27		Article L. 434-7 devenu L. 434-8 ..... Article L. 434-6 devenu L. 434-9. Insertion des articles L. 434-10 et L. 434-11. Article L. 434-8 devenu L. 434-12.	Première lecture : 7 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3072 5349	35
28		Article L. 435-1 remplacé par les articles L. 435-1 à L. 435-3 ..... Article L. 435-2 devenu L. 435-4. Insertion d'un article L. 435-5.	Première lecture : 7 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3079 5350	36
29		Articles L. 436-1 et L. 436-2 remplacés par les articles L. 436-1 à L. 436-3.	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3088 5352	37

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
30		Insertion d'un chapitre IX : « Comité de groupe » ..... Articles L. 439-1 à L. 439-5.	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3095 à 3104 et 3106 à 3118 5353	38
31		Insertion d'un article L. 212-4-6	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3118 5357	39
32		Article L. 461-2 ..... Article L. 462-1. Article L. 463-1. Insertion d'un article L. 463-1-1.	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3119 5357	40
33		Article L. 742-3	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3120 5357	41
	34 (A.N.)	Maintien des dispositions sur la protection des informations intéressant la défense nationale.	Première lecture : 8 juin 1982. Deuxième lecture : 1er octobre 1982.	3120 5357	42

Adoption définitive, le 6 octobre 1982, de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

Discussion générale : voir *Travail* **9.**

Discussion des articles [24 mai 1982] (p. 2464) ; [25 mai 1982] (p. 2516, 2656) ; [27 mai 1982] (p. 2656) ; [28 mai 1982] (p. 2726, 2752) ; [1er juin 1982] (p. 2776, 2792, 2815) ; [2 juin 1982] (p. 2840) ; [3 juin 1982] (p. 2898, 2924) ; [4 juin 1982] (p. 2966, 2990) ; [7 juin 1982] (p. 3010, 3032, 3064) ; [8 juin 1982] (p. 3088, 3105, 3130).

Avant l'article 1er : *article L. 411-1 du code du travail :* amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes (modifiant l'article L. 411-1 du code du travail : définition des syndicats professionnels de salariés) ; action et expression politiques des syndicats de travailleurs ; nécessité de maintenir un équilibre entre les trois représentations du personnel (représentation hiérarchique, représentation élue et représentation syndicale) (p. 2465) ; politique dans l'entreprise ; amendement n° 41 de la commission (modifiant l'article L. 411-1 du code du travail en précisant que les syndicats professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels des personnes visées par leurs statuts) (p. 2466) ; distinction entre la représentation syndicale et la représentation élue ; champ d'intervention des syndicats et indépendance syndicale ; (p. 2467) ; amendement n° 5 : rejeté ; sous-amendement n° 558 de M. Alain Madelin et n° 717 de M. Michel Coffineau à l'amendement n° 41 (précisant que les syndicats professionnels ont « exclusivement » pour objet l'étude et la défense des intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels des personnes visées par leurs statuts ; sous-amendement n° 558 : retiré ; sous-amendement n° 717 : adopté par scrutin public ; sous-amendement n° 773 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (précisant que la défense des intérêts matériels et moraux par les syndicats doit se faire « dans le cadre de la profession ») ; politisation des syndicats : rejeté ; sous-amendement n° 790 de M. Michel Coffineau étendant la mission des syndicats à la défense des droits des personnes visées par leurs statuts (p. 2468) : adopté ; sous-amendement n° 557 de M. Alain Madelin (limitant l'action des syndicats à la défense des intérêts collectifs des personnes visées par leurs statuts : rejeté ; sous-amendement n° 791 de M. Philippe Séguin (précisant les personnes dont les intérêts sont défendus par les syndicats en ajoutant aux personnes visées par les statuts des syndicats celles mentionnées à l'article 411-7 du code du travail) (p. 2469) : rejeté ; amendement n° 41, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 556 : devenu sans objet.

Article L. 411-3 du code du travail : amendement n° 6 de M. Jacques Brunhes (attribuant aux salariés détachés dans un syndicat un droit à une priorité de réintégration dans leur entreprise dans un emploi équivalent) ; problème des « permanents » des organisations syndicales ; nécessité de rechercher des formules adaptées au code du travail (suspension du contrat de travail par exemple) ; cas des entreprises nationalisées (p. 2470) ; risque de création d'une « nomenklatura syndicale » ; politisation des syndicats ; amendement n° 6 : rejeté (p. 2471).

Article L. 411-4 du code du travail : amendement n° 42 de la commission (supprimant les limitations qui frappent les travailleurs immigrés dans leur droit de diriger un syndicat) ; amendement n° 765 du Gouvernement (même objet) (p. 2472) : adopté par scrutin public ; en conséquence, amendement n° 42 devenu sans objet.

Article L. 411-5 du code du travail : amendement n° 43 de la commission (relatif à la liberté d'adhésion au syndicat : suppression de la limitation tenant au sexe, à l'âge ou à la nationalité) : adopté.

Article L. 411-6 du code du travail : amendement n° 44 de la commission (modifiant l'article L. 411-6 du code du travail : conditions de la participation à l'administration et à la direction d'un syndicat) ; discrimination politique au sein des syndicats ; cas de la C.G.T. où les postes de responsabilité sont détenus par des membres du parti communiste (p. 2473) ; sous-amendement n° 560 de M. Alain Madelin (précisant que la participation à l'administration et à la direction d'un syndicat doit pouvoir s'exercer sans discrimination politique, raciale ou religieuse) ; charte d'Amiens ; sous-amendement n° 813 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Philippe Séguin (même objet) : retiré (p. 2474) ; sous-amendement n° 560 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 44 : adopté.

Article L. 411-7 du code du travail : amendements n° 45 de la commission et n° 7 de M. Joseph Legrand soutenu par Mme Muguette Jacquaint (permettant la constitution de syndicats de retraités et de chômeurs) (p. 2475) ; syndicats de retraités et émiettement syndical ; sous-amendement n° 561 de M. Alain Madelin (tendant à étendre cette disposition aux non-salariés) ; sous-amendement n° 792 de M. Philippe Séguin (permettant l'adhésion des retraités à un syndicat) (p. 2476) ; sous-amendement n° 561 : rejeté ; sous-amendement n° 792 : rejeté ; amendements n° 45 et n° 7 : adoptés ;

Article L. 411-15 du code du travail : amendement n° 562 de M. Alain Madelin (précisant que les syndicats peuvent constituer entre leurs membres des caisses de prévoyance) : rejeté (p. 2477).

Article L. 411-21 du code du travail : amendement n° 564 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; amendement n° 46 de la commission (de conséquence : rédactionnel) ; sous-amendement n° 563 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 46 (précisant l'objet de la concertation entre syndicats : défense des intérêts matériels et moraux « directement liés à l'activité professionnelle de leurs membres ») ; amendement n° 564 : rejeté ; sous-amendement n° 563 : rejeté ; amendement n° 46 : adopté.

Article L. 412-2 du code du travail : réservé à la demande du Gouvernement.

Article L. 412-4 du code du travail : amendement n° 565 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : retiré (p. 2478) ; amendements n° 48 de la commission et n° 10 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean Combasteil (étendant les dispositions relatives aux sections syndicales à toutes les entreprises) et notion de représentativité syndicale dans l'entreprise (p. 2479) ; problème posé par l'absence de représentation élue dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; amendements n°s 48 et 10 : adoptés par scrutin public.

Article L. 521-1 du code du travail : amendement n° 464 de M. Jean-Michel Belorgey (précisant que la responsabilité civile des salariés et de leurs représentants ou des organisations syndicales de salariés ne peut être engagée à raison de faits relatifs à l'exercice du droit de grève ou du droit syndical) ; amendement n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Guy Ducoloné (disposant qu'aucune action en dommages et intérêts ne peut être engagée contre une organisation syndicale représentative pour des faits relatifs à l'exercice du droit de grève ou du droit syndical) (p. 2480) ; atteintes aux droits de grève ; amendement n° 49 de la commission (précisant qu'aucune action en justice ne peut être intentée en vue d'obtenir réparation du préjudice occasionné par une cessation concertée du travail ou à l'occasion de celle-ci en dehors de celle résultant d'une infraction à la loi pénale) ; entrave à l'exercice du droit de grève constituée par les demandes en réparation du préjudice subi et du manque à gagner résultant de la grève ; amendement n° 49 : retiré ; sous-amendements n° 715 de M. Alain Madelin, n° 716 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 714 de M. Jacques Brunhes devenus sans objet ; amendement n° 766 du Gouvernement (limitant l'ouverture d'actions en réparation des dommages causés par une infraction pénale ou par des faits manifestement susceptibles de se rattacher à l'exercice du droit de grève ou du droit syndical) ; préparation d'un projet de loi sur l'exercice du droit de grève (p. 2481) ; amendement n° 464 : retiré ; sous-amendement n° 815 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 766 (responsabilité des organisations syndicales en cas de conflit collectif de travail remettant en cause des accords contractés) (p. 2482) : rejeté ; sous-amendement n° 816 de M. Jean-Paul Fuchs à l'amendement n° 766 (autorisant des actions en réparation en cas de participation à une grève illicite ou d'une occupation des lieux de travail) : rejeté ; sous-amendement n° 818 de M. Jacques Brunhes à l'amendement n° 766 (précisant que les dispositions sont applicables aux procédures en cours) ; problème de la rétroactivité de la loi (p. 2483) ; adopté par scrutin public ; sous-amendement n° 817 de M. Jacques Brunhes (interdisant le lock-out) : retiré ; amendement n° 766, ainsi modifié, adopté (vote hostile du groupe R.P.R.) ; amendement n° 8 : devenu sans objet ; réserve de l'article L. 412-2, jusqu'à la fin du débat, demandée au nom de la commission (p. 2484).

Article 1er ; *article L. 412-5 du code du travail (comptabilisation des effectifs pour l'application des dispositions relatives à l'exercice du droit syndical dans l'entreprise)* : problème des activités à caractère saisonnier ; avenir du travail temporaire ; améliorations apportées par la loi du 28 janvier 1981 sur le travail à temps partiel (p. 2494) ; prise en compte intégrale dans l'effectif de l'entreprise des salariés bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, des travailleurs à domicile et des travailleurs à temps partiel ; prise en compte, dans l'effectif de l'entreprise au prorata de leur temps de présence, des salariés à contrat déterminé et des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise ; problème posé par la prise en compte des travailleurs à temps partiel (p. 2495) ; multiplicité des seuils sociaux ; coût de fonctionnement des institutions représentatives du personnel pour les entreprises (p. 2496) ; seuils d'effectifs et situation de l'emploi (p. 2497) ; apprentissage et formations alternées ; amendement n° 50 de la commission (prise en compte intégrale dans l'effectif de l'entreprise des salariés sous contrat à durée déterminée, des travailleurs mis à disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure, y compris les travailleurs temporaires et des apprentis) ; amendement n° 11 de M. Roland Renard soutenu par Mme Muguette Jacquaint (même objet) : retiré (p. 2498) ; sous-amendement n° 793 de M. Philippe Séguin (relatif aux travailleurs extérieurs à l'entreprise) : retiré ; sous-amendements n° 777 de M. Serge Charles soutenu par M. Alain Madelin et n° 794 de M. Philippe Séguin (excluant les travailleurs temporaires) (p. 2499) : rejetés ; sous-amendement n° 795 de M. Philippe Séguin (excluant les apprentis) : rejeté ; amendement n° 50 : rejeté ; amendement n° 465 de M. Jacques Floch (relatif à la prise en compte des travailleurs handicapés) : non soutenu ; amendements n° 162 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 237 de M. Robert Galley (proposant de calculer l'effectif constitué par les salariés à temps partiel au prorata de leur temps d'activité dans l'entreprise) (p. 2500) : rejetés ; amendement n° 275 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (modifiant la condition de la prise en compte intégrale des travailleurs à temps partiel dans le calcul de l'effectif : salariés travaillant la moitié de la durée du travail hebdomadaire en cours dans l'entreprise qui les emploie) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : substitution à l'expression « durée normale » celle de « durée conventionnelle » : adopté ; amendements n° 52 de la commission et n° 12 de M. Roland Renard (de conséquence) : devenus sans objet ; amendement n° 163 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (modifiant les règles de calcul de l'effectif constitué par les salariés sous contrat à durée déterminée, les travailleurs mis à la disposition de l'entreprise, y compris les travailleurs temporaires) (p.2501) : rejeté ; amendement n° 238 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (excluant du calcul de l'effectif les travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) ; exemple des ateliers roannais de construction textile (A. R. C. T.) ; reconstitution de « la collectivité de travail » ; amendement n° 238 : rejeté ; amendements n° 164 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 239 de M. Philippe Séguin (précisant que les travailleurs mis à la disposition de l'entreprise, par une entreprise extérieure, doivent être « placés sous la subordination de l'entreprise utilisatrice » (p. 2502) ; exemple de la mise à disposition, dans une usine, d'une équipe de maintenance de machines ; cas d'entreprises sous-traitantes ; amendements n° 164 et 239 : rejetés ; amendement n° 165 de M. Charles Millon (exclusion des salariés embauchés dans le cadre des contrats de solidarité) : devenu sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*modifiant la numérotation des articles du code du travail — sections syndicales — délégués syndicaux*) : action syndicale dans l'entreprise (p. 2503) ; désignation de délégués syndicaux supplémentaires ; caractère global du mandat de délégué syndical ; création d'un délégué syndical central d'entreprise ; répartition des compétences entre la loi et le règlement ; politique dans l'entreprise (p. 2504) ; nécessité d'améliorer les moyens des sections syndicales ; politique dans l'entreprise ; représentativité de la C. G. C. (p. 2505).

Article L. 412-6 du code du travail (relatif à la constitution de sections syndicales dans les entreprises) : amendement n° 53 de la commission (reconnaissant l'existence d'une section syndicale dès que la constitution de celle-ci a été décidée) ; nécessité d'une concomitance entre la constitution de la section syndicale et la désignation du délégué syndical ; effectivité de la décision de constitution d'une section syndicale et information du chef d'entreprise ; sous-amendement n° 786 de M. Philippe Séguin (précisant que tout syndicat représentatif « dans l'entreprise » peut décider de constituer une section syndicale) : rejeté ; amendement n° 53 : adopté ; amendement n° 566 de M. Alain Madelin (précisant qu'un syndicat représentatif ne peut constituer une section syndicale dans une entreprise que s'il est représenté dans cette entreprise) (p. 2506) : rejeté.

Article L. 412-7 du code du travail (relatif à la collecte des cotisations syndicales) : amendement n° 13 de M. Joseph Legrand soutenu par M. André Soury (permettant la collecte des cotisations syndicales à l'intérieur de l'entreprise pendant le travail et sur les lieux de travail) ; amendement n° 54 de la commission (même objet) ; amendement n° 693 de M. Alain Madelin (organisation de la collecte des cotisations syndicales dans des conditions définies par un accord) (p. 2507) ; sous-amendement n° 798 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 13 (précisant que la collecte doit avoir lieu en dehors du temps de travail) ; sous-amendement n° 797 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 54 de la commission (même objet) : retiré ; (p. 2508) ; amendement n° 13 : rejeté ; amendement n° 54 : adopté ; en conséquence, amendement n° 693 devenu sans objet.

Article L. 412-8 du code du travail (relatif à l'affichage des communications syndicales) et à la diffusion des publications et tracts de nature syndicale) : amendement n° 14 de M. Joseph Legrand soutenu par Mme Muguette Jacquaint (relatif à la libre diffusion des tracts et publications syndicaux dans l'enceinte de l'entreprise) ; problème posé par la notion de « tract ou publication, de nature syndicale » ; amendement n° 694 de M. Alain Madelin (précisant le champ d'application de l'article L. 412-8 du code du travail : communication « d'origine et de nature syndicales » ; neutralité politique de l'entreprise ; amendement n° 695 de M. Alain Madelin (tendant à ce que la diffusion des publications syndicales se fasse en dehors des lieux et temps de travail ou de repos) (p. 2509) ; risque d'intrusion de la politique dans les entreprises ; position de la commission ; contenu de l'amendement n° 55 que la commission a décidé, conformément à l'article 88 du règlement, de ne pas retenir

(allusion aux « documents d'origine syndicale ») (p. 2510) ; amendement n° 14 : rejeté ; amendement n° 694 : rejeté ; amendement n° 695 : rejeté ; amendement n° 696 de M. Alain Madelin (supprimant la disposition de l'article précisant que les communications, publications et tracts doivent correspondre aux objectifs des organisations syndicales tels qu'ils sont définis à l'article L. 411-1) : retiré ; amendements n° 56 de la commission et n° 466 de M. Michel Sapin soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (précisant que le contenu des affiches, publications et tracts est librement déterminé par l'organisation syndicale sous la seule réserve de l'application des dispositions relatives à la presse) ; ambiguïté de la notion de « nature syndicale » ; sous-amendement n° 778 de M. Charles Millon soutenu par M. Charles Fèvre (supprimant la disposition précisant que les dispositions relatives à la presse s'appliquent et indiquant que la publication se fait sous la responsabilité de l'organisation syndicale) ; sous-amendement de M. Philippe Séguin (rédactionnel : suppression des mots « la seule ») ; sous-amendement n° 778 : rejeté ; sous-amendement de M. Philippe Séguin : adopté ; amendement n° 58, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 466 : satisfait (p. 2511).

Article L. 412-9 du code du travail (relatif aux réunions des adhérents des sections syndicales) : amendement n° 57 de la commission (mise à la disposition de chaque section syndicale d'un local dans les entreprises occupant plus de 1000 salariés) ; sous-amendement n° 779 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (supprimant la disposition prévoyant que l'employeur devra fournir un « local doté du matériel nécessaire à son fonctionnement ») ; sous-amendement n° 799 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; sous-amendement n° 779 : rejeté ; sous-amendement n° 799 : rejeté ; amendement n° 57 : adopté ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ; amendement n° 68 de la commission (précisant que les modalités d'aménagement et d'utilisation des locaux sont fixées par accord avec le chef d'entreprise) : adopté (p. 2512).

Article L. 412-10 du code du travail (relatif aux réunions des adhérents de chaque section syndicale) : amendement n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par Mme Muguette Jacquaint (donnant aux adhérents de chaque section syndicale la possibilité de se réunir au moins une fois par mois dans l'enceinte de l'entreprise, dans des locaux appropriés mis à leur disposition par l'employeur) ; amendement n° 697 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (précisant que les adhérents de la section syndicale peuvent se réunir dans des locaux extérieurs à l'entreprise mis à leur disposition) (p. 2516) ; amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 697 : rejeté ; amendement n° 15 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Jean Combasteil (permettant l'accès au local syndical de personnes extérieures à l'entreprise) ; amendement n° 59 de la commission (p. 2517) et 468 de M. Yvon Tondon soutenu par M. Michel Coffineau (réglementant l'accès de personnes extérieures à l'entreprise aux locaux affectés à la section syndicale : droit d'accès des personnalités syndicales extérieures; accès des personnalités extérieures autres que syndicales avec l'accord du chef d'entreprise) ; politique dans l'entreprise ; sous-amendement n° 811 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 59 de la commission (précisant que les réunions auxquelles participent les personnes extérieures à l'entreprise ont lieu en dehors du temps de travail) ; absentéisme des membres du groupe socialiste (p. 2518) ; amendement n° 800 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 59 de la commission (accès des personnalités syndicales extérieures à l'entreprise aux locaux affectés à la section syndicale sous réserve de l'accord du chef d'entreprise) ; amendement n° 811 : retiré ; sous-amendement n° 767 du Gouvernement (précisant que les réunions auxquelles participent des personnalités extérieures à l'entreprise ont lieu en dehors du temps de travail); sous-amendement n° 821 de M. Philippe Séguin (relatif à la qualité des personnalités extérieures autres que syndicales pouvant participer aux réunions de la section syndicale) (p. 2519) ; non-constitution d'une commission spéciale pour examiner le projet de loi en discussion ; interprétation de l'article 88 du règlement de l'Assemblée nationale et retrait d'amendements par la commission (p. 2520) ; transformation de l'entreprise en « forum politique » ; sous-amendement n° 811 : rejeté ; sous-amendement n° 800 : retiré ; sous-amendement n° 821 : rejeté (p. 2521) ; sous-amendement n° 767 : adopté ; amendement n° 15 : rejeté ; amendement n° 59, ainsi modifié, adopté par scrutin public ; amendement n° 468 : satisfait ; amendement n° 377 de M. Alain Madelin (précisant que toute réunion syndicale organisée dans l'enceinte de l'entreprise doit exclure toute forme d'activité politique) (p. 2522) : rejeté par scrutin public ; réserve de l'amendement n° 60 de la commission, du sous-amendement n° 801 de M. Philippe Séguin et de l'amendement n° 467 de M. Jean Oehler à la demande de la commission.

Article L. 412-11 du code du travail (relatif à la désignation de délégués syndicaux par des syndicats représentatifs) : amendement n° 166 de M. Charles Millon (précisant que le syndicat doit être représentatif dans l'entreprise) (p. 2523) ; désignation d'un délégué syndical supplémentaire ; prise en considération des élus suppléants ; représentation des cadres dans les entreprises de plus de 500 salariés : critère de la représentativité syndicale (p. 2524) ; représentativité de la C. G. C. au niveau national ; amendement n° 166 : rejeté ; amendement n° 61 de la commission (tendant à ce qu'il y ait concomittance entre la constitution de la section syndicale et la désigation du délégué) ; présence de cadres à la C. G. T., la C. F. D. T., F. O. et la C. F. T. C. ; représentation des cadres par les délégués des sections de cadres de la C. G. T. et de la C. F. D. T. ; « Yalta syndical » (p. 2525) ; pluralisme du syndicalisme des cadres ; amendement n° 698 de M. Alain Madelin (constitution de la section syndicale préalablement à la désignation des délégués) : retiré ; amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 62 de la commission (précisant que la désignation des délégués syndicaux n'est obligatoire que dans les entreprises de plus de 50 salariés) (p. 2526) ; désignation par la nouvelle organisation des cadres C. G. T. d'un délégué syndical ; amendement n° 62 : adopté (p. 2527) ; amendement n° 240 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 2656) : rejeté ; amendement n° 819 du Gouvernement (fixant les conditions de franchissement du seuil de 50 salariés pour la désignation des délégués syndicaux) ; sous-amendement n° 822 de M. Michel Noir (limitant les conditions de franchissement du seuil en précisant que celui-ci doit avoir été atteint pendant douze mois consécutifs) : rejeté ; amendement n° 819 : adopté ; amendements n° 241 de M. Michel Noir (p. 2657), n° 314 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 699 de M. Alain Madelin soutenus par M. Philippe Séguin (tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la désignation d'un délégué syndical supplémentaire dans les entreprises d'au moins 500 salariés) ; volonté de faire respecter le pluralisme du syndicalisme de cadres et remise en cause de la représentativité de la C. G. C. ; « va-et-vient » entre le domaine réglementaire et le domaine législatif ; confusion entre la présomption de représentativité jouant en faveur des organisations nationales et la notion de représentation élue ; représentation de l'encadrement par des centrales autres que la C. G. C. (p. 2658) ; texte commun des amendements n°s 242, 314 et 699 : rejeté par scrutin public ; amendements n° 242 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Robert Galley et n° 255 de M. Pascal Clément soutenu par M. Pierre Micaux (accordant un délégué supplémentaire aux organisations syndicales représentatives au plan national et qui ont obtenu un élu aux élection des comités d'entreprise dans les deuxième ou troisième collèges (p. 2659) ; représentativité spécifique de la C. G. C. ; amendements n° 242 et n° 255 : rejetés par scrutin public ; amendement n° 63 de la commission (disposant que, dans les entreprises et organismes visés par l'article L. 421-1 qui emploient moins de cinquante salariés, les syndicats représentatifs peuvent désigner un délégué du personnel comme délégué syndical) ; sous-amendement n° 768 du Gouvernement (permettant au délégué du personnel qui sera en même temps délégué syndical d'utiliser indifféremment son crédit d'heures pour l'une ou l'autre de ses fonctions) ; sous-amendement n° 802 de M. Philippe Séguin (précisant que les syndicats doivent être représentatifs « dans l'entreprise ») (p. 2660) : rejeté ; sous-amendement n° 768 : adopté ; amendement n° 63, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 17 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévoyant que, dans toutes les entreprises, sont reconnues représentatives les sections syndicales d'ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise adhérentes à une confédération représentative au plan national si elles ont au moins un élu dans les deux collèges de ces catégories) (p. 2661) : rejeté.

Article L. 412-12 du code du travail (instituant un délégué syndical central d'entreprise) : amendement n° 265 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) : rejeté ; amendement n° 243 de M. Jean-Paul Charié (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 412-12 : suppression du délégué syndical central ; exercice des fonctions de délégué syndical d'entreprise dans les entreprises ayant au moins deux établissements de cinquante salariés chacun ou plus par un délégué syndical d'établissement) : rejeté (p. 2562) ; amendement n° 167 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (tendant à supprimer le premier alinéa instituant un délégué syndical central d'entreprise) : rejeté ; amdenement n° 169 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (limitant l'institution d'un délégué syndical central aux entreprises d'au moins deux mille salariés comportant au moins huit établissements de cinquante

salariés chacun ou plus) (p. 2663) : rejeté ; amendement n° 171 de M. Charles Millon (précisant que le délégué syndical central est désigné parmi les délégués syndicaux du siège social de l'entreprise) : non soutenu ; amendement n° 168 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (suppression du deuxième alinéa précisant que les règles relatives au délégué syndical d'entreprise sont applicables au délégué syndical central) : rejeté ; amendement n° 172 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (suppression du troisième alinéa prévoyant la désignation parmi les délégués syndicaux d'établissement d'un délégué syndical d'entreprise dans les entreprises de moins de deux mille salariés) ; situation au Crédit lyonnais ; amendement n° 172 : rejeté (p. 2664) ; amendement n° 170 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (limitant le champ d'application des dispositions du troisième alinéa aux entreprises de moins de deux mille salariés comportant au moins huit établissements de cinquante salariés chacun ou plus) : rejeté ; amendement n° 173 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (limitant le champ d'application des dispositions du troisième alinéa aux entreprises de moins de deux mille salariés comportant au moins deux établissements de cinquante salariés chacun ou plus) : rejeté ; amendement n° 174 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (désignation du délégué syndical central par les syndicats représentatifs dans les entreprises de moins de deux mille salariés) : rejeté ; amendement n° 18 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Guy Ducoloné (institution de délégués syndicaux de groupe) : rejeté (p. 2665) ; amendement verbal du Gouvernement (rédactionnel) : adopté.

Article L. 412-13 *du code du travail (relatif au nombre des délégués syndicaux de chaque section syndicale)* : amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— vote de l'article 2 réservé.

Article 3 (*contestations relatives aux conditions de désignation des délégués syndicaux*) : représentant syndical au comité d'entreprise ; procédure prévue en cas de contestations relatives aux conditions de désignation des délégués syndicaux ; cas de baisse importante de l'effectif au-dessous de cinquante salariés ; circulation des délégués syndicaux (p. 2666) ; portée des limitations au droit de circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise ; notion de « bon fonctionnement » de l'entreprise ; problème de la baisse importante de l'effectif au-dessous de cinquante salariés (p. 2667) ; procédure relative à la contestation des conditions de désignation des délégués syndicaux : suppression de la possibilité d'un appel ; représentation du délégué syndical au comité d'entreprise ou au comité d'établissement ; seuil de trois cents salariés ; limitation au droit de circulation des délégués syndicaux ; attribution de crédits d'heures ; délai de contestation des conditions de désignation des délégués syndicaux ; suppression de la référence au « bon fonctionnement de l'entreprise » (p. 2668) ; opération « carte en main » de la C.G.T. ; souci du Gouvernement de permettre le bon fonctionnement de l'entreprise ; amendement n° 19 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Guy Ducoloné et n° 246 de M. Michel Noir (tendant à reprendre intégralement le texte de l'article L. 412-13 du code du travail actuel) ; amendement n° 19 : retiré (p. 2669) ; rétablissement des dispositions relatives au pourvoi en cassation et la gratuité des actes judiciaires ; amendement n° 246 : rejeté par scrutin public.

Article L. 412-15 *du code du travail* (*contestations relatives aux conditions de désignation des délégués syndicaux*) : amendement n° 65 de la commission (proposant des dispositions relatives à la procédure - délais) ; sous-amendement n° 830 de M. Philippe Séguin (limitant le champ d'application des dispositions aux entreprises de plus de cinquante salariés) (p. 2670) : rejeté ; sous-amendement n° 832 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (précisant le point de départ du délai de recours) : notification à l'employeur de la désignation du délégué par le syndicat) : adopté ; sous-amendement n° 831 de M. Alain Madelin (précisant que seule la désignation légale ou conventionnelle du délégué est purgée de tout vice, passé le délai de recours prévu au premier alinéa) (p. 2671) : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 700 de M. Alain Madelin (précisant que seules les désignations des délégués syndicaux dans les entreprises de plus de cinquante salariés sont purgées de tout vice, passé le délai de recours) : rejeté ; sous-amendement n° 803 de M. Philippe Séguin (relatif au pourvoi en cassation) ; sous-amendement n° 820 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 803 : rejeté ; sous-amendement n° 820 : adopté ; amendement n° 65, ainsi modifié, adopté ; amendements n° 175 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 245 de M. Serge Charles soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant que le tribunal d'instance statue d'urgence) (p. 2672) : devenu sans objet ; amendements n° 244 de M. Philippe Séguin et n° 176 de M. Charles Millon : devenus sans objet ; amendement n° 66 de la commission, (prévoyant qu'en cas de baisse importante et durable de l'effectif en dessous de cinquante salariés le directeur départemental du travail peut décider que le mandat de délégué prend fin) ; sous-amendement n° 805 de M. Philippe Séguin (précisant les conditions d'intervention du directeur départemental) : baisse de l'effectif pendant douze mois consécutifs ou non ; sous-amendement n° 780 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (précisant les conditions d'intervention du directeur départemental : baisse de l'effectif pendant une période de douze mois au cours des deux ans précédents) ; sous-amendement n° 805 rejeté (p. 2673) ; sous-amendement n° 780 : rejeté ; sous-amendement n° 781 de M. Alain Madelin (tendant à limiter le pouvoir d'appréciation du directeur départemental : substitution aux mots « peut décider » le mot « décide ») : rejeté ; amendement n° 66, ainsi modifié, adopté après rectification.

Article L. 412-17 *du code du travail* (*représentants syndicaux au comité d'entreprise ; droit de circulation des délégués syndicaux*) : amendement n° 20 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Guy Ducoloné (tendant à éviter le cumul des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise ou au comité central d'entreprise) : rejeté par scrutin public (p. 2674) ; amendements n° 177 de M. Charles Millon et n° 247 de M. Etienne Pinte soutenus par M. Philippe Séguin (extension à toutes les entreprises de la disposition prévoyant le cumul des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise) : rejeté ; amendements n° 178 de M. Charles Millon et n° 248 de M. Philippe Séguin devenus sans objet ; amendement n° 379 de M. Alain Madelin (supprimant le deuxième alinéa relatif à la liberté de circulation des délégués syndicaux) : rejeté (p. 2675) ; amendement n° 469 de M. Jean-Michel Belorgey (précisant les conditions et les limites de la liberté de circulation des délégués syndicaux — notion de trouble grave au fonctionnement normal de l'entreprise) ; amendement n° 67 de la commission retiré au profit de l'amendement n° 469 au cours d'une réunion où tous les groupes étaient représentés ; amendement n° 179 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (conditions de déplacement des délégués syndicaux) (p. 2676) ; sous-amendement n° 823 de M. Charles Millon à l'amendement n° 469 soutenu par M. Alain Madelin (supprimant la disposition permettant aux délégués syndicaux de se déplacer dans l'entreprise en dehors de leurs heures habituelles de travail) : rejeté ; sous-amendement n° 825 à l'amendement n° 469 de M. Philippe Séguin (précisant les types de contacts que peuvent prendre les délégués syndicaux avec les travailleurs) ; distinction des fonctions de délégué syndical et de délégué du personnel : rejeté ; sous-amendement n° 824 à l'amendement n° 469 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (précisant que les déplacements des délégués syndicaux ne devront pas entraver le « bon fonctionnement » de l'entreprise) (p. 2677) ; sous-amendement n° 826 du Gouvernement à l'amendement n° 469 (précisant que les déplacements des délégués syndicaux ne devront pas constituer une gêne importante à l'accomplissement du travail des salariés) ; sous-amendement n° 824 : rejeté ; sous-amendement n° 826 : adopté ; amendement n° 469, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 179 de M. Charles Millon, n° 701 de M. Alain Madelin, n° 249 de M. Philippe Séguin, n° 250 de M. Michel Noir, n° 180 de M. Charles Millon, n° 378 de M. Alain Madelin et n° 251 de M. Jean-Paul Charié devenus sans objet (p. 2678) ; amendement n° 252 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (bon de délégation) : rejeté ; amendement n° 380 de M. Alain Madelin (précisant que les salariés peuvent demander à ne pas être importunés à leur poste de travail par les délégués syndicaux) : non soutenu ; amendement n° 702 de M. Alain Madelin soutenu par M. Philippe Séguin (précisant les limites devant être fixées à l'organisation des modalités d'exercice de la fonction de délégué syndical) (p. 2690) : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 ; *article L.* 412-18 *du code du travail* (*protection des délégués syndicaux*) : procédure de licenciement des délégués syndicaux ; notion de faute grave sans relation avec la fonction syndicale ; extension de la protection aux délégués syndicaux créés par des conventions ou des accords collectifs ; protection des délégués syndicaux liés à leur employeur par un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de travail saisonnier (p. 2691) ; amendement n° 704 de M. Alain Madelin soutenu par M. Philippe Séguin (limitant le champ d'application de la protection aux délégués syndicaux employés dans les entreprises de plus de cinquante salariés) : rejeté ; amendement n° 703 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Paul Charié

(autorisation du licenciement du délégué syndical en cas de résolution judiciaire du contrat de travail) ; arrêts Perrier de la cour de cassation ; amendement n° 703 rejeté ; amendement n° 68 de la commission (limitant les possibilités de mise à pied des délégués syndicaux aux seuls cas où la faute est sans relation avec la fonction syndicale) (p. 2692) : rejeté ; amendement n° 69 de la commission (augmentant la durée de protection des anciens délégués syndicaux) : adopté ; amendement n° 181 de M. Charles Millon (supprimant la disposition qui étend aux délégués syndicaux créés par des conventions ou accords collectifs la protection prévue à l'article L. 412-15 du code du travail) : rejeté ; amendement n° 381 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (rédactionnel) : rejeté (p. 2693) ; amendement n° 70 de la commission (précisant les conditions d'application des mesures de protection lorsque la notification de la désignation du délégué intervient simultanément avec l'engagement d'une procédure de licenciement contre l'intéressé) ; problème des désignations frauduleuses ; sous-amendement n° 829 de M. Michel Sapin (étendant la disposition contenue dans l'amendement n° 70 au cas où un salarié a fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa désignation comme délégué syndical) (p. 2694) : adopté ; amendement n° 70, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 72 de la commission (extension de la protection des délégués aux cas de mutation pour transfert d'activité ou d'établissement) ; amendement n° 769 du Gouvernement (extension de la protection des délégués aux cas de mutation pour transfert d'activité ou d'établissement) ; réintégration de la jurisprudence dans le texte de loi ; amendement n° 72 : rejeté (p. 2695) ; sous-amendement n° 833 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 769, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 301 de M. Michel Noir (suppression des mesures de protection des délégués syndicaux liés à l'employeur par un contrat de travail à durée déterminée) ; allusion aux trois heures que passe M. le ministre du travail le mercredi matin en compagnie de Mme le ministre de la solidarité nationale ; amendement n° 301 : rejeté ; amendement n° 71 de la commission (protection des délégués syndicaux dans les branches d'activité à caractère saisonnier) (p. 2696) : adopté ; amendement n° 21 de M. Roland Renard soutenu par M. Jacques Brunhes (effet suspensif du recours d'un délégué syndical contre une mesure de licenciement abusif) : rejeté par scrutin public ;

— article 4, ainsi modifié, adopté après correction (p. 2697).

Article 5 (*réintégration du délégué syndical abusivement licencié*) : réintégration et indemnisation du salarié protégé (p. 2698, 2699).

Article L. 412-19 *du code du travail* : amendement n° 22 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Jacques Brunhes (réintégration de plein droit des délégués syndicaux dans leur emploi ; réintégration dans leur mandat ; indemnisation) (p. 2699) ; retiré ; amendement n° 302 de M. Michel Noir (non-réintégration du salarié jusqu'à ce que le Conseil d'Etat se soit définitivement prononcé) (p. 2700) : rejeté ; amendement n° 182 de M. Charles Millon et n° 303 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (sursis à exécution de la décision de réintégration tant qu'il n'a pas été statué sur un recours éventuel) : rejetés ; amendement n° 705 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (précisant que le droit à réintégration ne peut s'exercer que lorsque l'annulation est devenue définitive) : rejeté ; amendement n° 73 de la commission (paiement des salaires et indemnités dus aux délégués syndicaux pour la période pendant laquelle ils ont été irrégulièrement licenciés) (p. 2701) ; sous-amendement n° 827 de M. Michel Sapin (proposant que le paiement des indemnités et salaires n'ait lieu que lorsque la réintégration sera devenue définitive) : adopté ; sous-amendement n° 828 de M. Michel Sapin (rédactionnel ; tendant à éviter que le délégué puisse toucher un double salaire) ; sous-amendement n° 834 du Gouvernement (tendant à éviter que le délégué puisse toucher un double salaire) ; rectification du sous-amendement n° 828 ; texte commun des sous-amendements n° 828 et n° 834 adopté ; amendement n° 73 ainsi modifié adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 2702).

Article 6 ; *article L.* 412-20 *du code du travail* (*crédits d'heures*) : problème de la rémunération des heures des délégations syndicales ; augmentation des charges des entreprises (p. 2703) ; utilisation des crédits d'heures à des fins politiques ; amendement n° 304 de M. Robert Galley soutenu par M. Etienne Pinte (visant à revenir à l'actuel article L. 412-16 du code du travail) ; coût des mesures prévues par le projet de loi ; amendement n° 304 rejeté ; amendement n° 382 de M. Alain Madelin (précisant que le temps passé par les délégués syndicaux à l'exercice de leur fonction syndicale est payé comme temps de travail effectif) ; caractère forfaitaire du crédit d'heures accordés aux délégués syndicaux (p. 2704) ; amendement n° 382 rejeté ; amendements n° 305 de M. Georges Tranchant et n° 383 de M. Alain Madelin (tendant à supprimer le paragraphe 1er fixant les crédits d'heures accordés aux délégués syndicaux dans les entreprises de plus de cinquante salariés) ; transformation du crédit d'heures en forfait par un amendement de la commission ; amendement n° 383 retiré (p. 2705) ; amendement n° 305 rejeté (p. 2706) ; amendement n° 74 de la commission (précisant que les crédits d'heures prévus par l'article L. 412-12 constituent des minimums) (p. 2726) ; amendements n° 184 et n° 183 de M. Charles Millon soutenus par M. Jean-Paul Fuchs (modifiant le barème de crédits d'heures) ; sous-amendement n° 785 de M. Charles Millon à l'amendement n° 74 (tendant à éviter que les crédits d'heures prévus par l'article L. 412-12 constituent des minimums) (p. 2726) ; amendements n° 184 et n° 183 par scrutin public ; en conséquence, amendements n° 184 et n° 183 devenus sans objet ; amendement n° 75 de la commission (accroissement du crédit d'heures alloué aux délégués syndicaux en cas de circonstances exceptionnelles) ; amendement n° 470 de M. Nicolas Schiffler (même objet) : non soutenu ; sous-amendement n° 843 de M. Philippe Séguin (précisant que la possibilité de dépassement en cas de circonstances exceptionnelles concerne le temps minimum prévu à l'alinéa précédent) ; sous-amendement n° 844 de M. Philippe Séguin (prévoyant que le crédit d'heures alloué aux délégués syndicaux peut être dépassé conventionnellement) (p. 2728) ; sous-amendements n° 843 et n° 844 : rejetés ; amendement n° 75 : adopté ; amendement n° 384 de M. Alain Madelin (de conséquence : suppression du paragraphe II) ; conception non forfaitaire des crédits d'heures : retiré ; amendements n° 185 de M. Charles Millon et n° 266 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) ; amendement n° 185 : retiré ; amendement n° 266 : devenu sans objet ; amendement n° 306 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition attribuant un crédit d'heures au délégué syndical central) (p. 2729) : rejeté ; amendement n° 186 de M. Charles Millon (réduisant le crédit d'heures alloué au délégué syndical central) ; amendement n° 307 de M. Serge Charles (même objet) ; problème du cumul dont dispose le délégué syndical central d'entreprise en tant que délégué syndical et le crédit d'heures supplémentaires du fait qu'il s'agit d'un délégué syndical « central ») (p. 2730) ; principe du non-cumul des crédits d'heures par le délégué syndical central affirmé par M. le ministre du travail ; amendement n° 186 : retiré ; amendement n° 307 : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Jacques Marette ; amendement n° 308 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Robert Galley (de précision) (p. 2731) : adopté ; amendement n° 309 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) ; notion de « crédit global supplémentaire » : retiré ; amendement n° 312 de M. Michel Noir soutenu par M. Robert Galley (proposant que l'employeur soit informé au préalable des bénéficiaires et des conditions d'utilisation du crédit global supplémentaire) : retiré (p. 2732) ; amendement n° 76 de la commission : retiré ; en conséquence, sous-amendement n° 770 du Gouvernement devenu sans objet ; **rappels au règlement** de MM. Jacques Marette, Philippe Séguin, Alain Madelin (p. 2733) et Charles Millon ; amendement n° 310 de M. Serge Charles (précisant que les heures de délégation prises en dehors de l'horaire de travail normalement pratiqué ne sont pas comptées comme heures supplémentaires) ; amendement n° 471 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (contestations devant le juge de l'usage qui a été fait des crédits d'heures) (p. 2734) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Séguin ; sous-amendement n° 854 du Gouvernement à l'amendement n° 471 (supprimant la disposition qui précise que la charge de la preuve incombe à l'employeur) (p. 2735) ; amendement n° 310 : rejeté ; sous-amendement n° 854 : adopté par scrutin public ; amendement n° 471, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 311 de M. Jean-Paul Charié (précisant que le crédit d'heures est payé comme temps de travail effectif dans la « limite de la durée hebdomadaire légale du travail ») : non soutenu ; amendement n° 313 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Robert Galley (prévoyant que les contingents d'heures attribués au délégué central et à chaque section syndicale seront pris sur le crédit global d'heures prévu à l'article L. 412-16 pour les délégués syndicaux) : rejeté.

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Rappels au règlement de MM. Alain Madelin (p. 2736), Philippe Séguin, Jacques Brunhes et Charles Millon (p. 2737).

Article 7, *article L.* 412-21 *du code du travail* (*maintien des avantages acquis*) ; impact politique et utilité juridique de la modification de l'article L. 412-17 proposée par le Gouvernement (p. 2738) ; amendement n° 385 de M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 187 de M. Charles Millon (précisant que les conventions ou accords doivent respecter les dispositions du présent chapitre ayant le caractère d'ordre public) ;

notion « d'ordre public social » ; rejeté ; amendement n° 386 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 2739) : rejeté ; amendement n° 77 de la commission (interdisant tout aménagement des dispositions du présent chapitre par décision unilatérale de l'employeur) ; sous-amendement n° 771 du Gouvernement (substitution au mot « aménagement » du mot « limitation ») : adopté ; amendement n° 77, ainsi modifié, adopté ;
— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 387 de M. Alain Madelin (précisant les dispositions de l'article L. 413-2 du code du travail qui tend à éviter tout monopole d'embauche syndical) ; monopole syndical exercé par la C. G. T. du livre ; amendement n° 387 : rejeté (p. 2740).

Article 8 (*délégués du personnel*) ; organisation d'une « machine de guerre » contre les entreprises (p. 2741) ; usine Chausson ; exclusion des organismes de sécurité sociale à caractère d'établissement public administratif du champ d'application pour ce qui concerne les délégués syndicaux et les comités d'entreprise (caisses nationales de sécurité sociale) ; calcul des effectifs ; problème des salariés mis à la disposition d'une entreprise (p. 2742) ; emprise syndicale sur les délégués du personnel ; confusion existant entre les missions des délégués syndicaux et celles des délégués du personnel ; détermination des seuils pour la désignation des délégués du personnel ; crédits d'heures.

Article L. 421-1 *du code du travail* (*champ d'application*) : amendement n° 845 du Gouvernement (extension du champ d'application à tout organisme de droit privé) (p. 2743) ; amendement n° 362 de M. Michel Noir soutenu par M. Robert Galley (extension du champ d'application aux comités d'entreprise et organismes dont les organismes mentionnés à l'alinéa 1 de l'article ont la charge) ; **rappel au règlement** de M. Charles Millon ; amendement n° 362 : retiré ; amendement n° 845 : adopté ; amendement n° 23 de Mme Muguette Jacquaint (supprimant la disposition selon laquelle l'effectif de 11 salariés doit être atteint pendant 12 mois consécutifs ou non) ; problème des caisses de sécurité sociale ; amendement n° 23 : retiré ; amendement n° 315 de M. Jean-Paul Fuchs (proposant que l'effectif d'au moins 11 salariés doit être atteint pendant 12 mois consécutifs) (p. 2744) : retiré ; amendement n° 846 du Gouvernement (précisant la période de référence de calcul du seuil : 11 salariés pendant 12 mois consécutifs ou non au cours des trois années précédentes) ; amendement n° 188 de M. Charles Millon (même objet) : retiré ; amendement n° 267 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (relatif à la période au cours de laquelle est apprécié l'effectif) : devenu sans objet ; amendement n° 363 de M. Philippe Séguin (même objet) : retiré ; amendement n° 846 : adopté ; amendement n° 857 du Gouvernement (dispositions en cas de baisse durable des effectifs) ; amendement n° 189 de M. Charles Millon (même objet) : retiré (p. 2745) ; amendement n° 847 : adopté ; amendement n° 388 de M. Alain Madelin (suppression des dispositions relatives à l'institution par voie conventionnelle de délégués du personnel dans les établissements employant moins de 11 salariés) : rejeté ; procès-verbaux des séances des commissions ; communiqué à la presse n° 26 et retrait par la commission de son amendement n° 76 (p. 2746) ; amendement n° 848 du Gouvernement (élection de délégués du personnel dans les entreprises travaillant sur un même site et occupant moins de 11 salariés) ; amendement n° 78 de la commission (même objet) (p. 2753) ; amendement n° 472 de M. Michel Sapin soutenu par M. Roger Rouquette (même objet) ; cas des galeries marchandes et des zones industrielles ; amendement n° 472 : retiré ; sous-amendement n° 860 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon à l'amendement n° 848 (substitution au mot « site » du mot « chantier ») ; imprécision de la notion de « site » ; cas des centres commerciaux ; sous-amendement n° 862 de M. Charles Millon à l'amendement n° 848 (relatif aux conditions d'intervention du directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre) ; sous-amendement n° 861 de M. Charles Millon à l'amendement n° 848 (rédactionnel) ; sous- amendement n° 862 et n° 861 considérés comme défendus par M. Charles Millon (p. 2754) ; notion de « site ») ; sous-amendement n° 863 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 848 (prise en charge des coûts de fonctionnement de l'institution) ; problème du déclenchement de la procédure (p. 2756) ; notion de « site » (lieu géographiquement et matériellement isolé qui constitue une entité) ; sous-amendement n° 860 : rejeté ; demande de suspension de séance pour une réunion du groupe U.D.F. : refusée ; sous-amendement n° 862 : rejeté ; sous-amendement n° 861 : rejeté ; sous-amendement n° 863 : rejeté ; amendement n° 848, adopté par scrutin public ; amendement n° 78 : devenu sans objet ; **rappel au règlement** de M. Charles Millon (p. 2756) ; amendement n° 772 du Gouvernement (relatif aux garanties accordées aux délégués du personnel des établissements publics) ; amendement n° 191 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 429 de M. Philippe Séguin (même objet) : retiré ; amendement n° 772 : adopté ; en conséquence, amendement n° 191 : devenu sans objet.

Article L. 421-2 *du code du travail* (*calcul des effectifs des entreprises*) : amendement n° 79 de la commission (prise en compte des salariés sous contrat à durée déterminée, des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise y compris les travailleurs temporaires et les apprentis) (p. 2757) ; sous-amendement n° 864 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (relatif à la comptabilisation des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise) : retiré ; amendement n° 79 : rejeté ; amendement n° 473 de M. Jacques Floch soutenu par M. Claude Evin (comptabilisation des travailleurs handicapés) : adopté ; amendements identiques n° 192 de M. Charles Millon et n° 365 de M. Philippe Séguin (calcul de l'effectif constitué par les salariés sous contrat à durée déterminée, des salariés à temps partiels, des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise y compris les travailleurs temporaires) : rejeté (p. 2758) ; amendement n° 80 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 81 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 364 de M. Michel Noir (relatif à la comptabilisation des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 366 de M. Michel Noir (même objet) : rejeté.

Article L. 422-1 *du code du travail* (*attributions des délégués du personnel*) : amendement n° 367 de M. Philippe Séguin (droit de chaque salarié de présenter lui-même à sa hiérarchie les observations ou réclamations le concernant) : rejeté ; amendement n° 193 de M. Charles Millon (relatif au droit des salariés de présenter eux-mêmes leurs réclamations à l'employeur concernant les salaires) (p. 2759) : rejeté ; amendement n° 389 de M. Alain Madelin (relatif au droit des salariés de présenter eux-mêmes leurs réclamations) : rejeté ; amendement n° 390 de M. Alain Madelin (rédactionnel : présentation par les délégués du personnel des réclamations relatives aux « taux de salaires ») (p. 2760) ; rejeté ; amendement n° 82 de la commission (présentation par les délégués syndicaux de réclamations relatives à l'application des conventions et accords collectifs applicables dans l'entreprise) : adopté après rectification ; amendement n° 368 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (de précision) : rejeté ; amendement n° 83 de la commission (relatif aux réclamations des salariés d'entreprises extérieures qui ne se trouvent pas placés sous la subordination directe de l'entreprise utilisatrice) (p. 2761) : adopté ; amendement n° 369 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 84 de la commission (relatif aux réclamations dans les entreprises utilisatrices des salariés liés par un contrat de travail temporaire) : adopté ; amendement n° 849 du Gouvernement (précisant que les délégués du personnel peuvent prendre connaissance des contrats passés avec les entreprises de travail temporaire pour la mise à disposition de salariés temporaires) : adopté ; amendement n° 276 de M. Alain Madelin (proposant que l'inspecteur du travail « peut » se faire accompagner dans ses visites par le délégué compétent) (p. 2762) : rejeté ; amendement n° 277 de M. Alain Madelin (précisant que le délégué compétent devant accompagner l'inspecteur du travail doit appartenir à l'entreprise ou à l'établissement) : rejeté ; amendement n° 85 de la commission (de précision) : rejeté ; amendement n° 194 de M. Charles Millon (de conséquence) : retiré ; amendement n° 278 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ;
— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 2764).

Article 9 (*attributions des délégués du personnel*) : communication aux délégués du personnel de renseignements pouvant être considérés comme confidentiels ; problème des entreprises privées de comités d'entreprise (p. 2765) ; amendement n° 270 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (suppression du paragraphe II, qui prévoit que, « dans les entreprises n'ayant pas de comité d'entreprise, les attributions économiques des comités d'entreprise sont exercées collectivement par les délégués du personnel ») : rejeté.

Article L. 422-3 *du code du travail* (*exercice, par les délégués du personnel collectivement, des attributions économiques du comité d'entreprise en cas de carence de celui-ci*) : cas des entreprises employant entre 50 et 100 salariés et n'ayant pas de comité d'entreprise : attributions économiques des comités d'entreprise exercées collectivement par les délégués du personnel ; amendement n° 371 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (visant à éviter que les fonctions de délégués du personnel soient exercées « collectivement ») ; amendement n° 316 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 2766) ; amendement n° 371 : rejeté ;

amendement n° 376 : rejeté ; amendement n° 195 de M. Charles Millon (précisant que les délégués du personnel exercent « individuellement » les missions du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 24 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par Mme Muguette Jacquaint (disposant que l'exercice des attributions économiques du comité d'entreprise par les délégués du personnel peut ne pas être collectif) ; cas du délégué unique (p. 2767) ; amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 372 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (caractère temporaire des dispositions) : rejeté ; amendement n° 373 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (obligation de secret professionnel) : rejeté ; amendement n° 392 de M. Michel Noir soutenu par M. Robert Galley (substitution au mot « expert » les mots «expert comptable») (p. 2768) : rejeté ; amendement n° 374 de M. Serge Charles soutenu par M. Jean-Paul Charié (supprimant la disposition relative au budget de fonctionnement alloué aux délégués du personnel faisant office de comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 196 de M. Charles Millon (relatif au budget de fonctionnement alloué aux délégués du personnel faisant office de comité d'entreprise) : rejeté (p. 2769) ; amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (confiant aux délégués du personnel les attributions du comité d'entreprise en matière d'institution sociale dans toutes les entreprises où ce comité n'existe pas) : rejeté.

— article 9, adopté (p. 2770).

Article 10 (*délégués du personnel — élection*) : présomption de représentativité dans l'entreprise des organisations syndicales affiliées à des centrales reconnues comme représentatives sur le plan national ; syndicats « maison » ; compétences de l'inspecteur du travail en cas de contestation sur l'existence d'un établissement ; notion d' « établissement distinct » (p. 2776, 2777, 2778, 2779) ; amendement n° 393 de M. Michel Noir (suppression du paragraphe III relatif à l'élection des délégués du personnel) : rejeté.

Article L. 423-2 du code du travail (relatif à la représentativité des organisations syndicales qui établissent les listes électorales) : amendement n° 317 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (supprimant la présomption de représentativité des syndicats affiliés à une organisation considérée comme représentative sur le plan national) (p. 2780) : retiré ; amendement n° 26 de M. Joseph Legrand soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à ce que seuls les syndicats affiliés à une organisation représentative sur le plan national soient considérés comme représentatifs dans l'entreprise pour l'élection des délégués du personnel) (p. 2781) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 394 de M. Jean-Paul Charié (représentativité dans l'entreprise des syndicats affiliés à des organisations représentatives sur le plan national et représentant au moins 20 p. 100 des salariés de leur collège) : rejeté ; amendement n° 391 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Michel Noir (proposant que tout groupement de salariés faisant la preuve de sa représentativité puisse présenter des listes) ; associations de personnel (p. 2782) : rejeté ; amendement n° 395 de M. Serge Charles (présomption de représentativité en faveur des organisations ayant acquis leur représentativité lors des dernières élections s'étant déroulées au sein de l'entreprise) : rejeté.

Article L. 423-3 du code du travail (nombre et composition des collèges électoraux) : amendement n° 86 de la commission (relatif aux conditions de modification du nombre et de la composition des collèges électoraux : unanimité des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise) (p. 2783) ; sous-amendement n° 850 du Gouvernement (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 788 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 86, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 396 de Mme Hélène Missoffe (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 27 de Mme Muguette Jacquaint (relatif au protocole d'accord préélectoral) : retiré ; amendement n° 397 de Mme Hélène Missoffe (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 87 de la commission (de précision) ; amendement n° 789 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (de précision) : retiré ; amendement n° 87 : adopté ; amendement n° 398 de M. Philippe Séguin (prévoyant quatre collèges si aucun accord n'a pu être conclu) (p. 2784) : rejeté ; amendement n° 399 de M. Robert Galley (précisant que le nombre de collèges ne saurait être inférieur à quatre dans les entreprises de plus de 500 salariés) : rejeté ; amendement n° 400 de M. Antoine Gissinger : retiré ; amendement n° 851 du Gouvernement (prise en charge par l'employeur des frais liés au contrôle de la régularité des élections) : adopté.

Article L. 423-4 du code du travail (reconnaissance du caractère d'établissement distinct) : amendement n° 401 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Serge Charles (de suppression) ; intervention de l'inspection du travail pour définir les établissements distincts (p. 2785) : adopté ; amendement n° 402 de M. Marc Lauriol : retiré ; amendements n° 197 de M. Charles Millon, n° 403 de M. Serge Charles, n° 279 de M. Alain Madelin, n° 404 de M. Michel Noir : devenus sans objet ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*dispositions diverses relatives aux délégués du personnel*) : représentation des travailleurs immigrés ; « émiettement » de l'entreprise (p. 2786).

Article L. 423-5 du code du travail (représentation des salariés travaillant en équipe ou isolés des autres) : amendements n° 198 de M. Charles Millon et n° 405 de M. Philippe Séguin (rédactionnels) : rejetés ; amendement n° 406 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 407 de M. Michel Noir (représentation spécifique des salariés ne s'exprimant pas en français) (p. 2787) : rejeté ; amendement n° 199 de M. Charles Millon (précisant que la représentation spécifique de certains salariés ne peut modifier le nombre des délégués du personnel) ; amendement n° 408 de M. Philippe Séguin (même objet) ; obligation de négocier mais absence d'obligation de résultat ; amendement n° 199 : rejeté ; amendement n° 408 : rejeté (p. 2788).

Article L. 423-6 du code du travail (collège unique dans les établissements de moins de vingt-cinq salariés) : amendement n° 852 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 280 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (nécessité de l'accord de toutes les organisations syndicales intéressées) ; amendement n° 256 de M. Pascal Clément soutenu par M. Charles Millon (même objet) ; amendement n° 409 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Philippe Séguin (même objet) ; amendement n° 280 : rejeté (p. 2792) ; amendement n° 256 : rejeté ; amendement n° 409 : rejeté.

Article L. 423-7 du code du travail (conditions requises pour être électeur) : amendement n° 88 de la commission (réduisant le délai d'ancienneté) : adopté ; amendement n° 410 de M. Philippe Séguin (relatif aux salariés travaillant à temps partiel dans plusieurs entreprises) : rejeté.

Article L. 423-8 du code du travail (conditions d'éligibilité) : amendements n° 200 de M. Charles Millon (p. 2793), n° 254 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin, n° 411 de M. Serge Charles (p. 2794), n° 412 de M. Robert Galley ; n° 413 de M. Georges Tranchant soutenus par M. Jean de Lipkowski et n° 414 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la disposition permettant l'éligibilité des salariés étrangers ne s'exprimant pas en français) ; intervention de plusieurs orateurs en langues étrangères (p. 2795) ; situation des travailleurs immigrés (p. 2796, 2797) ; événements de Vitry (p. 2798) ; amendements n° 200, n° 254, n° 411, n° 412, n° 413 et n° 414 : rejetés ; amendements n° 281 de M. Alain Madelin et n° 415 de M. Michel Noir (maintien de la rédaction actuelle de l'article L. 420-9 du code du travail) (p. 2799) : rejetés ; amendement n° 416 de Mme Hélène Missoffe (éligibilité des salariés étrangers « pouvant se faire comprendre en français ») (p. 2800) : rejeté par scrutin public ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*dispositions diverses relatives aux conditions d'électorat et d'éligibilité*) ; dérogation aux conditions d'électorat et d'éligibilité ; conditions d'ancienneté (p. 2801).

Article L. 423-12 du code du travail (dérogation aux conditions d'ancienneté pour l'électorat) : amendement n° 418 de M. Philippe Séguin (consultation des organisations représentatives des salariés) : retiré ; amendements n° 89 de la commission et n° 417 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (remplaçant la référence aux organisations les plus représentatives par la mention des organisations représentatives) : adoptés ; amendement n° 420 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Serge Charles (limitant l'application des dispositions aux entreprises dont le quart du personnel a moins de six mois d'ancienneté) ; amendements n° 201 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin, n° 282 de M. Alain Madelin, n° 419 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (limitant l'application des dispositions aux entreprises dont la moitié du personnel a moins de six mois d'ancienneté) (p. 2802) ; amendement n° 420 : rejeté ; amendements n° 201, n° 282 et n° 419 : rejetés ; amendement n° 90 de la commission (contractant en un seul article les articles L. 423-12 et L. 423-13 relatifs aux dérogations aux conditions d'ancienneté pour l'éligibilité) ; sous-amendement n° 807 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : retiré ; sous-amendement n° 810 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Philippe Séguin (précisant les conditions de dérogation : réduction à moins d'un quart du nombre des salariés remplissant les conditions requises pour être éligibles) ; sous

amendement n° 808 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (même objet : réduction à moins de la moitié du nombre des salariés remplissant les conditions d'éligibilité) (p. 2803) ; sous-amendement n° 809 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendements n° 810, n° 808, n° 809 : rejetés ; amendement n° 90 : adopté.

Article L. 423-13 du code du travail (dérogations aux conditions d'ancienneté pour l'éligibilité) : amendement n° 91 de la commission (de suppression) : adopté ; amendements n° 422 de M. Philippe Séguin, n° 421 de M. Michel Noir, n° 424 de M. Georges Tranchant, n° 423 de M. Etienne Pinte, n° 202 de M. Charles Millon : devenus sans objet ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 13 : amendement n° 203 de M. Charles Millon (modification de l'article L. 254 du code électoral) (p. 2804) : retiré.

Article 13 (*modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales*) : problème des noms rayés ; respect des principes du droit électoral ; jurisprudence de la Cour de cassation en matière de « ratures » (p. 2805) ; amendement n° 425 de M. Serge Charles (de suppression) : rejeté (p. 2806).

Article L. 423-14 du code du travail (modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales) : amendements n° 92 de la commission et n °474 de M. Guy Bêche, soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (prévoyant que l'accord entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales sur les opérations électorales doit respecter les principes généraux du droit électoral) ; compétence du juge d'instance à défaut d'accord ; sous-amendement n° 853 du Gouvernement (précisant que la décision du juge d'instance ne peut faire l'objet d'un recours) ; amendement n° 92, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 474 : devenu sans objet.

Article L. 423-15 du code du travail (mode de scrutin) : amendements n° 204 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux, n° 283 de M. Alain Madelin, n° 426 de M. Jean-Paul Charié et n° 427 de M. Philippe Séguin (tendant à supprimer la disposition relative aux ratures sur les listes à l'occasion des élections professionnelles) ; amendement n° 318 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) (p. 2807) ; amendements n° 204, n° 283, n° 426 et n° 427 : rejetés par scrutin public ; amendement n° 318 : rejeté ; amendement n° 28 de M. Georges Hage soutenu par M. Jacques Brunhes (relevant le seuil à partir duquel les ratures sont prises en compte) ; amendement n° 258 de M. Pascal Clément soutenu par M. Pierre Micaux (réduction du seuil à partir duquel les ratures sont prises en compte) ; amendement n° 28 : retiré ; amendement n° 258 : rejeté ; amendement n° 29 de M. Joseph Legrand (tendant à supprimer la possibilité de présenter des listes libres au second tour) (p. 2808) : retiré ;

— article 13, ainsi modifié, adopté (p. 2809).

Article 14 : *article L. 423-16 du code du travail (contestations relatives aux opérations électorales)* : suppression des possibilités de recours en cassation pour les litiges électoraux en matière de droit du travail ; pressions syndicales et politiques sur les tribunaux ; amendement n° 205 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux et n° 428 de M. Serge Charles (précisant que le tribunal d'instance statue d'urgence et que sa décision est susceptible d'être déférée à la cour de cassation) (p. 2816) : adoptés après modification proposée par le gouvernement ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*dispositions relatives au mandat du délégué du personnel et à l'organisation de son élection*) ; durée du mandat des délégués du personnel ; affichage du document précisant la date des élections (p. 2817) ; information des salariés ; contrôle des syndicats sur les représentants élus du personnel ; problème du remplacement du délégué du personnel.

Article L. 423-17 du code du travail (durée du mandat des délégués du personnel) : amendement n° 93 de la commission (précisant que la mutation d'un délégué dans une même entreprise avant le terme de son mandat ne met pas fin à celui-ci) (p. 2818) ; protection des délégués du personnel contre les mutations discriminatoires ; amendement n° 93 : rejeté.

Article L. 423-18 du code du travail (délégués suppléants) : amendement n° 284 de M. Alain Madelin (limitant les cas d'un remplacement d'un délégué du personnel à ceux qui sont indiqués dans le texte proposé pour l'article L. 423-17) ; notion de « cause momentanée d'absence » : rejeté ; amendement n° 285 de M. Alain Madelin (précisant la condition de « remplacement du délégué du personnel lié à son absence momentané ») : rejeté ; (p. 2819) ; amendement n° 206 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (tendant à ce que le remplacement du titulaire soit assuré obligatoirement par un suppléant de la même catégorie) : rejeté ; amendement n° 430 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 207 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 431 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) : retiré (p. 2820) ; amendement n° 94 de la commission (détermination du salarié suppléant le délégué du personnel titulaire empêché) ; sous-amendement n° 865 de M. Michel Coffineau (de précision) ; sous-amendement n° 868 de M. Michel Noir (rédactionnel) (p. 2821) ; sous-amendement n° 865 : adopté ; en conséquence, sous-amendement n° 868 : devenu sans objet ; amendement n° 94, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 432 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 423-19 du code du travail (information du personnel par voie d'affichage de l'organisation des élections ; établissement des listes de candidatures ; délais) ; amendement n° 433 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Antoine Gissinger (augmentation de la durée du mandat des délégués du personnel) (p. 2822) : rejeté ; amendement n° 434 de M. Michel Noir (repoussant la date du premier tour des élections au soixantième jour suivant celui de l'affichage) : rejeté ; amendement n° 435 de M. Michel Noir (conclusion d'un protocole d'accord pré-électoral) ; amendement n° 208 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (établissement des listes électorales par les organisations syndicales sur leur propre initiative) ; amendement n° 435 : rejeté ; amendement n° 208 : rejeté (p. 2823) ; amendement n° 437 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 286 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (établissement des listes électorales par les organisations syndicales « présentes dans l'entreprise ») : rejeté ; amendement n° 436 de M. Michel Noir (relatif au délai de renouvellement de l'institution) : rejeté ; amendement n° 438 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 439 de M. Michel Noir (augmentation du délai de renouvellement de l'institution) (p. 2824) : rejeté ; amendement n° 440 de M. Jean-Paul Charié (précisant que la demande adressée à l'employeur d'organiser des élections est faite par lettre recommandée) : rejeté ; amendement n° 210 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (proposant que l'employeur soit invité à organiser des élections à la suite d'une demande émanant d'au moins 10 p. 100 des salariés) (p. 2825) : rejeté ; amendements n° 209 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut et n° 441 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jean-Paul Charié (supprimant la disposition permettant à une organisation syndicale de demander à l'employeur d'organiser des élections) : rejeté ; amendement n° 287 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (allongeant le délai d'organisation des élections à la demande d'un salarié ou d'une organisation syndicale) : rejeté ; amendement n° 211 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (limitant l'obligation faite à l'employeur d'organiser des élections à la demande d'un salarié ou d'une organisation syndicale) (p. 2826) ; rejeté ; amendement n° 442 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (précisant qu'en cas de carence, aucune nouvelle demande n'est recevable avant l'expiration d'un délai d'un an) : rejeté ; amendement n° 443 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 444 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (imposant au chef d'entreprise d'afficher le procès-verbal de carence avant de le transmettre dans les quinze jours à l'inspecteur du travail) : adopté (p. 2827) ; amendements n° 212 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut, n° 445 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Serge Charles et n° 446 de M. Jean-Paul Charié (supprimant la disposition confiant à l'inspecteur du travail le soin d'envoyer chaque année copie du procès-verbal de carence aux organisations syndicales de travailleurs du département concerné) ; amendement n° 446 : retiré ; amendements n° 212 et n° 445 : rejetés ; amendement n° 447 de M. Serge Charles (diffusion par l'inspecteur du travail d'une copie du procès-verbal de carence aux organisations syndicales qui en font la demande) : rejeté (p. 2828) ; amendements n° 258 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 448 de M. Serge Charles (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 449 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (information du chef d'entreprise par l'inspecteur du travail) : rejeté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté (p. 2829).

Article 16 (*fonctionnement de l'institution des délégués du personnel*) ; politisation des syndicats ; confusion existant entre les fonctions de délégué syndical et celles de délégué du personnel ; crédits d'heures attribués aux délégués du personnel (p. 2830) ;

Article L. 421-4 du code du travail (relatif aux crédits d'heures alloués aux délégués du personnel) : amendement n° 95 de la commission (utilisation et paiement du crédit d'heures) ; amendement n° 475 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (même objet) ; sous-amendements n° 855 du Gouvernement et n° 866 de la commission (de coordination avec les dispositions relatives aux délégués syndicaux) ; amendement n° 95 : rejeté ; sous-amendements n° 855 et n° 866 : adoptés ; amendement n° 475, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 213 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (rédactionnel) : rejeté (p. 2831) ; amendement n° 214 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (réduisant le crédit d'heures attribué aux délégués du personnel exerçant les attributions économiques du comité d'entreprise) : rejeté ;

Article L. 424-3 du code du travail (déplacement des délégués du personnel) : amendement n° 290 de M. Alain Madelin (de suppression) : retiré ; amendement n° 96 de la commission (étendue de la liberté de circulation des délégués du personnel) ; amendement n° 476 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Robert Malgras (même objet) ; sous-amendement n° 867 de M. Michel Coffineau à l'amendement n° 476 (rédactionnel) (p. 2832) ; amendement n° 96 : rejeté ; sous-amendement n° 867 : adopté ; amendement n° 476, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n° 289 de M. Alain Madelin, n° 30 de M. Guy Hermier, n° 288 de M. Alain Madelin et n° 450 de M. Michel Noir : devenus sans objet ; amendement n° 291 de M. Alain Madelin (précisant que les salariés peuvent demander à ne pas être importunés à leur poste de travail par les délégués du personnel) : retiré ; amendement n° 522 de M. Alain Madelin (précisant la fonction des délégués du personnel) : rejeté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté (p. 2833).

Article 17 ; *article L. 424-4 du code du travail (modalités de réception des délégués du personnel par le chef d'établissement)* ; accroissement des charges des entreprises ; amendement n° 215 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (relatif aux personnes pouvant assister les délégués du personnel) (p. 2840) : rejeté ; amendement n° 292 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (suppression du paragraphe II relatif au paiement des réunions prévues par l'article L. 424-4) : rejeté ; amendement n° 451 de M. Serge Charles (paiement du temps consacré par les délégués du personnel aux réunions lorsque celles-ci ont eu lieu à l'initiative du chef d'entreprise) (p. 2841) : rejeté ; amendement n° 217 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (déduction du crédit d'heures du temps passé par les délégués du personnel aux réunions prévues au présent article) : rejeté ; amendement n° 216 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (déduction du crédit d'heures du temps passé à la réunion mensuelle visée au premier alinéa) (p. 2842) : rejeté.

— article 17, adopté.

Article 18 (*licenciement des délégués du personnel*) : devoirs des chefs d'entreprise (p. 2843) ; atténuation du rôle du comité d'entreprise ; risque d'irresponsabilité des délégués du personnel ; dispositions applicables au délégué ou au candidat délégué du personnel lié à son employeur par un contrat de travail à durée déterminée (p. 2844) ; rôle de l'inspecteur du travail ; renouvellement du contrat de travail à durée déterminée (p. 2844) ; rôle de l'inspecteur du travail ; renouvellement du contrat de travail à durée déterminée d'un délégué du personnel ; nécessité d'étendre le champ d'application de la protection à d'autres salariés (p. 2845).

Article L. 425-1 du code du travail (procédure, champ d'application) : amendement n° 296 de M. Alain Madelin (proposant une nouvelle procédure : déchéance de la qualité du délégué du personnel sur requête du chef d'établissement par le conseil de prud'hommes) (p. 2846) : retiré ; amendement n° 218 de M. Charles Millon soutenu pjar M. Alain Madelin (relatif à la procédure d'assentiment du comité d'entreprise, décision de l'inspecteur du travail en cas de désaecord) ; amendement n° 97 de la commission (relatif à la procédure : assentiment du comité d'entreprise ; autorisation de l'inspecteur du travail) ; amendement n° 452 de M. Philippe Séguin (relatif à la procédure : exigence de l'assentiment du comité d'entreprise) (p. 2847) ; harmonisation des procédures de protection des délégués syndicaux et des délégués du personnel ; « recentrage » du rôle des comités d'entreprise en matière économique (p. 2848) ; amendement n° 218 : rejeté ; amendement n° 97 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 452 : rejeté ; amendement n° 453 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (relatif à la procédure : autorisation de l'inspecteur du travail en cas de désaccord) ; amendement n° 293 de M. Alain Madelin (relatif à la procédure ; autorisation de l'inspecteur de utravail en cas d'avis défavorable du comité d'entreprise) (p. 2849) ; amendement n° 453 : rejeté ; amendement n° 293 : rejeté ; amendement n° 31 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par Mme Colette Goeuriot (relatif à la procédure ; seconde réunion du comité d'entreprise lorsque l'inspecteur du travail envisage d'autoriser le licenciement) : rejeté ; amendement n° 32 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Jean Jarosz (effet suspensif du recours contre l'autorisation donnée par l'inspecteur du travail) (p. 2850) : rejeté ; amendement n° 98 de la commission (n'autorisant la mise à pied du délégué du personnel qu'en cas de faute grave « sans relation avec la fonction représentative ») ; sous-amendement n° 891 de M. Michel Noir (tendant à ajouter l'adjectif « directe » après le mot « relation ») ; notion de faute grave ; sous-amendement n° 891 : retiré ; amendement n° 98 : rejeté ; amendement n° 294 de M. Alain Madelin (suppression de la disposition prévoyant l'annulation de plein droit de la mise à pied en cas de refus de licenciement) (p. 2851) : rejeté ; amendement n° 295 de M. Alain Madelin (inapplication de la procédure au licenciement des anciens délégués du personnel pendant les six premiers mois suivant la disparition de l'institution) : retiré ; amendement n° 99 de la commission (application de la procédure en cas de mutaton d'un délégué du personnel) ; amendement n° 872 du Gouvernement (protection des délégués du personnel englobés dans un transfert partiel d'entreprise ou d'établissement) ; sous-amendement n° 875 de M. Michel Noir à l'amendement n° 872 (suppression de la disposition prévoyant que « si l'autorisation de transfert est refusée, l'employeur devra proposer au salarié un emploi similaire assorti d'une rémunération équivalente dans un autre établissement ou une autre partie de l'entreprise ») (p. 2852) ; amendement n° 99 : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Alain Madelin ; sous-amendement n° 875 : rejeté ; amendement n° 872 : adopté après rectification ; amendement n° 454 de M. Jean-Paul Charié (relatif à la décision de l'inspecteur du travail : fixation de délai) (p. 2853) ; **rappel au réglement** de M. Michel Noir ; amendement n° 454 : rejeté ; amendement n° 100 de la commission (allongeant le délai de protection des candidats aux fonctions de délégués du personnel) : adopté ; amendement n° 873 du Gouvernement (extension de la protection aux candidats au second tour) ; amendement n° 455 de M. Michel Noir (même objet) (p. 2854) ; amendement n° 873 ; adopté ; en conséquence, amendement n° 455 devenu sans objet ; amendements n° 219 de M. Charles Millon et n° 459 de M. Philippe Séguin soutenus par M. Antoine Gissinger (suppression de la disposition étendant la protection aux salariés mandatés par leur organisation syndicale en vue de demander l'organisation d'élections de délégués du personnel) : rejetés ; amendement n° 457 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Antoine Gissinger (protection du salarié ayant, le premier, invité l'employeur à organiser des élections) : retiré (p. 2855) ; amendement n° 874 du Gouvernement (extension de la protection à tous les salariés proposant d'organiser des élections) ; sous-amendement n° 876 de M. Michel Noir (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 874 : adopté ; amendement n° 101 de la commission (d'harmonisation : délai de protection) : adopté ; amendements n° 220 de M. Charles Millon et n° 624 de M. Philippe Séguin soutenus par M. Antoine Gissinger (suppression de la disposition précisant que la procédure s'applique à un seul salarié par organisation syndicale) (p. 2856) : rejetés ; amendement n° 102 de la commission (protection du salarié lorsque la lettre du syndicat notifiant à l'employeur sa candidature a été reçue par l'employeur avant que le candidat n'ait été convoqué à un entretien préalable au licenciement) , sous-amendement n° 869 de M. Michel Sapin (protection du salarié ayant fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa candidature) : adopté ; amendement n° 102, ainsi modifié, adopté (p. 2857).

Article L. 425-2 du code du travail (protection des délégués du personnel sous contrat à durée déterminée) : amendement n° 103 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 458 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition relative à la cessation des relations contractuelles à l'échéance du terme) : rejeté ; amendement n° 221 de M. Charles Millon soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 2898) : rejeté ; amendement n° 459 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (relatif à la procédure de cessation des relations contractuelles à l'échéance du terme ; saisine de l'inspecteur du travail par l'employeur) : rejeté ; amendement n° 460 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (suppression de la disposition relative au délai) (p. 2899) : retiré ;

Article L. 425-3 du code du travail (conséquences de l'annulation par le ministre compétent ou le juge administratif d'une autorisation de licenciement) : amendement n° 461 de M. Michel Noir soutenu par M. Etienne Pinte (réintégration du salarié lorsque l'annulation est définitive) : rejeté ; amendement n° 33 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Jean Jarosz (obligation, pour l'employeur, de réintégrer sous astreinte le délégué du personnel ou de lui verser une indemnité ne pouvant être inférieure à deux ans de salaire) : retiré ; amendement n° 222

de M. Charles Millon (réintégration du salarié qu'après annulation définitive de l'autorisation de licenciement) (p. 2900) : rejeté ; amendement n° 104 de la commission (prolongeant la protection de l'ancien délégué réintégré dans l'entreprise jusqu'aux prochaines élections) ; sous-amendement n° 856 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 104, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 105 de la commission (versement, en cas de réintégration, des salaires et indemnités correspondant à la période d'exclusion) (p. 2901) ; sous-amendement n° 870 de M. Michel Sapin (versement des indemnités et salaires lorsque l'annulation est définitive) ; sous-amendement n° 871 de M. Michel Sapin (précisant les indemnités devant être versées aux salariés) ; sous-amendement n° 870 et n° 871 : adoptés ; amendement n° 105, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 462 de M. Philippe Séguin (précisant que la réintégration du délégué licencié irrégulièrement ou abusivement est de droit) : rejeté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 2902).

Chapitre VI. — Dispositions générales.

Article 19 ; *article L. 426-1 du code du travail (clauses plus favorables que les dispositions du présent titre résultant de conventions ou d'accords collectifs)* : amendement n° 223 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (dispositions d'ordre public) : retiré ; amendement n° 106 de la commission (disposant qu'aucun aménagement ne peut être apporté aux dispositions relatives à la désignation ou à l'exercice des fonctions de délégué du personnel par note de service ou décision unilatérale de la direction) ; sous-amendement n° 857 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 106, ainsi modifié, adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté (p. 2903) ;

Article 20 *(relatif aux comités d'entreprise)* — calcul du seuil ; confusion des missions du comité d'entreprise et du délégué du personnel ; rôle de l'inspecteur du travail (p. 2904) ; fonctionnement des comités d'entreprise ; droit d'initiative dévolu au comité d'entreprise ; « amalgame » des institutions représentatives (p. 2905) ; remise en question de la mission de coopération des comités d'entreprise ; bilan de l'activité des comités d'entreprise (p. 2906) ; droit à la formation économique (p. 2907).

Article L. 431-1 du code du travail (champ d'application des dispositions relatives aux comités d'entreprise) : amendement n° 107 de la commission (regroupant les articles L. 431-1 et L. 431-2 du code du travail relatifs au champ d'application des dispositions sur les comités d'entreprise) ; substitution de la notion de « contrôle économique » à la notion de « coopération » ; problème des unités d'exploitation, unités économiques et sociales ayant une direction commune ; distribution des rôles entre les diverses formes de représentation du personnel (p. 2908) ; sous-amendement n° 835 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Pierre Micaux (relatif au calcul de l'effectif : au moins cinquante salariés pendant douze mois consécutifs) : rejeté ; sous-amendement n° 836 de M. Etienne Pinte (calcul des effectifs : au moins cinquante salariés pendant douze mois consécutifs ou non « au cours des deux années précédant la demande d'élection ») : rejeté ; sous-amendement n° 837 de M. Charles Millon (relatif aux entreprises dont les effectifs n'atteignent plus le seuil de cinquante salariés) : rejeté ; sous-amendements n° 838 de M. Charles Millon et n° 839 de M. Philippe Séguin relatifs à l'institution de comités d'entreprise dans les établissements publics) (p. 2909) : retirés ; sous-amendement n° 840 de M. Charles Millon (proposant que la constitution d'un comité d'entreprise ne puisse résulter de l'extension des conventions collectives) (p. 2910) : retiré ; amendement n° 107 : rejeté ; amendement n° 504 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 505 de M. Etienne Pinte (calcul du seuil : au moins cinquante salariés pendant douze mois consécutifs ou non « au cours des deux années précédant la demande d'élection) : retiré ; amendement n° 319 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Charles Millon (calcul du seuil : au moins cinquante salariés pendant douze mois consécutifs) : retiré ; amendement n° 268 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (calcul des effectifs : au moins cinquante salariés pendant douze mois consécutifs ou non « au cours des vingt-quatre mois précédents) : retiré ; amendement n° 224 de M. Charles Millon (calcul des effectifs : au moins cinquante salariés pendant douze mois consécutifs ou non au cours des trois années précédant l'élection) ; amendement n° 892 du Gouvernement (calcul des effectifs : au moins cinquante salariés pendant douze mois consécutifs ou non au cours des trois années précédentes) ; amendement n° 224 : rejeté ; amendement n° 892 : adopté (p. 2911) ; amendement n° 225 de M. Charles Millon (conditions d'organisation de nouvelles élections lorsque l'effectif de l'entreprise est inférieur à cinquante salariés à l'expiration du mandat des membres) : rejeté ; amendement n° 226 de M. Charles Millon (proposant que la constitution d'un comité d'entreprise ne puisse résulter de l'extension des conventions collectives dans les entreprises de moins de cinquante salariés) : rejeté ; amendements n° 228 de M. Charles Millon et n° 506 de M. Philippe Séguin (relatif à l'institution de comités d'entreprise dans les établissements publics) ; amendement n° 893 du Gouvernement (même objet) ; amendements n° 228 et n° 506 : rejetés ; amendement n° 893 : adopté ; amendement n° 297 de M. Alain Madelin (limitant la personnalité civile du comité d'entreprise à la gestion des œuvres sociales et culturelles) (p. 2912) ; amendement n° 908 du Gouvernement (suppression de la disposition précisant que les comités d'entreprise sont dotés de la personnalité civile) : adopté ; en conséquence, amendement n° 297 : devenu sans objet ; amendement n° 895 du Gouvernement (institution de comités d'entreprise dans les unités économiques et sociales) ; problèmes posés par l'absence de législation sur les groupes en France (p. 2913) ; adopté.

Article L. 431-2 du code du travail (exercice par les délégués du personnel des attributions économiques du comité d'entreprise en cas de carence de celui-ci dans les entreprises employant entre cinquante et cent salariés) ; renouvellement du mandat des membres du comité dans les entreprises employant entre cinquante et cent salariés ; amendement n° 108 de la commission (de suppression) : rejeté ; amendement n° 896 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 431-2 : calcul des effectifs) : adopté ; en conséquence, amendements n° 507 de M. Jacques Godfrain, n° 320 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 229 de M. Charles Millon, n° 508 de Mme Hélène Missoffe, n° 321 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 230 de M. Charles Millon : devenus sans objet (p. 2914) ;

Article L. 431-3 du code du travail (détermination des effectifs) ; amendement n° 109 de la commission (subordonnant toute modification ou suppression d'un comité d'entreprise à un accord entre le chef d'entreprise et les syndicats représentatifs ; confiant temporairement les attributions économiques du comité d'entreprise à ses délégués en cas de carence, et permettant, à défaut d'accord du département du travail, d'ordonner une modification ou d'autoriser la suppression du comité d'entreprise dans certaines conditions) ; amendement n° 231 de M. Charles Millon (relatif à la comptabilisation des salariés sous contrat à durée déterminée, des salariés à temps partiel et des salariés mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) ; amendement n° 509 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (modifiant le mode de calcul de l'effectif constitué par les salariés à temps partiel) (p. 2915) ; conditions de suppression ou de modification du comité d'entreprise ; sous-amendement n° 897 du Gouvernement à l'amendement n° 109 (modiflant l'ordre des alinéas) ; sous-amendement n° 898 du Gouvernement à l'amendement n° 109 (même objet) ; sous-amendement n° 899 du Gouvernement à l'amendement n° 109 (supprimant la disposition permettant au directeur départemental du travail et de l'emploi d'ordonner une modification du comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 900 du Gouvernement à l'amendement n° 109 (de conséquence) ; sous-amendements n° 897, n° 898, n° 899, n° 900 : adoptés ; sous-amendement n° 913 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 109 (relatif aux critères de représentativité des syndicats) (p. 2916) : adopté ; amendement n° 109, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendements n°s 231, 232 et 233 de M. Charles Millon ; n° 509 de M. Philippe Séguin ; n°s 510 et 513 de M. Serge Charles et n° 512 de M. Robert Galley devenus sans objet ; amendement n° 115 de la commission (relatif à la numérotation des articles) : réservé (p. 2917) ; amendement n° 110 de la commission (proposant une nouvelle rédaction pour l'article L. 431-4 relatif aux attributions du comité d'entreprise) ; amendement n° 901 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 298 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 2918) ; rôle du comité d'entreprise ; déstabilisation de l'entreprise ; transformation d'un certain nombre d'institutions en moyens d'affrontement (p. 2925) ; sous-amendement n° 877 de M. Charles Millon à l'amendement n° 110 (de précision) « Yalta syndical » (p. 2926) ; rejeté ; sous-amendement n° 878 de M. Charles Millon à l'amendement n° 110 (limitation du rôle du comité d'entreprise à la seule entreprise où il est installé) : rejeté ; sous-amendement n° 879 de M. Charles Millon à l'amendement n° 110 (précisant le cadre dans lequel s'exercent les activités du comité d'entreprise) ; violence dans l'entreprise ; rejeté ; sous-amendement n° 880 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin à l'amendement n° 110 (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 881 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 110 : rejeté ; (p. 2927) ; sous-amendement n° 916 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 901 (tendant à insérer la modification de l'article L. 431-4 dans le chapitre II relatif aux attributions et pouvoirs du comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 915 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 901 (précisant que le comité d'entreprise est un organe de coopération) ; sous-amende-

ment n° 916 : retiré ; sous-amendement n° 915 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 901 : adopté ; en conséquence, amendement n° 298 de M. Alain Madelin devenu sans objet ; amendement n° 299 de M. Alain Madelin (suppression du paragraphe III de l'article 20 abrogeant l'article L. 431-3 du code du travail) : rejeté (p. 2928) ; amendement n° 111 de la commission (article L. 431-5 du code du travail : information et consultation du comité d'entreprise) ; amendement n° 902 du Gouvernement (même objet) (p. 2929) ; sous-amendement n° 882 de M. Charles Millon à l'amendement n° 111 (limitant l'information du comité d'entreprise à l'accomplissement de la mission qui lui est dévolue) ; rejeté ; sous-amendement n° 883 de M. Charles Millon à l'amendement n° 111 (rédactionnel) : rejeté ; sous-amendement n° 884 de M. Charles Millon à l'amendement n° 111 (suppression des dispositions précisant le contenu des informations fournies au comité d'entreprise et la procédure de consultation du comité d'entreprise) (p. 2930) : rejeté ; sous-amendement n° 885 de M. Charles Millon à l'amendement n° 111 (relatif au délai d'étude et de réflexion accordé au comité d'entreprise lorsqu'il est consulté) : rejeté ; sous-amendement n° 886 de M. Charles Millon à l'amendement n° 111 (même objet) : rejeté ; amendement n° 111 : rejeté ; sous-amendement n° 920 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 902 (rédactionnel) (p. 2931) : adopté ; amendement n° 902, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 112 de la commission (insertion d'un nouvel article L. 431-6 : éléments d'autonomie du comité d'entreprise : personnalité civile, détermination de ses modalités de fonctionnement, gestion de son patrimoine) ; amendement n° 903 du Gouvernement (même objet) (p. 2932) ; contenu du règlement intérieur du comité d'entreprise ; conséquences de l'extension de la personnalité civile à toutes les missions du comité d'entreprise et non plus seulement à celles qui concernent les œuvres sociales ; sous-amendement n° 912 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 112 (limitant la personnalité civile du comité d'entreprise à la gestion des œuvres sociales et culturelles) ; gestion du comité d'entreprise de Citroën par la C. G. T. (p. 2933) ; sous-amendement n° 912 : rejeté ; sous-amendement n° 887 de M. Charles Millon à l'amendement n° 112 (établissement par le comité d'entreprise de son règlement intérieur ; suppression de la référence aux rapports entre le comité d'entreprise et les travailleurs de l'entreprise) : rejeté ; sous-amendement n° 888 de M. Charles Millon à l'amendement n° 112 (suppression de la référence aux rapports entre le comité d'entreprise et les travailleurs de l'entreprise) : rejeté ; sous-amendement n° 889 de M. Charles Millon à l'amendement n° 112 (suppression de la disposition instituant une présomption favorable aux comités d'entreprise) (p. 2934) : rejeté ; amendement n° 112 : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Alain Madelin ; amendement n° 903 : adopté ; amendement n° 113 de la commission (insertion d'un article L. 431-7 : protection des droits du comité d'entreprise — mesures conservatoires) ; sanctions du délit d'entrave (p. 2935) ; futur projet de loi sur les entreprises en difficulté ; inapplication des décisions de justice en droit du travail ; sous-amendement n° 890 de M. Charles Millon (saisine par le chef d'entreprise du président du tribunal de grande instance) (p. 2936) : rejeté ; amendement n° 113 : rejeté ; amendements n° 114 de la commission et n° 477 de M. Jean Valroff (insertion d'un article L. 431-8 : réunions d'information organisées par le comité d'entreprise et invitation de personnalités extérieures) ; sous-amendement n° 904 du Gouvernement (précisant que les réunions auront lieu en dehors du temps de travail) (p. 2937) ; sous-amendement n° 914 de M. Alain Madelin (tendant à éviter l'organisation de réunions politiques par les comités d'entreprise) (p. 2938) : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 921 de M. Jacques Toubon (même objet) : rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 904 du Gouvernement : adopté ; (p. 2939) ; amendement n° 114, ainsi modifié, adopté après rectification, par scrutin public ; en conséquence, amendement n° 477 de M. Jean Valroff devenu sans objet ; amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification ;

— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 2940).

Article 21 (*attribution et pouvoirs du comité d'entreprise*) : extension nécessaire des compétences des comités d'entreprise au domaine culturel ; recours suspensif en cas de décision de l'employeur de procéder à des licenciements économiques ; prochain projet de loi relatif à la prévention des difficultés des entreprises ; politique dans l'entreprise et déstabilisation des entreprises ; cas de l'industrie automobile (p. 2967) ; relations de travail dans l'entreprise MacCulloch ; contrôle *a priori* de la quasi-totalité des décisions du chef d'entreprise ; caractère confidentiel de certaines informations concernant la stratégie de l'entreprise ; situation de blocage du progrès technologique ; cas de l'entreprise Boussac-Saint-Frères (p. 2968) ; emploi des femmes ; politisation de l'entreprise et aggravation des conflits de travail ; cas de l'entreprise Talbot à Poissy (p. 2969) ; contrôle de la contribution de l'entreprise sur les salaires à l'effort de construction ; nature des informations devant être fournies au comité d'entreprise ; affection du 1 p. 100 et de la taxe sur la formation professionnelle (p. 2970) ; méfiance à l'égard des travailleurs ; dialogue social.

Article L. 432-1 du code du travail (*attributions économiques du comité d'entreprise*) : amendement n° 234 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (limitant les attributions économiques du comité d'entreprise) ; affaire Talbot (p. 2971) ; amendement n° 234 rejeté.

Rappels au règlement de MM. Jacques Toubon, Alain Madelin et Jacques Brunhes (p. 2972).

Amendement n° 567 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (rôle de coopération du comité d'entreprise) ; esprit de lutte des classes ; amendement n° 300 de M. Alain Madelin (rôle de coopération du comité d'entreprise) (p. 2973) ; amendement n° 567 rejeté ; amendement n° 300 rejeté ; amendement n° 478 de Mme Ghislaine Toutain (information du comité d'entreprise sur l'emploi des femmes) ; inégalité des femmes devant le chômage, la qualification, la rémunération et en matière de carrière ; rapport écrit décrivant la situation comparée des hommes et des femmes (p. 2974) ; prochain texte sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ; amendement n° 478 retiré ; amendement n° 568 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (désignant le directeur départemental du travail comme destinataire du procès-verbal de la réunion du comité d'entreprise au cours de laquelle est étudiée l'évolution de l'emploi) (p. 2975) : rejeté ; amendement n° 514 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (communication au comité d'entreprise d'informations sur l'évolution de la structure et du montant des salaires) : rejeté ; amendement n° 523 de M. Alain Madelin (désignant comme destinataire de l'avis du comité d'entreprise sur les projets de compression des effectifs, l'inspecteur du travail ou l'inspecteur des lois sociales dans l'agriculture) ; amendement n° 569 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Philippe Séguin (désignant comme destinataire de l'avis du comité d'entreprise sur le projet de compression des effectifs, le directeur départemental du travail) ; amendement n° 523 rejeté ; amendement n° 569 rejeté ; amendement n° 116 de la commission (information et consultation du comité d'entreprise sur les modifications de l'organisation économique et juridique de l'entreprise) ; sous-amendement n° 841 de M. Alain Madelin (supprimant la consultation obligatoire) (p. 2976) ; problèmes posés par l'information du comité d'entreprise par le chef d'entreprise de la réalisation d'une O. P. A. ; caractère secret et stratégique du groupe ; exemple de l'opération Elt Erap et Texas Gulf (p. 2977) ; sous-amendement n° 841 rejeté ; amendement n° 116 adopté ; amendement n° 524 de M. Alain Madelin (suppression de la consultation du comité d'entreprise en cas de modification des structures de production de l'entreprise) : devenu sans objet ; amendement n° 235 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (exclusion des prises de participation des éléments dont est informé et sur lesquels est consulté le comité d'entreprise) ; distinction entre prise de participation active et prise de participaton passive ; participation française à l'étranger et secret des opérations de redéploiement industriel ; amendement n° 235 rejeté (p. 2978) ; amendement n° 236 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (exclusion des acquisitions ou cessions de filiales des éléments dont est informé et sur lesquels est consulté le comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 515 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (limitant l'information et la consultation du comité d'entreprise sur les modifications structurelles des entreprises au cas où celles-ci sont susceptibles d'avoir des conséquences sur l'emploi, la qualification, la rémunération, la formation, les conditions de travail du personnel) : rejeté ; amendement n° 571 de M. Philippe Séguin (information du comité d'entreprise en cas de prise de participation lorsque le chef d'entreprise a eu connaissance de l'opération en cause) : adopté après rectification ; amendements n° 525 de M. Alain Madelin et n° 572 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition prévoyant l'avis du comité d'entreprise sur les augmentations de prix et la consultation du comité d'entreprise par les autorités chargées de la fixation et du contrôle des prix) (p. 2979) : rejetés ; amendement n° 516 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (consulation du comité d'entreprise sur l'affectation de la contribution sur les salaires au titre de l'effort de construction et sur les conditions de logement des travailleurs étrangers) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission de la production et des échanges (information du comité d'entreprise des projets concernant l'attribution d'aides publiques liées à l'emploi dans l'entreprise) (p. 2980) ; dispositions relatives à l'information du comité d'entreprise en matière d'aides publiques contenues dans le plan intérimaire ; notions d'aides publiques ; aides indirectes

telles que les reports d'échéances sociales ou fiscales ; dépenses fiscales ; étendue du contrôle exercé par les représentants du personnel siégeant au sein du conseil d'administration ; report d'échéances de la sécurité sociale ; amendement n° 1 rejeté (p. 2981).

Article L. 432-2 du code du travail (information préalable du comité d'entreprise lors de l'introduction de nouvelles technologies) : amendement n° 527 de M. Alain Madelin (limitant la compétence du comité d'entreprise à l'étude des mesures envisagées par la direction et des suggestions émises par le personnel) ; position du secrétaire général de l'Union confédérale des cadres C.F.D.T. à propos de l'informatique ; mécanisme de l'expertise extérieure ; amendement n° 573 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin (tendant à éviter l'ouverture d'une discussion sur l'opportunité même de l'introduction d'une nouvelle technologie) (p. 2982) ; amendement n° 527 rejeté ; amendement n° 573 rejeté ; amendement n° 117 de la commission (étendue de la compétence du comité d'entreprise : consultation) (p. 2983) ; conséquences économiques et industrielles des nouveaux pouvoirs accordés au comité d'entreprise ; accords de « know how » et achat de brevets ; amendement n° 117 adopté ; amendement n° 574 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (suppression du caractère préalable de l'information) ; amendement n° 118 de la commission (précisant que la consultation du comité d'entreprise doit intervenir en matière technologique dès le stade du projet) (p. 2984) ; sous-amendement n° 905 du Gouvernement (précisant qu'il s'agit d'un projet « important ») ; respect du caractère confidentiel des informations ; attitude conservatrice de certains syndicats en matière d'emploi ; amendement n° 574 rejeté (p. 2895) ; sous-amendement n° 905 adopté ; amendement n° 118 ainsi modifié adopté ; amendement n° 119 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 526 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la fin du texte proposé pour l'article L. 432-2 du code du travail après les mots « marche générale de l'entreprise ») : rejeté ; amendement n° 120 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 121 de la commission (de conséquence) : adopté.

Après l'article L. 432-2 du code du travail : amendement n° 575 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (tendant à soumettre les membres du comité d'entreprise à l'obligation de secret de fabrication) (p. 2986) : rejeté ;

Article L. 432-3 du code du travail (attributions du comité d'entreprise en matière de conditions de travail) : amendement n° 122 de la commission (précisant les compétences du comité d'entreprise) ; conséquences de la fusion du comité d'hygiène et de sécurité et de l'ancienne commission des conditions de travail du comité d'entreprise ; nécessité de maintenir au comité d'entreprise un rôle éminent en ce qui concerne les conditions de travail dans l'entreprise ; sous-amendement n° 842 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (consultation obligatoire du comité d'entreprise sur les règlements se rapportant au domaine mentionné par l'amendement n° 122) : retiré (p. 2987) ; amendement n° 122 adopté ; amendements n°s 528 et 529 de M. Alain Madelin devenus sans objet ; amendement n° 123 de la commission (de conséquence) : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 517 de M. Charles Millon, 576 de M. Philippe Séguin et 577 de M. Etienne Pinte devenus sans objet : amendement n° 578 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition prévoyant la possibilité pour le comité d'entreprise de confier au C.H.S.C.T. le soin de procéder à des études portant sur des matières de la compétence de ce dernier comité) ; mise sous tutelle du C.H.S.C.T. par le comité d'entreprise, amendement n° 578 rejeté ; amendement n° 518 de M. Charles Millon soutenu par M. Michel Gantier (consultation du comité d'entreprise pour les mesures prises en dehors de la négociation annuelle sur la durée et l'aménagement du temps de travail) : rejeté (p. 2988) ; amendement n° 479 de M. Jacques Floch soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (attributions du comité d'entreprise en matière d'insertion des travailleurs handicapés) : adopté ; amendement n° 124 de la commission (prise en compte par le comité d'entreprise de la situation des accidentés du travail des invalides de guerre, des invalides civils, et des travailleurs handicapés) (p. 2991) ; adopté ; amendement n° 480 de M. Jacques Floch soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (consultation du comité d'entreprise sur les contrats de sous-traitance avec un C.A.T.) : adopté ; amendement n° 34 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Jean Jarosz (donnant au comité d'entreprise un pouvoir de décision en matière d'affectation de la contribution sur les salaires au titre de l'effort de construction) ; amendement n° 481 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par Mme Denise Cacheux (relatif à la procédure de détermination de l'affectation de la contribution sur les salaires au titre de l'effort de construction) (p. 2992) ; problème de la maîtrise et du contrôle de l'affectation des fonds recueillis (p. 2993) ; amendement n° 481 retiré ; amendement n° 34 retiré ; amendement n° 482 de M. Pierre Worms soutenu par Mme Denise Cacheux (avis conforme du comité d'entreprise en matière de plan de formation du personnel de l'entreprise) ; rénovation de la formation professionnelle (p. 2994) ; amendement n° 482 retiré ; amendement n° 530 de M. Alain Madelin (précisant le contenu du plan de formation) : retiré ; amendement n° 483 de M. Pierre Worms soutenu par Mme Denise Cacheux (consultation du comité d'entreprise sur l'affectation par l'entreprise des sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage et sur les conditions d'accueil des apprentis dans l'entreprise) : adopté ; amendement n° 35 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Jacques Brunhes (nullité de la décision lorsque les consultations prévues aux articles L. 432-1, L. 432-2 et L. 432-3 n'ont pas eu lieu) (p. 2995) ; ineffectivité du droit du travail ; amendement n° 35 rejeté.

Article L. 432-4 du code du travail (conditions d'information du comité d'entreprise) : amendement n° 125 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 519 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition prévoyant la communication d'information sur la répartition du capital entre les actionnaires détenant plus de 10 p. 100 du capital) (p. 2996) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission de la production et des échanges (relatif au contenu du rapport d'ensemble présenté par le chef d'entreprise au comité d'entreprise) ; amendement n° 126 de la commission (prévoyant que le rapport d'ensemble sera écrit) ; amendement n° 127 de la commission (précisant le contenu du rapport d'ensemble) (p. 2997) ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 127 de la commission (information du comité d'entreprise sur les transferts de capitaux « importants ») ; utilité économique de la sous-traitance (p. 2998) ; transferts de capitaux ; sous-amendement n° 579 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin à l'amendement n° 127 (mention des aides accordées aux entreprises dans le rapport d'ensemble) ; sous-amendement n° 581 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 127 (suppression de la référence faite aux régions) ; sous-amendement n° 580 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Philippe Séguin (suppression des références aux charges, taxes et impôts auxquels l'entreprise est assujettie) ; amendement n° 2 : rejeté ; amendement n° 126 : adopté (p. 2999) ; sous-amendement du Gouvernement : adopté ; sous-amendement n° 579 : adopté ; sous-amendement n° 581 : rejeté ; sous-amendement n° 580 : rejeté ; amendement n° 127, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 128 de la commission (mention des investissements dans le rapport d'ensemble) : adopté après rectification ; amendement n° 269 de M. Gilbert Gantier (relèvement du seuil à partir duquel certains renseignements doivent figurer dans le rapport d'ensemble) : rejeté (p. 3000) ; amendement n° 129 de la commission (connaissance par le comité d'entreprise des rémunérations minimales et maximales horaires et mensuelles) : adopté ; amendement n° 3 de la commission de la production et des échanges (relatif aux documents soumis au comité d'entreprise : plan de développement, orientations en matière de recherche et de technologie, projets d'investissement et leur financement) ; confidentialité des informations ; amendement n° 3 rejeté ; amendement n° 532 de M. Alain Madelin (liberté d'accès des salariés aux informations communiquées au comité d'entreprise et possibilité de diffusion directe de ces informations auprès des salariés) (p. 3001) ; rejeté par scrutin public (p. 3002) ; amendement n° 582 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 259 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (communication des observations formulées par le comité d'entreprise au conseil d'administration ou de surveillance) : retiré ; amendement n° 533 de M. Alain Madelin (suppression de la disposition permettant aux comités d'entreprise de convoquer les commissaires aux comptes) : retiré ; amendements n° 520 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 583 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition prévoyant la communication aux comités d'entreprise de documents comptables établis par les entreprises ne revêtant pas la forme de société commerciale) ; amendement n° 925 du Gouvernement (de cohérence) (p. 3003) ; amendement n° 583 : retiré ; amendement n° 520 : retiré ; amendement n° 925 : adopté ; amendement n° 322 de M. Charles Millon devenu sans objet ; amendement n° 584 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition prévoyant la communication au comité d'entreprise d'informations sur la situation financière de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 521 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (tendant à limiter les informations communiquées aux comités d'entreprises sur la situation de l'emploi dans l'entreprise) : rejeté (p. 3004) ; amendement n° 484 de M. Jacques Floch soutenu par Mme Denise Cacheux (communication au

comité d'entreprise d'informations sur l'emploi des travailleurs handicapés) : adopté ; amendement n° 485 de Mme Marie-Josèphe Sublet (contrôle par le comité d'entreprise du respect des pourcentages de personnes prioritaires employées) : retiré ; amendement n° 531 de M. Alain Madelin (précisant que le chef d'entreprise rend compte en les motivant des avis et vœux émis par le comité) : retiré ; amendement n° 36 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Jacques Brunhes (effet suspensif du recours du comité d'entreprise auprès du ministre du travail et du ministre de l'industrie en cas de licenciement économique) (p. 3005) ; traitement des difficultés des entreprises ; amendement n° 36 : retiré ; amendement n° 585 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (accordant au chef d'entreprise une part du crédit horaire accordé aux membres du comité d'entreprise) : retiré (p. 3006).

Article L. 432-5 du code du travail (présence des membres du comité d'entreprise aux séances du conseil d'administration ou de surveillance) : amendement n° 130 de la commission (précisant que le défaut de convocation des membres du comité d'entreprise entraîne la nullité des délibérations) ; sanctions pénales (p. 3011) ; amendement n° 130 rejeté ; amendement n° 131 de la commission (possibilité de soumettre les vœux du comité au conseil d'administration ou au conseil de surveillance lequel doit donner un avis motivé sur ces vœux) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 (*dispositions diverses relatives au comité d'entreprise : secret professionnel, activités culturelles et sociales, financement des institutions sociales du comité d'entreprise, avis et vœux*) : obligation de secret professionnel (p. 3012) ; champ d'intervention autonome du comité d'entreprise : « activités sociales et culturelles », secret professionnel, délit d'entrave ; participation d'une délégation du comité d'entreprise au conseil d'administration ou au conseil de surveillance ; aide versée aux associations sportives (p. 3013) ; amendement n° 323 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (extension de l'obligation de secret professionnel) ; amendement n° 37 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'obligation de discrétion) (p. 3014) ; caractère confidentiel de certaines informations ; notion de secret professionnel et notion d'obligation de discrétion ; amendement n° 323 rejeté ; amendement n° 37 rejeté ; amendement n° 324 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition étendant les attributions du comité d'entreprise au domaine culturel) (p. 3015) : rejeté ; amendements n° 132 de la commission et n° 534 de M. Alain Madelin (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 586 de M. Philippe Séguin (extension des attributions du comité d'entreprise au domaine artistique et sportif), (p. 3016) : rejeté ; amendement n° 325 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que les œuvres culturelles ne peuvent prendre la forme d'une action politique) : rejeté ; amendement n° 706 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (délibération du comité d'entreprise sur les modalités d'aide au développement des activités sportives dans l'entreprise) (p. 3017) : rejeté ; amendement n° 535 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (relatif au financement des institutions sociales du comité d'entreprise par l'affectation d'une part de la masse salariale) (p. 3018) : rejeté ; amendement n° 536 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (mention sur la feuille de paie des salariés de la contribution versée par l'employeur) : rejeté ; amendement n° 326 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la disposition prévoyant que le chef d'entreprise rend compte en la motivant de la suite à donner aux avis et vœux du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 327 de M. Charles Millon (mention au procès-verbal de la réunion du comité d'entreprise de la suite donnée aux vœux et avis du comité) : rejeté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté (p. 3019).

Article 23 (*composition et élection du comité d'entreprise*) : représentativité syndicale ; contrôle de la régularité, de la liberté et de la sincérité du scrutin ; présomption de représentativité en faveur des cinq organisations syndicales nationales (p. 3020) ; droits des salariés non syndiqués ; nécessité d'une représentation des travailleurs suivant leur qualification ; frais d'expert en cas de recours contentieux ; présence de délégués syndicaux au comité d'entreprise.

Article L. 433-2 du code du travail (frais d'expert en cas de recours contentieux) : présence de délégués syndicaux au comité d'entreprise.

Article L. 433-1 du code du travail (représentant syndical au comité d'entreprise) : amendement n° 328 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (suppression de la mention de l'article L. 412-17 prévoyant que le délégué syndical est de droit représentant syndical au comité d'entreprise) (p. 3021) : rejeté ; amendement n° 587 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (relatif aux organisations syndicales pouvant désigner un représentant syndical au comité d'entreprise) : retiré ; amendement n° 329 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (désignation des représentants syndicaux parmi les délégués syndicaux) : rejeté.

Article L. 433-2 du code du travail (élection des membres du comité d'entreprise) : amendement n° 588 de M. Philippe Séguin (augmentation du nombre de collèges) : rejeté ; amendement n° 330 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Pierre Micaux (suppression de présomption de représentativité accordée aux organisations syndicales représentatives au niveau national) : rejeté ; amendement n° 589 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (présomption de représentativité en faveur des organisations ayant acquis leur représentativité lors des dernières élections s'étant déroulées au sein de l'entreprise) (p. 3022) ; éclatement de la collectivité de travail (p. 3023) ; amendement n° 589 de Mme Hélène Missoffe rejeté par scrutin public ; amendement n° 707 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (fixant un nombre maximum de candidats pouvant figurer sur les listes) : rejeté ; amendement n° 708 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (précisant que les listes de candidats peuvent être présentées directement par les salariés) : rejeté ; amendement n° 917 du Gouvernement (de coordination) : accord préélectoral : adopté ; amendement n° 133 de la commission (imposant un accord unanime pour les modifications de collèges électoraux) : adopté ; en conséquence, amendement n° 321 de M. Charles Millon devenu sans objet ; amendements n° 537 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux et n° 591 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (confiant au directeur départemental le soin de décider de la répartition des collèges électoraux lorsqu'il n'y a pas d'accord sur ce point entre les partenaires sociaux) ; amendement n° 537 rejeté ; amendement n° 591 rejeté ; amendement n° 332 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (confiant au tribunal d'instance le soin de décider du caractère distinct d'un établissement lorsqu'il y a conflit sur ce point entre les partenaires sociaux) : rejeté ; en conséquence, amendement n° 333 de M. Charles Millon devenu sans objet ; amendement n° 592 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 3025) : adopté.

Article L. 433-3 du code du travail (dispositif de contrôle de la régularité, de la liberté, de la sincérité du scrutin) ; frais à la charge de l'employeur ; amendements n° 334 de M. Charles Millon, n° 539 de M. Alain Madelin soutenus par M. Pierre Micaux, n° 593 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Philippe Séguin (de suppression) ; présomption de fraude pesant sur le chef d'entreprise ; amendements n°s 334, 539 et 593 rejetés ; amendement n° 335 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Pierre Micaux (mettant à la charge de la partie désignée par le juge d'instance les frais relatifs au contrôle de la régularité des élections) : rejeté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté (p. 3026).

Article 24 (*conditions d'électorat et d'éligibilité*) : problèmes posés par la présence au comité d'entreprise de salariés ne s'exprimant pas en français ; amendement n° 134 de la commission (réduisant l'ancienneté requise pour être électeur) : adopté (p. 3027) ; amendement n° 336 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (suppression de la disposition permettant l'élection de travailleurs ne s'exprimant pas en français) ; amendement n° 594 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (suppression de la disposition permettant l'élection de travailleurs ne s'exprimant pas en français) ; amendement n° 595 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (relatif aux conditions d'éligibilité : nécessité de se faire comprendre en français) ; amendement n° 336 rejeté ; amendement n° 594 rejeté ; amendement n° 595 rejeté (p. 3028).

Article L. 433-8 du code du travail (dérogations aux conditions d'ancienneté) : amendement n° 597 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Philippe Séguin (consultation par l'inspecteur du travail des organisations représentatives des salariés de l'entreprise) : retiré ; amendement n° 598 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Philippe Séguin (consultation des syndicats représentatifs des salariés) : retiré ; amendements n° 135 de la commission et n° 599 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (consultation des syndicats représentatifs des salariés) : adoptés ; amendements n° 337 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux et n° 593 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Philippe Séguin (consultation des syndicats représentatifs dans l'entreprise) (p. 3033) : rejetés ; amendement n° 601 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Philippe Séguin (conditions de dérogation aux conditions

d'ancienneté pour l'électorat : réduction à un quart des effectifs le nombre de salariés remplissant ces conditions) ; amendements n° 339 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux et n° 600 de M. Philippe Séguin (relatifs aux conditions de dérogation aux conditions d'ancienneté pour l'électorat : réduction à la moitié de l'effectif du nombre de salariés remplissant ces conditions) ; amendement n° 601 rejeté ; amendements n° 339 et n° 600 rejetés ; amendement n° 602 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (consultation des organisations représentatives de salariés) : rejeté ; amendements n° 136 de la commission et n° 603 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (consultation des organisations syndicales représentatives) : adoptés ; amendement n° 338 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (consultation des organisations syndicales les plus représentatives dans l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 340 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (relatif aux conditions de dérogation aux conditions d'ancienneté pour l'éligibilité) (p. 3034) : rejeté.

Article L. 433-9 *du code du travail (mode de scrutin)* : amendements n° 137 de la commission et n° 486 de M. Louis Moulinet soutenu par M. Robert Le Foll (fixation des modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales) ; sous-amendement n° 919 du Gouvernement (impossibilité de recours contre la décision du juge d'instance) : adopté ; amendements n°s 137 et 486 ainsi modifiés adoptés.

Article L. 433-10 *du code du travail (mode de scrutin)* : amendement n° 38 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la possibilité de candidature libre au deuxième tour) (p. 3035) : rejeté ; amendements n° 341 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux et n° 606 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression des dispositions relatives aux ratures) : rejetés ; amendements n° 260 de M. Pascal Clément soutenu par M. Pierre Micaux et n° 605 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (abaissant de 10 à 5 p. 100 le pourcentage des ratures prises en considération) : rejetés (p. 3036).

Article L. 433-11 *du code du travail (contestations électorales)* : amendements n° 342 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux et n° 606 de M. Philippe Séguin (réintroduisant la possibilité de saisine de la Cour de cassation) ; amendement n° 918 du Gouvernement (réintroduisant la possibilité de saisine de la Cour de cassation) : amendements n°s 342 et 606 retirés ; amendement n° 918 adopté.

Article L. 433-12 *du code du travail (mandat des membres du comité d'entreprise)* : amendement n° 542 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (suppression de la disposition relative à l'organisation d'élections partielles en cas de vacance) : rejeté ; amendement n° 343 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (modalités de remplacement d'un membre absent) (p. 3037) : rejeté ; amendement n° 543 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (organisation d'élections générales quand le nombre de membres titulaires est réduit de moitié) : rejeté ; amendement n° 344 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (proposant que le défaut de représentation d'un des collèges n'entraîne une élection que lorsqu'il intervient au cours des douze mois suivant l'élection du comité) : rejeté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 *(organisation des élections au comité d'entreprise)* : problème des délais (p. 3038) ; dispositions prévues en cas de carence du comité d'entreprise ; amendement n° 607 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Philippe Séguin (de suppression) : rejeté ; (p. 3039).

Article L. 433-13 *du code du travail (organisation des élections)* : amendement n° 608 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 433-13) : rejeté ; amendement n° 609 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (relatif au délai : organisation du premier tour des élections au plus tard le soixantième jour suivant celui de l'affichage) : rejeté ; amendement n° 345 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la disposition précisant que les organisations syndicales intéressées sont invitées par le chef d'entreprise à établir les listes de leurs candidats) (p. 3040) : rejeté ; amendement n° 610 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (conclusion d'un protocole d'accord préélectoral) : rejeté ; amendement n° 612 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 346 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (information par le chef d'entreprise des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise) (p. 3041) : rejeté ; amendement n° 611 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (délai d'information des organisations syndicales par le chef d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 613 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (délai d'organisation des élections en cas de renouvellement du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 614 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant que les demandes des salariés afin d'organiser les élections sont formulées par lettre recommandée) : rejeté ; amendement n° 615 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (refusant aux organisations syndicales de demander l'organisation d'élections en l'absence de comité d'entreprise) (p. 3042) : rejeté ; amendement n° 544 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (augmentant le délai d'organisation des élections après la demande d'un salarié ou d'une organisation syndicale) : rejeté ; amendement n° 616 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant qu'en cas de carence aucune nouvelle demande n'est recevable avant l'expiration d'un délai d'un an) : rejeté ; amendement n° 617 de M. Philippe Séguin (affichage du procès-verbal de carence) : adopté ; amendement n° 347 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (suppression de la disposition prévoyant la transmission aux organisations syndicales de travailleurs du département de la copie du procès-verbal de carence) (p. 3043) ; amendements n° 618 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jean-Paul Charié et n° 619 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la disposition prévoyant la transmission aux organisations syndicales de travailleurs du département de la copie du procès-verbal de carence) ; amendement n° 347 rejeté ; amendements n°s 618 et 619 rejetés ; amendement n° 621 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (transmission par l'inspecteur du travail de la copie du procès-verbal de carence aux organisations du syndicat du département qui en font la demande) : rejeté ; amendement n° 545 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 620 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 622 de Mme Hélène Missoffe et n° 623 de M. Etienne Pinte soutenus par M. Philippe Séguin (transmission au chef d'entreprise par l'inspecteur du travail du double de ces envois) : retiré ;

— article 25, ainsi modifié, adopté (p. 3044).

Article 26 *(fonctionnement du comité d'entreprise)* : création de la commission économique auprès du comité d'entreprise ; recours à des experts-comptables ; rôle du chef d'entreprise au sein du comité d'entreprise (p. 3045, 3046).

Article L. 434-1 *du code du travail (crédit d'heures)* : amendement n° 487 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Robert Le Foll (libre circulation des membres du comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 922 de la commission (limitant la liberté de circulation : « gêne importante à l'accomplissement du travail des salariés ») ; amendement n° 138 de la commission (liberté de circulation des membres du comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 922 : adopté ; amendement n° 487, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 138 : devenu sans objet ; amendements n° 139 de la commission et n° 488 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Robert Le Foll (de coordination) ; amendement n° 488 : retiré ; amendement n° 139 : rejeté (p. 3047) ; amendement n° 489 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Robert Le Foll (relatif à la contestation de l'utilisation du crédit d'heures) ; amendement n° 140 de la commission (relatif à la contestation de l'utilisation du crédit d'heures) ; sous-amendement n° 923 de la commission à l'amendement n° 489 (relatif à la charge de la preuve) : adopté ; amendement n° 489, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 140 devenu sans objet.

Article L. 434-3 *du code du travail (réunions du comité d'entreprise)* : amendement n° 546 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (conditions de majorité requises pour l'adoption des résolutions du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 547 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (prépondérance de la voix du président en cas de partage des voix) : rejeté ; amendement n° 265 de M. Philippe Séguin (suppression de la disposition précisant que le président du comité d'entreprise ne participe pas au vote quand il consulte les membres élus du comité en tant que délégation du personnel) : retiré.

Article L. 434-4 *du code du travail (réunions du comité d'entreprise)* : amendement n° 548 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (de précision) : rejeté (p. 3048) ; amendement n° 709 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (affichage du procès-verbal sous la double signature du président et du secrétaire du comité) : rejeté ; amendement n° 141 de la commission (diffusion du procès verbal dans l'entreprise par le secrétaire du comité selon des modalités précisées par le règlement intérieur du comité) : adopté.

Article L. 434-5 du code du travail (institution d'une commission économique auprès du comité d'entreprise dans les entreprises de plus de 1 000 salariés) : amendement n° 348 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) (p. 3049) : rejeté ; amendement n° 142 de la commission (création d'une commission économique auprès des comités d'établissement) ; sous-amendement n° 858 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (rédactionnel) (p. 3050) : adopté ; amendement n° 142 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 352 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Claude Michel (étendant les attributions de la commission économique) ; amendement n° 627 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (étendant les attributions de la commission économique) (p. 3051) : amendement n° 627 : retiré ; amendement n° 4 : rejeté ; amendements n° 143 de la commission et n° 490 de M. Paul Bladt soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (étendant les attributions de la commission économique) : adoptés ; amendement n° 349 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (précisant les compétences de la commission économique) (p. 3052) : rejeté ; amendement n° 350 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (composition de la commission économique : maximum de quatre membres représentant les personnels incluant 50 p. 100 de la catégorie des cadres) : rejeté ; amendement n° 261 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (composition de la commission économique : renforcement de la représentation de l'encadrement) ; amendement n° 628 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Jean-Paul Charié (composition de la commission économique) (p. 3053) ; pétitions signées par les cadres et techniciens de Talbot Poissy ; amendement n° 261 : rejeté ; amendement n° 628 : rejeté ; amendement n° 549 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (composition de la commission économique) : rejeté ; amendement n° 629 de M. Philippe Séguin (composition de la commission économique : représentation de chaque collège) (p. 3054) : rejeté ; amendement n° 354 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (élection par le comité d'entreprise des membres de la commission économique) ; amendement n° 353 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (substitution au mot « désigné » le mot « choisi ») ; amendement n° 354 : rejeté ; amendement n° 353 : rejeté ; amendement n° 630 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (possibilité de désignation de personnes extérieures au comité d'entreprise) (p. 3055) : retiré ; amendement n° 631 de M. Philippe Séguin (confiant la présidence de la commission économique au chef d'entreprise ou à son représentant) ; amendement n° 270 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Pierre Micaux (autorisant le chef d'entreprise ou son représentant à assister aux réunions de la commission économique) ; amendement n° 355 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (autorisant le chef d'entreprise ou son représentant à assister aux réunions de la commission économique) ; amendement n° 631 : retiré (p. 3056) ; amendement n° 270 : rejeté ; amendement n° 355 : rejeté ; amendement n° 632 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin (audition de tout cadre supérieur ou dirigeant après accord du chef d'entreprise) : adopté après rectification ; amendement n° 351 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (relatif au recours à des experts) : rejeté ; amendement n° 633 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (crédit d'heures accordé aux membres du comité économique prélevé sur le crédit global d'heures prévu par l'article L. 434-1 pour les comités d'entreprise) (p. 3057) : rejeté ; amendement n° 634 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (extension de l'obligation du secret professionnel aux membres de la commission économique) : rejeté.

Article L. 434-6 du code du travail (recours à des experts) : amendement n° 635 de M. Philippe Séguin (création d'une commission de la production et de la productivité auprès du comité d'entreprise) (p. 3058) ; rectification de l'amendement n° 635 (p. 3059) : rejeté (p. 3060).

Reprise de la séance retardée par le dépôt de nombreux sous-amendements à l'amendement n° 928 du Gouvernement (p. 3064).

Rappel au règlement de M. Philippe Séguin (p. 3065).

Amendement n° 928 du Gouvernement (proposant une nouvelle rédaction de l'article L. 434-6 du code du travail relatif au recours à des experts par le comité d'entreprise) ; suppression de la référence aux articles 8 et suivants du code du commerce prévue à l'article L. 432-4 actuel du code ; non divulgation des informations (p. 3066) ; seuil des effectifs à partir duquel un comité d'entreprise peut avoir recours à une expertise en cas d'innovation technologique ; sous-amendement n° 938 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (tendant à éviter le recours à l'expert-comptable lorsque la procédure pour licenciement économique doit être mise en œuvre) : rejeté ; sous-amendement n° 932 de la commission (précisant que la mission de l'expert-comptable porte sur tous les éléments d'ordre économique, financier ou social nécessaires à l'intelligence des comptes et à l'appréciation de la situation des entreprises) : adopté après rectification ; sous-amendement n° 939 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (suppression de la possibilité de recours à un expert à l'occasion de l'examen du projet d'introduction de nouvelles technologies dans les entreprises de plus de 300 salariés) (p. 3067) : rejeté ; sous-amendement n° 940 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Pierre Micaux (relèvement du seuil des effectifs à partir duquel est possible le recours à un expert à l'occasion du projet d'introduction de nouvelles technologies) : rejeté ; sous-amendement n° 933 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (substitution d'une audition des cadres après accord du chef d'entreprise au recours à un expert à l'occasion de l'introduction de nouvelles technologies) : rejeté ; sous-amendements n° 934 de M. Philippe Séguin et n° 941 de M. Alain Madelin soutenus par M. Francisque Perrut (recours à un expert agréé auprès des tribunaux à l'occasion de l'introduction de nouvelles technologies) (p. 3068) : rejetés ; sous-amendement n° 935 de M. Philippe Séguin (prise en charge des frais d'expertise par les comités d'entreprise) : rejeté ; sous-amendement n° 936 de M. Philippe Séguin (rémunération par l'entreprise du seul expert-comptable) ; sous-amendement n° 942 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Pierre Micaux (rémunération sur le budget de fonctionnement du comité d'entreprise de l'expert et de l'expert-comptable) ; sous-amendement n° 943 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (rémunération de l'expert-comptable et de l'expert pour moitié par l'entreprise et pour moitié par le comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 936 : rejeté ; sous-amendement n° 942 : rejeté ; sous-amendement n° 943 : rejeté ; sous-amendement n° 944 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Pierre Micaux (prélèvement du coût des experts sur la subvention prévue à l'article L. 434-8) : rejeté (p. 3069) ; sous-amendement n° 937 de M. Philippe Séguin (limitation par décret des dépenses destinées à financer les experts) : rejeté ; sous-amendement n° 945 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (relatif aux modalités de choix des experts) : rejeté ; amendement n° 928, ainsi modifié, adopté par scrutin public ; en conséquence, amendements n° 39 de M. Joseph Legrand, n° 144 de la commission, n° 356 de M. Charles Millon, n° 491 de M. Michel Coffineau, n° 145 de la commission, n° 262 de M. Pascal Clément, n° 551 de M. Alain Madelin, n° 638 de M. Michel Noir, n° 146 de la commission, n° 271 de M. Gilbert Gantier, n° 637 de M. Michel Noir, n° 552 de M. Alain Madelin, n° 639 de M. Philippe Séguin, n° 636 de M. Etienne Pinte, n° 357 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 640 de M. Robert Galley, n° 550 de M. Alain Madelin, n° 272 de M. Gilbert Gantier, n° 641 de M. Philippe Séguin, n° 492 et n° 493 de M. Michel Coffineau, n° 642 de M. Philippe Séguin, n° 358 de M. Charles Millon, n° 494 de M. Michel Coffineau, n° 147 de la commission, n° 495 de M. Michel Coffineau, n° 643 et n° 644 de M. Philippe Séguin, n° 148 de la commission, sous-amendement n° 924 de Mme Muguette Jacquaint, amendements n° 359 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 149 de la commission devenus sans objet (p. 3070) ; amendement n° 360 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (obligations de secret et de discrétion imposées aux experts) ; amendement n° 645 de M. Philippe Séguin (obligations de secret et de discrétion imposées aux experts) ; amendement n° 360 retiré ; amendement n° 645 adopté ; amendement n° 646 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Philippe Séguin (conditions d'entrée de l'expert dans l'établissement) : rejeté ; amendement n° 361 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (précisant que le recours à un expert ne fait pas obstacle aux décisions que l'employeur peut prendre dans l'intérêt de l'entreprise) : rejeté (p. 3071) ; amendement n° 496 de M. Michel Coffineau (contestations relatives aux recours à des experts) : devenu sans objet.

Article L. 434-7 du code du travail (création de commissions au sein du comité d'entreprise) : amendement n° 264 de M. Emmanuel Hamel soutenu par M. Francisque Perrut (constitution d'une commission chargée d'étudier le problème de l'emploi des femmes dans les entreprises de plus de 300 salariés) : retiré ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 *(financement du comité d'entreprise, formation de leurs membres)* : moyens financiers du comité d'entreprise (p. 3072) ; formation économique des représentants du personnel ; charges pesant sur les entreprises (p. 3073) ;

Article L. 434-8 du code du travail (subventions de fonctionnement versées par le chef d'entreprise au comité d'entreprise) : amendement n° 500 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (tendant à éviter que le montant de la subvention

soit fixé forfaitairement) ; amendement n° 501 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (financement par versement d'une cotisation volontaire additionnelle de 0,2 p. 100 prélevée sur les salaires bruts payés par l'entreprise) ; amendement n° 648 de M. Philippe Séguin (mode d'imputation de la subvention de fonctionnement sur la subvention destinée aux œuvres sociales) ; amendement n° 502 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (diminution de la subvention de fonctionnement) (p. 3074) ; amendement n° 500 rejeté ; amendement n° 501 rejeté ; amendement n° 648 rejeté ; amendement n° 502 rejeté ; amendement n° 647 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 150 de la commission et n° 40 de M. Roland Renard soutenu par Mme Muguette Jacquaint (proposant que la subvention de fonctionnement ne s'impute pas sur la subvention destinée à l'activité sociale) (p. 3075) ; amendement n° 40 retiré ; amendement n° 503 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (imputation de la subvention de fonctionnement du comité d'entreprise sur le coût des œuvres sociales) ; amendement n° 669 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (imputation de la subvention de fonctionnement sur la subvention versée aux œuvres sociales quel que soit le montant de celle-ci) ; sous-amendement n° 906 du Gouvernement à l'amendement n° 150 : adopté ; amendement n° 150 ainsi modifié adopté ; en conséquence amendements n° 503 de M. Charles Millon, n° 669 de M. Etienne Pinte et n° 273 de M. Gilbert Gantier devenus sans objet ; amendement n° 907 du Gouvernement devenu sans objet ; amendement n° 710 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 771 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (compétence du tribunal d'instance en cas de désaccord entre l'employeur et les représentants du personnel sur le montant de la subvention) (p. 3076) : rejeté.

Article L. 434-10 *du code du travail* (*formation économique des membres du comité d'entreprise*) : amendement n° 712 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (limitant le nombre de personnes bénéficiant de la formation économique prévue à l'article L. 434-10) : rejeté ; amendement n° 151 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 667 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (relatif aux organismes de formation) : rejeté ; amendement n° 670 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (proposant que le stage de formation économique ne puisse être pris en charge par un des organismes visés à l'article L. 451-1) (p. 3077) ; rejeté ; amendement n° 553 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (permettant l'organisation des stages par les services de formation de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 152 de la commission (suppression de la référence au budget de fonctionnement du comité d'entreprise) ; amendement n° 713 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (financement des stages de formation par le comité d'entreprise dans tous les cas) ; amendement n° 668 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (relatif au financement des stages de formation) ; amendement n° 152 adopté ; en conséquence, amendements n° 713, n° 668 et n° 671 de M. Robert Galley devenus sans objet (p. 3078).

Articles L. 434-11 *et L.* 434-12 *du code du travail* : amendement n° 946 du Gouvernement (précisant que les conditions de fonctionnement des comités d'entreprise doivent permettre une prise en compte effective des intérêts des salariés exerçant leur activité hors de l'entreprise ou dans des unités dispersées) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 (*comité d'établissement et comité central d'entreprise*) : répartition des compétences respectives entre les comités d'établissement et les comités centraux d'entreprise (p. 3079).

Article L. 435-1 *du code du travail* (*création et personnalité civile*) : amendement n° 554 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (limitant la personnalité civile des comités d'établissement et du comité central d'entreprise à la gestion des œuvres sociales et culturelles) : rejeté.

Article L. 435-2 *du code du travail* (*composition, fonctionnement et attributions des comités d'établissement*) : amendement n° 153 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 649 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (gestion des œuvres sociales, artistiques et sportives par les comités d'établissement) : rejeté ; amendement n° 718 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (suppression de la référence aux activités culturelles) : rejeté ; amendement n° 555 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (association des comités d'établissement à d'autres organismes de l'entreprise pour la gestion d'activités sociales et culturelles) (p. 3080) ; rejeté.

Article L. 435-3 *du code du travail* (*attributions du comité central d'entreprise*) : amendement n° 719 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (précisant la compétence économique du comité central d'entreprise) ; amendement n° 650 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (précisant la compétence économique du comité central d'entreprise) ; amendements n° 719 et n° 650 retirés ; amendement oral de M. Philippe Séguin (information et consultation du comité central d'entreprise sur les projets économiques et financiers « importants ») : adopté ; amendement n° 651 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (obligation de secret professionnel imposée aux membres du comité central d'entreprise) (p. 3081) : rejeté ; amendement n° 653 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Philippe Séguin (gestion des œuvres communes par le comité central d'entreprise dans le domaine des œuvres sociales, artistiques et sportives) : rejeté ; amendement n° 720 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (tendant à supprimer la référence aux activités culturelles) : rejeté ; amendement n° 154 de la commission (suppression du caractère obligatoire de l'accord permettant la gestion d'œuvres communes entre le comité central et les comités d'établissement) : adopté ; amendement n° 652 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 435-4 *du code du travail* (*composition du comité central d'entreprise*) : amendement n° 654 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Philippe Séguin (élection par collège séparé) (p. 3082) : rejeté ; amendement n° 263 de M. Pascal Clément soutenu par M. Francisque Perrut (élection par collège séparé) : retiré ; amendement n° 721 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (relatif à la répartition des sièges entre les différents établissements et les différentes catégories) : rejeté ; amendement n° 655 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté.

Article L. 435-5 *du code du travail* (*contestations relatives à l'électorat et la régularité des opérations électorales*) ; amendement n° 155 de la commission (de suppression) : rejeté ; amendement n° 722 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (pourvoi en cassation) (p. 3083) ; amendement n° 656 de M. Philippe Séguin (pourvoi en cassation) ; amendement n° 926 du Gouvernement (pourvoi en cassation) ; amendement n° 722 rejeté ; amendement n° 656 rejeté ; amendement n° 926 adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté (p. 3084).

Article 29 (*protection des représentants du personnel au comité d'entreprise*) : « immunité » de certains représentants du personnel permettant de couvrir certaines actions politiques.

Article L. 436-1 *du code du travail* (*procédure de licenciement*) : amendement n° 723 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (substituant l'assentiment à l'avis du comité d'entreprise) ; amendement n° 657 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (même objet) (p. 3089) ; amendement n° 723 : rejeté ; amendement n° 657 : rejeté ; amendement n° 724 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (décision conforme de l'inspecteur du travail en cas de désaccord du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 658 de M. Philippe Séguin (annulation de la mise à pied en cas de désaccord sur le licenciement de la part du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 659 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (extension de la protection aux candidats du deuxième tour) : adopté ; amendement n° 157 de la commission (protection des candidats aux élections lorsque la lettre du syndicat notifiant à l'employeur la candidature a été reçue par l'employeur avant que le candidat ait été convoqué à l'entretien préalable au licenciement) ; sous-amendement n° 909 de M. Michel Coffineau (extension de la protection au cas où l'employeur a eu connaissance de l'imminence de la désignation du salarié) ; sous-amendement n° 929 de M. Michel Sapin (extension de la protection au cas où l'employeur a eu connaissance de l'imminence de la désignation du salarié) (p. 3090) ; sous-amendement n° 909 : adopté ; en conséquence, sous-amendement n° 929 : devenu sans objet ; amendement n° 157 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 927 du Gouvernement (extension de la protection aux membres du comité d'entreprise englobés dans un transfert partiel d'entreprise ou d'établissement) ; amendement n° 156 de la commission (extension de la protection aux membres du comité d'entreprise englobés dans un transfert partiel d'entreprise ou d'établissement) ; amendement n° 927 adopté ; en conséquence l'amendement n° 156 devenu sans objet ; amendements n° 660 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié et n° 725 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (suppression de la disposition relative à

la protection des salariés ayant demandé l'organisation d'élections) (p. 3091) ; amendement n° 948 du Gouvernement (de coordination) ; amendements n° 660 et n° 725 devenus sans objet ; amendement n° 948 adopté ; amendements n° 661 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin et n° 726 de M. Charles Millon (de conséquence) (p. 3092) ; amendement n° 949 du Gouvernement (limitant le champ d'application de la protection des salariés ayant demandé l'organisation d'élections) ; amendements n° 661 et n° 726 n'ont plus de raison d'être ; amendement n° 949 adopté ; amendement n° 727 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (suppression de la disposition relative à la protection des membres des comités institués par voix conventionnelle) : rejeté.

Article L. 436-2 *du code du travail (protection des membres du comité d'entreprise sous contrat à durée déterminée)* : amendement n° 158 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 662 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression de la disposition relative à la cessation du lien contractuel résultant de l'arrivée du terme du contrat) : rejeté ; amendement n° 663 de M. Serge Charles soutenu par M. Antoine Gissinger (cessation du lien contractuel par l'arrivée du terme du contrat) ; amendement n° 728 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (cessation du lien contractuel par l'arrivée du terme du contrat) (p. 3093) ; amendement n° 663 rejeté ; amendement n° 728 rejeté ; amendement n° 664 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression de la disposition concernant l'extension de la protection aux personnes employées dans des branches d'activité à caractère saisonnier) : rejeté.

Article L. 436-3 *du code du travail (conséquences de l'annulation de l'autorisation de licenciement ; droit à réintégration)* : amendement n° 665 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (nécessité d'une annulation définitive de l'autorisation de licenciement) ; amendement n° 729 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (nécessité d'une annulation définitive de l'autorisation de licenciement) ; amendement n° 665 rejeté ; amendement n° 729 rejeté ; amendement n° 666 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant que la réintégration est de droit lorsque le représentant du personnel a été licencié irrégulièrement ou abusivement) : rejeté ; amendement n° 159 de la commission (relatif au paiement des salaires et indemnités) (p. 3094) ; sous-amendements n° 910 de M. Michel Coffineau et n° 930 de M. Michel Sapin (paiement des indemnités et salaires lorsque l'annulation de l'autorisation de licenciement est définitive) : adoptés ; sous-amendements n° 911 de M. Michel Coffineau (relatif aux indemnités devant être versées) : adopté ; en conséquence sous-amendement n° 931 de M. Michel Sapin (relatif aux indemnités devant être versées) : devenu sans objet ; amendement n° 159, ainsi modifié, adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IX. — Comité de groupe :

Article 30 (*création de comités de groupe*) (p. 3095) : notion de groupe ; ambiguïté du champ d'application ; espace social européen et directive Vredeling (p. 3096) ; rôle du comité d'entreprise ; mise à sa disposition d'un service économique ; directive Vredeling relative à l'information, à la consultation des travailleurs des entreprises à structure complète dont le centre de décision est situé dans le même pays que celui où ils sont employés ; notion de groupe ; désignation des membres du comité de groupe par des organisations syndicales ; notion d'unité économique et sociale (p. 3097) ; notions de « société dominante » et de « filiale » ; renforcement du rôle des syndicats les plus représentatifs au plan national voire au plan international ; confusion entre les délégués élus et les délégués syndicaux (p. 3098) ; problème de la définition du groupe et de son périmètre (p. 3099) ; principe de la territorialité des lois ; espace social européen ; amendement n° 692 de M. Jean-Paul Fuchs (de suppression) (p. 3100) ; rejeté ; amendement n° 731 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression des comités de groupe, transmission d'informations concernant la société mère aux comités d'entreprise des sociétés filiales) ; confusion entre le rôle des comités d'entreprise et celui des syndicats (p. 3101) ; amendement n° 731 rejeté.

Avant l'article L. 439-1 du code du travail : amendement n° 730 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (modification de l'intitulé du chapitre IX) : rejeté.

Article L. 439-1 du code du travail (création de comités de groupe) : amendement n° 732 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (relatif à la définition de la société dominante) : rejeté ; amendement n° 686 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (constitution facultative des comités de groupe) : rejeté (p. 3102) ; amendement n° 736 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 737 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 741 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (prise en compte dans le groupe des seules filiales détenues depuis vingt-quatre mois au moins) : rejeté ; amendement n° 787 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié (limitant la constitution de comité de groupe au cas où des accords d'intéressement dérogatoires auront été conclus) : rejeté (p. 3103) ; amendement n° 688 de M. Philippe Séguin (de coordination) : retiré ; amendement n° 749 de M. Charles Millon (de coordination) : retiré ; amendement n° 690 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (modifiant le champ d'application des dispositions relatives au comité de groupe) ; harmonisation des dispositions du code du travail relatives au comité de groupe avec les notions en cours de développement en matière de droit commercial et le projet de directive européenne en matière de consolidation comptable concernant la définition de la notion de groupe ; amendement n° 688 : rejeté (p. 3104) ; amendement n° 743 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 742 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (prise en compte dans la notion de groupe des seules filiales détenues depuis vingt-quatre mois au moins) : rejeté ; amendement n° 744 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) (p. 3107) : rejeté ; amendement n° 745 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 738 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré ; amendements n° 747 de M. Philippe Séguin et n° 751 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (suppression de la disposition précisant les critères qui permettent de définir la notion de groupe) : rejeté ; amendement n° 746 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré (p. 3108) ; amendement n° 753 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : rejeté ; amendements n° 689 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean-Paul Charié et n° 750 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (suppression du troisième alinéa relatif au cas où le chef d'entreprise refuse l'inclusion dans le groupe) ; amendement n° 689 : retiré ; amendement n° 750 : rejeté ; amendement n° 691 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 160 de la commission (précisant que les organisations syndicales d'une autre entreprise du groupe peuvent porter le litige devant le tribunal de grande instance) : adopté ; amendement n° 754 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 739 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré (p. 3109) ; amendements n° 748 de M. Philippe Séguin et n° 752 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (critères en vertu desquels le T. G. I. se prononcera) : rejeté ; amendements n° 672 de M. Philippe Séguin et n° 755 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (précisant qu'une société ne peut appartenir simultanément à deux groupes) : rejetés ; amendement n° 497 de M. Jean-Paul Planchou soutenu par M. Roger Rouquette (constitution d'un comité de groupe au sein du groupe formé par des entreprises qui créent entre elles une association, une fédération chargée d'élaborer, de coordonner une stratégie économique et financière commune) ; cas de la chambre patronale du crédit populaire (p. 3110) ; sociétés à statut coopératif ou mutuel ; amendement n° 497 retiré ; amendement n° 756 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 740 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 757 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : retiré.

Après l'article L. 439-1 *du code du travail :* amendement n° 498 de M. Paul Quilès soutenu par M. Bruno Vennin (relatif aux filiales françaises de groupes multinationaux dont les centres de décision sont fixés à l'étranger) (p. 3111) : retiré.

Article L. 439-2 *du code du travail (attributions et pouvoirs des comités de groupe)* : amendement n° 733 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (suppression de la référence aux comités de groupe ; information des chefs d'entreprise des filiales ; communication de renseignements à leurs salariés) : rejeté ; amendement n° 673 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (communication du rapport du commissaire aux comptes lorsqu'il est obligatoire d'en établir un) : retiré ; amendement n° 674 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jean-Paul Charié (prise en charge par les employeurs des frais d'expertise comptable dans des limites fixées par décret) (p. 3112) : rejeté ; amendement n° 274 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Francisque Perrut (limitant la mission de l'expert comptable du comité de groupe à l'examen des comptes consolidés) ; amendements n° 161 de la commission et n° 499 de M. Paul Bladt (moyens d'investigation de l'expert-

comptable) ; sous-amendement n° 950 du Gouvernement (de précision) ; amendement n° 274 rejeté ; sous-amendement n° 950 adopté ; amendement n° 161, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 499 satisfait ; amendement n° 675 de M. Philippe Séguin (imposant une obligation de secret professionnel aux membres du comité de groupe) (p. 3113) : retiré ; caractère territorial de la loi.

Article L. 439-3 du code du travail (composition du comité de groupe) : amendement n° 734 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence au comité de groupe ; procédure d'information et de consultation des travailleurs dans les entreprises à structure complexe) : rejeté ; amendements n° 761 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 678 de M. Jean-Paul Charié (permettant au chef d'entreprise d'assister aux réunions du comité de groupe) (p. 3114) : rejeté ; amendement n° 762 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (précisant qu'une société dans laquelle plusieurs autres sociétés ont des participations ne peut être représentées que dans un seul comité de groupe) : rejeté ; amendement n° 758 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (élection des représentants du personnel parmi les membres des comités d'entreprise ou d'établissement de l'ensemble des entreprises du groupe) ; amendement n° 676 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin (désignation des représentants du personnel par les membres des comités d'entreprise ou d'établissement parmi leurs membres) (p. 3115) ; pluralisme syndical (p. 3116) ; amendement n° 758 rejeté ; amendement n° 676 rejeté ; amendement n° 759 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la disposition relative à la répartition des sièges affectés à chaque collège) ; problème des non syndiqués présents au comité d'entreprise ; « confiscation de la démocratie » ; amendement n° 759 rejeté ; amendement n° 677 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Jean-Paul Charié (confiant aux organisations de salariés de l'entreprise le soin de répartir les sièges affectés à chaque collège) (p. 3117) ; rejeté.

Article L. 439-5 du code du travail (délais de constitution et de réunion du premier comité de groupe) : amendement n° 735 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (délai de mise en œuvre des dispositions du présent chapitre) : rejeté ; amendement n° 760 de M. Charles Millon (rédactionnel) : non soutenu ; amendement n° 679 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (précisant que la décision de justice doit être définitive) : rejeté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 30 : amendement n° 763 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (date d'entrée en vigueur des dispositions) : rejeté (p. 3118).

Article 31 ; *article L. 412-4-6 du code du travail (encouragement à la pratique du sport)* : amendement n° 681 de M. Philippe Séguin (référence à la loi relative au développement du sport) : rejeté ; amendement n° 682 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (de forme) : retiré ;

— article 31, adopté.

Article 32 (*délit d'entrave*) : extension du champ d'application au comité d'établissement, au comité central d'entreprise, au comité de groupe (p. 3119) ;

— article 32, adopté après modification (p. 3120).

Article 33 ; *article L. 742-3 du code du travail (conditions d'application aux entreprises d'armement maritime)* : adopté.

Après l'article 33 : amendement n° 684 de M. Philippe Séguin (entrée en vigueur de la présente loi) ; aggravation des charges supportées par les entreprises (p. 3120) : rejeté ; amendement n° 685 de M. Jean-Paul Charié (limitant le crédit d'heures accordé au représentant du personnel cumulant plusieurs mandats) ; rapport Debarge sur le problème du non-cumul des mandats pour les parlementaires et les hommes politiques (p. 3121) ; « Nomenklatura » syndicale ; amendement n° 685 rejeté ; amendement n° 764 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de dérision : traduction des documents en langues étrangères) : retiré ; amendement n° 947 du Gouvernement (relatif au secret de l'information intéressant la défense nationale) : adopté.

Avant l'article 1er (*amendements précédemment réservés*) : amendement n° 253 de M. Alain Madelin (article L 412-2 du code du travail : liberté du travail et non-discrimination lors de l'embauche) : loi Moisan (p. 3122) ; confiscation de la démocratie et du droit au travail au profit des membres d'un syndicat ; cas des dockers et du secteur du libre ; amendement n° 253 retiré ; amendement n° 376 de M. Alain Madelin (rédactionnel : non-discrimination à l'embauche par toute personne ou organisme) (p. 3123) ; bureaux de main-d'œuvre ; amendement n° 376 rejeté ; amendement n° 375 de M. Alain Madelin (tendant à éviter la discrimination d'embauche par la délivrance de carte professionnelle) ; cas des dockers ; amendement n° 375 rejeté ; amendement n° 463 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (précisant que toutes mesures prononcées par un employeur à l'encontre d'un salarié en raison de son appartenance ou de son activité syndicale est réputée nulle et de nul effet) ; amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (précisant que toute mesure prononcée par un employeur à l'encontre d'un salarié en raison de son appartenance ou de son activité syndicale est réputée nulle et de nul effet ; charge de la preuve) ; sous-amendement n° 951 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 463 (de précision) ; sous-amendement n° 952 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 9 (nullité de tout refus d'embauche) (p. 3124) ; problème des syndicats C.G.T. des dockers de Marseille ; nécessité de mettre fin aux licenciements abusifs qui ont pour seule motivation l'appartenance à une organisation syndicale ; prochain projet de loi sur le licenciement (p. 3125) ; amendement n° 9 retiré ; « immunité syndicale » ; amendement n° 463 retiré ; sous-amendements n° 951 et n° 952 devenus sans objet (p. 3126).

Article 2 (*suite*) (*précédemment réservé*) : amendements n° 60 de la commission et n° 467 de M. Jean Oehler soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (précisant qu'une ou plusieurs sections syndicales peuvent organiser une consultation du personnel sur les lieux de travail et en dehors des heures de travail) ; sous-amendement n° 801 de M. Philippe Séguin (visant à étendre cette possibilité aux chefs d'entreprises) ; priorité donnée à la politique contractuelle (p. 3127) ; sous-amendement n° 801 retiré ; amendements n° 60 et n° 467 rejetés ;

— article 2 adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 3130).

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 3131).

Article 8 : amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 4 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3132) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 6 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté (p. 3133).

Article 18 : amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 3134).

Article 20 : amendement n° 8 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : amendement n° 9 du Gouvernement (accord préélectoral) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote :

Rôle des syndicats : *Ducoloné (Guy)* (p. 3136) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3136) ; *Madelin (Alain)* (p. 3137) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3138).

Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 3135).

Vote favorable du groupe socialiste : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3136).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Séguin (Philippe)* (p. 3138).

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3138).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [1er octobre 1982] (p. 5321).

Adoption par le Sénat de la question préalable : *Coffineau (Michel)* (p. 5321).

Charges des entreprises : *Coffineau (Michel)* (p. 5321) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5323).

Cogestion : *Coffineau (Michel)* (p. 5321).

Politique dans l'entreprise : *Coffineau (Michel)* (p. 5321) ; *Clément (Pascal)* (p. 5321, 5322).

Renforcement du fait syndical : *Coffineau (Michel)* (p. 5321) ; *Clément (Pascal)* (p. 5321, 5322, 5323) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5323) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5323) ; *Auroux (Jean)* (p. 5324).

Discussion des articles : [1er octobre 1982] (p. 5324).

Article 1er A ; *article L. 411-1 du code du travail :* amendement n° 1 de M. Pascal Clément (limitation du domaine d'action des syndicats professionnels) : rejeté ;

— article 1er A adopté.

Article 1er B : adopté.

Article 1er C ; *article L. 411-5 du code du travail :* adopté.

Article 1er D ; *article L. 411-6 du code du travail :* adopté (p. 5324).

Article 1er E ; *article L. 411-7 du code du travail :* amendement n° 108 de Mme Marie-Josèphe Sublet (suppression de la disposition ouvrant aux personnes qui ont cessé l'exercice de leur fonction ou de leur profession la possibilité de constituer un syndicat) ; amendement n° 83 du Gouvernement (substitution à la disposition permettant aux personnes ayant cessé l'exercice de leur fonction ou de leur profession de constituer un syndicat la disposition leur permettant d'adhérer à un syndicat de leur choix) ; place des retraités dans la vie de la nation ; suppression de la possibilité de constitution d'un syndicat spécifique de retraités ; portée de l'amendement n° 108 : possibilité donnée aux groupements de retraités constitués à l'initiative des grandes organisations syndicales de se constituer eux-mêmes en syndicats ; sous-amendement de Mme Marie-Josèphe Sublet à l'amendement n° 83 (de précision) ; amendement n° 108 retiré (p. 5325) ; sous-amendement adopté ; amendement n° 83 ainsi modifié adopté ;

— article 1er E, ainsi modifié, adopté.

Article 1er F : adopté.

Article 1er G : adopté.

Article 1er H : amendement n° 109 de Mme Marie-Josèphe Sublet (visant à limiter les cas où une action en réparation des dommages causés par un conflit collectif de travail ou à l'occasion de celui-ci peut être intentée) ; notion de « fait manifestement insusceptible » de se rattacher à l'exercice du droit de grève ; amendement n° 109 retiré (p. 5326) ; amendement n° 110 de Mme Marie-Josèphe Sublet (précisant que les dispositions de l'article 1er H sont applicables aux procédures en cours devant la Cour de cassation) : adopté ;

— article 1er H, ainsi modifié, adopté.

Article 1er ; *article L. 412-5 du code du travail :* amendement n° 2 de M. Pascal Clément (modifiant le mode de calcul des effectifs des entreprises) : rejeté ; amendement n° 3 de M. Pascal Clément (même objet) : rejeté ;

— article 1er : adopté.

Article 2 ; *articles L. 412-6 à L. 412-14 du code du travail :* amendement n° 45 de la commission (d'harmonisation : substitution de la notion « d'intérêts matériels et moraux des travailleurs » à celle « d'intérêts professionnels ») ; adopté ; amendement n° 46 de la commission (d'harmonisation relatif au seuil d'effectifs des entreprises) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (d'harmonisation relatif au seuil d'effectifs des entreprises) : adopté : amendement n° 4 de M. Pascal Clément (relatif aux locaux dans lesquels les sections syndicales peuvent organiser des réunions) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (précisant que les réunions se tiennent en dehors du temps de travail « des participants ») : adopté ; amendement n° 39 de Mme Muguette Jacquaint (donnant aux représentants du personnel la possibilité de prendre des contacts avec un syndicaliste extérieur à l'entreprise pendant les heures de délégation) (p. 5328) : rejeté ; amendement n° 5 de M. Pascal Clément (suppression de la disposition relative aux délégués syndicaux supplémentaires) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Pascal Clément (suppression de la disposition permettant aux syndicats représentatifs de désigner un délégué du personnel comme délégué syndical) : rejeté ; amendement n° 49 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5329).

Article 3 ; *articles L. 412-15 à L. 412-17 du code du travail :* amendement n° 50 de la commission (précisant que les délégués syndicaux visés au premier alinéa qui attribuent compétence au tribunal d'instance pour juger la régularité de la désignation sont les délégués légaux ou conventionnels) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (visant à permettre à tout intéressé de former un recours contre la désignation d'un délégué syndical) : adopté ; amendement n° 7 de M. Pascal Clément (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I) : rejeté ; amendement n° 52 de la commission (tendant à permettre la suppression du mandat de délégué syndical par accord entre l'employeur et les organisations syndicales en cas de réduction d'effectif de l'entreprise) : adopté ; amendement n° 84 du Gouvernement (suppression de la disposition permettant la suppression du mandat de délégué syndical en cas de baisse d'effectifs ayant pour effet de réduire le nombre de délégués syndicaux pouvant être désignés dans l'entreprise en application des dispositions de l'article L. 412-13) : adopté (p. 5330) ; amendement n° 53 de la commission (visant à assurer la continuité du mandat des délégués syndicaux dans les entreprises ou établissements faisant l'objet d'une modification de situation juridique de l'employeur) ; amendement n° 85 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 53 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 85 devient sans objet ; amendement n° 8 de M. Pascal Clément (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 54 de la commission (prévoyant que les dispositions du premier alinéa de l'article L. 412-17 relatif à la fusion des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise ne seront applicables qu'à l'échéance normale du renouvellement du comité d'entreprise ou d'établissement ou comité central de l'entreprise) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 ; *article L. 412-18 du code du travail :* amendement n° 55 de la commission (protection du délégué syndical en cas de transfert) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 5331).

Article 5 ; *article L. 412-19 du code du travail :* amendement n° 119 du Gouvernement (précisant la procédure de demande de réintégration) : adopté ; amendement n° 9 de M. Pascal Clément (proposant qu'il soit sursis à exécution du droit à réintégration si la décision d'annulation fait l'objet d'un recours contentieux) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission (précisant que l'indemnisation d'un délégué syndical dont le licenciement a été annulé n'est pas liée à l'effectivité de sa réintégration) ; amendement n° 10 de M. Pascal Clément (relatif à l'indemnisation d'un délégué syndical dont le licenciement a été annulé) (p. 5332) ; sous-amendement n° 118 du Gouvernement à l'amendement n° 56 (précisant les délais) : adopté ; amendement n° 56 ainsi modifié adopté ; en conséquence amendement n° 10 devenu sans objet ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 ; *article L. 412-20 du code du travail :* amendement n° 86 du Gouvernement (relatif au crédit d'heures accordé aux délégués syndicaux centraux) : adopté ; amendement n° 11 de M. Pascal Clément (contrôle de l'utilisation du crédit d'heures attribué aux délégués syndicaux) : rejeté ; amendement n° 12 de M. Pascal Clément (contestation de l'utilisation du crédit d'heures) : rejeté (p. 5333) ; amendement n° 57 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 58 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 ; *article L. 412-21 du code du travail :* adopté.

Article 8 ; *articles L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 422-1 du code du travail :* (p. 5334) : amendement n° 13 de M. Pascal Clément (relatif au calcul des effectifs) : rejeté ;

— article 8 adopté.

Article 9 ; *articles L. 422-2 à 422-4 du code du travail :* amendement n° 14 de M. Pascal Clément (suppression de l'article L. 422-3 relatif à l'exercice collectif par les délégués du per-

sonnel des attributions économiques des comités d'entreprise) : rejeté (p. 5335) ; amendement n° 38 de M. Pascal Clément (proposant d'autres mécanismes en vue de remédier au cas de carence des comités d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 59 de la commission (harmonisant les dispositions de cet article avec le projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 ; *articles L. 423-1 à L. 423-4 du code du travail :* amendement n° 60 de la commission (tendant à rétablir l'article 423-4 précisant les règles applicables à la fin du mandat des délégués du personnel dans l'hypothèse où l'établissement perd sa qualité d'établissement distinct) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 ; *articles L. 423-5 à L. 423-9 du code du travail :* amendement n° 61 du Gouvernement (de forme) (p. 5336) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 ; *articles L. 423-10 à L. 423-12 du code du travail :* adopté.

Article 13 ; *articles L. 423-14 et L. 423-15 du code du travail :* amendement n° 111 de Mme Marie-Josèphe Sublet (suppression de la dernière phrase de l'article L. 423-14) : adopté ; amendements n° 62 de la commission et n° 112 de Mme Marie-Josèphe Sublet (précisant que l'élection du délégué du personnel a lieu pendant le temps de travail sauf accord contraire possible dans certaines entreprises) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (relatif à la décision du juge d'instance) ; amendement n° 113 de Mme Marie-Josèphe Sublet (visant à ce que le juge d'instance statue en dernier ressort) ; amendement n° 63 rejeté ; amendement n° 113 adopté (p. 5337) ; amendement n° 64 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 ; *article L. 420-16 du code du travail :* adopté.

Article 15 ; *articles L. 423-16 à L. 423-19 du code du travail :* amendement n° 87 du Gouvernement (relatif aux modifications du mandat des délégués du personnel en cas de modification dans la situation juridique de l'employeur) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 ; *articles L. 424-1 à L. 424-3 du code du travail :* amendement n° 15 de M. Pascal Clément (relatif à la rémunération du crédit d'heures) : devenu sans objet (p. 5338) ; amendement n° 16 de M. Pascal Clément (contrôle de l'utilisation du crédit d'heures) : devenu sans objet ;

— article 16 adopté.

Article 17 ; *article L. 424-4 du code du travail :* amendement n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (précisant que tout membre de l'organisation syndicale ou délégué et non seulement membre du syndicat de la profession, peut assister aux réunions avec les employeurs prévues à l'article L. 424-4 du code du travail) ; amendement n° 65 de la commission (même objet) ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 65 (rédactionnel) ; amendement n° 40 retiré ; sous-amendement du Gouvernement adopté ; amendement n° 65, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 17 de M. Pascal Clément (relatif au crédit d'heures attribué aux délégués du personnel titulaires) : devenu sans objet ; amendement n° 18 de M. Pascal Clément (de précision relatif au crédit d'heures attribué aux délégués du personnel titulaires) : rejeté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté (p. 5339).

Article 18 ; *articles L. 424-5 et L. 425-1 à L. 425-3 du code du travail :* amendement n° 66 de la commission (coordonnant le texte de l'article L. 425-1 avec celui de l'article L. 412-18 relatif au transfert partiel d'entreprise) : adopté ; amendement n° 67 de la commission (précisant les délais dans lesquels doit être menée la procédure prévue à l'article L. 425-2 du code du travail) : adopté ; amendement n° 120 du Gouvernement (relatif au délai dans lequel doit être menée la procédure de demande de réintégration) : adopté ; amendement n° 19 de M. Pascal Clément (réintégration du délégué du personnel lorsque l'annulation de son licenciement est devenue définitive) : devenu sans objet (p. 5340) ; amendements n° 68 de la commission et n° 114 de Mme Marie-Josèphe Sublet (visant à ne pas lier le droit à l'indemnisation à l'effectivité de sa réintégration) ; amendement n° 20 de M. Pascal Clément (relatif aux conditions du droit à indemnisation) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 121 du Gouvernement à l'amendement n° 114 (prise en compte du délai entre le licenciement et la réintégration pour la réparation du préjudice subi) : adopté ; amendement n° 114 ainsi modifié adopté ; amendement n° 68 satisfait ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 ; *article L. 426-1 du code du travail :* adopté.

Article 20 ; *articles L. 431-1 à L. 431-7 du code du travail* (p. 5341) : amendement n° 21 de M. Pascal Clément (relatif au comité de groupe) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Pascal Clément (relatif au mode de calcul des effectifs des entreprises) : devenu sans objet ; amendement n° 41 de Mme Muguette Jacquaint (relatif à la procédure de suppression d'un comité d'entreprise en cas de réduction importante et durable du personnel) : rejeté ;

— article 20 adopté (p. 5342).

Article 21 ; *articles L. 432-1 à L. 432-5 du code du travail :* amendement n° 88 du Gouvernement (visant à préciser les modalités d'information et de consultation du comité d'entreprise) (p. 5343) : adopté ; amendement n° 89 du Gouvernement (consultation du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise) : adopté ; amendement n° 23 de M. Pascal Clément (relatif aux relations entre le comité d'entreprise et le C.H.S.C.T.) : rejeté ; amendement n° 25 de M. Pascal Clément (relatif aux relations entre le comité d'entreprise et le C.H.S.C.T.) : rejeté ; amendement n° 24 de M. Pascal Clément (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 90 du Gouvernement (consultation du comité d'entreprise sur le plan d'étalement des congés) : adopté ; amendement n° 69 de la commission (participation des C.H.S.C.T. à la consultation sur les mesures prises en faveur des accidentés du travail et des handicapés) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (consultation du comité d'entreprise sur les conditions d'accueil et de formation des apprentis) : adopté ; amendement n° 26 de M. Pascal Clément (limitant le champ d'application de la disposition prévoyant la communication au comité d'entreprise des documents comptables) (p. 5344) : rejeté ; amendement n° 124 du Gouvernement (relatif à la périodicité des informations relatives au suivi « économique » de l'entreprise) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 ; *articles L. 432-6 à L. 432-9 du code du travail :* adopté.

Article 23 ; *articles L. 433-1 à L. 433-3 du code du travail :* amendement n° 71 de la commission (relatif à la durée du mandat en cas de perte de la qualité d'établissement distinct) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté (p. 5345).

Article 24 ; *articles L. 433-4 à L. 433-12 du code du travail :* amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 115 de Mme Marie-Josèphe Sublet (relatif à l'élection des représentants du personnel) : adopté ; amendement n° 116 de Mme Marie-Josèphe Sublet (relatif à la décision du juge d'instance en matière d'opérations électrorales) : adopté ; amendement n° 125 de Mme Marie-Josèphe Sublet (de coordination) : adopté ; amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté (p. 5346).

Article 25 ; *articles L. 433-12 et L. 433-13 du code du travail :* amendement n° 92 du Gouvernement (relatif à la modification de la durée du mandat des membres élus des comités d'entreprise et des représentants syndicaux aux comités d'entreprise en cas de modification de la situation juridique de l'employeur) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 ; *articles L. 434-1 à L. 434-7 du code du travail :* amendement n° 74 de la commission (de coordination : rédactionnel ; relatif au paiement des heures de délégation) : adopté (p. 5347) ; amendement n° 27 de M. Pascal Clément (relatif au paiement des crédits d'heures) : devenu sans objet ; amendement n° 28 de M. Pascal Clément (prévoyant le cas d'une contestation de l'utilisation du crédit d'heures) : devenu sans objet ; amendement n° 75 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 29 de M. Pascal Clément (participation du président du comité au vote lorsqu'il consulte les membres élus du comité en tant que délégation du personnel) : rejeté ; amendement n° 77 de la commission (précisant que le comité de l'entreprise peut se faire assister d'un expert comptable de son choix) : adopté ; amendement n° 30 de M. Pascal Clément

(relatif à la rémunération de l'expert comptable) : rejeté (p. 5348) ; amendement n° 78 de la commission (précisant que le recours à l'expert fait l'objet d'un accord entre le chef d'entreprise et la majorité des membres élus du comité) : adopté ; amendement n° 79 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 ; *articles L. 434-8 à L. 434-12 du code du travail :* amendement n° 31 de M. Pascal Clément (limitant la participation de l'employeur au financement du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 42 de Mme Muguette Jacquaint (relatif à la rémunération du personnel nécessaire au secrétariat et aux réunions du comité d'entreprise) : retiré ; amendement n° 93 du Gouvernement (relatif au financement de la formation des membres titulaires du comité d'entreprise) (p. 5349) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté (p. 5350).

Article 28 ; *articles L. 435-1 à L. 435-5 du code du travail :* amendement n° 94 du Gouvernement (information et consultation du comité central d'entreprise sur tous les projets économiques et financiers importants concernant l'entreprise) : adopté ; amendement n° 105 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 106 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 107 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 80 de la commission (d'harmonisation rédactionnelle) : adopté ; amendement n° 81 de la commission (d'harmonisation rédactionnelle) : adopté ; amendement n° 95 du Gouvernement (conséquences des modifications dans la situation juridique de l'employeur sur le fonctionnement du comité central de l'entreprise) : adopté (p. 5351) ; amendement n° 96 du Gouvernement (déplacement de numérotation) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 ; *articles L. 436-1 à L. 436-3 du code du travail :* amendement n° 76 de la commission (relatif au transfert partiel d'entreprise ou d'établissement) : adopté ; amendement n° 82 de la commission (précisant le délai dans lequel doit être menée la procédure prévue à l'alinéa 2 de l'article L. 436-2) : adopté ; amendement n° 122 du Gouvernement (relatif au délai prévu à l'article L. 436-3) (p. 5352) : adopté ; amendement n° 32 de M. Pascal Clément (proposant qu'il soit sursis à exécution du droit à réintégration lorsque la décision d'annulation a fait l'objet d'un recours contentieux) : devenu sans objet ; amendement n° 117 de Mme Marie-Josèphe Sublet (relatif à l'indemnisation du salarié en cas d'annulation de la décision d'autorisation de licenciement) ; sous-amendement n° 123 du Gouvernement (de précision) : adopté : amendement n° 117, ainsi modifié, adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 ; *articles L. 439-1 à L. 439-5 du code du travail* (p. 5353) : amendement n° 33 de M. Pascal Clément (visant à éviter la création de comités de groupe) : rejeté ; amendements n° 97 et n° 98 du Gouvernement (visant à faire figurer de droit au sein du groupe les filiales ainsi que les sociétés dont la majorité du capital est détenue par l'intermédiaire de plusieurs filiales) : adoptés ; amendement n° 99 du Gouvernement (relatif à la décision de constitution d'un comité de groupe) (p. 5354) : réservé à la demande du Gouvernement jusqu'à la fin de l'examen de l'article 30 ; amendement n° 100 du Gouvernement (champ d'application des dispositions relatives aux comités de groupe : E. P. I. C., entreprises et sociétés nationales) : adopté ; amendement n° 34 de M. Pascal Clément (précisant la qualité de l'expert comptable qui peut assister le comité de groupe) : rejeté ; amendement n° 101 du Gouvernement (relatif aux conditions d'intervention de l'expert comptable placé auprès du comité du groupe) : adopté ; amendement n° 102 du Gouvernement (relatif à la composition du comité de groupe) : adopté (p. 5355) ; amendement n° 103 du Gouvernement (suppression de la disposition relative à la représentation des entreprises constitutives du groupe au sein du comité de groupe) : adopté ; amendement n° 35 de M. Pascal Clément (élection des représentants du personnel au comité des groupes) ; amendement n° 43 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 44 de M. Charles Millon soutenu par M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 35 rejeté ; amendement n° 43 rejeté ; amendement n° 44 rejeté ; amendement n° 104 du Gouvernement (relatif à la répartition des sièges au sein du comité de groupe) (p. 5356) : adopté ; amendement n° 36 de M. Pascal Clément (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 37 de M. Pascal Clément (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 99 du Gouvernement (précédemment réservé) : réserve de l'examen de l'amendement n° 99 ainsi que du vote sur l'article 30 demandée par le Gouvernement.

Article 31 ; *article L. 412-4-6 du code du travail :* adopté.

Article 32 : adopté.

Article 33 ; *article L. 742-3 du code du travail :* adopté.

Article 34 : adopté.

Article 30 (*précédemment réservé*) : amendement n° 99 du Gouvernement retiré ; amendement n° 126 du Gouvernement (substitution du mot « refus » par le mot « litige » au début du troisième alinéa du texte proposé sur l'article L. 439-1 du code du travail) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote : (p. 5357).

Vote favorable du groupe socialiste : *Sublet* (*Marie-Josèphe*) (p. 5357).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Clément* (*Pascal*) (p. 5357).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5358).

TROSIEME LECTURE

Discussion générale [6 octobre 1982] (p. 5467).

Adoption de la question préalable par le Sénat : *Coffineau* (*Michel*) (p. 5467).

Développement des droits des travailleurs : *Coffineau* (*Michel*) (p. 5468) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 5468).

Texte soumis à l'Assemblée nationale (dernier texte voté par elle) : (p. 5468 à 5480).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5480).

9. — Projet de loi n° 745 relatif aux **libertés** des **travailleurs dans l'entreprise.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jean Auroux, ministre du travail. — Urgence déclarée le 29 avril 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Ghislaine Toutain (8 avril 1982). — Rapport n° **834** (28 avril 1982). — Discussion les 13, 14, 17, 18 et 19 mai 1982. — Adoption le 19 mai 1982. — Projet de loi n° **149.**

Sénat (première lecture) n° 344 (1981-1982), dépôt le 25 mai 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **470** (1981-1982) (13 juillet 1982). — Discussion les 19 et 20 juillet 1982. — Rejet le 20 juillet 1982. — Projet de loi n° **139** (1981-1982).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Bureau [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Ghislaine Toutain. — Rapport n° **1038** (21 juillet 1982).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **478** (1981-1982) (21 juillet 1982).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1034,** dépôt le 21 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Ghislaine Toutain. — Rapport n° **1044** (22 juillet 1982). — Discussion le 22 juillet 1982. — Adoption avec modifications le 22 juillet 1982. — Projet de loi n° **213.**

Sénat (deuxième lecture) n° **488** (1981-1982), dépôt le 23 juillet 1982. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **490** (1981-1982) (23 juillet 1982). — Discussion le 23 juillet 1982. — Rejet le 23 juillet 1982. — Projet de loi n° **146** (1981-1982).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **1072,** dépôt le 26 juillet 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Ghislaine Toutain. — Rapport n° **1044** (22 juillet 1982). — Discussion le 22 juillet 1982. — Adoption définitive le 27 juillet 1982. — Projet de loi n° **218.**

Loi n° 82-689 du 4 août 1982 publiée au *J. O.* du 6 août 1982 (p. 2518).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 745 et ceux de la loi n° 82-689 du 4 août 1982.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
1		Section VI du chapitre II du titre II du livre premier du code du travail.	Première lecture : 14 et 17 mai 1982.	2138	1
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4693	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4871	
		Sous-section I. — Règlement intérieur :			
		Article L. 122-33	Première lecture : 14 mai 1982.	2188	
		Article L. 122-34	Première lecture : 14 mai 1982.	2190	
		Article L. 122-35	Première lecture : 14 mai 1982.	2194	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4694	
		Article L. 122-36	Première lecture : 14 mai 1982.	2200	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4695	
		Article L. 122-37	Première lecture : 17 mai 1982.	2281	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4696	
		Article L. 122-38	Première lecture : 17 mai 1982.	2294	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4698	
		Article L. 122-39	Première lecture : 17 mai 1982.	2297	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4698	
		Sous-section II. — Droit disciplinaire :			
		Article L. 122-40	Première lecture : 17 mai 1982.	2300	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4699	
		Article L. 122-41	Première lecture : 17 mai 1982.	2304	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4699	
		Article L. 122-42	Première lecture : 17 mai 1982.	2313	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4700	
		Article L. 122-43	Première lecture : 17 mai 1982.	2315	
		Article L. 122-44	Première lecture : 17 mai 1982.	2315	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4701	
		Article L. 122-45	Première lecture : 17 mai 1982.	2326	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4702	
		Article L. 122-46	Première lecture : 17 mai 1982.	2328	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4702	
	Art. 1 *bis* (A.N.)	Article L. 122-7	Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4703	2
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	
2		Article L. 152-1	Première lecture : 17 mai 1982.	2334	3
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4703	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
3		Article L. 321-2	Première lecture : 18 mai 1982.	2340	4
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4703	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	
4		Délai d'établissement du règlement intérieur dans les établissements prévus à l'article L. 122-33.	Première lecture : 18 mai 1982.	2342	5
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4704	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982	4872	
5		Le titre VI du livre IV du code du travail devient le titre VII	Première lecture : 18 mai 1982.	2345	6
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4704	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	
6		Institution au livre IV du code du travail, d'un titre VI : droit d'expression des salariés :	Première lecture : 18 mai 1982.	2347	7
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4704	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	
		Article L. 461-1	Première lecture : 18 mai 1982.	2358	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982	4705	
		Article L. 461-2	Première lecture : 18 mai 1982.	2367	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4705	
		Article L. 461-3	Première lecture : 18 mai 1982.	2384	
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4705	
7		Négociations en vue de la conclusion de l'accord prévu à l'article L. 461-3.	Première lecture : 19 mai 1982.	2413	8
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4706	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	
8		Constat des résultats obtenus par application de l'accord mentionné à l'article L. 461-3.	Première lecture : 19 mai 1982.	2419	9
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4706	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	
9		Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application des articles L. 461-1 à L. 461-3.	Première lecture : 19 mai 1982.	2441	10
			Deuxième lecture : 22 juillet 1982.	4706	
			Troisième lecture : 27 juillet 1982.	4872	

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 745, 744, 743 et 742 [13 mai 1982] (p. 2090, 2112, 2139), [14 mai 1982] (p. 2178).

Bilan de la politique sociale de la Ve République : *Evin* (*Claude*) (p. 2096) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 2103) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 2118, 2119) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2128) ; *Bêche* (*Guy*) (p. 2134) ; *Bladt* (*Paul*) (p. 2142) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 2143).

Cadres : *Auroux* (*Jean*) (p. 2093-2094) ; *Denizet* (*Georges*) (p. 2113) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 2116, 2121, 2123) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2128, 2130) ; *Royer* (*Jean*) (p. 2133) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 2136).

Chefs d'entreprise : *Auroux* (*Jean*) (p. 2093) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 2100) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 2102) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 2103) ; *Marchais* (*Georges*) (p. 2132) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2136) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 2150).

Citoyenneté du travailleur dans son entreprise : *Auroux* (*Jean*) (p. 2090) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 2097) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 2117) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2128) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2137) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 2141) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 2152) ; *Vennin* (*Bruno*) (p. 2179) ; *Tondon* (*Yvon*) (p. 2181).

Citroën : *Renard* (*Roland*) (p. 2178) ; *Tondon* (*Yvon*) (p. 2180).

Cogestion : *Auroux* (*Jean*) (p. 2093) ; *Evin* (*Claude*) (p. 2096).

Comités d'entreprise (rôle, information, commission économique) : *Auroux* (*Jean*) (p. 2094) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 2102) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 2103, 2104) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 2125, 2126) ; *Marchais* (*Georges*) (p. 2132) ; *Schiffler* (*Nicolas*) (p. 2136) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 2147) ; *Sublet* (*Marie-Josèphe*) (p. 2152) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 2178).

Comités de groupe : *Auroux* (*Jean*) (p. 2094) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 2102) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 2122) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2130) ; *Bêche* (*Guy*) (p. 2134) ; *Schiffler* (*Nicolas*) (p. 2136) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 2137) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 2141) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 2143) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 2147) ; *Valroff* (*Jean*) (p. 2150).

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (fusion des comités d'hygiène et de sécurité et des commissions d'amélioration des conditions de travail) : *Auroux (Jean)* (p. 2094) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2106, 2107) ; *Malgras (Robert)* (p. 2109) ; *Denizet (Georges)* (p. 2113) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2122) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2126) ; *Marchais (Georges)* (p. 2131) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 2135) ; *Legrand (Joseph)* (p. 2144) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2145) ; *Provost (Eliane)* (p. 2145, 2146) ; *Valroff (Jean)* (p. 2150) ; *Lareng (Louis)* (p. 2152).

Commission chargée de la modernisation de l'expression du code du travail : *Auroux (Jean)* (p. 2095).

Commission nationale de la négociation collective : *Oehler (Jean)* (p. 2105) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2182).

Conceptions de l'entreprise : *Auroux (Jean)* (p. 2092) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 2097) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2116, 2117, 2119) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2126) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2128) ; *Sapin (Michel)* (p. 2141) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 2151) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2152).

Conditions de travail : *Auroux (Jean)* (p. 2091, 2094) ; *Malgras (Robert)* (p. 2108, 2109, 2110) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 2135) ; *Legrand (Joseph)* (p. 2144) ; *Lareng (Louis)* (p. 2152).

Conditions de travail (procédure en cas de « risque imminent ») : *Denizet (Georges)* (p. 2113) ; *Legrand (Joseph)* (p. 2144) ; *Valroff (Jean)* (p. 2150).

Conflits collectifs (institution de cours sociales compétentes en matière de) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2129).

Conseil économique et social (avis du) : *Denizet (Georges)* (p. 2112, 2113, 2114).

Conseil économique et social (procédure de délibération du) ; *Denizet (Georges)* (p. 2112).

Coût de la réforme et charges des entreprises : *Auroux (Jean)* (p. 2094) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2101) ; *Denizet (Georges)* (p. 2113) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2123) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2128) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2137) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2140) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 2147) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2148) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 2150) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2181).

Crédits horaires : *Séguin (Philippe)* (p. 2122) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2148).

Délégués du personnel : *Coffineau (Michel)* (p. 2101, 2102) ; *Jarosz (Jean)* (p. 2103).

Droit disciplinaire : *Auroux (Jean)* (p. 2094) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 2098, 2099) ; *Denizet (Georges)* (p. 2133) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2123) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2180).

Droit d'expression des travailleurs dans l'entreprise : *Auroux (Jean)* (p. 2093) ; *Evin (Claude)* (p. 2097) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 2099, 2100) ; *Denizet (Georges)* (p. 2112) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2115) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2125, 2126) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2130) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2137) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2140) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2148).

Droit de grève : *Coffineau (Michel)* (p. 2101) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2119) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2148).

« Economie souterraine » (problème des artisans salariés) : *Poignant (Bernard)* (p. 2144, 2145).

Entreprises en difficulté : *Coffineau (Michel)* (p. 2102).

Ineffectivité du droit du travail : *Vennin (Bruno)* (p. 2180).

Mise à pied et amendes déguisées : *Vennin (Bruno)* (p. 2180).

Mise en cause du fonctionnement du groupe R. P. R. par le ministre du travail : *Auroux (Jean)* (p. 2184) ; *Noir (Michel)* (p. 2184) ; *Ducoloné (Guy)* (vice-président) (p. 2184).

Négociation collective (dénonciation) : *Oehler (Jean)* (p. 2106).

Négociation collective (droit de veto des organisations syndicales représentatives) : *Denizet (Georges)* (p. 2115) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2123) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2129) ; *Marchais (Georges)* (p. 2131) ; *Clément (Pascal)* (p. 2136) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 2150) ; *Renard (Roland)* (p. 2179).

Négociation collective (information des négociateurs-publicité) : *Oehler (Jean)* (p. 2105).

Négociation collective (niveau et procédures d'extension et d'élargissement — contenu) : *Evin (Claude)* (p. 2096) ; *Oehler (Jean)* (p. 2105) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2123) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2129) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2140) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2143) ; *Renard (Roland)* (p. 2179) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2181) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2181) ; *Moulinet (Louis)* (p. 2183).

Négociation collective (obligation annuelle de négocier) : *Auroux (Jean)* (p. 2094, 2095) ; *Evin (Claude)* (p. 2096) ; *Oehler (Jean)* (p. 2104, 2105) ; *Denizet (Georges)* (p. 2114) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2125) *Barrot (Jacques)* (p. 2129) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 2135) ; *Bladt (Paul)* (p. 2142) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2143) ; *Renard (Roland)* (p. 2179) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2181) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2182) ; *Moulinet (Louis)* (p. 2183).

Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (O. P. P. T. B.) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2107) ; *Malgras (Robert)* (p. 2109) ; *Provost (Eliane)* (p. 2146).

Participation : *Auroux (Jean)* (p. 2093) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2117, 2118) ; *Sapin (Michel)* (p. 2141).

Personnes handicapées : *Floch (Jacques)* (p. 2151).

Politique contractuelle et rôle du gouvernement et du parlement : *Auroux (Jean)* (p. 2095) ; *Oehler (Jean)* (p. 2106).

Politique dans l'entreprise : *Barrot (Jacques)* (p. 2130) ; *Marchais (Georges)* (p. 2133) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2137).

Progrès social et efficacité économique : *Séguin (Philippe)* (p. 2117) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Marchais (Georges)* (p. 2132) ; *Bêche (Guy)* (p. 2134) ; *Sapin (Michel)* (p. 2141) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2145) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2148).

Protection des représentants du personnel : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2148) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2142).

Recours au référendum au sein de l'entreprise : *Séguin (Philippe)* (p. 2122).

Règlement intérieur : *Auroux (Jean)* (p. 2094) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 2198) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2123) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Bêche (Guy)* (p. 2134) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2137) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2179, 2180).

Section syndicale d'entreprise : *Coffineau (Michel)* (p. 2100, 2101) ; *Jarosz (Jean)* (p. 2103) ; *Valroff (Jean)* (p. 2149) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2182).

Seuils sociaux : *Oehler (Jean)* (p. 2105) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2107) ; *Malgras (Robert)* (p. 2109) ; *Denizet (Georges)* (p. 2113) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2117, 2122) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2128) ; *Royer (Jean)* (p. 2133) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2137) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2140) ; *Sapin (Michel)* (p. 2141) ; *Legrand (Joseph)* (p. 2144) ; *Provost (Eliane)* (p. 2145) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2148) ; *Valroff (Jean)* (p. 2150) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 2150) ; *Renard (Roland)* (p. 2179) ; *Lecuir (Marie France)* (p. 2182).

Société duale : *Auroux (Jean)* (p. 2091) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2129) ; *Poignant (Bernard)* (p. 2144).

Syndicats de retraités : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2147).

Syndicats (droits syndicaux de l'entreprise) : *Coffineau (Michel)* (p. 2101) ; *Jarosz (Jean)* (p. 2103) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2120) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2125) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 2136) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2140) ; *Bladt (Paul)* (p. 2142) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2147) ; *Valroff (Jean)* (p. 2149) ; *Madelin (Alain)* (p. 2178) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2182).

Syndicats (représentativité des) : *Auroux (Jean)* (p. 2091, 2093) ; *Evin (Claude)* (p. 2096) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2120, 2121, 2122) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2130) ; *Marchais (Georges)* (p. 2132) ; *Royer (Jean)* (p. 2133) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2140) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2143) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 2147) ; *Rouquette (Roger)* (p. 2148, 2149) ; *Renard (Roland)* (p. 2179).

Discussion des articles [14 mai 1982] (p. 2184) ; [17 mai 1982] (p. 2281, 2293, 2322) ; [19 mai 1982] (p. 2312, 2438).

Article 1er (*modification de la section VI du chapitre II du titre II du livre 1er du code du travail relative au règlement intérieur et au droit disciplinaire*) : problème de la mise à pied ; organisation des débats ; **rappel au règlement de M. Philippe Séguin** (p. 2185) ; contrôle du contenu du règlement intérieur par l'inspecteur du travail et de la proportionnalité des sanctions par le juge prud'homal ; utilité d'une création d'une véritable juridiction sociale compétente en matière de droit du travail ; mise à pied ; notion de sanction pécuniaire (p. 2186) ; procédure d'élaboration du règlement intérieur (acte unilatéral de l'employeur) ; effets pervers de la notification écrite de toutes les sanctions (p. 2187).

Avant l'article L. 122-33 du code du travail : amendement n° 28 de la commission (modification de l'intitulé de la section VI) : réservé jusqu'à l'examen de la sous-section II.

Article L. 122-33 du code du travail (champ d'application des dispositions relatives au règlement intérieur) : amendement n° 242 du Gouvernement (étendant à tout organisme le champ

d'application des dispositions relatives au règlement intérieur) (p. 2188) ; amendement n° 117 de M. Philippe Séguin (étendant aux comités d'entreprise ou d'établissement et aux institutions qu'ils gèrent le champ d'application des dispositions relatives au règlement intérieur) ; rectification par le Gouvernement de son amendement (de précision) (p. 2189) ; non-constitution d'une commission spéciale afin d'examiner les quatre textes soumis à l'Assemblée ; amendement n° 117 : retiré ; amendement n° 242, ainsi rectifié, adopté.

Article L. 122-34 *du code du travail* (*définition et contenu du règlement intérieur - clauses obligatoires*) : amendement n° 8 de M. Jacques Brunhes (édictant que le règlement intérieur est une convention collective) (p. 2190) ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 2191) ; amendement n° 29 de la commission (regroupant les dispositions prévues à cet article et à l'article L. 122-43) ; sous-amendement n° 244 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « convention collective » les mots « contrat collectif ») : rejeté ; sous-amendement n° 243 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 2192) : rejeté ; amendement n° 8 rejeté ; sous-amendement n° 250 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 29 soutenu par Mme Hélène Missoffe (tendant à élargir le contenu du règlement intérieur et à supprimer la référence à l'échelle des sanctions) : rejeté ; sous-amendement n° 234 de M. Charles Millon (tendant à supprimer la mention de la nature et de l'échelle des sanctions dans le règlement intérieur) (p. 2193) : rejeté ; amendement n° 29 adopté ; en conséquence, amendement n° 118 de M. Philippe Séguin devenu sans objet ; **rappel au règlement de M. Philippe Séguin.**

Article L. 122-35 *du code du travail* (*contenu du règlement intérieur - clauses interdites*) : amendement n° 159 de M. Charles Millon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 249 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendements n° 1 de M. Georges Tranchant (p. 2194), n° 9 de M. Georges Hage soutenu par M. Jacques Brunhes et n° 160 de M. Charles Millon (tendant à supprimer la disposition interdisant les clauses, restreignant les droits et libertés des personnes, non justifiées par la nature de la tâche ou disproportionnées au but recherché) ; amendement n° 9 retiré (p. 2195) ; amendements n°s 1 et 160 rejetés ; amendement n° 161 de M. Charles Millon (précisant que le règlement intérieur doit stipuler les obligations justifiées par la nature de la tâche à accomplir) : rejeté ; amendement n° 197 de M. Alain Madelin (compétences des tribunaux de l'ordre judiciaire en matière de contrôle des dispositions du règlement intérieur restreignant les droits et libertés des personnes) : rejeté ; amendement n° 30 de la commission (de précision) ; amendements n° 2 et n° 3 de M. Georges Tranchant (rédactionnels) ; sous-amendement n° 235 de M. Charles Millon à l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 30 adopté ; en conséquence, amendements n° 2 et n° 3 devenus sans objet (p. 2197) ; amendement n° 88 de M. Robert Galley soutenu par M. Etienne Pinte (autorisant les restrictions aux droits et libertés des personnes justifiées par « les exigences du bon fonctionnement de l'entreprise ») ; amendement n° 198 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; expression et action politiques sur les lieux de travail ; amendement n° 4 de M. Georges Tranchant (rédactionnel) : rejeté (p. 2198) ; amendement n° 199 de M. Alain Madelin (précisant que les dispositions apportant des restrictions aux droits et libertés des personnes « manifestement disproportionnées au but recherché sont interdites) » : rejeté ; amendement n° 31 de la commission (tendant à prévenir toute discrimination) ; amendement n° 89 de Mme Hélène Missoffe (même objet) (p. 2199) ; sous-amendement verbal du Gouvernement à l'amendement n° 31 (rédactionnel) ; amendement n° 89 retiré ; sous-amendement verbal du Gouvernement adopté ; amendement n° 31, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 162 de M. Charles Millon (communication du règlement intérieur à tout salarié au moment de son embauche) : rejeté.

Article L. 122-36 *du code du travail* (*procédure d'élaboration du règlement intérieur - publicité*) : amendement n° 163 de M. Charles Millon (rédactionnel) : rejeté (p. 2200) ; amendement n° 90 de M. Philippe Séguin (prévoyant l'avis « motivé » du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Antoine Gissinger, soutenu par M. Michel Noir (communication du règlement intérieur à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre) : rejeté ; amendement n° 119 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Michel Noir (précisant que l'inspecteur du travail est tenu de faire connaître ses observations dans un délai d'un mois) (p. 2201) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 92 de M. Robert Galley soutenu par M. Georges Tranchant (communication du règlement intérieur au salarié lors de son embauche) : rejeté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2202).

Article L. 122-37 *du code du travail* (*contrôle du contenu du règlement intérieur par l'inspecteur du travail*) : amendement n° 164 de M. Charles Millon (compétence du tribunal d'instance en matière de retrait ou de modification des clauses prohibées par l'article 122-35) ; sous-amendement n° 256 de M. Alain Madelin (relatif aux personnes habilitées à saisir le tribunal d'instance) (p. 2281) : rejeté ; amendement n° 164 : rejeté ; amendement n° 93 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Michel Noir (confiant au directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre de procéder sur proposition de l'inspecteur du travail au retrait des clauses prohibées) (p. 2282) ; rôle de l'inspection du travail ; amendement n° 93 rejeté ; amendement n° 94 de M. Philippe Séguin soutenu par Mme Hélène Missoffe (tendant à limiter les dispositions dont l'inspecteur du travail peut demander le retrait ou la modification) (p. 2283) ; amendement n° 200 de M. Alain Madelin (précisant que l'inspecteur du travail peut exiger le retrait des clauses manifestement contraires aux lois et règlements ainsi qu'aux dispositions des conventions collectives applicables) (p. 2284) ; sous-amendement n° 257 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon à l'amendement n° 94 (rédactionnel) ; sous-amendement n° 258 de M. Charles Millon à l'amendement n° 200 (fixant un délai dans lequel l'inspecteur du travail pourra prendre sa décision) (p. 2285) ; sous-amendement n° 257 rejeté ; amendement n° 94 rejeté par scrutin public ; sous-amendement n° 258 rejeté ; amendement n° 200 rejeté ; amendement n° 33 de la commission (élargissant le pouvoir de retrait ou de modification de l'inspection du travail aux clauses contraires à l'article L. 122-34) ; amendement n° 201 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; amendement n° 33 adopté ; amendement n° 201 devenu sans objet (p. 2286) ; amendement n° 69 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (de précision) ; amendement n° 95 de M. Jacques Godfrain soutenu par M. Philippe Séguin (même objet) ; ambiguïté de l'expression « représentant du personnel » ; amendement n° 69 rejeté ; amendement n° 95 rejeté (p. 2287).

Article L. 122-38 *du code du travail* (*voies de recours contre la décision de l'inspecteur du travail*) : amendement n° 165 de M. Charles Millon (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 202 de M. Alain Madelin (compétence du tribunal de grande instance en matière de conflit résultant de l'application de l'article L. 122-35) (p. 2294) ; sous-amendement n° 259 de M. Charles Millon (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 202 rejeté : amendements n° 34 de la commission et n° 152 de M. Bruno Vennin soutenus par M. Robert Le Foll (de précision) (p. 2295) : rejetés ; amendement n° 225 du Gouvernement (de précision : substitution aux mots « ne relevant pas de la compétence de ce directeur » les mots « relevant pour le contrôle de la réglementation du travail de la compétence du ministre des transports et du ministre de l'agriculture ») ; sous-amendement n° 263 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 225 adopté ; amendement n° 96 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) (p. 2296) : adopté ; amendement n° 97 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Philippe Séguin (précisant que la décision est prise par le président du tribunal de grande instance en cas de désaccord de l'employeur) : rejeté ; contestation du sort de l'amendement n° 97.

Article L. 122-39 *du code du travail* (*notes de service*) : amendement n° 98 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Robert Galley (précisant que seuls les avenants portant prescriptions générales et permanentes sont soumis aux dispositions de la présente sous-section) ; notion de notes de service (p. 2297) ; amendement n° 35 de la commission (ajoutant aux termes « note de service » les mots « ou tout autre document ») ; amendement n° 98 rejeté ; amendement n° 35 adopté après rectification ; amendement n° 166 de M. Charles Millon (rédactionnel) (p. 2298) : rejeté ; amendement n° 36 de la commission (prévoyant qu'en cas d'urgence les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité seront communiquées immédiatement et simultanément aux secrétaires du C.H.S.C.T. et à l'inspection du travail qui pourra en exiger le retrait ou la modification) ; sous-amendement n° 246 du Gouvernement (tendant à supprimer le pouvoir de retrait ou de modification attribué à l'inspection du travail) ; sous-amendement n° 156 de Mme Ghislaine Toutain (communication de la prescription aux secrétaires du comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 156 adopté : sous-amendement n° 246 adopté ; amendement n° 36, ainsi modifié, adopté.

Après l'article L. 122-39 *du code du travail* : amendement n° 37 de la commission (tendant à compléter l'intitulé de la sous-section II relative au droit disciplinaire) : réservé.

Avant l'article L. 122-23 *du code du travail* (*précédemment réservé*) : amendement n° 28 de la commission (complétant l'intitulé de la section VI relative au règlement intérieur) (p. 2299) ; sous-amendement n° 245 de M. Philippe Séguin (de précision) : rejeté ; amendement n° 28 adopté.

Après l'article L. 122-39 du code du travail : amendement n° 37 adopté.

Article L. 122-40 du code du travail (définition de la sanction) : amendement n° 38 de la commission (élargissant la notion de sanction aux mesures n'étant pas de nature à affecter immédiatement la présence du salarié dans l'entreprise, sa fonction, sa carrière ou sa rémunération) ; amendement n° 188 de M. Michel Noir (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat fixera la nature et l'échelle des sanctions) (p. 2300) ; sous-amendement n° 236 de M. Charles Millon à l'amendement n° 38 (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 264 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 38 (rédactionnel) (p. 2301) : rejeté ; sous-amendement n° 237 de M. Charles Millon à l'amendement n° 38 (de précision) : rejeté ; sous-amendement n° 266 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 38 soutenu par M. Etienne Pinte (proposant que la nature des fautes soit mentionnée dans le règlement intérieur) (p. 2302) : rejeté ; sous-amendement n° 238 de M. Charles Millon à l'amendement n° 38 (tendant à limiter la notion de sanction à toute mesure de nature à affecter la présence du salarié dans l'entreprise, sa carrière ou sa rémunération) (p. 2303) ; notion de sanctions différées ; sous-amendement n° 232 rejeté ; amendement n° 38 adopté par scrutin public ; en conséquence, ce texte devient l'article L. 122-40 du code du travail ; amendement n° 188 de M. Michel Noir ; sous-amendement n° 265 de M. Alain Madelin ; amendements n° 203 de M. Alain Madelin, n° 167 de M. Charles Millon, n° 99 de M. Etienne Pinte devenus sans objet.

Article L. 122-41 du code du travail (procédure protectrice en matière disciplinaire) : amendement n° 204 de M. Alain Madelin (prévoyant que le salarié sera informé des griefs retenus contre lui lorsqu'une sanction lui aura été infligée par écrit) (p. 2304) : retiré ; amendement n° 101 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 102 de M. Philippe Séguin (de précision relatif à l'auteur de la sanction) (p. 2305) : rejeté ; amendements n° 39 de la commission et n° 153 de M. Michel Sapin soutenu par M. Robert Le Foll (excluant l'avertissement de la procédure de protection) ; amendement n° 153 retiré ; amendement n° 39 rejeté (p. 2306) ; amendement n° 11 de Mme Jacqueline-Fraysse-Cazalis soutenu par M. Louis Odru (tendant à étendre la procédure de protection aux sanctions n'ayant pas une incidence immédiate sur la présence et la carrière du salarié) ; amendement n° 106 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Philippe Séguin (tendant à étendre la procédure de protection aux sanctions n'ayant pas une incidence immédiate sur la présence et la carrière du salarié) ; amendements n° 40 de la commission et n° 154 de M. Michel Sapin soutenu par M. Robert Le Foll (application de la procédure de protection aux sanctions ayant une incidence « directe » sur la présence et la carrière des salariés) (p. 2307) ; amendement n° 11 rejeté ; amendement n° 106 rejeté ; sous-amendement n° 255 de M. Michel Noir à l'amendement n° 40 (application de la procédure de protection aux sanctions ayant une incidence directe et « flagrante » sur la présence et la carrière des salariés) : rejeté ; sous-amendement n° 267 de M. Philippe Séguin (extension de la procédure de protection aux sanctions n'ayant pas une incidence directe sur la présence et la carrière des salariés) : rejeté ; amendements n° 40 et n° 154 adoptés ; amendements n° 41 de la commission et n° 155 de M. Michel Sapin soutenu par M. Robert Le Foll (application de la procédure de protection aux sanctions ayant une incidence sur la « fonction » du salarié) (p. 2308) : adopté ; amendement n° 189 de M. Michel Noir (remplacer les mots « la carrière » par l'expression « classement hiérarchique ») : rejeté ; amendement n° 12 de M. Jacques Brunhes (fixant un délai pour l'entretien) : rejeté ; amendement n° 103 de M. Etienne Pinte (de précision relatif à la qualité de l'auteur de la sanction : « L'employeur ou son représentant ») (p. 2309) : rejeté ; amendement n° 104 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 105 de M. Serge Charles soutenu par M. Philippe Séguin (rédactionnel) ; amendements n° 42 et n° 43 de la commission (de précision) ; amendement n° 105 rejeté ; amendement n° 42 adopté ; amendement n° 43 adopté ; amendement n° 107 de M. Philippe Séguin (tendant à supprimer l'alinéa relatif à la procédure de mise à pied) : retiré ; amendement n° 168 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 44 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 100 de M. Philippe Séguin (application des dispositions du troisième alinéa aux mesures provisoires autres que la mise à pied) (p. 2310) ; problèmes posés par un recours au conseil des prud'hommes contre une retenue de salaire consécutive à une mise à pied dans le cadre du contrôle de la proportionnalité des fautes et des sanctions (p. 2311) ; échelle des sanctions et suppression éventuelle de mise à pied ; amendement n° 100 rejeté ; amendement n° 45 de la commission (étendant à tout licenciement les garanties procédurales données au présent article aux salariés non couverts par la loi du 13 juillet 1973) (p. 2312) ; préparation d'un texte par le Gouvernement sur le traitement des entreprises en difficulté ; amendement n° 45 rejeté.

Article L. 122-42 du code du travail (interdiction des amendes) : amendement n° 226 du Gouvernement (tendant à interdire toutes les sanctions pécuniaires) ; amendement n° 108 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin (tendant à interdire toutes les sanctions pécuniaires) (p. 2313) ; amendement n° 14 de M. Jacques Brunhes (interdisant les sanctions pécuniaires directes ou indirectes visant les diverses primes) ; problème posé par la mise à pied ayant le caractère de sanction pécuniaire (p. 2314) ; contestation par le ministre du travail du caractère pécuniaire de la sanction constituée par la mise à pied ; amendement n° 226 adopté ; en conséquence, amendements n°s 108 et 14 devenus sans objet.

Article L. 122-43 du code du travail (fixation par le règlement intérieur de la nature et de l'échelle des sanctions ainsi que des mesures propres à assurer les droits de la défense du salarié) : amendement n° 46 de la commission et amendement n° 169 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) ; reprise du contenu de cet article dans l'article L. 122-34 ; adoptés ; en conséquence, amendements n°s 109 de M. Jean-Paul Charié, 110 de M. Philippe Séguin et 205 de M. Alain Madelin devenus sans objet.

Article L. 122-44 du code du travail (compétence du conseil de prud'hommes en matière de contrôle de la proportionnalité) : amendements n°s 5 de M. Georges Tranchant (p. 2315) et 111 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Jean de Lipkowski (de suppression) ; encombrement des juridictions prud'homales (p. 2316) ; amendements n°s 5 et 111 rejetés (p. 2317) ; amendement n° 112 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Etienne Pinte (limitant la compétence du conseil des prud'hommes aux litiges résultant de la procédure prévue à l'article L. 122-41) : rejeté ; amendement n° 47 de la commission (confiant aux conseils des prud'hommes le soin d'apprécier la régularité de la procédure suivie) : adopté ; amendement n° 206 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (limitant la compétence du conseil de prud'hommes au contrôle de l'existence de la faute) ; amendement n° 113 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Etienne Pinte (limitant la compétence du conseil de prud'hommes au contrôle de la réalité et de la qualification des faits reprochés au salarié) ; amendement n° 207 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (limitant la compétence du conseil des prud'hommes au contrôle d'abus ou de détournement par l'employeur de son pouvoir disciplinaire) (p. 2322) : rejeté ; amendement n° 48 de la commission (précisant que la charge de la preuve incombe à l'employeur) (p. 2323) : adopté ; amendement n° 170 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (supprimant la disposition confiant au conseil de prud'hommes le pouvoir d'annulation des sanctions manifestement disproportionnées par rapport à la faute commise) ; amendement n° 114 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Philippe Séguin (supprimant la disposition confiant au conseil de prud'hommes le pouvoir d'annulation des sanctions manifestement disproportionnées par rapport à la faute commise) : retiré ; amendement n° 49 de la commission (étendant le pouvoir d'annulation du conseil des prud'hommes aux sanctions irrégulières en la forme ou injustifiées) (p. 2324) ; amendement n° 15 de M. André Tourné soutenu par M. Jacques Brunhes (supprimant le mot « manifestement ») : retiré ; sous-amendement n° 227 du Gouvernement à l'amendement n° 49 (précisant que la sanction est annulée lorsqu'elle est manifestement disproportionnée) ; amendement n° 170 rejeté ; sous-amendement n° 251 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 (tendant à éviter l'annulation de la sanction lorsque la procédure n'a pas été respectée) : rejeté (p. 2325) ; sous-amendement n° 227 rejeté par scrutin public ; amendement n° 49 adopté ; amendement n° 16 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jacques Brunhes (supprimant l'alinéa précisant que les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables en cas de licenciement) ; contenu du projet de loi en préparation concernant le traitement des difficultés des entreprises ; amendement n° 16 retiré ; amendement n° 269 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 2326) ;

Article L. 122-45 du code du travail (prescription et amnistie) : amendement n° 50 de la commission (relatif au délai de prescription) ; amendement n° 115 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (relatif au point de départ du délai de prescription) ; amendement n° 261 du Gouvernement (de précision) ; amendement n° 120 de M. Robert Galley (augmentant le délai de prescription) ; amendement n° 17 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Jacques Brunhes (réduisant le délai de prescription) : retiré ; transformation de l'amendement n° 120 de M. Robert Galley en sous-amendement n° 170 à l'amende-

ment n° 50 (réduction du délai de prescription) : retiré (p. 2327) ; sous-amendement n° 271 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 50 (prise en compte des accords passés avant la présente loi) : rejeté ; amendement n° 50 adopté ; en conséquence, amendement n° 115 devenu sans objet ; amendement n° 261 adopté ; en conséquence, amendement n° 120 devenu sans objet ; amendement n° 171 de M. Charles Millon (relatif au délai de prescription) : devenu sans objet ; amendement n° 116 de M. Etienne Pinte (relatif au délai de prescription) : devenu sans objet ; amendement n° 121 de M. Robert Galley soutenu par M. Philippe Séguin (tendant à supprimer le deuxième alinéa précisant qu'aucune sanction prononcée depuis plus de trois ans ne peut être invoquée à l'appui d'une nouvelle sanction) : retiré ; amendement n° 51 de la commission (précisant le point de départ du délai au-delà duquel une sanction ne peut plus être invoquée à la suite d'une nouvelle sanction) : adopté ; amendement n° 18 de M. Jacques Brunhes (relatif au délai au-delà duquel une sanction ne peut plus être invoquée à la suite d'une nouvelle sanction) : devenu sans objet (p. 2328).

Après l'article L. 122-45 du code du travail : amendement n° 6 de M. Jacques Brunhes (précisant que nul ne peut être licencié, sanctionné ou défavorisé en raison de ses opinions ou de ses activités politiques) ; politique dans l'entreprise ; position du parti communiste en faveur de l'organisation des partis politiques sur les lieux de travail ; amendement n° 6 retiré ; amendement n° 52 de la commission (précisant qu'aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié en raison de ses opinions politiques, syndicales ou religieuses — caractère non écrit de toute stipulation contraire à ce principe) ; sous-amendement n° 272 de M. Jacques Brunhes (tendant à garantir la liberté d'expression des opinions politiques, syndicales ou religieuses des salariés dans l'entreprise) ; amendement n° 157 de Mme Ghislaine Toutain (précisant qu'aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié en raison de ses opinions politiques, syndicales ou religieuses — nullité de plein droit de toute disposition contraire à ce principe) ; amendement n° 52 devenu sans objet ; position du groupe socialiste favorable à l'expression politique des salariés dans l'entreprise (p. 2329) ; sous-amendements n° 273 et n° 274 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 157 (rédactionnels) ; sous-amendement n° 275 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 157 (tendant à supprimer l'alinéa prévoyant que toute disposition contraire au principe énoncé dans l'amendement est nulle de plein droit) (p. 2330) ; sous-amendement n° 272 retiré (p. 2331) ; position du groupe R. P. R. sur les activités syndicales dans les entreprises (p. 2332) ; sous-amendement n° 273 adopté ; sous-amendement n° 274 adopté ; sous-amendement n° 275 rejeté ; amendement n° 157, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote sur l'article 1er :

Abstention du groupe R.P.R. : *Séguin (Philippe)* (p. 2333).

Abstention du groupe U.D.F. : *Madelin (Alain)* (p. 2333).

Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 2334).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 2333).

Adoption de l'article 1er, ainsi modifié, par scrutin public.

Article 2 (*pénalités applicables aux employeurs ne respectant pas l'interdiction d'infliger des amendes aux salariés : remplacement de la référence à l'article L. 122-39 par la référence à l'article L. 122-42 dans l'article L. 152-1 du code du travail*) : adopté (p. 2334).

[19 mai 1982] (p. 2340, 2355, 2380).

Article 3 ; *article L. 321 du code du travail (ordre des licenciements pour motif économique - critères)* : nécessité d'une protection accrue des mères de famille à l'égard du licenciement ; amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (relatif à la procédure de détermination des critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements) : non soutenu ; amendement n° 123 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (limitant la procédure prévue à l'article 3 au licenciement collectif pour motif économique) (p. 2340) : rejeté ; amendements n° 19 de M. Georges Hage et n° 122 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Philippe Séguin (fixation d'un ordre de prise en compte des critères retenus pour le licenciement) ; amendement n° 19 non soutenu (p. 2341) ; amendement n° 122 rejeté ; amendement n° 262 du Gouvernement (prise en compte de la situation des parents isolés) ; amendement n° 124 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Philippe Séguin (appréciation des charges de famille des femmes au vu de leur situation matrimoniale) : retiré ; amendement n° 262 adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*délais de mise en vigueur des dispositions relatives au règlement intérieur et aux garanties disciplinaires*) (p. 2342) : amendement n° 125 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Robert Galley (reprenant l'énumération qui figure à l'article L. 122-33) : retiré ; amendement n° 53 de la commission (réduisant à un an le délai accordé aux employeurs pour mettre leur règlement intérieur en conformité avec les nouvelles prescriptions) ; amendement n° 126 de M. Philippe Séguin (réduisant le délai accordé aux employeurs pour mettre leur règlement intérieur en conformité avec les nouvelles prescriptions : un an pour les entreprises et organismes du secteur privé, six mois pour les entreprises et organismes du secteur public) (p. 2343) ; nécessité de protéger les cadres supérieurs des entreprises nationalisées ; cas de M. Hugon (p. 2344) ; amendement n° 53 adopté ; amendement n° 126 rejeté ; amendement n° 172 de M. Charles Millon (de précision) : rejeté ; amendement n° 208 de M. Alain Madelin (de coordination) : retiré ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*précisant que le titre VI du livre IV du code du travail devient le titre VII*) : représentativité des syndicats (p. 2345) ; liberté d'expression directe des travailleurs sur leurs lieux de travail ; « médiatisation » syndicale (p. 2346) ; notion de participation ; amendement n° 228 du Gouvernement (proposant de placer dans le code du travail les dispositions relatives au droit d'expression avant celles concernant les pénalités) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 2347).

Titre VI (*droits d'expression des salariés*).

Article 6 (*droit d'expression directe des salariés*) ; rôle des cadres ; participation des seules centrales syndicales à la négociation des accords ; proposition, par le groupe R. P. R., d'une consultation par voie de référendum ; problème du seuil (200 salariés) ; future loi relative à l'organisation et à la démocratisation du secteur public ; contrôle syndicale (p. 2348-2349) ; conséquences financières des textes ; rôle de l'encadrement ; obligation de négocier sur les modalités d'exercice du droit d'expression : rôle des organisations syndicales (p. 2350-2351) ; expérience née de la doctrine de Hyacinthe Dubreuil : cercles de qualité ; direction participative par objectif, ateliers autonomes (p. 2352) ; notion d'expression « directe et collective » (p. 2353-2354).

Rappel au règlement de M. Philippe Séguin ; amendement n° 127 de M. Philippe Séguin (prévoyant que le Gouvernement déposera avant le 31 décembre 1982 un projet de loi tendant à faciliter la libre expression des salariés) ; relativité du seuil d'effectif prévu (p. 2356) ; amendement n° 127 rejeté par scrutin public.

Avant l'article L. 461-1 du code du travail : amendement n° 70 de M. Alain Madelin (modification de l'intitulé du Titre VI : « droit d'expression directe des salariés ») (p. 2357) ; proposition de la C. F. D. T. de constituer des conseils d'atelier ; amendement n° 70 rejeté par scrutin public.

Article L. 461-1 du code du travail (champ d'application et contenu du droit d'expression des salariés) : amendement n° 71 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 2358) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (tendant à limiter le contenu de l'article L. 461-1 du code du travail à l'affirmation d'un droit d'expression directe reconnu aux salariés sur leur lieu de travail) ; amendement n° 177 de M. Charles Millon (précisant le contenu du droit à l'expression directe reconnu aux salariés) (p. 2359) ; portée du caractère collectif du droit d'expression reconnu aux salariés ; amendement n° 72 rejeté ; amendement n° 177 rejeté ; amendement n° 54 de la commission (étendant à toutes les entreprises le droit d'expression des salariés ; suppression du seuil de cinquante salariés) (p. 2360) ; sous-amendement n° 276 du Gouvernement (étendant le champ d'application aux organismes de droit privé) ; sous-amendement n° 253 de M. Michel Noir (étendant le champ d'application aux organismes de droit privé) : retiré ; contestation par M. Philippe Séguin de l'opposition par M. le président de la commission des finances de l'article 40 de la Constitution à son amendement ; problèmes des entreprises publiques ; sous-amendement n° 276 adopté ; amendement n° 54 ainsi modifié adopté ; amendement n° 73 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 173 de M. Charles Millon (précisant que les salariés bénéficient d'un droit d'expression « à leur niveau de compétence ») (p. 2361) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Alain Madelin (substituer aux mots « droit à l'expression » les mots « droit d'expression ») : rejeté ; amendement n° 76 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (reconnaissant aux salariés un droit à l'expression « indivi-

duelle ») ; amendement n° 75 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon et n° 174 de M. Charles Millon (tendant à supprimer le caractère collectif du droit à l'expression reconnu aux salariés) ; amendement n° 241 de M. Alain Madelin (reconnaissant aux salariés un droit à l'expression « individuelle ») (p. 2362) ; amendement n° 129 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Jean de Lipkowski (reconnaissant aux salariés un droit à l'expression directe « individuelle ou collective ») (p. 2363) ; amendement n° 76 rejeté ; amendements 75 et 174 rejetés ; amendement n° 241 rejeté par scrutin public ; amendement n° 129 rejeté ; amendement n° 130 de M. Jean-Paul Charié (reconnaissant aux salariés un droit à l'expression collective auprès du représentant du personnel) (p. 2364) : retiré ; amendement n° 131 de M. Georges Tranchant (reconnaissant aux salariés un droit à l'expression sur la définition et la mise en œuvre d'actions destinées à améliorer la productivité de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission (assurant une protection aux salariés en raison des opinions exprimées dans l'exercice de leur droit) ; expression d'opinions politiques dans l'entreprise (p. 2365) ; sous-amendement n° 252 de M. Michel Noir soutenu par M. Georges Tranchant (substituant aux mots « au présent titre » les mots « à l'article L. 460 - 1 - 1er alinéa ») : rejeté ; sous-amendement n° 239 de M. Charles Millon (supprimant la précision selon laquelle la protection s'applique aux salariés quelle que soit « leur place dans la hiérarchie professionnelle ») : rejeté ; amendement n° 56 adopté ; amendement n° 77 de M. Alain Madelin (réaffirmant le principe de la responsabilité du personnel d'encadrement) (p. 2366) : rejeté par scrutin public ; amendement n° 277 du Gouvernement (étendant le champ d'application des dispositions aux établissements publics à caractère industriel et commercial et aux établissements publics déterminés par décret assurant une mission de service public à caractère administratif et à caractère industriel et commercial lorsqu'ils emploient du personnel dans des conditions du droit privé) : adopté après rectification.

Article L. 461-2 du code du travail (rémunération du temps d'expression des salariés) : amendement n° 78 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 2367) : rejeté ; amendement n° 190 de M. Michel Noir (précisant que le droit à l'expression s'exerce par le dialogue avec l'encadrement et dans le cadre de réunions destinées à l'assurer sur les lieux et pendant le temps de travail) ; amendement n° 79 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (précisant que l'exercice du droit d'expression fait partie de l'activité de travail) ; amendement n° 80 de M. Alain Madelin (précisant que le droit à l'expression s'exerce en dépendance immédiate de l'activité de travail et est donc payé comme tel) (p. 2368) ; amendements n° 132 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte et n° 178 de M. Charles Millon (précisant que le droit à l'expression s'exerce sur les lieux et pendant le temps de travail normalement rémunéré) (p. 2369) ; amendement n° 190 rejeté par scrutin public ; amendement n° 79 rejeté ; amendement n° 80 rejeté ; amendements n° 132 et n° 178 rejetés par scrutin public (p. 2370) ; amendement n° 81 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; amendement n° 133 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) ; amendement n° 81 rejeté ; amendement n° 133 rejeté ; amendement n° 57 de la commission : devenu sans objet (p. 2381) ; amendement n° 192 de M. Michel Noir (précisant les modalités d'exercice du droit à l'expression des salariés : communication préalable à l'employeur de l'ordre du jour des réunions) (p. 2382) : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Philippe Séguin ; amendement n° 134 de M. Georges Tranchant (limitant la rémunération du temps d'expression des salariés aux entreprises ou organismes où existent des modalités d'exercice au sens des dispositions de l'article L. 461-3) (p. 2383) : rejeté.

Article L. 461-3 du code du travail (accords définissant les modalités d'exercice du droit à l'expression) : amendement n° 179 de M. Charles Millon (consultation du personnel par voie de référendum sur les modalités d'exercice du droit à l'expression) ; « médiatisation » de l'expression directe et collective des salariés par les organisations syndicales (p. 2384) ; rôle des organisations syndicales dans l'entreprise (p. 2385) ; amendement n° 179 rejeté par scrutin public ; amendement n° 175 de M. Charles Millon (excluant du champ d'application des dispositions les entreprises et organismes relevant du secteur public) : retiré ; amendement n° 58 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2386) ; amendement n° 20 de M. Roland Renard soutenu par M. Paul Balmigère (tendant à supprimer le seuil d'effectif) : retiré ; amendement n° 136 de M. Georges Tranchant (tendant à relever le seuil de 200 à 750 salariés) ; amendement n° 137 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (relevant le seuil de 200 à 500 salariés) ; amendement n° 278 du Gouvernement (tendant à supprimer la référence à l'article L. 431-3 du code du travail) (p. 2387) ; amendement n° 136 rejeté ; amendement n° 137 rejeté ; amendement n° 278 retiré ; amendement n° 82 de M. Alain Madelin (affirmant le caractère expérimental des dispositions prévues pour faciliter l'expression directe des salariés) (p. 2388) : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Jacques Brunhes ; amendement n° 83 de M. Alain Madelin et amendement n° 176 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnels) ; amendement n° 83 retiré ; amendement n° 176 rejeté ; amendement n° 26 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Paul Balmigère (prévoyant que l'accord devra être conclu avec les organisations syndicales représentatives) ; amendement n° 138 de M. Etienne Pinte (précisant que l'accord est conclu entre l'employeur et les organisations représentatives des salariés au sens de l'article L. 133-2) (p. 2389) ; amendement n° 229 du Gouvernement (prévoyant que l'accord devra faire l'objet d'une négociation avec les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise) ; notion de représentativité syndicale (p. 2390) ; amendement n° 229 retiré ; amendement n° 26 retiré ; amendement n° 138 rejeté ; amendement n° 229 du Gouvernement repris par le groupe R. P. R. rejeté par scrutin public ; amendement n° 139 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Charles Millon (consultation du personnel par voie de référendum sur le projet d'accord) (p. 2391) ; sous-amendement n° 281 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 139 rejeté par scrutin public ; amendement n° 140 de M. Jean-Paul Charié (fixation des modalités d'exercice du droit d'expression par le règlement intérieur dans les entreprises occupant entre 50 et 200 salariés) : rejeté ; amendement n° 84 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (tendant à supprimer les dispositions précisant le contenu de l'accord prévu à l'article 461-3 du code du travail) (p. 2393) : rejeté ; amendement n° 279 du Gouvernement (de précision) : retiré ; amendement n° 135 de M. Philippe Séguin (modifiant les stipulations qui devront être contenues dans l'accord sur les modalités d'exercice du droit à l'expression) ; rôle de l'encadrement (p. 2394) ; sous-amendement n° 282 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; rôle des cadres dans l'entreprise (p. 2395) : rejeté ; amendement n° 135 rejeté ; amendement n° 191 de M. Michel Noir (prévoyant la présence de l'employeur ou de son représentant lors des réunions permettant l'expression des salariés) (p. 2396) : rejeté ; amendement n° 209 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 2397) : rejeté ; amendement n° 59 de la commission (tendant à garantir l'information des organisations syndicales représentatives) ; sous-amendement n° 287 de M. Alain Madelin (précisant qu'il s'agit des organisations syndicales représentatives dans l'entreprises) : rejeté ; amendement n° 59 adopté après correction (p. 2398) ; amendement n° 85 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (prévoyant que l'accord précisera le rôle dévolu à l'encadrement) : rejeté ; amendement n° 86 de M. Alain Madelin (prévoyant que l'accord précisera le rôle de l'encadrement et la délégation dont celui-ci doit nécessairement disposer pour informer, répondre, dialoguer) : rejeté (p. 2399) ; amendement n° 141 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (prévoyant que l'accord précisera les modalités de consultation du personnel par voie de référendum) : rejeté ; amendement n° 60 de la commission (proposant une procédure de consultation à défaut de négociation dans les entreprises de moins de 200 salariés) (p. 2400) ; amendement n° 268 du Gouvernement (prévoyant une procédure de consultation à défaut d'accord dans les entreprises visées au premier alinéa du présent article ainsi que dans les entreprises de moins de 200 salariés) ; possibilité laissée par l'amendement n° 268 du Gouvernement dans les entreprises de moins de 200 salariés de ne pas négocier ni consulter les organisations syndicales (p. 2401) ; substitution de l'amendement n° 288 du Gouvernement à son amendement n° 268 repris par M. Alain Madelin ; amendement n° 288 du Gouvernement (prévoyant une procédure de consultation dans les entreprises visées au premier alinéa à défaut d'accord) ; sous-amendement n° 286 de M. Charles Millon à l'amendement n° 60 (précisant que les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise seront consultées) (p. 2402) : rejeté ; amendement n° 60 adopté ; amendement n° 288 adopté ; amendement n° 268 devenu sans objet.

Explications de vote sur l'article 6 :

Abstention du groupe R. P. R. : *Séguin (Philippe)* (p. 2404).

Abstention du groupe U. D. F. : *Millon (Charles)* (p. 2403).

Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 2404).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 2404).

Article 6, ainsi modifié, adopté (p. 2404).

Après l'article 6 : amendement n° 22 de M. Roland Renard soutenu par M. Jacques Brunhes (reconnaissant à chaque salarié un droit à un crédit annuel payé comme temps de travail pour

s'informer de l'activité syndicale) ; **rappel au règlement** de M. Michel Noir ; amendement n° 22 non soumis à la commission des finances, réservé jusqu'à ce que celle-ci ait donné son avis.

Avant l'article 7 : amendement n° 180 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (consultation directe des salariés sur les problèmes d'amélioration de leurs conditions de travail) (p. 2412) ; sous-amendement n° 289 de M. Alain Madelin (réduisant le taux requis pour qu'un groupement de salariés puisse soumettre au chef d'entreprise un projet sur l'amélioration des conditions de travail) : rejeté ; amendement n° 180 : rejeté ; **rappels aux règlements** de MM. Jacques Brunhes et Philippe Séguin (p. 2413).

Article 7 (*instituant une obligation de négocier dans un délai de six mois*) : problème posé par la conclusion d'accords dans les entreprises du secteur public ; portée juridique de l'obligation de négocier (p. 2414) ; amendements n°s 181 de M. Charles Millon et 210 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) : rejetés ; amendement n° 222 de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 211 de M. Alain Madelin (modifiant le point de départ du délai prévu : publication par le Gouvernement d'un rapport retraçant les actions et moyens engagés pour favoriser l'expression directe des salariés) (p. 2415) ; amendement n° 143 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Serge Charles (augmentant le délai prévu) ; amendement n° 142 de M. Philippe Séguin (fixant le délai à six mois pour les entreprises de plus de 500 salariés et à un an pour les autres) : amendement n° 211 rejeté ; amendement n° 143 rejeté ; amendement n° 142 rejeté (p. 2416) ; amendement n° 231 du Gouvernement (prévoyant des sanctions en cas de non-respect de l'obligation de négocier) ; amendements n° 61 de la commission et n° 23 de M. Roland Renard soutenu par M. Jean Combasteil (même objet) ; amendement n° 23 retiré ; salariés du secteur public et principe d'égalité devant la loi ; sous-amendement n° 290 de M. Michel Noir (précisant que les dispositions de l'amendement n° 231 s'appliquent aux entreprises du secteur privé comme à celles du secteur public) (p. 2417) ; sous-amendement n° 291 de M. Michel Noir (tendant à sanctionner les organisations syndicales ayant refusé d'engager des négociations) : rejeté ; amendement n° 231 adopté après rectification ; amendement n° 61 et sous-amendement n° 290 devenus sans objet ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 182 de M. Charles Millon soutenu par M. Pierre Micaux (précisant que, dans les entreprises relevant du secteur public, les conditions d'exercice du droit d'expression sont fixées par la loi portant démocratisation du secteur public) (p. 2418) ; réserve de l'examen de l'amendement jusqu'après l'article 8, demandée par M. Philippe Séguin : refusée ; amendement n° 182 rejeté.

Article 8 (*bilan des résultats obtenus au terme de la période d'expérimentation*) : rôle des inspecteurs du travail ; absence de consultation des employeurs (p. 2419) ; amendement n° 212 de M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté (p. 2420) ; amendement n° 213 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (confiant aux chefs d'entreprise le soin d'établir un rapport d'évaluation des résultats) ; amendements n° 183 et n° 184 de M. Charles Millon (de conséquence : relatifs à la procédure du référendum) : retirés ; amendement n° 232 du Gouvernement (transmission aux inspecteurs du travail de l'analyse des résultats faite par le chef d'entreprise et des avis des délégués syndicaux et du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) ; amendement n° 114 de M. Philippe Séguin (confiant à l'employeur le soin de présenter au comité d'établissement de l'entreprise un rapport sur les résultats obtenus) : retiré (p. 2421) ; amendement n° 213 rejeté ; sous-amendement n° 294 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 232 (prise en compte des futures dispositions de la loi relative à la démocratisation du secteur public) (p. 2422) : rejeté ; sous-amendement n° 295 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) ; sous-amendement n° 284 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; sous-amendement n° 295 rejeté ; sous-amendement n° 284 rejeté ; sous-amendement n° 293 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Etienne Pinte (de précision) (p. 2423) : rejeté ; sous-amendement n° 280 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Jean Combasteil (réduisant le délai prévu de deux ans à un an) (p. 2424) : rejeté ; sous-amendement n° 292 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 2425) : rejeté ; sous-amendement n° 286 de M. Charles Millon (précisant que le rapport est transmis aux inspecteurs du travail compétents par le chef d'entreprise) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 283 de M. Philippe Séguin (transmission du rapport à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre) : rejeté ; amendement n° 232 adopté ; en conséquence, amendements n°s 62 de la commission, 214 de M. Alain Madelin, 63 et 64 de la commission, sous-amendement n° 223 de Mme Ghislaine Toutain, amendements n°s 24 de M. Pierre Zarka, 65 et 66 de la commission, 185 de M. Charles Millon, 67 de la commission, et sous-amendement n° 254 de M. Michel Noir, amendements n°s 145 de M. Philippe Séguin, 215 de M. Alain Madelin, 146 et 147 de M. Philippe Séguin devenus sans objet (p. 2426).

Après l'article 6 : amendement précédemment réservé n° 22 de M. Roland Renard soutenu par M. Jacques Brunhes (accordant à chaque salarié le droit à un crédit annuel payé comme temps de travail pour s'informer de l'activité syndicale) ; recevabilité de cet amendement au regard de l'article 40 de la Constitution ; **rappel au règlement** de M. Philippe Séguin (p. 2438) ; charges des entreprises ; faible taux de syndicalisation en France ; vote négatif du groupe socialiste (p. 2439) ; amendement n° 22 : rejeté.

Article 8 (*suite*) : amendement n° 148 de M. Philippe Séguin soutenu par M. Michel Noir (permettant à tout salarié ou groupement de salariés de faire valoir par écrit ses observations et suggestions concernant le fonctionnement des procédures d'expression directe des salariés) (p. 2440) : rejeté par scrutin public ;

— article 8, ainsi rédigé, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 216 de M. Alain Madelin (prévoyant que le Gouvernement présentera au Parlement avant le 31 décembre 1982 un rapport faisant le bilan des expériences et réalisations des entreprises destinées à favoriser l'expression des salariés) : retiré.

Article 9 (*rapport présenté au Parlement*) : détermination par décret au Conseil d'Etat des modalités d'exercice du droit d'expression des salariés dans les entreprises mentionnées à l'article L. 361-1 lorsque l'accord prévu à l'article L. 461-3 n'aura pas été conclu ou aura été dénoncé ; problème constitutionnel posé par cet article (p. 2441) ; compétence du législateur pour déterminer les principes fondamentaux du droit du travail en vertu de l'article 34 de la Constitution ; principe d'égalité des citoyens devant la loi (p. 2442) ; principe du droit du travail selon lequel des accords collectifs s'appliquent lorsqu'ils sont plus favorables que la loi (p. 2443) ; amendement n° 217 de M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 193 de M. Michel Noir (proposant que le Gouvernement soumette au vote du Parlement un rapport de synthèse) (p. 2444) : retiré ; amendement n° 218 de M. Alain Madelin (visant à retarder la date d'examen du rapport) ; amendement n° 149 de M. Serge Charles (même objet) (p. 2445) ; amendement n° 218 rejeté ; amendement n° 149 rejeté ; amendement du Gouvernement (rédactionnel) adopté ; amendement n° 224 de Mme Ghislaine Toutain (relatif à la numérotation des articles) : devenu sans objet ; amendement n° 186 de M. Charles Millon (tendant à supprimer le 2e alinéa de l'article 9 prévoyant un décret en Conseil d'Etat dans le cas où aucun accord n'aurait été conclu) (p. 2446) ; rejeté ; amendement n° 151 de M. Philippe Séguin (confiant à une loi le soin de fixer les modalités définitives du droit d'expression après la publication du rapport sur son expérimentation) : retiré ; amendement n° 68 de la commission (même objet) ; amendement n° 240 de M. Charles Millon (même objet) : retiré ; amendement n° 219 de M. Alain Madelin (même objet) : retiré ; amendement n° 68 adopté ; amendement n° 220 de M. Alain Madelin (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 150 de M. Serge Charles (de conséquence) : retiré (p. 2147) ; amendement n° 221 de M. Alain Madelin (relatif à l'objet de la future loi qui sera déposée après la période d'expérimentation) : rejeté ; amendement n° 196 de M. Michel Noir soutenu par M. Philippe Séguin (substituant la référence L. 461-3 à la référence L. 461-1) ; amendement n° 233 du Gouvernement (supprimant la condition du dépôt de la future loi devant fixer les modalités définitives du droit d'expression : accords non conclus ou dénoncés) (p. 2448) ; portée de l'obligation de négocier ; caractère non définitif de la présente loi ; amendement n° 196 rejeté ; amendement n° 233 adopté ; amendement n° 187 de M. Charles Millon (tendant à supprimer le 3e alinéa de l'article 9) : satisfait par l'adoption de l'amendement n° 68 ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 2449).

Après l'article 9 : amendement n° 7 de M. Jacques Brunhes (relatif à la libre expression, par les salariés, de leurs opinions politiques dans l'entreprise) ; problème posé par les sociétés de gardiennage et les milices patronales ; amendement n° 7 retiré (p. 2450) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Séguin ; sous-amendement n° 247 de M. Philippe Séguin (relatif à la liberté du travail) : devenu sans objet.

Explications de vote (p. 2452).

Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2453).
Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll* (*Robert*) (p. 2452).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 2452).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Millon* (*Charles*) (p. 2453).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 2454).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juillet 1982] (p. 4691).

Position du Sénat : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 4691) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 4691, 4692) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 4692) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 4692) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4692, 4693).

Discussion des articles [22 juillet 1982] (p. 4693).

Article 1er : *article L.* 122-35 *du code du travail* : amendement n° 31 de M. Etienne Pinte (relatif aux clauses prohibées du règlement intérieur : substitution à la mention des droits des personnes et des libertés individuelles et collectives la mention des droits fondamentaux de la personne) ; fonctionnement de la commission ; amendement n° 31 rejeté ; amendement n° 32 de M. Etienne Pinte (relatif aux clauses autorisées du règlement intérieur : restrictions aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives justifiées « par les exigences du bon fonctionnement de l'entreprise ») : rejeté ; amendement n° 23 de M. Jacques Brunhes (caractère non écrit de toute clause contraire aux dispositions prévues par l'article L. 122-35) (p. 4694) ; contrôle du contenu du règlement intérieur par l'inspecteur du travail ; amendement n° 23 rejeté ; amendement n° 1 de la commission (relatif aux clauses du règlement intérieur prohibées : discrimination en raison de la situation de famille) ; amendement n° 33 de M. Etienne Pinte (même objet) ; amendement n° 1 adopté ; en conséquence, amendement n° 33 devenu sans objet.

Article L. 122-36 *du code du travail* : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) adopté ; amendement n° 34 de M. Etienne Pinte (motivation de l'avis du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) adopté ; amendement n° 35 de M. Etienne Pinte (communication du règlement intérieur au directeur départemental du travail et de l'emploi et non à l'inspecteur du travail) (p. 4695) : rejeté ; amendement n° 36 de M. Etienne Pinte (obligeant l'inspecteur du travail à faire connaître ses observations dans un certain délai) : rejeté ; amendement n° 37 de M. Etienne Pinte (précisant que le texte intégral du règlement intérieur est remis au salarié lors de son embauche) : rejeté ; amendement n° 29 du Gouvernement (de précision) ; amendement n° 38 de M. Etienne Pinte (de précision) ; amendement n° 29 adopté ; en conséquence, amendement n° 38 devenu sans objet (p. 4696).

Article L. 122-37 *du code du travail* : amendement n° 39 de M. Etienne Pinte (limitant le pouvoir d'initiative de l'inspecteur de travail en matière de modification ou de retrait des clauses du règlement intérieur contraires aux articles L. 122-35 et L. 122-36) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Etienne Pinte (tendant à éviter que l'inspecteur du travail puisse exiger des modifications ou le retrait de clauses du règlement intérieur « à tout moment ») : rejeté ; amendement n° 41 de M. Etienne Pinte (précisant à qui doit être adressé pour information la décision de l'inspecteur du travail) : adopté ; amendement n° 24 de M. Jacques Brunhes (proposant qu'en cas de litige porté devant la juridiction judiciaire les dispositions contraires aux articles L. 122-34 et L. 122-35 soient réputées non écrites) ; amendement n° 42 de M. Etienne Pinte (diffusion de la copie de jugement du conseil des prud'hommes qui, à l'occasion d'un litige individuel, a écarté l'application de clauses contraires aux articles L. 122-34 et L. 122-35) ; amendement n° 4 de la commission (même objet) (p. 4697) ; amendement n° 24 retiré ; amendement n° 42 rejeté : amendement n° 4 adopté.

Article L. 122-38 *du code du travail* : amendement n° 43 de M. Etienne Pinte (précisant le délai du recours administratif) : adopté ; amendement n° 44 de M. Etienne Pinte (précisant les destinataires des informations communiquées par le directeur régional du travail) : adopté.

Article L. 122-39 *du code du travail* : amendement n° 45 de M. Etienne Pinte (tendant à établir une distinction entre le règlement intérieur et les notes de service) ; amendement n° 5 de la commission (relatif aux notes de service) ; amendement n° 45 rejeté ; amendement n° 5 adopté (p. 4698) ; amendement n° 46 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article L. 122-40 *du code du travail* : amendement n° 47 de M. Etienne Pinte (suppression de l'article L. 122-40 définissant la notion de sanction) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article L. 122-41 *du code du travail* : amendement n° 48 de M. Etienne Pinte (introduisant un seuil pour l'application de la nouvelle procédure disciplinaire) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (tendant à ce que la sanction ne puisse intervenir qu'au moment où le salarié est informé qu'il en est l'objet) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (tendant à préciser le cas où le salarié doit être convoqué pour l'entretien préalable et ceux où seule la notification écrite suffit) (p. 4699) ; amendement n° 49 de M. Etienne Pinte (tendant à préciser les cas où le salarié doit être convoqué pour l'entretien préalable) ; amendement n° 9 adopté ; en conséquence, amendement n° 49 devenu sans objet ; amendement n° 10 de la commission (prévoyant un délai maximal dans lequel la sanction devra intervenir) : adopté ; amendement n° 50 de M. Etienne Pinte (relatif à la procédure disciplinaire) : rejeté ; amendement n° 51 de M. Etienne Pinte (suppression de la disposition rendant applicable la procédure disciplinaire au licenciement pour faute dans certaines entreprises) : rejeté.

Article L. 122-42 *du code du travail* : amendement n° 52 de M. Etienne Pinte (relatif à la sanction de la mise à pied et à la notion de sanction pécuniaire) : rejeté (p. 4700).

Article L. 122-44 *du code du travail* : amendement n° 53 de M. Etienne Pinte (suppression de l'article L. 122-44 permettant au juge d'apprécier la disproportion de la sanction par rapport à la faute commise) : rejeté ; amendement n° 30 du Gouvernement (relatif au renversement de la charge de la preuve) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (relatif à la protection des salariés contre les licenciements) (p. 4701) ; retiré ; amendement n° 26 de M. Jacques Brunhes (relatif au droit du licenciement) : retiré.

Article L. 122-45 *du code du travail* : amendement n° 54 de M. Etienne Pinte (ayant pour objet de distinguer le pouvoir disciplinaire et la procédure pénale) ; amendement n° 13 de la commission (relatif au délai de prescription) ; amendement n° 54 rejeté ; amendement n° 13 adopté ; amendement n° 55 de M. Etienne Pinte (relatif au délai de prescription) : devenu sans objet.

Article L. 122-46 *du code du travail* : amendement n° 14 de la commission (précisant les éléments ne pouvant justifier une mesure de sanction ou de licenciement) ; sous-amendement n° 60 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 4702) ; notion d'activités syndicales ; sous-amendement n° 60 rejeté ; amendement n° 14 adopté : amendement n° 59 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (application des sanctions pénales prévues à l'article L. 461-3 en cas d'infraction) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 15 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendement n° 57 de M. Etienne Pinte (critère retenu pour les licenciements d'ordre économique : prise en compte de la situation des handicapés) (p. 4703) : rejeté ;

— article 3, adopté.

Article 4 : amendement n° 56 de M. Etienne Pinte (donnant au chef d'entreprise un délai de deux ans pour mettre leur règlement en conformité avec les nouvelles dispositions de la loi) : rejeté ;

— article 4, adopté.

Article 5 : adopté (p. 4704).

Article 6 ; *article L.* 461-1 *du code du travail* : amendement n° 28 de M. Jacques Brunhes (de conséquence) : devenu sans objet.

Article L. 461-2 *du code du travail* : amendement n° 58 de M. Etienne Pinte (de précision) : rejeté.

Article L. 461-3 *du code du travail* : amendement n° 16 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (relatif à l'accord définissant les modalités d'exercice

du droit d'expression des salariés) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (suppression de la disposition permettant au chef d'entreprise de mettre en œuvre, à défaut d'accord, le droit d'expression dans son entreprise) (p. 4705) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 : amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 22 de la commission (repoussant de six mois la date du dépôt du rapport) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 4706).

Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 4706).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll* (*Robert*) (p. 4706).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Pinte* (*Etienne*) (p. 4707).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Madelin* (*Alain*) (p. 4706).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4707).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juillet] (p. 4870).

Droit disciplinaire : *Auroux* (*Jean*) (p. 4870).

Droit d'expression : *Auroux* (*Jean*) (p. 4870).

Question préalable adopté par le Sénat : *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 4870).

Texte.

Article 1er (p. 4871).

Article 1er *bis*.

Article 2.

Article 3.

Article 4.

Article 5.

Article 6.

Article 7.

Article 8.

Article 9.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4872).

10. — Propositions de loi n° 974 tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au **statut général des militaires.** *Sénat* (première lecture), **n° 88** (1981-1982). Dépôt le 2 décembre 1981 par M. Jacques Genton, sous le titre « Proposition de loi concernant la garantie du droit au travail et la protection de la deuxième carrière des militaires retraités », et **n° 136** (1981-1982). Dépôt le 17 décembre 1981 par M. Yvon Bourges. Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport **n° 381** (1981-1982) (9 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption le 23 juin 1982. — Proposition de loi **n° 118** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 974**, dépôt le 24 juin 1982. Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (1er juillet 1982). — Rapporteur pour avis : M. Louis Robin (30 septembre 1982).

11. — Proposition de loi n° 1189 tendant à interdire aux **femmes enceintes** de travailler plus de **huit heures.** *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. — Projet de loi n° 1202 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'**égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.** *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 8 novembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir (18 novembre 1982). — Rapport **n° 1268** (1er décembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (24 novembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. François Massot (2 décembre 1982). Discussion le 6 décembre 1982. — Adoption le 6 décembre 1982. — Projet de loi **n° 273.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1982] (p. 7978) :

Absentéisme des femmes : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7978, 7979).

Abstention du groupe U.D.F. : *Haby* (*René*) (p. 7983) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7987).

Allocations familiales : *Haby* (*René*) (p. 7983) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7986) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7993).

Conseil supérieur de l'égalité professionnelle : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7979) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7982) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7984) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 7986) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 7988) ; *Patrat* (*Marie-Thérèse*) (p. 7989) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 7993).

Directive européenne de 1976 : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7979) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7994).

Discriminations positives : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7979) ; *Massot* (*François*) (p. 7980) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7987) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 7987, 7988) ; *Chaigneau* (p. 7988) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 7992) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7994).

Droit d'ester en justice reconnu aux syndicats : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7979) ; *Massot* (*François*) (p. 7980) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7982) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 7993).

Embauche et licenciement : *Massot* (*François*) (p. 7980) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7982) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7983) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 7985) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 7991) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 7992).

Emploi des femmes (importance et répartition) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7978) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7980, 7981) ; *Haby* (*René*) (p. 7983) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7983, 7984) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 7984) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 7985) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 7987) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 7988) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 7991) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 7992).

Formation des femmes : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7978, 7979) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7981, 7983) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7984) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 7984, 7985) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 7987) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 7988, 7989) ; *Patrat* (*Marie-Thérèse*) (p. 7989).

Interdiction de discrimination (contenu du principe) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7979) ; *Massot* (*François*) (p. 7980) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7982) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7987) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 7991).

Législation protectrice de la femme au travail (problème des femmes enceintes) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7978, 7979) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7981, 7993) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7984) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 7986) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 7988) ; *Misoffe* (*Hélène*) (p. 7992, 7993).

Promotion professionnelle des femmes : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7978) ; *Patrat* (*Marie-Thérèse*) (p. 7989, 7990).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe* (*Pierre*) (p. 7991).

Rappel au règlement de M. Claude Labbé : *Labbé* (*Claude*) (p. 7991) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 7991).

Rémunération des femmes : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7978) ; *Massot* (*François*) (p. 7980) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7981), 7982, 7994) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7983, 7984) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7987) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 7987, 7988) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 7989) ; *Patrat* (*Marie-Thérèse*) (p. 7989) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 7991).

Sanctions, incitation et prévention (problème du plan d'égalité professionnelle) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 7979) ; *Massot* (*François*) (p. 7980) ; *Roudy* (*Yvette*) (p. 7982) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7984) ; *Toutain* (*Ghislaine*) (p. 7986) ; *Chaigneau* (*Colette*) (p. 7988).

Situation de la femme guadeloupéenne : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 7990).

Travail à temps partiel : *Bassinet* (*Philippe*) (p. 7984) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 7993).

Vote favorable du groupe communiste : *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 7985).

Discussion des articles [6 décembre 1982] (p. 7994, 8002) :

Titre Ier (*règles générales de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*).

Article 1er : (*modification du chapitre 3 du titre II du livre Ier du code du travail) : article L. 123-1 du code du travail (principe de non-discrimination)* : amendement n° 30 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (généralisant à tous les obligations que le projet impose aux employeurs) (p. 7994) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (ajoutant la mutation aux décisions qui ne doivent pas être prises en considération du sexe) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (mentionnant la rémunération dans les mesures qui ne doivent pas revêtir un caractère sexiste) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (mentionnant la promotion professionnelle et la mutation dans les mesures qui ne doivent pas revêtir un caractère sexiste) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (suppression de la référence à certaines dispositions du code du travail relatives à la maternité) : adopté ; amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'alinéa prévoyant que la liste des emplois pour lesquels le sexe constitue une condition déterminante sera établie par décret en Conseil d'Etat) (p. 7995) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 31 de la commission des lois (rédactionnel) ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 31 : adopté ; en conséquence amendement n° 8 : devenu sans objet ; *article L. 123-2 du code du travail (interdiction de clauses réservant le bénéfice d'une mesure à un salarié en considération de son sexe sauf clauses relatives à la maternité)* : amendement n° 9 de la commission (prévoyant la nullité de plein droit des clauses introduites en violation des dispositions législatives) : adopté ; amendement n° 41 de Mme Fraysse-Casalis soutenu par Mme Muguette Jacquaint (visant à permettre la mise en œuvre de protections particulières plus favorables) ; amendement n° 10 de la commission (visant à limiter les exceptions au principe de l'égalité aux seules dispositions concernant la protection de la femme enceinte ou de la femme qui allaite son nourrisson) (p. 7996) ; problème des « droits acquis » (interdiction du travail de nuit ; limitation des poids apportés) ; problème familial de la vie de femme ; hostilité du groupe socialiste à l'amendement n° 41 ; amendement n° 41 : rejeté par scrutin public ; amendement n° 10 : adopté ; *article L. 123-3 du code du travail (mesures de rattrapage ou de discriminations positives)* : amendement n° 47 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 7997) « obligatoin de résultat » ; amendement n° 47 : rejeté (p. 7998) ; amendement n° 54 de Mme Hélène Missoffe (tendant à supprimer le caractère temporaire des mesures dérogatoires) ; nécessité que des mesures spécifiques soient prises dans les domaines de la formation initiale et de la formation permanente (p. 8003) ; amendement n° 54 : retiré ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 55 de Mme Hélène Missoffe (autorisant que des mesures temporaires soient prises en vue d'ouvrir des droits particuliers aux femmes et d'aménager leurs conditions de travail de manière à permettre de mieux répondre à leurs aspirations propres) : rejeté ; amendement n° 64 de Mme Marie-France Lecuir (précisant le champ d'application des mesures temporaires réglementaires) ; sous-amendement n° 76 de Mme Hélène Missoffe (prévoyant que des mesures dérogatoires pourront figurer dans les conventions ou accords collectifs non étendus) (p. 8004) : rejeté ; amendement n° 64 : adopté ; amendement n° 56 de Mme Hélène Missoffe (de conséquence) devenu sans objet ; *article L. 123-4 du code du travail (protection du salarié ayant intenté une action en justice pour faire respecter l'égalité professionnelle)* : amendement n° 32 de la commission des lois (substitution de la notion de « mesures prises à raison de l'action en justice » à la notion de « mesures de rétorsion » et précisant que la réintégration est de droit et que le salarié est considéré comme n'ayant jamais cessé d'occuper son emploi) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (précisant que l'indemnité de licenciement ne se limite pas à celle prévue par l'article L. 122-9 mais qu'elle doit incorporer d'éventuels avantages contractuels) (p. 8005) : adopté ; amendement n° 65 de Mme Marie-France Lecuir (proposant que l'employeur reverse aux A.S.S.E.D.I.C. les allocations de chômage qui auraient été versées à ce salarié au cours de la période de son licenciement lorsque celui-ci a été annulé) : adopté ; amendement n° 42 de M. Jacques Brunhes soutenu par Mme Adrienne Horvath (protection du salarié contre le licenciement pendant une période de six mois après la décision de justice) : retiré ; *article L. 123-5 du code du travail (action en justice des syndicats)* : amendement n° 33 de la commission des lois (permettant aux syndicats d'intenter toute action en justice et non seulement les actions civiles) ; amendement n° 14 de la commission (même objet) (p. 8006) ; amendement n° 33 : adopté ; amendement n° 14 : devenu sans objet ; amendement n° 34 de la commission des lois (allongeant le délai prévu de 15 à 30 jours) : rejeté ; *article L. 123-6 du code du travail (affichage des textes relatifs à l'égalité professionnelle)* : amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 43 de Mme Muguette Jacquaint (prévoyant l'affichage dans chaque bureau et atelier) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8007).

Après l'article 1er : amendement n° 16 de la commission (de conséquence : suppression dans le 12e de l'article L. 133-5 du code du travail, de la mention des femmes pour l'application des dispositions particulières des conventions collectives) ; amendement n° 68 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 68 : adopté.

Article 2 (*critères d'appréciation de la valeur du travail*) : amendement n° 67 de M. Gilbert Gantier (prévoyant l'intervention du juge en cas de litige entre l'employeur et les employés) : rejeté ; amendement n° 77 du Gouvernement (relatif à la charge de la preuve) ; amendement n° 69 de Mme Ghislaine Toutain (même objet) ; amendement n° 17 de la commission (même objet) ; amendement n° 77 : adopté (p. 8008) ; amendements nos 69 et 17 : devenus sans objet ; amendement n° 18 de la commission (application des dispositions du présent chapitre aux unités économiques et sociales) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*modification de l'intitulé de la section 1 du chapitre 2 du titre 5 du livre premier du code du travail : contrats de travail, règlement intérieur*) : adopté.

Article 4 (*sanctions*) : *article L. 152-1 du code du travail (extension des dispositions de l'article 416 du code pénal à toutes les infractions à l'article L. 123-1 du code du travail)* : amendement n° 48 de M. Gilbert Gantier (suppression de la peine d'emprisonnement de deux mois à un an) ; amendement n° 57 de Mme Hélène Missoffe (substitution de la peine d'emprisonnement de deux à six mois à la peine d'emprisonnement de deux mois à un an) (p. 8009) ; amendement n° 48 : rejeté ; amendement n° 57 : rejeté ; amendement n° 58 de Mme Hélène Missoffe (substitution d'une amende de 1 000 à 10 000 francs à l'amende de 2 000 à 20 000 prévue par le projet) : rejeté ; amendement n° 44 de Mme Muguette Jacquaint (proposant qu'en cas de récidive l'amende soit fixée de 10 000 à 40 000 francs) : retiré ; amendement n° 49 de M. Gilbert Gantier (limitant le coût d'insertion dans les journaux du jugement) : rejeté (p. 8010) ; *article L. 152-1-1 du code du travail (dispense et ajournement de la peine)* : amendement n° 35 de la commission des lois (de forme) : adopté ; amendement n° 70 du Gouvernement (supprimant les dispositions relatives à l'astreinte et prévoyant que l'ajournement pourra comporter injonction d'exécuter dans un certain délai les mesures propres à assurer dans l'entreprise l'égalité de traitement) ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 36 de la commission des lois (de forme) ; amendement n° 37 de la commission des lois (suppression des dispositions relatives à l'astreinte) ; sous-amendement n° 78 de la commission des lois à l'amendement n° 70 (rédactionnel) (p. 8011) : adopté ; amendement n° 70, ainsi modifié : adopté ; amendements n° 36, n° 19 et n° 37 devenus sans objet ; *article L. 152-1-2 du code du travail (décisions du tribunal après ajournement)* : amendement n° 71 du Gouvernement (donnant au tribunal la faculté de recourir à un deuxième ajournement) ; adopté après rectification ; amendement n° 38 de la commission des lois (de coordination : suppression des dispositions relatives à l'astreinte) : devenu sans objet ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*de codification*) : adopté.

Article 6 (*sanctions de la violation des dispositions relatives à l'égalité des salaires*) : amendement n° 72 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*compétences du comité d'entreprise*) : amendement n° 20 de la commission (de forme) : adopté (p. 8012) ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*attributions du comité d'entreprise*) ; *article L. 432-3-1 du code du travail (informations transmises par le chef d'entreprise : rapport sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise)* : amendement n° 50 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 51 de M. Gilbert Gantier (limitation du contenu du rapport) : non soutenu ;

amendement n° 59 de Mme Hélène Missoffe (proposant que les informations relatives à la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes ne fassent pas l'objet d'un rapport spécifique mais soient incluses dans le rapport prévu au sixième alinéa de l'article L 432-4 du code du travail) (p. 8013) : rejeté ; amendement n° 22 de la commission (prévoyant que le rapport sera transmis simultanément aux délégués syndicaux et à tous les salariés en faisant la demande) ; amendement n° 73 du Gouvernement (prévoyant que les délégués syndicaux recevront communication du rapport) ; amendement n° 22 : rejeté ; amendement n° 73 : adopté ; amendement n° 23 de la commission (fixation d'un délai pour la transmission du rapport à l'inspecteur du travail) : adopté ; amendement n° 75 du Gouvernement (transmission du rapport au comité central d'entreprise) : adopté ; amendement n° 74 du Gouvernement (proposant que le rapport soit mis à la disposition de tout salarié qui en fait la demande) : adopté (p. 8014) ; *article L 432-3-2 du code du travail (plan pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise)* : amendement n° 24 de la commission (prévoyant la négociation des plans d'égalité professionnelle conformément aux dispositions des articles L 132-18 à L 132-26 du code du travail) : adopté ; amendement n° 52 de M. Gilbert Gantier (suppression du dernier alinéa) : non soutenu ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*constatation des infractions par les inspecteurs du travail*) : amendement n° 25 de la commission (visant à permettre aux inspecteurs du travail de constater l'ensemble des discriminations professionnelles) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*inspecteurs du travail placés sous l'autorité du ministre de l'agriculture*) : amendement n° 2 de la commission (visant à permettre aux inspecteurs du travail de constater l'ensemble des discriminations professionnelles) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 8015).

Article 11 (*principe d'égalité entre les sexes dans le domaine de la formation professionnelle*) : amendement n° 66 de Mme Marie-France Lecuir (de forme) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Titre II (*Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*).

Avant l'article 12 : amendement n° 60 de Mme Hélène Missoffe (substitution du comité du travail féminin au conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) : rejeté ;

— intitulé du Titre II, adopté.

Article 12 (*modification de l'intitulé du titre troisième du livre troisième du code du travail : agence nationale pour l'emploi - conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les hommes et des femmes*) : amendement n° 61 de Mme Hélène Missoffe (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (*de codification*) : amendement n° 27 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté (p. 8016).

Article 14 (*rôle du conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les hommes et des femmes*) : amendement n° 28 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 62 de Mme Hélène Missoffe (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 39 de la commission des lois (composition, compétence et condition de création du conseil supérieur de l'égalité professionnelle) ; sous-amendement n° 79 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives à la composition du conseil supérieur de l'égalité professionnelle) : retiré ; sous-amendement n° 80 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 39, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 63 de Mme Hélène Missoffe (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Titre III (*dispositions diverses*).

Article 15 (*conditions d'attribution de l'aide financière de l'Etat au plan d'égalité professionnelle*) : amendement n° 53 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 8017) : rejeté ;

— article 15 adopté.

Article 16 (*clauses des contrats de travail, des conventions collectives ou accords collectifs en vigueur ouvrant droits particulier pour les femmes*) : amendement n° 45 de Mme Muguette Jacquaint (supprimant l'obligation de mettre en conformité les clauses des contrats de travail avec les nouvelles dispositions du projet) : rejeté ;

— article 16, adopté.

Article 17 (*modification du paragraphe troisième de l'article 416 du code pénal*) : amendement n° 40 de la commission des lois (suppression des dispositions renvoyant dans le 3° de l'article 416 du code pénal à des articles du code du travail et du statut général des fonctionnaires) ; amendement n° 29 de la commission (application du principe d'égalité au personnel communal) ; amendement n° 40 : rejeté ; amendement n° 29 : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté (p. 8018).

Article 18 (*délai d'application des dispositions relatives au rapport sur l'emploi féminin*) : adopté.

Explications de vote.

Abstention du groupe R.P.R. : *Missoffe (Hélène)* (p. 8019).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 8019).

Vote favorable du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 8020).

Vote favorable du groupe socialiste : *Toutain (Ghislaine)* (p. 8020).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 8020).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi. — III. Travail ; emploi.

Conditions de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Travail **6, 7, 8, 9.**

Congé de formation

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Formation professionnelle.

Conflits collectifs de —

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Conventions collectives de —

Voir *Travail* **7.**

Crédits horaires

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Décisions de justice

Voir *Questions au Gouvernement* **281.**

Droit d'expression des travailleurs

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Droit disciplinaire

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Infractions à la législation du —

Voir *Questions au Gouvernement* **264.**

Jours fériés

Voir *Questions au Gouvernement* **245.**

Règlement des conflits collectifs

Voir *Questions au Gouvernement* **214, 228, 231.**

Règlement intérieur

Voir *Travail* **6, 7, 8, 9.**

Relations de —

Voir *Questions au Gouvernement* **262, 264, 274.**

Temps de —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi. — III. Travail ; Emploi.
Questions au Gouvernement **221, 379.**
Questions orales sans débat **247.**
Travail **11.**

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Fonctionnaires et agents publics **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.
Ordonnances **2.**
Travail **6, 8.**

« TRAVAIL AU NOIR » — TRAVAIL CLANDESTIN

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail, santé, emploi. — III : Travail, emploi.
Commerce et artisanat.
Voir *Questions au Gouvernement* **247.**

TRAVAIL DE NUIT

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **5.**

TRAVAIL D'INTERET GENERAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Justice.
Procédure pénale **3.**

TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE

Voir *Agriculture* **8.**

TRAVAILLEURS DE LA MINE

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **2.**

TRAVAILLEURS FRONTALIERS

Voir *Questions au Gouvernement* **237.**

— en Suisse

Voir *Questions au Gouvernement* **436.**

Imposition sur le revenu

Voir *Questions au Gouvernement* **436.**

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Urbanisme et logement.
Travail **8.**

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Voir *Sécurité sociale* **12.**

TRAVAILLEURS SAISONNIERS

Voir *Elections et référendums* **16.**

TRAVAILLEUSES FAMILIALES

Voir *Questions orales sans débat* **210.**

TRAVAIL SOCIAL

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Questions orales sans débat **210.**

TRAVAIL TEMPORAIRE ET TRAVAIL INTERIMAIRE

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi.
Justice **6.**
Ordonnances **2.**
Questions au Gouvernement **358.**
Travail **8.**

TRAVAUX PENIBLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi.

TRIBUNAL PERMANENT DES FORCES ARMEES

Voir *Justice* **7.**

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir *Collectivités locales* **4** et **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Voir *Justice* **6.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.

TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE

Voir *Justice* **7.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Justice.

TRICASTIN (Centrale nucléaire du —)

Voir *Questions au Gouvernement* **394.**

T.S.F. 93 (radio locale)

Voir *Audiovisuel* **1.**

TUNISIE

Voir *Traités et conventions* **47, 63, 64.**

TURQUIE

Voir *Questions au Gouvernement* **269, 368.**
Questions orales sans débat **259.**

U

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (U.E.O.)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

U.N.E.D.I.C. (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce)

Voir *Chômage (indemnisation)* **2.**
Lois de finances **6** (première partie), article **6** ; (Deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Travail ; Santé ; Emploi. — III : Travail, emploi.
Questions au Gouvernement **240, 250, 277, 383, 424.**
Questions orales sans débat **216, 302.**

UNIGRAINS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — III : Budget : budget annexe de l'Imprimerie nationale ; taxes parafiscales.

UNION DES CAISSES NATIONALES DE SECURITE SOCIALE (UCANSS)

Voir *Sécurité sociale* **12.**

UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. — II : Services économiques et financiers : comptes spéciaux du Trésor ; budget annexe des monnaies et médailles.

UNIONS COOPERATIVES

Voir *Banques et établissements financiers* **4.**

UNITES TOURISTIQUES NOUVELLES

Voir *Agriculture* **4.**

UNIVERSITES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Education nationale ; Recherche et industrie ; Energie.
Recherche scientifique et technique **1.**

Assistants

Voir *Questions au Gouvernement* **284.**

Maîtres assistants

Voir *Questions au Gouvernement* **320.**

URBANISME

3. — Proposition de loi n° 335 tendant à exonérer les organismes à fins charitables, sociales, sanitaires, éducatives, culturelles et cultuelles du **versement pour dépassement du plafond légal de densité.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Serge Charles (27 mai 1982).

5. — Proposition de loi n° 644 relative au **droit de préemption dans les zones d'intervention foncière en matière industrielle.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Denise Cacheux (28 janvier 1982).

Voir *Agriculture* **4.**
Aménagement du territoire **1.**
Calamités et catastrophes **4.**
Collectivités locales **7.**
Communes **9.**
Corse **4.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Culture ; Environnement ; Urbanisme et logement ; articles additionnels non rattachés, après l'article 72.
Villes nouvelles **1, 2.**

Contrats « famille »

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Documents d'urbanisme

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

URBANISME COMMERCIAL

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Loi de finances **6** (deuxième partie), Commerce et artisanat.
Questions au Gouvernement **247.**

U. R. S. S.

Voir *Déclaration du Gouvernement* **5.**
Questions au Gouvernement **271, 430.**

Taxation des produits en provenance d'—

Voir *Lois de finances* **6** (première partie) articles 4, 12, 16 ; (deuxième partie), articles additionnels non rattachés, article 53.

U. R. S. S. A. F.

Voir *Sécurité sociale* **12.**

URUGUAY

Voir *Loi de finances* **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

USINOR ET SACILOR

Voir *Lois de finances rectificatives* **6.**
Questions au Gouvernement **415.**

USINOR-SOMMER (groupe —)

Voir *Questions au Gouvernement* **396.**

V

VACANCES

Centres de —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme.

Etalement des —

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme.

VACATAIRES (de l'enseignement agricole)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

VAL DE MARNE (Sécurité dans le —)

Voir *Questions orales sans débat* **284.**

VALEURS MOBILIERES

2. — Proposition de loi n° 1354 tendant à autoriser les caisses de retraite complémentaire, les compagnies d'assurances et les sociétés d'investissement à capital variable à acquérir des **actions ou parts de sociétés non cotées en bourse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Gérard Chasseguet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 4.
Nationalisations **5.**

VALIDATIONS

Voir *Examens, concours et diplômes* **1, 2, 3.**
Français **4.**

VANUATU

Voir *Questions orales sans débat* **132.**
Traités et conventions **52.**

VEHICULES (taxes)

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), articles 13 et 15.

VENTES

2. — Proposition de loi n° 632 tendant à donner aux adjudicataires dans les **ventes aux enchères publiques mobilières** un délai pour **l'exercice du recours en garantie à l'encontre de l'officier vendeur.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (28 janvier 1982).

3. — Proposition de loi n° 940 tendant à définir la **vente à perte.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 juin 1982 par M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Roland Vuillaume (30 septembre 1982).

VERDON (port du —)

Voir *Mer et littoral* **5, 6.**

VERSAILLES (Sommet de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **298.**

VERSEMENT — TRANSPORT

Voir *Transports urbains* **1.**

VETERINAIRES

1. — Projet de loi n° 774 relatif à l'exercice des activités **de vétérinaire.** — *Sénat* (première lecture), n° **96** (1981-1982), dépôt le 7 décembre 1981 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Pierre Lacour. — Rapport n° **247** (1981-1982) (7 avril 1982). — Discussion le 14 avril 1982. — Adoption le 14 avril 1982. — Projet de loi n° **54** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture), n° **774,** dépôt le 16 avril 1982. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Henri Prat (22 avril 1982). — Rapport n° **914** (2 juin 1982). — Discussion le 23 septembre 1982. — Adoption le 23 septembre 1982. — Projet de loi n° **224.**

Sénat (deuxième lecture), n° **510** (1981-1982), dépôt le 28 septembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Pierre Lacour. — Discussion le 7 octobre 1982. — Adoption définitive le 7 octobre 1982. — Projet de loi n° **12** (1982-1983).

Loi n° 82-899 du 20 octobre 1982 publiée au *J.O.* du 21 octobre 1982 (p. 3179).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 septembre 1982] (p. 5096) :

Conditions d'exercice des prestations de service : *Prat (Henri)* (p. 5096) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5097).

Formation des vétérinaires et problème de l'équivalence des diplômes : *Desanlis (Jean)* (p. 5097, 5098) ; *Patriat (François)* (p. 5098) ; *Cellard (André)* (p. 5098).

Interdiction de l'indication d'une spécialité : *Prat (Henri)* (p. 5096) ; *Cellard (André)* (p. 5096).

Prophylaxie et inspection sanitaire : *Prat (Henri)* (p. 5096) ; *Cellard (André)* (p. 5096, 5097, 5099) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5097) ; *Patriat (François)* (p. 5098).

Traité de Rome : *Prat (Henri)* (p. 5096) ; *Cellard (André)* (p. 5096) ; *Patriat (François)* (p. 5098).

Vote favorable du groupe socialiste : *Patriat (François)* (p. 5098).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Desanlis (Jean)* (p. 5098).

Discussion des articles [23 septembre 1982] (p. 5099) :

Article 1er *(reconnaissance mutuelle des diplômes vétérinaires)* : amendement n° 1 de la commission (précisant l'Etat qui devra délivrer l'attestation certifiant un exercice effectif et licite des activités vétérinaires) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (précisant le point de départ de la période de cinq ans au cours de laquelle le vétérinaire doit avoir exercé pendant trois ans ses activités) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 1er *bis (exclusion des ressortissants étrangers des fonctions d'inspecteur des denrées)* : amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; distinction entre action prophylactique et inspection sanitaire ; cas de la Belgique (p. 5099) ; jurisprudence de la cour de justice des communautés européennes ; féminisation de la profession ; amendement n° 3 adopté ;

— en conséquence, l'article 1er *bis,* est supprimé.

Article 2 *(conditions d'exercice des prestations de service)* ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *bis (utilisation du titre de formation)* : adopté.

Article 3 *(modification de l'article* 340 *du code rural réprimant l'exercice illégal de la profession vétérinaire)* : adopté.

Article 4 *(modalités d'application)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5100).

Voir *Animaux* **3.**
Pharmacie **2.**
Professions et activités médicales **6.**

VEUFS

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième lecture), article **2.**

VEUVES

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **7.**
Lois de finances **5** (première partie), article 1er.

— de guerre

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Anciens combattants.

— des aveugles de la Résistance

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), article 57.

Pension de réversion des veuves de policiers tués en service

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

VIANDE

Voir *Agriculture* **8,** article 14.
Questions au Gouvernement **188.**

Taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés de la —

Voir *Lois de finances* **6** (première partie), article 18.

VIDEOTEXTE

Voir *Audiovisuel* **1.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), budget annexe des Postes et télécommunications.

VIET-NAM

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**
Lois de finances **6** (deuxième partie), Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions orales sans débat **126, 253.**
Traités et conventions **69.**

VIGNETTE

Voir *Corse* **4.**

VILLAGES DE VACANCES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme.

VILLEFRANCHE (Hôpital de —)

Voir *Questions orales sans débat* **267.**

VILLELONGUE-DELS-MONTS (L. E. P. Château-Lagrande à —)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Formation professionnelle.

VILLES NOUVELLES

2. — Projet de loi n° 1086 portant modification du **statut des agglomérations nouvelles**. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 septembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (23 septembre 1982). — Rapport **n° 1103** (30 septembre 1982). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du plan (27 septembre 1982). — Rapporteur pour avis : M. Alain Vivien (30 septembre 1982). — Discussion le 6 octobre 1982. — Adoption le 6 octobre 1982. — Projet de loi n° **238.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 octobre 1982] (p. 5441, 5480) ;

Avis du Conseil d'Etat : *Clément* (*Pascal*) (p. 5450).

Centres-villes : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5482).

Communauté d'agglomération nouvelle : *Richard* (*Alain*) (p. 5443) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 5444) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5449) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5450) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5484).

Définition du périmètre d'urbanisation : *Richard* (*Alain*) (p. 5442, 5443) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 5444) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5445, 5484) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5447) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5449) ; *Malandain* (*Guy*) (p. 5480) ;

Démocratisation des institutions de gestion des agglomérations nouvelles : *Richard* (*Alain*) (p. 5442, 5443) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5446, 5447, 5484) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5448) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5450) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5451) ; *Malandain* (*Guy*) p. 5481) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 5481) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 5482).

Disparités fiscales : *Rocard* (*Michel*) (p. 5446) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5448) ; *Rieubon* (*René*) (p. 5483).

Dotation globale d'équipement : *Richard* (*Alain*) (p. 5443) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 5445) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 5481) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5485).

Dotation globale de fonctionnement : *Richard* (*Alain*) (p. 5443) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 5445).

Ensemble urbain du Vaudreuil : *Richard* (*Alain*) (p. 5442) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5447).

Etablissement public d'aménagement (conseil d'administration-personnels) : *Richard* (*Alain*) (p. 5442, 5443) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5449) ; *Malandain* (*Guy*) (p. 5481) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 5481) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5484, 5485).

Financement spécifique des équipements : *Richard* (*Alain*) (p. 5442, 5443) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 5445) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5447, 5485) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5448), *Malandain* (*Guy*) (p. 5481) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 5481).

Fos-sur-Mer : *Rieubon* (*René*) (p. 5482, 5483) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5485).

Possibilité de création d'autres villes nouvelles : *Rocard* (*Michel*) (p. 5485).

Rappel au règlement de M. Pascal Clément : *Clément* (*Pascal*) (p. 5486) ; *Séguin* (*Philippe*) (p. 5486).

Retrait des communes membres : *Clément* (*Pascal*) (p. 5450).

Saint-Quentin-en-Yvelines : *Malandain* (*Guy*) (p. 5480).

Syndicat d'agglomération nouvelle : *Vivien* (*Alain*) (p. 5444) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5447) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5451).

Taxe professionnelle : *Richard* (*Alain*) (p. 5444) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 5444, 5445) ; *Julia* (*Didier*) (p. 5447) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5450, 5451) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5452) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5484).

Ville nouvelle de Marne-la-Vallée : *Julia* (*Didier*) (p. 5448) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 5481) ; *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 5483) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5485).

Vote favorable du groupe communiste : *Rieubon* (*René*) (p. 5483).

Vote favorable du groupe socialiste : *Guyard* (*Jacques*) (p. 5449).

Discussion des articles [6 octobre 1982] (p. 5486, 5499) :

Section première : champ d'application.

Article 1er (*objet et moyens de réalisation des agglomérations nouvelles*) : amendement n° 66 de M. Louis Maisonnat (précisant que les agglomérations nouvelles peuvent constituer des opérations d'intérêt « régional ») : adopté ; amendement n° 67 de M. Louis Maisonnat (précisant les caractères de la politique des agglomérations nouvelles dans laquelle s'insère le développement des agglomérations nouvelles et les objectifs prioritaires d'une politique d'urbanisation) (p. 5486) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (précisant que les agglomérations nouvelles créées en application de la loi du 10 juillet 1970 sont régies par les dispositions de la présente loi) : adopté ; amendement n° 68 de M. Louis Maisonnat (énonçant les critères sur la base desquels est décidée la suite à donner à l'urbanisation nouvelle déjà commencée) (p. 5487) : retiré ; amendements n° 2 de la commission et n° 128 de M. Guy Malandain (précisant les conditions de création d'une agglomération nouvelle) ; sous-amendement n° 145 du Gouvernement à l'amendement n° 2 (substituant à la concertation « avec les conseils municipaux, le conseil général et le conseil régional » une concertation « avec les maires et les conseillers généraux intéressés ») ; amendement n° 1 : adopté ; sous-amendement n° 158 du Gouvernement à l'amendement n° 2 (proposant que la liste des communes et le projet de périmètre soient soumis à l'avis du conseil général et du conseil régional) (p. 5488) ; sous-amendement n° 145 : adopté ; sous-amendement n° 158 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 128 : devenu sans objet.

Article 2 (*révision du périmètre d'urbanisation des agglomérations nouvelles*) : place faite à la concertation avec les élus municipaux ; conditions de retrait des communes membres ; amendements n° 3 de la commission et n° 130 de M. Guy Malandain (précisant que la révision porte aussi sur la liste des communes membres de l'agglomération) (p. 5489) : adoptés ; amendement n° 4 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (suppression de la disposition relative aux conditions de retrait de plein droit d'une commune membre de l'agglomération nouvelle) ; amendement n° 69 de M. Louis Maisonnat (précisant les modalités de la modification du territoire d'une commune qui désire se retirer de l'agglomération nouvelle) ; problème du rattachement à une commune d'une partie du territoire de la commune ayant décidé son retrait de l'agglomération nouvelle (p. 5490) ; ralliement du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission dans la mesure où l'on considère que les demandes de retrait seront traitées à l'initiative du représentant de l'Etat chargé de l'ensemble du projet de revision du périmètre et soumises dès lors à la procédure de décision correspondante ; respect de la liberté des communes (p. 5491) ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 69 : rejeté après rectification ; amendement n° 104 de M. Pascal Clément (précisant les raisons du recours à la procédure d'exclusion des communes) : rejeté ; amendement n° 105 de M. Pascal Clément (substitution au mot : « concertation », le mot : « consultation ») : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (substituant à la concertation avec les élus concernés une concertation avec les conseils municipaux des communes concernées) ; amendement n° 146 du Gouvernement (substituant à la concertation avec les élus concernés une concertation avec les maires des communes concernées) ; amendement n° 6 : rejeté (p. 5492) ; amendement n° 146 : adopté ; amendement n° 7 de la commission (de précision) ; cas d'une agglomération nouvelle se trouvant sur le territoire de plusieurs départements ; amendement n° 106 de M. Pascal Clément (de précision) ; amendement n° 7 : rejeté ; amendement n° 106 : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 9 de la commission et n° 131 de M. Guy Malandain (de conséquence) (modification de la place de l'alinéa visant à déterminer

les modalités suivant lesquelles il peut être envisagé d'ajouter à la liste des communes membres une commune qui n'en faisait pas jusqu'alors partie) : adoptés ; amendement n° 10 de la commission (tendant à prévoir une procédure dérogatoire au droit commun pour la modification des limites territoriales des communes membres de l'agglomération nouvelle) (p. 5493) ; sous-amendement n° 107 de M. Pascal Clément (attribuant aux conseils municipaux un pouvoir de décision en matière de projet de révision) ; sous-amendement n° 147 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendement n° 107 : retiré ; sous-amendement n° 147 : adopté ; amendement n° 10, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 11 de la commission (précisant que le projet de révision porte non seulement sur la modification de la liste des communes membres mais aussi sur la modification des limites territoriales des communes membres) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (substitution à l'avis du comité du syndicat communautaire d'aménagement et des conseils municipaux du vote du syndicat communautaire d'aménagement et des conseils municipaux) : adopté (p. 5494) ; amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté ; amendements n° 15 de la commission et n° 129 de M. Jacques Guyard soutenu par M. Guy Malandain (relatif au renouvellement éventuel d'un conseil municipal en cas de modification des limites communales résultant de la révision du périmètre d'urbanisation) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5495).

Après l'article 2 : amendement n° 97 de M. Jacques Guyard soutenu par M. Guy Malandain (relatif à la procédure de retrait d'une ou plusieurs communes membres d'un syndicat de service intercommunal composé majoritairement de communes extérieures à l'agglomération) (p. 5499) ; problème de Saint-Quentin-en-Yvelines ; amendement n° 97 : retiré.

Article 3 (*création d'une agglomération nouvelle dans le secteur Est de Marne-la-Vallée*) : amendement n° 16 de la commission (de conséquence) (suppression de l'article 3) : adopté ; en conséquence, l'article 3 est supprimé ; amendements n° 70 et n° 71 de M. Louis Maisonnat : devenus sans objet.

Article 4 (*choix d'un statut pour les agglomérations nouvelles*) : amendement n° 111 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5500) ; amendement n° 17 de la commission (visant à augmenter la durée d'option : six mois) ; amendement n° 108 de M. Pascal Clément (tendant à augmenter la durée d'option : sept mois) : retiré ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 72 de M. Louis Maisonnat (visant à changer l'ordre de présentation des différentes options) ; amendement n° 18 de la commission (visant à distinguer les deux procédures qui aboutissent à la création d'une nouvelle commune) ; amendement n° 133 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (même objet) : retiré (p. 5501) ; amendement n° 72 : retiré ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 112 de la commission (précisant la procédure d'options en faveur de la communauté d'agglomérations nouvelles : adhésion des communes) : adopté ; amendement n° 102 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Louis Maisonnat (de conséquence : modification de l'ordre de présentation des options) : retiré ; amendement n° 113 de la commission (précisant la procédure d'option en faveur d'un syndicat d'agglomération nouvelle : adhésion) : adopté ; amendement n° 73 de M. Louis Maisonnat (instituant une nouvelle option : création d'un syndicat de communes) : retiré ; amendement n° 74 de M. Louis Maisonnat (proposant que l'unanimité des conseils municipaux soit requise pour la création d'une communauté d'agglomérations nouvelles) (p. 5502) : rejeté ; amendement n° 75 de M. Louis Maisonnat (visant à substituer à la constitution d'une nouvelle commune la création d'un syndicat d'agglomération nouvelle en cas de désaccord) (p. 5503) : rejeté ; amendements n° 19 de la commission et n° 132 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (précisant les conditions dans lesquelles un syndicat peut être transformé en communauté d'agglomération nouvelle et rétablissant le droit commun dans l'hypothèse d'une fusion) : adopté ; amendement n° 76 de M. Louis Maisonnat (permettant aux communes s'opposant à la substitution d'une communauté d'agglomération nouvelle ou d'une commune unique au syndicat de se retirer de l'agglomération nouvelle) (p. 5504) : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*création d'une nouvelle commune*) : amendement n° 20 de la commission (relatif à la répartition de la charge de la dette lorsque la nouvelle commune résulte de la fusion) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*création d'une nouvelle commune dans le secteur Est de Marne-la-Vallée*) : amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 22 de la commission et n° 134 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (précisant les conditions de l'élection du conseil municipal de la nouvelle commune) (p. 5505) ; amendement n° 134 : retiré ; amendement n° 77 de M. Louis Maisonnat (proposant que l'élection du conseil municipal ait lieu dans un délai d'un an) ; sous-amendement n° 148 du Gouvernement à l'amendement n° 22 (précisant le point de départ du délai) : adopté ; amendement n° 22, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 77 : devenu sans objet ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (*domaine de compétences de la communauté du syndicat de l'agglomération nouvelle*) : amendement n° 109 de M. Pascal Clément (de forme) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Louis Maisonnat (limitant le champ d'exercice des compétences de la communauté d'agglomération nouvelle ou du syndicat d'agglomération nouvelle au territoire des communes membres compris dans le périmètre d'urbanisation) (p. 5506) ; attributions des communautés urbaines ; amendement n° 78 : rejeté ;

— article 7 : adopté (p. 5507).

Section II : dispositions propres à la communauté d'agglomération nouvelle.

Article 8 (*communauté d'agglomération nouvelle*) : amendement n° 79 de M. Louis Maisonnat (substitution à l'élection au suffrage universel direct des membres du conseil d'agglomération de leur désignation par les conseils municipaux) : rejeté ; amendement n° 23 de la commission (précisant que la communauté d'agglomération nouvelle est un établissement public « intercommunal ») ; sous-amendement n° 149 du Gouvernement (rédactionnel : « établissement public de coopération intercommunale ») : adopté ; amendement n° 23, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 24 de la commission (de conséquence : qualifiant les membres du conseil d'agglomération de « délégués des communes ») : adopté (p. 5508) ; amendements n° 25 de la commission et n° 135 de M. Guy Malandain (visant à adapter le nombre des conseillers élus dans chaque commune au seuil fixé par la loi électorale municipale) ; amendement n° 135 : retiré ; sous-amendement n° 150 du Gouvernement (proposant de ne retenir qu'une seule catégorie pour les communes de 3 500 à 6 999 habitants) : adopté ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 114 de la commission (visant à éviter qu'une seule commune ait la majorité absolue des sièges) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (fixant les délais pour l'élection du conseil d'agglomération et son installation) : adopté ; amendement n° 115 de la commission (tendant à limiter le nombre des sièges d'une commune qui obtiendrait la majorité absolue lors des élections de renforcement du conseil de communauté) : adopté (p. 5509) ; amendement n° 27 de la commission (substituant à la référence aux communes une référence à la communauté urbaine) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Section III : dispositions propres au syndicat d'agglomération nouvelle.

Article 9 (*régime du syndicat d'agglomération nouvelle*) : adopté.

Article 10 (*institution du syndicat d'agglomération nouvelle*) : amendement n° 116 de la commission (de conséquence : suppression de l'article 10) : adopté ; en conséquence, l'article 10 est supprimé ; amendement n° 110 de M. Pascal Clément devenu sans objet.

Article 11 (*administration du syndicat d'agglomération nouvelle*) : amendement n° 29 de la commission (suppression de la disposition prévoyant que les membres du comité du syndicat doivent être élus par des conseils municipaux « en leur sein ») (p. 5510) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (détermination des modalités de répartition des sièges entre les communes quand la décision institutive a été prise par décret) ; sous-amendement n° 159 du Gouvernement (référence à la notion de « population fictive ») : retiré ; amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 31 de la commission (délai d'installation du comité de syndicat) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté (p. 5511).

Article 12 (*modification de la liste des communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle*) : amendement n° 32 de la commission (soumettant la procédure d'intégration d'une nouvelle commune aux règles du droit commun et prévoyant un décret en Conseil d'Etat pour les seuls cas de retrait d'une commune du syndicat) : adopté ; amendement n° 80 de M. Louis Maisonnat (proposant que le comité syndical et les conseils municipaux des communes donnent un avis conforme obtenu à la majorité telle que définie à l'article 2) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Section IV : dispositions générales communes à la communauté d'agglomération nouvelle et au syndicat d'agglomération nouvelle.

Article 13 (*compétences de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle*) : amendements n° 81 de M. René Rieubon, soutenu par M. Louis Maisonnat (p. 5512), et n° 118 de M. Pascal Clément (limitant le champ d'exercice des compétences de la communauté d'agglomération nouvelle et du syndicat d'agglomération nouvelle au périmètre d'urbanisation) : rejeté ; amendements n° 33 de la commission et n° 137 de M. Guy Malandain (précisant que les compétences qu'exerce la communauté ou le syndicat en matière d'urbanisme, de logement, de réseaux urbains et de développement économique se limitent à la planification, la programmation et les investissements ; le fonctionnement restant de la compétence des communes) ; amendement n° 137 : retiré ; amendement n° 33 : adopté ; amendement n° 34 de la commission (référence explicite à la voirie) ; amendement n° 120 de M. Pascal Clément (même objet) (p. 5513) ; amendement n° 151 du Gouvernement (même objet) ; rectification de l'amendement n° 151 ; amendement n° 34 : rejeté ; amendement n° 120 : rejeté ; amendement n° 151, ainsi modifié, adopté (p. 5514) ; amendement n° 35 de la commission (précisant que la compétence de la communauté ou du syndicat en matière d'investissement pour la réalisation d'équipement se limite aux opérations d'urbanisme sous forme de Z.A.C. ou de lotissement) : adopté ; amendement n° 82 de M. René Rieubon (limitant le champ d'exercice des compétences du syndicat et de la communauté au périmètre d'urbanisation) : rejeté (p. 5515) ; amendement n° 36 de la commission (visant à préciser les compétences de la communauté ou du syndicat en matière de décision d'urbanisme) ; amendement n° 136 de M. Guy Malandain, soutenu par M. Jacques Guyard (même objet) : retiré ; amendement n° 152 du Gouvernement (même objet) ; sous-amendement n° 121 de M. Pascal Clément à l'amendement n° 36 (exclusion du P.O.S. des compétences de la communauté ou du syndicat) (p. 5516) : rejeté ; sous-amendement n° 122 de M. Pascal Clément à l'amendement n° 36 (limitant au périmètre d'urbanisation la portée du quatrième alinéa relatif aux Z.A.C. et aux P.A.Z.) : rejeté ; sous-amendement n° 123 de M. Pascal Clément à l'amendement n° 36 (limitant au périmètre d'urbanisation la portée du cinquième alinéa relatif aux autorisations de lotissement) : retiré ; sous-amendement n° 124 de M. Pascal Clément à l'amendement n° 36 (limitant au périmètre d'urbanisation le champ d'exercice des compétences du syndicat et de la communauté en matière d'urbanisme) : rejeté ; amendement n° 36 : rejeté ; amendement n° 152 : adopté ; amendement n° 119 de M. Pascal Clément (prévoyant une majorité qualifiée en cas de désaccord entre les communes en matière d'urbanisme et d'équipement) : rejeté ; amendement n° 37 de la commission (visant à éviter que l'inventaire des biens d'intérêt commun puissent être remis en cause) (p. 5517) ; amendement n° 153 du Gouvernement (modifiant la périodicité du renouvellement de l'inventaire) ; amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 153 : adopté ; amendement n° 38 de la commission (précisant le délai d'établissement de l'inventaire) ; amendement n° 125 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 38 : adopté ; en conséquence, amendement n° 125 : devenu sans objet ; amendement n° 39 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 40 de la commission (intégration éventuelle d'équipements nouveaux dans l'inventaire) ; sous-amendement n° 154 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 40, ainsi modifié, adopté (p. 5518) ; amendement n° 41 de la commission (offrant aux communes un recours lorsque l'inscription à l'inventaire n'a pas été décidée à la majorité qualifiée) ; amendement n° 155 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 41 : rejeté ; amendement n° 155 : adopté ; amendemnt n° 98 de M. Jacques Guyard, soutenu par M. Guy Malandain (protection des personnels assurant la gestion d'équipements transférés lors de l'inventaire) (p. 5519) : retiré ; amendement n° 42 de la commission (précisant la majorité requise pour l'adoption de conventions passées entre la commune et la communauté ou le syndicat pour la gestion de services ou l'exécution de travaux) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*biens du domaine public de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle*) : adopté.

Article 15 (*droits et obligations de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle*) : amendement n° 160 du Gouvernement (relatif au service de la dette assuré par la communauté ou le syndicat) ; amendement n° 43 de la commission (même objet) (p. 5520) ; amendement n° 160 : adopté ; en conséquence, amendement n° 43 : devenu sans objet ; amendement n° 83 de M. René Rieubon (prévoyant la possibilité pour la communauté ou le syndicat de passer une convention d'aménagement avec une société d'économie mixte) ; rôle de l'établissement public d'aménagement ; amendement n° 83 : rejeté ; demande du Gouvernement de poursuivre la séance (p. 5521) ; amendement n° 84 de M. Louis Maisonnat (périodicité de la révision de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage) : retiré ; amendement n° 103 de M. Louis Maisonnat (de conséquence) : retiré ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Section V : dispositions financières et fiscales communes à la communauté d'agglomération nouvelle et au syndicat d'agglomération nouvelle.

Article 16 (*budget de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle*) : adopté.

Article 17 (*fiscalité des communes membres d'une agglomération nouvelle*) : amendement n° 85 de M. Louis Maisonnat (permettant aux communes de fixer le taux et de prévoir le produit de la taxe professionnelle) (p. 5522) : rejeté ; amendement n° 126 de M. Pascal Clément (permettant à la communauté ou au syndicat de percevoir directement la taxe professionnelle seulement dans le périmètre d'urbanisation) : non soutenu ;

— article 17, adopté.

Article 18 (*fiscalité de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle*) : amendement n° 86 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Louis Maisonnat (de conséquence : relatif à la taxe professionnelle) : rejeté ; amendement n° 127 de M. Pascal Clément (de conséquence : relatif à la taxe professionnelle) : non soutenu ; amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) (p. 5523) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 96 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. René Rieubon (tendant à améliorer la situation financière des communes ou syndicats de communes riverains d'une agglomération nouvelle) ; zone industrialo-portuaire de Fos ; amendement n° 96 : retiré.

Article 19 (*dépassement des limites pour la fixation du taux de la taxe professionnelle*) : amendement n° 44 de la commission, n° 60 de la commission des finances et n° 138 de M. Alain Vivien (suppression de la référence à l'article 1636 B *septies* du C.G.I. qui fixe un plafond au taux de la taxe professionnelle en fonction du taux moyen national) ; amendement n° 138 : retiré (p. 5524) ; amendements n°s 44 et 60 : adoptés ; amendements n° 45 de la commission, n° 61 de la commission des finances et n° 139 de M. Alain Vivien (permettant à la communauté ou au syndicat de dépasser les limites prévues à l'article 1636 B *sexies* pour couvrir les dépenses obligatoires) ; amendement n° 139 : retiré ; amendements n°s 45 et 61 : adoptés ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 (*application à la communauté ou au syndicat des dispositions relatives aux fonds départementaux et du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle*) : amendement n° 87 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Louis Maisonnat (de suppression) : devenu sans objet ;

— article 20 : adopté.

Article 21 (*intégration fiscale progressive des communes membres d'une agglomération nouvelle*) : amendement n° 88 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Louis Maisonnat (tendant à ce que la procédure d'intégration soit précédée « d'une homogénéisation des évaluations foncières » ainsi que des abattements pratiqués en matière de calcul de la taxe d'habitation) (p. 5525) ; sous-amendement du Gouvernement (visant à exclure les évaluations foncières de la procédure préalable d'homogénéisation) : adopté ; amendement n° 88, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 89 de M. René Rieubon (suppression du second alinéa relatif à la taxe professionnelle) : devenu

sans objet ; amendements n° 46 de la commission et n° 63 de la commission des finances (visant à porter à dix ans la période d'intégration fiscale progressive par dérogation aux dispositions de l'article 1638 du C.G.I.) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 5526).

Article 22 (*reversement aux communes d'une part de taxe professionnelle*) : amendement n° 90 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Louis Maisonnat (de suppression) : devenu sans objet ; amendements n° 47 de la commission et n° 63 de la commission des finances (prévoyant que les communes recevront un précompte sur le produit de la taxe professionnelle correspondant à la charge de la dette qu'elles ont ou auront antérieurement contractée) ; sous-amendement n° 161 du Gouvernement à l'amendement n° 47 (précisant la nature des équipements concernés) : adopté ; amendement n° 47, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 63, satisfait ; amendements n° 48 de la commission, n° 64 de la commission des finances et n° 140 de M. Alain Vivien (précisant les conditions de l'adoption de la délibération relative aux critères de reversement de la taxe professionnelle) (p. 5527) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (énonçant les critères de reversement qui seront retenus lorsque la majorité qualifiée n'aura pas été atteinte) ; amendement n° 65 de la commission des finances (même objet) ; sous-amendement n° 162 du Gouvernement à l'amendement n° 49 (modifiant des critères) (p. 5528) : adopté ; amendement n° 49, ainsi modifié : adopté ; en conséquence, amendement n° 65 : devenu sans objet ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 (*dotation globale de fonctionnement versée aux communes membres d'une agglomération nouvelle*) : amendement n° 91 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Louis Maisonnat (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 50 de la commission (précisant les éléments pris en compte pour l'appréciation du potentiel fiscal de chaque commune) ; sous-amendement n° 143 de M. Alain Richard (de précision) : adopté ; amendement n° 50 ainsi modifié : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté (p. 5529).

Article 24 (*dispositions financières spécifiques au bénéfice des agglomérations nouvelles*) : adopté.

Section VI : fin du régime particulier applicable aux agglomérations nouvelles.

Article 25 (*achèvement des opérations de construction et d'aménagement*) : amendement n° 93 de M. Louis Maisonnat (modifiant les conditions dans lesquelles il est déclaré que les opérations de construction et d'aménagement sont considérées comme terminées) : rejeté ;

— article 25, adopté.

Article 26 (*fin du syndicat commnautaire d'aménagement*) : adopté.

Article 27 (*fin du régime particulier applicable aux agglomérations nouvelles et choix d'une formule de coopération intercommunale par les communes concernées*) : adopté (p. 5530).

Section VII : dispositions diverses.

Article 28 (*participation des élus aux conseils d'administration des établissements publics d'aménagement*) : amendement n° 94 de M. Louis Maisonnat (modification de la composition des conseils d'administration des établissements publics d'aménagement) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (de précision) : adopté (p. 5531) ; amendement n° 53 de la commission (relatif aux règles de représentation des communes liées à l'établissement par une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage) : adopté après rectification ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 (*participation des élus aux conseils d'administration des établissements publics d'aménagement*) : amendement n° 95 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Louis Maisonnat (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 54 de la commission (précisant que seuls les présidents des communautés ou des syndicats d'agglomération nouvelle sont membres de droit du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (de forme) : adopté ; amendements n° 56 de la commission et n° 141 de M. Jacques Guyard (répartition des sièges au sein du conseil d'administration de l'établissement public qui est chargé de plusieurs agglomérations nouvelles) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté (p. 5532).

Article 30 (*situation des personnels du syndicat communautaire d'aménagement*) : amendement n° 100 de M. Jacques Guyard soutenu par M. Guy Malandain (de précision) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 (*abrogation de la loi du 10 juillet 1970*) : amendement n° 57 de la commission (précisant les articles du code des communes qui sont abrogés) : adopté ; amendement n° 58 de la commission (suppression de la date limite fixée pour l'abrogation de la loi) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 31 : amendements n° 59 de la commission et n° 142 de M. François Loncle (application des dispositions financières spécifiques prévues par la loi à la commune du Vaudreuil) : adopté (p. 5533).

Article 32 (*codification des dispositions de la loi*) : adopté.

Article 33 (*conditions d'application de la loi*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5534).

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Economie et finances. I : charges communes — Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement.

VILLETTE (LA)

Opération de —

Voir *Communes* **9.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), Culture.

VIN ET VITICULTURE

Voir *Agriculture* **8.**

Lois de finances **6** (deuxième lecture), Agriculture, B.A.P.S.A.

Questions au Gouvernement **183, 187, 233, 244.**

Questions orales sans débat **167.**

Taxe sur le coupage des —

Voir *Lois de finance* **6** (première partie), article 16.

T. V. A. sur le —

Voir *Lois de finances* **5** (première partie), article 3.

VIOLENCES ET VOIES DE FAIT

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre : droits de la femme.

VIVISECTION

Voir *Animaux* **3.**

VOIES NAVIGABLES

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Transports.

VOIRIE

Voir *Circulation routière* **5.**

Lois de finances **6** (deuxième partie), article 61.

Questions orales sans débat **179.**

VOTE PAR CORRESPONDANCE

Voir *Français* **4.**

VOTE PAR PROCURATION

Voir *Elections et référendums* **16.**

VOTE SANS DEBAT

Voir *Traités et conventions* **29, 30, 32, 40, 41, 42, 43, 47, 48, 49, 50, 51, 53, 55, 57, 60, 61.**

VOYAGEURS, REPRESENTANTS, PLACIERS

1. — Proposition de loi n° 1190 tendant à mensualiser **le paiement des commissions dues aux voyageurs, représentants et placiers.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 octobre 1982 par M. Alain Hautecœur et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

VOYAGEURS - TRAVAILLEURS

Voir *Questions au Gouvernement* **290.**

W

WATTRELOS (usine de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **468.**

WONDER (société)

Voir *Questions orales sans débat*, **153.**

Y

« LES YEUX OUVERTS » (campagne)

Voir *Lois de finances* **6** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

YVELINES (lycées des —)

Voir *Questions orales sans débat*, **137.**

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les numéros des documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et les rubriques de la table des matières (avec l'indication de la place qu'ils occupent à l'intérieur de ces rubriques).

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
686	Justice **6.**
687	Nouvelle-Calédonie **1.**
688	Corse **2.**
689	Nouvelle-Calédonie **1.**
690	D. O. M. **2.**
691	D. O. M. **2.**
692	Corse **2.**
693	Collectivités locales **1.**
694	D. O. M. **3.**
695	Collectivités locales **1.**
696	Nationalisations **5.**
697	Collectivités locales **1.**
698	Justice **6.**
699	Nouvelle-Calédonie **1.**
700	Nationalisations **5.**
701	Nouvelle-Calédonie **1.**
702	Nouvelle-Calédonie **1.**
703	Collectivités locales **1.**
704	Nouvelle-Calédonie **1.**
705	Nouvelle-Calédonie **1.**
706	Collectivités locales **1.**
707	Corse **2.**
708	Parlement **7.**
709	Parlement **8.**
710	Procédure pénale **2.**
711	Baux **9.**
712	Logement social **1.**
713	Commerce **2.**
714	Agriculture **6.**
715	Professions et activités médicales **3.**
716	Protection civile **4.**
717	Handicapés **4.**
718	Calamités et catastrophes **4.**
719	Corse **2.**
720	Corse **2.**
721	Nationalisations **5.**
722	Nationalisations **5.**
723	Nationalisations **5.**
724	Corse **2.**
725	Corse **2.**
726	Nationalisations **5.**
727	Nationalisations **5.**
728	Radiodiffusion-télévision **5.**
729	Sécurité sociale **8.**
730	Commerce et artisanat **4.**
731	Economie : ministère **1.**
732	Commerce et artisanat **5.**
733	Traités et conventions **33.**
734	Français **4.**
735	Lois de règlement **1.**
736	Lois de règlement **2.**
737	Examens, concours et diplômes **1.**
738	Examens, concours et diplômes **2.**
739	Examens, concours et diplômes **3.**
740	Epargne **3.**
741	Justice **7.**
742	Travail **6.**
743	Travail **7.**
744	Travail **8.**
745	Travail **9.**
746	Auxiliaires de justice **2.**
747	Fonctionnaires et agents publics **5.**
748	Commerce et artisanat **4.**
749	Traités et conventions **29.**
750	Traités et conventions **30.**
751	Traités et conventions **32.**
752	Traités et conventions **33.**
753	Procédure législative **1.**
754	Audiovisuel **1.**
755	Epargne **3.**
756	Allocutions **7.**
757	Agriculture **4.**
758	Justice **7.**
759	Banques et établissements financiers **4.**
760	Français **4.**
761	Justice **6.**
762	Mer et littoral **4.**
763	Transports aériens **2.**
764	Justice **4.**
765	Entreprises **11.**
766	Traités et conventions **34.**
767	Traités et conventions **35.**
768	Traités et conventions **36.**
769	Traités et conventions **37.**
770	Traités et conventions **38.**
771	Mer et littoral **5.**
772	Mer et littoral **6.**
773	Examens, concours et diplômes **3.**
774	Vétérinaires **1.**
775	Produits chimiques et parachimiques **1.**
776	Professions et activités médicales **4.**
777	Côte-d'Ivoire - Sénégal **1.**
778	Brésil **1.**
779	Banques et établissements financiers **4.**
780	Traités et conventions **34.**
781	Traités et conventions **35.**
782	Traités et conventions **36.**
783	Traités et conventions **37.**
784	Traités et conventions **38.**
785	Justice **6.**
786	Examens, concours et diplômes **1.**
787	Animaux **1.**
788	Examens, concours et diplômes **2.**
789	Défense : ministère **1.**
790	Archives **1.**
791	Circulation routière **5.**
792	Justice **6.**
793	Mer et littoral **7.**
794	Service national **10.**
795	Enfants **4.**
796	Handicapés **5.**
797	Mer et littoral **8.**
798	Français : langue **1.**
799	Jeux et paris **3.**
800	Enseignement **6.**
801	Drogue **2.**
802	Assurance maladie maternité **4.**
803	Créances et dettes **4.**
804	Sécurité sociale **9.**
805	Armes et munitions **1.**
806	Décorations **5.**
807	Sécurité sociale **10.**
808	Service national **11.**
809	Police privée **1.**
810	Etrangers **5.**
811	Lorraine **1.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
812	Conflits du travail **1.**
813	Salariés **1.**
814	Femmes **10.**
815	Langues étrangères **1.**
816	Ordre public **3.**
817	Frontaliers **1.**
818	Etat-civil **2.**
819	Parlement **9.**
820	Elections et référendums **14.**
821	Traités et conventions **34.**
822	Transports aériens **2.**
823	Travail **6.**
824	Mer et littoral **4.**
825	Justice **6.**
826	Audiovisuel **1.**
827	Traités et conventions **39.**
828	Parlement **10.**
829	Justice **6.**
830	Justice **6.**
831	Prestations familiales **4.**
832	Travail **8.**
833	Travail **7.**
834	Travail **9.**
835	Calamités et catastrophes **4.**
836	Pharmacie **2.**
837	Ordonnances **2.**
838	Traités et conventions **40.**
839	Traités et conventions **41.**
840	Traités et conventions **42.**
841	Traités et conventions **43.**
842	Traités et conventions **44.**
843	Traités et conventions **45.**
844	Traités et conventions **46.**
845	Parlement **10.**
846	Français **4.**
847	Baux **6.**
848	Mœurs **2.**
849	Français **4.**
850	Produits chimiques et parachimiques **1.**
851	Professions et activités médicales **4.**
852	Baux **6.**
853	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
854	Français **4.**
855	Français **4.**
856	Commerce et artisanat **4.**
857	Assurance vieillesse : généralités **7.**
858	Radiodiffusion-télévision **5.**
859	Sécurité sociale **8.**
860	Economie : ministère **1.**
861	Calamités et catastrophes **4.**
862	Traités et conventions **39.**
863	Traités et conventions **40.**
864	Traités et conventions **41.**
865	Traités et conventions **42.**
866	Traités et conventions **43.**
867	Traités et conventions **44.**
868	Traités et conventions **45.**
869	Traités et conventions **46.**
870	Traités et conventions **47.**
871	Traités et conventions **48.**
872	Traités et conventions **49.**
873	Traités et conventions **50.**
874	Traités et conventions **51.**
875	Lois de finances rectificatives **5.**
876	Transports urbains **1.**
877	Déportés, internés et résistants **5.**
878	Communes **8.**
879	Médiateur **1.**
880	Agriculture **7.**
881	Asurance maladie maternité **5.**
882	Permis de conduire **2.**
883	Collectivités locales **2.**
884	Corse **3.**
885	Emploi et activité **3.**
886	Chambres consulaires **5.**
887	Professions et activités paramédicales **3.**
888	Fonctionnaires et agents publics **6.**
889	Français **4.**
890	Police privée **2.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
891	Lois de finances rectificatives **5.**
892	Lois de finances rectificatives **5.**
893	Recherche scientifique et technique **1.**
894	Justice **7.**
895	Fonctionnaires et agents publics **7.**
896	Poissons et produits d'eau douce et de la mer **1.**
897	Baux **6.**
898	Français **4.**
899	Pharmacie **4.**
900	Français **4.**
901	Traités et conventions **47.**
902	Traités et conventions **48.**
903	Traités et conventions **49.**
904	Traités et conventions **50.**
905	Traités et conventions **51.**
906	Collectivités locales **3.**
907	Collectivités locales **4.**
908	Collectivités locales **5.**
909	Plan **2.**
910	Traités et conventions **52.**
911	Commerce et artisanat **4.**
912	Mer et littoral **5, 1, 2.**
913	Mer et littoral **6.**
914	Vétérinaires **1.**
915	Justice **7.**
916	Aménagement du territoire **1.**
917	Enseignement privé **2.**
918	Bourses de commerce **1.**
919	Filiation **1.**
920	Baux **6.**
921	Droits de l'homme **1.**
922	Procédure pénale **3.**
923	Agriculture **8.**
924	Fonctionnaires et agents publics **7.**
925	Lois de finances rectificatives **5.**
926	Plan **2.**
927	Collectivités locales **5.**
928	Collectivités locales **3, 2.**
929	Asurance vieillesse : généralités **7.**
930	Défense : ministère **2.**
931	Politique économique et sociale **3.**
932	Radiodiffusion et télévision **6.**
933	Justice **8.**
934	Justice **9.**
935	Etat **1.**
936	Enseignement **7.**
937	Edition, imprimerie et presse **3.**
938	Salaires **1.**
939	Tourisme et loisirs **2.**
940	Ventes **3.**
941	Défense nationale **1.**
942	Professions et activités paramédicales **4.**
943	Fonctionnaires et agents publics **8.**
944	Animaux **3.**
945	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **5.**
946	Elections et référendums **15.**
947	Sécurité sociale **11.**
948	Transports urbains **1.**
949	Filiation **1.**
950	Collectivités locales **4.**
951	Lois de finances rectificatives **5.**
952	Lois de finances rectificatives **5.**
953	Recherche scientifique et technique **1.**
954	Enseignement **8.**
955	Associations et mouvements **1.**
956	Entreprises **11.**
957	Mœurs **2.**
958	Parlement **9.**
959	Lois de finances rectificatives **5.**
960	Lois de finances rectificatives **5.**
961	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
962	Politique économique et sociale **4.**
963	Traités et conventions **52.**
964	Collectivités locales **4.**
965	Collectivités locales **5.**
966	Politique économique et sociale **4.**
967	Calamités et catastrophes **4.**
968	Déclarations du Gouvernement **4.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
969	Recherche scientifique et technique **1.**
970	Agriculture **8.**
971	Recherche scientifique et technique **1.**
972	Calamités et catastrophes **4.**
973	Recherche scientifique et technique **1.**
974	Travail **10.**
975	Lois de finances **5.**
976	Traités et conventions **53.**
977	Traités et conventions **54.**
978	Traités et conventions **55.**
979	Justice **7.**
980	Commerce et artisanat **4.**
981	Commerce et artisanat **4.**
982	Assurance vieillesse : généralités **7.**
983	Assurance vieillesse : généralités **7.**
984	Justice **7.**
985	Assurance vieillesse : généralités **7.**
986	Sécurité sociale **11.**
987	Audiovisuel **1.**
988	Recherche scientifique et technique **1.**
989	Recherche scientifique et technique **1.**
990	Audiovisuel **1.**
991	Etat **2.**
992	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **6.**
993	Collectivités locales **3.**
994	Déportés, internés et résistants **6.**
995	Professions et activités médicales **5.**
996	Rapatriés **4.**
997	Anciens combattants et victimes de guerre **10.**
998	Logement **7.**
999	Femmes **11.**
1000	Economie et finances **1.**
1001	Assurance vieillesse : régime général **8.**
1002	Banques et établissements financiers **5.**
1003	Enfants **5.**
1004	Service national **12.**
1005	Enfants **6.**
1006	Edition, imprimerie et presse **4.**
1007	Impôt sur le revenu **6.**
1008	Service national **13.**
1009	Impôt sur le revenu **7.**
1010	Impôt sur le revenu **8.**
1011	Plan **2.**
1012	Audiovisuel **1.**
1013	Plan **2.**
1014	Déclarations du Gouvernement **5.**
1015	Collectivités locales **3.**
1016	Bâtiments et travaux publics **1.**
1017	Corse **4.**
1018	Audiovisuel **1.**
1019	Audiovisuel **1.**
1020	Communautés européennes **3.**
1021	Banques et établissements financiers **5.**
1022	Politique économique et sociale **4.**
1023	Bâtiments et travaux publics **1.**
1024	Mœurs **2.**
1025	Politique économique et sociale **4.**
1026	Politique économique et sociale **4.**
1027	Justice **10.**
1028	Politique économique et sociale **4.**
1029	Politique économique et sociale **4.**
1030	Elections et référendums **16.**
1031	Corse **4.**
1032	Procédure pénale **3.**
1033	Corse **4.**
1034	Travail **9.**
1035	Corse **4.**
1036	Elections et référendums **17.**
1037	Energie **3.**
1038	Travail **9.**
1039	Mœurs **2.**
1040	Mœurs **2.**
1041	Bâtiments et travaux publics **1.**
1042	Transports urbains **1.**
1043	Transports urbains **1.**
1044	Travail **9.**
1045	Corse **4.**
1046	Politique économique et sociale **5.**
1047	Amélioration de l'habitat **2.**
1048	Entreprises **12.**
1049	Impôt sur le revenu **9.**
1050	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **2.**
1051	Justice **11.**
1052	Déportés, internés et résistants **7.**
1053	Décorations **6.**
1054	Bois et forêts **1.**
1055	Permis de conduire **3.**
1056	Agriculture **6.**
1057	Service national **14.**
1058	Arrondissements **1.**
1059	Commerce de détail **2.**
1060	Elections et référendums **16.**
1061	Bâtiments et travaux publics **1.**
1062	Bâtiments et travaux publics **1.**
1063	Transports urbains **1.**
1064	Transports urbains **1.**
1065	Transports urbains **1.**
1066	Bâtiments et travaux publics **1.**
1067	Bâtiments et travaux publics **1.**
1068	Corse **4.**
1069	Corse **4.**
1070	Mœurs **2.**
1071	Transports urbains **1.**
1072	Travail **9.**
1073	Transports urbains **1.**
1074	Travail **9.**
1075	Mœurs **1.**
1076	Professions et activités médicales **6.**
1077	Transports **2.**
1078	Contributions indirectes **1.**
1079	Transports urbains **2.**
1080	Epargne **4.**
1081	Fonctionnaires et agents publics **9.**
1082	Fonctionnaires et agents publics **10.**
1083	Lois de finances **6.**
1084	D. O. M. **4.**
1085	Transports urbains **2.**
1086	Villes nouvelles **2.**
1087	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **6.**
1088	D. O. M. **4.**
1089	Professions et activités médicales **6.**
1090	Epargne **4.**
1091	Agriculture **8.**
1092	Fonctionnaires et agents publics **11.**
1093	Agriculture **8.**
1094	Travail **8.**
1095	Travail **8.**
1096	Agriculture **8.**
1097	Fonctionnaires et agents publics **10.**
1098	Fonctionnaires et agents publics **11.**
1099	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
1100	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
1101	Travail **8.**
1102	Aménagement du territoire **1.**
1103	Villes nouvelles **2.**
1104	Baux **10.**
1105	Entreprises **13.**
1106	Arts et spectacles **1.**
1107	Environnement **3.**
1108	Assurance vieillesse : généralités **8.**
1109	Divorce **5.**
1110	Concierges et gardiens **1.**
1111	Amélioration de l'habitat **3.**
1112	Logement **8.**
1113	Avortement **2.**
1114	Enfants **7.**
1115	Avortement **3.**
1116	Fonctionnaires et agents publics **7.**
1117	Agriculture **8.**
1118	Fonctionnaires et agents publics **7.**
1119	Agriculture **8.**
1120	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
1121	Fonctionnaires et agents publics **7.**
1122	Chômage (indemnisation) **2.**
1123	Sécurité sociale **12.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
1124	Rapatriés **5.**
1125	Travail **7.**
1126	Travail **8.**
1127	Travail **8.**
1128	Elections et référendums **18.**
1129	Communes **9.**
1130	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
1131	Fonctionnaires et agents publics **7.**
1132	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
1133	Transports **2.**
1134	Traités et conventions **56.**
1135	Traités et conventions **57.**
1136	Traités et conventions **58.**
1137	Traités et conventions **59.**
1138	Traités et conventions **60.**
1139	Traités et convention **61.**
1140	Chômage : indemnisation **2.**
1141	Radiodiffusion-télévision **7.**
1142	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
1143	Travail **7.**
1144	Tourisme et loisirs **3.**
1145	Rapatriés **5.**
1146	Travail **7.**
1147	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **1.**
1148	Communes **9.**
1149	Elections et référendums **16.**
1150	Elections et référendums **18.**
1151	Sécurité sociale **12.**
1152	Travail **7.**
1153	Travail **7.**
1154	Economie sociale **1.**
1155	Collectivités locales **6.**
1156	Elections et référendums **16.**
1157	Elections et référendums **16.**
1158	Chômage : indemnisation **2.**
1159	Sécurité sociale **11.**
1160	Parlement **11.**
1161	Elections et référendums **16.**
1162	Energie **3.**
1163	Chômage : indemnisation **2.**
1164	Sécurité sociale **11.**
1165	Lois de finances **6.**
1166	Lois de finances **6.**
1167	Lois de finances **6.**
1168	Lois de finances **6.**
1169	Lois de finances **6.**
1170	Lois de finances **6.**
1171	Elections et référendums **16.**
1172	Sécurité sociale **11.**
1173	Elevage **1.**
1174	D. O. M. **4.**
1175	D. O. M. **4.**
1176	Professions et activités médicales **6.**
1177	Créances et dettes **5.**
1178	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **3.**
1179	Français : langue **2.**
1180	Justice **12.**
1181	Fonctionnaires et agents publics **12.**
1182	Justice **13.**
1183	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **4.**
1184	Transports fluviaux **1.**
1185	Amélioration de l'habitat **4.**
1186	Plan **3.**
1187	Boissons et alcools **8.**
1188	Responsabilité civile **4.**
1189	Travail **11.**
1190	Voyageurs, représentants, placiers **1.**
1191	Pharmacie **5.**
1192	Professions et activités paramédicales **5.**
1193	Entreprises publiques **1.**
1194	Justice **14.**
1195	Constitution **2.**
1196	Radiodiffusion et télévision **8.**
1197	Mayotte **1.**
1198	Elections et référendums **19.**
1199	Epargne **4.**
1200	D. O. M. **4.**
1201	Automobiles et cycles **3.**
1202	Travail **12.**
1203	Travail **6.**
1204	Parlement **9.**
1205	Traités et conventions **61.**
1206	Traités et conventions **53.**
1207	Radiodiffusion et télévision **9.**
1208	Sécurité sociale **11.**
1209	D. O. M. **4.**
1210	Traités et conventions **62.**
1211	Traités et conventions **63.**
1212	Traités et conventions **64.**
1213	Traités et conventions **65.**
1214	Aménagement du territoire **1.**
1215	Collectivités locales **7.**
1216	Traités et conventions **66.**
1217	Traités et conventions **67.**
1218	Traités et conventions **68**
1219	Sécurité sociale **12.**
1220	Professions et activités médicales **6.**
1221	Fonctionnaires et agents publics **11.**
1222	D. O. M. **4.**
1223	Justice **14.**
1224	Permis de conduire **2** et **3.**
1225	Professions et activités médicales **6.**
1226	Commerce et artisanat **5.**
1227	Parlement **11.**
1228	Radiodiffusion et télévision **7.**
1229	Collectivités locales **6.**
1230	Travail **6.**
1231	Communes **9.**
1232	Elections et référendums **18.**
1233	Rapatriés **5.**
1234	Aménagement du territoire **1.**
1235	Travail **6.**
1236	Sécurité sociale **11.**
1237	Rapatriés **5.**
1238	Communes **9.**
1239	Elections et référendums **18.**
1240	Collectivités locales **7.**
1241	Sécurité sociale **12.**
1242	Fonctionnaires et agents publics **11.**
1243	Pollution et nuisances **1.**
1244	Elections et référendums **19.**
1245	Fonctionnaires et agents publics **11.**
1246	Traités et conventions **55.**
1247	Traités et conventions **57.**
1248	Traités et conventions **60.**
1249	Expropriation **1.**
1250	Fonctionnaires et agents publics **13.**
1251	Pensions de réversion **9.**
1252	Consommation **1.**
1253	Enseignement privé **3.**
1254	Animaux **4.**
1255	Télécommunications **1.**
1256	Impôts locaux **8.**
1257	Impôts locaux **9.**
1258	Epargne **4.**
1259	Lois de finances rectificatives **6.**
1260	Agriculture : ministère **1.**
1261	Traités et conventions **69.**
1262	Traités et conventions **70.**
1263	Traités et conventions **71.**
1264	Traités et conventions **72.**
1265	Traités et conventions **73.**
1266	Epargne **4.**
1267	Agriculture **10.**
1268	Travail **12.**
1269	Communes **9.**
1270	Elections et référendums **18.**
1271	Sécurité sociale **12.**
1272	Lois de finances rectificatives **6.**
1273	Avortement **4.**
1274	Commerce et artisanat **6.**
1275	Lois de finances rectificatives **6.**
1276	Traités et conventions **54.**
1277	Avortement **4.**
1278	Fonctionnaires et agents publics **9.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
1279	D. O. M. **5.**
1280	Agriculture : ministère **1.**
1281	Commerce et artisanat **6.**
1282	Traités et conventions **56.**
1283	Traités et conventions **63.**
1284	Traités et conventions **64.**
1285	Traités et conventions **67.**
1286	Traités et conventions **68.**
1287	Collectivités locales **7.**
1288	Politique extérieure **1.**
1289	Politique extérieure **2.**
1290	Politique extérieure **3.**
1291	Politique extérieure **4.**
1292	Lois de finances **6.**
1293	Départements d'outre-mer **5.**
1294	Lois de finances **6.**
1295	Handicapés **6.**
1296	Handicapés **7.**
1297	Boissons et alcools **7.**
1298	Lois de finances **6.**
1299	Transports **2.**
1300	Elections et référendums **19.**
1301	Transports **2.**
1302	Baux **11.**
1303	Justice **14.**
1304	Transports **2.**
1305	Communes **9.**
1306	Elections et référendums **18.**
1307	Droits de l'homme **1.**
1308	Elections et référendums **19.**
1309	Communes **9.**
1310	Elections et référendums **18.**
1311	Baux **11.**
1312	Justice **14.**
1313	Police privée **1** et **2**, et ordre public **3.**
1314	Traités et conventions **58.**
1315	Traités et conventions **59.**
1316	Communautés européennes **4.**
1317	Elections et référendums **20.**
1318	Commerce et artisanat **5.**
1319	Travail **6.**
1320	Entreprises **14.**
1321	Professions et activités médicales **6.**
1322	Fonctionnaires et agents publics **11.**
1323	Lois de finances rectificatives **6.**
1324	Professions et activités médicales **6.**
1325	Commerce et artisanat **5.**
1326	Anciens combattants et victimes de guerre **11.**
1327	Travail **6.**
1328	Avortement **4.**
1329	Avortement **4.**
1330	Avortement **4.**
1331	Transports **2.**
1332	Transports **2.**
1333	Sécurité sociale **12**
1334	Sécurité sociale **12**
1335	Lois de finances rectificatives **6.**
1336	Lois de finances **6.**
1337	Lois de finances **6.**
1338	Lois de finances rectificatives **6.**
1339	Avortement **4.**
1340	Fonctionnaires et agents publics **11.**
1341	Avortement **4.**
1342	Epargne **4.**
1343	Epargne **4.**
1344	Lois et règlement **3.**
1345	Entreprises **11.**
1346	Départements d'outre-mer **5.**
1347	Accidents du travail et maladies professionnelles **6.**
1348	Enseignement préscolaire et élémentaire **2.**
1349	Associations et mouvements **5.**
1350	Chambres consulaires **6.**
1351	Français : langue **3.**
1352	Etat civil **3.**
1353	Chômage : indemnisation **3.**
1354	Valeurs mobilières **2.**
1355	Peines **8.**
1356	Service national **15.**
1357	Pollution et nuisances **2.**
1358	Patrimoine esthétique, archéologique et historique **3.**
1359	Ordre public **4.**
1360	Responsabilité civile **5.**
1361	Enseignement privé **4.**
1362	Baux **12.**
1363	Hotellerie et restauration **4.**
1364	Entreprises publiques **2.**
1365	Défense : ministère **3.**
1366	Langues étrangères **2.**
1367	Communes **10.**
1368	Commerce **3.**
1369	Pêche **4.**
1370	Amélioration de l'habitat **5.**
1371	Départements d'outre-mer **5.**

403829998 — 000183

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.